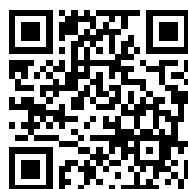

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

010
763
V.25

Library of



Princeton University.

Presented by

THEODORE F. SANXAY, ESQ.

CLASS OF 1869

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

T. XXV. 1^{er} JANVIER 1879

I

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

TREIZIÈME ANNÉE

TOME VINGT-CINQUIÈME

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE
LIBRAIRIE DE VICTOR PALMÉ, ÉDITEUR
25, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 25

1879



1010

.763

t.25

(1879)

LA POLITIQUE DE PHILIPPE II

DANS LES AFFAIRES DE FRANCE

1559-1598

Lorsqu'au commencement de 1556, Charles-Quint abandonna le trône d'Espagne à son fils Philippe, il venait de négocier avec la France la trêve de Vaucelles, désireux d'assurer au jeune roi quelques années de tranquillité. Peu de mois s'étaient à peine écoulés que la guerre recommençait; mais il est juste d'ajouter que cette brusque rupture était le fait personnel de Henri II. Les débuts du nouveau règne furent heureux pour les armes espagnoles : la journée de Saint-Quentin (10 avril 1557) livrait à l'ennemi tout le nord de la France, que la vaillance et l'habileté du duc François de Guise lui disputèrent pied à pied pendant plus d'une année. Aussi, des deux côtés se trouvait-on épuisé d'hommes et d'argent; et, par des concessions réciproques, on aboutit facilement au traité de Cateau-Cambrésis (3 avril 1559), terme longtemps cherché de la sanglante rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint, continuée avec non moins d'acharnement par leurs enfants ¹.

Par une des clauses de cette paix, Philippe II épousait la

¹ Il est impossible de faire allusion à cette époque si émouvante de notre histoire nationale sans rappeler le beau et savant ouvrage de M. Mignet, intitulé justement *Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint* (1875, 2 vol. in-8°, Didier) et sans regretter que l'auteur n'ait pas poursuivi son travail, qui s'arrête à la paix de Cambrai (août 1529).

filles aînée du roi de France, Élisabeth de Valois, d'abord promise au jeune don Carlos, enfant bizarre et maladif, qui avait eu pour mère Marie de Portugal, morte en lui donnant le jour, le 8 juillet 1545. Veuf à dix-huit ans, le fils de Charles-Quint épousait en 1554 Marie Tudor, reine d'Angleterre, qu'il perdait aussi au bout de quatre années. La gracieuse fille d'Henri II et de Catherine de Médicis, à peine âgée de quinze ans, allait donc devenir sa troisième femme. Cette union, abreuvée de plus d'une tristesse, se célébrait sous de funestes auspices. Ce fut aux fêtes données à l'occasion des fiançailles, que le père de la jeune princesse reçut dans un tournoi le coup de lance mortel de Montgomery. Peu de temps après, Élisabeth partait pour l'Espagne, où son rôle se borna à déployer en toute occasion la grâce de son esprit et la bonté de son cœur¹. Tel fut le caractère de son attitude vis-à-vis de l'infortuné don Carlos, et de là sans doute la légende dramatique qu'il est inutile de rappeler.

La jeune reine se laissa-t-elle gagner aux idées politiques de son mari? Fut-elle envoyée par lui à Bayonne, en 1565, pour engager sa mère et son frère à installer en France l'Inquisition et à anéantir violemment les protestants? Autant de questions qui touchent plus à l'anecdote qu'à l'histoire véritable. Ce que nous voudrions mettre en lumière, c'est l'intervention journalière, tant publique que secrète, de Philippe II dans les affaires de France, intervention qui s'exerçait surtout par l'entremise de ses ambassadeurs. On n'ignore pas que le roi d'Espagne était l'homme des longues et minutieuses correspondances. Ses diplomates, par de fréquentes communications, devaient le tenir au courant des moindres événements dont les cours étrangères étaient le théâtre. Il annotait lui-même leurs dépêches, leur répondait souvent de sa propre main, leur envoyait les instructions les plus détaillées. Il avait la manie toute moderne de la paperasserie et entendait son métier de roi comme un chef de bureau. Rien donc d'étonnant qu'il soit resté de toutes ces correspondances des traces nombreuses. Les fameuses archives de Simancas étaient

¹ On peut consulter avec fruit sur la vie de cette princesse un volume plein de curieux documents très bien mis en œuvre : *l'Histoire d'Élisabeth de Valois, reine d'Espagne*, par le marquis du Prat. Paris, Techener, 1859, in-8°.

pleines de documents émanés du sombre palais de l'Escurial. On sait qu'une partie de ces pièces a été transportée en France, où plus d'un historien a pu les mettre largement à contribution. Rapprochées des histoires et des mémoires, contrôlées par les témoignages contemporains, elles peuvent aider singulièrement à caractériser le rôle des ambassadeurs espagnols en France durant la période agitée des guerres religieuses et de la Ligue. Chacun de ces diplomates a marqué sa trace selon ses aptitudes, les moyens dont il disposait, son caractère propre ; mais leur politique a été la même. Elle a suivi en quelque sorte une marche progressive, passant de l'amitié à la défiance, de la défiance à la haine, de la haine à une ambition d'autant plus ardente qu'elle se voyait plus près d'atteindre l'objet de ses convoitises.

Du 3 avril 1559 au 2 mai 1598, date de la signature du traité de Vervins, il ne s'écoule pas moins de trente-neuf ans, à peu près toute la durée du règne de Philippe II¹, années de troubles et de misères sans nombre pour la dynastie mourante des Valois, années de désastres et de ruine financière presque absolue pour la monarchie de Charles-Quint, au bout desquelles on est obligé de part et d'autre de revenir simplement au point de départ, puisque par les stipulations de 1598 le traité de Cateau-Cambrésis était remis en vigueur et redevenait la loi commune des deux couronnes. Pendant cette longue période, Philippe envoya successivement à Paris six ambassadeurs, sans compter les représentants spéciaux qu'il dépêcha vers la Ligue. C'est l'histoire de ces diplomates et de leurs actes que nous voudrions essayer de reconstituer aussi complètement que possible, espérant tirer d'un semblable travail quelques renseignements nouveaux sur une période émouvante du xvi^e siècle, dont les grands traits présentent autant d'intérêt que les plus particuliers détails.

¹ Monté sur le trône d'Espagne en 1557, par suite de l'abdication de son père, Philippe II mourut le 13 septembre 1598, quatre mois après le traité de Vervins.

I

La paix signée, Philippe II envoya en France deux représentants officiels pour régler les conditions et les suites du traité. C'étaient deux personnages illustres de l'Espagne, le duc d'Albe et Ruy-Gomez de Silva, plus connu sous le nom de prince d'Eboli¹. Leur mission ne devait pas être de longue durée. Dès le mois de juillet 1559, Philippe avait désigné comme son ambassadeur en France le franc-comtois Thomas Perrenot de Chantonay, frère du cardinal de Granvelle; mais ce diplomate ne hâtait pas son départ, estimant sa présence fort peu nécessaire tant que le duc d'Albe ne serait point revenu²; et nous savons par les contemporains que le duc ne se trouvait point mal à Paris³. Cependant, le roi d'Espagne ordonna au nouvel ambassadeur de se rendre à la cour de France. C'est du 3 août qu'est datée sa lettre de créance adressée à la Reine-mère⁴; et c'est le lendemain que dut partir Chantonay, non sans avoir été prendre congé de l'évêque de Limoges, François de l'Aubespine, ambassadeur de François II près du roi catholique⁵.

De Gand à Paris le trajet n'était pas bien long, et l'ambassadeur put être promptement en possession de sa charge. Il l'exerça bientôt avec un esprit d'hostilité très marqué à l'égard de la cour des Valois. En décembre, il élevait déjà des difficultés au sujet de la restitution des places et de certaines délimitations réglées par le traité de Cateau-Cambrésis⁶; et il n'était pas en France depuis dix mois, que François II était obligé de signaler ouvertement ses intrigues au représentant qu'il avait accrédité près le roi d'Espagne.

¹ Leurs dépêches sont conservées dans la partie demeurée française des archives de Simancas. — Archives Nationales, *Inventaire sommaire*, 1871, in-4°, p. 146. Coté K 1490-1492.

² *Négociations, lettres et pièces diverses relatives au règne de François II*, 1841, in-4°, p. 25. — Dépêche de l'évêque de Limoges.

³ Dépêche de l'évêque de Limoges au cardinal de Lorraine, de Gand le 31 juillet 1559. *Ibid.*, p. 57.

⁴ Lettre de créance, etc., de Gand le 3 août 1559, signée: « Moi le Roi. » — *Ibid.*, p. 60.

⁵ *Ibid.*, p. 67. — Dépêche de l'évêque de Limoges au Roi, de Gand le 4 août 1559.

⁶ *Ibid.*, p. 257-260.

Le secrétaire d'état Robertet contre-signa, le 21 mai 1560, une dépêche royale écrite à Loches, dans laquelle on lit :

« Il faut en passant que je vous dye que j'ay peu d'occasion de me contenter de l'ambassadeur qui est auprès de moy, lequel, estant frère de monsieur d'Arras, faict tant de mauvais offices que j'en ay un regret extresme. Cela voy-je et sentay-je tous les jours, et d'ailleurs j'en ay plusieurs advis dont il ne sera pas besoing faire plainte, d'autant qu'ils en sont ordinairement advertys, et que je ne me vouldrois pas être cause de faire maltraicter les serviteurs du roy mon bon frère ; mais je vouldrois bien qu'ils feussent plus désireux de l'entretènement de notre amytié. Vous adviserez dextrement s'il y aura point de moyen d'en faire sentir soubz main quelque chose en lieu que sachiez qui soit bien privé, et qu'on ne le puisse trouver mauvais, car l'entendant ledit ambassadeur, ce luy serait donner envye de faire pis ¹. »

Au mois d'août 1560, Catherine de Médicis écrivait à sa fille la reine d'Espagne une longue lettre autographe pour lui demander le rappel d'un ambassadeur dont la cour de France avait chaque jour à se plaindre :

« Entre nous, songez, ma fille, — lui disait-elle dans un langage fort incorrect et que nous sommes obligés de traduire pour le rendre intelligible — ², le roi votre mari a ici son ambassadeur qui se veut mêler de toutes nos affaires, et toujours il dit que c'est par commandement de son maître Cela est trop évident qu'il ne parle que par la bouche des mal-contents, et je m'assure trop de l'amitié du roi mon bon fils, pour vouloir tenir un ambassadeur auprès du roi son frère, pour ne servir que de trouver toutes mes actions mauvaises et m'en tourmenter en son nom, sans qu'il lui commande. Pour ce, Madame ma fille, trouvez façon, avec lui et ceux qui sont auprès de lui, de le révoquer et qu'il en envoie un autre qui ne parle que par son commandement.... »

La reine Élisabeth s'empressait de répondre à sa mère, sans songer à défendre Chantonnay, et en s'excusant seulement de son mieux des ennuis sans nombre que causait la conduite inconsidérée de cet agent :

¹ François II à l'évêque de Limoges. *Ibid.*, p. 384.

² Voir le texte exact dans les *Négociations*, etc., p. 873. — Nous nous étonnons que le marquis du Prat, dans son intéressante *Histoire d'Élisabeth de Valois* (1859, in-8°), n'ait rien dit de cet incident.

« J'ay entendu, écrit-elle ¹, comme notre ambassadeur fait toujours des siennes, de quoy vous pouvez penser si j'en suis fâchée ; car le roy mon seigneur ne désire rien tant comme de vous complaire et vous servir et obéir, et vous supplie, Madame, de penser que vous n'avez point de filz plus affectionné que luy.... »

L'ambassadeur cependant ne devait pas de si tôt quitter la France, où ses services étaient en réalité beaucoup plus appréciés que ne semblait le penser la malheureuse fille de Henri II.

C'était un homme d'assez petit esprit que ce frère cadet de Granvelle ; mais, fort passionné, très habile à brouiller les uns avec les autres les divers chefs de parti qui entouraient le trône, il s'efforçait, pour plaire à son maître, d'identifier les intérêts de l'Espagne et ceux de la religion catholique. Chantonnay rendait compte régulièrement de ce qui se passait en France aux ministres de Philippe II à Madrid, à Rome, dans les Pays-Bas. Sa correspondance est depuis longtemps connue ; elle a été publiée en 1743 dans le tome II de la grande édition des *Mémoires de Condé*. Elle était tirée, nous dit l'*Avertissement* ², d'un manuscrit de 800 pages, contenant « toutes les curiositez du tems, » composé par un certain Scarron, secrétaire de l'ambassade d'Espagne. Malheureusement, les dépêches semblent loin d'être complètes ; elles sont souvent très incorrectes ; et « l'homme qui les a copiées, comme dit encore l'*Avertissement*, a défiguré la plus grande partie des noms de personnes et de lieux. » Telles qu'elles sont, on peut encore en tirer d'utiles renseignements.

Les premières lettres de Chantonnay, publiées dans ce recueil, sont écrites de Fontainebleau en mars et avril 1561 ³. Le prin-

¹ Bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg. Documents français. — *Deux années de mission*, etc., par le comte H. de la Ferrière, 1867, in-8, p. 248.

² *Mémoires de Condé*, etc., t. 1^{er}, in-4^o, p. xii.

³ Les dépêches de Chantonnay commencent beaucoup plus tôt que ne l'indique la publication, évidemment fort incomplète, des *Mémoires de Condé*.

Le 27 juin 1560, il écrit à Philippe II au sujet de l'édit de Romorantin attribuant aux évêques la connaissance des accusations d'hérésie. (*Les Guises, les Valois et Philippe II*, par M. Joseph de Croze, t. 1^{er}, p. 71 ; — Archives de Simancas, B II, n^o 132.)

Nouvelle lettre du 8 septembre de la même année sur les premières demandes de secours des Guises au roi d'Espagne. (*Ibid.*, p. 78 ; — Simancas, B II, n^o 138 et suiv.)

La cote actuelle, indiquée par l'*Inventaire sommaire* des Archives Nationales, porte : Ambassade de Thomas Perrenot de Chantonnay, lettres, etc., 1559-1563. K 1492-1501.

cipal intérêt de la politique réside alors dans l'implacable rivalité des Guises et des Condés. Tout puissants sous François II¹, les princes de la maison de Lorraine trouvent maintenant un singulier contre-poids dans l'influence de Catherine de Médicis, qui vient d'être nommée régente, avec le roi de Navarre comme lieutenant-général du royaume. Ce dernier, — que l'ambassadeur n'appelle jamais que « Monsieur de Vendosme, » pour ne point causer d'ombrage à Philippe qui prétend posséder seul le royaume de Navarre, — a déclaré qu'entre lui et le duc de Guise « il falloyt que l'ung ou l'autre se retirast de court ; » puis, il se laisse réconcilier avec son rival, tandis que le Parlement déclare son frère le prince de Condé innocent du crime de haute trahison pour lequel il avait été jeté en prison par le feu roi. Cela ne fait point l'affaire de Chantonnay² : il se hâte de porter plainte à Catherine, de lui reprocher son indulgence pour les hérétiques et de lui montrer la « désespération » dans laquelle elle plonge les catholiques. Il va même jusqu'à lui écrire une longue lettre de conseils, au nom de « tous les princes catholiques scandalisez³. »

Il se sentait d'ailleurs singulièrement soutenu dans cette voie par un nouveau et puissant parti qui s'était formé, en dépit des

¹ Nous trouvons dans un petit volume, imprimé sans nom de lieu, au milieu du xvii^e siècle : *Les affaires qui sont aujourd'hui entre les maisons de France et d'Autriche* (in-12, 1648), la mention d'une lettre que Philippe II avait écrite au roi de France, « lettre qui fut leue en plein conseil, par laquelle il disoit avoir appris que quelques Seigneurs, se formalisant du gouvernement estably par luy François son beau-frère, menaceoient son Estat d'une guerre civile, que luy Philippe estoit prest d'employer toutes ses forces et sa vie pour le faire obeyr, comme son bon allié et voisin, en souvenance des bonnes instructions et de la sainte éducation que son père Charles V avoit receu de Louis XII, son tuteur. » — Cette lettre est très vraisemblable ; mais nous n'en avons pu retrouver ni le texte ni la date.

² Voici comment le caractérise un bon juge, l'ambassadeur vénitien Marc Antoine Barbaro :

« Il négocioit avec une audace et une assiduité sans pareilles. Il rudoyait presque toujours la reine et le roi de Navarre ; il les menaçait d'une guerre de la part de son maître. Les paroles prononcées en présence de Leurs Majestés étaient dures et poignantes..... Ces procédés de l'ambassadeur espagnol ne servirent pas à grand'chose, et contribuèrent, avec ses paroles, ses conseils déplacés, à le rendre tellement odieux, que la reine et les princes ne pouvaient presque plus le voir. » — *Relations des ambassadeurs vénitiens*, recueillies et traduites par M. N. Tommaseo, 1838, in-4^o, t. II, p. 89.

³ De Moret, 22 avril 1561. — *Mémoires de Condé*, t. II, p. 6 à 10.

efforts de la Régente, et qu'on appela « le triumvirat » du nom de ses trois chefs, le duc de Guise, le connétable de Montmorency et le maréchal de Saint-André. Guise avait repris pour son compte la politique de Henri II ; il s'était mis en relations directes avec le roi d'Espagne, se présentant à lui comme le chef des catholiques de France. C'est à cette époque que commence la longue série de lettres échangées entre les Guises et les agents de Philippe II, correspondance dont beaucoup de pièces ont misérablement disparu ¹ et qui ne se terminera qu'avec la Ligue. François de Guise devint le confident de Chantonnay ; c'est par son intermédiaire qu'il proposa au roi d'Espagne l'union de tous les princes pour l'extermination de l'hérésie, dénonçant la Reine-mère comme coupable de complaisances nombreuses envers les réformés ².

Le « triumvirat » s'entendait encore avec l'Espagne pour combattre l'influence, peu dangereuse pourtant, du pauvre roi de Navarre, véritable homme de paille, que faisait manœuvrer Catherine de Médicis. Exalté par cet appui inattendu que les personnages les plus considérables du royaume venaient prêter à la politique de son maître, l'ambassadeur Chantonnay devenait hautain près de Catherine et avait toujours des menaces de guerre à la bouche. C'est du moins ce que raconte son collègue, le représentant de Venise, dont on a tant de profit à consulter les dépêches ³.

Quoi qu'il en soit, à chaque moment il répète ses plaintes au sujet des prêches qui se font, dit-il, à Paris presque ouvertement. Quand la Reine, pour calmer les disputes religieuses en leur donnant un libre cours, essaye de réunir à Poissy les principaux représentants des deux religions, il se joint au nonce pour protester de ce que « les Prédicants y sont autant asseurez que les Prescheurs catholiques, et y a grand nombre de ces Prédicants à la Court, que l'on veult admettre à disputer contre les Evesques et Docteurs ⁴. » Il écrit quelques jours après qu'il n'y

¹ Un grand nombre de lettres des Guises, surtout durant la première période des guerres de Religion, se trouvaient dans les riches collections du Louvre, brûlées par la Commune.

² H. Forneron, *Les ducs de Guise*, etc., t. I, p. 338.

³ Voir plus haut, en note, le passage de la relation de Barbaro au sénat de Venise qui se rapporte à Chantonnay.

⁴ Lettre de « Surenne près Paris, du dernier d'aoust 1561. » *Ibid.*, t. II, p. 16.

a plus rien à « espérer de l'ayde des hommes, » et qu' « aujourd'huy ce qu'est loisible à Genesve se peult faire aultant impunément par tout ce royaume... » A la fin de l'année, il redit encore « que toutes choses vont leur chemin accoustumé de mal en pys, dont se peult attendre la totale ruïne et extermination de la religion en ce Royaume; car les adversaires sont merveilleusement soustenus et favorisez et les catholiques opprésés par la tollérance du gouvernement, et faulte de justice. Dieu par sa grace veulle bailler le remède requis, puisque la faulte des hommes y est tant évidente ¹. »

Au mois de février 1562, il se plaint vivement à la reine du séjour de l'amiral de Coligny près de la cour et de la mauvaise influence exercée par lui sur l'esprit du jeune roi; il demande en même temps à Catherine d'organiser à l'extrémité du royaume, à Perpignan par exemple, une rencontre avec le roi son maître, première idée de l'entrevue de Bayonne, qui ne devait avoir lieu que quatre ans plus tard.

Cependant les affaires des « triumvirs » ne marchaient point mal; et le faible roi de Navarre, contre lequel ils s'étaient unis, devenait, par sa conversion éclatante au catholicisme, leur plus utile allié. Il fallait le récompenser du tort que sa conduite causait aux princes du sang et à la Reine-mère. Les chefs catholiques, qui tout à l'heure le dénonçaient à l'Espagne, trouvaient bon, le 18 mars, d'écrire à l'ambassadeur Chantonay la singulière lettre dont on va lire quelques extraits :

« Nous retrouvant tous ensemble..., nous avons voulu vous faire entendre que pour la conservation de nostre sainte et antienne religion catholique, nous recevons tous les jours tant de bien et de faveur du Roy de Navarre, qu'à vous parler franchement nous ne scaurions désirer de luy de meilleurs ny plus louables efforts... Par même moien nous supplions le vouloir faire entendre au Roy vostre maistre, affin que Sa Majesté cougnoisse le bon zèle dudict Roy de Navarre et combien il s'est rendu digne d'un bon et favorable traictement de Sa Majesté... vous faisant tous ensemble affectionnée requeste d'y tenir la main. »

A quoi Chantonay s'empresse de répondre, de Poissy, le lendemain 19, dans un billet qui n'a point été conservé par le secré-

¹ Lettre du 20 décembre. *Ibid.*, p. 19. — Catherine de Médicis envoya auprès de Philippe II Jacques de Montberon, pour justifier sa conduite. — V. de Thou, *Hist. univ.*, Liv. XXVIII.

taire Scarron ¹, « qu'il veoit les choses acheminées à ce que de longtems il a désiré, qu'il y eut bonne et seure intelligence entre les principaux princes et seigneurs de ce royaume pour la conservation de la religion..., et cognoissant le pied duquel le Roy de Navarre ² chemine à la fin que dessus, il en loue Dieu, espérant qu'il lui donnera la grâce de continuer de bien en mieulx, et ne fauldra de son cousté d'en donner advertissement au Roy son maistre et de faire l'office qu'il doibt pour le bien des affaires dudict seigneur Roy de Navarre. »

Le prince de Condé s'apprêtait ouvertement à prendre les armes. Le 1^{er} avril, il s'emparait par surprise d'Orléans, entraînant l'amiral dans sa révolte, lequel, au dire du roi de Navarre, pouvait bien avoir la plus grande part dans ce triste début de guerre civile ³. Au fond, cet éclat réjouit le cœur de l'ambassadeur d'Espagne. La violence et la guerre sont dans son jeu, et ce dont il a le plus peur, c'est d'un accommodement. Il faut voir avec quelle vigueur il blâme la reine-mère de sa tentative de compromis ; elle « capitule, » dit-il, ce qui semble « à tous les bons une chose de très grande desréputation à une Princesse de telle qualité. » Puis, il excite les catholiques à la résistance, en leur faisant voir combien la situation devient favorable à leurs intérêts, et sans doute à ceux de son roi. « Il semble, ajoute-t-il, que Dieu veuille que ces affaires se commencent à esclaircir. Si les hommes y veulent tenir la main, est apparent que de cest désordre se viendra à mettre l'ordre. Pour le moins, les catholiques montrent qu'il y ont bon courage. »

La cour proposait le pardon au prince de Condé et à ses partisans, pourvu qu'ils se séparassent immédiatement après avoir déposé les armes. Leurs prétentions étaient inacceptables, puisqu'ils ne consentaient à se retirer qu'aux trois conditions suivantes : qu'on s'engageât à ne jamais les poursuivre ni les priver de leurs « estats et offices ; » que le duc de Guise, le connétable de Montmorency et le maréchal de Saint-André quittassent la cour ;

¹ Ces deux curieuses pièces sont tirées des papiers de Simancas, B 14 ; elles ont été données pour la première fois par M. de Bouillé dans son *Histoire des ducs de Guise*, t. II, p. 181.

² Quand il est content de « Monsieur de Vendosme, » l'ambassadeur espagnol se départit de sa rigueur et lui rend le titre de Roi de Navarre.

³ Lettre de Paris, du 12 avril 1562. *Ibid.*, p. 32.

et que le dernier édit ¹, leur accordant la liberté des « Presches », fût observé sans réserves. Il n'y en avait pas moins de nombreuses allées et venues de négociateurs, pendant lesquelles les préparatifs qu'auraient pu faire les catholiques pour châtier immédiatement les rebelles se trouvaient complètement arrêtés. La reine tergiversait : tantôt elle refusait les troupes auxiliaires que lui offrait Philippe, par l'entremise de l'ambassadeur de France à Madrid, l'évêque de Limoges ; tantôt elle demandait à la régente des Pays-Bas, Marguerite de Parme, de lui envoyer des soldats ; tantôt elle chargeait le roi de Navarre de s'entendre avec Chantonnay pour accepter de l'Espagne six mille hommes et de l'argent afin d'en entretenir quatre mille autres ². L'ambassadeur s'empres-
sait de promettre tout ce qu'on voulait ; car il redoutait que la lutte ne s'engageât point. Entend-il parler d'une entrevue de la Reine-mère avec le prince de Condé, aussitôt il écrit : « Dieu veuille qu'il se conclue quelque chose de bon ; non pas d'appointement ; car je tiens que pis ne sçauroit advenir pour la religion. Que les catholiques persistent à leur bon vouloir, et qu'ils soyent aydez, comme le mérite de la cause le requiert et que Sa Majesté l'a toujours fait entendre, j'espère que tout ira bien. »

Cependant les catholiques, formant l'armée du roi, s'avançaient vers les forces de Condé, conduits par le propre frère du prince, le faible roi de Navarre, resté fidèle, non sans hésitations, à la cause de la monarchie. Durant le mois de juillet, cette petite troupe, à laquelle s'étaient joints les contingents allemands et suisses, avait repris sur les protestants les villes de Blois, Tours, Chinon, Angers, Le Mans, Saumur, Poitiers, Bourges. Puis l'on hésita longtemps à la cour pour savoir si on essaierait de s'emparer d'Orléans, ou si l'on dirigerait l'armée vers la Normandie où les Huguenots tenaient la campagne. Catherine montrait à l'égard de la répression des rebelles une incroyable faiblesse, que Chantonnay déplore dans la plupart de ses dépêches.

« Il y a gens allants et venants continuellement à Orléans de la part de la Reyne, — écrit-il de Chartres le 15 septembre, — mais cela se passe de sorte que l'on ne scait découvrir ce que c'est en effet ; et est certain que la Reyne-Mère désire tousjours l'appointement, et procède fort froi-

¹ L'édit de janvier.

² Lettre de Paris, du 7 mai 1562. *Ibid.*, p. 41. .

dement au chastoy des rebelles et est merveilleusement facile à leur pardonner tant en général qu'en particulier ; et eux sement et se vantent qu'ils scavent bien à quel tiltre et sous la faveur de qui ils se sont mis dans cette entreprise et qu'ils en ont des lettres, comme souvent j'ay escript ¹. »

Le caractère de Catherine de Médicis favorisait toutes ces suppositions, dont il est difficile de fournir d'autres preuves. Quoi qu'il en soit, les événements furent plus forts que les désirs de la Reine-mère. Au mois de novembre, la ville de Rouen était prise et le roi de Navarre blessé mortellement sous ses murs. La sanglante bataille de Dreux (19 décembre 1562), où les chefs des deux armées, le prince de Condé et le connétable de Montmorency, furent faits prisonniers, où le maréchal de Saint-André et tant d'autres gentilshommes restèrent sur le terrain, assura le pouvoir au duc de Guise et ne laissa plus place aux atermoiements de la cour. Chantonay raconte assez exactement les péripéties de la bataille et l'effet produit dans Paris par les mauvaises nouvelles qu'on reçut d'abord. Bien des historiens ont répété ² qu'en apprenant la victoire des protestants, Catherine de Médicis avait montré fort peu d'émotion et s'était contenté de dire tranquillement : « Eh bien ! nous prions Dieu en français ! » Ce mot, s'il était vrai, n'aurait pas dû échapper à l'ambassadeur d'Espagne, qui se trouvait justement près de la reine, et qui ne manque guère une occasion de relever les moindres détails pouvant incriminer sa conduite. Il rapporte au contraire qu'elle se hâta d'aller avec le jeune roi rendre grâces à Dieu, qui avait si bien rétabli un combat déjà presque perdu. Ce qui ne l'empêche point, six semaines plus tard, d'écrire la sévère appréciation que l'on va lire :

« Jusques à ceste heure, le faict de la victoire de la bataille est de petit profit pour le Royaulme, que moindre ne la pourroit-on imaginer ; et semble que le prince de Condé n'est prisonnier, ains qu'il tient les aultres en captivité ; chose qui faict merveilleusement murmurer contre la Roïne ; et quant à moy, je ne l'en scaurois du tout excuser : ne say-je si l'on luy doit imputer à malice ou à peu d'expérience. Elle a faict ceste faveur audict prince de Condé de luy envoyer toutz ceulx du Con-

¹ *Mém. de Condé*, t. II, p. 82.

² V. Henri Martin, t. IX, p. 148.

seil ensemble, pour luy remonstrer en forme de supplication, qu'il vou-
lust avoir pitié des affaires de ce Royaulme : cela l'a adoulcist auculne-
ment, voyant que l'on fist compte de luy ; mais pourtant n'a-il voulu
condescendre à aucune chose que se peult dire œuvre de Dieu ; car à la
vérité, concéder que chascun puisse vivre selon le repos de sa conscience
et retourner impunément en son bien, est apprestre une plus grande
guerre que celle qui se faict pour le jourd'huy ; et telz termes d'user de
supplication envers ung prisonnier vassal, sont absurdes et ridicules, et
donnent bien à entendre qu'il y a de la faveur secrète, sans laquelle il
est tout cler l'on n'useroit de telz respectz. Tout le peuple en est tant
scandalisé, qu'il en attend tous les jours pis ; et crainct que à la fin l'on
fera parler le Roy très-chrestien, après que la Royne aura permis qu'il
soit séduict ; comme tout le monde la tient pour perdue en ce Royaulme,
et que rien ne la retient, que l'attente de veoir son appoint, pour com-
plaire à ceulx qui la gouvernent, et mettre à exécution leur conseil, qui
tend entièrement à l'éversion de la Religion catholique : pourtant est-ce
qu'elle fuyt la voysinance de ce lieu, affin qu'elle n'aye occasion de
rendre le prince de Condé à la Bastille, ou aultre lieu fort ; et ne sçay
où l'on le sçauroit metre seurement en tout le royaulme, aultre que la
dicte Bastille ¹.

Le duc de Guise, qui avait montré grand « contentement de
la conduite » des soldats « Espagnols, » se hâta d'amener ses
troupes victorieuses devant Orléans, pour terminer la guerre par
la prise de cette ville, véritable place forte du Protestantisme.
On sait comment, à la veille de profiter de ses succès, il tomba
victime d'un fanatique. La Reine-mère, qui n'avait plus à ménager
un puissant vainqueur, s'empessa de poursuivre ses projets
particuliers, en offrant la paix aux rebelles. Chantonay raconte²
qu'il dut faire tous ses efforts pour rendre ce traité le moins
désavantageux possible aux catholiques.

Il exhorte la reine, d'après les instructions réitérées de Phi-
lippe II, à ce « qu'elle ne consente aucune chose au préjudice
de la Religion, et diminution de l'autorité du Roy très-chrestien. »
Ses conseils ont peu de succès, et il n'ignore pas que derrière lui
Catherine « baille à entendre qu'elle se soucyé peu des menas-
ses et parolles du Roy d'Espagne. » Les chefs catholiques, en
effet, voient tous les jours leur influence diminuer et n'ont plus
d'espoir que dans Philippe. « Tous les bons crient à l'arme après

¹ *Mém. de Condé*, t. II, p. 128.

² Dépêche du 15 mars 1663. *Ibid.*, p. 138 et suiv.

le Roy ; et oultre l'appeller et désirer, reprennent merveilleusement sa retardance, longueur et froideur. »

A peine la paix signée, on se hâta de renvoyer les troupes espagnoles, tandis que les reîtres, levés par les chefs protestants et dont la cour avait pris la solde à sa charge, se retiraient lentement, pillant avec insolence sur leur passage et dissimulant leur itinéraire, pour faire croire aux amis de Philippe II qu'ils pourraient bien aller continuer leurs exploits dans les Pays-Bas. C'est la perpétuelle préoccupation de l'ambassadeur, qui ne manque pas de prévenir son maître des moindres nouvelles qui lui parviennent à ce sujet ¹. Il se plaint également que toutes les faveurs de la cour soient réservées aux amis de Condé et du jeune prince de Porcien, Antoine de Croy, qui avait commandé les reîtres avec succès. « Les Huguenotz ont obtenu présens et advancements, dit Chantonay, non seulement ceulx du pays ; mais encore les estrangers, ausquelz l'on a donné estats de Gentilhomme de la Chambre, chaisnes, offices pour vendre, et aultres telles mercèdes : combien qu'il n'y ait de quoy payer ceulx à qui raisonnablement et légitimement il est deu ². »

La fin de l'année fut occupée tout entière à la guerre avec les Anglais, heureusement terminée par la reprise du Hâvre. L'Espagne n'avait rien à voir dans cette affaire, qui faisait trêve pour un moment aux querelles religieuses. Mais à peine la cour est-elle revenue à Paris, que l'ambassadeur de Philippe II recommence à réclamer des mesures de rigueur contre les protestants. C'est — comme nous dirions aujourd'hui, — à la liberté de la presse qu'il s'en prend. Il arrive chez la Reine porteur de « deux Livres imprimez nouvellement, dont l'ung traicte de mille opprobres contre la Messe, et l'autre de cruaultez faictes par l'Inquisition d'Espagne dois l'an cinquante-neuf, contre les Fidelles et Martirs de Jésus-Christ. » Le langage qu'il dit avoir tenu à Catherine est assez curieux pour que nous le rapportions ici :

« Je la suppliai qu'elle voulut prendre de bonne part, si je l'advisois de quelque chose, à quoy il pourroit estre, l'on avoit jà pensé ; qu'estoit que donnant ordre à ce que touche les Presches, c'estoit chose très convenable ; mais aussi il failloit regarder que' ceulx qui y alloient, estoient

¹ Dépêches des 24 et 25 avril, 7 et 18 juin 1563.

² *Mém. de Condé*, t. II, p. 164.

jà la pluspart gastez ; et que, au plus, il n'y en y alloit que deux ou trois cens par sermon ; et que plusieurs faisoient ce que se fait aux nostres, que les ungs n'y escoutoient ny pensoient, les aultres se souvenoient peu de ce qu'ils avoient ouy ; mais beaucoup estoient pires les Livres que s'impriment et publient sans le nom de l'auteur ny de l'imprimeur : car ilz passent par cent mille mains et gastent ceulx qui les lisent par curiosité ; et sont plus leuz et releuz et mieulx incorporez que les Sermons ¹. »

L'ambassadeur n'eut point beaucoup d'occasions de renouveler ses plaintes. Il ne tarda pas à quitter définitivement la France, pour aller représenter « en Allemagne » le roi Philippe II. Ce changement de résidence lui fut fort agréable ; et il est probable qu'il le réclamait depuis quelque temps. Son secrétaire écrivait à la date du 24 février 1564 :

« Monsieur de Chantonnay s'en va fort content, dont certes il a grande raison, pour plusieurs considérations : car oultre qu'il dépendoit largement de son bien, il n'estoit plus pour faire chose, à ceste légation, qui peust plaire à ceulx qui gouvernent aujourd'huy ; lesquelz sont aussi fort contens de son partement, que luy-mesmes ; mais il est austant regreté des gens de bien et Catholicques que jamais fut homme ². »

II

Le secrétaire Antoine Scarron géra l'ambassade d'Espagne pendant cinq ou six mois. Du moins ses dépêches, publiées dans les *Mémoires de Condé* ³, vont du 24 février au 16 juin 1564. Elles sont peu nombreuses, et ne présentent pas assez d'intérêt pour être analysées en détail. Les événements qu'il raconte n'ont pas d'ailleurs dans l'histoire d'importance capitale.

Avant la fin de l'année, Chantonnay avait pour successeur régulier don Francès de Alava ⁴. Ce dernier, originaire des pro-

¹ Dépêche du 12 janvier 1564. *Ibid.*, p. 186.

² *Mém. de Condé*, t. II, p. 190.

³ On ne trouve pas trace de cette correspondance dans le fonds espagnol des Archives nationales.

⁴ Ses dépêches sont cotées : K 1501-1526, avec cette indication : « Lettres de l'ambassadeur à Philippe II au secrétaire Çagas, au duc d'Albe, réponses, etc. — 1564-1571. »

vinces basques, n'était pas un nouveau venu en France. Il s'était déjà fait envoyer à la cour, au mois de mars 1563, avec la mission spéciale d'empêcher la Reine-mère de signer avec le prince de Condé un traité trop favorable aux protestants. Il était retourné en Espagne, porteur de quelques bonnes paroles de Catherine à l'adresse de Philippe. Surtout, il n'avait pas manqué de profiter de son séjour pour se rendre compte de l'état des partis et des intrigues sans nombre que la minorité de Charles IX contribuait encore à faciliter ¹. Peut-être même Chantonay lui avait-il fait partager sa manière de voir. Toujours est-il que sa conduite fut modelée sur celle de son prédécesseur et qu'il eut même le talent de se faire détester plus que lui.

C'était un vrai courtisan, qui n'hésita pas un instant, dès le début, à flatter de toutes manières un souverain dont il possédait mieux que personne le caractère et dont il s'efforçait de satisfaire les plus mesquines passions ². Il était pour la cour des Valois un observateur malveillant, bien plus une sorte de conspirateur perpétuel qui, sous le couvert de son inviolabilité de représentant du plus puissant souverain de la chrétienté, s'affiliait avec tous les ennemis de la France, cherchait les combinaisons les plus tortueuses pour créer des difficultés et aggraver une situation déjà fort délicate. Catherine de Médicis ne cessait de se plaindre de lui; et l'ambassadeur du roi à Madrid, M. de Fourquevault, qui connaissait bien le personnage, le caractérise ainsi dans une de ses dépêches :

« Il fait rage tous les jours, pour découvrir grandes pratiques et

¹ C'est à tort que M. Teulet, dans une note d'ailleurs assez inexacte sur don Francès de Alava, ne le donne pour successeur à Thomas de Chantonay qu'en 1566. Ce dernier partit, comme nous l'avons vu, en février 1564, et Alava le remplaça avant la fin de l'année. — V. *Correspondance diplomatique de Bertrand de Salignac de La Mothe-Fénelon*, 1840, in-8°, t. IV, p. 316.

² Il n'y avait rien que n'imaginât don Francès de Alava pour faire de loin sa cour au monarque dont il connaissait toutes les faiblesses. Un jour, son industrie s'appliquait à se procurer par des moyens équivoques une relique vivement convoitée. « Il envoie maintenant au roy son maistre, — nous apprend l'ambassadeur français, — un os du bras de saint Laurent qu'il a trouvé moyen de retirer d'un certain monastère du royaume, dont il fait grand cas, pour ce qu'il sembloit impossible de le pouvoir avoir, de laquelle relique ceste Majesté est infiniment bien aise, afin de la mettre à son église d'Escorial, qu'il a dédiée au dict saint. » — Dépêche de M. de Fourquevault, Bibl. nat., fr. 10751, p. 1435.

menées du costé de delà, et il satisfait à merveille le Roy son maistre, de la grande notice et clarté qu'il lui donne journellement des choses secrètes et intelligences qui passent au lieu où il est, et est telle sa diligence, qu'il laisse à part le devoir qu'il faict de s'acquitter de son office d'ambassadeur ; il a particulier soin de faire maints autres sacrifices qui contentent le plus du monde son dict maistre ¹. » Une autre fois, il raconte que Philippe plaignait son ambassadeur « du grand travail qu'il se donnoit pour le tenir averti de heure à heure de tout ce qui se fait et dit en France, luy promettant de luy donner quelque repos à l'advenir, en lui accordant une place d'honneur à ses costés ². »

L'Espagne n'avait pourtant rien à reprocher à Catherine de Médicis, qui, loin de résister à l'influence de son gendre ³, cherchait près de lui un point d'appui contre les partis dont elle redoutait la puissance. Pendant tout le temps que dura sa régence ⁴, elle ne créa à Philippe II aucun embarras ; elle avait trop à faire en France, soit avec les Lorrains, soit avec les protestants révoltés ; et c'est à la guerre civile qu'elle demandait des succès et des honneurs pour son fils préféré, le duc d'Anjou. Lors de la première insurrection des Pays-Bas, elle laissa la gouvernante Marguerite d'Autriche apaiser les troubles par son habile conciliation. Quand Philippe II, ne se contentant pas de cette sage politique, envoya le duc d'Albe dans les provinces flamandes avec une puissante armée et institua le « Tribunal de sang, » elle n'écoula pas les conseils de ceux qui voyaient avec plaisir les fautes de l'Espagne, désireux d'en tirer profit pour la France ; elle donna ordre au contraire, sur les plaintes de l'ambassadeur, de disperser les bandes huguenotes de Picardie qui se préparaient à passer la frontière. Le maréchal de Cossé se chargea de les détruire et de mettre à mort leurs chefs. L'odieuse exécution, à Bruxelles, des comtes d'Egmont et de

¹ Biblioth. nat., fr. 10751, p. 908.

² *Ibid.*, p. 1460.

³ « Personne, — dit l'ambassadeur vénitien, Jean Correro, — n'a plus haute opinion du roi catholique que la Reine ; elle aimerait mieux avoir de son côté le roi d'Espagne que tous les autres princes chrétiens ensemble. Toutes les fois que ce roi a paru mécontent d'elle, ou a blâmé sa manière de gouverner, elle en a éprouvé un déplaisir infini, et elle s'est même irritée de cette désapprobation.... » — *Relations des ambassadeurs vénitiens*, etc., t. II, p. 169.

⁴ C'est à dessein que nous ne relatons pas même ici l'entrevue de Bayonne (juin 1565), Alava ne semblant pas, de près ou de loin, y avoir joué le moindre rôle.

Hornes ¹, bien que ce dernier appartint à une branche des Montmorency, n'émut pas davantage la cour. Philippe II, pour reconnaître une telle conduite, offrait à la Reine-mère un secours immédiat de neuf mille combattants, à la veille de la paix de Saint-Germain, au mois de juillet 1570.

Mais, la guerre civile terminée, Charles IX sembla vouloir prendre en mains la direction des affaires, et les rapports de la France avec l'Espagne changèrent tout d'un coup. Le Roi se mit à rechercher l'amitié des princes protestants d'Allemagne ; il écouta volontiers les conseils de Coligny et fit droit à plus d'une de ses demandes ; il accepta la pensée de l'union de sa sœur Marguerite de Valois avec le jeune roi de Navarre ; il fit poursuivre activement les négociations d'un autre mariage ², celui du duc d'Anjou avec la reine Élisabeth. Alava faisait tous ses efforts pour combattre cette politique, et nous savons par l'ambassadeur de Charles IX à Londres, La Mothe-Fénelon, qu'il contrecarrait particulièrement la négociation des deux mariages, au succès desquels il crut un moment ³.

On comprend d'ailleurs que Philippe II ne dût pas voir d'un bon œil les symptômes trop clairs que lui signalait avec colère don Francès de Alava. Il s'émut plus vivement encore, quand il sut que le Roi de France donnait asile à tous les Flamands chassés de leur pays par les barbares persécutions du duc d'Albe, quand il apprit les pourparlers de Louis de Nassau, frère du prince d'Orange, avec les protestants français, avec le Roi lui-même. Il chargea son ambassadeur de demander des explications sur l'attitude qu'on entendait garder vis-à-vis de ses sujets rebelles. Alava prit plaisir à dé-

¹ 6 juin 1568.

² Voir sur les intrigues relatives à ce projet, le t. I^{er} des *Mémoires inédits de la Huguerie*, publiés récemment, avec tant de soin et d'exactitude, pour la société de l'histoire de France, par le baron A. de Ruble.

³ « Voyant que les deux mariages de Monsieur avec la reine d'Angleterre et de Madame avec le prince de Navarre pourroient avec le temps réuscyr fort préjudiciables à sa religion, il s'esforceoit maintenant de les interrompre. » — C'est son collègue de Londres qui l'avouait à La Mothe-Fénelon en septembre 1571. (Dépêche publiée par M. Teulet, t. IV, p. 239.)

Deux mois auparavant, Alava avait essayé de brouiller Charles IX avec la reine d'Angleterre, en communiquant secrètement à Norrys des dénégations mensongères. Sa conduite était même si inexplicable, que les catholiques de Londres le tinrent un moment pour « plus grand serviteur de la Roynie d'Angleterre que de son Maistre. » — Dépêches de La Mothe-Fénelon, publiées par M. Teulet, juillet 1570, t. III, p. 245 et 256.

passer les instructions de son maître : il menaça Charles IX d'une déclaration de guerre, et se fit répondre qu'on ne craignait pas l'Espagne et qu'elle pouvait faire ce qu'elle voudrait. Il se plaignit alors à Philippe II de ne pouvoir obtenir la moindre justice des corsaires huguenots ; il représenta le Roi de France et sa mère comme absolument livrés aux hérétiques et poussa son souverain à une rupture immédiate¹. Catherine de Médicis se hâta de s'interposer ; elle protesta auprès de Philippe contre « les impostures et menteries » d'Alava qui, disait-elle, « à la persuasion et ambition d'aucuns, s'est laissé aller à s'employer à nous mettre mal tous les uns contre les autres, ce qui est cause que nous ne saurions plus l'endurer en ce royaume². »

Philippe II était loin de vouloir prendre l'initiative d'un conflit sérieux avec la France. Il accueillit favorablement les déclarations de la Reine-mère, et, pour lui donner pleine satisfaction, il rappela son trop zélé représentant dès le mois d'août 1571. Mais il ne faudrait pas croire qu'il fût convaincu des « menteries » de don Francès, encore moins qu'il désapprouvât sa conduite. Il aimait par principes les sourdes délations et les encourageait au besoin. Ses ambassadeurs dans les royaumes étrangers n'étaient souvent que de nobles espions ; et les mémoires qu'ils envoyaient à leur maître ressemblaient à de vrais rapports de police. Le roi d'Espagne les dévorait avidement dans le silence de son cabinet de l'Escorial, et il estimait ceux qui, comme Alava, étaient les instruments dociles de cette politique insidieuse. Quand il les désavouait, ce n'était qu'à la dernière extrémité.

Quoi qu'il en soit, le malheureux ambassadeur ne savait pas s'il avait réellement encouru la disgrâce de son maître. En tous cas, sans point d'appui, sa situation n'était pas tenable un jour de plus en France. De quelle manière il quitta Paris et termina lui-même sa mission, c'est ce que nous apprend Charles IX, dans une dépêche adressée à La Mothe-Fénelon, ambassadeur de France en Angleterre, en date du 30 novembre 1571 :

« Au surplus, pour ce que l'on pourra parler diversement par de-

¹ Corresp. de Walsingham, p. 136 (Amsterdam, 1700).

² Archives de Simancas, B 32.

là du départ de l'ambassadeur d'Espagne de ma ville de Paris, je vous veux bien dire que, ayant séjourné longuement au dict Paris, sous couleur de l'indisposition qu'il disoit avoir, il a, pendant son dict séjour, employé ordinairement le temps à faire toutes les mauvaises pratiques qui luy a esté possible avec mes propres subjects, donc, se sentant coupable, comme je pense, et jugeant bien que cella estoit venu à ma cognoissance, il s'en est allé, déguisé, en Flandres, sans avoir prins congé de moy ; qui est une façon nouvelle et convenable à tous les aultres mauvais offices qu'il a faict pendant qu'il a résidé par deça, vous pouvant asseurer qu'il n'a eu juste occasion de crainte, qui l'ayt deu faire ainsi quitter, s'il ne la s'est donné lui-mesme par le jugement de sa propre conscience ; et, que pour cella, on ne doit penser que je sois en aucune mauvaise intelligence avec le Roi catholique, mon beau-frère, lequel ayant adverti de ses déportements, a trouvé très mauvaise la façon du dict ambassadeur, et s'en est grandement courroucé ; qui est cause qu'il n'a osé aller trouver son maître ¹. »

La fin d'Alava fut singulièrement tragique : s'étant retiré aux Pays-Bas, il voulut, au mois de décembre, malgré un très mauvais temps, s'embarquer en Zélande pour retourner en Espagne. Le vaisseau sur lequel il monta fut assailli par une telle tempête qu'il se perdit sans qu'on ait jamais pu en avoir de nouvelles ².

Le secrétaire de légation Aguillon fit six mois l'intérim ³, jusqu'à la nomination de don Diego de Çuniga, qui n'arriva en France qu'au commencement de 1572. Le passage de cet ambassadeur a laissé peu de traces. Il n'était pas de ceux qui aiment à faire montre de leur personnalité et à intervenir à tous moments. Peut-être aussi avait-il quelque peine à débrouiller les volontés changeantes du gouvernement auprès duquel il était accrédité et ses déclarations contradictoires. Un jour il avertissait son souverain de l'influence croissante exercée par Coligny sur l'esprit de Charles IX ; un autre, il prétendait que le Roi et les princes faisaient beaucoup plus d'accueil au duc de Guise qu'à l'amiral et qu'ils tenaient aux catholiques des propos équivoques leur donnant bonne espérance. Cependant, il prévint fidèlement le duc d'Albe et Philippe II des projets de guerre aux Pays-Bas que la

¹ *Correspondance diplomatique de Bertrand de Saligny-Fénelon*, t. VII, p. 279.

² *Ibid.*, t. IV, p. 336, 354, 364. Dépêches de janvier et février 1572.

³ Ses dépêches sont indiquées à l'*Inventaire sommaire* sous la cote K 1526-1528.

cour discutait sérieusement dans ses conseils, et dont l'expédition de Genlis pouvait bien passer pour un commencement d'exécution. Arrive le brusque revirement dans la politique royale qui aboutit à la Saint-Barthélemy : l'ambassadeur espagnol ne trempe aucunement dans ce sombre complot ; il n'en reçoit pas la confiance, et son nom ne figure à cette occasion dans aucun document du temps, histoire, mémoires, correspondances. Il se contente, lorsque l'acte est accompli, d'aller féliciter Charles IX de son zèle pour les intérêts de la religion. Il gère l'ambassade jusqu'à la fin de 1577 ¹ ; et son départ ne fait pas plus de sensation que sa venue.

Il fut remplacé par Don Juan de Vargas Mexia, d'une famille qui a donné à l'Espagne plusieurs personnages célèbres ². Ce diplomate assez obscur eut pourtant la mission difficile de combattre les tentatives du frère de Henri III, le duc d'Alençon, devenu duc d'Anjou, pour se mettre à la tête de l'insurrection de Flandre (juillet 1578) ; et il dut en même temps s'opposer de tout son pouvoir au succès des négociations, habilement renouées par la Reine-mère, pour marier ce dernier représentant des Valois avec Élisabeth d'Angleterre ³. Il était secondé dans cette tâche par le jeune duc Henri de Guise, qui préluait à ses intrigues avec l'Espagne en avertissant l'ambassadeur des nouvelles reçues au conseil du Roi, et en s'entendant avec Don Juan d'Autriche sur les moyens de délivrer Marie-Stuart ⁴. Tous les deux se seraient embarqués séparément, avec chacun dix mille hommes, et auraient opéré une descente en Angleterre, en s'appuyant sur les catholiques et les partisans de la reine d'Écosse. Mais Philippe II, malgré les dépêches pressantes de son ambassadeur en France, hésita toujours à donner son consentement, et perdit l'occasion favorable, en

¹ Ses dépêches, qui portaient autrefois la cote B 33 à 42 dans les papiers de Simancas, sont maintenant classées aux Archives nationales sous les nos K 1529-1543.

² Citons au xvi^e siècle seulement : François de Vargas, ambassadeur de Charles-Quint au concile de Trente, qui mourut vers 1560 ; un autre François, qui commandait les Espagnols à l'attaque d'Harlem, en 1572 ; un Jean de Vargas, qui fut membre du Conseil des troubles aux Pays-Bas en 1568.

³ Ses dépêches cotées autrefois B 46-48, portent actuellement les numéros K 1543-1558.

⁴ *Les ducs de Guise et leur époque*, par H. Forneron, 1877, in-8, t. II, p. 273 et 297, ap. Teulet, vol. V. — M. Forneron commet un anachronisme véri-

remettant de jour en jour une entreprise qui aurait peut-être été plus heureuse que ne le fut, dix ans plus tard, celle de l'*Invincible Armada*.

Vargas mourut subitement à Paris en 1580, après deux années de séjour ; et l'ambassade d'Espagne fut gérée par le secrétaire Don Diego Maldonado ¹, jusqu'à l'envoi de Jean-Baptiste de Tassis, personnage important, que de nombreux services avaient recommandé au choix de Philippe II.

III

Au mois de décembre 1580, Jean-Baptiste de Tassis arrivait comme représentant officiel du roi d'Espagne, mais sans avoir le titre d'ambassadeur, bien qu'il en dût exercer toutes les fonctions. Il allait être mêlé pendant de longues années aux affaires de France : et son origine le préparait à merveille au rôle qu'il avait à remplir. Ce fut un des hommes distingués que le seizième siècle a produits ; il ne semblera donc point superflu de consacrer quelques lignes à sa mémoire ².

Il était né à Bruxelles de parents illustres. Son père avait rempli, sous Maximilien et Charles-Quint, les fonctions importantes de préfet des postes ; sa mère appartenait à une noble famille de Malines. Toute sa jeunesse se passa dans les Pays-Bas, où il assista aux troubles nombreux causés par la domination espagnole. Il fut même conseiller intime de Don Juan d'Autriche pendant sa courte vice-royauté. Mais, au moment de la pacification des provinces, il fut contraint, à son grand regret, de quitter les Flandres avec tous les Espagnols et tous les étrangers. On lui reprochait sa nationalité italienne, son père étant

table en prétendant que c'est de cette époque (1578) que datent les pensions payées par Philippe II au duc de Guise, de même qu'il se trompe singulièrement de date en disant que François de Valois mourut en 1583 « d'une maladie inconnue. »

¹ Dépêche cotée autrefois B 51, aujourd'hui K 1558.

² Nous n'avons trouvé de notice sur Tassis dans aucun dictionnaire historique, soit ancien, soit moderne. La nouvelle édition de la *Biographie universelle* (Michaud) et la *Nouvelle Biographie générale* (Didot) ne prononcent même pas son nom. Seule la *Bibliotheca Belgica* de J. F. Foppens, imprimée en 1739, contient un court éloge de sa vie.

originaire de Bergame. Peut-être aussi avait-il été compromis par sa participation à l'administration d'un pays que ses maîtres traitaient souvent avec une odieuse et inutile rigueur. Quoi qu'il en soit, il dut se réfugier en Espagne, d'où Philippe II l'envoya bientôt en France. Après son ambassade et ses nombreuses missions relatives à la Ligue et à ses suites, il fut de nouveau nommé membre du conseil d'Etat à Bruxelles en 1594¹. Puis, en 1604, après un autre séjour en France comme représentant de Philippe III, il revint à la cour d'Espagne, où son souverain le fit entrer dans le grand Conseil, chargé de diriger les affaires militaires. Enfin, en 1609, on lui donna la permission, qu'il sollicitait depuis longtemps, de se retirer dans un des bénéfices² qui lui avaient été accordés en récompense de ses services; il eut le loisir d'y rédiger un important travail sur les guerres de Flandre, dont il avait toute sa vie rassemblé les éléments. Revenu à Madrid, il mourut l'année suivante et fut enterré à Valladolid.

Il avait présenté son ouvrage à Philippe III, qui ne voulut pas le laisser paraître, à cause de l'indépendance avec laquelle l'auteur appréciait le Conseil des Troubles et l'administration du duc d'Albe. On le déposa à la Bibliothèque de l'Escurial, où plus tard le cardinal d'Alsace, archevêque de Malines, put en prendre copie. Ce prélat fit don de tous ses livres et manuscrits au chapitre de son église cathédrale; et c'est là qu'un parent de Tassis, Godefroy Haften trouva le volume, en revit soigneusement le texte, et en prépara la publication dans un recueil du temps³, fort estimé des écrivains qui se sont occupés de l'histoire des Pays-Bas. Jean-Baptiste de Tassis n'est pas ce qu'on appelle un bon latiniste; son style, assez heureux parfois, n'est ni élégant ni pur; mais le récit est intéressant, complet, presque toujours exact, et, qualité rare pour l'époque, fort impartial. Quand il parle de lui, c'est à la troisième personne et sans exagérer ses mérites. On peut donc se fier à son témoignage; et nous y aurons recours plus d'une fois.

¹ Tassis avait épousé Hélène de l'Espinée, qui mourut au mois d'avril 1599. Il l'aimait beaucoup et en parle d'une façon touchante dans ses *Commentaires*. — On ne voit nulle part qu'elle lui ait laissé de postérité.

² La commanderie de *Encomienda*.

³ Cornelii Pauli Hoyneck, *Analecta Belgica*, La Haye, 1743, in-4°, t. IV. Joannis Baptistæ de Tassis commentariorum de tumultibus Belgicis sui temporis, libri octo.

Mais il est temps de revenir à l'ambassadeur de Philippe II et à ses agissements en France. Tout d'abord Tassis eut quelque peine à se rendre à son poste : il dut éviter avec soin de tomber dans les soldats du duc d'Anjou, qui était alors en guerre ouverte avec le roi d'Espagne dans les Flandres ¹. C'est à Chenonceaux qu'il rejoignit la Reine-mère et put lui présenter ses lettres de créance; puis il alla s'installer à Blois, où résidait d'ordinaire la cour. Il ne tarda pas à s'apercevoir que Henri III était en réalité très hostile à son maître, et envoyait presque ouvertement des renforts à son frère, ainsi qu'aux révoltés des Pays-Bas. Aussitôt, il se plaint vivement à Catherine de Médicis et au Roi de cette intervention si contraire à l'amitié qui unit les deux couronnes. La mère et le fils répondirent tour à tour que le duc d'Anjou agissait contrairement à leur volonté et à leurs conseils, qu'ils feraient tous leurs efforts pour le détourner de son entreprise et tenaient beaucoup à conserver la paix avec le roi d'Espagne; mais qu'on devait savoir combien il était difficile d'avoir du crédit sur l'esprit d'un jeune prince ambitieux et violent, qui avait été jusqu'à s'allier aux huguenots de France contre son propre frère ². L'ambassadeur n'était pas tout-à-fait dupe de ces belles protestations, et il pensait que le Roi était pour le moins satisfait d'éloigner de lui un personnage turbulent, dont il redoutait les incessantes menées.

Cependant, le duc d'Anjou étant entré en vainqueur dans Cambrai (18 août 1581), la Reine-mère manifestait l'intention de garder la ville, sous le prétexte de garantir ses droits personnels sur le Portugal. Philippe II, inquiet du succès croissant de l'insurrection des Flandres, faisait proposer par Tassis un arrangement avec le prince français, auquel il offrait la main de la plus jeune des infantes espagnoles. La partie était assez belle; c'est le duc d'Anjou qui la fit perdre, en allant poursuivre en Angleterre un vieux projet de mariage avec Élisabeth, et en ne revenant aux Pays-Bas que pour s'en faire honteusement chasser, après sa ridicule équipée d'Anvers (17 janvier 1583).

¹ Ce fut seulement le 26 juillet 1581 que les États-Généraux des Provinces-Unies, assemblés à la Haye, proclamèrent François de Valois seigneur souverain des Pays-Bas; mais les négociations étaient pendantes depuis plus d'un an.

² La guerre civile de 1576, qui s'était terminée par la paix de « Monsieur, » avait été en partie l'œuvre du duc d'Anjou.

Libre de ce côté, Philippe se retourna vers la France, qui devint dès lors l'objectif de toutes ses intrigues. Malgré la fréquence et la longueur des dépêches qu'il échangeait avec Jean-Baptiste de Tassis ¹, il ne se rendait pas bien compte de l'état des partis dans le royaume; il avait peine à démêler ce qui se cachait sous les faussetés perpétuelles de la Reine-mère, l'indolence de Henri III, l'ambition des princes lorrains, le désir de nouveautés et l'esprit d'aventure dont étaient animés les chefs principaux de la noblesse tant protestante que catholique. C'est dans ce but qu'il envoya secrètement en France, à l'insu de son propre ambassadeur, un agent spécial, Jean Moreo, originaire d'Aragon, chevalier de Malte, commandeur de Saint-Jean de Jérusalem, personnage qui possédait toute sa confiance, et auquel il donnait pour mission de parcourir la France et de lui rendre compte avec détails de ce qu'il était dans son intérêt de connaître. Moreo passa toute une année dans le royaume; il se mit en relation avec ceux qui semblaient chercher un point d'appui du côté de l'Espagne, se lia particulièrement avec le duc de Mayenne, eut plusieurs entrevues avec Henri de Guise; mais ce dernier ne prêta qu'à moitié l'oreille à ses propositions : il ne trouvait pas le moment venu pour rien entreprendre contre Henri III; le Roi n'avait pas encore suffisamment mis le comble à sa mauvaise administration ; la masse catholique lui demeurait fidèle. Il fallait attendre et ne pas se compromettre inutilement. C'était aussi l'avis de Tassis, dont Moreo alla chercher les dépêches avant son départ. Selon l'Ambassadeur, s'emparer de la France était un grand dessein qui ne devait pas être entrepris légèrement, et qui ne pouvait réussir sans l'aide des passions religieuses, sans l'appui formel du pape et des jésuites ².

La mort du duc d'Anjou (10 juin 1584), qui entraînait l'ouverture certaine de la succession au trône après l'extinction de la race des Valois, semblait bien cet instant propice, si impatientement attendu par Philippe II. En voyant un hérétique relaps, le roi de Navarre, devenir l'héritier présomptif de la couronne, le duc de Guise ne pouvait hésiter à se déclarer chef du parti catholique;

¹ Cette correspondance est conservée presque tout entière aux Archives nationales, parmi les papiers de Simancas. — Ambassade de Jean-Baptiste de Tassis, 1581-1583. — Cote nouvelle : K 1554-1563.

² J.-B. de Tassis, *Comment.*, etc. Lib. VI, p. 439.

le pape devait regarder comme son devoir de défendre les intérêts si compromis de la religion; l'Espagne allait s'offrir pour soutien à cette noble et sainte cause. L'assassinat du prince d'Orange venait de délivrer Philippe II de toute préoccupation du côté des Pays-Bas; il se hâta de renvoyer le commandeur Moreo en France, lui donnant pour instructions de s'entendre avec Tassis, afin de presser la conclusion d'un traité d'alliance entre l'Espagne et les catholiques français. La Ligue, à peine organisée encore, trouverait là son point d'appui le plus solide.

Les deux négociateurs accomplirent promptement cette tâche difficile. Leurs efforts aboutirent au traité bien connu de Joinville¹, dans lequel Philippe ne s'oubliait pas, puisque, sous prétexte de défendre la foi menacée, il faisait signer au cardinal de Bourbon, le futur roi de la Ligue, l'engagement de l'aider à s'emparer de la partie de la Navarre sur laquelle il prétendait avoir des droits. Si nous rappelons ces faits, que personne n'ignore, c'est seulement pour bien indiquer le point de départ de l'intervention audacieuse d'un souverain qui eut l'idée fixe de se faire le maître du monde et la prétention plus inouïe encore de diriger du fond de son cabinet, à l'aide d'agents sans nombre, les rêves de monarchie universelle qu'il avait hérités de son illustre père.

IV

Mais Tassis ne devait pas tirer grand profit du succès qu'il avait obtenu. Il dépendait d'un maître aussi ingrat que difficile à contenter et faisant assez peu de cas des instruments qu'il employait à son service. On ne voit pas du reste dans quel but précis Philippe II donna les mains à l'intrigue véritable dont Jean-Baptiste de Tassis fut victime.

A la fin de l'année 1584, l'ambassadeur d'Espagne en Angleterre arrivait subitement à Paris. C'était Bernardino de Mendoza, vaillant soldat, esprit cultivé, mais diplomate hardi et peu enclin à garder la mesure. Il représentait Philippe depuis quelques années près la reine Élisabeth. Dès son arrivée à Londres, il avait essayé de faire réussir un projet irréalisable, l'union de son

¹ Voir : Du Mont, *Corps diplomatique*, t. V, p. 411 ; de Thou, t. IX, p. 272, etc., et toutes les histoires de France.

souverain avec la fille de Henri VIII. Il échoua dans cette mission d'autant plus délicate que, selon une juste expression de sa correspondance, « la reine d'Angleterre se promettait tous les ans et ne se mariait jamais ¹. » Aussitôt après cette infructueuse tentative, il se mit à chercher tous les moyens de soulever les catholiques anglais, de favoriser les partisans de Marie Stuart, de battre en brèche la puissance britannique. Il était du reste encouragé par son maître dans cette conduite fort peu diplomatique ²; mais son tempérament le poussait aux extrêmes : il entra dans les complots, ceux-mêmes qui s'attaquaient à la vie de la reine, et finit par se compromettre à tel point qu'Élisabeth, sans prendre le temps d'exiger son rappel, lui donna quinze jours pour sortir du royaume.

Mendoza s'embarqua pour les Flandres, et alla séjourner quelque temps à Tournai ; puis il se rendit en France, sous prétexte d'y attendre les ordres de Philippe relativement à son brusque départ d'Angleterre. A Paris, il logea chez Jean-Baptiste de Tassis, qui l'accueillit comme un ami, et le traita de son mieux pendant six semaines. C'est ce moment que choisit Mendoza pour supplanter son hôte et se faire donner l'ambassade de France. Il eut l'habileté de circonvenir tour à tour la Reine-mère et les Guises, de capter les faveurs de chacun par des offres de service et des promesses. Il obtint les bonnes grâces de la cour, et fit si bien qu'on l'engagea à partir immédiatement pour l'Espagne et à s'imposer au Roi comme son représentant nécessaire en France. Catherine de Médicis mit à sa disposition la poste royale, et lui donna un gentilhomme pour l'escorter jusqu'à la frontière. Arrivé à Madrid, il persuada facilement à Philippe II et à ses ministres que personne mieux que lui n'était en mesure de favoriser en France les secrets desseins de la politique espagnole.

Cependant Tassis avait fini par soupçonner les véritables intentions de Mendoza. Des confidences arrachées aux serviteurs de la maison achevèrent de lui ouvrir les yeux. Il crut habile d'écrire immédiatement au Roi, pour rappeler les services que depuis quatre ans il rendait à Paris et demander sa nomination

¹ Lettre de Mendoza du 11 novembre 1578.

² « Je vous autorise, lui écrivait Philippe II, à employer quarante à cinquante mille ducats à corrompre le ministère. » — Archives de Simancas, A 101.

à titre officiel, ajoutant que faute de l'obtenir il ne pouvait gérer plus longtemps l'ambassade. Cette inopportune démarche acheva de le perdre : les amis de Mendoza en profitèrent pour faire signer au Roi ses lettres de créance. Philippe nomma Tassis inspecteur général de ses armées dans les Pays-Bas, maigre compensation, qu'il accompagna du don de quelques beaux bénéfices. Celui-ci accepta sans trop se plaindre, bien qu'il sût très bien que sa conduite méritait une autre récompense¹ ; et il continua à servir fidèlement son souverain, forçant en quelque sorte l'estime et la confiance par des qualités incontestables.

Quant à Mendoza, il était revenu à Paris la tête haute, rapportant à la Reine-mère de belles paroles par lesquelles il endormit son attention, tandis que tous ses efforts tendaient à développer la puissance de la Ligue. Lorsque bientôt Henri III se vit obligé d'adhérer à l'Union catholique et de la jurer solennellement par le traité de Nemours, l'ambassadeur ne se montra pas moins animé contre un monarque dont le pouvoir s'affaiblissait chaque jour ; et il demeura fidèle à l'attitude qu'il avait prise dès le premier jour, quand il s'était opposé avec une si singulière insolence à ce que Henri III reçut à Paris les ambassadeurs que les Provinces-Unies avaient envoyés vers lui, à la fin de janvier 1585².

Mais, avant de suivre pas à pas les intrigues du nouvel ambassadeur espagnol durant son séjour en France, il n'est peut-être pas sans intérêt de faire un bref retour en arrière, pour rechercher l'origine et les débuts de l'homme dont nous aurons si souvent à prononcer le nom.

Bernardino de Mendoza descendait d'une des plus illustres familles d'Espagne³ ; il était le septième enfant de don Alphonse Suarez Hurtado de Mendoza, troisième comte de Corugna. Il naquit vers 1530, et débuta très jeune en Afrique dans la carrière des armes. En 1567, il vint dans les Pays-Bas, à la suite du duc d'Albe, et prit part pendant dix ans à presque toutes les batailles dont la Belgique et la Hollande

¹ « Longe majora ab Rege sibi deberi, » comme il a écrit dans ses *Commentaires*, Livre VI, p. 445.

² V. de Thou, t. IX, p. 542 ; — Henri Martin, *Hist. de France*, t. IX, p. 255.

³ Voir sur les origines de cette maison : *La princesse d'Eboli* (Anne de Mendoza), par Gaspar Muro, trad. par A. Weil. Paris, 1878, in-8, chap. 1^{er}.

furent le théâtre. Mendoza était devenu « mestre de camp » en 1574 et commandait un corps de cavalerie considérable. Durant toutes ces campagnes, interrompues par quelques courtes missions diplomatiques, il avait eu soin de tenir une sorte de registre permanent des faits dont il était l'acteur et le témoin; et il n'eut qu'à mettre en ordre ses notes journalières pour composer ses *Commentaires de la guerre de Flandre*, ouvrage fort estimé et très précieux pour l'histoire de l'art militaire dans la seconde moitié du xvi^e siècle¹. Abandonnant définitivement la guerre pour la politique, Mendoza fut chargé de l'ambassade de Londres; mais il lui resta toujours quelque chose de son premier métier et il se conduisit souvent plutôt en soldat qu'en diplomate. Esprit fin et très lettré, il n'en avait pas moins une grande liberté de langage; et, pour arriver au but, il était, à l'exemple de son maître, peu scrupuleux sur les moyens. Nous allons d'ailleurs continuer à le voir à l'œuvre.

Mendoza avait pris possession de l'ambassade d'Espagne à Paris dans les conditions assez singulières que nous avons racontées; et, comme ses prédécesseurs, fidèle aux instructions de Philippe II, il s'était mis aussitôt en rapport avec les Guises. Dans sa première entrevue officielle avec Henri III, le représentant de l'Espagne avait précisé le but que le récent traité d'union avec les ligueurs devait particulièrement atteindre : l'anéantissement du protestantisme et l'obligation pour la France de n'avoir comme héritier du trône qu'un prince catholique²; et il n'avait pas dissi-

¹ L'édition espagnole des *Commentaires* de Mendoza parut à Madrid en 1592, petit in-4°. La traduction française, faite par le célestin Pierre Crispet, fut publiée l'année précédente à Paris, sous ce titre : *Commentaires mémorables de D. B. de Mendoce, chevalier, ambassadeur de France pour le Roy catholique*, etc., dédié à la noblesse catholique de France. La Société de l'histoire de Belgique en a donné récemment une nouvelle édition : *Commentaires de Bernardino de Mendoza sur les événements de la guerre des Pays-Bas, 1567-1577*; traduction nouvelle, par Loumier, avec notice et annotations par le colonel Guillaume. Bruxelles, 1860-63, 2 vol. in-8°.

Mendoza est encore l'auteur de *La theórica y practica de guerra* (Madrid, 1577, in-4°), et d'une traduction de la *Politique* de Juste-Lipse, Madrid, 1584.

Les courtes notices que la *Biographie universelle* (t. XXVII, p. 628) et la *Nouvelle biographie générale* (t. XXXIV, col. 957) ont consacrées à Bernardino de Mendoza contiennent beaucoup d'erreurs et de fausses indications, qu'il est inutile de relever.

² Le traité de Nemours avait été accompagné d'un édit, donné en juillet 1585, par lequel tous les hérétiques étaient déclarés incapables de tenir « bénéfices, charges publiques, offices, estats et dignités. »

T. XXV. 1^{er} JANVIER 1879.

mulé l'intérêt que portait son maître à cette grande entreprise. Le Roi s'était montré un peu sceptique à l'endroit de mesures qu'il avait signées malgré lui, et, tout en ne répudiant pas les principes de la Ligue, il avait manifesté ses craintes sur l'issue de la lutte qui allait s'engager. C'est à cette occasion que Henri de Guise écrivait à Mendoza sa première lettre¹; elle est datée de Châlons, le 25 août 1585.

« J'ay entendu, lui dit-il, le discours de vostre audience, et si chaudement vous n'en pourchassez les effects, je crains fort que tout ira en fumée. Je laisseray ceste cy à votre discrécion, comme très-sage et avisé que vous estes ; vous souvenant que si l'on vous parle d'une paix générale en ce royaume pour faciliter la dicte entreprise, remonstrez qu'elle n'y est aucunement nécessaire... J'ay envie d'envoyer vers le Roy vostre maistre pour luy rendre compte de toutes nos affayres... J'ai faict une despescho à Rome au cardinal Pellevé et au Père Claude, pour solliciter en diligence qu'on parachevast le procès, desjà fort avancé, du prince de Béarn comme hérétique, relaps, et pour le proscrire, chose qui importe merueilleusement pour continuer noz desseings, et empêcher une paix trompeuse, laquelle par ce moyen se pourra traiter avec luy. Je vous supplie en escrire à Rome aux ministres du Roy nostre maistre, afin qu'ils en fassent instruire comme chose importante à la religion². »

Exclure de la succession à la couronne de France le roi de Navarre, seul héritier légitime, les Espagnols ne demandaient pas mieux. Ils circonvinrent si bien Sixte-Quint, que le pape se décida à lancer sa bulle d'excommunication (1^{er} sept. 1585).

Cette bulle était le signal d'une nouvelle guerre civile. Pour la faire, il fallait aux Ligueurs des secours et de l'argent ; et il leur en fallait d'autant plus que Henri III mettait à soutenir ses nouveaux alliés toute la mauvaise grâce possible. Aussi, voyons-nous le duc de Guise écrire lettres sur lettres à Mendoza pour presser les subsides et se plaindre près de l'ambassadeur des lenteurs du roi d'Espagne à remplir ses engagements³. En même

¹ La cote nouvelle des correspondances de Bernardino de Mendoza conservées dans les papiers de Simancas est : K. 1560, 1563, 1571.

² Arch. nat., Fonds Espagnol, B 56, n° 137 ; *Les Guises, les Valois et Philippe II*, Appendices, t. I, p. 349. Cette pièce est également indiquée par Capefigue, *Histoire de la Réforme et de la Ligue*, t. IV, p. 295.

³ Lettres de Henri de Guise des 14 septembre, 1^{er}, 17, 22 octobre, 15, 18, 24 novembre 1585. — *Les Guises*, etc., t. I. Appendices, p. 352 à 366.

temps, toujours d'accord avec l'ambassadeur, Guise essayait un dernier effort en faveur des catholiques d'Écosse et de leur reine Marie Stuart. Lord Claude Hamilton était venu à Paris, tandis que Robert Bruce se rendait en Espagne pour s'entendre avec Philippe II. Bernardino de Mendoza, ouvertement autorisé par son souverain et obéissant en outre à de violents ressentiments personnels, était entré dans une véritable conspiration, qui devait commencer par l'assassinat de la reine d'Angleterre. Walsingham déjoua habilement ce complot¹, qui fournit à Élisabeth l'occasion qu'elle cherchait de mettre à mort, après un simulacre de jugement, son infortunée rivale (5 octobre 1586.) Ce fut un nouveau motif d'excitation pour la vengeance et l'ambition des Espagnols. Philippe se déclara hautement l'héritier de la reine d'Écosse ; et Bernardino de Mendoza, après s'être efforcé de faire valoir près du duc de Guise, près de Catherine de Médicis elle-même, les prétendus droits de son maître à la couronne d'Angleterre, lui écrivait le 22 février 1587 : « Dieu ayant permis que cette maudite nation tombât dans son sens reprouvé, non-seulement en ce qui tient aux choses de son service par l'hérésie, mais en ce qui tient aux choses humaines, par un semblable événement, il est visible qu'il a voulu donner à Votre Majesté ces deux couronnes en toute propriété². »

De son côté la reine d'Angleterre, menacée de représailles par les catholiques de France et d'Espagne, ne négligeait rien pour encourager les princes luthériens allemands qui se disposaient à venir au secours du roi de Navarre avec des forces imposantes. Elle leur envoyait à Francfort deux cent cinquante mille livres pour aider au succès de leurs armes. Le duc de Guise devait se préparer en hâte à faire face à ces nouveaux ennemis, et, plus que jamais, il avait besoin de l'appui de Philippe II.

« Le temps presse, écrivait-il à Mendoza, pour bien pourvoir à nos affaires, faire tête à nos ennemis du dehors, se garder de ceux de dedans..... J'ai écrit bien au long au pape comme pour une croisade, laquelle feroit fort lever les cœurs aux catholiques... Aussi, est-ce

¹ Les rapports que Mendoza continuait d'entretenir avec Marie Stuart sont attestés par une lettre touchante, souvent citée, que la reine d'Écosse lui adressa la veille de sa mort. En témoignage d'affection et de reconnaissance, elle lui légua un précieux diamant.

² Mignet, *Histoire de Marie Stuart*, chap. xii.

notre résolution et mon premier dessein, après avoir obtenu victoire sur les étrangers, de ne descendre jamais de cheval tant que la religion catholique ne sera bien établie dans ce royaume, et ceux qui favorisent le parti contraire ruinés. »

Il lui disait encore, quelques jours plus tard :

« Mandez, s'il vous plaist, en diligence que l'argent soit prest, car il est infailible que nous alons courre aux armes, et faictes que le duc de Parme approche ses forces de la frontière de Picardie, et qu'il le face en toute extrême diligence ¹. »

Et le 9 juillet :

« Je me plains à vous du long retardement de deniers que son altesse de Parme m'avoit mandé devoir faire fournir à point nommé pour nos levées estrangères.... Si Sa Majesté catholique nous secourroit, nous assurons formellement que nous conduyrans à effet ceste affaire, selon nostre saint zèle et affection au bien et à la seureté de la religion et de toute la chrestienté. Vous voyez comme de nostre part j'ay hazardé franchement ma vie, je vous supplie de la vostre y apporter l'avancement qui nous fait besoing et vous nous comblerez d'obligation que nous avons déjà éternelle. »

C'était bien plutôt près du duc de Guise que près de Henri III que Mendoza remplissait ses fonctions d'ambassadeur du roi d'Espagne en France. Ses rapports avec le chef du parti catholique sont de tous les instants ; nous en avons pour preuve la longue correspondance échangée entre lui et ce personnage du nom de *Mucius* qui n'est autre que le duc de Guise lui-même. Toutes ces lettres, qui sont conservées dans la partie espagnole des Archives nationales, ont été analysées et en partie publiées par M. Joseph de Croze, dans une étude fort intéressante et très complète que nous n'avons pas la prétention de refaire ici ². On peut y suivre presque jour par jour l'histoire des rapports de l'ambassadeur avec les chefs de la Ligue, depuis que ceux-ci se sont mis, par le traité de Joinville, en la dépendance absolue de l'Espagne. Dans ses dépêches à Philippe II, c'est toujours à ce point de vue que Mendoza envisage les événements.

¹ Lettres du duc de Guise à Mendoza, des 2 et 9 avril 1587.

² *Les Guises, les Valois et Philippe II*, par M. J. de Croze. Paris, Amyot, 1866, 2 vol. in-8°.

Il reste cependant à la cour de Henri III, très bien placé pour le trahir, épiant ses actions, surprenant ses projets et avertissant immédiatement le duc de Guise. Vainqueur des reîtres à Vimory et à Auneau (octobre et novembre 1587), c'est à lui que le Balafre se plaint de l'étrange conduite du roi et du duc d'Épernon qui protègent les hérétiques allemands après leur défaite et leur donnent de l'argent et une escorte pour retourner chez eux¹. Don Bernardino encourage l'animosité de Guise contre Henri III. « Je l'engage du mieux que je puis dans cette détermination, » écrit-il à son maître le 28 février 1588², et je m'applaudis de voir « combien est sincère sa résolution à tout ce qui pourrait devenir un sujet d'inquiétude pour les états de Votre Majesté. » L'ambassadeur fait ici allusion à de nombreuses troupes que le duc de Guise venait d'envoyer en Picardie à son cousin d'Aumale pour l'aider à se rendre maître de la frontière dans le voisinage des Pays-Bas ; et Philippe II, qui préparait sa grande expédition contre l'Angleterre, tenait beaucoup à avoir toutes ses forces disponibles.

Henri III soupçonnait la complicité de Guise et ses relations avec le roi d'Espagne. Il avait fait savoir à ce prince par son ambassadeur à Madrid, M. de Longlée, qu'il avait appris qu'une étroite liaison régnait entre le duc de Parme et le duc de Guise, et que tous les deux traitaient ensemble pour joindre leurs armes. Philippe II avait répondu à cette communication en recommandant à Mendoza de tenir cachées avec le plus grand soin les intelligences qu'il pouvait avoir avec le chef de la Ligue, soit par l'intermédiaire du duc de Parme, soit par lui-même, et d'assurer constamment le Roi de France de ses bonnes intentions en faveur du bien de son royaume et du succès de la cause catholique. L'ambassadeur, voyant la popularité croissante du duc de Guise à Paris, mettait dans sa conduite moins de prudence que ne le souhaitait son maître ; et, fort satisfait de la répugnance que mettait Henri III à subir les dures exigences de la Ligue, il avait agi sur Guise, comme il l'avoue lui-même, « de la manière qui, d'après le caractère du duc et les circon-

¹ Mucius à Mendoza, du 11 décembre 1587. — Arch. nat., Fonds Espagnol, B 58, n° 9. — V. *Les Guises*, etc., t. II, Appendices, p. 301.

² Archives nationales, Fonds Espagnol, B 60, n° 120. V. *Les Guises*, etc., t. II, Appendices, n° 317.

stances, lui avait semblé le plus convenable pour l'encourager à ne point consentir à la paix générale ¹. »

Une situation aussi tendue aboutit, le 12 mai 1588, à la journée des Barricades. On sait comment le duc de Guise, maître de Paris et du Roi, perdit son temps dans d'inutiles négociations avec Catherine de Médicis et laissa échapper Henri III, abandonnant ainsi tout le fruit de sa dangereuse victoire. Aussi Mendoza, qui avait été l'âme véritable du complot, était-il peu satisfait du résultat. Il écrivait, dès le 15 mai, au roi d'Espagne, en ayant soin de dissimuler un peu la part prépondérante qu'il avait prise à l'événement :

« Il ne lui ² fut pas possible de donner à ses forces le temps de se réunir, tandis que le Roi, au contraire, en le voyant dans cette ville, s'empessa de rassembler les siennes, de manière que les villes catholiques n'eurent pas le loisir de se concerter pour exécuter simultanément ce qui avait été convenu d'avance, et particulièrement à Rouen. Puisque l'abcès n'a point crevé comme on s'y attendait, les choses demeurent dans un si mauvais état qu'il sera difficile d'y apporter remède. Le Roi est dans l'impossibilité absolue de venir en aide à la reine d'Angleterre, car tant qu'il ne se jettera point dans les bras de *Mucius* et de ses adhérents, il trouvera en eux d'irréconciliables ennemis.... Mucius est tellement occupé que nous n'avons pas eu le temps de nous voir ³. »

Henri III s'était réfugié à Chartres, où quelques fidèles l'avaient rejoint, et il s'était mis assez virilement à rétablir son autorité si gravement compromise. Il avait écrit aux principales villes de France, au pape, aux souverains étrangers, pour leur dénoncer la conspiration des Ligueurs contre sa personne. Il signalait particulièrement à Philippe II la complicité de son ambassadeur don Bernardino de Mendoza et du duc de Parme, gouverneur des Pays-Bas, dans les troubles de Paris ⁴.

Ce fut dans ces circonstances que Mendoza eut l'audace de se rendre à Chartres, près du roi, pour l'avertir que l'Es-

¹ Mendoza au roi d'Espagne, Paris, 25 février 1583. — *Les Guises*, etc., t. II, Appendices, p. 316.

² Le duc de Guise.

³ Papiers de Simancas. Arch. nat., B. 60 n° 193.

⁴ La lettre est du 18 mai 1588 ; elle a été publiée dans la *Revue retrospective*, t. VI, p. 52.

pagne venait de déclarer la guerre à l'Angleterre et pour réclamer d'une façon formelle l'appui de Henri III. Son discours nous a été conservé dans une curieuse petite brochure, imprimée à l'époque même, et qui subsiste encore à titre de rareté bibliographique¹.

Le roi d'Espagne « a commandé de dresser deux armées pour investir et envelopper le royaume, où Dieu est si fort offensé... » Et, ajoute-t-il, en s'adressant directement à Henri III, « ce nom que vous avez hérité de vos devanciers et prédécesseurs conjointement avec la couronne, vous oblige à pourchasser de réduire à l'obéissance de la sainte Eglise Romaine les membres séparés d'icelle. » Il dit de la présente guerre que « c'est chose qui se fait par cognoissance, approbation et support de sa Sainteté : et que d'ailleurs toute la France généralement a si juste occasion, je ne diray pas de se ressentir simplement de la Royne d'Angleterre, mais de prendre encore vengeance de sa personne et Royaume, pour avoir osé souiller et tremper ses mains au sang de la Royne d'Escosse, qui fut aussi Royne de France, et ce sans plus pour ce qu'elle estoit catholique. »

Dans le cours de sa harangue, l'ambassadeur avait en quelque sorte sommé le Roi très-chrétien de veiller à ce qu'aucun Français ne mette obstacle aux plans de Philippe II. Le Roi répondit favorablement, et il ajouta, avec une assurance qui cadrerait mal avec sa situation humiliée, « qu'il avait au reste deux sortes de sujets en son Royaume, comme aussi sa Majesté catholique en quelques-uns de ses estats, les uns desquels luy estoient obéissans et les autres non, que des uns il estoit très assuré qu'ils n'iront pas secourir ne favoriser l'Angleterre, et que quant aux autres il les en empescheroit bien... »

Henri III eut-il quelque temps après l'occasion de se moquer un peu méchamment de cet ambassadeur qui était venu avec insolence insulter à sa défaite ? Un jour, raconte un tout récent historien, « Mendoza arrive à Chartres, descend de cheval devant le portail de la cathédrale, annonce qu'il a la nouvelle d'une grande victoire des Espagnols, de-

¹ *Harangue au Roy très-chrestien*, faite à Chartres, par Monseigneur Don Bernardin de Mendoza, ambassadeur pour le Roy d'Espagne vers sa Majesté. M. D. LXXXVIII. 13 p. in-8°.

mande un *Te Deum*. Pendant qu'on le chante, le peuple acclame l'Espagnol, lui fait un cortège triomphal jusqu'à l'évêché, où demeure le Roi. Henri III l'écoute froidement, puis lui montre une lettre du gouverneur de Calais, qui annonce la victoire de la flotte anglaise... Mendoza fut accablé par cette nouvelle, et retourna à Paris couvert de confusion ¹. »

La fameuse *Armada* fut en effet détruite par l'escadre de l'amiral Howard, aidée de la tempête ²; et Philippe II dut tourner de plus en plus vers la France ses ambitieux projets. Henri III, après beaucoup d'hésitations, et contraint par sa seule impuissance, s'était décidé à s'unir à la Ligue, se réconciliant avec le duc de Guise et subissant toutes ses exigences. L'ambassadeur d'Espagne rassurait son souverain sur les conséquences de ce rapprochement des partis; il s'applaudissait de ce que le duc de Guise parlait « réellement en maître ³, » et il se faisait en même temps moins d'illusions encore que le prince lorrain sur la durée d'une alliance qui, de la part du Roi, avait été conclue évidemment avec perfidie et mauvaise foi ⁴.

Cependant les États-Généraux devaient se réunir à Blois au mois de septembre. Le Roi et le duc de Guise usèrent chacun de toutes sortes d'intrigues pour obtenir la majorité électorale des provinces. Porté par l'opinion, le parti ligueur l'emporta, et Henri III, voyant le pouvoir sur le point de lui échapper, manifesta l'intention de chercher quelque perfide combinaison pour le ressaisir. Un jour, au commencement de septembre, sans prévenir le duc de Guise ou même Catherine de Médicis, il avait brusquement changé tous ses ministres. La dépêche par laquelle Mendoza annonce cette nouvelle à son souverain est trop curieuse pour que nous ne la citions pas en partie ⁵ :

¹ M. H. Forneron, *Les Ducs de Guise*, etc., t. II, p. 369. — L'anecdote est piquante; malheureusement l'auteur n'en indique pas la source; et nous savons qu'il n'est pas à l'abri de quelques erreurs, comme lorsqu'il fait demander par ce même Mendoza (*Ibid.*, p. 405) des sommes pour acheter les députés des États en 1593, alors que l'ambassadeur avait depuis longtemps quitté Paris.

² Ce grand désastre eut lieu dans la nuit du 8 au 9 août 1588; il était irréparable. M. Mignet dit excellemment à ce propos : « Philippe II ne put pas reprendre le dessein auquel il avait travaillé cinq ans, réfléchi dix-huit, et qui avait échoué en quelques jours. » *Marie Stuart*, t. II, p. 410.

³ Mendoza au roi d'Espagne, Paris, 26 juin 1588.

⁴ Mendoza au roi d'Espagne, Paris, 9 août 1588.

⁵ Archives de Simancas, B 61. — *Les Guises*, etc., t. II. Appendice, p. 371. Paris, 24 octobre 1588.

« La Reine mère ayant fait observer au Roi qu'il avait exécuté de bien grands changements dans son ministère, ce prince lui répondit que cela était vrai, et qu'il les avait faits parce que le chancelier s'entendait avec les fournisseurs, parce que Bellièvre était un huguenot, Villeroy un glorieux voulant avoir à lui seul la confiance royale, Brulart une nullité, et Pinart un avide coquin qui vendrait son père et sa mère pour de l'argent... On pourrait d'abord croire que le Roi n'a été influencé dans cette circonstance par personne et qu'il veut lui-même diriger les affaires plus sérieusement qu'il ne l'a fait jusqu'à ce jour. Toutes ses actions indiquent le contraire, et il laisse dans leurs charges une foule d'autres personnes sur lesquelles il y aurait beaucoup plus à redire que sur quelques-uns des ministres disgraciés. Il faut s'en remettre au temps et aux événements pour avoir le véritable mot de tout cela. En attendant, toutes les actions de ce prince se contredisent tellement que les destitutions dont je viens de parler ne paraissent pas être le résultat d'un plan arrêté d'avance. »

L'ambassadeur se trompait, et il ne tarda pas à le reconnaître. Il était venu à la fin d'octobre s'établir à Saint-Dié, petit village situé sur les bords de la Loire, à peu de distance de Blois, d'où il pouvait surveiller facilement ce qui se passait aux États. Pendant ce temps, le commandeur Moreo, que Philippe II avait envoyé comme agent extraordinaire et qui était sur le point de retourner en Espagne, s'était rendu à Blois même, près du duc de Guise, pour emporter de là les impressions les plus optimistes. Mais Mendoza ne partageait déjà plus ces illusions. Avait-il entendu quelques vagues rumeurs ? Avait-il assez vécu dans les conspirations pour soupçonner facilement ses adversaires de crimes dont son royal maître et lui-même étaient fort bien capables ? Toujours est-il que l'idée d'un attentat de Henri III sur la personne du duc de Guise hantait son esprit, et que sa conviction était partagée complètement par Philippe II. On trouve dans leur correspondance durant ces quelques semaines maintes traces d'une préoccupation qui semblait les poursuivre comme un cauchemar. L'ambassadeur et le souverain lui-même ne ménagèrent pas au duc les avertissements ; ils lui rappelaient l'exemple de son père ; ils auraient pu y ajouter ceux de Coligny et du prince d'Orange ; ils le suppliaient de s'éloigner de Blois, de se défier du Roi¹. Henri de Guise ne voulut

¹ Dépêches des 24 septembre, 3 octobre, 26 novembre, 10 décembre 1583.

rien entendre; il crut que son audace suffirait à le préserver. On sait comment il succomba, le 23 décembre au matin, bientôt suivi dans la mort par son frère le cardinal de Guise.

Mendoza apprit l'événement le jour même, à Saint-Dié. Le 27, il en donnait tous les détails à Philippe II, revenant longuement sur les avertissements inutiles que Guise avait reçus de tous côtés. « Enfin il est mort, ajoutait-il, et à moins que Dieu n'accorde à son frère le duc de Mayenne ¹ et à M. de la Châtre le moyen de parvenir à s'échapper, il n'y a plus de fondement à faire sur la Ligue. En effet, le duc d'Aumale, qui est aujourd'hui à Paris, est un jeune homme de peu d'expérience; ce sera déjà beaucoup s'il peut se retirer dans quelque place de Picardie... Je suis fondé à croire que si MM. de Mayenne et de la Châtre viennent à être tués, et si l'on n'exécute pas contre les Huguenots et les politiques le massacre dont les menaçait Orléans, il n'y aura bientôt plus de ville qui puisse tenir tête au Roi... Et voilà comment tout ce beau feu de la Ligue s'en est allé en fumée ². »

Comme on le voit, c'est la note du découragement qui domine : Mendoza est si atterré de la mort de son ami, qu'il hésite dans la conduite à tenir et exagère peut-être la mauvaise situation du parti auquel il a si intimement lié sa cause. Il comprend du reste que sa position personnelle n'est plus tenable. « Je supplie humblement votre Majesté, dit-il, d'examiner s'il est convenable que je reste ici jusques après les États, ou s'il ne vaudrait pas mieux que l'on me désignât un successeur et que je me retirasse immédiatement. C'est uniquement mon zèle pour les intérêts de mon maître et non la crainte qui m'engage à faire parvenir cette humble requête jusques aux pieds du trône. Je sais que Dieu ne m'a donné la vie que pour la consacrer tout entière et la perdre au service de votre

¹ Nous voyons dans l'édition annotée de la *Satyre Ménippée*, t. II, p. 290, qu'au lendemain de l'assassinat des Guises, tandis que Henri III avait fait partir en poste Alphonse d'Ornano pour se saisir du duc de Mayenne à Lyon, avant qu'il pût avoir reçu la nouvelle de la mort de ses frères, Mendoza expédia avec quelques heures d'avance un courrier spécial qui prévint Mayenne et lui permit de se réfugier dans son gouvernement de Bourgogne; mais les dépêches officielles semblent infirmer ce renseignement,

² Saint-Dié, 27 déc. 1588. Mendoza au roi d'Espagne. — *Les Guises*, t. II, Appendices, p. 382.

Majesté. J'y suis tellement résolu que je n'éprouve pas plus d'inquiétude de me savoir aujourd'hui en France, que je n'en éprouvais à Paris après la fuite du Roi. »

Tout en ne se gênant pas de correspondre directement avec les Guises et les Ligueurs, Philippe II s'était bien gardé de rompre sans retour avec son bon frère de Valois. Il dut à ce moment singulièrement s'applaudir de sa prudence. Profondément affecté par la nouvelle de l'assassinat des princes Lorrains, il n'allait pas cependant jusqu'à se brouiller avec leur meurtrier, et n'osait même pas lui reprocher son crime. Il répondait de San Lorenzo à Mendoza :

« Pour le moment, il est impossible d'arrêter une résolution et de fonder un jugement sur les affaires de France jusqu'à ce qu'on puisse voir la tournure que vont suivre les choses ; tenez-moi au courant de tout et avisez-moi promptement des résolutions que l'on prendra et de ce que vous aurez fait. Il est inutile de parler au Roi très chrétien, mon frère, de ma part ; il faut attendre ce qu'il me fera dire par Longlée et ce n'est pas un mal de le laisser parler le premier. J'ai des raisons de soupçonner que le secrétaire du duc de Guise, à qui on a accordé la vie, ne découvre les alliés des princes morts, cependant, par votre manière de vous conduire en toutes choses, vous ne devez craindre aucun danger en votre personne. Pour ne donner l'idée d'une altération dans votre crédit, il n'est pas temps encore que vous quittiez l'ambassade ; mais dans quelques jours, selon la tournure que prendront les choses, je vous enverrai votre licence et nommerai votre successeur. Quant aux papiers et diverses choses que vous avez à Paris, le plus sûr pour le présent doit être de les laisser dans le même endroit, jusqu'à ce que vous trouviez un moment favorable pour les enlever et les faire passer en Flandre ou en Italie. »

Quelques jours plus tard, il écrivait encore à l'ambassadeur :

« Je juge par vos lettres de l'état où se trouvent les affaires du Roi de France. Il faut faire en sorte de réchauffer sans cesse le zèle et le courage au cœur des catholiques, afin qu'ils ne se laissent point tromper ni séduire ; mais il faut faire cela avec toute la finesse et la dissimulation possibles, de telle sorte que ni le Roi ni son entourage ne se doutent le moins du monde de vos menées. Il faut, autant que vous le pourrez, ne pas quitter la personne du Roi, afin que l'on ne cherche point des motifs à votre absence ; car, c'est là qu'il convient que l'on vous trouve toujours...¹. »

¹ Archives de Simancas, A 57 ; janvier 1589.

Voilà certes des instructions aussi claires que minutieuses et telles que Philippe II se plaisait à en donner. Mais Mendoza — auquel le courage était revenu, en voyant l'état d'isolement du Roi et l'audace croissante des chefs de la Ligue — n'était pas homme à se maintenir dans des limites si prudemment tracées¹. Son caractère le portait à marcher tout droit devant lui, dût-il se compromettre lui-même en chemin et engager un peu trop son souverain. Tel il avait été en Angleterre, tel il se montrait en France. Le but qu'il essayait d'atteindre était bien celui que visait de loin Philippe; mais les procédés mis en œuvre manquaient de cette habileté surnoise qu'on prisait tant à l'Escorial. De là impossibilité pour l'ambassadeur de cacher longtemps son jeu. Il n'avait pas fallu beaucoup de perspicacité à Henri III pour le percer à jour. Aussi, afin d'adoucir près du roi d'Espagne les impressions qu'un agent de cette sorte ne devait pas manquer de lui faire parvenir, il avait envoyé à Madrid, avec des instructions spéciales, son conseiller de Fresne-Forget. Ce dernier devait expliquer à Philippe II que la Ligue était une véritable rébellion à main-armée, assez dangereuse pour que tous les souverains aient le devoir de la combattre; et, en conséquence, le Roi sommait son frère d'Espagne de se déclarer publiquement contre l'Union, bien plus, d'envoyer des secours en argent afin d'aider à la dissoudre, et de faire entendre au pape qu'il ne pouvait à aucun titre encourager les Ligueurs. En outre, le sieur de Fresne devait demander à sa Majesté Catholique le rappel immédiat de Bernardino de Mendoza, dont le Roi ne pouvait accepter la conduite, étant très déterminé à ne plus traiter avec lui, et à ne plus même l'admettre autour de sa personne ni à sa suite.

Même après l'alliance ouverte conclue entre Henri III et le roi de Navarre, Philippe hésitait sur la conduite à tenir et il eût fait aux demandes du roi de France une réponse courtoise, bien que

¹ Il demeura quelque temps près de Henri III, d'abord à Saint-Dié, puis à Blois et ensuite à Saint-Victor, d'où il renseignait Philippe sur tout ce que faisait le roi. (Lettres des 31 décembre 1588, 5 et 21 janvier, 1^{er} février 1589, publiées dans les *Appendices* du t. II, de M. J. de Croze.) Le moment précis où il rompit ouvertement avec la cour pour rejoindre les ligueurs à Paris n'est pas facile à déterminer. Cependant de Thou raconte (*Hist. Univ.* t. X, p. 501, que c'est seulement « après avoir fait d'inutiles efforts pour engager les habitants de Blois, dans les visites nocturnes qu'il leur rendait, à se soulever contre la cour qu'il partit brusquement, comme s'il eût eu le dessein de repasser en Espagne. » Nous n'avons rien trouvé de plus dans les mémoires du temps.

sans doute évasive, si un événement imprévu n'était venu tout d'un coup changer la face des choses. Mendoza pouvait aisément en donner la nouvelle comme un succès inespéré pour sa politique. Sa dépêche du 2 août 1589 méritait bien d'être envoyée en Espagne par un courrier spécial :

« Sire, — disait-il, — par mes lettres du 30 du passé, j'ai écrit à Votre Majesté à quel danger et extrémité se trouvait réduite la ville de Paris et la cause catholique. Il a plu à Notre-Seigneur de nous en délivrer par un événement si heureux qu'on ne peut l'attribuer qu'à sa main toute-puissante, et qui fait espérer qu'on en a fini avec les hérétiques. Un moine de l'ordre de saint Dominique de Paris partit de cette ville avec la résolution de tuer le Roi pour la plus grande gloire de Notre-Seigneur, ce qu'il a exécuté le 1^{er} août à huit heures du matin ; il a frappé le Roi de deux coups de couteau au bas-ventre, dont il est mort à deux heures de la nuit suivante. Votre Majesté jugera donc si ce peuple a des actions de grâces à rendre à Notre-Seigneur pour le bienfait signalé qu'il vient d'accorder à la religion catholique, non-seulement en France, mais dans toute l'Europe ¹. »

V

Cette mort ouvrait à Philippe II des horizons nouveaux, que jusque là il n'avait pu entrevoir que dans un très vague lointain. Il allait maintenant s'agir de la succession même du trône de France : l'Espagne ne pouvait ménager ni l'habileté de ses diplomates, ni l'argent de son trésor. Il ne fut plus question du rappel de l'ambassadeur, qui prit aussitôt la direction des intérêts de son maître près du lieutenant-général Mayenne et des Ligueurs. Toutefois Philippe ne tarda pas à faire partir pour la France deux autres agents porteurs de sommes considérables, destinées au Conseil de l'Union. C'était Jean-Baptiste de Tassis, que nous connaissons déjà, et le commandeur Moreo. Ils arrivèrent à Paris au mois de novembre. Généreusement oublieux de ses rancunes privées, Tassis descendit chez Mendoza, et vécut très amicalement avec lui. Les trois représentants de l'Espagne avaient

¹ Archives de Simancas, B 62.

mission de s'entendre avec le nouveau légat Cajetan, que Sixte-Quint venait d'envoyer à Paris et qui devait être le soutien si fidèle et si exalté de la politique espagnole. Leur premier acte fut de favoriser l'élection au trône du cardinal de Bourbon, mesure provisoire, qui, tout en donnant satisfaction aux Parlementaires, n'engageait pas l'avenir. Philippe l'entendait bien ainsi : « Commandeur Moreo, écrivait-il, il faut faire juger aux catholiques que le moment est devenu propice pour résister aux hérétiques, que conduit la main du Béarnais. Ce qu'il y aurait de plus avantageux pour notre sainte cause serait de nommer de suite un roi catholique et aussi intéressé à la conservation de la Ligue que l'est le cardinal de Bourbon ; vous le savez assez du reste. Autrement, il va en résulter une confusion dans les opinions, à la faveur de laquelle le Béarnais s'introduira dans Paris. Ce serait là le pire des maux, auquel vous devez vous opposer par tous les moyens en votre pouvoir¹. » Le cardinal était prisonnier, et Mayenne restait lieutenant-général du royaume. La résolution n'avait donc rien de très compromettant. Ce premier succès obtenu, les agents espagnols se livrèrent, de leur propre aveu², à un gaspillage d'argent qui était loin encore de satisfaire tous les appétits, chacun en ce premier moment songeant à ses affaires avant de penser à celles de la Ligue. Aussi, dès le mois de janvier 1590, Moreo et Tassis, à bout de ressources, repartaient-ils pour l'Espagne, afin de chercher de nouveaux subsides, laissant Mendoza seul à Paris.

Le début des opérations militaires de la Ligue ne fut point heureux. Ses armées ne pouvaient tenir devant celles de Henri de Navarre, et elles avaient grand besoin des renforts que Philippe II leur avait promis. C'était dans le but de faire sa jonction avec les troupes espagnoles que Mayenne s'était retiré en Picardie, d'où il adressait lettres sur lettres au commandeur Moreo, qui était revenu en Flandre organiser l'armée de secours.

« Je vous conjure, — lui écrivait-il le 7 mars, — de vouloir venir en la plus grande diligence qu'il vous sera possible avec l'argent, et en attendant écrivez aux étrangers pour les assurer du paiement. »

¹ Archives de Simancas, A 57.

² *Commentaires* de Tassis, liv. VII, p. 501.

Et le 9 mars, inquiet des plaintes croissantes de ses mercenaires, il ajoutait :

« Comme j'étais sur le point de marcher aux ennemis et lever le siège de Dreux, je viens de recevoir une nouvelle protestation de nos Suisses. Jugez, je vous supplie, la peine en quoi je suis, et combien ce m'est de désespoir de connaître le peu de secours que je reçois en cette extrémité. Je vous en ai averti et importuné mille fois; et ne vois pas que vous en preniez le soin que mérite l'importance de l'affaire ¹. »

Les inquiétudes de Mayenne n'étaient point exagérées. Quatre jours plus tard, il se faisait battre à Ivry ; et la victoire du Béarnais produisait un effet moral des plus grands. Philippe II le comprit aussitôt : il ordonna au duc de Parme de marcher sans retard au secours de la Ligue et renvoya Tassis en Flandre pour hâter l'exécution de ses ordres. Ce dernier quitta Madrid le 4 mai, et n'arriva à Bruxelles que dans les premiers jours d'août. Il lui avait fallu gagner Gênes par mer, et traverser ensuite le Piémont et les Alpes. Les dépêches espagnoles étaient de même obligées de prendre toutes des chemins détournés et de subir de longs retards, pour ne pas tomber en mains ennemies. Tassis rejoignit l'armée de Farnèse à Meaux ; il apprit là la mort subite de son collègue Moreo, et prit sa place près du duc de Mayenne. Sous peine de devenir inutile, l'intervention espagnole ne pouvait tarder plus longtemps. On l'attendait à Paris avec une singulière impatience, et peu s'en fallait qu'on ne se jetât dans les bras du roi de Navarre.

Le 25 avril 1590, l'armée royale avait commencé d'investir Paris ; et, au bout de deux mois de siège, la misère et la famine commençaient vivement à se faire sentir. Saint-Denis avait capitulé le 9 juillet, malgré les secours que le duc de Nemours essayait de lui envoyer. Les Parisiens découragés n'espéraient plus que dans l'armée de Mayenne qui, disait-on, réunissait ses forces à celles du duc de Parme. Mendoza entretenait dans cette pensée les chefs de la Ligue, et en même temps il rivalisait de

¹ Archives de Simancas, B 67. — On trouve aussi dans la *Correspondance du duc de Mayenne*, publiée sur le manuscrit de la bibliothèque de Reims (1860-62, 2 vol.-in-8°), quelques lettres adressées à Mendoza (19 nov. et 14 déc. 1590) ; mais elles n'ont trait qu'à des mouvements militaires et ne présentent aucune particularité intéressante.

zèle et de générosité avec les grands seigneurs catholiques pour distribuer des vivres et de l'argent au peuple ¹.

« Le mardi vingt-deuxième jour de juin, dit l'Estoile, l'ambassadeur d'Espagne commença de donner aux pauvres six vingts écus par jour pour leur acheter du pain. Le mesme jour le dit ambassadeur ayant vu que le peuple se réjouissait et chantait les louanges du roy d'Espagne, il fit jetter en passant par les carrefours à grandes poignées des demy sols dont il avait fait battre une grande quantité aux armoiries d'Espagne, ce qu'il promit continuer quelques jours. Le jeudy vingt-quatrième, l'archevêque de Lyon et l'ambassadeur d'Espagne passant devant le Palais où il y avait une grande multitude de pauvres criant la faim, l'ambassadeur leur fit jetter un nombre de ces demy-sols, mais les pauvres n'en firent pas de cas, et lui dirent de leur faire jetter du pain; qu'ils mouraient de faim, et que cet argent leur étant inutile, ne trouvant rien à acheter pour manger. »

Tous les historiens mentionnent cette distribution de deniers faite par l'ambassadeur d'Espagne. Mendoza affectait à cette époque un grand désintéressement; il s'efforçait de persuader aux ligueurs que le roi d'Espagne ne convoitait nullement le trône de France et que, s'il offrait des secours à la sainte Union, c'était uniquement « pour le soutien de la Religion ². » Se montrant dévot selon la mode du temps, il s'était fait enroler dans toutes les confréries, particulièrement celle du Chapelet, à la tête de laquelle était le fameux Bussy-le-Clerc ³. Rien n'arrêtait son fanatisme : on raconte que ce fut lui qui imagina, au mois de juin 1590 ⁴, de faire du pain avec les os des morts.

Cependant Henri IV ne négligeait pas les démarches pour obtenir la soumission de sa capitale; il adressait un manifeste aux habitants de Paris; il écrivait au gouverneur M. de Nemours, l'adjurant de ne point « tomber sous la domination des Espagnols, les plus fiers et les plus cruels du monde, » et se disant son « Roi et son ami ⁵; » il favorisait des négociations

¹ Le 14 mai, il donnait à la ville une somme assez considérable pour la fonte de treize canons. — *Journal de l'Estoile*, édit. de 1736, p. 29.

² Proposition présentée par Bernardino de Mendoza au conseil de l'Union en décembre 1589.

³ *Sat. Ménip.* Édit. de Ratisbonne, t. II, p. 320.

⁴ *Sat. Ménip.*, t. I^{er}, p. 109.

⁵ Lettre au duc de Nemours, du 20 juillet 1590. *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 295.

secrètes entre les gentilshommes des deux partis. Enfin, après une attaque générale menée avec beaucoup d'entrain, le 27 juillet, par les troupes royales, il fut décidé presque sans opposition, par une assemblée tenue dans la chambre de Saint-Louis, en présence de l'ambassadeur d'Espagne lui même, qu'il était nécessaire d'ouvrir une négociation avec le roi de Navarre. L'évêque de Paris et l'archevêque de Lyon furent choisis comme sortes de plénipotentiaires de la ville ; et le 5 août, munis de sauf-conduits, ils s'acheminaient presque seuls vers le lieu indiqué pour la conférence.

Henri les attendait à l'abbaye Saint-Antoine-des-Champs, entouré d'un grand nombre de seigneurs. L'entrevue fut assez longue, mais ne put aboutir. Le Béarnais, qui croyait au prompt succès de sa cause, traita les prélats avec une bonhomie mêlée de goguenardise. « Je ne suis pas bon théologien, » leur dit-il, mais j'en sais assez pour vous dire que Dieu n'en-
« tend pas que vous traitiez ainsi le pauvre peuple qu'il nous
« a recommandé, même pour faire plaisir au roi d'Espagne, et
« à Bernardin de Mendoza, et à M. le Légat. Vous en aurez
« les pieds chauffés en l'autre monde... » Et l'archevêque de Lyon l'ayant interrompu pour protester de son patriotisme, le Roi reprit : « Je veux le croire ainsi, mais il faut que vous le mon-
« triez par les effets. Au surplus, je vous montrerai une lettre
« par laquelle le roi d'Espagne mande qu'on lui conserve sa
« ville de Paris ; car s'il la perd, ses affaires vont très mal¹. » On avait en effet saisi la veille, à quelque avant-poste du camp royal, des papiers de Mendoza, et une réponse entre autres qu'il expédiait à son maître, dans laquelle il déplorait la résolution prise par les Parisiens de traiter, s'il était possible, avec le roi de Navarre. La rudesse un peu hautaine de ce dernier l'avait cette fois assez mal servi, car le mois d'août n'était pas terminé que l'arrivée du duc de Parme avec une puissante armée l'obligeait à lever le siège de Paris, retardant de quatre années la soumission de la ville et la fin de la guerre civile.

L'intervention si urgente des forces espagnoles rendit à l'ambassadeur de Philippe II tout son prestige. Il en profita aussitôt pour augmenter son pouvoir et mettre Paris à sa discrétion.

¹ *Mém. de la Ligue*, t. IV, p. 318.

T. XXV. 1^{er} JANVIER 1879.

tion ¹. Dès la fin de janvier 1591, il eut de fréquentes conférences avec les Seize, et se fit prier par eux de procurer à Paris une garnison espagnole, sous le prétexte d'avoir toujours un noyau de troupes solides à opposer au roi de Navarre. C'était en réalité dans le but de diminuer à son profit l'influence du lieutenant-général. Mayenne accueillit assez mal cette proposition et déclara qu'il fallait la soumettre au Parlement. On discuta l'affaire dans plusieurs séances ; et elle rencontra, de la part de ceux qu'on appelait les Politiques, une vive opposition. Mais on avait besoin de Philippe et de son ambassadeur : le Parlement consentit, en réduisant à quatre mille hommes l'effectif de la garnison étrangère. Cinq jours après, le 11 février, Mendoza faisait entrer dans la ville sa petite armée, qui se composait moitié de wallons, moitié de napolitains. Le roi d'Espagne écrivit directement aux Seize pour les complimenter sur leur énergie ; et ceux-ci se sentant puissamment soutenus redoublèrent d'insolence à l'égard du duc de Mayenne ². Ils suivaient particulièrement les inspirations d'un agent de Philippe II, récemment arrivé à Paris, Don Diego d'Ibarra, « homme très vil et très fier, » dit de Thou ³, qui avait particulièrement dans ses attributions les affaires militaires. Leurs audacieuses menées prirent de telles proportions qu'elles aboutirent à l'odieux assassinat du président Brisson et de deux conseillers (15 novembre 1591). Mayenne se hâta de revenir à Paris et, dès le commencement de décembre, il rétablissait hardiment son autorité en dissolvant les Seize et en condamnant à mort les plus coupables d'entre eux. Ibarra essaya vainement de s'interposer pour arracher à la mort ceux dont en réalité il était le complice ; mais le lieutenant-général fut inexorable. Il avait peu de sympathie pour don Diego d'Ibarra, qui ne l'aimait pas davantage ; et la sourde animosité qui existait entre eux ne fit que s'accroître, au grand détriment des intérêts de Philippe II, qui auraient demandé à être soutenus par un représentant plus souple et plus habile.

¹ C'est bien à tort que M. Henri Martin a écrit (*Histoire de France*, t. X, p. 264) que Mendoza fut remplacé comme ambassadeur au commencement de 1591 par Diego d'Ibarra. Ce dernier n'eut jamais le titre d'« ambassadeur d'Espagne, » et il était alors à Paris en même temps, mais à un autre titre, que Bernardino de Mendoza.

² *Journal de l'Estoile*, p. 57 et 58. — V. aussi sur les relations des Seize avec l'Espagne, *Satyre Ménippée*, t. II, p. 416.

³ Tome XI, p. 447.

Mais le duc de Mayenne, toujours vaincu par le Béarnais sur les champs de bataille, avait besoin de l'aide effective des Espagnols : il tournait sans cesse ses regards vers le duc de Parme, qui de son côté n'entendait prêter son concours qu'à bon escient. Tel était l'objet des conférences qui se tinrent à la fin de 1591, jusqu'aux avant-postes de l'armée. Les Ligueurs étaient représentés par leur diplomate habituel, le président Jeannin, et par Claude de la Châtre ; Philippe avait pour négociateurs Ibarra, Tassis et le Franc-Comtois Richardot¹. Ces derniers exigeaient La Fère comme place de sûreté ; ils voulaient que les chefs de la Sainte-Union, abandonnant la loi Salique, reconnussent les « droits de l'infante » ; ils réclamaient la convocation immédiate des États-Généraux pour choisir un époux à la princesse espagnole ; enfin, l'argent jouant un grand rôle dans tous ces pourparlers, ils ne prétendaient donner que deux millions quatre cent mille écus, au lieu de dix millions que demandait la Ligue. Jeannin résistait, appartenant au fond à l'opinion des Politiques et aimant médiocrement Philippe II près duquel il avait été récemment envoyé pour arrêter les conditions de l'élection d'un roi. Le duc de Parme dut se contenter de vagues promesses et marcher en toute hâte au secours de Rouen dont les troupes royales pressaient vivement le siège (février 1592).

Cependant, la grave solution qui tenait tant au cœur du roi d'Espagne, celle pour laquelle il avait dépensé tant d'hommes et surtout tant d'argent, ne pouvait être indéfiniment ajournée. Les États-Généraux devaient enfin se décider à procéder au choix du souverain qui occuperait le trône de France². C'était pour Philippe II le moment décisif ; toute sa diplomatie allait tendre vers un but unique, sans négliger aucun moyen de succès. Les agents qu'il entretenait à Paris ne pouvaient suffire à le représenter dignement dans cette circonstance solennelle : il fallait leur adjoindre une ambassade spéciale qui, par l'éclat de son intervention, la nouveauté de ses promesses, la magnificence et la pompe de sa tenue, pût frapper vivement tous les esprits.

¹ J. A. de Thou, *Hist. univ.*, t. XI, p. 461 et suiv. — C'est à cette époque que se rapportent quatre lettres de don Diego d'Ibarra au roi d'Espagne et des rapports du duc de Parme publiés par les *Mémoires de la Ligue*, 1758, in-8°, t. V, p. 44 à 63.

² Les États de la Ligue s'ouvrirent à la fin de janvier 1593.

VI

Le roi d'Espagne fit choix, pour lui remettre tous ses pouvoirs, d'un des plus illustres représentants de la vieille noblesse d'Andalousie, Laurent Suarez de Figueroa, duc de Féria. C'était un homme instruit, éloquent, bon diplomate, et qui avait depuis longtemps fait ses preuves, puisque dès l'année 1558 il était envoyé en Angleterre par son souverain, lors de la mort de la reine Marie ¹. Il méritait bien la confiance singulièrement étendue que Philippe II lui donnait. Ses instructions, datées du 24 octobre 1592 et signées par le Roi, contenaient un véritable blanc-seing : l'ambassadeur était autorisé à traiter avec la Ligue sur les bases qu'il jugerait les plus convenables ; Philippe promettait d'avance de confirmer ses engagements. On lui avait adjoint comme conseillers et au besoin comme suppléants Tassis et Ibarra ². Enfin, il amenait avec lui, en qualité de jurisconsulte, spécialement destiné à discuter les fameux textes de la loi salique, un certain Inigo de Mendoza, parent sans doute de Bernardino.

Le duc de Féria, après avoir débarqué à Gênes, se rendit par terre à Rome pour s'entretenir avec le souverain pontife et connaître ses intentions par rapport à la France. Puis il se dirigea sur Milan, et gagna les Flandres par la Suisse et la Lorraine. Il rejoignit l'armée espagnole, vers le milieu de février 1593, auprès de Landrecies. Elle était commandée par le comte Charles de Mansfeld, assisté de Tassis. Après sa brillante campagne de France, le duc de Parme était mort à Arras, le 3 décembre 1592 ; et on l'avait remplacé provisoirement, en attendant l'arrivée de l'archiduc Ernest. C'est à Soissons, que Féria rencontra Mayenne. Le chef de la Ligue était venu au devant de lui, moins pour lui

¹ Il était alors comte de Féria, et ne devint duc qu'en 1567. — Voir sur cette importante mission un ouvrage très récent, tout plein de documents et d'informations : *La jeunesse d'Élisabeth d'Angleterre* par M. L. Wiesener, Paris, 1878, in-8°, p. 374 et suiv.

² Philippe II n'entretint pas moins de quatre agents spéciaux à Paris, pendant la Ligue, sans compter un grand nombre d'émissaires subalternes qui n'ont laissé que des traces confuses ; mais Mendoza, le duc de Féria, Tassis et Ibarra eurent chacun leur rôle spécial.

faire honneur, que pour traiter avant son entrée dans Paris certaines affaires d'intérêt fort personnel. L'Etoile, tout en se trompant légèrement de date ¹, rapporte « qu'après aucuns propos, assez piquans de part et d'autre, il a été convenu que ledit duc de Mayenne travaillerait pour faire élire royne de France Donna Clara Eugenia infante d'Espagne, et que les ambassadeurs luy avaient promis la Bourgogne pour luy et ses descendants, le gouvernement de Picardie sa vie durant, la lieutenance générale de la royne dans tout le royaume, de l'argent pour acquitter ses dettes, et qu'ils lui avaient donné vingt mille écus comptant, des lettres de change pour en recevoir deux cent mille dans quelques mois. » Les documents espagnols sont complètement d'accord avec le chroniqueur. L'engagement même était si sérieux et la confiance réciproque si légère, que des deux côtés on rédigea en latin une sorte de protocole. Mayenne promettait de reconnaître dès aujourd'hui pour sa reine la fille aînée de Philippe, celle qu'il avait eue de la sœur des Valois ; il réservait seulement la décision suprême des États, disant que la proposition lui agréait, qu'il la soutiendrait de toute son influence, mais qu'il ne pouvait s'engager seul à la faire triompher. L'écrit est signé et daté de Soissons, du 25 février 1593. L'engagement du duc de Féria, revêtu également de sa signature et de ses cachets, porte la date du 28 ². L'argent était chose rare, et les moyens de trésorerie de l'époque tout à fait élémentaires. Pour se procurer la somme qu'il devait fournir au duc de Mayenne, Féria fut obligé de recourir à un italien nommé Zametto, auquel il donna des billets ou lettres de change sur le roi d'Espagne, qu'il devait en outre garantir en son nom personnel. L'italien ne livra que la moitié de la somme, attendant pour le reste d'être payé en Espagne ; et Philippe de son côté, en acceptant les traites, recommandait de ne pas remettre le tout au lieutenant-général, pour le forcer à tenir scrupuleusement ses promesses ³.

Cependant Mayenne, après avoir ainsi réglé ses affaires

¹ Il donne pour époque de l'entrevue de Soissons le commencement de mars, au lieu de la fin de février. — *Journal de Henri IV*, p. 139.

² Ces dates sont celles indiquées par Tassis, qui publie en même temps le texte des pièces dans ses *Commentaires* (Liv. VIII, n. 524). — Les mêmes documents, portant la même date, sont reproduits d'après les archives de Simancas, dans les Appendices de l'ouvrage de M. de Croze, t. II, p. 410 à 414.

³ Il s'agissait, dit le texte latin, de *Centum et quinquaginta aurea scuta*.

particulières, rejoignit le comte de Mansfeld, tandis que l'ambassade espagnole s'acheminait vers Paris. Le duc de Féria y fit son entrée au commencement de mars. Les principaux seigneurs de la Ligue, le duc de Nemours, le second fils du duc de Mayenne, les officiers de la ville allèrent au devant de lui et l'amènèrent, au milieu d'une réception enthousiaste, à l'hôtel de Longueville, où il devait loger. Le légat, les principaux chefs de l'Union vinrent aussitôt le féliciter de son heureux voyage, et il leur rendit visite dès qu'il fut un peu reposé de ses fatigues¹. Quant aux États, ils délibéraient pour savoir si l'assemblée en corps se transporterait près de lui ; quelques membres du clergé s'opposèrent à cette démarche trop peu digne, et il fut arrêté qu'on enverrait seulement un certain nombre de députés de chaque ordre pour aller le complimenter, ce qui eut lieu le 14 mars².

Le 29, le duc de Féria fit demander une audience solennelle pour remettre aux États assemblés une lettre que leur écrivait le roi d'Espagne et leur faire connaître l'objet de sa mission. Après une longue discussion sur la manière dont il serait reçu, on lui donna jour pour le 2 avril. Le tiers-état insista pour que la réponse que le président de la chambre du clergé devait faire au duc fût en français et arrêtée d'avance avec les présidents des deux autres chambres qui, pour cet objet, se rendirent chez le cardinal de Pellevé. Au jour dit, tous les députés se réunirent dans la grande salle du Louvre, disposée comme pour les premières séances générales. Le duc de Féria se présenta à l'assemblée accompagné d'un nombreux cortège. On le fit asseoir sous le dais royal, à gauche du trône vide, tandis que le cardinal de Pellevé, président du clergé, occupait la droite. Le duc remit la lettre de créance du roi d'Espagne³; puis, dans un discours emphatique, il énuméra les immenses services rendus au royaume par son maître, les dépenses considérables qu'il s'était imposées pour soutenir la Ligue, et il exhorta les États à choisir au plutôt

¹ *Comment. de Tassis*; — L'Estoile, *Journal de Henri IV*.

² Pour tout ce qui regarde les rapports des ambassadeurs espagnols avec les États, nous ne saurions mieux faire que de renvoyer à la belle publication de M. A. Bernard : *Procès-verbaux des États généraux de 1593, 1842*, in-4°.

³ J. A. de Thou, *Hist. univ.*, Londres, 1674, in-4°, t. XI, p. 703 et suiv. — *Mém. de la Ligue*, t. V. — A. Bernard, *Procès-verbaux, etc.*, p. 124-142.

un monarque catholique, sans désigner dans cette première communication sur quel personnage devait porter l'élection. Pellevé répondit en latin, contrairement à la décision des chambres; mais il garda vis-à-vis de l'Espagne une très juste mesure.

Des négociations menées presque concurremment avaient abouti, vers la fin du mois d'avril 1593, à des conférences entre les représentants de Henri IV et les catholiques ligueurs, qui se tinrent à Suresne et contribuèrent singulièrement au rapprochement des deux partis. Le duc de Féria s'émut de ces tentatives de conciliation, si peu favorables à ses projets¹; il pressa le retour de Mayenne à Paris, et aussitôt son arrivée, il réclama vivement l'exécution des promesses faites à Soissons. Le lieutenant-général demanda aux États la nomination d'une commission pour entendre les propositions du roi d'Espagne; et la conférence fut fixée au 14 mai², chez le légat. Le duc de Mayenne, les princes de sa famille, six députés des États, dont deux de chaque ordre, et les principaux agents espagnols à Paris, le duc de Féria, J. B. de Tassis, don Diego, d'Ibarra composaient cette réunion, où assistèrent également quelques-uns des conseillers de Mayenne, le président Jeannin et de Rosne, récemment nommé maréchal.

Féria fut obligé de se découvrir aussitôt. Il réclama la couronne de France pour l'infante Isabelle, établissant ses droits au trône du chef de sa mère Élisabeth de Valois, fille aînée de Henri II et par conséquent héritière du dernier roi, Henri III, mort sans postérité³. Dans le cas où les États agréeraient ce choix, il proposait de la part de Philippe II une armée de quatorze mille soldats payés par l'Espagne et douze cent mille écus pour assurer la solde des troupes françaises et asseoir la royauté nouvelle. Une vive apostrophe d'un des députés, Roze, évêque de Senlis, prouva aux représentants de Philippe que, même parmi les plus ardents Ligueurs, on était peu disposé à changer la vieille constitution et à admettre un roi étranger. Cependant Féria voulut faire plaider

¹ A. Bernard, *Procès-verbaux des États de 1593*, préface, p. LIX.

² J. A. de Thou donne à cette conférence la date du 20 mai (t. XI, p. 756); mais c'est bien le 14 qu'elle eut lieu.

³ Son discours est dans de Thou, (t. XI, p. 756 et suiv.); — V. aussi *Procès-verbaux des États de 1593*, etc., p. 184, note 1.

devant les États la question peu controversable de la loi salique. Il avait amené à cet effet un jurisconsulte des plus savants, don Inigo de Mendoza, avocat disert, un *litterado*, comme on disait au delà des Pyrénées. On l'introduisit dans l'assemblée le 29 mai, et on lui donna la parole. Sa longue et pédantesque harangue, toute hérissée de citations, produisit peu d'effet sur l'esprit des députés¹. Sans se laisser convaincre par les subtilités juridiques, ils allèrent droit au fait et demandèrent aux Espagnols si Philippe II avait l'intention de marier sa fille à un prince français. Jean-Baptiste de Tassis, en présentant Mendoza aux États, avait prononcé un très court discours, dans lequel il s'était tenu sur la plus extrême réserve²; mais mieux que personne il comprenait les difficultés de la situation et poussait Féria à en sortir par une initiative hardie. Ce dernier voulut suivre trop servilement les instructions du roi d'Espagne et ne pas se départir de l'espèce de gradation dans les concessions que lui avait indiquée son maître. Il proposa comme époux pour l'infante Isabelle l'archiduc Ernest, frère de l'empereur Rodolphe. L'effet de cette déclaration fut désastreux pour le parti espagnol; la majorité des États se prononça nettement contre un prince étranger et en même temps tout le peuple réclamait vivement la conclusion d'une trêve proposée par Henri de Navarre et que celui-ci devait mettre à profit, comme il l'avait promis, pour se faire instruire et se convertir solennellement au catholicisme.

Les ministres espagnols reconnurent qu'il fallait céder à l'opinion; et dans la séance du 21 juin, Féria, accompagné du légat et de Tassis, fit proposer par ce dernier la nomination d'un prince français qui occuperait le trône « solidairement » avec l'infante, à condition que le choix de ce prince serait laissé à Philippe II³. Le légat prit la parole pour appuyer chaudement cette nouvelle combinaison, demandant en outre la proclamation immédiate de l'infante. Les députés montrèrent peu d'enthousiasme, et même, — signe évident de la faveur décroissante des Espagnols, — au sortir de la séance, le duc de Féria fut sifflé et

¹ M. A. Bernard s'est donné beaucoup de peine pour retrouver ce fameux discours qu'il a publié dans son texte latin. — V. *Procès-verbaux des États Généraux de 1593*, p. xxv, et p. 704-726 de l'appendice.

² « Proposition faite par Jehan-Baptiste Tassis en l'assemblée générale des États le may 1593. » — *Procès-verbaux*, etc., p. 242.

³ *Journal de Henri IV*, p. 171.

hué par les masses populaires. Une commission nommée pour étudier ce nouveau projet ne voulut point s'engager dans une voie qui lui sembla cacher quelque piège, Philippe II, une fois la nomination de sa fille obtenue, pouvant fort bien éluder son engagement de lui donner pour époux un prince français. L'Espagne alors essaya de la corruption : Tassis fut chargé de distribuer aux États une somme de 8000 écus, qui fut répartie assez inégalement entre les trois ordres ¹. C'était à la fois trop et trop peu : les députés ne se déclarèrent pas satisfaits par cette mesquine libéralité ; et, huit jours après ², ils dirent aux agents espagnols qui les pressaient de prendre une décision, que pour le moment on ne pouvait songer à l'élection, attendu qu'il n'existait aucune force pour la soutenir. Cette ironique réponse se ressentait du mécontentement qu'avait causé à tout Paris le refus du duc de Féria de faire secourir la ville de Dreux assiégée par l'armée royale. Elle venait à la suite d'un arrêt du Parlement par lequel ce grand corps judiciaire signifiait au duc de Mayenne et au pays que la loi salique et les lois fondamentales du royaume étaient chose sacrée et que tout ce qui serait fait à leur préjudice serait de « nul effet et valeur. »

Féria eut recours au dernier moyen qui lui restât. Dans une réunion tenue chez le légat le 15 juillet, et où assistaient le cardinal de Pellevé, le duc de Mayenne, la Châtre, de Rosne et plusieurs députés des trois ordres, il proposa sans réserve le mariage du jeune duc de Guise avec l'infante ³. Le duc espagnol s'offrait en otage et répondait sur sa tête, non seulement du consentement de son maître dont il présentait un pouvoir en règle, mais d'un secours de quarante mille hommes, avec tout l'argent nécessaire pour recommencer utilement la guerre contre Henri IV. Nul doute que si dès le début les ambassadeurs du roi d'Espagne avaient donné cette solution, elle eût été acceptée par toute la Ligue ; seul Mayenne aurait trouvé que sa personnalité était sacrifiée, mais il n'avait de popularité que comme continuateur de la politique de sa famille, et le grand nom de Guise eût peut-être suffi, avec l'appui de l'étranger, à fonder sur le trône de France

¹ Séance du 22 juin 1593.

² Séance du 4 juillet.

³ *Satyre Ménippée*, t. II, p. 361. — J. A. de Thou, *Hist. Univ.* Londres, 1734, in-4°, t. XII, p. 7.

une nouvelle dynastie. La maladresse et la raideur de Féria nous sauva de ce grand péril. Sa faute fut si grossière, qu'elle sauta aux yeux des contemporains eux-mêmes. Nous le voyons finement raillé par les Politiques de la *Satyre Ménippée*. Rapin ¹ fait dire à l'évêque de Senlis, s'adressant au duc de Guise :

« Vous voilà sur le point d'estre un grand Charlemagne, si le marché tient. Mais regardez à ne vous laisser pas tromper : ces Messieurs d'Espagne, encor qu'ils soient nos bons amis, et bons catholiques, ne sont pas marchands à un mot, ... et il y a plus de deux mil ans qu'on leur donne le nom d'estre fins à doubler. Ils vous promettent cette divine infante en mariage, pour la faire Reyne *in solidum*, avecque vous : mais prenez garde que le duc de Féria n'ayt rempli ses blancs signez sans charge. Il en a une pleine boîte dont il se sert à toutes occurrences, comme d'une forme à tout soulier et d'une selle à tous chevaux : il les date ou anti-date quand il lui plaist. J'ay peur, quelque chose qu'il nous ayt proposée, que ce ne soit qu'artifice pour nous amuser. Si vous avez tant soit peu de nez ², vous le sentirez. Car nous savons de bonne part que le mariage est déjà accordé d'elle et de son cousin l'archiduc Ernest ³.... »

Personne n'eut plus confiance dans les offres de l'Espagne ; le jeune Guise lui-même, bien conseillé par La Châtre ⁴, ne voulut point s'engager dans une aventure dont le succès semblait plus que douteux. Quand on apprit que, dix jours après ⁵, Henri de Navarre avait fait son abjuration dans la basilique de Saint-Denis, la Ligue n'eut plus qu'à se dissoudre ; et c'est ce que comprirent les ambitieux et les intrigants qui voulurent, selon le mot vulgaire, tirer sans retard leur épingle du jeu. Féria lui-même s'empressa de dégager sa situation personnelle, dès qu'il eut la certitude que la cause de l'Espagne était perdue. Il réunit les principaux chefs de la Ligue et leur fit signer une déclaration de fidélité à la religion, avec promesse de ne jamais reconnaître le Béarnais et de procéder à l'institution d'une royauté catholique, aussitôt que Philippe II aurait envoyé une armée auxiliaire et l'argent nécessaire pour résister aux forces croissantes de

¹ V. aussi la « Harangue de Monsieur d'Aubray » par Pierre Pithou, p. 174 du t. I^{er} de la *Satyre Ménippée*.

² On sait que le jeune duc de Guise était fort camus.

³ *Satyre Ménippée*, Edit. de Ratisbonne, 1752, t. I^{er}, p. 86.

⁴ J. A. de Thou, *Hist. Univ.*, t. XII, p. 10.

⁵ Le 25 juillet 1593.

Henri IV. La pièce contenait une sorte de constatation des efforts faits par lui pour le triomphe de cette grande œuvre ; elle était revêtue de son sceau et le dépôt en était confié au légat ¹. La Châtre, qui l'avait signée, comme les autres, était un des premiers à se rallier au Roi, en lui livrant Orléans, Chartres, le Berry. Vitry, député de la noblesse aux États de la Ligue, avait rendu Meaux. Lyon faisait bientôt sa soumission. Paris tenait encore pour l'Union ; mais les Espagnols y avaient perdu toute influence, malgré les renforts de Wallons et d'Italiens qu'y introduisait encore Féria, malgré les doublons qu'il essayait de distribuer ².

Ces événements se passaient au commencement de 1594. Dès le 6 mars, le duc de Mayenne s'était éloigné de la capitale. Sentant bien que la résistance au Roi devenait impossible ; mécontent de l'Espagne, mais s'obstinant à rattacher sa cause à celle de Philippe II, il voulait essayer de rallumer en province la guerre civile, pour s'assurer au moins la possession de quelques riches lambeaux du royaume, puisque le pouvoir suprême lui échappait. Il avait été rejoindre l'armée qui s'assemblait autour de Soissons. Avant de partir, n'ignorant pas que les Politiques et les Ligueurs français, dans la haute bourgeoisie et dans le parlement, n'étaient point éloignés de livrer la ville au Roi, il avait remplacé dans le gouvernement de Paris le parlementaire Belin par un gentilhomme, Charles de Cossé-Brissac, ancien lieutenant de son frère Henri de Guise aux barricades de 1588. Il l'avait choisi, malgré les recommandations du parti espa-

¹ *Comment.* de Tassis, liv. VIII, p. 541 ; — Henri Martin, t. X, p. 325 ; — M. de Croze, *Les Guises*, etc., t. II, p. 248.

En même temps les ministres du roi d'Espagne accusaient près de lui le duc de Mayenne de l'insuccès de leurs négociations en France. Ils le dépeignaient comme « très préjudiciable à tout ce qui est bon, rempli de méchancetés et d'ambition, ... aussi peu chrétien que le prince de Béarn ; » ils lui imputaient la désorganisation de la Ligue. Mayenne, pour se disculper, fut obligé d'envoyer à Philippe II d'abord un gentilhomme, nommé M. de Sizoyne, puis son beau-fils, le marquis de Montpezat. — Voir dans le fonds de Simancas aux Archives nationales les dépêches des ambassadeurs espagnols, Féria et Ibarra et d'un agent secret appelé Ledesma (B 75, 76) et l'instruction donnée par le duc de Mayenne à M. de Sizoyne (B 78). — *Les Guises*, etc., Appendices, t. II, p. 416 ; — M. de Bouillé, *Histoire des ducs de Guise*, t. IV, liv. VII, chap. IV et V. — J. A. de Thou, *Hist. Univers.*, t. XII, p. 103.

² L'Estoile, *Journal de Henri IV*, p. 207 (7 janvier 1594).

gnol en faveur du maréchal de Rosne, parce qu'il croyait pouvoir entièrement compter sur sa fidélité.

Mais, en temps de guerre civile, rien n'est si contagieux que la trahison, surtout quand les défections peuvent s'autoriser du patriotisme et mettre à la fois son concours à très bon prix. Brissac s'entendit avec le prévôt des marchands Lhuillier, se laissa acheter moyennant beaucoup d'argent et la promesse de sa confirmation comme maréchal de France ; et le 22 mars, à quatre heures du matin, les troupes royales étaient introduites dans Paris par trois points différents. Les détails de cet événement important sont connus ; et nous n'avons à rappeler ici que ce qui se rapporte particulièrement aux Espagnols. Mais comment les représentants de Philippe II, depuis longtemps accrédités près de la Ligue et habitués à commander en maîtres dans Paris, se tirèrent-ils de ce mauvais cas, c'est ce qu'il est intéressant de rechercher.

Des quatre principaux agents du roi d'Espagne, Mendoza n'était plus à Paris, où d'ailleurs il avait cessé de jouer un rôle actif vers la fin de 1591¹, et Tassis venait de se rendre à la suite du duc de Mayenne près des troupes que la Ligue organisait dans le Nord. Il ne restait donc dans la grande ville ligueuse, lors de sa reddition à Henri IV, que le duc de Féria et don Diego d'Ibarra, le grand diplomate de Philippe II auprès de la Ligue et le chef hardi des soldats étrangers introduits dans Paris. Tous deux n'étaient pas depuis quelques jours sans inquiétude. Le 21 mars au soir, ils reçurent avis que les royaux attaqueraient la ville, avec la fausse indication que la tentative aurait lieu à minuit, et avec l'énoncé sous forme de doute que Brissac la seconderait. Féria invita le gouverneur à veiller et à faire la ronde le long des murailles, lui donnant pour escorte des capitaines espagnols, qui avaient ordre de le tuer s'ils entendaient le moindre bruit au dehors². Brissac les promena dans tout Paris de minuit à deux heures, par une pluie battante, et les ramena harassés

¹ Bernardino de Mendoza s'était retiré peu de temps avant l'arrivée des ambassadeurs espagnols près les États-Généraux ; il abandonna tout à fait les affaires et s'établit dans le monastère de Saint-Bernard, près Madrid. Il y mourut au commencement du XVII^e siècle, aveugle et très avancé en âge.

— V. la *Bibliotheca Hispana nova* de Nicolas Antonio.

² *Journal de Henri IV*, p. 223.

au logis de Féria. En les quittant, il commanda au corps de garde établi tout près de faire feu sur ceux qu'il venait de reconduire, s'ils essayaient de sortir. Puis il retourna trouver Lhuillier et ses autres complices, pour veiller à ce qu'à l'heure convenue les portes fussent bien ouvertes aux gens du Roi. L'occupation eut lieu sur trois points à la fois ; et la marche stratégique avait été si bien combinée que les troupes étrangères se trouvèrent cernées sans avoir pu même essayer de se défendre. Chefs et soldats s'attendaient à être prisonniers de guerre. Le Roi n'entra, à la tête du dernier corps, qu'à six heures du matin ; et il se rendit aussitôt à Notre-Dame, suivi d'un immense concours. A dix heures il revenait au Louvre, maître de toute la ville, excepté des quartiers Saint-Martin, du Temple et Saint-Antoine, où plus de trois mille Espagnols et Wallons restaient encore en armes. Henri pouvait marcher contre eux et les exterminer ; il préféra user de clémence, espérant désarmer ainsi Philippe II et adoucir pour la France les maux de la guerre étrangère¹. Il fit dire à Féria et à Ibarra² qu'il leur donnait la vie et la liberté, à condition qu'ils sortissent dans la journée même de Paris, après avoir juré de ne plus porter les armes contre lui. Ils promirent tout ce qu'on voulut, s'estimant trop heureux de se tirer ainsi d'une situation qui ne laissait pas que d'être très périlleuse. Ils firent aussitôt leurs préparatifs de départ. A trois heures, la garnison espagnole, à laquelle Philippe II avait commis depuis 1591 la garde de Paris, évacuait la capitale et prenait le chemin des Pays-Bas.

« L'ordre de marche leur fut ainsi donné, — rapporte Ibarra dans la dépêche que quelques jours plus tard il expédiait de Laon à son maître : — les Napolitains se portèrent-en avant-garde à la porte Saint-Denis ; au corps de bataille les Espagnols, le duc de Féria et moy ; enfin en arrière-garde, les troupes wallonnes. Nous sortîmes enseignes déployées, tambours battans, et sans avoir l'air de désespérer de notre cause³. » Henri assistait au défilé, placé

¹ Il avait du reste donné parole à Brissac de permettre aux ambassadeurs espagnols de se retirer avec armes et bagages, eux et leurs soldats.

² Contrairement au dire de l'Estoile (*Journal de Henri IV*, p. 226), Jean-Baptiste de Tassis n'était plus à Paris et il ne partit pas avec ses collègues.

³ *Archives de Simancos*.

à une fenêtre au haut de la porte Saint-Denis, entouré de sa noblesse et de ses gardes. Quant il vit passer les représentants de Philippe II, qui avaient été ses ennemis si acharnés, il les salua de la main, en leur disant : « Recommandez-moi à votre maître. Allez-vous-en, à la bonne heure ; mais n'y revenez plus. »

Le rôle des diplomates espagnols était d'autant plus achevé, qu'il se terminait presque dans le ridicule. Ils se réfugièrent à Bruxelles sous la protection des troupes de l'archiduc Ernest. Mayenne, qui tenait encore la campagne dans le nord, s'y rendit un jour avec un sauf-conduit de l'archiduc lui-même¹ ; ce qui n'empêcha pas Féria et Ibarra de vouloir le faire arrêter, sous l'accusation d'avoir trahi les intérêts de l'Espagne². C'était lui, disaient-ils avec quelque raison, qui avait empêché l'élection de l'infante et d'un roi catholique, perdu la cause de la Ligue, et livré Paris et Lyon au « prince de Béarn. » Ce fut le prudent Tassis qui détourna l'archiduc Ernest d'une sorte de coup d'état qui n'était plus de saison. Une lettre du duc de Féria au roi d'Espagne, interceptée et envoyée par Henri IV à Mayenne, apprit à celui-ci les bons offices de l'ancien ambassadeur. Mayenne répondit à ses accusateurs en adressant à Madrid des récriminations violentes contre Féria et Ibarra, et en demandant l'autorisation de se battre en duel avec Féria³.

Philippe II eut quelque peine à assoupir la querelle ; il était du reste découragé de tous ses échecs, regrettait ses énormes dépenses perdues et était assez disposé à négocier. Croirait-on qu'au lendemain de l'entrée de Henri IV dans Paris, quand il vit ses intrigues terminées en France, il osa bien autoriser, près de celui qu'il avait combattu avec tant d'animosité, une démarche vraiment singulière ? Un certain Nuñez vint de sa part offrir au Béarnais une réconciliation, scellée par l'alliance de sa fille, l'infante Claire-Eugénie. Rosny ne voulait pas que le Roi reçût cet étrange négociateur. Henri, toujours diplomate, l'écouta, et pour répondre à ces propositions envoya à Bernardino de Mendoza, qui était alors à Madrid, un de ses familiers d'un rang peu élevé, puisqu'il avait été cuisinier de Marguerite de Valois, Fouquet de la Varenne⁴. Cet homme avait déjà été peu de temps auparavant

¹ Mai 1594. — *Satyre Ménippée*, t. II, p. 359.

² J. A. de Thou. *Hist. Univ.* t. XII, p. 280.

³ V. Henri Martin, *Hist de France*, 4^e édit., t. X, p. 361.

⁴ *Les Mariages Espagnols sous Henri IV*, par F. T. Perrens, p. 8.

en Espagne, où il avait rempli, près du même Philippe II, une mission hardie. Vers la fin de la Ligue, Henri IV ayant saisi un courrier, que Mayenne envoyait à Philippe, porteur de lettres importantes par lesquelles Paris aux abois demandait des secours, résolut de l'expédier lui-même au roi d'Espagne pour se donner le malin plaisir d'avoir ses réponses. La Varenne fit ce périlleux voyage : deux fois il fut appelé au conseil de Philippe II, et joua si bien son rôle qu'on lui remit un gros paquet à rapporter¹. Il réussit moins bien dans sa seconde entreprise ; il voulut y attacher plus d'importance que n'en mettait son maître lui-même, trancha de l'ambassadeur à la cour de Madrid, et n'aboutit à rien qu'à compromettre inutilement Henri près de ses alliés la reine d'Angleterre et les princes protestants d'Allemagne.

Mais les événements qui vont suivre ne sont plus du domaine de la diplomatie. Quelques mots suffisent à les rappeler. A peine maître des principales villes ligueuses, Henri IV, fatigué des incessantes difficultés que lui causait l'intervention espagnole, prit l'audacieux parti de déclarer ouvertement la guerre à Philippe II. Son manifeste est du 17 janvier 1595² ; la bataille de Fontaine-Française est du mois de juin suivant. La lutte se traîne avec des péripéties diverses ; et ce n'est que le 19 septembre 1597 que Henri IV la termine réellement par la reprise d'Amiens. Dès lors il n'y avait plus de raison de refuser la médiation que le pape Clément VIII offrait depuis longtemps aux deux parties. Philippe d'ailleurs, découragé, épuisé d'infirmités, deux ou trois fois ruiné³, ne demandait que la paix. Aux conférences de Vervins, ce fut encore Tassis qui fut chargé par le roi d'Espagne de le représenter ; il était assisté de Jean Richardot, président à Bruxelles⁴. Les plénipotentiaires français étaient Bellièvre et Silléri. Le traité fut signé le 2 mai 1598 : les Espagnols rendaient

¹ Voir sur cette aventure : Bib. nat. Ms. Dupuy, vol. 500, n° 176.

² Tassis dit qu'il est écrit « indecenti satis stylo ac tanto Regi indigno. » — *Comment.*, etc. Lib. VIII, p. 548.

³ On prétend qu'il avait dissipé dans ses ambitieuses entreprises, depuis 1566, la somme fabuleuse de six cent millions de ducats, tandis que le revenu annuel de ses Etats était à peine de 20 millions de ducats. Mais il sera toujours impossible d'évaluer même approximativement des dépenses dont beaucoup sont demeurées secrètes.

⁴ Il était président du Conseil d'Etat des Flandres.

Calais, Ardres, le Câtelet ¹. En un mot presque toutes les stipulations de Cateau-Cambrésis étaient remises en vigueur.

Réconcilié officiellement avec Henri IV, le roi d'Espagne n'eut pas le temps de choisir un ambassadeur qui pût renouer en France des relations diplomatiques longtemps interrompues. Une terrible et douloureuse maladie l'enlevait au commencement de septembre 1598. Son fils Philippe III fit choix pour le représenter d'un des négociateurs de la paix de Vervins, de l'habile Tassis, qui cette fois fut pourvu de tous les titres officiels. Il était conseiller près le tribunal suprême des Flandres et possédait la confiance de l'archiduc Albert et de l'infante Isabelle; mais il désirait se retirer tranquillement en Espagne, lorsque, le 1^{er} mars 1599, des lettres du nouveau roi vinrent lui donner l'ordre de partir pour la France. Il quitta Bruxelles dès le 27 avril et arriva à Paris le 6 mai. Il devait gérer l'ambassade jusqu'au mois de janvier 1604, où il eut enfin pour successeur Balthasar de Çuniga ², un espagnol de grande famille ³.

¹ Du Mont, *Corps Diplomatique*, t. V, p. 561. — Toutes les pièces relatives aux négociations se trouvent dans les *Mémoires* de Du Plessis-Mornay, t. VII et VIII.

² Plus tard ambassadeur du roi d'Espagne en Bohême, lors de l'entreprise de l'Archiduc Léopold sur Prague en 1611. — Les dépêches de la seconde ambassade de Jean-Baptiste de Tassis et celles de Balthasar de Çuniga sont indiquées sous la cote K 1602-1606, à l'*Inventaire sommaire* des archives nationales.

³ Il y aurait une étude parallèle à faire, qui présenterait aussi son intérêt, sur les ambassadeurs de France en Espagne durant la période correspondante. Nous nous bornerons pour le moment à indiquer très sommairement la suite de nos ambassadeurs près de Philippe II.

Le premier en date est Sébastien de l'Aubespine, évêque de Limoges, qui fut nommé ambassadeur en titre par le roi Henri II, en 1559, pour le récompenser de l'habileté qu'il avait déployée aux conférences de Cateau-Cambrésis. Il présida à l'arrivée d'Elisabeth de Valois en Espagne. Ses dépêches ont été en grande partie publiées dans le recueil de M. L. Paris, intitulé: *Négociations, etc., relatives au règne de François II*.

L'Aubespine étant tombé malade au commencement de 1561, Catherine de Médicis lui donna pour successeur Jean Ebrard de Saint-Sulpice, chevalier de l'ordre, conseiller d'État. Ce dernier partit pour Madrid le 3 avril 1561, fit un voyage en France en 1562, prépara la fameuse entrevue de Bayonne, et fut rappelé au mois d'octobre 1565. Sa correspondance est conservée dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale, fonds Mortemart, n° 50-39. Beaucoup de pièces relatives à son ambassade et à celle de son prédécesseur se trouvent à Saint-Petersbourg, dans la collection de documents français; elles sont indiquées par M. de la Ferrière dans ses *Deux années de mission à Saint-Petersbourg*, 1867, in-8.

M. de Fourquevaulx remplaça Saint-Sulpice et représenta la France près

Mais nous dépasserions les bornes de cette étude, en abordant une période de l'histoire toute différente ¹. Le tableau que nous avons essayé de présenter n'a-t-il pas du reste son cadre complet, puisqu'il embrasse un ensemble de faits aboutissant au relèvement inespéré de la France, à la décadence fatale de l'Espagne? Dans ces longues combinaisons politiques, dont le résultat fut si

de Philippe II jusqu'après la mort de la reine Élisabeth, à la fin de 1568. Une notice sur sa vie et la collection de ses dépêches sont contenues dans les deux volumes du fonds français 10751 et 10752. — Quelques lettres de lui ont été publiées dans l'appendice de l'*Histoire d'Élisabeth de Valois* par le M^{re} du Prat.

Son successeur, M. de Saint-Goard, resta en fonctions jusqu'en 1584 ou 1585. Il semble avoir adopté les idées politiques de Philippe II. Du moins le voyons-nous applaudir à la Saint-Barthélemy et se montrer en toute circonstance l'adversaire acharné des protestants. Sa correspondance est, publiée dans l'*Appendice des Archives de la maison de Nassau*, par M. Groen Van Prinsterer.

M. de Longlée, qui le remplaça, était encore en Espagne lors de l'assassinat de Henri III. Il avait été chargé, l'année précédente, d'exposer à Philippe II les causes qui avaient décidé son maître à se défaire du duc et du cardinal de Guise.

Pendant dix ans, l'état de guerre entre la France et l'Espagne empêcha toute relation diplomatique régulière. Il y eut seulement quelques missions spéciales; celles par exemple du président Jeannin, ou du célèbre jésuite le P. Matthieu, qu'on appelait « le courrier de la Ligue. »

Henri IV, après le traité de Vervins, désigna pour le représenter près du roi d'Espagne Bertrand de Salignac de la Mothe-Fénelon, déjà fort avancé en âge, le même qui, de 1568 à 1575, avait représenté la France en Angleterre avec tant de distinction. Les lettres très flatteuses du roi qui lui confèrent cet honneur sont d'avril et de mai 1599. La Mothe-Fénelon semit en route pour Madrid, mais il tomba malade à Bordeaux, où il mourut le 13 août 1599.

Il eut pour successeur le comte de Rochepot.

¹ Ce travail s'arrête naturellement à la paix de Vervins. Si l'on voulait le poursuivre jusqu'à la fin de règne de Henri IV, tous les éléments s'en rencontreraient dans un ouvrage récent, publié à Berlin par un professeur de l'Université de Bonn, M. Philippson *Heinrich IV und Philipp III. Die Begründung des französischen Uebergewicht in Europa*, 1598-1610, von Dr Martin Philippson. Berlin 1870-76, 3 vol. in 8° de 398, 444 et 500 p.)

L'auteur s'attache particulièrement à prouver que la politique de Henri IV, tout habile qu'elle ait été à l'égard de l'Espagne, n'allait pas cependant jusqu'à la préparation complète du « grand dessein, » que beaucoup d'historiens ont développé d'après le témoignage un peu vague et fantaisiste de Sully.

Chantonnay, dont nous avons parlé plus haut, représenta son souverain près de Maximilien II pendant quelques années et se retira ensuite à Anvers, où il mourut en 1575. Il était né à Besançon, le 22 mai 1514 et était l'aîné des enfants du chancelier de Granvelle. Lenglet-Dufresnoy a tiré les dépêches relatives à la France, publiées dans les *Mémoires de Condé*, d'un manuscrit ayant appartenu à l'abbé de Rothelin et conservé aujourd'hui à la Bibliothèque nationale. Les archives de Besançon possèdent 9 vol. in-fol. de Mémoires et Lettres de l'ambassade de Chantonnay en Allemagne, 1565-1571.

stérile, Philippe II ne saurait se plaindre d'avoir été servi par de mauvais ou infidèles agents. Les diplomates que nous avons vus successivement à l'œuvre n'étaient dénués ni de persévérance ni d'adresse. Mais le but n'était pas digne de leurs efforts; et le monarque qui les dirigeait de loin, doué assurément d'une vaste intelligence, manquait de cette rectitude de conception et de cette honnêteté supérieure qui constituent le génie. C'est la conclusion qui nous semble ressortir de toutes les pièces que nous avons analysées, et qui, replacées ainsi dans leur ordre naturel, ajoutent peut-être quelque chose au jugement de l'histoire.

GUSTAVE BAGUENAUT DE PUCHESSE.

L'EXPÉDITION DES FRANÇAIS

A CANDIE EN 1669.

La plupart de nos historiens parlent négligemment de l'expédition envoyée par Louis XIV au secours de Candie assiégée par les Turcs depuis plus de vingt ans. Ils donnent des louanges banales au courage d'un petit nombre de Français volant à la défense d'une ville chrétienne, mais ils racontent diversement ou même passent sous silence les incidents les plus curieux de cette courte et malheureuse campagne. Le nom du duc de Beaufort, chargé d'un des principaux commandements, les singularités de sa personne et de sa vie, sa disparition mystérieuse dans le premier combat livré à l'ennemi, ont répandu sur cet événement une couleur romanesque : il semble qu'on l'ait longtemps regardé comme une aventure de chevaliers errants, imaginée pour occuper les loisirs d'une noblesse belliqueuse, mais ne répondant pas aux intérêts sérieux du pays. D'ailleurs on ne s'arrêtait pas volontiers à ce lugubre épisode qui, avec le désastre de Gigeri (1664), fit presque oublier la victoire de Saint-Gothard, et troubla si importunément les merveilleuses prospérités du jeune Louis XIV. L'amour-propre national se consolait en admirant, dans le secours porté aux Vénitiens, un acte désintéressé de générosité, comme si la conservation de Candie nous eût été indifférente, et l'on se disait qu'après tout nos armes avaient retardé de quelques mois la prise de cette ville. Mais aujourd'hui que l'attention publique se reporte vers ces contrées où la foi et la gloire de la France ont laissé tant de

souvenirs, et que déjà une de ces îles qui ont été, pendant tant de siècles, des royaumes chrétiens, vient de rentrer sous la protection de la croix, on veut connaître avec plus d'exactitude les faits qui ont amené ou prolongé le triomphe du croissant. Nous nous proposons de montrer, dans les pages suivantes, à l'aide de documents peu connus ou tout à fait inédits ¹, quel a été le véritable caractère de l'expédition de 1669, par qui elle fut provoquée, préparée et conduite, quelles causes la firent échouer, et comment elle se rattache à la politique générale de Louis XIV.

I

On se rend difficilement compte aujourd'hui des dangers que les Turcs faisaient encore courir à l'Europe tout entière, en plein xvii^e siècle, après le traité des Pyrénées, à une époque où cependant tous les États chrétiens disposaient de flottes et d'armées nombreuses, commandées par les chefs les plus habiles. « Les Turcs, dit Voltaire, moins formidables à la vérité que du temps des Mahomet, des Selim et des Soliman, mais dangereux encore et forts de nos divisions, après avoir bloqué Candie pendant huit ans ², l'assiégèrent régulièrement avec toutes les forces de leur empire. On ne sait s'il était plus étonnant que les Vénitiens se fussent défendus si longtemps, ou que les rois de l'Europe les eussent abandonnés....., Candie, réputée le boulevard de la chrétienté, était inondée de soixante mille Turcs : les rois chrétiens regardaient cette perte avec indifférence. Quelques galères de Malte et du pape étaient le seul secours qui défendait cette république contre l'empire ottoman.... Il est certain que des vainqueurs tels que les Turcs, avec de l'expérience, du courage, des richesses et

¹ Nous citerons surtout les pièces conservées aux Archives des Affaires étrangères et de la Marine, et les dépêches des Ambassadeurs vénitiens en France, récemment copiées pour la Bibliothèque nationale.

² Les Turcs étaient descendus à la Canée en 1645, et avaient commencé le siège de Candie en 1648.

cette constance dans le travail qui faisait alors leur caractère, devaient conquérir l'Italie et prendre Rome en bien peu de temps ¹.... » — « La puissance du Turc, dit M. Camille Rousset ², était formidable et excessive.... L'opiniâtreté de ses prétentions sur la Transylvanie et sur la Hongrie, le nombre et l'audace des hordes musulmanes mettaient la maison d'Autriche en détresse, l'Allemagne en alarme et l'Europe en éveil. Rallumée en 1663, la guerre avait eu, dès la première campagne, des effets désastreux pour les populations riveraines du Danube. Sans compter des milliers de victimes égorgées, quatre-vingt mille prisonniers avaient été poussés par le vainqueur au delà des Balkans. Quelques jours de marche pouvaient amener l'armée du grand visir sous les murs de Vienne. » C'est un moment solennel, dans la vie de Louis XIV, que celui où, prenant en mains le pouvoir après la mort de Mazarin, il eut à choisir la politique qui décida de tout son règne et de l'avenir de la France. « L'Europe entière était en paix : toutes les grandes questions qui l'avaient agitée pendant près de cinquante ans étaient résolues ³. A la suite des arrangements (Traités de Westphalie et des Pyrénées) qui fixaient les territoires, les rangs, le droit public en Europe, et qui étaient les plus vastes qu'on eût encore accomplis, on n'apercevait plus de cause un peu sérieuse et prochaine de guerre entre les États. L'Espagne était impuissante, l'Autriche abattue, le Danemarck affaibli, la Pologne divisée, l'Allemagne constituée, la Hollande reconnue et florissante, l'Angleterre engagée dans les débats intérieurs d'une restauration, la Suède satisfaite et la France agrandie. Le monde, fatigué de quarante ans de lutte, semblait tombé dans un long repos. Mais il y avait un souverain qui ne pouvait pas se résigner à ce repos, et qui était intéressé à en faire sortir l'Europe : ce souverain était Louis XIV ⁴. » Ce prince nous apprend lui-même qu'il agita d'abord le projet de diriger sur l'Orient ses

¹ *Siècle de Louis XIV*, chap. X.

² *Histoire de Louvois*, t. 1^{er}, p. 35, édition in-12. Les documents conservés aux Archives de la Guerre ont permis à M. Rousset d'écrire des pages intéressantes sur le siège de Candie et sur les campagnes des ducs de Roannès, de Beaufort et de Navailles.

³ Mignet, *Négociations de la succession d'Espagne*, t. 1^{er}, Introduction, p. LII.

⁴ *Ibid.*, t. 1^{er}, p. 163.

armes et celles des princes européens, et de refouler l'invasion musulmane. « Les succès, dit-il ¹, ramènent vers Dieu ; j'avoue que, dans ces commencements, voyant ma réputation s'augmenter chaque jour, toutes choses me réussir et devenir faciles, je fus aussi sensiblement touché que je l'aie jamais été du désir de le servir et de lui plaire. Je donnai pouvoir au cardinal Antoine Barberini ² et à d'Aubeville ³, chargés de mes affaires à Rome, de faire une ligue contre le Turc, où j'offris de contribuer de mes deniers et de mes troupes, beaucoup plus que pas un des autres princes chrétiens. Je donnai cent mille écus aux Vénitiens pour la guerre de Candie, m'engageant de nouveau à leur fournir des forces considérables toutes les

¹ *Œuvres de Louis XIV*, édit. 1806, t. 1^{er}, p. 81 et suiv. Année 1661.

² Neveu du pape Urbain VIII, protégé par Mazarin contre les justes ressentiments d'Innocent X, gorgé de bénéfices en France, archevêque de Reims, grand aumônier du roi, et chargé alors de ses affaires à Rome.

³ Agent français, envoyé à Rome en mission particulière. — Au moment même où nous faisons mettre cet article sous presse, nous découvrons la preuve que ce passage des *Mémoires* de Louis XIV altère la vérité de la façon la plus grave. Les ministres du roi à Rome avaient des ordres secrets absolument contraires à ceux dont ils se déclaraient porteurs : le roi de France n'osait braver l'opinion publique en combattant ouvertement la formation de cette ligue, mais ses agents reçurent le commandement exprès de la rendre impossible ou inefficace. Voici d'abord en quels termes d'Aubeville accusa réception à Lionne de l'instruction mystérieuse qui fut ajoutée à ses lettres de créance : « Je cacherais le secret du roi avec un si grand soin que de ma part il ne sera pas su. Ce qu'on a donc ici à faire est de ne pas engager le roi dans une ligue qui serait aussi préjudiciable au bien de la chrétienté qu'aux intérêts de Sa Majesté ; de faire connaître le zèle du roi pour l'intérêt de la religion ; d'éluder la signature du traité ; de faire des difficultés qui amusent l'affaire ; de demander du temps pour savoir les intentions de Sa Majesté dans de certaines rencontres, et enfin de se tenir dans ses limites.... » D'Aubeville à Lionne, 1^{er} novembre 1661. — *Rome*, vol. 142. — L'année suivante, Louis XIV envoya le duc de Créquy en ambassade extraordinaire à Rome. Une instruction et des pouvoirs ostensibles le chargeaient encore de poursuivre la formation de la ligue sollicitée par le pape ; mais un « *Mémoire secret du roi pour servir d'addition à l'instruction* » lui défendait expressément de rien signer : « Il est nécessaire, disait le roi, que ledit sieur duc soit informé que Sa Majesté n'estime pas du bien de ses affaires et de son service d'entrer présentement dans ladite ligue quand elle viendrait à se conclure entre les autres princes, et que la condescendance qu'elle a eue d'envoyer des pouvoirs et d'en donner encore aujourd'hui un nouveau audit sieur duc pour la traiter, n'a eu autre motif que de complaire en cela à Sa Sainteté, sans dessein de passer plus avant. » L'intérêt du roi est que l'Empereur, occupé par les Turcs, ne puisse pas opposer toutes ses forces aux desseins de la France. L'ambassadeur devra faire en sorte que « personne ne puisse s'apercevoir ni même, s'il est possible, soupçonner quel est le véritable sentiment de Sa Majesté. » — 13 avril 1662. — *Rome*, vol. 149.

fois qu'ils voudraient faire un effort pour chasser les Infidèles de cette île. Je fis offrir à l'Empereur, contre cet ennemi commun, une armée de cent mille hommes, toute composée de mes troupes et de celles de mes alliés. »

Mais Louis XIV ne donna pas suite à ces pensées. Renonçant, avant de l'avoir essayée, à une politique nouvelle et féconde, qui lui promettait la gloire la plus pure et les avantages les plus assurés, il reprit les traces de ses prédécesseurs, sans vouloir s'avouer que leur œuvre était achevée, et qu'eux-mêmes ne l'auraient pas poursuivie à outrance, comme il ne se lassa pas de le faire. « François I^{er} avait péniblement lutté contre la maison d'Autriche; Henri IV avait triomphé de ses attaques; Richelieu et Mazarin l'avaient abaissée; il ne restait plus qu'à la déposséder : c'est ce que fit Louis XIV¹. — Mazarin avait opéré l'abaissement de la maison d'Autriche en Espagne; Louis XIV consumma sa ruine². — La succession d'Espagne fut le pivot sur lequel tourna presque tout le règne de Louis XIV³. » Or, le roi de France jugeait utile à ses desseins que les Turcs ne cessassent pas d'attaquer l'Empereur, de retenir sur le Danube une partie de ses forces, d'envahir ses provinces héréditaires et de menacer l'Allemagne. Dès l'année 1662, il n'était plus question de croisade, et le jeune prince qui traita le roi d'Espagne, son beau-père, et le pape avec tant de hauteur, sut fort bien dévorer en silence les nombreux affronts que ses ambassadeurs recevaient à Constantinople. En 1663, lorsque toute la chrétienté était effrayée de la marche du Turc en Hongrie, Louis XIV organisait savamment et à loisir un corps d'armée, le composant des meilleures troupes de pied et de cheval, y établissant la plus exacte discipline, et lui choisissant les meilleurs chefs. Plus de vingt mille Français étaient prêts à marcher, contre qui ? contre le pape, coupable de ne pas se résigner assez vite aux humiliations que la cour de France lui infligeait pour l'affaire des Corses ! Un incident fortuit, provoqué par l'insolence des gens de l'ambassadeur du roi à Rome, avait été transformé par l'orgueil de Créquy et par les rancunes de Lionne en attentat prémédité contre le droit des gens, en assassinat du représentant de Louis XIV, par les ordres de la

¹ Mignet, *Introduction*, p. LIII.

² *Ibid.*, p. XLIX.

³ *Ibid.*, p. LII.

cour pontificale ¹ ! Trente-six compagnies d'infanterie et vingt-six escadrons de cavalerie avaient déjà passé les Alpes et se répandaient dans la haute Italie : ce n'était que l'avant-garde, le reste des troupes attendant le dernier signal en Provence et en Dauphiné. Les étapes étaient déjà marquées jusqu'à Rome, et l'on évoquait de tous côtés le souvenir du connétable de Bourbon conduisant l'armée de Charles-Quint à l'assaut de la Ville éternelle. Le duc de Créquy, plénipotentiaire français, chargé de négocier avec l'envoyé du pape, avait écrit à Lionne ² : « Comme M. l'ambassadeur de Venise me disait... qu'au lieu de porter les affaires à l'extrémité, il eût été bien plus convenable que le roi employât ses armes contre les Turcs, *je répondis assez brusquement que, tant que l'accommodement ne serait point fait, les Turcs du roi seraient messieurs les Chigi.* » ³ Alexandre VII céda et signa le traité de Pise (12 février 1664); mais il signa en même temps, pour la décharge de sa conscience et pour la honte d'un roi très chrétien, cette protestation qui n'a été révélée au monde qu'après l'enlèvement d'un de ses successeurs par un empereur français, et quand les archives du Vatican furent transférées à Paris ⁴. Il prenait Dieu à témoin qu'il ne résistait pas davantage, afin d'éviter de plus grands maux, « quand d'ailleurs, disait-il, le Turc, non content d'avoir mis le pied dans Candie, menaçait toutes les autres îles du domaine vénitien, et la Dalmatie et le Frioul, et qu'ayant déjà occupé une grande partie du royaume de Hongrie, il se préparait à ouvrir avec des forces considérables une nouvelle campagne. »

C'est alors seulement que Louis XIV envoya au secours de l'Allemagne une faible partie des troupes destinées à l'invasion de l'État ecclésiastique. Le comte de Coligny, mis à la tête d'un détachement de quatre mille fantassins et de deux mille cavaliers, fait observer lui-même, dans ses *Mémoires* ⁵, que ses soldats, après avoir été sur le point de faire la guerre au pape, allaient la faire au Turc, « qui sont deux choses bien différentes. » Mais si le roi de France marchait contre le pape à face

¹ Cf. dans la *Revue* : *L'affaire des Corses*, 1^{er} juillet 1871.

² Dépêche publiée pour la première fois dans *L'affaire des Corses*.

³ C'est-à-dire Alexandre VII et ses parents.

⁴ Daunou, *Essai sur la puissance temporelle des papes*. — Edit. 1818, t. II, p. 172 et suiv.

⁵ Publiés par la Société de l'histoire de France.

découverte, il prenait un déguisement pour combattre les Infidèles : il ne leur déclara pas la guerre, et il tint à ménager de futurs alliés, qui pourraient un jour venir assiéger Vienne, pendant qu'il porterait lui-même ses armes vers Cologne et Strasbourg. Il convint avec la Diète qu'il ne joindrait son contingent à ceux des Cercles que comme membre de l'*Alliance du Rhin*, formée à son instigation et qui inspirait à l'Empereur de si légitimes défiances ¹. Le même sentiment lui fit refuser les drapeaux turcs conquis par les Français sur les bords du Raab : « J'ai vu avec plaisir, écrivit-il à Coligny, les drapeaux envoyés ; mais, quoique ce soient des marques assez honorables pour les garder, je les renverrai à l'Empereur, parce que mes troupes qui les ont gagnés font partie de son armée, et qu'elles n'agissent pas sous mes ordres, mais sous ceux de ses généraux et pour le seul secours de l'Empire ². » On se rappelle les prodiges de valeur accomplis dans la journée de Saint-Gothard par le petit corps français, par ces fils des Croisés, si dignes de leurs ancêtres. Mais combien ne doit-on pas regretter que ce brillant fait d'armes n'ait pas eu de suite, et que Louis XIV n'ait pas fait plusieurs campagnes avec les Impériaux contre les Musulmans ? On a souvent répété que les Allemands s'étaient montrés injustement jaloux de leurs auxiliaires, et impatientes de les voir reprendre le chemin de la France. Assurément, ce n'est pas par sa reconnaissance que la maison d'Autriche s'est rendue célèbre ; mais il faut dire franchement que nous ne nous piquons pas d'être des bienfaiteurs modestes, ni des alliés commodes. L'histoire vraie nous apprend que ³ « Louis XIV rappela ses troupes pour se donner le plaisir de les accorder une seconde fois aux sollicitations de l'Empereur,.... *ne semblant pas juste à Sa Majesté qu'une grâce de cette considération soit prostituée en l'accordant sans être demandée* ⁴. Mais l'orgueil du roi fut déçu... » Léopold pénétra les projets de Louis XIV, qui ne cherchait que

¹ L'envoyé de Louis XIV à Ratisbonne lui écrivait : « Ce n'est pas sans raison que les ministres impériaux ont une si grande répugnance à une pareille jonction, puisqu'ils confirment par là l'*Alliance* qui leur est odieuse et qu'ils ne craignent pas moins que le Turc. » — Cité par M. Rousset, t. 1^{er}, p. 36.

² 22 août 1664. — *Œuvres de Louis XIV*, t. V, p. 225.

³ M. Rousset, t. 1^{er}, p. 66 et suiv.

⁴ *Instruction donnée au chevalier de Grémonville, ambassadeur de France à Vienne.*

de nouvelles occasions d'étendre son influence sur les princes allemands : il se hâta d'accorder au grand visir le traité de Temeswar, et l'ambassadeur français écrivit à sa cour qu'on l'excusait presque publiquement, à Vienne, d'avoir signé cette paix si peu avantageuse par la nécessité de se préparer contre les grands desseins du roi : on soupçonnait ce prince de « fomentier des divisions dans l'Empire pour y entrer à main armée, lorsque l'Empereur aurait été bien affaibli et embarrassé dans une guerre avec le Grand Seigneur... Si les ministres de l'Empereur, dit M. Rousset ¹, manquaient souvent de dignité, ils ne manquaient pas toujours de clairvoyance. *Les desseins qu'ils redoutaient et qu'ils s'efforçaient de prévenir étaient bien ceux que Louis XIV avait conçus.* »

La fin si précipitée de cette guerre fut un malheur pour Coligny, pour ces officiers et soldats d'élite, auxquels s'étaient joints une foule de jeunes volontaires de la plus haute noblesse. Ils auraient eu besoin de rester plus longtemps en face des Turcs, pour étudier leur tactique et leur stratégie, et pour rapporter en France les fruits d'un glorieux apprentissage. L'ignorance des usages militaires d'un ennemi encore si redoutable comptera un jour pour beaucoup dans le malheureux succès de la campagne de Candie, et Coligny n'avait pas manqué d'avertir le roi de la faute qu'il allait commettre. Dès que ses troupes avaient été en présence de l'armée musulmane, il avait été frappé du trouble où sa vue seule les jetait. « Je trouve à notre infanterie, écrivait-il à Louvois, une fort grande estime pour les Turcs, et peut-être plus grande qu'il ne conviendrait pour leur conservation. » Il fallut recourir aux plus terribles sévérités de la loi militaire pour arrêter les désertions. « Je trouve, écrivait-il un autre jour, les officiers un peu mélancoliques et chagrins. » — « Vous ne sauriez, répondait Louvois, rien faire de plus utile au service de Sa Majesté et au bien de la cause commune que d'ôter de l'esprit des officiers, cavaliers et soldats, la terreur qu'il semble qu'ils avaient des Turcs. Ils ne sont pas plus à craindre que d'autres hommes ². » Et après que la petite

¹ T. I^{er}, p. 68. — « Malgré cette victoire, dit le président Hénault, l'empereur consentit à une trêve de vingt ans avec Mahomet IV, conclue le 17 septembre à Temeswar, pour se mettre en état de s'opposer aux prétentions de la France. »

² M. Rousset, t. I^{er}, p. 44 et suiv.

armée chrétienne eut remporté une victoire longtemps incertaine, Coligny écrivit au ministre Le Tellier ¹: « *Je voudrais bien qu'on nous laissât aguerrir encore une couple d'années, afin, après cela, de ne trouver jamais d'ennemis devant nous que nous n'exterminassions ; car qui bat le Turc en peut bien battre d'autres, et quand ce ne serait qu'on accoutume la vue à une effroyable multitude et que les armées chrétiennes ne nous paraîtront plus que des partis envoyés à la guerre.* » Au moment où cette dépêche parvenait au roi, et comme pour en démontrer l'exactitude, échouait misérablement l'expédition de Gigeri ² sur la côte barbaresque, où Louis XIV, à l'instigation de Colbert, avait voulu fonder un établissement français. La descente s'était heureusement opérée, et Louis XIV en avait informé Coligny en toute hâte, pour rendre la confiance à ses troupes : « *Je vous donne nouvelle, disait-il, que M. de Beaufort a fait sa descente à Gigeri, dont il s'est rendu maître après quelque combat ; je crois que ce bon succès ne fera pas un mauvais effet parmi les troupes que vous commandez, puisqu'il confirme que les Turcs sont faits comme d'autres hommes* ³. » Mais bientôt les difficultés d'un nouveau genre de guerre découragèrent les soldats, et commencèrent le désastre, qui fut achevé par les divisions des chefs.

Louis XIV ne s'était pas borné aux précautions déjà indiquées pour prévenir ou apaiser le ressentiment du Grand Seigneur. Il lui avait dépêché un courrier « avec une lettre portant entre autres choses : *que ce n'était pas en qualité de roi de France que Sa Majesté avait envoyé des troupes en Hongrie, mais comme prince de l'Empire et en vertu des terres que Sa Majesté y possédait*.... ⁴. Il terminait cette justification en offrant de nouveau de rétablir l'harmonie entre les deux États par l'envoi auprès de Sa Hautesse de La Haye Vantelet ⁵. »

¹ M. Rousset, p. 65.

² Le débarquement eut lieu le 22 juin 1664, et le rembarquement dans la nuit du 29 au 30 octobre suivant.

³ 15 août 1664. — *Œuvres de Louis XIV*, t. V, p. 210.

⁴ De Flassan, *Histoire générale de la diplomatie française*, 2^e édit. t. III, p. 317.

⁵ Il y eut à Constantinople deux ambassadeurs français de ce nom, le père et le fils.

II

La trêve conclue entre l'Empire et la Porte n'avait pas dissipé les alarmes de la chrétienté. La lutte se poursuivait entre les Vénitiens et les Turcs : ces derniers purent presser le siège de Candie avec plus de vigueur et menacer de plus près le golfe Adriatique. Depuis près de vingt ans que durait cette guerre, les papes avaient été les principaux protecteurs de la République contre les flottes et les armées musulmanes ; ils stimulaient en sa faveur le zèle de toutes les cours catholiques, et donnaient l'exemple en fournissant à la Seigneurie, avec l'argent de la Chambre apostolique, les soldats, les marins et les galères du petit État de l'Église. Il vint cependant un jour où Rome dut suspendre ses libéralités, c'est lorsque Alexandre VII eut épuisé ses ressources pour résister à Louis XIV, dont l'armée était à peine inférieure d'un millier de soldats aux vingt-cinq mille Allemands et Français vainqueurs, l'année suivante, à Saint-Gothard. Cette impuissance momentanée, à laquelle la cour de France avait réduit le Saint-Siège, devint le sujet des railleries du roi et de ses ministres, qui ne négligèrent rien pour soulever les esprits contre Alexandre VII. Le grand Corneille, que Racine imitera un jour en insultant publiquement Innocent XI dans le prologue d'*Esther*, traduisait en beaux vers les sarcasmes dont la verve du sceptique Lionne remplissait la plupart de ses dépêches ¹ :

Que si le ciel t'inspire encor quelque vaillance ²,

disait le poète au souverain pontife,

¹ En voici un exemple ; j'en pourrais citer cent autres. Je reviendrai ailleurs sur ce sujet. J'ai sous les yeux une dépêche de Lionne à Créquy, du 29 avril 1664 : « Sa Sainteté a fait un bon tour à l'Empereur (et le ministre traduit en termes odieux des nouvelles arrivées de Rome)... La dépense n'était point trop pesante pour soutenir Castro injustement ; mais elle devient insupportable dès qu'elle ne peut servir qu'à la défense de la chrétienté. » *Archives des Affaires étrangères : Rome*, vol. 158.

² *Plaintes de la France à Rome* : élogie, 1664.

Va dresser tes autels jusqu'aux champs de Byzance ;
 Anime tes Romains à quelque effort puissant,
 Et va planter ta croix où règne le croissant.
 Remplis les premiers rangs d'une sainte entreprise,
 Et, voyant marcher Rome au secours de Venise,
 Pour tes sacrés autels toi-même combattant,
 Commence ces exploits que tu nous prêches tant ¹ !

Alexandre VII redoubla d'efforts lorsque le trésor pontifical eut réparé une partie de ses pertes. Mais Louis XIV, irrité de la paix de Temeswar, qui permettait à l'Empereur de donner tous ses soins aux affaires d'Allemagne ², resta longtemps sourd aux supplications des Vénitiens. Forcé par le respect humain de leur témoigner quelque sympathie, il les traitait avec dédain dans le secret de sa correspondance avec ses agents : « La République, écrivait Lionne au duc de Créquy le 31 octobre 1664 ³, a dépêché ici un courrier.... pour crier au secours, comme si indubitablement elle allait être engloutie. L'ambassadeur demande troupes, vaisseaux ou argent, selon la plus grande commodité. » Le ministre annonce froidement que le roi refuse vaisseaux et soldats, et promet seulement pour l'année suivante, si l'état de la chrétienté et du royaume n'a pas changé, « des marques effectives » de son amitié. Vainement la chaire retentissait d'appels à l'union des princes chrétiens ; vainement Bossuet faisait écho à la voix du

¹ Pour l'honneur du poète, il faut citer les derniers vers de sa pièce, qui rachètent un peu les premiers, et qui trahissent les alarmes inspirées à tous les catholiques par cette lutte du roi contre le pape :

Prince, dont la valeur et la sagesse est rare,
 Ménage ta couronne avecque la tiare.
 Donne aux siècles futurs un exemple immortel ;
 Garde les droits du trône et les droits de l'autel.
 Qu'à ton ressentiment la piété s'unisse ;
 Louis, fais grâce à Rome en te faisant justice.
 Pense aux devoirs sacrés d'un monarque chrétien ;
 Fais agir ton pouvoir, mais révere le sien,
 Et, mêlant au courroux le respect et la crainte,
 Punis Rome l'injuste, et respecte la sainte.

² Le 14 octobre 1664, le duc de Créquy informait le roi qu'on venait d'apprendre à Rome le traité de l'Empereur avec le Turc. Venise surtout, disait-il, est effrayée. On dit qu'un des principaux motifs de cette paix désavantageuse pour l'Empereur est « la jalousie qu'il avait conçue des secours que Votre Majesté envoyait à M. l'Électeur de Mayence. » — *Rome*, vol. 161.

³ *Ibid.*

Saint Père. Le 31 janvier 1665, à Paris, prononçant le panégyrique de saint Pierre Nolasque, fondateur de l'ordre de la Merci, qui rachetait les captifs faits par les Musulmans, le grand orateur exposait les dangers de l'Europe et de l'Église en termes qu'il répéta presque textuellement, une année après, en présence de Louis XIV et de la cour ¹ : « O Jésus, Seigneur des Seigneurs, arbitre de tous les empires et prince des rois de la terre, jusqu'à quand endurez-vous que votre ennemi déclaré, assis sur le trône du grand Constantin, soutienne avec tant d'armées les blasphèmes de son Mahomet, abatte votre croix sous son croissant et *diminue tous les jours la chrétienté par des armes si fortunées ?...* Je regarde la puissance mahométane comme un océan indomptable, toujours prêt à inonder toute l'Église, sa furie n'étant arrêtée que par des digues entr'ouvertes, *ce sont les puissances chrétiennes, toujours cruellement divisées...* » Tous les documents contemporains attestent qu'il n'y a pas d'exagération oratoire dans ces paroles, mais qu'elles expriment les sentiments intimes de toutes les classes de la société : « Nouvelles sont venues, écrivait Gui Patin à ses amis ², que le Turc a pris Varadin. J'ai peur qu'une autre fois il ne prenne Vienne et toute l'Allemagne. Les mauvais chrétiens méritent cela. Qui l'empêchera alors d'entrer en Italie, si le pape ne fait quelque miracle ?... » Un autre jour, il exprime l'espérance de voir « renvoyer les Ottomans par delà le Pont-Euxin... Mais je pense, ajoute-t-il, que les princes de l'Europe ont d'autres desseins qui les empêchent de s'unir pour un si bon sujet ³. »

L'intérêt le plus pressant de la chrétienté ne détournait pas Louis XIV des intrigues qu'il nouait partout en Europe : il l'avoue dans le fragment de ses *Mémoires* intitulé : *Venise, le pape* (Alexandre VII) *mourant* ⁴, et sa parole n'a déjà plus l'accent d'une conscience tranquille comme dans le compte-rendu de l'année 1661 qu'on a lu plus haut : « En même temps, dit-il, les Vénitiens menacés de perdre Candie donnèrent ordre à leur ambassadeur de se faire assister par le nonce du pape pour me demander quelque secours ; mais je ne leur pus faire de réponse

¹ *Sermon pour le jeudi de la deuxième semaine de carême* : 1666, à S. Germain.

² 1^{er} octobre 1660.

³ 18 septembre 1663.

⁴ *Œuvres de Louis XIV*, t. II, p. 278.

favorable, parce que les grands engagements où je me trouvais ne me permettaient pas de leur donner un corps de troupes considérable; et je crus que de leur en donner un faible, c'était perdre inutilement les gens que j'y enverrais, étant certain que les petits corps ne reviennent jamais de ces longs voyages. Ce n'est pas que, dans le vrai, je n'eusse bien désiré de les assister; car, outre les intérêts communs du christianisme, j'avais, en mon particulier, été si mal satisfait de la Porte touchant l'entreprise des Gênois, que je m'étais résolu de n'y plus parler de cette affaire, me réservant à en tirer raison de Gènes même, lorsque j'aurais le loisir d'y penser ¹. » Louis XIV abreuva d'amertume le pape Alexandre VII jusqu'à son dernier jour. Inspiré par Lionne, il avait observé fidèlement à son égard le précepte que l'offenseur ne doit jamais pardonner. Le duc de Chaulnes, envoyé comme ambassadeur vers la fin de ce pontificat, sans expérience de la cour de Rome, épousa toutes les rancunes du ministre, son ami particulier, et suivit fidèlement ses leçons. « J'ai su, écrivait-il au roi le 21 décembre 1666 ², que Sa Sainteté doit faire expédier un bref pour représenter à Votre Majesté le besoin pressant que cette république (Venise) a d'être soutenue, et animer Votre Majesté de la secourir. Si elle me l'envoie, ne voulant pas charger M. le nonce de cette communication, celui qui me l'apportera ne s'en retournera pas sans lui faire entendre ³ que l'exemple de Sa Sainteté devrait servir de bref; et, pour peu qu'il me fasse de méchante harangue, je pourrais bien même lui dire que Sa Sainteté a réservé et ses galères dans ses ports et l'argent même que M. le cardinal Mazarin ⁴ avait donné pour

¹ Quel crime avaient donc commis les Gênois et la Porte pour exciter un pareil désir de vengeance chez Louis XIV que *la diminution de la chrétienté*, comme dit Bossuet, laissait indifférent? Les Gênois s'étaient entendus avec le Sultan pour naviguer et trafiquer sous leur propre bannière, et non sous celle de France, suivant les capitulations et l'usage. On ne pourrait que louer cette susceptibilité du roi, si, en revendiquant les privilèges de premier prince chrétien, il eût rempli son devoir de premier défenseur de la chrétienté. Mais il faut l'avouer, depuis le temps de François I^{er} et de Soliman, les prérogatives des Français en Orient n'étaient plus guère que le prix de l'alliance perpétuée entre les rois très-chrétiens et le Grand Seigneur.

² *Rome*, vol. 179.

³ C'est-à-dire, sans que je lui fasse entendre.

⁴ Au lit de mort, le cardinal Mazarin avait paru se repentir de sa conduite envers Innocent X et Alexandre VII. Il fit à ce dernier un legs de deux cent mille écus pour être employés à la guerre contre le Turc; et, recevant de Pic-

soutenir la guerre contre les Infidèles pour cette occasion, étant bon, je crois, d'empêcher qu'il ne se persuade de faire tout avec un bref. » Et la dépêche continue ainsi, pleine de calomnies ramassées ou inventées par les espions de l'ambassade française. Le roi reçut en effet, par le nonce, un bref pathétique¹, où étaient retracés les périls, non seulement de Candie et des Vénitiens, mais de la chrétienté entière. Le 14 janvier 1667, il écrivit au duc de Chaulnes qu'il ne pouvait rien pour Venise, ayant déjà sur les bras une pesante guerre : « J'ai encore, ajoutait-il², la considération de ne ruiner pas, comme il arriverait infailliblement, par une déclaration publique, tout le commerce de mes sujets aux Échelles du Levant, lequel est de la dernière conséquence à mon royaume. » Il est fâcheux d'avoir à dire, comme l'a constaté M. Daru dans son *Histoire de Venise*³, que le gouvernement français « profitait des disgrâces des Vénitiens pour les supplanter dans le commerce du Levant. » Le 28 janvier, Louis XIV répondit⁴ au pape que l'état des affaires ne lui permettait pas de secourir la République. Quand nous le pourrons, disait-il, nous le ferons, « sans être excité par aucun exemple ni par un aussi puissant motif que le sera toujours à notre égard la recommandation de Votre Sainteté. » Ces derniers mots étaient une raillerie injurieuse, comme nous l'apprend la lettre particulière de Lionne qui accompagnait la lettre du roi. « Pour leur gagner le fort de l'épée, disait le ministre, vous ne devez pas manquer le coup de leur parler aussitôt des deux cent mille écus que feu M. le cardinal, par son testament, mit à la disposition de Sa Sainteté et qui leur ont été effectivement payés pour être employés à la défense de la chrétienté contre le Turc... » Puis Lionne raconte que Venise n'a rien reçu de cet argent ; que le

colomini, nonce de Sa Sainteté, la bénédiction apostolique, il lui témoigna son regret de tout ce qu'il avait dit ou fait, dont elle aurait pu être blessée, et lui protesta qu'il lui demandait pardon, si en quelque chose il avait manqué au respect qu'il lui devait. — V. notamment l'*Histoire de la paix conclue sur les frontières de France et d'Espagne entre les deux couronnes, l'an 1659*. — Cologne, 1664. — Il y avait longtemps que les deux cent mille écus de Mazarin, faible à-compte des restitutions qu'il devait à l'Église, avaient disparu dans les millions dépensés par la Chambre apostolique pour la guerre contre le Turc.

¹ Rome, vol. 179.

² Rome, vol. 181.

³ Tome V, livre XXXIII, 4^e édition.

⁴ Rome, vol. 181.

pape l'avait envoyé à Vienne, mais que, la paix avec le Turc s'étant faite précipitamment, l'argent était revenu à Rome, » ce qu'il est, dit-il, très aisé de justifier. Nous avons entendu tout à l'heure Voltaire, dans un accès de justice, rendre hommage à la vérité et dire que « quelques galères de Malte et du pape étaient le seul secours qui défendit la République contre l'empire ottoman. » L'ingrate Venise, n'obtenant pas assez vite ce qu'elle désirait, se joignait aux détracteurs d'Alexandre, lorsqu'elle n'aurait dû accuser qu'elle-même. Ses soldats, enfermés dans la ville assiégée, déployaient sans doute un courage héroïque, mais son sénat était divisé ; un parti puissant, qui voulait céder l'île de Candie et rétablir au plus tôt le commerce dans le Levant, empêchait la Seigneurie de faire les derniers efforts, et la forçait de recourir à la générosité des autres États. Elle ne rencontra pas chez ses voisins l'égoïsme dont elle avait fait preuve elle-même pendant et depuis les croisades, et au début même de la guerre présente. En effet, lorsque la flotte ottomane, qui devait attaquer l'île de Candie, sortit des détroits, on crut en Italie qu'elle était destinée à faire le siège de Malte. Venise se réjouit et se promit de laisser les chevaliers soutenir seuls leur querelle ; mais elle changea de langage lorsque les Turcs furent débarqués à la Canée. « Il leur semble, écrivait notre ambassadeur auprès de la Seigneurie ¹, que toute la chrétienté doit faire une croisade en leur faveur, et cependant il est bien vrai que, lorsqu'on croyait que Malte pouvait être attaquée, *ils disaient que ceux de la religion le méritaient bien pour s'être attiré volontairement cet orage*... C'est une chose assez plaisante de voir ces gens-ci réduits à mendier le secours de ceux de Malte, qu'ils avaient publié hautement devoir être abandonnée au juste ressentiment du Turc... »

Alexandre VII, qui les connaissait, ne les abandonna jamais, et, dans les premiers jours du mois de février 1667, accablé déjà par le mal qui devait l'emporter trois mois plus tard, il crut devoir à l'honneur du Saint-Siège et au sien de ne pas laisser sans réponse les bruits mensongers répandus par les agents français et vénitiens. La Pologne, menacée elle-même par les Turcs, venait réclamer aussi le secours du pape, tant on avait confiance dans son inépuisable libéralité. Alexandre assembla le Sacré Collège à l'improviste et, suivant la relation de l'ambassadeur de France,

¹ Le chevalier de Grémonville, 16 septembre 1645. — Daru, *ibid.*

« pour se disculper en plein consistoire s'il ne pouvait assister ce royaume comme il souhaiterait, il y porta un long mémoire qu'il lut de toutes les dépenses qu'il avait faites en Allemagne et pour la République de Venise contre les Turcs, qu'il fit monter à cinq millions ¹, compris les frais de la guerre contre M. le duc de Créquy, ce fut ainsi qu'il la nomma, et conclut en exhortant le Sacré Collège de contribuer chacun en son particulier pour cette guerre, et qu'il verrait ce qu'il pourrait faire de son côté ². » Depuis ce jour-là, le duc de Chaulnes n'osa plus répéter les mêmes calomnies ; mais, croyant humilier un des parents du pape, il imagina un acte de flatterie maladroite, dont le roi ne pouvait le réprimander sans se trahir. Don Augustin Chigi, neveu du pape, avait annoncé une fête pour le dernier mardi du carnaval. Le lundi, le duc de Chaulnes voulant, comme il dit, « obscurcir » le divertissement du lendemain, fit défiler dans les rues de Rome, en pompeuse mascarade, les douzesibylles conduites par la France sous la figure de Pallas, et prophétisant aux cris de *Vive le Roi de France !* la destruction de l'empire ottoman par Louis XIV ³.

Alexandre VII mourut le 22 mai 1667, et son successeur Clément IX fut élu le 20 juin suivant. Dès le lendemain, écrivant de sa main au roi de France pour lui notifier, suivant l'usage, son exaltation ⁴, le nouveau pape exprima sa douleur de la guerre que Louis XIV venait de déclarer à l'Espagne, à l'occasion des *Droits de la reine*, « dans un temps où les armes de l'ennemi commun, accablant le royaume de Candie, menaçaient également la foi en Dalmatie des plus graves dangers ⁵. » Il annonçait qu'il écrivait dans les mêmes termes à la régente d'Espagne, dont il implorait aussi le secours. Il offrait d'aller en personne où il serait nécessaire pour travailler à la paix entre les deux couronnes, et suppliait le roi d'accorder au moins une suspension d'armes. Louis poursuivit sa campagne de Flandre et déclina les propositions du souverain pontife. Clément IX eut à peine reçu sa

¹ Il s'agit de millions d'écus romains. L'écu romain valait alors 3 livres, 10 sous, 8 deniers, ainsi qu'il résulte d'une pièce fort curieuse, contenant le budget de l'État ecclésiastique vers 1672. — *Rome*, vol. 223.

² Le duc de Chaulnes au roi, 8 février 1667. — *Rome*, vol. 181.

³ 22 février 1667. — *Ibid.*

⁴ 21 juin 1667. — *Rome*, vol. 184.

⁵ ... *In tempo che l'armi del comune inimico, opprimendo il regno di Candia espongono anco in Dalmatia la santa fede a gravissimi pericoli.*

réponse qu'il lui écrivit un bref où, renouvelant ses instances en faveur de la paix, il retraçait, dans le plus saisissant langage, les progrès irrésistibles des Turcs, et prenait acte des promesses qui lui étaient faites pour le jour où les princes chrétiens cesseraient de s'entre-déchirer¹. Les Espagnols furent vaincus, et, au mois d'octobre, le pape pressait le roi de France d'accorder la paix, en lui faisant transmettre les désolantes nouvelles arrivées de Candie. Il donnait lui-même aux Vénitiens cinq cents hommes de pied, qu'il s'engageait à entretenir jusqu'à la fin du siège². L'unique préoccupation de Louis XIV était de se servir de Clément IX pour peser sur les résolutions de la cour de Madrid, et lui persuader d'accepter les conditions de la France ; mais le sort de Candie lui importait peu ; et le duc de Chaulnes, qui le savait, se moquait agréablement avec Lionne du faible secours que le pape venait d'ajouter à ceux déjà envoyés par la Chambre apostolique. Cette levée de cinq cents hommes était placée sous le commandement d'un excellent officier, formé au service de l'Empereur, et qu'Alexandre VII avait autrefois mis à la tête de ses troupes, quand il était menacé d'une invasion française. « Notre Turenne, écrivit l'ambassadeur au ministre, est commandé pour le secours de la Candie. A ce nom ne connaissez-vous pas le marquis Matei, dont le feu pape menaçait tant la France ? Ha ! pauvres Turcs, que deviendrez-vous³ ? » Quelques mois après, Chaulnes lui-même informait Lionne que Matei avait été tué, en combattant bravement sous le drapeau pontifical.

Le bruit s'étant répandu en Europe que Louis XIV méditait d'attaquer les possessions italiennes de l'Espagne (et l'invasion imprévue de la Franche-Comté prouva que toutes les craintes étaient légitimes), Clément IX lui représenta que la seule menace d'un pareil dessein allait arrêter tous les secours préparés pour Candie, et lui demanda au moins la promesse que les armes françaises ne paraîtraient pas en Italie dans le cours de cette année⁴. Quelques jours plus tard, il apprenait que la

¹ 9 août 1667. — *Rome*, vol. 185.

² Le duc de Chaulnes au roi, 4 octobre 1667. — *Rome*, vol. 186.

³ 18 juin 1668. — *Rome*, vol. 191.

⁴ Bref du 14 février 1668. — *Rome*, vol. 189. — «... Sed quoniam dubitatio de gallicis armis in Italiam descensuris diversos principes a ferendis Candie qualibuscumque subsidiis retrahere indubie potest, quo robur aliquod virium ex his regionibus cogere possimus et barbaris illis furentibus opponere, a Majestate Tua vehementer etiam atque etiam petimus ut, pro proximâ pietate

Franche-Comté était conquise, et il s'empressait de montrer au vainqueur la délivrance de Candie comme un plus digne objet de son ambition ¹. Il est juste de dire que Louis XIV n'était pas le seul dont l'insouciance ou le mauvais vouloir affligeât le souverain pontife. Les Génois, sous je ne sais quel prétexte, refusaient leurs galères ²; Venise elle-même venait de soulever un conflit violent avec les autorités pontificales au sujet des digues du Pô et des frontières du Ferrarais. L'ambassadeur français chercha aussitôt à envenimer cette querelle : « Comme je crus, Sire, écrivit-il ³, que cette affaire pouvait être avantageuse à Votre Majesté, tant parce que je ne vois rien à craindre des ligues que par les Vénitiens, quoique affaiblis par la guerre du Turc, que parce que Votre Majesté pourrait se servir de cet incident pour leur refuser la liberté des galères d'Espagne et la levée des soldats en France, par la considération même du pape, qui en aurait toujours reçu le refus avec déplaisir, je crus devoir pousser encore à la roue en faisant ma cour au pape... » Clément IX découvrit bientôt les sentiments dissimulés sous ces protestations de sympathie qui furent encouragées par Louis XIV ⁴, et il annonça publiquement sa résolution de continuer à secourir la Seigneurie, dût-elle, comme il le craignait, « attaquer l'État ecclésiastique du côté de Ferrare, dès qu'il serait dégarni de troupes ⁵. »

Les événements forcèrent Louis XIV d'accorder ce qu'il refusait aux prières du chef de l'Église. La guerre injuste déclarée par lui à l'Espagne et la conquête de la Flandre avaient provoqué la jalousie et les inquiétudes de la Hollande, de l'Angleterre et de la Suède qui conclurent la *Triple Alliance*, bientôt suivie du traité d'Aix-la-Chapelle (16 avril–2 mai 1668). Dès que Clément IX fut informé des préliminaires de la paix, il écrivit de sa main aux princes catholiques, et en particulier au roi de France, pour renouveler ses supplications en faveur de Candie ⁶. Louis XIV

sua et impenso religionis christianæ studio, dubitationem hujusmodi auferre velit, securitatem nobis impertiendo de non transmittendis terra marive toto presentis anni tempore armis in Italiam. »

¹ Le duc de Chaulnes au roi, 28 février 1668. — *Rome*, vol. 189.

² Le duc de Chaulnes à Lionne, 28 février 1668. — *Ibid.*

³ 6 mars 1668. — *Rome*, vol 190.

⁴ *Ibid.* — 30 mars 1668.

⁵ Le duc de Chaulnes au roi, 3 mai 1668. — *Rome*, vol. 191.

⁶ 1^{er} mai 1668. — *Ibid.* — *Preghiamo ora la Maesta Vostra col piu vivo dell'animo a volger la grandezza degli spiriti e della potenza sua contro il comune inimico, per sottrarre il regno di Candia al gioco, etc.*

répondit par quelques promesses encore bien vagues, mais qui engagèrent le souverain pontife à tenter de nouveaux efforts. Je ne puis *penser*, disait le roi, à secourir ouvertement les Vénitiens, de peur de ruiner le commerce français; mais « je ne laisserai pas d'assister autant qu'il sera en mon pouvoir la République pour lui donner moyen de sauver la Candie, soit par des secours d'argent ou par la permission de faire des levées secrètes dans mes États, à quoi ce même argent pourra être employé, étant néanmoins distribué par ses officiers, sans que les miens y paraissent ¹. » La seule annonce de cette assistance indirecte donna une joie extrême au pape, qui demanda au roi de faire mieux encore ². En même temps, il invita tous les évêques de France à solliciter les libéralités des fidèles ³. Des nouvelles fâcheuses étant arrivées de la ville assiégée, « il tint un consistoire où il représenta, la larme à l'œil, le péril de Candie ⁴. »

Cependant, à la cour et dans tout le royaume, on se prononçait en faveur de cette guerre. L'opinion publique, surexcitée par les campagnes brillantes de Flandre et de Franche-Comté, avait mal accueilli le traité d'Aix-la-Chapelle, dont les avantages ne paraissaient pas répondre à l'éclat des succès remportés sur les Espagnols. Une grande partie de l'armée ayant été licenciée, La Feuillade, duc de Roannès, l'ancien héros de Saint-Gothard, obtint du roi la permission de mener en Candie, à ses dépens ⁵, « cinq ou

¹ Le roi au duc de Chaulnes, 8 et 27 mai 1668. — *Rome*, vol. 191.

² *Ibid.* — Le duc de Chaulnes au roi, 3 juin 1668. — Bref du 7 juillet 1668 : « Adhuc majora quæque superaddere et accumulare dignetur, donec tota illa insula, a faucibus Turcarum erepta, orbi christiano simul cum securitate publica restituitur. » — *Rome*, vol. 192.

³ Le duc de Chaulnes, 29 août 1668. — *Ibid.* Les évêques et les fidèles répondirent avec empressement aux exhortations du pape. Un agent français à Rome rend compte d'une audience où Clément IX louait dignement les *grandes aumônes* de la France en faveur de Candie, « et la résolution des dames de la cour et de Paris qui donnent leurs biens et leurs enfants pour le service de l'Eglise et de la chrétienté, ce qu'on ne saurait trouver qu'en France, où l'on va, à l'imitation du roi, à l'envi qui fera davantage. » L'abbé de Bonfils à Lionne, 14 juin 1669. — *Rome*, vol. 198. — Les dépêches de l'ambassadeur vénitien J. Morosini nous apprennent que ces *grandes aumônes* furent, à la requête de Colbert, versées au trésor royal, pour payer les frais de l'expédition.

⁴ L'abbé de Bourlemont à Lionne, 18 septembre 1668. — *Rome*, vol. 193.

⁵ C'est en effet ce qu'on lit partout, mais il faut bien rabattre de cette générosité. Pellisson nous apprend que le roi fit à La Feuillade un présent de dix mille écus, indépendamment des trois vaisseaux qu'il mit à ses ordres pour le conduire et le ramener. On peut croire aussi qu'un très petit nombre de

six cents gentilhommes d'entre les officiers réformés, à une paie égale ou plus grande que celle qu'ils tiraient en France, non pas pour un long temps, à quoi ses forces n'auraient pu suffire, mais pour tenter, en deux ou trois mois de temps, quelque action de vigueur qui fit craindre aux Infidèles de pareils efforts de toutes les nations chrétiennes, chacune à son tour¹. » Mais rien ne fut moins bien concerté que cette entreprise. La Feuillade porta la bannière de Malte, et non celle de France. En touchant à La Valette, il aurait pu grossir sa troupe d'un bon nombre de chevaliers; mais sa vanité souleva des difficultés pour le commandement, et les Français repartirent presque seuls. Ils ne voulurent ou ne surent s'entendre ni avec les auxiliaires italiens, ni avec les galères d'Espagne. Une fois débarqués, ils se querellèrent avec ceux qu'ils venaient défendre. L'attaque et la résistance étaient dirigées avec un courage qui n'a jamais été dépassé, et avec une habileté consommée. Les ingénieurs turcs et vénitiens étaient de dignes adversaires, et, à cette époque, il n'y avait pas en Europe une armée qui en comptât de plus savants. Les compagnons de La Feuillade affichèrent un grand mépris pour les assiégés comme pour les assiégeants, ne voulant suivre aucun conseil, ni tenir compte d'aucune expérience. Ils ne consentaient qu'à risquer leur vie avec autant de bravoure que d'étourderie. Ils dédaignaient les armes défen-

ces volontaires, qui appartenaient la plupart à la haute noblesse, le comte de S. Paul, futur duc de Longueville, le duc de Chateau-Thierry, cadet de la maison de Bouillon, le duc de Caderousse, les marquis de la Mothe-Fénelon et de Sévigné, les Chamilly, les Villemer, les Matignon et tant d'autres, coûtèrent peu à La Feuillade : ainsi, le seul comte de S. Paul reçut de son frère aîné vingt mille livres « pour aider à sa subsistance en Candie. » (Bourlemont à Lionne, 2 janvier 1669. — *Rome*, vol. 196.) Mais quelle qu'ait été la part de La Feuillade dans les frais de cette courte expédition (2 novembre-5 janvier), l'adroit courtisan avait pris ses précautions pour que sa fortune n'en souffrit pas. L'Église qui subvenait alors, sous tant de formes, aux besoins de l'État, fut mise à contribution dans cette circonstance. La Feuillade puisa à cette source si abondante des pensions sur abbayes, des économats et des bénéfices simples; et il fit même demander à Rome des dispenses qui rendissent encore plus faciles les bienfaits du roi. Clément IX, en souvenir des services rendus dans la campagne de Hongrie, et comme gage de services futurs, donna son consentement « pour plus de trente mille livres de rente. » Le duc de Chaulnes en annonçant au roi cette faveur, ajoutait : « Mais, Sire, j'espère que Votre Majesté ne voudra pas que son nom soit employé souvent pour des grâces de cette nature, lesquelles étant très difficiles et extraordinaires ne pourraient peut-être avoir toujours le succès que Votre Majesté désirerait. » 22 février 1668. — *Rome*, vol. 189.

¹ Pellisson, *Histoire de Louis XIV*, t. III, p. 94 et suiv. Édit. 1749.

sives, et La Feuillade marchait contre les Turcs, un fouet à la main¹. A Malte, « quelques uns des principaux » d'entre eux avaient dit « qu'ils allaient passer le carnaval seulement en Candie, pour s'en retourner au printemps² ». Ils n'eurent même pas la patience d'attendre jusque là. Réduits à un petit nombre par le feu de l'ennemi ou par la maladie, ils se lassèrent bientôt de leur inutilité, et quittèrent la ville au commencement du mois de janvier 1669, emportant la peste sur leurs vaisseaux. Louis XIV aurait dû savoir, dès cette époque, que « les petits corps ne reviennent jamais de ces longs voyages. » Plusieurs fois déjà, depuis l'ouverture du siège, des entreprises conduites avec la même légèreté avaient eu le même succès. En 1660, par exemple, quatre mille Français étaient descendus en Candie ; à peine débarqués, ils fondirent sur les Turcs, s'emparèrent de leur camp, et s'arrêtèrent à le piller. L'ennemi revint sur eux, en tua quinze cents, et mit en fuite les autres, que la peste acheva. Ce fut un grand malheur que Louis XIV aidât si peu les Vénitiens dans cette campagne de 1668, qui fut décisive pour la place assiégée. Et cependant que de ressources s'offraient à lui dans son royaume ! Le duc de Roannès et ses volontaires n'étaient pas les seuls qui fussent prêts à s'enrôler pour une si juste cause : « J'eus la pensée, dit le duc de Navailles dans ses *Mémoires*³, de faire un régiment de deux mille hommes pour le mener au secours de Candie... J'en fis demander la permission au roi qui ne jugea pas à propos de me la donner, parce que M. de La Feuillade, qui avait eu dessein avant moi d'aller à Candie, se disposait à partir. » Le maréchal de Bellefonds offrait aussi à Venise et au souverain pontife de lever pour leur service quatre régiments qui marcheraient sous ses ordres⁴.

C'est ainsi que se termina l'année 1668 : l'enthousiasme public ne se refroidissait pas. Le pape redoublait ses supplications à tous les États catholiques : l'année 1669 lui donna bientôt de meilleures espérances.

¹ Daru, *Histoire de Venise*, liv. XXXIII.

² L'abbé Bigorre à Lionne, 1^{er} janvier 1669. — *Rome*, vol. 196.

³ Pages 140 et suiv. — Édition Moreau, chez Techener, 1861. — « Toute la jeune noblesse la plus qualifiée eût suivi en foule, si le roi n'eût borné sa permission à un petit nombre de ceux qui s'étaient présentés les premiers. » Pellisson, *ibid.*, p. 97.

⁴ Bibliothèque nationale : Mss. Ital. *Dépêches des ambassadeurs vénitiens*, 1668-1669, *Filze* 144 et 145.

III

Le dessein du pape était « de ramasser une armée de vingt mille hommes de pied et mille chevaux des forces des princes chrétiens, pour faire, au printemps, descente en Candie et attaquer la Canée, et essayer avec ces troupes de chasser les troupes de l'île ¹. » Un nouvel ambassadeur de Venise, Jean Morosini, venait d'arriver à la cour de France. Toutes ses dépêches ² signalent à la reconnaissance de la Seigneurie les efforts incessants du nonce pontifical en faveur de ce projet de ligue : mais il y avait bien des obstacles à surmonter. Comment faire marcher ensemble les Espagnols et les Français, si pleins d'orgueil et de rancune ? La paix d'Aix-la-Chapelle était déjà troublée : quand on avait voulu déterminer les frontières, on ne s'était plus entendu sur les *dépendances* des places conquises. L'Espagne demandait, pour envoyer ses galères à Candie, que Louis XIV promît de ne point l'attaquer pendant une année. Le roi de France refusait cette parole, alléguant de prétendus préparatifs de guerre dans les Pays-Bas ³. Clément IX intervint encore entre les deux cours. Enfin, le 11 janvier, Lionne informa le cardinal-neveu de la résolution importante que venait de prendre Louis XIV :

« Monseigneur, disait-il, sur le dernier bref de Sa Sainteté et sur les offices que M. le nonce a été chargé de passer à son nom auprès du roi touchant le secours de Candie, Sa Majesté a résolu que j'écrirais directement et confidentiellement à Votre Éminence ses intentions pour les faire savoir à Notre Saint Père sans s'en expliquer ici à M. le nonce, ni à l'ambassadeur de la République, pour les raisons que je déduirai plus bas dans cette lettre.

« J'aurai donc l'honneur de lui dire que Sa dite Majesté, pour le bien de la chrétienté, mais non moins sans doute pour complaire à Notre

¹ L'abbé de Bourlemont à Lionne, 4 décembre 1668. — *Rome*, vol. 194.

² *Filza* 144.

³ Jean Morosini, 8 janvier 1669. — *Filza* 144.

Saint Père qu'elle sait ne souhaiter rien en ce monde si ardemment que le salut de ce royaume-là, a résolu de faire toute la dépense nécessaire pour composer un armement de quatorze vaisseaux et de quinze galères et de les entretenir pendant la campagne prochaine pour servir à transporter des troupes en Candie et les en rapporter, et y agir même à la mer contre les Turcs : qu'outre tout ce qui sera nécessaire pour fournir lesdits vaisseaux et galères de vivres, victuailles, munitions de guerre et pour le paiement des soldats et matelots qui les devront monter, et qui seront au nombre qu'il faut pour pouvoir combattre vigoureusement l'ennemi, Sa dite Majesté fait état de faire embarquer dessus d'autres troupes réglées des meilleurs corps qu'elle ait, et en nombre suffisant pour pouvoir débarquer dans la place de Candie quatre mille hommes effectifs *qui y serviront six mois entiers, s'il est nécessaire qu'ils y demeurent tout ce temps-là*, et la solde desdits quatre mille hommes courra toujours sur son compte, en sorte qu'ils ne seront à charge en rien à la République qui devra seulement prendre le soin par avance de leur faire avoir des vivres pour leur argent à prix raisonnable. Outre tout cela, pour rendre plus utile à la République cet armement qui pourra partir des ports de Provence au premier jour d'avril, Sa Majesté fera embarquer dessus cent milliers de poudre, trente milliers de mèches, vingt milliers de plomb, dix mille sacs à terre, six mille outils, vingt mille grenades, cinq cents mousquets, trois cents pertuisanes et cinquante cuirasses à l'épreuve du mousquet. Les troupes qui devront débarquer seront commandées par un lieutenant-général des armées du roi, deux maréchaux-de-camp, et deux brigadiers d'infanterie. Sa Majesté a jugé à propos que tout ledit armement se fasse sous le nom de Sa Sainteté, et cela pour trois raisons : la première, pour la plus grande gloire de Sa Sainteté ; la seconde, pour ôter autant qu'il se pourra le prétexte aux Turcs de prendre occasion de ce secours pour ruiner le commerce que ses sujets font au Levant¹ ; et la troisième, afin que les Espagnols ne puissent prendre sujet de l'envoi des galères du roi au Levant pour n'y envoyer pas les leurs, sur la difficulté qu'ils feraient peut-être, quoique très injustement, de donner ordre à leurs galères de céder le rang qui serait dû à celles de Sa Majesté, si elles naviguaient à son étendard... Voilà le projet que fait le roi et qu'il se promet devoir être d'autant plus agréable à Sa Sainteté qu'il est certain que c'est principalement la considération de sa personne et de la gloire de son pontificat qui le porte à faire de si grands efforts en toutes manières, et même dans une conjoncture où il semble que les Espagnols n'ont d'autre pensée et

¹ L'ambassadeur de Venise écrivait, le 22 janvier 1669, à la Seigneurie que le roi tenait au concours des autres États chrétiens dans la défense de Candie, surtout « *per non essersi unicamente alla colera e alla vendetta delle ottomane barbarie.* » — *Filza* 144.

d'application qu'à lui jeter toute la chrétienté et même les protestants sur les bras ¹... »

Lionne passe ensuite aux garanties de sécurité réclamées par les Espagnols, et il faut dire que ses longues explications manquent de franchise et de clarté : la cour de Madrid eût été fort imprudente de s'y fier. Louis XIV le comprit et fit bientôt la promesse attendue ².

Mais il ne voulut jamais revenir sur le refus de donner le drapeau de la France à ses troupes de terre et de mer : il prit soin d'éviter toutes les apparences d'une guerre formelle avec la Porte, et ces réserves peu loyales eurent des conséquences funestes pour le succès de l'expédition. Les instructions données au duc de Beaufort, amiral de France, lui rappellent avant tout « que ladite armée est destinée pour le secours de Candie; que, Sa Majesté ne voulant pas déclarer ouvertement la guerre au Grand Seigneur, elle a résolu qu'elle agirait sous le nom du pape et prendrait l'étendard de Sa Sainteté, à quoi ledit sieur duc se doit conformer ³. » Le roi ne rompit pas ses relations diplomatiques avec la Turquie. Le chef de l'escadre du Levant, M. d'Almérás, reçut ordre de ne pas attaquer le premier, et par suite la flotte musulmane eut la liberté de porter des renforts aux assiégeants ⁴.

¹ *Rome*, vol. 196.

² Le roi au pape, 13 février 1669. — *Ibid.* — «...Nous déclarons par cette lettre à Votre Sainteté que, pendant toute l'année présentement courante, qui est ce que la reine a désiré, nous entretiendrons inviolablement le traité de paix signé à Aix-la-Chapelle, sans y contrevenir par aucune hostilité ou voie de fait contre aucun des États, pays ou places de la domination de la couronne d'Espagne pour quelque cause, occasion ou prétexte que ce puisse être, en quelque endroit que lesdits pays ou places soient situés. C'est de quoi nous donnons à Votre Sainteté notre parole royale, par laquelle elle pourra, si elle l'a agréable, donner la sienne à la reine d'Espagne. »

³ Archives de la Marine : *Ordres du roi pour la Marine*, 1669/89.

⁴ Le 15 avril, le roi avertissait Beaufort que le Grand Seigneur avait mandé à Larisse l'ambassadeur français : « Quoique je sois persuadé, ajoutait-il, que ce voyage n'a été résolu à la Porte que pour me donner satisfaction sur le renouvellement des capitulations que j'ai fait ci-devant demander par mon dit ambassadeur, je suis bien aise de prendre les précautions nécessaires pour empêcher, autant qu'il sera possible, que le secours que j'envoie en Candie ne donne quelque envie à la Porte d'arrêter mes vaisseaux. » Le même jour, il ordonne à M. d'Almérás de s'approcher secrètement du lieu où sera l'ambassadeur, soit à Constantinople, soit à Larisse, de le faire embarquer avec sa famille et de revenir. « Vous devez

Les calculs de Louis XIV n'auraient pas échappé même à des politiques moins clairvoyants et moins bien informés que le Sénat de Venise. La République n'ignorait pas, et nous le lisons dans les lettres mêmes de Jean Morosini, que La Haye Vantelet, ambassadeur du roi à Constantinople, n'eut alors rien à craindre pour sa sûreté personnelle, que jamais le roi n'avait été plus considéré en Orient, et que le Grand Seigneur venait de faire partir pour la France un agent chargé d'une mission suspecte ¹. Aussi les Vénitiens, de leur côté, ne se faisaient pas scrupule d'entretenir avec la Porte des relations secrètes qu'ils ne purent cacher aux agents français. Jean Morosini avertit fréquemment la Seigneurie que les principaux personnages de la cour lui adressent des questions embarrassantes à ce sujet. Le chevalier de Grémonville, ministre du roi à Vienne, l'informe que Venise ne sollicite le secours des princes chrétiens que pour se procurer des avantages particuliers, en faisant peur aux Turcs des puissances européennes ².

La distribution des commandements ne permettait pas d'espérer une bonne direction de l'entreprise. Les trois généraux français, entre lesquels était répartie la conduite des troupes royales de terre et de mer, ne s'entendirent ni entre eux ni avec les assiégés. Le duc de Beaufort, qui avait spécialement les vaisseaux sous ses ordres, commandait aussi aux galères quand les deux flottes étaient réunies : mais leurs allures différentes les tenaient souvent séparées, et le comte de Vivonne, capitaine-général des galères, ne mettait aucun empressement à rallier les vaisseaux. Le duc de Navailles, chef des troupes de débarquement, effacé par l'amiral pendant la traversée, ne devait plus dépendre de lui quand il serait à terre, et Beaufort, au contraire, était obligé de demeurer avec la flotte à sa vue et à sa disposition. Les attributions de ces deux officiers avaient été

observer, dit le roi, que, si l'ambassadeur n'est point à Constantinople lorsque vous mettrez à la voile, vous ne devez point faire connaître que ce soit par aucun motif de rupture entre moi et le Grand Seigneur, mais seulement que, le retour de l'ambassadeur étant incertain, j'enverrai d'autres vaisseaux pour le prendre quand il sera en état de partir. » M. d'Alméras est informé en même temps que, si le Grand Seigneur veut empêcher son passage *aux Châteaux* (des Dardanelles), Beaufort a reçu l'ordre de l'assister de toutes ses forces. — Archives de la Marine, *ibid.*

¹ Jean Morosini, 29 mai et 12 juin 1669. — *Filza* 144.

² Jean Morosini, 5 et 19 mars, et 5 juin 1669. — *Ibid.*

d'abord exactement définies. Les lettres de service de Beaufort portent que « la seule intention de Sa Majesté, pour l'emploi de son armée navale pendant la présente campagne, étant le secours de Candie, Sa Majesté veut aussi que ledit sieur duc règle toute sa conduite à bien faire réussir cette importante entreprise. » En conséquence, il doit conserver les vaisseaux près du rivage pour recevoir et embarquer les troupes de terre, « soit en cas que les Turcs soient chassés et que le siège soit levé et la place en sûreté, soit en cas d'accident contraire ou que la place soit prise par composition ou par force ¹. » Et Colbert, dans une lettre séparée, avait ajouté ² : « En cas que la nécessité ou les diverses actions de guerre qui se présenteront ou pourront être exécutées contre les Turcs assiégeants obligent à commander un corps composé des équipages des vaisseaux et des galères, Sa Majesté n'estime pas que vous puissiez ni deviez mettre pied à terre, tant pour éviter toute sorte de contestation dans le commandement, que parce que votre personne est absolument nécessaire et ne peut pas abandonner les vaisseaux. » Le roi voulait en outre que l'officier à qui l'amiral confierait ce commandement obéît au duc de Navailles. Ce rôle ne suffit pas à l'ambition de Beaufort. Il se plaignit au roi d'être ainsi condamné d'avance « à garder les manteaux » pendant que les autres combattraient : il témoigna, en termes chaleureux et certainement sincères, son désir de ne pas perdre cette « occasion de s'illustrer ³ » ; et Louis XIV lui donna l'autorisation « de mettre pied à terre et de commander le détachement qui pourrait être fait des troupes des vaisseaux et galères pour le secours de Candie ⁴. » Vainement le roi lui imposait la condition de se concerter avec Rospigliosi et Navailles, et de ne quitter les vaisseaux que « pendant le temps de l'action. » L'événement démontra bientôt l'imprudence de ces ordres contradictoires.

Le règlement des rangs entre les Français et les autres auxiliaires de Venise tint en éveil toutes les susceptibilités de Louis XIV, et consuma des jours précieux. Le roi cachait son drapeau pour ne pas encourir le ressentiment du Grand Seigneur ; mais en

¹ 30 mars 1669. — *Ordres du roi pour la Marine*, 1669/89.

² 26 avril 1669. — *Ibid.*

³ M. Jal, *Abraham du Quesne*, t. I^{er}, p. 569 et suiv.

⁴ 17 mai 1669. — *Ordres du roi pour la Marine*, 1669/89.

même temps il était humilié d'abriter ses troupes sous les couleurs pontificales. Pour satisfaire la vanité gallicane, il exigea que le bailli Rospigliosi, neveu du pape, généralissime ¹, arborât, non pas la bannière de l'Église romaine, avec les clefs et les images des SS. Pierre et Paul, mais un étendard rappelant seulement la chrétienté et ne portant qu'un crucifix ². Le 27 février, Lionne informa le cardinal Rospigliosi que la France voulait bien ne pas insister sur l'exemple de Lépante, où don Marc Antoine Colonna, général de l'Église, obéit à don Juan d'Autriche, qui n'était pas de plus grande naissance que Beaufort, ce dernier étant de plus amiral de France ³ : le roi ordonnait au duc, commandant de ses vaisseaux et galères, de « reconnaître comme supérieur le général de Sa Sainteté, pourvu que l'étendard qu'il porterait fût celui de l'Église, c'est à dire le crucifix. Sa Majesté désirait aussi que ses galères et vaisseaux qui porteraient l'étendard du pape eussent, en toutes rencontres et occasions, quelles

¹ Louis XIV tenta même d'abord de faire donner ce commandement à un Français, ce qui aurait blessé ou peut-être écarté les auxiliaires étrangers, ce général eût-il été d'une habileté et d'une réputation incontestées ; mais le roi avait proposé le frère de Beaufort, connu longtemps sous le titre de duc de Merceur, marié, devenu veuf en 1657, présenté au cardinalat, sans même être entré dans les ordres, et compris dans la *promotion des couronnes* de 1667. Le cardinal de Vendôme était aussi peu considéré à Rome qu'en France ; il venait même de compromettre la dignité de la pourpre dans l'affaire des dispenses de la reine de Portugal : « ... Il était tombé dans l'esprit de Sa Majesté, écrivit Lionne au cardinal Rospigliosi le 18 janvier (*Rome*, vol. 196), une pensée qui pourrait peut être concilier toutes choses, qui serait que Sa Sainteté donnât sa commission de commander toutes les armées auxiliaires à M. le cardinal de Vendôme, avec lequel M. son frère s'accommoderait aisément. Les Espagnols n'auraient, ce semble, rien à dire sur le commandement d'un cardinal. Je ne sais même si, pour un emploi de cette nature, on ne pourrait pas lui donner le caractère de légat qui l'autoriserait davantage et ferait plus de bruit dans le Levant ; et cette qualité ne l'empêcherait pas de descendre dans la place et d'y faire toutes les fonctions d'un bon capitaine avec le courage et l'expérience qu'il a acquise dans le commandement des armées. Sa Majesté soumet toutes ces pensées au sublime jugement de Sa Béatitudo, n'ayant même aucune connaissance de la manière dont ont accoutumé de se passer les choses en Candie entre les armées auxiliaires, quand elles appartiennent à divers potentats, ni entre lesdites armées et celles de la République. » Il ne fut donné aucune suite à l'étrange proposition du roi.

² Jean Morosini, 22 janvier 1669. — *Filza* 144.

³ Il y avait quelque témérité à rappeler la bataille de Lépante, où la France ne figurait pas parmi les chrétiens, Charles IX étant alors, au contraire, l'allié du Sultan. Si Colonna consentit à recevoir les ordres de don Juan, il montra une condescendance que Louis XIV eût bien fait d'imiter ; d'ailleurs le général pontifical n'avait pas caché son drapeau comme fit Beaufort, mais il le déploya à côté des étendards de Venise et de l'Espagne.

qu'elles pussent être, le rang et la préséance sur celles d'Espagne, quelque étendard que portassent celles-ci, ou de Sa Sainteté ou le leur propre ;.... et cela, Sa Majesté le mettait si indispensable que M. de Beaufort aurait ordre, ou de se retirer s'il y rencontrait la moindre difficulté, *ou de forcer les Espagnols de faire ce qui est de la raison, auquel cas elle ne doutait pas que le général du pape n'embrassât aussi son parti*¹. » Le pape y consentit aussitôt. Comment répondit-on à sa complaisance ? Quand les galères françaises arrivèrent au rendez-vous de Zante, où Rospigliosi les attendait, le comte de Vivonne, approchant du mouillage, prétendit que le bailli vint au devant de lui avec l'étendard déployé du crucifix. Le général de l'Église s'était excusé d'abord « sur ce que le crucifix ne doit jamais aller au devant d'aucun étendard, ni même celui du pape qui lui est inférieur, ainsi qu'il pourrait savoir de beaucoup de personnes, de MM. les Espagnols et de MM. de Venise, avec lesquels il s'était trouvé l'année dernière et au devant desquels il n'alla pas. M. de Vivonne, n'étant pas satisfait de cette excuse, lui dépêcha de nouveau pour lui dire que Sa Majesté souhaitait que cela fût, et que le crucifix vint au devant de sa galère. Alors M. le bailli, pour sa décharge auprès du pape et du Sacré Collège et pour marque de soumission à la volonté du roi, lui fit répondre qu'il lui suffirait d'obéir à Sa Majesté, mais qu'il le priait de lui donner sa volonté par écrit, ce qui étant fait, il lui envoya l'étendard pour le recevoir. » L'agent français, auteur de ce récit, ajoute que Rospigliosi fit cette concession « pour ne porter point de préjudice à une expédition aussi importante que celle de Candie. » Vivonne eut encore pour le généralissime d'autres procédés qui paraissent à peine croyables dans un siècle si renommé pour sa politesse, et que le bailli souffrit avec une dignité parfaite². Le frère de madame de Montespan, le *gros crevé*, se croyait tout permis, et il en fut quitte pour un simulacre de réprimande de Louis XIV, à qui ne déplaisait jamais une insulte à la

¹ *Nell' affluenza de' soccorsi ch' io spero e desidero incessantemente da ogni parte alla Signoria Vostra, può accadere il solito sconcerto prejudicialissimo della divisione de' capi di tante nazioni per l' honore del commando. Si può credere bastante a togliere ogni amarezza la concessione che si facesse dal Pontificio del standardo del Crocifosso che pare resti qui desiderata.* Jean Morosini, 12 février 1669, *Filza* 144. — Rome, vol. 196.

² L'abbé de Bonfils à Lionne, 23 juillet 1669. — Rome, vol. 199.

puissance ecclésiastique. « Notre Saint Père le pape, lui écrivit-il ¹, s'étant plaint à moi par son nonce,... je me suis expliqué, tant audit nonce qu'à Sa Béatitude à Rome, qu'à l'égard de l'envoi de toutes les galères au devant de vous, même de celle qui portait l'étendard du crucifix, je ne pouvais approuver que vous eussiez désiré une civilité si extraordinaire ; et, quoique je fusse bien aise d'en apprendre la vérité par vous-même, je ne laisserais pas de vous faire savoir mes sentiments sur ce point ². » Cette arrogance envers le crucifix contraste péniblement avec les humbles ménagements observés, à la même heure, envers l'étendard de Mahomet. Voici les instructions récemment données par le roi au chef de l'escadre du Levant : « M. d'Alméras ne devait pendant son voyage porter aucune marque de commandement dans les mers du Levant, pour éviter les difficultés des saluts en cas de rencontre avec les vaisseaux du Grand Seigneur ³. »

On ne s'étonnera pas que les États qui désiraient secourir les Vénitiens eussent peu de goût pour se trouver en contact avec les Français. Les Espagnols en particulier, si maltraités dans les campagnes de Flandre et de Franche-Comté, ne pouvaient véritablement pas fournir un secours considérable à Candie : la régence de la reine-mère traversait une crise menaçante, et les troubles domestiques ne permettaient pas de rétablir les finances

¹ 21 août 1669. *Ordres du roi pour la Marine*, 1669/89.

² L'abbé Servient, français résidant à Rome et dépendant de l'ambassade de France, raconte, dans une de ses dépêches hebdomadaires, que le pape et la cour de Rome furent vivement affligés de ces procédés, mais que personne ne voulut en faire du bruit. « En vérité, écrit Servient, M. de Vivonne ne peut pas trop se tirer d'affaire à moins qu'il n'ait un ordre préfix ;... car s'il commande comme général du pape, disent-ils, c'est à tort qu'il prétend que le généralissime le vienne rencontrer... Si ensuite il est vrai, comme ils l'avancent, qu'après avoir demandé de la neige à M. le bailli, il la lui ait renvoyée à cause de ce différend, disant qu'il ne voulait rien de lui et que de véritables soldats n'avaient pas besoin de ces délices, et que M. le bailli ait répondu sans se fâcher que si c'était l'intention du roi que le général des galères fût ainsi traité, il le ferait volontiers ; et que, pour ne pas déconcerter une si grande affaire, il lui donnerait même le commandement général ; et que, d'abord qu'il a vu que M. de Vivonne s'engageait par une lettre à dire que c'était la volonté du roi, il ait cédé, *on peut dire qu'il a fait au delà de ce qu'on en devait attendre*... Le pape a le billet de M. de Vivonne où le nom du roi est, dit-on, mêlé ; il y a plusieurs relations de toute cette conduite, et l'on a vu une lettre de Scarlati [un des familiers de l'ambassade française] qui *taxe M. de Vivonne de superbe, de vain et d'emporté, en propres termes*. » Servient à Lionne, 27 juillet 1669. — *Rome*, vol. 199.

³ M. Jal, *Abraham Du Quesne*, t. 1^{er}, p. 552.

épuisées, ni de reconstituer les armées et les flottes à peu près détruites par les défaites antérieures. Louis XIV cependant dénonçait au pape l'inaction de la cour de Madrid ¹ comme une marque d'ingratitude criminelle, et ne cherchait que des occasions de conflit. Il se plaignit bruyamment de la défense mise par le gouverneur de Bruxelles au passage d'un bateau de charbon destiné à la France : c'était un attentat contre le repos de l'Europe ! Par son ordre, Lionne invita le nonce ² à en informer sans retard le souverain pontife, dépositaire de la promesse de ne point attaquer l'Espagne, et à lui dire qu'il allait exercer des représailles. Lionne promettait « une bonne étrenne » ³ à qui lui apporterait le premier la nouvelle de véritables hostilités. Les Espagnols s'excusèrent à Rome de ne pas se joindre aux Français sur l'impossibilité de vivre en bonne intelligence avec eux, et l'on ne peut sérieusement les en blâmer. L'agent français ⁴ qui les raillait comme ayant eu honte de n'envoyer « qu'un secours délabré et chétif » et craignant la comparaison avec l'armée du roi, manquait à la fois de justice et de générosité. La France ne sut pas mieux se concerter avec la Bavière, ni avec les petits princes d'Italie qui envoyèrent l'une, deux mille Allemands, et les autres, un nombre à peu près égal d'Italiens : dédaignés ou écartés par la présomption des Français, ces auxiliaires furent absolument inutiles.

Cette politique équivoque de Louis XIV, ses procédés hautains envers les autres membres de la ligue chrétienne retardèrent les préparatifs. Lionne avait annoncé au pape, le 11 janvier, que l'expédition partirait « au premier jour d'avril. » Beaufort quitta Paris le 24 février seulement, et, le 31 mai, Colbert lui écrivait encore que le roi attendait avec impatience la nouvelle de l'appareillage ⁵. Il est vrai que l'effectif ⁶ avait été porté de quatre à six mille hommes, mais rien ne pouvait réparer ce temps perdu pour les assiégés, et si bien employé par les Turcs. Sa décision une fois prise, Louis XIV s'appliqua du moins à mettre sous les ordres

¹ Lionne au cardinal Rospigliosi, 22 mars 1669. — *Rome*, vol. 197.

² 24 mai 1669. — *Rome*, vol. 198.

³ Lionne à l'abbé de Bourlemont, 21 juin 1669. — *Ibid.*

⁴ L'abbé de Bourlemont, chargé des affaires du roi à Rome, à Lionne, 4 juin 1669. — *Ibid.*

⁵ *Ordres du roi pour la Marine.*

⁶ Lionne au cardinal Rospigliosi, 26 février 1669. — *Rome*, vol. 196.

de ces trois chefs insuffisants des officiers et des soldats choisis avec le plus grand soin dans la foule immense de volontaires qui s'offraient de toutes parts. L'approvisionnement des troupes, si important dans une pareille campagne, avait été confié au célèbre munitionnaire Jacquier¹, qui avait rendu tant de services dans les guerres précédentes. Toutes les correspondances et pièces de l'époque attestent l'élan qui s'était manifesté dans l'armée et dans toute la nation. Chacun se rendit avec empressement à son corps dans le délai fixé, et il n'y eut pas un seul déserteur. Lionne lui-même était ému en annonçant à Rome le départ prochain de l'armée, et en décrivant la joie, l'enthousiasme « inimaginable » des soldats et des matelots². Vivonne et les galères

¹ « Qu'on me donne, disait Turenne, Chamlay, Jacquier, Saint-Hilaire et trente mille hommes de vieilles troupes ; il n'y a point de puissance que je ne force à se soumettre. *Jacquier était unique pour les vires, Saint-Hilaire pour l'artillerie, Chamlay pour les campements.* » *Mémoires* du chanoine Le Gendre p. 136. — V. aussi M. Rousset, *Histoire de Louvois*, t. 1^{er}, p. 250 et 259.

² Lionne à Bourlemont, 21 juin 1669. — *Rome*, vol. 198. — « Cefut, dit M. Rousset, d'après les pièces des Archives de la Guerre, à qui solliciterait de faire partie de l'expédition. Le nombre des candidats éconduits surpassa de beaucoup celui des élus. » *Histoire de Louvois*, t. 1^{er}, p. 258. — L'ambassadeur de Venise rend compte à la Seigneurie d'une conférence avec les ministres Lionne et Le Tellier, « *Chi disse che la pronta volonta, dimostrata da soldati nell'intraprendere la mossa presente, riese testimonio infallibile della loro ottima intentione di perseverare e di riuscire di profitto alla publica cosa : vedersene patenti gl'effetti nella regolata marchia, sinora praticata, delle truppe medesime, che avanzate digia in poca distanza dal luogo dell'imbarco non restano pur di un soldato minorate, non accadute deserzioni, ogn'uno vedendosi infiammato per difesa cosi importante.* » Jean Morosini, 10 avril 1669. — *Filza* 144. — La correspondance de Bussy-Rabutin (édit. Lalanne) renferme plusieurs lettres fort intéressantes d'un officier, M. de la Provenchère, monté sur un des vaisseaux de Beaufort : en voici une qui mérite d'être citée, même après les pièces inédites qu'on vient de lire : « Toulon, 27 mai 1669... Nous sommes sur le point de mettre à la voile ; toutes les choses nécessaires pour le voyage de Candie sont arrivées, après les avoir si longtemps attendues. M. de Vivonne partit de ce port avec les galères, il y a huit jours ; mais, la nuit suivante du jour qu'il commença sa route, il s'éleva un vent si fâcheux qu'il fut obligé de relâcher vers les îles d'Hyères... Ce qui a retardé le départ, c'est que les vivres n'étaient pas arrivés, bien que Jacquier, depuis un mois qu'il est ici, n'ait pas eu un grand repos. Les derniers vaisseaux destinés pour les victuailles sont entrés ce matin dans ce port... *L'on ne peut pas prendre plus de précautions pour une affaire que celles que nous voyons prendre pour celle-ci.* Vous connaissez le général dont le mérite satisfait fort les troupes. L'on dit qu'il y a bien de l'argent et des ordres pour le distribuer très honnêtement à ceux qui serviront bien. L'on donnera la subsistance aux officiers et soldats sur la terre comme sur la mer ; *il y en a pour huit mois.* M. de la Croix, intendant, est un très honnête homme et fait mille offres aux officiers. Il faut que je vous dise, monsieur, que l'on ne peut voir un plus beau vaisseau que celui que montera

avaient quitté les côtes de Provence, le 21 mai¹ ; Beaufort et les vaisseaux mirent à la voile le 5 juin². En passant à Civita-Vecchia, les Français reçurent les meilleurs traitements des officiers pontificaux, et le pape fut charmé de tout ce qu'on lui raconta de la beauté des troupes, de leur discipline et des marques de piété qu'elles donnèrent dans les églises³. Il écrivit aussitôt de sa main à Louis XIV, lui prodiguant, avec les témoignages touchants de sa joie, ses vœux et ses bénédictions.

IV

Si du moins ce petit corps de six à sept mille Français avait eu des chefs habiles et prudents, il aurait pu prolonger la lutte pendant toute l'année 1669, et donner le temps à Clément IX de former cette ligue imposante dont il poursuivait toujours le dessein. Le pape désirait qu'avant le débarquement les alliés concertassent un plan d'action avec le capitaine-général Morosini, à qui ses grands talents et son expérience de cette guerre auraient dû assurer une autorité décisive. C'est après l'avoir consulté que le cardinal Rospigliosi d'abord, et ensuite le pape, dans une lettre autographe⁴, avaient pressé

M. l'amiral [*le Monarque*, premier capitaine M. Forant, et second capitaine, le chevalier de la Fayette]. Il est percé pour quatre-vingts canons, et est enrichi par sa dorure et ses figures de sculpture de la valeur de cent mille écus. C'est ici sa première sortie... L'armée est composée de six à sept mille hommes pour le moins... Les quatre pavillons de l'amiral sont d'une grandeur extraordinaire : ils ont été faits sur le modèle de celui que Sa Sainteté envoya à M. l'amiral, qui est au fond de damas rouge cramoisi, avec ses armes soutenues de saint Pierre et de saint Paul. Ces pavillons sont si grands qu'il y a pour cinq mille francs de damas. La peinture coûte ici cent pistoles, et il y a autour du grand pavillon une frange d'or qui en coûte deux cents : il n'y a rien de si grand que cet appareil. » T. I^{er}, p. 169.

¹ Lionne à Bourlemont, 7 juin 1669. — *Rome*, vol. 198.

² Le même au même, 21 juin 1669. — *Ibid.*

³ Bourlemont à Lionne, 18 juin 1669. — *Ibid.*

⁴ Le cardinal Rospigliosi à Lionne, 19 mars 1669. — Le pape au roi, 22 mars. — *Rome*, vol. 197. « *Ben conoscendosi, dit le pape, dalla sua real prudenza che la felicità dell'evento dipende dal prevenire ed impedire i soccorsi aspettati dal campo nemico.* » Et il ajouta, d'après le conseil de Morosini, qu'en se portant rapidement sur la Canée on s'emparerait de la clef de l'île.

Louis XIV de prescrire une descente à la Canée, mal défendue par les Turcs, et d'intercepter les renforts envoyés aux assiégeants : cette diversion aurait en outre procuré aux assiégés un répit dont ils avaient besoin pour rebâtir une partie de leurs murailles et se préparer à d'autres assauts. Le roi fit simplement répondre que l'attaque de la Canée était d'une exécution difficile, mais qu'il en avait conféré avec le duc de Navailles, et que celui-ci aviserait lorsqu'il serait sur les lieux¹. Or, Navailles avait pris son parti avant de quitter les côtes de France ; il fit mettre le cap, non sur la Canée, mais sur la place assiégée, et c'est là qu'il descendit, sans même laisser aux galères le temps de rejoindre les vaisseaux. Le but de la présente étude n'est pas de raconter en détail cette malheureuse campagne : Pellisson, Daru et M. Camille Rousset ne laissent presque rien à dire sur les opérations militaires des Français. Il nous suffira de rappeler que les vaisseaux arrivèrent en vue de Candie le 19 juin, et qu'à peine Navailles fut-il entré en rapport avec Morosini, qu'il sembla prendre à tâche de contredire et de combattre tous les projets du général vénitien, tous les plans du marquis de Saint-André Montbrun, volontaire français², lieutenant de Morosini, qui partageait avec lui les périls et la gloire de cette défense. Les Français ayant décidé de se jeter dans la ville, les Vénitiens leur proposaient de prendre quelque délai et de chercher les occasions de se familiariser avec un pays, un ennemi et des dangers inconnus. Navailles, débarqué le 22 juin, exigea une sortie générale pour le lendemain, croyant que tout céderait devant lui, et que les Turcs allaient aussitôt lever le siège et se rembarquer. Il évitait ainsi d'être commandé par Rospigliosi, et ne partagerait avec personne la gloire de la délivrance³. Les vaisseaux, favorisés par les vents, avaient devancé les galères, qui ne parurent que dans les premiers jours du mois de juillet : comme elles portaient environ trois mille hommes de troupes de marine, dont deux mille Français, Morosini voulait qu'on ajournât la sortie :

¹ Lionne au cardinal Rospigliosi, 26 avril 1669. — *Rome*, vol. 197.

² « Très ancien maréchal-de-camp, mais toujours jugé digne d'un rang encore plus élevé sans y être parvenu, à quoi sa religion protestante servait même d'obstacle. » Pellisson, t. III, p. 93.

³ « M. de Navailles, par un faux zèle de religion, ou par une avidité d'avoir seul la gloire d'avoir levé le siège à propos, ayant précipité l'attaque des tranchées des Turcs... » Note de M. Rose, secrétaire du cabinet : *Œuvres de Louis XIV*, t. V, p. 451.

Navailles consentit avec peine à la différer jusqu'au 25 juin, et il ne sut même pas choisir un moment où l'état de la mer eût permis à l'artillerie des vaisseaux de prendre part à l'action. Les Français commencèrent par tirer sur des Allemands auxiliaires qu'ils ne reconnaissaient pas. Lorsqu'ils arrivèrent sur les tranchées, ils montrèrent leur bravoure et leur *furie* accoutumée; mais leur succès ne dura qu'un instant. La solidité des Turcs les étonna; l'explosion des poudres d'une batterie ennemie suffit pour les mettre en désordre. Nos soldats, « nouveaux en cette guerre de Candie, mais remplis de tout ce que la renommée en répandait en France, ou en exagérait sur les lieux ¹, » furent saisis d'une terreur panique, et leur déroute fut bientôt complète. Par surcroît de témérité, le duc de Beaufort usa, contre l'avis de Navailles, de la liberté qu'il avait reçue du roi de descendre avec les troupes de marine. Il marcha au feu avec une ardeur chevaleresque, mais sans regarder s'il était suivi. « M. de Beaufort, écrivit M. de Martel ² à Colbert, qui était fort avancé sans être appuyé, y est demeuré sans que l'on ait pu savoir de quoi il était devenu, et son malheur est arrivé par sa précipitation, et qu'il n'a pas été suivi des siens, qui l'ont abandonné. Et comme, monseigneur, je vous écris fort à la hâte, je ne puis vous faire le détail de cette malheureuse sortie, sinon que *toutes les troupes ont très mal fait, sans en excepter aucune* ³. » « Dans cet état de trouble, dit une autre relation, Mgr l'amiral commanda ses aides de camp de porter l'ordre pour rétablir les choses. Les officiers se mirent en devoir de lui obéir. Son Altesse même cria : *Saint Louis*, mot de ralliement, et dit : *A moi, mes enfants, je suis votre amiral ; ralliez-vous près de moi !* Mais la confusion fut telle qu'il fut impossible d'en venir à bout. Ne pouvant réussir en un endroit, il se porta en d'autres pour la même chose et trouva partout le même mal. Ne pouvant encore se résoudre à se retirer, il envoya en divers lieux les officiers qui étaient près de lui, pensant toujours, par son exemple et par ses ordres, remettre le cœur aux fuyards; mais l'épouvante fut si universelle et si extraordinaire que ses efforts furent vains.

¹ Pellisson, t. III.

² Lieutenant-général des armées du roi, remplissant les fonctions de vice-amiral.

³ 4 juillet 1669. — Archives de la Marine, 1669.

On plia de toutes parts en même temps, etc.¹ » Aucun autre récit, à notre connaissance du moins, ne rapporte le cri de ralliement poussé par Beaufort dans son dernier combat. Des historiens ont choisi ce moment pour le traiter d'*aventurier*². Quelles qu'aient été les fautes de sa vie, n'oublions pas qu'il est mort en combattant pour la chrétienté, et en invoquant le nom du saint roi dont le sang coulait dans ses veines : que ce grand nom protège sa mémoire !

Quelques jours avant ce désastre, Louis XIV donnant audience à Jean Morosini, lui disait « *sorridendo* : Monsieur l'ambassadeur, je vous ajourne à bientôt pour venir m'annoncer, avec un visage joyeux et riant, l'heureuse nouvelle d'une grande victoire remportée sur les Turcs par l'armée chrétienne; et je vous assure que ni vous, ni la République, ne vous en réjouirez plus que moi-même, non seulement pour la gloire qu'auront acquise mes armes, mais pour l'avantage qu'en recueillera toute la chrétienté et en particulier la République de Venise³. » La première fois que Lionne revit ce ministre après l'arrivée de la fatale nouvelle, il lui dit « *con amarezza* : Monsieur l'ambassadeur, je suis obligé de vous dire réellement que les troupes de Sa Majesté n'ont pas répondu à son attente, ne se sont pas conduites avec leur courage accoutumé, en un mot, pour parler sans phrase, n'ont rien fait qui vaille⁴. » Le roi lui tint le même langage; et à sa demande d'autres renforts il répondit qu'il comptait que Candie tiendrait jusqu'au printemps; que Navailles reviendrait sans doute prendre ses quartiers d'hiver en France, selon la coutume de la nation, mais qu'on allait se préparer à quelque chose de plus considérable et de plus efficace pour la campagne suivante⁵. Le pape, informé

¹ Archives de la Marine, *ibid.*

² Henri Martin, *Histoire de France*, t. XIII, p. 363. — Nous regrettons que M. Camille Rousset tienne le même langage que M. Martin : « Le duc de Beaufort avait voulu, dit-il, combattre en aventurier; il périt en aventurier (p. 263). »

³ Jean Morosini, 12 juin 1669. — *Filza* 144.

⁴ Le même, 29 août 1669. — *Ibid.* ... *In sommo, per dirlo senza frase, non hanno operato niente che vagli.*

⁵ *M'averto precisamente che si le negoziati della pace non si stabiliscono, e che la piazza resisti (come spera) fino al primo tempo, si disporra la Maesta sua di fare cosa piu considerabile e di peso maggiore l'anno veniente.*

de l'événement avant le roi, avait versé des larmes ¹, et conçu les plus sinistres prévisions. Louis XIV voulut le rassurer sans retard sur ses dispositions et lui annonça de nouveaux secours. Il commençait à comprendre qu'il n'avait pas mesuré toutes les difficultés de l'entreprise. « Il faut, écrivit Lionne au cardinal Rospigliosi en déplorant la mort inutile de Beaufort, il faut se tourner du côté de Dieu et de Notre Saint Père, en considérant qu'ils ont sacrifié leur vie pour la défense de la foi et sous les étendards de Sa Sainteté, pour trouver quelque matière de consolation ².... Le roi néanmoins, disait-il quelques jours plus tard ³, ayant toujours en vue la considération de Sa Béatitude et ses plus ardents désirs, ne relâche rien de sa première ferveur à sauver ce boulevard de la chrétienté, soit en continuant à sacrifier, s'il en est besoin, le reste de son armée, soit quand même elle serait toute périe, *en songeant à lui substituer d'autres troupes et un nouveau chef au commencement de l'hiver*, ainsi que Votre Éminence le pourra plus particulièrement apprendre des lettres de M. le nonce. » Le lendemain ⁴, Lionne invitait l'abbé de Bourlemont à instruire le pape des préparatifs commencés : « Le roi, disait-il, ayant su la disposition où était M. le maréchal de Bellefonds d'offrir de nouveau au pape sa personne et son service pour aller commander en Candie les troupes que Sa Sainteté pourrait résoudre d'y envoyer, *au commencement de l'hiver, pour être substituées au corps que commande M. le duc de Navailles quand il s'en reviendra* ⁵, suivant la promesse que Sa dite Majesté fit à tous les officiers de les retirer en ce temps-là, lorsqu'il fut question de les engager à cette expédition, Sa dite Majesté a non seulement agréé et loué cet effet du zèle dudit maréchal et trouvé bon qu'il en fit la proposition à M. le nonce, lequel en aura donné part à Rome; mais elle s'est déclarée qu'elle voulait épargner à Sa Sainteté et au Saint-Siège la plus grande partie de cette dépense, et la peine et l'incommodité d'avoir à fournir

¹ Il pleura « comme un enfant, » écrivait l'abbé de Bonfils à Lionne, 9 août 1669. — *Rome*, vol. 199.

² 20 août 1669. — *Ibid.*

³ 30 août. — *Ibid.*

⁴ 31 août. — *Ibid.*

⁵ On voudra bien remarquer les passages soulignés de ces deux lettres de Lionne, desquels il résulte que Navailles devait revenir seulement *au commencement de l'hiver*.

tout le nouveau corps de troupes qui devra être envoyé. Sadite Majesté a résolu et déjà ordonné une levée de quinze cents hommes effectifs dans son royaume qui se fait à ses dépens et qu'elle fait état de payer et d'entretenir pendant six mois, dont ledit sieur nonce et M. l'ambassadeur de Venise lui ont témoigné que le pape et la République lui auraient une extrême satisfaction, et que c'était la meilleure nouvelle qu'ils pussent écrire à leurs maîtres. »

Pourquoi Louis XIV n'avait-il pas réuni tous ces *petits corps* en une puissante armée sous la conduite de Turenne ou d'un de ses meilleurs lieutenants ? Mais ce zèle, pour être tardif, était sincère ; et, comme des historiens l'ont récemment mis en doute ¹, il faut en fournir les preuves. Dès le 7 août, avant de connaître la perte de Beaufort, le roi avait prescrit au chevalier de Valbelle de partir, à la tête d'une escadre « pour fortifier, disait-il, mon armée navale qui est à présent en Candie, y porter des munitions de guerre et rafraîchissements, et faire en même temps la guerre aux corsaires d'Alger, Tunis et Tripoli². » Au premier avis de la mort de l'amiral, le roi pressa Valbelle de rejoindre Vivonne, qui avait pris le commandement, et Colbert lui écrivit : « Monsieur, le roi vous faisant connaître ses intentions par sa lettre ³ que j'accompagne de ces lignes, je n'ai qu'à vous recommander de faire toute sorte de diligence pour embarquer promptement les poudres [cent milliers] que M. d'In-
freville doit faire charger sur les vaisseaux de l'escadre que vous commandez, et même un mois de victuailles pour l'armée

¹ M. Camille Rousset (p. 268) s'exprime avec peu de netteté : « Le roi même, sur les pressantes instances du nonce et de l'ambassadeur de Venise, n'était pas éloigné d'envoyer à Candie un nouveau corps d'armée etc... »

² *Commission* du chevalier de Valbelle, 7 août 1669. — Même jour, *Instructions* au même : Aller à Malte, « d'où il s'en ira droit en Candie où il exécutera les ordres qui lui seront donnés par M. le duc de Beaufort, tant pour le débarquement de tout ce qu'il aura porté, que pour tout ce qu'il aura à faire pendant le reste de la campagne. » — *Ordres du roi pour la Marine*, 1669/89.

³ *Ibid.* — 21 août. « Chevalier de Valbelle, l'arrivée de l'escadre de mes vaisseaux commandée par le sieur d'Alméras m'ayant appris ce qui s'est passé en Candie, je vous fais cette lettre pour vous dire qu'aussitôt que vous l'aurez reçue vous mettiez à la voile, et vous en alliez à droite route à Candie, que vous rendiez au sieur comte de Vivonne les lettres et dépêches dont vous étiez porteur pour mon cousin le duc de Beaufort, et que vous exécutiez ponctuellement ses ordres. »

navale, en cas que ledit sieur d'Infreville les fasse charger sur les vaisseaux, ou le fonds nécessaire qui sera porté par un commis du trésorier de la marine, pour être employé par les ordres du sieur Brodard, commissaire-général. J'écris audit sieur d'Infreville de vous faire donner aussi *deux mois de vivres pour les trois vaisseaux de ladite escadre, outre les cinq qu'ils ont embarqués*¹... » Le même jour, 21 août, Louis XIV, écrivant à Vivonne pour lui commander ce qu'il avait à faire par suite de la mort du duc, lui disait : Vous ferez revenir mes galères en même temps que celles du pape, et seulement à l'époque nécessaire pour l'hivernage. Quant à mes vaisseaux, ils ont des vivres « *jusques au 15 novembre prochain*. J'envoie de plus au sieur Brodard, commissaire-général de mon armée navale, un mois de vivres en argent.... » Pour les troupes de terre, « je me remets à ce qui sera concerté entre mon cousin le duc de Navailles et vous, et l'intendant et commissaire-général des vivres de mesdites troupes, pour pourvoir à leur subsistance lors de leur retour. » Le roi annonçait en même temps le départ successif des deux escadres, qui devaient ravitailler l'armée jusqu'à son rembarquement. Outre l'escadre du chevalier de Valbelle, disait-il, je prépare celle du capitaine d'Alméras, qui sera prête au commencement d'octobre. Et Louis XIV terminait par ces paroles qui n'expriment nullement la pensée que la campagne touche à sa fin : Donnez mes troupes de marine, quand le duc de Navailles les demandera, mais ne descendez pas à terre, « voulant que vous vous appliquiez uniquement, comme je suis assuré que vous aurez fait, à faire sentir aux Turcs la force de mes vaisseaux et de mes galères jointes ensemble par le feu de mon artillerie ; espérant que vous les aurez obligés d'abandonner leurs tranchées, et qu'avec l'assistance divine et la justice de mes armes vous aurez remporté quelque considérable avantage sur eux. En quoi, je suis certain que vous m'aurez donné des marques de votre expérience, de votre valeur et de votre zèle pour mon service et pour ma gloire². »

Que faisaient cependant Navailles et Vivonne pour réparer le malheur du 25 juin ? La campagne n'était pas perdue si les Français

¹ 21 août 1669. — *Ordres du roi pour la Marine*, 1669/89.

² *Ibid.*

avaient reconnu leur faute. La funeste sortie leur avait coûté, il est vrai, 250¹ officiers tués ou blessés, mais ils ne comptaient que 160 soldats mis hors de combat. Les galères avaient amené deux mille hommes qui ne furent pas mieux employés que le reste; et Vivonne, qui succéda au duc, ne s'entendit pas mieux avec Rospigliosi que Navailles avec Morosini. Aucun effort sérieux ne fut fait pour relever l'esprit des troupes, ni pour les aguerrir, et la plupart des officiers passaient leur temps à dénigrer les Vénitiens, à leur reprocher la détresse où les avaient réduits vingt années de siège. A les entendre, on leur avait dissimulé l'état réel de Candie, comme si La Feuillade² et ses volontaires n'avaient pas récemment constaté de leurs yeux et révélé au roi et à toute la France les misères des Candiotés et la destruction si avancée de leur ville! Refusant, malgré les incessantes prières de Morosini et de Saint-André Montbrun, d'opérer une diversion sur un point quelconque de l'île, les Français attirèrent autour de la place toute l'armée du grand visir, tous les renforts qu'elle recevait, et ne surent rien faire pour l'éloigner ni la disperser. Ils ne tentèrent aucune action importante jusqu'au 24 juillet. Ce jour là, ils firent canonner le camp turc par toute la flotte; mais, comme le dit Pellisson, qui écrivait presque sous les regards du roi, et qui avait entendu et lu les relations des officiers présents à l'affaire, « ce fut une voix unanime qu'il n'y avait pas de temps moins favorable pour attaquer. » L'artillerie n'atteignait point les Infidèles, parfaitement bien abrités par des ouvrages de terre; mais elle portait jusqu'aux fortifications de la ville, dont elle élargit encore les brèches³. En même temps un incendie s'étant déclaré à bord de *la Thérèse*, ce vaisseau de 54 canons sauta en l'air avec son capitaine et quatre cents hommes; ses éclats mirent dans le plus grand péril la galère réale, blessèrent Vivonne avec tous ses officiers et firent encore autour de lui un grand nombre de victimes. C'est Navailles qui avait fait décider cette tentative dans un conseil de guerre, contre les avis du

¹ D'autres relations portent 350; je crois que le chiffre vrai est 250.

² « Le duc de Roannés en particulier faisait consister un des plus grands fruits de son voyage à pouvoir rapporter au roi pendant l'hiver le véritable état de la place. » Pellisson, t. III, p. 119.

³ « Ceux de la ville avaient déjà fait connaître plusieurs fois par leur signal que le canon de l'armée navale, portant très souvent dans leurs murailles, leur faisait autant ou plus de mal qu'à l'ennemi. » — Pellisson, p. 163.

bailli Rospigliosi et de Vivonne lui-même. « Sa Sainteté, écrivit l'abbé de Bourlemont à Lionne¹, me dit aussi que le bailli Rospigliosi, général de la Sainte Église, ni M. de Vivonne n'avaient pas été de l'avis de l'entreprise qui s'était faite peu à propos de canonner le camp des Turcs, et qu'ils ne s'étaient résolus à cela que par la pluralité des voix des autres chefs généraux qui obstinément l'avaient voulu; qu'enfin, dedans cette entreprise, les chrétiens avaient canonné de la terre et des retranchements d'un camp, pendant que les Turcs canonnaient des hommes et des vaisseaux à découvert. »

Un mois ne s'était pas écoulé, et, dès le 20 août, au désespoir des Vénitiens, à la surprise de tout le monde, le duc de Navailles ordonnait le rembarquement des troupes. Dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, il reprit la route de France avec les vaisseaux sous le commandement du marquis de Martel. Cette détermination de Navailles, suivie de la capitulation de Candie, et qui excita dans toute l'Europe une vive émotion, fut désavouée par Louis XIV qui défendit au duc de se présenter devant lui et le tint en exil pendant trois années. On s'est souvent demandé si le mécontentement du roi était injuste ou mérité, et même s'il était réel ou simulé. Cette question a été récemment traitée par M. Camille Rousset², pour qui la disgrâce de Navailles est « une comédie d'intrigue où le personnage de Louis XIV ne se distingue pas assez peut-être par la suite des idées ni par la fermeté du caractère. » Le roi, dit-il, « circonvenu, obsédé, forcé.... avouait en confidence » son général, dont le sacrifice ne fut obtenu que par « la cabale vénitienne,... le nonce et l'ambassadeur de Venise, tous les envieux, tous les esprits chagrins, tous les critiques de cour³. » Les pièces connues avant la publication de l'*Histoire de Louvois*, et celles qui ont paru pour la première fois dans ce livre, auraient dû, ce semble, conduire l'auteur à des conclusions différentes. Nous espérons démontrer par des preuves nouvelles et catégoriques que, si Louis XIV commit la faute d'envoyer en Candie des troupes trop peu nombreuses et de leur choisir un général incapable, le duc de Navailles ne peut être disculpé d'avoir aban-

¹ 27 août 1669. — *Rome*, vol. 199.

² *Histoire de Louvois*, t. 1^{er}, p. 268 et suiv.

³ Pages 272 et 273.

donné la ville contrairement à ses instructions, et rendu nécessaire la capitulation du 5 septembre 1669.

V

Personne en France, dit M. Camille Rousset, « si ce n'est Louvois peut-être, ne s'attendait à un si prompt retour ¹, » et le même historien invoque, pour justifier Navailles, un passage de son instruction lui laissant la liberté de revenir, « en cas que la place fût réduite à pouvoir être emportée d'assaut, et qu'il n'y eût aucune apparence que le nombre d'hommes qui serait dedans pût résister à ceux qui l'attaqueraient. » Il semble, d'après ce plaidoyer un peu confus, que la mission donnée au duc fût vague et obscure, et qu'on eût préparé à ses fautes l'excuse trop complaisante d'un malentendu. Loin de là, les ordres reçus par Navailles étaient fort clairs; et comme ils étaient visés et cités dans l'instruction de Beaufort, leur interprétation ne pouvait être incertaine. Ils prévoyaient deux hypothèses : si, à l'arrivée des Français, Candie n'était plus tenable, l'armée devait, sans même débarquer, repasser aussitôt en Provence. Si la place était encore en état de résister, les troupes du roi devaient être mises à terre, et rembarquées seulement lorsque, malgré leur présence et leur concours, il y aurait imminence d'un assaut certainement victorieux, ou capitulation décidée. Or, le duc de Navailles n'était dans aucun de ces deux cas, lorsqu'il ordonna le départ. Voici le texte de son instruction : «... Que si la place était réduite à une telle extrémité que le débarquement des troupes de Sa Majesté ne pût en faire différer la prise que de quelques jours, ou qu'elle courût risque d'être emportée d'assaut, Sa Majesté ne désire pas que ledit sieur duc de Navailles fasse débarquer les troupes, mais bien qu'il demande audit sieur duc de Beaufort de les faire repasser en Provence; et afin que cette retraite puisse être bien reçue par toute l'Europe et particulièrement de Sa Sainteté, sous l'étendard de laquelle doit agir le secours que Sa Majesté envoie en Candie, ledit sieur duc de Navailles observera d'appeler à la visite qu'il fera de la

¹ Page 268.

place tant les officiers commandant les troupes de Sa Sainteté que de la religion de Malte, et, s'il se peut, le général des galères du pape et de celles de Malte s'ils se trouvent sur les lieux... Que si ledit sieur duc trouve la place en état de tirer avantage du secours que Sa Majesté y envoie, elle désire qu'il concerte avec le capitaine-général ou celui qui se trouvera commander en Candie les postes que les troupes de Sa Majesté devront occuper etc... » Si les Turcs lèvent le siège, les troupes françaises ne devront partir qu'après que les ouvrages des assiégeants auront été détruits, les brèches de la ville réparées, et les dehors rétablis. «... Que si tous les secours que l'on envoie en ladite place n'empêchaient pas les Vénitiens de prendre la résolution de capituler, dès le même moment que ledit sieur duc en aura avis, Sa Majesté désire qu'il fasse rembarquer ses troupes; qu'il en use aussi de même en cas que la place fût réduite à pouvoir être emportée d'assaut, et qu'il n'y ait aucune apparence que le nombre d'hommes qui serait dedans pût résister à ceux qui l'attaqueraient. *Que si les Turcs s'obstinaient à continuer le siège et à demeurer dans leurs postes sans faire des progrès considérables, l'intention de Sa Majesté est que ledit sieur duc l'en informe promptement, afin que, sur les avis qu'il lui en donnera, elle lui fasse savoir ce qu'il aura à faire soit pour le plus long séjour des troupes en Candie, soit pour leur retour dans le royaume...* » les vaisseaux emportant de quoi « les payer et faire subsister pendant six mois ¹. C'est précisément cette dernière hypothèse qui s'était réalisée quand Navailles se retira précipitamment.

D'un autre côté, le roi disait expressément, dans l'instruction de Beaufort : « En cas qu'après que ledit sieur duc de Navailles aura reconnu l'état auquel sera la place de Candie lorsque l'armée de Sa Majesté y arrivera, il estimera qu'elle ne fût plus en état d'être secourue, et qu'il fût d'avis de repasser les troupes en France, Sa Majesté veut qu'en ce cas ledit sieur duc de Beaufort suive l'avis dudit sieur duc de Navailles, et qu'il reprenne la route de France avec toutes les troupes qui seront sur les vaisseaux ². » Mais si Navailles entreprend la défense de Candie, il ne peut repartir pour la France que : « *soit en cas que*

¹ 2 avril 1669. — Archives de la Guerre, vol. 238.

² 30 mars 1669. *Ordres du roi pour la Marine*, 1669/89.

les Turcs soient chassés et que le siège soit levé et la place en sûreté, soit en cas d'accidents contraires, ou que la place soit prise par composition ou par force ¹. »

Si Louis XIV avait entendu laisser au duc de Navailles une liberté absolue, on ne s'expliquerait pas que le premier avis du retour de l'expédition eût excité à un si haut point son étonnement et son indignation. La note précieuse du président Rose, dont nous avons extrait déjà quelques mots, peint à merveille le trouble véritable où cette nouvelle jeta le roi et les ministres ² :

« Le roi la reçut à Châtres sous Montlhéry ; il en fut extrêmement surpris, mais il ne prit aucune résolution jusqu'à son arrivée à Chambord, où il allait passer une partie de l'automne, et où le nonce et l'ambassadeur de Venise lui écrivirent. Il est certain qu'à l'époque où le roi leur répondit, il aurait fallu que M. de Navailles alléguât des raisons sans réplique pour justifier sa conduite. Aussi il y eut un des ministres, car ils étaient demeurés à Paris, qui conseillait au roi par ses dépêches de faire arrêter M. de Navailles au port de Toulon et de l'envoyer sous bonne garde au pape, pour en faire telle justice qu'il lui plairait : c'était l'avis de M. de Lionne. Mais M. Le Tellier para le coup, remontrant de quelle conséquence il serait de soumettre les sujets du roi, et même ceux de cette qualité, à la juridiction du pape... »

Lionne écrit en toute hâte au cardinal Rospigliosi ³ qu'il obéit à un ordre venu de Chambord en expédiant au pape un courrier extraordinaire, avec une lettre de la main du roi, pour exprimer ses sentiments sur « la nouvelle si imprévue qu'il a reçue du retour de M. le duc de Navailles et des troupes qu'il commande, et la résolution que Sa Majesté a aussi prise de faire de nouveaux efforts pour le secours de Candie... Selon toutes les relations, ajoute Lionne, qui me viennent de Chambord, il y a plus de dix ans que Sa Majesté n'a ressenti un si cuisant déplaisir que celui que lui a causé la nouvelle si surprenante du retour de ses armées de terre et de mer dans les ports de Provence, *lorsqu'elle venait d'envoyer un nouvel ordre à M. de Navailles de demeurer dans la place assiégée jusqu'au 20^e de novembre.* Ce duc a néanmoins tant de prudence et de zèle pour la religion et acquies

¹ *Ordres du roi pour la Marine*, 1669/89.

² *Œuvres de Louis XIV*, t. V, p. 451.

³ 25 septembre 1669. — *Rome*, vol. 200.

d'ailleurs tant d'estime pour sa valeur qu'il est à croire qu'il donnera à Sa Majesté de bonnes raisons pour justifier qu'il n'en a pu ou dû user autrement qu'il a fait, et, s'il ne le faisait pas, je ne doute point que Sa Majesté ne lui en témoignât un ressentiment extraordinaire. »

Le duc de Navailles, qui essaie de se justifier dans ses *Mémoires*, se garde bien d'invoquer les termes de son instruction. Il est impossible d'imaginer une apologie plus maladroite. Il se plaint de la diminution de son effectif par le feu de l'ennemi ou par les maladies : il prétend à la fois qu'il n'avait plus que 2500 combattants ¹ et qu'il était menacé de manquer de vivres. Il semble que, s'il avait moins de bouches à nourrir, ses magasins devaient suffire pour un plus long délai. « M. de Vivonne, dit-il, me faisait avertir tous les jours que les vivres diminuaient sans que l'on en pût trouver ailleurs, et que l'armée navale, aussi bien que celle de terre, *était en danger de périr* si on demeurait plus longtemps ². » Mais nous allons voir qu'aucune de ces allégations n'était exacte, ni même vraisemblable. Au grand scandale de l'administration militaire, il ramena *quasi autant* d'hommes valides qu'il en avait embarqué; les vaisseaux avaient en abondance des vivres, des munitions et de l'argent; et, peu de jours après leur départ de Candie, l'escadre du chevalier de Valbelle y était arrivée, portant à Navailles, comme on l'a vu plus haut, un mois d'approvisionnements qui, d'après les calculs du roi, devaient lui permettre de rester dans la ville *au moins jusqu'au 15 ou au 20 novembre* : le duc avait rencontré Valbelle entre Malte et le golfe de Palme. Le 21 septembre, Colbert écrivait à M. d'Infreville ³, intendant de la marine à Toulon :

« Le retour de l'armée vous va donner de l'occupation, mais il faut redoubler votre vigilance et votre application pour en bien sortir, et

¹ C'est aussi le chiffre donné par Pellisson, t. III, p. 165. — M. Camille Rousset cite un rapport de Navailles au roi, du 20 août, où il disait : « J'ai fait faire une revue des troupes qui nous restent; j'ai trouvé trois mille hommes en état de servir, quinze cents blessés ou malades; le reste a été tué. » P. 267. Mais on verra plus loin que, le 5 octobre, Navailles annonce au roi avec complaisance qu'il lui ramène *plus de quatre mille hommes* d'excellentes troupes qui sont en état de lui rendre de *très bons services*!

² Page 162.

³ *Dépêches de Marine*, 1669.

pour en faire le désarmement, en sorte que le tout se passe pour le plus grand avantage du service de Sa Majesté... Il est surtout nécessaire que vous fassiez exactement vérifier combien de vivres il restera aux capitaines, lors de leur arrivée, d'autant qu'ils ont dit en Candie qu'ils n'en avaient que jusqu'au dernier octobre, et vous savez qu'ils en ont pris pour sept mois qui n'ont commencé qu'au 15^e d'avril, et que les capitaines en embarquent toujours plus qu'il ne leur en faut ; que leurs équipages sont rarement complets, et qu'il en périt toujours soit par la désertion, soit par la mort, en sorte que vraisemblablement ils en avaient pour le moins pour un mois davantage ; c'est ce que vous devez vérifier avec application. »

Le 27 septembre, Colbert écrivait encore au même intendant ¹ :

«... Le fonds des vaisseaux de l'armée qui est en Candie, qui ont été armés en Levant, est fait pour *sept mois de vivres* et six mois de solde qui ont commencé au 15^e avril, en sorte que, s'ils achèvent leur quarantaine au 15^e octobre, comme il y a beaucoup d'apparence, *les capitaines devront tenir compte d'un mois de vivres* et seront payés de toute leur solde. »

Les prévisions de Colbert furent dépassées : M. d'Infreville lui écrivait le 28 septembre ² :

«.... Comme nous étions ici à l'attente de l'armée arrivant de Candie, nous vîmes le signal qu'on a accoutumé de mettre à la tour lorsqu'il paraît des voiles à la mer. M. le premier président et moi nous mîmes en chaloupe pour aller au devant de cinq vaisseaux qui paraissaient, le premier étant l'un des vaisseaux nolisés à Marseille, dans lequel est M. Jacquier, qui nous dit que le reste de l'armée suivait, et que le lendemain nous les aurions tous à la rade, comme en effet ce matin nous avons vu entrer dix ou douze vaisseaux, de trente-six dont cette flotte est composée. Ledit sieur Jacquier a trouvé toutes choses en bon état pour les recevoir ; et, si ce qu'il nous a dit est vrai, ³ *il nous ramène quasi*

¹ *Dépêches de Marine*, 1669.

² *Ibid.*

³ Jacquier n'avait pas quitté la flotte un seul jour, et personne ne savait mieux que lui la vérité. Nous avons sous les yeux l'instruction donnée « à M. Jacquier, ci-devant commissaire-général des vivres dans l'armée du roi, s'en allant à Toulon et ensuite en Candie pour faire la fourniture des vivres aux troupes que Sa Majesté fait passer en cette île-là, » pendant le *passage*, le *séjour* et le *retour* de l'armée. Ce n'est qu'au défaut des capitaines que M. Jacquier s'en chargera. « Quant au fonds nécessaire pour ladite fourni-

*autant d'hommes comme il en était parti. Ce qu'il nous assure est qu'il y a cinq mille hommes dont l'armée de terre est composée, et qu'en cette quantité il n'y a que trois cents malades*¹. Il veut qu'il y ait plus de malades parmi les équipages des vaisseaux que dans leur infanterie. A leur débarquement, nous connaissons mieux la vérité... Ils rentrent avec six semaines de vivres dont ils consommeront trois semaines ou un mois en quarantaine...² M. de Valbelle n'a point rencontré l'armée³ ; quand il la saura partie de Candie, il pourra revenir et nous rapporter le mois de victuailles en argent qu'il a embarqué. Je crois qu'il ne fera pas son retour sans aller débarquer les poudres si Candie en a encore besoin, de quoi l'on peut douter, puisque M. Jacquier assure que cette place ne peut plus résister aux ennemis et qu'il la croit rendue. Chacun vous écrira en quel état ils l'ont laissée et en pourront parler plus certainement que moi. J'ai appris dudit sieur Jacquier qu'il nous rapporte cent milliers de poudre, de farine, de grenades et de charbon. Il me semble qu'il devait laisser ces munitions de guerre en cette place qui en a besoin⁴. Ils sauront faire connaître ce qui les a obligés à rapporter ces munitions. »

Et le 1^{er} octobre, quand le débarquement est opéré et que la vérité est mieux connue, M. d'Infreville écrit à Louvois : Ils « *n'ont pas quitté Candie par nécessité de vivres, puisqu'ils rapportent de vin, de farine et autres choses en assez bonne quantité aussi bien que de munitions de guerre, ayant cent mil-*

ture, Sa Majesté a fait le fonds de la subsistance des troupes pour le trajet de Provence en Candie pendant deux mois, comme aussi pour le pain de munition pendant trois mois de séjour en ladite île sur le pied de 6500 rations par jour ; elle fera de plus un pareil fonds de deux mois pour le retour. » 10 mars 1669. — *Ordres du roi pour la Marine*. — Jacquier avait, comme à l'ordinaire, répondu à tous les désirs du roi et de Colbert, et il fut choisi immédiatement pour remplir le même office dans la nouvelle expédition préparée sous les ordres du maréchal de Bellefonds.

¹ Le marquis de Martel confirme le témoignage de Jacquier : le 1^{er} octobre, il écrit de Toulon à Colbert que les vaisseaux sont en bon état et qu'il n'y a pas de maladies dangereuses parmi les hommes qu'ils transportent. — *Marine*, 1669.

² La libre pratique fut accordée presque aussitôt.

³ Une tempête avait séparé de la flotte le vaisseau de Navailles, qui rencontra Valbelle entre Malte et le golfe de Palme.

⁴ Une partie de ces objets avait peut-être été payée par les Vénitiens eux-mêmes. En effet, la Seigneurie faisait acheter en France des munitions qui étaient transportées en Candie par les galères ou vaisseaux du roi. Ainsi, on lit dans une lettre de Colbert à Louvois, du 21 septembre : « Les vaisseaux du chevalier de Valbelle portent 97 milliers de poudres, en sorte qu'il nous reste encore 53 milliers des 150 qui ont été achetés de l'argent du doge, lesquels pourront être portés par l'escadre qui portera de nouvelles troupes. » — *Ordres du roi pour la Marine*, 1669.

liers de poudre où ils n'ont point touché, force grenades... » Il ajoute que M. Jacquier désire qu'on se serve *de ces farines et des autres viandes* ¹ *qu'il a rapportées*. Navailles lui-même dit, dans son rapport au roi du 5 octobre : ² « Les troupes que je ramène sont très bonnes, particulièrement l'infanterie; je crois qu'il y a *plus de quatre mille hommes*. *Il y a plusieurs blessés et malades; elles sont sur un très bon pied*, et je crois que ce petit corps-là serait en état de rendre de *très bons services* à Votre Majesté. »

Comment le duc de Navailles, malgré les vides faits dans ses rangs par les divers événements de la campagne, put-il ramener *plus de quatre mille* ou même *cinq mille soldats*, lorsque, dans ses *Mémoires*, il réduit son effectif à *deux mille cinq cents hommes seulement*? Une parole de Clément IX à l'abbé de Bourlemont nous a mis sur la voie. Cet abbé ayant été chargé, après les échecs du 25 juin et du 24 juillet, d'annoncer que le roi allait envoyer de nouveaux secours, le pape demanda trois choses : 1° Que Bellefonds et ses troupes arrivassent en Candie avant le départ de Navailles; 2° que celui-ci déclarât que le roi permettait de rester à ceux qui en auraient le dessein; et 3° *qu'il ne rembarquât que ceux qu'il avait amenés*. Il avait été informé par le bailli Rospigliosi et par les Vénitiens que l'appât d'une paie plus régulière avait attiré parmi les Français des soldats et des matelots, tant de la garnison de Candie que des flottes et des troupes alliées : et les correspondances conservées aux Archives de la Marine justifient les réclamations du souverain pontife. Ainsi, Navailles n'enlevait pas seulement aux assiégés le concours des Français; il débauchait leurs autres défenseurs!

Il allègue pour sa défense que la République traitait en secret avec les Turcs, et n'avait plus d'intérêt au salut de Candie, le reste de l'île étant au pouvoir de l'ennemi. Mais son instruction ne lui permettait, en ce cas, de revenir qu'après le traité conclu, et sa présence devait précisément garantir aux Vénitiens des conditions plus favorables, tandis que son départ les laissait à la merci du grand visir. La France aurait pu se plaindre sans doute si Venise avait traité à son insu; mais il est certain que,

¹ *Viandes* avait aussi le sens général de *vivres*.

² *Archives de la Guerre*, vol. 238.

dès le 27 juillet, la République chargea son ambassadeur, Jean Morosini, de porter à la connaissance de Louis XIV les propositions faites par le Grand Seigneur depuis l'arrivée des flottes alliées devant la place, en déclarant néanmoins que le Sénat, persistant dans ses résolutions et dans ses engagements antérieurs, comptait toujours sur la puissante protection des Français ¹. Le roi remercia la République de sa confiance et se réjouit avec elle de voir les Turcs persuadés qu'il ne s'agissait pas seulement d'une *furia francese*, mais d'un dessein arrêté de la défendre énergiquement. L'ambassadeur insistant pour que les Français restassent à Candie jusqu'à la fin des négociations, « le roi répondit avec bonté que les instructions données par son ordre à Beaufort et à Navailles portaient de ne quitter l'île *qu'après que tout serait bien et solidement établi par une bonne paix ou par une issue heureuse de la guerre* ². » Jean Morosini, rendant compte de cette audience à la Seigneurie, ajoute que le roi a tenu un conseil sur cette affaire, et qu'on a approuvé ce projet de paix qui, avantageux aux Vénitiens, délivrerait la France d'une guerre longue et difficile. Louis XIV aurait eu d'ailleurs d'autant moins de raison de reprocher à la République ces négociations, qu'il avait lui-même laissé débarquer à Toulon un envoyé du Grand Seigneur se rendant à la cour, et que Colbert venait d'expédier l'ordre de lui faire partout l'accueil le plus honorable ³.

Rien ne peut donc atténuer la faute de Navailles. Le capitaine-général vénitien et ses lieutenants, le bailli Rospigliosi, le clergé de Candie, la garnison, les habitants, le supplièrent vainement de demeurer et de leur accorder au moins quelque délai. Il savait que l'escadre de Valbelle était en route pour le rejoindre ; il attendait un corps de deux mille Italiens qui se formait à Zante et qui arriva en effet le jour même de son embarquement. Les forces qu'on avait alors sous la main, et celles que prépareraient encore la France et d'autres pays suffisaient, sinon pour faire lever le siège, du moins pour prolonger la résistance jusqu'à la prochaine campagne. On ne peut trop s'étonner d'une

¹ 5 août 1669. — *Filza* 145.

² *Al che il re benignamente disse nelle istruzioni dale per suo ordine a Bofort e Navaglia vi è di non staccarsi da quelle parti se prima il tutto non è bene e fermamente stabilito, o con una buona pace, o con una fortunata guerra.*

³ Jean Morosini, 12 juin, 7 et 20 août 1669. — *Filze* 144 et 145.

réflexion de M. Camille Rousset : « Les Vénitiens eux-mêmes, dit cet auteur, en protestant que le départ des Français serait le signal de la capitulation, ne s'apercevaient pas qu'ils justifiaient la résolution du duc de Navailles, puisqu'ils avouaient que la place *n'était plus tenable*. » Mais elle n'a cessé de l'être que le jour où les Français sont partis, et ils avaient reçu précisément du roi la mission de l'aider à *tenir* le plus longtemps possible, jusqu'à l'arrivée d'un nouveau secours. Rien n'est plus exact que le langage de Pellisson sur cet événement : les formes adoucies que lui impose sa situation personnelle laissent éclater la vérité. Forcé de ménager les acteurs encore vivants de cette guerre, et notamment Navailles rentré en grâce et devenu maréchal de France, il précise nettement les reproches auxquels le duc ne peut échapper, quand on compare sa conduite aux ordres qu'il avait reçus : « Le roi, dit-il, n'approuva pas le départ du duc de Navailles, et par la défense qu'il lui fit, en arrivant, de venir à la cour, sembla l'accuser d'avoir *ou trop espéré d'abord, ou trop tôt désespéré du salut de la place*¹. » Pour expliquer à ses troupes ce départ précipité, le commandant en chef répandit dans leurs rangs le bruit que les vivres étaient épuisés : le gros de l'armée le crut, comme nous l'apprend le correspondant de Bussy : « Enfin, écrivait M. de la Provenchère, le temps ayant consommé les vivres qu'on avait portés pour l'armée tant de mer que de terre, il a fallu prendre le parti de s'en revenir et laisser la ville de Candie sur le point de se rendre². » Mais, parmi les principaux chefs de l'armée ou de la flotte, on entendait bien laisser à Navailles seul la responsabilité de sa conduite. Le maréchal-de-camp Colbert³, qui s'était distingué par son courage et par ses talents, partageant sur la direction de cette campagne l'opinion de Saint-André Montbrun et du capitaine-général, s'empressa d'écrire, le 21 août, au ministre son frère, qu'il n'avait rien su du retour qu'après la résolution prise, et que, s'il y avait *gloire* ou *blâme* à recueillir, il voulait n'y avoir aucune part⁴. Une lettre de Vivonne à Colbert, du même jour, atteste, en

¹ T. III, p. 169.

² « Des environs de Toulon, en quarantaine, 6 octobre 1669. » — T. I^{er}, p. 209.

³ Colbert de Maulevrier excitait la jalousie de Navailles, qui se plaignit de lui à Louvois, dans une lettre citée par M. Rousset, p. 272.

⁴ *Galères*, 1669 : Archives de la Marine.

même temps que son aversion contre le général de l'Église et les Vénitiens, sa volonté de demeurer étranger à une décision qui répond cependant à ses secrets désirs¹ :

« Je ne vous manderai, disait-il, rien de ce qui regarde la terre, cela n'étant pas de l'emploi dont Sa Majesté m'a honoré; mais, pour ne point sortir de ce qui regarde la marine, je dirai simplement que, sur l'état des victuailles que j'ai envoyé à M. de Navailles, il a désiré savoir pour combien de temps les vaisseaux et les galères étaient obligés de prendre des victuailles, partant d'ici pour retourner en France, et qu'il m'a prié d'envoyer mon avis, celui des capitaines de vaisseaux et de galères, et celui de leurs pilotes. Et comme ils ont tous dit qu'il fallait au moins pour deux mois de victuailles, il a pris résolution de rembarquer les troupes de Sa Majesté le 20 ou le 22 de ce mois. Sur quoi, M. de Rospigliosi que j'en ai averti et qui se gouverne entièrement par l'esprit des Vénitiens, a désiré avec empressement de tenir un conseil pour les raisons que j'aurai l'honneur de vous expliquer; mais comme j'ai découvert, par un Vénitien qui a quelque connaissance de leurs affaires, que le conseil n'était, comme je me doutais par la connaissance que j'ai acquise de leur manière d'agir, que pour nous faire des propositions bizarres, et pour nous embarrasser dans le mauvais succès des choses qui y seraient résolues, *j'ai cru qu'il serait bon*, ne devant avoir nulle part aux affaires de terre, *de ne m'y point trouver*, et d'avertir M. de Navailles des embarras où je croyais que cela le pourrait jeter. Il a reçu la chose très agréablement, et m'a même témoigné qu'il n'y avait point de jour qu'il n'éprouvât la vérité de ce que je lui mandais, et qu'il en avait nouvellement des preuves très certaines dans le conseil qu'ils avaient tenu entre eux, en l'absence de M. de Rospigliosi que le mauvais temps avait retenu ici. » Morosini et les autres, qui défendent Candie depuis vingt ans contre toutes les forces musulmanes, n'y entendent rien! Vivonne sait de science certaine qu'ils vont, comme toujours, proposer à Navailles des entreprises déraisonnables et d'un succès impossible, et cela, pour amener Navailles à conclure comme eux qu'on ne peut espérer « qu'une composition avantageuse... Ainsi, il ne pourra éviter que les Vénitiens n'aient l'avantage, s'ils rendent la place après leur départ, de dire que ce n'a été qu'après en avoir pris la résolution dans un conseil où étaient M. de Rospigliosi et M. de Navailles; ou, s'ils la diffèrent encore quelque temps, de se vanter de l'avoir fait contre l'opposition de ces Messieurs et contre la résolution qui en avait été prise devant eux. Cela n'empêche pas que M. de Navailles n'ait fait travailler, dès la nuit

¹ Galères, 1669. — 21 août 1669. « A l'Estantier, à bord de la capitane. » L'Estantier est la rade de Standa où la flotte était mouillée.

passée, au rembarquement des troupes et qu'il ne continue jusqu'à ce qu'il soit achevé¹... »

Mais la condamnation de Navailles est d'ailleurs écrite de sa main dans son rapport au roi du 5 octobre, dont nous avons déjà cité le passage où il se vante de ramener *plus de quatre mille* hommes de bonnes troupes. Il y prétend que son retour a été déterminé par les avis pressants de Vivonne sur la diminution des vivres, et par l'*ingratitude* des Vénitiens, leur *méchante foi*, leur *ignorance*, leur *pitoyable conduite venant de manque de connaissance et d'expérience*, beaucoup de *relâchement*, leur *fiévreuse envie de se rendre*, leur dessein de *ruiner les troupes du roi*, et d'*engager le Grand Seigneur à faire une rupture avec Sa Majesté*. « J'ajouterai, dit-il encore, ... que je n'ai pas bonne opinion de la conduite de MM. les Vénitiens et qu'il est bien à appréhender qu'ils prennent quelques résolutions faibles. *La place était en état à pouvoir être poussée jusqu'à l'hiver si elle était défendue dans l'ordre*; mais ils ont une si grande envie de se rendre et croient avoir fait de si grandes choses du passé qu'ils sont à couvert de tout ce qu'ils peuvent faire à l'avenir.... *Pour moi, j'espérerais, si j'avais six mille hommes, des grenades et d'autres munitions, la défendre tout l'hiver...* » Et comme, avant de fermer cette dépêche si incohérente, il apprend la capitulation de Candie, il accuse encore de lâcheté les Vénitiens, et termine ainsi, oubliant ce qu'il a dit un peu plus haut : « Je crois bien que si j'eusse demeuré là, j'eusse poussé l'affaire plus avant, *mais je n'avais plus que deux mille cinq cents hommes en état de combattre*. » Mais il les avait ces six mille hommes, et même davantage : *plus de quatre mille*, d'après son propre rapport, ou même *cinq mille*, suivant Jacquier, et les deux mille Italiens arrivés devant Candie au moment où la flotte française allait appareiller. Admettons, si l'on veut, le dernier chiffre de *deux mille cinq cents* combattants français; en y ajoutant les deux mille auxiliaires débarqués le 20 août, les soldats du pape et ceux de Malte, Navailles avait plus qu'il ne lui fallait pour résister jusqu'à l'envoi d'un nouveau corps français. Il n'était même pas nécessaire qu'il se

¹ *Galères*, 1669. — Ainsi Navailles n'a passé que 60 jours à Candie, du 22 juin au 21 août!

défendit *tout l'hiver* : il suffisait qu'il pût tenir jusqu'au 15 ou au 20 novembre, conformément aux ordres du roi. Quant aux *munitions* et aux *grenades*, il en était abondamment pourvu, et il les rapportait à Toulon avec ses *très bonnes troupes* !

Le comte de Vivonne fut fort dépité de voir Rospigliosi décidé à demeurer après le départ des Français avec ses galères, et moins sensible qu'eux à la crainte de la mauvaise saison et de la famine. Pour l'éloigner de la ville assiégée, il eut recours à une ruse qui était un hommage à l'ardeur guerrière du bailli : les troupes françaises et M. de Navailles, écrivit-il au roi, s'étant embarqués malgré les prières des Vénitiens, ceux-ci veulent du moins me garder avec mes galères. M. Rospigliosi cherche aussi à me retenir ; pour lui persuader plus aisément de quitter Candie, je lui propose d'aller croiser « sur l'île du Mil, le cap Saint-Ange et les Cérigues ¹, » et je lui fais espérer que nous rencontrerons et combattrons les galères turques en marche pour ravitailler la Canée. « J'ai été obligé d'en user ainsi et de consentir même à quelque peu de retardement, quoique la saison soit déjà fort avancée, pour leur fermer la bouche et pour les empêcher de se vanter d'avoir proposé quantité de choses auxquelles les Français n'auraient pas voulu donner les mains. » Au surplus, peut-être rencontrerons-nous des voiles turques, et finirons-nous la campagne par un combat glorieux ².

L'abandon de Candie par les Français fut jugé sévèrement dans toute l'Europe. Si Louis XIV fut troublé et indigné, le pape et le Sacré Collège furent consternés. L'ambassadeur de Venise, écrivit Bourlemont à Lionne ³, se plaint ici que M. de Navailles ait « refusé d'attendre huit jours à la prière que lui en faisait instamment le général Morosini, pour pouvoir faire avant son départ une capitulation avec le Turc qui sauvât la vie et la liberté à ce qu'il y a de chrétiens en Candie ; que son départ avait fait mutiner la plupart de sa garnison, se voyant abandonnés, et que ledit général avait eu toutes les peines possibles de les apaiser ; qu'il était assuré que ce départ précipité était contre l'intention du roi et contre ce que, par ordre de Sa Majesté, M. le président de Saint-André avait déclaré au Sénat.

¹ L'île de Milo ; le cap Saint-Ange, à l'extrémité de la Morée ; et l'île de Cerigo avec son groupe.

² Galères, 1689.

³ 24 septembre 1689. — Rome, vol. 200.

Il eût été bien à propos que M. le duc de Navailles, partant de Candie, eût écrit ici les motifs de son départ pour fermer la bouche à ceux qui en parlent si désavantageusement pour lui... Il y a des principaux de cette cour qui disent qu'il y a eu de l'imprudence dans son départ de n'avoir pas reçu les ordres du roi, mais que *les traitements peu favorables qu'il a reçus des Vénitiens* l'ont chagriné. Le pape a eu un extrême déplaisir de ce départ si prompt ¹. » Clément IX voyait en effet renverser par là toutes les espérances de son pontificat; mais, malgré cette cruelle déception, il ne sortit de sa bouche aucune plainte contre Louis XIV. « Le pape, écrivait encore M. de Bourlemont ², reçut la lettre du roi ³ avec tant d'expression de tendresse et d'amitié pour Sa Majesté qu'il ne se peut rien désirer de plus affectueux. Sa Sainteté me dit qu'elle ne veut pas accuser M. de Navailles, mais qu'on lui mandait de toutes parts qu'il avait eu de la grande dureté envers les pauvres chrétiens de Candie, leur ayant refusé jusqu'aux moindres choses qu'ils lui avaient demandées pour leur défense; qu'il priait Dieu de lui pardonner. » Il exprima le désir de voir le comte de Vivonne, que la marche des galères forçait de longer les côtes d'Italie; et, quelques sujets de reproches que ce général eût personnellement donnés au bailli Rospigliosi, son neveu, il lui fit le meilleur accueil. « Sa Sainteté, raconte Vivonne lui-même ⁴, m'avait fait témoigner, en passant à Civita-Vecchia, qu'elle souhaitait que j'eusse au retour l'honneur de lui aller baiser les pieds. Elle m'a fait témoigner depuis ce temps plusieurs fois la même chose par le bailli de Rospigliosi et par M. le cardinal son frère, qui m'en avaient fait de telles instances que je n'ai pas cru me devoir dispenser de donner à Sa Sainteté cette marque de mon obéissance, surtout depuis que Votre Majesté m'a ordonné ⁵ de m'appliquer à gagner ses bonnes grâces, celles de ses parents, et nommément celles de M. le bailli de Rospigliosi, qui en a témoigné en son particulier une passion incroyable. Il

¹ Les pièces qui ont passé sous mes yeux ne justifient nullement cette plainte.

² 8 octobre 1669. — *Rome*, vol. 200.

³ C'est la lettre datée de Chambord, dont Lionne parle dans sa dépêche du 25 septembre citée plus haut.

⁴ Au roi, 21 octobre 1669. — *Galères*, 1669.

⁵ Dans la lettre où le roi lui reprochait de s'être fait saluer par l'étendard du crucifix.

souhaitait que je débarquasse avec lui à Nettuno, à soixante milles de Civita-Vecchia. » Je suis arrivé hier à Rome. A peine étais-je descendu chez M. de Gastaldi, que le pape m'envoya chercher. « Je me suis rendu ce matin à son lever, et j'ai reçu de Sa Sainteté tous les honneurs et toutes les honnêtetés possibles. Sa Sainteté voulait savoir de moi comme les choses s'étaient passées en Candie... » Vivonne ajoute qu'il a été traité de même par le cardinal et par le bailli. Ce dernier ne rappela pas les torts que s'était donnés envers lui le général des galères françaises. Il déclarait en toute occasion qu'il n'oublierait jamais l'honneur que lui avait fait la France de placer sous ses ordres tant de braves guerriers. La seule allusion au passé qu'il se permit, c'était, en célébrant les mérites des officiers français, de dire qu'il se louait principalement du maréchal-de-camp Colbert ¹.

VI

Louis XIV n'avait pas fait une vaine promesse de secours. « ... Pressé, avait-il écrit au nonce ², par mon zèle pour la défense de la chrétienté et pour la consolation et la gloire de Notre Saint Père, plus encore que pour la mienne propre, j'ai donné mes ordres pour faire passer incessamment en Candie les troupes dont vous trouverez le mémoire ci-joint, et je me promets de votre affection envers moi que vous serez bien aise d'en informer Sa Sainteté d'une manière aussi officieuse que le mérite la passion que j'ai de lui complaire. » Trois jours après, il autorisait le maréchal de Bellefonds à prêter au pape le serment de général pontifical, et il lui écrivait en même temps ³ : « Si vous avez beaucoup de joie de l'augmentation des troupes que j'ai résolu de joindre à celles de Sa Sainteté que vous devez conduire en Candie, je n'ai pas moins de confiance que vous les emploierez d'une manière dont j'aurai lieu d'être satisfait. Il ne me reste qu'à prier Dieu qu'elles arrivent à temps. » Colbert mit la

¹ Bourlemont à Lionne, 12 novembre 1669. — *Rome*, vol. 201.

² Lettre à l'archevêque de Thèbes du 20 septembre 1669, déjà publiée dans les *Œuvres de Louis XIV*, t. V, p. 451.

³ *Ibid.* — 23 septembre 1669.

plus grande diligence aux préparatifs¹. La flotte de transport, composée de neuf vaisseaux, trois brûlots et un magasin, était placée sous le commandement du vice-amiral de Martel², et le soin des approvisionnements pour les marins et les soldats était encore confié à M. Jacquier. Colbert rédigea pour ce dernier les instructions les plus détaillées : « ... Comme le roi, lui écrivit-il le 10 octobre³, a résolu d'envoyer un nouveau secours en cette ville-là (Candie), sous le commandement de M. le maréchal de Bellefonds, qui sera composé de trois à quatre mille hommes, je vous prie de commencer à acheter les blés et farines nécessaires pour cette fourniture pendant quatre mois... Surtout ne partez point de Toulon que vous n'ayez vu les troupes embarquées... M. de Louvois envoie aujourd'hui quatre-vingt-dix mille livres pour la subsistance des troupes, etc. » Il écrivait le même jour à l'intendant d'Infreville⁴ : « J'ai fait un fonds de deux cent vingt-quatre mille livres qui ont été remis à Toulon par le trésorier de la marine pour trois mois de solde et sept mois de vivres à l'escadre des vaisseaux qui sera [menée] par M. de Martel, comme aussi pour deux mois de supplément de vivres à celle du sieur d'Alméras. Outre cette somme, j'envoie à présent, par le même trésorier de la marine, quarante-cinq mille livres pour la subsistance pendant six semaines du passage des troupes, sur le même pied qu'elle fut accordée aux capitaines qui ont passé les troupes commandées par M. de Navailles. Il est nécessaire que vous commenciez à distribuer ce fonds aux capitaines, afin qu'ils préparent promptement des vivres, non seulement pour sept mois à leurs équipages, mais même pour lesdites six semaines aux troupes que chacun embarquera sur son bord. Outre ces sommes, j'envoie trente mille livres au sieur Jacquier pour commencer à acheter des blés et farines pour la fourniture du pain de munition aux mêmes troupes lorsqu'elles auront mis pied à terre dans la ville de Candie. » Et le lendemain, il écrivit

¹ Colbert à Louvois, 21 septembre 1669. — « J'ai reçu par mon courrier votre billet du jour d'hier en exécution des ordres du roi qu'il contient. Je travaille au projet d'armement qui est nécessaire pour porter 3500 hommes en Candie, et donnerai ensuite tous les ordres nécessaires pour que les vaisseaux soient prêts à les embarquer au 15 novembre prochain. » *Ordres du roi pour la Marine*, 1669.

² *Ibid.* — Le roi au marquis de Martel, 27 septembre 1669.

³ *Dépêches de Marine*, 1669.

⁴ *Ibid.*

au vice-amiral lui-même ¹ : « J'écris à M. d'Infreville et lui envoie les fonds pour la subsistance des troupes de terre qui seront embarquées sur les vaisseaux de l'escadre que vous commandez, pour six semaines que pourra durer le trajet de Toulon en Candie. Sa Majesté m'ordonne en même temps de vous en donner avis, et de vous dire qu'elle s'attend que vous vous acquitterez bien de ce commandement, et surtout elle désire que vous vous appliquiez à bien conserver les troupes qui sont embarquées. »

Mais ces préparatifs devaient être inutiles : on reçut en effet la nouvelle que Candie avait capitulé le 5 septembre ; et, le 11 octobre, Colbert contremandait l'armement commencé. Le désastre causé par le duc de Navailles était consommé : s'il eût attendu jusqu'au mois de novembre, comme le portaient les ordres du roi, si le maréchal de Bellefonds était arrivé à temps, les assiégés eussent tenu jusqu'à la campagne suivante, et il y a lieu de croire que les princes chrétiens, déjà ébranlés en 1669 par les exhortations et l'exemple du souverain pontife, eussent enfin formé une ligue assez puissante pour délivrer la ville et peut-être l'île de Candie. Louis XIV comprit, dès le premier moment, que c'était un tache pour sa réputation militaire ; et, s'il pressa le départ de Bellefonds avec tant d'activité, c'est que, comme Louvois l'écrivait de Chambord à son père, il crut « *ne pouvoir se disculper avec succès dans le monde du retour de M. de Navailles qu'en faisant aller ses troupes en Candie* ². » Lionne avait avoué à l'ambassadeur de Venise « que la douleur et les regrets causés au roi par ce retour inattendu, contraire à son intention, à ses ordres, à sa gloire même, étaient les plus sensibles qu'il eût éprouvés de toute sa vie ³. » Pour calmer les esprits, Louis XIV avait d'abord permis de répandre la fable de l'épuisement des vivres ⁴ ; mais, quand il fallut renoncer à l'es-

¹ Colbert au marquis de Martel, lieutenant-général. — *Dépêches de Marine*, 1669.

² Lettre du 20 septembre, citée par M. Rousset, p. 270.

³ *Accertandomi che, nel corso degli anni del re, non haveva mai la Maesta sua risentito afflizione e rammarico più sensibili di quello che al presente havrebbe per questa impensata partenza, seguita contro la sua intenzione, contro il suo ordine e contro la sua gloria medesima.*

⁴ Le 16 septembre, Louvois écrit, par ordre du roi, à son père demeuré à Paris, que, si le nonce et l'ambassadeur de Venise se plaignent, « *il leur faut répondre que, les galères et les vaisseaux n'ayant plus de vivres que ce qu'il leur en fallait pour revenir, M. le duc de Navailles n'a pas pu, suivant ses instructions, s'empêcher de se rembarquer.* » M. Rousset, p. 269.

poir de sauver Candie, il disgracia publiquement son général plus incapable encore qu'indocile. La justice voulait qu'il s'en expliquât franchement avec le pape, qui avait été le promoteur et l'âme de l'entreprise : pour en procurer le succès, Clément IX avait épuisé à ce point le trésor pontifical, que la Chambre apostolique en était réduite à payer ses dépenses au moyen de ce qui rentrait « au jour la journée ¹, » ce qui ne l'empêcha pas de donner au roi ² une délégation de trente mille écus sur les revenus d'Avignon pour la levée préparée par le maréchal de Bellefonds ³. Le 1^{er} novembre, Lionne chargea l'abbé de Bourlemont ⁴ d'informer le souverain pontife du contre-ordre donné à la nouvelle expédition, « la cause en étant maintenant cessée par la capitulation de la place et la paix que le capitaine-général de la République a faite avec le Grand Seigneur.... Il n'écherra plus, ajoute-t-il, de parler de cette affaire qu'en ce qui pourra regarder M. le duc de Navailles, duquel Sa Majesté a sujet d'être d'autant plus mal satisfaite qu'il s'est vu, par l'événement et par les conditions de cette paix, que les Turcs considéraient encore leur entreprise douteuse, même après la sortie des troupes du roi de la place, d'où l'on peut tirer la conséquence qu'elle se pouvait sauver jusqu'à l'hiver et peut-être jusqu'au printemps, si ledit sieur duc ne se fût pas tant pressé de revenir. » Et Lionne annonce qu'il parlera encore à fond de ce sujet, lorsque Navailles aura été entendu dans sa défense. C'est Louis XIV qui se chargea d'exprimer, dans une lettre de sa main à Bourlemont, le jugement définitif qu'il portait sur la conduite de Navailles :

¹ L'abbé de Bonfils à Lionne, 3 septembre 1669. — *Rome*, vol. 200.

² L'abbé de Bourlemont à Lionne, 3 septembre 1669. — *Ibid.*

³ Il n'en était pas plus épargné dans les stupides propos des bourgeois gallicans de Paris : « On dit ici, écrivait Gui Patin, que le roi a mandé à M. de Navailles qu'il revienne de Candie, et qu'il ramène les troupes, puisque les Vénitiens et le pape n'y font pas leur devoir pour en chasser le Turc. On dit pourtant que le pape avait envoyé pour cet effet des pardons et des bulles :

Quidquid Roma dabit, nugas dabit; accipit aurum.

Les Turcs ne sont-ils pas de méchantes gens, bien incrédules, de ne rien déferer à ces bulles, inventions italiennes et papalines ? » 26 septembre 1669. — *Lettres choisies*, édit. Rotterdam, 1725.

⁴ *Rome*, vol. 201.

« ... Je vous dirai, écrit-il ¹, que n'ayant pas été suffisamment satisfait des justifications que le duc de Navailles a pu m'apporter et qui ne consistaient principalement que dans les avis qu'il prétendait avoir que le capitaine-général de la République avait commencé à traiter avec le grand visir de remettre la place au Turc, à quoi il n'a point voulu assister, et en d'autres raisons auxquelles je n'ai pas trouvé un fondement suffisant pour excuser la résolution qu'il a prise, de son chef et contre mes ordres, de faire rembarquer mes troupes et de revenir, j'ai pris celle d'envoyer ledit duc à sa maison de la Valette, ce que je désire que vous fassiez entendre de ma part à Sa Sainteté, y ajoutant que tout le monde connaîtra bien clairement l'intention que j'avais en cette affaire, quand on aura vu, peu de jours après le départ de mon armée navale des rades de Candie, y arriver l'escadre de vaisseaux que j'y avais envoyée sous le commandement du chevalier de Valbelle pour y porter abondamment de l'argent, des vivres et les autres provisions de guerre et de bouche dont madite armée et mes troupes auraient pu bientôt manquer, dont même ledit chevalier a pourvu la Suda ², sur la première réquisition du capitaine-général de la République, ce qui ne servira pas dans le monde à la justification du duc de Navailles; mais, comme il n'a pas manqué de cœur ni d'affection pour mon service, mais qu'il s'est seulement mépris à avoir mal jugé de mes intentions sur la considération du reste de mon corps de troupes, je n'ai pas cru devoir pousser plus loin contre lui mon ressentiment qu'en témoignant au public par sa rélegation combien sa résolution m'a déplu. »

Clément IX ressentit la perte de Candie en chef et en père de la chrétienté. « Ce qui a le plus affligé Sa Sainteté, écrivait l'abbé de Bourlemont ³, est la paix des Vénitiens avec les Turcs, qui assure leurs conquêtes et les fera penser à attaquer la chrétienté d'une autre part. » Il connaissait bien l'état de l'Europe et les divisions profondes de ses princes, si favorables aux progrès des Infidèles. Le jour même où il apprit toute l'étendue de la catastrophe, il eut un long évanouissement qui fit craindre une fin prochaine. Ses jours furent abrégés par sa douleur ⁴ et par les

¹ Le roi à l'abbé de Bourlemont, 15 novembre 1669. — *Rome*, vol. 201.

² Forteresse de l'île de Candie.

³ A Lionne, 29 octobre 1669. — *Rome*, vol. 200.

⁴ Déjà au commencement de cette année, l'abbé Bigorre avait écrit à Lionne : « S. S. prend extrêmement les choses à cœur, et on remarque que, toutes les fois qu'elle s'émeut, elle souffre. Si bien, Mgr, que plusieurs personnes qui l'approchent particulièrement sont persuadées que, si S. S. éprouvait un chagrin un peu fort, on la pourrait perdre en peu de temps. » 5 février. — *Rome*, vol. 196.

efforts qu'il tenta pour ranimer le zèle des princes catholiques, pour former, sans délai, une nouvelle ligue contre l'ennemi commun. Les membres les plus distingués du Sacré Collège furent convoqués, et avisèrent au danger. « On songe ici, écrivait un des agents français à Rome ¹, aux moyens d'éviter les suites de Candie, et pour cela le pape a fait une congrégation composée de MM^{rs} les cardinaux Rospigliosi, qui en est préfet, Azzolino, Otthoboni, Barberini, Chigi, Spinola, Borromeo et Imperiale, et M. Albriccio en est le secrétaire. Je crois que leurs décrets, s'ils ne sont soutenus d'une très grande armée, et d'un général comme M^{gr} de Bellefonds, ne serviront pas de grand' chose. S'ils ne l'ont pas, ils auront du moins montré leur bonne volonté et leur intention. » Le lendemain, Bourlemont mandait encore que cette congrégation « faite pour la défense de la chrétienté » venait d'être informée de l'accession du roi de Pologne à une ligue, « moyennant que le pape fournisse de l'argent à cet effet. L'on dit même, ajoutait l'abbé, que l'empereur y doit entrer ². » Mais la mort interrompit ces projets. Les défaillances du pape se renouvelèrent plus fréquemment : vaincu par la maladie et par le chagrin, il demanda à des remèdes énergiques les forces nécessaires pour remplir activement jusqu'au dernier jour les devoirs de sa charge, fit une dernière promotion de cardinaux, et multiplia les consistoires et les fonctions pontificales. Enfin, le 9 décembre, Bourlemont expédia au roi un courrier exprès avec une dépêche portant ces mots : « Ce matin, au point du jour, le pape a expiré après vingt heures d'agonie et un travail épouvantable. Votre Majesté y perd beaucoup et toute la chrétienté ³. »

VII

Les desseins de Louis XIV étaient alors bien différents de ceux qui avaient occupé les derniers moments de Clément IX. Humilié du rôle que son armée avait joué dans cette guerre de

¹ L'abbé de Bonfils à Lionne, 26 novembre 1669. — *Rome*, vol. 201.

² L'abbé Bourlemont à Lionne, 27 novembre 1669. — *Ibid.*

³ *Ibid.*

Candie, il s'en consola par la satisfaction de n'être pas entraîné plus loin dans cette lutte contre le Grand Seigneur. Ayant toujours en face de lui la Triple Alliance que son ambition avait suscitée, il laissa clairement comprendre à l'Europe que, pour empêcher l'Empereur d'accéder au *Funiculus triplex*¹ il était prêt à favoriser une nouvelle invasion des Turcs dans les provinces de l'Empire. Et il n'avait pas attendu que Clément IX eût fermé les yeux pour faire tenir par ses agents à Rome un langage amer, qui devait couper court aux propositions d'une nouvelle croisade. « Le roi a su de bon lieu, écrit Lionne à Bourlemont², que, dans les antichambres du palais, on parle publiquement avec beaucoup d'indiscrétion et d'injustice du retour de Candie de l'armée de Sa Majesté. L'un dit que, si les Français n'y fussent pas allés, la place se serait encore défendue jusqu'au printemps : l'autre, qu'ils ne sont revenus que sur un ordre exprès de Sa Majesté ; d'autres, qu'aussitôt qu'on a eu ici ce qu'on voulait pour le cardinal de Bouillon³, Sa Majesté a dépêché un courrier exprès pour faire revenir ses armées. A la vérité, voilà une belle rétribution d'une dépense de plus de trois millions et du sacrifice d'un amiral et de tant de braves gens ; et l'avancement d'un chapeau en était une belle récompense, si Sa Majesté d'ailleurs n'eût eu pour seul et unique motif d'obliger le pape ! Elle désire que vous parliez de tout ceci à M. le cardinal Rospigliosi, et que vous lui fassiez connaître le vif déplaisir qu'elle en ressent, et que certainement elle n'a pas mérité. » Comme s'il eût dépendu de Clément IX de contenir l'expression de l'opinion publique qui s'était déchaînée, non seulement à Rome, mais dans toute l'Europe, en France, à la cour et dans le conseil même des ministres, ce que Lionne savait mieux qu'un autre !

Louis XIV se séparait de la ligue chrétienne pour se tourner vers le Grand Seigneur, avec lequel ses rapports diplomatiques

¹ Dans une lettre du 20 août 1669 au cardinal Rospigliosi, Lionne raille avec un mépris affecté « ce *funiculus triplex hæreticorum* qu'on appelle, comme par un épouvantail, la *triple alliance*, et qui ne fera pourtant jamais ni peur ni mal au roi, quand elle grossirait au double etc. » — *Rome*, vol. 190.

² 29 novembre 1669. — *Rome*, vol. 201.

³ L'abbé-duc d'Albret, neveu de Turenne, fut nommé cardinal le 5 août 1669, sur la présentation du roi ; et, pour obtenir cette promotion hors rang, Louis XIV avait usé des moyens les moins délicats : nous raconterons un jour cette histoire.

n'avaient pas cessé. L'ambassadeur La Haye Vantelet, mandé simplement par le roi, avait différé son retour en France sous divers prétextes ; et nous avons déjà parlé de cet agent de la Porte, dont le voyage mystérieux avait inquiété les Vénitiens au moment même où les troupes françaises se dirigeaient sur Candie. Jean Morosini demandant avec instance qu'il ne fût pas reçu par le roi, il fut retenu longtemps à Toulon¹. Lorsqu'il fut libre de s'acheminer vers Paris, la cour ne connaissait encore ni sa vraie qualité, ni l'objet de sa mission. Tant que le sort de Candie fut en suspens, on retarda sa marche, mais en le traitant avec distinction, comme l'avait recommandé Colbert. Lorsque le roi eut appris le traité des Vénitiens avec le grand visir, il songea aussitôt à profiter de la présence de cet agent pour resserrer ses relations avec la Turquie, et sa fierté fit d'humbles avances pour regagner les bonnes grâces du Grand Seigneur. Au milieu des splendeurs du règne, entre la campagne de Flandre et la guerre de Hollande, on remarque peu cette apparition d'un envoyé de Mahomet IV. Soliman-aga Mustapha Raca, simple officier inférieur de la chambre du Sultan, n'avait pas d'autre pouvoir que de remettre à Louis XIV une lettre, où son maître, après avoir énuméré les faveurs et privilèges accordés aux Français en Turquie, s'étonnait des dispositions hostiles du roi, du rappel de La Haye sans nomination de son successeur, et manifestait le désir de rétablir l'ancienne alliance avec les Français². Mais il faut remarquer que cette lettre avait été rédigée avant le débarquement de Navailles à Candie, et sous le coup de l'inquiétude inspirée à la Porte par cet armement en faveur des Vénitiens. Les Turcs, délivrés de cette crainte, furent d'autant plus arrogants que Louis XIV témoigna plus d'empressement à rechercher leur amitié et à faire oublier son union récente avec leurs ennemis. Vainement Jean Morosini avait informé le roi et ses ministres que jamais l'Empereur ne daignait admettre devant lui un envoyé du Sultan qui ne fût pas qualifié d'ambassadeur, encore moins un *chiaoux*, un *capigibassi*, tel que Soliman-aga³. On le fit d'abord venir à Issy, puis à Suresnes ;

¹ Jean Morosini, 12 juin et 7 août 1669, etc. — *Filze* 144 et 145.

² *Ibid.* 11 décembre 1669. — Lionne avait montré à l'ambassadeur de Venise la traduction de la lettre du Sultan.

³ 12 juin 1669.

on l'installa dans un logis honorable, où il fut visité des plus grands personnages et des ministres. Pour sauver la dignité royale, on eut l'air de croire qu'il était accrédité comme ambassadeur par la lettre dont il était chargé ; mais il n'en était rien. Louis XIV lui donna audience dans la grande galerie de Saint-Germain, et déploya en cette occasion toutes les pompes de la royauté. La cour vit avec surprise de si grands honneurs prodigués à un homme ayant toutes les apparences d'une basse condition, et qui fut insolent envers les ministres et envers Louis XIV lui-même :

« L'on parle souvent, dit Olivier d'Ormesson dans son *Journal*¹, des audiences de l'ambassadeur turc. Il est arrivé à Paris sur la fin d'octobre : il a été logé chez M. de la Bazinière, au village d'Issy, où beaucoup de gens le vont voir par curiosité... Il a vu deux fois M. de Lionne, qui l'a reçu de la manière que le grand visir reçoit les envoyés de France... lui parla de la manière de gouverner du roi, qu'il n'y avait point de grand visir en France, et s'étendit fort sur les louanges du roi..... L'on dit que le turc lui répondit *qu'il n'avait point à faire de savoir s'il y avait un grand visir en France, ni quel en était le gouvernement ; qu'il était venu pour donner une lettre de l'empereur son maître à l'empereur de France ; qu'il était prêt à la présenter, si l'on voulait la recevoir ; que si l'on ne voulait point la recevoir, on n'avait qu'à le lui dire et qu'il s'en retournerait.....* Pour le recevoir² avec plus de magnificence, le roi s'était fait faire un habit tout couvert de diamants, et l'on disait qu'il y en avait pour quatorze millions. Je vis de près son chapeau, où étaient les plus gros diamants. Monsieur était aussi vêtu et paré de pierreries et de perles, et M. le duc, de diamants seulement. Pour recevoir le turc, l'on avait préparé un trône au bout de la galerie du château neuf. Cette galerie était meublée de très belles tapisseries et entre autres de certaines étoffes de soie peintes, à personnages, comme les tapisseries. Le Brun les avait retouchées. Tous les cabinets, les tables, les vases, les cuvettes et les guéridons d'argent y étaient... Dans la place entre les deux châteaux étaient les deux compagnies de mousquetaires à pied, ayant tous des justaucorps de velours noir avec des boutons de cuivre doré. Après, les gardes suisse et française en haie. Derrière eux étaient les gardes du corps, les gendarmes et les cheveau- légers faisant huit escadrons de chaque côté ; les gardes de la porte, les cent-suisse et beaucoup de gardes du corps étaient au dedans. Sur les trois heures, le turc arriva à cheval, précédé de vingt

¹ Novembre 1669. — t. II, p. 576 et suiv.

² *Ibid.* — 5 décembre 1669.

turcs, tous avec des robes vertes de serge et des turbans fort sales, lui, avec une veste rouge de camelot au plus, car il n'y parut point d'or ni de soie, et après suivaient sept ou huit autres à cheval, aussi mal vêtus que les autres. *Rien ne parut si pauvre ni si misérable.....* Nous sûmes qu'il était entré assez fier dans la galerie, tenant à deux mains un sac de toile d'or où était sa lettre ; il fit trois révérences baissant seulement la tête, et donna sa lettre au roi et demanda qu'elle fût lue. Le roi la fit ouvrir, et, comme elle était longue, il dit qu'il la verrait et qu'il ferait réponse. Le turc se plaignit que le roi ne s'était pas levé pour recevoir sa lettre, et dit qu'on le traitait mal. Le roi répliqua qu'il en usait comme il avait accoutumé, et le turc se retira mal content. »

Le séjour prolongé de cet agent embarrassa Louis XIV. Il ne pouvait le renvoyer sans s'aliéner davantage le Sultan, dont l'alliance allait au contraire devenir une des principales ressources de sa politique. La Haye Vantelet reçut une nouvelle injonction de se rendre en France, et l'on répandit à la cour le bruit que cet ordre avait pour motif la complaisance trop marquée de cet ambassadeur pour la Turquie. Mais, nous dit l'ambassadeur de Venise, cette mesure avait probablement pour but d'atténuer le scandale causé par les menaces du chevalier de Grémonville, chargé de faire entendre à l'Empereur que la France s'unirait à la Porte contre lui, s'il accédait à la Triple Alliance. On croit d'ailleurs, ajoutait Morosini, que le roi répugnerait à cette ligue, et préférerait que l'Empereur fût persuadé par une simple insinuation ¹. Louis XIV avait, par le même courrier qui remit à La Haye Vantelet ses lettres de rappel, demandé des renseignements sur la personne de Soliman-aga : on apprit qu'il était de naissance vile et d'un grade subalterne. Quand le roi lui en fit exprimer sa surprise et son mécontentement, il répondit sans s'émouvoir que la seule commission d'appor-

¹ 25 décembre 1669. — L'ambassadeur de Venise était bien informé, et le 31 janvier 1670 le roi écrivait encore au chevalier de Grémonville : « ... Quand sa conduite (de l'Empereur) m'y obligerait, ... ni la Triple Alliance n'est si bien affermie que je ne la puisse dissoudre quand il me plaira d'y jeter beaucoup d'argent, ni je ne manquerai d'autres moyens de donner tant d'affaires et d'embarras à l'Empereur qu'il ne se trouverait guère en état de m'incommoder ni d'accourir à la défense des Espagnols. Je n'entends pas même parler des moyens que j'en aurais si facilement dans la Hongrie, parce que *ma pitié m'empêchera toujours de recourir à ceux-là*, mais dans la seule Pologne, etc... » Mignet, t. III, p. 463.

ter une lettre du Sultan valait mieux que toutes les dignités ¹. Il ne quitta la France qu'après la désignation du marquis de Nointel pour remplacer La Haye ; et le nouvel ambassadeur, après s'être vu longtemps refuser l'audience de Mahomet IV, n'obtint que trois ans plus tard le renouvellement des capitulations ².

Telle fut la conclusion de la campagne de Candie. Louis XIV sera désormais indifférent aux dangers de la chrétienté : il laissera aux Vénitiens, à la Pologne, à l'Allemagne la gloire de cette lutte contre l'ennemi commun, dont il deviendra même l'auxiliaire et l'allié. Un siècle auparavant, la prise de Rhodes (1571) avait été suivie d'un effort généreux ; une ligue chrétienne, qui malheureusement ne comptait pas la France dans ses rangs ³, répondait à la voix de saint Pie V et, soutenue par l'argent, les soldats et les vaisseaux du pape, remportait la mémorable victoire de Lépante (1572). On voit qu'après la perte de Candie, il ne tient pas à Clément IX qu'il ne se forme une nouvelle alliance ; mais la France s'en éloigne, et l'Espagne déjà vaincue, menacée encore par Louis XIV, réduite à se défendre elle-même, ne peut qu'assister impuissante aux progrès des Musulmans. Les successeurs de Clément IX suivront fidèlement son exemple ; l'un d'eux surtout, Innocent XI dévouera au même dessein, et avec plus de succès, son énergie, ses trésors personnels et ceux de l'Église, et ce sera une des causes principales de la haine que lui portera Louis XIV : le roi de France l'accusera d'être son ennemi, d'être *Autrichien*, parce que les subsides pontificaux entretiendront les armées de Léopold et de Sobieski combattant pour le salut de l'Europe et délivrant Vienne au détriment de la politique française ! Si l'expédition de Candie avait eu un autre succès, les traditions remontant à François I^{er} auraient peut-être été abandonnées ; la défaite du grand visir et la levée du siège eussent amené une rupture entre la France et la Porte. Louis XIV n'aurait pu ensuite se démentir ni tromper la confiance de la chrétienté, et il est permis de croire qu'il eût été détourné de ces guerres d'ambition et de conquête dont les suites furent si funestes à ses ennemis et à lui-même.

CHARLES GÉRIN.

¹ Jean Morosini, 5 février 1670. — *Filza* 145.

² *Flassan*, t. III, p. 316 et suiv.

³ Charles IX était alors l'allié du Sultan.

UNE NOUVELLE SOURCE D'INFORMATIONS HISTORIQUES.

LES

ANCIENS REGISTRES PAROISSIAUX

DE L'ÉTAT-CIVIL

Augustin Thierry écrivait, à une époque où l'on commençait à apprécier la valeur des sources originales, que l'histoire de France était enfouie dans les archives des communes. Cette proposition est vraie surtout si on l'applique à l'histoire du tiers-état pendant les deux derniers siècles. Les mémoires de la cour et de la ville, écrits sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV, contiennent de précieux renseignements sur la partie la plus brillante de la société française. Leurs auteurs ont su mettre en lumière le rôle de l'aristocratie et du haut clergé, retracer avec fidélité, et souvent de main de maître, les intrigues de la cour, les anecdotes sur les grands personnages, les récits concernant les événements militaires et le maniement des affaires publiques. Mais ce tableau de l'état social sous l'ancienne monarchie est presque toujours inexact, parce qu'il est incomplet. On s'occupait peu, dans l'entourage du roi et des grands, des populations des campagnes et des bourgeois des petites villes, qui, de leur côté, n'ont point songé à écrire leurs mémoires. Pour combler cette lacune du passé il faut aller puiser à des sources indi-

rectes, telles que les registres de délibérations des conseils de ville, recueils précieux qui renferment, sous une forme abstraite et dépouillée d'artifices, l'histoire intime du tiers-état, de ses rapports avec les deux autres ordres et avec le pouvoir central, de ses souffrances et de ses tentatives pour se soustraire aux charges sociales dont il supportait la plus lourde part. Des publications récentes ont appelé l'attention sur l'intérêt que présentent ces délibérations et l'histoire locale en a tiré souvent le plus heureux parti. Les registres paroissiaux de l'état civil sont beaucoup moins connus : leur importance historique n'est point, au premier abord, comparable à celle des documents dont nous venons de parler. On les a utilisés pour fixer la date de la naissance et de la mort de personnages connus ou pour établir la généalogie des familles. Quelques chercheurs, plus courageux, se sont efforcés d'en tirer des renseignements statistiques sur le nombre des décès, des mariages et des naissances à diverses époques. Malheureusement la négligence avec laquelle étaient tenus la plupart d'entre eux ne permet guères d'accorder une absolue confiance aux résultats obtenus sur ce point ¹.

Il faudrait donc se résigner à laisser dans l'oubli, où elles ont longtemps reposé, ces collections nombreuses conservées depuis la révolution dans l'immense majorité des communes de France, si l'historien n'y devait rencontrer que les courtes mentions consacrées aux baptêmes, aux sépultures et aux mariages. Il n'en est heureusement pas ainsi. L'impulsion active imprimée depuis quelques années au classement des archives communales a permis de reconnaître que, dans de nombreuses localités, ces documents pourraient apporter à l'histoire un contingent précieux de renseignements. Dans beaucoup de paroisses, le registre de l'état-civil était le confi-

¹ Un travail de statistique très complet a été tiré des registres de Toulon par le rédacteur de l'Inventaire des Archives de cette ville (pages 345 et 346). — Il résulte du relevé des naissances, des mariages et des décès que de 1669 à 1688 le chiffre des naissances aurait été à Toulon trois fois supérieur à celui des décès; ce même chiffre n'est plus supérieur que d'un tiers à la fin du XVIII^e siècle, (il est aujourd'hui de beaucoup inférieur). — D'après le même tableau, chaque mariage aurait produit en moyenne 4 enfants 7/10 à la fin du XVII^e siècle et 4 à la fin du XVIII^e siècle. — Le nombre des naissances illégitimes comparé à celui des naissances légitimes aurait été, de 1769 à 1788, de 12,40 pour cent.

dent du curé, qui notait sur les marges ou sur les feuillets restés blancs les événements mémorables et ajoutait souvent à ces indications des réflexions et des remarques satyriques : nous avons relevé plus d'une fois des épigrammes mordantes qui auraient pu coûter cher à leur auteur, si le cahier de baptêmes, de mariages ou de sépulture n'eût gardé fidèlement son secret. Maintes fois l'humble prêtre des campagnes, isolé dans sa paroisse, où seul peut-être il suivait avec une curiosité attentive le cours des événements politiques, ne craint pas de porter *ad posterorum memoriam* un jugement sévère sur les hommes et sur les choses de son temps ; il n'est même pas rare de rencontrer, dans les paroisses les moins importantes, les plus pauvrement peuplées et les plus éloignées des villes, des notes historiques nombreuses et intéressantes. Il semble qu'en écrivant ces annales que liront au moins ses successeurs, le prêtre se dédommage de ne pouvoir confier ses réflexions à ceux qui l'entourent, bonnes gens simples pour la plupart et n'ayant reçu qu'une instruction insuffisante, ou *notables* plus éclairés, mais trop souvent indifférents, sinon hostiles à son égard. A qui raconterait-il, dans toute leur vérité, les misères physiques et morales qui s'étaient sous ses yeux ou dont l'écho lointain arrive à son oreille ? Ce n'est certes pas au seigneur de la paroisse, qu'un procès pendant au sujet du paiement de la dîme ou d'une place à l'église a souvent fait son ennemi secret ; ce n'est pas à ces petits fonctionnaires royaux, fiers de leur pouvoir et hautains envers leurs inférieurs, qui ne pourraient souffrir la plus légère critique élevée contre un état social dont ils bénéficient ; ce n'est pas non plus à ces honnêtes membres du tiers-état, bourgeois et artisans, qui gèrent péniblement les affaires de la commune, répartissent la taille avec difficulté et professent pour l'autorité, d'où qu'elle vienne, le respect le plus profond, sachant qu'en sortant de leur rôle passif ils ont tout à perdre et rien à gagner.

Au xvii^e et au xviii^e siècles, comme aujourd'hui encore dans un grand nombre de petites localités, le clergé des paroisses représentait la portion la plus intelligente et la plus instruite de la population des campagnes. Or, toute intelligence qui *vit* éprouve le besoin de communiquer aux autres le résultat du travail qui s'accomplit en elle ; l'homme dont l'éducation a développé les facultés intellectuelles, s'il est séparé de ses sembla-

bles par un obstacle de l'ordre physique ou de l'ordre moral, écrit ses réflexions sans autre but que celui de donner à ses pensées un confident qui les divulguera tôt ou tard. Ainsi s'expliquent aux époques de barbarie cette exubérance de la littérature annalistique, produite dans le silence du cloître par des hommes qui vivaient dans un milieu incapable de les comprendre et de les apprécier à leur valeur. Ainsi pourrait-on expliquer peut-être cette universalité des annotations historiques que l'on rencontre éparses dans les registres des paroisses, au nord de la France comme au midi, à l'est comme à l'ouest. Ni l'ordonnance de Villers-Coteret ni celle de Blois n'avaient imposé aux curés et aux vicaires l'obligation de noter pour la postérité les maladies contagieuses, les phénomènes physiques, les petits et les grands événements qui rompaient la monotonie de la vie ordinaire.

Et pourtant, en vertu de cette tendance inhérente à la nature humaine dont nous parlions tout à l'heure, il s'est rencontré sur des points de la France séparés par de longues distances plusieurs hommes qui ont, sans entente préalable, consigné par écrit leurs réflexions intimes sur les causes de la misère publique, sur la mort du roi, le voyage de la première montgolfière ou sur les opérations de la banque de Law. Il est impossible encore d'apprécier d'une façon exacte quel parti l'histoire pourra tirer de ces notes, dont un nombre relativement bien minime a été jusqu'ici signalé : il est permis d'espérer toutefois que la moisson sera abondante. Les registres de l'état-civil, conservés avec soin par les curés des paroisses, ont échappé plus tard au vandalisme systématique ou inconscient qui a transformé les parchemins en gargousses et détruit une partie des archives des communes, des églises et des seigneuries, pour anéantir les vestiges de l'ancien régime. A quel titre d'ailleurs auraient-ils excité la défiance ou suscité de dangereuses convoitises ? On les considérerait tout au plus comme pouvant fournir des renseignements concernant les individus et les familles ; encore ne se préoccupait-on guères de l'intérêt historique de ces indications, ce qui limitait singulièrement le nombre des recherches. Les cahiers de baptêmes, de mariages et de sépultures nous sont parvenus, protégés par l'indifférence et par l'oubli. Presque toutes nos communes possèdent la série à peu près complète de leurs registres paroissiaux du XVIII^e siècle ;

un grand nombre ont conservé ceux du xvii^e. Les cahiers antérieurs à la fin du xvi^e siècle deviennent beaucoup plus rares et l'on en compte à peine quelques-uns du xv^e¹.

Il serait difficile d'établir une classification exacte des annotations que renferment les registres de l'état-civil. Les curés, en écrivant les réflexions que leur suggéraient les événements dont ils étaient les témoins, n'ont obéi en effet à aucune règle fixe ; ils ont apporté dans l'accomplissement de la tâche de narrateurs, qu'ils s'étaient volontairement imposée, leur originalité personnelle et leur tournure d'esprit particulière. Tout au plus pourrait-on reconnaître deux catégories de notes caractérisées par des différences plus apparentes que réelles ; les unes d'intérêt exclusivement local et se rapportant à des faits dont le retentissement n'a point franchi les limites du village ou de la paroisse : tels sont les baptêmes des cloches de l'église ; les autres relatives à des événements d'une portée plus générale ou consacrées à des personnages qui, par leur situation ou par leurs actes, ont attiré l'attention. Cette division, purement fictive, ne présente aucun intérêt pratique et il est plus rationnel de rapprocher les unes des autres les notices qui ont trait à un même sujet, en les rangeant dans l'ordre des matières. Nous adopterons cette méthode pour les citations qui vont suivre, en priant le lecteur de nous pardonner l'aridité d'une nomenclature dont les éléments variés se reliaient difficilement entre eux.

I. — ANNOTATIONS EN VERS. — Les vers latins ou français se rencontrent assez fréquemment dans les cahiers de baptêmes, de mariages, ou de sépultures : sauf de rares exceptions, ils n'ont qu'une faible valeur littéraire et ne présentent pas d'intérêt.

¹ Le plus ancien registre tenu par les curés, et destiné à enregistrer les baptêmes, mariages ou sépultures, paraît être celui de Saint-Agnan (C^{on} de Paray, arr. de Charolles, Saône-et-Loire), qui date de 1411 ; il renferme des mariages et des sépultures et a été signalé en 1869 par M. Harold de Fontenay ; ce n'est malheureusement qu'une copie, sur l'authenticité de laquelle il est difficile de se prononcer. M. Chaverondier, archiviste de la Loire, a découvert en 1874 à Montarcher (arr. de Montbrison, Loire) un registre de baptêmes, mariages et sépultures qui commence en 1470, et qui, plus régulièrement tenu que celui de Saint-Agnan, paraît être un véritable registre de catholicité, tandis que ce dernier, incomplet et ne renfermant pas les mentions des baptêmes, semble avoir été plutôt un registre de comptes à l'usage du curé. — Le registre de la paroisse de la Madeleine de Châteaudun (Eure-et-Loir), signalé en 1857 par M. Merlet, n'est pas antérieur à 1474.

historique proprement dit. Ce sont des aphorismes en vogue, des réminiscences des auteurs, des sentences, des épigrammes, etc.

Qui bibit assidue gelidam de fontibus undam
Carmina casta facit venerisque commercia vitat ¹.

Si, en jugeant, la faveur te commande,
Si, corrompu par or ou par présents,
Tu faicts justice au gré des courtisans,
Ne doute point que Dieu ne te le rende.
Ayme l'honneur plus que ta propre vie,
J'entends l'honneur qui consiste au devoir,
Que rendre on doit selon l'humain pouvoir
A Dieu, au roy, aux lois, à sa patrie ².

On peut assimiler à ces notes des paroissiaux celles de même nature que contiennent des registres d'archives autres que les cahiers de l'état-civil (registres de notaires, cartulaires, etc.), et qui, transcrites par des mains diverses, ont une origine analogue :

Nux, asinus, mulier simili sunt lege ligata,
Sed tria nil recte faciunt, si verbera cessent ³.

Beaucoup d'argent peult amasser
Et sa vie gaiement passer
Qui bien scait jouer de la plume ⁴.

Les vers satyriques, à la différence des précédents, font presque toujours allusion à un fait contemporain :

Mil six cent deux, en juillet,
Ce grand Biron feist deffaire,
Non pour le mal qu'il avoit fait,
Mais pour celui qu'il vouloit faire ⁵.

¹ Angers, par. St-Martin. GG. 83.

² Toulon (Var.) BB. 5.

³ Cart. de St-Antonin. — Tarn-et-Garonne.

⁴ Cart. de l'évêché de Montauban.

⁵ Ecrosnes. (Eure-et-Loir.) GG. 1.

De tous les revenus, par un tribut nouveau
 Le prince fit lever la dixième partie,
 Ce comble des impôts fut un pesant fardeau,
 Mais trop heureux encore, on nous laisse la vie¹.

—
 Adam déçu par femme fut
 Et Vergille moqué en fut,
 David en fit faux jugement,
 Salomon, triste testament,
 Et Hercules au feu rendu.
 Et Absalon en fut pendu,
 La force de Samson ostée,
 Troye la grande en fut brûlée,
 Chevaucheur en fut Aristote,
 Homme n'est que femme n'asotte².

La pièce suivante, dans laquelle le curé d'Auneau (Eure-et-Loir) se plaint en termes amers des « moines » et des « prieurs clercs, » est un témoin irrécusable des rivalités qui éclatèrent parfois aux deux derniers siècles entre le clergé séculier des paroisses et le clergé régulier :

Les moines nous ont asservis
 Et mangé nostre nourriture,
 Les prieurs clerz les ont suivis
 Et dévorent nostre pasture :

Leurs chapellains ne sont meilleurs,
 Qui prennent nos questes et nos messes ;
 Bref, chacun de ces pailleurs
 A grande oultrance nous oppresse.

Espérer d'avoir ici mieux,
 C'est folie pour cette vie,
 Car l'exemple de ces beaux dieux
 A nostre peuple oste l'envie
 De faire aucune oblation
 Sinon en grande affliction³.

¹ Avoise. — Sarthe. GG. 1-86.

² Angers. — S.-Martin. GG. 83. Une partie des idées exprimées dans les vers qu'on vient de lire se trouve déjà dans une chanson de geste du xiv^e siècle (Le Bâtard de Bouillon, vers 5877) :

« Or est-ce li plus preus qu'onques armes porta
 Deçeus est par femme, il s'en asottera.
 Ansi fut Aristotes, qu'en si grant sens régna :
 Une femme fist tant qu'elle le chevaucha.
 Virgiles, li bons clers, demi-jour demoura
 Pendant en une corbe, à Rome par delà,
 A une haute tour où dame l'engana,
 Et quant il fut bien haut, en ce point le laissa, etc.

³ Auneau. (Eure-et-Loir.) GG. 4.

Voici, dans un genre différent, un quatrain *prophétique* transcrit sur un registre d'Angers, que le curé Jousselin a pris soin d'interpréter pour ses lecteurs. Il est relatif à la prise de la Rochelle, en 1628 :

L'an bissextil qu'un sept à l'autre se joindra,
Six croissants et deux croix et la tenaille close,
D'Albion bouc chassé Lucian lors rendra
La pucelle Santone, et sy perdra sa cose ¹.

II. — NOTES DIVERSES EN PROSE. — Certaines annotations, *en prose*, paraissent n'avoir été dictées que par une fantaisie du rédacteur; telle est cette naïve explication de la fête des rois, célébrée dans les familles de temps immémorial :

« Aucuns docteurs disent que, quand les trois roys se présentèrent devant Nostre-Seigneur dans la ville de Bethléem, il estoit entre les bras de la Vierge sacrée, sa mère et tettoit les mamelles d'icelle; lesquels, ainsy le voyant, tous ensemble commencèrent à crier : « le Roy boit, le Roy boyt. » Signé : J. CAILLET, curé de Vert ².

Les lignes suivantes, sans avoir une plus grande valeur historique, nous apportent l'écho d'un bruit répandu dans les campagnes, sous le règne de Henri IV, et qui, par son étrangeté seule, mériterait d'être cité : c'est un audacieux délit de fausse nouvelle commis par des malveillants à la fin du xvi^e siècle :

« Du mois de juing 1599 il est venu ung bruit que 400 cuirassiers prenoient les enfants malles depuis l'âge de 7 ans et au dessous pour en avoir le sang, et disoit-on que c'estoit pour faire ung bain au roy ou à son bâtarde ³.

III. — PHÉNOMÈNES PHYSIQUES. — De tout temps les grands phénomènes de la nature et les variations atmosphériques ont fixé l'attention des chroniqueurs et des annalistes. Dans cet ordre d'idées, les registres paroissiaux du xvii^e et du xviii^e siècle

¹ *Journal du curé Jousselin*, édité par M. Port. Deux 7 : ¶ 7 ; six croissants : CCCCCC ; deux croix : × × ; tenaille close : ⌘ ; le bouc d'Albion : l'Angleterre ; Lucian : Calvin, par transposition ; la pucelle Santone : La Rochelle, « portus Sanctonum » qui n'avait jamais été prise.

² Vert (Eure-et-Loir) GG. 1.

³ Gilles (Eure-et-Loir).

sont une mine précieuse qui renferme des observations multiples et presque toujours détaillées. La science moderne n'en saurait évidemment tirer grand parti; mais on a remarqué avec raison que les cahiers de baptêmes et de sépultures de certaines régions contiennent des notes assez nombreuses et assez suivies sur les variations de la température pendant une longue série d'années pour qu'il soit possible d'en dresser un tableau statistique exact. Les récits du terrible hiver de 1709, recueillis presque dans chaque paroisse, fournissent sur cette année néfaste un ensemble de renseignements plus complets que toutes les autres sources contemporaines. On pourrait relever également de curieuses remarques des curés sur les perturbations atmosphériques (brouillard épais de la fin de mai à la mi-août, aurores boréales, « jours obscurcis et nuits clairvoyantes ») qui signalèrent l'année 1783 et coïncidèrent avec le terrible tremblement de terre de la Calabre. Le cadre de cette étude n'admet pas des développements étendus sur ces divers points. Il peut être intéressant cependant de citer quelques exemples, qui donneront une idée assez exacte de ce qu'était le bagage scientifique des personnes instruites au XVII^e et au XVIII^e siècles. Souvent le narrateur avoue son ignorance, et, sans chercher à trancher des difficultés insurmontables, déclare s'en rapporter à la providence. Parfois aussi son embarras se traduit par des descriptions d'une singulière obscurité :

Comète de 1618 : « Vers le 10 décembre 1618 se levoit une estoille avec celle du jour, et se couchoit avec ladite estoille, de laquelle sortoit une clarté furieuse, laquelle clarté estoit fort haulte, et en son plus hault estoit large, et le bout de ladite clarté sortant de ladite estoille estoit aigu en forme de pointe ¹. »

Aurore boréale, en 1726. « L'an 1726, le 19 octobre, sur les huit heures du soir, ont paru des nuages de feu si terribles, que les plus hardis en ont tremblé, et l'air a persévéré ainsy en feu jusqu'à minuit ². »

Pluie de sang : « Ce jour feste Dieu 1617, il arriva à Sens chose merveilleuse en ce que, outre l'orage du vent et de l'eau il s'est trouvé

¹ Prudemanche. (Eure-et-Loir). GG. 1.

² Coltainville. (Eure-et-Loir). GG. 2.

plusieurs gouttes de sang humain tombé du ciel sur certaines personnes, sur les herbes des jardins, sur des pierres et sur du bois, et personne n'a pu donner la raison, sinon de dire que les effets de Dieu sont admirables et incogneux aux hommes ¹. »

Orages. — La chute de la foudre sur les clochers des églises était d'autant plus fréquente que l'usage de sonner les cloches pour éloigner l'orage était universellement répandu. Il fallut des accidents multipliés pour diminuer au XVIII^e siècle la force de ce préjugé qui n'a pas encore complètement disparu dans nos campagnes : presque tous sont racontés dans les cahiers paroissiaux. En 1747 et en 1782 les registres de Francourville (Eure-et-Loir) signalent la chute de la foudre sur l'église : à cette dernière date, le curé termine son récit par cette réflexion pleine de logique : « Depuis cette époque on ne sonne plus dans cette paroisse lors des orages, et l'expérience fait bien voir qu'il est très essentiel d'y tenir la main. » L'administration se rangea plus tard à l'avis du curé de Francourville, et un arrêt du conseil défendit en 1786 de sonner les cloches pendant l'orage dans tout le royaume de France. On peut citer comme un exemple des théories physiques qui avaient cours au XVII^e siècle l'opinion personnelle du curé d'Abondant (Eure-et-Loir) inscrite sur un registre paroissial de 1683 :

« Je suis persuadé que le tonnerre ne gronde sur nos testes que par le combat du chaud et du froid, mais je defie les plus subtils philosophes de trouver des raisons qui puissent faire concevoir nettement à l'esprit humain ses effets bizarres et extraordinaires. On peut croire que Dieu se sert de ces choses naturelles pour tenir les hommes dans la crainte et dans le respect qu'ils doivent à Sa Majesté, etc. ² »

IV. — ANNOTATIONS HISTORIQUES PROPREMENT DITES. — Par cette expression nous désignons les remarques relatives aux événements et aux accidents de la vie sociale ou individuelle, qui forment la partie la meilleure et la plus nombreuse des renseignements que les curés des paroisses ont recueillis *pour la postérité*. Il est bien peu de notes appartenant à cette catégorie qui ne puissent être utilisées par l'historien, et beaucoup d'entre

¹ Thorigny. (Yonne). GG. 1.15.

² GG. 5.

elles renferment, sur l'état social et sur les mœurs d'une époque encore bien peu connue, des détails d'un véritable intérêt.

Parfois un événement important est enregistré en quelques lignes, sans réflexions ni commentaires :

Assassinat de Henri III : « Le 4^{er} jour d'aoust 1589, le roy Henry fut tué à Pontoise par frère Jaques Clément, jacobin. Requiescat in pace ¹.

Bataille de Crevelt : Le 23 juin (1758) bataille près la Meuse, avec désavantage pour les Français, par une méprise inconcevable ².

A côté de ces récits sommaires, s'en rencontrent d'autres plus circonstanciés : nous choisirons comme exemples ceux qui nous ont paru les plus intéressants. La variété des sujets auxquels se rapportent ces notes glanées au hasard ne permet pas d'apporter dans ces citations un ordre logique, et nous nous bornerons à indiquer en quelques mots l'objet de chacune d'elles :

Voyages de Louis XV à Crécy : « En 1735, le roy Louis XV a commencé de ne plus venir à Crécy, vu les grandes dépenses que lui a fait connoître le seigneur de Séchelles, son contrôleur général, occasionnées par ces voyages ³. »

Sa maladie et sa conversion : « En 1774, le roy Louis XV s'étant mis en campagne..., étant venu à Metz en Lorraine, il y tomba malade au point qu'on le crut mort. Les liaisons avec la dame de Châteauroux l'ayant depuis longtemps éloigné des sacrements, firent beaucoup appréhender pour son salut; mais, revenu de son état létargique, Mgr l'évêque de Soissons lui représenta le risque et luy fit agréer de se confesser au P. Pérusseau, jésuite, qui insista si fortement sur l'éloignement de l'occasion du péché que les courtisanes furent chassées et que le roy édifia tout le monde par la repentance qu'il témoigna publiquement avoir, lorsqu'on luy apporta le Saint-Viatique. Cette action luy gagna tous les cœurs des bons Français et vrais catholiques, etc. ⁴ »

Derniers moments du roi : « En 1774, le mercredi 27 avril, le roy Louis XV tomba malade au château de Trianon. Le jeudi 28, il revint à celui de Versailles. Le 29, il fut saigné deux fois, la petite vérole parut. Jusques là les médecins n'avaient point connu sa maladie. Le samedi

¹ Chartres. E. 2-5.

² Saint-Géraud. (Morbihan). GG. 6.

³ Saulnières. (Eure-et-Loir). GG. 3.

⁴ *Ibidem*.

matin, 7 mai, il demanda lui-même son confesseur, qui l'entendit. Son éminence Mgr le cardinal de la Roche Aymon, grand aumônier de France et archevêque de Reims, luy administra le Saint-Viatique. Le lundi 9 mai, Mgr de Roquelaure, évêque de Senlis et son premier aumônier, lui administra, à 9 heures du soir, l'extrême onction. Le mardi 10, à 3 heures après midi, mourut Louis XV le bien-aimé, à l'âge de 64 ans 3 mois moins 5 jours, après un règne de 58 ans 8 mois et 40 jours. Son corps fut porté le 12 mai à 7 heures du soir à Saint-Denis, sans cérémonie et sans pompe, selon sa dernière volonté. Les deux paroisses et les récollets l'accompagnèrent jusqu'à la place d'armes et Mgr l'évêque de Senlis alla jusqu'à cette abbaye ¹. »

Les deux annotations suivantes, empruntées à des registres du Morbihan, racontent l'arrestation de Fouquet et la fuite du cardinal de Retz :

« Ce jour, 5^e de septembre l'an 1664 fut arrêté à Nantes messire Nicolas Fouquet, seigneur de Belle-Isle, après les messieurs de Gondy, depuis 1658. La garnison fut changée en même temps et tous les officiers de la place de même. Adrien de la Haye, gouverneur pour M. Fouquet, partit avec sa famille pour Nantes, et les autres aussi. Il entra dans la citadelle des soldats du roy 150 hommes. M. de Chevigny, capitaine des gardes du roy Louis XIV, fut le commandant; il y resta peu et se fit oratorien ². »

« M. François Paul, archevêque de Paris, cardinal de Retz, étant disgracié de la cour, fut constitué prisonnier dans le château de Nantes et par industrie se sauva pour se réfugier ici, M. le duc, son frère, y étant comme seigneur temporel et spirituel. Il entra le 16^e jour d'août 1654, et le 26 septembre il s'embarqua de nuit dans la barque de maître Alain Seveno, an que dessus, et, combien que nous avions la guerre avec l'Espagnol, il alla droit à Saint-Sébastien : et fut bien reçu et nous fûmes assiégés un mois durant par M. de la Meilleraye ³. »

Les querelles fréquentes qui s'élevaient entre les catholiques et les protestants et les persécutions dirigées contre ceux-ci à la fin du règne de Louis XIV ont laissé des traces nombreuses dans les registres paroissiaux. En 1682 le curé de Bois-le-Roi

¹ Dreux. (Eure-et-Loir.) GG. 42.

² Palais. (Morbihan.) GG. 2.

³ Locmaria. (Morbihan.) GG. 1.

(Seine et Marne) raconte qu'il a tenu à diriger lui-même la démolition du temple protestant :

« L'an 1682 et le mardi unzième du mois d'aoust, le presche de Bois-le-Roi a esté démolí jusqu'aux fondements, comme il est porté par l'arrest du conseil d'état, en présence de messire Claude Martin, curé dudit lieu, bachelier en droit civil et canon, et de mestre François Bérard, prêtre vicaire, les maçons demeurant à Fontainebleau ; dont ledit sieur curé a monté le premier sur l'un des pignons du temple, qu'il a démoly pour la plus grande gloire de Dieu et à l'honneur du roy ; le sieur curé en ayant demandé plusieurs fois la démolition à S. M. pour l'honneur de la religion catholique, apostolique, romaine et à la consolation de ses paroissiens¹. »

Les nombreuses abjurations qui suivirent la révocation de l'édit de Nantes ont presque toujours été enregistrées purement et simplement. C'est donc par exception que celle de « messire Philippe du Boscroger » est suivie d'un court commentaire qu'expliquent la qualité du personnage et sa longue résistance aux dragons du roi :

« 24 Janvier 1686 : messire Philippe du Boscroger, chevalier, seigneur dudit lieu² demeurant au château de Tilly, après avoir souffert une garnison de 20 soldats pendant 2 mois entiers, fatigué par cette dépense, ou touché du Saint-Esprit. »

Il faut citer en entier, malgré sa longueur, la note dans laquelle le curé de cette même paroisse a consigné son appréciation personnelle sur les dragonnades et sur la persécution protestante :

« La postérité aura de la peine à croire que le roi Louis XIV ait, sans effusion de sang, par la seule crainte des garnisons, forcé tous les calvinistes de son royaume à faire abjuration de leur hérésie, les obligeant d'embrasser la religion catholique par une profession de foi qu'ils ont faite dans nos églises. Ce sage et puissant monarque, après avoir obligé ses ennemis à recevoir la paix de ses mains, se voyant maistre de toutes les places forestières qui pouvaient donner entrée aux étrangers dans la France, a commencé par la révocation des édits de Nantes et de Nismes..., etc. ; pour une marque infaillible de la fausseté de cette religion, il n'y a pas eu un seul de ces pasteurs qui n'ait obéi aux ordres du roy.

¹ GG. 1. 65.

² Abondant. (Eure et Loir.) GG. 6.

Ils ont abandonné leur troupeau...; ce pauvre petit troupeau, par ce mauvais exemple, s'est enfin dispersé; ceux qui paroissent les plus résolus et les plus fermes... se sont bientôt lassés de nourrir les dragons du roy chez eux, et ont enfin demandé avec instance qu'on les reçût au nombre des fidèles. Comme on a vu que cet expédient réussissait plus heureusement que toutes les controverses les plus doctes, on a appelé les dragons du roy les *missionnaires bottez*. Il est vray que la plupart des prétendus réformez seroient sortis de France si on leur en avoit donné la liberté, mais il y a plus de quatre ans qu'il leur avoit esté deffendu de vendre leur bien et il y avoit dans tous les passages un si bon ordre que personne ne sortoit sans passeport. Ceux qui se hasardoient de sortir sans congé estoient envoyez aux galères. Pour leurs ministres, on leur a donné des passeports pour se retirer avec leurs femmes et leurs enfants où bon leur a semblé, et à ceux qui se sont convertis, de grosses pensions. Ces derniers, quoique tousez par l'intérêt, ont pris le meilleur party ¹. »

On remarquera dans la note qui précède le ton satyrique du récit. Le curé raconte sans commisération aucune les infortunes des religionnaires et apporte dans sa narration une certaine verve gauloise qui touche à la raillerie. Les réflexions suivantes d'un autre curé, sur les opérations désastreuses de la banque de Law, présentent le même caractère :

« En 1674, M. le duc d'Orléans, régent, avec un nommé Las, avoient inventé des billets de banque payables au porteur de la somme y portée, lesquels billets ne doivent estre diminuez, et d'un autre costé l'écu qu'on avoit à 45 liv. diminuait, ce qui faisoit que tout le monde et les plus riches du royaume et même les étrangers portoient à cette banque leur or et leur argent pour avoir du papier. On ajouta à ce tour d'esprit une invention diabolique : on feignit qu'il y avoit une flotte pour Missipi, qui est vers le Canada, qui devait donner quelquefois 10,000 pour 100 de profit. Cette comédie étoit composée de deux sortes de personnes : les premiers, d'ancienne famille et très riches, vouloient des billets de banque pour leur argent et achetoient d'autres billets qu'on appelloit *actions* pour mettre à ceste flotte qui n'étoit que dans l'imagination. Un billet d'action, qui ne portoit que 100 écus, étoit marchandé et il alloit quelques fois jusqu'à 1,000 écus. Les seconds étoient des laquais et autres personnes de la poussière, plus amateurs d'argent que de papier et qui prévoyoient ce qui devoit arriver, achetoient pour peu ces actions et les revendoient fort cher aux curieux ; ils avoient des

¹ Abondant. (Eure et Loir.) GG. 6. — Suivent les listes des abjurations jusqu'au 25 juillet 1686.

billets de banque à bon marché et en achetoient des terres de ces riches étourdis et niais. La rue Quincampoix fut le théâtre de cette comédie ; d'où il est arrivé que les riches sont devenus gueux et les pauvres sont devenus riches et hommes nouveaux et familles nouvelles. On ne croira jamais dans les siècles à venir qu'il y ait eu en France des personnes assez simples pour se laisser duper de la sorte et pour donner leur bien pour du papier. Cela est cependant arrivé : le papier leur est resté et la flotte n'a jamais paru. C'est sans doute de cette histoire dont le prophète Habacu, chap. 7, a voulu parler, lorsqu'il a dit : *Opus factum est in diebus vestris quod nemo credet cum narrabitur*. Le régent s'avisa, après que le royaume fut presque épuisé, de diminuer les billets ; ce coup qu'on n'attendoit pas ouvrit les yeux à ces amateurs de billets. Le régent, qui vit la faute qu'il avoit faite, les remit, mais inutilement. On n'en voulut plus et tous ceux qui en étoient chargés les ont gardés et n'ont été et ne seront jamais remboursés, ce qui seroit impossible, puisqu'il y en avait plus de trois trilliards. »

Les annotations qui ont trait au règne de Louis XVI et à la période révolutionnaire présentent une importance particulière ; outre les renseignements qu'elles ajoutent à des faits déjà connus, elles nous apportent un écho fidèle de l'opinion publique, qui ne pouvait se manifester librement que dans des documents non destinés à une publicité immédiate. Il est curieux d'observer comment les curés des campagnes apprécient l'état social de la France et quels jugements ils prononcent sur les événements révolutionnaires. Il serait dangereux de tirer des déductions d'un caractère général de données encore incomplètes ; mais on peut affirmer que l'historien trouvera plus tard dans ces notes qui reflètent les opinions ayant cours dans les villages et dans les campagnes de précieux documents. Conformément au plan de cette étude, nous nous bornerons à citer quelques réflexions remarquables par leur originalité. Il serait facile de multiplier les exemples.

En 1787, le curé de Gellainville ne craint pas, à l'occasion de la création des assemblées de paroisses, d'inscrire sur son registre ¹ les lignes suivantes, qui renferment un blâme énergique adressé au pouvoir :

« Il s'est formé des assemblées de paroisses composées d'un syndic président, du seigneur représentant la noblesse, du curé représentant le

¹ GG. 6.

T. XXV. 1^{er} JANVIER 1879.

clergé et de plusieurs notables, dont le nombre est proportionné au nombre d'habitants, représentant le peuple, et un greffier pour écrire les délibérations. Tout cela dort jusqu'à nouvel ordre. Le roy, mieux conseillé, pourra bien les faire agir ou les faire regarder comme non avenues. On ne sait sur quoi compter. Le conseil de Sa Majesté promet souvent son autorité. La vérité est que la France est épuisée et que le peuple porte la plus grande partie des impôts et qu'on cherche toujours à le fouler. »

Plus tard, parlant de l'Assemblée législative qui vient de remplacer la Constituante, le même curé manifeste ses craintes au commencement d'une révolution dont il semble prévoir les conséquences :

« Rien de mémorable ne s'est jusqu'ici opéré. Le décret émané de leur part contre les émigrés n'a pas été sanctionné. Le roy désire leur retour. Il paraît que nous aurons guerre contre les puissances qui favorisent leurs attroupements. Sa Majesté est résolue de seconder les vues de son peuple à cet égard, qui veut dissiper toute allarme en agissant contre les puissances qui feront toutes actions hostiles contre le peuple français. Ce sont des crises terribles au commencement d'une révolution qui n'est pas près de finir. »

Les annotations des registres paroissiaux témoignent souvent d'une réserve et d'une circonspection plus grandes de la part des curés, surtout pendant la période *active* de la révolution. Dans un grand nombre de cas les événements sont simplement constatés : les commentaires sont brefs ou insignifiants. En 1789 et en 1791, le curé de Lain (Yonne), après avoir énuméré les principaux actes de l'Assemblée nationale, ajoute seulement : « le tout pour le mieux de l'État. » Les notes du curé Fortis¹ ne sont guère plus explicites :

1789. « La postérité aura peine à croire les excès où se sont portés les Français cette année. »

1790. « Les insurrections de la part du peuple ont continué, les pillages, les meurtres, les incendies, même la guerre civile en plusieurs villes méridionales. »

1791. « Les troubles en France ont continué, mais avec moins de violence, » etc.

¹ Sougé-le-Ganelon. (Sarthe). GG. 1-12.

Ailleurs, au contraire, les commentaires abondent, retraçant dans toute leur vivacité et leur énergie les impressions que faisaient naître chez leurs auteurs les incidents de la lutte entre l'ancien et le nouveau régime. Dans cette catégorie, les notes du **curé** Beucher, de Brûlon (Sarthe), ont une indiscutable valeur. **M. Beucher a** consigné assez longuement ses opinions personnelles sur la **Révolution** et son témoignage n'est pas suspect, car, on le verra tout à l'heure, **il fut frappé** lui-même pour n'avoir pas voulu prêter le serment civique. Son **libéralisme**, qui s'accuse en termes énergiques, ne l'entraîna point au delà des limites que son caractère de prêtre lui défendait de franchir. Mais il ne paraît point s'être soustrait à « l'esprit républicain qui s'empara alors de la France » (ce sont ses propres expressions), et il développe ses idées avec une hardiesse de langage qu'il est curieux de signaler chez un prêtre attaché à sa religion et à ses devoirs de pasteur. Dès l'année 1783, il se plaint énergiquement de l'irrégion et de l'amour du luxe qui pénètrent dans les campagnes :

« Autant les Français se sont toujours distingués des autres nations par leur amour de la parure, leur changement de modes et autres semblables petitesse, autant, depuis une dizaine d'années, ils se surpassent eux-mêmes par leur fureur pour ces niaiseries.... Pour comble de malheur, le mal a pénétré des villes dans nos campagnes. Les servantes d'aujourd'hui sont mieux parées que les filles de famille ne l'étaient il y a 20 ans ; à la vérité les mœurs ne sont pas encore si corrompues ici que dans les villes ; mais je crains fort, etc.... Une autre époque de la dépravation des mœurs et de l'irrégion est la nouvelle philosophie. Les malheureux J. J. Rousseau et Voltaire ont répandu, pendant leur vie, une semence d'impiété qui porte après leur mort des fruits trop abondants.... Grâce à Dieu, nos bonnes gens, jusqu'à présent, n'ont encore éprouvé aucune atteinte dans leur foi ; fasse le ciel que le mal ne pénètre pas jusqu'à eux ! Je crains fort que, comme le luxe a pénétré de la ville à la campagne, l'impiété et l'irrégion ne suivent de près ¹. »

En 1787, le curé Beucher dépeint sous de sombres couleurs l'état social de la France :

« Cette année, le roi (Louis XVI) étant absolument à court dans ses finances par les dépenses qui se font à la cour sous la mollesse de son

¹ GG. 1-15.

gouvernement, la reine pillant de tous côtés pour envoyer même, dit-on, à son frère l'empereur, les ministres volant impunément, les frères du roi se surpassant en dépenses, etc... de façon que depuis la paix en 1783 l'Etat s'est endetté de plus de trois milliards... le roi, dis-je, a assemblé les notables de toutes les provinces...; là on a demandé de remédier à la détresse où l'on s'est jeté par une si mauvaise administration, ce qui a donné du ressort au génie pour réfléchir sur tout ce qui concerne le gouvernement; de là les réflexions sur les abus, sur l'autorité royale, sur les droits des peuples, sur l'usage et l'étendue des impôts, de là enfin un esprit républicain s'est emparé de toute la France, au point que les choses en sont aujourd'hui dans une crise dont l'issue pourra occasionner une révolution dans l'état. Heureux s'il n'y a point de guerre civile !

... Tous demandent à cor et à cri la suppression de la gabelle, la réforme des moines, de la finance, de la justice, etc. Plaise à Dieu que tout soit bien réformé. Les protestants sont rappelés; je souhaite que l'on ne revoie jamais les malheurs qui les avaient fait chasser. Aujourd'hui tous les grands et personnes en place n'ont absolument aucune religion; il n'y en a plus que dans ceux du second rang et dans nos campagnes. En les villes, le luxe, les dépenses sont à leur comble, et le débordement du vice ne reconnaît aucun frein. *Deus misereatur nostri* ¹. »

Dans les lignes suivantes, écrites à la date du 2 janvier 1790, le curé prend parti pour l'assemblée contre la reine et les princes. La violence des expressions atteste chez l'auteur une exaspération profonde et témoigne du bouleversement des esprits pendant cette période de fièvre et d'agitations violentes :

« ... La reine, le comte d'Artois et plusieurs autres princes, avec la maison de Polignac et autres grands qui prévoyaient les changements qui allaient avoir lieu, changements qui ramèneraient l'ordre et qui par conséquent déconcerteraient ceux qui jusqu'alors n'avaient trouvé leur bonheur que dans le malheur public, tous ces gens-là, dis-je, et mille autres jurent la perte de l'assemblée. Ils surprennent la conscience du roi, toujours bon, mais trop aisé à tromper... La France, après l'espoir de la plus heureuse révolution, était à la veille du plus dur esclavage... »

Juillet-Août 1790. « A l'exemple de Paris tout le monde a pris la cocarde comme le signal de l'esprit patriotique. Il n'y aurait pas eu de sûreté de ne pas suivre cet exemple. Les prêtres même ont été obligés de la mettre sur leur bras gauche; j'ai encore la mienne... Il ne faut rien moins qu'une pareille disposition pour arrêter la fureur de tous les an-

¹ GG. 1-15.

thropophages qui s'engraissaient du sang des malheureux et qui enragent de voir qu'on leur arrache leur proie ¹. »

Le curé Beucher n'est pas le seul qui ait approuvé, à son origine, le mouvement révolutionnaire. On trouve dans les registres de diverses paroisses des appréciations moins passionnées, mais qui ne laissent aucun doute sur les sentiments libéraux d'une partie du clergé des campagnes. Un cahier de la commune de S^{te} Sabine (Sarthe) contient les lignes suivantes à la date de 1789 ² :

« Cette année est la première de la liberté française ; c'est l'époque fameuse de la révolution. L'histoire de cette année est très intéressante. »
Signé : ECHARD, curé de Poché.

La prise de la Bastille et les événements qui en furent la conséquence reçoivent l'approbation du curé d'Assé-le-Boisne (Sarthe) :

« Le 14 juillet (1790) les citoyens de Paris, avec les gardes françaises et autres troupes, prennent la Bastille. Le 17, le roi se rend à Paris : la joie éclate de toutes parts ; M. Bailly lui présente les clefs de la ville. Le roi accepta la cocarde nationale que tous les patriotes avaient prise pour soutenir la liberté. Enfin, le... septembre, le roi a fixé sa demeure à Paris. Voilà l'époque de la liberté nationale. » — Signé : G. JOLIVET, curé d'Assé.

Il n'est pas inutile de citer, comme contraste, quelques exemples des opinions opposées qui furent en somme celles de la majorité du clergé de France. Nous nous bornerons aux deux suivants, empruntés à des registres paroissiaux du département d'Eure-et-Loir : l'un se rapporte à l'année 1790, l'autre est relatif à la mort de Louis XVI et à la Terreur :

« L'année 1790 a été remarquable par les coups portés au clergé, à la noblesse et à la justice. Le clergé a été dépouillé entièrement de ses biens, la noblesse de ses titres, les parlementaires et autres officiers de justice remboursés de leurs charges... En un mot jusqu'au costume des gens de justice a été changé ³. »

¹ GG. 1-15.

² *Ibidem*.

³ Sorel-Moussel. GG. 6.

« Le 24 janvier 1793, Louis XVI, roi de France et de Navarre, condamné à mort par la Convention nationale est décapité sur un échafaud, au grand regret du peuple français. La terreur devint dès lors générale dans toutes les classes, et le mal, de toutes manières, ne fit plus qu'aller toujours croissant par toute la France cette année et l'année 1794 surtout. Malgré les preuves multipliées à l'infini, les générations futures n'auront encore qu'une idée bien imparfaite du désordre et des calamités qu'éprouva pendant ces années notre malheureuse patrie. Un seul homme, connu pour montagnard, sans-culotte ou bonnet-rouge (car ces mots sont synonymes) était capable de faire trembler une paroisse, une ville entière, par la crainte d'être dénoncé par lui au tribunal révolutionnaire... » etc.

Ces opinions diverses sont des indices précieux à recueillir : leur contradiction n'est-elle pas un signe du désarroi qui régnait dans toutes les classes de la société alors que les institutions de l'ancienne monarchie française disparaissaient une à une et que le vide qu'elles laissaient après elle n'était pas encore comblé ? On a vu le curé Beucher manifester son attachement à la révolution et attaquer sans ménagement et sans mesure la famille et l'entourage du roi. Dans les notes qui vont suivre il quitte le terrain politique pour le terrain religieux. Le lecteur partagera l'émotion que nous avons éprouvée en lisant la profession de foi de l'humble desservant. La biographie de l'homme qui a écrit ces lignes, non moins remarquables par le fonds que par la forme, présenterait un puissant intérêt :

« Mon frère (il était vicaire de Brûlon) et moi, nous n'avons prêté le serment que conditionnellement, ainsi que notre évêque, aussi nous nous attendons à être chassés. La France ecclésiastique est présentement dans un état qui fait trembler. Déjà plusieurs veulent se soulever et il y a tout lieu de craindre une guerre civile ; je n'ai cessé et ne cesserai de les exhorter à conserver la paix et à prier le Seigneur de rendre la paix à son Église. Les chrétiens savent souffrir, mais ils ne savent point se venger. Quelque chose qui arrive, je n'abandonnerai mon troupeau qu'à la mort. L'on nous offre de nous loger et de fournir à nos besoins. Si nous sommes contraints de quitter le pays, nous leur donnerons de vive voix, avant de partir et ensuite par écrit, les avis et le plan de vie qu'ils auront à suivre. Que la volonté de Dieu soit faite. J'ai toujours été et je suis encore partisan de la révolution, parce que j'ai toujours été ennemi des abus ; mais ma conscience m'est plus chère que tous les trésors de l'univers. La formule de mon serment et de celui de mon frère fera foi à mes successeurs de mes sentiments : « Je, curé de

Brûlon soussigné, étant sommé de prêter le serment ci-dessus énoncé, déclare que je jure et proteste à la face des autels de veiller avec tout le soin possible sur les fidèles confiés à mes soins ; et en cela je ne fais que ratifier ce que j'ai déjà promis, lorsque j'ai pris possession de ma cure, et ce que je me ferai toujours un devoir d'observer jusqu'au dernier soupir de ma vie. Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi. C'est ce que j'ai toujours fait et prêché à mes ouailles, et je serais indigne non-seulement de ma place, mais même d'être citoyen, si je pensais ou agissais autrement. Enfin je jure de maintenir de tout mon pouvoir la constitution, décrétée par l'assemblée nationale et sanctionnée par le roi, qui appartient à l'ordre civil et politique ; mais je déclare en même temps que j'excepte de mon serment toutes les lois qui appartiennent à l'ordre purement spirituel et que j'attendrai pour m'y soumettre que l'Église ait prononcé. En cela je rends à Dieu ce qui appartient à Dieu et à César ce qui appartient à César, selon le précepte de Jésus-Christ, mon souverain maître : savoir, dans l'ordre de la religion, d'être toujours inséparablement uni et soumis à l'Église, et, dans l'ordre social, d'observer et de faire observer toutes les lois de l'État. Si, d'après cette déclaration, dictée uniquement par le témoignage de ma conscience après avoir plusieurs fois imploré les lumières de l'Esprit-Saint, l'on me prive de l'honorable qualité de citoyen actif et même de la place que j'occupe dans la hiérarchie ecclésiastique, je me sou mets à tout événement, me trouvant heureux de prouver à Dieu et aux hommes mon attachement à mes devoirs par le sacrifice de mon état et même de ma vie, s'il le faut. »

Ce serment manquait de civisme. Le dénouement ne se fit pas attendre : le curé Beucher l'a consigné sur son registre, en le faisant suivre de cette simple réflexion : « Dieu soit loué ! »

« Enfin l'affaire est terminée. M. Gillot, vicaire de Saint-Benoît au Mans, a été élu pour être curé de Brûlon le jour Saint-Jean. Il est arrivé sur les 7 heures du soir ; comme il entrait par le portail, je sortais par la petite porte avec ceux qui m'avaient aidé à enlever le reste de mes meubles, et le dimanche suivant, 26 du présent mois, il a pris possession. Je suis avec mon frère logé en 2 chambres de la maison de l'hôpital, où nous serons tant qu'on voudra nous y souffrir. Le 29, la municipalité, à la requête de M. Gillot, nous a signifié de ne faire aucune fonction publique et de dire nos messes sans les sonner. Dieu soit loué ! Le 29 juin 1794. — Signé : BEUCHER, curé de Brûlon ¹. »

¹ GG. 1-15.

V. — NOTES SUR LES MALADIES CONTAGIEUSES, LES DIVERS FLÉAUX : MAUVAISES RÉCOLTES, FAMINES, EXCÈS DES IMPÔTS, LOGEMENTS DES GENS DE GUERRE, CORVÉES, LE PAUPÉRISME, etc. — Ces notes sont extrêmement nombreuses dans les registres paroissiaux : à la différence de celles que nous avons citées jusqu'ici, elles ont un caractère local, et, à de rares exceptions près, se rapportent à des faits qui ont eu pour théâtre le territoire de la paroisse ou la région voisine. Dans ces courtes annales, écrites sous l'impression du moment, se répercute l'écho de la misère publique.

Presque toujours le curé raconte froidement. A quoi bon les plaintes et les récriminations contre des calamités que le narrateur est impuissant à soulager ? Dans leur simplicité, terrible parfois, ces récits font toucher du doigt les plaies profondes qui rongeaient la classe la plus nombreuse et la moins fortunée de la nation française aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Les exemples qui suivent, groupés par catégories et par ordre chronologique, ne sont ni assez nombreux ni assez suivis pour qu'on en puisse tirer des déductions rigoureuses au point de vue de l'état général de la France à cette époque : presque tous sont empruntés en effet aux registres paroissiaux de trois départements seulement, Eure et Loir, Yonne et Sarthe. Mais le plan de cette étude ne comporte pas des développements plus étendus, et pour apprécier à sa juste valeur leur intérêt historique, il suffira de rappeler que des éléments d'information analogues existent dans un grand nombre de communes de France.

Les plaintes générales relatives à la misère publique causée dans les villes et dans les campagnes par la cherté des denrées, la famine, la peste, les impôts excessifs, la guerre étrangère, revêtent presque toujours une forme courte et précise. Ce sont des *doléances* avec preuves à l'appui :

1583. — « L'an 1583 et 84 ensuyvant la contagion fut universelle par tout le royaume de France et en ceste ville d'Angers il en mourut environ 9000 personnes ; le 24^e jour du mois d'aoust 1584 il décéda le nombre de 17 prêtres curés de ce dyocèse d'Angers ¹. »

1588 — « L'an 1588 fut un an de grande cherté et famine, quel'homme

¹ Angers (S^t Martin) GG. 83.

mangeoit avec les porcs et paissoit avec les bestes. J'en ai vu qui mangeoient les hannetons et les charognes des bestes mortes ¹. »

1638. — « La présente année 1638 le monde a esté gabelé et tourmenté tant de tailles que de contributions, tellement que chacun se desbochoit et ne sçavait où aller pour du mieux. — On ne voit que gens d'armes, pauvreté, que pleurs et lamentations ; rien dans l'église, pas une dévotion. Tout le monde est pauvre. Dieu nous veuille ayder ². »

1650. — « Annus infelix et infaustus Martis admodus, annus pestilentie et famis necnon et belli ³. »

1651. — « Ceste année a esté appelée l'année de misère ; on n'a rien recueilli de tout le pays. Misère et famine partout. La guerre d'un autre côté. Dieu nous console ⁴. »

1694. — « Le beurre valoit 6 sous la livre ; les œufs, 4 sols la douzaine et coûtoient jusqu'à 8 sols ; la viande 2 sols 6 d. la livre, mais bien maigre ; la volaille très-chère et rare, à cause du grand nombre de malades ; point de marée ; avec cela une garnison de cavalerie ⁵. »

1699. — « Je ferai ici mention de cette année 1699 en laquelle il sembloit que tous les fléaux de Dieu joints ensemble devaient anéantir le genre humain. La guerre, la peste et la famine étaient de concert pour affliger les hommes. La condition des riches et gens aisés n'était pas meilleure que celle des pauvres ; c'est à cette occasion que messieurs les curés ont mis en pratique cette maxime de Jésus-Christ : « Bonus pastor animam suam dat pro ovibus suis » ; en effet l'on a compté jusqu'à 20 curés ou desservants qui sont morts dans la vallée de Maintenon ⁶. »

L'année 1709 a été appelée « l'année du grand hiver. » — Un froid excessif et persistant fit geler les blés et la récolte manqua complètement. Il est bien peu de registres paroissiaux qui n'aient conservé le récit plus ou moins détaillé des fléaux qui furent la conséquence de cette disette. Nous nous bornons à citer quelques unes des notes les plus caractéristiques :

1709. — « Le pauvre peuple vandoient jusqu'à leurs chemises pour se nourrir. L'on voyoit les hommes et femmes, enfants petits et grands, le visage et les mains terreux, raclant la terre avecque leurs ongles, cherchant certaines petites racines qu'ils dévorioient lorce qu'ils en avoient

¹ Prudemanche (Eure et Loir) GG. 1.

² Thorigny (Yonne) GG. 1-15.

³ Brûlon (Sarthe) GG. 1-15.

⁴ Septfonds (Yonne) GG. 1-10.

⁵ Ballon (Sarthe) GG. 1-17.

⁶ Armenonville (Eure et Loir) GG. 6.

trouvé. Les autres, moins industriels, paissent l'herbe avecque les animaux. Les autres, entièrement abattus, étoient couchés le long des grands chemins et atendois ainsi la mort. Ceux même qui paroissent les plus aisés étoient ceux qui souffroient davantage, faute de payement ¹. »

« Gelée de 2 mois, » etc. « Cette disette a été si grande pendant 2 mois que les personnes du commun ne mangeoient du pain que d'orge, de pois, d'avoine et autres menus grains. Le boisseau de bled pour semer valait 42 francs, mesure de Bonnetable, et le vin pareillement valait 200 francs la pipe. Tout cela a duré pendant 2 ans ². »

« Mais à présent on n'a point d'argent ; il y a outre les tailles, qui sont du tiers rehaussées, des capitations et mille maltotes et taxes à payer à cause de la guerre qui dure depuis 1669 jusqu'à ce jour et que nous avons à soutenir contre l'empereur, l'Angleterre, la Hollande, le Portugal et la Savoie qui sont unis à l'archiduc, fils de l'empereur, pour disputer au duc d'Anjou, fils de Louis XIV, la couronne d'Espagne et le tirer de Madrid où il est roi. Depuis le 15 janvier 1709 jusqu'au 15 juillet... le roi et son parlement de Paris nous envoyaient différents édits : les uns... etc., les autres étaient en faveur des pauvres. Ils ordonnaient que tous leurs biens payeraient, sous les 2/3 du revenu, un sol la livre pour la subsistance des pauvres dont on ferait en chaque paroisse un catalogue et à qui on donnerait à chacun une livre de pain par jour, ce qui se fit depuis le 15 mai jusqu'au 15 juillet.... etc. ³. »

« La famine fit mourir de faim une infinité de personnes, des paroisses et des villages presque tout entiers qui ne mangeoient que de l'herbe et des racines des champs, quelque peu de pain fait avec de la racine de fougère ; j'en mangeai moi-même : il était de la couleur du pain ordinaire des paysans, mais d'un mauvais gout ⁴. »

Le curé de Saussay (Eure-et-Loir), remarquant que l'orge remplaça le blé pour ceux qui avaient pu ou voulu en semer, ajoute cette réflexion :

« La postérité pourra faire son profit de ce narré, ce malheur arrivant, et ne pas se contenter d'en être étourdy sans y chercher remède, comme ont fait plusieurs de ce temps-cy, qui se sont mal trouvés faute

¹ Vincelles (Yonne). GG. 1-10.

² Courcemont (Sarthe).

³ La Chapelle d'Aligné (Sarthe) GG. 1-30.

⁴ Asquins (Yonne) GG. 1-12.

d'un bon avis et d'avoir su comment on s'était tiré d'affaire en pareil cas, qui ne s'est pas trouvé aisément dans l'histoire. »

Dans la petite paroisse de Montarcher (Yonne), le curé enregistre les décès de *cinq* personnes du 13 au 15 janvier 1710, et termine par cette simple note, éloquente dans sa brièveté : « Omnes mortui suprascripti fame perierunt ¹. »

Les remarques qu'on vient de lire fournissent peu de données précises qui puissent servir de base à un travail de statistique. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que les curés ont pris la peine de donner des chiffres, que l'historien devra recueillir en les contrôlant. Ainsi un registre de Toulon (Var) ² porte le nombre des personnes atteintes de la peste qui désola la ville du 17 octobre 1721 au 18 août 1721, à 18,745 dont 13,283 succombèrent. La population n'était que de 26,276 habitants. Le nombre des pauvres dans chaque paroisse a souvent été noté d'une façon exacte et les renseignements que renferment à cet égard les cahiers de l'état-civil pourront compléter ceux de même nature que l'on trouve en grand nombre dans les registres des délibérations communales et dans les archives des Intendances. Les extraits suivants appartiennent à cette catégorie :

1738. « Le nombre des pauvres est si grand aujourd'hui qu'il en vient à ma porte chaque jour 120, 130 et 140. Dieu veuille que le nombre ne s'augmente point (octobre) ³ ! »

1739. « Il venait communément à ma porte, par jour, aux mois de mai et de juin, 200 pauvres ; ils allaient par troupes de 25 et de 30, volant du pain chez les fermiers, tout ce qu'on ne pouvait ou on ne voulait pas leur en donner ; le portail de M. le curé de Congé fut fracassé en plein jour par une troupe de 200 pauvres... Le roi a fait distribuer dans les paroisses du diocèse des secours en argent et en riz. »

1771. « Délibération du corps municipal portant que, de 500 ménages qui composent tous les habitants de Chablis, il y en a 300 qui sont dans la plus grande nécessité, et que dans 200 autres il n'y en a pas 60 en état de les soulager, pour quoi ils demandent, vu la disette des blés et la cherté du pain, à être autorisés à employer une somme de 600 liv. en achat de grains ⁴. »

¹ GG. 1-4.

² GG. 4.

³ Dangeul (Sarthe). GG. 1-60.

Chablis (Yonne). GG. 2.

Nous avons remarqué que ces constatations de la misère publique, si fréquentes dans les paroissiaux, étaient rarement accompagnées de récriminations contre l'administration et le pouvoir; lorsque les curés se sont permis une appréciation à l'adresse des gouvernants, c'est presque toujours à l'occasion d'une observation relative aux *impôts*. La quotité excessive de la taille a de tout temps été plus impatiemment supportée que les pestes et les famines, considérées par les populations croyantes comme des châtiments du ciel dont la main de l'homme est impuissante à détourner le cours. Ces réflexions sur les abus sont le plus souvent empreintes d'une grande modération :

1718. « Le roi Louis XIV, dit le Grand, a par sa déclaration mis sur tous les biens du royaume le dixième dénier qui a commencé le 1^{er} octobre 1711 et a fini le 1^{er} janvier 1718 : ceux qui ont fait la déclaration moins exactement ont peu risqué, car il ne s'est pas fait de grandes recherches et plusieurs même n'en ont point fait du tout, ainsi n'ont rien payé. Les notaires à la campagne étaient chargés de faire ces sortes de déclarations, ainsi ils ont fait grâce à qui ils ont voulu; tout le bien d'église, même les titres sacerdotaux, n'ont pas payé, parce que quelque temps auparavant le roi avait demandé au clergé de France onze millions de dons gratuits ¹. »

1748. « En 1748, M. l'intendant a ordonné la taille tarifée et nommé M. Gemorlé commissaire, qui a reçu la déclaration que huit commissaires des habitants nommés par résultats lui ont portée, lesquels commissaires ont ménagé leurs amis, ce qui a porté la taille à 5 s. 9 d. par livre, ce qui a fait murmurer un grand nombre d'artisans du bourg.... et la taille s'est trouvée avoir voulu être faite proportionnelle et non tarifée ². »

1764. « La paix a été publiée, mais les impôts n'ont pas diminué. On parle d'un grand changement dans les finances; il est à souhaiter que ce soit pour le soulagement du peuple ³. »

1780. « Dyssenterie... etc.; les fonds de terre diminuent. Tout cela est attribué à la guerre qui se continue toujours vive. Les impôts n'augmentent pas, c'est le résultat de la bonne administration de M. le contrôleur général. Ce ministre travaille avec un zèle singulier pour le bien de l'État et on ne peut lui reprocher qu'une chose, c'est d'être protestant ⁴. »

¹ Savigné l'Evêque (Sarthe). GG. 1-15.

² Savigné l'Evêque (Sarthe). GG. 1-15.

³ Damblain (Vosges). GG. 1-6.

⁴ Evallé (Sarthe). GG. 1-85.

De nombreux documents concourent à prouver que l'obligation de loger les gens de guerre fut au ^{xvii}^e siècle une source de calamités et de ruine pour les habitants des communautés. Les registres des délibérations des conseils de ville sont remplis des plaintes des assemblées communales au sujet des dépenses excessives qu'occasionnaient les passages de troupes exigeantes et indisciplinées. Nul privilège n'était plus vivement sollicité que l'exemption du logement des gens de guerre; pour l'obtenir, les villes s'imposaient parfois des sacrifices considérables. Le pouvoir consentait quelquefois, moyennant finances. Puis, le cas échéant, les garnisons revenaient, faisant bon marché du privilège. Pendant les guerres de la Fronde et sous l'administration du cardinal Mazarin, les mouvements de troupes furent plus fréquents et leur passage paraît avoir été marqué par des exactions sans nombre. Les curés des paroisses n'ont point gardé le silence en présence de ces excès. Si l'on consulte, par exemple, les cahiers de baptêmes et de sépultures de Thorigny (Yonne), pendant la courte période de 1623 à 1639, on y relèvera des indications nombreuses :

1623. « Garnison de M. de Hur. Ils n'ont pas donné le quart de ce qu'ils ont dépensé. »

1629. « Garnison de M. de Bussy (500 cavaliers). Ils n'ont rien payé; leur dépense peut monter à 1500 liv., sans compter 300 liv. qu'il a fallu leur donner pour les faire déloger. »

1630. « Le régiment de Canisy, qui a demeuré 18 jours et a vescu presque à discrétion pendant ledit temps; très-grande dépense; ils ont bu 300 muids de vin; le pays a esté ruiné. »

1632. « Régiment du marquis d'Arvaut; il incendie Granche, paroisse voisine, et brûle 22 maisons et 12 granges. »

1635. « Deux compagnies de cavalerie du comte de Taurigny. Ils ont logé 2 nuitz, fait grande dépense; ils avoient 2 aumosniers, quantité de noblesse, beaux chevaux, quantité de harpaille et mange-pain... »

1637. « Ils ont logé ici, fait bonne chère, battu et menacé leurs hôtes, et encore leur a-t-il fallu donner 125 écus. Le 9 juin, on refuse d'ouvrir les portes aux soldats; ils « gastent quantité de bled par malice, » ils entrent dans la ville, et les habitants, « pour leur désobéissance, » doivent leur donner cent écus. « Les gens d'armes volent partout. »

1639. « Ils ont vescu à discrétion, faict grande chère, toujours yvres, faict les diables; ont mis le bourg en ruine. »

Beaucoup de notes sont plus explicites encore :

« Le 8 octobre 1630 ont esté tuez Loup Trousseau et Nicolas Valut par les soldats du capitaine nommé du Pallerault et la Blossière, normands de nation ; et ont pillé le bourg de Pourrain et ont pris 18 hommes prisonniers et les ont liez et garotez les mains derrière le dos et leur ont fait plusieurs inhumanités et cruautés barbaresques et les corps ont esté sans enterrer quatre jours et ont fait plusieurs aultres dégatz qui ne se peuvent raconter ¹. »

1652. « Le 12 avril 1652, sur environ l'heure de midy, arrivèrent en ce bourg quelques troupes de soldats de l'avant-garde du roi, lesquels de plein abord tuèrent François Guibert, hoste de la Croix-Blanche. Le mesme jour tuèrent encore le sieur de la Bruère, jeune gentilhomme âgé d'environ 18 ans. Le lendemain 13 dudit mois d'avril et durant 6 jours furent faites en cette paroisse toutes sortes d'hostilités de guerre, excepté le feu. — Le 14 et le 15 avril furent encore tués cinq habitants dont une femme ². »

1652. « Le 4^{or} jour de mars 1652, le régiment de M. le comte de Dolay, qui estoit de l'armée de M. le comte de Beaufort, a logé à Courceboeufs, et qui a fait tort de plus de 10000 liv. pour les avoir nourry 4 jours et qui ont tous volé tout ce qui pouvoient trouver dedans les coffres, d'abits, linges, bagues, et amenez les chevaux et harnais, battu et estropié la plupart du monde ³. »

Dans le récit suivant, les soldats prennent parti dans une querelle locale, et la force publique, mise au service d'un seigneur mécontent, s'exerce contre les habitants :

1642. « En 1642, le bourg de Voves est brûlé. Le feu a esté plus de 20 jours en quelques endroits. Le sieur de Genonville, Labarre de Villeau et le sieur de Villereau ont esté ceux qui ont excité les officiers du régiment (de Persan, de la garnison de Dreux) à mettre le feu, et eux-mesmes ont esté veuz le mettre dans une grange, appelée la grange des Rousseaux. C'estoit en indignation de ce que les habitants ne pouvoient souffrir les usurpations que le sieur de Genonville faisoit sur la seigneurie de Voves, au désavantage de messieurs du chapitre. Jusqu'icy les habitants ne quittent point les armes et ne souffrent aucuns chevaliers autour du bourg, crainte de quelque surprise des gentilshommes,

¹ Pourrain (Yonne). GG. 1-12.

² Treigny (Yonne). GG. 1-18.

³ Courceboeufs (Sarthe). GG. 1-2.

leurs ennemis. Les gentilhommes, de leur part, ne sont pas en assurance ¹. »

On se rend compte, jusqu'à un certain point, des excès des soldats : tout s'accorde à prouver la mauvaise organisation de ces troupes, levées à la hâte, composées d'hommes arrachés à leur foyer et que ne retenait point une sévère discipline. La nécessité d'organiser à bref délai des armées nombreuses explique, sans la justifier, la tolérance dont les capitaines de compagnies faisaient preuve. Les femmes et les enfants suivaient parfois leur mari ou leur père *enrôlés*. En 1682 passe à Châtellerault une compagnie du régiment de Rouergue, capitaine Ralz ; un des soldats, de la paroisse S. Julien d'Ast en Flandre, fait baptiser son fils, né sur la route en entrant en ville ².

Un fléau d'un autre genre, aujourd'hui à peu près disparu, donne lieu à des plaintes fréquentes au XVII^e siècle. Les forêts étendues qui couvraient encore la France étaient habitées par des loups assez nombreux pour semer la terreur dans les campagnes. Les notes suivantes extraites des registres du département d'Eure et Loir permettent de juger du nombre des victimes dans une région boisée de la France, le pays Chartrain, pendant la seconde moitié du XVII^e siècle :

1633-1668 : « Sépulture d'un enfant de 6 ans ; ledit deffunt a esté estranglé par un loup qui fait grand desgat en ces quartiers il y a plus de 2 ans, et je crois qu'il en a mangé ou faict mourir bien près de 30 enfans, dont en voilà 2 dans ma paroisse, qu'il a estranglé, chose effroiable ³. »

Personnes dévorées :

3 octobre 1650 : « Hierosme Malartis, enfant de 8 ans. — 13 nov. 1650 : Jeanne, 6 à 7 ans ; — 11 juin 1651 ; Marin, 6 ans 1/2 ; — 30, septembre 1652 : Pierre, 6 ans 1/2. — 26 juin 1653 : « Anne Martin femme. — 20 août 1653 : Michel Guérin, enfant. — 5 septembre 1653 : Catherine Degas, 16 ans ⁴.

28 juillet 1660 : une fille de 6 à 7 ans et un autre enfant ; — 13 août

¹ Voves (Eure et Loir). GG. 7.

² Reg. de l'Etat civil. — Inventaire de M. de Saint-Genis.

³ Thivars. GG. 2.

⁴ Ymeray. GG. 2.

1661 : une fille de 8 à 9 ans ; — 24 août : fille de 7 ans ; — 2 juillet 1662 : enfant de 5 ans ¹. »

« De 1680 à 1685, le pays Chartrain fut ravagé par les loups qui dévorèrent plus de 500 personnes, surtout des femmes et enfants. On présenta à Louis XIV les extraits de sépultures d'ossements de 190 personnes ².

1699 : « ... des bêtes féroces achevèrent de désoler le pays ; on ne parlait que de femmes et enfants mangés ³. »

Mentionnons, en terminant cette série déjà longue de citations relatives aux calamités publiques, quelques notes sur les *corvées*. On sait que la plupart des grandes voies de communication qui sillonnent aujourd'hui la France furent commencées sous le règne de Louis XV ; la *corvée*, charge impopulaire qui pesait sur les populations des campagnes, était le principal moyen employé pour l'exécution de ces travaux. Il était naturel que les curés se fissent sur ce point encore l'écho des plaintes de leurs paroissiens :

« Les grands chemins du Mans à Bonnétable, écrit en 1736 le curé de Savigné l'Evêque (Sarthe), sont faits par corvées des habitants des paroisses, ... ce qui a désolé cette paroisse et beaucoup d'autres qui sont venues de sept à huit lieues de distance. »

Les remarques du curé de Changé (Sarthe), écrites en latin sur un registre de cette paroisse, et dont nous traduisons un extrait, renferment en outre de précieux renseignements historiques :

« L'obligation, imposée par l'autorité royale, de travailler gratuitement à la construction des routes, est venue augmenter la misère des habitants de la paroisse. Il y a 40 ans environ que cette calamité publique a commencé, lorsque fut entreprise la route du Mans à Paris. Maintenant on trace des routes sans nombre, d'une ville à l'autre. En 1777 on a commencé la route de Paris qui passe par la Ferté-Bernard. En 1774 on a tracé une autre route du Mans à Orléans. Beaucoup d'autres, qui se feront avec le temps, sont projetées sur divers points. C'est un immense travail... et pourtant on ne peut le désapprouver. Il est triste cependant d'entendre les imprécations mêlées aux disputes, que profèrent les habi-

¹ Ver-lez-Chartres.

² Armenonville. GG. 6.

³ *Ibid.*

tants des campagnes, obligés de concourir à ces travaux publics. Mais bon gré, mal gré, qu'il puissent ou qu'ils ne puissent pas, le résultat est le même, il faut travailler. »

VI. — RAPPORTS DES CURÉS AVEC LES AUTORITÉS ECCLÉSIASTIQUES OU LAIQUES (ÉVÊQUES, SEIGNEURS, etc). — Les notes appartenant à cette catégorie méritent une mention spéciale. Si elles sont moins nombreuses que les précédentes, elles offrent presque toutes un grand intérêt, parce qu'elles reflètent les dispositions et les tendances d'une partie du clergé des paroisses. L'esprit d'indépendance de certains curés dans leurs relations avec leurs supérieurs hiérarchiques est attesté avec énergie dans plusieurs registres paroissiaux :

« Le 10 octobre 1739, messire Charles François de Monstiers de Mérimville, évêque de Chartres, fit sa visite épiscopale dans cette église. Il n'y eut rien de remarquable, si ce n'est qu'il me fit l'honneur de disner au presbytère avec tout son nombreux cortège. Il y avait 12 bouches, tant de maîtres que de domestiques, 9 chevaux. De telles visites feroient plaisir, si elles jettoient moins dans la dépense ; pour cela les évêques devroient retrancher de leur train, ce qu'ils ne feront pas. Aujourd'hui visite d'évêques, ruine des curés ¹.

« Au mois d'octobre 1764, il fut question d'un maître d'école : ils vouloient avoir le droit de l'approuver et de le destituer de son office. Ils refusèrent de signer l'acte de sa réception. Je leur prouvay par les édits d'avril 1695 et 24 mai 1724 que les archevêques et évêques ont le droit d'ordonner d'en mettre d'autres, s'ils ne sont satisfaits de la doctrine et des mœurs de ceux qui y sont ; mais ils laissent le droit aux curez des paroisses d'en mettre, de les approuver comme de les destituer et les lettres que les évêques prétendent avoir droit de donner ne sont qu'une usurpation qu'un curé ne doit point souffrir, et faire connaître à ses habitants qu'il n'y a que lui seul que cela regarde, comme aujourd'hui ils en sont persuadés ². »

Les discussions fréquentes qui s'élevaient entre les seigneurs et les curés des paroisses au sujet de leurs droits temporels ont laissé des traces dans de nombreux documents. Elles avaient

¹ Gasville (Eure et Loir). GG. 5.

² Umpeau (Eure et Loir). GG. 3.

pour motif ordinaire des difficultés relatives au paiement de la dime ou aux droits honorifiques des seigneurs laïques dans les églises, et elles ont donné lieu à d'interminables procès que voyaient rarement aboutir ceux qui les avaient engagés. Une note, inscrite sur un registre de la paroisse de Tresson (Sarthe) rappelle quelles étaient ces prérogatives ambitionnées ¹ :

« Le procureur de l'œuvre et fabrique de Tresson reconnaît au nom des habitants que haut et puissant seigneur messire Jacques Pineau... est seigneur direct de ladite paroisse de Tresson, et que les honneurs et prérogatives et droits honorifiques en l'église dudit Tresson sont dus et appartiennent à mondit seigneur de Lucé, comme seigneur direct de ladite paroisse de Tresson, lesquels droits consistent en banc permanent et sépulture dans le chœur, ceintures funèbres, prières nominales, à avoir le premier l'aspersion de l'eau bénite par présentation du goupillon ou aspersoir, les encensements et le baiser de la paix, et généralement tous autres droits etc. (1752). »

Le curé de Sainte Luperce (Eure-et-Loir) entrant dans des considérations plus générales à propos d'un procès de ce genre, se livre aux réflexions suivantes (1755) :

« L'on sait par trop d'expériences et surtout depuis 1752 l'on a éprouvé que la jalousie éternelle des laïques de tout ordre envers l'état ecclésiastique a produit quantité de systèmes destructeurs de tous droits, privilèges, prérogatives, honneurs, états et biens. Nous y voyons donner atteinte et même les renverser tous les jours, et depuis que l'irrégion a succédé à l'esprit d'hérésie, l'on dit tout haut, et les échos en retentissent : ces ecclésiastiques sont trop puissants; ils sont fiers, hautains, orgueilleux et surtout ils sont trop riches; il faut les rabaisser, il faut remettre leurs biens dans le commerce ordinaire. De là tous ces événements, ces entreprises contre l'administration des sacrements, sur les évêques, sur les prêtres, et surtout contre les moines. »

L'hostilité sourde que produisaient parfois les rapports difficiles entre le curé et le seigneur est vivement accusée dans la note suivante du curé de Berchères (Eure-et-Loir) ².

« Le sieur de Baumanoir (seigneur de Herses) non accoutumé à acheter au denier vingt, a saigné du nez, dont le chapitre a été très content,

¹ GG. 1-7.

² GG. 5.

ainsi que la paroisse. Ses successeurs dans la seigneurie de Herses regretteront sans doute à jamais le tort qu'il a eu de manquer une si belle occasion. Il faut que la piété et la religion, qui ont régné l'espace de 200 ans dans ce château sous MM. de Vialard et de Colbert, se soient trouvées ensevelies sous les démolitions de leur maison ; car M. et M^{me} de Baumanoir, avec tous leurs gens, ayant passé ici la quinzaine de Pâques entière, un seul domestique s'est présenté, et l'année suivante un seul ouvrier. Je serais tenté de prophétiser qu'une maison bâtie sur des fondements si ruineux ne peut subsister. — Au mois d'août 1764, M. de Baumanoir a cédé sa terre de Herses à M. Hocquart de Bessigni, son neveu à cause de sa mère. Ce changement a presque fait oublier les fléaux (froids... pluies etc.) qu'on avait essuyés. »

La même remarque s'applique aux *doléances* du curé de Dammarie (Eure-et-Loir) ¹, lequel après avoir décerné des éloges à un donateur généreux, ajoute :

« Ces aumônes ont beaucoup soulagé la paroisse et nous ont donné lieu de nous réjouir d'avoir M. Masson (comte de Meslay et seigneur du bois de Mirvoye) pour successeur du sieur Dupont, et de prier Dieu qu'il nous le conserve ; car on n'était pas accoutumé à avoir de tels seigneurs en cette paroisse, qui a eu beaucoup à souffrir des prédécesseurs dudit sieur Dupont, desquels on peut regarder l'extinction comme la punition de leur mauvaise conduite, pour ne pas dire de leur tyrannie. Les pères en parleront longtemps à leurs enfants : ainsi la mémoire ne s'en conservera que trop, sans qu'on en écrive rien icy (1753). »

VII. — USAGES, MŒURS, COUTUMES. — On pourrait recueillir dans les registres paroissiaux de nombreux traits de mœurs, des renseignements précieux sur des coutumes locales que les historiens ont négligé de consigner et dont la tradition conserve à peine le souvenir. Dans cet ordre d'idées, les notes latines du curé de Changé (Sarthe), déjà citées à un autre point de vue, contiennent de curieux détails sur le *personnel* d'une église de campagne et sur ses revenus :

« Dans l'ordre spirituel, la paroisse est administrée par un curé (rectore) et par deux autres prêtres, dont l'un est *vicaire* et l'autre gardien du trésor (*sacrarum custos*)... Ces prêtres parcourent chaque année la paroisse, et reçoivent de chaque paroissien un peu de seigle ;

¹ GG. 6.

c'est ce qu'on appelle en français « la glane, » coutume déplorable et indigne d'un prêtre. Les paysans en effet se montrent si avares (segnes) dans le paiement de cette modique redevance qu'il est trop pénible pour un homme d'honneur de la percevoir. Que dire de ceux qui accueillent par des paroles injurieuses les prêtres qui demandent la récompense à laquelle ils ont droit ? — Sous l'autorité du prêtre gardien du trésor un laïque dessert l'église ; il est chargé de tenir l'église propre, de parer l'autel et de sonner les cloches. Lui aussi reçoit des paroissiens, dans chaque maison, un peu de seigle (la glane) ; il a également une partie de l'argent payé pour les funérailles. A Pâques, il reçoit les œufs, que l'on appelle « œufs de Pâques » (ova paschalia). Il n'est personne, c'est-à-dire aucune maison, qui ne paye ces œufs de temps immémorial. »

Les croyances superstitieuses des habitants de Changé sont, dans le même registre, l'objet des réflexions suivantes :

« Ils croient facilement aux sortilèges et aux maléfices, et s'ils ont à souffrir d'une maladie ou d'un fléau qui s'attaque aux moissons ou aux troupeaux, aussitôt ils l'attribuent à quelque sorcier ou sorcière et ont recours aux conjureurs (conjectores) ou devins, comme ils les appellent, afin qu'ils leur fassent connaître l'auteur du mal et le remède... Il existe en outre dans nos populations beaucoup de vaines pratiques que je m'abstiendrai de rapporter, parce que, le démon aidant, elles ont cours en tout temps et en tout lieu. On croit, dans cette province et dans les provinces voisines qu'aussitôt les monitoires publiés pour la troisième fois et les censures prononcées, ceux qui refusent de dénoncer les coupables et les témoins deviennent les esclaves du démon, qui chaque nuit les possède sous diverses formes d'animaux, de telle sorte qu'ils frappent de terreur les passants. On ajoute que ces malheureux tourmentés par le démon ne peuvent en être délivrés, si un homme vigoureux ne les entraîne dans l'église, sous la forme de l'animal qu'ils ont revêtu, pour demander l'absolution et que, s'ils restent pendant sept années sous le coup de la censure, ils deviennent « loups-garous. » Tant est grande l'ignorance du vulgaire ! »

C'est à un de ces *loups garous* que le curé des Châtelets (Eure-et-Loir) paraît disposé à attribuer la mort d'un enfant « dévoré par une beste » dans sa paroisse, en 1634 ¹.

« Le 25^e jour de juillet 1634 a esté inhumé au cymetière Jehan Malassis, fils de Mathurin Malassis, ledit enfant ayant esté emporté et

¹ GG. 3.

dévoré par une beste en espèce de loup. Toutesfois la croiance de ceux qui l'on veue croyent que c'est ung sorcier ou sorcière. Ayant prins ledit enfant aagé de 11 ans, le porte de la Griffonnerie jusque dans le milieu de la garenne de M. de la Mancellière, luy ayant détaché son hault de chausse et l'ayant posé sur une grosse borne de pierre, lui ayant rompu ung bras, emporté une grande pièce au visage, mangé et dévoré le cœur, le foye et la mamelle gauche. »

Certaines superstitions étaient tellement enracinées dans les populations que le clergé des campagnes, impuissant à les combattre, paraît avoir été obligé dans certains cas de les reconnaître et de s'y associer; lors d'une épizootie qui en 1747 décima les bestiaux dans le Maine, le curé de Courtilliers (Sarthe)¹ rapporte que « sur le passage des processions on mettait une figure en cire représentant un bœuf, qui fut béni et placé à l'autel de Notre-Dame de Pitié. »

Les processions et les pèlerinages revêtaient aux deux derniers siècles, comme au moyen âge, une pompe et une solennité qui devaient produire sur les populations croyantes une impression vive et durable. Les descriptions qui suivent, empruntées à des registres paroissiaux, rappellent l'éclat de ces fêtes religieuses²:

1668. Le 11 juin 1668 la procession de la ville de Montbart est venue en dévotion, en fort belle ordonnance, à la chapelle St-Roch... où était la commémoration de la passion de N. Sauveur, porté par de pieuses et dévotes dames. Il y avait une fille qui représentait S^{te} Ursule, une autre S^{te} Brigitte, une autre S^{te} Madeleine. On y voyait aussi la représentation des douze apôtres et aussi les pèlerins de Saint-Jacques, le tout en fort bel ordre, avec deux cent cinquante mousquetaires bien mis et deux belles enseignes. »

1678. « En l'année 1678 se fist trois processions considérables, l'une desquelles fut celle de Montfort-l'Amaury, composée de sept mille personnes, et l'autre fut celle de Nogent le Roy et des environs où il y avait cinq mille personnes, tant hommes que femmes, lesquelles vindrent visiter l'église Saint-Pierre de Dreux, revestus d'une robe blanche, ayant en main une croix de boys blanc, et partye nuds pieds pour marque de pénitence, et fut trouvé à la queue de celle de Montfort 47 liv. La troisième desdites processions fut celle de Dreux, qui alla visiter le

¹ GG. 1-24.

² Cry (Yonne). GG. 1-4.

temple de Notre Dame de Chartres, où il y avait au nombre de vingt mille personnes, revestus et armez comme dessus, portant le Très-Saint-Sacrement de l'hostel (sic) soubz le days, chantant et psalmodiant par le chemin ; et estant arrivez à Chartres, Mgr. l'Evesque et MM. de la justice de la ville vindrent au devant les recevoir pour congratuler et leur tesmoigner la part qu'ils prenoient au subject de leur dévotion, qui n'estoit autre que de rendre grasse à Dieu de la signalée victoire remportée par les druides sur les hérétiques en la bataille qui fut donnée entre Blainville et Maumousset près Marville, où nous eusmes tout le succès qui se peult souhaiter, et les hérétiques demeurèrent confus et furent contraints d'abandonner ; depuis lequel la ville de Dreux n'a pu souffrir dans son enclos aucune personne hérétique ¹..., » etc.

Parfois ces réunions dégénéraient en fêtes profanes et l'autorité ecclésiastique devait intervenir pour empêcher les abus et les scandales : un mandement de l'évêque de Chartres, de 1783, dont les principales dispositions sont transcrites sur un registre de la paroisse de Gellainville (Eure et Loir²) contient à cet égard des renseignements intéressants :

« Il prohibe les processions lointaines, sujettes aux débauches des gens de la campagne, fait défense aux marguilliers de faire des dépenses de bouche à l'occasion des processions et d'employer à cet usage les revenus de la fabrique, engage tous les curés du diocèse de ne plus se prêter à la *procession des bergers* de la nuit de Noël, comme abusive et peu religieuse par le spectacle ridicule qu'elle offroit dans les églises et les débauches dont elle étoit suivie, les indécences dont elle étoit l'occasion, par le mélange des deux sexes qui se réunissoient cette nuit à boire et à danser. »

VIII. — NOTES SUR LES ROIS, PRINCES, GOUVERNEURS DE PROVINCES ET AUTRES PERSONNAGES IMPORTANTS. — Le passage dans la paroisse ou dans la région voisine des *notabilités* de tout ordre est presque toujours consigné dans les cahiers de baptêmes, de mariages et de sépultures. Les circonstances qui accompagnaient ces visites sont souvent minutieusement rapportées. Les exemples suivants, empruntés à des registres des paroisses d'Angers, suffiront pour caractériser ce genre d'annotations, qui peut fournir parfois aux biographes d'utiles renseignements.

¹ Dreux (Eure et Loir). GG. 46.

² GG. 6.

1598. « Le sabmedy 7^e jour de mars 1598, Henry de Bourbon, roy de France et de Navarre, est arryv  en ceste ville ; le jour de davant il coucha aux Ponts de C e ; estant en ceste ville il estoit logé au logis de Lancroc, près le portal Saint-Michel ; le mercresdy ensuyvant, sa seur vint aussy en ceste ville par les Ponts de C e. — Le dimanche, xv^e jour de mars, jour et feste des Rameaux, le roy assista   la procession   Saint-Michel du Tertre, et le jour mesme il alla   vespres   la Basmette : le xxii^e jour de mars, qui estoit le jour de Pasques, le roy toucha ceux qui estoient malades des écrouelles,   Saint-Maurice, et leur fist donner   chacun 2 sols ; et le jour du vendredy, il lava les pieds de xiii pauvres au pallays épiscopal et leur donna   chacun d'eux xiii livres ¹. »

1614. « Louis XIII, roi de France et de Navarre, passa par cy le 8^e jour d'aoust, vigille de Saint Laurent, et collationna sur une des pierres de l'entrée du grand cymeti re de Saint-Augustin-l s-Angers, et s'en retourna le 1^{er} de septembre 1614 ². »

1649. « Le 7 juin 1649, la^r roine de France a passé par Br cign , sur les douves de ceste ville, sans entrer en la ville, venant du Verger. On la re eut en belles ordonnances d'armes,   la haste, où elle ne print plaisir pour son sexe ³. »

1777. « Le 16 juin, Joseph II, empereur d'Occident, frère de la reine, est passé par Angers,   6 heures 1/4, en revenant de Nantes Il ne s'est arrêté que pour changer de chevaux ; il avait couché   l'auberge de Champloc  ; il est allé dîner   Saumur ⁴, etc. »

On peut rapprocher de ces notes celles que les curés ont transcrites sur leur registre   l'occasion de la mort d'un personnage célèbre, d'un bienfaiteur de l' glise, etc., et qui renferment souvent un jugement porté sur la vie du défunt :

1607. « Roc Phrestrot, âgé de 60 ans ou environ, a esté inhumé le dimanche 21^e jour de may 1607, et estoit homme en son vivant imagineur de beaucoup de petites choses plaisantes, comme joueur d'instruments, peintre, et d'un esprit vif pour choses plaisantes. Et pour le désir qu'il avoit d'orner l' glise de céans, Dieu luy face, se luy plaist, pardon ⁵. »

¹ Angers, Saint-Michel. GG. 151.

² Angers, Saint-Augustin. GG. 15.

³ Angers, Saint-Jean-Baptiste. GG. 49.

⁴ Angers, Saint-Nicolas. GG. 168.

⁵ Gilles (Eure et Loir). GG. 5.

1630. « Sépulture de François Lanier, lieutenant général au Présidial, rare personnage de grand sens; qui estoit comme une teste d'or dans le corps de sa patrie ¹. »

1661. « Le 17 mars 1661, nouvelles arrivées en ce lieu du décès de Mgr. l'éminentissime cardinal Jules Mazariny, duc de Nivernois. Le corps du chapitre a décerné un service solennel au lendemain, avec désir de satisfaire aux 40 messes ordonnées par mondit seigneur, qui commenceront lundy prochain 21 du courant. Il est bien juste qu'ayant ce grand ministre d'état laissé la paix en terre, il en jouisse éternellement dans le ciel ². »

1711. « Comme l'homme est incapable d'une joye parfaite, elle vient d'être altérée et troublée par la mort de Louis de Bourbon, dauphin de France. C'étoit un prince universellement aimé de toute la France ; il ne cherchoit qu'à faire plaisir, même au plus petit. Paris le pleure comme son père et la France comme son support et appui. Il laisse 3 enfants héritiers de ses vertus ³. »

1744. « Le 1^{er} mars 1744 est décédé à Paris haut et puissant seigneur messire Louis Denis-Talon, président à mortier en la cour de parlement de Paris et seigneur de cette paroisse, âgé d'environ 44 ans, magistrat très regretté par son zèle et son amour pour la justice et pour ses autres qualités de cœur et d'esprit, qui assurent à son nom un souvenir plein de bénédiction et une gloire qui, passée d'âge en âge, ne s'éteindra jamais. *Requiescat in pace* ⁴. »

IX. — FAITS DIVERS. Nous rassemblons sous ce titre un certain nombre de constatations et de remarques éparses dans les registres paroissiaux et ne rentrant pas dans les catégories précédentes. Il deviendrait fastidieux de multiplier les exemples et des citations plus nombreuses ne pourraient donner une idée complète de la variété de renseignements que les cahiers de mariages, de baptêmes et de sépultures offrent à l'historien et au curieux. Nous nous bornons, comme nous l'avons fait précédemment, à quelques spécimens recueillis au hasard :

1777. « Dans la présente année 1777 on a placé dans les rues d'Angers leur nom sur une plaque de fer blanc ⁵. »

¹ Vincelles (Yonne). GG. 1-10.

² Angers, Saint Michel du Tertre. GG. 138.

³ Châtel-Censoir (Yonne). GG. 1-10.

⁴ Tremblay-le-Vicomte (Eure et Loir). GG. 10.

⁵ Angers. S. Nicolas, GG. 168.

Remarque analogue pour la ville de Dreux (Eure et Loir) en 1781 :

« Dans le cours de l'année 1781, le corps de ville a fait appliquer aux coins des rues des plaques de fer blanc sur lesquelles sont écrits leurs noms : grande utilité pour les étrangers. »

1783. « Montgolfier élève et dirige le ballon dans les airs ; quelques uns croient qu'on n'en retirera aucun avantage. C'est l'opinion du curé-baron d'Evailé ¹. »

Les mentions concernant les exécutions sont nombreuses :

1624. « Il y eut un homme pendu à Breval pour avoir espouzé trois femmes le lundi 19^e juillet 1621 ². »

« Nota que ce jour 23 juillet 1625, il fut fait exécution, aux halles d'Angers, d'un homme qui fut décapité, et le bourreau, qui faisoit l'exécution, fut assommé par le peuple à coups de pierres pour avoir donné au criminel, en le décapitant, jusques à 20 coups ou davantage. Plusieurs furent blessez en ce tumulte et entre autres un jeune homme perdit l'œil d'un coup de pierre. Le criminel, nommé Jehan Hamon, dict La Couche-Thibaudière, mourut fort constamment ³. »

« Le lundi 23 avril 1781, Antoine Nion, couvreur en ardoise, a été rompu vif devant l'auberge du « Paradis. » Il est accouru de tous côtés une foule innombrable de monde pour être témoins de cette sanglante scène ⁴. »

2 mai 1785 : « Un homme est rompu vif sur un échaffaut dans le grand carrefour, vis à vis l'auberge « du Paradis. » Il s'est trouvé ce jour là à ce triste spectacle plus de 40000 personnes, tant de cette ville que des villes voisines et de la campagne ⁵. »

On rencontre des indications relatives à la naissance d'enfants monstres :

« 19 septembre 1646 : naissance d'un enfant à deux têtes, quatre bras, quatre jambes et un seul corps, mort le même jour ⁶. »

« Baptême d'Anne, fille de François Brunel et de Nicolle Pompon (9 mars 1664). Nota que l'enfant présent, baptisé sous le nom d'Anne, s'est tant trouvé hermaphrodite et le sexe masle ayant prévalu et recogneu

¹ Evailé, (Sarthe). GG. 1-75.

² Gilles (Eure et Loir). GG. 1.

³ Angers, S. Michel du Tertre. GG. 138.

⁴ Dreux (Eure et Loir). GG. 43 et 55.

⁵ Argenteuil (Yonne). GG. 1-9.

⁶ Toury (Eure et Loir). GG. 6.

tel par les médecins, fut appelé François par Mgr Pierre de Cambout, évêque d'Orléans, en la visite qu'il fit à Thoury le dimanche 16^e juin 1669. Et ledit François, ayant été cousu par un médecin en ce qui paraissait féminin, mourut la 14^e année de son âge par l'impertinence de ce médecin, ayant toujours esté malade de langueur depuis sept ans de cette opération, notamment dans les jours de ses purgations. »

1665, 16 août. Procès verbal de baptême de deux filles bessonnees ayant deux têtes distinguées, quatre bras avec lesquels elles s'entrebrassaient, ayant depuis les clavicules jusques aux os des iles un mesme corps, les quatre cuisses, quatre jambes et quatre pieds distingués ¹... »

Les remarques suivantes, dont quelques-unes se distinguent par leur originalité, se rapportent à des sujets n'ayant entre eux aucune liaison :

« Le dimanche 2 mars 1636, on a esté contrainct de faire eslection d'un soldat en ceste paroisse par commendement du roy et ainsy par toutes les paroisses ². »

« Le 26 décembre 1764 a esté un verglas qui a duré 4 jours et qui a donné bien de l'ouvrage aux chirurgiens. » — Mission prêchée dans la paroisse et « qui a bien réussi. » « En revanche nous avons été affligés de maux de gorge. *Deus castigat quos amat* ³. »

« Le 21 juillet 1756, grêle, etc. Je fus moy-même renversé de la foudre. Ma vigne fut la moins désollée, sans doute par une permission de Dieu ⁴. »

« Achat d'un soleil (pour l'église) qui coûte 1400 liv., le tout donné par les habitants. Les plus pauvres ont plus donné que les riches ; les artisans, les servantes, les pauvres herbiers qui vendent des herbes à la porte de l'esglise ont plus fait voir leur foy que les plus notables de la paroisse ⁵. »

« On se sert pour la 1^{re} fois du dais magnifique, dont notre paroisse a fait l'acquisition. C'était la robe de défunte madame la duchesse d'Orléans, qui a esté vendue le tiers du prix qu'elle avait coûté et qui nous coûte néanmoins 22 louis ; il y a encore de l'étoffe pour faire une chasuble et un devant d'autel ⁶. »

¹ Toucy (Yonne.) GG. 1-23.

² Thivars (Eure-et-Loir). GG. 2.

³ Berchères (Eure-et-Loir). GG. 5.

⁴ Oulins (Eure-et-Loir). GG. 2.

⁵ Chartres (Eure-et-Loir). E. 2. 3.

⁶ Vézelay (Yonne). GG. 15.26, paroisse S^t-Étienne.

« Le 18 janvier 1674 a été baptisée une enfant naturelle d'une Toussaint Malaise : ledit Toussaint Malaise père de ladite Marie délinquante a promis le même jour que dessus de délivrer une livre de cire à la fabrique de l'église dudit Saales en satisfaction et réparation du scandale commis par sadite fille et satisfaire le sieur curé du droit qui lui compte par la coutume immémoriale de la paroisse du voisinage, et vingt-cinq aunes de toile blanche de fin lin pour celles qui sont trouvées enceintes par l'inceste, adultère, ou fornication..... »

Les citations que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur, et dont la liste pourrait être indéfiniment prolongée, nous paraissent assez nombreuses pour justifier les propositions suivantes :

1° Dans un grand nombre de paroisses, les curés ont écrit des notes historiques sur les cahiers de baptêmes, de mariages et de sépultures ;

2° Ces annotations, empreintes d'une grande variété, peuvent fournir des renseignements précieux pour l'histoire générale ou provinciale. Les moins intéressantes même renferment presque toujours quelques indications sur les mœurs, les coutumes, les accidents de la vie sociale et communale au xvii^e et au xviii^e siècle.

Il est juste d'ajouter que de nombreux cahiers de paroisses sont entièrement dépourvus de ces remarques et qu'un plus grand nombre encore, ensevelis dans les archives des communes, n'ont jamais été examinés d'assez près pour qu'on puisse affirmer avec certitude qu'ils ne contiennent rien autre chose que des enregistrements de baptêmes, de mariages ou de sépultures. Toutefois les résultats obtenus dans les départements où les anciens cahiers de l'état-civil ont été soigneusement explorés permettent d'espérer pour l'avenir une abondante moisson. Les catalogues partiels publiés par M. Merlet, dans Eure et-Loir, par M. Bellée dans la Sarthe, par M. Quantin dans l'Yonne, par M. Rosenzweig dans le Morbihan, etc., prouvent suffisamment combien de ressources précieuses et longtemps ignorées renferme cette catégorie de documents.

Par suite de l'impulsion active que le fonctionnement régulier de l'inspection départementale des archives des communes donne depuis quelques années aux travaux d'inventaires, les annotations historiques des registres paroissiaux continueront

à être mises en lumière, et les recherches entreprises ne dus-
sent-elles produire que quelques *journaux* dans le genre de
ceux du curé Jousselin d'Angers ¹, du curé Beucher de Brûlon
ou du curé de Changé, la moisson serait riche encore ; car ces
courtes annales, si elles n'offrent point l'intérêt puissant des chro-
niques contemporaines, joignent à un caractère d'authenticité
incontestable cette saveur particulière que revêt l'histoire ra-
contée par la voix populaire, et qu'on chercherait en vain dans
les narrations officielles et dans les mémoires de la cour.

THÉODORE MEIGNAN.

¹ Publié par M. Port.

LES

QUATRE FILS AYMON

Il n'est pas un seul de nos romans de chevalerie dont la destinée en France soit comparable à celle des *Quatre fils Aymon*. Aucune de nos vieilles traditions épiques, sans en excepter la mort de Roland, n'a conservé jusqu'à nos jours un caractère aussi réellement populaire que l'histoire de Renaud de Montauban et de ses frères. *Les quatre fils Aymon* et *Huon de Bordeaux* sont les deux seuls romans du cycle carolingien que l'on retrouve dans la littérature du colportage, mais le premier seul est adopté par l'imagerie populaire. La popularité plus grande aussi des *Quatre fils Aymon* durant les derniers siècles du moyen âge résulte de ce fait qu'il n'était point alors de ville importante, au moins dans la France du nord, où l'on ne vit, à cette époque, quelque maison à l'enseigne des Quatre fils Aymon¹, enseigne dont le souvenir s'est perpétué plus d'une fois jusqu'à nos jours dans un nom de rue²; tandis qu'aucune image de même genre ne rappelait peut-être journellement à nos ancêtres la mémoire de Roland, d'Ogier le Danois, de Guillaume au Court-Nez, de Girard de Roussillon, de Huon de Bordeaux et des autres preux chantés dans les poèmes du moyen âge.

Cette popularité est si grande, si incontestable, que l'homme

¹ L'enseigne des Quatre fils Aymon joue le principal rôle dans une facétie parisienne du xv^e siècle intitulée : *L'esbatement du mariage des IIII fils Hemon où les enseignes de plusieurs hostels de la ville de Paris sont nommés*, et publiée par Jubinal (*Mystères inédits*, t. 1^{er}, p. 369-376).

² La rue des Quatre Fils, à Paris, est nommée ainsi par abréviation pour «rue des Quatre fils Aymon» (Jaillot, *Recherches sur Paris*, quartier du Temple, p. 13-14). Orléans possède aussi sa rue des Quatre fils Aymon; Châlons-sur-Marne l'a encore, à moins que la municipalité n'ait remplacé cet ancien vocable par celui d'un grand homme châlonnais, peu connu même à Châlons; etc.

véritablement soucieux de nos anciennes traditions se résout seulement avec peine à ne trouver d'historique dans toute l'histoire des Quatre fils Aymon que le grand nom de Charlemagne ; encore doit-il reconnaître que le rôle joué ici par le restaurateur de l'empire d'Occident, qui use une partie de son existence à combattre des vassaux rebelles, n'a rien de conforme à la vérité historique. Les efforts de la critique pour déterminer le milieu où ont vécu les quatre fils d'Aymon n'ont, au reste, pas eu jusqu'ici de meilleur résultat que les investigations des simples amateurs ; c'est ce qui nous a déterminé à présenter au public le résultat de quelques recherches nouvelles sur la plus fameuse de nos traditions épiques.

I

La légende des Quatre fils Aymon est trop connue pour que nous en rappelions ici autre chose que la trame, à l'aide de la plus ancienne version qu'on en connaisse, c'est-à-dire d'une chanson de geste de la première moitié du XIII^e siècle qui a pour titre : *Renaud de Montauban*.¹

Renaud, Alard, Guichard et Richard, les quatre fils du duc Aymon, sont armés chevaliers par le roi. Mais au milieu des fêtes de la cour impériale, Renaud est à la fois injurié et frappé par un des neveux de Charlemagne, Bertolai, avec lequel il joue aux échecs. Il demande justice au roi ; celui-ci le rudoie, et le nouveau chevalier, furieux de ce déni de justice, rappelle le meurtre de son oncle, le duc Beuvon d'Aigremont, tué par trahison avec le consentement du roi ; il frappe en outre Bertolai si rudement avec l'échiquier qu'il l'étend roide mort. Les fils d'Aymon s'échappent ensuite du palais impérial ; ils vont chercher une retraite dans les solitudes de la forêt des Ardennes, et s'y construisent un château sur une hauteur qui domine la Meuse.

¹ Les 4000 premier vers de *Renaud de Montauban* ont été publiés en 1861 par M. P. Tarbé sous ce titre : *Le Roman des quatre fils Aymon, prince des Ardennes* ; le volume qui les renferme forme le 18^e de la Collection des poètes de Champagne antérieurs au XVI^e siècle. — Le texte complet du poème, comprenant plus de 17,000 vers, a été mis au jour l'année suivante par M. Henri Michelant, dont le *Renaus de Moutauban oder die Haimonskinder, altfranzösisches Gedicht*, forme le tome LXVII de la *Bibliothek des litterarischen Vereins in Stuttgart* ; une autre édition de ce même poème est sous presse depuis de longues années pour la Collection des anciens poètes de la France.

Durant cinq années, Renaud et ses frères ont pu se dérober aux recherches de Charles, mais un personnage de la cour, Guy d'Aubefort, a découvert leur refuge au retour d'un pèlerinage au tombeau de saint Remacle. Il en avertit le roi, et les fils d'Aymon sont bientôt assiégés dans leur château de Montessor qu'ils sont obligés d'abandonner après qu'un traître l'eut livré aux flammes.

Les fils d'Aymon, suivis de quelques compagnons fidèles, sont voués alors à une vie de brigandage, harcelés par les gens de Charles et surtout par leur père qui veut les livrer à l'empereur. Selon le poète du XIII^e siècle, ils mènent alors une vie misérable dans la forêt des Ardennes, réduits qu'ils sont à boire l'eau des fontaines ou des ruisseaux et à vivre d'herbes ou de racines, car la chasse ne leur fournit pas une alimentation suffisante ; mais le tableau de leur misère, qui occupe seulement quelques vers de *Renaut de Montauban*, paraît avoir pour but d'apitoyer l'auditoire du XIII^e siècle sur le sort des quatre fugitifs. Les vers qui suivent immédiatement montrent, tout au contraire, les fils d'Aymon dévastant, jusqu'à la Seine et même jusqu'à la Loire, le pays que la terreur qu'ils inspirent rend bientôt désert :

Or empires li regnes, durement est gastés ;
De Senlis à Orlens péust-on estre alés
Et d'illuec à Paris arriere retornés
Et de Laon à Rains, par toutes les cités,
N'i trovissies nul home qui de mere fust nés,
Tant par estoit Renaus cremus et redoutés.
Sovent a, o ses freres, les François revisadés.¹

Et cette donnée sur le genre de vie que menaient les quatre frères est corroborée par les reproches que le trouvère met dans la bouche du duc Aymon, lorsque celui-ci rencontre ses fils dans son propre palais où ils sont venus implorer la pitié maternelle :

Or sunt li. iiii. freres el palais de Dordon.
Entr'aus et lor bon pere commence la tençon :
Li viellars les a mis fierement à raison.
« Vallés, cil vos confonde qui sofri passion,
Que quesistes vers moi, quant bien ne vos feron ?

¹ *Renaus de Montauban*, édition Michelant, p. 85. — On ne trouvera pas dans l'analyse qui suit le résumé de la première branche du *Renaut* (p. 1 à 45), parce que les fils d'Aymon ne figurent pas dans cette partie du poème qui, originairement, devait faire une chanson complètement indépendante sous le titre de *Beuvon d'Aigremont*.

Je ne vos pris tot. IIII. vaillant . i. esperon.
 Noirs et velus vos voi, bien resamblés gaignon.
 Quel guerre faites vos l'empereor Karlon ?
 Ne trovés en sa terre, dont praigniés raençon,
 Chevalier ne sergent, dont aiés garison ?
 N'estes pas chevalier, ençois estes garçon.
 Ja trovés vos assés gent de religion,
 Clers et prestres et moines de grant aïson,
 Ki sunt blanc sor les costes et ont blanc le guiton ;
 En cler saïm lor gissent li foie et li poumon.
 Et si ont les chars tendres, si ont gras le roignon ;
 Mioldres sont à mangier que cisne ne poon.
 Brisiés les abaïes et froisiés à bandon.
 Ki del sien vos donra, si li faites pardon ;
 Et qui nel vodra faire, mar aura raençon.
 Cuisiés les et mengiés en feu et à charbon ;
 Ja ne vos feront mal niant plus que venison.
 Dame Deu me confonde, qui vint à passion,
 Se ençois n'es mengoie que de faim moruson.
 Miodres est moine en rost que n'est car de mouton.
 Issiés fors de ma sale, widiés moi mon donjon ;
 Car ja n'aurés del mien vaillant . i. esperon. »¹

Car à ces reproches et à ces étranges conseils, Renaud n'oppose pas de sérieuses dénégations :

« Sire, ce dist Renaus, vos dites que maus hom.
 Tant en avons ocis, le conte n'en savom.
 Ja Dame Deu ne place que nos noaus façon. »²

Quoi qu'il en soit, les fils d'Aymon sont las de l'existence qu'ils mènent depuis leur sortie du château de Montessor ; leur mère les reçoit à bras ouverts ; elle leur donne des vêtements, des armes, des chevaux, de l'or et de l'argent en quantité, et ils partent du palais paternel, en compagnie de 700 hommes armés pour chercher fortune hors des états de leur mortel ennemi, l'empereur Charlemagne.

C'est de l'autre côté de la Loire, chez le roi de Gascogne Yon, que les quatre frères dirigent leurs pas ; Maugis³, leur cousin, aussi fameux larron que savant nécromancien, unit dès lors sa

¹ *Renaus de Montauban*, édit. Michelant, p. 93.

² *Ibid.*, p. 93.

³ Ce personnage est nommé *Amaugis* aussi souvent que la mesure du vers le permet et c'est sans doute là la forme originelle du nom de *Maugis*, de même qu'*Amaury* est celle du nom *Maury*. Ainsi, Maugis dériverait du nom germanique que les auteurs latins notaient *Amalgisus* et non de celui qu'ils écrivaient *Madalgisus*.

destinée à la leur. Ils arrivent à Bordeaux où le roi Yon accepte leurs services pour combattre un chef sarrasin, Beges, qui lui a déjà enlevé Avignon, Beaucaire, Saint-Gilles, Aps, Montpellier ainsi que Toulouse¹, et qui a établi dans cette dernière ville le siège de sa domination. Beges est vaincu et pris par Renaud, qui obtient ensuite du roi de Gascogne l'autorisation de construire une place forte, le château de Montauban, sur un rocher qui domine le point de jonction de la Dordogne avec plusieurs autres cours d'eau. Peu de temps après, le roi Yon marie Renaud à Clarisse, sa sœur.

Renaud jouit auprès du roi, son beau-frère, de la faveur la plus méritée ; mais Charlemagne, revenant d'un pèlerinage à Saint-Jacques de Galice, aperçoit la forteresse de Montauban, et apprend qu'elle a été construite par ses ennemis. Il envoie au roi Yon un ambassadeur pour le sommer de lui livrer les fils d'Aymon qu'il veut pendre à Montmartre. Si Yon refuse, il envahira la Gascogne et en ruinera les villes. Yon résiste ; les armées impériales entrent alors dans ses états, y assiègent le château de Montbendel, et Charlemagne envoie à Toulouse, vers le prince gascon, un nouveau messenger, porteur de menaces si terribles que le malheureux roi assemble son conseil, qui le pousse à acheter la paix en livrant traîtreusement les fils d'Aymon. Yon se laisse convaincre, la mort dans l'âme, et, au moment du départ de Renaud, il ne peut s'empêcher de lui révéler l'arrangement qu'il a consenti.

Grâce à la bravoure de Renaud et de ses trois frères, mise en éveil par les confidences d'Yon, les fils d'Aymon conservent la

¹ C'est du moins ce que Maugis dit à Renaud lorsqu'ils arrivent à Bordeaux :

Beges li sarrasins est molt preus et senés ;
Il est par droite force en cest roiaume entrés.
De la tier à cest roi a il conquis assés :
Tolose et Montpellier et Saint-Gille delés,
Biaucaire et Avignon et Albe sor les gués,
Encore conquerra plus, ains k'i soit retornés.

(*Renaus de Montauban*, p. 98.)

Parmi les villes qui sont nommées ici, « Albe sor les gués » est la seule dont l'identité ne paraisse pas facile à établir de prime abord, mais le contexte montre bien, à notre avis, qu'il s'agit ici d'Aps, c'est-à-dire de l'ancienne *Alba Augusta*, chef-lieu des Helviens, que Viviers avait remplacée comme ville épiscopale dès les premières années du ^{vi}^e siècle : Aps est situé sur l'Escoutay, à neuf lieues au-dessus de Viviers.

liberté. Montauban subit alors un siège prolongé, durant lequel Charlemagne repousse toutes les propositions conciliantes de Renaud, lequel ne consent, pour aucun prix, à livrer Maugis, dont la science de nécromancien a placé plusieurs fois l'empereur dans une situation ridicule. Mais la famine sévit, horrible, chez les assiégés, qui sortent de la ville par un souterrain, une *boue*, dont un vieillard leur fait connaître l'existence. Ils se retirent cette fois en Saxe, dans la forteresse de Trémoigne, le Dortmund moderne, à une vingtaine de lieues au nord-est de Cologne.

Charlemagne qui, maître de Montauban, n'y a plus trouvé les fils d'Aymon, jure de ne pas se reposer dans un lit avant d'être vengé de ses ennemis, dont il apprend la retraite à Trémoigne, où il court les assiéger. Les douze pairs, ces vaillants compagnons des fatigues de l'empereur, le contraignent par leur attitude à accorder enfin à ses ennemis une paix que ceux-ci acceptent, malgré la dureté des conditions, dont l'une est l'exil temporaire de Renaud qui ira faire un pèlerinage au Saint-Sépulcre, l'autre la remise de Bayard, le cheval *faé* du brave guerrier, que Charles fait jeter dans la Meuse une pierre au cou.

Le poème du XIII^e siècle raconte ensuite les exploits du pèlerin Renaud, qui délivre Jérusalem et le tombeau du Sauveur, et, comme Godefroi de Bouillon dans l'histoire, refuse la couronne qu'on lui offre en Palestine. Lorsque le héros revient en Occident, à Trémoigne, il n'y trouve plus sa femme, que Dieu a rappelée à lui ; il fait vœu de ne pas se remarier. Il arrive à temps toutefois pour voir ses deux fils, Aymon et Yon, et triompher des complots qui se trament contre eux. L'avenir de ses enfants étant assuré, il les quitte pour songer au salut de son âme. A cet effet, il vient prendre part, comme valet de maçons, lui, l'un des preux du siècle, à la construction de l'église de Saint-Pierre, à Cologne, et tombe sous les coups meurtriers des autres ouvriers que sa force prodigieuse anime contre lui. Son cadavre est jeté dans le Rhin, mais un miracle le signale au culte des fidèles ; on le recueille pieusement et on le transporte à Trémoigne. Là, il est reconnu par les fils et les petits-fils d'Aymon, et, depuis lors, on y honore comme un saint martyr celui que Charlemagne avait combattu durant de longues années.

II

Le poème dont nous venons de donner une rapide analyse date de la première moitié du XIII^e siècle, mais il est certain que la forme qu'y revêt la légende, au moins en ce qui concerne le début, remonte au moins à la fin du siècle précédent. M. Gaston Paris a relevé, en effet ¹, dans le traité *De natura rerum*, qu'Alexandre Neckham écrivit en Angleterre vers le commencement du XIII^e siècle, une allusion précise à la partie d'échecs qui détermina l'exil des fils d'Aymon ², et cette allusion, comme le dit le savant académicien, se réfère évidemment à une rédaction ou à une copie anglo-normande de l'histoire de Renaud de Montauban.

Une forme plus ancienne de la scène de meurtre qui ensanglante le palais impérial a trouvé un refuge assuré dans un poème néerlandais, *Renout van Montalbaen*, écrit vers la fin du XIII^e siècle ³. Ici, la victime de Renaud n'est point Bertolai, l'un des nombreux neveux de l'empereur, mais le propre fils de Charlemagne, Louis, et cette variante est incontestablement française d'origine, car le *Renaut de Montauban* que nous connaissons renferme, par suite d'une inadvertance assez commune chez les remanieurs de nos vieux poèmes épiques, plusieurs allusions au meurtre de Louis par Renaud ou par son frère Richard ⁴. C'était également Louis et non Bertolai qui figurait

¹ *Romania*, t. IV (1875), p. 474.

² « O quot millia animarum Orco transmissa sunt occasione illud ludi quo Reginaldus, filius Eymundi, in calculo ludens militem generosum cum illo ludentem, in palatio Karoli Magni cum uno scaccorum interemit ! » Liv. II, chap. *de scaccis*; pag. 184 de l'édition donnée par Th. Wright et citée par M. G. Paris.

³ Ce poème néerlandais n'est plus connu que par quelques fragments dont M. J.-C. Matthes a donné une nouvelle édition, à Groningen, sous le titre : *Renout van Montalbaen, met Inleiding en Aanteekeningen* (1875, in-8° de LIII-120 pages). M. G. Paris a consacré à cette publication un intéressant compte-rendu qui occupe les p. 470-474 du tome IV de la *Romania*.

⁴ M. Matthes (*Renout van Montalbaen*, p. xxxv) a relevé avec soin toutes les allusions au meurtre de Louis que renferme encore le poème de *Renaut de Montauban*, malgré la suppression ou plutôt la transformation de cet épisode. La première consiste dans ces paroles que le poète prête à Charlemagne assiégeant le château de Montessor :

dans la version de *Renaut* dont s'est inspiré l'auteur de la saga islandaise de *Magus*, consacrée au récit des aventures des fils d'Aymon, et dans laquelle Louis (*Blædver*), le partner de Renaud dans la fameuse partie d'échecs, n'est plus le fils, mais bien le père de Charles qui lui succède sur le trône¹.

Il est donc prouvé que les traditions poétiques relatives à Renaud et à ses frères subirent en France, et antérieurement au XIII^e siècle, certaines modifications de détails, notamment en ce qui touche le début de l'histoire de ces preux. Mais, parmi les cinq

Richars sera detrais à keue de somier,
Ki ocist Loois à l'espée d'acier
Et Renaus Bertelai au pesant eschekier.

(*Renaus de Montauban*, p. 57.)

Ailleurs, c'est Renaud, poursuivi dans la forêt des Ardennes par son père et les hommes de celui-ci qui rappelle ainsi la mort de Louis :

Je voi venir Girart qui n'est pas nostre amis.
Quant nos entreprêmes la mort de Loois
C'est cil qui de la guerre fu plus amenevis.

(*Ibid.*, p. 82.)

Dans cette même forêt des Ardennes, considérant sa misère et celle de ses compagnons :

Renaus a maudit l'eüre qu'il vit le jor venu
Que Loois perdi le chief desor le bu.

(*Ibid.*, p. 86-87.)

Enfin, c'est encore Charlemagne qui, ayant appris la retraite de ses ennemis en Gascogne, réunit ses hommes pour leur demander s'il doit les y poursuivre :

Baron, ce dist li rois, soferrois cest viltage
Des fix au viel Aymon, ki m'ont fait tel oltrage?
Il m'ocistrent mon fil dont je ai grant damage,
De la terre de France les caçai fors par rage.

(*Ibid.*, p. 118.)

¹ La saga de *Magus*, c'est-à-dire de *Maugis*, imitation assez libre de l'histoire des Quatre fils Aymon est connue par une thèse soutenue devant la faculté des lettres de Lund, le 22 mai 1874, par M. F.-A. Wulff, pour obtenir le grade de docteur en philosophie. Cette thèse, imprimée à Lund (in-4^o de 44 pages), est intitulée : *Notices sur les sagas de Magus et de Geirard et leurs rapports aux épopées françaises*; M. G. Paris lui a consacré un compte-rendu dans la *Romania* (t. IV, p. 474 à 478).

branches dont se compose la chanson de geste de *Renaut*¹, il en est une seulement qu'on peut regarder avec certitude comme étrangère à la tradition primitive : c'est la branche où sont relatés les exploits de Renaud en Orient. Cette partie de la chanson de geste est uniquement due à l'influence des récits de la première croisade.

III

On peut retrancher de l'histoire des fils d'Aymon ce qui concerne le voyage de Renaud en Orient; elle ne laissera pas que de passer pour une fable, surtout semble-t-il, en raison de la présence d'un roi de Gascogne dans le récit d'événements attribués au règne de Charlemagne. Il est vrai qu'on s'est tiré d'affaire en considérant les aventures des quatre frères en Gascogne où les accueille le roi Yon, comme une sorte de contrefaçon de celles dont la tradition primitive plaçait le théâtre dans les Ardennes ; cette contrefaçon, destinée originairement aux Français du midi, aurait ensuite été soudée d'une manière indissoluble à l'histoire des Quatre fils Aymon² par des trouvères qui ne voulaient rien perdre des chants recueillis par eux dans les différentes parties de la France. Mais cette opinion, nous le montrerons plus loin, doit être complètement abandonnée.

Charlemagne a-t-il remplacé ici, comme dans plusieurs autres poèmes du cycle carolingien, quelque autre des princes de la seconde race du nom de Charles? Cela paraît probable, car le saga de *Magus* ne nomme pas autrement que « Charles » le prince dont les fils d'Aymon ont encouru la colère. On ne saurait suivre cependant l'auteur islandais dans ce qu'il rapporte de la généalogie de ce Charles et du temps où il a vécu : en effet, si le royaume et les ancêtres qu'il lui attribue permettent d'identifier

¹ Ces cinq branches, dont le poème du XIII^e siècle ne laisse pas toujours voir les soudures et qu'il vaudrait peut-être mieux appeler épisodes, sont : 1^o Montessor et les Ardennes ; 2^o Renaud à Montauban ; 3^o Le siège de Trémoigne ; 4^o Renaud en Orient ; 5^o Le mariage et la mort de Renaud.

² C'est l'opinion émise et développée avec talent par M. Paulin Paris, en 1851, dans l'*Histoire littéraire de la France*, t. XXII, p. 688-689 ; elle a été adoptée depuis lors par tous les érudits qui ont eu à s'occuper de l'histoire des Quatre fils Aymon.

l'adversaire de Renaud avec Charles le Gros ¹, les synchronismes donnés pour son règne désignent tous Charles le Simple ². Ainsi que l'a supposé M. Gaston Paris ³, il n'y a certainement là rien de traditionnel.

Les légendes pieuses consacrées à Renaud, le martyr de Cologne, le font vivre sous Charlemagne. L'auteur de la seule Vie en prose de saint Renaud qui soit connue ⁴, a du reste, il faut le dire, subi l'influence des chansons de geste dont il indique l'existence ⁵, bien qu'il se borne à raconter ce qu'un écrivain français du XIII^e siècle aurait appelé le « moniage » de Renaud, et l'on ne trouve malheureusement dans son court récit aucun synchro-

¹ L'empereur Charles, dans la saga de *Magus*, est fils d'un roi Louis, lui-même petit-fils de Charlemagne, et ce roi Louis qui régnait en Allemagne (*Saxland*) avait pour père un autre Louis, roi de France, et pour frères Lothaire, Charles et Pépin. On serait donc en face de Charles, fils de Louis l'Allemand et petit-fils de Louis le Pieux : la composition du royaume de Louis dont font partie Trèves (*Treviriborg*), Worms (*Verminzuborg*), Spire (*Spiransborg*), Strasbourg (*Stransborg*) et *Buslarahorg*, résidence du duc Aymon, rappelle d'ailleurs assez exactement le royaume de Louis l'Allemand après le partage de 870 (Wulff, *Notices sur les sagas de Magus et de Geirard*, p. 11, 14 et 37, note).

² Selon la saga de *Magus*, l'empereur Charles, fils de Louis, serait devenu plus tard roi de France et aurait régné 27 ans avant d'être trahi et emprisonné par Herbert, circonstances qui, de Charles le Gros, reportent la pensée sur Charles le Simple. En outre, si l'on en croit l'auteur de la saga, ce fut trois ans après la mort de Charles qu'Ulfjot vint donner des lois à l'Irlande, alors qu'Eric Blodex était seul roi en Norwège et qu'Harald Haarfager descendait dans la tombe; un an avant ce même événement, Hrafn Hængson aurait été selon lui juge en Irlande. Or, ces indications chronologiques répondent d'après l'historien norvégien Munch, cité par M. Wulff, les trois premières à 927, 930 et 933, la dernière à 930 de notre ère, et l'on sait que Charles le Simple mourut en 929 (Wulff, *Notices sur les sagas de Magus et de Geirard*, p. 4-5); à cette même époque, selon la saga, le pape se nommait Etienne, ce qui indique incontestablement Etienne VII, lequel occupa le siège pontifical de 929 à 931, tandis qu'il n'y eut pas de souverain pontife de ce nom au temps de Charles le Gros (*ibid.*).

³ *Romania*, t. IV, p. 476.

⁴ Cette Vie a été publiée par les Bollandistes (*Acta sanctorum*, t. I januarii, p. 386-387) sous la date du 7 janvier qui, selon l'hagiographe, est celle de la translation de saint Renaud à Trémoigne : « In Trottmannorum igitur ecclesiam VII idus januarii delatus, dignum ibidem invenit habitaculum. » (*Vita sancti Reinoldi*, c. VII.)

⁵ « Futurus igitur felicissimus martyr Reynoldus, clarissimis ortus natalibus, paternis prædiis dives, et urbibus, et aliis multis, quæ longum est enarrare, sublimis erat dominiis. At vero patrem ejus Haymonem, virum in rebus militaribus strenuum, quis ignoret? Quatuor hic filios genuit, quorum virtus per orbem celebratur; quia quinam extiterint, per vulgares cantilenas apertissime demonstratur. » (*Vita sancti Reinoldi*, c. II.)

nisme qui permette de contrôler le nom du souverain qui y figure ¹.

Il n'en est pas de même d'un rythme latin de plus de quatre cents vers, composé sans doute vers la fin du XIII^e siècle dans la Basse-Allemagne ², c'est-à-dire non loin des pays où l'on honorerait la mémoire de saint Renaud. L'auteur de ce rythme, qui s'est servi à la fois du poème néerlandais de *Renout van Montalbaen* et d'une Vie de saint Renaud différente de celle que les Bollandistes ont publiée, présente également son héros comme un contemporain de Charlemagne ; mais lorsqu'il arrive au récit de la fin tragique du saint, il parle de l'archevêque de Cologne, qui, au dire de la légende des bords du Rhin, aurait confié au chevalier devenu moine la surveillance des travaux de construction du cloître, et il lui donne, évidemment d'après la tradition

¹ On n'y voit même pas à quelle époque eut lieu la translation de saint Renaut à Trémoigne, car dans la légende pieuse, contrairement à ce que dit la chanson de geste, le corps de saint Renaud est d'abord déposé à Cologne dans le monastère où le preux chevalier s'était consacré au service de Dieu, et ce n'est que longtemps après qu'on le transporte à Trémoigne : « Multum tempus transierat », dit l'hagiographe (*Vita sancti Reinoldi*, c. VII). Ce fut, paraît-il, sous le pontificat d'Annon II, archevêque de Cologne de 1055 à 1075 ou environ, qu'on fit cette translation. (Arnold Wion, *Lignum vite*, 2^a pars, p. 12.)

² Ce rythme dont M. Van Hasselt a trouvé une copie du XVII^e siècle dans les papiers des anciens Bollandistes, a d'abord été publié par lui en 1851 dans l'*Annuaire de la Bibliothèque royale de Belgique*, t. XII, p. 239-281 ; M. L. de Baecker l'a reproduit en 1855 dans ses *Chants historiques de la Flandre* (p. 134-149). Les deux éditeurs rapportent l'opinion de L. Bethmann qui, se fondant sur le caractère littéraire de cette composition, la fait remonter au XII^e et au XIII^e siècle, mais un examen plus attentif ne permet pas de lui assigner une date antérieure à la fin du XIII^e siècle. L'auteur de ce rythme s'est, en effet, servi du poème néerlandais qui date seulement de cette époque, et la meilleure preuve qu'on en puisse donner réside dans les noms *Adelhardus*, *Ritzardus* et *Writzardus*, évidemment traduits sur ceux d'*Adelaert*, *Ridsaert* et *Wrilsaert*, que portent dans le *Renout van Montalbaen* les trois frères du héros. Le rythme présente aussi Clarisse comme la fille et non la sœur du roi Yon.

Claricia pulcherrima,
Uxor sua tenerima,
Nata regis hec Yvonis,
Tarasconie tyronis. »

Ce qui concorde aussi avec le *Renout van Montalbaen* (vers 669 de la publication de M. Matthes) ; c'est encore au poème néerlandais que le rythme a emprunté le titre de *comes Merveldensis* qu'il donne à Renaud nommé en plusieurs endroits du *Renout* le « seigneur » et le « comte » de *Mervoude* ou de *Mervout* (vers 1332, 1394, 1579, 1920, etc.).

ecclésiastique, le nom d'Agilolf¹, lequel appartient effectivement à l'un des anciens prélats de Cologne qui, d'abord abbé de Stavelot et de Malmédy, remplaça Rainfroi sur le siège épiscopal de l'ancienne *Colonia Agrippina* vers l'an 746 et rentra quatre ans plus tard dans son monastère où il vécut jusqu'en 770². Ainsi, la mort de Renaud se placerait entre les années 746 à 750, c'est-à-dire dans les derniers jours de la dynastie mérovingienne, et l'on devrait cesser de voir dans le héros si populaire un preux du temps de Charlemagne, puisqu'il aurait vécu deux générations plus tôt, sous le principat de Charles Martel³, qui se prolongea de 715 à 741.

L'hypothèse de la contemporanéité de Renaud et de Charles

1

Presul urbis Agrippine,
Cœlo regnans sine fine,
Agilolphus, quando rexit,
Novum templum tunc crexit,
Vir nimis originalis.

Jussit claustrum tunc magister
Quod provisor et minister
Esset, in mortis periculo (?),
Lapidarum populo
Reynoldus Dei servus. »

² Ce sont les dates adoptées par les auteurs du nouveau *Gallia christiana* (t. III, col. 630), d'après Fisen (*Flores ecclesiæ Leodiensis*), elles ne concordent pas complètement, il faut bien le dire, avec les données que renferment la *Vita sancti Agilolfi*, publiée par les Bollandistes (*Acta Sanctorum*, t. II julii, p. 720-726), mais ce dernier ouvrage, comme le dit M. Potthast (*Bibliotheca historica medii ævi*, p. 586), est un écrit entièrement fantastique, renfermant les plus grossiers anachronismes et qui, de plus, a le malheur de se rattacher aux *Acta sancti Suiberti*, du Pseudo-Marcellin, grossière supercherie du XIII^e siècle (*ibid.*, p. 856). Le véritable temps de l'épiscopat d'Agilolf est indiqué par une lettre que le pape Zacharie (741-752) adressa, en 748 selon l'opinion des meilleurs critiques, à ce prélat et à d'autres évêques de Gaule et de Germanie (Jaffé, *Monumenta Moguntina*, p. 193).

³ Dans sa *Cosmographie* publiée en 1575, Belleforest assure que Renaud ne vivait pas sous Charlemagne, mais bien sous Charles Martel. Nous ignorons sur quoi il fondait son opinion, toutefois ses paroles semblent assez curieuses dans la question qui nous occupe pour être reproduites ici : « Que si jamais il y a eu rien de ce qu'on raconte de ce Regnaut, ce n'est en cette ville [de Montauban] que fut sa retraite, ains en un chasteau ruiné près de Fronsac, duquel nous parlerons cy-après, où encore l'on montre les lieux souterrains passant par dessous la Dordonne par où l'on dit que ce Regnaut se sauva fuyant la furie de Charles, je ne dis pas le Grand, car ce seroit folie, ains celui qui fut appelé Martel, car ce fut sous luy et avant luy que vivaient les fils d'Aymon, issus du sang des seigneurs des Ardennes. » (*La Cosmographie universelle de tout le monde*, t. I, 2^e partie, p. 359.)

Martel une fois posée, on relit avec un plaisir plus grand l'histoire des Quatre fils Aymon en la dégageant de tout ce que la confusion entre Charles Martel et Charlemagne a pu y introduire : nous voulons parler de la présence de l'entourage nécessaire du Charlemagne de la légende, c'est-à-dire de Roland, d'Olivier, d'Ogier le Danois, du duc Naymon de Bavière, de Turpin et de tous les autres preux dont l'histoire poétique avait atteint son plus haut degré de notoriété à l'époque où le *Renaut de Montauban* que nous connaissons fut composé. Charles Martel offre historiquement un rapport assez grand avec le Charlemagne qui figure dans *Renaut* : son pouvoir, non plus que celui de ce Charlemagne, ne s'étendit sur toute la Gaule. Reconnu pour chef par l'Austrasie peu après la mort de son père, Pépin de Herstal (714), la Neustrie ne se soumit à lui qu'en 719, et c'est seulement en 733 et en 737 qu'il réduisit à l'obéissance la Bourgogne et la Provence ¹. Si l'on tourne les yeux vers le tiers de la Gaule compris entre la Loire, l'Océan, les Pyrénées et les Cévennes, le rapport est saisissant, car cette région, jadis connue sous le nom d'Aquitaine, forme alors un État complètement indépendant auquel les chroniqueurs contemporains donnent le nom de Gascogne (*Wasconia*) ², parce que le pouvoir de ses ducs ne s'exerçait originairement que sur les Gascons. Or, à cette époque, l'Aquitaine était gouvernée par un duc, auquel les documents contemporains donnent indifféremment le titre de « prince » ou de « roi » ³, et dont le nom, *Eudo*, n'a pas, dans

¹ La première expédition de Charles Martel en Bourgogne ne fut pas poussée au-delà de Lyon ; le continuateur de Frédégaire la rapporte dans les termes suivants en lui assignant pour date l'année qui suivit la défaite d'Abd-el-Rahman, c'est à dire l'année 733 : « Procedente alioquin anno sequente, egregius bellator Carlus princeps regionem Burgundiæ sagaciter penetravit, fines regni illius leudibus suis probatissimis, viris industriis, ad resistendum gentibus rebellibus et infidelibus statuit, pace patrata Lugdunum Galliæ suis fidelibus tradidit. » (*Fredegarii scholastici chronicum*, c. cix). Mais trois années plus tard, Charles consomma la conquête de la Bourgogne en soumettant le pays compris entre Lyon et la Méditerranée : « Itaque sagacissimus vir Carolus dux, commoto exercitu, ad partes Burgundiæ dirigit, Lugdunum Galliæ urbem, majores natu, atque præfectos ejusdem Provinciæ suæ ditioni reipublicæ subjugavit, usque Massiliensem urbem vel Arelatum suis judicibus constituit, cum magnis thesauris et muneribus Francorum regnum remeavit in sedem principatus sui (*ibid.*). »

² Voyez sur l'étendue de la Gascogne du VIII^e siècle le début du paragraphe suivant.

³ Un écrivain du VIII^e siècle, l'auteur des *Miracula sancti Austregisili*, appelle indifféremment Eudon *Budo princeps* ou *Eudo rex* (Bouquet, t. III, p. 660-661).

le français du XIII^e siècle, d'autre équivalent que *Yon*¹. L'hypothèse à laquelle nous a conduit le rythme consacré à saint Renaud revêt ainsi un caractère complet de certitude; mais, pour ne laisser aucun doute dans l'esprit de nos lecteurs, nous allons rappeler les principaux événements connus de la vie du duc ou du roi Eudon, et nous ferons remarquer ensuite les traits communs entre ce personnage historique et le roi Yon du poème traditionnel.

IV

La domination du duc Eudon, comme celle de ses deux successeurs Hunaud et Gaifier², s'étendait non-seulement sur la Gascogne proprement dite, qui, comprise entre la Ga-

¹ C'est à tort, semble-t-il, qu'on a jusqu'ici considéré *Eudo* comme une variante du nom germanique *Odo*, en français *Eudes*. Jamais, aucun personnage du nom d'*Odo* n'a été nommé *Eudo* par les écrivains du moyen-âge, car on ne doit pas s'arrêter au texte du *Chronicon Silhiense*, de Jean d'Ypres, où le roi Eudes est nommé *Eudo*, un texte du XIV^e siècle, complètement isolé du reste, ne pouvant être pris ici en considération. *Odo* est d'ailleurs une mauvaise notation d'*Oddo*, forme franque équivalant au haut allemand *Otto*, et c'est pourquoi la dentale de ce nom subsiste dans la forme française. Par le changement si fréquent de la diphthongue *eu en y* dans les noms gréco-latins (cf. *Ymas*, *Ysoie*, *Ysis*, *Yphange*, formes vulgaires indiquées dans le Martyrologe de Chastellain pour les noms *Eumachius*, *Eusebia*, *Eusilius*, *Euphemia*; cf. encore *Ylasse*, si souvent employé au moyen-âge pour *Eustachius*, et *Ytroke* pour *Eutropius*, qu'on trouve dans le Glossaire de Du Cange au mot : *Morbus Sancti Eutropii*) et par la chute de la dentale placée entre deux voyelles, le nom *Eudo* devait donner *Ys* au cas sujet, *Yon* au cas régime, et ce sont précisément là les deux formes que fournit habituellement le poème de *Renaud de Montauban*. On sait du reste qu'en Bretagne où le nom *Eudo* était fort répandu durant les derniers siècles du moyen-âge, sa forme vulgaire au cas régime était *Eon* ou *Eun*, ainsi qu'en témoignent de nombreuses chartes françaises du XIII^e siècle et l'histoire du fameux visionnaire *Eudo*, qui, vers 1145, s'imagina être le fils de Dieu, prétendant que les paroles du symbole et des exorcismes : « per *eum* qui venturus est judicare vivos et mortuos » et : « per *eum* qui judicaturus est, » s'appliquaient à lui. L'identité des noms *Eon* et *Yon* est encore indiquée par un acte de 1425 que nous avons récemment publié et où Yon, seigneur de Garancières, est appelé *Eon* par le scribe de la chancellerie royale (*Paris pendant la domination anglaise*, p. 194). Ajoutons cependant que les trouvères ou les transpositeurs de l'histoire de Renaud, ne se rendant pas compte de l'origine du nom *Yon*, écrivaient parfois *Yvon* ou *Yvonnet* pour *Yon* ou *Yonnet*, et que cette confusion avec le nom breton *Yves* ou *Yvon* fut facilement acceptée à l'étranger, surtout en Italie où les littérateurs n'ont jamais désigné le roi de Gascogne autrement que sous le nom *Ivone*.

² En disant *Gaïfer* au lieu de *Waïfre*, nom par lequel on rend ordinairement

ronne et les Pyrénées, avait à peu près les mêmes limites que l'ancienne Novempopulanie ; elle s'étendait aussi au nord jusqu'à la Loire ¹, englobant les deux Aquitaines tout entières, puisque des quatorze cités qui formaient ces provinces, il en est une seulement, le Puy, que les documents du VIII^e siècle ne désignent pas nommément parmi les villes qui obéissaient à Gaifier ². Toulouse même, détachée sous les fils de Clovis de la Narbonnaise pour être unie à la Première Aquitaine, faisait partie du duché d'Aquitaine ou de Gascogne ³. Ce vaste état, limité au sud-est par les Cévennes qui le séparaient de la Septimanie,

de nos jours le latin *Waifarius*, nous sommes d'accord avec les écrivains du moyen âge et notamment les *Grandes Chroniques de France* (édit. P. Paris, t. II, p. 47-53), mais nous le disons surtout pour rendre plus saisissable à nos lecteurs le rapprochement que nous faisons plus loin entre le *Waifarius* des écrivains du VIII^e siècle et le *Gaifier* de la tradition.

¹ Le continuateur de Frédegair se sert toujours de l'expression *Wascones* au lieu d'*Aquitani* pour désigner l'ennemi d'outre-Loire, mais parmi les nombreux exemples de l'emploi de *Wasconia* pour *Aquitania*, nous citerons les suivants empruntés à des Annales écrites dans les contrées rhénanes : « DCCLXI. Rex Pippinus cum Francis fuit in Wasconia cum exercitu usque ad Limodiam civitatem. — DCCLXVI. Rex Pippinus erat cum Francis in Wasconia, et conquisivit Limodiam civitatem et alias civitates. » (*Annales Nazariani*). — « DCCLXI. Iterum Pipinus fuit in Wasconia una cum Karolomanno, captoque omni pago Alvernico, Burboni castro et Claromonte igne cremavit. — DCCLXII. Iterum domnus Pipinus cum dilectis filiis suis Karolo et Karolomanno perrexit in Wasconiam, et acquisivit civitatem Bituricas. — DCCLXVII. Iterum domnus Pipinus fuit in Wasconia in mense martio et conquisivit Lemovicis civitatem (*Annales Pelaviani*). » — Ajoutons que l'auteur des Annales dites d'Eginhard, qui écrivait au temps de Charlemagne en s'aidant pour le règne de Pépin le Bref des sources que nous venons de citer, remplace *Wasconia* par *Aquitania* ; on a donc ainsi la preuve qu'en suite de la soumission de l'Aquitaine par les Francs, le nom de Gascogne fut de nouveau restreint aux pays d'entre la Garonne et les Pyrénées.

² Les *Miracula Sancti Austregesili* (Bouquet, t. II, p. 660) prouvent que la domination d'Eudon atteignait déjà, du vivant de Pépin de Herstal, sa plus grande étendue vers la Loire, puisque Bourges et le Berry par conséquent, faisait partie des Etats de ce prince : on peut donc, en l'absence d'indications circonstanciées relativement à la composition de la Gascogne du temps de Charles Martel, se servir de celles que fournit le récit de la lutte entre Gaifier et Pépin le Bref. Or, le continuateur de Frédegair nomme parmi les possessions de Gaifier : le Berry (c. cxxv, cxxx, cxxxiii, cxxiv), l'Auvergne (c. cxxv et ccxix), le Poitou (c. cxxviii, cxxix, cxxx), le Limousin (c. cxxix, cxxx, cxxxiii), la Saintonge, le et Périgord (c. cxxx), l'Angoumois et l'Agenais (c. cxxx), auxquels les Annales franques, notamment celles attribuées à Eginhard, permettent d'ajouter le Quercy, l'Albigeois, le Rouergue, le Gévaudan et le Toulousain (annis 763 et 767).

³ Sur la possession de Toulouse par Eudon, voyez plus bas (page 189). Pépin s'empara de Toulouse sur Gaifier en 767 (*Annales Eginhardi*).

soumise aux Wisigoths d'Espagne et unie ensuite aux possessions des adversaires de la famille d'Eudon, ne paraît avoir dépassé sur aucun point les montagnes qui séparent le bassin de la Loire de celui du Rhône, car, si on a voulu lui attribuer la Provence arlésienne, on ne l'a pu faire qu'en usant d'une inscription évidemment supposée¹.

C'est au temps de Pépin de Herstal, c'est-à-dire avant 714, que « le roi Eudon » apparaît pour la première fois dans l'histoire : il combat alors dans le Berry Pépin qui a envahi ses États². On le retrouve en 718, après la bataille de Vinchy, où Charles Martel a défait Rainfroi et Chilperic II, le maire du palais et le roi de Neustrie. Les vaincus implorent le secours du puissant Eudon, dont ils reconnaissent l'indépendance absolue en lui confirmant la royauté (*regnum*). Eudon promet son appui, et, à la tête d'une armée d'Aquitains, il vient combattre Charles dans les contrées situées au nord de la Seine ; mais les Austrasiens lui opposent une résistance telle qu'Eudon, lâchant pied, s'enfuit jusqu'à Paris, d'où il rentra dans ses États en passant par Orléans. Il emmenait avec lui son allié, le roi Chilperic, qui n'avait eu garde de laisser ses trésors aux mains de l'ennemi, et³, sans

¹ Dom Vaissette (*Histoire générale du Languedoc*, t. I, p. 370 et 683) et Fau-riél (*Histoire de la Gaule méridionale*, t. III, p. 36) étendent la domination d'Eudon sur Arles et lui attribuent, afin de relier le territoire de cette ville à ses États le Vivarais et l'Uzège. La possession de la Provence arlésienne serait prouvée, selon Vaissette, par une inscription qu'on dit avoir été trouvée en 1279 dans le tombeau de sainte Marie-Madeleine à Saint-Maximin en Provence, et qui serait ainsi conçue : « Anno Nativitatis dominicæ dcccxvi, mense decembri, in nocte secretissime, regnante Odoino piissimo Francorum rege, tempore infestationis gentis perfidæ Sarracenorum, translatus fuit hoc corpus carissimæ et venerandæ Mariæ Magdalænæ de sepulchro suo alabastrum in hoc marmoreum, ex metu dictæ gentis perfidæ Sarracenorum, quia securus est hic, amoto corpore Sidonii. » On trouve dans Dom Bouquet (t. III, p. 640) le texte de cette inscription si manifestement fautive que M. Edm. Le Blant n'a pas cru devoir en parler dans son recueil des *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*.

² *Miracula sancti Austregisili*, apud Bouquet, t. III, p. 660-661.

³ « [Carolus] regem sibi constituit, nomine Chlotharium. Chilpericus itaque et Raganfridus legationem ad Eudonem ducem dirigunt, ejus auxilium postulantes rogant, regnum et munera tradunt. Ille quoque hoste Wasconum commoto ad eos veniens, pariter adversus perrexerunt. At ille constanter et intrepidus eis occurrere properat. Eudo territus quod resistere non valeret, aufugit. Carolus insecutus eum usque Parisius, Segona fluvio transit, usque Aurelianensem urbem peraccessit ; et vix evadens, terminos regionis sue penetravit, Chilpericum regem secum cum thesauris sublatum evexit. » *Fredegarii schol. chronicum*, c. cvii ; cf. *Gesta regum Francorum* et *Chronicum Moissiacense*.)

doute, la plupart des partisans de ce prince qui refusèrent de reconnaître l'autorité du duc d'Austrasie vinrent aussi chercher un abri dans les pays d'outre Loire : on sait, du moins, qu'il en fut ainsi pour l'évêque de Reims, Rigobert, qui, dans les dernières guerres, avait refusé d'ouvrir les portes de sa ville épiscopale à Charles Martel ¹.

L'année suivante (720), Charles Martel envoyait au duc Eudon des messagers chargés de lui proposer un traité dont le prix devait être la remise du roi Chilperic à son adversaire. Eudon, peut-être sous l'impression de la terreur que les armes austrasiennes lui avaient fait ressentir lors de la récente campagne, fit de nombreux présents à Charles et lui livra Chilperic qui, il faut bien le dire, ne courait pas de dangers bien sérieux, puisque Charles Martel le remplaça pour les quelques mois qui lui restaient à vivre sur le trône de Neustrie, laissé vacant par la mort de Clotaire IV ².

Fort d'un traité qui assurait ainsi la sécurité de sa frontière septentrionale, Eudon put disposer en 721 de toutes ses forces pour repousser l'invasion sarrasine qui, pour la première fois, menaçait la Gaule. Les Sarrasins, occupant d'abord la Septimanie, étaient passés dans les États du duc de Gascogne, où ils assiégeaient Toulouse ; mais Eudon remporta sous les murs de cette ville une victoire complète ³ : au dire des vainqueurs,

¹ « Cæterum sanctus Domini Rigobertus dominicis obtemperando præceptis, quibus ita jubetur : « Cum persecuti vos fuerint in civitate ista, fugite in aliam » ; secessit in Wasconie regionem. » (*Vita sancti Rigobert*, c. v ; apud Bolland., t. I januarii, p. 177 ; Flodoard, *Historia Remensis ecclesiæ*, l. II, c. XIII.) — Rigobert ne revint en France que sur les conseils de Milon auquel Charles Martel avait donné l'évêché de Reims et qui le rencontra en Gascogne, — apud Vascones, — où le puissant duc d'Austrasie l'avait envoyé en ambassade (*ibid.*).

² « Chlotharius itaque rex eo anno obiit. Anno insecuto Carlus per missos suos amicitias cum Eudone duce faciens, ab eo prædictum Chilpericum regem cum multis muneribus recepit. Veniensque urbem Noviomio, post non multum tempus cursum vitæ et regnum amisit, et mortuus est, regnavitque annos sex. Quo mortuo, Theodoricum regem statuerunt in sedem regni. » (*Fredegarii chronicum*, c. CVII ; cf. *Gesta regum Francorum* et *Chron. Moissiacense.*)

³ « DCCXXI. Ejicit Heudo Saracinos de Aquitania. » (*Annales Laureshamenses*; cf. *Annales Alamannicæ* et *Annales Nazariani*). — « Et in ipso anno, mense tertio, ad obsidendam Tolosam pergunt, quam dum obsiderent, exiit obviam eis Eudo, princeps Aquitaniæ, cum exercitu Aquitanorum vel Francorum, et commisit cum eis prælium. Et dum præliare cœpissent, terga versus est exercitus Sarracenorum, maximaque pars ibi cecidit gladio. » (*Chronicum Moissiacense.*) Voyez aussi dans la chronique d'Isidore de Béja le récit de cette invasion.

375 000 Sarrasins auraient été tués dans la bataille qui, grâce au secours divin, aurait seulement coûté 1 500 hommes aux chrétiens¹.

Durant dix ans, l'histoire cesse de parler d'Eudon : on le retrouve en 731, alors que Charles Martel rompt le traité qu'il a conclu en 721 et qui, selon lui, a été violé par le duc d'Aquitaine. « Charles, disent les chroniques, passa la Loire, mit Eudon en fuite, fit beaucoup de butin et retourna dans son pays, après avoir ravagé l'Aquitaine deux fois dans la même année². » On ne sait rien de plus précis sur cette lutte si désastreuse pour les contrées d'outre Loire.

Mais de nouveaux malheurs devaient fondre sur Eudon immédiatement après les incursions de Charles Martel. Cette fois, l'invasion venait du midi ; c'était une invasion sarrasine plus terrible que celle de 721, car elle était commandée par l'émir d'Espagne, Abd-el-Rahman, et trouvait les Aquitains épuisés par la lutte contre l'ennemi du nord. L'Aquitaine fut ravagée par les envahisseurs qui pillèrent Bordeaux après l'avoir emporté d'assaut³, et Eudon succombait inévitablement, si Charles Martel

¹ « Eodem tempore nefanda Agarenorum gens, cum jam Hispaniarum provinciam per decem tenerent annos pervasam, undecimo anno Rhodanum conabantur fluvium transire ad Francias occupandum, ubi Eudo præerat. Qui facta Francorum generali motione contra Saracenos, eos circumdantes interfecerunt. Trecenta enim septuaginta quinque millia uno sunt die interfecti, ut ejusdem Eudonis Francorum ducis missa pontifici epistola continebat. Mille tantum quingentos ex Francis fuisse mortuos in eodem bello direxunt. Adjiciens quod anno præmisso in benedictionem a prædicto viro eis directis tribus spongiis, quibus ad usum mensæ pontificis apponuntur, in hora qua bellum committebatur, idem Eudo Aquitanix princeps populo suo per modicas partes tribuens ad sumendum, nec usus vulneratus est, nec mortuus ex his qui participati sunt. » (Anastase, *Vita Gregorii II papæ*, apud Bouquet, t. III, p. 648.)

² « Per idem tempus Eudone a jure fœderis recedente, quo comperto per internuntios, Carlus princeps commoto exercitu Ligerem fluvium transiens, ipso duce Eudone fugato, præda multa sublata, bis eo anno ab his hostibus populata, iterum remeatur ad propria. » (*Fredegarii chronicum*, c. cviii.) « DCCXXX. Karlus vastavit duas vices ultra Ligere. » (*Annales Nazariani*, etc.)

³ « Anno DCCXXXII. Abderaman, rex Spaniæ, cum exercitu magno Sarracenorum per Pampelonam et montes Pireneos transiens, Burdigalem civitatem obsidet. Tunc Eudo princeps Aquitanix, collecto exercitu, obviam eis exiit in prælium super Garonna fluvium. Sed inito prælio, Sarraceni victores existunt. Eudo vero fugiens, maximam partem exercitus sui perdidit ; et ita demum Sarraceni Aquitaniam depredare cœperunt. » (*Chronicum Moissiacense*.) — « Egressique cum rege suo, Abdirama nomine, Garonnâ transeunt, Burdegalensem urbem pervenerunt, ecclesiis igne concrematas, populis consumptis, usque Pictavis progressi sunt. » (*Fredegarii chronicum*, c. cviii.) — Les

n'était accouru à son aide et n'avait infligé aux Musulmans la plus sanglante des défaites qu'ils eussent encore essayées en Europe ¹.

Eudon mourut en 735, trois années après l'éclatante victoire de Charles. A la nouvelle de sa mort, ce dernier vint avec une armée franque occuper tout le pays jusqu'à la Garonne; il le rendit ensuite au fils d'Eudon, Hunaud, qui dut reconnaître sa suzeraineté ². Le nouveau duc releva la tête lorsque Charles Martel fut à son tour descendu dans la tombe, et Gaifier, qui lui succéda en 745, soutint contre Pépin le Bref une lutte héroïque de huit années qui se termina en 768 par la mort du petit-fils d'Eudon et la soumission définitive de l'Aquitaine ³.

V

On a remarqué sans doute plus d'une analogie entre l'Eudon de l'histoire et le roi de Gascogne que l'auteur de *Renaut de Montauban* appelle si souvent le « riche roi Yon⁴. » Nous allons pour notre part indiquer ici celles qui nous semblent intéressantes.

chroniqueurs francs prétendent qu'Eudon avait appelé les Sarrasins en Gaule pour se venger de Charles, mais les historiens modernes s'accordent à considérer cette accusation comme une pure calomnie, qui, peut-être, aurait sa source dans l'alliance contractée par le duc d'Aquitaine avec Munuza, chef berbère qui commandait la frontière des Pyrénées et auquel il avait donné sa fille Lampagie. Or, Isidore de Béja, qui rapporte ce fait, présente Munuza comme un rival d'Abd-el-Rahman : Eudon aurait donc subi, en quelque sorte, le contre-coup de la défaite de son gendre par l'émir d'Espagne.

¹ *Fredegarii chronicum*, c. cviii. — *Chronicum Moissiacense*, anno DCCXXXII.

² « In illis quippe diebus Eudo-dux mortuus est. Hæc audiens præfatus princeps Carlus, inito consilio procerum suum, denuo Ligerem fluvium transiit, usque Garonnam vel urbem Burdegalensem, vel castrum Blaviam veniens occupavit, illamque regionem cepit ac subjugavit cum urbibus ac suburbanis castrorum. Victor cum pace remeavit... » (*Fredegarii chronicum*, c. cix). — Les *Annales Mettenses* (x^e siècle) rapportent l'expédition qui suivit la mort d'Eudon à peu près dans les mêmes termes que la continuation de Frédegair, mais elles terminent ainsi le peu de lignes qu'elles lui consacrent : « Illamque regionem cepit et subjugavit, cum urbibus et suburbanis earum, ducatumque illum solita pietate Hunaldo, filio Eodonis, dedit, qui sibi et filiis suis Pippino et Karlomanno promisit. »

³ Sur la guerre de Pépin contre Gaifier, voir surtout la continuation de Frédegair (c. cxxiv à cxxv) et les Annales dites d'Eginhard, années 760 à 768.

⁴ « Riche » est l'épithète la plus ordinairement jointe au nom du roi Yon dans la chanson de *Renaut de Montauban*, et il est possible que d'anciennes cantilènes,

En décrivant les possessions d'Eudon, nous avons montré que la Gascogne, telle que la connaissent les annalistes francs du temps de Charles Martel et de Pépin le Bref, comprenait tout le pays situé entre la Loire, l'Océan, les Pyrénées et les Cévennes. Avant Charles Martel, après Pépin le Bref, le nom de Gascogne est seulement donné à la Novempopulanie. Par conséquent, le poème de *Renaut*, en attribuant Bordeaux et Toulouse au roi de Gascogne, Yon, parmi les vassaux duquel figurent des barons saintongeais, auvergnats et même provençaux ¹, a conservé le souvenir traditionnel de la Gascogne d'entre 714 et 768.

Comme Eudon, Yon reçoit dans ses états les Francs qui ont encouru la colère de Charles. Eudon secourt et délivre Toulouse qu'assiègent les Musulmans ; de même Yon reprend, avec le secours de Renaud, cette ville sur les Sarrasins ². Charles Martel envoie des messagers à Eudon pour lui demander de livrer Chilperic auquel le duc d'Aquitaine a donné l'hospitalité ; de même des messagers sont envoyés par le Charles légendaire à Yon pour en exiger la reddition des Quatre fils Aymon, et Yon, aussi bien qu'Eudon, cède aux menaces ou à la terreur.

Le souvenir du royaume de Gascogne ou du roi Yon se trouve exprimé dans des poèmes appartenant aux différents gestes : dans le poème de *Gaydon* ³ qui se rattache à la geste du Roi ;

que ne représentent aucun des poèmes épiques que nous connaissons, parlissent de Gaifier, le petit-fils de Yon, dans les mêmes termes, car l'expression « riches rois Gaifiers » se trouve dans le poème du *Couronnement Louis* (Jonckbloet, *Guillaume d'Orange, chansons de geste*, t. 1^{er}, p. 10) appliquée à la vérité, mais par confusion peut-être, à Gaifier de Police. De même, l'auteur d'*Aye d'Avignon* (édit. Guessard et Meyer, p. 72), parle incidemment d'un « Guefier le riche ».

¹ Comme, par exemple, Hunaud de Taillebourg (*Renaus de Montauban*, édit. Michelant p. 155, 157), Guy de Montpensier (*ibid.*, p. 169) et le comte d'Avignon (*ibid.*, p. 160).

² On pourrait croire à la lecture de certaines analyses de *Renaut* que le roi Yon aurait laissé Toulouse à Beges, le chef sarrasin qu'il avait vaincu grâce au concours du fils d'Aymon. Le poème du XIII^e siècle n'est pas sans doute très explicite dans ce qu'il dit relativement aux conséquences de la guerre contre Beges, mais il est incontestable, toutefois, que Toulouse rentre sous la domination immédiate d'Yon qui semble en faire sa résidence la plus ordinaire, puis c'est là qu'il reçoit plusieurs messagers de Charles (*Renaus de Montauban*, édit. Michelant, p. 151-152, 165 et 166).

³ Le personnage de Claresme, la reine de Gascogne, qui vient demander un mari à Charlemagne et épouse enfin Gaydon (*Gaydon*, édit. Guessard et Luce, p. 245 et ss.), est l'œuvre d'un trouvère qui se souvenait à la fois du royaume de Gascogne dont l'existence est indiquée par la chanson de *Renaut* et du nom de Clarisse qu'y portait une princesse gasconne.

dans *Gui de Nanteuil*¹, qui, de même que *Renaut*, fait partie de la geste de Doon de Mayence ; dans le *Département des enfants Aimeri*² qui appartient à la geste de Guillaume au Court-Nez, et dans *Girbert*³, l'une des chansons de la geste des Lorrains. L'un de ces poèmes, en donnant Gaifier comme un membre de la famille du roi Yon⁴, permet d'entrevoir, bien vaguement à la vérité, l'existence d'une sorte de geste aquitainique dont il ne nous est rien resté et où l'on célébrait à la fois le souvenir de Yon ou Eudon et de son petit-fils Gaifier, l'adversaire de Pépin le Bref⁵ : ce doit être, du reste, à un poème épique que l'auteur de la seconde partie de la Chronique de Turpin (XI^e siècle) a emprunté le nom de « Gaifier, roi de Bordeaux⁶ », qu'il donne à l'un des preux, tombés avec Roland sur le champ de bataille de Roncevaux. Ajoutons qu'on pourrait peut-être voir dans certain chapitre de l'*Historia episcoporum Autissiodorensium*, consacré à l'évêque Haimer, le résumé d'un épisode des poèmes consacrés à Yon⁷.

¹ L'auteur de *Gui de Nanteuil* qui fait aussi épouser à son héros la reine de Gascogne donne à celle-ci le nom d'Eglantine et en fait la fille du roi Yon (*Gui de Nanteuil*), édit. Meyer, p. 14), ainsi que la nièce de Gaifier (*ibid.*, p. 25). Arnaud, frère de cette princesse, serait mort à Roncevaux avec son oncle Engelier (*ibid.*, p. 25 et 26), l'un des douze pairs, selon la chanson de *Roland*.

² Ici, Charlemagne donne Héliissent, la fille d'Yon de Gascogne, en mariage à Beuvon de Commarchis, l'un des sept fils d'Aimeri de Narbonne (Léon Gautier, *Les épopées françaises*, 1^{re} édit., t. III, p. 295).

³ Girbert, fils de Garin le Lorrain, épouse la fille du roi Yon et devient ainsi roi de Gascogne ; il eut de ce mariage un fils, nommé Yon, qui lui succéda sur le trône (voir la version de *Girbert* que renferme le ms. 1622 du fonds français de la Bibliothèque). Dans *Girbert*, la capitale du royaume de Gascogne est Aix, c'est-à-dire Ax (*Aquæ Tarbellicæ*), aujourd'hui Dax, et c'est en prenant cette ville pour la métropole de la Seconde Narbonnaise que M. Paulin Paris a qualifié Yon et Girbert de rois de Provence (*Histoire littéraire de la France*, t. XXII, p. 628).

⁴ C'est le *Gui de Nanteuil*, voir plus haut, note 1.

⁵ Tandis que les *Grandes Chroniques de France* (édit. P. Paris, t. II, p. 52) nous apprennent qu'on gardait dans le trésor de l'abbaye de Saint-Denis de précieuses ornements d'or et de précieuses pierreries, enlevés à Gaifier par Pépin le Bref, ornements qu'on nommait encore au XIII^e siècle *les bous Gaifier*, Limoges conservait le souvenir du dernier prince aquitain dans ces bannières auxquelles on appliquait le nom de *bans Gaifier* (Duplès-Agier, *Chroniques de Saint-Martial de Limoges*, p. 314-315).

⁶ « Gaiferus, rex Burdegalensis. » (Turpin, *Historia de vita Caroli magni*.)

⁷ Selon l'*Historia episcoporum Autissiodorensium*, Haimer qui gouverna l'église d'Auxerre pendant 15 ans, était un de ces prélats, assez nombreux durant la période franque, qui, s'intéressant bien plus aux affaires temporelles qu'à celles de leurs églises ne dédaignaient pas de prendre part aux

VI

Ce que les annales franques nous apprennent sur l'époque de Charles Martel tient en si peu de pages, les personnages dont elles nous font connaître les noms sont si peu nombreux qu'on ne saurait s'étonner de n'y voir point figurer le nom d'Aymon, ni celui de son fils Renaud, malgré le rôle important qu'ils ont pu jouer en Gaule. Mais il n'en sera pas moins reconnu que les fils d'Aymon ont vécu dans la première moitié du VII^e siècle et que leur lutte avec Charles Martel donna naissance à des cantilènes racontant les diverses phases de leur longue odyssée dans les Ardennes en Aquitaine et en Saxe.

Le début de l'histoire des Quatre fils Aymon, telle qu'on la disait au XII^e et XIII^e siècle, — nous voulons parler du meurtre de Louis ou Bertolai, le fils ou neveu du roi Charles, — paraît toutefois d'une historicité contestable : le remanieur des vieilles cantilènes a trouvé bon de placer ici cette légendaire partie d'échecs qu'on retrouve avec quelque différence dans plusieurs autres poèmes du cycle carolingien, et il a rajeuni de cette façon un épisode qui lui paraissait sans doute démodé.

A notre avis, — et il est permis de faire cette conjecture lorsqu'on sait comment les trouvères ont travesti la lutte entre

combats. Aussi suivit-il le roi Pépin, fils de Charles Martel, lorsque ce prince fut secourir Eudon, duc d'Aquitaine, contre un roi sarrasin, Aymon de Sarra-gosse qui avait répudié sa femme, Lampagie, fille d'Eudon ; il eut même la plus grande part à la défaite d'Aymon. Plus tard, Eudon ayant rompu l'alliance qui l'unissait à Pépin, celui-ci ordonna à Haimer de marcher contre les Aquitains, lesquels furent tellement éprouvés par cette seconde campagne que leur duc se vit contraint à la fuite. A cette occasion, les envieux firent entendre au roi qu'Eudon n'avait pu échapper qu'avec la complicité d'Haimer, et l'on emprisonna le valeureux évêque à Bastogne. — Les auteurs qui se sont occupés de l'histoire ecclésiastique des Francs ou de celle d'Auxerre n'ont pu se tirer de ce récit qui occupe la plus grande partie du chap. xxvii de l'*Historia episcoporum Autissiodorensium*, qu'en substituant Gaifier à Eudon (*Histoire ecclésiastique et civile d'Auxerre*, t. I, p. 166-167, note), mais la mention de Lampagie, fille d'Eudon et femme du sarrasin Munuza (dont il a été question plus haut), n'autorise pas cette substitution ; de plus, l'histoire de cette même Lampagie y est tellement dénaturée qu'il est impossible d'y voir autre chose que l'analyse d'une sorte de tradition épique introduite dans l'Histoire des évêques d'Auxerre par le clerc qui publia la première partie de cette œuvre vers 1185 (*Histoire littéraire de la France*, t. VIII, p. 326).

Charles Martel d'une part, Rainfroi et Chilperic II de l'autre¹, — Renaud et ses frères devaient être au nombre des Francs qui s'opposèrent à Charles Martel de 715 à 719. A cette dernière date, ou peu après, ils se seraient réfugiés en Aquitaine auprès d'Eudon, avec lequel ils auraient combattu les Sarrasins en 721 sous les murs de Toulouse. Leur départ d'Aquitaine pourrait être placé en l'année 731, car la campagne entreprise par Charlemagne contre le roi Yon, lorsque celui-ci eut refusé de lui livrer les quatre frères, rappelle sans doute la guerre faite par Charles Martel à Eudon qu'il accusait d'avoir violé le traité de 720². La dernière étape des fils d'Aymon à Trémoigne pourrait être considérée comme l'un des épisodes de l'expédition que Charles dirigea en 738 contre la Saxe³, expédition qui, si l'on en juge par son point de départ, le confluent du Rhin et de la Lippe, dut passer par le lieu où la tradition place la retraite de Renaud et de ses frères dans ces pays d'outre-Rhin⁴. Enfin, Renaud serait mort une dizaine d'années après ce dernier événement, entre 746 et 750.

¹ M. Gaston Paris a démontré (*Histoire poétique de Charlemagne*, p. 440-441), que les récits des XII^e et XIII^e siècle, relatifs à la lutte que Charlemagne soutint après la mort de son père Pépin contre ses deux frères bâtards, Rainfroi et Heudri, était simplement une altération de l'histoire de Charles Martel qui, en suite de la mort de son père Pépin de Herstal, combattit le maire du palais, Rainfroi et le roi Chilperic II; il conjecture à ce propos, avec beaucoup de raison, que le nom de Chilperic fut confondu de bonne heure avec le nom presque semblable de Childeric, car Heudri est précisément la forme romane de ce dernier nom.

² Peut-être le reproche fait à Eudon était-il, comme dans *Renaud*, motivé par l'accueil que le prince gascon avait pu faire à des transfuges de la Gaule austrasienne ou neustrienne.

³ « XXIII [anno, regnante Karlo], Karlus tributarios fecit Saxones » (*Annales Francorum*). — « DCCXXXVIII. Karolus intravit in Saxoniam. » (*Annales Tiliati*). — « Itemque rebellantibus Saxonibus paganissimis, qui ultra Rhenum fluvium consistunt, strenuus vir Carolus dux, commoto exercitu Francorum in loco ubi Lippia fluvius Rhenum amnem ingreditur, sagaci intentione transmeavit, maxima ex parte regionem illam dirissimam stravit, gentemque illam sævissimam ex parte tributarios esse præcepit, atque quamplures obsides ab eis accepit. » (*Fredegarii chronicum*, c. CIX.)

⁴ Trémoigne, aujourd'hui Dortmund, est situé à 12 kilomètres au sud de la Lippe, et à 75 kil. à l'est de son confluent. — La retraite de Renaud en Gascogne, puis en Saxe, c'est-à-dire dans des contrées qui ne reconnaissaient pas l'autorité de Charles Martel, n'a rien d'étrange malgré l'éloignement de ces deux pays : Griffon, frère de Carloman et de Pépin le Bref, qui, pendant les douze années qui suivirent la mort de Charles Martel, vécut presque constamment en état de rébellion ou de conspiration contre ses frères, ne quitta-t-il pas la France pour la Saxe, la Saxe pour la Bavière, puis la France encore pour l'Aquitaine qu'il abandonnait pour passer en Lombardie, lorsqu'il fut mis à mort par un des comtes de Pépin ?

Les cantilènes consacrées au récit des aventures de Renaud et de ses frères auraient été composées dans les pays où les fils d'Aymon avaient leur patrimoine, c'est-à-dire dans les pays rhénans ; il n'est pas possible d'expliquer d'une autre façon pourquoi elles suivaient Renaud depuis son entrée dans la milice jusqu'à sa mort. Ces cantilènes, profondément historiques, furent amplifiées par les poètes des siècles postérieurs ; mais elles ne subirent d'altération sensible qu'à partir du moment où, par suite d'une confusion dont nos vieux poèmes fournissent tant d'exemples, Charlemagne prit la place de Charles Martel, car cette substitution involontaire favorisa l'introduction, dans les chants relatifs aux Quatre fils Aymon, de nombreux personnages étrangers à la tradition primitive.

AUGUSTE LONGNON.

MÉLANGES

I

DE L'ORIGINE COMMUNE

DE LA

CHRONOLOGIE COSMOGONIQUE DES CHALDÉENS

ET DES DATES DE LA GENÈSE

A PROPOS D'UN ARTICLE DE M. OPPERT ¹.

Jusqu'ici M. Oppert s'était distingué par son respect profond pour la Bible, et il avait même soulevé contre lui presque tous les assyriologues en défendant au pied de la lettre la chronologie du livre des Juges et des livres des Rois. Cette réprobation ne prouve pas qu'il eût tort, et les cinq preuves très graves qu'il apporte en faveur de son opinion attendent encore une réfutation convaincante ².

A-t-il craint d'être exagéré dans son orthodoxie ? Je n'en sais rien. Toujours est-il qu'il a entrepris de prouver « qu'il n'y a point de chronologie dans la Genèse. » Dans sa pensée cela revient à dire que Moïse nous donne une chronologie empruntée aux Chaldéens. « La chronologie des trois premiers âges, dit M. Oppert, est commune aux Juifs et

¹ *Annales de philosophie chrétienne*. 1877, 6^e série, t. XIII, p. 237-240.

M. Oppert a publié en Allemagne un article plus étendu sur le même sujet. Je l'ai parcouru et je lui ai emprunté quelques mots où la pensée de l'auteur apparaît plus clairement que dans l'article français. Mais, pour la substance des choses, ces deux morceaux sont équivalents.

² Voir *Annales de Philosophie chrétienne* d'avril 1875 à mars 1876.

aux Chaldéens. Seulement, si les nombres fondamentaux sont les mêmes, ils se trouvent multipliés par des coefficients différents. Ce qui a jusqu'ici empêché d'en apercevoir l'identité. » Je ne rapporte pas les propres expressions de l'auteur, mais assurément je ne dénature pas son opinion.

Admettons pour un moment l'identité du système chronologique des Juifs et des Chaldéens. Encore resterait-il à démontrer que Moïse, né, d'après M. Oppert, en 1573 avant Jésus-Christ, a copié les Chaldéens, et que Bérosee, contemporain d'Alexandre le Grand, n'a pas copié Moïse. En tout cas, quand même on admettrait que l'auteur de la Genèse s'est servi de données Chaldéennes, il ne s'en suivrait pas pour cela que sa chronologie soit nulle et sans valeur. Car, s'il a eu un modèle Chaldéen, il faut avouer qu'il en a usé très librement avec lui, et que, pour nous servir du langage actuel, il a fait preuve d'une critique fort indépendante.

Mais laissons cette discussion oiseuse, et montrons que l'identité de la chronologie Juive et de la chronologie Chaldéenne n'existe guères que dans les ingénieux calculs du savant académicien.

« Les Chaldéens, nous dit-il, comptaient, depuis le commencement du monde à Alexandre, 215 myriades d'années; depuis le premier homme à la même époque, 47 myriades; donc pour la création... 168 myriades d'années. »

« La Bible compte 7 jours ou 168 heures. »

168 myriades d'années, 168 heures, la coïncidence est frappante. Mais les 168 myriades d'années des Chaldéens ne sont-elles pas une vraie invention de M. Oppert?

Ce nombre 168 est la différence de 215 et de 47. D'abord le nombre 47 n'est qu'un à peu près. Car, pour y arriver, en s'éloignant aussi peu que possible des données du savant professeur, il faut additionner les nombres 432000 qu'il trouve dans Bérosee, 39180 qu'il obtient par des combinaisons arbitraires de textes (nous le verrons plus loin) et 2187, différence entre 2517, date qu'il assigne à l'origine des temps chronologiques, et 330, date moyenne de la vie publique d'Alexandre¹. Tout cela donne 473367, au lieu de 470000 que demanderait le système.

Passons cependant sur cette première difficulté. Mais comment admettre le nombre 215? M. Oppert avance que les Chaldéens comptent 215 myriades d'années depuis l'origine de la création jusqu'à Alexandre le Grand. En vérité, nous ne comprenons pas comment le savant assyriologue a lu le passage de Bérosee². Car cet auteur n'y parle pas de l'origine de la

¹ Alexandre monta sur le trône en 336 et mourut en 323.

² Tous les fragments de Bérosee d'après Polyhistor, Le Syncelle, le texte grec d'Eusèbe et sa version arménienne, sont réunis au tome second des *Fragmenta historicorum graecorum* de Charles Muller, p. 495-510.

création, mais de l'antiquité des livres d'après lesquels il a composé son histoire. Or, quelle est cette antiquité? Le Syncelle dit 15 myriades d'années, nombre assurément fort respectable. Mais, nous répond M. Oppert, la version arménienne d'Eusèbe donne 215, et l'autorité de cette version est prépondérante. Je n'en disconviens pas, à moins que, dans un cas particulier, le contexte n'oblige à préférer le grec. Et nous sommes assurément dans ce cas particulier. Bérosee assigne à l'humanité, jusqu'au règne d'Alexandre, entre 47 et 48 myriades d'années; M. Oppert lui-même en convient. Comment donc peut-il, après cela, supposer un instant que le même Bérosee ait donné aux livres 215 myriades d'années d'existence? Il faut donc lire 15 et non 215. Dès lors les 168 myriades de M. Oppert s'évanouissent, et son premier rapprochement, 168 myriades et 168 heures, disparaît.

Passons au second. De la création du premier homme au déluge, le texte hébreu de la Bible compte 1656 ans, et Bérosee, si nous en croyons Eusèbe, 432000 ans. Avant de critiquer les conclusions qu'en tire l'auteur, nous serions en droit de lui demander pourquoi il choisit de préférence à d'autres les deux nombres 1656 et 432000. M. Oppert nous répond « que les chiffres hébreux de la Genèse sont à prendre ou à laisser, que le texte hébreu suivi par la Vulgate est le seul original et non falsifié. » C'est bientôt dit. Mais dire et prouver sont deux choses distinctes, et d'abord le nombre 2256 que l'on déduit de la version des septante, n'en reste pas moins aussi probable que le nombre 1656. Quand à 432000, il faut, pour l'accepter, écarter le Syncelle. Mais soyons de bonne composition; acceptons 1656 et 432000. Que nous disent ces deux nombres? [$1656 = 72 \times 23$ et $432000 = 86400 \times 5$] 23 ans font 1200 semaines. Donc les Juifs comptaient de la création au déluge 72 fois 1200 semaines ou 86400 semaines et les Chaldéens 86400 lustres. 86400 semaines, 86400 lustres! La semaine biblique équivaut donc à un lustre ou 60 mois chaldéens. Le rapprochement n'est pas des plus naturels, on en conviendra; car enfin l'idée d'aller chercher 1200 semaines dans 23 ans ne se présente pas du premier coup, et de plus cette supputation n'est rien moins qu'exacte. En effet, 23 ans renferment 1200 semaines et une notable fraction de jour, fraction qui, répétée 72 fois, forme plusieurs semaines. Ainsi 1656 ans donnent plus de 86400 semaines et l'erreur surpasse sept semaines.

Pour donner plus de valeur à ce rapprochement de la semaine et du lustre dans les supputations des Juifs et des Chaldéens, M. Oppert se livre à des combinaisons de nombres. Il admet, suivant l'opinion commune, que les dix rois antédiluviens de Bérosee ne sont pas autre chose que les dix patriarches antédiluviens de la Genèse. Puis il groupe les règnes des uns, qu'il réduit en lustres, et certaines données numériques relatives aux autres, qu'il réduit en semaines. Pour les rois de Bérosee, il en prend d'abord 3 qui lui fournissent 18720 lustres, puis 2 qui don-

nent 21600 lustres, enfin 5 qui aboutissent à 46080 lustres. Quant aux patriarches, il raisonne sur l'âge qu'ils avaient à la naissance de leur successeur, et cela d'après le texte hébreu. Tout au moins s'attendrait-on à ce qu'il prit 3 patriarches, puis 2, puis 5, comme il a fait pour les rois. Point du tout : il prend 5 patriarches, 2 et 3. Mais arrive-t-il aux chiffres 48720, 21600 et 46080 ? Pas davantage : il obtient 24000, 21600 et 40800 semaines, encore dans l'hypothèse que 23 ans font rigoureusement 1200 semaines. La concordance, on le voit, ne s'établit que pour deux nombres, et fait défaut pour les autres.

Cependant M. Oppert n'a pas voulu rester en si beau chemin, et il s'est livré sur la vie des patriarches à des calculs encore moins concluants, puisqu'il n'a pas de données chaldéennes à comparer aux données du texte hébreu. Son but était de retrouver encore un certain nombre de fois sa période de 23 ans ou 1200 semaines.

Les vies des quatre premiers patriarches, mises bout à bout, forment bien 459 fois 23 ans. Quant aux suivants, il faut, pour aboutir à un résultat analogue, user d'un double artifice : joindre Sem aux patriarches antédiluviens et le gratifier de 602 ans d'existence, tandis que la Bible ne lui en donne que 600 (Gen. XI, 10 et 11). On obtiendra ainsi une durée de 240 fois 23 ans. Les patriarches post diluviens, postérieurs à Sem, en comptant Jacob, et en excluant Joseph, on ne sait pourquoi¹, ont vécu 126 fois 23 ans. Tout cela n'est pas sérieux.

Passons à la troisième période, la période post diluvienne. M. Oppert nous dit que les Chaldéens comptent, depuis le déluge jusqu'à l'origine des temps chronologiques, 39180 années ou 653 fois 60 ans. Et le texte hébreu de la Bible donne, depuis le déluge jusqu'à la mort de Joseph, 653 ans. 653 et 653 : voilà une nouvelle coïncidence fort curieuse. Mais, pour qu'elle signifie quelque chose, encore faudrait-il que les deux périodes aboutissent à la même époque. Or, il est impossible d'admettre cette coïncidence, car, selon l'illustre savant, la période chaldéenne s'arrête à l'an 2517 avant l'ère chrétienne, et d'après lui la mort de Joseph arriva l'an 1843² : c'est une différence de 674 ans.

De plus, chacun sait que la chronologie du texte hébreu, celle qu'adopte avant toute autre le savant assyriologue, devient, pour les temps post diluviens, d'une complète invraisemblance. Mais, en outre, le nombre 39180, inscrit comme une donnée chaldéenne par M. Oppert, a pris naissance sous sa plume, et ne peut nullement être mis à la charge des Chaldéens. Prenons le texte arménien d'Eusèbe et de Béroze ; c'est celui que suivait naguères M. Oppert.

¹ On verra que plus loin M. Oppert fait entrer dans ses calculs la vie de Joseph et avec raison, puisque la Genèse embrasse cette vie.

² M. Oppert place l'Exode en 1493, admet que le séjour des Hébreux en Égypte fût de 430 ans, et l'on sait que Joseph mourut 80 ans après la descente de Jacob (1493 + 430 — 80 = 1843).

« Depuis le déluge jusqu'à l'époque où les Mèdes prirent Babylone, Polyhistor compte 86 rois, et il énumère leurs noms d'après Bérosee. La durée de tous ces règnes comprend trois myriades, trois mille, 90 et une année, » 33094, et dans le nombre l'auteur englobe le règne d'Evechius, 2400 ans, et celui de Chosmobélus, 2700 ans. 33094 n'est pas 39180. Cherchons donc ailleurs. Le Syncelle nous parle, pour le même intervalle, de 34090 ans, qu'il réduit lui-même à 34080, mais en ayant soin de nous faire remarquer que cette somme embrasse les règnes d'Evechius, de Chosmobelus¹ et des 84 princes Mèdes qui les ont suivis. N'importe ! M. Oppert s'empare de ce nombre 34080 du Syncelle ; il y joint, par un double emploi évident, 2400 ans pour Evechius, 2700 pour Chosmobelus, et il arrive ainsi à 39180. On conviendra qu'avec de pareils procédés il n'est pas de résultats qu'on ne puisse justifier.

Après cette remarque, j'avoue que je me sens fort peu touché d'une dernière découverte de M. Oppert : 39180 ans, dit-il, forment juste 12 cycles sothiaques de 1460 ans et 12 cycles lunaires de 1805 ans (22325 lunaïsons). Je n'éprouve même pas la tentation de chercher si le cycle sothiaque était connu des Chaldéens, et si ce cycle embrassait 1460 ou 1463 ans ; je ne cherche pas davantage à savoir si le cycle écliptique de 1805 ans était bien réellement en usage chez les Babyloniens à une époque tant soit peu ancienne.

Car je crois m'être mis en droit de conclure que tout le travail de M. Oppert est un vrai jeu sur les nombres, et qu'il laisse parfaitement intacte la valeur de la chronologie de la Genèse. Si l'on me demande pourquoi j'ai attaché de l'importance à de pareils calculs, je répondrai que, chez un savant de la valeur de celui dont je parle, les amusements même peuvent avoir des conséquences.

J. B. LELIÈVRE.

¹ C'est ainsi qu'il écrit.

II

LE COMTE DE FERSEN

ET LA COUR DE FRANCE¹

Sous ce titre, M. le baron de Klinckowström vient de publier les papiers de son grand-oncle, le célèbre comte de Fersen.

Disons-le tout d'abord, cette publication causera plus d'une déception. Les amateurs de petites nouvelles, les lecteurs de chroniques plus ou moins scandaleuses, tous ceux dont la curiosité malsaine, éveillée par de mauvais pamphlets, espérait trouver dans la correspondance du comte de Fersen et de Marie-Antoinette quelque révélation piquante ou quelque équivoque compromettante pour l'honneur de la Reine, n'y rencontreront pas ce qu'ils cherchaient. Le journal de Fersen, relatif à la période de sa plus grande faveur à la cour de France, de 1780 à 1794, n'existe plus. Confié à un ami, au moment où l'intrépide jeune homme partait de Paris pour entreprendre cette œuvre de dévouement et de courage qui devait si tristement échouer à Varenne, il a été brûlé, dans la crainte qu'il ne tombât entre les mains des révolutionnaires : perte bien fâcheuse pour l'histoire et que nul ne déplora plus que l'auteur lui-même :

« Cet événement affreux, écrivait-il au baron de Taube après la mort de la Reine, me fait encore plus regretter la perte de mes Mémoires depuis l'année 1780. Je les avais écrits au jour le jour, je les laissai à Paris en 1794 ; lorsque j'en sortis, je n'osai les emporter, et la personne chez laquelle je les avais déposés les brûla, dans la crainte qu'on ne les saisit entre ses mains. Il y avait sur la Révolution des notes précieuses qui auraient servi à bien faire connaître le Roi et la Reine et à écrire l'histoire de cette époque. Je le regrette d'autant plus que ma mémoire est mauvaise, et que je ne me souviens plus de ce que j'ai fait moi-même. On aurait compris combien cette princesse a été malheureuse, quel juste sentiment elle avait de son malheur, à quel point elle en a été affectée, et combien sa grande âme savait pardonner

¹ *Le comte de Fersen et la cour de France* ; extraits des papiers du grand maréchal de Suède, comte Jean Axel de Fersen, publiés par son petit neveu le baron R. M. de KLINCKOWSTRÖM, colonel suédois, Paris, Didot, 1878, 2 vol. in 8° de LXXVII-323 et 441 pages.

et se mettre au dessus de l'injustice par la conscience du bien qu'elle faisait et qu'elle désirait pouvoir faire ¹. »

Ainsi, dans ces regrets adressés par le chevaleresque défenseur de la famille royale à son confident le plus intime, rien qui concerne quelque marque d'affection particulière que lui aurait donnée la malheureuse victime du 16 octobre. Allons plus loin : Fersen aurait-il si amèrement déploré la perte de ces papiers, s'ils avaient contenu quelque trace de liaison coupable, quelque souvenir compromettant pour la mémoire de celle qu'il aimait comme une bienfaitrice, qu'il vénérât comme une martyre ?

Un des esprits les plus distingués de ce temps, un de ceux qui ont le mieux compris et le plus justement apprécié le caractère de Marie-Antoinette, M. Geffroy, l'auteur du beau livre *Gustave III et la cour de France*, a d'ailleurs judicieusement montré, dans les démarches même faites par l'ambassadeur et le roi de Suède en faveur de Fersen près du Roi et de la Reine, et dans la réponse de la Reine à ces démarches l'évidente démonstration de l'innocence de l'auguste calomniée.

« Ils — le comte de Creutz et Gustave III — n'eussent certainement pas, dit-il, rappelé, comme ils le font dans chaque lettre, la bienveillance témoignée quelques années plus tôt par la Reine, si le scandale eût été attaché à ce souvenir ². »

Et à propos de la réponse de la Reine :

« Ainsi la Reine elle-même, loin d'observer sur le compte du jeune officier suédois une réserve qu'on aurait pu tenir pour significative, ne faisait aucune difficulté de lui accorder publiquement les éloges qu'il méritait, et d'en écrire au roi de Suède. »

Enfin le pieux éditeur des papiers de Fersen apporte aujourd'hui une preuve nouvelle à cette opinion, qui est devenue celle de l'histoire sérieuse et vraie. Au moment où les ennemis de la Reine faisaient courir ces bruits injurieux sur son compte, Fersen négociait son mariage avec une jeune suédoise naturalisée anglaise et héritière d'une immense fortune, M^{lle} de Leijel.

Laissons donc là le roman et interrogeons l'histoire.

Jean Axel de Fersen était né à Stockholm le 4 septembre 1735, deux mois avant l'auguste princesse à la destinée de laquelle son nom devait être mêlé. Son père, le comte Axel Frédéric de Fersen, était en Suède le chef du parti français, désigné sous le nom de parti des *Chapeaux* ; sa mère appartenait, comme son père, à une famille considérable. Le jeune Axel n'avait pas quinze ans lorsqu'on l'envoya, avec son précepteur, faire un voyage sur le continent. Ce voyage dura quatre ans et fut

¹ Le comte de Fersen au baron de Taube, 30 octobre 1793 ; Introduction, p. v, vi.

² *Gustave III et la cour de France*, t. I, p. 362.

terminé, comme il était convenable, par un séjour à Paris; c'était alors le complément obligé de l'éducation d'un jeune homme, d'un jeune suédois surtout. Les relations étaient cordiales et fréquentes entre la Suède et la France, particulièrement depuis le coup d'état de 1772, auquel avait puissamment aidé le ministre de Louis XV à Stockholm, M. de Vergennes. Fersen fut donc admirablement reçu à Paris et à Versailles, admis dans les salons les plus à la mode, présenté à la cour, invité aux bals de la Dauphine, en un mot, disait l'ambassadeur de Suède, le comte de Creutz, « extrêmement bien traité de la famille royale ¹. » C'était alors un grand jeune homme au regard profond, à la tournure distinguée, à l'air un peu mélancolique, d'une distinction parfaite, ami sûr avec les hommes, très réservé avec les femmes. Il réussit « complètement. » Aussi lorsqu'il revint à Paris quatre ans plus tard, en 1778, toutes les portes lui furent-elles ouvertes. « Ah ! c'est une ancienne connaissance ² » lui disait gracieusement la jeune reine, et Fersen, enthousiasmé, écrivait à son père que c'était « la plus jolie et aimable princesse qu'il connût ³. »

Mais ce n'étaient point les plaisirs de la cour qui l'attiraient en France. On était en pleine guerre d'Amérique, et le brillant officier, passionné pour la vie active et le métier des armes, était venu chercher sur le continent une carrière que la Suède, alors en paix, ne lui offrait pas. Peu après son arrivée à Paris, il demandait et obtenait un poste dans l'expédition préparée contre l'Angleterre. C'était le moment de sa plus grande faveur à Versailles; les mauvaises langues en jasnent : « Quoi ! lui dit la duchesse de Fitz James, vous abandonnez ainsi votre conquête ! » — « Si j'en avais fait une, répondit-il simplement, je ne l'abandonnerais pas : je pars libre, et malheureusement sans laisser de regrets. » — « Son départ, dans les circonstances que nous venons de dire, ajoute M. Geffroy, fit taire les bruits injurieux. Il fallait bien qu'ils n'eussent guère de consistance ⁴. »

Pendant quatre ans, et jusqu'à la paix de 1783, Fersen guerroya en Amérique en qualité d'aide de camp de Rochambeau. Les lettres qu'il écrivit à son père pendant ce temps, et que publie M. de Klinckowström, sont pleines des plus intéressants détails. Nommé à son retour colonel dans l'armée suédoise, et en même temps colonel du régiment français de Deux-Ponts, puis de Royal-Suédois, il dut, dans cette position mixte, alors commune à bien des officiers étrangers, partager son service et son temps entre son pays et la France. C'est ainsi qu'il accompagna Gustave III dans ses voyages en Europe, et plus tard dans son expédition contre les Russes en Finlande.

¹ *Gustave III et la cour de France*, t. I, p. 359.

² Fersen à son père, 26 août 1778, t. I, p. xxxii.

³ Le même au même, 8 septembre 1778, *ibid.*

⁴ *Gustave III et la cour de France*, t. I, p. 362.

Il revint en France en octobre 1778. La révolution approchait ; les esprits étaient agités par la convocation des États-Généraux. Necker, en invitant tous les publicistes à faire connaître leur pensée sur cette grave question, avait déchainé des tempêtes.

« Le public est inondé d'écrits, de brochures et de pamphlets, écrivait le jeune colonel à son père ; il n'y a pas de jour où il n'en paraisse quatre ou cinq, et la plupart n'ont pas le sens commun, ne contiennent que des mots vides de sens ou des pensées tout à fait séditieuses. Tout le monde est auteur ou administrateur, et surtout les femmes.... Elles ne sont occupées que de la constitution, et les jeunes gens, pour leur plaire et être du bon ton, ne parlent que d'états-Généraux et de gouvernement, quoique souvent leurs gilets, leurs cabriolets et leurs jaquettes y fassent diversion ¹. »

Chose étrange ! Fersen prenait ce grand mouvement à son début pour une effervescence éphémère : « Tout ira beaucoup mieux qu'on ne l'avait cru d'abord, disait-il, et la France ne tardera pas à reprendre en Europe la grande influence qu'elle doit y avoir ². » Mais son optimisme dura peu. « Dieu sait comment cela finira, » écrivait-il six mois après ³. Bientôt la Bastille était prise ; Flesselles et de Launay étaient assassinés ; le comte d'Artois, les Condé, les Polignac quittaient précipitamment la France pour éviter un sort pareil ; les massacres, commencés à Paris, s'étendaient dans les provinces. L'anarchie régnait partout.

« Tous les liens sont rompus, écrivait encore Fersen, l'autorité du Roi est nulle ; l'Assemblée nationale elle-même tremble devant Paris, et Paris tremble devant quarante à cinquante mille bandits ou gens sans aveu, établis à Montmartre ou dans le Palais Royal, qu'on n'a pas pu en chasser, et qui ne cessent d'y faire des motions ⁴. »

Cela était vrai dès le 3 septembre 1789 ; combien cela le fut plus encore, lorsqu'après les affreuses journées d'octobre, le Roi et l'Assemblée, ramenés dans la capitale, furent désormais à la merci absolue des bandits dont parle Fersen. L'armée même n'était plus un secours : la révolte y avait pénétré comme partout. Dégoûté de cette désorganisation, Fersen avait donné sa démission de colonel au service de la France. Cependant il restait encore à Paris. Quelques-uns l'en blâmaient ⁵. Son père eut désiré qu'il revint en Suède ; le vaillant jeune homme ne le voulut pas ; il était de ceux que le danger attire et que le malheur attache :

« Ma position, répondit-il, est différente de celle de tout le monde.

¹ Fersen à son père, 2 janvier 1789, t. I, p. XLV, XLVI.

² Le même au même, 19 décembre 1788, t. I, p. XLIV.

³ Le même au même, 27 juin 1789, t. I, p. XLVII.

⁴ Fersen à son père, 3 septembre 1789, t. I, p. LXIX.

⁵ Voir les lettres de Londres saisies chez Fersen après le 20 juin 1791, et publiées comme pièces justificatives dans l'intéressant ouvrage de M. Bimbenet : *La fuite de Louis XVI à Varennes*.

J'ai toujours été traité avec bonté et distinction dans ce pays-ci par les ministres et par le Roi et la Reine..... Je suis attaché au Roi et à la Reine, et je le dois, par la manière pleine de bonté dont ils m'ont toujours traité, lorsqu'ils le pouvaient, et je serais vil et ingrat si je les abandonnais quand ils ne peuvent plus rien faire pour moi et que j'ai l'espoir de pouvoir leur être utile. A toutes les bontés dont ils m'ont toujours comblé, ils viennent d'ajouter encore une distinction flatteuse : celle de la *confiance* ; elle l'est d'autant plus qu'elle est extrêmement bornée et concentrée entre trois ou quatre personnes, dont je suis le plus jeune. Si nous pouvons les servir, quel plaisir n'aurai-je pas à m'acquitter envers eux d'une partie des obligations que je leur ai ! Quelle douce jouissance pour mon cœur d'avoir pu contribuer à leur bonheur ! Le vôtre le sent, mon cher père, et ne peut que m'approuver. Cette conduite est la seule qui soit digne de votre fils et, quoi qu'il puisse vous en coûter, vous seriez le premier à me l'ordonner, si j'étais capable d'en avoir une autre ¹.»

Fersen employait le mot juste : il était devenu l'homme de confiance du Roi et de la Reine. On sait quel enchaînement de circonstances, quels outrages à son autorité de souverain, quelles violences à sa conscience de chrétien déterminèrent Louis XVI à tenter d'échapper par la fuite à une situation devenue intolérable. Fersen fut l'âme de ce plan, dont M. de Bouillé à l'intérieur, MM. de Breteuil, de Bombelles et de Mercy à l'extérieur, connaissaient seuls le secret. C'est lui qui, au nom de la cour, correspondait avec les personnages admis à l'honneur de cette périlleuse confiance. C'est lui qui recommande à Breteuil la plus grande circonspection vis à vis du comte d'Artois et du prince de Condé dont on redoutait l'indiscrétion et l'ardeur ; qui demande à Mercy que l'Autriche rassemble un cordon de troupes sur sa frontière et mette à la disposition du Roi sept ou huit mille hommes de troupes pour le premier moment, s'il en était besoin ; qui règle avec Bouillé tous les détails de la route ; qui fait à Paris les préparatifs du voyage, commande la berline, se procure des passeports, et lorsque ce malheureux départ, sans cesse différé pour une raison ou pour une autre, remis de mai en juin, puis du 1^{er} juin au 8, du 8 au 12, du 12 au 19, du 19 au 20, s'effectue enfin, c'est lui encore qui monte sur le siège de la voiture et conduit la famille royale jusqu'à Bondy. Que ne les conduisit-il jusqu'au bout ! Son courage, son sang-froid, sa perspicacité, eussent probablement prévenu les imprudences, surmonté les obstacles, et mené à bonne fin une entreprise qui eût peut-être changé le cours de la Révolution et en tout cas épargné à la France la honte du régicide ².

¹ Fersen à son père, février 1791, t. I, p. LVIII, LIX.

² La publication de M. de Klinckowström abonde naturellement en documents inédits sur la tentative du 20 juin 1791 ; on peut les compléter par

On devine la douleur de Fersen, lorsque, arrivé à Arlon, il apprit de M. de Bouillé l'arrestation du Roi et la ruine de ses espérances. Il ne se découragea pas cependant. Ce qu'il n'avait pu faire à l'intérieur, il essaya de le faire à l'extérieur. Plus que jamais il fut l'homme du Roi et de la Reine, de la Reine surtout ; car c'était elle qui, avec son fier caractère et son indomptable énergie, donnait l'impulsion et cherchait à provoquer les efforts. Elle avait voulu se tirer d'affaire elle-même, seule, sans secours étranger. Son entreprise avait tristement échoué. Prisonnière dans son palais, gardée à vue nuit et jour, entendant les passions gronder autour d'elle et les cris de mort vociférés sous ses fenêtres, voyant le danger partout, le salut nulle part, elle n'attendait plus rien de la France. Il lui semblait qu'il fallait avoir l'air d'appuyer la révolution, afin que le peuple, en voyant fonctionner le nouveau régime, en comprît mieux les inconvénients¹. Les constitutionnels, menacés, comme la royauté, par le flot montant de la démagogie, s'étaient rapprochés d'elle ; elle feignit de se rapprocher d'eux, d'écouter leurs conseils, d'écrire et d'agir sous leur inspiration. En réalité, elle ne se fia jamais à eux. Et vraiment comment eût-elle pu s'y fier ? N'étaient-ce pas eux qui, plus que tous, avaient contribué à transformer les réformes pacifiques en révolution violente ? Et à la place du vieil ordre renversé, qu'avaient-ils mis ? La confusion et le chaos. Si le tableau de cette confusion, tracé par un historien éloquent, nous paraît aujourd'hui encore si saisissant et si sombre, que devait-ce être pour ceux qui étaient chaque jour témoins de ces désordres et de ces excès ? Pouvaient-ils regarder comme de grands hommes d'état ceux qui les avaient déchaînés ? Et puis les chefs des constitutionnels, la Fayette, les Lameth, tant d'autres, n'étaient-ils pas les anciens favoris de la royauté, les propres obligés de la Reine ? N'étaient-ce pas eux pourtant qui avaient abreuvé le Roi de fiel, elle-même d'outrages ? A l'hostilité politique s'ajoutait ainsi l'ingratitude privée.

Assurément, il eût été plus habile d'oublier ces petits ressentiments, de voir dans les constitutionnels, repentants et ralliés, des auxiliaires sérieux, de faire comme Henri IV et de négocier tout en combattant. Mais, pour cela, il eût fallu une éducation politique autre que celle qu'avait reçue la Reine ; il eût fallu être une souveraine de génie, et Marie-Antoinette n'était pas une souveraine de génie ; après avoir été une reine charmante, elle se contentait d'être une femme d'un grand caractère. Ces femmes là ne dominent pas des situations aussi difficiles que celle où s'était trouvée jetée inopinément la fille de Marie-Thérèse

l'ouvrage de M. Bimbenet, cité plus haut. Nos lecteurs n'ont certes pas oublié qu'ici-même (tome V, pp. 107 et 426), M. Victor Fournel a publié une savante et très complète étude sur la fuite de Varennes.

¹ Marie-Antoinette à Fersen, 26 septembre 1781, t. I, p. 192, 193.

— et qui eût pu la dominer? Mirabeau lui-même y avait échoué; — mais elles forcent l'admiration et imposent le respect, et, si elles succombent, elles luttent du moins avec courage et tombent avec fierté.

La Reine ne comptait donc nullement s'appuyer sur les constitutionnels, sur ceux qu'après Fersen elle appelait les « enragés. » « Soyez bien tranquille, écrivait-elle, jamais je ne me laisserai aller aux enragés; il faut s'en servir pour éviter de plus grands maux; mais, pour le bien, je vois bien qu'ils ne sont pas capables de le faire ¹. » Mais elle n'avait pas moins de méfiance des émigrés. Elle avait tout fait pour empêcher ce mouvement irréfléchi qui emportait au delà des frontières une grande partie de la noblesse française et qui était devenu comme irrésistible, surtout après Varennes : « Nous gémissons depuis longtemps du nombre des émigrants, écrivait-elle; nous en sentons l'inconvénient tant pour l'intérieur du royaume que pour les princes même... Ceux qui ont eu assez de confiance en nous pour nous consulter, ont été arrêtés, ou au moins, s'ils ont cru de leur honneur de partir, nous leur avons dit la vérité..... C'est un grand malheur, ajoutait-elle, et encore plus grand pour le reste de la France que pour Paris, car les provinces restent livrées absolument à elles seules, ou à une horde de scélérats et de factieux ². » Elle redoutait tout des émigrés, l'ambition des uns, l'imprudence des autres, leur zèle même et leurs démarches près des cours étrangères, leurs manifestes hautains qui réveillaient les préjugés et servaient de prétexte aux Jacobins. Elle voulait que le Roi eût une part prépondérante dans sa délivrance et elle s'irritait de voir les émigrés agir sans lui et parfois contre lui ³. De là une hostilité sourde, un antagonisme entre la politique des Tuileries et celle de Coblenz, qui éclate à chaque page de la correspondance de Fersen.

Déplorable situation que celle de Marie-Antoinette! N'ayant autour d'elle personne à qui s'ouvrir, ne trouvant pas même dans sa famille cette communauté de sentiments et d'opinions qui du moins eût été un repos d'esprit, n'éprouvant, elle le disait elle-même, qu'ingratitude de la part des gens qui lui devaient tout ⁴, n'osant se confier à aucun Français, tant les uns étaient mal disposés, les autres indiscrets ou imprudents ⁵, en butte à toutes les haines, traitée de démocrate à Coblenz, d'aristocrate à Paris, contrainte de dissimuler pour endormir les méfiances, réduite à avoir deux visages en quelque sorte et deux diplomaties, à faire démentir par ses agents secrets les affirmations de ses agents officiels, quelle torture pour une âme ardente et fière comme la sienne!

¹ Marie-Antoinette à Fersen, 2 novembre 1791, t. I, p. 213.

² Marie-Antoinette à Fersen, 31 octobre 1791, t. I, p. 207, 210.

³ *Ibid.*

⁴ Fersen à Gustave III, 29 février 1792, t. II, p. 182.

⁵ Fersen au baron de Taube, 21 mars 1792, t. II, p. 216.

« Comprenez-vous ma position, écrivait-elle à Fersen, et le rôle que je suis obligée de jouer toute la journée? Quelquefois je ne m'entends pas moi-même, et je suis obligée de réfléchir pour voir si c'est bien moi qui parle. » Les joies de la mère faisaient seules diversion aux tristesses de la reine et de la femme : « Je me soutiens mieux que je ne devrais, ajoutait-elle, par la prodigieuse fatigue d'esprit que j'ai sans cesse en sortant peu de chez moi ; je n'ai pas un moment à moi, entre les personnes qu'il faut voir, les écritures et le temps que je suis avec mes enfants. Cette dernière occupation, qui n'est pas la moindre, fait mon seul bonheur ; et quand je suis bien triste, je prends mon petit garçon dans mes bras, je l'embrasse de tout mon cœur, et cela me console dans ce moment ¹. »

Ce plan de la Reine, ce plan auquel et les constitutionnels et les émigrés devaient rester étrangers, quel était-il donc? La reine demandait que les Puissances réunissent à Aix-la-Chapelle ce qu'elle nommait un *congrès armé*, et là, prenant en main les intérêts de l'équilibre européen menacé, invoquant notamment l'occupation d'Avignon, les droits lésés des princes d'Allemagne en Alsace, la garantie des traités passés avec la France et compromis par le changement de régime, mais évitant soigneusement de parler de la Constitution ², adressassent une sommation au gouvernement français, sommation dont le premier article serait la faculté pour Louis XVI de sortir de la capitale et d'aller là où il voudrait. En attendant, le Roi s'efforcerait de gagner la confiance du peuple, et ferait appliquer la Constitution, afin que la nation, sentant, à l'usage, les inconvénients de cette œuvre bâtarde, fût amenée elle-même à en souhaiter le changement. La déclaration des Puissances survenant alors, rendrait courage aux honnêtes gens, terrifierait les factieux, et le Roi, redevenu ainsi libre, pourrait se joindre au Congrès, et s'interposer comme médiateur entre ses sujets et les coalisés ³. Rentré dans la plénitude de son autorité ⁴, « libre de faire telle constitution qu'il voudrait ⁵, » il accomplirait les réformes nécessaires, réformes qui équivaldraient à peu près à la déclaration du 23 juin 1789, avec les modifications que les circonstances et les événements eussent dû y apporter ⁶. Toute la partie saine de la nation viendrait en aide au Roi pour l'exécution de ces réformes, et les révolutionnaires ayant tout à craindre de l'attitude énergique des Puissances, seraient trop heureux de céder à la justice tempérée par la clémence.

¹ Marie-Antoinette à Fersen, 7 décembre 1791, t. I, p. 269, 270.

² Fersen au baron de Taube, 4 novembre 1791, t. I, p. 216, 217.

³ Fersen à Gustave III, 27 novembre 1791, t. I, p. 261.

⁴ Fersen à Gustave III, 29 février 1792, t. II, p. 181.

⁵ Fersen à Marie-Antoinette, 2 juin 1792, t. II, p. 386.

⁶ Marie-Antoinette à Mercy, 3 et 13 février 1791 — Recueil d'Arneth ; voir aussi même recueil, Marie-Antoinette à Léopold II, 8 septembre 1791.

Mais ce plan était subordonné avant tout à l'accord des gouvernements européens, et cet accord, que les constitutionnels ne souhaitaient pas moins que la reine, — car eux aussi ne voyaient « de remède que dans les troupes étrangères ¹ » — comment l'obtenir de puissances rivales, se jalousant sans cesse, et qui au fond n'avaient qu'un but commun, l'affaiblissement de la France, suite naturelle de l'anarchie à laquelle ce malheureux pays semblait condamné? Cette alliance universelle, rêvée par la Reine au nom du principe monarchique attaqué en France, n'était qu'une « attrape, » disait le comte de Metternich au baron de Breteuil ². La Prusse regardait l'Autriche avec méfiance ; l'Autriche se renfermait dans son égoïsme ; l'Espagne dans sa faiblesse ; l'Angleterre voyait avec joie une révolution qui paraissait devoir réduire pour longtemps son éternelle rivale à l'impuissance ; la Russie poussait les autres à se jeter dans la mêlée, à condition de ne rien faire elle-même et pour avoir les mains libres en Pologne. La Suède seule voulait franchement agir ; mais que pouvait-elle toute seule? En vain la Reine écrivait-elle lettres sur lettres de tous côtés ; en vain Fersen multipliait-il ses démarches près des cours et ses notes à Marie-Antoinette ; en vain — fait absolument ignoré jusqu'ici — avait-il osé, au mois de février 1792, malgré la proscription qui menaçait sa tête, aller jusqu'à Paris pour entendre de la bouche même des augustes captifs leurs dernières intructions, il n'en rapportait que ces paroles amèrement découragées de Louis XVI : « J'ai manqué le moment, et je ne l'ai pas retrouvé. J'ai été abandonné de tout le monde ³. » Ne sent-on pas là l'homme qui, au 10 août, rendra les armes sans combattre? La Reine seule, « aussi supérieure au malheur qu'elle l'était à son sexe ⁴, » disait le duc de Deux-Ponts, la Reine luttait toujours ; elle devait lutter jusqu'à la fin, non pas pour elle, mais pour son mari et pour son fils. « C'est eux seuls, disait-elle au ministre de Russie, qu'il est intéressant de sauver. Quant à moi, je ne crains rien, et j'aime mieux courir tous les dangers possibles que de vivre plus longtemps dans l'état d'avilissement et de malheur où je suis ⁵. » Mais la Reine et Fersen ne trouvaient pas d'écho. Ils se heurtaient à la froideur de Léopold, aux indécisions de Frédéric-Guillaume, à l'antipathie mal déguisée de Catherine II, et lorsqu'enfin l'Autriche et la Prusse, provoquées par les Girondins, se décidèrent à entrer en campagne, il était trop tard ; le moment favorable était passé. Et le prince qui aspirait à être le bras armé de la coalition, le seul qui fût sincèrement dévoué à la famille royale,

¹ *Journal de Fersen*, 14 février 1792, t. II, p. 7.

² Fersen à Gustave III, 19 décembre 1791, t. I, p. 277.

³ *Journal de Fersen*, 14 février 1792, t. II, p. 7.

⁴ Le duc des Deux-Ponts à Fersen, 24 octobre 1793, t. II, p. 429.

⁵ *Journal de Fersen*, 9 février 1792, t. II, p. 4.

Gustave III, était mort le 29 mars, d'un coup de pistolet tiré à Stockholm, mais peut-être parti de Paris ¹.

Il faut lire dans les deux volumes de M. de Klinckowström le détail de ces mille négociations qui se succèdent sans relâche et se croisent en tous sens ; de ces rares lueurs d'espérance, si vite évanouies, de ces efforts prodigieux d'une femme qui luttait seule contre la haine des uns, l'indifférence des autres, la mauvaise volonté de presque tous. Ils abondent en renseignements inédits, en révélations inattendues, en documents d'un intérêt capital et d'une authenticité incontestable. C'est assurément, avec les ouvrages de MM. d'Arneth et Feuillet de Conches, le recueil le plus précieux et le plus important qui ait été publié depuis quelques années sur l'époque de la Révolution. L'histoire intime de la politique un peu mystérieuse de Marie-Antoinette pendant cette douloureuse période, n'était encore que soupçonnée ; elle est aujourd'hui connue dans tous ses secrets ².

Et lorsque cette politique a définitivement échoué, lorsque les bandes du 10 août ont renversé le trône et jeté la famille royale au Temple, Fersen est là encore. Ne pouvant plus rendre au Roi et à la Reine leur pouvoir, il s'efforce du moins de leur sauver la vie. Il gourmande la lenteur de Brunswick, et le presse de marcher directement sur Paris en se contentant de masquer les places fortes ; il agit près de l'Angleterre pour qu'elle déclare que, tout en étant décidée à la neutralité, elle ne souffrira aucun attentat contre les personnes royales ³ ; et quand la tête de Louis XVI a roulé sur l'échafaud, Fersen concentre tous ses efforts sur Marie-Antoinette ; il lui écrit le 8 avril pour lui donner encore des avis, et c'est sur elle seule qu'il compte — car il croit à sa délivrance — pour faire échouer certains plans de démembrement de la France, conçus par les Puissances après la mort du Roi. Il négocie avec Dumouriez, et, après l'échec de ce dernier, il forme projets sur projets, noue intrigues sur intrigues pour faire du moins évader les augustes prisonniers. Tantôt on gagne les geoliers ; tantôt on promet des millions à Danton ; tantôt on propose d'échanger la famille royale contre les commissaires livrés par Dumouriez. Mais la Convention ne lâcha pas sa proie, et, le 20 octobre 1793, Fersen écrivait sur son journal ces lignes baignées de larmes :

¹ Telle est du moins l'opinion de M. de Klinckowström. Nous avons nous-même signalé jadis, d'après la correspondance du marquis de Raigecourt, ce fait étrange que la mort du roi de Suède était annoncée à Paris, quinze jours avant l'attentat d'Ankarstroem.

² Pour donner une idée de l'importance de cette publication, disons qu'elle ne contient pas moins de 28 lettres inédites de Marie-Antoinette et de 32 lettres du comte de Fersen à la reine, sans compter toutes les autres pièces, au nombre de plus de 200.

³ Fersen à Stedingk, 9 août 1792, t. II, p. 344.

« Grandmaison vint me dire qu'Ackerman, un banquier, recevait une lettre de son correspondant à Paris qui lui mandait que le jugement de la Reine avait été prononcé la veille, qu'il devait être exécuté sur le champ..., et que c'était ce matin que *Marie-Antoinette doit paraître à la fenêtre nationale* ! Quoique j'y fusse préparé et que depuis la translation de la Conciergerie je m'y attendisse, cette certitude m'accabla ; je n'eus pas la force de rien sentir. Je sortis pour parler de ce malheur avec mes amis et madame de Fitz James et le baron de Breteuil, que je ne trouvai pas ; je pleurai avec eux, surtout madame de Fitz James. La gazette du 17 en parle ; c'est le 16, à onze heures et demie, que ce crime exécrationnel a été commis, et la vengeance divine n'a point éclaté sur ces monstres ! »

Le lendemain, il écrivait encore :

« Je ne pouvais penser qu'à ma perte ; il était affreux de n'avoir aucun détail positif, qu'elle ait été seule dans ses derniers moments, sans consolation, sans personne à qui parler, à qui donner ses dernières volontés. Cela fait horreur ! Les monstres d'enfer ! Non, sans la vengeance, jamais mon cœur ne sera content ! »

Cette vengeance, Fersen n'en fut pas le témoin, Dieu se l'était réservée, et le dernier défenseur de Marie-Antoinette était destiné à voir d'autres infortunes royales. Peu aimé du duc de Sudermanie, régent de Suède, qui, après la mort de Gustave III, avait abandonné la politique suivie par ce prince vis-à-vis de la France, Fersen, disgracié, retourna dans sa patrie. Rentré en faveur près du fils de Gustave, il eut la douleur de voir ce malheureux souverain jeté en exil par une conspiration, et remplacé sur le trône par son oncle, sous le nom de Charles XIII ; il n'en demeura pas moins fidèle au sang des rois dont il avait été l'ami et le confident. C'était ce sang qu'on poursuivait, ce fut cette fidélité qu'on voulut punir. Il fallait un prétexte, on le trouva : le prince Charles Auguste de Schleswig-Holstein, déclaré héritier de la couronne au détriment des Wasa, étant mort subitement, on accusa Fersen, le loyal Fersen, de l'avoir empoisonné. Pendant un mois, on ameuta l'opinion contre ce chevaleresque champion des causes perdues. Bruits calomnieux, articles de journaux, lettres anonymes, argent, eau-de-vie, rien ne fut épargné, grâce à de nombreuses, puissantes et peut-être hautes complicités.

« On savait à l'avance, dit M. de Klinckowström, qu'une émeute devait éclater le 20 juin 1810, le jour où les restes mortels du prince royal, transportés à Stockholm en procession solennelle, devaient être déposés au château.... Les autorités en avertirent le roi Charles XIII, ainsi que du danger que courrait à cette occasion le grand maréchal comte de Fersen, d'être insulté par la populace : « Il ne serait pas mal

¹ *Journal de Fersen*, 20 et 21 octobre 1793, t. II, p. 95, 96.

que ce seigneur orgueilleux reçût une leçon, » — telle fut la royale et laconique réponse ¹.

Et le 20 juin, en effet, à la date fixée, la leçon était donnée, comme la populace sait donner les leçons : Fersen était massacré dans les rues de Stockholm avec d'horribles raffinements de cruauté, sous les yeux des troupes qui restaient immobiles ².

Il y avait dix-neuf ans, jour pour jour, qu'il avait voulu arracher aux outrages d'une autre populace d'infortunés souverains, victimes, comme lui, de la calomnie. La Providence, qui l'avait associé à leurs malheurs, l'associait aussi à leur martyre.

MAXIME DE LA ROCHEFERRE.

III

DE QUELQUES TRAVAUX RÉCENTS

SUR CHRISTOPHE COLOMB³.

L'instance en canonisation de Christophe Colomb, entamée il y a quelques mois, a de nouveau attiré les regards du public sur cette grande figure, et comme d'une part les circonstances imposaient le devoir d'examiner les moindres actes de cette glorieuse vie, comme d'autre part on est plus curieux qu'autrefois de tout savoir sur un homme illustre, on a été amené, pour récrire définitivement son histoire, à relire et à critiquer par le menu tout ce que Colomb avait pu écrire lui-même et ce que l'on avait écrit sur lui. Certaines phrases, qui n'avaient provoqué jusque-là aucune réflexion, ont attiré l'attention : aujourd'hui, par goût pour l'étrange et pour l'imprévu, on aime à réhabiliter les réprouvés de l'histoire ou à rabaisser des hommes d'une grandeur encore incontestée. Ces phrases, dont le sens n'est pas nettement défini, il faut en convenir, ont servi

¹ Introduction, p. LXXIII.

² Il faut lire le récit de ce drame horrible dans l'introduction de M. de Klinckowström.

³ *Sull'origine di Ferdinando Colombo*. Questioni vecchie e nuove esaminate dal canonico Angelo SANGUINETTI. Genova, 1876, in-8° de 55 pages.

L'onesta di Cristoforo Colombo, nuovamente difesa e vendicata dall'avvocato Giuseppe Antonio DONDERO. Genova, 1877, in-8° de 213 pages.

à étayer contre l'illustre Génois une accusation de concubinage, de *liaison galante* tout au moins, pour me servir de l'expression d'un des juges. Cette grande réputation n'est pas restée sans défenseur : une discussion s'est engagée, et les derniers arguments s'échangeaient encore l'année dernière. A vrai dire, le nombre des textes est restreint, et comme il n'avait pas été possible d'en trouver de nouveaux, les partisans comme les détracteurs de Colomb avaient été réduits à se répéter. Aussi suffira-t-il, pour mettre le lecteur à peu près au courant de la question, et peut-être aussi pour lui permettre de porter un jugement, de lui présenter les deux champions qui ont échangé les derniers coups.

L'adversaire de Christophe Colomb, — ou comme il ne craint pas de s'appeler lui-même quelque part, l'avocat du diable, — c'est le chanoine Sanguinetti, de Gênes. Le fondement de son argumentation, c'est le texte même d'un codicille de Colomb, en date du 19 mai 1506, — du 19 mai 1502 suivant son adversaire. Ce texte est ainsi conçu : « Digo y mando a Don Diego sui hijo ò à quien heredare, que pague todas les deddas que deyo aqui en un memorial par la forma que alli dice, è mas las otras que instamente parecerà que jo deba ; et le mando que hoy encomendada a Beatriz Enriquez, madre de Dom Fernando sui hijo, que la provea que pueda vivir honestamente, come persona à quien yo soy en tanto cargo. Y esto se haga por mi descargo de la conciencia porque esto pesa mucho para mi amima. La razon d'ello non es lícito de la escribir aqui. — Je dis et ordonne à mon fils D. Diego, ou à toute autre personne, mon héritière, de payer toutes les dettes contenues dans le mémoire ci-joint, de la façon qui y est indiquée, et tout ce dont je pourrais en outre être redevable. Et je lui ordonne d'avoir pour recommandée Beatrix Enriquez, mère de mon fils Ferdinand. Qu'il lui assure le genre d'existence à laquelle a droit une personne à laquelle j'ai tant été à charge, qu'il le fasse pour alléger ma conscience du lourd fardeau qui pèse sur elle : il ne m'est pas permis d'en révéler ici le motif. »

Ces paroles, dans lesquelles le chanoine croit voir l'aveu et le remords d'une faute, seraient en parfait accord avec certaines phrases de plusieurs historiens qu'elles éclaircissent d'une façon singulière. C'est d'abord Oviedo, écrivain contemporain de Colomb, qui dit que D. Juan, fils du roi de Portugal, accepta pour pages les deux fils de Colomb, qui étaient « D. Diego, le fils aîné et légitime de l'amiral, et son autre fils, D. Ferdinand, aujourd'hui encore vivant. » Si Oviedo, dit le chanoine, n'applique qu'à l'aîné des deux frères l'épithète de légitime, c'est que le second ne l'était pas.

C'est ensuite Ortez de Zuniga, qui dit de Ferdinand « qu'il naquit à Cordoue d'une fille noble, son père étant veuf : Nacio en Cordoba di doncella noble y siendo vuido su padre. » La mère de Ferdinand étant fille lors de sa naissance, et son père étant veuf, dit M. Sanguinetti, il serait né hors mariage.

Herrera enfin dit : « Il se maria avec Philippa Muniz di Perestrello, et il en eut Diego Colombo, et plus tard de Beatrix Enriquez, dame de Cordoue, D. Ferdinand, homme plein de science et de vertu. » Herrera, dit le chanoine, cite le mariage dont est né Diego Colomb ; il cite seulement la mère de Ferdinand : donc elle n'était point mariée. Herrera, il est vrai, raconte aussi que Colomb a vécu longtemps marié en Espagne « *avezindado y casado en Espana.* » Or on sait que son fils Diego, que lui donna Philippa Muniz, naquit en Portugal. Si donc Ferdinand naquit en Espagne, la phrase ci-dessus ne peut faire allusion qu'au mariage de sa mère. M. Sanguinetti répond que, par l'Espagne, il faut entendre ici la péninsule ibérique, c'est à dire l'ensemble de l'Espagne et du Portugal, et que, par conséquent, on peut dire que Colomb *vivait marié* en Espagne, quoi qu'il fût alors en Portugal.

Pour l'avocat de l'illustre génois, M. Dondero, ces arguments de texte n'ont pas toute la valeur que leur prête leur commentateur ; ils sont si loin d'avoir par eux-mêmes un sens clair, que c'est par déduction que le chanoine arrive à leur en donner un défavorable à Colomb. Mais est-il bien sûr que son raisonnement soit juste, et n'est-il pas possible d'interpréter ces textes dans un autre sens que celui d'une condamnation de Colomb ? Ce grand homme mourut pauvre ; après avoir été vraisemblablement à la charge de sa femme, il se sentait encore son débiteur à ses derniers moments. N'y a-t-il pas là de quoi expliquer cette phrase : « *a quien yo soy en tanto cargo,* » et cela ne pouvait-il pas lui tenir au cœur ? Il avait donné un immense empire à Ferdinand d'Aragon, et celui-ci le laissait mourir dans la misère ; lui était-il permis de signaler cette ingratitude ? « *La razon d'ello, dit-il, non es licito de la escribir aqui.* » Voilà une explication au moins aussi naturelle que celle du chanoine Sanguinetti.

Voyons maintenant si les auteurs cités par lui ont un sens aussi accusateur que celui qu'il leur prête. Des trois, le plus important, Oviedo, était un contemporain de Colomb, et il fut le chroniqueur en titre de l'empereur. Eh bien ! croit-on qu'un homme qui ne s'est pas toujours assez fait faute de décrier Colomb, et dont M. Sanguinetti lui-même a signalé la partialité, croit-on qu'un tel homme, s'il avait pu trouver dans la vie du grand navigateur une pareille tache, se fût contenté d'y faire la courte et obscure allusion que nous avons signalée ?

Quant à Herrera, il parle d'un mariage de Colomb avec une Espagnole, et en Espagne. Or Philippa Muniz était portugaise, et si le chanoine veut absolument que la patrie de cette première femme de Colomb ait pu se désigner sous le vocable d'Espagne parce qu'alors les deux pays étaient sous la domination espagnole, cette assertion est démentie par quantité de textes qui nomment et distinguent le Portugal, même quand il était soumis à l'Espagne ; quand Herrera dit que Colomb se maria en Espagne, cela ne peut donc s'entendre que de sa seconde union.

M. Dondero réfute facilement l'argument que son adversaire prétend trouver dans Herrera. Celui-ci, en s'abstenant d'une répétition incorrecte, pouvait-il prévoir que cette omission, imposée par la grammaire, serait transformée en acte d'accusation contre Colomb ?

Le rapprochement fait par le chanoine entre les mots *veuf* et *filie*, *viudo* et *doncella*, employés par Ortez de Zuniga, n'est pas moins artificiel ; *doncella*, en espagnol, n'est pas forcément l'opposé de femme mariée, et l'épithète de *veuf* appliquée à Colomb n'est pas la négation de son second mariage, mais une allusion au premier.

Si les textes invoqués par le chanoine Sanguinetti n'ont pas toute la valeur qu'il leur prête contre la réputation de Christophe Colomb, il en est qu'il ne cite pas et qui témoignent en sa faveur. Le P. Beaumont appelle Béatrix Enriquez la femme de Colomb ; Alfonso Garcia, mort en 1618, parle du second mariage de Colomb. S'il est postérieur aux événements qu'il raconte, au moins emprunte-il une certaine autorité à sa qualité de Prédicateur général et de Notaire apostolique, et les cinq volumes qu'il a publiés sur le Nouveau-Monde semblent avoir épuisé toutes les sources connues ; il y accuse notamment une grande connaissance de la généalogie de Béatrix Enriquez. Un livre du P. Pietro Simon di Parillas, imprimé en 1617, et dont le manuscrit existe encore à Valence, cite également ce second mariage ; l'érudit Tiraboschi l'admet aussi. Et si ces auteurs ne sont pas tous contemporains, les Freytas, les Napione, les Sportoo, les Antonio (ce dernier surtout, qui écrivait en 1672, cent soixante-six ans après la mort de Christophe Colomb), ont-ils une plus grande autorité ? On se retrouve donc toujours en face de ces quatre textes, d'un sens légèrement équivoque, je le veux bien, mais où l'examen des faits ne permet pas de trouver un sens défavorable à Colomb.

On n'a commencé que tard à attaquer sa réputation, alors que déjà il pouvait opposer à ses adversaires cette possession d'état qui a sa valeur devant l'histoire comme devant tout autre tribunal, et dont il faut avant tout démontrer la fausseté.

Partout, et dans les circonstances les plus solennelles, Christophe Colomb a traité Béatrix Enriquez comme sa femme, et mis ses deux fils sur le pied de la plus complète égalité ; partout et toujours, même après sa mort, la mère et le fils ont joui de la considération à laquelle ils avaient droit en cette qualité. Et puis, à quel moment le chanoine Sanguinetti prétend-il donc placer cette *liaison galante*, cette faiblesse passagère, pour se servir des expressions jetées au courant de la discussion par quelques-uns de ceux qui y ont pris part ? Il n'y en a qu'un de chronologiquement possible : c'est l'année 1488. Eh bien ! à cette date, Colomb arrivait à Cordoue, pauvre, mais plus désireux que jamais de réaliser le grand dessein qu'il avait conçu ; il venait se mettre au service de Ferdinand et d'Isabelle, il avait besoin d'amis à la cour. Que des seigneurs comme les Arana, à la famille desquels appartenait Béatrix Enriquez,

séduits par la confiance du héros, désireux de s'attacher un homme qu'une découverte sans précédent pouvait illustrer et même enrichir, aient consenti à lui donner leur sœur, on le comprend ; on comprend aussi que Colomb ait demandé sa main. Mais qu'il l'ait séduite, au moment où il avait besoin de se concilier et l'opinion publique et la faveur du roi, qu'il se soit ainsi fait, de gaité de cœur, des ennemis puissants, sans qu'il soit resté de trace des fâcheuses conséquences qu'un pareil outrage devait avoir pour lui, cela n'est pas croyable. Admettons pourtant une défaillance chez Colomb ; en avons-nous fini avec les contradictions ? Puisqu'il y a eu faute, si les parents de la victime n'ont pas donné suite à la colère qu'il leur était bien permise d'éprouver, c'est qu'il y a eu mariage après cette faute. Mais ce mariage dans ces conditions, qui en parle ? Et s'il a réparé une erreur, pourquoi veut-on voir dans le codicille de Colomb l'expression d'un remords qui n'avait plus sa raison d'être ? Et s'il n'y a pas eu de mariage, point de réparation : Colomb est donc resté jusqu'à la fin en état de concubinage, et sa vertu dont ceux même qui l'attaquent sur ce point particulier se déclarent les admirateurs, sa vertu n'est donc qu'hypocrisie pure ! Et cette hypocrisie, il l'a conservée jusque sur son lit de mort ! Il est impossible de le croire.

Le chanoine Sanguinetti, comme tous ceux qui partagent son opinion, a traité la question en grammairien ; avec ce procédé, on fait dire aux historiens ce que l'on veut ; ils n'ont jamais pu prévoir tous les sens que l'on pourrait donner à leurs paroles ; mais la tradition, appuyée elle aussi sur des textes et des actes authentiques ; mais la vertu même de Christophe Colomb, que le chanoine Sanguinetti, le premier, a admise, et qui ne serait qu'une fiction si cette faute unique était une réalité, sont en faveur du héros des arguments dont ses détracteurs n'ont pas assez tenu compte. M. Dondero les a fait valoir avec l'habileté d'un homme du métier ; je doute que jamais la cause d'aucun de ses clients ait été défendue avec la même ardeur que celle de Christophe Colomb. Mais une pareille cause exclue l'emploi de certains arguments ; il fallait se garder de suivre les adversaires du grand homme sur le terrain de l'invective et de l'injure où ses détracteurs sont trop souvent descendus. On ne voit pas bien ce que sa gloire peut y gagner, et l'on voit trop ce que la réputation de ses avocats pourrait y perdre.

J. VAESSEN.

LE BREF DE S. S. LE PAPE LÉON XIII

AU COMMANDEUR J. B. DE ROSSI.

La *Revue* tient à insérer dans ses pages, et à mettre à une place d'honneur, la belle lettre que S. S. Léon XIII a récemment adressée à M. J. B. de Rossi. Les éloges donnés au savant archéologue romain qui accorde à notre recueil tant de sympathie, s'adressent en même temps à tous ceux qui, avec une autorité moindre assurément, mais avec une égale bonne volonté, s'appliquent aux études historiques, afin d'appeler la Science à faire resplendir la Vérité.

« L'usage du Saint Siège, dit le Souverain Pontife, a toujours été d'encourager les hommes érudits qui ont bien mérité des lettres et des sciences. » Et Léon XIII dit vrai en attestant le haut prix où les Souverains Pontifes ont toujours tenu les hommes de travail. Monté sur le trône de Pierre, protecteur de toutes les œuvres que ses prédécesseurs ont déjà bénies, Léon XIII, afin de favoriser, dit-il, autant qu'il est en son pouvoir les études archéologiques, a créé pour M. de Rossi la charge de Préfet du musée d'antiquités chrétiennes joint à la bibliothèque Vaticane. Tous ceux qui, à Rome, ont admiré dans les galeries du Vatican tant de monuments d'une inexprimable richesse, applaudiront comme nous au témoignage d'insigne faveur donné par le Souverain Pontife au savant auteur de l'*Inscriptiones christianæ, de Roma sotterranea* et de ce *Bulletino di archeologia christiana*, publication trimestrielle que la *Revue* a souvent louée et recommandée ; tous admireront, en sa forme si classique et si pure, la parole élevée de Celui qui a succédé à Pie IX, ALTERI DAMASO, comme le nommait M. de Rossi en sa dédicace de la *Roma*. Devenu à son tour le promoteur, hier des études philosophiques et sociales, aujourd'hui des études d'archéologie et d'histoire, le pape Léon XIII, docteur, poète, érudit, ne sera-t-il pas un jour salué par les catholiques reconnaissants comme un nouveau Benoît XIV : ALTER BENEDICTUS ?

Voici le texte du document :

*Dilecto filio Joanni Baptistæ de Rossi
musei christiani Præfecto*

LEO PP. XIII

Dilecte Fili, salutem et apostolicam
benedictionem.

Lætemur maxime jure Nos posse
verba illa in te convertere, quæ olim
doctissimus Benedictus XIV ad vi-
rum clarissimum et Vaticanæ bi-
bliothecæ ornamentum scribebat :
« Ingens opus quod suscepisti summo
« studio, incredibili labore et assidua
« cura concinnandum, meretur sane
« ut et apostolicæ laudationis præco-
« niis commendetur, et nostræ beni-
« gnitatis auctoritatisque testimoniis
« ac privilegiis decoretur ac munia-
« tur. » Non enim Nos latet, plurimos
veteres codices indefesso labore a te
descriptos fuisse, atque in accuratos
indices et catalogos sapienter relatos ;
novimus insignia opera sive Chris-
tianæ epigraphiæ, sive de Roma sub-
terranea, quæ meritam tibi gloriam
et immortalē nominis celebritatem
ubicumque gentium compararunt ;
non ignoramus etiam alacritatem, qua
sacræ archæologiæ cognitiones, tibi
ab ingenio et eruditione quæsitæ,
assidue sive in costibus academicis,
sive per ephemeridas pervulgare apud
omnes non desistis. Jamvero si huic
sanctæ Sedi solemne semper fuit eru-
ditos viros et litterarum scientiarum-
que benemeritos fovere et honoribus
amplificare, singularem certe a Nobis
curam et benevolentiam sibi postulat
disciplina illa, in qua Ecclesiæ incu-
nabula illustrantur, lapides ipsi quo-

*A notre cher fils Jean-Baptiste de
Rossi, préfet du musée chrétien,*

LÉON XIII PAPE

Cher fils, salut et benediction
apostolique.

Nous Nous réjouissons vivement, à
bon droit, de pouvoir vous appliquer
les paroles que le très savant Pape
Benoît XIV écrivait autrefois à un
illustre personnage, gloire de la Bi-
bliothèque vaticane : « La grande
œuvre que vous vous êtes chargé
d'accomplir avec un zèle extrême, au
prix d'un incroyable travail et d'une
application continue, mérite assurément
d'être consacrée par la publicité
de la louange apostolique, comme
aussi d'être honorée et garantie par
les témoignages et les faveurs de
notre bienveillance et de notre auto-
rité. » Nous n'ignorons pas, en effet,
que vous avez copié avec un soin in-
fatigable beaucoup de vieux manus-
crits, et que vous en avez dressé avec
intelligence des notices détaillées et
des catalogues. Nous connaissons
vos remarquables ouvrages sur l'épi-
graphie chrétienne et sur Rome sou-
terraine, qui vous ont valu dans le
monde entier une juste gloire et une
célébrité impérissable. Nous n'igno-
rons pas aussi avec quelle ardeur
vous n'avez cessé de vulgariser, soit
dans les réunions académiques, soit
dans les journaux, les connaissances
d'archéologie sacrée que votre génie
et votre érudition vous ont fait ac-
quérir.

Mais si l'usage de ce Saint-Siège a
toujours été d'encourager et de com-
bler d'honneur les hommes érudits
qui avaient bien mérité des lettres et
des sciences, rien ne sollicite plus
Notre faveur et Notre bienveillance

dammodo et monumenta causam religionis suscipiunt, Romanæque fidei et auctoritatis diuturnitatem et constantiam testantur. Utigitur, quantum in Nobis est, hisce studiis faveamus quæ te ab adolescentia aluerunt, ducibus viris illis Angelo Maio et Cajetano Marinio, quorum doctrinam feliciter æmularis, decrevimus museum Christianum, bibliothecæ Vaticanæ adnexum, tuis curis et industriæ cum titulo Præfecti seu Curatoris committere, salvo regendi et invigilandi jure quod obtinent Cardinalis Bibliothecarius et Vice-Bibliothecarius. Hoc autem officium ceteris, quibus nitide, fungeris, ita additum volumus, ut tanquam singulare Nostre in te voluntatis testimonium, tibi uni, quamdiu vixeris, tuæque solum personæ ob egregia merita collatum et reservatum declaremus. Denique cum Nostris hisce litteris paternæ benevolentiae testibus, accipe, quam tibi in cœlestis præsidii et supernorum munerum auspiciis peramanter imperimus, apostolicam benedictionem.

Datum Romæ apud S. Petrum, die 23 octobris 1878, pontificatus Nostri anno I.

LEO P. P. XIII.

que cette science qui met en lumière les origines de l'Eglise, et qui fait que les pierres elles-mêmes, pour ainsi dire, et les monuments prennent la cause de la religion et attestent l'antiquité et la permanence de la foi et de l'autorité romaine. Afin donc de favoriser, autant qu'il est en Notre pouvoir, ces études dans lesquelles vous avez été élevé dès votre jeunesse, sous la direction d'hommes tels que Angelo Mai et Cajetan Marini, dont vous êtes l'heureux émule par le savoir, Nous avons résolu de confier à vos soins et à votre activité, avec le titre de préfet ou curateur, le musée chrétien adjoint à la Bibliothèque vaticane, sous la réserve toutefois du droit de direction et de surveillance qui compète au cardinal bibliothécaire et au sous-bibliothécaire.

En ajoutant cette charge à celles que vous remplissez déjà avec éclat, Nous voulons qu'elle soit comme un témoignage particulier de Notre intention envers vous, et qu'on sache qu'elle vous est conférée et attribuée à vous exclusivement, votre vie durant, et en considération seulement de votre personne, à raison de vos mérites insignes.

Enfin, avec ces lettres qui vous sont le garant de Notre paternelle bienveillance, recevez la bénédiction apostolique que Nous vous accordons affectueusement, comme présage du secours céleste et des biens d'en haut.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, 23 octobre 1878, l'an premier de Notre pontificat.

LÉON XIII, Pape.

COURRIER ANGLAIS

M. Birch, un des égyptologues les plus distingués de l'Angleterre, vient de publier en trois volumes ¹ une nouvelle édition de l'ouvrage qui fit la réputation de feu sir Gardner Wilkinson. Des notes assez nombreuses, trouvées parmi les papiers de l'auteur, ont fourni des détails utiles, et les recherches des savants contemporains ont été soigneusement mises à profit pour la correction de certains faits mieux connus aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a quarante ans. Depuis le jour où sir Gardner Wilkinson fit paraître son grand travail, les découvertes de MM. Mariette, Maspéro, Pierret et Naville ont presque transformé la science de l'archéologie égyptienne, et les témoignages des historiens grecs et latins n'ont plus la valeur qu'ils avaient autrefois. Un des points les plus délicats dans un ouvrage de cette nature, c'est l'orthographe, et on n'ignore pas que les Égyptologues ne sont pas encore d'accord sur ce sujet. M. Birch a adopté la méthode proposée en 1874 par le congrès des Orientalistes réunis à Londres. Il importe enfin de remarquer, avant de finir, que les trois volumes in-octavo de la nouvelle édition représentent en réalité deux ouvrages distincts, publiés successivement, et qui se trouvent pour plus de commodité réunis aujourd'hui sous un titre commun. Les illustrations (gravures dans le texte et hors texte), sont faites avec beaucoup de soin.

— On se rappelle la lubie du P. Hardouin qui attribuait aux moines du moyen-âge l'Énéide de Virgile et les odes d'Horace. Voici quelque chose dans le même genre : l'auteur anonyme du volume dont on trouvera le titre plus bas ² consacre quatre cents pages à prouver que le Tasse écrivait les annales généralement attribuées à Tacite. Ce serait perdre son temps et sa peine que d'exposer par le menu les idées grotesques dont ce livre fourmille, et les excentricités que l'on nous donne pour des arguments sans réplique. Je me bornerai à dire ici que le scepticisme de notre original s'étend à tous les classiques latins, et en cela il

¹ *The Manners and Customs of the ancient Egyptians*, by Sir J. GARDNER WILKINSON : A new edition, revised and corrected, by Samuel BIRCH. London, Murray, 1878, 3 vol. in-8° de XII-515, XIX-510, et XI-528 p.

² *Tacitus and Bracciolini: The Annals forged in the Fifteenth Century*. London, Diprose and Bateman, 1878, in-8° de 450 p.

dépasse l'honnête jésuite ; à partir du siècle d'Auguste, affirme-t-il carrément, on n'est plus sûr de rien, en fait de littérature bien entendu.

— Nous avons à remercier Madame George Butler pour un délicieux volume ¹ contenant la biographie de sainte Catherine de Sienne. On sait que plus de quarante auteurs ont écrit la vie de cette sainte, à commencer par Reimond de Capoue, qui florissait vers le milieu du quatorzième siècle ; mais la littérature anglaise n'avait rien à citer sur ce sujet, car je ne compte pas le petit résumé publié par un anonyme, à Dublin et en Amérique, en 1863, et qui n'était qu'une traduction du latin. Madame Butler a décrit *con amore* la carrière si agitée de la sainte, et l'a placée dans le cadre historique du grand schisme d'Occident ; on voit que les principaux auteurs italiens Villani, Machiavel, ont été toujours sous les yeux de l'auteur, ainsi que les travaux plus récents de Muratori et de Sismondi. Destiné à l'édification autant qu'à la biographie proprement dite, ce volume se termine par un chapitre où l'exemple de sainte Catherine de Sienne est proposé comme modèle pour les chrétiens du dix-neuvième siècle.

— Un des phénomènes les plus curieux de l'anglicanisme moderne ², c'est sans contredit la peine qu'il prend pour se séparer de la théologie Protestante, et pour répudier de toutes les façons la Réforme et les doctrines de Luther. M. Froude a beau nous vanter Henri VIII, le despote bienveillant, le tyran aux allures patriotiques, on ne se laisse plus prendre à ces thèses soi-disant libérales, et des écrivains peu suspects de sympathies pour le catholicisme vous diront que quels qu'aient été en définitive les résultats du mouvement religieux du seizième siècle en Angleterre, son origine est bien ce que lui reprochait Bossuet. C'est à ce point de vue que s'est placé le docteur Lee, auteur de neuf études biographiques, où, malheureusement, des anecdotes tant soit peu apocryphes ont été admises, ainsi que des erreurs de fait et de date depuis longtemps réfutées, et reconnues comme décidément inacceptables en bonne critique.

— Encore une espèce de supplément au *Monasticon* de Dugdale³ : c'est une monographie de l'ancienne abbaye de Paisley depuis sa fondation jusqu'à nos jours ; et si toutes les notices de ce genre étaient rédigées avec le même soin et le même talent d'érudition, nous n'aurions pas si souvent à nous plaindre. Paisley est la troisième ville de l'Ecosse, au point de vue de la population, des manufactures et du commerce : mais elle doit son origine à la magnifique abbaye qui fut fondée par

¹ *Catherine of Siena, a biography*, by Josephine E. BUTLER. London, 1878, in-8° de xix-338 pages.

² *Sketches of the Reformation*, by the Rev. F. LEE, DD. London, Parker, 1878, in-8° de 420 p.

³ *The Abbey of Paisley, from its Foundation to its Dissolution, with Notices of Subsequent History of the Church, and an Appendix of Illustrative Documents*. By J. CAMERON LEE, D. D. — Paisley, Gardner, 1878, in-8°, de 300 p.

Walter (Gautier) fils d'Alan *Lord High Steward*, seigneur qui donna le nom de sa dignité à l'illustre famille dont les descendants occupèrent les trônes d'Angleterre et d'Ecosse. Après avoir été au moyen-âge un des principaux centres pour la vie religieuse dans ces lointains parages, l'abbaye de Paisley fut, comme tous les autres établissements semblables, supprimée à l'époque de la Réforme, et devint l'église paroissiale de la ville. M. Lees a consacré un curieux appendice à la reproduction de documents inédits ou peu connus. Un relevé des revenus de l'abbaye pour l'année 1460 est intéressant, surtout parce qu'on y trouve plusieurs exemples de la redevance connue sous le nom de *meschata mulierum*, titre suspect, me direz-vous, et qui ressemble terriblement au *droit du Seigneur*. En effet, on a dit de la *meschata* autant d'absurdités que du fameux *droit*, et on en a pris texte pour des déclamations furibondes contre la société du moyen-âge. Quand un vassal ou un serf mariait sa fille, il privait *ipso facto* le baron des services qu'elle lui rendait, et auquel il avait droit *jure sanguinis*. De là une compensation, *meschata mulierum*, où il n'y avait rien qui frisait le scandale.

— L'excellente notice biographique dont nous sommes redevables à M. Jessopp¹ jette un nouveau jour sur l'histoire de l'Eglise catholique en Angleterre du temps d'Élisabeth. On a souvent remarqué que, pour le moyen-âge et l'époque moderne, les travaux de ce genre abondent; outre les *Acta sanctorum*, nous avons sur Thomas à Becket, saint Anselme, Lanfranc des renseignements précis et des monographies plus ou moins authentiques; de même, si nous voulons étudier les hommes politiques, les ecclésiastiques, les diplomates à partir du dix-septième siècle (je ne parle bien entendu que de l'Angleterre), ce qui nous gêne, c'est l'embarras des richesses. Il en est tout autrement pour les règnes d'Edouard VI, de Henri VIII, de Marie Tudor et d'Élisabeth; ce que nous avons en fait de biographies sur les contemporains de ces quatre monarques ne mérite aucune confiance; ce sont des diatribes inspirées par l'esprit de parti le plus violent, des libelles tissés de mensonges et d'anathèmes. M. Jessopp, disons-le tout de suite à son honneur, ne tombe pas dans ce défaut; il est d'une impartialité admirable, et si nous fermons son intéressant ouvrage avec un sentiment d'indignation, ce n'est pas qu'il nous ait ému par des périodes déclamatoires sur le fanatisme des puritains; c'est simplement que les faits nous sont présentés sans aucun commentaire. Le Henri Walpole dont il est question ici appartenait à une famille très ancienne du comté de Norfolk; on cite un Joulin de Walpole sous le règne d'Étienne, et un Reginald sous celui de Henri 1^{er}. La crainte de l'invasion espagnole et les bruits qui couraient sur la fameuse *Armada* avaient chauffé à blanc l'énergie du Protestantisme anglais; les catholiques se

¹ *One Generation of a Norfolk House : a Contribution to Elizabethan History*. By Augustus JESSOPP, DD. Norwich, Miller and Leavins, in-8° de 280 p.

voyaient poursuivis sans merci, traînés au bûcher, torturés et mis à mort avec tous les raffinements que pouvaient inventer la terreur et la haine. Henri Walpole était catholique ; il avait assisté au supplice du prêtre Campion, et ne s'en était senti que plus fermement attaché à la foi de ses pères ; le même sort l'attendait. Il quitta l'Angleterre pour poursuivre ses études théologiques librement en Belgique ; devenu membre de la Compagnie de Jésus, il revint dans son pays en qualité de missionnaire ; c'était courir à sa perte ; arrêté comme coupable de haute trahison, il fut pendu à York à l'âge de trente-six ans.

— La monographie récemment composée par M. Lea¹ se rapporte à une des plus anciennes fondations charitables qui existent à présent à Londres. L'hôpital de Sainte-Catherine fut créé en 1148 par la reine Mathilde, et placé sous la garde des moines du monastère de la Sainte Trinité à Aldgate, qui n'en avaient que l'administration et non pas la propriété. Il arriva, néanmoins, au bout de quelques années, un débat sur ce sujet, le père prieur et les chanoines maintenant que l'hôpital leur appartenait, et le procès se termina à l'avantage de la couronne, représentée par Éléonore, femme du roi Henri III. C'est à cette princesse qu'on attribue généralement la charte de fondation, datée du 5 juin 1273, et qui fut confirmée, avec certaines modifications, en 1351, par la reine Philippe de Hainaut. A l'époque de la dissolution des établissements religieux sous le règne de Henri VIII, l'hôpital de Sainte-Catherine fut respecté, grâce à l'intervention d'Anne Boleyn, et depuis le seizième siècle il a continué à prospérer et à rendre d'importants services.

— L'histoire de la ville de Belfast en Irlande, accompagnée de plans et de cartes² fait beaucoup d'honneur à M. Benn, et se rattache à quelques-uns des épisodes les plus graves des annales du Royaume-Uni depuis le commencement du dix-septième siècle jusqu'à nos jours. Belfast, en effet, ne date pas de plus haut ; malgré sa position importante à l'embouchure de la rivière *Farset* (d'où le nom irlandais *Belfeinde*, c'est-à-dire l'embouchure de la Farset) l'emplacement qu'elle occupe aujourd'hui est celui non d'une vaste forteresse, mais d'un simple château construit peu de temps après la conquête anglaise et destiné à protéger la communication entre les districts de Down et d'Antrim. Belfast se trouva mêlé aux guerres du dix-septième siècle, et ce qu'il y a de plus singulier, c'est que, loin de prendre parti pour le catholicisme ou tout au moins pour l'opinion Tory, les habitants se pro-

¹ *The Royal Hospital and Collegiate Church of Saint Katharine near the Tower in its Relation to the East of London.* By Frederic SIMCOX LEA. London, Longman, 1878, in-8° de 260 p.

² *A History of the Town of Belfast from the Earliest Times to the Close of the Eighteenth Century.* By George BENN. London, Marcus Ward and Co, 1878, in-8° de 365 p.

noncèrent en faveur du Presbytérianisme; aussi, fort paisibles et fort heureux sous le règne de Cromwell, ils se virent harcelés lorsque les Stuart revinrent au pouvoir, et il fallut la révolution de 1688 pour leur rendre la tranquillité.

— *L'histoire de l'honorable Compagnie d'Artillerie*¹, écrite d'entrain par le capitaine Raikes, est un livre plein de détails aussi curieux qu'instructifs. On sait que l'*honorable Artillery Company* est une espèce de milice bourgeoise fondée en vertu d'une charte royale datée du 25 août 1537; à cette époque l'artillerie ne signifiait ni plus ni moins que les arbalètes, arcs et autres armes de trait, et les membres du corps étaient de simples bourgeois de Londres qui se réunissaient à Finsbury régulièrement pour s'exercer au tir. L'exemple ainsi donné fut suivi ailleurs, quatre-vingt-quatre ans plus tard, à Colchester, puis à Bury-Saint-Edmunds, dans le comté de Suffolk. Le livre du capitaine Raikes, illustré de gravures très amusantes, contient force détails sur la part que prirent les membres de la Compagnie d'Artillerie à la guerre civile du temps de Charles I^{er}. La capitale leva pour l'armée parlementaire un contingent fort respectable: un régiment de cavalerie, cinq d'infanterie et une batterie d'artillerie; ces troupes se comportèrent très courageusement à Gloucester, mais se permirent souvent en fait de discipline des écarts passablement singuliers. On comprendra que, recrutée comme elle était dans la bourgeoisie de Londres, la milice dont je parle ici devait avoir une certaine influence politique et qu'à des époques de troubles et de révolutions il n'était pas superflu de s'en assurer les sympathies; c'est en effet ce qui arriva, notamment sous le règne de Charles II.

— *L'Histoire d'Angleterre* de M. Green, dont j'ai déjà eu occasion de parler, a suggéré à M. Tait l'idée d'un abrégé à l'usage des écoles. Les cinq volumes de sir A. Alison ont été réduits, il y a quelques années, aux proportions d'un modeste in-octavo, et le présent compilateur n'a fait que suivre un exemple généralement admis aujourd'hui. Ecrire un bon résumé n'est pas aussi facile qu'on se l'imagine d'ordinaire; hâtons-nous de dire que M. Tait a complètement réussi; il a même en plusieurs points l'avantage sur M. Green, et la division du volume par règnes est pour les jeunes élèves beaucoup plus claire que la distribution par époques quel que soit le mérite de celle-ci au point de vue philosophique.

— Le docteur Morley était un des dignitaires les plus justement renommés de l'église anglicane²; un *scholar* dans la meilleure acception du terme, un habile théologien et un écrivain de mérite; on vient de publier en

¹ *The History of the Honourable Artillery Company*. By Capt. G. A. RAIKES. Vol. 1. London, Bentley and Son, 1878, in-8° de 524 p.

² *Analysis of English History, based on Green's Short History of the English People*. By C. W. A. TAIT. London, Macmillan, 1878, in 8° de 178 p.

³ *Essays, Historical and Theological*. By J. B. MORLEY, D. D. London, Rivingtons, 1878, 2 vol. in-8° de 940 pages.

deux volumes un choix de ses essais sur divers points de controverse et d'histoire, et les lecteurs curieux de se rendre compte de ce qu'on appelle un *High-Church Clergyman* feront bien d'étudier le docteur Morley. Je me permettrai de recommander principalement les études biographiques de Luther, Cromwell, Laud et Strafford ; en parlant du Protecteur, notre théologien prend précisément le contrepied de M. Carlyle, et ses appréciations du fameux ministre de Charles I^{er} et du non moins célèbre archevêque de Cantorbéry sont de véritables éloges.

— L'ouvrage de M. Adams ¹ nous donne l'histoire politique du Royaume uni pendant ce dernier siècle et demi ; c'est une suite d'études sur Sir Robert Walpole, Lord Chatham, Burke, Fox, Pitt, Canning et Peel, et le lecteur peut ainsi remonter, en suivant cette galerie, du règne de Victoria à celui d'Anne. M. Adams a consulté les meilleures sources, et écrit un livre assez intéressant, mais dont le défaut capital est l'absence de toute méthode et le penchant à tomber dans les redites ; il n'y avait guère moyen d'éviter cet écueil en adoptant, au lieu du plan d'une histoire suivie et faite d'une seule pièce, celui d'une série de biographies. Que l'on étudie, par exemple, les chapitres consacrés à Pitt et à Fox, et l'on verra immédiatement la preuve de ce que j'avance.

— M. Spencer Walpole vient de publier les deux premiers volumes ² d'une *Histoire d'Angleterre* depuis l'année 1815 jusqu'à nos jours ; il s'est donc aventuré sur le terrain où Miss Martineau a laissé des traces si brillantes de son passage, et on ne manquera pas d'établir une comparaison entre les deux ouvrages ; au point de vue du style et de la composition littéraire, elle ne sera pas favorable à M. Walpole. L'introduction est beaucoup trop longue ; il s'agissait de décrire l'état du Royaume uni après la bataille de Waterloo, et de montrer quelle influence les guerres de Napoléon avaient eues sur le commerce, les finances et la politique intérieure ; quelques pages devaient suffire, et il n'était pas nécessaire de se lancer dans des considérations sans fin, où même la révocation de l'édit de Nantes trouve sa place. Le premier volume nous conduit jusqu'au scandaleux épisode de la reine Caroline, et le second se termine en 1826 ; on remarquera d'excellents portraits des célébrités littéraires et politiques du temps, et quand on songe que Cobbett, Brougham, Tierney, Peel et Canning appartenaient à cette époque, on conviendra que M. Walpole avait en suffisance les matériaux nécessaires pour intéresser le lecteur et donner de l'animation à son livre ; aussi ces études biographiques sont-elles très réussies.

¹ *English Party Leaders and English Parties, from Walpole to Peel : including a Review of the Political History of the Last One Hundred and Fifty Years.* By W. H. Davenport ADAMS. London, Tinsley, 1878, 2 vol. in-8° de 1012 p.

² *A History of England from the Conclusion of the Great War in 1815.* T. I et II. By Spencer WALPOLE. London, Longman, 1878, 2 vol. in-8° de 1360 p.

— Lady Jackson ne nous donne rien de nouveau dans ses deux volumes ¹; mais il faut remarquer qu'ils s'adressent au public anglais, et la masse des lecteurs de l'autre côté du détroit ne sait pas grand chose sur Ninon de Lenclos, Cinq-Mars, Mademoiselle Paulet, les Scudéry et l'hôtel de Rambouillet. Les anecdotes réunies ici, et empruntées aux mémoires du *xvii^e* siècle, auront en Angleterre un intérêt facile à comprendre, et comme elles sont judicieusement choisies et bien racontées, elles sont destinées à un succès de vogue.

— La question d'Orient ne pouvait manquer de mettre l'hellénisme à l'ordre du jour, en Angleterre aussi bien qu'en France ². MM. d'Eichthal, Emile Legrand et Gidel salueront en M. Louis Sergeant un collaborateur et un disciple enthousiaste. L'empire ottoman est bien et dûment mort; enterrons le cadavre, et du même coup rétablissons l'empire grec; donnons-lui pour frontières la mer Égée, d'un côté, et les Balkans de l'autre; qu'il s'étende de la mer Noire jusqu'à Monastir. M. Sergeant est naturellement disposé à voir tout en beau lorsqu'il s'agit des Grecs, mais je ne crois pas qu'il soit coupable de trop d'exagération lorsqu'il nous décrit les progrès en tout genre accomplis par les descendants de Miltiade et de Périclès depuis la déclaration de l'indépendance. Il y a dans ce tableau des détails curieux, comme aussi dans le résumé historique qu'il nous donne de la Grèce moderne. Que penser alors des ouvrages de M. About? Serait-on fondé à nier qu'en plus d'une rencontre les Turcs ont trouvé dans les Grecs les agents les moins scrupuleux de leur tyrannie et de leurs cruautés?

— La guerre de la Crimée a été bien des fois racontée déjà, mais tous les corps qui y ont pris part tiennent à grand honneur d'immortaliser leurs faits et gestes, et voici un nouvel ouvrage ³, conséquemment, sur ce sujet. Les chasseurs du Connaught ont toujours passé pour être assez difficiles à conduire; ils ont le goût batailleur qui distingue les Irlandais, et lorsque l'inspection eut lieu au moment de l'embarquement, pas un homme ne manqua à l'appel. Le livre du colonel Steevens confirme ce que l'on savait déjà de l'expédition, et ajoute çà et là de nouveaux détails; l'administration, le service des vivres, l'organisation des ambulances laissaient beaucoup à désirer, et sous ce rapport nos alliés les Anglais n'avaient guère plus de raison de se féliciter que nous mêmes.

— Grecs, Catholiques Romains et Turcs : comment amener entre ces

¹ *Old Paris : its Court and Literary Salons*. By Catherine Charlotte, Lady JACKSON, London, Bentley, 1878, 2 vol. in 8° de 740 p.

² *New Greece*. By Lewis SERGEANT. With Maps. London, Cassell, Petter and Galpin, 1878, in-8° de 430 p.

³ *The Crimean Campaign with the Connaught Rangers*, 1854-55-56. By Lieut.-Col. Nathaniel STEEVENS. With a Map. London, Griffith and Farran, 1878, in-8° de 425 p.

trois éléments une entente cordiale ! On ne peut lire tout ce qui s'est publié depuis vingt-cinq ans sur ce grave problème, mais il est indispensable que l'on se rende un compte suffisamment exact des points principaux, ne fût-ce que pour passer un examen, ou justifier d'aptitude aux fonctions diplomatiques ou au service militaire. Voilà pourquoi M. Latham, déjà bien connu par ses ouvrages de philologie et d'ethnologie, a publié le volume que j'annonce ici ¹. C'est une compilation, il ne faut pas y chercher autre chose ; et si l'on peut regretter que l'auteur n'ait pas toujours étudié les sources les plus récentes et les meilleures, du moins rendons-lui la justice de reconnaître qu'il a réussi à grouper, avec beaucoup de clarté et de méthode, des renseignements qu'il aurait fallu exhumier non sans peine dans des livres toujours fort coûteux et souvent fort difficiles à rencontrer.

— Les deux volumes de souvenirs publiés par Lord Teignmouth² peuvent s'ajouter à la série de mémoires et de journaux dont j'ai déjà eu à citer de nombreux exemples, et qui nous font connaître la vie sociale et politique de l'Angleterre depuis le commencement de ce siècle. Gouverneur général des Indes, Lord Teignmouth vint dans son pays natal en 1797, fut élevé à la Pairie et passa le reste de sa vie à travailler pour l'émancipation des noirs, et à d'autres œuvres philanthropiques. Sa position, ses talents et son influence le mirent en rapport avec les hommes les plus distingués de son temps, et il se trouva ainsi en mesure d'observer bien des faits et de recueillir bien des anecdotes qui remplissent son ouvrage et en rendent la lecture très amusante. Parmi les personnages avec lesquels Lord Teignmouth fut en rapport, on remarque un certain chanoine Townsend, qui serait peut-être inconnu s'il n'avait pas eu la singulière idée de faire le voyage de Rome exprès pour convertir le Pape Pie IX à l'anglicanisme.

— Le nom de mistriss Jameson³ est aussi populaire en Angleterre que l'est celui de M. Rio en France, et tous ceux qui s'occupent des beaux-arts ont étudié et admiré les excellents volumes que cette dame a publiés sur les légendes de la Sainte Vierge, des Saints et des différents ordres religieux. Morte en 1860, mistriss Jameson a laissé, comme écrivain, une réputation qui tend toujours à s'accroître, et l'on pouvait regretter qu'aucune biographie n'eût été écrite d'une personne aussi distinguée. La lacune est remplie aujourd'hui, et l'ouvrage dont il est question ici, fait avec soin, nous donne tout ce qu'il importait de savoir sur une existence singulièrement triste et agitée.

GUSTAVE MASSON.

¹ *Russian and Turk from a Geographical Ethnological, and Historical Point of View*. By R. G. LATHAM. London, Allen, 1878, in-8° de 444 p.

² *Reminiscences of many Years, 1796-1873*. By Lord TEIGNMOUTH, Edinburgh, D. Douglas, 1878. 2 vol. in-8° de 780 p.

³ *Memoirs of the Life of Anna Jameson*. By her Niece, Gerardine MACPHERSON, London, Longman, in-8° de 378 p.

COURRIER DU NORD

Le savant qui a consacré sa vie active et laborieuse à nous faire connaître la littérature populaire du Danemark et qui a déjà formé des *Folkeviser* (chants populaires) de son pays la collection la plus ample et la plus belle qui existe chez aucun peuple, M. Svend Grundtvig continue son œuvre en publiant les *Contes populaires du Danemark*¹, mais non dans les mêmes proportions grandioses que pour la poésie : l'humble prose qui varie d'un conteur à l'autre ne comporte pas en effet le même appareil scientifique que des chants en partie préservés par leur forme même des altérations arbitraires ; et puis il ne s'agissait pas ici d'éditer des textes écrits, mais bien de reproduire des récits recueillis de la bouche même du peuple et où les variantes sont tellement nombreuses qu'il serait impraticable de les signaler toutes ; il vaut donc mieux faire un choix, prendre la meilleure et passer les autres sous silence. C'est le parti qu'a suivi M. Grundtvig. Les fétichistes qui regardent comme sacré tout ce qui vient du peuple jugeront peut-être que cette méthode n'est pas assez scientifique ; mais oseraient-ils ou pourraient-ils eux-mêmes l'appliquer à une nombreuse série de contes ? Nous ne le croyons pas et, pour notre part, nous ne voyons pas pourquoi il serait interdit à un homme de goût d'abréger les longueurs, de varier les répétitions qui sont de l'essence du genre, de supprimer les obscénités, en un mot de dégager le sujet de toutes les superfétations qui sont l'œuvre de conteurs malhabiles. Sans doute, ce travail ne peut être exécuté par le premier venu, car il faut y être préparé par des études préliminaires, comme l'était l'éditeur des *Traditions populaires du Danemark*². De plus, il faut conserver le ton populaire, se garder soigneusement de substituer les idées raffinées des gens des villes aux naïvetés des campagnards, et surtout ne pas défigurer sous prétexte d'améliorer. M. Grundtvig était trop intimement familiarisé avec son sujet pour tomber dans ces erreurs que n'a pas su éviter un de

¹ *Danske Folkeævi entyr efter utrykte Kilder gjenfortalte af SVEND GRUNDTVIG*. Copenhague, C. A. Reitzel, in-8°, t. I. 1876, 232 p. ; t. II. 1878, 235 p.

² *Gamle danske Minder i Folkemunde samlede og udgivne af Sv. GRUNDTVIG*. Copenhague, Iversen, t. I. 2^e édit. 1861 ; II, 1856. — *Gamle danske Minder*, par le même, *Ibid.*, 1861. Ces trois volumes renferment une soixantaine de contes qui ne font pas double emploi avec les 39 contenus dans les deux recueils analysés ci-dessus.

nos plus célèbres arrangeurs de contes étrangers. Il a réussi à doter son pays de recueils comparables aux meilleurs du genre. Grâce à ses efforts persévérants, le Danemark, si longtemps réduit aux maigres recueils de Mathias Winther ¹ et de Molbech ², n'a maintenant plus rien à envier sous ce rapport ni à la Norvège, ni à la Suède, ni même à l'Allemagne. Il peut désormais placer à côté des contes d'Andersen, qui sont l'œuvre propre de cet auteur, des contes nationaux et anonymes, pleins de charme, produits d'une riche imagination, parfaitement composés, remplis d'une philosophie élevée et d'une morale généralement saine, passablement originaux, quoique l'on y retrouve bien des traits communs aux contes de toutes les nations, et qui, en résumé, mériteraient d'être traduits en français, comme ils le sont en anglais et en allemand. Le manque de place ne nous permet pas d'examiner une à une les pièces de ce recueil, ni de les comparer avec leurs congénères, mais si l'on veut les caractériser brièvement en les classant au point de vue de l'idée qui fait le fond de chacune d'elles, on peut les ramener à peu près toutes à deux grandes catégories ; la première, de beaucoup la plus importante, comprend les contes héroïques qui prennent leur principal personnage dans l'infortune, accidentelle ou volontaire, méritée ou non, qui le font passer par une série d'épreuves, pour mettre ses vertus en relief et le montrer digne du bonheur qui lui est finalement réservé, et qui paraissent avoir pour but de consoler les déshérités, les malheureux, les désespérés, en leur enseignant que la Providence veille sur les êtres les plus infimes et fait des miracles en faveur de ceux qui le méritent. La seconde catégorie comprend les contes comiques et satiriques qui ont la prétention de moraliser en châtiant les vices et en ridiculisant les petits défauts.

— L'auteur de l'Étude historique : *Sur les principales causes de la chute et du relèvement de la France pendant la guerre de cent ans* ³, M. O. H. Aagaard, a suivi une méthode complètement opposée à celle de M. Sv. Grundtvig : au lieu de choisir parmi les nombreux et pittoresques récits de cette guerre ceux qui cadraient le mieux ensemble et de faire une histoire narrative, il a mieux aimé les discuter, les comparer et faire de l'histoire érudite. Les deux genres sont bons, mais on pourrait croire que l'auteur en a voulu cultiver un troisième : le titre de l'ouvrage rappelle, en effet, celui que Montesquieu a donné à l'un de ses plus beaux livres. La présente étude n'est pourtant pas imitée des *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*, en d'autres ter-

¹ *Danske Folkeeventyr samlede af M. Winter*. T. I. Copenh. 1823.

² *Udvalgte Eventyr og Fortællinger* par Chr. Molbech. Cop. 1843. (Contes en grande partie étrangers).

³ *Om Hovedaarsagerne til Frankrigs Fald og Gjenoprejsning under den 100 aarige fransk-engelske Krig, samt et almindeligt Overblik paa den herhenhørende historiske Literaturs Værd og Betydning, et historisk Studie af O. H. AAGAARD*, Copenhague, librairie Gyldendal, 1878. 396 p. in-8°.

mes ce n'est pas essentiellement une histoire philosophique : l'exposé des événements y tient plus de place que la recherche des causes, M. Aagaard n'ayant voulu ni sacrifier de savantes digressions, ni rejeter en note des éclaircissements neufs et utiles, ni passer sous silence nombre de faits à peu près étrangers à la chute et au relèvement de la France. Privé des ressources qu'offrent nos archives de Paris et de province, il n'a pas eu la prétention de découvrir de nouveaux détails, mais il s'est rejeté sur l'étude des nombreux documents imprimés dont il a inséré dans son récit de nombreux extraits, les uns traduits, les autres reproduits littéralement dans la langue originale. Il est parfaitement au courant de tout ce qui a été écrit sur la matière, comme il le prouve par une ample et excellente analyse des sources, où il passe en revue quarante-six ouvrages anciens ou modernes et en caractérise les tendances politiques. Cette monographie qui remplit les deux cinquièmes du volume en est la partie la plus originale et elle peut être consultée avec fruit non seulement par les étrangers, mais encore par les Français. Il est à regretter que tant de fautes d'impression déparent cet ouvrage et lui donnent l'air d'avoir été écrit sans soin ; l'errata de deux pages qui termine le volume pourrait être décuplé. Malgré ces apparences défavorables on doit dire que le sujet est traité consciencieusement et *con amore*. L'auteur a tant de prédilection pour notre pays que toute sa longue introduction (p. 1-48) est un brillant et ingénieux développement de la devise *Gesta Dei per Francos*, et il s'est donné le malin plaisir d'étayer sa théorie sur des aveux presque involontaires échappés à nombre d'écrivains allemands. Les belles pages qu'il a écrites sur la mission humanitaire et civilisatrice de la France et sur la mission miraculeuse de Jeanne d'Arc lui ont attiré le reproche de « s'être placé à un point de vue complètement français et clérical, » reproche qui pourra lui faire tort dans l'esprit de bien des gens, mais qui lui sera un excellent titre de recommandation auprès des lecteurs de la *Revue*.

— Il y a déjà une dizaine d'années que M. C. Nyrop publie d'utiles matériaux pour une histoire approfondie de l'industrie danoise, sujet qui n'a pas été traité dans son ensemble depuis 1849 ¹, mais, à part ses *Matériaux pour l'histoire de la librairie danoise* ², il n'avait rien donné de plus important en ce genre que le présent volume sur *Strandmøllen* (le Moulin du rivage), documents relatifs à la fabrication du papier en Danemark ³. Ce bel ouvrage, tiré à cent exemplaires seulement, a été

¹ *K. Danmarks industrielle Forhold fra de ældste Tider indtil Begyndelsen af 1848* (Situation industrielle du Roy. de Danemark, depuis les temps les plus anciens jusqu'au commencement de 1848), par O. J. RAWERT. Copenh. 1849, in-8°.

² *Bidrag til den danske Boghandels Historie*. Copenh. 1870, 2 vol. in-8°.

³ *Strandmøllen* Aktsykker til Oplysning om den danske Papirfabrikation, med Strandmøllen som Midtpunkt. Copenhague. Imprim. Nielsen et Lydiche. 1878. xxxiv-317 p. in-8°, avec 17 marques de fabrique dans le texte.

édité aux frais de M. Christian Drewsen, le propriétaire actuel du grand établissement de Strandmøllen exploité par sa famille depuis près de deux siècles, et que l'auteur a pris avec raison pour centre de cette étude. Il se compose de deux parties, l'introduction consacrée principalement à l'examen des marques de fabriques, et les documents au nombre de 248, dont le plus ancien remonte à 1576 et dont le plus récent est du 22 novembre 1844, date de la fondation de la papeterie de Silkeborg. En tête de chacun d'eux, dont beaucoup sont inédits, se trouve la rubrique et à la fin l'indication des archives où il est conservé, et des recueils où il a pu être imprimé, parfois aussi de précieuses remarques historiques. Si utiles que soient ces pièces et ces notes, elles ne constituent pourtant pas l'histoire de la papeterie danoise, dont l'auteur avait déjà donné une esquisse dans le *Journal de l'imprimerie scandinave* pour 1873, mais elles en contiennent les principaux éléments, et M. Nyrop nous donne à espérer qu'il en tirera lui-même parti pour une grande histoire de l'industrie danoise. Sa compétence est attestée par cette publication même; quant à son talent d'exposition, on en peut juger par deux récentes brochures : l'une sur *l'Art industriel et les conservatoires d'arts et métiers* ¹ a pour but de provoquer la fondation d'un musée de ce genre en Danemark. A cet effet, l'auteur passe en revue les institutions analogues qui existent à l'étranger, en montre l'utilité pratique et parle incidemment de la situation des arts appliqués à l'industrie dans son propre pays. — L'autre brochure traite de *l'Origine de la fabrication de la porcelaine en Danemark* ². C'est une étude approfondie et basée sur de nombreux documents, manuscrits pour la plupart. Dès 1722 on essaya d'introduire en Danemark cette industrie dont le secret avait été découvert en Saxe une vingtaine d'années auparavant, mais on ne put produire que de mauvaises imitations, jusqu'à ce que Niels Birch eût signalé la présence d'une sorte de kaolin dans l'île de Bornholm (1755), et c'est un ouvrier français, Louis Fournier, qui eut l'honneur de fabriquer la plus ancienne porcelaine danoise dont il soit fait mention, entre 1759 et 1763. Cependant la manufacture royale de *Blaa Taarn* (la Tour bleue) à Copenhague, à laquelle il était attaché, suspendit ses travaux en 1766, et ce n'est qu'après plusieurs essais infructueux que fut fondée en 1775 une société privilégiée pour la fabrication de la porcelaine; celle-ci devint en 1775 la fabrique royale de porcelaine danoise et depuis elle a toujours été en activité. Ses produits sont fort appréciés.

— La grande *Histoire de Suède* ³, rédigée par six écrivains, est à moitié

¹ *Om Kunstindustri og kunstindustrielle Museer*. Copenh., librairie Gyl-dendal, 1877, 80 p. in-8°.

² *Den danske Porcellænsfabrications Tilbliven*, Copenhague, Imprim. de Thiele. 1878, 58 p. in-8°. Extrait de *Industriforeningens Maanedskrift*, augmenté de remarques, de citations et d'une table alphabétique.

³ *Sveriges historia från äldsta tid till våra dagar*. Stockholm, Hjalmar. Linnström, in-8° à 1 krona (1 fr. 40) la liv. de 5 feuilles.

publiée ; il a paru vingt livraisons sur trente-six qu'annonce l'éditeur ; la première et la deuxième séries sont terminées, comme on l'a dit dans les précédents courriers du Nord ; les trois suivantes sont en cours de publication, et la dernière seule n'est pas entamée. Comme il n'y a encore qu'une livraison de la troisième série et qu'elle ne comprend que le commencement du glorieux règne de Gustave Adolphe, nous attendrons pour parler de cette période intitulée la *Grandeur de la Suède*, qu'une plus grande partie en ait été *contée* ; car c'est bien le terme qu'il faut employer pour caractériser cet ouvrage ; c'est de la véritable histoire, où la narration suivie n'est interrompue par aucune discussion ; les érudits n'y trouveront pas leur compte, quoique la matière y soit étudiée très sérieusement et que le récit s'appuie sur les meilleures autorités ; mais le grand public en sera d'autant plus satisfait. — La troisième série ou *Rénovation de la Suède*¹, par M. Oscar Alin, agrégé chargé du cours de politique à l'Université d'Upsala, approche de sa fin : les livraisons 4 et 5 traitent des derniers jours de Gustave I^{er}, contiennent en entier les règnes de Erik XIV (1560-1568) et de Jean III (1568-1592) et le commencement de celui de Sigismond. Gustave Vasa avait fini par si bien pacifier le royaume que ses sujets ne songèrent plus à se révolter, même sous ses premiers successeurs ; mais les divisions qui existaient dans sa famille de son vivant, s'aggravèrent après sa mort et ce furent ses fils eux-mêmes qui se firent instigateurs de guerres civiles. Ces discordes intestines se compliquèrent en outre de querelles de religion ; le catholicisme se mit à relever la tête avec le duc Jean, frère consanguin d'Erik XIV, grand clerc et marié à une pieuse princesse catholique. Lorsque ce prince fut devenu roi, il proposa à la cour de Rome (1574) de ramener la Suède au giron de l'Eglise, mais sous certaines conditions inacceptables, comme le mariage des prêtres et la communion sous les deux espèces. Les négociations furent rompues en 1580 ; elles n'avaient pourtant pas été totalement infructueuses : le prince Sigismond, héritier présomptif du trône, élevé secrètement dans le catholicisme, avait fait profession de cette religion à l'âge de 13 ans (1579). — Ces tendances et cet acte furent du nombre des prétextes que le duc Charles saisit avec empressement pour susciter des difficultés à son frère et disputer ensuite à son neveu la couronne de Suède qu'il finit par lui enlever. Son triomphe sera suivi d'un siècle de paix intérieure, dont le royaume jouira pendant toute la quatrième période, sous le sceptre de monarques respectés et sans compétiteurs.

Dans la cinquième période au contraire, le pouvoir royal, tombé entre les mains d'incapables, est d'abord sans prestige ; les États le dépouillent

¹ *Sveriges nydanjngstid*, 1521-1611. Liv. 4 et 5, p. 241-384, fig. 74-231. 1878.

à l'envi de ses prérogatives, et la véritable puissance appartient alternativement aux partis qui tous les deux s'appuyent sur l'étranger, jusqu'à ce que le coup d'État de 1772 mette fin à cette liberté tumultueuse, rende au trône un nouvel éclat et place la couronne si haut qu'elle est à l'abri de toute atteinte, si ce n'est de la part des princes du sang royal; car c'est encore par la substitution de l'oncle au neveu que se termine en 1809 cette période agitée. L'auteur, M. Rodolphe Tengberg, agrégé chargé du cours d'histoire à l'Université d'Upsala, est mort avant d'avoir terminé son œuvre, qui reste néanmoins sous son nom, car elle était assez avancée pour que M. S. J. Boëthius, agrégé à la même université, n'eût qu'à la compléter. Les deux premières livraisons de cette cinquième période intitulée *la Suède au temps des partis* ¹ comprennent le règne d'Ulrique-Éléonore sœur de Charles XII (1718-1720), de son mari Frédéric I (1720-1754) et les premières années de celui d'Adolphe-Frédéric, c'est-à-dire un peu plus de la moitié de la subdivision appelée *Période de la liberté* (Frihetstiden), une des plus intéressantes de l'histoire de Suède. Elle fut en effet brillante par les hommes distingués qui se mirent en évidence et par le progrès des lettres, des arts et des sciences; mais, en donnant libre carrière aux ambitieux, elle ne contribua pas à rendre plus forte la Suède qu'avaient épuisée les guerres de Charles XII, et le royaume des Vasas qui s'était accru jusqu'alors dut se résigner à la perte de plusieurs de ses provinces d'outre-mer, notamment du Grand-Duché de Finlande, dont nous avons à nous occuper maintenant.

— Le tome XI de la seconde série de *Suomi, Mémoires sur des sujets nationaux publiés par la Société de littérature finnoise* ², contient, avec un long et intéressant compte rendu des séances de la Société en 1870 et 1874, trois mémoires dont le premier relatif aux *Chants des Lapons* par M. O. Donner a déjà été analysé dans le numéro de juillet (p. 292). Le suivant intitulé : *Notions sur les Finnois du Wermland* ³ par Torsten G. Aminoff, est le fruit d'un voyage fait en 1871 dans la Forêt finnoise qui s'étend le long de la frontière, aussi bien en Suède qu'en Norvège, sur 6 myriamètres de longueur et 4 de largeur. Ces Finnois ne sont pas issus des aborigènes de la Scandinavie, comme on l'a cru autrefois; ils ont été appelés dans cette contrée à partir de 1582 par le duc de Södermanland, plus tard le roi Charles IX; ils sont aujourd'hui au nombre d'environ 4000 en Suède et 1700 en Norvège; mais ils se fusionnent de jour en jour avec les populations du voisinage; la jeunesse ne sait plus le finnois et beaucoup de personnes d'un certain âge ne peuvent plus parler cette langue quoiqu'elles la comprennent encore. Il était temps d'étudier ce dialecte qui sera probablement tombé en désuétude

¹ *Sverige under Partitidhvarfet*, 1718-1809, p. 1-128, fig. 1-106. 1878.

² *Suomi, kirjoituksia is-en-maallista aineista toimittanut Suomalaisen kirjallisuuden Seuran, Toinen jakso, XI osa*. Helsingfors, Imprim. de la Société. 1876. 360 p. in-8° avec 1 carte, prix 3 markkas ou francs.

³ *Tietoja Wermlännin Suomalaisista*, p. 161-244.

dans le Wermland avant la fin du siècle. C'est une branche archaïque du Savolais septentrional. L'auteur l'a examiné amplement au point de vue de la phonétique et de la flexion, mais non de la syntaxe. Il a en outre ajouté une liste d'une trentaine de mots particuliers à cet idiome, une carte des localités où il est en usage et quelques contes, énigmes et poésies populaires. Son travail est indispensable à ceux qui veulent suivre jusqu'à nos jours l'histoire de cette petite colonie dont M. Aminoff a esquissé les vicissitudes d'après Fernow, Gottlund et E. Sundt, auxquels il aurait pu ajouter divers autres écrivains.

— Le *Voyage à la recherche des Runos* (ou chants populaires finnois) dans la *Karélie russe en 1872*¹, par A. A. Borenus, offre un trait de ressemblance avec le précédent en ce qu'il a été entrepris pour étudier l'état actuel, non de la langue d'une colonie finnoise, mais de la poésie populaire chez un peuple congénère, mais séparé politiquement du gros de la nation ; nous n'osons pas dire de la mère-patrie, car le berceau de la famille est dans les gouvernements d'Olonets et d'Archangelsk. M. Borenus et ses compagnons, MM. A. Berner et A. Genetz visitèrent les paroisses du cercle de Kemi où l'illustre Lænnrot avait fait une ample moisson de runos qui lui permirent de reconstituer de toutes pièces le beau poème de Kalevala. Bien que M. Europæus les eût aussi parcourues en 1846 et n'en fût pas revenu les mains vides, nos trois voyageurs trouvèrent encore à y glaner 394 chansons. Les fils pourtant n'y conservent pas toujours pieusement les rhapsodies qu'ils ont apprises de leur père ; la jeunesse oublie les chants anciens ; mais on peut espérer que longtemps encore ces belles poésies se perpétueront dans la Karélie russe, puisque des enfants de dix à douze ans savaient beaucoup de runos. Cette relation renferme, à propos des chanteurs et chanteuses, nombre de traits charmants qui mériteraient d'être reproduits dans une étude d'ensemble sur les remarquables rhapsodies du peuple finnois.

E. BEAUVOIS.

¹ *Runonkeruumatkalta Venäjän Karjalassa v. 1872, p. 247-262.*

COURRIER ROMAIN

Depuis les derniers mois de 1877 jusqu'à la fin de la présente année, nous ne pouvons signaler qu'un petit nombre de publications ayant trait à l'histoire et à l'archéologie. Nous ne croyons pas cependant qu'à cet égard il y ait lieu à des reproches. La province romaine, à laquelle se borne notre revue, est un champ géographiquement assez restreint, quoique, grâce à Dieu, les travailleurs n'y manquent pas. Il est vrai que son importance comme centre historique est immense et que les matériaux qu'il fournit sont inépuisables ; mais peut-être avons-nous lieu de nous féliciter d'une situation qui est un juste contre-poids à la tendance envahissante de beaucoup publier, souvent sans règle ni méthode. Le calme apparent n'est donc, nous aimons à le croire, que l'indice de la maturité et de la profondeur qui feront le mérite des futurs travaux. Les événements y ont eu aussi leur part. L'hiver passé, la tranquillité si nécessaire aux études solides a été violemment ébranlée par la mort de Pie IX et par celle de Victor-Emmanuel. Nous avons sous les yeux le volume destiné, par l'Académie pontificale d'archéologie et par celle de Saint Luc, à célébrer le jubilé épiscopal de Pie IX¹. Ce volume reste maintenant comme un hommage à la munificence de ce Pontife. Le Commandeur Grifi y a exposé les travaux exécutés pour la conservation des monuments et des églises, les fouilles du sol de Rome et de la voie Appienne, ainsi que les acquisitions qui ont enrichi le Vatican, le Capitole et les belles salles du Latran. M. Grifi est connu pour les bons travaux sortis de sa plume, il y a déjà de longues années ; mais, là comme ici, on serait un peu en droit de lui reprocher de s'être tenu trop en dehors des progrès de la science. — M. Ch. L. Visconti s'est chargé de rendre compte des fouilles d'Ostie ; le révérend P. Bruzza de celles de l'*Emporium* ; le chanoine Fabiani du progrès des études orientales. Le volume se complète par une relation du baron P. E. Visconti sur les monuments modernes exécutés par l'initiative ou du vivant du Pontife.

— Une grande partie des villes qui entourent Rome ont surgi avant elle, et ont vécu au milieu d'une civilisation que la cité conquérante n'a eue que bien des siècles plus tard. Voilà des sujets importants pour des monographies, surtout quand ces villes ne voient pas clore de sitôt le livre de

¹ *Triplice omaggio alla Santità di Papa Pio IX, offerto dalle romane accademie di archeologia e di S. Luca*. Roma, tip. della Pace, 1877, in-4° de 836 p. et 41 pl.

leur histoire et que le moyen âge y écrit encore des pages mémorables. M. Dasti et M. Lombardini ont choisi Corneto et Sezze ¹. Corneto, c'est l'ancienne Tarquinia, la fameuse lucumonie étrusque, dont la fondation se perd dans l'obscurité des temps. M. Dasti consacre peu de pages à la ville antérieure à la conquête romaine. La matière est si difficile qu'on doit pardonner à l'auteur d'avoir été laconique. Nous n'en saurions dire autant du mince chapitre consacré à la colonie romaine. Cette partie devait être développée davantage, et l'on pouvait profiter un peu plus du résultat des fouilles pour reconstituer la topographie de cette époque. Nous ne parlons pas des erreurs épigraphiques ; elles échappent nécessairement quand on ne possède pas les fondements de cette science. L'auteur passe ensuite au Corneto du moyen âge. Nous regrettons d'avoir à renouveler nos critiques, mais nous ne pouvons passer sous silence le désordre qui règne dans ces chapitres. C'est là un écueil contre lequel échoue le plus grand nombre des érudits de province qui mettent la main au rude travail des monographies municipales. La difficulté de mettre à leur place des faits souvent disparates est un titre à l'indulgence. Nous ne l'accorderons pas cependant pour ce qui regarde les archives, dont la poussière n'a pas été assez secouée. Nous avons sous les yeux les pièces importantes et inédites du registre intitulé : *Margarita Cornetana*, du *Livre emphyteutique* et des *Régestes* de Farfa. Un simple coup d'œil suffit pour voir le parti plus considérable qu'on aurait pu en tirer, surtout pour illustrer les relations de la ville avec la Rome de ce temps ². La description des tombes étrusques est fort intéressante. Somme toute, le livre de M. Dasti, mieux élaboré, aurait été excellent ; tel qu'il est, c'est un travail qui fait honneur à la persévérance et aux connaissances peu communes de son auteur. — M. Lombardini se limite à un aperçu rapide sur la ville de Sezze. Quoique le sujet n'ait pas l'importance de celui qui précède, peut-être des recherches plus étendues auraient-elles répondu davantage au titre adopté par l'auteur. La première partie du livre est consacrée à l'origine de Sezze et à ses différentes phases durant l'époque païenne. La seconde embrasse la période chrétienne et la période du moyen âge, si importante pour cette ville.

— Après les Etrusques et les Volsques, les Latins primitifs. Le comte Cipolla leur a consacré une dissertation dans laquelle il cherche à illustrer leur histoire et leurs mœurs au moyen des textes sévèrement contrôlés par les découvertes récentes ³. Le temps des synthèses sur

¹ DASTI, *Notizie storiche e archeologiche di Tarquinia e Corneto*. Roma, 1878, in-8° de 518 p. LOMBARDINI, *Della istoria di Sezze*. Velletri, 1878, in-8°.

² Quelques bonnes données pourront être cherchées aussi dans les pièces de l'archive de Saint Cosimato à Rome.

³ FR. CIPOLLA, *Dei prischi latini e dei loro usi e costumi*. Roma 1878, in-8° (estratto dalla Rivista di filologia ed istruzione classica).

ce sujet n'est peut-être pas arrivé, l'analyse ayant encore à suivre une marche assez longue. Mais il n'est pas mauvais d'anticiper, quand on se tient dans une sage réserve, comme le fait M. Cipolla.

— Un travail qui se rattache en quelque sorte au précédent, c'est celui qu'a inséré M. P. Castiglione dans la *Monographie historique et statistique de Rome* présentée par le gouvernement à l'Exposition de Paris ¹. L'auteur, qui s'est consacré aux études de statistique, en a fait une sur la population de Rome depuis ses origines jusqu'à nos jours ². Ce mémoire, savant et laborieux, a ses mérites. La plus large part est faite à la période qui commence avec Romulus et qui finit avec Auguste. Auteurs anciens, données monumentales, topographie, tout est mis à contribution. Parfois des jugements précipités, voire même inexacts, des confusions étranges et quelques erreurs assez graves, trahissent l'absence d'études historiques fondamentales ³. Mais l'auteur ne prétend être ni historien ni archéologue, et l'ensemble de son travail, ainsi que ses conclusions générales, méritent un large tribut d'éloges. — Le sujet nous rappelle un mémoire récent, dans lequel M. Tucci expose ses vues sur l'état ancien et actuel de la campagne romaine ⁴.

— Une nouvelle chronique vient se joindre aux nombreux documents de ce genre que nous a laissés le moyen-âge. C'est un vrai service rendu par M. Ceruti que cette curieuse publication ⁵. Son titre est : *Cronica deli imperadori*. Le manuscrit, conservé dans la bibliothèque ambrosienne de Milan, appartient au xv^e siècle ; mais l'auteur, qui est anonyme, est plus ancien, et dit lui-même avoir terminé son travail en 1301. M. Ascoli, qui commente la partie philologique, est d'accord avec M. Ceruti pour reconnaître dans certaines particularités de dialecte la preuve que cet auteur est vénitien, et qu'il appartient réellement au xiii^e et au xiv^e siècle. Nous regrettons qu'un commentaire historique n'accompagne pas la publication de M. Ceruti. Faut-il nous lancer nous-même dans l'examen de la valeur de cette chronique, et de ce qu'elle peut fournir

¹ *Monografia archeologica e statistica di Roma e Campagna Romana*. Roma, 1878 in-4° de 210 p.

² P. CASTIGLIONE, *Della popolazione di Roma dalle origini ai nostri tempi*. Roma, tip. Elzev., 1878.

³ Qu'est-ce, par exemple (p. 86), que ces almanachs topographiques, sous le nom de *Curiosum*, *Descriptio Urbis*, et *Notitia dignitatum utriusque imperii*, attribués à Publius Victor, Sextus Rufus et à un anonyme du temps de Constantin ou d'Honorius ? Il y a ici beaucoup à rectifier. Il s'agit évidemment des catalogues officiels des régions de Rome au iv^e siècle, dont il existe deux récénsions. L'une datant de la mort de Constantin, appelée vulgairement *Notitia urbis Romæ*, l'autre postérieure, mais précédant Honorius, avec le titre de *Curiosum*. P. Victor et S. Rufus sont des fraudes modernes. La *Notitia dignitatum* est tout autre chose.

⁴ TUCCI, *Antico e presente stato della campagna di Roma*. Roma, 1878.

⁵ CERUTI, *Cronica deli imperadori romani*. Roma, Loescher, 1878 in-8° (*estratto dall' Archivio glottologico*, t. III).

à l'histoire? Nous dépasserions nos limites. Entrons, du moins, dans quelques détails nécessaires. L'auteur anonyme commence par Auguste et poursuit jusqu'à l'année, fatale aux armées françaises, signalée par la mort de saint Louis sous les murs de Tunis. Durant cette longue période, peu de mots sont consacrés aux empereurs romains. Mais l'auteur, arrivé à Constantin, se donne grand peine pour bien représenter son sujet. Aussi ne manque-t-il pas de l'entourer des récits qui couraient au moyen âge sur la grande figure du premier empereur chrétien. Depuis Constantin, les détails sont plus nombreux. Aux despotes byzantins s'ajoutent plus tard les empereurs allemands, les rois de France, etc., sans autre ordre que le fil chronologique. C'est ainsi qu'on arrive à l'année 1270, qui clôt la chronique. La partie ecclésiastique est assez développée, et les œuvres de saint Jérôme, Origène, Eusèbe apparaissent souvent comme preuves à l'appui. Divers martyrs sont mentionnés avec soin par l'auteur. Sous la persécution, dit-il, en parlant des papes *certo statio de veschovo non era in Roma, ma dove melgio li ponera, over in criti over in cimiterii soto terra* ¹. La chronologie, cependant, est loin d'être exacte, et le récit ne manque pas d'être embelli de narrations légendaires dont il sera curieux de rechercher l'origine. Signalons celle d'un tombeau découvert, au XII^e siècle, à Rome, dans lequel était un géant : *el titolo de questo era Pallas, fijo de Evandro, el qual la lanza de Turno cavaliere alcise* ². *In questo tempo*, ajoute la chronique, *una statoa de marmore era in pulgia, abiando, circa el cavo so, un circulo de bronsa, in lo qual era scritto : Kalendis maji oriente sole habeo caput aureum* ³.

La littérature française n'est certainement pas inconnue en Italie. Pouvons-nous dire qu'elle y soit familière? Peut-être pas. Mais aussi n'est-ce pas trop demander que de vouloir, dans l'instruction italienne, la même popularité pour les classiques français que pour les vers de Dante ou pour des morceaux de Léopardi? L'esprit des diverses littératures est nécessairement divers, et cette sorte de nivellement qui se manifeste dans certaines tendances actuelles est le plus à redouter. Il n'en est pas de même pour l'histoire de la littérature. Tout ce qui est histoire appartient au passé et n'empiète pas sur l'avenir. C'est sous ce point de vue que nous approuvons le petit livre, simple mais substantiel, que MM. Castagnola et Carlandi publient sous le titre de *Cenno storico della letteratura francese* ⁴. La première partie touche aux origines, en passant brièvement en revue les différentes phases du drame sacré, du roman, des chroniques, etc. La renaissance et le siècle de Louis XIV, avec leurs grands noms, font le sujet de la seconde partie. L'époque moderne termine ce

¹ Année 333.

² Pallas, fils d'Évandre, tué par la lance de Turnus.

³ Dans ce temps, il existait dans la Pouille une statue de marbre, ayant autour d'elle un cercle de bronze dans lequel était écrit : « Aux calendes de Mai, au lever du soleil, ma tête sera d'or. »

⁴ Roma, 1878.

travail qui se distingue par la finesse et la sûreté des jugements, et dont nous félicitons les auteurs.

— M. Rebecchini nous livre le premier volume d'un ouvrage sur le sentiment de l'amour chez Dante ¹. Le sujet n'est pas nouveau, comme on sait, mais l'auteur ne l'aborde pas encore. Il prélude par deux autres grandes idées qui dominent le poète : la religion et la patrie, ce qui le plonge dans des réflexions sur la politique guelfe et gibeline. — La *Divina Commedia* occupe M. F. Ronchetti, qui examine et critique plusieurs de ses récents commentateurs ². Dante est le point de départ le plus brillant de la renaissance, dont le complet développement se révèle au xv^e siècle. La littérature et la science se donnent alors la main sur le terrain de l'histoire. Les discussions purement abstraites font place à celles des faits. C'est l'étude profonde du génie de l'antiquité ; c'est la philologie avec sa critique des textes. — Dans une telle atmosphère, la jurisprudence devait se dégager des subtilités de la glose et aller aborder franchement les anciens eux-mêmes. M. Del Re étudie plusieurs noms illustres de l'époque : Laurent Valla, Maffeo Vegio, Poliziano, Pomponius Letus, etc ³. Ces humanistes, tout en étant littérateurs, archéologues, philologues, historiens, se montrent aussi jurisconsultes, et préludent, par l'étude et la restitution des sources, à une nouvelle école du droit romain.

— Un travail de M. P. Amat nous rappelle les grandes entreprises commerciales de la république de Gênes, un demi siècle plus tard, et son antagonisme avec la France ⁴. Nous devons à l'auteur l'illustration de plusieurs cartes maritimes, dont une est due à un certain Jacques Majolus, génois, qui dessina avec précision les côtes italiennes de Nice à *Capo d'Anso*. La Sardaigne et la Corse y figurent aussi, et cette dernière avec une exactitude si minutieuse qu'on ne peut s'empêcher d'en entrevoir la raison dans l'hégémonie exercée sur elle par la République, qui craignait toujours de se la voir enlevée par sa puissante voisine.

— Au commencement du xvii^e siècle, la France était agitée par d'orageuses dissensions théologiques compliquées par les passions bouillantes des partis et par l'attitude, hostile à l'Église, de la couronne d'Angleterre. On s'agitait sur l'autorité du Pape comparé au concile, et, surtout sur celle des pontifes relativement à la royauté. La grande figure de Saint François de Sales apparaît alors pour soutenir les efforts du Saint-Siège, qui soupirait après une paix trop troublée par des controverses délicates qui frisaient le schisme et l'hérésie. M. le chanoine Pieralisi, connu pour ses

¹ *Pensieri sull' amore di Dante*. Roma, 1878, in-8°.

² Ferd. RONCHETTI, *Venti cinque appunti a recenti commentatori di Dante*. Roma, 1878, in-8°.

³ DANTE DEL RE, *Precursori italiani di una nuova scuola di dritto nel secolo xv*. Roma, 1878, in-8°.

⁴ P. AMAT, *Planisfero di B. Pareto e carte nautiche della bibl. V. Emmanuelle*, dans les *Memorie della Società geografica*, Roma, 1878, p. 54.

travaux sur Galilée, expose avec clarté cette situation ¹. Une lettre de l'archevêque de la Tarantaise au cardinal Borghese nous apprend que le premier proposa à l'illustre évêque de Chambéry de suggérer les moyens les plus aptes à réparer ces maux et à faire taire ces disputes. Saint François obéit, et c'est son mémoire, en forme de réponse à l'archevêque, que M. Pieralisi publie en *fac-simile*. Jusqu'ici, on n'en n'avait divulgué que la copie imparfaite, existant à Paris à la Bibliothèque nationale. M. Pieralisi a retrouvé l'original dans les fonds de la bibliothèque Barberini. Tout le monde lui saura gré de cette édition, qu'accompagne un commentaire dans lequel sont développés les moyens que le saint évêque puisait dans sa charité pour mettre un terme aux querelles et calmer les consciences. Envisageant surtout la controverse qui touchait à l'autorité royale, le saint désirait l'assoupir en montrant à la cour l'inconvenance qu'il y avait à tolérer de semblables discussions quand l'harmonie existait avec le Saint-Siège, dont la bienveillance ne se démentait nullement. Le silence imposé des deux côtés lui semblait le moyen le plus efficace; malheureusement, les circonstances ne permirent point de le mettre en pratique. Une lettre du nonce Frédéric Ubaldini nous montre que ce prélat ne crut pas qu'il fût possible de l'appliquer. L'examen des faits conduit M. Pieralisi à regretter la ligne de conduite suivie par le nonce. Le savant auteur du mémoire clôt son travail, grâce aux ressources fournies par la bibliothèque Barberini, par une excellente édition de trois autres lettres de saint François de Sales.

— Signalons, en finissant, le *Saggio di composizioni e melodie romane* ² de MM. Sabatini et Parisotti, dans lequel on trouvera avec plaisir quelques comparaisons des chants et ballades qui ont été en vogue en France avec les compositions romaines du même genre.

— L'examen de la seconde édition du procès original de Galilée, donnée par M. Berti, appartient de plein droit à notre collaborateur M. de l'Épinois. Celui des travaux de M. Grégorovius sur le droit de cité à Rome, de M. L. Beltrani sur le comte Albéric de Barbiano et de M. H. P. sur Silvestre Aldobrandini pourra trouver place dans notre prochain *Courrier*.

HENRI STEVENSON.

¹ S. PIERALISI, *Rimedio alle dispute dei cattolici in Francia proposto nel 1612, da S. Fr. di Sales*. Roma, 1878, in-4° de 47 p.

² Roma, tip. Tiberina, 1878.

COURRIER RUSSE

L'année qui vient de s'écouler a emporté dans l'éternité plus d'un nom que les amis des études historiques n'oublieront pas, et qui ont paru à plusieurs reprises dans les pages de cette *Revue*. Ainsi, la Russie a perdu l'auteur du remarquable travail sur les *Varégo-Russes*, M. Gédéonov, partisan déclaré de la théorie anti-scandinave, au service de laquelle il avait mis toutes les ressources d'un esprit sagace, d'une érudition variée et de recherches consciencieuses. — Une autre perte, qui ne sera pas moins sensible c'est celle de M. Dmitri Polenov, si estimé pour ses travaux d'histoire et d'archéologie, et auteur d'un immense Répertoire bibliographique, resté malheureusement inédit. Mentionnons encore M. Khanykov, mort à Rambouillet, à qui nous devons, entre autres, l'édition russe de l'*Iran* de Ritter, et le prince Pierre Viazemski, récemment décédé à l'âge de 87 ans.

— La correspondance de Catherine II avec Grimm, que la Société impériale d'histoire russe vient de publier dans le xxiii^e volume de son Recueil ¹, est destinée à avoir un grand succès, non seulement en Russie, mais encore dans le reste de l'Europe, grâce à la langue française dans laquelle elle est écrite. Par exception, le texte original a paru sans la traduction russe que la Société a l'habitude d'ajouter lorsqu'elle publie des documents écrits en langue étrangère. Les lecteurs de la *Revue* n'ont qu'à s'en féliciter, et pourront juger par eux-mêmes du haut intérêt qu'offre cette correspondance, demeurée jusqu'ici inédite. Catherine II ne correspondit avec personne pendant si longtemps et d'une manière plus intime qu'avec le baron Grimm. Durant plus de vingt ans qu'a duré ce commerce épistolaire (1774-1796), l'impératrice confiait à son souffre-douleur, comme elle appelait son correspondant, toutes les impressions qu'elle avait éprouvées dans le train ordinaire de sa vie, et dont elle avait besoin de déverser les flots, en leur donnant un libre cours. Aussi nulle part sa physionomie réelle ne se montre avec autant de spontanéité et de naturel que dans cette correspondance intime, cette *olla podrida* impériale, comme elle la nomme elle-même (p. 192), et qu'il ne faut pas confondre avec la *Correspondance littéraire* de Grimm, publiée depuis longtemps et plus d'une fois.

« Je n'ai jamais écrit à personne comme à vous, lui déclare-t-elle ;

¹ *Sbornik*. Saint-Petersbourg, 1878, in 8 de viii-733 p.

mais c'est la science du développement que vous possédez qui a développé en moi cette admirable tournure que j'ai prise avec vous (p. 52). » « Nous babillerons comme des pies borgnes, » lit-on ailleurs (p. 57). « Avec vous je jase, mais n'écris jamais (notez cela, car cela est nouveau), je préfère de m'amuser et de laisser aller ma main, ma plume et ma tête là où il leur plaira d'aller. Bombardez-moi de lettres : cela m'amuse, je lis vos pancartes et je dis : Comme il me comprend ! ah ciel ! il n'y a guère que lui qui me comprenne bien (p. 83) ! » Ailleurs, après l'avoir sommé de brûler toutes ses lettres, afin qu'elles ne soient pas imprimées de son vivant, elle ajoute : « Elles sont bien plus lestes que celles que j'ai écrites à Voltaire, et pourraient faire un mal du diable ; j'exige que vous les brûliez, entendez-vous ? ou que vous les mettiez dans un endroit si sûr que de cent ans personne ne les puisse déterrer (p. 222). » C'est le dernier parti qu'a pris Grimm : par ses soins les lettres de Catherine II furent transmises au successeur de Paul I^{er}, et déposées aux archives d'Etat, où on les conserve encore, disposées par ordre chronologique et reliées en deux gros cahiers. Le fréquent emploi de l'allemand, — langue maternelle de la tsarine et du baron, — ajoute un degré de plus à la facilité de leurs rapports mutuels, que la conformité des idées et des sentiments rendait déjà si intimes.

Il est curieux de savoir ce que Catherine II, à qui personne ne refusera d'avoir été une femme de beaucoup d'esprit, pensait des principaux personnages de son temps, ou de connaître le jugement qu'elle portait sur les événements importants dont elle avait été simple témoin ou partie active. Ce qu'elle dit, par exemple, de la révolution française, mériterait d'être transcrit d'un bout à l'autre, tant ces appréciations sont marquées au coin de la vérité, tant elles sont bonnes à méditer encore de nos jours.

On sait que Catherine II conserva la Compagnie de Jésus dans son Empire, lorsque ces religieux étaient proscrits partout ailleurs. Elle prend toujours leur défense contre les attaques de Grimm et de tous ceux qui pensaient comme lui. « Comment voulez-vous qu'ils mettent un rabat lorsqu'ils ignorent qu'il le faut arborer (p. 32) ? » — « Vous savez l'affection que j'ai pour cette graine précieuse, que je conserve comme les plus doux et les plus sages citoyens de la Russie Blanche. En vérité, ces coquins-là sont les meilleurs gens du monde, et nulle part encore on n'a pu remplacer leurs écoles, quoiqu'on ait pillé leurs biens à cet effet (p. 22). » — Quinze ans après (en 1790), elle écrivait : « On a beau dire, ces coquins-là veillaient aux mœurs et au goût des jeunes gens, et tout ce que la France a eu de meilleur est sorti de leurs écoles (p. 500). » Mais il faut lire l'ouvrage lui-même, que je ne puis ici qu'effleurer, sans entrer dans une analyse détaillée. J'ajouterai seulement que le texte est accompagné de notes indispensables à l'intelligence de certains termes conventionnels dont la correspondance abonde, qu'il est suivi d'une fort bonne table des matières, et précédé d'une courte introduction, écrite par

M. Grote, académicien, à qui a été confiée l'édition. On lui doit déjà l'excellente édition des œuvres complètes de Derjavine, le poète par excellence du règne de Catherine II, et la Société d'histoire russe ne pouvait pas faire un meilleur choix en lui confiant la publication de cette correspondance : elle embrasse presque toutes les années du même règne, et éclaire d'un nouveau jour l'histoire littéraire que l'auteur avait déjà si bien étudiée dans ses commentaires ajoutés aux œuvres de l'illustre poète. M. Grote vient d'y ajouter une nouvelle page, dans son écrit intitulé : *Catherine II et sa correspondance avec Grimm*¹. Qu'il me permette ici de rétablir la vérité sur un point tout à fait accessoire, mais qui intéresse à la fois et le public français et les slavistes. Il s'agit du texte du sacre, ou de l'Évangélaire de Reims. Ce précieux manuscrit se conserve aujourd'hui, non pas au musée de Prague, mais bien à la bibliothèque de Reims, ainsi que me l'a certifié par écrit M. Loriquet, bibliothécaire de cette ville, à qui j'avais fait part de mes doutes à ce sujet.

— Les archives du Synode contiennent, on le sait, de vraies richesses historiques, dont la publication doit être accueillie avec d'autant plus de reconnaissance que l'accès en est moins facile. Nous avons déjà parlé du premier volume de la description raisonnée de ces archives ; il contient les documents relatifs à l'année 1721, dont date l'existence du Sydode. Le nouveau volume, qui vient de paraître, n'embrasse que la seconde moitié de l'année suivante ; les six premiers mois fourniront la matière d'un troisième volume, qui aurait dû paraître avant celui-là. Ce partage parle en faveur de l'abondance des matières. Le volume actuel contient 538 documents, parmi lesquels il y en a fort peu d'insignifiants. Le plus grand nombre concerne les dissidents connus sous le nom de *raskolnics*, que les *inquisiteurs* d'office recherchaient partout et par toute sorte de moyens, sans négliger celui de la confession sacramentelle. Les révélations obtenues par cette dernière voie devaient être, dans certains cas, communiquées par le confesseur à l'autorité civile, et cela sous peine de mort ! Sous ce rapport, le document coté 858 est particulièrement édifiant. On fera bien de lire aussi la profession de foi composée pour les dissidents, où se trouvent énumérés tous les points de controverse qui les séparent de l'Église officielle².

— Les *Archives du Conseil de l'Empire* viennent de s'enrichir d'un nouveau volume, le troisième et le dernier de la première série³. Il contient les documents relatifs aux dix premières années du règne d'Alexandre I^{er} (1801–1810), comme les deux règnes précédents ont été compris dans le premier et le second volumes publiés en 1868 et 1874. La rédaction

¹ Saint-Pétersbourg, 1878, in-8° de III-41 p.

² Appendice 13.

³ Saint-Pétersbourg, 1878, in-4°, 1^{re} partie de VII-442 ; 2^e partie de 638-L p. à deux colonnes.

de cette série avait été confiée à M. Tchistovitch, qui s'en est acquitté avec honneur ; la seconde série, commençant avec l'année 1810, dont date l'organisation actuelle du Conseil de l'Empire, échut en partage à M. Kalatchev, organisateur des archives et fondateur de l'Institut archéologique. Il serait superflu d'insister sur l'importance de la publication dont ils ont assumé la lourde tâche ; un coup d'œil rapide jeté sur les documents contenus dans les trois volumes suffit pour donner une idée de l'intérêt qu'ils présentent à l'historien. Toutes les délibérations du Conseil y sont reproduites *in extenso* avec les pièces y relatives à l'appui, ce qui permet de mieux connaître les phases diverses par lesquelles on passa relativement à certaines prescriptions gouvernementales, et les hauts personnages qui siégeaient dans le Conseil, et l'esprit qui caractérise chaque époque. Ainsi, par exemple, en 1802, la question de la censure ayant été proposée aux délibérations du Conseil, celui-ci conclut à la suppression de la censure comme institution séparée, la trouvant inutile et trop dispendieuse à l'État. Il n'en fut rien pourtant, et l'institution continua de prospérer. Les matériaux décrits dans cette précieuse collection sont disposés, non par ordre chronologique (sauf la grande division par règnes), mais d'après un système analytique, adapté à celui du code des lois. Outre cela, un triple index onomastique, géographique et analytique se trouve à la fin de chaque volume.

— L'*Institut archéologique* a publié le premier livre de son *Recueil* ¹, sous la direction de M. Kalatchev lui-même, fondateur de cette école. Le *Recueil* se compose de trois parties, dont la première contient des pièces concernant l'origine et l'organisation de cet établissement, la seconde reproduit des matériaux relatifs au règne de l'empereur Alexandre I^{er}, placés là évidemment en vue du récent jubilé séculaire de ce souverain ; la troisième partie donne des aperçus sur les travaux des sociétés savantes ou des commissions dans le domaine de l'archéologie. Nous signalerons, parmi ces derniers, le mémoire de M. Laline sur le quatrième congrès archéologique tenu à Kazan, ainsi que l'article de MM. Kalatchev et Kamkovski sur la description des antiquités de Pskov faite par le comité statistique de la même ville. Nous exprimons des vœux pour que le recueil du savant et zélé promoteur de la diplomatique russe puisse durer longtemps et prospérer.

— La *Bibliothèque historique de Russie* compte un volume de plus, et qui suit de bien près le précédent, mentionné dans notre dernier *courrier*. C'est le cinquième de la collection ². Il contient les actes du monastère d'Iversk (1582-1706), recueillis par l'archimandrite Léonide, et apportant de nouveaux éléments à l'histoire du patriarche Nikon durant la période qui a suivi immédiatement son éloignement de Moscou en 1658.

¹ Saint-Petersbourg, 1878, in-8° de ix-417 p., avec deux calques.

² Saint-Petersbourg, 1878, in-8° de xli-1074 et 64 à deux col.

Le recueil s'ouvre par une esquisse historique du couvent d'Iversk, composée par le même religieux. Les actes donnent aussi d'intéressants détails sur l'imprimerie qui était établie dans le monastère, sur les livres illustrés qui en sont sortis et sur les traductions d'ouvrages étrangers dont s'occupaient les moines. On n'ignore pas que la *Bibliothèque* se publie sous les auspices de la Commission archéographique.

— Il existe une autre commission chargée d'imprimer les chartes et les traités conclus avec les autres nations. Elle est attachée aux archives du ministère des affaires étrangères de Moscou, et a aujourd'hui pour directeur M. le baron Buhler. Une esquisse historique des travaux de cette commission ¹, publiée à l'occasion du jubilé séculaire d'Alexandre I^{er}, nous fait connaître en détail et son passé et la part active qu'elle prend au mouvement de la science historique.

C'est à elle qu'on doit, outre la collection des chartes et des traités en 4 vol. in-fol., les ouvrages que tout le monde connaît en Russie, tels que : les *Lois* des grands-ducs Jean III et Jean IV, les *Recherches* de Lehrberg, les *Archives* de la Russie Blanche, *Jean, exarque de la Bulgarie*, *Monuments de la littérature russe* du xii^e siècle, *Cyrille et Méthode*, étude critique de Dobrovski, *Le livre figuré de l'élection* du tzar Michel Romanov, *Lettres des souverains russes*, *Documents* pour servir à l'histoire des relations diplomatiques de la Russie avec les puissances européennes, etc., etc. Cette année-ci, la Commission a donné une nouvelle édition des *Lois* de Jean III et Jean IV ² et des anciennes poésies russes recueillies par Kircha Danilov ³, l'un et l'autre ouvrage n'existant plus dans le commerce, mais étant souvent demandés. Tous deux ont été édités pour la première fois par Stroïev et Kalaïdovitch, dont les noms jouissent dans le pays d'une estime méritée.

— Le monde savant connaît le *Recueil des traités et des conventions* conclus entre la Russie et les autres puissances, rédigé par M. Martens, professeur de droit à l'université de Saint-Petersbourg. Il vient de faire paraître la seconde partie du IV^e volume⁴, par laquelle la première série du recueil est terminée. Ce qui se fait remarquer dans le présent volume, c'est l'absence des études historiques dont le docte éditeur avait l'habitude de faire précéder le texte des Traités, et qui ajoutaient tant à l'intérêt des documents. Une exception est faite seulement pour les conférences de Bruxelles où l'on a agité la question des balles explosives. L'absence des traités politiques proprement dits, à partir de la seconde moitié de notre siècle, ou plutôt à partir de la guerre de Crimée, fait naître bien des réflexions sur la nature des relations qui se sont établies depuis cette époque entre la Russie et l'Autriche, autrefois si

¹ Moscou, 1877, in-8° de xiii-207 et 12 pages.

² *Zakony*, etc., Moscou, 1878, in-4° de xxvii et 76 p. avec deux calques.

³ Moscou, 1878, in-8° de 8-xxv-296 p. avec des airs de musique.

⁴ Saint-Petersbourg, 1878, in-8° de v et 573 p.

unies par la communauté des intérêts.—C'est la *Commission*, présidée par M. le baron Bühler, qui a fourni à l'éditeur des documents en grand nombre, et a contribué ainsi à la prompte publication du recueil.

— Il y a une catégorie de travaux historiques qui se multiplient avec le cours des années et forment déjà toute une littérature. Ce sont les comptes rendus des ouvrages présentés au concours du prix Ouvarov. Il ne se passe guère de distribution de ce prix sans que la science historique s'enrichisse de quelques travaux, souvent aussi remarquables que les ouvrages qui les ont occasionnés. Ordinairement, ces derniers sont examinés par les juges les plus compétents, qui ne se contentent pas toujours d'une étude ordinaire de l'ouvrage présenté au concours, mais font des mémoires équivalant parfois à des livres. Les *Essais critiques*¹ de M. Pavlov, professeur à l'université de Moscou, en sont une preuve, pour ne pas parler d'exemples moins récents. C'est une analyse critique de l'ouvrage de M. André Popov, intitulé : *Les anciens écrits polémiques des Russes contre les Latins*, et dont il a été question dans un de mes courriers de l'an passé. Elle ne lui cède ni en érudition, ni en étendue ; après le texte, partagé en cinq chapitres, elle donne des appendices en langues grecque et slavonne qui occupent la moitié du livre. C'est une monographie en règle, plutôt qu'un simple compte rendu, et il va sans dire que l'ouvrage de M. Popov pourra en faire son profit.

— Dans sa séance publique du 8 octobre dernier, l'Académie des sciences a couronné du prix Ouvarov cinq ouvrages, qui presque tous sont déjà connus des lecteurs de la *Revue*. De ce nombre sont : 1) Le beau travail de M. Tratchevski, intitulé *le Furstenbund* et la politique allemande de Catherine II, de Frédéric II et de Joseph II (1788–1790). La récession en a été faite par M. Stendman. 2) *Les anciennes villes et autres monuments tataro-bulgares* de Kazan, par M. Schpilewski, professeur à l'université de la même ville. C'est le comte Ouvarov qui l'a examiné et jugé digne de la récompense. 3) *Esquisse de l'ancienne ville de Kazan, surtout au xvr^e siècle*, par l'archiprêtre Zarinski. Le quatrième ouvrage, présenté par le savant professeur à l'université d'Odessa, M. Brunn, est encore manuscrit. C'est un recueil de recherches relatives à la géographie historique de la Russie méridionale. 5) Celui de M. Ogorodnikov, au contraire, traite des rivages de la mer Blanche.

— Parmi les ouvrages critiques consacrés à l'histoire ancienne, nous noterons les *Recherches sur l'histoire romaine, principalement sur la troisième décade de Tite-Live*². L'auteur de ce travail, fait avec grand soin, présente les résultats acquis surtout par les philologues allemands ; peut-être, en négligeant trop les commentateurs des autres pays, a-t-il justifié le reproche qu'on lui en a fait. Mais, malgré cela, son livre pourra

¹ Saint Pétersbourg, 1878, in-8° de vi et 210 p.

² Saint-Pétersbourg, 1878, in-8° de 284 p.

servir de guide à celui qui voudrait faire de pareilles études sur d'autres auteurs classiques.

— M. Soukhomlinov continue son beau travail sur l'*Histoire de l'académie russe*, dont il vient de donner au public le 4^e volume¹, contenant les biographies de Séverguine, académicien, du professeur Barsov et du traducteur Svétov, très peu connus jusque là !

— M. Soloviev, qui a quitté sa chaire de professeur à l'Université de Moscou pour se livrer entièrement à l'achèvement de sa grande *Histoire de la Russie depuis les temps les plus anciens*, a publié le 28^e volume, comprenant la suite du règne de Catherine II (1768-1772).

— A son tour, l'archevêque Macaire a mis au jour un nouveau volume de son *Histoire de l'Eglise russe*, le neuvième de la série. Cette œuvre capitale, qui serait inappréciable et unique si elle était terminée, avance lentement, mais sûrement. Le nouveau volume nous introduit dans la période patriarcale (1589-1721), après laquelle viendra la période synodale. A mesure que l'ouvrage de l'historiographe de l'Eglise avance, l'intérêt grandit en proportion. Il suffit de mentionner des événements aussi graves que l'érection du patriarcat de Moscou (1589) et l'Union de Brzest (1596), pour faire comprendre combien ce volume doit exciter la curiosité du lecteur sérieux. Il se compose de quatre chapitres dont voici le sujet : 1) lutte des « orthodoxes » contre les Latins et tentatives infructueuses de ces derniers pour rétablir l'union des églises (1458-1503) ; 2) période de paix et absence presque totale de tentatives d'union (1503-1555) ; 3) lutte contre les protestants et surtout contre les jésuites, promoteurs ardents de l'union (1555-1589) ; 4) l'établissement de l'union (1589-1596).

— Je terminerai en disant que l'Encyclopédie publiée sous la direction de M. Bérézine, professeur à l'Université de Saint-Petersbourg, s'est accrue de plusieurs livraisons et approche du terme tant désiré.

P. S. Il m'arrive, à la dernière heure, le commencement d'un important et volumineux ouvrage intitulé : *Description des recueils manuscrits slaves et russes de la Bibliothèque publique* de Saint-Petersbourg². Il a pour auteur M. Bytchkov, académicien, dont la haute compétence dans les travaux de ce genre est depuis longtemps reconnue de tous. La présente livraison contient l'analyse de quarante-trois recueils qui proviennent presque tous de la collection Stroïev ; c'est assez dire que l'élément historique y domine. Le savant auteur a eu le talent de rendre sa description très intéressante, en faisant ressortir ce que chaque pièce a de plus saillant. Il ne pouvait pas donner aux connaisseurs de meilleures étrennes.

J. MARTINOV, S. J.

¹ Saint-Petersbourg, in-8° de 11-522 p.

² Premier fascicule. Saint-Petersbourg, in-8° de 11-176 p.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE : Académie des inscriptions et belles-lettres. Séance publique annuelle. Travaux de l'École française de Rome. M. Charles Lenormant. Lectures et communications. *La gens Domitia*. M. Schliemann à Ithaque et à Troie. Un manuscrit de la version italique du *Pentateuque*. — Académie des sciences morales et politiques. Lectures et communications. Le clergé constitutionnel. Les libertés épiscopales de Genève. — Enseignement supérieur. — Discours de rentrée des tribunaux. — Publications récentes. — Nécrologie : Mgr Dupanloup.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a tenu sa séance publique annuelle le vendredi 6 décembre, sous la présidence de M. Laboulaye, qui a proclamé les jugements de l'Académie sur ses concours, jugements que nous avons fait connaître. Nous empruntons au discours de l'éminent académicien les renseignements qu'il contient sur les travaux de l'École française de Rome. « M. François Delaborde envoie une étude sur la chronique de Guillaume Le Breton, qui nous raconte les faits et gestes de Philippe-Auguste. En comparant les manuscrits de Rome à ceux de Londres et de Paris, l'auteur s'est mis à même de nous donner une édition critique du poète historien. M. Maurice Albert, pensionnaire de première année comme M. Delaborde, nous a adressé un mémoire sur le culte des Dioscures en Italie. C'est à l'aide des inscriptions et des monuments figurés qu'il étudie les diverses attributions de Castor et de Pollux, divinités fraternelles qui ont en Italie une physionomie particulière et différente de celle que leur donne la Grèce. M. Georges Duruy continue la monographie du cardinal Caraffa, neveu du pape Paul IV. A l'aide de documents inédits, il fait revivre ce personnage, mêlé aux événements les plus considérables de son temps. Nous attendons la fin de ce travail, qui a demandé beaucoup de recherches et de soins. M. Fernique continue son mémoire sur l'antique Préneste, dont il renouvelle l'histoire au moyen des documents épigraphiques. Il nous a également envoyé plusieurs inscriptions inédites du pays des Marses qui ont de l'intérêt pour l'étude des dialectes italiques et pour la connaissance des magistratures municipales. MM. Mabilleau et Élie Berger ne nous ont rien adressé; mais nous savons qu'ils s'occupent de recherches étendues, et nous ne leur marchandons pas le temps exigé pour fouiller les bibliothèques et réunir les matériaux. M. Mabilleau veut faire l'histoire de la philosophie péripatéticienne en Italie du xiv^e au xv^e siècle; M. Élie Berger prépare

un travail sur le ^{xiii}e siècle en Italie. » La *Revue* n'a jamais cessé de prendre un vif intérêt aux travaux de l'École française de Rome, où elle est heureuse d'accompagner de ses souhaits le nouveau membre qui vient d'être chargé d'y représenter, à côté de MM. Berger et Delaborde, les études relatives à notre moyen âge. M. Paul Durrieu, digne à tous égards de prendre place à côté de ses jeunes et vaillants devanciers.

Après le discours de M. Laboulaye, M. Wallon, secrétaire-perpétuel, a donné lecture d'une notice détaillée sur la vie et les ouvrages de M. Charles Lenormant, dont l'Académie, après vingt années, ressent encore justement la perte. M. Lenormant fut un catholique déclaré, militant. M. Wallon nous rapporte comment il acquit la foi, dont il voulut ensuite, avec une ardeur courageuse, se faire le propagateur, et de quel prix il eut bientôt à payer ses convictions. « Un changement grave s'était opéré dans son esprit. En 1838 il avait abordé ce qui faisait le titre même de sa chaire : l'histoire moderne. Il avait commencé par retracer à grands traits l'histoire de la nationalité française depuis les origines jusqu'à Louis XIV. C'est le cours qu'il fit de 1838 à 1842 et il avait obtenu le plus grand succès. Il se trouvait amené à reprendre cette matière pour la traiter plus à fond. Il voulait faire l'histoire de la civilisation moderne, en la prenant à son point de départ : c'était le plan de M. Guizot plus étendu. Que trouve-t-on en effet aux origines de la civilisation moderne ? Le Christianisme. Il fallait donc l'étudier dans ses sources. Cette étude, faite en toute sincérité, produisit son effet naturel. Elle le fit chrétien. « Jusqu'à-là, a-t-il dit lui-même, je n'avais jeté sur les faits du christianisme que le regard paresseux et distrait de l'homme du monde ; désormais, il me fallait remonter aux sources et discuter les preuves avec l'attention, la gravité que m'imposait un devoir public. L'effet de ce travail fut progressif, mais sûr. A mesure que j'avancais dans ma tâche, je sentais s'affaiblir, s'effacer les préventions irréligieuses que je devais à mon éducation, à mon siècle. De la froideur je passai bientôt au respect : le respect me conduisit à la foi. J'étais chrétien, et je voulais contribuer à faire des chrétiens. » Dès ce moment, en effet, son cours fut comme une prédication laïque du christianisme, et il y mit avec son érudition toute son ardeur. Il exposa d'abord l'Évangile dans ses rapports avec l'histoire générale : c'est le cours publié en 1869 par son fils sous ce titre : *De la Divinité du christianisme dans ses rapports avec l'Histoire*; puis il passa à la lutte du christianisme contre le paganisme qui voulait l'étouffer par la persécution. L'empire romain conquis, le christianisme se trouvait en présence des barbares, et le professeur voulut faire connaître ce qu'ils étaient en remontant à leurs origines jusqu'en Orient. Alors seulement il reprit leur histoire dans ses rapports avec le monde romain. Il retraça d'une part les progrès de leurs invasions et de leurs établissements, jusque sous les successeurs de Charlemagne; de l'autre, le travail de l'Église qui les avait conquis à leur tour, pour

les amener à la civilisation, et la résistance qu'elle les prépara à faire à l'invasion musulmane, quand l'Occident même fut menacé. Ce dernier cours fut imprimé aussi en 1854 sous le titre de : *Questions historiques, IV^e-IX^e siècles*. Mais il ne fut pas achevé dans la chaire où il avait été commencé ; et ce qui décida Ch. Lenormant à l'imprimer, ce fut la circonstance même qui l'avait amené à le suspendre.

« La conversion de Ch. Lenormant lui avait suscité bien des haines ; elles ne demandaient qu'une occasion pour éclater : elles la trouvèrent dans un incident qui lui était complètement étranger. L'autorité ayant fermé au Collège de France le cours de M. Quinet, quelques-uns de ses jeunes auditeurs voulurent fermer celui de M. Lenormant. Le moment était bien mal choisi : le professeur en était arrivé au temps des successeurs de Charlemagne ; il se proposait de traiter l'histoire des ix^e et x^e siècles ; et dans une première leçon il avait retracé les progrès accomplis depuis le moyen âge, montrant combien les temps où nous sommes l'emportent sur les temps antérieurs. Mais il s'agissait bien de ce qu'il disait ! On voulait user de représailles. C'était la loi du talion : chaire pour chaire. Le professeur tint avec fermeté devant l'émeute : il resta en face des outrages, inébranlable à son poste pendant l'heure qu'il devait consacrer à sa leçon ; et il revint la semaine suivante. Voyant alors que c'était un parti pris d'étouffer sa voix, il crut de sa dignité de se retirer, laissant à d'autres la responsabilité de ce triomphe du désordre. Ce fut Mérimée qui, d'un trait ironique, le vengea de ces triomphateurs. Dans la courte notice qu'il lui a consacrée après sa mort, arrivant à ce triste épisode : « Le professeur, dit-il, sincèrement religieux et catholique fervent, s'appliquait à faire ressortir les progrès que la civilisation doit à l'Église. Il parlait des premiers siècles du moyen âge où cette influence n'est guère contestable : cependant la jeunesse studieuse qui n'aime pas à perdre ses préjugés, encore moins à les discuter, siffla son maître et crut avoir décidé la question. » Réclamons seulement, ajoute M. Wallon, contre ce mot que « la jeunesse studieuse » siffla « son maître. » Ch. Lenormant n'était pas « son maître. » Ceux qui s'honoraient de l'appeler leur maître, qui étaient vraiment ses auditeurs, ne firent jamais que l'applaudir et le suivirent de leurs regrets. » — En nous associant à la tristesse qu'inspire à M. Wallon le spectacle de pareilles scènes, trop fréquentes malheureusement dans l'histoire de notre enseignement public, souhaitons, pour l'honneur de la jeunesse française, de voir diminuer de jour en jour parmi elle le nombre des étudiants qui sifflent et augmenter le nombre des étudiants qui étudient. Ceux-ci, étant contents d'eux-mêmes, sont toujours contents de leurs maîtres ; par leur travail personnel ils aident aux qualités de leurs professeurs ou suppléent à leurs défauts. — La séance s'est terminée par la lecture qu'a faite M. de Rozières d'un savant mémoire sur *les statuts anciens de la ville de Rome au moyen âge*.

Parmi les lectures et communications faites à l'Académie dans ses

séances ordinaires, nous signalerons les suivantes. Dans les séances des 6 et 13 septembre, 11 et 18 octobre, M. Duruy a continué la lecture de fragments inédits de son *Histoire romaine*. — Dans la séance du 20 septembre M. Geffroy, directeur de l'École française de Rome, a appelé l'attention de l'Académie sur un recueil d'inscriptions céramiques latines entrepris par M. Charles Descemet. Les documents de cette sorte sont épars dans les musées. Rome en possède un grand nombre dans son *Monte Testaccio* (la butte des tessons) et la région voisine est riche aussi en débris de poterie romaine. De son catalogue raisonné M. Descemet détache aujourd'hui 139 notices, décrivant des textes pour la plupart inédits, qui se rapportent tous à la gens *Domitia* et qui ont été trouvés dans le Latium. « L'opulente famille, nous dit-il, qui possédait tant de briqueteries, était sortie de la Gaule et descendait, par adoption, du consul Ch. Domitius Afer. Elle prit place finalement sur le trône des Césars, bien qu'elle n'eût aucun lien de parenté avec le rameau des Domitius Calvinus et Ahenobarbus, ancêtres aussi puissants qu'illustres de l'empereur Néron. Ch. Domitius Afer, chef de cette noble lignée, nous est bien connu par Tacite, Quintilien et Pline le Jeune. Ce dernier nous a raconté comment, délateur redouté, il adopta les deux fils d'une de ses victimes et leur rendit avec usure la fortune qu'il leur avait enlevée. L'héritière de ces deux fils réunit à son tour, par une autre adoption, la fortune augmentée par chacun d'eux, et la porta jusque sur le trône impérial. Ce fut elle, en effet, qui épousa M. Annius Verus, consul pour la deuxième fois en 121, et qui devint la mère : 1^o de L. Ceionus Commodus Verus, adopté par Hadrien, qui eut pour fils Lucius Verus, adopté par Marc-Aurèle ; 2^o de Faustine, mère de la Faustine, qui épousa Marc-Aurèle son oncle; enfin de Marc-Aurèle lui-même, père de Commode. » — Dans la même séance, M. Germain a lu une notice sur Arnaud de Verdale, évêque de Maguelone, auteur d'une chronique dont le savant professeur prépare une édition en ce moment. — Dans la séance du 27, M. Halévy a commencé la lecture d'un mémoire sur l'hiéroglyphe assyrien. — Dans la séance du 4 octobre, M. Egger a communiqué des renseignements qu'il a reçus de M. Schliemann sur la nouvelle exploration de l'île d'Ithaque à laquelle vient de se livrer le célèbre et original archéologue. M. Schliemann a changé d'avis sur la place qu'occupait la capitale homérique de l'île, telle qu'il l'avait définie dans le livre publié par lui en 1869. Au moment où il écrivait à M. Egger, il était entré dans la plaine de Troie pour l'explorer une seconde fois, à la tête d'une équipe de cent cinquante terrassiers, sous la protection de douze gendarmes turcs, destinés à faire respecter le firman qu'il a obtenu de la Sublime-Porte, pour pouvoir se livrer à ses investigations. — Dans la séance du 23 octobre M. Léopold Delisle a soumis à l'Académie le fac-simile photographique de deux pages d'un manuscrit de la bibliothèque de Lyon. Une description inexacte avait jusqu'à ce jour

signalé ce monument comme datant du ix^e siècle et écrit en caractères de l'époque carlovingienne. Il remonte en réalité au vi^e siècle, et il est écrit en onciales assez négligées. Il contient la plus grande partie d'une version latine de la Genèse, de l'Exode et du Deutéronome, antérieure à saint Jérôme. M. Delisle établit que la principale lacune du manuscrit de Lyon, portant sur le texte du Lévitique et des Nombres, se trouve comblée par un manuscrit aujourd'hui en la possession de Lord Ashburnham et acquis par lui en 1847, lors de la vente de la collection Libri, où il portait le n^o 6 et était indiqué comme un manuscrit du v^e siècle. La preuve de l'assertion de M. Delisle est fournie : 1^o par la ressemblance des deux manuscrits, ressemblance qui ne laisse rien à désirer ni pour l'aspect général ni pour les moindres détails de l'exécution ; 2^o par la rigoureuse exactitude avec laquelle les fragments de Lord Ashburnham comblent la lacune qui existe entre les feuillets 49 et 50 du manuscrit de Lyon ; 3^o par la série des signatures qu'on reconstitue très régulièrement, en combinant, comme il vient d'être dit, les cahiers conservés à Lyon et ceux de lord Ashburnham. De ces rapprochements, il résulte que, dans un manuscrit unique, dont les cahiers sont aujourd'hui dispersés (peut-être par une main criminelle), nous possédons le texte à peu près complet d'une ancienne version latine, dite Italique, des cinq livres du Pentateuque. Il y a là le sujet de travaux importants, qui tenteront quelques jeunes gens de nos écoles et pour lesquels nous ne devons pas nous laisser devancer par les étrangers, si empressés à publier les moindres fragments qu'ils rencontrent des versions latines de la Bible antérieures à la traduction de saint Jérôme, devenue la Vulgate. Plus que tout autre, en effet, le texte de Lyon pourra servir à prouver qu'avant saint Jérôme il existait plusieurs versions latines faites sur le grec des Septante ; il permettra de reconnaître à quelle famille des manuscrits de la version des Septante appartenait l'exemplaire qu'avait sous les yeux le rédacteur d'une des plus anciennes versions latines : il fera connaître l'une des plus anciennes coupures de la Bible en versets, il fournira des exemples de mots et de locutions de la latinité vulgaire des premiers siècles de l'Eglise ; il donnera des notions sur les variations de l'orthographe et de la prononciation. C'est plus qu'il n'en faut pour attirer sur lui l'attention des paléographes et des philologues. — Dans la même séance M. Hauréau a lu une notice sur Arnaud de Villeneuve, célèbre médecin chimiste du xiv^e siècle. Cette notice doit figurer dans l'*Histoire littéraire de la France*. — Dans la séance du 15 novembre, M. Ernest Desjardins a lu, au nom de M. James de Rothschild, une étude intitulée : *De l'intérêt historique des mystères du XV^e siècle*. — Dans la séance du 29 novembre M. Aubé a communiqué un mémoire sur le christianisme de Marcia, favorite de l'empereur Commode.

Parmi les communications récemment faites à l'Académie des sciences

morales et politiques, nous signalerons les suivantes. Dans la séance du 7 septembre, M. Giraud a donné lecture d'un mémoire de M. Thonissen sur le droit de vengeance dans la législation mérovingienne. Dans la même séance et dans celle du 21, M. Ch. Vergé a lu la suite du travail de M. Du Châtellier sur l'Église pendant la Révolution. L'auteur, comme nous l'avons dit, prend partie pour le clergé constitutionnel et il admire les « louables efforts » d'un grand nombre de ses membres « pour ramener à l'obéissance aux lois leurs frères égarés. » Nous louons, nous, les admirables efforts de l'immense majorité du clergé de France, fidèle à l'Église jusqu'au martyre, pour conserver intact à notre pays le dépôt divin de la foi orthodoxe, qui devait triompher de toutes les persécutions, et aussi pour amener au repentir les pasteurs égarés qui, par suite de faiblesses de divers genres, avaient failli. On sait que beaucoup d'entre eux, les meilleurs, revinrent à résipiscence, et abjurèrent l'erreur de leur coupable apostasie. On ne réussira pas à réviser sur ce point la sentence déjà rendue par l'histoire. La constitution civile du clergé fut une conception désastreuse au point de vue politique comme au point de vue religieux. Nous rappelons à ce propos et nous recommandons à nos lecteurs les deux volumes publiés par M. Ludovic Sciot, d'une *Histoire de la constitution civile du clergé*¹, dont l'auteur, nous l'espérons, voudra nous donner la suite. — Dans la séance du 21 septembre, M. Rodolphe Dareste a lu un mémoire sur le droit criminel des Athéniens. — Dans la séance du 5 octobre, M. Jules Zeller a lu un chapitre inédit de son histoire d'Allemagne. Ce chapitre contient le récit de la lutte soutenue par les cités de la Haute Italie contre l'empereur Frédéric Barberousse. — Dans la séance du 12 octobre, M. Nourrisson a présenté à l'Académie une curieuse étude de M. Jules Vuy, ancien président de la Cour de cassation de Genève, sur *l'origine des idées politiques de J.-J. Rousseau*. Nous relevons dans l'analyse qu'en a faite le savant académicien, ce point curieux que Rousseau, dans une *Histoire de Genève* qu'il s'était proposé d'écrire, et qui est restée à l'état d'ébauche, déclare que se sont les évêques de Genève qui ont fondé réellement la liberté dans la cité. Dans la huitième de ses *Lettres écrites de la montagne*, il invoque contre le gouvernement de sa ville natale les franchises qui lui appartiennent comme citoyen, d'après l'acte promulgué en mai 1387 par le prince-évêque Adhémar Fabri. Il est curieux, dit M. Nourrisson, de voir le théoricien de la démocratie, le futur inspirateur de la Révolution, opposer les mérites du gouvernement épiscopal aux institutions calvinistes de la république de Genève.

La réouverture des cours d'enseignement supérieur s'est faite, cette année, sans que nous ayons à signaler beaucoup de faits nouveaux et

¹ Librairie Didot, in-8°.

notables dans l'ordre de nos études. Le temps est peu propice aux progrès pacifiques et raisonnés, et tout devient malheureusement matière aux passions, aux haines politiques et irrégulières. La création annoncée d'une chaire spéciale d'histoire du moyen âge à la Sorbonne, mérite cependant d'attirer notre attention. La *Revue* ne peut qu'approuver cette création, comme elle a toujours fait pour toutes les améliorations apportées à l'enseignement de l'Etat. Notre approbation la plus vive est due aussi à la décision que vient de prendre le Conseil supérieur de l'instruction publique, au sujet des programmes de l'agrégation des lettres et de l'agrégation d'histoire, où est désormais inscrite l'explication de la *Chanson de Roland*. L'édition choisie est celle de notre éminent ami Léon Gautier, qui a si longtemps et si bien plaidé la cause de notre chef-d'œuvre épique, qu'il a fini par la gagner. Nous nous réjouissons chaque fois que les études historiques font un pas nouveau dans les programmes et dans les cours officiels ; il doit nous être permis de nous réjouir aussi du rang qu'elles occupent dans l'enseignement libre et en particulier dans l'enseignement des Universités catholiques, où toutefois nous souhaitons qu'elles tiennent plus de place encore. Mais, pour nous borner aujourd'hui à l'Université de Paris, pouvons-nous être indifférents à des cours comme celui d'Écriture-Sainte de M. l'abbé Paulin Martin et celui d'histoire ecclésiastique de M. l'abbé Duchesne, comme le cours d'histoire du droit de M. Barthélemy Terrat, qui joint à la ferme lucidité de l'école française de jurisprudence la rigueur méthodique et la sévérité critique de l'École des Chartes, comme le cours d'économie sociale selon la méthode historique par M. Claudio Jannet, enfin comme le cours de M. Lecoy de la Marche qui, ayant pour objet l'histoire de France, nous touche encore, pour ainsi dire, de plus près. Ce sont là des professeurs dont on peut dire, sans crainte d'être démenti, que chacun d'eux est pour le moins égal à sa tâche, et qu'assurément leurs confrères de l'enseignement officiel ne sauraient leur refuser la considération, la haute estime, qu'eux-mêmes professent pour les maîtres éminents de l'École de droit et de la Sorbonne. Si nous avons à examiner d'autres parties du domaine intellectuel : sciences physiques ou mathématiques, droit proprement dit, philosophie, littérature, ne pourrions-nous pas également proposer à une estime, je dirai presque à une admiration réciproque, dans l'enseignement de l'État et dans l'enseignement libre, les noms d'hommes faits pour se comprendre, et pour se prêter, dans la limite de leur devoir respectif, une assistance cordiale ? Comme le disait naguère Mgr Richard, coadjuteur de S. E. le Cardinal-Archevêque de Paris, en s'adressant aux professeurs et aux élèves de l'Université catholique¹. « En considérant sur quel terrain cette lutte se pose de nos jours,

¹ Discours prononcé à l'ouverture des cours de l'Université catholique le mardi 5 novembre 1878.

je ne puis m'empêcher d'espérer que de plus en plus tous les hommes de bien s'uniront pour défendre les vérités religieuses et sociales, si outrageusement et si violemment attaquées. Non, en face de ce péril qu'il est inutile de chercher à se dissimuler, il n'y a pas lieu à des questions de rivalité d'école, mais à une généreuse émulation. Que nous enseignions dans les chaires de l'État ou que nous professions dans les Universités libres, nous tous qui sommes attachés aux traditions de la civilisation chrétienne, nous défendons la même cause et nous sommes unis par le même intérêt de la vérité. Je sais qu'en parlant ainsi j'exprime les sentiments de l'Université catholique de Paris, et j'ai été heureux souvent de rendre hommage à la bienveillance qui préside aux relations des jurys où vous siégez à côté des professeurs de l'État. C'est que l'Université catholique ne sera pas moins fidèle à garder la charité qu'à conserver intacte la vérité. Les esprits élevés et les cœurs généreux s'unissent toujours dans la vérité et la charité ; et certes, ce n'est pas trop de toutes nos forces réunies pour lutter contre les violences de l'erreur. » — Puisse-t-elle être entendue de tous, cette belle exhortation d'un prélat si judicieux !

Nous remarquons avec plaisir que l'histoire a tenu, cette année, une grande place dans les discours prononcés à l'occasion de la rentrée des tribunaux. A Agen, M. de Groussou, substitut du procureur général, a choisi pour sujet : *le Parlement d'Agen, épisode de la Fronde* ; à Aix, M. Pontier, substitut du procureur général : *la Législation provençale du roi René* ; à Bordeaux, M. Guillaumin, substitut du procureur général : *le Parlement de Bordeaux sous Louis XV* ; à Bourges, M. de Verdon, substitut du procureur général : *la Vie et les œuvres de Guy Coquille* ; à Caen, M. Lerebours-Pigeonnière, avocat général : *la Vie de Charles de Bourgueville, seigneur de Bras* ; à Dijon, M. Boissard, procureur général : *le Procès du maréchal de Marillac* ; à Douai, M. Pierron, avocat général : *la Vie de La Vacquerie, premier président du Parlement* ; à Limoges, M. Belin, avocat général : *l'Éloge de Turgot* ; à Lyon, M. Talon, avocat général : *les Corporations ouvrières avant 1789* ; à Montpellier, M. Oger du Rocher, procureur général : *les Mercuriales devant les Parlements et les cours de France jusqu'à M. Dupin* ; à Nancy, M. Fayot, substitut du procureur général : *l'Histoire de l'appel* ; à Nîmes, M. Pironeau, substitut du procureur général : *les Origines judiciaires du Vivarais* ; à Rennes, M. Mazeau, avocat général : *la Procédure criminelle depuis Rome jusqu'à nos jours* ; à Rouen, M. Gauthier de la Ferrière : *la Vie de M. de Crosne, ancien conseiller au Parlement, ancien lieutenant général de police*.

Un autre signe de l'importance qu'ont prise de notre temps les études historiques, et de l'intérêt qui s'y attache, c'est la transformation qui s'est opérée dans la conception des livres illustrés que voit paraître, chaque année, l'époque des étrennes, et la nouvelle méthode que l'on y applique, au grand profit de l'archéologie et de l'histoire de l'art. Nous

avons signalé, les années précédentes, les principales œuvres où s'est exprimée cette tendance heureuse, ce mouvement dont un fervent chrétien, M. D. Dumoulin, fut l'initiateur, et que plusieurs de ces grandes maisons de librairie qui sont l'honneur de l'industrie française, la maison Firmin Didot et la maison Alfred Mame, en particulier, se sont appliquées à créer, à suivre et à développer. Nous devons plus particulièrement appeler cette année l'attention de nos lecteurs sur les éditions du *Saint Louis* de M. Wallon et de la *Sainte Élisabeth* de M. le comte de Montalembert, que cette dernière maison vient de mettre au jour. L'une et l'autre contribueront singulièrement à répandre la connaissance et le goût du moyen âge, considéré dans ce qui sera l'éternel honneur de cette grande époque, la production de la civilisation chrétienne et de l'art chrétien. Nous nous reprocherions de ne point noter la part prise à l'exécution de ces deux volumes, qui sont à la fois de bons livres et de magnifiques albums, par notre éminent ami Léon Gautier, dont le nom, comme celui de M. Dumoulin, demeurera attaché au mouvement général d'où ces éditions procèdent. La préface qu'il a mise en tête de la *Sainte Élisabeth* ranime pour nous les belles flammes du groupe d'écrivains et d'artistes qui, entraîné par l'ardeur généreuse et l'admirable élan du comte de Montalembert, éclaira et raviva les souvenirs et les monuments d'une société profondément catholique, et remit en honneur avec la beauté des cathédrales, avec le parfum des vertus chrétiennes, cléricales et monastiques, la poésie de la sainteté. Nous devons signaler encore dans le *Saint Louis*, comme apportant à la science historique un précieux tribut, les *éclaircissements* sur la numismatique, sur le costume, sur la géographie du XIII^e siècle, dus à MM. A. de Barthélemy, G. Demay et Longnon, noms qui portent en eux-mêmes, pour chacun de ces sujets, un témoignage suffisant de compétence. — La maison Victor Palmé a aussi appliqué la grande illustration à des sujets d'un puissant intérêt religieux et historique. Elle nous donne cette année un volume qui se rattache directement à nos études ; nous voulons parler de la belle édition qu'elle vient de publier du *Christophe Colomb* de M. le comte Roselly de Lorgues.

A côté de la vulgarisation historique poursuivie à l'aide des beaux-arts, il faut souhaiter de voir se continuer et s'accroître le mouvement de diffusion qui s'accomplit au moyen de livres accessibles par leur prix en même temps que par leur rédaction à un grand nombre de personnes et, s'il est possible, à toutes les classes de la société, de nature enfin à mettre le passé de la France à la portée des Français, comme le passé de l'Allemagne a été mis de tant de façons à la portée des Allemands. Cet objet est l'un de ceux que s'est toujours proposé la Société bibliographique, et elle a commencé à réaliser cette partie de son programme par la publication de la *Collection des petits mémoires sur l'histoire de France*, sur laquelle nous appelons spécialement l'attention de nos lecteurs, et

dont le troisième volume vient d'être mis en vente : la *Chronique de messire Bertrand du Guesclin, connétable de France*, texte établi et rapproché du français moderne par M. Gabriel Richou, conservateur de la Bibliothèque de la Cour de Cassation ¹. C'est au même objet qu'est destinée l'*Histoire de France depuis les premiers temps jusqu'à nos jours, d'après les sources et les travaux récents*, par M. Edmond Demolins. Cet ouvrage doit comprendre quatre volumes, dont les deux premiers, conduisant le récit jusqu'à la mort de Charles VII, viennent de voir le jour ². L'auteur, qui s'adresse à la fois aux hommes du monde et à la jeunesse, a réuni dans le plan qu'il s'est tracé les avantages de la méthode philosophique et de la méthode narrative. « Éliminant les faits qui, malgré leur importance relative, sont restés sans résultat sur la marche de la société, nous nous sommes attaché, dit-il, à ceux dont l'influence a été décisive sur le développement social. Après avoir ainsi séparé les faits généraux des faits particuliers, nous avons cherché le lien qui unit les premiers, nous les avons classés, moins d'après leur date que d'après l'ordre logique de leur enchaînement. Devant nous s'est alors développée une chaîne continue qui, partant des origines de la société française, s'est prolongée à travers les âges jusqu'à notre époque... Les faits, une fois coordonnés dans leur ordre logique, d'après la méthode philosophique, nous avons appliqué aux détails de l'exécution, à l'exposé du récit, la méthode de l'école narrative. Grâce à l'élimination des faits secondaires, il nous a été possible de donner aux événements que nous racontons plus de détails que dans les histoires d'une étendue considérable. L'action n'est plus arrêtée à chaque instant par une nomenclature aride de noms, de faits et de dates. L'intérêt se concentre sur les faits et sur les personnages principaux qui peuvent être présentés avec toutes les circonstances propres à leur donner du relief, de la couleur, de l'originalité. Ce ne sont plus des personnages de théâtre qui passent et repassent sous les yeux du spectateur, sans se donner la peine de changer de costume ; ce sont les hommes du passé eux-mêmes, avec leurs idées, leurs passions, leurs faiblesses, qui viennent jouer devant nous, dans tous ses détails nécessaires, le rôle qu'ils ont joué autrefois sur la scène du monde. En outre, par le groupement méthodique des faits, nous obtenons de véritables tableaux ; par leur enchaînement logique, un récit continu. Nous transportons dans l'histoire ce qui fait l'intérêt et le charme du roman ou du drame, non seulement sans affaiblir la vérité historique, mais, au contraire, en restituant au passé son véritable caractère. »

Nous signalerons encore parmi les publications récentes, non plus comme livre de vulgarisation, mais comme travaux de haute science, le

¹ In-12, orné d'un portrait du connétable reproduit d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale. Librairie de la Société bibliographique, 35, rue de Grenelle.

² In-12, même librairie.

premier volume du bel ouvrage de M. Louis Courajod : *Alexandre Lenoir, son journal et le musée des monuments français* ¹. L'étude sur les beaux-arts pendant la Révolution, qui forme l'introduction de cet ouvrage, ayant été publiée dans la *Revue*, nos lecteurs n'ont pas besoin de notre recommandation pour apprécier le mérite du travail de notre savant collaborateur. Nous signalerons enfin la publication, faite par MM. G. Paris et G. Raynaud, du *Mystère de la Passion d'Arnoul Greban* ², texte d'une importance considérable pour notre histoire littéraire.

Depuis notre dernière chronique, l'Église et la France ont fait une immense perte. « Mgr Félix-Antoine-Philibert Dupanloup ³, évêque d'Orléans, membre du Sénat et de l'Académie française, né le 3 janvier 1802, à Saint-Félix, en Savoie, est mort le 11 octobre, au château de la Combe de Lancey (Isère). Il fit ses études littéraires et théologiques à Paris, aux séminaires de Saint-Nicolas et de Saint-Sulpice. Ordonné prêtre en 1825, il fut attaché à la paroisse de l'Assomption. Il y fit des catéchismes ou brillèrent les premières lueurs d'un talent destiné à jeter un si vif éclat. Les dons particuliers qu'il avait reçus pour l'enseignement se déployèrent ensuite au petit séminaire de Paris, à la tête duquel il fut placé à deux reprises, comme préfet des études (1834), et comme supérieur (1837). Ses qualités oratoires se révélaient à la même époque dans la chaire de Notre-Dame (1834), et dans la chaire de Saint-Roch (1836 et 1837). Ce fut lui qui, au mois de mai 1838, fut appelé au lit de mort de M. de Talleyrand. Grand vicaire, puis chanoine titulaire de l'Église de Paris, il occupa aussi un moment la chaire d'éloquence sacrée à la Sorbonne (1841). Il prit part aux grandes luttes pour la liberté de l'enseignement, et il contribua singulièrement à faire triompher cette liberté, dans l'instruction secondaire, comme membre de la commission instituée, après les événements de 1848, au ministère de l'instruction publique. C'est par cette commission que fut esquissée la loi du 15 mars 1850. Nommé évêque d'Orléans le 6 avril 1849, il fut préconisé à Portici le 28 septembre, et sacré à Paris le 9 décembre de la même année. Cette situation nouvelle ne l'enleva point aux luttes d'intérêt général, qui sont plus que jamais, en ce siècle troublé, la vie de l'Église, et l'honneur de ses enfants. Parmi les nombreuses polémiques auxquelles il prit part avec un zèle infatigable et un talent d'écrivain, dont ses adversaires sentirent rudement l'énergie, il faut citer surtout les combats qu'il livra, sous le second Empire, pour la défense du pouvoir temporel du Saint-Siège, et contre l'invasion du matérialisme et de l'athéisme doctrinal, ce fléau des esprits de notre temps. Durant la guerre de 1870, il tint

¹ Librairie Champion, in-8°.

² Librairie Vieweg, in-4°.

³ Nous reproduisons la notice insérée dans le *Folybiblion*, livraison de novembre.

dans Orléans une conduite vraiment épiscopale et vraiment française. Envoyé à l'Assemblée nationale par les électeurs du Loiret, il y livra et y soutint en 1875 la bataille à jamais mémorable par laquelle, complétant le succès de 1850, il conquit la liberté de l'enseignement supérieur. Il défendit ensuite cette liberté contre le retour offensif de ses adversaires, dans la discussion qui eut lieu en 1877 au Sénat, dont il était devenu membre inamovible. Membre de l'Académie française depuis le mois de mai 1854, il donna, lors de l'élection de M. Littré, sa démission, que la compagnie n'accepta point. Sa dernière bataille, livrée à l'occasion du centenaire de Voltaire, fut la dernière victoire, et non la moins éclatante, d'une vie si orageuse et si féconde. Ses principales préoccupations, en dehors des combats que nous venons de rappeler, furent les questions théoriques et pratiques d'enseignement secondaire et supérieur, pour lesquelles il semblait avoir retrouvé le génie de Fénelon ; et le culte qu'il avait voué à la mémoire de Jeanne d'Arc, dont il a prononcé à deux reprises l'éloquent panégyrique, et dont il avait entrepris de faire proclamer la sainteté. Mais rien de ce qui touchait aux choses de l'esprit, surtout dans leurs rapports avec la religion et la société menacées, ne lui était étranger. Personne n'a compris mieux que lui l'importance des œuvres de préservation, de propagande, de charité intellectuelle. Aussi fut-il l'un des premiers et des plus chaleureux patrons, l'un des amis les plus efficaces de la Société Bibliographique, qui avait l'honneur de le compter parmi ses membres titulaires. Ecrivain, orateur, avant tout polémiste, capitaine et soldat au service de Jésus-Christ et de son Église, ayant cet élan des âmes guerrières, qui parfois entraîne à des erreurs, mais qui est si puissant pour enlever d'assaut le bien, dans une époque tourmentée, Mgr Dupanloup n'était pas sans ressemblance avec quelqu'un de ces grands évêques du iv^e et du v^e siècles, qui maintinrent debout, au milieu des ruines, comme le signe d'un prochain et meilleur avenir, la Croix, à l'ombre de laquelle allaient se ranger de nouveaux et nombreux enfants. »

MARIUS SEPET.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

I

PÉRIODIQUES FRANÇAIS

L'étude comparée des religions et de ce qu'on appelle la science des religions prend tous les jours une plus large place dans les recherches théologico-philologiques. On cherche cependant trop souvent à les tourner contre le christianisme. Il en est qui osent soutenir la supériorité du brahmanisme sur la religion chrétienne, des Védas sur l'Évangile. Un savant professeur de Louvain, d'une compétence incontestée sur ces matières, M. le chanoine de Harlez, a voulu faire justice d'une pareille assertion. Dans un article intitulé *Christianisme et Brahmanisme*¹, il montre, en remontant aux sources mêmes où est exposée la religion des Brahmes, quelle est son infériorité : le *Manava dharma çashtra*, ou *Livre des lois* de Manou, nie l'égalité radicale des hommes, en les partageant en quatre classes qui n'ont pas une commune origine ; les brahmanes s'attribuent les privilèges les plus extraordinaires ; les çoudras, ou gens de la quatrième et dernière classe, sont traités avec la dernière dureté. Il est résulté de tels principes un état social qu'il est facile de deviner et qui permet de juger la valeur des assertions paradoxales de ceux qui croient pouvoir faire flèche de tout bois contre le christianisme.

— Les *Annales de philosophie chrétienne* ont publié² un travail de M. l'abbé Daniel, qui avait d'abord paru dans le journal l'*Univers*. D'après M. Bonnetty, directeur des *Annales*, « c'est une œuvre savante et qui répand un jour, presque complet, sur cette page de l'histoire biblique. » Elle contient, en effet, sur le caractère historique du livre de Judith, des observations importantes et curieuses, en partie nouvelles et en partie

¹ *Revue catholique* de Louvain, livr. de novembre et de décembre 1878.

² Livraisons de juillet et août.

empruntées à un travail de notre savant collaborateur, M. Robiou, sur le même sujet, publié dans la *Revue archéologique*. D'après M. Daniel, le caractère historique des faits racontés dans le livre de Judith est constaté, non seulement par la Bible, mais aussi par les documents originaux d'Assourbanipal, roi d'Assyrie, qui nous a laissé l'histoire de son règne. C'est en effet sous ce prince que se sont passés les événements racontés par l'auteur sacré. Tous les pays à l'occident de l'Assyrie, depuis l'Asie Mineure jusqu'à l'Égypte, s'étant révoltés contre lui et s'étant ligüés ensemble pour résister à ses armes, Holopherne, dans une série de campagnes, s'efforce de soumettre les rebelles et de les plier de nouveau à l'obéissance. On croyait généralement que les événements racontés par l'auteur du livre de Judith s'étaient tous accomplis en une seule campagne : de là des difficultés inextricables qui s'évanouissent la plupart en suivant simplement le récit des quatre campagnes diverses dans les Annales d'Assourbanipal. Quelques uns des détails racontés dans la Bible sont identiques, presque mot pour mot, avec ceux qu'on lit dans l'histoire assyrienne de ce prince, et ce rapprochement est on ne peut plus frappant. Après avoir établi dans le premier article le caractère historique du livre de Judith, M. l'abbé Daniel répond avec succès dans le second aux principales objections de détail qui ont été faites contre ce livre.

— Le P. Delattre a continué, dans les *Études religieuses*¹, son étude sur les deux derniers chapitres de Daniel. Il croit que ces deux derniers chapitres de Daniel ont été écrits en hébreu ; quoiqu'on ne puisse point mettre ce fait en complète évidence, la présence de ces fragments dans les anciennes traductions grecques ne peut guère s'expliquer que par un original hébreu. On ne trouve rien dans l'histoire de Suzanne qui soit en contradiction avec ce que nous savons du temps et du lieu où elle est placée. Il en est de même de l'histoire de Bel et du dragon. Par conséquent, toutes les objections soulevées contre le caractère historique de la partie deutérocanonique du livre de Daniel sont sans fondement. Le P. Delattre apporte des arguments tout à fait nouveaux en faveur de l'épisode de Bel et du dragon.

— Notre collaborateur le P. Delattre publie, dans la *Revue catholique* de Louvain, des études sur les *Inscriptions historiques de Ninive et de Babylone*². Son but est de faire connaître le caractère général de ces inscriptions, leur marche ordinaire, leur valeur. Il en cite des spécimens divers, empruntés chacun généralement à deux traducteurs différents. On voit par la comparaison de la double version que, si la substance du sens est la même, il existe de grandes variations dans les détails. Le P. Delattre critique de temps en temps les assyriologues qu'il cite, tou-

¹ Livraisons de septembre et octobre 1878.

² Livraisons d'août et d'octobre 1878.

jours avec beaucoup de pénétration et de savoir, quelquefois en proposant lui-même des traductions un peu hardies. Du reste, il ne traite pas en idole la science à laquelle il a voué ses études; il ne fait qu'un éloge médiocre des inscriptions assyriennes au point de vue du style et même de la fidélité, et peut-être le trouvera-t-on un peu sévère à leur endroit. Son second article se termine par une appréciation sur l'assyriologie en France, laquelle n'est pas tout à fait à notre honneur. Il préfère en général les traductions anglaises aux traductions françaises, et il ajoute : « L'Angleterre a fourni jusqu'ici plus de déchiffreurs d'inscriptions cunéiformes que la France... L'infériorité numérique de la France est incontestable. » Il est vrai que, chez nous, l'assyrien n'est pas étudié comme il mériterait de l'être. On vient d'ouvrir cette année, pour l'étude de cette langue, un cours de commençants qui nous manquait encore, à l'Ecole des Hautes-Etudes. Puisse-t-il former de nombreux et sérieux savants !

— Les érudits qui se sont appliqués à l'étude de l'archéologie préhistorique ont subdivisé l'âge de la pierre, l'âge de bronze et l'âge de fer en plusieurs périodes ou époques. M. Jean d'Estienne, dans son article intitulé *Dolmens, menhirs et tumulus*¹, essaye de démontrer que ces classifications reposent sur des faits insuffisamment observés et sur une généralisation trop hâtive. Les objets trouvés dans les différentes couches de la terre pourraient bien ne pas remonter à une antiquité aussi reculée qu'on l'a prétendu. Un grand nombre des monuments mégalithiques, les tumulus et les dolmens particulièrement, ont eu une destination funéraire et ne remontent pas à l'époque antéhistorique. D'abord, ils n'ont rien de druidique, puisqu'on en rencontre dans des pays qui n'ont jamais été habités par les Druides. « En ce qui concerne la France, dit M. Jean d'Estienne, il est permis de considérer les dolmens, allées couvertes et menhirs, comme étant d'origine celtique, ce qui ne signifie pas *druidique*. » Or, les dolmens et menhirs construits par les Celtes ne peuvent remonter au delà de l'époque de l'implantation de ce peuple dans notre sol, c'est-à-dire, six ou sept siècles avant l'ère chrétienne. « L'argument en faveur d'une plus haute antiquité tiré des *cellæ*, ou haches en pierre polie, des pointes et couteaux de silex, etc., trouvés dans les dolmens et les tumulus ne prouve rien autre chose, au contraire, que la non-antiquité de ces mêmes objets. » Il en est de même pour les menhirs et particulièrement pour le vaste ensemble des *pierres de Carnac* en Bretagne, qui, selon M. Jean d'Estienne, ne peut être considéré que « comme de très-peu antérieur à l'ère moderne et pas du tout préhistorique. » Il ajoute en terminant : « D'ores et déjà, on peut dire que s'il existe ou a existé des monuments de pierre brute et des tumulus remontant aux âges *préhistoriques* dans le sens le plus large de ce mot, il s'en est construit à diverses époques ultérieures et jusque plusieurs siècles après la

¹ *Revue des questions scientifiques*, livr. de juillet 1878.

naissance du christianisme.» Cette théorie nous semble la seule vraie; cependant nous devons constater que M. Jean d'Estienne se trouve sur des points importants en contradiction avec des archéologues éminents, tels que MM. Fergusson et Alexandre Bertrand. Peut-être la science est-elle condamnée à n'avoir jamais le dernier mot dans ces questions difficiles. Cependant, les efforts des savants se multiplient, et nous devons mentionner ici la liste complète des *Dolmens et allées-couvertes de la Gaule* que viennent de dresser MM. Damour et Fischer¹. Ces monuments sont classés par départements d'après les documents recueillis par la Commission de la topographie des Gaules. Les mêmes érudits viennent également de commencer une étude sur la *Distribution géographique des haches et autres objets préhistoriques en jade néphrite et en jadéite*², dans toutes les parties du monde. On a pensé que les objets préhistoriques en jade néphrite et en jadéite avaient été importés du continent asiatique. Nous signalerons enfin l'article de M. J. de Baye sur les *Amulettes crâniennes à l'âge de la pierre polie*³. L'auteur soutient que, dans ces temps reculés, l'homme se perforait la tête pour porter en guise d'amulettes, des ossements détachés de la boîte crânienne.

— Parmi les monuments découverts par des fouilles récentes sur la pente méridionale de l'acropole d'Athènes, il s'est trouvé un grand nombre d'ex-voto à Esculape, qui méritent d'être signalés à cause des renseignements précieux qu'ils peuvent fournir sur le culte de ce dieu dans l'Attique. M. Paul Girard leur a consacré une courte dissertation sous ce titre : *Ex-voto à Esculape*⁴. Il établit d'abord que ces monuments ne sont pas antérieurs à l'an 343 et que les plus récents sont de la fin du second siècle de l'ère chrétienne; puis, il examine les bas-reliefs qui représentent diverses cérémonies religieuses, telles que la prière dans le temple, les offrandes et sacrifices, le banquet funèbre; l'auteur passe ensuite au déchiffrement et à l'interprétation des inscriptions; l'une d'elles nous apprend que les médecins publics d'Athènes faisaient, deux fois par an, un sacrifice solennel au dieu, pour eux-mêmes et pour les malades qu'ils avaient guéris. Le nombre et surtout les proportions de certains bas-reliefs portent M. P. Girard à penser que la plupart d'entre eux, sinon tous, étaient rangés non point dans le sanctuaire, mais autour du temple, dans le téménos où se trouvaient probablement les offrandes de grande dimension, telles que les statues élevées à Esculape et à ses enfants.

— Notre savant collaborateur, M. Edmond Le Blant, membre de l'Institut, a publié un mémoire sur le *Symbolisme dans les représentations*

¹ *Revue archéologique*, livr. de mai 1878.

² *Revue archéologique*, livr. de juillet 1878.

³ *Bulletin monumental*, 5^e série, T. VI^e, n^o 6, 1878.

⁴ *Bulletin de correspondance hellénique*, n^{os} de février et mars 1878.

*des premiers chrétiens*¹, qui est, en grande partie, la reproduction de l'introduction de son livre sur *les Sarcophages chrétiens antiques de la ville d'Arles*. Il montre que les artistes chrétiens ont, dans les premiers siècles, subi l'influence païenne. Tertullien même nous apprend que des sculpteurs, des graveurs, continuaient de travailler à la fabrication des idoles, bien que convertis au christianisme. De plus, l'art des sculptures et des peintures qui décorent les sarcophages chrétiens dénotent évidemment des imitations païennes, et une préoccupation de satisfaire, comme les païens, aux convenances de l'agrément matériel. M. Le Blant en conclut que, dans les sujets représentés, il ne faut pas voir toujours un symbole religieux et une application des maximes de l'Écriture Sainte. « L'exemple des Pères de l'Eglise, dit-il, a conduit à chercher dans chaque sujet, souvent même dans ses moindres accessoires, l'expression d'une pensée mystique. Les docteurs de l'Eglise ont, en effet, ouvert par leur méthode d'explication un large champ à l'exégèse conjecturale ; je ne crois pas toutefois qu'on puisse suivre, sans quelque péril, la voie où ils se sont engagés. »

— Le Cabinet des Médailles de la Bibliothèque nationale a fait récemment une importante acquisition, que M. Maximin Deloche, membre de l'Institut, fait connaître au public dans son mémoire intitulé : *De l'association sur un sou d'or mérovingien du nom Gallo-Romain et du nom plus récent d'une ville Gauloise*². Il s'agit d'un sou d'or du roi Dagobert : c'est une pièce inédite, unique, et peut-être la plus importante de toute la série des monnaies françaises. Son poids extraordinaire permet de la considérer comme un *sou-et-demi*. Ce n'était probablement pas une monnaie destinée à la circulation, avec une valeur déterminée, mais une médaille commémorative d'un événement. Elle a été frappée à Limoges, et le fait capital à y signaler, c'est la réunion, dans la légende, de l'ancien nom de Limoges sous le haut empire, *Augustoritum*, et de la nouvelle dénomination *Lemmovix*, empruntée à la peuplade gauloise des *Lemovices*.

— Parmi les papyrus si nombreux que l'Égypte nous a conservés et que les savants étudient de nos jours avec tant d'ardeur, il en est qui sont écrits, non seulement dans la langue nationale du pays, mais encore en latin, en grec, en copte, en arabe. Il en est enfin un certain nombre dont l'écriture et la langue présentent tous les symptômes de l'écriture et de la langue araméennes. Les principaux de ces derniers monuments, malheureusement peu nombreux, sont le papyrus de Turin, deux papyrus de la collection Blacas, les fragments du musée de Berlin, le papyrus Babington, le papyrus du Vatican, et enfin, un (ou plusieurs ?) papyrus du Louvre. Jusqu'à ces derniers temps, l'opinion généralement

¹ *Revue archéologique*, livr. de septembre-octobre 1878.

² *Revue archéologique*, livr. de septembre-octobre 1878.

accréditée était celle qui voyait dans ces papyrus des écrits rédigés pendant la période ptolémaïque, et même rédigés par des juifs aramaïsants. M. Clermont-Ganneau vient de commencer la publication d'une série d'articles intitulés : *Origine perse des monuments araméens d'Égypte*¹, dans laquelle il se propose d'examiner chacun de ces papyrus et de prouver qu'ils ont été écrits pendant l'occupation de l'Égypte par les Perses. Pour le papyrus de Turin qui est l'un des plus beaux, et l'un des plus anciens spécimens de la paléographie sémitique, M. Clermont-Ganneau établit qu'il a été mal interprété par Gesenius et d'autres savants ; que les formules qu'il renferme n'étaient employées que dans la chancellerie des Perses ; enfin que ce papyrus n'est autre chose qu'une requête adressée par un personnage parlant la langue araméenne, à un fonctionnaire appartenant à l'administration installée en Égypte par la conquête perse, administration dont la langue était l'araméen.

— Le remarquable mémoire de M. Gustave Saige sur *la condition des Juifs dans le comté de Toulouse avant le quatorzième siècle*² est un fragment remanié de la thèse que l'auteur a présentée à l'École des Chartes et qui fut couronnée en 1863 par l'Académie des inscriptions et belles lettres. Des livres importants ont déjà été publiés sur le même sujet sans l'épuiser. M. G. Saige fait ressortir que les Juifs établis dans les provinces dépendant des comtés de Toulouse, ont joui, jusqu'à leur expulsion sous Philippe-le-Bel, de droits et de prérogatives considérables. « Favorisés par les mœurs du pays, ils ont pu s'élever, pendant la période la plus brillante de la civilisation méridionale, à un état social très supérieur au sort de leurs coreligionnaires dans le reste de la chrétienté. » L'auteur s'est surtout appuyé sur des contrats dans lesquels les Juifs intervinrent, et qui sont renfermés soit aux Archives Nationales, soit dans les archives de la Haute Garonne. « Ces contrats établissent que les droits des Juifs furent presque identiques à ceux des chrétiens. En ce qui touche plus spécialement le droit de propriété, ils montrent les Juifs jouissant non seulement du droit incontesté de posséder des biens-fonds en pleine propriété, mais encore exerçant sur un grand nombre de terres, à titre de seigneurs directs ou fonciers, les droits supérieurs qui résultent du démembrement du domaine utile en faveur d'un tenancier. » La bienveillance des seigneurs méridionaux pour les Juifs dépassait de beaucoup les limites de la simple tolérance : ils admirent les Israélites aux fonctions publiques ; on en rencontre un grand nombre remplissant les offices de traitants, affermant les péages, les recettes des villes et des seigneuries et jusqu'aux revenus dépendant des chapitres et des évêques. Après la croisade des Albigeois et l'invasion des races du nord dans le midi, il y eut une sorte de réaction contre ces privilèges extraordinaires qui,

¹ *Revue archéologique*, livr. d'août 1878.

² *Bibl. de l'École des Chartes*, 3^e et 4^e livr. de 1878.

disait-on, tournaient « à la honte de la religion. » A partir du traité de 1229, les Juifs furent éloignés de toute fonction publique. « Alfonso de Poitiers fit argent de tout à l'occasion des Juifs ; il tirait finance aussi bien des faveurs individuelles qu'il accordait à quelques-uns, que des spoliations qu'il opérait au moyen d'arrestations et de confiscations. » Saint Louis fut encore plus rigoureux que son frère, surtout en ce qui concernait la répression de l'usure. Le pape Grégoire IX fut même obligé de prendre les Juifs sous sa protection, et, par une bulle de 1235, il défendit qu'ils fussent soumis à de mauvais traitements et qu'on touchât à leurs privilèges. Philippe-le-Bel finit par expulser les Juifs, après leur avoir extorqué le plus d'argent possible. Il serait à désirer que M. G. Saige complétât son savant travail sur la condition sociale des Juifs par l'histoire de leur commerce, qui fut pour eux la principale source de la richesse ; il pourrait aussi montrer le développement scientifique que prirent leurs écoles, en relations continues avec celles des Juifs d'Espagne, qui ont brillé d'un si vif éclat au XIII^e siècle.

— On a soulevé récemment une question aussi délicate qu'intéressante, relativement à la chanson de Geste de *Girard de Roussillon* : il s'agit de retrouver le prototype du héros du poème parmi les seigneurs féodaux, et de retracer le rôle de Girard de Roussillon dans l'histoire. Notre collaborateur M. Longnon est, croyons-nous, arrivé à la solution du problème, autant que le permet l'interprétation des textes.¹ Les érudits du XVII^e et du XVIII^e siècle, entre autres Du Chesne, Mabillon, dom Vaissette, recherchant dans l'histoire carolingienne le prototype de Girard de Roussillon, le reconnurent dans Girard, qui gouverna le royaume de Provence de 855 à 870, au nom d'un fils de l'empereur Lothaire ; on crut, en outre, que ce Girard n'était pas différent du comte Girard d'Auvergne, gendre de Pépin I^{er}, roi d'Aquitaine, ni de Girard, comte de Bourges, dépouillé de ses États par Charles le Chauve, ni enfin d'un Girard, comte de Paris à la même époque. Il y a quelques mois à peine, M. Paul Meyer, publiant la vie latine de Girard de Roussillon, écrite vers la fin du XI^e siècle, attaqua scientifiquement les identifications précédentes : à son avis, le comte d'Auvergne, le gouverneur de Provence, le comte de Bourges et le comte de Paris formeraient autant de personnages distincts, et le Girard épique dériverait seulement du premier des quatre. Tout autre est l'avis de M. A. Longnon, qui pense qu'on doit en revenir à l'opinion des savants du XVII^e et du XVIII^e siècle. Il essaye ensuite de retracer l'histoire de ce Girard avec les indications fournies par les documents. Le régent de Provence était d'origine alsacienne, comme l'indique le nom de son père Liutard ; sa naissance remonte certainement au règne de Charlemagne. Avant l'année 840, il acquit de l'impératrice Judith le domaine de Vézelay, et Nithard, dès

¹ *Revue historique*, livr. de nov.-déc. 1878.

l'année 837, nous le montre revêtu de l'office de comte de Paris. Dans la lutte fratricide qui s'engagea entre les fils de Louis le Débonnaire, le comte Girard, manquant à la foi jurée, abandonna Charles le Chauve pour se joindre à Lothaire : ce dernier fut vaincu, et Girard le suivit, dans son infortune, à Aix-la Chapelle. Vers 853, nous le trouvons investi du gouvernement de la partie de la Bourgogne qui obéissait alors à Lothaire ; deux ans après, il était tuteur des fils de l'empereur. A partir de ce moment, le comte Girard ne cesse de batailler contre Charles le Chauve, contre Lothaire II, contre Fouqueré révolté à Arles, contre les Sarrasins, contre les Normands. Après avoir régné de fait sur les bords du Rhône durant quinze années, il fut obligé de déposer les armes entre les mains de Charles le Chauve, qui entra dans Vienne le 24 décembre 870. Girard s'embarqua sur le Rhône et se retira en Provence, très probablement à Avignon, où le fait mourir la chronique de Vezelay. Dès le XI^e siècle, Girard était devenu le héros d'un poème épique ; par d'habiles et ingénieux rapprochements, M. Aug. Longnon détermine les faits historiques conservés dans l'épopée et les légendes qu'a inventées l'imagination des trouvères.

— Les *Documents relatifs aux Calaisiens expulsés par Edouard III*¹ publiés par M. E. Molinier, montrent comment Philippe VI chercha à dédommager les bourgeois expulsés, et à les récompenser de leur héroïque fidélité au drapeau de la France. Ces documents viennent à l'appui de la thèse qu'a soutenue M. Siméon Luce dans son édition de Froissart, et démontrent l'erreur de ce chroniqueur, qui affirme que les Calaisiens chassés de leur ville n'obtinrent aucun dédommagement. Les pièces publiées par M. Molinier, au nombre de huit, sont extraites du Trésor des Chartes, et contiennent des donations de terres et de maisons à des bourgeois de Calais. Le Trésor des Chartes en renferme un bien plus grand nombre, presque toutes encore inédites.

— Dans un article sur les *évolutions du problème oriental*², M. Julian Klaczko examine successivement l'attitude des puissances catholiques, puis celle de la Russie à l'égard des Turcs. Après les efforts inutiles des papes Nicolas V, Calixte III, et Pie II pour amener les diverses puissances à une action contre le Turc, il fallut bien se résigner à nouer des relations diplomatiques avec l'ennemi commun, et à convenir d'un *modus vivendi*. Les premiers à entrer dans cette voie furent les Vénitiens, entraînés par l'appât du gain commercial ; ils signèrent la paix avec Mahmoud II en 1479, et « les lagunes virent alors pour la première fois débarquer un envoyé du padichah, un *sandjak* qui, à côté d'un éléphant amené de l'Inde, fut la grande

¹ *Cabinet historique*, livr. de juillet-août-sept. 1878.

² *Revue des Deux-Mondes*, livr. des 15 octobre, 15 novembre et 1^{er} décembre 1878.

curiosité de l'année 1479 dans la cité de saint Marc. » M. Klaczko montre ensuite l'habileté extrême de la diplomatie vénitienne. Tout autre fut l'attitude de la France. Aux yeux de Charles VIII, la conquête de Naples n'était que le prélude de la conquête de Constantinople, et l'on sait que, quelques jours après la bataille de Marignan, François I^{er} écrivit à Ferdinand le Catholique une lettre pour l'exhorter à la croisade. Les choses devaient bientôt changer de face. Le lendemain de la bataille de Pavie, le roi de France prisonnier « arrachait de son doigt une bague, seule chose qui lui restât, et chargeait un gentilhomme de la porter secrètement à Soliman : le roi très chrétien sollicitait l'alliance du chef des croyants. » A partir de ce moment, les bons rapports de la France avec la Turquie subsistèrent jusqu'à Louis XVI : le pavillon de France eut dans les mers du Levant les privilèges les plus étendus. Pour faire le commerce dans les eaux turques, toutes les nations chrétiennes, à l'exception de Venise, étaient forcées d'arborer les couleurs françaises : c'était le cas, on a peine à le concevoir aujourd'hui, de l'Angleterre elle-même. La Russie eut toujours, à l'égard de Constantinople, une attitude hostile, jusqu'au 26 janvier 1699, époque où fut signée la paix de Carlovitz, que l'historien Hammer a si justement appelée « une mise au concours de l'empire ottoman. » Douze ans après, le tsar Pierre Alexéievitch inaugurait la grande œuvre russe en Orient par sa campagne du Pruth. Nous ne suivrons pas M. Klaczko dans le récit des batailles diplomatiques et militaires qui furent entreprises depuis lors jusqu'à nos jours : nous en avons assez dit pour faire ressortir tout l'intérêt de son étude.

— Un certain nombre de documents relatifs aux projets d'évasion de François I^{er}, prisonnier à Madrid, ont été publiés par M. Ch. Paillard¹. Leur principal intérêt est qu'ils font connaître la situation intérieure de la France en 1525, en 1542 et en 1544 ; d'autre part, ils nous permettent d'apprécier la manière dont les ennemis de la France, au xvi^e siècle, jugeaient sa situation, et quel parti ils se flattaient de tirer de ses divisions. Ce sont, entre autres, une lettre de Clément le Champion, valet de chambre de François I^{er} à M. de Nassau, grand maître de la maison de Charles-Quint ; une autre lettre, sous forme d'avis donné par Clément le Champion à Charles-Quint ; et, surtout, la correspondance de l'empereur avec la reine Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas. M. Paillard a fait précéder ces documents d'observations où il essaye de déterminer la part de vérité et d'illusions contenue dans ces lettres, et de donner sur les personnages qui entrent en scène les renseignements nécessaires.

— Notre collaborateur M. L. Pingaud vient de publier une intéressante notice sur *Durand de Villegaignon*², gentilhomme champenois du

¹ *Revue Historique*, livr. de nov.-déc. 1878.

² *Revue de Champagne et de Brie*, livr. de novembre 1878.

xvi^e siècle qui fut à son heure un héros d'aventures, et dont le chroniqueur de Provins, Claude Hatton, a raconté la vie. L'humeur remuante du chevalier de Villegaignon le transporta dans toutes les parties du monde ; on le trouve d'abord sous les murs d'Alger, dans la désastreuse expédition de Charles-Quint contre les Turcs ; plus tard, on le rencontre en Hongrie, combattant encore les musulmans. Il fut au combat de Cérisoles, puis dans l'île de Malte, devint vice-amiral de Bretagne et fortifia le port de Brest. Grâce à la faveur dont l'honorait l'amiral de Coligny, il lui fut permis d'organiser deux expéditions navales en Amérique : l'une qui eut pour théâtre le Brésil, en 1556, l'autre, en 1562, qui se dirigea vers la Floride. Cette dernière, entreprise dans un but religieux, avait pour mission de fonder une colonie protestante. L'humeur chevaleresque de Villegaignon devait l'empêcher de réussir dans toutes ses entreprises.

— Le cahier des *Vœux du baillage de Chaumont en Bassigny pour les États-Généraux en 1576*¹ a été publié par M. A. Millard, et mérite d'être signalé. Tous les baillages de France avaient été convoqués pour délibérer sur les réformes que les États de Blois devaient introduire dans le royaume. Les gentilshommes du baillage de Chaumont remontent très humblement que la diversité de religion est regrettable, et que, pour y remédier, il n'y a qu'un moyen, « se maintenir en la vraie et ancienne religion catholique, apostolique et romaine. » Quant au « moyen d'acquitter les dettes du Roy, » ils déclarent qu'ils sont à présent « dénués de tout bien meubles et revenus, » et ils conseillent au Roi, entre autres expédients, « de se saisir de ce que les étrangers et les bannis sont au sommet de toutes dignités, grades, et offices usurpés sur les naturels du royaume. » Ils demandent aussi que les États-Généraux soient convoqués tous les six ans.

— C'est une pensée patriotique qui a inspiré M. Eugène de Fallois dans son article : *Une page intime dans l'histoire de Lorraine*². Ne voulant point parler, dit-il, de l'état actuel de la Lorraine, ni de son avenir, que Dieu seul connait, il s'est mis « à feuilleter l'histoire de ces ducs de Lorraine, si bons, si paternels à leur peuple, » et il nous transporte au temps de Henri IV. Pour assurer la réunion de la Lorraine à la France, Henri IV avait marié sa sœur Catherine de Bourbon au duc Henri II : mais cette union fut courte ; Catherine mourut, et le prince lorrain épousa en secondes noces Marguerite de Gonzague, fille de Vincent de Gonzague et d'Eléonore de Médicis. De ce mariage, célébré en 1606, naquirent deux filles : Nicole et Claude. C'est à la première de ces princesses que M. E. de Fallois consacre particulièrement son étude. Henri IV, à la veille d'être frappé par Ravailiac, envoyait Bassompierre au duc de Lorraine pour traiter du mariage de Nicole avec le

¹ *Revue de Champagne*, livr. de novembre 1878.

² *Correspondant* des 10 novembre et 10 décembre 1878.

Diuphin, et amener ainsi l'annexion de la Lorraine. De son côté, l'Espagne espérait obtenir la main de la princesse pour l'infant Philippe IV. M. de Fallois raconte toutes les intrigues et les négociations qui aboutirent au mariage de Nicole avec Charles, comte de Vaudemont, qui devint Charles IV, duc de Lorraine. Il fait ensuite le récit de la vie aventureuse de ce prince et de la malheureuse Nicole, qui fut obligée, quand son mari fut dépouillé de ses Etats, de se constituer prisonnière entre les mains de Louis XIII.

— M. X. Mossmann publie de nombreux *Matériaux pour servir à l'histoire de la guerre de Trente ans* ¹, tirés des archives de Colmar. Il en est un certain nombre de très importants, surtout pour l'étude des mouvements des armées ennemies en Alsace. Les excès des Suédois à Colmar, les charges de guerre qu'ils imposèrent, l'entrée des troupes françaises dans la ville, tous ces détails de la guerre reçoivent dans cette publication de précieux éclaircissements.

— M. A. de Boisliste vient de consacrer une intéressante étude à *Madame de Beauvais* ², la première femme de chambre d'Anne d'Autriche, qui prit, comme on sait, une grande part aux intrigues de la Fronde, et de la cour de Louis XIV. Il rectifie un grand nombre d'erreurs commises par J. Cousin et les autres biographes de ce personnage. Il montre, à l'aide de documents originaux, madame de Beauvais tour-à-tour l'agent de Fouquet et de Mazarin, et recevant pour prix de ses services des sommes énormes qu'elle consacra à la construction du somptueux hôtel de Beauvais. Mais, à la mort de ses bienfaiteurs, M^{me} de Beauvais, ne pouvant payer ses dettes, eut recours à tous les expédients ; elle essaya même de mettre en loterie son hôtel. Tout était perdu : elle abandonna son bien aux créanciers le 31 décembre 1683. Heureusement que le roi vint au secours de sa famille et l'empêcha de tomber dans la misère. M^{me} de Beauvais mourut le 29 mars 1719.

— Le 23 décembre 1787, Louise-Marie de France, dixième enfant de Louis XV et de Marie Leckzinska, mourait au carmel de Saint-Denis où elle avait passé les dix-sept dernières années de sa vie sous le nom de sœur Thérèse de St-Augustin. Pendant son séjour au couvent, elle écrivit des lettres dont un grand nombre ont été conservées, et dont M. Maurice Faucon, élève de l'École des Chartes, publie quelques-unes sous ce titre ³. Ces lettres, au nombre de douze, dont les originaux se trouvent aux archives du Puy-de-Dôme, sont presque toutes adressées par la religieuse à M. de Bonal, évêque de Clermont. Au point de vue historique, elles n'ont

¹ *Revue d'Alsace*, d'octobre 1876 à décembre 1878.

² *Cabinet historique*, livr. de mai, juin, juillet, août et septembre 1878.

³ *Cabinet historique* livr. de juillet, août et septembre 1878. — Tirage à part. Paris, Alph. Picard, in-8° de 36 p.

point un grand intérêt, mais elles font connaître la vie intime et le caractère de la fille de Louis XV. A travers un style plein de naïveté et d'abandon, on sent le cœur de la religieuse, et M. Maurice Faucon fait remarquer avec raison qu'on est loin de partager le sentiment que Madame Campan, dans ses *Mémoires*, prête à Marie-Antoinette : la reine aurait dit que Louise de France « était bien la petite carmélite la plus intrigante qui existât dans le royaume. »

— *Le patriote Palloy et les vainqueurs de la Bastille*¹, tel est le titre d'une très intéressante étude de M. Victor Fournel sur un curieux épisode de l'histoire de la révolution. Palloy, personnage subalterne, rejeté dans la pénombre par tous les historiens, fut un ambitieux tapageur qui aspira sans cesse aux grands rôles sans pouvoir jamais y atteindre. « Il est, dit M. Victor Fournel, le type du civisme intempérant, du patriotisme en dehors, emphatique, verbeux, hableur, théâtral, à la fois naïf et habile, sincère et charlatanesque...., le type enfin du mouvement stérile, de l'agitation perpétuelle, de la déclamation sonore et creuse, du côté vide, boursoufflé, ampoulé de la révolution. » Palloy ne mériterait pas en lui-même, l'honneur d'une étude approfondie, s'il ne résumait tout un côté de la révolution. « Dans sa petite sphère et d'une façon bouffonne, il nous représente les anciens conventionnels régicides, ralliés à l'empire, devenus comtes, préfets, sénateurs. » M. Victor Fournel, dans des pages saisissantes, a groupé tous les détails inédits qu'il a pu rencontrer sur Palloy dans les dépôts d'Archives. Il nous montre son héros investi du glorieux mandat de démolir la Bastille, et s'en faisant adjuger personnellement les décombres qu'il distribuait ensuite par morceaux à titre de reliques, présidant des fêtes nationales, partant après pour Varennes et prenant part à l'arrestation du Roi. M. Victor Fournel nous initie ainsi aux intrigues de ces agents subalternes si empressés à obéir aux ordres de la Convention, sinon à les devancer.

— Après les belles études de M. le baron de Laroc sur les événements politiques survenus en France depuis la révolution, M. de Lacombe reprend l'histoire politique de ces tristes épisodes, dans un récit intitulé : *La Constitution républicaine de l'an III et le coup d'État du 18 fructidor*². Il montre l'erreur de la Convention qui pensa un instant, après qu'elle eut élaboré la nouvelle Constitution, que les conflits n'étaient plus possibles. A entendre son rapporteur Boissy d'Anglas, « le pouvoir exécutif serait indépendant du pouvoir législatif sans l'opprimer jamais ; leur harmonie était fondée sur leur division ; leurs prérogatives étaient si nettement tracées et circonscrites qu'ils n'auraient aucun avantage à espérer dans les attaques réciproques qu'ils pourraient se faire ; désormais ils allaient se balancer sans se heurter et se surveiller sans se

¹ Correspondant des 10 et 25 juillet 1878.

² Correspondant, livr. du 25 octobre 1878.

combattre. » Les événements se sont chargés d'anéantir ces espérances d'un régime parlementaire. C'est à peine si le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif vécurent en paix durant la première année qui suivit la mise en œuvre de la Constitution. En 1797, la crise fut imminente lorsque, par suite du renouvellement électoral du deuxième tiers, la majorité se trouva changée dans les Conseils ; le 28 juin, le sage Malou écrivait : « Le Directoire ne pouvant pas gouverner les Conseils, doit ou conspirer, ou obéir, ou périr. » Un coup d'État était inévitable. Voici comment M. de Lacombe apprécie le 18 Fructidor : « En quelques heures, sans secousse, par une justice sommaire qui n'est pour les gouvernements ni une bonne façon de finir ni une bonne façon de commencer, le soldat de la révolution avait supprimé la Constitution de l'an III, renvoyé le Directoire et les Conseils, terminé le différend des pouvoirs exécutif et législatif de la République française en les mettant sous ses pieds et en se mettant à leur place. »

— Dans une assez courte communication, adressée au *Bulletin monumental*¹, le P. C. de la Croix annonce qu'il vient de découvrir les thermes romains de Poitiers. Ses recherches datent à peine de six mois, et de plus, les fouilles, fort vastes, se trouvent gênées par des constructions particulières. Néanmoins, par les belles planches annexées à son travail, le P. de la Croix montre qu'il est déjà arrivé à d'importants résultats. Il annonce une publication plus considérable, qui donnera des renseignements nombreux sur l'ancienne capitale des *Pictones* pendant les trois premiers siècles de notre ère. Quelques pièces de monnaie romaine trouvées dans les soubassements des constructions permettent au P. de la Croix de conclure qu'il est en face d'un monument du milieu du premier siècle de notre ère, monument dont la démolition fut opérée vers la fin du III^e siècle, à l'époque où les Barbares envahirent les Gaules.

— Quelques travaux ont déjà été entrepris sur les usages particuliers des églises au moyen âge ; nous signalerons aujourd'hui celui de M. l'abbé Guillotin de Corson sur les *Usages de l'église de Rennes au moyen-âge*². Cet article a été composé surtout à l'aide d'un précieux manuscrit du chapitre de Rennes, sur le premier folio duquel on lit : « C'est ost le livre des usages de l'église de Rennes, fait et compilé en ce présent an de grâce mil quatre cens et quinze, extrait et assemblé de plusours livres et martiroges anciens d'icelle yglise, etc. » Ces statuts règlent le nombre des fêtes, l'ordre des cérémonies, chants, processions, vêtements des officiants. Le 6 novembre, jour de la fête de saint Melaine, évêque de Rennes, il y a procession « au moustier de saint Melaine, auquel lieu les abbé et couvent dudit lieu doibvent au chapitre de Rennes doze livres de bonne monnoie. »

¹ Année 1878, n° 5.

² *Revue de Bretagne et de Vendée*, livr. d'octobre 1878.

Cette redevance remplaçait un repas que, dans les siècles antérieurs, les moines devaient offrir aux chanoines. Un des plus curieux usages de l'église de Rennes était la fête des Innocents. Ce jour-là, comme dans beaucoup d'autres églises d'ailleurs, « les enfants et les clercs du chœur, réunis dans l'église, y élisaient un d'entre eux pour évêque des Innocents ; ils l'intronisaient ensuite en le portant dans l'église, pour simuler l'entrée solennelle des évêques avec accompagnement d'un cérémonial burlesque. Ce jour-là, les enfants de chœur occupaient les hautes stalles des chanoines, chantaient les antiennes et les répons, dirigeaient l'office au chœur, et leur évêque officiait en costume épiscopal, mitre en tête, donnant la bénédiction au peuple et récitant les oraisons ; la journée se terminait par un repas joyeux pris en commun. » Il ne s'agit ici de rien moins que d'un *mystère*, comme on le voit : on sait que ces représentations bizarres, dont ne se scandalisaient point la piété naïve de nos pères, furent l'origine du théâtre moderne.

— Dans son étude sur *les Ordres hospitaliers et militaires de Saint-Lazare et de Notre-Dame du Mont-Carmel*¹, M. L. Mannier retrace l'histoire des plus anciens ordres de chevalerie. L'ordre de Saint-Lazare fut établi, prétend-on, vers l'an 637, dans la ville de Jérusalem ; M. Mannier accepte cette date sans la contrôler. Le but de cette institution avait été d'abord l'exercice de l'hospitalité envers les pèlerins : cette pieuse mission était d'une exécution difficile sous la domination des Sarrasins ; après la prise de Jérusalem, en 1099, les religieux de Saint-Lazare réformèrent leur ordre qui, tout en restant hospitalier, devint militaire : un des premiers actes qui donne aux religieux le nom de *milites* est une charte de Henri II, roi d'Angleterre, qui, en 1155, les exempta de toutes charges et impositions. Baudouin IV de Jérusalem compléta les statuts, et divisa les chevaliers en trois classes : les chevaliers pour faire la guerre, les servants d'armes pour soigner les malades, les prêtres pour enseigner la religion. Après cet aperçu historique, M. Mannier fait connaître les principaux bienfaiteurs de l'ordre, comme Louis VII, Philippe-Auguste, saint Louis ; il trace une courte biographie de chacun des grands maîtres, jusqu'au dernier, Philibert de Nerestaing, qui, en raison des abus introduits dans l'ordre pendant les guerres civiles du xvi^e siècle, fut chargé par Henri IV de créer un nouvel ordre de chevalerie. Ce fut l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel, dont les statuts furent publiés le 26 février 1688 ; M. Mannier annonce qu'il va publier l'état des Grands-Prieurs et Commanderies de cet ordre, avec tous ses revenus, tels qu'ils étaient constitués en 1690.

— M. Gabriel Fleury s'est fait l'historien de l'abbaye de Perseigne, dans le Maine². Fondée vers le milieu du xii^e siècle, l'abbaye s'accrut

¹ *Revue historique, nobiliaire et biographique*, livr. de juillet et août 1878.

² *L'abbaye cistercienne de Perseigne (1145-1790)*. *Revue hist. et archéol. du Maine*, 1^{re} et 2^e livr. de 1878.

successivement, grâce à de nombreux privilèges et des donations multipliées. Son histoire est un peu l'histoire de tous les monastères : relâchement dans la discipline, puis, réformes salutaires ; procès avec les seigneurs voisins, juridiction contestée, franchises violées, etc. Toutefois, dans le récit de ces faits, M. Gabriel Fleury a fait preuve d'érudition ; il s'est appuyé sur des documents inédits, et sa notice est importante pour l'histoire du Maine. Il a dressé, aussi scrupuleusement que possible, l'état des revenus de l'abbaye à différentes époques, et établi chronologiquement la liste des abbés, prieurs et personnages distingués. Un des hommes les plus illustres de Perseigne fut Adam, son second abbé. Il soutint à propos de questions scolastiques contre un autre abbé cistercien du nom de Joachim, une lutte qui fit grand bruit alors ; il prêcha ensuite la seconde croisade de concert avec Foulques de Neuilly ; il fut mêlé à tous les grands événements de son temps et ses contemporains le regardaient comme « un des plus doctes religieux et des plus habiles interprètes des sciences sacrées. » M. Gabriel Fleury a su habilement mettre en relief cette intéressante figure.

— L'histoire de l'*Ancien couvent des Minimes de Lyon*¹ a été écrite par M. l'abbé Vanel avec érudition, au moyen de nombreux documents inédits conservés aux archives de Lyon. Dans la longue période qui s'étend depuis la fondation du couvent jusqu'à sa ruine, c'est à dire de 1553 à 1789, nous trouvons, comme dans l'histoire de toutes les maisons religieuses, de nombreuses contestations de propriété et de rivalité d'influence entre le couvent et ses voisins, particulièrement le chapitre de Saint Just. C'est ainsi, par exemple, que le chapitre refusait de laisser sonner la cloche du couvent, sous prétexte qu'il était interdit aux religieux de convoquer les fidèles au service divin. C'est ainsi encore, qu'en 1642, les chanoines, pour vexer leurs pieux voisins, avaient fait transporter devant le monastère, « à l'opposite des fenêtres, » le pilori où étaient exposés et exécutés les criminels que condamnait leur tribunal. Cette nouveauté extraordinaire était blessante pour la piété des moines, qui intentèrent à leur tour un procès au chapitre. D'ailleurs, comme le fait ressortir avec raison M. l'abbé Vanel, dans ces conflits de prérogatives et d'immunités ecclésiastiques et civiles, la concorde des cœurs survivait à la division des intérêts : ces querelles extérieures expiraient au seuil de la collégiale des chanoines et de la chapelle du couvent. Une des parties les plus intéressantes du travail de M. l'abbé Vanel est celle qu'il consacre à la biographie de quelques-uns des religieux, le P. Humblot notamment, un des prédicateurs du commencement du xvii^e siècle, qui convertit un grand nombre de calvinistes, et dont le nom fut mêlé aux grands événements politiques et religieux de cette époque.

— On sait que la plaie des monastères, durant les derniers siècles,

¹ *Revue du Lyonnais*, janvier 1877 à septembre 1878.

fut dans l'institution des abbés commendataires, qui renouvelaient, sous une autre forme, la simonie des premiers temps du moyen âge. *L'abbaye des Prières*¹, en Bretagne, ne fut point exempte de ce mal, et M. Hippolyte Le Gouvello s'est fait l'historien des désordres occasionnés dans l'abbaye par les abbés commendataires à la fin du xvi^e siècle. Dom Bernard Carpentier entreprit de remédier à cet état de choses, et de réformer l'abbaye : M. Le Gouvello raconte les luttes qu'il eut à engager avant de triompher. Il réussit néanmoins, et parvint à faire placer à la tête de l'abbaye un abbé régulier. Cette intéressante monographie doit être signalée à ceux qui s'occupent de l'histoire des monastères dans les trois derniers siècles.

— La coutume d'écrire un testament spirituel est à peu près effacée de nos mœurs, et il en reste à peine quelques traces dans certaines familles religieuses. Cependant l'usage qui s'en est conservé durant tout le moyen âge était fort ancien, puisque l'un des plus remarquables monuments de cette sorte est le testament de saint Ephrem le Syrien, vicaire de l'église d'Edesse, mort en 378. Dans un rare opuscule, publié sans nom d'auteur, à Lyon, en 1442, on trouve la théorie de toutes les règles relatives à ce genre d'actes privés. Au xviii^e siècle, les jansénistes, qui affectaient d'imiter les usages de l'Eglise primitive, écrivirent beaucoup de testaments spirituels, et le recueil des *Nouvelles ecclésiastiques* en contient un grand nombre. Dom Paul Piolin publia un document analogue inédit². Le religieux anonyme qui l'écrivit, en 1622, demande au roi et à la reine la réforme de son ordre, et, pour indiquer la nécessité de cette réforme, il trace un triste tableau de la décadence des Bénédictins, de l'ignorance, de la licence et des vices des moines ses contemporains. N'osant attaquer directement la commende, qui était le véritable abus, il se contente de demander qu'on en arrête les excès les plus criants. Cette requête, bien qu'elle fût accompagnée de vers latins et français, fut mise à néant et même condamnée officiellement. Le document n'en est pas moins curieux pour nous faire connaître l'état intérieur des monastères au xvi^e siècle.

— Le rapport que Mgr Tolra de Bordas a présenté à la Société des Etudes Historiques, dans l'une de ses dernières séances, forme un long mémoire intitulé : *Du mouvement historique en France pendant l'année 1877*³. C'est un résumé complet et méthodique de tous les travaux publiés l'année dernière dans toutes les branches de l'histoire, et à ce point de vue, ce travail bibliographique peut déjà rendre d'importants services en permettant d'embrasser d'un seul coup d'œil tout le mouvement

¹ *Revue de Bretagne et de Vendée*, livr. de novembre 1878.

² *Testament spirituel d'un bénédictin*, dans *Analecta Juris Pontificii*, livr. de septembre-octobre 1878.

³ *L'Investigateur, journal de la Société d'études historiques*, livr. de juillet-avril.

scientifique. Mgr Tolra de Bordas n'a rien négligé ; il a fait entrer dans son cadre aussi bien les travaux d'érudition que la plus humble brochure qui s'adresse à l'ouvrier. Mais cette revue générale se recommande encore à un autre titre : le savant auteur apprécie chacune des publications qu'il énumère ; il a donc composé bien plus qu'un annuaire : c'est une véritable œuvre critique.

FR. DE FONTAINE.

II

PÉRIODIQUES ALLEMANDS.

Depuis la découverte des vestiges humains datant du déluge, et surtout des habitations lacustres du lac de Zurich, la curiosité du monde civilisé s'est portée avec ardeur sur l'époque qui s'écoule entre l'apparition de l'homme et le commencement des temps historiques. L'archéologie, l'ethnologie, et, parmi les sciences naturelles, la géologie, contribuent aux recherches sur la civilisation primitive depuis les commencements les plus grossiers jusqu'à la transformation des hordes nomades de chasseurs en populations agricoles. Les pierres, les ossements, les débris animaux offrant la moindre trace de l'activité humaine, soigneusement déterrés et rapprochés, donnent lieu à des conclusions savantes sur l'âge et le degré de civilisation des habitants de la terre. Tout ce que la vallée moyenne du Main peut offrir à cet égard, a été réuni dans le travail de F. Sandberger, *Les restes préhistoriques de la vallée moyenne du Main*, qui a paru dans les *Jahrbücher des Vereins von Alterthumsfreunden im Rheinlande*. On y voit indiquées les découvertes de l'époque glaciaire, celles de l'époque de la pierre taillée et de la pierre polie, et enfin celles de l'époque du bronze et de l'époque du fer. L'époque du bronze a laissé de nombreux débris. Ceux des époques antérieures sont très rares. M. Sandberger parle de périodes incommensurables, il ne calcule ni les années ni les siècles. Il ne cherche pas à éclaircir l'histoire des temps préhistoriques. On doit relever l'opinion émise par lui, que le travail des métaux, spécialement du bronze, fut connu d'abord dans les Indes, puis s'étendit vers l'ouest avec les Phéniciens, les Égyptiens et les Étrusques, et pénétra peu à peu dans le nord de l'Europe. Aux travaux sur les temps préhistoriques il convient de rattacher un grand nombre de publications sur les découvertes sépulcrales.

On ne sait pas la date des tombes, mais on sait qu'elles sont antérieures à la domination romaine. Sur celles qui ont été trouvées dans la région du Hunsrück, il faut consulter l'étude de M. A. von Cohausen dans les *Annalen des Vereins für Nassauische Alterthumskunde und Geschichtsforschung*. On y a trouvé des restes de cadavres non incinérés, avec des armes et des ornements de bronze et d'or, et des débris de vases. Un squelette d'homme avait des anneaux d'or au cou, à l'avant bras droit et au poignet gauche; près de la tête était une hampe de lance ou de javelot en fer, une poignée et une garniture de bouclier, un glaive long et large, chargé d'une grosse pierre.

— Sur les traces de la domination romaine en Allemagne, il faut signaler toute une série d'études aussi variées que la civilisation romaine elle-même. Le destin des Romains fut de recueillir tous les éléments durables de la culture antique, et de les transmettre aux races du Nord. C'est au nom de César que se rattache l'origine de la domination romaine dans nos contrées. César conquiert la Gaule, mais de plus il passa deux fois le Rhin. Le système militaire de ce grand homme de guerre est exposé par Theodor Mommsen dans l'*Historische Zeitschrift* de Sybel¹. Avec la république disparut l'idée que la défense de l'État est un devoir de chaque citoyen et que les droits politiques correspondent toujours au service militaire. On recrute l'armée parmi les indigènes, on écarta les meilleurs éléments de la cité : c'est sous Auguste que cette transformation devient définitive. Il n'est cependant pas démontré qu'Auguste ait sur ce point réalisé les vues de César. Il s'attacha aux bons éléments du système républicain : l'armée fut peu nombreuse, son rôle fut limité. Elle avait pour objet de garder les régions, comme l'Espagne, qui n'étaient soumises que de nom, ou de protéger les frontières contre des voisins indépendants, tels que les Parthes et les Germains. Toute l'armée romaine ne se composait en réalité que des garnisons de l'Euphrate, du Danube, du Rhin et de l'Afrique. De là son petit nombre : même après qu'Auguste, dans la seconde moitié de son règne, en eut augmenté l'effectif, elle ne dépassa pas, en tout, deux cent cinquante mille hommes. La division et la répartition de l'armée dans les provinces remonte à César; mais sur 32 légions César en avait 6 comme troupes de campagne : Auguste crut pouvoir s'en passer. Ce fut une erreur qu'on n'abandonna que trois siècles plus tard.

— A l'époque romaine de la civilisation germanique se rattachent les voies romaines. On conçoit quelle importance il y a de connaître les voies romaines, les étapes militaires, et les lieux historiques qui s'y rattachent : aussi faut-il remercier la Société des antiquaires du Rhin d'avoir entrepris et déjà en partie rempli la tâche d'étudier les voies romaines du pays rhénan, depuis les Alpes jusqu'à la mer, ainsi que les

¹ Vol. XXXVIII.

colonies, les forteresses et les stations qui s'y rattachent. Dans le cahier 59, déjà cité des *Jahrbücher* de cette Société, nous trouvons le résultat des fouilles faites en 1876 à Bonn, l'ancien *Castellum Bonnense*. Ce lieu a une importance particulière : c'est là que César traversa deux fois le Rhin, d'abord l'an 55 avant notre ère, un peu au-dessous de Bonn, puis l'an 53, à Bonn même. On a recueilli, outre des inscriptions et des constructions romaines, de précieuses indications sur le camp romain, la direction et la construction de la voie militaire.

— Dans le cahier 60, M. G. J. Schneider étudie les voies militaires romaines de la rive gauche du Rhin, de Cologne à Reuss ; son travail est accompagné d'une carte. La grande voie romaine de Cologne à Mayence partait de la porte nord de l'ancienne *Colonia* et se partageait en trois bras à l'entrée de la ville actuelle. On indique leur direction et les voies qui les faisaient communiquer, ainsi que les modifications nécessitées par le cours du Rhin. On indique aussi l'état des *mutationes*, chose trop négligée dans l'étude des voies romaines. Sur ces voies, entre chaque *mansio*, à peu près à moitié chemin, on trouve une *mutatio*. Ces *mansiones* et ces *mutationes* sont peu à peu devenues des localités grandes ou petites. On a constaté que les résultats des plus récentes recherches s'accordent pour le nom et la distance avec la table de Peutinger et l'itinéraire d'Antonin.

— On admire encore après des siècles les aqueducs et les thermes romains. Dans le même recueil le Dr Kessel donne un article sur un aqueduc à l'usage des thermes d'Aix-la-Chapelle. De nombreuses inscriptions montrent que c'est l'œuvre de la sixième légion. On sait que cette légion a campé près du Rhin inférieur de l'an 70 à l'an 120 de notre ère. C'est donc à cette époque que remontent l'aqueduc et les thermes d'Aix-la-Chapelle.

— Nous ne pouvons nous occuper de toutes les monnaies ou inscriptions dont parlent les *Jahrbücher*, mais nous signalerons la description de six vases en verre trouvés dans deux tombes romaines du IV^e siècle à Hohen-Sülzen. Deux de ces vases présentent une curiosité particulière : c'est une coupe entourée d'un réseau et un bouteille ornée de figures taillées. La coupe appartient aux *vasa diatreta*, dont on a peu de spécimens et qu'on regardait déjà dans l'antiquité comme le triomphe de l'art. Le réseau est taillé dans le corps du verre ; c'est un travail d'une patience merveilleuse. La procédé fut trouvé sous Néron : c'est ce qu'on doit conclure d'un texte de Pline ¹. De toutes les coupes connues, celle de Hohen-Sülzen est la plus grande : entière, elle devait mesurer 0^m 21 de diamètre et 0^m 15 de hauteur. On l'a trouvée cassée, et ses débris sont en différentes mains. C'est à Rome qu'elle a dû être fabri-

(1) *Natur. Histor.* 33, 195.

quée. Rome fut après Sidon, Tyr et Alexandrie, le centre de la fabrication du verre. Le second vase et une bouteille à deux anses d'un blanc vert, et de 0^m 42 de haut sur 0^m 11 de large ; elle est ornée de figures mythologiques tirées de la fable de Bacchus.

— Du travail du verre chez les Romains passons au travail du fer. Le sujet est plein d'obscurité. Les études que publie sur ce sujet le Dr Ludwig Beck, dans les *Annalen des Vereins für Nassauische Alterthumskunde und Geschichtsforschung* ¹, n'en ont que plus d'intérêt ; il y relève quelques erreurs du livre *La Ferranerie* par Liger. Les anciens ne donnent sur la matière que des détails insuffisants ; il faut recourir aux pièces qu'on découvre. M. Beck étudie spécialement deux découvertes. L'une, faite en 1868 à Monzenheim près Bechtheim dans la Hesse rhénane, comprend 26 blocs de même forme. Ces blocs ont un poids moyen de 5 kilogrammes et une longueur de 0^m 55. Au milieu ils ont une épaisseur de 0^m 6, et se rapprochent du carré, tandis qu'aux extrémités ils sont pointus. On retrouve cette forme non seulement en Allemagne et en France, par exemple à Abbeville, mais encore dans les chambres du trésor de Ninive. On pourrait prendre à première vue ces blocs pour des armes de jet, mais on voit, en les examinant, qu'ils ressemblent à ce qu'on nomme dans le commerce, des *renards*. L'autre découverte a été faite à Salbourg, sur l'emplacement de la célèbre forteresse romaine du Taunus : ce sont des blocs de fer, les plus lourds qui nous soient venus des Romains. Ils pèsent jusqu'à 240 kilogrammes. Sans doute c'étaient des enclumes de forges. Ils ne devaient pas être posés sur des pieds de bois, mais enfoncés dans la terre. Nous ne saurions rapporter tous les renseignements techniques qui résultent de ces découvertes sur l'extraction et la préparation du fer chez les Romains ; bornons-nous à dire qu'elles confirment l'opinion que les Romains ne connaissaient pas la fonte du fer, et qu'ils n'employaient que du fer forgé.

— Sur ce qui reste des Romains dans le Wurtemberg, le professeur Dr Herzog donne dans les mêmes *Jahrbücher* ², un travail d'ensemble. Ce travail est un rapport lu dans une réunion de philologues. Il y est question de trois sortes de monuments : la muraille fortifiée, les routes, les centres d'habitations. La muraille fortifiée, *limes*, élevée par les Romains pour défendre les *Agri decumates*, entre Deutz sur le Rhin et Kellheim sur le Danube, présente sur le territoire wurtembergeois une double direction. Depuis son entrée du côté de Bade, près d'Osterburken, elle se dirige en ligne droite vers le sud-est jusqu'à Pfahlbronn ; jusque là elle est fortifiée en dehors par un fossé, en dedans par des forts, des tours de guet, en haut par des palissades. A partir de Pfahlbronn, elle tourne à l'est, puis au nord-est, en formant une ligne génée-

¹ Vol. XIV.

² Cahier LIX.

ralement droite, mais souvent brisée par des coudes. Dans cette partie, le *limes* est une route de frontière sans tours ni palissades, soit qu'on n'ait pas jugé à propos de la fortifier dans un pays occupé par des alliés tels que les Hermundures, soit que les fortifications n'aient pas été achevées. Les routes forment un réseau complet. Dans leur propre intérêt, les Romains devaient en couvrir un pays peu civilisé, mais d'une grande importance militaire. Le nombre des centres d'habitations est considérable, il s'élève à six cents. Dans ce nombre il n'y a que deux *civitates*, cantons, et quelques *vici*, communes. Le reste comprend des villages, des fermes, des châteaux. On ne peut déterminer ce que la civilisation de ce pays doit aux Romains, mais il est certain qu'il en reste des vestiges, ne serait-ce que l'espèce de blé, *Dinkel*, qu'on y voit encore dominer, et dont la culture remonte aux Romains.

— Les sociétés des antiquaires du Rhin et de Nassau ont étudié une série de tombes datant des Romains, des Franks ou des Alemans. Passons au moyen-âge, et commençons par signaler, dans les *Jahrbücher des Vereins, von Alterthumsfreunden im Rheinlande*¹, un travail de M. J. Marmor sur la fondation de Constance, ses trésors artistiques et ses artistes. On pensait jusqu'ici que la ville de Constance avait une origine romaine, et que son nom venait du latin : régulièrement on la rattachait au César Constantius Chlorus. Rien de tout cela ne subsiste devant l'érudition moderne. Longtemps avant l'arrivée des Romains un établissement celtique existait au même endroit. C'est ce qui résulte de palissades et de vieux vases celtiques qu'on a découverts en creusant un port. Le nom de la ville a une étymologie celtique. Il vient, suivant M. Marmor, de *Kon*, en irlandais *Gann*, forteresse, citadelle, et de *Stain*, en irlandais *Tain*, eau. Le nom de la ville est donc *Forteresse des eaux*. En effet, les chroniqueurs Schulthaiss et Mangold rapportent que la ville s'appelait d'abord *Nieder-Wasserburg*. Les Romains, qui se sont d'ailleurs établis sur ce point beaucoup plus tard qu'on ne pense, dans un château élevé sous Julien ou Valentinien pour protéger le pays contre les Alemans, ont seulement latinisé la forme du nom et en ont fait *Constantia*. Entre 555 et 570, l'évêché de Windisch fut transféré à Constance, qui devient l'*Emporium* du lac. L'évêché développa la culture de la science et des arts. Toutefois peu de monuments subsistent, car la soi-disant Réforme a dévasté la contrée. Mais on a une longue liste d'artistes qui ont vécu et travaillé à Constance.

— Dans la *Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins*², M. Roth de Schreckenstein rétablit d'après les travaux antérieurs, les sources et les moindres indices, la suite des évêques de Constance. Le premier est Bubulcus, évêque de Windisch (*Vindonissa*), présent au synode d'Epaona en

¹ Cahier LX.

² Vol. XXIX.

517 ; le dernier est Thomas Belower, mort en 1596. On ne saurait déterminer l'année où le siège épiscopal fut transféré de Windisch à Constance, car jusqu'au VIII^e siècle une profonde obscurité règne sur la suite des évêques.

— Dans le domaine de l'histoire ecclésiastique, il faut signaler les intéressantes recherches de M. Franz Gœrres, dans les *Forschungen zur deutschen Geschichte*¹, sur l'élévation de l'église de Trèves au rang de métropole. Dans un précédent travail publié par le même recueil², il a étudié cette question d'après les sources relatives à Nicetius, archevêque de Trèves ; il a retrouvé le titre d'archevêque donné aux chefs de l'Eglise de Trèves très avant dans le VIII^e siècle ; au commencement du IX^e ils ont tantôt le titre d'*episcopi*, tantôt celui d'*archiepiscopi*. Maintenant il examine le rang métropolitain de l'Eglise de Trèves. Il pense que l'archevêque de Trèves était primat des Gaules et de la Germanie cisrhénane ; les trois évêchés de Lorraine, Metz, Toul et Verdun, n'ayant été rattachés que dans le cours du IX^e siècle. Les évêques de Trèves, au IV^e siècle, ne s'étaient pas encore élevés au rang de métropolitains. C'est en 664 que Trèves paraît passagèrement la métropole de Metz, Toul et Verdun. Après de nombreuses fluctuations qui se prolongent pendant le IX^e siècle, cette ville est en possession incontestée de sa prérogative hiérarchique au couronnement du roi de France Charles le Chauve, l'an 869.

— Une question semblable, celle du rang primatial de l'archevêché de Magdebourg, est traitée dans le même volume par le Dr K. Palm. L'archevêché de Magdebourg, dont l'établissement fut décidé à la diète de Ravenne, devait, suivant les desseins d'Otton le Grand, devenir la métropole de l'Orient slave et le centre d'action pour l'extension du christianisme parmi les Slaves. Aussi ce siège fut-il non-seulement doté richement, mais en outre élevé à un haut rang hiérarchique. Cinq évêchés furent soumis au nouvel archevêque, qui eut le rang des archevêques de Gaule, savoir ceux de Mayence, de Cologne et de Trèves. Plus tard, on prétendit faire du siège de Magdebourg la métropole de toute l'Allemagne. Du XV^e au XVII^e siècle, les archevêques de Magdebourg prennent le titre de *Germaniæ primas*, et prétendent au premier rang parmi les princes de l'Empire. En 1441, en vertu de ce titre, l'archevêque Gunther voulut confirmer l'élection de Gérard, prévôt de la cathédrale de Brême, comme archevêque de cette ville. Après la Réforme, ce titre fut conservé et devint le prétexte de prétentions abusives dans le sein du Reichstag. D'après les recherches récentes, c'est le 1^{er} janvier 1370 que le titre de *Germaniæ primas* apparaît ; il est pris par l'archevêque Albert. C'est sous le règne de l'archevêque Albert IV (1383-1403), que le titre fut

¹ Vol. XVII.

² Vol. XVI.

reçu même en dehors de la chancellerie archiépiscopale. La confirmation de ce titre fut déduite d'une bulle du pape Jean XIII, dont on possède deux rédactions. D'après la forme et le contenu de cette bulle, on voit que les endroits où il est question de l'archevêque de Magdebourg ont été interpolés. Elle n'a donc rien de décisif.

— Dans l'*Archiv für die sächsische Geschichte*¹, M. Fraustadt s'occupe d'une autre fondation d'Otton : la destruction de l'évêché de Mersebourg en 981 et son rétablissement en 1004. Le 10 août 955, le roi Otton, près d'engager avec ses fidèles une action décisive contre les Hongrois aux environs d'Augshourg, fit vœu au martyr saint Laurent, dont c'était la fête, de fonder un évêché à Mersebourg si le Seigneur le rendait vainqueur des ennemis. Sa victoire fut complète, mais ce n'est que 13 ans plus tard qu'il put accomplir son vœu, car Bernhard, évêque d'Halberstadt, refusait de laisser diminuer l'étendue de son diocèse. Son successeur Hildiward consentit à l'établissement de Mersebourg comme à celui de Magdebourg, et Boso devint premier évêque de Mersebourg. Mais son successeur Gisiler persuada à Otton II de l'élever au siège de Magdebourg devenu vacant ; l'évêché de Mersebourg fut détruit, parce que Otton I^{er} l'avait établi sans l'acquiescement d'Hildiward, évêque d'Halberstadt, dans le diocèse duquel se trouvait Mersebourg. Cette destruction était inique, l'impression en fut fâcheuse, divers fléaux passèrent pour une punition de cet attentat. Aussi Otton lui-même résolut-il de rétablir ce siège, mais ce dessein ne fut exécuté que par Henri II, au commencement de février 1004, après la mort de Gisiler (29 janvier 1004), qui s'y était toujours opposé. Wigbert, chapelain du roi, en devint l'évêque, et fut installé par l'archevêque de Magdebourg Tagino. La délimitation du nouveau diocèse, du côté de Meissen et de Zeitz, et surtout du côté de Magdebourg, donna lieu à de longues difficultés amplement traitées par M. Fraustadt.

— Pour l'histoire des monastères, il faut signaler quatre articles, dont trois dans la *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*², et le quatrième dans l'*Archiv für die sächsische Geschichte*. Le premier contient d'importants documents du XII^e siècle sur le monastère prémontré de Weissenau, fondé en 1145, et sur de nombreux établissements situés près du lac de Constance. Ces documents sont publiés par le Dr Ludwig Baumann, sous le titre d'*Acta sancti Petri in Augia* ; on les connaissait auparavant sous celui moins exact de *Codex traditionum Weissenaugensium*. Nous y trouvons une chronique du monastère depuis sa fondation jusqu'en 1257, ses anniversaires, ses acquisitions pendant le premier siècle de son existence, constatées soit par la copie des titres originaux, soit par des inventaires

¹ Nouvelle série, IV^e vol.

² Vol. XXIX.

contemporains de l'acte dont sans doute le monastère ne possédait pas le titre juridique. De là cette remarque d'un intérêt plus général, qu'au ^{xiii}^e siècle et au commencement du ^{xiiii}^e, les translations de propriété avaient lieu fréquemment de vive voix et devant témoins. C'était une coutume contraire à celle qui avait régné dans les premiers siècles du christianisme, où, conformément à la loi, les acquisitions que faisait l'Église étaient attestées par écrit ¹. Comme ces donations étaient souvent contestées devant les tribunaux, vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, les monastères se remirent à tenir des actes de leurs affaires. Dans le second article, M. Roth de Schreckenstein publie les plus anciens documents sur la commanderie des Johannites ou chevaliers de Malte à Überlingen. Le plus ancien, daté de 1257, atteste la donation faite à l'ordre d'un enclos, qui fut son premier établissement à Überlingen; le dernier est de 1359. En tout il y en a 23. En commençant, l'auteur donne une liste des commandeurs, de 1272 à 1794, aussi complète que le permet l'état des sources. Le troisième article ne contient que les registres et les archives de la commanderie de l'ordre teutonique à Beuggen, mais dans le quatrième nous trouvons une histoire des Bénédictins à Chemnitz jusqu'à la fin du ^{xiv}^e siècle, par le Dr Hubert Ermisch. Elle est écrite d'après les archives et la nécrologie du monastère, et d'après des notices éparses dans diverses chroniques. Le monastère, colonie de Pegau, fut fondé par l'empereur Lothar, mais on ne peut fixer l'année. Situé sur une terre d'Empire, il devint abbaye d'Empire et conserva le privilège de l'*immédiatisation* (*Reichsunmittelbarkeit*). Sa jeunesse se passa au milieu des luttes et des tribulations, ce n'est qu'au ^{xiv}^e siècle qu'il atteignit son apogée. Mais alors commencèrent ses contestations avec la ville de Chemnitz, qui venaient sans doute de la juridiction du monastère dans la Marche. C'est un grand mérite pour M. Ermisch d'avoir déterminé ce point.

— Le décret du pape Nicolas II sur l'élection des papes, de l'année 1059, document souvent étudié, vient d'être l'objet de nouvelles recherches. Nous en possédons deux rédactions : l'une, publiée par Pertz, donne à l'empereur d'Allemagne un rôle déterminé dans l'élection du pape; l'autre, qui est celle du *Corpus juris canonici*, ne parle pas de ce droit, mais de celui des cardinaux évêques. Suivant M. Wilhelm Bernhardi, dans les *Forschungen zur deutschen Geschichte* ², le second texte est un apocryphe fabriqué en France, le premier est le plus rapproché de l'original, mais il est altéré, et de là quelques tentatives de restitutions qui nous semblent malheureuses. Le célèbre évêque de Rottenburg, Hefélé, dans la *Theologische Quartalschrift* ³, se prononce au contraire pour le second. Il montre que les deux textes diffèrent sur des points essentiels,

¹ C. F. Sybel, *Hist. Zeitschrift*, vol. XXXVIII, p. 123.

² Vol. XVII.

³ 60^e année, 2^e livr., Tübingen, 1878.

que le second est conforme au droit du temps, que ce fait, indépendamment des témoignages externes, en prouve l'authenticité ; que le premier est au contraire une falsification fabriquée en 1080, après le synode de Ravenne, par les partisans de l'archevêque de Ravenne, l'anti-pape Wibert.

— Relativement à l'histoire profane, nous trouvons dans le XXIX^e vol. de la *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, le droit de la ville d'Überlingen (*Überlinger Stadtrecht*) au XIII^e siècle, publié par Sigismund Riezler, d'après un manuscrit conservé aux archives d'Überlingen. Plusieurs villes, entre autres, Kaufbeuren, Memmingen, Ravensburg, Wangen, suivaient le droit d'Überlingen, ce qui donne à ce droit un rang à part parmi les autres coutumes des villes de Souabe.

— C'est au XIV^e siècle que se rattache l'étude publiée, dans le XVII^e vol. des *Forschungen zur deutschen Geschichte*, par J. Heidemann sur le comte Berthold VII de Henneberg, administrateur (*Verweser*) de la marche de Brandebourg de 1323 à 1330. Le comte Berthold de Henneberg le Sage n'avait pas comme homme d'État des idées bien neuves, mais c'était un excellent diplomate. Comme administrateur de la marche et président d'un conseil de régence composé des comtes de Schwarzburg, de Lindow-Ruppin et de Mansfeld, auxquels par la suite s'ajoutèrent d'autres seigneurs, il fit entrer, vers le commencement de 1324, le jeune margrave Louis, qui n'avait pas neuf ans, dans sa principauté de Brandebourg. Il acquit à son pupille l'adhésion des villes et de la plus grande partie de la noblesse, et le mit en sécurité contre les adversaires du dehors, soit par les armes comme à Magdebourg, soit par les négociations comme à Mecklembourg, en Poméranie, etc. Après le mariage du margrave avec Marguerite, princesse royale de Danemark (1324), il quitta la marche pour se consacrer à la politique de l'Empire. Plus tard toutefois, surtout en 1328, il reprit activement son rôle de tuteur, jusqu'en 1333, où l'Empereur proclama la majorité du margrave.

— L'autobiographie de l'empereur Charles IV, *Vita Caroli IV imperatoris*, est, soit à cause de l'auteur, soit à cause du contenu, l'une des sources historiques les plus importantes du XIV^e siècle. Elle se distingue par d'excellents jugements sur les hommes et les choses. Dans le LIII^e vol. de l'*Archiv für österreichische Geschichte*, le Dr Johann Loserth publie sur ce document des recherches dont voici les conclusions. La première partie de la *Vita*, la dédicace aux deux fils de l'Empereur, n'est pas, du moins dans la forme actuelle, l'œuvre de Charles ; ce fut ajouté à une époque où Sigismond portait déjà la couronne. La seconde partie, jeunesse de Charles, a été rédigée par l'Empereur lui-même sur les notes de son journal : plus tard Benesch Krabice de Weitmühl l'a copiée presque mot pour mot dans son histoire. La troisième partie, de 1346 à 1380, offre tant de défauts dans la forme, et dans le récit tant d'inexactitudes, qu'elle n'a pu être écrite par l'Empereur : c'est la rédaction d'un inconnu d'après le journal de Charles IV.

— Dans le même recueil, le D^r Loserth consacre un article spécial au susdit Benesch Krabice de Weitmühl, mort archiprêtre de Prague en 1375. Cette œuvre n'a pas, selon le D^r Loserth, la valeur qu'on lui attribuait : ce n'est presque en totalité qu'une compilation. La première partie, *Chronica ecclesie Pragensis*, qui va jusqu'au temps de Charles IV, n'est autre chose qu'un abrégé du *Chronicon Francisci cononici Pragensis*, avec quelques additions à la fin. La seconde partie, *Vita Caroli IV imperatoris*, n'est, dans la première moitié, qu'une paraphrase de l'autobiographie de l'Empereur : c'est dans la seconde moitié qu'elle devient une œuvre originale, et encore contient-elle plusieurs épisodes tirés d'autres sources. — Dans le volume suivant, il publie une étude sur le couronnement des rois de Bohême. C'était pour les premiers rois comme pour les ducs une cérémonie simple et sans grand appareil. Le couronnement de Wenceslas II (2 juin 1297), eut plus d'éclat, mais aucun cérémonial n'était encore fixé. Le premier qu'on rencontre le fut pour Charles IV, second roi de la maison de Luxembourg (2 septembre 1347). Ce cérémonial, dont les parties essentielles se sont perpétuées jusqu'à nos jours, fut calqué sur le cérémonial de France, qui remonte pour le fond au couronnement de Charles le Chauve et de Louis le jeune. On conçoit aisément cette origine, si l'on songe aux rapports qui unissaient alors les cours de Luxembourg et de France. M. Loserth a publié l'*Ordo coronationis regum Bohemorum*, d'après un manuscrit inédit du XIV^e siècle, composé à l'usage de la cour.

— Parmi les personnages les plus intéressants du XV^e siècle, il faut ranger Georges de Podiebrad, roi hussite de Bohême. Dans le même recueil, même volume, M. Adolf Bachmann publie une source surtout importante pour l'époque de la ligue des seigneurs : le texte est scrupuleusement rétabli et accompagné d'éclaircissements. C'est le *Johannis Rabensteinensis dialogus*, écrit en 1449 par Johann de Rabenstein, archiprêtre de Wysehrad à Prague, pour justifier son attitude dans la lutte du roi contre la ligue catholique et contre l'Eglise. Il donne d'intéressants détails sur l'origine de la ligue, les idées religieuses de cette époque, leur influence sur les différents partis qui divisaient la Bohême, et quelques dates historiques jusqu'ici inconnues. Par la forme, le *Dialogus* est une des meilleures productions de cette époque. Dans le même volume, M. Adolf Bachmann étudie l'élection, le couronnement et la reconnaissance de Georges de Podiebrad. Il a le mérite d'avoir mis à profit tous les travaux précédents et tout le matériel des sources pour étudier, juger et exposer avec autant de justesse que d'exactitude la conduite de Georges depuis le milieu de 1457 jusqu'au milieu de 1459. Pour obtenir l'appui des évêques et du pape, Georges fit toutes les promesses et tous les serments qu'on exigea de lui : par là il affermit sa puissance. S'il ne put rester fidèle à sa parole, s'il trompa l'Eglise, ce fut sa faute. L'année 1465 est l'époque décisive de son règne. Le pape Paul II, au lieu de continuer

les négociations, fit au roi un procès canonique ; les rapports avec les princes voisins, Mathias de Hongrie, l'empereur Frédéric, Louis de Bavière, commencèrent à se troubler. Enfin l'obéissance des seigneurs (*Herrenstand*), en majorité catholiques, l'un des appuis de sa puissance en Bohême, fut ébranlée et cessa bientôt. On trouve, sur l'origine de ces troubles et la formation de la ligue catholique contre le roi Georges de Podiebrad, des éclaircissements dans le travail de H. Markgraf dans l'*Historische Zeitschrift* ¹. Le mouvement des seigneurs (*Herrenstand*) n'eut pas à l'origine un caractère révolutionnaire, il ne commença que pour protéger les intérêts du corps (*ständische Interesse*) et assurer l'influence des seigneurs dans le gouvernement. Peu à peu la question devint religieuse, et la ligue des seigneurs, à la diète (*Tag*) de Breslau en 1467, se changea en une ligue catholique sous la conduite du légat apostolique contre le gouvernement de George. Celui-ci se défendit faiblement, et mourut prématurément en 1471.

— Signalons dans l'*Archiv für sächsische Geschichte* ², l'*Étude sur l'histoire morale de l'université de Leipzig au xv^e siècle* par Bruno Hübel, d'après un *liber formularis*, dont la partie la plus ancienne remonte à 1495, et qui fournit de nombreux renseignements sur les études et les mœurs du *Leipziger Student* à cette époque et jusqu'au xvi^e siècle.

Les événements les plus importants de ce siècle sont la prétendue réforme et les guerres contre les Turcs. Ces deux catégories de faits ne manquent pas de rapports. La réforme divisa l'Allemagne, et la livra à des luttes stériles qui l'affaiblirent devant l'osmanisme (*Osmanenthum*), alors dans toute la fleur de sa puissance. La Hongrie dut lutter seule et sans succès. C'est là un point mis en lumière, spécialement à l'égard des guerres de Maximilien II contre les Turcs, en 1565 et 1566, par Eduard Wertheimer, dans l'*Archiv für österreichische Geschichte* ³. D'après des sources inédites, il expose les négociations et les actes de Maximilien, laissés dans l'ombre jusqu'ici par l'histoire. Les Osmanlis avaient méprisé Ferdinand I^{er} pour sa faiblesse, mais ils craignaient Maximilien comme un redoutable adversaire. En fait ce dernier ne manqua ni d'audace ni de prudence ; mais il ne fut pas soutenu par l'empire, lui-même n'était pas un capitaine et n'en avait pas auprès de lui. La suite la plus funeste de la campagne de 1566 fut le découragement qui détourna dès lors Maximilien de toute grande entreprise.

— Relativement à la réforme, la *Zeitschrift für preussische Geschichte* ⁴ donne un article de Christian Meyer sur l'apostasie du margrave Jean de Küstrin. Son père, le prince électeur Jean I^{er}, l'avait obligé par scr—

¹ Vol. XXXVIII.

² *Nouvelle série*, vol. V.

³ Vol. LIII.

⁴ 14^e année.

ment, ainsi que son frère aîné, le margrave Joachim, de rester fidèle à l'ancienne foi. Toutefois, le 5 juin 1538, il entra dans la ligue de Smalkalde, après avoir introduit l'hérésie dans la nouvelle marche (*Neumark*), ses états. Sa correspondance avec les chefs de la ligue, comprenant dix-sept lettres, est publiée en appendice d'après les archives secrètes de Berlin.

— Dans le même recueil, on ne lira pas sans intérêt le travail du Dr Holstein sur le changement de constitution à Magdebourg en 1630. Le régime corporatif fut renversé, et remplacé par un gouvernement sans autorité légitime, créé par la grâce du peuple, haï et méprisé du parti des conseillers dépossédés. Les démagogues abusèrent du pouvoir et préparèrent la catastrophe qui frappa la ville le 10 mai 1631.

— Pour comprendre le caractère et la conduite de l'empereur Ferdinand II, il faut connaître ses rapports avec ses confesseurs. Dans l'*Archiv für österreichische Geschichte*, le Dr B. Dudik, O. S. R., publie la correspondance de Ferdinand et de sa famille avec le P. Martinus Becanus et le P. Wilhelm Lamormaini, S. J., confesseurs impériaux. C'est avec la plus grande liberté que l'Empereur choisit ses confesseurs parmi les Jésuites et leur donna une influence décisive, non seulement sur les questions de conscience, mais sur les affaires d'état. Si Ferdinand II fut un catholique complet, il le dut d'une part à l'éducation de ses parents, d'autre part à la direction de ses confesseurs. Les cent dix lettres que nous avons sous les yeux, la plupart en latin, sont en même temps pénétrer jusqu'aux rouages secrets de la machine gouvernementale. Une lettre de 1630, par exemple, nous montre que dès-lors l'Empereur n'avait plus confiance en Waldstein. De l'ensemble de la correspondance il résulte que l'introduction des Jésuites en Allemagne, pour combattre le protestantisme, est l'œuvre du P. Lamormaini. — Citons encore la *Politique du Brandebourg en 1689*, par Hans Prutz, dans la *Zeitschrift für preussische Geschichte*, et passons au XVIII^e siècle.

— Le célèbre historien de la guerre de Sept ans, le professeur Arnold Schäfer, publie dans les *Forschungen zur deutschen Geschichte*¹, des documents inédits : ce sont des extraits de mémoires du chasseur de Frédéric II, Süssenbach, relatifs à la guerre de Sept ans et tirés de la bibliothèque grand-ducale de Darmstadt; de plus, quatre-vingt-deux actes tirés des archives secrètes de Berlin.

— Dans le même recueil, M. Edouard Reimann explique pour quels motifs Frédéric, vers la fin de la guerre de Sept ans, se rapprocha de la Catherine II et conclut avec elle une alliance le 11 avril 1764. Ce fut un désastre pour l'Europe orientale. Une des premières conséquences du traité se fit sentir lorsque, à la mort d'Auguste III, le trône de Pologne sortit de la maison de Wettin. Deux fils du feu roi, l'électeur Frédéric-

¹ Vol. XVII.

Christian et son frère Xavier prétendirent l'un après l'autre à la couronne.

— Dans l'*Archiv für Sachsische Geschichte*, le même M. Reimann raconte les efforts de la cour de Saxe et l'attitude des autres cabinets. L'Autriche se déclare pour la Saxe. Mais Frédéric II avait pris des engagements vis-à-vis de Catherine, et ce fut le favori de celle-ci, Stanislas Poniatowski, qui l'emporta.

— Sur la pragmatique sanction de l'empereur Charles VI, M. Auguste Fournier donne, dans l'*Historische Zeitschrift* ¹, deux documents importants : le *Pactum mutue successionis* du 12 septembre 1703 et le testament de l'empereur Léopold I^{er} du 26 avril 1705. Le *Pactum* est le fonds de la pragmatique sanction. Il fut conclu le jour même où l'empereur Léopold I^{er} et le roi des Romains Joseph renoncèrent à l'Espagne en faveur de l'archiduc Charles, et règle la succession en Espagne et en Autriche par les mâles, et, à défaut de mâles, par les femmes. Ces dispositions sont confirmées par les dernières volontés de Léopold. M. Fournier ne raconte pas comment le consentement des États en fit une loi politique, mais la seule publication de ces documents est un service rendu à l'histoire.

BONIFAZ MAIER.

Reutlingen, décembre 1878.

III.

PÉRIODIQUES RUSSES.

Je ne saurais mieux commencer cette revue des périodiques russes qu'en signalant un travail qui tient le milieu entre elle et le *Courrier*, et leur sert de lien naturel. Je veux parler du bulletin bibliographique de l'*Antiquité russe*, revue paraissant tous les mois, sous l'habile direction de M. Semevski, et consacrée uniquement aux questions d'histoire. — Ce bulletin occupe ordinairement les deux pages intérieures de la couverture ; il est imprimé en petits caractères et rend compte des nouveaux ouvrages traitant d'histoire. Souvent, lorsque le livre annoncé a de l'importance, l'auteur du bulletin lui consacre les huit colonnes entières ; en quoi il diffère du *Messenger de l'Europe*, dont le bulletin ressemble de

¹ Vol. XXXVIII.

point en point à celui de la *Revue des Deux-Mondes*, et quant au peu d'extension des comptes rendus, et quant à la variété des ouvrages analysés. La rédaction en est confiée à M. Ikonnikov, professeur d'histoire à l'Université de Kiev et auteur de plusieurs ouvrages fort estimés. Un travail fait par un homme aussi compétent, et avec tant de suite, mériterait figurer ailleurs que sur la couverture destinée à disparaître pour faire place à la reliure.

Dans la grande variété des matières que contiennent les périodiques du dernier semestre parvenus à notre connaissance, on peut distinguer quelques groupes plus considérables, auxquels il sera bon de les réduire afin de garder un certain ordre. L'histoire ecclésiastique viendra donc en premier lieu ; l'histoire politique lui fera suite, et après celle-ci nous placerons les biographies. Dès le début, nous ferons observer que si l'élément local domine dans cet aperçu, il n'exclue point l'élément étranger, celui notamment qui intéresse le public français davantage. Outre les articles qui seront indiqués plus loin, nous appelons l'attention sur deux travaux critiques d'une certaine étendue dont l'un a pour thème : *Proudhon et les dix dernières années de sa vie* ¹ ; l'autre intitulé : *Taine, comme historien de France*, et qui contient un examen de son dernier ouvrage sur la grande révolution ². — On peut y ajouter une troisième étude consacrée à *Strauss*, faite d'après des travaux récents publiés en Allemagne sur cet écrivain qui n'est que trop connu en France ³.

— Parmi les travaux relatifs à l'histoire ecclésiastique, nous signalerons la *Cène de N.-S.* ⁴, étudiée, avec son érudition ordinaire, par M. Khvolson, professeur à l'université de Saint-Petersbourg. Le travail a paru en plusieurs fragments, et n'est pas encore achevé. La même revue contient une étude sur le deuxième concile général ⁵ et sur les *Dialogues de saint Grégoire le Grand* mis en rapport avec les légendes du moyen âge relatives à la vie d'outre-tombe ⁶. M. Vassilievski continue ses beaux *Fragments Russo-byzantins* ; il vient d'en donner un nouveau, touchant la *législation des iconoclastes* ⁷.

L'archevêque de Novgorod, Gennadius, un des prélats russes les plus distingués du xv^e siècle, a fourni le sujet d'une esquisse historique ⁸, dans laquelle l'auteur a mis en lumière la part que l'archevêque avait eue dans la découverte de la secte des *judaisants*, et le zèle avec lequel il

¹ *Messenger de l'Europe*, livr. d'août et septembre.

² *Ibid.*, mai, septembre et décembre.

³ *Ibid.*, livraison de septembre.

⁴ *Lect. chrétienne*, livr. de mars 1878.

⁵ Livraisons de juillet et d'août.

⁶ *Ibid.*, mai, juin.

⁷ *Revue de l'instruct. publique*, octobre.

⁸ *Revue orthodoxe*, septembre.

l'a combattue. M. Nazarevski continue son étude sur Calvin, comme réformateur ¹.

Dans les articles sur l'*Aumônerie militaire* ², nous apprenons, entre autres, ce fait, inouï dans l'église russe, que l'aumônier en chef jouissait d'une entière indépendance vis à vis du synode, et ne relevait que du souverain lui-même. Cette anomalie déplaisait trop à l'autorité ecclésiastique réputée suprême ; aussi, à peine Paul I^{er} qui l'avait introduite, était-il mort, que son successeur s'empressa de rétablir l'ancienne discipline, en subordonnant l'aumônier militaire en chef au synode, en lui ôtant même le droit de distribuer les aumôneries sans l'autorisation synodale préalable. L'auteur de cette curieuse monographie est M. T. Barsov, professeur à l'académie ecclésiastique de Saint-Petersbourg.

La monographie intitulée : *Photius Spasski, archimandrite du couvent de St Georges* ³, extraite de ses mémoires autographes, nous fait connaître sous un jour plus clair ce personnage sombre et grotesque, type d'hypocrisie uni à l'intolérance et à l'étréitesse de vues.

— Passons à l'*histoire politique*, en suivant l'ordre des temps. La revue de M. Sémevski continue la publication de son *Livre généalogique de Russie*. Les parties qu'elle en a donné forment déjà deux volumes ; maintenant elle publie le troisième, dont le commencement a paru il y a quelques mois ⁴, et la suite paraîtra, en appendice, dans le courant de l'année 1879. La généalogie contenue dans la livraison d'août est consacrée à la famille des Romanov-Iouriev-Zakharine, — ancêtres de la dynastie actuelle, — et elle a pour auteur M. Stoudenkine.

— L'auteur de *Bogdan Khmelnitiski*, ouvrage en deux volumes dont Prosper Mérimée avait donné un excellent résumé, vient de faire sur son héros une importante et curieuse découverte. Parmi les nombreux et graves documents conservés aux archives du ministère des affaires étrangères à Moscou, M. Koutomarov en a trouvé un bon nombre relatifs à Bogdan Khmelnitiski, dont plusieurs jusque là inconnus, et qui semblent devoir notablement modifier les conclusions de la science historique touchant le caractère du hetman des Cosaques, aussi bien que celui de son époque. L'illustre historien y a découvert ce fait nouveau que Bogdan Khmelnitiski était tributaire de la Porte ottomane avant 1654, année où il fit le serment de fidélité au Tsar de Moscou, Alexis, au nom de la Petite-Russie, et qu'il continua de l'être même après cette époque, lorsqu'on le croyait réellement dévoué à la cause du Tsar ⁵. Voilà l'homme qu'on disait digne d'avoir un monument public ! un turcophile et un traître. Cette importante découverte prouve aussi que les archives confiées à la garde

¹ *Ibid.*, livrais. de mai, d'août et d'octobre.

² *Lecture chrétienne*, livr. de juillet, août, novembre et décembre.

³ *Messager de l'Europe*, livr. de nov. et décembre.

⁴ *Antiquité russe*, livr. d'août.

⁵ *Messager de l'Europe*, décembre.

intelligente de M. le baron Buhler recèlent bien des trésors encore ignorés ou peu connus. Ajoutons, avec M. Kostomarov, qu'on ne saurait être assez reconnaissant au digne directeur des archives pour l'empressement qu'on y rencontre de la part des employés et pour les facilités engageantes qu'y trouvent les travailleurs. Aussi le nombre de ceux-ci augmente-t-il d'année en année, ainsi que les traces de ce concours indirect dans des travaux historiques souvent très importants.

— L'histoire de Mazeppa attaché au dos d'un cheval, paraît être fondée sur des faits réels. Dans un récit plein d'intérêt, M. Passek raconte ce qui s'était passé entre le célèbre cosaque et le seigneur polonais qui lui a infligé cette punition humiliante, mais bien méritée ¹. Le *Mazeppa* de lord Byron n'est donc pas une pure fiction. — Le récit dont il s'agit est emprunté à une source polonaise, et je regrette de ne pouvoir que l'indiquer ici.

— On ne peut lire sans indignation le récit de l'assassinat de Sinclair ² (7 juin 1739) ; mis à mort d'une manière aussi cruelle que lâche par les émissaires de Munich, feld maréchal russe. Le texte allemand de cet émouvant récit, extrait du journal manuscrit de Steinberger, a été publié en 1855 dans la revue de la Société d'histoire de Silésie. Il contient aussi une déclaration que la tsarine Anna Petrovna adressa à tous les ministres des cours étrangères pour protester de son innocence, que l'opinion publique en Europe avait mise en doute, et pour demander une enquête judiciaire du crime épouvantable. L'histoire dira ce qu'il faut penser de cette protestation, qui, après tout, pouvait être sincère, laissant ainsi retomber tout l'odieux de ce méfait sur le feldmaréchal Munich et ses émissaires, dont le principal fut, en effet, exilé en Sibérie. Du reste, on général ³, le règne de l'impératrice Anne a laissé de fort tristes souvenirs. Un fait arrivé à peu près à la même époque et récemment publié ⁴ n'est pas moins odieux que l'assassinat du major Sinclair. C'est un sujet russe brûlé vif (en 1738) à Ekaterinbourg, pour avoir apostasié et repris la religion musulmane. Chose singulière, il a été condamné à ce châtiment par Basile Tatistchev, historien, alors gouverneur d'Orenbourg, et un des esprits les plus avancés de son temps. La même année, un capitaine-lieutenant, nommé Voznitsine, eut le même sort à Saint-Petersbourg, pour avoir embrassé le judaïsme.

— L'*Antiquité russe* reproduit les intéressants mémoires d'un inconnu sur la cour de l'impératrice Elisabeth en 1761 et sur le projet d'occuper la Prusse alors en guerre avec la Russie ⁵. L'original, écrit de la main

¹ *Archives russes*, n° 11.

² *Antiquité russe*, livr. d'octobre, p. 308 et suiv.

³ Livraison de juin, 1878.

⁴ *Zeitschrift des vereins für geschichte und alterthum Schlesiens*. 1^{er} fasc. p. 178-189.

⁵ *Antiquité russe*, livr. d'octobre, p. 187 et suiv.

de Laferrière, plus tard (1770—1780) secrétaire du grand-duc Paul, se conserve à la bibliothèque du grand-duc Constantin, frère de l'empereur, à Pavlovsk, d'où la Revue de M. Sémovski a déjà tiré plus d'un document historique, par exemple les *Mémoires de Manstein*, les *Lettres de lady Rondeau*, annotées par l'historiographe Muller, etc. Celui qu'elle donne maintenant, sous ce titre : *La Cour de Russie en 1761* n'a pas, il est vrai, la même importance que les deux précédents ; néanmoins on le lit avec intérêt, comme venant d'un contemporain fort au courant de ce qu'il raconte. Les portraits qu'il trace de l'impératrice Elisabeth et du tsarévitch Pierre, époux de Catherine II, ne sont ni flattés, ni chargés. Le premier, cependant, laisse à désirer, dans ce sens qu'il lui manque certains traits qui ne sont plus un mystère pour personne, mais que la rédaction a été obligée de remplacer par des points. Le portrait de l'infortuné Pierre III, légèrement esquissé dans le manuscrit de Laferrière, a été retracé avec plus de soin, d'après les dépêches de Mercy Argenteau, par M. Bruckner ¹.

— Présentement, on se préoccupe beaucoup en Russie d'une flotte volontaire. Un appel a été fait au patriotisme du pays et les dons de tout genre affluent. Un comité, placé sous la protection du grand-duc héritier, est chargé de recueillir les offres, d'acquérir des croisières, de les pourvoir du personnel nécessaire, en un mot de tout organiser. C'est donc fort à propos que le *Messenger russe* ² a évoqué le souvenir du fameux marin Paul Jones, Ecossais d'origine, mort à Paris en 1792. Après avoir servi les Etats-Unis dans la guerre de l'indépendance et rendu son nom terrible aux Anglais, Paul Jones fut reçu en 1788 au service de Russie avec le titre de contre-amiral. Mais n'ayant pas pu s'entendre avec le prince Potemkine, sous le commandement duquel il fut placé, et poursuivi par les intrigues et les calomnies les plus abominables des officiers anglais, ses ennemis, résidant à Saint-Petersbourg, il fut bientôt obligé de quitter le pays et revint à Paris. Catherine II parle de lui dans sa correspondance avec Grimm, à plusieurs reprises, mais dans des termes qui montrent qu'elle donnait raison aux ennemis du contre-amiral écossais. L'auteur du récit, malheureusement, n'a pas pu utiliser cette source nouvelle, que la *Société d'histoire russe* n'a rendu publique que quelque temps après.

— De tout ce que contiennent les périodiques dont nous faisons la revue, il n'y a rien qui égale en intérêt la correspondance intime de Catherine II avec Grimm, que les Archives russes ont rendu accessible au public peu familier avec le français. La traduction est accompagnée des titres placés au haut de chaque page, ce qui facilite la lecture de ces lettres d'une étonnante variété. Bien qu'elles remplissent deux livraisons

¹ *Russie ancienne et moderne*, n° 12.

² *Antiquité russe*, livr. de juillet, p. 511 et suiv.

presque entières, ce ne sont cependant que des extraits, choisis au gré du rédacteur. Celui-ci, tenant compte de l'espace, a dû nécessairement sacrifier bien des passages, qui lui auront paru de moindre importance, mais que d'autres auraient jugé dignes de reproduction. Telle est, par exemple, la lettre du 27 sept. 1790 ¹, que nous avons déjà mentionnée dans le *Courrier*, quelques pages plus haut, en parlant du XXIII^e volume du *Recueil* que publie la Société impériale d'histoire russe. Elle contient un des témoignages les plus remarquables en faveur de l'enseignement et de l'éducation que la jeunesse de France recevait dans les écoles dirigées par les Pères de la Compagnie de Jésus. M. Barténév en cite plus d'un, mais qui sont moins frappants que celui-ci. A cette correspondance se rattachent les lettres de Catherine II aux divers personnages de son Empire ², l'article de M. Grote, intitulé : *Grimm et M^{me} d'Epinaï* ³, et la lettre de Diderot au comte Münich, écrite en 1774, et dans laquelle l'encyclopédiste français demande des renseignements sur l'état intérieur de la Russie ⁴.

— Les biographies, plus ou moins détaillées, abondent ; il y en a pour les hommes de lettres et d'épée, pour les hauts fonctionnaires et les artistes, pour les prélats et les simples religieux. Voici d'abord une étude supplémentaire sur l'amiral *Schichkov* ⁵, qui était philologue, académicien, ministre, et n'avait de la dignité d'amiral que le titre et l'uniforme, dévotement porté jusqu'au tombeau. L'auteur de cette esquisse, M. Stoïounine, a voulu résumer, dans un tableau réduit, ce qu'il avait raconté plus longuement dans son travail mentionné ici même ⁶. C'est une caractéristique du grand patriote, retracée d'une main habile. — M. de Poulé a terminé son essai biographique et critique sur les poésies populaires de Koltsov ⁷. Trois autres notices du même genre sont consacrées au poète Pnin ⁸, à la comtesse Rostoptchine ⁹, et à M^{me} Ichimov ¹⁰; Jean Pnin a laissé, entre autres ouvrages, *les pleurs de l'innocence rejetée par la loi*, encore inédits. L'auteur destinait cet écrit à l'empereur Alexandre I^{er}, et il l'avait composé à l'occasion de la mort du prince Pierre Repnine, son père illégitime, qui ne l'aimait guère. La comtesse Rostoptchine, dont les poésies rappellent la muse mélancolique de Desbordes Valmore, méritait depuis longtemps d'avoir un biographe. M^{me} Ichimov

¹ Voir la p. 500 de l'édition donnée par M. Grote.

² *Archives russes*, n° 7.

³ *Ibid.*, n° 8.

⁴ *Ibid.*, n° 12.

⁵ *Russie ancienne et moderne*, n° 10.

⁶ Janvier 1878.

⁷ *Ibid.*, n° 6 et 7.

⁸ *Russie ancienne et moderne*, n° 9.

⁹ *Ibid.*, n° 7.

¹⁰ *Ibid.*, n° 8.

s'était fait un nom par des livres destinés aux enfants, et surtout par son histoire abrégée de Russie.

— Jusqu'à présent, nous n'avons pas de biographie complète de Nékrasov, poète national, décédé il y a un an ; il est même difficile de l'avoir sitôt après sa mort, la biographie de Nekrasov étant à la fois l'histoire de toute une époque de la littérature russe et celle de ses amis, ou collaborateurs, dont plusieurs sont encore en vie. Dans une esquisse fort étudiée, que publie le *Messenger de l'Europe*¹, un auteur anonyme a essayé de faire la caractéristique du poète défunt, en puisant ses données et ses appréciations dans les œuvres mêmes de Nekrasov. S'il ne s'agissait que du littérateur, du poète, cette esquisse ne paraîtrait pas dans la présente revue ; mais, comme l'a fait observer le critique, il y a dans les poésies de Nekrasov beaucoup de données relatives à l'histoire de sa vie intime, à ses souffrances spirituelles et physiques, qui ont laissé dans son âme des traces profondes, ainsi qu'au milieu dans lequel il avait passé son enfance et qui lui a laissé des impressions ineffaçables. L'auteur s'attache à prouver, toujours les œuvres de Nekrasov en main, que c'était le poète du peuple par excellence, que l'amour vrai de la nation, uni à celui de sa propre mère, donne la clef de ses poésies et fait de lui un poète vraiment populaire. — Signalons encore l'esquisse biographique de Kovalevski, orientaliste distingué, mort récemment à Varsovie, où il occupait la chaire d'histoire générale², et la notice consacrée à la mémoire de Vladimir Khanykov³, également orientaliste et auteur de plusieurs écrits érudits parmi lesquels *l'Iran*, de Ritter, édité en russe, occupe la première place. Khanykov est mort à Rambouillet il y a un mois tout au plus. — On lira avec plaisir les détails sur deux bibliophiles renommés, Doubrovski⁴ et Sobolevski⁵. Le premier a enrichi la bibliothèque de Saint-Petersbourg de précieuses dépouilles qu'il avait acquises pour un prix minime pendant la grande révolution dont il fut témoin. L'autre a laissé une riche collection d'ouvrages relatifs aux voyages et aux incunables, qui, après sa mort, fut emportée en Allemagne et vendue à l'encan.

— Parmi les mémoires offrant un intérêt moins local, il faut nommer d'abord ceux de l'académicien Thiébaud, dont la revue de M. Sémevski a repris la publication⁶, et où l'on trouve de curieux détails sur l'abbé Raynal et la princesse Dachkov, sur Frédéric II et le partage de la Pologne, etc. etc. Moins intéressant peut-être, mais non moins, varié est le *Journal* de Zinoviev⁷, un des représentants de la haute société russe durant

¹ Mois de décembre 1878.

² Bulletin de l'Université de Varsovie, n° 2.

³ *Messenger de l'Europe*, décembre.

⁴ *Archives russes*, n° 8.

⁵ *Archives russes*, n° 11.

⁶ *Antiquité russe*, liv. de novembre et décembre.

⁷ *Ibid.*, liv. d'octobre, novembre et décembre.

la seconde moitié du XVIII^e siècle. Le journal embrasse les années 1784-1790, pendant lesquelles l'auteur a visité l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre ; il est accompagné de nombreuses notes faites par l'éditeur, M. Barychnikov, et le prince Lobanov-Rostovski. Il trace un tableau saisissant de la haute société d'alors, partagée entre les doctrines voltairiennes et les théories des martinistes, des francs-maçons et des mystiques. — M. Karnovitch continue d'analyser le *Voyage de l'abbé Georgel à St-Petersbourg* (1799-1800), que tout le monde connaît¹. Le but du voyage a été, on le sait, d'offrir à l'empereur Paul la dignité de grand-maître de l'ordre de Malte, qui fut acceptée avec enthousiasme.

Les *Souvenirs* de la comtesse Antonine Bloudov ont reparu dans la revue de M. Barténev pour la dernière fois². Ils s'arrêtent à la révolution de 1831, en justifiant ainsi nos craintes de ne rien apprendre sur la part que le comte Nicolas Bloudov, père de l'auteur, avait pris dans les affaires des Grecs-Unis de Lithuanie et dans la défection à jamais déplorable de ces derniers en 1839. — Les mémoires du prélat Boutkévitich, dont nous avons fait mention ailleurs, parlent aussi de la révolution de Pologne, ainsi que de l'émigration³, et ils sont également terminés. L'original est écrit en polonais.

— A l'occasion du centenaire de Voltaire qui, pour le dire en passant, n'eut dans la presse russe qu'un bien faible écho, M. Iazykov a publié une étude historique et bibliographique intitulée : *Voltaire dans la littérature russe*⁴. Il y énumère tous les écrits (65) du publiciste français qui ont été traduits en russe. — M. Karnovitch a consacré une bonne notice au général Moreau au service de la Russie (1813)⁵, et M. Ptachicki a donné un travail fort instructif sur *J. Lelewel comme critique de l'histoire de l'empire russe*, par Karamzine⁶. Nous devons signaler encore l'esquisse historique du travail obligatoire de fabrique, ou *Les Paysans possessionnaires*, au XVIII^e siècle, travail qui fait partie d'un ouvrage très volumineux et suppose d'immenses recherches⁷. La *Vie religieuse embrassée par force*, de M. Aristov, traite une question éminemment pratique, en l'appuyant sur des bases que fournit l'histoire⁸.

— La question d'Orient a inspiré plus d'un écrit dont le plus piquant de tous est l'*Appel à la Russie pour combattre les Turcs*⁹ ; il a été fait en 1684 par l'ambassadeur d'Autriche, Blumberg, qui

¹ *Russie ancienne et moderne*, nos 6, 7, 8, 10.

² *Archives russes*, n° 11.

³ *Antiquités russes*, liv. d'août.

⁴ *Russie ancienne et nouvelle* n° 9.

⁵ *Ibid.*, n° 9.

⁶ *Antiquité russe*, livr. d'août et septembre.

⁷ *Messager de l'Europe*, livr. d'octobre et novembre.

⁸ *Russie ancienne et nouvelle*, nos 6, 7 et 8.

⁹ *Antiquité russe*, liv. de juillet.

traitait déjà la Turquie de *malade* et de *cadavre*. — Le siège de la ville de *Tchiquirine* en 1678 — récit exhumé par l'archimandrite Léonide dans les chroniques du temps ¹ — rappelle la première guerre des Russes contre les Turcs que cette année ils combattirent déjà pour la dixième fois. Un épisode de la première guerre turque sous Catherine II a été raconté par le comte Vorontsov qui l'a intitulé : *Comte Mocenigo* ². — La question d'Orient s'agite aussi en Asie. A ce sujet, rien n'est plus curieux que l'histoire de l'acquisition de Kouldja ³, acquisition devenue, à l'heure qu'il est, un point noir dans la politique russo-chinoise; elle n'a d'analogie que la conquête pacifique de la province d'Amour qui a valu au général Mouraviev, son conquérant, le surnom glorieux d'Amourski. C'est lui aussi qui a défendu la Sibérie et le Kamtchatchka en 1854 contre la flotte anglo-française. L'expédition de Petropavlovsk a été traitée par MM. Schoumacher ⁴ et Sguibnev ⁵.

— Terminons cette liste en indiquant l'étude très étendue sur le célèbre paysagiste Aïvazovski ⁶ dont toute l'Europe connaît les ravissants tableaux atteignant le chiffre de 2,000 selon les uns, et selon les autres celui de 12,000. De plus, une esquisse historique sur le prince Basile Galitzine, surnommé par quelques uns le Grand ⁷ et le général Jean Boutourlin ⁸, un des aiglons de Pierre 1^{er}.

— Une des questions du jour qui occupe bien des esprits et qu'on juge très diversement, est celle du *panславisme*. Les événements qui se passent dans la presqu'île des Balkans lui donne un intérêt capital; ils ont inspiré à M. Pypine, académicien, une série d'excellents articles ⁹ où il résume, sous une forme nouvelle, ce qu'il avait exposé plus d'une fois dans ses écrits précédents. Il n'a jamais été partisan du parti panslaviste, et on devine d'avance les conclusions auxquelles il est en effet arrivé. Il ne voit dans le panslavisme qu'une « fantaisie arbitraire, et dans la prétendue nécessité qu'en éprouveraient les Russes, une avidité nationale ¹⁰. » Les éléments dont se compose la race slave offrent tant de contradictions, que la réalisation de l'idéal poursuivi par les panslavistes ne paraît guère possible de longtemps. Tout ce qu'on peut dire, c'est que l'union littéraire a fait de véritables progrès; quant à l'union politique ou religieuse, les peuples slaves en sont encore aussi éloignés

¹ *Archives russes*, n° 7.

² *Ibid.*, n° 12.

³ *Messenger russe*, liv. de septembre.

⁴ *Archives russes*, n° 8.

⁵ *Russie ancienne et nouvelle*, n° 12.

⁶ *Antiq. russe*, juillet-novembre.

⁷ *Russische revue*, septembre, décembre.

⁸ *Antiquité russe*, octobre.

⁹ *Messenger de l'Europe*, sept., oct., nov., décembre.

¹⁰ *Ibid.*, décembre, p. 794.

qu'ils l'ont été il y a dix siècles. Cette importante étude, basée sur des faits certains, notoires, mériterait une publicité européenne. En voici la marche et la distribution. Après avoir exposé les anciennes opinions des auteurs occidentaux sur le panslavisme, M. Pypine cite les faits de la renaissance slave (chez les bulgares, les serbes, les tchèques, les polonais); il en indique le caractère général et les sources; il fait ensuite ressortir les difficultés de la question. Le panslavisme russe, étudié dans le système de feu Pogodine, les slavophiles avec leurs comités et leur congrès de Moscou (1867), la fermentation politique en Autriche avant 1848, suivie du congrès de Prague, la théorie de l'abbé Schtour, développée dans son traité sur *l'Avenir du monde slave*, et enfin les protestations des Occidentaux, slaves ou non, contre le panslavisme — tels sont les principaux points traités dans cette remarquable étude, que l'auteur termine par des observations générales, formant le neuvième et le dernier chapitre. Nous espérons pouvoir y revenir encore une fois, quand le travail de M. Pypine, le meilleur que nous connaissions sur ce sujet, aura paru en volume séparé. Il est grand temps que la question du panslavisme soit mieux connue en Occident.

J. MARTINOV, S. J.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Job et l'Égypte. *Le Rédempteur et la vie future dans les civilisations primitives*, par M. l'abbé Victor ANCESSI. Paris, Leroux, 1877, in-8° de 317 p.

Voici un ouvrage qui a, on peut le dire, fait, dès le jour où il a été publié, sensation dans le monde religieux et savant. On sait la haute valeur des œuvres antérieures de M. l'abbé Ancessi. Elles avaient cependant moins de titres, ce nous semble, que son livre « Job et l'Égypte » à l'attention du public lettré. Des recherches sur la parenté des langues de Sem et de Cham ou sur l'origine égyptienne des vêtements portés par les prêtres d'Israël, quelle que soit la précision des résultats obtenus, n'intéresseront jamais que les érudits de profession. Au contraire, entretenez les hommes des croyances religieuses et philosophiques en vigueur chez leurs premiers ancêtres, vous serez sûr d'être facilement compris et volontiers lu par tout le monde. C'est précisément ce qu'a fait notre savant auteur. Il établit sans peine, par des textes en hiéroglyphes intercalés dans le texte, la connaissance, chez les riverains du Nil, des principaux mystères concernant la vie future, presque aussi claire, si non aussi développée, qu'au sein du christianisme. Sans doute, bien de l'alliage était venu ternir la pureté du dogme chez les sujets des

Pharaons, et ils comprenaient d'une façon singulièrement matérielle les récompenses et les châtiments de l'autre monde. Il n'en est pas moins vrai que, chez eux, dès les époques les plus anciennes, l'on retrouve la nation du Paradis, de l'enfer et même celle du purgatoire. Plus nous remontrons dans l'étude de l'antiquité égyptienne, plus nombreux apparaissent les indices d'un monothéisme primordial, qui ne tarde point, il est vrai, à se corrompre. En tout cas, ce mélange confus de panthéisme et de données zoolâtriques que nous sommes habitués à considérer comme formant la base même de la religion des riverains du Nil, constitue, en réalité, une altération du dogme primordial.

Enfin, il n'est pas jusqu'à la foi au Messie que l'on ne rencontre en Égypte. Tout comme N.-S. J.-C., Osiris a souffert et subi la mort. Les hommes adorent en lui, à la fois, leur Sauveur et leur juge. Sans pousser ces rapprochements plus loin qu'il ne convient, on ne pourra manquer d'être frappé de si nombreuses et si importantes coïncidences, et l'on reconnaitra, au sein de la plus antique société civilisée dont l'histoire ait gardé souvenir, la conservation merveilleuse de ces dogmes révélés par Dieu à l'homme dès l'origine du monde.

Ce qui vient puissamment confirmer la légitimité de cette façon de voir, ce sont les rapprochements établis par le docte abbé entre les textes de la vallée du Nil et certains passages du livre de Job. Déjà quelques traces d'influence égyptienne avaient été signalées dans cet ouvrage, par exemple en ce qui concerne le *Léviathan*, qui n'est autre chose que le crocodile, et le *Béhémot* (cf. l'Égyptien *Pihémouth*, l'hippopotame). Notre auteur va plus loin encore dans cette voie, et prouve l'accord merveilleux des doctrines professées par le sage Iduméen avec celle des prêtres d'Égypte. Au premier abord, il semblerait assez naturel d'admettre l'infiltration des croyances égyptiennes jusqu'en Arabie. La merveilleuse description faite du cheval par Job tendrait à prouver que cet animal, étant encore assez rare, devait vivement frapper l'esprit des populations. Or, les chevaux ne commencent à se répandre dans la vallée du Nil que vers l'époque des *Hyksos*. Le vieux patriarche aurait donc vécu un peu plus de vingt siècles avant notre ère et se serait trouvé presque contemporain d'Abraham. Les analogies de style et de langage que l'on remarque entre son livre et ceux de Moïse ne sauraient constituer une objection valable. Le livre de Job a, sans aucun doute, été traduit par les Hébreux, une fois établis en Palestine, et il porte les traces d'un remaniement postérieur. L'on a déjà signalé le passage où l'épouse du saint patriarche s'écrie : « Bénis Dieu et meurs. » Évidemment, le traducteur juif, par respect pour la divinité, s'est refusé à reproduire le terme « maudis » qui devait se trouver dans le texte original.

Quoi qu'il en soit, à cette époque l'Égypte se trouvait depuis bien des siècles en relation avec le monde sémitique. On sait que les monarques de l'ancien Empire, plus de trente

siècles avant notre ère, faisaient déjà exploiter les mines de pierres précieuses de l'Idumée. Mais, depuis longtemps déjà aussi, la religion égyptienne, corrompue dans sa source, avait commencé à dégénérer en un monstrueux polythéisme. Dans l'hypothèse d'un emprunt fait par Job à la vallée du Nil, on ne concevrait guères, ainsi que le fait remarquer notre auteur, comment le prince arabe aurait conservé une notion si précise, si rigoureuse de l'unité de Dieu. Il faut donc reconnaître, dans toutes les coïncidences signalées plus haut, le résultat du maintien de traditions primitives, communes à la fois aux enfants de Sem et à ceux de Cham, et révélées dès les premiers jours du monde. Les uns et les autres en gardèrent le dépôt plus ou moins intact à travers le cours des âges et dans leurs migrations successives.

Ce trop court résumé ne donnera qu'une faible idée du charme qu'offre la lecture du livre de M. l'abbé Ancessi. Une érudition solide et variée n'y fait aucun tort aux grâces du style. Si quelques-uns des textes hiéroglyphiques par lui cités, présentent, comme on l'a soutenu, certaines difficultés d'interprétation, du moins, sa thèse, prise dans son ensemble, ne paraît guères attaquable. Notre auteur peut se rendre ce juste témoignage d'avoir fait une œuvre également utile au point de vue de la science et à celui de la foi.

H. DE CHARENCEY.

Commentarius in Evangelium S. Joannis, quem in usum prælectionum scripsit P. Josephus CORLUX, S.-J., in Collegio theologico Societatis Jesu Lovaniensi Sacræ Scripturæ professor. Gandavi, Poelman, 1878, in-8° de 457 pages.

L'auteur de ce *Commentaire* est déjà avantageusement connu en France

par les articles très remarquables qu'il a publiés dans les *Études religieuses* des Pères de la Compagnie de Jésus, en 1876, 1877 et 1878, sur l'authenticité de certains passages des Évangiles et sur les Frères du Seigneur. Les qualités qui ont fait distinguer ces articles, érudition solide, science théologique profonde, critique sage et modérée, exposition claire et nette, tout cela se retrouve dans le Commentaire de l'Évangile de S. Jean. Il faut remarquer cependant que ce travail n'est pas destiné, comme les articles publiés dans la Revue, à une lecture courante; c'est un livre d'étude, dans lequel l'auteur réclame, en les provoquant, les réflexions du lecteur, lui laissant à faire une partie du labeur, mais le lui rendant très-facile par une méthode irréprochable et un exposé complet de toutes les opinions. La forme du commentaire est rigoureusement didactique. Un soin particulier a été donné à la théologie du quatrième Évangile.

Les Prolégomènes traitent d'abord de l'authenticité du quatrième Évangile. Les attaques diverses sont exposées en quelques mots avec une lucidité parfaite; elles sont réfutées ensuite péremptoirement par les arguments extrinsèques et intrinsèques. Le P. Corluy raconte alors brièvement la vie de S. Jean, il fait connaître en quelques mots le temps, le lieu, le but de son Évangile. Il en établit enfin l'intégrité et en énumère les commentateurs.

Le Commentaire proprement dit s'ouvre par une dissertation préliminaire sur la doctrine du Verbe dans S. Jean. Il y est établi très solidement que S. Jean n'a emprunté l'idée du Logos, ni à Philon, ni à l'école d'Alexandrie, et que le fondement en est dans l'ancien Testament. Le P. Corluy reproduit ensuite le texte de S. Jean qu'il se propose d'expliquer, en le divisant par fragments

qui forment chacun un tout; il le commente après verset par verset et pour ainsi dire mot pour mot. Le commentaire est quelquefois suivi d'une paraphrase exégétique, de scholies dogmatiques ou ascétiques. Il est aussi entremêlé d'un certain nombre de dissertations très instructives et très intéressantes, sur divers points importants concernant l'histoire de la vie de Notre-Seigneur ou l'explication dogmatique et critique du quatrième Évangile. Indiquons-en quelques-unes: Sur Jean, v, 1, *Post hæc erat dies festus Judæorum*: Le P. Corluy, après avoir exposé, selon sa méthode, les opinions diverses, conclut que l'opinion *probabilior* est celle qui voit dans cette fête la fête de Pâque. Sur l'ange de la piscine de Bethesda: Jean v, 4, est authentique, et la vertu curative de l'eau de la piscine doit être attribuée à l'ange qui y descendait d'une manière invisible. Sur les frères du Seigneur: ils n'étaient que ses cousins. Ce fait est très solidement établi. Sur l'authenticité de Jean, vii, 53-viii, 11: L'authenticité de ce passage doit être admise, à cause de la définition du Concile de Trente déclarant que toutes les parties des livres saints sont authentiques; elle est aux yeux de la saine critique, *probabilior*. Des trois Marie: Magdeleine, la sœur de Lazare et la pécheresse ne sont qu'une seule et même personne, selon toutes les probabilités. De la dernière Cène: elle eut lieu le 14 nisan, au coucher du soleil, et Jésus y mangea l'agneau pascal comme le firent les autres Juifs; il fut crucifié le jour de la Pâque des Juifs.

Un succès bien mérité, et tout à fait extraordinaire pour un livre de ce genre, a déjà dignement récompensé cet excellent commentaire. Il a été adopté dans deux séminaires de Belgique comme livre classique, et la première édition, publiée en juillet,

était épuisée en octobre 1878. La seconde va paraître. Puisse-t-elle être bientôt suivie d'un commentaire des Évangiles synoptiques exécuté sur le même plan.

F. V.

Petite histoire ancienne des peuples de l'Orient, Égyptiens, Assyriens et Babyloniens, Mèdes et Perses, Phéniciens, par VAN DEN BERG, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur d'histoire et de géographie. Ouvrage rédigé d'après les découvertes les plus récentes et avec l'indication des sources, et contenant quatre cartes et vingt-quatre vignettes. Paris, Hachette, 1878, in-18 de 224 pages.

Ce livre est un excellent résumé, très précis, très clair et très substantiel de l'histoire des peuples de l'Orient. On voit que l'auteur a l'habitude de l'enseignement et qu'il est parfaitement maître de son sujet. Il nous paraît difficile de faire mieux qu'il n'a fait, à part quelques corrections de détail qui nous semblent devoir être signalées scrupuleusement, en raison même de l'excellence de cette petite histoire, vraiment digne d'être classique. En parlant, p. 2, d'Hérodote, de Diodore de Sicile et de Strabon, M. Van den Berg dit : « Ces auteurs n'ont presque rien connu d'exact sur l'histoire (de l'Égypte). » Ce jugement n'est-il pas trop sévère, contre des écrivains dont il invoque d'ailleurs sans cesse l'autorité ? Diodore est cité sept fois dans la seule page 16. — P. 6, nous lisons : « Nous possédons sur l'histoire, la religion, les arts et les mœurs des Égyptiens plus de documents que sur aucun autre peuple de l'antiquité, à part peut-être les Assyriens. » Le peut-être est de trop à notre avis ; les documents assyriens sont déjà plus nombreux que les documents égyptiens, et le nombre en augmente tous

les jours dans une proportion que n'atteignent pas et que ne peuvent atteindre les découvertes faites dans le pays des Pharaons. — Le *Khamzin* ne souffle pas en Égypte en juin et en juillet, comme le dit l'auteur, p. 11, mais de la fin de mars au milieu de mai (A. Ebeling, *Das Ansland*, 12 août 1878, p. 636). — P. 13, on nous dit avec raison que les monuments nous montrent les Égyptiens se servant de la charrue, mais ils nous les montrent aussi jetant la semence et lâchant les porcs pour la faire retourner, ainsi que l'atteste Hérodote, dont le témoignage semble être révoqué en doute. — P. 15, le chapitre II s'ouvre par ces mots : « On peut admettre que l'Égypte fut peuplée d'abord par des tribus noires. » C'est là une hypothèse purement gratuite, que rien ne réclame et qui devrait être exclue d'un livre de ce genre. P. 49, note 1 et p. 94, le récit d'Hérodote, concernant la ruine de l'armée de Sennachérib, semble préféré à celui de la Bible par la manière dont les choses sont présentées. Quand le gouvernement turc a-t-il ordonné lui-même des fouilles à Ninive (p. 76) ? Il n'est nullement sûr que « le plus ancien des rois (d'Ur) dont le nom soit parvenu jusqu'à nous s'appelait Orkham » (p. 85), les savants anglais l'appellent Uruk et les savants français qui lui ont donné le nom provisoire d'Orkham ne l'ont fait que faute de connaître son véritable nom. *Dour-Saryoukin* signifie ville fortifiée, ou forteresse de Saryou plutôt que « la tour de Sargon ». P. 100, la Bible des Septante ne donne pas le nom de Nabuchodonosor sous la forme de Nabucodorus, mais sous la forme reçue, et ce n'est pas la Bible de Cahen qui appelle ce roi *Nabouchadnetsar*, mais le texte original hébreu, d'après la prononciation traditionnelle des Juifs. P. 103, note 1, le livre de Daniel n'est pas un « poème. » P. 108, le

Balthasar de Daniel, *ibid.*, n'est pas Nabonide ou Labynit, mais le fils de Nabonide (Maspero, *Histoire ancienne*, p. 519). P. 115, dans la triade astronomique, Sinou la lune doit être placée avant Samas, le soleil, parce qu'en Assyrie et à Babylone on donnait le pas à la lune sur le soleil. P. 120, l'auteur des Achéménides s'appelle Joachim Ménant et non Achille Menant. P. 185, les Hébreux ne firent pas à frais commun des expéditions maritimes avec les Phéniciens dans la mer Méditerranée; on ne pouvait aller d'Asiougaber dans cette mer. P. 186, la catastrophe qui fit périr Jézabel à Samarie ne fut pas ce qui sauva les Hébreux d'un retour à l'idolâtrie, puisque celui qui remplaça sur le trône le mari de Jézabel continua à marcher dans les mauvaises voies de son prédécesseur. P. 208, M. Smith n'a pu fixer la date des événements de l'histoire assyrienne depuis 1330 jusqu'en 647, d'après les listes de *Cim-mus*, puisque ces listes ne commencent qu'en 816. M. Van den Berg a eu l'heureuse idée de joindre à son histoire des vignettes représentant quelques monuments égyptiens, assyriens, mèdes et perses. Il reproduit p. 87 et 89 deux côtés de l'Obélisque de Nimroud. Le monument est tout à fait digne de cet honneur, mais les deux vignettes ont été mal placées : celle qui a été mise au second rang devait être au premier, parce que les scènes qu'on voit p. 87 sont la suite de celles de la p. 89.

Terminons en corrigeant, pour l'utilité des lecteurs de la *Petite histoire*, quelques unes des fautes d'impression qu'il sera d'ailleurs facile de faire disparaître dans un nouveau tirage. On doit prononcer le *sh* à la façon anglaise, c'est-à-dire comme le *ch* ou *sch* français *Koush*, p. 8, comme s'il était écrit *Kousch*, ainsi qu'il l'est p. 34; p. 18, il faut lire : *réduire* ces petits États, au lieu de *réunir*; p. 30, note

5, *sphinx*, au lieu de *sphynx*; p. 34; côté au lieu de *sôte*; sur au lieu de *tur*, *maintinrent* au lieu de *maininrent*; p. 36, les lacs amers; p. 40, *Égyptiens*, au lieu de *gyptiens*; p. 47, *Wilkinson's note*; p. 50, *trente-six* au lieu de *tre-six*; p. 54, *le roi de Juda*, au lieu de *le roi Juda*; p. 73, *Edfou*, au lieu de *Edfon*; p. 75, d'*Artaxercès Mnémon*, au lieu de *Artaxercès, Mnémon*; p. 82, de au lieu de *de de*; p. 86, *canal* au lieu de *Hanal-Hamourabi*; p. 90, *sargonides*, au lieu de *sargondes*; p. 96, *Tahraga* au lieu de *Tagraha*; p. 101, *Nineveh* au lieu de *Niniveh*; p. 112, *Touklat* au lieu de *Touklat*; p. 123, le *zend*, au lieu de *le zende*; p. 146, *frère* au lieu de *fils nommé Smerdis*; p. 149, *Ormuszd* au lieu de *Ormudz*; p. 167, roi. Xénophon, au lieu de roi Xénophon; p. 187, *bout* au lieu de *bout bout*; p. 196, *ent*, au lieu de *out*; p. 220, *judaïque*, au lieu de *mosaïque*, etc. p. 164, 186, 36, 50, 52, 78, 63.— P. 97 et 100, il faut ajouter *Tome I* à la citation de M. Oppert.

F. V.

Histoire biblique de l'Ancien et du Nouveau Testament, ornée de 113 gravures sur bois et d'une carte de la Terre Sainte, par le Dr J. SCHUSTER. Ouvrage honoré d'un bref de Sa Sainteté le Pape Pie IX et approuvé par 58 Cardinaux, Archevêques et Evêques de France, de Belgique et d'Allemagne. Traduit sur la cinquante-huitième édition allemande par M. l'abbé M. B. COUSSINIER, ancien professeur d'histoire au petit séminaire et collège catholique de Marseille. Paris, Philippe Reichel, 1878, in-12 cartonné de 296 pages.

On demande souvent une bonne Histoire Sainte à mettre entre les mains des enfants. En voilà une excellente, dont les nombreuses approbations de l'autorité ecclésiastique et le succès extraordinaire garantissent

tout à la fois l'orthodoxie et la bonne rédaction. C'est une véritable petite Bible à images, dont les gravures parlent aux yeux des enfants et leur font aimer le livre dont le texte les instruit et leur apprend tout ce qu'il est à propos qu'ils sachent sur l'Ancien Testament, sur la Vie de Notre-Seigneur et des Apôtres. Le Nouveau Testament occupe plus de la moitié du volume.

Grâce à des signes typographiques ingénieusement disposés, l'*Histoire biblique* est mise à la portée des enfants de tous les âges. Les alinéas qui n'ont pas de signes sont destinés aux enfants de 6 à 8 ans. Ces alinéas forment une toute petite Histoire sainte pour ces jeunes intelligences qui commencent à s'ouvrir. La mère peut commencer par la raconter à son fils ou sa fille et l'expliquer ensuite à l'aide des gravures. Les alinéas marqués d'un astérisque s'adressent aux enfants de 8 à 10 ans auxquels on fait revoir en même temps les alinéas qui précèdent. Pour les enfants au-dessus de 12 ans, il faut leur faire lire en plus les alinéas marqués de deux astérisques. Enfin les enfants au dessus de 12 ans, et ceux dont l'instruction est plus avancée, doivent lire les alinéas marqués d'une croix, c'est-à-dire l'histoire entière. Chaque alinéa a été rédigé de façon que tout en omettant, pour les premiers âges, les paragraphes destinés aux âges plus avancés, on a néanmoins un tout suivi et sans lacune. Ainsi, par exemple, le paragraphe 60 contient, pour les enfants au dessus de 12 ans, un choix des sentences les plus remarquables contenues dans le livre des Proverbes de Salomon. Ce paragraphe est bien à sa place, mais son omission, dans la lecture, ne gêne aucunement la marche du récit. La rédaction est toujours simple et à la portée de toutes les intelligences.

F. V.

Mémoire sur l'économie politique, l'administration et la législation de l'Égypte au temps des Lagides, avec carte, par Félix Robiou, professeur d'histoire à la Faculté de Rennes. Paris, Imprimerie nationale, 1876, grand in-8° de xvi-248 pages.

Présenté au concours de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres en 1869, le mémoire de M. Robiou obtint une mention très honorable et une médaille de 1,000 francs. Voici en quels termes le caractérisait alors M. Adolphe Régnier dans son rapport : « L'auteur est familiarisé avec l'histoire de l'Égypte à toutes les époques ; il connaît bien les sources... Ne se bornant pas aux documents grecs et latins, il cite et quelquefois transcrit les textes hiéroglyphiques et en discute le sens. Mais le temps lui a manqué, ce semble, pour mettre la dernière main à son mémoire et en revoir et achever, de manière à ne rien laisser à désirer, la composition et la rédaction. » En ne publiant ce travail que sept ans après que ce jugement fut porté, M. Robiou a voulu corriger les défauts reprochés à sa première rédaction, et la compléter sur différents points par de nouvelles recherches. Le sujet, d'ailleurs, en valait la peine. La sage administration et l'habile politique des Ptolémées portèrent l'Égypte à un degré de prospérité qui rappelait l'âge des Pharaons, et il était intéressant de montrer ce que les rois grecs ont conservé des anciennes lois de l'Égypte, et ce qu'ils ont apporté des institutions de la Grèce.

M. Robiou a divisé son étude en deux parties : dans la première, il s'occupe particulièrement de la condition des personnes et des terres, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ; dans la seconde, il cherche à reconstituer l'administration financière, militaire, judiciaire des Ptolé-

mées. Après avoir fixé la topographie de l'Égypte ancienne, montré le système des irrigations, et le parti qu'on tirait des débordements du Nil et du célèbre réservoir appelé le lac Mœris, il traite des diverses productions du sol. La Pentapole Cyrénaïque fut presque constamment réunie à l'Égypte sous la domination des Lagides, et c'est en raison de cette circonstance que M. Robiou parle de la culture du *silphium syrenaicum*, plante dont le suc était si fort prisé des anciens, et qui semble aujourd'hui perdue. Cette plante, fait remarquer le savant auteur, était l'objet d'un commerce extrêmement avantageux, et elle était représentée sur les monnaies de Cyrène. Mais nous pouvons signaler à M. Robiou un monument qu'il semble n'avoir pas connu, et qui, pour être antérieur de près d'un siècle aux Ptolémées, n'en fournit pas moins les plus précieux renseignements sur le *silphium* et sur le commerce dont cette plante était l'objet. C'est une coupe en terre cuite, actuellement conservée au Cabinet des Médailles, et qui a été publiée, d'ailleurs, par divers savants. Sur cette cylix, on voit représenté le roi Arcésilas présidant à la vente et à la pesée du *silphium* (vers 460 avant J.-C.). Les serviteurs occupés à cette pesée sont, ainsi que le roi, désignés par leurs noms. Trois pigeons et une grue occupent le haut de la coupe; sur le fléau de la balance, un singe est accroupi; derrière le trône du roi, grimpe un lézard; sous le trône, enfin, on voit une panthère. Il y a là non-seulement des renseignements utiles pour le commerce du *silphium*, mais encore des traits de mœurs fort curieux.

La partie la plus originale du livre de M. Robiou est, comme l'avait déjà fait remarquer M. de Rougé en 1869, celle qui traite du commerce et des stations maritimes de la mer Rouge. Plusieurs travaux, ceux de Ameilhon

au siècle dernier, et celui de M. Lumbroso, ont été publiés sur le commerce d'Alexandrie et de tout le bassin de la Méditerranée, mais, jusqu'ici, on n'avait pas encore mis en œuvre les notions fournies par les découvertes modernes sur le commerce de la mer Rouge. M. Robiou détermine la position de la ville d'Arsinoé-Cléopatrie, qui formait la tête de la ligne canalisée entre la mer Rouge et le Nil, celle de Myos-Hormos, de Bérénice et d'autres villes encore; puis, il recherche en quoi consistait ce commerce sur lequel ni Agatharchide, ni Diodore de Sicile, ni Strabon ne nous ont fourni des renseignements. Les Égyptiens allaient, par la mer Rouge, en Éthiopie et dans l'Inde chercher des dents d'éléphants, de l'ébène, des animaux domestiques. Calixène décrivant une pompe solennelle sous Ptolémée-Philadelphie, parle « de 600 dents d'éléphants, de 2,000 bûches d'ébène, de 130 brebis d'Éthiopie, 8 bœufs blancs de l'Inde, 14 léopards, 16 panthères, 24 lions, une girafe et un rhinocéros. »

M. Robiou est naturellement amené à s'occuper des transactions commerciales, et, partant, des mesures, des poids et des monnaies. Nous devons dire que cette partie, pourtant si intéressante pour l'économie politique, est peut-être la plus faible et la plus obscure de son savant mémoire. Il a puisé à pleines mains dans les auteurs grecs, a mis à contribution tous les textes hiéroglyphiques, mais il ne paraît pas avoir mis à profit les savantes recherches de M. Vasquez Queipo sur le système métrique et monétaire des anciens : là, cependant, il eût trouvé rectifiées un grand nombre des évaluations de Letrone qui lui servent de base. Enfin, pour le système monétaire, il eût pu, ce semble, trouver d'utiles indications dans les ouvrages de MM. Feuardent, L. Müller, et compléter ainsi

les renseignements qu'il a pris dans Letrone et M. Fr. Lenormant.

Les chapitres consacrés à l'administration civile, militaire et judiciaire nous révèlent des faits fort intéressants, et la topographie des nômes ou divisions administratives de l'Égypte est déterminée par M. Robiou avec une grande érudition. Quant aux tribunaux des Lagides, leur organisation et leur fonctionnement nous sont révélés par des papyrus relatant des jugements. Il ne nous est pas resté de procès criminel jugé par ces tribunaux, mais en revanche un grand nombre de procès entre particuliers nous ont été conservés. Un des plus curieux est celui d'un certain Hermias, domicilié dans le nôme d'Ambros et qui accusait les choachytes de Thèbes, personnages chargés de certaines cérémonies funéraires, d'avoir profité de son absence pour s'emparer de sa maison. Ce procès a déjà été étudié par MM. A. Peyron, Raoul-Rochette et Letrone; M. Robiou en reprend le récit et complète les recherches de ses devanciers par de nouveaux documents.

Cette courte analyse fera comprendre l'importance du livre de M. Robiou. Il met en lumière cette dernière halte de la civilisation égyptienne sur la voie de la décadence; il fait ressortir l'éclat de la dynastie des Lagides, et confirme le jugement d'un érudit allemand qui a appelé la période des Ptolémées « l'arrière-flo raison de la vie nationale en Égypte. »

ERNEST BABELON.

Histoire des Romains depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'invasion des barbares, par Victor DURUY, de l'Institut. Nouvelle édition. Tom. 1^{er}. *Des origines à la troisième guerre punique*. — Paris. Hachette, 1879 gr. in-8° Jésus de cxxxi — 675 p.

Nous avons déjà entretenu nos lecteurs de l'*Histoire des Romains* de M. Duruy, au fur et à mesure que paraissait chaque volume de la première édition; aujourd'hui le savant académicien donne une édition améliorée, et enrichie de nombreuses gravures et de cartes qui facilitent aux lecteurs l'intelligence du texte. Lorsque nous constaterons quelques modifications faites aux pages sur lesquelles nous avions pris la liberté de faire des réserves, nous n'y manquerons pas, mais l'ouvrage n'en est pas encore arrivé là.

Le tome 1^{er} de la nouvelle édition nous conduit jusqu'à la troisième guerre punique, et il doit être suivi de cinq ou six autres tomes. La maison Hachette, en multipliant les cartes géographiques, les gravures de monuments, de statues, de monnaies, les vues des sites dans lesquels se passent les événements qui se déroulent sous les yeux du lecteur, a fait une œuvre sérieuse de vulgarisation. La meilleure méthode pour donner le désir de lire l'histoire et pour en graver les détails dans la mémoire, est de parler aux yeux par de bons dessins. Dire que tous ceux qui ont été choisis sont irréprochables, serait une exagération; mais il est juste de reconnaître que, pour la plupart, le choix est fait avec discernement et d'après des types sûrs; les cartes sont bien dressées et claires; quelques planches ne laissent rien à désirer. On peut affirmer que cette publication mérite d'être placée au premier rang, et que, mise entre les mains des jeunes gens, elle leur sera

d'une grande utilité en les instruisant d'une manière agréable.

A. DE B.

Histoire de France, depuis les premiers temps jusqu'à nos jours, d'après les sources et les travaux récents, par Edmond DEMOLINS, Tome 1^{er} : *Les origines. La féodalité* (1000 av. J.-C. 1108 ap. J.-C.). Tomes II : *La monarchie féodale* (1108-1461). Paris, librairie de la Société bibliographique, 1879, 2 vol. in-12 de xv-410 et 490 p.

Que de fois n'a-t-on posé cette question : Quelle est la meilleure histoire de France ? Les gens du monde qui veulent un résumé succinct et intéressant des derniers travaux ; les établissements d'instruction qui désireraient offrir à leurs élèves, à côté du manuel classique d'une aridité désespérante, un récit à la fois entraînant et au courant des découvertes modernes ; les hommes d'érudition même, obligés de consulter souvent un ouvrage qui leur fournit les renseignements usuels en leur évitant la peine de compulser les grands recueils : tous enfin demandent une histoire de France qui ne soit plus un manuel et qui n'ait pourtant pas les proportions d'une encyclopédie historique.

Oserons-nous dire que l'*Histoire de France* de M. Edmond Demolins, répond à ces desiderata ? Le public prononcera ; nous devons seulement ici examiner le plan de l'auteur, faire quelques remarques sur les deux volumes parus, et donner notre impression personnelle.

Comme le dit M. Demolins dans sa préface, deux écoles historiques se sont fait particulièrement remarquer : l'école narrative qui a pour chef Augustin Thierry, et l'école philosophique qui a à sa tête M. Guizot. La première s'est surtout imposée

la tâche difficile de donner au récit la couleur locale : elle a voulu dramatiser l'histoire. Son principal défaut a été de ne point tirer du récit les enseignements qu'il doit comporter, et de laisser pour ainsi dire dans l'ombre ce que Bossuet appelle « l'enchaînement des affaires humaines. » L'école philosophique, au contraire, éliminant les faits pour ne tenir compte que de l'esprit général de la société, est tombée dans l'excès opposé, et n'a écrit que la philosophie de l'histoire. Thierry procède par analyse, Guizot par synthèse. M. Demolins a entrepris de compléter ces deux méthodes l'une par l'autre ; il a voulu « grouper les faits d'après la méthode philosophique, les raconter d'après la méthode narrative. » Après avoir éliminé les événements qui sont restés sans résultat sur la marche de la société, il s'est attaché à ceux dont l'influence a été décisive sur le mouvement social ; il a cherché à saisir le lien qui les unit, et dès lors, dit-il, « devant nous s'est développée une chaîne continue, qui partant des origines de la société française, s'est prolongée à travers les âges jusqu'à notre époque. Dès ce moment, la grande unité de l'histoire s'est dégagée d'elle-même de cette foule de faits accidentels, contradictoires et incohérents qui encombre la plupart des compilations historiques, arrêtent l'intérêt et viennent se mettre en travers du récit. L'intrigue du drame s'est dessinée ; il ne nous est plus resté qu'à en constituer les actes successifs et les diverses scènes. »

Un exemple montrera comment M. Demolins a réalisé ce plan difficile. A travers les obscurités et les mille péripéties des annales mérovingiennes et carolingiennes, quel est le grand fait qui se dégage nettement pour l'historien ? C'est la formation de la nationalité française. Les trois élé-

ments qui ont concouru à ce résultat sont : la société romaine, la société chrétienne et la société germanique. Or, à travers des siècles de déchirements et de luttes, M. Demolins a pu faire ressortir que la société française avait emprunté aux Gallo-Romains la langue et l'administration civile, au christianisme la forme et l'idée religieuse, aux barbares le pouvoir et les institutions politiques. Il n'était pas possible de mieux combiner l'élément narratif, emprunté à Augustin Thierry, et l'élément philosophique dont Guizot fut le promoteur. Nous pourrions en dire autant des grands drames qui remplissent l'histoire du moyen âge, tels que la formation de la féodalité, le mouvement communal, les luttes entre le pouvoir temporel et le pouvoir religieux, la guerre de Cent Ans.

D'ailleurs, les divisions mêmes de l'ouvrage de M. Edmond Demolins sont en parfaite corrélation avec le cadre qu'il s'est tracé : chaque livre forme un drame complet dont les différents actes sont représentés par autant de chapitres. Nous ne retrouvons plus ici les divisions arbitraires inventées par des historiens sans conception qui terminent chaque chapitre à la mort de chaque roi, chaque livre à l'extinction de chaque dynastie ou de chaque branche royale, comme si le mouvement social n'avait toujours attendu que le signal d'un deuil national pour s'arrêter ou changer de direction. Par exemple, l'époque féodale ne se termine point, comme on la fait généralement finir, à la mort de Charles IV le Bel ; elle s'achève réellement et naturellement, comme l'indique M. Demolins, à l'avènement de Philippe-le-Bel, dont le règne, caractérisé par l'influence des légistes, inaugura une véritable révolution sociale. C'est ainsi que la méthode qu'a suivie M. Demolins est la seule qui ne fausse point l'histoire.

L'ouvrage entier comprendra qua-

tre volumes. Les deux premiers édités jusqu'à présent, nous permettent amplement de juger du style de l'auteur : il est grave sans prétention ; il ne manque ni de concision ni d'éclat. Le récit est entraînant sans être passionné ; il est enrichi de citations nombreuses, empruntées aux auteurs originaux ; on voit aussi que l'auteur est pleinement en possession des derniers travaux publiés sur chaque siècle. — C'est à dessein que nous n'avons point parlé de l'esprit qui anime cette œuvre. Un livre publié sous les auspices de la *Société Bibliographique* renferme toutes les garanties de doctrine aussi bien que de science. Sans passion comme sans faiblesse, M. Demolins juge rarement : il laisse parler les faits : leur voix est suffisamment éloquente pour glorifier l'action du christianisme sur la société française.

ERNEST BABELON.

Mémoires Journaux de Pierre del'Estoile, etc. Tome troisième : *Journal de Henri III* ; tome quatrième : *Les belles figures et drôleries de la ligue* ; tome cinquième : *Journal de Henri IV* (1589-1093). Paris, lib. des Bibliophiles, 1876-78, 3 vol. gr. in-8° de 388, viii-416 et 374 p.

La publication de l'Estoile se poursuit avec activité. Le tome III contient le *Journal de Henri III* de 1587 à 1589 (p. 1-336) ; des *variantes et fragments supplémentaires* relevés dans les éditions des xvii^e et xviii^e siècles (p. 334-43) ; trois *pièces additionnelles*, données par les précédents éditeurs, mais collationnées sur les originaux (p. 345-81) ; enfin une table et sommaires (p. 383-88). — Le tome IV est à la fois un complément du *Journal de Henri III* et une introduction au *Journal de Henri IV* ; il contient

tout ce qui subsiste du grand recueil bue l'Estoile avait composé d'estampes et de pièces concernant l'histoire de la ligue, et qui peut être considéré comme inédit. Ce recueil fait partie aujourd'hui des imprimés de la Bibliothèque nationale ; comme le disent les éditeurs, on pourrait l'intituler : *les murailles révolutionnaires de la ligue*. Des descriptions iconographiques sont jointes à la reproduction des pièces et donnent une idée des estampes et dessins qu'il a fallu renoncer à reproduire. — Le tome V contient le commencement du *Journal de Henri IV*, avec un *supplément*, tiré d'un manuscrit du temps, publié pour la première fois en 1736, et reproduit ici intégralement ; il donne encore les variantes de l'édition de 1719, et se termine par la table chronologique analytique du *Journal*.

Urbain de Laval-Bois-Dauphin, *marquis de Sablé, maréchal de France*, par l'abbé Ambroise LEDRU. Le Mans, Pellechat, 1878, in-8° de VIII-215 p., orné de 5 planches et de plusieurs vignettes.

Urbain de Laval-Bois-Dauphin appartenait à l'un des rameaux de cette branche des Montmorency à laquelle son alliance avec Emma, fille unique de Guy VI, avait apporté la seigneurie de Laval. Né en 1557, il fit, dès 1575, ses premières armes au siège de Livron, puis combattit pour la cause royale à Montargis et à Auneau ; partisan convaincu du parti ligueur, il eut un rôle actif à la journée des Barricades, et fut nommé par le duc de Mayenne gouverneur de l'Anjou et du Maine ; fait prisonnier à Ivry, il était rendu à la liberté dès la fin de l'année 1590, et avait en 1593 la bonne fortune de remporter sur les royaux l'une des rares victoires de la Ligue, en détruisant à Ambrières les

auxiliaires anglais envoyés par Élisabeth au secours d'Henri IV.

C'est au mois d'août 1595 qu'il se rangea sous la bannière du roi qui, en 1597, le fit chevalier du Saint-Esprit et maréchal de France, puis, en 1609, gouverneur de l'Anjou, et deux fois le chargea de missions diplomatiques en Allemagne ; en 1615, Marie de Médicis, régente, le mit à la tête de l'armée opposée au prince de Condé. A partir de 1619 sa fortune déclina ; il fut dépouillé du gouvernement de l'Anjou, qui fut l'un des gages de la réconciliation de Louis XIII avec sa mère ; il resta aux prises avec des difficultés d'argent causées par les brèches faites à sa fortune par les guerres de la Ligue et mourut à Sablé en 1629. Telles furent les étapes de la vie de cet important personnage, dont la biographie n'avait pas été faite encore.

Nous devons louer M. l'abbé Ledru de l'avoir entreprise, et, tout en traçant le curieux portrait de l'un des vaillants lutteurs du XVI^e siècle, d'avoir su nous révéler plus d'un détail inédit sur le grand mouvement catholique de cette époque. Il a mis en œuvre un certain nombre de documents inédits ; il publie même, en pièces justificatives, quelques-uns des plus importants, un testament entre autres, daté de 1595, du moment même où Bois-Dauphin quittait le parti de la Ligue. — Nous ne pouvons que le féliciter de la sagacité avec laquelle il les a utilisés.

Ajoutons que son travail est orné d'un portrait du maréchal, gravé à l'eau forte d'après une encre de chine du fonds du Saint-Esprit, de diverses planches et de plusieurs vignettes qui font de cet extrait de la *Revue du Maine* un ouvrage fort complet ; ce sera en outre une véritable rareté bibliographique, car, sur un tirage à 100 exemplaires, vingt-cinq seulement ont été livrés au commerce.

A. BERTRAND.

La Ligue à Pontoise et dans le Vexin français, etc., par **Henri LE CHARPENTIER**. Pontoise, 1878, gr. in-8° de 246-cxiii p.

Voici une monographie bien faite, comme il en faudrait pour toutes nos provinces. Des recherches locales de ce genre ont presque autant d'intérêt que l'histoire générale; et elles ont le mérite inappréciable de fixer des dates précises, d'éclaircir des points douteux, de fournir des renseignements qu'on ne trouverait pas ailleurs. M. H. Le Charpentier a accumulé sur une période très courte de l'histoire de Pontoise toute une série de documents fort heureusement choisis. Il ne s'est même pas borné à des pièces inédites recueillies dans les archives; il a encore fait revivre sous nos yeux les monuments et les hommes du *xvi^e* siècle, par un nombre considérable de planches, de fac-simile de portraits et de dessins du temps, habilement reproduits à chaque page, et qui font de son livre une sorte de musée historique. C'est une œuvre véritable d'amateur, imprimée avec luxe et tirée à petit nombre.

L'auteur s'étend peu sur le début du protestantisme à Pontoise; il arrive tout de suite au point capital, le siège de 1589. La Ligue avait donné pour gouverneur à la capitale du Vexin Charles d'Alincourt, fils aîné de Villeroy, avec mission de défendre la ville à tout prix. Pontoise eut peu de temps pour faire ses préparatifs; et, dès le 11 juillet 1589, le roi de Navarre, soutenu par les troupes royales commandées par le duc d'Épernon, venait commencer le siège. La résistance fut des plus opiniâtres; nombre de gentilshommes périrent des deux côtés; d'Alincourt lui-même fut grièvement blessé. Les assiégeants, à bout de ressources, ne capitulèrent qu'aux conditions les plus honorables. L'année suivante, le duc de Mayenne re-

prenait Pontoise et y réinstallait le gouverneur. La ville, mêlée à presque tous les événements de Paris, demeura fidèle à la Ligue jusqu'au mois de mars 1594, où Villeroy et son fils la remirent à Henri IV, moyennant une forte rançon et des avantages personnels qu'ils eurent soin de s'assurer. Après la pacification, le roi séjourna plus d'une fois à Pontoise, et M. Le Charpentier relève avec soin les petits incidents de la vie du Béarnais qui se rapportent à la ville, ainsi que les lettres qu'il y écrivit. Mais la cité paya de la ruine de ses finances et de la perte de ses plus beaux monuments le dangereux honneur d'être le théâtre d'importants événements, durant cette période si troublée de notre histoire.

Nous relèverons seulement deux ou trois inexactitudes qui se sont glissées dans le récit, et qu'il serait très facile de faire disparaître. Ainsi, il n'est pas juste de dire (p. 12), que « dès l'année 1562, le cardinal de Lorraine forme le projet d'une Ligue, dans le but de placer sur le trône son frère le duc François de Guise. » A cette époque, il n'y avait pas moins de trois représentants de la race des Valois, dirigés par leur habile mère; et personne ne pouvait songer à convoiter la couronne. — Un peu plus loin (p. 46), on a coutume d'écrire maintenant Saint Vincent-de-Paul, et non de Paulx. — Ce n'est point le duc de Féria qui annonça à Philippe II la mort de Henri III, comme le dit l'auteur (p. 144). L'ambassadeur d'Espagne en France était alors don Bernardino de Mendoza; et Féria n'arriva à Paris que quatre ans plus tard, pour représenter son maître aux États de la Ligue.

L'ouvrage se termine par une série de pièces justificatives et de documents historiques, pièces non réimprimées ou inédites, lettres de rois de France, index et tables, qui ren-

dent cette publication aussi complète et aussi intéressante que possible. Elle ne manque donc pas de titres pour se recommander aux érudits.

G. B. DE B.

Étude sur un supplément inédit des Mémoires de Richelieu, *manuscrit qui, sur la foi de M. Léopold Ranke, célèbre historien allemand, a passé pour les Mémoires du Père Joseph*. Thèse présentée à la Faculté des Lettres de Paris, par J. PARMENTIER, professeur agrégé d'histoire. Paris, Ernest Thorin, 1877, in-8° de xi-202 p.

La thèse de M. Parmentier est dédiée à la mémoire de Denis-Louis Martial Avenel, éditeur des papiers d'État de Richelieu. Tout en félicitant M. Parmentier d'avoir rendu au vénérable érudit un hommage si mérité, j'exprimerai le regret qu'il n'ait pas apporté dans son travail autant de critique que de conscience. Les recherches de l'auteur ont été très considérables, mais il a eu le malheur de ne savoir pas reconnaître la vérité, et il a mis au service d'une évidente erreur des efforts qui, mieux dirigés, auraient été des plus féconds et des plus méritoires. Séduit par des apparences, M. Parmentier a pris pour un supplément inédit des Mémoires de Richelieu le manuscrit en 4 volumes in-f° conservé à la Bibliothèque nationale sous les nos 3754 à 3757 du fonds français. Or, comme l'avait déclaré un contemporain de Richelieu, le bénédictin Vittorio Siri, historiographe de Louis XIV ; comme l'a répété Léopold Ranke, ce manuscrit est incontestablement l'œuvre des secrétaires du P. Joseph. Les arguments à l'aide desquels M. Parmentier a voulu établir le contraire, ne résistent pas même à un examen superficiel. Son mémoire n'est qu'un tissu... d'illu-

sions. Il faut déplorer qu'un aussi zélé travailleur ait pris la peine de rédiger deux cents pages pour soutenir une thèse non moins vaine, à mes yeux, que la thèse de ce député qui prétendait, l'autre jour, dans son ivresse oratoire, que nous avions été vaincus à Bouvines.

Mais, de même que les alchimistes, tout en échouant dans leurs tentatives, ont fait d'utiles découvertes, de même M. Parmentier, tout en se trompant sur le point principal, a eu raison sur divers points accessoires. C'est ainsi qu'il a justement reproché (p. 17, note 3) à M. le comte de Bailly, le biographe de Henriette-Marie de France, d'avoir négligé de consulter le prétendu supplément inédit des Mémoires de Richelieu, car il « aurait singulièrement enrichi son sujet pour les années 1637-1638, dont la pauvreté fait contraste avec ce qui précède, et il aurait vu que de choses nouvelles on en tirerait pour l'histoire d'Angleterre. » C'est ainsi (p. 69, note 2) qu'il a très bien résolu un problème géographique, à l'occasion du mot *Seines* : « Personne n'a encore dit quel était ce lieu. C'est la petite ville de Cernoy, entre Sainte-Croix et Thann, qui se dit en bon allemand *Sennheim*, et en patois du pays *Senna*, d'où les officiers de Louis XIII ont fait *Seine*, *Seines*. » Enfin, c'est ainsi (p. 128-140) qu'il combat solidement les exagérations de M. Marius Topin, l'auteur de *Louis XIII et Richelieu*, et qu'il devient non auxiliaire dans la discussion à laquelle je me suis jadis livré des théories aventureuses du journaliste-historien (*Revue critique* du 2 septembre 1876, p. 149-152).

Ce que je dois approuver aussi dans l'*Étude* de M. Parmentier, c'est le passage où, après avoir reproduit des fragments très importants du manuscrit de la Bibliothèque nationale, il exprime le vœu (p. 199) que « quelque savant laborieux, en état de collation-

ner le texte des pièces du manuscrit sur les originaux conservés dans les dépôts publics, livre à la publicité ce que ces pages ont encore de neuf et d'intéressant. » Une telle publication compléterait le mieux du monde la nouvelle édition des *Mémoires* du cardinal de Richelieu que M. Avenel voulait donner pour la Société de l'Histoire de France, et que cette Société tiendra sans aucun doute à honneur de mettre bienfôt entre nos mains.

T. DE L.

Le cardinal de Retz et l'affaire du chapeau. *Étude historique*, suivie des correspondances inédites de Retz, Mazarin, etc., par R. CHANTELAUZE. Paris, Didier, 1878, 2 vol. in-8° de xvi-494 et 492 p.

Nous sommes en retard avec le livre de M. Chantelauze, qui a mérité à son auteur le grand prix Gobert; mais, à dire vrai, il n'est pas facile de formuler un jugement sur cet ouvrage. S'il ne s'agissait que de louer le style de l'écrivain, l'agrément de son récit, la mise en scène, la nouveauté d'un grand nombre de détails, on serait à l'aise. Mais quand il faut apprécier le côté moral de cette œuvre, on éprouve un véritable embarras. M. Chantelauze ne change pas la valeur des mots, comme on le fait si souvent de nos jours; il n'appelle pas bien ce qui est mal ou au moins ce qu'il croit mal; il flétrit en maint endroit son méprisable héros: mais avec cela on sent qu'il a pour lui de l'affection, qu'il l'admire, et qu'il désire inspirer à ses lecteurs les sentiments qu'il éprouve lui-même. Assurément le génie, la bravoure, la générosité sont des qualités qui appellent l'estime, et leur possession rend un personnage, jusqu'à un certain point, plus grand et plus intéres-

sant que celui qui en est dépourvu. Mais l'homme qui, à l'exemple du cardinal de Retz, les met sciemment au service du crime, l'homme qui abuse de ses talents supérieurs, celui qui se joue de la vie des autres comme de la sienne, celui qui entasse les dettes sur les dettes sans savoir s'il les pourra jamais payer, est un scélérat plus brillant, mais en réalité plus haïssable qu'un scélérat vulgaire, et on fait, envers la société, une mauvaise action, quand on cherche à l'innocenter, ou tout au moins à le rendre intéressant. Tant que le meilleur moyen de gagner la fortune et d'obtenir l'admiration, voire même la considération des hommes, sera d'être un révolté, un conspirateur, un révolutionnaire, on aura toujours des révoltes, des conspirations, des révolutions.

Mais, après tout, le cardinal de Retz eut-il un génie aussi grand que se le figure M. Chantelauze? Selon lui, le coadjuteur aurait fait un excellent ministre des affaires étrangères. « Louis XIV lui confia auprès de la cour de Rome plusieurs missions secrètes aussi difficiles que délicates. Retz les mena toutes à bonne fin, avec une habileté, une prudence et une science consommées. » Étudions en détail. « Tantôt le roi le consulte sur la terrible affaire de la garde Corse., et c'est Retz qui, dans un mémoire, conseille d'imposer au Pape les conditions les plus dures et les plus humiliantes que l'on voit figurer dans le traité de Pise (t. I, .p. v, vii). » En vérité je ne vois rien d'admirable en tout ceci. Quand on traite avec une puissance faible et attentive à ne pas s'écarter des principes de la morale, il est aisé de l'amener à toutes les concessions qui ne sont pas en contradiction ouverte avec le devoir rigoureux. Le souverain sans force et consciencieux pèse les avantages et les inconvénients de sa résistance; il

se demande s'il peut, devant Dieu, assumer la responsabilité des maux spirituels et temporels qu'entraînera un refus trop énergique, et quelquefois, la timidité aidant, il se persuadera qu'il peut, qu'il doit même céder à la violence. Mais cela n'empêche pas que la puissance forte qui abuse de sa supériorité sur la puissance faible, qui la fait fléchir jusqu'aux limites et même au delà des limites du devoir, ne mérite d'être flétrie, et le souverain coupable est un lâche, quand même on l'appellerait Louis-le-Grand, Napoléon-le-Grand ou le roi galant-homme. Les termes conservent leur acception, même quand il s'agit de l'Eglise. Seulement alors si, parmi les conseillers du monarque, il se trouve un prince de l'Eglise, un cardinal, lié au Saint-Siège par des serments solennels, si cet homme conseille d'imposer au Pape « les conditions les plus dures et les plus humiliantes, » cet homme, avec l'épithète de lâche, mérite encore celle de traître.

Mais continuons : « Le roi envoie Retz auprès d'Alexandre VII pour engager le pontife à ne pas donner suite à une bulle dans laquelle il affirme son infallibilité comme un dogme, et Retz, à l'aide d'arguments théologiques et de menaces déguisées, manœuvre si bien, qu'il finit par effrayer le Pape et par lui persuader de garder le silence. » Voilà vraiment un beau triomphe, et qu'un catholique a grande raison de glorifier au lendemain du Concile du Vatican ! L'infaillibilité du Pape parlant *ex cathedra* est aujourd'hui un dogme de foi, et celui qui le rejette cesse de faire partie de l'Eglise catholique. Je n'examine pas si ce point était déjà défini en 1660. Les gallicans étaient moins que tous autres reçus à le révoquer en doute, puisqu'il avait été affirmé au 5^e concile de Latran, dans la session où l'on proclama une des tables de la

loi gallicane, le concordat de Léon X et de François 1^{er}. Mais, définie ou non, l'infaillibilité pontificale, vraie au xix^e siècle, était vraie au xvii^e. Et l'on nous présente comme admirable la conduite d'un homme qui a empêché le développement de la vérité ! Comme s'il pouvait être honteux ou nuisible de travailler au triomphe des vérités de l'ordre surnaturel, tandis qu'il est utile et glorieux de découvrir, de proclamer des vérités de l'ordre naturel !

Enfin, là encore, M. Chantelauze félicite le coadjuteur d'avoir joué un « rôle considérable dans les conclaves où furent élus Clément IX, Clément X et Innocent XI. Il fut assez heureux pour faire triompher successivement les candidats désignés par Louis XIV. » Pour Clément IX, je ne vois pas qu'il ait beaucoup brillé sur la chaire de saint Pierre, et la paix à laquelle il a donné son nom, ressemble assez à une mystification. Quant à Innocent XI, Louis XIV maudit plus d'une fois le jour où il l'avait désigné au choix des cardinaux, et, pour ma part, tout en le regardant comme un homme sévère à lui-même et louable sous bien des rapports, je ne solliciterai jamais sa béatification.

Mais le cardinal fut un admirable prédicateur. La preuve en est dans le grand succès qu'il obtint, comme si les plus grands succès ne poursuivaient pas souvent des hommes fort médiocres ! D'ailleurs M. Chantelauze nous dit lui-même que, plus d'une fois, il se fit huer en chaire. Alors, il est vrai, il faisait le tribun au lieu de l'évêque. Mais, même dans ce cas, un homme simplement habile aurait dû parler avec assez de circonspection pour gagner petit à petit son auditoire, l'entraîner dans son sentiment, et alors seulement dévoiler le fond de sa pensée. Le parleur qui, du premier coup, heurte ceux qui l'écourent, et cela pour le service d'une mauvaise cause, ne possède aucune

des parties de l'orateur indiquées par Cicéron. L'historien va plus loin, et nous présente quelques exemples propres à nous faire admirer l'éloquence du coadjuteur. « L'hypocrite qui se sert de la dévotion pour arriver à ces jeux-là (l'honneur..., la volupté) peut trouver peut-être quelque couleur à son péché. Il est véritablement plus dangereux à la société que celui qui n'emploie ces mêmes moyens que pour satisfaire à sa vanité et se produire à la vue des hommes... Mais j'ose dire que son crime est plus pardonnable devant Dieu, qui est juge équitable parce qu'il est souverain. *Si cadendum est, cælo cecidisse velim*, si la chute est inévitable, il est à souhaiter que nous tombions du ciel : s'il faut mourir, que ce soit d'un coup de tonnerre ; s'il faut violer la justice, que ce soit pour l'empire du monde. Mais faire un sacrilège, fouler aux pieds la religion pour un peu de vent et de fumée, pour un je ne sais quoi qui est en l'opinion, qui n'a ni corps ni prise, qui n'a de valeur que ce que nous lui donnons, n'est-ce pas mettre Dieu à bas prix ? » Admire qui voudra ; pour mon compte, avant de m'extasier, je demande à comprendre.

Nous pourrions prolonger ces observations ; mais nous avons hâte d'aborder le fond même du sujet.

Jean François de Paule de Gondi, lancé dans la carrière ecclésiastique par l'inexorable volonté d'un père chez lequel le jugement ne réglait pas la dévotion, ne pouvant échapper à sa vocation forcée ni par le scandale de ses mœurs ni par l'audace de ses duels, se résolut enfin à travailler par dessus tout à satisfaire son ambition. Il se proposa deux buts : devenir cardinal, et, par le moyen du cardinalat, emporter la place de premier ministre. S'il n'avait eu que le premier dessein, il en serait venu à bout facilement. « Il n'eût tenu qu'à lui de vivre en fort bons termes

avec la régente et le cardinal Mazarin qui, de son propre aveu, le traitait fort bien et le faisait dîner tête à tête avec lui une fois par semaine. Mais le coadjuteur n'était pas homme à se payer de si minces faveurs. » Il entreprit une lutte à mort contre un ministre si avant dans les bonnes grâces de sa maîtresse qu'on ne sait si on doit l'appeler son favori, son amant ou son mari. Mazarin ne tarda pas à le deviner ; il pénétra le fond de sa pensée et résolut d'entraver sa promotion au cardinalat, afin d'arrêter plus sûrement sa marche vers le ministère. Retz triompha de son rival sur le premier point et devint cardinal ; mais il échoua sur le second, et alla expier dans une prison, puis en exil, une victoire remportée trop tard, et qu'il eut assez peu de sens pour ne pas faire servir à se procurer une paix honorable.

Tout le volume est employé à raconter la longue bataille qui aboutit au triomphe incomplet et à la défaite totale du coadjuteur. « Dans l'espoir d'obtenir sa nomination au chapeau, Retz, après avoir longtemps cabalé et conspiré, se rapprocha de la cour, et pour se créer des droits à la reconnaissance d'Anne d'Autriche, provoqua l'arrestation du grand Condé. C'est pour se venger de n'avoir pas obtenu d'emblée le chapeau qu'il se fait le promoteur de la délivrance du Prince et de l'expulsion de Mazarin hors du royaume. C'est pour le ressaisir et pour tirer une vengeance éclatante de Condé, infidèle après la prison à ses engagements envers les Frondeurs qu'il offre de nouveau son concours à la régente, et que, cette fois, en échange de sa nomination au cardinalat, il dispute si bravement le pavé de Paris au vainqueur de Rocroy et de Lens. »

« Mais ce n'est pas tout pour le chef de la Fronde... Il faut encore qu'il obtienne du Pape sa promotion. Il est

obligé de lutter, à la fois, en France, pour que sa nomination ne soit pas révoquée par Mazarin ; à Rome, pour surmonter les obstacles de tout genre que lui suscitent ses ennemis, et pour vaincre les scrupules, les hésitations et les lenteurs du Pape. » Pour parvenir à ses fins, « il servit indirectement la cause de la Reine et de Mazarin par sa lutte ardente avec le grand Condé, en les tenant sans cesse en haleine par la peur de sa réconciliation avec ce prince, ce qui eût remis le feu aux quatre coins du royaume. D'un autre côté il dépêchait à Rome plusieurs courriers extraordinaires afin d'imprimer au Pape une terreur panique par la nouvelle du retour en France du Cardinal ministre. » Le Souverain Pontife tomba dans le piège; il haïssait Mazarin et se flatta de lui susciter un rival en donnant la pourpre à Gondi. Ce fut le vrai motif de la promotion de Retz. Le Pape la fit à la hâte et sans prévenir personne, le 19 février 1652, craignant que de France on n'envoyât la révocation d'une nomination qu'on n'avait jamais beaucoup désirée et qu'on ne désirait plus du tout. Le nouveau cardinal ne voulut pas renoncer à une lutte impossible contre la Cour. Mais, rejeté par les Frondeurs, il n'eut pas l'intelligence de sa position et alla assez naïvement se faire arrêter au Louvre le 19 décembre de la même année.

Voilà, comme nous l'avons dit en commençant, le résumé des faits racontés par M. Chantelauze sur pièces inédites. Je l'emprunte presque textuellement à l'auteur lui-même. On jugera par là de l'intérêt de son livre. Ceux qui aiment l'histoire minutieuse se délecteront dans ces récits, pleins de rectifications piquantes et de détails nouveaux et curieux ; mais celui qui cherche avant tout, dans le tableau des faits, une leçon morale ; celui qui, pour s'intéresser

à un drame, exige qu'il soit animé par un sentiment grand et noble, pourra difficilement lire, d'un bout à l'autre, ces pages, où ne s'agitent que des intérêts personnels assez mesquins, où n'apparaît pas un personnage qui mérite une sympathie franche et entière.

Ajoutez à cela que le livre n'atteint pas toujours cette vérité des détails que l'on apprécie tant aujourd'hui. Ainsi, pour n'en citer que quelques exemples, il n'est pas exact que saint Vincent de Paul ait été le précepteur du cardinal de Retz. M. l'abbé Maynard l'a déjà fait voir dans sa vie du saint (t. I, p. 85.) Cependant cette erreur est restée commune. On s'explique moins aisément celle qui regarde Alphonse de Richelieu. « Le cardinal archevêque de Lyon, Richelieu quitte son siège pour embrasser l'ordre austère des Chartreux : » c'est précisément le contraire de la vérité. Je laisse aux Jésuites le soin de relever un certain nombre d'assertions assez hasardées sur les PP. de Lingendes et Boucher. Le livre de M. Chantelauze suffirait à lui seul pour montrer que ces deux Jésuites n'avaient pas besoin des instructions de Condé pour accuser Retz, sinon d'être janséniste, au moins de cabaler avec eux, et il faut avouer que, s'ils avaient réussi à empêcher la promotion de Gondi, ils eussent épargné au Sacré Collège une des plus grandes flétrissures qu'il ait jamais reçues.

J. B. LELIÈVRE.

L'esprit révolutionnaire avant la Révolution, 1715-1789, par Félix ROCQUAIN. Paris, E. Plon, 1878 gr. in-8° de xi-541 p.

« Le mouvement d'opinion d'où sortit la Révolution française, dit M. Rocquain, ne date point des philosophes. Le siècle tout entier pré-

para la catastrophe. » Cette donnée, qui explique le titre de l'ouvrage, est vraie. Pour le prouver, M. Rocquain raconte d'abord les querelles religieuses qui éclatèrent entre les jansénistes et les ultramontains, puis les démêlés survenus entre le ministère et le Parlement, enfin il signale les commencements de l'esprit philosophique. De religieuse qu'elle était d'abord, l'opposition devint politique, et après que l'Église eut été désorganisée, des symptômes de dissolution se montrèrent dans l'État. On prévoit donc une révolution et cette idée se répand dans les esprits. D'Argenson écrit en 1751 qu'on ne parle que de la nécessité d'une prochaine révolution; et, en 1754, « tout chemine, dit-il, à une grande révolution dans la religion ainsi que dans le gouvernement. » Grimm la prévoit aussi en 1757; le clergé l'annonce également, et bientôt tout le monde en a le pressentiment. La Révolution ne fut donc pas un coup de foudre dans un ciel serein : ce fut une tempête annoncée par de sombres nuages, longtemps menaçants, et qui déjà avaient plus d'une fois amené des ravages. Les insurrections de 1789, 1790, 1792, ont été précédées et préparées par les émeutes de 1750, 1754, 1775, et les diatribes contre le clergé et les calomnies contre la Reine de 1790, ont été précédées et préparées par celles lancées par les Parlements et les nobles hostiles à l'archevêque de Paris ou à la cour de Trianon. En 1749, on fit publiquement un appel « aux mânes de Ravallac, » et on put lire ensuite, sur des placards affichés dans la ville, cette menace : « Si le pain ne diminue pas, nous exterminerons le Roi et tout le sang des Bourbons. » L'idée circula, et quinze ans après on exterminait le Roi. On avait pendu en effigie des magistrats et des prêtres en 1770 et en 1774, avant de les faire monter sur l'échafaud en 1793. Les es-

tampes satiriques avaient livré toutes choses aux huées de la multitude, et bien avant la Révolution aucune hiérarchie n'était protégée par le respect. En interrogeant les mémoires du temps, soit imprimés, comme ceux de Buvat, Marais, Barbier, soit inédits comme ceux de Hardy et de Regnault, en compulsant les arrêts du Parlement contre les libelles, les placards, etc., M. Rocquain a relaté un grand nombre de faits, pour établir ces deux propositions : que l'Église était ébranlée et que la Royauté gisait à terre, bien avant que la Révolution s'introduisit dans les faits. Ce que l'auteur cite, ce qu'il rappelle, est instructif; mais quelle est l'instruction qui en découle? Ici on ne partagera pas toutes les appréciations de M. Rocquain. Dès que nous n'avons plus les faits présentés par le chercheur érudit, l'archiviste curieux, mais seulement les déductions tirées de ces faits, on doit faire des réserves, car on rencontre alors la thèse discutable d'un esprit qui n'a pu se soustraire aux préjugés de la foule. Ainsi on nous représente Louis XIV « livré à la direction des Jésuites, » et le P. Letellier « étendant à Rome le fil de ses intrigues » et faisant rédiger, « sur ses indications, » la bulle *Unigenitus*, malgré le Pape, qui veut la corriger et ne peut le faire. M. Rocquain le croit parce que Saint-Simon l'a dit, et, une fois de plus, j'admire la foi robuste avec laquelle certains esprits acceptent tout ce qui caresse leurs idées, leurs passions, quelque invraisemblable que ce soit, et même quand c'est démenti par les faits. Faut-il ajouter que M. Rocquain parle sans cesse d'un « clergé oppresseur, violentant les consciences, » de « l'intolérance » de Christophe de Beaumont, « de l'intolérance qui constitue le caractère distinctif, et presque unique du ministère » de Fleury. L'arrêt du conseil du 1^{er} août 1749 lui « sem-

ble laisser aux évêques toute licence de bouleverser l'Église » ; les Jésuites veulent établir sur la pensée une inquisition analogue à celle qu'ils avaient établie sur les consciences, » etc. Ces appréciations, et bien d'autres, déparent et gâtent beaucoup, à notre sens, un livre plein de faits.

H. DE L'E.

Madame de Pompadour, par Edmond et Jules DE GONCOURT. Nouvelle édition, revue et augmentée de lettres et de documents inédits tirés du dépôt de la guerre, etc. Paris, Charpentier, 1878, in-12 de 491 pages.

Portraits intimes du dix-huitième siècle. Études nouvelles, d'après les lettres autographes et les documents inédits, par MM. Edmond et Jules DE GONCOURT. Paris, Charpentier, 1878, in-12 de vii-497 pages.

C'est un triste sujet que celui qui est traité dans le premier des ouvrages que nous annonçons : « Cette histoire des amours d'un roi est l'histoire de l'ennui d'un homme, » écrivent MM. de Goncourt ; Madame de Pompadour s'empare de l'existence de Louis XV. Elle lui prend, elle lui tue tout son temps. Elle lui dérobe la monotonie de ses heures. Elle use et hâte ses journées. Elle le tire par mille passe-temps de cette éternité d'ennui qui tient entre un matin et un soir. Elle le remplit et l'occupe, sans l'abandonner un moment, sans lui permettre de retomber sur lui-même ; elle l'enlève au travail, le dispute aux ministres, le cache aux ambassadeurs, l'arrache à la royauté (p. 36). » L'abondance des matériaux qui ont été mis au jour dans ces derniers temps a permis à M. Edmond de Goncourt de reprendre l'œuvre commune, et de la développer ; on trouvera ici, mis en relief avec cette recherche

de menus détails et ce talent d'exposition qui caractérisent les productions des deux frères, tout ce qu'on sait sur Jeanne-Antoinette Poisson, depuis cette enfance où on lui prédit qu'elle sera un jour la maîtresse de Louis XV et où elle est élevée comme devant être *un morceau de roi*, depuis son installation à la Cour à la fin de 1745, jusqu'à sa mort, à l'âge de quarante-deux ans, le 15 avril 1764, en passant par le théâtre des *petits appartements*, les châteaux de Crécy, de la Celle et de Bellevue et les trois *hermitages*, les affaires politiques au dedans et au dehors, le monde des lettres et des finances, les rivalités d'alcove et le parc aux cerfs, les triomphes et les déboires, les correspondances intimes et politiques, etc., etc. Singulière existence que celle de cette femme, se survivant à elle-même dans son rôle honteux, qu'elle fait tenir par d'autres, et se mêlant à tout avec une ardeur qui ne se ralentit point. Je ne dirai pas que MM. de Goncourt n'ont point grandi un peu le personnage politique : je crois qu'ils ont trop pris au sérieux ce premier ministre en jupons. Le portrait qu'on nous donne est peint en pieds, mais visiblement flatté ; nous n'en voulons pour preuve que cette phrase de la dernière page : « Le temps en s'éloignant d'elle jettera un voile sur la favorite, l'histoire oubliera la femme et il restera de la maîtresse de Louis XV une ombre radieuse et charmante, assise sur un nuage de Boucher, » etc.

— Les *portraits intimes*, publiés pour la première fois en 1856, repa-raissent avec des changements et additions. Voici d'abord Louis XV enfant, d'après le journal d'un page de la petite écurie, le marquis de Calvères, retraçant quatre mois de son existence, de février à juin 1722 ; voici mademoiselle de Romans, celle que Louis XV appelait *ma grande* ; voici de grands seigneurs comme le

comte de Clermont et la duchesse de Chaulnes; des écrivains comme l'abbé d'Olivet, Piron et Beaumarchais; des artistes comme Le Bas et Lagrenée; la révolution française nous apparaît avec Théroigne de Méricourt. N'oublions pas enfin Bachaumont, madame Geoffrin et la comtesse d'Albany. Croquis parfois plutôt que portraits, faits avec « la lettre autographe » qui tient lieu de photographie, mais ayant au moins le charme de la nouveauté et de l'imprévu, et qui pourront être utilement rapprochés de toiles plus vastes et plus complètes. — Dans l'appendice figurent des lettres de divers personnages, recueillies dans les bibliothèques d'Italie.

G. DE B.

Amiens et le département de la Somme pendant la Révolution, par F. I. DARSY. Amiens, imp. Douillet, 1878, in-8° de 303 p.

Les publications locales sur la Révolution se multiplient, chacune apportant son contingent de pièces accusatrices ou justificatives. M. Darsy, par le sous-titre donné à son œuvre : *Épisodes historiques tirés des documents administratifs*, en précise le caractère. Il n'a point prétendu tracer un tableau complet de la période révolutionnaire dans son pays natal; à l'aide des registres de délibérations des assemblées locales, il a mis en lumière un certain nombre de faits relatifs à la triple crise, économique, politique et religieuse que la Picardie subit alors, comme toute la France. A la première se rattachent les chapitres II (*La Famine à Amiens*), III (*La disette dans le département. Pillage des grains et des moissons*) et IV (*Associations civiques pour les grains*); à la seconde les chapitres I (*Organisation administrative. Ses fluctuations pendant la période révolutionnaire*), V et VI (*Les suites des*

journées des 20 juin, 10 août, 31 mai), VII (*Troubles et émotions populaires*), XIII (*Les nobles, les émigrés, les suspects*), à la troisième, les chapitres VIII (*Le clergé du diocèse. Suppression des communautés religieuses*), IX (*Paroisses supprimées. Serment civique. L'évêque et le chapitre d'Amiens*), X (*L'évêque constitutionnel*), XI (*Prêtres insermentés. Déportation. Exécutions capitales*), et XII (*Persécutions locales. Fermeture et réouverture des églises*). La chronologie a parfois à souffrir de cette disposition des matières, au moins dans l'esprit du lecteur. J'appellerais donc volontiers ce livre un rapport après enquête, mais un rapport émanant d'un homme sans parti pris contre la Révolution comme sans indulgence pour ses excès, et où ni la composition, ni le style, ni la conclusion morale ne font défaut. Ici le lecteur n'est pas tenté, devant un entassement continu de faits secondaires et uniformes, de tourner la page avec impatience; au contraire, il a quelquefois lieu de regretter que tel ou tel développement attendu fasse défaut. Les figures des principaux acteurs de ce grand drame, excepté celle de l'évêque constitutionnel Desbois de Rochefort, ne sont que des esquisses. Ce livre n'en est pas moins une étude excellente par le détail, et cependant d'une sobriété qui est à elle seule un indice de saine critique.

Je regrette que M. Darsy ait cru devoir employer (p. 265), sans formuler aucune réserve, les pièces contenues dans la correspondance de Marie-Antoinette publiée par M. d'Hunolstein. Enfin, p. 106, je vois Roland cité comme ministre de l'intérieur après le 20 juin; celui qui occupait alors ce poste était Terrier de Monciel. Ce fut lui qui inspira sans doute l'impression de l'arrêté du Directoire de la Somme, et qui subit à ce sujet un interrogatoire humiliant devant l'Assemblée législative. On ne s'ex-

pliquerait pas cette attitude de la part du girondin Roland, tandis que Terrier était un constitutionnel tout dévoué à Louis XVI, et en parfaite communauté de sentiments avec les royalistes de Picardie.

L. P.

Le siège de Maestricht. *L'armée de Sambre-et-Meuse pendant la campagne d'automne de 1794*, par M. E. HARDY, capitaine adjudant-major au 130^e de ligne. Paris. Dumaine, 1878, in-8^e de 64 p. N^o III des « *Études militaires historiques*, d'après les archives du Dépôt de la guerre. » (Publication de la réunion des officiers.)

Sous ce titre : « Le siège de Maestricht, » le général Hardy, un des officiers les plus distingués de l'armée de Sambre-et-Meuse, a écrit un important mémoire sur la deuxième partie de la campagne de 1794, entre la Meuse et le Rhin. C'est le manuscrit que M. le capitaine Hardy vient de publier *in extenso*, en le complétant par des documents authentiques empruntés aux archives du dépôt de la guerre.

Après la victoire de Fleurus (26 juin 1794) et la conquête des trois places du Nord, le Quesnoy (15 août) Valenciennes (29 août) et Condé (5 septembre), « la prise d'une place forte sur la Meuse devenait nécessaire, dit Marescot, pour appuyer la droite de nos conquêtes, assurer nos quartiers d'hiver, et, enfin, pour avoir une grande place d'entrepôt, assurant les opérations ultérieures de la guerre. La place de Maestricht réunissait tous ces avantages ; le siège en fut résolu... » En effet, le 21 fructidor an II (7 septembre), Carnot écrivait à Gillet, l'un des représentants à l'armée de Sambre-et-Meuse : « Il faut... réunir les plus grands moyens pour former le siège de Maestricht, ... mais il nous

faut gagner, avant le siège, une victoire très-complète, afin que l'ennemi ne puisse pas venir au secours de cette place importante. » Ces instructions furent exécutées de point en point. L'armée de Sambre-et-Meuse, renforcée récemment du corps de Schérer, comptait alors 103,000 hommes, mal armés et mal vêtus pour la plupart, mais victorieux et pleins de confiance en leurs chefs, qui s'appelaient Jourdan, général en chef, Kléber, Schérer, Lefebvre, Championnet, Marceau, Friant, Bernadotte. L'artillerie était commandée par Bellemont, le génie par Marescot.

Schérer ayant battu à l'Ayvalle la droite de Clairfayt, commandée par le comte de Latour, Jourdan, poursuivant l'ennemi, le battait sur la Roër, à Aldenhoven, et le poussait, l'épée dans les reins, jusqu'à Cologne où il entra le 6 octobre. Le 11, Kléber, revenant des bords de la Roër, prenait le commandement du corps de siège de Maestricht, seulement investie, jusque là, par Duhesme. Dès l'année précédente, 1793, Maestricht avait été bombardée par Miranda, successeur de Dumouriez ; cette tentative avait avorté, mais il en restait un document précieux, le projet de siège rédigé par le général d'Arçon. Bien que ce projet n'ait pas été suivi de point en point par Marescot, mieux informé, Kléber paraît s'être inspiré du plan d'attaque en employant alternativement, avec habileté, le bombardement et les sommations menaçantes.

Tout d'abord, et pendant que Marescot traçait les lignes de contrevallation avec l'aide du chef de bataillon Chasseloup, de tous les ingénieurs de Metz et de quinze élèves de l'École de Mézières, que Gillet avait mandés sous prétexte « qu'ils s'instruiraient plus vite dans un siège que dans une année de leçons » Kléber adressait deux sommations distinctes au gou-

verneur et aux magistrats de la ville, prévenant le gouverneur, prince de Hesse, « qu'il le fera passer au fil de » l'épée, avec tous les officiers de sa » garnison, s'il ose intercepter la let- » tre adressée aux magistrats de » Maestricht. » Le gouverneur et le » magistrat indivis » de la ville ayant répondu comme ils le devaient faire, le siège commença. Malgré la bouillante activité de Gillet, le matériel d'artillerie nécessaire n'arrivait que lentement, et, le 23 octobre seulement, quatre-vingt pièces étant arrivées avec la poudre, les munitions et les canonniers, la tranchée s'ouvrit, avec un plein succès, le travail, convenablement préparé, ayant pu être dérobé à l'ennemi. Le feu de toutes les batteries fut commencé le 1^{er} novembre, après une nouvelle sommation, et, le 5, la place capitula.

Il faut noter les conclusions du rapport de Marescot sur ce siège. « La méthode barbare, mise en usage par nos ennemis, d'accompagner la marche ordinaire des attaques par les horreurs d'un bombardement, tend naturellement à faire soulever les habitants pour obtenir la fin de leurs maux. A cet inconvénient, joignons la difficulté d'approvisionner de vivres un peuple nombreux. Aux 12000 hommes de garnison nécessaires pour les travaux du siège, il faudra en ajouter au moins 3000 pour assurer la police intérieure..... La guerre actuelle a encore prouvé la nécessité de modifier, à la paix, dans la construction des places neuves, le système employé jusqu'à présent, afin que l'énergie de la défense puisse être proportionnée à la violence de l'attaque. » Ces idées, ainsi que le fait remarquer justement M. le capitaine Hardy, semblent avoir été émises au lendemain de la guerre de 1870.

A noter aussi l'instruction adressée à Bernadotte, nommé gouverneur de Maestricht, par Kléber, à qui ce do-

cument, on doit le dire, fait le plus grand honneur. A cette occasion, l'auteur de l'étude que nous analysons s'éprend pour l'armée de Sambre-et-Meuse et pour ses chefs d'une admiration peut-être un peu exagérée.

En somme, l'étude que vient de publier la Réunion des officiers, par l'organe de M. Dumaine, est fort intéressante pour les militaires — et le nombre en est grand — curieux de lire.

J. GOUETHAL.

Les convulsions de Paris, par M. Maxime Du CAMP. Tome premier. *Les prisons pendant la Commune*, 2^e édition. Paris, Hachette. 1878, in-8° de iv-543 p.

Le livre que nous annonçons a un double titre à être mentionné dans nos colonnes : c'est une œuvre de bonne foi et c'est en même temps une œuvre d'érudition. L'auteur a voulu dire la vérité, au risque « d'exciter les clameurs de ceux qui ont pris part aux événements, de ceux qui les regrettent, de ceux qui en espèrent le retour, » et il ajoute quelque part qu'il n'a pas dit toute la vérité : Celle-ci, écrit-il, est parfois si particulièrement monstrueuse, elle révèle des actes de férocité, de débauche, de perversion tellement effroyables, que dans bien des cas j'ai dû garder le silence, par respect pour le lecteur et par respect pour moi-même. » Il a voulu aussi ne rien affirmer sans preuves et rester dans les limites d'une sincérité scrupuleuse : « Je n'ai rien avancé, dit encore l'auteur, qui ne fût démontré par pièces authentiques ; quelque profonde que fût ma conviction, quelques concordants que fussent les témoignages que j'avais recueillis, je n'ai parlé qu'avec restriction toutes les fois que le document positif et précis m'a fait défaut. »

Un succès bien mérité est venu accueillir l'œuvre si consciencieuse, si sincère, si impartiale, et en même temps si colorée et si saisissante de l'éminent écrivain : le premier volume, consacré aux *Prisons pendant la Commune*, a été presque aussitôt épuisé ; l'impression qu'il a produit a été profonde, et nous ne doutons pas qu'elle ne soit durable. On n'avait eu jusqu'à présent que des tableaux détachés de cette triste période où, selon l'expression de M. Maxime Du Camp, « toute la ménagerie des passions mauvaises avait brisé sa cage ; » on n'avait eu que la chronique et non l'histoire de certains faits hideux ou grotesques. Ici tout est mis en pleine lumière. Nous voyons se dérouler à nos yeux les préliminaires de la Commune pendant le siège, la création du comité central, le dix-huit mars et l'organisation de la Commune. L'auteur nous conduit au dépôt de la préfecture de police, où sont incarcérés les premiers otages, où se font les premières exécutions ; à la conciergerie ; à Saint-Lazare ; à Sainte-Pélagie ; à la Santé, où nous voyons apparaître le général Chanzy et où l'auteur nous fait assister au massacre des dominicains d'Arcueil ; à la Grande-Roquette où tombent sous les balles des assassins l'archevêque de Paris et ses compagnons, et d'où sont emmenés le Père Olivaint et les autres otages pour être fusillés rue Haxo. — L'auteur a joint à son livre un certain nombre de pièces justificatives, qui occupent les pages 473 à 534.

G. DE B.

Les Evêques et Archevêques de Paris, depuis saint Denys jusqu'à nos jours, avec des documents inédits, par M. le vicomte G. D'AVENEL. Paris, librairie internationale catholique, 1878, 2 vol. in-8 de 440 et 430 pages.

L'auteur de cet ouvrage n'a point voulu écrire un livre d'érudition. Nous le déclarons tout d'abord, parce que c'est à peu près la seule circonstance atténuante que l'on puisse invoquer contre les critiques qui vont suivre. Nous sommes en présence d'une causerie sur les évêques et archevêques de Paris, mais nullement en face de leur histoire. Si M. d'Avenel a consulté toutes les sources qu'il cite par ordre alphabétique à la fin du second volume, il faut avouer qu'il s'en est bien mal servi, et qu'il n'a pas su mettre en évidence les laborieuses recherches auxquelles il a dû se livrer. Dans cette énumération, nous rencontrons par exemple : « *Cartulaires de la Sorbonne ; cartulaires de l'évêché de Paris*, manuscrits des XIII^e et XIV^e siècles. » Si M. d'Avenel les a dépouillés, s'il a seulement consulté ce que Benjamin Guérard en a publié, il ne le fait point voir, et pas une ligne de son ouvrage ne paraît sortie de ces textes. Au surplus, nous allons citer quelques faits qui permettront d'apprécier la sûreté de critique de l'auteur. Il affirme (p. 75) que saint Germain est le fondateur de l'Université de Paris, et il revient à plusieurs reprises sur cette découverte historique : « Saint Landri, le bienfaisant prélat, fonda l'Hôtel-Dieu, comme Germain le savant prelat, avait fondé l'Université de Paris (p. 88). » — Page 94, c'est Charlemagne qui fonda l'Université dont saint Germain avait établi les bases. Non content de fonder l'Hôtel-Dieu, saint Landri fonda aussi l'hôpital Saint-Christophe (p. 94). Où l'auteur a-t-il puisé ses renseignements quand il nous dit (p. 83)

à propos de Grégoire de Tours, que « l'opinion qui suit des fluctuations régulières, se plait à refuser au grave prélat toute faveur sérieuse aujourd'hui. » C'est une injure gratuite à l'érudition moderne, et Grégoire de Tours n'a que faire du plaidoyer prétentieux rédigé en sa faveur. M. d'Avenel nous paraît ne point avoir compris le sens du mot *notarius* au VIII^e siècle quand il s'exprime ainsi : « Enée était notaire, c'était l'homme d'affaires royal (p. 94). » Quelques pages plus loin, lorsqu'il nous dit que les croisés portaient pour Babylone, il semble ignorer que, pour le moyen âge, Babylone était Le Caire; les traces de la ville de Nabuchodonosor avaient disparu depuis des siècles et on ignorait même le lieu où elle avait été située. Plus loin, il appelle encore cette Babylone la ville de Semiramis, ce qui constitue une autre erreur, puisque la vie de Semiramis est absolument légendaire. « Il est étrange, dit M. d'Avenel, de considérer comme la majorité de ces savants docteurs de l'Université du moyen âge furent des esprits faux (p. 173). » Voilà qui n'est pas flatteur pour saint Thomas, saint Dominique, saint Bonaventure et cent autres ! Relevons un dernier fait : pages 256 et 257, l'auteur croit encore que saint Louis fut l'auteur de la Pragmatique-Sanction, et qu'elle fut remplacée par le Concordat de François I^{er}.

Nous arrêterons là cette énumération qui, certes, est loin d'être complète ; nous ne suivrons pas M. d'Avenel dans la partie moderne de son œuvre, c'est à dire dans celle qui s'étend depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours. Bien que les questions les plus délicates et les plus difficiles y soient tranchées avec légèreté, nous avons cependant remarqué que ces pages renferment moins d'erreurs historiques, et l'on doit tenir compte à l'auteur d'avoir fait connaître un cer-

tain nombre de documents inédits du ministère des Affaires Etrangères. On doit aussi lui tenir compte de ses intentions et de l'esprit général de son livre ; M. d'Avenel est catholique et il le proclame hautement ; mais cela n'est point suffisant pourtant pour écrire l'histoire.

ER. B.

Les mœurs judiciaires de la France du XVI^e siècle au XIX^e par Charles BATAILLARD. Paris, Cotillon, 1878, in-12 de 303 p.; tiré à 300 exemplaires.

Ce curieux volume se compose de onze notices que M. Bataillard a reliées entre elles en leur donnant le titre que nous venons de transcrire. Les plus importantes sont les deux premières : *Les principaux abus du monde judiciaire au XVI^e siècle, et la procédure aux XVI^e et XVII^e siècles* ; toutes deux témoignent de la profonde étude que leur auteur a faite de l'organisation judiciaire de la France sous l'ancien régime ; nous y constatons aussi avec satisfaction l'excellente habitude d'appuyer chacun des faits avancés par une citation. Mais cet intéressant et curieux tableau des abus de l'ancienne procédure est-il la preuve que tout alors était à blâmer ? Nous ne le croyons pas. A cette époque les légistes cherchaient à prendre la place des juges seigneuriaux ; à la justice paternelle de ces derniers, à leurs décisions basées surtout sur l'équité, ils s'efforçaient de substituer leur justice d'homme de loi, basée sur les textes et favorisant l'usage de toutes ces subtilités de la chicane qui font la fortune des gens de justice. Le pouvoir royal avait organisé partout les tribunaux en face de ceux des seigneurs ; il en résultait cette multiplicité de juridiction, cette faculté d'en appeler

perpétuellement de l'une à l'autre et de retarder indéfiniment l'issue des affaires.

Nous signalerons aussi, parmi les plus intéressantes de ces notices, celles où sont enregistrés les *Souvenirs du Palais* que l'auteur a su recueillir de ses contemporains ; elles font revivre pour nous plusieurs incidents curieux des cent dernières années, incidents qu'on est heureux de voir sauver de l'oubli. Nous avons remarqué les renseignements sur Fouquier-Tinville qui, deux fois procureur au Châtelet, fut deux fois obligé de vendre sa charge pour payer ses dettes, qui, acquéreur d'une troisième, en joua le titre sans avoir pu s'y faire recevoir et devint d'aristocrate enragé le terroriste que chacun connaît.

Remercions M. Bataillard d'avoir conservé ces souvenirs, et souhaitons bonne fortune au volume, tiré à trois cents exemplaires seulement, où il les a consignés.

A. BERTRAND.

Annales historiques du prieuré de Mesvres en Bourgogne et de ses dépendances, par A. DE CHARMASSE. (Extrait des Mémoires de la Société éduenne.) Autun, imp. Dejussieu, 1877, in-8° de 178 p., avec 8 planches.

Ce mémoire se place au dessus des travaux ordinaires consacrés à l'histoire locale, non seulement parce qu'il est consciencieusement étudié, rédigé avec une érudition sûre et prudente, mais aussi parce qu'il s'occupe de personnages considérables, parce que son auteur ne se borne pas à exposer les faits et l'état social aux différentes époques, mais qu'il les explique. Le moyen âge, comme tous les temps éloignés de nous, paraît bien étrange aux personnes qui jugent tout d'après ce qu'elles ont sous les yeux ; à leur sens, ce qui ne se faisait pas comme

de nos jours, était absurde : elles ne se rendent pas compte que ce que nous trouvons si simple aujourd'hui aurait été impraticable à une autre époque, et réciproquement ; du reste, ceci ne justifie aucun abus. Ainsi M. de Charmasse explique très naturellement comment a été établi pour les abbayes le régime de la commande, qui a produit par la suite des résultats déplorables, comment un commun accord s'est établi entre le seigneur et les populations pour la banalité des moulins, des fours, qui est devenu un droit si odieux. Mais il ne cherche pas à expliquer la corvée qui était due chaque année par les habitants de Mesvres pour planter les poireaux du prieur : c'est au surplus une singularité dont on trouvera peut-être un jour la raison.

Mesvres paraît remonter à une haute antiquité, et M. de Charmasse revendique, non sans motifs, pour son prieuré de Saint-Martin, l'honneur d'avoir remplacé un temple païen détruit par le grand évêque de Tours. Ce prieuré doit être antérieur à 843. Néanmoins, le premier prieur connu est *Raino*, qui vivait dans la première moitié du x^e siècle. M. de Charmasse donne la liste de ses successeurs jusqu'à M. de la Tourrette, mort évêque de Valence en 1840, et résume dans une notice tout ce qu'il a pu découvrir sur chacun d'eux au point de vue de leur administration, et ce qui peut faire connaître l'état du prieuré, les droits dont il jouissait, les transactions dont ses biens furent l'objet : il se sert fréquemment pour cela des procès-verbaux de visite. Après le prieuré, il fait connaître la paroisse, les hameaux dont elle se compose et notamment celui dont il porte le nom et dont il attribue l'origine à une colonie sarmatique, et celui de Runchey appartenant à l'abbaye des religieuses de Saint-Jean

d'Autun. Parmi les prieurs, nous remarquons Hugues de Beaufort, frère du pape Clément VI; — son neveu Riom de Beaufort, qui régna sur la chrétienté sous le nom de Grégoire XI; — c'est à son époque que se rattache Jacques d'Aigrefeuille, curé de Mesvres, qui fit cause commune avec les bandits qui infestaient la France au XIV^e siècle; — Claude de Toulonjon, sur lequel M. de Charmasse fournit des détails empruntés à l'auteur (qui n'est plus anonyme, M^{me} la comtesse de Menthon) des *Filles de sainte Chantal*; — Louis Roger Dansse, plus occupé de ses plaisirs que des devoirs de son état, comme suffiraient à le prouver ses relations avec Bussy-Rabutin, exilé au château voisin de Chaseu. Nous avons là une lettre inédite du fameux comte. L'abbé Dansse a eu l'honneur d'être chanté par Boileau dans le Lutrin sous le nom de Chanoine Evrard. Nous avons encore à citer un personnage : Barthélemy de Chassaneu, qui fut président du parlement de Provence et débuta comme maire de justice de Runchey et Charmasse. Les auteurs du *Gallia Christiana* auront à faire deux rectifications au sujet du prieur Guillaume (1311) qu'ils appellent Humiler (p. 17), et de deux abbesses de Saint-Jean du nom de Montaignu, confondues en une seule (p. 164). Tout ce qui est relatif au pèlerinage populaire de la Certonne nous a particulièrement intéressé. Nous avons noté quelques détails curieux sur l'usage dangereux de sonner les cloches pendant les orages (p. 92); sur le caractère ambulatorio de la justice (167); sur les mesures prises pour le reboisement (p. 173); sur l'institution de « blayers, » sorte de gardes champêtres, chargés de défendre les récoltes contre les maraudeurs et les animaux, et qui étaient intéressés à prendre des délinquants (p. 97).

R. DE ST-M.

Essai historique sur la cathédrale et le chapitre de Séez, par H. MARAIS, chanoine, ancien vicaire général, et H. Beaudouin, ancien archiviste du département de l'Orne, membres de la Société des antiquaires de Normandie. Alençon, imp. Thomas; Paris, Dumoulin, 1878, in-8° de xxx-449 pages, avec une photographie de la cathédrale.

L'essai dont on vient de lire le titre embrasse l'histoire de la cathédrale de Séez depuis l'origine de cette église jusqu'en 1877. Les auteurs, pour remplir un aussi vaste cadre, ont eu recours aux sources originales et, à leur défaut, aux ouvrages de seconde main, particulièrement aux mémoires historiques du XVII^e et du XVIII^e siècles publiés par les écrivains ecclésiastiques de la région. Il est juste de rendre hommage à leurs consciencieuses recherches et de tenir compte des obstacles qu'ils ont rencontrés dans l'accomplissement de leur tâche. Bien souvent les documents positifs leur ont fait défaut et c'est à cette cause indépendante de leur volonté que le lecteur doit attribuer les desiderata et les lacunes que pourrait présenter le récit des événements dont la cathédrale de Séez a été le théâtre pendant une aussi longue suite de siècles.

On sait quelles difficultés rencontre l'historien qui veut étudier la question de l'origine des églises de la Gaule. Pour le plus grand nombre, les sources écrites dignes de foi font absolument défaut et la tradition hésitante n'apporte que de bien faibles éclaircissements à des questions toujours controversées. MM. Marais et Beaudouin n'ont pas eu la bonne fortune de découvrir des documents nouveaux sur l'apostolat de saint Latuin, considéré comme le premier pasteur de l'église de Séez. Ils ont dû en outre résumer en quelques pages le récit des événements intéressant la

cathédrale pendant une période de plusieurs siècles, jusqu'à l'épiscopat d'Yves de Bellême; les archives de l'évêché et du chapitre, que le temps et les événements n'ont point épargnées, gardent le silence sur ces époques lointaines. Depuis le ^{xii}^e siècle, la série des faits historiques présente plus de développements et plus d'intérêt. Les auteurs se sont étendus avec raison sur les procès verbaux des visites d'Eudes Rigault au ^{xiii}^e siècle, sur la compétition, au ^{xiv}^e siècle, des deux évêques Étienne Goupillon et Gilles de Laval, sur le rôle joué par le janséniste Jean Lenoir, théologal du chapitre de Séez. Dans la période moderne il faut citer aussi le récit de l'entrevue singulière, à Alençon, de Napoléon 1^{er} avec l'évêque de Séez, Mellon Jolly, et son grand vicaire, M. Legallois, entrevue pleine d'enseignements au point de vue des rapports du pouvoir civil et des ministres du culte à la suite du concordat. A côté de ces pages saillantes, le lecteur trouvera de nombreux renseignements, toujours précieux pour l'histoire locale, sur les destinées du chapitre de Séez, son organisation intérieure à diverses époques et ses transformations successives.

Une large part a été faite dans ce livre à l'archéologie. La cathédrale de Séez, bien que remaniée dans plusieurs de ses parties, est restée en effet un monument remarquable au point de vue architectural. Ici encore nous exprimerons le regret que des documents écrits ne viennent point corroborer les déductions tirées du mode de construction et des données théoriques. Une description complète du monument permet du moins au lecteur d'apprécier le caractère général de l'œuvre.

L'*Essai historique sur la cathédrale de Séez* est un travail consciencieux et intéressant, dans lequel on a

tiré le meilleur parti possible de sources peu nombreuses. Il y a toujours un certain mérite à affronter les difficultés et les ennuis inséparables d'une œuvre aussi aride qu'une monographie, et il ne nous en coûte nullement d'affirmer que MM. Marais et Beaudouin ne sont pas restés au dessous de leur tâche.

G. B.

Histoire de l'Auxerrois, son territoire, son diocèse, son comté, ses baronnies, son baillage et ses institutions coutumières et municipales, par A. CHALLE. Auxerre (et Paris, Durand), 1878, in-8° de 628 pages orné de trois cartes.

L'Auxerrois, petite province qui, depuis Appoigny et Seignelay jusqu'à Champlemy et la Charité, et depuis Gien et Cosne jusqu'à Vermenton et Nitry, ne comprenait pas moins de deux cent cinquante lieues carrées, après avoir été avant la conquête un état séparé, devint sous la domination romaine une *civitas* de la ^{iv}^e Lyonnaise, constituée dès le milieu du ⁱⁱⁱ^e siècle en un diocèse; au ^{ix}^e siècle ce pays devint un comté qui, en 1015 se divisa en plusieurs fiefs; réuni une première fois au domaine royal en 1371, il est cédé en 1435 au duc de Bourgogne par un article du traité d'Arras, ratifiant la donation faite par les Anglais en 1424, il rentre, en 1475, sous Louis XI, dans le domaine de la couronne qu'il ne quitte plus.

M. Challe, dans le volume qu'il a consacré à l'histoire de ce pays, a abordé toutes les questions qui pouvaient éclairer son sujet : il a déterminé avec soin, pour chacune des périodes, l'étendue qu'avait alors le territoire auxerrois; il l'a examiné comme comté, comme diocèse, il a précisé le domaine de ses baronnies et a étudié ses institutions coutumières et municipales. Il lui a fallu pour cela appeler

à son aide les diverses branches de la science historique ; il a su obtenir de chacune d'elles un appoint précieux qui lui a permis de tracer un tableau fort complet où il ne reste presque aucune ombre.

Le style de M. Challe est agréable, son récit facile : malheureusement son volume est divisé en deux parties seulement : avant et après la première réunion à la France ; nous aurions voulu y trouver de nombreux chapitres, points d'arrêt pour le lecteur auquel ils permettent de reposer son attention fatiguée et qu'ils aident à retrouver ce qu'il a déjà lu ; cette légère critique n'affaiblit pas la valeur de cet excellent ouvrage, que l'auteur termine en rendant hommage à tous ceux qui ont contribué au bonheur de ces populations qui trouveront à toutes les époques chez leurs « grands et illustres évêques » des protecteurs des peuples, apôtres de civilisation et de paix ; chez plusieurs de leurs hauts et puissants seigneurs, de vaillants hommes de guerre toujours prêts à les défendre ; chez les membres du baillage, des magistrats indépendants et intègres qui offraient à tous les droits méconnus les sûres garanties d'une protection efficace ; aussi, dit-il, « ce pays a constamment marché dans les voies d'un progrès qui, pour être lent, n'en fut pas moins marqué de siècle en siècle. »

A. BERTRAND.

Histoire populaire de Fontès et de ses environs ou le village sous l'ancien régime, par l'abbé BIGOT-VALENTIN, membre correspondant de la Société archéologique de Béziers. Montpellier, F. Séguin, in-12 de xi-374 p.

C'est à la fois un devoir et une joie pour celui qui suit le mouvement des études historiques en France, de si-

gnaler, à côté des grands travaux destinés à une publicité étendue, les travaux particuliers, qui, pour être plus modestes, n'en sont pas moins utiles : car il faut toujours recourir à eux comme à une source sûre et féconde. *L'Histoire de Fontès* appartient à cet ordre d'ouvrages.

Fontès est une commune du département de l'Hérault qui compte un millier d'habitants. Mais ce village mérite de fixer l'attention du savant. Qu'était le village du Languedoc sous l'ancien régime ? De quelles libertés jouissait la commune dans ce pays encore si peu étudié ? Autant de questions intéressantes que Fontès fait naître dans l'esprit.

Au surplus, les titres de barons et de comtes de Fontès ont été successivement portés par les membres de deux puissantes familles, dont l'une est encore loin d'être éteinte : la famille de Lodève et la famille de Vissec de la Tendo. Ces deux familles qui ont compté dans leurs rangs des hommes de robe et d'épée, des abbés et des évêques, ont marqué de leur trace profonde le sol heureux par lequel elles sont passés. Mais cette gloire était encore ignorée ou à peu près ; tout au moins, l'histoire n'avait pas encore enregistré tous les titres qui justifient l'illustration de deux familles, dont la vie se mêla à la vie même de Fontès. Or, il s'est trouvé à Fontès, pendant ces dernières années, un curé actif, patient, résolu, qui, écoutant son amour pour la science et s'inspirant de la faveur accordée par Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier, à tous les travailleurs généreux, s'est mis à l'étude. Les matériaux n'ont pas manqué à M. l'abbé Bigot-Valentin ; les archives de Fontès étaient riches de documents nouveaux et inexplorés. Les heures de loisir que lui laissait son ministère, il les a donc consacrées à lire ces pièces précieuses, à les clas-

ser et à les comprendre ; et le premier résultat de ses recherches a été ce volume écrit avec enthousiasme, d'un récit que les détails curieux de la vie de Fontès rendent parfois si pittoresque et si attachant.

Cet ouvrage se divise en quatre livres.

Le premier résume rapidement l'histoire du Languedoc et donne ainsi à l'histoire plus particulière de Fontès son cadre naturel. Le second étudie la maison de Lodève et commence vers l'année 1197. Guillaume II, Guiraud I, Guillaume III, Guiraud II, Bernard, Gaspard, Barthélemy, Pierre de Lodève : autant de nobles et douces figures qui arrêtent le lecteur. Souveraine de Lodève, seule héritière de Pierre de Lodève son père, se maria, le 3 juillet 1525, à Arnaud de Vissec, seigneur de la Tende et de Jonquières ; et c'est ainsi que M. l'abbé Bigot-Valentin a été amené à étudier dans le troisième livre la famille des de Vissec de la Tende : ici, il a puisé à une source nouvelle : les archives privées de M. de Lansade, héritier des seigneurs de Jonquières. Sept membres de cette maison ont fixé son attention, et l'ont conduit jusqu'en 1789. L'époque troublée de la Révolution lui a fourni la matière du quatrième livre. Et, comme si l'honneur et la vertu devaient être le dernier mot d'un ouvrage destiné à parler d'un temps qui n'est plus, il a couronné son œuvre par le récit de la vie et de la mort de M. l'abbé Prunet, son prédécesseur à Fontès, confesseur de la foi pendant la Révolution.

C. D.

Registres des comptes municipaux de la ville de Tours, publiés avec notes et éclaircissements par J. DELAVILLE LE ROULX, archiviste paléographe, membre de la Société archéologique de Touraine : tome I, comptes de 1358 à 1366. Tours, Georget-Joubert ; Paris, A. Picard, 1878, gr. in-8° de viii-440 pages.

Ce livre, publié sous les auspices de la Société archéologique de Touraine, renferme une édition excellente des plus anciens comptes municipaux de la ville de Tours, de 1358 à 1366. Il serait aujourd'hui superflu de faire ressortir l'intérêt des documents compris sous cette dénomination ; on s'accorde généralement à reconnaître que les registres de *délibérations* et les comptes sont, pour ces époques reculées, la source la plus importante et la plus complète de renseignements précis sur une question historique de premier ordre : l'administration et la vie communales en France au moyen-âge. A Tours, le plus ancien registre de délibérations n'est pas antérieur à 1408 : les comptes du xiv^e siècle, édités par M. Delaville le Roulx, ont donc une valeur unique. Ils contiennent des détails multiples sur l'état et les institutions de la capitale de la Touraine sous le roi Jean et pendant les premières années du règne de Charles V. L'archéologie et l'histoire locale mettront certainement à profit, en les dégageant de leur forme un peu abstraite, les matériaux épars dans ce volume. Rien n'a été épargné du reste pour faire de cette édition une œuvre à la fois scientifique et attrayante au point de vue bibliographique. Tous les articles des comptes ont été numérotés ; chaque page porte l'indication apparente de la date et du folio du registre original. Les additions faites par les vérificateurs des comptes ont été imprimées en italique. Enfin une table

alphabétique donne la nomenclature des matières, des noms de lieux et des noms de personnes. Ces détails, trop souvent négligés, ont une importance considérable dans une édition de textes destinés à être compulsés. Ajoutons que des notes et des éclaircissements, puisés aux sources originales, mettent en relief les principaux personnages, jusqu'ici à peu près inconnus, qui figurent dans les pièces de comptabilité. Au point de vue matériel, une impression soignée et des reproductions de lettres ornées dans le goût pittoresque du *xiv^e* siècle, ajoutent à une publication un peu aride par le fond ce cachet de luxe que recherchent les bibliophiles et que ne dédaignent pas les erudits. La Société archéologique de Touraine et M. Delaville-le-Roulx tiendront à honneur de poursuivre une œuvre si bien commencée. Nous ne doutons pas que des encouragements nombreux, que justifierait pleinement l'exécution irréprochable de ce premier volume, ne viennent au besoin stimuler leur zèle.

G. B.

Notes sur l'ancienneté des familles du département de l'Ain, par un Dombiste. Bourg en Bresse, imp. du *Moniteur de l'Ain*, 1878, in-32 de VII-207 p.

Voilà un livre d'une discrétion que j'oserais dire excessive : l'auteur ne nous dit pas son nom ; premier excès de discrétion ; qui ne trompe, à vrai dire, aucun de ceux qui ont eu à étudier l'histoire de Bresse et de Bugey, ou qui ont fréquenté les archives de Lyon et du Rhône. En second lieu, et quoique l'auteur se soit proposé de découvrir ce que sont devenues « les familles privilégiées des *x^e*, *xii^e* et *xiii^e* siècles, et qui représentaient, croit-on, la race des conquérants romains, francs et burgondes, quelle

est l'extraction des familles qui leur succédèrent, et par quelles voies sont-elles arrivées aux honneurs, à la fortune et aux privilèges, à quelle époque remontent les familles bourgeoises actuelles ? il ne nous donne point la réponse que lui ont fournie les faits. Il se contente d'offrir dans son livre une simple nomenclature des familles du département de l'Ain, des renseignements « qui ne peuvent déplaire à personne et sont agréables à quelques-uns. » Ces réponses, qu'il nous permette de le lui dire puisqu'il ne les a pas tenues secrètes pour tous, ne sont « ni si étranges, ni si subversives des idées admises » qu'il a l'air de le croire. Si beaucoup y contredisent encore, beaucoup aussi sont disposés à les entendre. Que la rude vie des champs soit la plus propre à former les races qui durent, et qu'elles doivent, sous peine de mort, venir s'y retremper, après en être sorties, si elles veulent durer, que le sol natal communique, comme la terre au géant de la fable, à ceux qui s'y attachent, une perpétuelle vigueur, c'est un fait que l'historien, quand il le rencontre, doit dire pour le passé, comme des observateurs attentifs n'ont pas craint de le signaler chez certaines races dans le présent. L'histoire a ses droits sur les morts, surtout quand ils sont morts par leur faute ; les races disparues seraient là aujourd'hui pour ratifier cette loi, si elles y avaient été fidèles ; leur absence même est un témoignage de plus en sa faveur.

J. V.

Archiv für die schweizerische Reformationen - Geschichte, herausgegeben auf Veranstaltung des schweizerischen Piusvereins. Soleure, Schwendimann, 1868, 1872, 1878, 3 vol. gr. in-8° de LXXVI-856, L-556, et VIII-693 p.

Le *Piusverein* suisse, association militante qui a pris à sa charge le service de tous les intérêts catholiques en Suisse, publie, depuis une dizaine d'années, sous le titre d'*Archiv für die schweizerische Reformationen-Geschichte*, une collection de documents originaux relatifs à l'époque de la Réforme. Trois volumes ont déjà paru.

Le premier, dont la publication remonte à 1868, contient les pièces suivantes : *Chronique* de Salat, imprimée pour la première fois par les soins des directeurs de l'*Archiv*, MM. Scherer-Boccard, Fiala et Banwart; *Catalogue des livres et des écrits concernant la Réforme* par G. E. de Haller, 1^{re} partie, communiquée par C. Siegwart-Müller; *Actes des archives d'État de Lucerne sur les troubles religieux de Soleure* en 1533, par M. Scherer-Boccard; *Histoire diplomatique du traité d'alliance entre Philippe II d'Espagne et les six cantons catholiques*, par M. Scherer-Boccard; *Rapport sur les correspondances secrètes trouvées à Heidegger au commencement du XVII^e siècle*, par M. Scherer-Boccard; *Lettre des sept cantons catholiques au Pape Clément VIII en faveur des protestants*, par M. Scherer-Boccard; *Documents tirés des archives d'Einsiedeln pour la biographie de Zwingli*, par M. P. Gall Morel; *Catalogue de documents pour l'histoire de la Réforme chez les Grisons*, par M. J. P. Fetz; *Trois lettres de Tregarius de Fribourg*, par le professeur Gremaud; *Lettres tirées des Archives d'État de Lucerne sur la dispute de Bade*, par M. l'archiviste Th. de Liebenau; *Notices tirées de l'Annuaire de Bünzen*, par Martin

Kiem; *Le rôle de Berne et de Fribourg dans l'introduction du protestantisme à Genève*, par le recteur Fleury; *Établissement de la réforme protestante à Moutier-Granval*, par le doyen Vautrey. De ces deux derniers travaux le premier est rédigé en français avec pièces justificatives, le second est un extrait d'un livre latin, publié en 1764 sous le titre de *Historicum insignis ecclesiæ collegiatæ Monasterii Grandisvallis*, et appartenant à M. Vautrey.

Dans le second, publié en 1872, on trouve : *Lettres des papes aux diètes, aux cantons, etc.*, presque toutes du XVI^e siècle et tirées des archives d'État de Lucerne, par M. Scherer-Boccard; *Mémoire du gouvernement d'Unterwald sur l'expédition de Brünig* en 1534, par M. Scherer-Boccard; *Documents pour l'histoire militaire de l'année 1531*, par M. Scherer-Boccard; *Préface d'un écrit du secrétaire du Conseil du Zürich J. de Grödl* (1525), par M. Gall Morel; *Documents relatifs à Appenzell*, par M. l'Archiviste Rusch; *Réforme et contre-Réforme dans les districts libres (Freie Aemter)* par M. Fiala; *Documents pour l'histoire de la Réforme à Zurzach*, par M. Huber; *Sources romaines pour l'histoire de la Réforme en Suisse*, œuvre postume de Siegwart Müller; *Sources vénitiennes*, du même; *Actes préliminaires d'alliance entre le pape Clément VII, l'empereur Charles-Quint, et les six cantons catholiques*, par M. Scherer-Boccard.

Dans le troisième, enfin, paru en 1876 : *Catalogue des livres et des écrits concernant la Réforme en Suisse*, 2^e partie, complet et continué jusqu'en 1871, par Siegwart-Müller; *Mémoires des Dames de Sanct-Catharinathal sur la Réforme*, avec des remarques du Père Van der Meer, par Bannwart; *Livre secret de Lucerne*, composé en 1609 par Renn-

ward Cysat, communiqué par M. Scherret-Boccard ; *Mémoire sur la Mission des PP. Capucins à Wallis au XVII^e siècle*, etc., etc., par Augustin d'Asti, communiqué par Torrente de Rivaz ; *Nidwald au temps de la Réforme*, d'après les sources, par Odermatt ; *Chronique de Küssenberg*, sur la réforme dans le comté de Bade, à Klettgau, et dans le Schwarzwald, par M. Huber ; *Actes et informations* tirés des archives de Lucerne sur les alliances, les élections et les ambassades des Papes, par M. Scherer-Boccard ; *Actes pour l'alliance chrétienne entre le roi Ferdinand et les cinq cantons*, par le même ; *Sauf-conduit de M. Ulrich Zwingli et ses partisans*, tiré des archives paroissiales de Wiesen, par Mayer ; *Les derniers titulaires (Chorherren) de la Collégiale de S. Imer à Soleure*, par M. Fiala ; *Laurent de Heidegg et ses démêlés avec le gouvernement de Zurich et de Schaffouse*, au sujet de deux conventuels défrqués, par M. Martin Kiem ; *Actes sur la Réforme à Stein sur le Rhin* par Justus Landolt ; *Correspondance du roi François I^{er} avec les cantons confédérés* ; *Chronique inédite* de Werner Biel, greffier de la ville de Zürich.

Telle est la liste complète de toutes les pièces publiées jusqu'ici dans cette précieuse collection. Des introductions les éclaircissent. Je signalerai entre autres celle qui accompagne la *Chronique de Salat* : c'est un modèle. On ne peut que souhaiter, dans le double intérêt de la religion et de la science, la continuation d'une telle entreprise. La publication des textes originaux est le plus grand service qui puisse être rendu à la science historique : « Préparer les sources, disait Böhmer, est un rôle tout autre que de les rectifier. Dans cette dernière opération les erreurs ne sont pas toujours inévitables. » Cette phrase, citée par les éditeurs, a été leur maxime : ils s'en sont

tenus à la lettre (*Wortlaut*) des documents, sans se permettre ces corrections qui souvent indiquent plutôt un esprit ingénieux qu'une érudition solide.

JUST DE BERNON.

Adelaïde di Savoia, duchessa di Baviera e i suoi tempi,
Narrazione storica, scritta con documenti inediti da Gaudenzio CLARETTA. Stamperia reale di Torino di G. B. Paravia e Comp., 1877, in-12 de x-226 p.

Le titre de cet ouvrage n'est pas complètement exact ; d'Adelaïde de Savoie, il nous apprend bien tout ce qu'on en peut savoir, mais de son temps il ne nous dit pas grand chose. Ce n'est pas qu'Adelaïde n'eût voulu y tenir une large place. Petite fille de Henri IV, et mère d'une princesse qu'elle n'eut pas le temps de voir dauphine, elle avait rêvé elle-même, ou plutôt sa mère avait rêvé pour elle, la couronne de France. Réduite à s'asseoir sur le trône ducal de Bavière, elle y emporta des goûts d'éclat et de grandeur, puisés à la cour de Savoie. A Turin, on s'amuse et l'on dépense sans compter. Adelaïde regrette cette existence facile, son idéal c'est la cour du grand roi dont elle a failli devenir l'épouse. Ce qu'elle voudrait, ce sont ces ballets, ces comédies, ces fêtes comme on n'en peut trouver à Munich, quoique la petite cour allemande ait tâché de dépouiller ses habitudes d'austérité et de s'égayer un peu pour plaire à sa jeune souveraine ; elle fait construire le château de Nymphenbourg sur le modèle de celui de Versailles, elle joue la comédie, elle fait des vers, elle aime beaucoup la conversation et, pour en jouir plus à son aise, elle s'entoure d'une petite coterie italienne, et écarte, presque sans y faire attention, ses nouveaux sujets de sa personne ; sa prévention pour ses

compatriotes va si loin qu'elle donne parfois naissance à mille bruits fâcheux. Il y a rivalité domestique dans la maison ducal, car la belle-mère d'Adélaïde entend rester maîtresse chez elle, et n'est pas tendre pour ces Italiens, intrigants et bavards, auxquels Adélaïde fait trop bon visage; il y a même rivalité politique, car le comte Kurz, premier ministre de Bavière, ne veut pas davantage partager avec Adélaïde la conduite des affaires. Sauf avec son mari, qu'elle aime toujours et qui semble lui avoir rendu cette affection, elle se crée des embarras partout. La maternité vint trop tard combler le vide d'une existence destinée à bientôt finir, et dont le malheur fut de s'écouler dans un milieu qui n'était pas fait pour elle. C'est cette lutte de deux influences, des mœurs italiennes, dans lesquelles avait été élevé Adélaïde, et de la vie allemande à laquelle elle ne sut jamais se plier, qui fait tout l'intérêt du livre de M. Claretta. Il y a dans ces correspondances, dans ces portraits, dans ces descriptions, comme un lointain souvenir de Saint Simon. Mais à quoi bon cette profusion de citations latines, de poètes notamment, dont M. Claretta se plaît à émailler son style? Adélaïde les aimait, c'est possible, c'est un trait de plus à ajouter à son caractère et que nous sommes bien aises de connaître; nous aurions même été portés à croire que M. Claretta partage les goûts qu'il apprécie chez son héroïne; mais il fallait nous laisser le mérite de cette bonne pensée; si nous ne craignons de nous condamner, nous mêmes, nous dirions en latin que ces citations ne sont pas à leur place; elles enlèvent au récit cette allure personnelle et cet air de mémoires qui en font tout le charme.

J. VAESSEN.

Chypre. *Histoire et géographie*, par le marquis de SASSENAY. Paris Delagrave, 1879, in-8° de 32 pages. (Extrait de la *Revue de géographie*).

Le traité du 4 juin dernier, qui a transmis à la Reine Victoria la souveraineté de Chypre, a eu, entre autres résultats, celui de ramener l'attention vers cette île, plus célèbre jadis, et probablement aussi mieux connue alors qu'aujourd'hui. Le nombre est grand en effet de ceux qui, sur cette nouvelle annexion anglaise, ne possédaient, il y a quelques mois encore, que de rares et vagues notions. Ses richesses naturelles et sa fertilité ne le cèdent cependant à celles ni de la Sardaigne ni de la Sicile: et Chypre l'emporte de beaucoup sur cette dernière île par sa situation géographique, qui commande en quelque sorte les principaux débouchés du commerce asiatique: l'entrée de l'isthme de Suez, et les ports de Syrie et de Carmanie.

Puisque la bonne fortune de l'Angleterre force pour ainsi dire les plus indifférents à s'occuper de cette île, l'occasion est bonne pour refaire un peu d'histoire et rappeler les grands et les vicissitudes d'un coin de terre qui fut gouverné pendant trois siècles par une dynastie française.

C'est ce qu'a tenté de faire M. le marquis de Sassenay, dans un travail qu'il a voulu réduire aux proportions d'un simple article de *Revue*, quand tout prouve combien il était capable de lui donner de plus considérables développements; mais peut-être aurait-il été moins lu, malgré tout son mérite.

Après un premier coup d'œil sur la constitution géographique, géologique et ethnographique de l'île, si pleine des souvenirs de l'antiquité classique et même fabuleuse, l'auteur fait un résumé rapide de son histoire aux différentes époques de ses anna-

les. Ses origines premières, comme toutes celles des anciennes colonies grecques, et en général comme toutes espèces d'origine, sont fort obscures, surtout si l'on veut remonter au delà des Phéniciens. Chypre a été successivement le théâtre de l'occupation ou des luttes des Égyptiens, des Grecs, des Perses, des Romains. Visitée de bonne heure par S. Paul et S. Barnabé, elle fut une des premières provinces de l'Empire où pénétra le christianisme ; on y compta bientôt treize évêchés. — En 395, elle échut naturellement à l'Empire d'orient, et après quatre siècles d'une paix profonde, elle fut envahie par les Arabes. De là une série de luttes sanglantes que ne termina point, pour les Chypriotes, la domination dure et insatiable des Commènes. Richard-cœur-de-Lion s'en empara et la ravagea en partie, et enfin elle accepta la domination d'un cadet du Poitou, le sire de Lusignan dont la dynastie dura trois cents ans. Cette période de l'histoire de Chypre est la plus connue, grâce aux remarquables travaux que lui a consacrés l'érudit M. de Mas Latrie. Mais les Lusignan furent remplacés par les Vénitiens qui gardèrent l'île un siècle à peine, après quoi les Turcs la reprirent, et ils viennent de la céder à l'Angleterre.

Le travail de M. de Sassenay est trop court à notre gré ; toutefois, tel qu'il est, il suffit à renseigner sommairement ; il est accompagné d'une très jolie carte et d'une bibliographie précieuse pour ceux qui auront le loisir et le goût d'entrer dans les détails et de s'adresser aux sources.

F. DE ROQUEFEUIL.

Les singularitez de la France antarctique, par ANDRÉ THEVET, Nouvelle édition avec notes et commentaires par Paul GAFFAREL. Paris, Maisonneuve, 1878, pet. in-8° de 459 pages.

Pourquoi, dira-t-on, réimprimer les *Singularitez* d'André Thevet ? L'auteur et le livre sont discrédités depuis longtemps ; le premier, voyageur sans jugement et érudit sans critique, a été justement accusé d'attentat permanent et prémédité à la crédulité de ses contemporains ; le second est un recueil qui rappelle trop certaines pages de Pliny l'Ancien ou de Benjamin de Tudèle. Ni l'histoire, ni la géographie, ni la littérature n'ont à se louer de cet écrivain.

M. Gaffarel, dans la notice biographique qu'il a placée en tête de cette nouvelle édition, a fait habilement valoir les titres d'André Thevet à l'indulgence de la postérité. Cet étrange précurseur de Humboldt, naïf autant que curieux, comme le souriceau de la fable, a pris souvent la moindre taupinée pour les Alpes et le Caucase : son excuse est dans l'éblouissement que lui ont causé tant de merveilles éparses sur les deux hémisphères. Il a bien décrit ce qu'il a vu ; seulement, par excès de confiance envers autrui, il a accueilli trop volontiers des traditions fausses et des contes absurdes. Il n'en a pas moins répandu dans ses ouvrages une foule de notions que les écrivains du seizième siècle lui ont empruntées sans le citer. Bien mieux, on lui a enlevé la gloire d'une découverte importante ; car c'est lui, et non pas Jean Nicot, qui a fait connaître le tabac en France. La description de cette plante se lit tout au long au chapitre xxxii des *Singularitez*.

Quant au livre, ses lecteurs le jugeront en effet, comme M. Gaffarel, encore digne d'attention. Qu'ils veuil-

lent bien oublier la phrase un peu lourde et les perpétuelles digressions de l'auteur, et ils suivront non sans charme André Thevet dans sa revue des mondes nouveaux; car on parcourt avec lui non-seulement la France antarctique, mais l'Afrique, les îles de l'Atlantique, les Antilles et l'Amérique du Nord; et le nouvel éditeur est là pour redresser ou pour confirmer par des témoignages certains ses assertions, pour établir entre lui et les anciens d'ingénieux rapprochements, pour le confronter avec les voyageurs de son temps et du nôtre. On a même respecté l'orthographe, conservé les sommaires et indiqué en marge les folios de l'édition primitive. Bref, cette réimpression faite avec autant de luxe que de soin complète et continue heureusement celles de Lescarbot et de Sagard Théodat; avec elles et autant qu'elles, elle contribuera à faire mieux connaître les origines de la domination française en Amérique.

L. P.

La monnaie dans l'antiquité.

Leçons professées dans la chaire d'archéologie près la Bibliothèque nationale en 1875-1877, par François LENORMANT. Tomes I et II. Paris, A. Lévy, 1878, 2 vol in-8° de 280 et 446 p.

On pourrait soutenir cette thèse qui, au premier abord, semble étrange que l'histoire de la monnaie n'est que le reflet de la marche et du développement de la civilisation dans la vie d'un peuple. Dans les siècles de grandeur et de prospérité, la monnaie est de bon aloi, le métal est pur de tout alliage frauduleux, la frappe est généralement belle quand elle n'atteint pas jusqu'à l'art, le système monétaire enfin repose sur des bases simples et faciles à déterminer. Dans une na-

tion en décadence, au contraire, ou qui n'est pas encore arrivée à une haute culture morale et matérielle, la monnaie est souvent altérée, on fait argent de tout métal, le type est rude, barbare, le système monétaire est arbitraire ou inextricable pour les savants. Il serait facile d'accumuler les exemples à l'appui de cette théorie, et c'est pour cette raison qu'une histoire générale de la monnaie n'est point un livre aussi aride qu'on pourrait le supposer tout d'abord; il devient intéressant et accessible à tous, parce qu'il rentre dans le cadre de l'histoire générale. Tel est le cas de l'ouvrage de M. François Lenormant, dont nous allons donner une brève analyse.

Ce livre, tel que l'auteur en a conçu le plan, doit comprendre quatre volumes: les deux premiers seulement ont paru. M. Lenormant passe successivement en revue l'histoire monétaire de l'antiquité, à trois points de vue différents: la matière, la loi et la forme du monnayage. Il se propose, dans les deux tomes qui n'ont pas encore vu le jour, de tracer l'esquisse d'une paléographie monétaire et d'exposer l'histoire des systèmes monétaires des anciens peuples, depuis la Chine et le Japon jusqu'aux extrémités occidentales de l'Europe. Ce plan est immense et quatre volumes offrent bien peu d'espace pour embrasser l'histoire du monde ancien jusqu'au ^v^e ou ^{vi}^e siècle de notre ère. Eckhel qui restera toujours le grand maître de la numismatique, n'a compris dans son *Doctrina nummorum veterum* que l'antiquité grecque et romaine, et cependant il a rempli huit volumes in-4°. Mais M. Lenormant se contente de résumer, très scientifiquement du reste, et en y joignant les fruits de sa propre expérience, les travaux qui ont été accomplis depuis Eckhel dans les diverses branches de la numismatique: considéré

à ce point de vue, son ouvrage est appelé à rendre d'utiles services.

Dans le livre qu'il intitule *La matière dans les monnaies*, il établit les rapports de valeur de l'or, de l'argent et du cuivre qui étaient les trois métaux monétaires chez les Grecs comme chez les Romains; il examine les variations dans le choix du métal étalon et constate que les anciens, en général, n'ont jamais eu recours, comme nous, au double étalon; enfin, les alliages métalliques sont aussi passés en revue en raison de leur importance, puisqu'ils ont produit les monnaies d'électrum et de potin fabriquées chez presque tous les peuples. A côté de ces métaux qui formaient la base du système monétaire, il y eut chez les anciens, comme à notre époque, une monnaie fiduciaire qui n'est pas moins intéressante à étudier que la monnaie réelle. On mit en circulation des monnaies de plomb, d'étain, de verre et de terre cuite qui n'avaient pas de valeur intrinsèque; il en est de même des monnaies *fourrées*, c'est-à-dire des pièces se composant d'un flan de métal de peu de valeur revêtu d'une mince feuille d'argent ou d'or.

Le second volume tout entier est consacré à l'étude de la loi dans les monnaies antiques; c'est le droit de monnayage. Ce droit fut, dans tous les temps et chez tous les peuples, considéré comme un attribut de la souveraineté: la monnaie des républiques fut frappée au nom du peuple, celle des monarchies au nom du roi. C'est d'après le monnayage des villes grecques qu'on peut clairement établir la différence qu'il y eut entre le *basileus* et le *tyrannos*: ce dernier n'inscrivait pas son nom sur les monnaies. Quand il arrive à l'empire romain, M. Lenormant fait ressortir, en suivant surtout Eckhel et Mommsen, le déplorable état du système monétaire qui, à partir de Caracalla

jusqu'à Dioclétien, fut une véritable banqueroute en permanence, organisée par les empereurs.

Je ferai seulement, en terminant, quelques remarques sur cet ouvrage qui sera le manuel de tous ceux qui débutent dans la numismatique, et que les maîtres de la science consulteront aussi avec fruit. Dans les *Prolégomènes* qui occupent la moitié du premier volume, il me semble que M. Lenormant a placé des choses qui trouveraient plus naturellement leur place à la fin de l'ouvrage. Il parle des médaillons romains, des médailles talismaniques, des tessères, des jetons, et de tous les monuments numismatiques qui ne sont pas des monnaies. Cette méthode jette tout d'abord quelque confusion dans l'esprit; il vaudrait mieux, peut-être, rejeter ces dissertations dans un dernier chapitre ou en appendice. Il y a dans ces *Prolégomènes* des faits intéressants, tout à fait originaux même, et que les études orientales de M. Lenormant lui ont révélés. Ainsi, dans le chapitre sur la circulation métallique avant l'invention de la monnaie, on voit que les Assyriens adoptèrent de bonne heure une sorte de monnaie fiduciaire, analogue à notre lettre de change; ils avaient un système d'obligations et de mandats de paiement gravés en caractères cunéiformes sur la terre cuite, et qui constituaient de vrais chèques. Quant aux Egyptiens, ils avaient des lingots de cuivre appelés *outens* analogues à l'*æs rude* des populations primitives de l'Italie. Enfin, M. Lenormant recherchant quels ont pu être les inventeurs de la monnaie, se prononce en faveur des Lydiens; il était mieux préparé que tout autre à éclaircir cette question, par ses savants travaux sur les antiquités de l'Asie occidentale; néanmoins, les arguments invoqués en faveur des Éginètes sont sérieux, et la dissertation de M. Lenormant ne

les a peut-être pas complètement renversés.

ERNEST BABELON.

Un poète latin du XI^e siècle,
Baudri, abbé de Bourgueil, archevêque de Dol, 1046-1130, d'après des documents inédits par l'abbé Henri PASQUIER, chanoine honoraire, directeur de l'école Saint-Aubin d'Angers, docteur ès lettres. Paris, Thorin; Angers, Lachèse et Dolbeau, 1878, in-8° de 295 pages.

Baudri de Dol, comme personnage historique et comme écrivain, est sans contredit l'un des noms les plus marquants de la fin du XI^e siècle, et du XII^e. Dans nos jours de revendication et de réhabilitation du passé il méritait d'autant mieux de devenir l'objet d'une étude spéciale, qu'il a été souvent calomnié ou traité à la légère; il faut donc féliciter M. l'abbé Pasquier de n'avoir pas reculé devant cette tâche, qui n'était pas sans difficulté, et de l'avoir remplie avec une véritable distinction. Nous n'oserions dire cependant que l'ouvrage du savant directeur de l'école de Saint-Aubin d'Angers soit arrivée à sa dernière perfection. Ainsi, par exemple, il nous semble qu'il y a bien quelque naïveté à supposer que Baudri dut se croire exempt du joug de la règle, et libre d'agir à sa guise, au caprice de l'heure et du moment, parce qu'il avait été élevé à la dignité abbatiale (p. 63 et ss.). La supériorité est une charge, non un allègement : si elle confie le commandement à quelqu'un, c'est pour le mettre dans la nécessité d'obéir en quelque sorte à tous ses inférieurs. (*Regul. S. Bened. c. II.*)

Il nous semble aussi que l'auteur a dépassé les bornes d'une critique équitable lorsqu'il a donné tort, sans preuve aucune, dans deux circonstances aux *mandataires du S. Siège*, uniquement parce qu'ils avaient pris

fait et cause contre Baudri, qui se trouvait en lutte la première fois avec un de ses chanoines de Dol, la seconde avec les moines de S. Florent (p. 228). M. Pasquier a sans doute été entraîné dans cette exagération par le désir de ménager la réputation de son héros, mais on peut être à la fois pieux et savant sans avoir pour cela un caractère doux et conciliant. Tel était Baudri si nous ne nous trompons : il y aurait injustice à lui refuser une science étendue, une piété sincère, mais était-il d'humeur facile? Nous n'oserions l'affirmer. Le fait est que le séjour de Bourgueil lui était devenu insupportable, lorsqu'il fut appelé à monter sur la chaire de S. Samson. Faut-il s'étonner dès lors que le séjour de Dol et de la Bretagne lui soit devenu plus tard également à charge. Mieux vaudrait, dans cette circonstance, jeter une partie des torts sur le caractère difficile du prélat que de tout faire retomber sur les défauts de ses subordonnés, et d'en venir à supposer qu'à cette date « l'Armorique était un pays presque sauvage, un pays où les esprits étaient incultes et les caractères pervers (p. 225). » Passe encore si cette assertion émanait d'un document contemporain, mais non : elle est empruntée tout simplement à M. de Pétigny, qui écrivait ces belles choses en l'an de grâce 1854.

Si M. Pasquier voulait des témoignages pleinement contemporains, nous le renverrions aux *Chroniques de Touraine*, qui lui sont bien connues. Il y verrait (p. 241 et suiv.) ce que l'on pensait de la Bretagne, de ses vertus, de ses lumières, de sa supériorité à cet égard sur les provinces qui l'avoisinaient dans les années justement où Baudri montait sur la chaire de Dol.

Après ces quelques critiques de détail, sur lesquelles nous avons cru devoir nous appesantir, parce que nous

étions à même de le faire avec quelque compétence, hâtons-nous d'ajouter que le livre de M. l'abbé Pasquier présente dans son ensemble beaucoup de bon, principalement sous le rapport de l'érudition. La biographie de Baudri n'avait peut-être jamais été traitée d'une manière aussi sérieuse, au double point de vue de la chronologie et de la forme littéraire.

L'auteur entre sur ce dernier point dans des détails circonstanciés qui ne manqueront pas d'être appréciés par les littérateurs de profession.

En somme, si ce livre est l'œuvre d'un débutant, il faut ajouter qu'il est l'œuvre d'un débutant qui promet beaucoup pour l'avenir.

D. F. PLAINE.

Étude sur la vie et les travaux de Proudhon. doyen de la faculté de droit de Dijon, par Gabriel DUMAY. Paris, Pedone-Lauriel, 1878, in-8° de 242 pages.

Deux Franc-Comtois, dans notre siècle, ont porté avec éclat le nom de Proudhon ; celui qui l'a honoré n'est malheureusement pas le plus connu. Jurisconsulte éminent, le premier en date des illustres interprètes de notre Code civil, Victor Proudhon (1758-1838) se recommande au souvenir de la postérité non seulement par le mérite de ses travaux et de son enseignement, mais par son caractère. Jeune encore au moment de la Révolution, il en accueillit avec joie les réformes utiles et les magnifiques promesses ; il n'en répudia pas moins énergiquement les excès. On pourra critiquer ses idées sur le divorce et la Constitution civile du clergé ; il n'en est que plus intéressant de l'entendre, pendant la Terreur, plaider publiquement la cause des prêtres insermentés : il les défend encore

après le 18 Fructidor, et dès l'an VI, comme professeur à l'École centrale du Doubs, il hasarde une profession de foi religieuse qui pouvait à cette époque passer pour hardie. Partout où il passe, il laisse une réputation de modération et de savoir qu'il gardera et qu'il consacrera comme professeur et doyen de la Faculté de droit de Dijon, de 1806 à 1838.

M. Gabriel Dumay a reproduit avec un scrupule parfois minutieux les principaux traits de cette figure intéressante et originale à certains égards : les papiers de la famille lui ont été confiés ; les moindres documents ont passé sous ses yeux. On peut seulement regretter que le chapitre VI : *Proudhon professeur et père de famille* devienne, par la place qu'il occupe, comme un appendice inattendu à la vie de l'éminent professeur, conduite jusqu'à son terme dans le chapitre précédent. Il eût mieux valu en faire un épisode dans le récit même de cette vie. Une analyse substantielle des *Traité*s, demeurés classiques, de Proudhon, termine l'ouvrage ; une bibliographie complète de ses écrits imprimés ou manuscrits, une série de lettres inédites, quelques-unes signées de Royer-Collard, de Courvoisier, de Sylvestre de Sacy, enrichissent les pièces justificatives. L'homme qui léguait cette dernière recommandation à ses élèves : « Souvenez-vous que l'étude du droit est l'école de la justice et de la probité, » qui pouvait écrire à la veille de sa mort : « Je suis arrivé au port la tête haute et pouvant défier le monde entier de me reprocher la moindre injustice, » méritait de la part de M. Dumay ce sympathique hommage, qui est en même temps une étude impartiale et approfondie.

L. P.

VICTOR PALMÉ

LA BIBLE ET L'ASSYRIOLOGIE

LES INVASIONS

ASSYRIENNES DANS LE ROYAUME D'ISRAEL

D'APRÈS LES DÉCOUVERTES RÉCENTES

« Les antiques histoires des Assyriens témoignent qu'ils ont eu de longues guerres avec les Juifs, comme les écrivains juifs le témoignent aussi de leur côté, » disait Origène à Celse, qui prétendait rejeter comme fabuleux les récits des livres saints¹. Ces antiques histoires des Assyriens, qu'invoquait l'illustre défenseur de la Bible contre le précurseur de nos modernes exé-

¹ Εὐρήσομεν γάρ ἐπιπλοκὴν Ἀσσυρίων πρὸς Ἰουδαίους, καὶ ταῦτα ἱστορούμενα ἐν ταῖς Ἀσσυρίων ἀρχαιολογίαις· οὕτω δὲ καὶ Ἀσσυρίους ἀνέγραψαν ἑαυτοῖς πολεμίους οἱ Ἰουδαῖων συγγραφεῖς. Origen. *Contra Celsum*, l. I, c. xiv. Migne, *Pat. gr.*, t. XI, col. 681. Avant les découvertes modernes, la justification de ce passage d'Origène n'était pas possible, aussi ses annotateurs ne pouvaient-ils citer à l'appui qu'un passage de Bérosee, rapporté par Tatien, *Orat. cont. Græcos*, et par Josèphe, *Contra Apionem*, l. I (Voir *ibid.*, col. 681-682, note 69), dans lequel il est question de Nabuchodonosor, roi de Babylone. Ces annotateurs ne prenaient pas garde qu'ils confondaient ainsi les Babyloniens avec les Assyriens. La même confusion a été d'ailleurs faite plus d'une fois. Dans les sommaires placés en tête du chapitre VIII d'Osée, dans la Vulgate, édition de Plantin et autres, nous lisons : « Samariam prædicat cum vitulo suo destruendam per Nabuchodonosor. » Osée n'a eu garde de dire que Samarie, qui devait être détruite par un roi d'Assyrie, comme nous le verrons plus loin, serait détruite par un roi de Babylone, siège de l'empire de Nabuchodonosor. Osée dit, en parlant des Israélites, VIII, 9 : « Ipsi ascenderunt ad Assur, » et non *ad Babylonem*.

gètes rationalistes, sont maintenant sous nos yeux ; après avoir été ensevelies, pendant de longs siècles, sous les ruines et les décombres amoncelés sur les bords du Tigre, ces pages monumentales, gravées sur la pierre ou écrites sur l'argile, ont enfin reparu à la lumière du jour et les savants contemporains y ont lu, avec un étonnement mêlé d'admiration, non seulement les noms des fiers monarques de Ninive, mais aussi des noms qu'on ne s'attendait point à trouver en dehors de la Sainte Écriture, les noms d'Achab, d'Israël, de Jéhu, d'Ozias, d'Achaz, d'Ezéchias, de Manassé et de plusieurs autres encore ¹. C'est ainsi que les ennemis mêmes du peuple de Dieu sont venus confirmer l'authenticité et la véracité des annales sacrées ; c'est ainsi qu'ils ont justifié la réponse que le savant Alexandrin faisait aux objections de Celse ; c'est ainsi enfin qu'ils obligent à battre en retraite les incrédules de nos jours, qui accusaient de fausseté les livres des Rois et des Paralipomènes ².

Non contents de déposer en faveur des récits bibliques, les monuments épigraphiques de l'Assyrie font davantage encore ; en plus d'une circonstance, ils les complètent, ils en comblent les lacunes et de la sorte les éclaircissent et nous permettent de

¹ La Bible mentionne par leur nom cinq ou six rois assyriens : Phul (II ou IV Reg. XV, 19 ; I Par. V, 26) et Téglathphalasar (II ou IV Reg. XV, 29 ; XVI, 7, 10 ; I Par. V, 26) ; Salmanasar (II ou IV Reg. XVII, 3 ; XVIII, 9 ; Tobie, 1, 2, 13, 18) ; Sargon. (Is. XX, 1) ; Sennachérib (II ou IV Reg. XVIII, 13 ; XIX, 16, 20, 36 ; II Par. XXXII, 1, 2, 9, 10, 22 ; Tobie, 1, 18, 21 ; Is. XXXVI, 1 ; XXXVII, 17, 21, 37 ; Eccli. XLVIII, 20 ; I Mac. VII, 41 ; II Mac. VIII, 19 ; XV, 22) ; Asarhaddon (II ou IV Reg. XIV, 37 ; Is. XXXVII, 38). Nous avons dit cinq ou six, parce que, comme nous le verrons plus loin, plusieurs assyriologues croient que Phul et Téglathphalasar sont une seule et même personne, et cette opinion, sans être certaine, nous paraît la plus vraisemblable.

² « Nous soumettons au public savant, disait M. Oppert en commençant son travail sur *Les inscriptions des Sargonides*, les traductions de plusieurs inscriptions assyriennes de la dernière dynastie de Ninive, dont la découverte jette un jour nouveau sur quelques périodes de l'histoire biblique. Depuis la rédaction des livres saints, le déchiffrement des inscriptions cunéiformes de Babylone et de Ninive nous a, pour la première fois, mis à même de comparer les données sacrées avec d'autres documents contemporains, qui, tout en provenant d'un peuple ennemi des Juifs, les confirment dans les grands traits, comme souvent dans les plus minutieux détails. Ces documents, d'une valeur inappréciable, et dont le seul défaut est de n'être pas assez nombreux, sont appelés à franchir le cercle des recherches spéciales, et à être connus du grand public, et l'interprétation en est déjà tellement avancée que, sauf les détails d'une importance secondaire, l'explication peut être considérée comme certaine. » *Les inscriptions des Sargonides traduites pour la première fois. Annales de philosophie chrétienne*, juillet 1862, p. 43.

mieux suivre la trame de l'histoire sainte. A partir de la fin du règne de Salomon, les livres des Rois ne sont guère qu'une analyse du *sefer dibré hayyāmim* ou *Journal* des rois de Juda et d'Israël, auquel l'auteur sacré renvoie fréquemment, en nous avertissant que ce journal renferme des faits qu'il passe lui-même sous silence. Malheureusement ce précieux recueil est perdu. Les documents assyriens ne peuvent le remplacer, mais ils nous permettent néanmoins de suppléer à quelques-unes des pages que nous n'avons plus.

Les inscriptions cunéiformes nous rendent encore un autre service. Les écrits des prophètes, cette partie si importante de nos livres saints, sont remplis d'allusions à certains faits, à certains usages dont la Bible elle-même ne nous fournit point l'explication et dont nous ne retrouvons aucune trace dans les auteurs anciens. Comme les monuments de l'Égypte et plus encore, les monuments de Ninive jettent un jour inattendu sur un grand nombre de passages des prophètes.

Il ne faut pas croire cependant que les rois qui régnaient sur les bords du Tigre, en nous racontant leurs exploits, soient entrés dans de longs détails concernant la race de Jacob. Ils étaient loin de soupçonner le rôle magnifique qu'elle était appelée à jouer dans l'histoire de la civilisation et de la religion, et ils ne pouvaient penser que ce qui nous intéresserait le plus vivement dans leurs inscriptions fastueuses, ce serait, non pas l'énumération de leurs victoires, mais les échecs et les défaites que leurs armes avaient fait subir à Israël et à Juda, ces ennemis faibles et méprisés qu'ils ne mentionnent qu'en passant, sans jamais s'y arrêter.

Dans une inscription de quatre-vingt-six lignes, Téglathphalasar n'en consacre pas une entière à Achaz de Juda ; dans les annales de Khorsabad, sur cent quatre-vingt-quatorze lignes, Sargon en emploie deux et demie à peine à raconter la conquête de Samarie ¹ : l'un et l'autre traitent les descendants de Jacob comme le comportaient leur faiblesse numérique et l'exiguïté de leur territoire.

Ces brèves notices n'en ont pas moins un prix inestimable pour nous, et nous allons essayer de les mettre à profit pour

¹ Schrader, *Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft*, 1872, p. 329-330.

éclairer, compléter et confirmer l'histoire des rois hébreux, en même temps que pour expliquer, chemin faisant, quelques passages des prophètes. Le plus souvent, nous n'aurons qu'à citer les monuments épigraphiques, et la lumière jaillira d'elle-même pour éclairer l'histoire sainte; quelquefois, nous aurons à les expliquer, parce que, dans certains cas assez rares, ils semblent en contradiction avec le récit sacré. L'accord de la chronologie biblique et assyrienne, en particulier, a offert jusqu'à présent des difficultés insurmontables, et les savants les plus compétents n'ont pu réussir à s'entendre sur ce sujet ardu. La règle que nous suivrons en cette matière délicate sera la suivante, qui nous paraît la plus sage: sans prétendre trancher le nœud gordien, nous accepterons comme certain ce qui nous paraîtra incontestable, savoir que les personnages dont les noms se trouvent mentionnés ensemble dans les inscriptions cunéiformes et correspondent aux noms bibliques, ont été contemporains, quelque embarrass que l'on puisse éprouver d'ailleurs à faire concorder les dates fournies par la Bible d'une part, par les documents assyriens de l'autre.

Nous admettons donc sans balancer, conformément aux textes cunéiformes et malgré les calculs chronologiques, qu'Achab, roi d'Israël et Salmanasar II, roi d'Assyrie, vivaient à la même époque, parce que l'affirmation des textes est claire et précise, et ne souffre aucune équivoque, tandis que les calculs artificiels des chronologistes, d'après lesquels Achab serait mort plusieurs années avant l'avènement de Salmanasar, peuvent être erronés, faute d'éléments suffisants pour résoudre le problème.

Il peut exister, il existe même, de l'aveu de tous, quelques erreurs de copiste dans les chiffres des livres des Rois et des Paralipomènes, mais comment constater ces erreurs et comment les rectifier? De plus, quelque admirables que soient les découvertes déjà faites dans le bassin de l'Euphrate et du Tigre, il en reste beaucoup à faire, et peut-être aujourd'hui, peut-être demain, un heureux investigateur déterrera-t-il, du fond des ruines, quelque brique ou quelque tablette qui suffira pour dissiper toutes les obscurités chronologiques. Une trouvaille imprévue peut changer les données du problème sur ce point, mais nous sommes assurés qu'aucun document nouveau ne pourra modifier les résultats déjà acquis par la Bible et l'épigraphie assyrienne qui nous apprennent, par exemple, d'un commun

accord, que Téglatphalasar a vaincu Phacée d'Israël et était contemporain d'Achaz de Juda.

Nous sommes donc certains que rien n'ébranlera des rapprochements aussi solidement établis, tandis que toutes les tentatives de conciliation chronologique ne reposant que sur des hypothèses peuvent être renversées par des découvertes nouvelles ¹.

I

PREMIÈRES INVASIONS ASSYRIENNES EN SYRIE ET EN PHÉNICIE.

L'origine du peuple assyrien, dont les armes devaient mettre fin au royaume d'Israël et faire le plus grand mal au royaume de Juda, ne nous est connue par aucune inscription indigène. La Genèse nous apprend que l'Assyrie avait été primitivement une colonie babylonienne, et toute la civilisation de ce pays confirme le témoignage de Moïse. Sa première capitale avait été la ville d'Assur, sur la rive droite du Tigre ², au sud de Ninive, entre

¹ Nous reviendrons plus tard sur la question de la chronologie des Rois d'Israël et de Juda. On l'a toujours regardée comme très difficile. Saint Jérôme écrivait au prêtre Vitalis : *Relege omnes et Veteris et Novi Testamenti libros, et tantam ariorum reperies dissonantiam, et numerum inter Judam et Israel, id est, inter regnum utrumque, confusum, ut hujusmodi hærere questionibus non tam studiosi quam otiosi hominis esse videatur*. S. Hieron. *Opera*, édit. Martianay, t. II, col. 622. Les chiffres qui se lisaient dans les originaux étaient certainement corrects, mais Dieu a permis que des erreurs de copiste se soient glissées dans les chiffres de la Bible, comme dans tous les autres livres de l'antiquité. Si l'on parvient à retrouver les véritables, à l'aide des synchronismes égyptiens et assyriens, l'Église sera la première à s'en applaudir. La chronologie de l'époque des rois n'est du reste pas fixée; elle varie selon les auteurs. Celle qu'on accepte généralement est artificielle. Elle suppose dans le royaume d'Israël un ou deux interrègnes dont la Bible ne nous offre aucune trace. Ces interrègnes hypothétiques peuvent être un indice, comme la très longue vie qu'on est obligé d'attribuer à tous les prophètes de cette période, que cette chronologie est trop longue.

² M. Méant, dans sa carte du Pays d'Assur, *Annales des rois d'Assyrie*, (1874), p. 13, place Assur sur la rive gauche du Tigre; G. Smith, *Ancient History from the monuments, Assyria*, p. 21; Schrader, *die Keilinschriften und das alte Testament* (1872), p. 7 et *Karte von Assyrien und Babylonien*, ainsi que *Uebersichtskarte zu Keilinschriften und Geschichtsforschung* (1878), placent Assur sur la rive droite.

le Zab supérieur et le Zab inférieur. Cette ville fut le centre du culte du dieu Assur, le grand dieu des Assyriens.

Les commencements de l'histoire assyrienne sont encore mal connus. Le premier fait certain que nous apprennent les documents du pays, c'est qu'il était gouverné, au ^{xix}^e siècle avant J.-C., par un chef appelé Ismi-Dagan. La monarchie fut fondée par Bel-Kapkapu, nous ne savons à quelle époque. Un de ses successeurs, Bel-bani, fils d'Adasi, laissa la réputation d'un conquérant, et la dernière dynastie assyrienne, celle des Sargonides, dont nous aurons surtout à nous occuper dans les pages qui vont suivre, se vantait de descendre de ce prince. Vers 1400, Assur-ubalid régnait depuis les environs du lac de Van jusqu'au Zab inférieur : il rebâtit à Ninive un temple d'Istar, construit la première fois par Samsi-bin, fils d'Ismi-dagan. En 1330, Binnirar I, fils de Budil, agrandit l'empire assyrien et en fit le plus puissant état de l'Asie occidentale. Son fils Salmanasar I, vers 1300, vainquit les Muzri (probablement les Égyptiens), il éleva au rang de résidence royale la ville de Ninive, où il construisit un palais, et son fils et successeur Tuklat-Samdan, y établit sa demeure. Les rois qui régnèrent après lui étendirent encore, pour la plupart, les frontières de leur royaume, au nord, à l'est et au sud; ce ne fut que vers 1120 qu'ils commencèrent à jeter des yeux d'envie vers l'ouest. A cette date monta sur le trône assyrien Téglathphalasar I^{er}. C'est le premier monarque dont les inscriptions ont une certaine étendue¹, le premier aussi de sa

¹ Les inscriptions historiques des rois d'Assyrie, dont nous aurons constamment à nous occuper ici, étaient gravées par les soins des rois dont elles racontent les hauts faits, en écriture cunéiforme, sur les montants des portes et des fenêtres des palais qu'ils faisaient bâtir, sur des bas-reliefs, des dalles, des stèles, des cylindres, des taureaux ailés, des tablettes, etc. La forme en est généralement monotone. Autant elles sont précieuses comme documents historiques, autant elles sont peu intéressantes comme monuments littéraires. Le récit des guerres faites par chaque monarque en remplit d'ordinaire la majeure partie. Ce récit est rédigé d'après une sorte de formule invariable et consacrée : départ de l'armée, marche, triomphes, — aucune défaite n'est racontée — vengeance exercées sur les ennemis, pillages, incendies, énumérations numériques du butin. Au point de vue du style, en avoir lu une, c'est les avoir lues toutes. Le moule uniforme de la narration et la sécheresse de ces espèces de procès-verbaux en rend la lecture un peu fastidieuse, mais l'importance des renseignements qu'elles nous fournissent doit leur faire pardonner leurs défauts. — La plupart des inscriptions historiques assyriennes retrouvées ont été publiées en leur langue originale, dans les *Cuneiform inscriptions of western Asia*, par le Musée Britannique. Les quatre

race qui franchit l'Euphrate et porta ses armes en Syrie, jusqu'au mont Liban et à la mer Méditerranée. Il se fit représenter près des sources du Tigre, sur un bas-relief, qui est le plus ancien monument de l'art assyrien. Un estampage en a été envoyé à Londres. Il est accompagné d'une inscription ainsi conçue :

52. Par la faveur d'Assur,
53. de Samas, de Bin,
54. les grands dieux, mes Seigneurs,
55. moi, Tuklat-habal-asar,
56. roi d'Assur, fils d'Assur-riš-ilim,
57. roi d'Assur, fils de Mutakkil-Nebo,
58. roi d'Assur, dominant depuis
59. la grande mer de la terre d'Aḫarri (du couchant, la Phénicie)
60. jusqu'à la mer de la terre de Nahiri.
61. Trois fois je suis allé à la terre de Nahiri ¹.

Les prismes ² de ce roi racontent en détail ses cinq premières

volumes parus contiennent chacun 70 planches de texte. Cent cinq reproduisent des inscriptions historiques, sans compter les répétitions et les résumés, qui sont assez nombreux. On trouve d'autres inscriptions historiques dans Botta, *Le monument de Ninive*; Layard, *Inscriptions in the cuneiform character from assyrian monuments*, 98 planches; Victor Place, *Ninive et l'Assyrie ou Dour-Sarkayan*, par M. Oppert. M. Ménant a donné la traduction de toutes ces inscriptions dans ses *Annales des rois d'Assyrie*, 1874, et dans *Babylone et la Chaldée*, 1875. — Voir le P. Delattre, *Les inscriptions historiques*, *Revue catholique*, 1878, p. 234-241. Nous devons prévenir le lecteur qu'aucune traduction assyrienne n'est encore parfaitement sûre dans tous ses détails, mais nous connaissons sûrement la substance et le fonds des documents originaux.

¹ *Western Asiatic Inscriptions*, t. III, p. 4, n° 6; Ménant, *Annales d'Assyrie*, p. 49.

² La ville d'Assur, aujourd'hui Kalah-Scherghat, était la capitale de Téglatphalasar. M. Layard y a découvert un palais en ruines, qui avait été construit par ce prince. A chacun des quatre angles principaux de ce palais, l'explorateur anglais a trouvé un prisme en argile, à huit pans, de 45 centimètres de hauteur. Chaque face est couverte de cent lignes d'une écriture fine et serrée. Les quatre prismes reproduisent la même inscription. Elle est célèbre dans l'histoire de l'assyriologie, parce que c'est elle qui fut proposée, en 1857, par la Société asiatique de Londres, aux assyriologues, pour mettre leur science à l'épreuve. La valeur des résultats acquis était alors encore très contestée. Quatre savants, Sir Henry Rawlinson, Hincks, Fox Talbot et M. Oppert traduisirent, indépendamment les uns des autres, l'inscription de Téglatphalasar, et le sens général des quatre versions fut le même. Dès lors la solidité du déchiffrement fut établie et l'assyriologie définitivement fondée. Voir Ménant, *Annales d'Assyrie*, p. 33.

campagnes¹. Il y énumère ses succès contre les Araméens, il n'y parle pas cependant d'une manière expresse de sa campagne en Phénicie, mais il mentionne le bois de cèdre (du Liban) parmi les tributs qu'il avait imposés aux pays conquis, pays que ses prédécesseurs, les rois, ses pères, n'avaient pas vaincus. Nous savons aussi qu'il s'embarqua dans un vaisseau d'Arvad et tua un dauphin dans la mer Méditerranée².

Lorsque les Assyriens vinrent ainsi pour la première fois dans le voisinage de la Palestine, c'était probablement Samuel qui était juge d'Israël³.

Quand Téglatphalasar mourut, vers l'an 1100, il laissait à son successeur le plus grand empire du monde ; sa domination s'étendait depuis le Zab inférieur jusqu'au lac Van et au Haut Euphrate, et des montagnes à l'est de l'Assyrie jusqu'à Péthor, en Syrie, la patrie de Balaam, y compris toute la région du Khabour ; ses conquêtes s'étaient étendues au sud jusqu'à Babylone comme à l'est jusqu'à la Méditerranée⁴.

Tant de gloire ne tarda pas à subir une longue éclipse. Après la mort du second successeur de Téglatphalasar, les Araméens, sous le règne d'Assur-rab-amar, ruinèrent, pour 150 ans, la puissance de l'Assyrie. Ce fut pendant cette période d'affaïssement de l'Assyrie que la royauté s'établit en Israël, et c'est grâce à cet évé-

¹ La grande inscription de Téglatphalasar s'ouvre par une prière qui mérite d'être citée, parce qu'elle fait bien connaître la religion profonde qui animait ce roi, comme tous les autres rois d'Assyrie. Après avoir invoqué par leurs noms les sept grands dieux de l'Assyrie, il s'écrie : « Grands Dieux, vous qui gouvernez le ciel et la terre, vous dont la volonté s'étend de haut en bas, vous qui avez agrandi la royauté de Tuklat-habal-asar, grand parmi les grands, votre adorateur, le pasteur des peuples, celui que vous avez choisi par votre volonté, auquel vous avez confié la royauté, la couronne suprême et auquel vous avez transmis, avec la puissance, le pays de Bel ; vous lui avez assuré l'*assaridut*, la supériorité, la valeur ; vous avez consacré pour toujours le sort de son empire pour qu'il impose des tributs et des redevances, et pour qu'il règne sur la terre. » Ménant, *loc. cit.*, p. 35. L'orgueil et le polythéisme gâtent cette prière, mais on ne peut méconnaître le vif sentiment religieux dont elle est remplie.

² G. Smith, *Ancient History from the monuments, Assyria*, p. 32.

³ Schrader, *Die Keilinschriften und das alte Testament*, p. 16. M. Schrader suppose que Téglatphalasar put bien assujettir Israël, en passant, au tribut, mais cette supposition ne repose sur aucun fondement. Nous ignorons totalement jusqu'où descendit le conquérant assyrien au sud d'Arvad.

⁴ Pour tout le résumé que nous venons de faire de l'histoire primitive de l'Assyrie, voir G. Smith, *Ancient History from the monuments, Assyria*, p. 21-34 ; J. Ménant, *Annales des rois d'Assyrie*, p. 17-54.

nement providentiel que put être fondé l'empire de David et de Salomon, dont les limites s'étendaient à l'est jusqu'à l'Euphrate.

Peu après la mort de Salomon, sous Assur-dan-il, chef d'une grande dynastie, l'Assyrie commença à reprendre un rang important. Assur-dan-il eut pour fils et successeur Bin-nirar II.

C'est aux dernières années de ce roi (en 893 av. J.-C.), que commence le canon chronologique assyrien, dont nous aurons souvent occasion de parler dans la suite. Ce canon chronologique est une liste de grands personnages appelés *limmus* ou éponymes, qui donnaient leur nom à l'année comme les archontes à Athènes et les consuls à Rome, de sorte qu'à partir de l'époque où nous sommes parvenus, les événements sont datés de l'éponymie d'un tel. Quelques unes de ces listes, outre les noms des limmus, contiennent une brève indication des principaux événements de l'année ¹.

¹ Le canon des éponymes assyriens a été découvert par sir Henry Rawlinson au milieu des tablettes d'argile apportées de Ninive par M. Layard et autres explorateurs. L'inventeur en fit la première description dans l'*Athenæum* du 30 mai et du 19 juillet 1862, nos 1805 et 1812. Il distingua quatre exemplaires différents, tous incomplets. Ils sont connus sous les nos I, II, III, IV. On a trouvé depuis, outre quelques fragments appartenant au canon I trois copies nouvelles du même canon, les canons V, VI et VII. Tous ces canons contiennent la liste des éponymes annuels, dans leur ordre chronologique; dans les canons V, VI et VII, au nom des éponymes est ajoutée leur qualité, ainsi que quelques indications sommaires des événements principaux arrivés sous leur éponymie. Les quatre canons découverts par Sir Henry Rawlinson, sont tous les mêmes pour le fond, ils ne diffèrent que par quelques gloses et les lignes qui les divisent. Le canon I, qui est le principal, commence à l'éponymie de Binnirar II, (911 av. J.-C.) et finit vers 650 sous le règne d'Assurbanipal. Le canon II commence à la même date mais finit au règne de Sennachérib. Le canon III commence à l'éponymie de Binnirar III, en 810, et finit vers 647. Le canon IV commence à l'éponymie d'Assurnirar, en 753 et finit probablement plus tard que le canon III. Les canons I, II, III, IV sont reproduits sur quatre colonnes dans G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, p. 29-41, les canons V, VI, VII, *ibid.*, p. 42-55; les sept canons combinés ensemble, p. 57-71. Les quatre premiers canons se trouvent aussi avec des synchronismes, dans Schrader, *Die Keilinschriften und das Alte Testament*, p. 308-321; les fragments, texte transcrit et traduction, p. 322-331. Voir aussi la liste des noms des éponymes, Ménant, *Annales des rois d'Assyrie*, p. 300-303. Le texte cunéiforme est gravé dans les *Western Asiatic Inscriptions*, t. II, pl. 68, 69; t. III, pl. 1. M. Alfred von Gutschmid a attaqué le canon des éponymes dans ses *Neue Beiträge zur Geschichte des Alten Orients*, 1876, p. 97-108. Il prétend qu'il peut y avoir et qu'il y a des erreurs. « Eine Urkunde sind sie nicht, » dit-il. M. Schrader lui a répondu dans ses *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 299 et suiv. M. G. Smith établit, lui aussi, la crédibilité du canon assyrien dans *The Assyrian Eponym Canon*, p. 72-100.

Nous ne connaissons guère que le nom du fils de Binnirar, Tuklat-Samdan ¹; mais le fils et successeur de ce dernier, Assurnasir-habal, est un des rois sur lesquels nous possédons le plus de renseignements et l'un des plus grands monarques de l'Assyrie. M. Layard a retrouvé sa statue dans les ruines d'un des palais situés à l'angle nord-ouest de l'enceinte royale de Nimroud. Le fier conquérant est debout; d'une main, il tient une faux, de l'autre une masse d'armes. Sur sa poitrine est gravée cette inscription :

63. Asur-nasir-habal, roi grand, roi puissant, roi des peuples, roi d'Assur,

64. fils de Tuklat-Samdan, roi grand, roi puissant, roi des peuples, roi d'Assur,

65. fils de Bin-nirar, roi grand, roi puissant,

66. roi des peuples, roi d'Assur, qui règne des rives

67. du Tigre jusqu'au mont Labnana (Liban),

68. à la grande mer; tous les pays

69. depuis le lever du soleil jusqu'au coucher du soleil

70. sous son joug il a soumis ²

Ces quelques lignes nous apprennent qu'Assurnasirpal était maître de la Phénicie. Ce qu'il dit ici en un mot, il le raconte en détail dans la grande inscription gravée sur le monolithe de Calach. Il soumit, nous dit-il, toute la Syrie septentrionale, le pays des Hatti, la chaîne de l'Amanus et le bassin de l'Oronte. Il ajoute qu'il descendit en personne dans la Phénicie jusqu'au bord de la Méditerranée, et qu'il reçut des tributs en métaux précieux et en étoffes des villes de Tyr, de Sidon, de Gêbal (Byblos) et d'Arvad. Cependant il ne paraît pas avoir subjugué réellement ces riches cités commerçantes. Il poussa seulement sans doute sur la côte une pointe momentanée. Peut-être s'arrêta-t-il devant la résistance qu'il s'attendait à rencontrer dans les montagnes d'Israël et de Juda, et se contenta-t-il des offrandes auxquelles consentirent sans trop de peine les villes maritimes de la côte, enrichies par le trafic et prêtes à plier devant un conquérant pour

¹ La lecture du second élément du nom de Tuklat-Samdan est incertaine.

² *Western Asiatic Inscriptions*, t. III, p. 4, n. 8.

continuer le commerce qui les faisait vivre dans le luxe et l'opulence.

84. En ces jours-là j'ai pris le mont Labnana (Liban); vers la grande mer.

85. du pays d'Aharri (la Phénicie) je suis allé. Près de la grande mer j'ai rassemblé mes fidèles (serviteurs), j'ai offert un sacrifice aux dieux; le tribut des princes des bords de la mer,

86. du pays de Tyr, de Sidon, de Gebal (Byblos), de Maḥallat, de Mahiz, de Kahiz, d'Aharri et de la ville d'Arvad

87. qui est au milieu de la mer, de l'argent, de l'or, du plomb, du cuivre, des *kam* de cuivre, des étoffes de laine et de fil, ... leur tribut, je le reçus; ils embrassèrent mes genoux ¹.

Deux cents ans s'étaient écoulés depuis que les Assyriens, conduits par Téglathphalasar I^{er}, avaient apparu pour la première fois sur le bord de la Méditerranée. Après y être revenus une seconde fois sous la conduite d'Assurnasirpal, ils ne devaient plus en oublier le chemin jusqu'à la ruine complète de leur puissance. L'invasion de la Phénicie est un événement important pour l'histoire du peuple de Dieu, parce qu'elle est comme la première étape de l'invasion de la Palestine elle-même. Assurnasirpal avait fait une expédition contre la Syrie et la Phénicie; son successeur Salmanasar envahit ces contrées jusqu'à six fois : il battit Achab et reçut le tribut de Jéhu, roi d'Israël; Téglathphalasar, qui le remplaça sur le trône, porta ses armes sur les terres mêmes d'Israël et déporta une partie de ses habitants loin de leur patrie, comme nous le verrons plus loin.

La reconnaissance de la suzeraineté assyrienne, acceptée de gré ou de force par les florissantes cités de la côte de la Méditerranée, était donc un malheur pour Israël, car son pays était désormais ouvert aux invasions des conquérants. Depuis longtemps déjà l'Assyrien avait été montré au peuple de Dieu comme un redoutable fléau et le moment approchait où les prophéties allaient s'accomplir.

Dès le temps de Moïse, Balaam l'araméen, dans sa célèbre prophétie, avait dit au Cinéen : « Tu demeures dans des lieux escar-

¹ *Western Asiatic Inscriptions*, t. I, p. 25, col. III.

pés, tu as établi ton nid dans le roc, mais Kaïn sera ravagé, jusqu'à ce qu'Assur t'emmène en captivité¹. »

La menace contre les Cinéens ne portait que contre une tribu alliée et amie des Hébreux, mais après le schisme des dix tribus, le prophète Achias avait prédit à la femme de Jéroboam I^{er}, le fondateur du royaume d'Israël, le châtement qui devait fondre sur le peuple infidèle à son Dieu : « Percutiet Dominus Deus Israël, sicut moveri solet arundo in aqua, et evellet Israël de terra bona hac, quam dedit patribus eorum et ventilabit eos trans Flumen². » Bientôt les prophéties deviendront encore plus claires et plus précises. Le jour approche où la voix du prophète Osée fera entendre à Israël ce cri terrible : *Pereat Samaria !* « Périsse Samarie ! Elle s'est revoltée contre son Dieu : son roi sera l'Assyrien ; elle sera transportée en Assyrie ; le roi de Samarie disparaîtra comme l'écume au-dessus de l'eau³. »

Isaïe va faire aussi retentir en Juda des semblables menaces, en y mêlant des imprécations arrachées à son cœur par sa haine patriotique et vigoureuse contre l'étranger, oppresseur futur de sa patrie : « Ce peuple dédaigne le cours tranquille des eaux de Siloé. Adonaï va faire fondre sur lui les flots violents et impétueux du (grand) fleuve, le roi d'Assyrie et toute son armée. Il débordera de son lit, il se répandra sur toutes ses rives, il atteindra Juda lui-même, il l'inondera, l'eau lui montera jusqu'au cou, et de ses ailes épandues il couvrira toute la face de ton pays, ô Emmanuel !... Malheur à Assur, verge de ma colère ! Quoique le bâton qui est dans sa main soit celui de ma fureur, Assur tombera⁴. »

Assur devait tomber en effet, mais seulement après avoir effacé le royaume d'Israël du nombre des nations et avoir fait souffrir bien des maux à Juda.

Israël apparaît pour la première fois sur les monuments assyriens, dans les Annales de Salmanasar II, le fils de cet Assurnasirpal qui avait prélevé un tribut sur les villes phéniciennes. Ce dernier monarque était mort après un règne de vingt-cinq ans, laissant à son successeur un royaume vaste et puissant. Salmanasar ne fut pas moins belliqueux que son père. Une inscription de 190 lignes d'écriture, gravée sur un obélisque en basalte noire,

¹ Num. XXIV, 22-23.

² I (III) Reg. XIV, 15.

³ Osée. XIV, 1 ; XI, 5 ; X, 6-7.

⁴ Is. VIII, 6-8 ; X 5 ; XXXI, 8.

raconte trente-une de ses campagnes. Elle nous révèle un fait que nous ignorions complètement : la part qu'Achab, roi d'Israël, prit comme allié de Benhidri (Benhadad) de Damas à une guerre contre les Assyriens.

Achab et Benhadad n'avaient point toujours été unis. Le roi de Syrie était allé assiéger Samarie, la capitale d'Israël. Achab, tremblant devant l'ennemi, avait offert de se déclarer son vassal ; mais, indigné de l'insolence de Benhadad et soutenu par un prophète de Dieu et les anciens du peuple, il battit les Syriens et les mit en fuite. L'année suivante, il remporta encore contre eux à Aphek ¹ une éclatante victoire. Il usa généreusement de ses succès ; il se contenta d'établir une garnison à Damas, et il conclut avec son ennemi vaincu et prisonnier un traité d'alliance ².

Voilà ce que nous apprend le premier livre des Rois, qui blâme cette alliance ³, inspirée sans doute par un manque de confiance en Dieu. Inquiet peut-être des excursions d'Assurnasirpal sur le littoral de la Méditerranée, Achab était bien aise de ménager le roi de Damas, qui devait servir de rempart à son royaume contre les attaques des Assyriens. Ce qui porterait à croire que telle fut sa politique, c'est que nous le voyons confédéré avec tous les princes de l'Asie occidentale qui avaient à redouter la puissance de Ninive, contre Salmanasar II ⁴.

¹ Il existait plusieurs Aphek en Palestine. Celui dont il est question ici était situé à l'est du Jourdain, sur la grande route de la Palestine à Damas et son nom s'est probablement conservé dans l'el Fik actuel, avec lequel on l'identifie communément. El Fik a été visité par quelques voyageurs modernes, Seetzen, Burckardt (*Travels*, p. 279). Il est à peu de distance, à moins d'une heure de marche et vis-à-vis du milieu du lac de Tibériade à l'est (Ritter, *Erdkunde*, t. XV, *Palästina*, p. 349 ; L. Porter, *Handbook for travellers in Syria and Palestine*, 1875, p. 406), à l'endroit où commence l'Ouadi et le ruisseau du même nom, qui se dirige à l'ouest vers le lac. Il est alimenté par trois sources, qui jaillissent d'un rocher. C'est autour de ce rocher qu'est bâti le village, en forme de croissant. Burckardt l'a trouvé habité par deux cents familles. Cette localité a toujours été une station importante pour les caravanes. On remarque encore dans les alentours de grandes plantations d'oliviers. Sa situation, ses sources d'eau vive et les arbres des environs nous expliquent comment les armées, de même que les voyageurs, y fixaient volontiers leur camp.

² I (III) Reg. XX, 34.

³ I (III) Reg. XX, 35-42.

⁴ M. Wellhausen, *Jahrbücher für deutsche Theologie*, t. XX, p. 627, nie qu'Achab se soit ligué avec Benhadad contre les Assyriens. Le texte sacré ne dit pas que l'alliance fût faite dans ce but, mais cela résulte des accu-

Damas était alors la capitale d'un puissant état. Cette ville avait autrefois fait partie de l'empire d'Aram-Soba. David, ayant défait Hadarézér, le chef de cet empire, devint maître de Damas¹, mais elle fut surprise quelque temps après par un Araméen nommé Eliadad et le fils de ce dernier, Razon, s'y maintint sous le règne de Salomon². Le fils et le petit-fils de Razon, Tab-rimmon et Benhadad I, régnèrent successivement après lui et ils accrurent leur pouvoir de telle sorte qu'Asa, roi de Juda, se rendit tributaire de Benhadad I pour obtenir son appui contre Baasa, roi d'Israël³. Benhadad II était roi de Damas au commence-

ments assyriens. Voir Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 367-370. Avant Achab, Baasa avait été l'allié d'un autre roi de Damas, Benhadad, I (III) Reg. XV, 19 et, après Achab, Phacée le fut également de Rasin, II (IV) Reg. XVI, 37. — « Si nous examinons les inscriptions assyriennes elles-mêmes, nous trouvons la première mention du royaume d'Israël à une époque assez reculée, dit M. Nowack.... Par ce fait (de la mention d'Achab dans les Annales de Salmanasar II), les événements racontés I (III) Reg. XX, sont éclairés d'une lumière imprévue. Contre qui avait été faite l'alliance d'Achab avec Benhadad, la Bible ne le dit pas, mais il est très vraisemblable, d'après ce fait que nous révèle Salmanasar, qu'elle avait été formée pour se défendre à l'orient contre les envahissements des Assyriens qu'on avait de jour en jour plus à craindre. » *Die assyrische-babylonische Keil-Inschriften und das Alte Testament*, 1878, p. 8.

¹ II Sam (II Reg.), VIII, 3, 5, 6.

² I (III) Reg. XI, 23-24.

³ I (III) Reg. XV, 18-20; G. Smith, *Ancient History from the monuments; Assyria*, p. 50. — Les rois de Damas nous sont connus par la Bible et par l'épigraphie assyrienne. Voici le tableau de ces rois, tel qu'il a été dressé par M. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, p. 191.

Noms.	Dates.	Contemporains de
Rezin I	990-970	Salomon; I (III) Reg. XI, 23-25; appelé Hezion I (III) Reg. XV, 18.
Tab-rimmon	970-950	Jéroboam; I (III) Reg. XV, 18.
Benhadad I	950-930	Baasa; I (III) Reg. XV, 18 20.
Roi dont le nom est inconnu	930-910	Amri; I (III) Reg. XX, 34.
Benhadad II	910-886	Achab; I (III) Reg. XX.
Hazael I	886-857	Jéhu; II (IV) Reg. VIII, 9.
Benhadad III	857-844	Joachaz; II (IV) Reg. XIII, 3, Inscriptions de Salmanasar.
(Hazael II	844-830)	Joachaz et Joas; II (IV) Reg. XII, 17; XIII, 22.
(Benhadad IV	830-800)	Joas et Jéroboam; II; II (IV) Reg. XIII, 24.
Mariha	800-770	Jéroboam II; Inscription de Binnirar III.
Hadara (?)	770-750	Manahem; Inscriptions de Téglathphalasar (Ex-tract xvi, 11).
Rezin II	750-732	Phacée; II (IV) Reg. XV, 37; Inscriptions de Téglathphalasar.

M. Smith fait suivre, non sans raison, ce tableau en partie hypothétique,

ment du règne de Salmanasar II, roi d'Assyrie. C'était le plus puissant des princes à l'ouest de l'Euphrate. Il avait fait la guerre à Achab, comme nous l'avons vu, mais il s'était ensuite allié avec lui. La ligue dont il était le chef comprenait douze rois, dont celui de Hamath, Irkulini, était, après lui, le plus important, et celui d'Israël, Achab, le plus intéressant pour nous. Cette confédération entreprit d'arrêter Salmanasar II dans sa marche triomphante vers l'occident. Le monarque assyrien, sur une stèle trouvée aux sources du Tigre par M. Jones Taylor, et dans laquelle il raconte ses exploits plus longuement encore que sur l'obélisque de Nimroud ¹, nous fait connaître cette confédération et la victoire qu'il remporte sur elle. Voici ce qu'il dit :

78. Sous l'éponymie de Dayan Assur ², au mois d'Iyyar, le 14^e jour, je partis de Ninive, je traversai le Tigre ; des villes

79. de Giammu, par la rivière Belichus je m'approchai. La terreur de ma puissance et la bravoure de mes vaillants soldats ils redoutèrent, et, de leurs propres armes, Giammu, leur maître,

80. ils tuèrent. J'entrai à Kitlala et à Tul-Abilahi ; je plaçai mes dieux dans ses palais ; je levai une contribution sur ses palais ;

81. j'ouvris les chambres des trésors ; je m'emparai de ses trésors ; ses biens, ses meubles, je les emportai ; à ma ville d'Assur je les pris. Je partis de Kitlala, de Kar-Salmanasar

82. je m'approchai, sur des radeaux d'outres gonflées je passai une seconde fois l'Euphrate débordée. Le tribut des rois de l'autre côté de l'Euphrate, de Sagara

83. de Carchemisch, de Kundaspi de Kumuha, d'Aram, fils de Gusi, de Lalli de Milid, de Hayani, fils de Gabari,

84. de Garparuda de Patina, de Garparuda de Ganguma ; argent, or, plomb, cuivre, vases de cuivre,

85. dans la ville d'Assur-utir-azbat, de l'autre côté de l'Euphrate,

des réflexions suivantes : « Les deux rois les plus douteux dans cette liste sont Hazael II et Benhadad IV ; il est possible qu'ils ne soient que des dédoublements de Hazael I et de Benhadad III. » Nous pensons qu'il faut les retrancher. La date des premiers rois n'est pas non plus exacte.

¹ Cette stèle est aujourd'hui à Londres, comme l'obélisque de Nimroud. Salmanasar parle de cette stèle dans l'inscription de l'obélisque en faisant le récit de sa septième campagne. Voir Oppert, *Histoire des empires de Chaldée et d'Assyrie*, p. 139.

² La sixième année du règne de Salmanasar, 854 av. J.-C., d'après G. Smith.

au-dessus du fleuve Sagur, dans la ville que les Syriens appellent Pethor,

86. au milieu de cette ville, je (les) reçus. Des bords de l'Euphrate je partis, de la ville de Halman (Alep) je m'approchai ; ils évitèrent la guerre et acceptèrent mon joug.

87. Je reçus de l'argent et de l'or en tribut ; je fis des sacrifices et des libations devant le Dieu Bin de Halman. Je partis de Halman, des deux villes

88. d'Irkulini de Hamath je m'approchai ; Addena, Barga et Agana, sa capitale, je (les) pris ; ses meubles,

89. les biens de ses palais, je (les) emportai, je mis le feu à ses palais. Je partis d'Agana, je m'approchai d'Aroer.

90. Aroer, ma (sic) cité royale, je (la) renversai, je la détruisis, je l'incendiai. 12.000 chariots, 12.000 chars et 20.000 hommes de Ben-hadar

91. de Syrie, 700 chariots, 700 chars et 10.000 hommes d'Irkulini de Hamath, 2000 chariots et 10.000 hommes d'Ahab

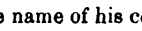
92. de Sirlaai (Israel) ¹, hommes de Goim, 1000 hommes d'Égypte, 10 chariots et 10.000 hommes d'Irganata,

93. 200 hommes de Matinu-bahal, d'Arvad, 200 hommes d'Usanata, 30 chariots et 10.000 hommes

94. d'Adoni-baal de Siana, 1.000 chameaux de Ginidibuh l'Arabie, ... 00 hommes

95. de Baasa, fils de Rehob, d'Ammon. Ces douze rois à son aide il prit ; pour faire

96. la guerre et se battre, devant moi ils vinrent. Avec la grande

¹ M. Haigh rejette ici la lecture Sirlaai et nie qu'il soit question dans ce passage d'Ahab d'Israël. Il lit : « Ahabbu of Su'la... Mr. Smith has kindly sent me an impression of the name of his country  'Su'la in which the value of the first character is s'u-u (Syl. 691.) and as the sound as in these inscriptions is occasionally replaced by u (ex. gr. the river Sa-gar-ra Sa-gu-ra), there is no difficulty in recognizing here a variant of the frequently mentioned name of 'Sav'la. The supposed synchronism of Ahab and Salmanuris therefore disappears » *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1871, p. 101.

Cette opinion est insoutenable. Voir Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, 1878, p. 359-367. Le seul point sur lequel on pourrait soulever quelque difficulté, ce serait celui de savoir si Sirlaai veut dire *Israélite* ou de *Jezrael* ; le déterminatif *mat* qui précède Sirlaai et désigne un pays et non une ville tranche la difficulté en faveur du premier sens, Schrader, *Die Keilinschriften und das alte Testament*, 1872, p. 59 ; *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 360. Dans ce dernier passage, M. Schrader réfute M. Gutschmidt, qui a adopté, dans ses *Neue Beiträge zur Geschichte des alten Orients, die Assyriologie in Deutschland* (1876, p. 50-52), l'opinion de M. Haigh, en s'appuyant sur ce que G. Smith en admet la possibilité dans *The Assyrian Etymological Canon*, p. 189-190.

force qu'Assur, le Seigneur, m'a donnée, avec les puissantes armes que Nergal, marchant devant moi,

97. m'a fournies, avec elles j'ai combattu. D'Aroër à Kirkan j'achevai leur défaite, 14.000 hommes

98. de leurs guerriers, avec les armes, je fis périr. Comme Bin contre eux, j'élevai une tempête, de leurs blessés la face du pays je couvris; la totalité de leur armée, avec les armes, j'abattis. Avec leurs cadavres l'étendue du pays

100. fut changée en désert; je détruisis sa vie totalement; tous leurs champs je dévastai, et avec leurs corps

101. sur l'Oronte je fis un pont. Au milieu de la bataille, leurs chariots, leurs chars, leurs chevaux attachés au joug, je les leur pris ¹.

L'issue de cette campagne, si funeste pour les rois confédérés, amena sans doute la rupture de l'alliance conclue entre Achab et Benhadad. Cette guerre avait eu lieu dans l'intervalle des trois années de paix entre la Syrie et Israël dont nous parle le premier livre des Rois ². Au bout de trois ans, la guerre recommença entre la Syrie et Israël. L'une des conditions de la paix, faite après la bataille d'Aphek, entre Achab et Benhadad, avait été la restitution de toutes les places d'Israël, occupées par le roi de Damas. La cause de l'ouverture des hostilités, trois ans après ce traité, fut l'occupation de Ramoth Galaad par les Syriens.

On n'a pu expliquer jusqu'ici comment Benhadad était maître de cette ville, si longtemps après la conclusion de son alliance avec le roi d'Israël, non plus que sa haine violente contre celui qui autrefois lui avait fait grâce de la vie, lorsqu'il était tombé entre ses mains. Cette haine le porta à commander à ses capitaines de ménager tout le monde et de n'en vouloir qu'au seul

¹ *Western Asiatic Inscriptions*, t. III, p. 8; *Kurkh Monolith*, Reverse, l. 71-102; G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract I, p. 106-109. Il existe deux autres récits plus abrégés de cette même campagne, dans lesquels Achab, non plus que les onze autres rois, ne sont nommés par leurs noms. Lazard, *Bull. Inscription*, p. 46, l. 1 à 9; *Ibid. Black Obelisk*, p. 89-90, l. 54-66. Les deux sont traduites, G. Smith, *loc. cit.* Extract II, p. 109; Extract III, p. 109-110. Pour l'inscription principale, voir aussi Schrader, *Die Keilschriften und das alte Testament*, p. 94-98; *Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft*, 1872, p. 320; Ménant, *Annales des rois d'Assyrie*, p. 112-113. M. Oppert avait déjà publié en 1865 l'énumération des rois confédérés et de leurs forces dans l'*Histoire des empires de Chaldée et d'Assyrie*, p. 140.

² I (III) Reg. XXII, 1.

Achab. Celui-ci se déguisa pour échapper aux coups qu'il avait à redouter, mais il fut néanmoins mortellement blessé sur le champ de bataille ¹. Il est probable que le roi d'Israël avait refusé de continuer à unir ses armes à celles de la Syrie contre le redoutable Salmanasar. Benhadad, qui voulait continuer la lutte et ne pouvait le faire qu'à l'aide de ses confédérés, ne put lui pardonner sa défection. Les Annales de Salmanasar nous montrent ce prince faisant sa douzième et sa quatorzième campagne contre le même Binhidri de Damas toujours allié avec douze rois syriens. Il était de la dernière importance pour le chef de la confédération qu'aucun de ceux qui en faisaient partie ne s'en détachât, non seulement pour ne pas l'affaiblir, mais aussi pour n'avoir pas à redouter de nouveaux ennemis qui pourraient, sinon s'unir au monarque assyrien, du moins mettre à profit le moment de la lutte pour s'agrandir aux dépens de leurs voisins. On conçoit donc l'irritation de Benhadad contre Achab, lorsque celui-ci, uni à Josaphat de Juda, marcha contre Ramoth Galaad.

Cette ville avait-elle été prise par les Syriens en punition de la défection du roi d'Israël, ou bien avait-elle été retenue par eux, sous divers prétextes, malgré leurs engagements, et le siège de cette place par Achab fût-il la première preuve de sa rupture avec ses alliés ? c'est ce que nous ignorons. Nous ignorons également comment se termina la guerre après la mort du fils d'Amri. Le texte sacré ne nous l'apprend pas. S'il faut entendre, comme ce serait assez naturel, par ces douze rois syriens de la onzième et de la quatorzième campagne racontée sur l'obélisque de Nimroud, les douze rois de la sixième campagne énumérés dans l'inscription des sources du Tigre, le roi d'Israël aurait été l'un des confédérés et il en résulterait qu'une des conditions de la paix que dut faire Ochozias, fils et successeur d'Achab, avec Benhadad, fut de s'unir à la confédération des rois de l'Asie occidentale contre le roi d'Assyrie.

Ochozias ne régna que deux ans ², et eut pour successeur son frère Joram. Joram fit la guerre à Mésa, roi de Moab ³. Si notre hypothèse sur les douze rois alliés de Benhadad contre Salma-

¹ I (III) Reg. XXII, 1-37.

² I (III) Reg. XXII, 52.

³ II (IV) Reg. III.

nasar est fondée, Joram doit être l'un des princes dont parlent les passages suivants des inscriptions du monarque assyrien.

29. Dans ma dixième année ¹,

30. Je traversai l'Euphrate pour la huitième fois, les villes de Sangar de Carchemisch, je les renversai, je les détruisis et je les brûlai. Des villes

31. de Carchemisch je partis, des villes d'Aram je m'approchai, Arné, sa capitale, je la pris, et 100 villes qui étaient près d'elle

32. je les renversai, je les détruisis et je les brûlai ; je tuai leurs guerriers, j'emportai leurs dépouilles. En ces jours Ben-hadar de Syrie, Irkulini

33. de Hamath, et les douze rois d'auprès de la mer, se confièrent sur les forces les uns des autres et pour me faire la guerre et se battre vinrent en ma présence.

34. Avec eux je combattis, leur défaite j'accomplis, leurs chariots, leurs chars, leurs armes de guerre, je les leur pris. Pour sauver leur vie ils s'enfuirent.

35. Dans ma onzième année, ² je partis de Nivive, je traversai l'Euphrate pour la neuvième fois au moment de l'inondation, 97 villes de Sangar, je les pris, 100 villes d'Arami

36. je les pris, je les renversai, je les détruisis et je les brûlai. Je pris le versant du mont Hamanu, je traversai le Yaraqu, j'allai aux villes de Hamath,

37. je pris Astamaku et 99 villes ; je tuai leurs soldats, j'emportai leurs dépouilles. En ces jours, Ben-hadar de Syrie, Irkulini de Hamath,

38. et les douze rois des bords de la mer se confièrent en la puissance les uns des autres et pour me combattre et me livrer bataille vinrent en ma présence. Avec eux, je combattis, leur défaite

39. j'accomplis, 10.000 de leurs combattants je détruisis par les armes, leurs chariots, leurs chars, leurs armes de guerre, je les leur pris. A mon retour, Arrapasu,

40. la forteresse d'Arami je pris. En ces jours, le tribut de Garparundi de Patina, argent, or, plomb, chevaux, bœufs, brebis,

41. vêtements de laine et de lin je reçus ³.

¹ L'an 850 avant Jésus-Christ, d'après G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, p. 110.

² L'an 849 avant J.-C. Ibid. p. 110.

³ *On Bulls*, Layard, p. 15, l. 29-41 et p. 46, 47, 17-26 ; Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract IV, p. 110-112. Cette même double campagne est racontée plus brièvement Black Obelisk, Layard, p. 91, l. 85-89 ; Smith,

La quatorzième année de son règne ¹, Salmanasar remporta encore une autre victoire sur Benhadad et ses alliés :

43. Dans ma quatorzième année, tout le pays, innombrable, je rassemblai; avec

44. 120.000 de mes soldats je traversai l'Euphrate au moment de sa crue. En ces jours, Ben-hadar de Syrie, Irkulini de Hamath et

45. les rois des bords de la mer, au-dessus et au-dessous, rassemblèrent leurs soldats sans nombre, ils vinrent en ma présence. Avec eux je combattis,

46. leur défaite j'accomplis, leurs chariots, leur chars j'emportai, leurs armes de guerre, je les pris. Pour sauver leur vie, ils s'enfuirent ².

Si nous comparons maintenant ces récits au récit abrégé de la sixième campagne, où étaient certainement les troupes d'Achab, il est difficile de ne pas croire que les peuples confédérés étaient les mêmes dans les trois guerres dont parle le roi d'Assyrie.

59. En ces jours, dit Salmanasar racontant sur l'obélisque la victoire de Karkar, Binhidri

60. de Damas, Irkulini de Hamath avec les rois

61. de Syrie et ceux qui habitent les bords de la mer ³,

62. se confiant sur les forces les uns des autres; pour me livrer bataille et se battre.

63. vinrent en ma présence. Par la volonté d'Assur, le grand dieu, mon seigneur,

ib. Extract V, p. 112. Cf. Schrader, *Die Keilinschriften und das alte Testament*, p. 102-103; Ménant, *Annales des rois d'Assyrie*, p. 114; Oppert, *Histoire des empires de Chaldée et d'Assyrie d'après les monuments*, p. 119.

¹ L'an 846 av. J. C. G. Smith. *The Assyrian Eponym Canon*, p. 112.

² *On Bulls*, Layard, *Inscriptions*, p. 16, l. 43-46; Smith, *Assyrian Canon*, Extract VI, p. 112. Cette campagne est racontée en deux lignes sur l'obélisque, Layard, p. 91, 92, l. 91-92; Smith, *ib.*, Extract, VII, p. 113.

³ L'inscription des taureaux dit expressément comme celle des sources du Tigre que ces rois de Syrie, *Hatti*, étaient au nombre de douze. Voir Oppert, *loc. cit.*, p. 119; Layard, p. 46, l. 6; Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract II, p. 109.

5. De Halman je partis, d'Aroer je m'approchai, Ben-hadar de Syrie, Irkulini de Hamath,

6. et les 12 rois des bords de la mer se confièrent dans les forces les uns des autres, et pour livrer bataille et se battre

7. en ma présence ils vinrent.

64. avec eux je combattis, leur défaite j'accomplis. Je pris leurs chariots.

65. leurs chars, leurs armes de guerre.

66. Je mis hors de combat 20,500 de leurs combattants ¹.

Quoi qu'il en soit, que Joram ait été ou non allié de Benhadad dans la guerre contre Salmanasar, nous savons par le second livre des Rois qu'il eut à résister par les armes aux attaques des Syriens. Il avait été d'abord en bons termes avec Benhadad; la lettre de recommandation que lui écrit ce dernier en faveur de Naaman, le chef de son armée, ne nous permet pas d'en douter, quoique l'effroi avec lequel la reçut le fils d'Achab, qui n'y vit d'abord qu'un prétexte de lui chercher querelle ², nous donne lieu de supposer que le roi d'Israël avait des motifs de redouter son puissant voisin.

A la suite des échecs infligés aux rois confédérés par les armées assyriennes, Joram avait-il refusé, comme son père, de continuer à faire partie de la ligue ? Nous sommes sur ce point dans une complète ignorance. Ce qui est certain, c'est que, quelque temps après, Benhadad forma un plan d'invasion du royaume d'Israël. Ce premier projet échoua, grâce, non pas à l'habileté de Joram, mais aux révélations prophétiques d'Elisée ³. Plus tard, le roi de Damas revint à la charge et mit le siège devant Samarie. Cette ville fut réduite à la dernière extrémité; une femme mangea son propre fils; mais une panique merveilleuse saisit les assiégeants, et ils s'enfuirent, en abandonnant leurs tentes, leurs vivres et toutes leurs richesses ⁴.

Benhadad II touchait à sa fin. Il tomba malade et fut assassiné par Hazael qui lui succéda ⁵. Joram semble avoir mis à profit la maladie de Benhadad pour fortifier sa frontière orientale et s'établir solidement à Ramoth Galaad qui était retombée entre ses mains. Cette place forte devint désormais le quartier général de toutes les opérations militaires au delà du Jourdain. A peine monté sur le trône qu'il avait usurpé, Hazael marcha contre les

¹ Layard, *Black Obelisk*, p. 89-90, lig. 54-66; G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract III, p. 109-110; Schrader, *Die Keilinschriften und das alte Testament*, p. 101-102.

² II (IV) Reg. V, 5-7.

³ II (IV) Reg. VI, 8-11.

⁴ II (IV) Reg. VI, 24-VII, 1-20.

⁵ II (IV) Reg. VIII, 7-15.

Israélites, les battit dans les environs de Ramoth et blessa leur roi dans le combat ¹. Joram se rendit à Jezrael pour se guérir de ses blessures, laissant le commandement à Jéhu, l'un de ses plus habiles généraux. C'est là que Jéhu fut sacré roi par l'envoyé d'Elisée ; c'est de là qu'il partit pour aller exterminer la maison d'Achab, douze ans et demi environ après la mort de ce prince ².

Quand le nouveau roi d'Israël fut devenu maître de tout le royaume d'Achab, il dut songer à se prémunir contre les attaques des Syriens. Un fait, qui nous a été révélé par les inscriptions cunéiformes, induit à penser qu'il implora contre Hazael de Damas la protection de Salmanasar, roi de Ninive, — celui-là même qui avait si souvent battu Benhadad, — et qu'il s'assura son appui en s'assujettissant à lui payer tribut. Il inaugura ainsi la politique fatale que devait suivre plus d'un siècle plus tard, malgré les prophétiques représentations d'Isaïe, Achaz, roi de Juda, en appelant l'Assyrie à son aide contre Phacée d'Israël et Ràzin de Damas, sans prévoir que cette intervention toute-puissante lui serait aussi funeste qu'à ses ennemis. Mais la politique à courte vue ne s'occupe que du danger prochain.

C'est contre Jéhu et ses imitateurs que devait déjà s'élever le prophète Osée, quand il s'écriait :

Ephraïm a vu sa langueur
Et Juda sa plaie;
Ephraïm est allé vers Assur
Il a envoyé au roi ennemi ³ ;

¹ II (IV) Reg. VIII, 28.

² II (IV) Reg. IX.

³ Hébreu : *Yareb*, V, 13, de même que plus bas, X, 6. Ce mot, qui ne se lit que dans ces deux passages, signifie ennemi ou belliqueux et n'est pas un nom propre, comme l'ont cru quelques commentateurs, car il n'y a pas de roi assyrien appelé *Yareb*. C'était sans doute un surnom populaire donné au roi d'Assyrie en jouant peut-être sur le mot assyrien *rab* qui signifie grand. Cf. II (IV) Reg. XVIII, 19, 28. Ce roi est très probablement Salmanasar, celui à qui Jéhu paya tribut, celui dont Osée lui-même nous a peut-être conservé le nom, X, 14 : « On détruira toutes tes forteresses, comme Salman détruisit Betharbel, au jour du combat, quand la mère fut écrasée sur les enfants. » De même que les inscriptions cunéiformes tranchent le différend, entre les commentateurs se prononçant les uns pour, les autres contre l'existence d'un roi *Yareb*, elles nous paraissent aussi établir que le Salman d'Osée est le Salmanasar qui reçut le tribut de Jéhu, ce roi d'Israël dont le prophète blâme la conduite. Le nom de Salmanasar se compose de deux éléments très

Il ne vous guérira point,
 Il ne pansera point votre plaie...
 Ephraïm se repaît de vent,
 Il poursuit un souffle...
 Il a fait alliance avec Assur...
 Assur ne nous sauvera pas...
 (Le peuple) sera transporté à Assur
 En tribut au roi ennemi ¹.

Salmanasar fit la guerre à Hazael, peu après l'avènement de ce dernier au trône et c'est à l'époque de cette expédition que Jéhu lui paya tribut. L'inscription des taureaux nous donne les détails suivants sur cette campagne :

1. Dans ma dix-huitième année, pour la seizième fois, l'Euphrate
2. je traversai. Hazael de Syrie
3. sur la force de ses soldats
4. se confia, et ses soldats
5. en foule il rassembla.
6. De Saniru, un pic des montagnes
7. qui sont vis à vis du Liban, sa forteresse
8. il fit. Avec lui je combattis,
9. sa défaite j'accomplis. 18.000
10. hommes de son armée, avec les armes,
11. je détruisis, 1.121 de ses chariots,

distincts, *Salmanu*, *Asir* : le prophète n'en a gardé qu'un. Avant qu'on sût que Jéhu avait payé tribut à Salmanasar, dans l'impossibilité ou l'on était de connaître la vérité, les commentateurs et les références mêmes de nos Bibles voyaient dans ce Salman d'Osée le Salmana dont il est question dans l'histoire de Gédéon, Jud. VIII, 5, 6, etc. Cette identification est cependant impossible, car si notre Vulgate écrit les deux noms de la même manière, ils sont complètement différents dans le texte original où le chef madianite s'appelle *Šalmunna* et le personnage dont parle Osée *Šalmân*, la première lettre étant un *schin*, non un tsadé, et le *ain* final de *Šalmunna* ne se trouvant pas dans *Šalmân*.

¹ Osée, V, 13: XII, 1: XIV, 4: X, 6. Voir aussi VII, 11; IX, 3: XIII, 7. Avant la découverte des inscriptions cunéiformes, il était impossible de savoir d'une manière précise à quels faits faisaient allusion ces passages du prophète, car les livres historiques de la Bible ont passé sous silence les événements que nous apprennent les Annales de Salmanasar. Ici comme ailleurs, en plusieurs autres circonstances, les monuments assyriens nous fournissent le commentaire authentique des livres saints. Osée prophétisait sous Jéroboam II. avant les invasions assyriennes en Palestine, dont la Bible nous a conservé le souvenir.

12. 470 de ses chars avec son camp
13. je lui pris. Pour sauver
14. sa vie il s'enfuit. Je le poursuivis,
15. dans Damas, sa ville royale, je l'assiégeai,
16. ses plantations je coupai, vers les montagnes
17. du Hauran j'allai, des villes
18. sans nombre je renversai, je détruisis,
19. j'y mis le feu, leur butin
20. sans nombre j'emportai.
21. Vers les montagnes de Bahlirahsi,
22. qui sont à la tête de la mer, j'allai. Une image de ma majesté
23. au milieu je fis. En ces jours
24. le tribut de Tyr
25. et de Sidon, de Jéhu (*Jahua*)
26. fils d'Amri (*habal Humri*) je reçus ¹.

Sur l'obélisque de Nimroud, que nous avons eu déjà si souvent occasion de citer, un bas-relief représente Salmanasar, debout, accompagné de deux eunuques ou grands de sa cour, dont l'un tient derrière lui le parasol d'honneur, et l'autre lui présente les ambassadeurs qui apportent les tributs. Le premier des ambassadeurs étrangers baise la terre, prosterné aux pieds du roi. Il est suivi de sept messagers apportant leurs diverses offrandes au monarque assyrien. Au-dessus de toute la scène plane l'image d'Ilu, le dieu suprême. Ce roi tributaire, c'est Jéhu d'Israël. On lit en effet au-dessous du bas-relief cette légende explicative : « Tribut de Jéhu, fils d'Amri : argent, or, lames d'or, coupes d'or, bouteilles d'or, vases d'or, massues, ustensiles royaux, sceptres de bois ; cela, je l'ai reçu ². » Cette scène et cette inscription sont le commentaire de ce passage du prophète Osée : *Ipsi ascenderunt ad Assur, ... munera dederunt amatoribus* ³.

Jéhu n'était point fils d'Amri, dont, au contraire, il avait exterminé la race. Son père s'appelait Josaphat et son grand-père Nimshi. Mais il est appelé par Salmanasar fils d'Amri, par la

¹ Bull Inscription, *Western Asiatic Inscriptions*, t. III, p. 5, n° 6 : Smith, *Assyrian Canon*, Extract VIII, p. 113-114. DMG. 1872 321. Cette même campagne est racontée en trois lignes sur l'obélisque, Layard, *Inscriptions from monum.* p. 92, l. 97-99 : Smith, *ibid.* Extract IX, p. 114.

² Black Obelisk, Layard p. 98, l. 2 : G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract X, p. 114.

³ Osée, VIII, 9.

raison sans doute que les Assyriens appelaient communément le royaume d'Israël *mat bit-Humri* ou, par abréviation, *mat Humri*, « terre de la maison d'Amri ou terre d'Amri. » Amri était le fondateur de Samarie, capitale du royaume d'Israël. Son nom et sa dynastie étaient devenus célèbres chez les peuples étrangers, de là le nom attribué par les Assyriens au pays qu'il avait gouverné¹.

L'obélisque de Nimroud mentionne brièvement une dernière campagne de Salmanasar contre Hazael, roi de Syrie, la vingt-unième année de son règne² :

102. En ma vingt-unième année, je traversai l'Euphrate pour la dix-huitième fois, vers les villes

103. d'Hazael j'allai, 4 de ses forteresses je pris, le tribut de Tyr,

104. de Sidon et de Gubal je reçus³.

Le conquérant assyrien ne nomme pas Jéhu dans cette circonstance, de même qu'il ne l'avait pas nommé dans le récit abrégé de sa dix-huitième campagne, tel que nous le lisons sur la même obélisque⁴, mais il est probable que Salmanasar reçut encore

¹ « Verstehen wir so erst recht die Nachricht 2 Kön. 10, 32 : « In jenen Tagen begann Jahu an Israel abzuschneiden und Hazael schlug es in allen Grenzen Israels. » Die Bibel spricht mit keinem Wort davon, war den wahrscheinlich noch 854 bestehenden Bund zwischen Israel und Syrien gestört, hier sehen wir's : Jahu, wahrscheinlich um sich mit Assyriens Hilfe auf dem Thron zu befestigen, war der Bundesgenosse des Assyriers, des Todfeindes der Syrer geworden, vielleicht auch wollte Jahu an Assur ein Gegengewicht gegen die zunehmende Macht Syriens gewinnen, so war von selbst das Band zwischen Syrien und Israel zerrissen » Nowack, *Die assyrisch-babylonische Keil-Inschriften*, p. 8-9.

² En 839 av. J. C., d'après G. Smith.

³ Black Obelisk, Layard, *Inscriptions*, p. 92. l. 102-104, Smith. *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XI, p. 114.

⁴ Voici le récit de l'obélisque :

97. Dans ma dix-huitième année, je traversai l'Euphrate pour la seizième fois. Hazael

98. de Syrie vint pour combattre. 1,121 de ses chariots, 471 de ses chars, avec

99. son camp, je lui pris.

Layard, p. 92 ; G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract IX, p. 114. Salmanasar racontant ses campagnes d'une manière très sommaire sur l'obélisque, comme le prouve ici en particulier la comparaison de ce récit avec celui de l'inscription des taureaux, plus haut, p. 359, l'omission de Jéhu est assez probable dans la vingt-unième campagne.

cette fois le tribut du roi d'Israël avec celui des villes phéniciennes. Ce qui est certain, c'est qu'Hazael fut l'ennemi constant d'Israël et lui causa les plus grands maux. « En ce temps-là, Hazael battit partout les Israélites, depuis le Jourdain jusqu'aux parties les plus orientales ; le pays de Galaad, de Gad, de Ruben, de Manassé, depuis Aroer, sur l'Arnon, jusqu'à Galaad et Basan ¹. » Pendant que le roi d'Assyrie était loin, Hazael se vengeait ainsi des défaites qu'il avait essuyées et punissait Jéhu de s'être reconnu vassal du grand roi.

II

PREMIÈRES ATTAQUES DES ASSYRIENS CONTRE ISRAËL. — BINNIRAR.

Le fils et le successeur de Salmanasar, Samas Bin, ne fit aucune campagne en Occident et ses inscriptions ne nous apprennent rien par conséquent qui soit propre à nous intéresser, mais son successeur Binnirar ² porta de nouveau les armes assyrien-

¹ Il (IV) Reg. X, 32-33. Hazael et son fils Benhadad firent de même la guerre à Joachaz, fils de Jéhu, Il (IV) Reg. XIII, 3. Le § 4 de ce chapitre nous apprend que Dieu, sur la prière de Joachaz, suscita un sauveur à Israël. Il serait possible que la dernière campagne de Salmanasar, dont nous venons de parler, eût été faite après la mort de Jéhu et que Salmanasar fût le libérateur dont il est question ici. « Dans le récit biblique de cette période, dit M. G. Smith (*The Assyrian Eponym Canon*, p. 192, durant le règne de Joachaz, roi d'Israël, il est dit que le Seigneur envoya à Israël un sauveur, qui les délivra de la main des Assyriens, et l'on a soupçonné que ce sauveur n'était pas autre qu'un roi assyrien, qui, en battant le roi de Damas, avait donné du répit aux Israélites. Mon opinion est que par ce sauveur il faut entendre Salmanasar, dont les expéditions contre Benhadad durent abattre pour un temps la puissance et donnèrent ainsi aux Israélites le temps de respirer. »

² Binnirar ou Vulnirar. Le vrai nom de ce roi, qu'on a appelé autrefois Binlhis, qu'on appelle aussi aujourd'hui Rammon-nirar n'est pas encore sûrement connu, à cause de la polyphonie des syllabes qui composent son nom. Le premier élément de son nom est un nom de dieu écrit idéographiquement AN IM ou AN. u. L'idéogramme IM s'échange souvent avec l'idéogramme u. Ce dieu est le dieu de l'atmosphère, du tonnerre et de l'éclair, mais comment s'appelait-il ? La plupart des assyriologues français et allemands ont adopté la prononciation *Bin*, parce que le signe AN-IM est le premier élément du nom de plusieurs rois de Syrie que nous savons, par la Bible, avoir été appelés Benhadad (Bin-Hidri), mais ce dieu s'appelait aussi Rammanu, et nous retrouvons son nom dans celui du père d'un Benhadad, Tab-remon, I (III) Reg. XV,

nes en Syrie et jusque sur les rives de la Méditerranée. S'il faut prendre à la lettre ce qu'il nous dit dans une de ses inscriptions, c'est le premier roi de Ninive qui ait foulé le sol d'Israël. Voici cette inscription :

1. Palais de Binnirar (ou Vulnirar), le grand roi, le roi puissant, le roi des peuples, le roi de la terre d'Assur, le roi qu'Assur, le roi, et Istâr ont adopté pour fils,

18; il portait encore le nom de Barku. (Voir Schrader, *Jahrbücher für prot. Theologie*, 1875, p. 334 suiv.). Sur l'incertitude de la lecture des noms propres assyriens et sur la manière dont les écrivaient les scribes, voici les remarques intéressantes que fait le P. Delattre : « Rien n'est plus facile à reconnaître, en général, que les noms propres, dans les inscriptions assyriennes, à cause des signes particuliers qui les distinguent : en revanche, rien n'est plus difficile à lire. D'ordinaire, les noms propres assyriens sont exprimés par des idéogrammes; leur expression en caractères syllabiques est très rare. Les premiers déchiffrés furent ceux dont la grande inscription trilingue de Darius à Behistoun offre l'expression graphique assyrienne en regard de leur expression alphabétique dans le texte persan, et ceux que l'on parvint à identifier avec des noms connus soit par la Bible, soit par les écrivains classiques. Tels sont les suivants : *Nabu-kudur-ussur*, qui signifie : « Nebo-couronne (?) -protège, » Nabuchodonosor; *Sin-ah-ir-la*, « Sin-frères-multiplie » Sennachérib; *Assur-ah-iddin*, « Assur-frère-donne, » Asarhaddon; *Marduk-pal-adan*, « Marduk-fils-donne, » Mérodach-Baladan; *Nubu-pal-ussur*, « Nebo-fils-protège, » Nabopolassar; *Nidinta-Bel*, « Don de Bel, » Nidintabel. En assyrien les noms propres d'hommes sont donc en général de la forme *Deo-gratias*, « Grâces-à-Dieu : » *Deus-dedit*, « Dieu-a-donné : » *Quod-vult-Deus*, « Ce-que-Dieu-vaut. » usités au IV^e et au V^e siècle dans les pays de langue latine. Les éléments dont ils se composent sont tels, qu'en déchiffrant un de ces noms on déchiffre du même coup un nom divin. Plusieurs noms de la dernière espèce n'ont été déchiffrés que par ce procédé indirect. Il est clair aussi que les éléments des noms propres d'hommes se prêtent à différentes combinaisons et que les noms cités plus haut une fois reconnus, on en lira sans difficulté plusieurs autres, comme : *Assur-pal-adan*, « Assur-a-donné-un-fils, » *Sin-ah-ussur* « Sin-protège-le-frère. » Mais un nom propre dont un ou plusieurs éléments ne se rencontrent jamais exprimés en caractères syllabiques est en tout ou en partie indéchiffrable. La lecture des noms propres étrangers qui se rencontrent dans les inscriptions ne présente pas de difficultés spéciales. Ne comprenant pas le plus souvent le sens des noms conçus dans un idiome différent du leur, les scribes de Ninive ne pouvaient les exprimer par des idéogrammes qui rendent la signification des mots : ils les écrivaient nécessairement en toutes syllabes. Il est naturel que les avis soient souvent partagés sur la lecture des noms propres (écrits en caractères idéographiques).... L'incertitude régnera longtemps dans cette partie de l'assyriologie et plusieurs noms subiront encore bien des métamorphoses. » Delattre, *Les inscriptions historiques de Ninive et de Babylone*, Revue catholique de Louvain, septembre 1878, p. 244-246. Du reste, les hésitations sur la véritable prononciation des noms propres n'empêchent pas de comprendre le sens général des inscriptions d'une manière certaine.

2. dans les mains duquel ils ont remis l'empire des nations, dont le gouvernement est semblable à...., qu'ils ont rendu pour les habitants de l'Assyrie une source de bénédictions,

3. qui soutiennent son trône, le pieux, le grand, le conservateur du temple d'Azir, l'irréprochable (muparku), qui a élevé la façade du temple de Kur,

4. qui marche dans l'adoration d'Assur, son seigneur, et a soumis à son joug les quatre parties de la terre.

5. Je me suis emparé de la terre de Siluna,

6. située au soleil levant, la terre de Kib, la terre d'Illipi, Karkar, Arazias,

7. Misu, la Médie, Giratbunda dans toute son étendue,

8. Muma, la Perse, l'Allabrie, Abdadanu,

9. la terre de Nahiri avec toutes ses dépendances, la terre d'Andiu, dont le site est lointain,

10. les montagnes de Balk avec toutes leurs dépendances, jusqu'à la grande mer située à l'est (la mer Caspienne);

11. de l'autre côté de l'Euphrate, j'ai soumis la terre des Hatti (la Syrie), la terre d'Aharri (la Palestine), dans toute son étendue,

12. (savoir) Tyr, Sidon, la terre d'Amri (le royaume d'Israël), l'Idumée, le pays des Philistins ¹,

13. jusqu'à la grande mer du soleil couchant (la Méditerranée).

14. Je leur ai imposé le paiement d'un tribut.

15. J'ai aussi marché contre la terre d'Imirisu (la Syrie de Damas), contre Mariha, le roi de la terre d'Imirisu.

16. je l'ai assiégé dans Damas, sa capitale.

17. La terreur puissante d'Assur, son maître, le saisit, il accepta mon joug,

18. il fit sa soumission; 2 300 talents d'argent, 20 talents d'or,

19. 300 talents de cuivre, 5 000 talents de fer, des étoffes de laine et de lin,

20. un lit d'ivoire, un siège d'ivoire, une table élevée, ses biens et ses meubles,

¹ Il est digne de remarque que le royaume de Juda n'est pas compté parmi les états tributaires, quoique les villes phéniciennes et Israël au nord, les villes des Philistins à l'ouest et les Iduméens au sud, c'est à dire tous les peuples qui entourent Juda soient expressément nommés. Le roi qui régnait alors à Jérusalem était Amasias. La date de la campagne de Binnirar contre Mariha n'est malheureusement pas donnée; M. G. Smith suppose qu'elle eut lieu en 797, de même que l'expédition en Palestine: *Ancient History from the monuments, Assyria*, p. 67. Le canon des Éponymes marque une campagne sur les bords de la Méditerranée et par conséquent, probablement, en Palestine, en 803.

21. sans nombre, voilà ce que je pris à Damas, sa résidence, au milieu de son palais ¹.

Cette inscription est importante pour nous, non seulement parce qu'elle nous fait connaître la première campagne des rois d'Assyrie au sud de la Phénicie, mais aussi parce qu'elle nous montre le développement de la puissance ninivite et l'affaiblissement du pouvoir des rois de Damas, deux faits qui nous expliquent, l'un les succès du roi d'Israël, Jéroboam II, contre les rois de Syrie, l'autre, le péril de plus en plus grand qu'allait courir l'indépendance du royaume des dix tribus en face de l'empire envahissant de Ninive.

A Hazael avait succédé, sur le trône de Damas, son fils Benhadad III. Il n'avait ni la valeur ni l'habileté de son père. La Syrie déclina sous ce faible prince. Le royaume d'Israël avait été à la merci d'Hazael pendant tout le règne de Joachaz, fils de Jéhu ², celui qui gouvernait les dix tribus lors de l'expédition de Binnirar ; mais il se releva, lorsque Joas, fils de Joachaz, n'eut plus devant lui que Benhadad. Non seulement Joas recouvra les villes qu'avaient perdues ses prédécesseurs, mais il battit trois fois les armées syriennes ³. Il remporta l'une de ses victoires à Apher, à l'endroit même où Achab, plusieurs années auparavant, avait taillé en pièces les troupes de Benhadad II ⁴.

Joas ne put cependant recouvrer la partie de son royaume située à l'est du Jourdain. Cette gloire était réservée à Jéroboam II, son fils et son successeur.

En ce temps-là, Amos, le berger de Thécué, se mit à prophétiser, et il dit : « Ainsi parle Jéhovah : A cause des trois crimes de Damas, à cause de ses quatre prévarications, je ne révoquerai point (mon arrêt). Parce qu'ils ont broyé (les habitants de) Galaad avec des herses de fer, je mettrai le feu au palais d'Hazael

¹ *Western Asiatic Inscriptions*, t. I, p. 35, l. 1.-21 ; Schrader, *Die Keilinschriften*, p. 110-114 ; DMG. 1872, p. 325-6 ; Ménant, *Annales des rois d'Assyrie*, p. 126-127 ; Oppert, *Histoire des empires d'Assyrie et de Chaldée*, p. 130-131 ; F. Lenormant, *Manuel d'histoire ancienne*, t. II, p. 74-75 ; G. Smith, *Assyrian Exonym canon*, Extract XII, p. 115-116.

² II (IV) Reg. XIII, 22.

³ II (IV) Reg. XIII, 25, 17.

⁴ Voir plus haut, p. 349.

et il dévorera le palais de Benhadad. Je briserai la force¹ de Damas, j'exterminerai les habitants de Big'at-Aven, et celui qui tient le sceptre de Beth-Eden ; et le peuple d'Aram sera transporté à Qir, dit Jéhovah¹. »

L'inscription de Binnirar nous a montré l'accomplissement d'une partie de cette prophétie. Téglathphalasar se chargea d'en achever l'exécution : il déporta au pays de Qir, d'où ils étaient primitivement venus², les habitants de Damas³.

En attendant, Jéroboam II portait des coups sensibles au royaume de Syrie. Ce prince régna 41 ans. Sous son gouvernement, Israël atteignit un degré de prospérité qu'il n'avait pas connu auparavant, qu'il ne connut pas depuis. Le pays d'Ammon et de Moab fut reconquis, les tribus à l'est du Jourdain furent arrachées à la domination syrienne⁴.

Nous ignorons si le roi Mariha de Damas, vaincu par Binnirar, fut le successeur immédiat de Benhadad III,⁵ mais il est possible d'après les synchronismes de l'histoire d'Assyrie, qu'il ait été contemporain de Jéroboam II, et que ce soit sur lui par conséquent que le roi d'Israël remporta une partie de ses succès. Un prince aussi habile que Jéroboam ne pouvait manquer de mettre à profit l'affaiblissement de la puissance syrienne ; il saisit avec empressement l'occasion pour recouvrer la partie de ses États que les Syriens possédaient depuis longtemps et pour faire cette pointe contre Damas dont parle un passage, d'ailleurs obscur, du second livre des Rois⁶.

Si l'on admet la chronologie de MM. H. Rawlinson et Schrader, Jéroboam II aurait pu, en qualité de vassal, prendre part, avec les troupes de Binnirar, dont il aurait été contemporain, à la prise et au sac de la capitale d'Aram⁷ ; dans cette hypothèse, il résulterait de l'inscription que nous avons rapportée, que Jéroboam II aurait été tributaire de Binnirar, comme Jéhu l'avait été de Salmanasar II.

¹ Amos, I, 3-5.

² Amos IX, 7.

³ II (IV) Reg. XVI, 9. La Vulgate a rendu Qir par Cyrène.

⁴ II (IV) Reg. XIII, 5, XV, 28 ; I Par. V, 17-22.

⁵ Voir plus haut, p. 350 note, le tableau des rois de Damas.

⁶ Voir Bunsen, *Bibelwerk*, t. II, p. 290, où il entend II (IV) Reg. XIV, 28, d'une partie du territoire de Damas, non de la ville même, en référant à II Sam, (II Reg.) VIII, 6, 9.

⁷ Il ne serait pas impossible que ce fait eût quelque relation avec le passage de II (IV) Reg., XIV, 28.

Les succès remportés sur les ennemis d'Israël par Jéroboam II avaient été prédits, vers le commencement de son règne, par Jonas, fils d'Amathi ¹, dont la mission prophétique a pour nous le plus grand intérêt, puisqu'elle eut pour théâtre, dans l'événement qui en est le plus connu, Ninive, « la grande ville. »

Maintenant que nous savons par les inscriptions cunéiformes que les prédécesseurs de Jéroboam II étaient tributaires des rois d'Assyrie, nous nous expliquons mieux la répugnance qu'éprouvait le prophète à aller prêcher dans la capitale de leur empire, la résistance qu'il opposa aux ordres de Dieu, la douleur qu'il éprouva lorsque le Seigneur pardonna à la ville repentante. Le prophète de Jéhovah nous apparaît ici comme le type de l'Israélite fidèle, comme la personnification du patriotisme hébreu. L'aversion pour le païen et l'étranger, oppresseur de leur patrie, était vive au fond de ces âmes religieuses et ardentes, et elle redoublait d'intensité, lorsque, considérant l'avenir, les *nabis* songeaient que le mal déjà fait par l'Assyrien au peuple de Dieu, n'était que le prélude du mal plus grand encore qu'il devait un jour lui faire ².

Jonas dut pourtant obéir aux ordres irrésistibles de Dieu. Ce prophète allait devenir un « signe » pour les Ninivites ³, le Seigneur allait manifester sa miséricorde et commencer à préparer les Juifs et les Gentils à l'idée de la communauté de religion et de croyances ⁴.

Nous ne savons pas sûrement quel roi régnait à Ninive lorsque Jonas y arriva, porteur du terrible message. D'après la chronologie de Sir H. Rawlinson, c'était Binnirar, celui-là même dont nous venons de rapporter l'inscription, car, comme nous l'avons vu, il était contemporain de Jéroboam II, et les listes des éponymes nous apprennent qu'il occupa le trône pendant vingt-neuf ans.

On se figure sans peine l'émotion que dut produire dans la « grande ville » la prédication du nabi hébreu, parcourant les

¹ II (IV) Reg. XIV, 25.

² Nous trouvons un fait analogue dans l'histoire de l'Eglise. Les Bretons refusèrent longtemps de concourir à l'évangélisation des Saxons, à cause du mal que ces derniers leur avaient fait. Bède, *Hist. eccl.* I. II, c. 2, Migne, *Pat. lat.*, t. XCIV, col. 83; Brugère, *Cours d'histoire ecclésiastique*, p. 157.

³ Luc. XI, 30.

⁴ « Jonas.... sub nomine Ninive, Gentibus salutem nuntiat. » S. Hieronym. *Paulino*. Préf. de la Vulg.

rués, vêtu sans doute du l'austère vêtement des prophètes, du sac et de la ceinture de poil de chèvre, et criant au nom de Jéhovah : « Encore quarante jours et Ninive sera détruite. » Les habitants de la cité coupable crurent à l'envoyé de Dieu. Le roi lui-même descendit de son trône, il dépouilla ses habits royaux, se couvrit d'un cilice et s'assit sur la cendre.

Pendant longtemps, on a pu s'étonner de la foi accordée à l'oracle d'un Dieu adoré par des étrangers, et soulever des objections sur ce point ; aujourd'hui on ne le peut plus. Sans doute la miséricorde du Seigneur se manifeste d'une manière admirable envers Ninive ; cependant non seulement une révélation prophétique devait paraître très acceptable aux Ninivites, qui croyaient volontiers aux magiciens et aux devins, mais l'idée de révoquer en doute la connaissance que Jéhovah avait de l'avenir, non plus que sa puissance, ne devait pas même se présenter à leur esprit. Nous savons par les découvertes archéologiques en Assyrie, — et tous les progrès de l'épigraphie orientale nous attestent qu'il en était de même dans tout l'Orient, — que chaque ville avait ses dieux propres, auxquels elle rendait un culte spécial, mais sans contester la divinité, non plus que la puissance des dieux des autres villes et des autres peuples. Ces dieux méritaient d'être ménagés, car, si on les offensait, ils pouvaient se venger par des châtimens terribles, de ceux qui leur avaient manqué de respect. Il n'est donc pas surprenant que les Ninivites aient cru à la parole du prophète de Jéhovah. Le Seigneur se contenta de leur pénitence et écouta la voix de sa miséricorde plus que celle de sa justice.

Le roi se repentit comme ses sujets. Le monarque assyrien, tel qu'il nous apparaît dans les monuments, avait le pouvoir le plus absolu ; il disposait à son gré de la vie et de la fortune de ceux qui lui étaient soumis comme d'autant d'esclaves, mais il était profondément religieux, il était le vicaire de la divinité, commandait en son nom, et professait pour ses ordres la plus entière déférence. L'opinion publique ne pouvait avoir sur ses déterminations aucune influence ; c'était en Asie un pouvoir inconnu ; seuls les dieux pouvaient s'interposer entre le despote et ses passions. Le roi crut à Jonas et il s'humilia devant Jéhovah¹.

Le souvenir du prophète d'Israël est encore vivant sur les

¹ Voir Layard, *Ninereh and Babylon*, p. 632.

lieux où fleurit autrefois Ninive. A un kilomètre de Koyoundjik, on rencontre une colline de ruines et de décombres, restes d'un vieux palais assyrien qui, au temps de la splendeur de la grande ville, s'appelait *Bit-kutalli*, « la maison des choses nécessaires; » elle contenait les dépendances, les greniers, les établissements militaires de la demeure royale. Depuis plusieurs siècles, sinon depuis le commencement de l'islamisme, cet endroit passe pour le théâtre principal de la prédication de Jonas et a reçu en conséquence le nom de *Nebbi Younés*. Les musulmans l'appellent aussi *Tell-et-Tanbeh*, « tumulus du repentir ¹. » Ils prétendent que c'est en ce lieu qu'est le tombeau du prophète. Dans une mosquée élevée en son honneur, au milieu d'une salle sombre, est placé un sarcophage en bois, entièrement couvert par un riche tapis vert, sur lequel sont brodées des sentences du Koran. C'est là que reposent les restes de Nebbi Younés. Au-dessus sont suspendus des œufs d'autruche et des glands de diverses couleurs. Les vrais croyants de tout le voisinage ont la dévotion de se faire enterrer auprès de ce lieu sacré : de là les innombrables pierres sépulchrâles qu'on trouve tout alentour. Cependant la tradition qui place le tombeau de Jonas au milieu des ruines situées à l'est de Mossoul, sur la rive gauche du Tigre, ne s'appuie sur aucun fondement sérieux; la tradition juive le plaçait avec beaucoup plus de vraisemblance, au temps de Saint Jérôme, à Gath-Hepher, dans la tribu de Zabulon.

Binlirar, après avoir régné pendant 29 ans, avait eu pour successeur sur le trône d'Assyrie, Salmanasar III ². Il fit une expédition du côté de Damas (en 775) ³ et reçut sans doute à cette occasion le tribut de Jéroboam II, roi d'Israël. Mais la gloire de Ninive commença à pâlir sous ce monarque, et surtout sous son successeur Assurdanil ⁴, presque constamment occupé à réprimer les insurrections qui éclatent de toutes parts et se rapprochent toujours davantage de la capitale. Il fit cependant deux expéditions en Syrie, la première au commencement de son

¹ Oppert, *Expédition en Mésopotamie*, t. I, p. 304-305; Layard, *Niniveh and Babylon*, p. 596; *Nineveh and its remains*, t. I, p. xxii.

² Salmanasar III régna de 783 à 773, d'après les dates fournies par le Canon des Éponymes.

³ Fr. Lenormant, *Manuel d'histoire ancienne*, t. II, p. 78.

⁴ Assurdanil monta sur le trône en 773, d'après le canon des Éponymes, Il régna jusqu'en 755.

règne (773) contre Damas et Hadrach, la seconde, en 765 contre Hadrach. C'est du temps d'Assurdanil ¹, sous l'éponymie de Bur-sagale ou Esdu-sarabe, qu'eut lieu, le 30 sivan, une éclipse célebre qui, malheureusement, n'a pas été suffisante pour mettre d'accord tous les chronologistes, puisque les uns la placent le 13 juin 809 et les autres le 15 juin 763 ².

Assurdanil avait quitté Ninive pour habiter Elassar. Assurnirar II, son successeur ³, retourna dans l'ancienne capitale de l'Assyrie, mais son règne ne fut pas brillant. L'année de son avènement au trône, il fit une expédition contre Hadrach, en Syrie ⁴, et, l'année suivante, contre Arpad ⁵. Ces deux campagnes furent suivies de quatre années de repos, puis de deux expéditions contre Zimri. En 746, une révolte formidable éclata et elle

¹ Table des Éponymes, G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, aux années 772 et 765, p. 46. La ville de Hadrach, nommée assez souvent dans les inscriptions assyriennes, n'est mentionnée qu'une fois dans la Bible, par le prophète Zacharie, IX, 1. — Le canon assyrien marque pour le règne d'Assurdanil une peste en 765, la révolte d'Assur en 763 et en 762, celle d'Arbaha en 761 et 760, celle de Gozan avec une peste en 759. *Ibid.*, p. 63.

² En l'année 763 avant Jésus-Christ, dit M. G. Smith, *Ancient History from the Monuments, Assyria*, p. 72-73, l'ancienne capitale, Assur, se laissa aller au mécontentement et à la révolte, et, la même année, il y eut une éclipse remarquable, qui est ainsi mentionnée dans les annales assyriennes : « Sous l'éponymie de Bur-sagale, préfet de Gozan, la ville d'Assur se révolta et au mois de Sivan le soleil s'éclipsa. » Cette éclipse est un événement très important à plusieurs points de vue. Comme il est enregistré dans le canon chronologique assyrien, à l'année qui correspond à l'an 763 avant Jésus-Christ, il fournit une excellente preuve de l'exactitude du document assyrien. L'éclipse a été calculée par M. Hind et il a trouvé qu'elle avait eu lieu en Assyrie, à la date indiquée par les documents assyriens, le 15 juin 763 avant Jésus-Christ... Cette éclipse fut observée en Palestine, en Syrie et en Assyrie, et comme elle arriva dans ce dernier pays au moment où la grande ville d'Assur était en pleine révolte, elle fut considérée comme un mauvais présage. »

³ Assurnirar, régna de 755 à 746.

⁴ Table des Éponymes, à l'année 755. G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, p. 48.

⁵ *Ibid.*, à l'année 754, p. 48. Arpad, avant la découverte des inscriptions assyriennes, n'était absolument connu que par la Bible. Smith's *Dictionary of the Bible*, t. I, p. 115. Döderlein avait voulu voir une faute de copiste dans les passages de la Bible où cette ville est nommée II (IV) Reg. XVIII, 34; XIX, 13; Is. X, 9; XXXVI, 19; XXXVII, 13; Jer. XLIX, 23. Il supposait qu'il fallait lire Arvad ou Aradus. Les monuments cunéiformes montrent combien son hypothèse était fautive et la Bible irréprochable. Voir Winer, *Biblisches Realwörterbuch*, 2^e édit., t. I, p. 103.

se termina par un changement de dynastie¹ : le 13 du mois d'Iyyar 745, Téglathphalasar monta sur le trône².

III.

PHUL, TÉGLATHPHALASAR.

Les troubles intérieurs qui avaient marqué les dernières années du règne d'Assurnirar II avaient permis sans doute aux tributaires de l'Assyrie, qui étaient loin du pouvoir central, de s'affranchir du joug. Nous ne voyons pas, dans les monuments cunéiformes, que les rois de Ninive aient reçu les tributs « de la terre d'Occident. »

Cependant Israël ne devait pas tarder à payer chèrement le court repos dont l'avait laissé jouir la grande puissance orientale. Il n'avait pas su d'ailleurs en profiter pour vivre en paix.

De graves divisions intestines déchirèrent pendant plusieurs années le royaume des dix tribus. Les données bibliques induisent à penser, qu'à la mort de Jéroboam II, il y eut de grands troubles dans le pays, sans doute des compétitions violentes pour le trône, hypothèse qui n'est que trop confirmée par la fin sanglante de ses deux successeurs. Zacharie, fils de Jéroboam II, six mois après son avènement, tombait sous les coups d'un rebelle, Sellum, fils de Jabès. En lui s'éteignait la race de Jéhu qui expiait ainsi justement son infidélité envers Dieu. Son meurtrier ne tarda pas à être traité lui-même comme il le méritait. A peine gouvernait-il depuis un mois lorsque Manahem, général de Zacharie, le renversa, le mit à mort, et régna en sa place. Manahem était un homme cruel; il parvint à étouffer les séditions et les révoltes, mais il fit le mal devant le Seigneur et l'Assyrie servit encore une fois d'instrument aux vengeances du Seigneur.

¹ MM. Oppert et François Lenormant avaient supposé autrefois que cette révolte avait été dirigée par le mède Arbace, et le chaldéen Phul et qu'elle s'était terminée par la ruine de Ninive. Voir F. Lenormant, *Manuel d'histoire ancienne de l'Orient*, 4^e édit., t. II, p. 79-82. Aujourd'hui on n'admet plus, généralement, cette destruction de Ninive, à laquelle les monuments ne font pas la moindre allusion.

² G. Smith, *Ancient History from the Monuments, Assyria*, p. 73; *The Assyrian Eponym Canon*, p. 48, à la table des Eponymes, année 745.

« Phul, roi d'Assyrie, nous dit le texte sacré, vint dans le pays et Manahem (roi d'Israël), lui donna mille talents d'argent pour qu'il lui prêtât main forte et affermit son pouvoir. Et Manahem imposa une somme à tous les riches en Israël, cinquante sicles d'argent par personne; et le roi d'Assyrie s'en retourna et ne s'arrêta pas dans le royaume¹. »

Phul est le premier roi d'Assyrie que la Bible nomme par son nom, et, chose étrange, les textes assyriens ne mentionnent pas de roi Phul; ils mentionnent cependant Manahem, roi de Samarie, *Minhimmi Samirinai*, qui paie tribut, *madattu*, à un roi d'Assyrie, et qui est contemporain du roi Azriyahu, de Juda, Azarias ou Ozias, comme nous l'apprend la Bible.

Le roi d'Assyrie, dont Manahem est tributaire, s'appelle dans les inscriptions, non pas Phul, mais Téglathphalasar. Bien mieux, le canon des éponymes nous donne la liste complète des rois d'Assyrie à cette époque, et le nom de Phul ne figure pas dans cette liste. Il semble donc exister ici une contradiction entre les annales hébraïques et les annales assyriennes.

Comment concilier le texte biblique avec les textes épigraphiques de l'Assyrie? On n'a trouvé jusqu'à présent, il faut le dire, aucune explication pleinement satisfaisante, et Phul est encore, à l'heure actuelle, l'une des énigmes les plus impénétrables de l'histoire.

On a imaginé de nombreux systèmes pour résoudre la difficulté. Nous allons les exposer brièvement. Les uns admettent que les faits racontés dans la Bible et attribués à Phul sont complètement distincts de ceux que les inscriptions rapportent à Téglathphalasar; les autres prétendent que les faits sont identiques. Ils expliquent leur sentiment de manières diverses.

M. Oppert soutient que Phul et Téglathphalasar sont deux mo-

¹ Il (IV) Reg. XV, 19-20. I Par. V, 26, nous lisons : « Et suscitavit Deus Israël spiritum Phul, regis Assyriorum, et spiritum Teglatphalasar, regis Assur, et transtulit Ruben et Gad, et dimidiavit tribum Manasse, etc. » Les Paralipomènes ne disent rien de Manahem. — La *Chronique arménienne* d'Eusèbe est le seul de tous les ouvrages anciens jusqu'ici connus, qui place Phul dans la liste des rois assyriens en le distinguant de Téglathphalasar; Eusebii *Chronic.* l. II, *Babyloniorum reges*, Migne, *Patrol. gr.* t. XIX, col. 325. Eusèbe place Phul et Téglathphalasar dans la série des rois de Babylone, mais il les nomme en même temps l'un et l'autre « rois des Assyriens, » et nous verrons plus loin que Téglathphalasar fut en effet maître de Babylone.

narques différents par la nationalité et par l'époque où ils ont vécu; ils ont seulement ce trait commun qu'ils ont, l'un et l'autre, gouverné l'Assyrie. Phul, d'après lui, est un général chaldéen qui s'empara de Ninive¹, en l'an 789 avant l'ère chrétienne, et devint roi d'Assyrie. « Le chaldéen Phul-Balazu, autrement dit Bélésis, s'empara de l'Assyrie, qu'il rendit pour quelque temps dépendante de Babylone et s'assura également de la possession des provinces occidentales de la monarchie assyrienne, c'est-à-dire des pays araméens de l'un et de l'autre côté de l'Euphrate. On n'a encore retrouvé aucune inscription de ce prince et les historiens classiques ne rapportent aucun de ses actes après la prise de Ninive. Aussi tout ce que nous savons de son histoire se réduit au récit de la Bible sur l'invasion qu'en 770 il fit dans le royaume d'Israël². »

Cette explication, qui est en désaccord avec les monuments, est aujourd'hui à peu près abandonnée. Le canon des éponymes ne mentionnant pas de roi Phul, M. Oppert est obligé de supposer qu'il y a une lacune de 47 ans dans les listes, mais il est impossible de donner aucune preuve de cette hypothèse. Le savant assyriologue est forcé par suite de donner 42 ans de règne à Téglathphalasar, qui, d'après les monuments, n'en a eu que 17. Il est de plus réduit à imaginer un Azarias, fils de Tabéel et un Manahem II, dont la Bible ne dit pas un seul mot et dont il place le règne entre deux règnes de Phacée, qui est détrôné, d'après lui, en 742, et remonte sur le trône en 734. Cette hypothèse est d'autant plus inadmissible que le livre des Rois dit clairement que Phacée fut assassiné et qu'Osée lui succéda la 20^e année de Joatham de Juda. « Osée, fils d'Éla, lisons-nous dans le texte sacré³, tendit des embûches à Phacée, fils de Romélie, il le frappa et il le tua et il régna à sa place la vingtième année de Joatham,

¹ Cette première prise de Ninive, racontée par Ctésias, que la découverte des monuments authentiques montre presque toujours en défaut, est aujourd'hui rejetée comme fausse par presque tous les historiens, comme nous l'avons dit plus haut. Voir *Civiltà Cattolica*, 4 janvier 1879, p. 32.

² F. Lenormant, *Manuel de l'histoire ancienne de l'Orient*, t. II, p. 83. M. F. Lenormant a abandonné depuis l'opinion d'une première prise de Ninive; *Lettres assyriologiques*, Lettre I, p. 2.

³ II (IV) Reg. XV, 30. La date de la 20^e année de Joatham offre de graves difficultés, parce que Joatham ne régna que seize ans, d'après II (IV) Reg. XV, 33 et II Par. XXVII, 1. Voir les explications de dom Calmet sur IV Rois XV, 30, p. 166-167.

« fils d'Ozias. » Pour échapper à la force de ce texte, M. Oppert le change, et, au lieu de lire « la vingtième année de Joatham, fils d'Ozias, il lit : « l'année de la mort de Joatham. » En être réduit à modifier, non pas seulement une date, mais le texte de la Bible pour la faire cadrer avec une hypothèse, c'est montrer que l'hypothèse est sans base solide.

M. George Rawlinson, frère du célèbre assyriologue, professeur d'histoire ancienne à l'université d'Oxford et auteur du remarquable ouvrage : *Les cinq grandes monarchies de l'ancien monde oriental* ¹, suppose que Phul était un usurpateur qui s'était emparé des provinces occidentales et méridionales de l'empire assyrien ; il en était devenu tranquille possesseur, de sorte qu'il put entreprendre une campagne contre la Syrie. Il est possible aussi, d'après lui, que Phul soit, comme l'admet M. Oppert, le roi chaldéen Phulus, dont parle Bérosee et qui a beaucoup de ressemblance avec le nom du roi chaldéen Por, qu'on lit dans le canon de Ptolémée. Il régna au plus tôt en 752 et au plus tard en 746. Il était contemporain d'Assur-Cusch (Assur-nirar II) ².

Un historien allemand, M. Alfred von Gutschmidt, a émis l'hypothèse que Phul était arrivé à l'empire avec Téglathphalasar ou au moins uni à lui par une étroite alliance et qu'il gouvernait la Babylonie et une partie de l'Assyrie ³.

Ces opinions manquent malheureusement de preuves, et ne reposent sur aucune autorité ni sur aucun témoignage.

D'autres savants ne cherchent pas Phul en dehors du canon des éponymes, comme MM. George Rawlinson et A. von Gutschmidt, mais ils le confondent avec l'un des rois nommés dans ce document ou avec quelque éponyme.

C'est ainsi que M. Köhler croit reconnaître Phul dans le magistrat éponyme de l'an 763, Pur-il-sa-gal-i ⁴, mais on ne peut

¹ Il a publié depuis les *Five great oriental Monarchies*, *The Sixth oriental Monarchy* et *The Seventh oriental Monarchy*, 1876.

² G. Rawlinson, *The five great monarchies of the ancient eastern World*, 2^e édit. t. II, p. 124.

³ A. von Gutschmidt, *Neue Beiträge zur Geschichte des alten Orients*, 1876, p. 125-126. « Phul, dit-il, kann nur ein Mitregent des Tiglath Pileser gewesen sein oder, genauer ausgedrückt, ein neben ihm in Theilen von Babylonien und wohl auch von Assyrien herrschender und mit ihm eng verbundener König ».

⁴ *Zeitschrift für lutherische Theologie*, 1874, p. 98 et seq.

guère s'arrêter à cette explication : la Bible dit que Phul était roi d'Assyrie, or Purilsagalli ne l'était pas. De plus, le Pur assyrien ne saurait devenir Pul en hébreu.

Un autre savant allemand, M. Rösch, a imaginé une solution plus subtile de la difficulté. D'après lui, Phul désigne un éponyme qui a été appelé roi d'Assyrie dans la Sainte Écriture, par suite d'une fausse interprétation de son nom. Cet éponyme est le général assyrien qui donna son nom à l'an 769, Bil-malik. Bil est devenu Phul sous la plume de l'auteur sacré et *malik* signifiant roi, en hébreu *mélek*, Bil-malik d'Assur est devenu Bilou Phul, roi d'Assur¹. On ne saurait attribuer un pareil contre-sens à l'auteur sacré. D'ailleurs Bil en hébreu ne devient pas Phul mais Bel.

M. G. Smith, après quelques variations², a identifié, peu de temps avant sa mort, le Phul biblique avec le Binnirar des inscriptions, qu'il appelle Vulnirar. Voici comment il expose son sentiment :

« Ma solution de ce problème, dit-il, est fondée sur le principe que j'ai constamment suivi dans toute la chronologie, principe qui consiste à regarder les dates fournies par les documents assyriens comme exactes pour l'histoire de l'Assyrie et les dates fournies par les documents hébreux comme exactes pour l'histoire du peuple hébreu. La date que je fixe pour l'avènement de Zacharie, roi d'Israël, est 773 av. Jésus-Christ, d'accord avec la chronologie d'Ussher, reproduite en marge de notre Bible (anglaise), II (IV) Rois, XV, 8. Selon ces dates marginales, la soumission de Manahem à Phul eut lieu deux ans plus tard, c'est-à-dire en 771. Je serais porté à placer cet événement un peu plus tôt, au moins en 772, probablement en 773, mais une différence de deux ans peut être en partie expliquée par les manières différentes de dater. Or c'est un fait curieux qu'à cette époque, au commencement du règne de Manahem, le canon assyrien enregistre deux expéditions successives en Palestine, en 773 à Damas, et en 772

¹ *Studien und Kritiken*, 1875, p. 134-142. Après avoir résumé les preuves en faveur de l'identification de Phul et de Téglathphalasar et les objections qu'on leur a opposées, il conclut par cette hypothèse : « Und Phul? Dieser kann der assyrische Eponym von 769, *Bil-malik*, d. i. *Bel ist König*, gewesen sein. Aus einem Feldhauptmann Bilmalik aus Assyrien kann ein hebräisches Misverständniß leicht einen *Phul melek Asur* gemacht haben ». P. 142.

² Dans la *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, en 1869, p. 9-10, M. G. Smith identifiait Phul avec Assur-nirar, le prédécesseur de Téglathphalasar. M. Oppert attaqua son explication dans la même revue, mai 1869, p. 68.

à la ville voisine de Hadrach. Ces expéditions correspondent si bien pour le temps à la date biblique de l'expédition de Phul, que je suis très porté à croire que l'une de ces campagnes fut l'occasion saisie par Manahem pour demander secours au roi d'Assyrie. Au point de vue assyrien, je penserais que la campagne de 773, pendant laquelle les Assyriens allèrent à Damas, fut très vraisemblablement l'expédition en question, car Damas, le terme de cette campagne, est plus près du territoire d'Israël qu'aucune autre ville atteinte par les Assyriens depuis cette époque jusqu'au règne de Téglathphalasar.

« Cependant l'expédition de 773 eut lieu, selon le canon, sous le règne de Salmanasar III, dont le nom, de quelque manière qu'on le défigure, ne ressemble aucunement à celui de Phul. Cette difficulté, je pense, peut être résolue par un fait curieux, noté dans deux inscriptions de Vul-nirari, le prédécesseur de Salmanasar. De ce fait je conclus que Salmanasar était le fils de Val-nirari et ne régna point seul, mais fut associé à son père, sa vie durant. Voici ce qu'on lit dans le passage en question ¹ :

« Palais de Vul-nirari, le grand roi, le roi puissant, roi des nations, roi d'Assyrie, le roi qu'Assur, roi des esprits, a rendu célèbre par son fils, et qui a mis en ses mains une domination sans égale. »

« Cette allusion à Vul-nirari, rendu célèbre par son fils, indique l'association de ce dernier au gouvernement. »

« Cette allusion à Vul-nirari, rendu célèbre par son fils, indique l'association de ce dernier au gouvernement.

« De plus, dans son inscription principale ², Vul-nirari parle d'une expédition spéciale contre Damas, et, immédiatement avant, il raconte qu'il reçut le tribut de Tyr, de Sidon, du pays d'Amri ou Israël, de l'Idumée et de la Philistie. Or, l'expédition contre Damas, en 733 avant J.-C., est la seule dans le canon des Éponymes, qui, dans cet endroit, se rapproche de Vulnirari, et le fait mentionné par lui qu'il reçut le tribut du pays d'Amri, coïncide exactement avec la relation biblique que Manahem, roi d'Israël, paya un tribut à Phul. On a conjecturé, depuis plusieurs années déjà, que le nom de Vul-nirari contient le nom de Phul biblique. Pur ou Pul est une des valeurs bien connues du premier élément du nom (de Vul-nirari) ; cela posé, comme il était conforme à

¹ *Western Asiatic Inscriptions*, t. I, p. 25.

² Extract XII.

l'usage assyrien de raccourcir les noms de ce genre dans l'usage ordinaire, comme on appelait, par exemple, généralement, le roi Agu-kak-rimi, Agu ; comme on abrégeait souvent en Ragmu, le nom très long, qu'on lit dans les légendes d'Izdubar, de Ragmu-seri-ina-namari, de même le nom de Vul-nirari, qui était probablement Pul-nirari, pouvait être abrégé en Pul ou Phul ¹. »

La plupart des assyriologues et des critiques identifient aujourd'hui le roi Phul avec Téglatphalasar, surtout en Angleterre et en Allemagne. Comme ils n'admettent aucune lacune dans la liste des éponymes, il ne reste point de place pour le règne de Phul, ils le confondent donc avec le roi qui régna de 744 à 727.

Sir Henri Rawlinson avait d'abord confondu Phul avec Binnirar dont il avait lu successivement le nom idéographique sous les formes Ivalush, Vullush et Yamazalush ; il s'appuyait sur ce que ce prince comptait le pays d'Amri ou d'Israël parmi les contrées qui lui étaient tributaires. Il a abandonné cette opinion, après la découverte du catalogue des éponymes qui établit dans la chronologie qu'il a adoptée, que Binnirar avait vécu une quarantaine d'années trop tôt.

Aujourd'hui, il est d'avis que le Phul biblique est le Téglatphalasar des monuments. Il allègue, à l'appui de son sentiment, ce verset du premier livre des Paralipomènes, V, 26 : « Le Dieu d'Israël suscita Phul, roi des Assyriens, et Téglatphalasar ², roi des Assyriens, qui emmena en captivité les Rubénites et les Gadites et la demi-tribu de Manassé. » Le même événement, dit-il, est attribué dans ce passage aux deux rois associés ensemble, comme s'ils étaient un seul et même personnage ³. Aussi les versions syriaque et arabe lisent-elles, l'une le nom de Phul seul et l'autre celui de Téglatphalasar seul.

M. R. Lepsius soutint en 1869, en Allemagne ⁴, la même

¹ G. Smith. *The Assyrian Eponym Canon*. p. 185-188

² Le texte porte la forme altérée Tilgatpilnésar.

³ « The same event—namely, the deportation of the tribes beyond the Jordan—is attributed in Scripture (1 Chron. v. 26) to the two kings associated together, as if they were one and the same individual, or, at any rate, were acting together ; and the passage in question is understood in this sense both by the Syrian and Arabic translators, the single name of Tiglath-Pileser being used in one version and of Pul in the other. » *Athenæum*, 22 août 1863, n° 1869, p. 245. M. Brandis a accepté cette interprétation du passage des Paralipomènes dans ses *Abhandlungen zur Geschichte des Orients in Alterthum*, 1874, p. 103.

⁴ *Ueber den chronologischen Werth der assyrischen Eponymen*, Berlin, 1869, p. 56.

opinion que sir Henry Rawlinson, mais le principal champion de ce sentiment, au-delà du Rhin, est M. Eberhard Schrader.

Voici comment M. Schrader résume les arguments qu'on peut alléguer en faveur de l'identification de Phul avec Téglaṯḫaphalar :

« Le résultat de nos recherches est celui-ci : 1° Manahem d'Israël et Azarias (Ozias) de Juda sont contemporains d'après la Bible et d'après les inscriptions cunéiformes. 2° D'après la Bible, ces deux princes sont contemporains d'un roi Phul ; d'après les inscriptions cunéiformes, ils le sont de Téglaṯḫaphalar. 3° Phul est appelé Chaldéen par Béroze ; Téglaṯḫaphalar prend le titre de roi de Chaldée. 4° Phul (Pôr) était en 731 « roi de Babylone, » d'après le canon de Ptolémée, qui l'appelle Pôr, nom qui, dans la prononciation perse, équivaut à Pol ou Phul, car nous savons par les inscriptions trilingues que les Perses n'avaient point la lettre / dans leur langue et qu'ils la remplaçaient par la lettre r, écrivant Bâbirus au lieu de Babilu (Babylone). L'année même où le canon de Ptolémée fait régner Pôr à Babylone, d'après les inscriptions cunéiformes, Téglaṯḫaphalar recevait l'hommage du roi babylonien Mérodach-Baladan et triomphait d'un autre roi chaldéen. Pôr devait être par conséquent un roi suzerain et Mérodach-Baladan un roi vassal. Sur des inscriptions récemment découvertes, Téglaṯḫaphalar prend le titre de *Sar Babilu*, « roi de Babylone, » et dans le canon de Ptolémée, Pôr est certainement Téglaṯḫaphalar ¹.

« 5° En 727-726 il y eut en Assyrie, par suite de la mort de Téglaṯḫaphalar, en Babylonie, par suite de la déchéance de Pôr, un changement de gouvernement. 6° Aucun roi portant le nom de Phul ou de nom semblable ne paraît donc sur aucune liste des rois Assyriens, à moins de le reconnaître dans le second élément du nom de Tuklat-habal-asar ou Téglaṯḫaphalar. » *Tuklat-habal-asar* a pu devenir d'abord *habal-asar*, puis simplement *habal* ou *bal*, *pal*, qu'on a prononcé Phul, de même qu'on a raccourci Mérodach-Baladan en Baladan, Asur-nadin-sum en Asordan et que, dans Nabopolassar et autres noms analogues, *habal* est devenu *pol* ou *pal*, dans le corps du mot. Il est également possible que Phul soit un nom propre complet, car il a été retrouvé sous

¹ Voir Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 457.

la forme *Pu-u-lu*, *Pûlu*, dans les monuments assyriens, où il désigne un particulier.

« 7^e Phul et Pôr, d'après une loi phonologique bien constatée, sont un seul et même nom. Il est par conséquent impossible de refuser d'admettre que Phul et Pôr d'une part, Phul et Téglatphalasar de l'autre, sont une seule et même personne. Cette identification une fois acceptée, le profond nuage qui enveloppe la chronologie biblique se dissipe subitement : la durée du royaume d'Israël, trop longue de 30 à 50 ans, concorde alors avec la supputation assyrienne des éponymes qui était trop courte du même nombre d'années et le problème auquel on n'avait apporté jusqu'ici que des solutions forcées se résout de lui-même ¹. »

Il nous reste à expliquer comment le roi d'Assyrie est appelé, dans le livre des Rois, à quelques versets de distance, Phul d'abord, Téglatphalasar ensuite.

C'est parce que le roi d'Assyrie était réellement connu sous ces deux noms. On peut regarder maintenant le fait comme très probable, puisque ce n'est pas seulement la Bible qui appelle Téglatphalasar Phul, mais aussi Bérose ², le canon de Ptolémée ³ et la chronique d'Eusèbe. La comparaison du canon de Ptolémée avec les monuments cunéiformes établit d'une manière certaine l'identification de Por ou Phul avec Téglatphalasar ⁴. Mais d'où vient ce double nom ⁵ ? Nous ne saurions le dire d'une façon certaine, parce qu'aucun document ancien ne nous l'apprend ; néanmoins l'explication imaginée par M. Schrader ne manque pas de vraisemblance.

« Le nom de Phul, dit-il, était le nom le plus répandu, le nom populaire ; Téglatphalasar était un nom pris après coup, un nom

¹ Schrader, *Die Keilinschriften und das alte Testament*, p. 132-134.

² Alexandre Polyhistor dit, d'après Bérose, dans Eusèbe : « Post hos (les 45 rois d'une dynastie innommée qui avait régné 526 ans) ait extitisse Chaldæorum regem cui nomen Phulus erat : Hebræorum quoque historia memorat, quemque item Phulum appellat. » Müller, *Fragmenta historicorum Græcorum*, t. II, p. 503. La Bible appelle Phul roi d'Assyrie, ce qui n'exclut pas la Chaldée ; Bérose dit roi de Chaldée, ce qui n'exclut pas l'Assyrie.

³ D'après le canon de Ptolémée, Por ou Phul régna à Babylone de 731 à 726, c'est-à-dire précisément depuis la date où Téglatphalasar mentionne sa campagne contre le roi des environs de Babylone, Kinziru, jusqu'à sa mort et à l'avènement de Salmanasar.

⁴ Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 457.

⁵ Il est certain que plusieurs rois d'Assyrie ont porté plusieurs noms. Sur certains documents, Assurbanipal s'appelle Sin-inadina-pal, G. Smith, *History of Assurbanipal*, p. 323-324.

officiel... Celui qu'on appelait ainsi n'était pas un roi légitime mais un usurpateur, peut-être de naissance obscure, qui s'était emparé violemment du trône ; or un usurpateur prend plus facilement qu'un héritier naturel un nom différent de celui qu'il avait porté jusque-là.... Le nom de Pûlu, quel qu'en soit le sens, diffère visiblement par sa forme des noms des rois qui nous sont connus. Suspect comme nom royal, il ne donne prise à aucune difficulté, considéré comme nom de sujet. Au contraire, le nom de Téglathphalasar est un nom connu dans les listes royales ; il avait été porté par celui qui fut peut-être le premier conquérant de la Commagène, l'auteur de l'inscription du cylindre, Téglathphalasar I^{er}, vers 1130-1110... On comprend donc aisément que l'usurpateur Phul ait pris ce nom ¹ en montant sur le trône ; on comprend aussi comment on a pu continuer à l'appeler, à l'étranger surtout, de son premier nom de Phul, de même que plusieurs continuèrent à appeler l'empereur Napoléon I, après son avènement à l'empire, de son nom ancien de Bonaparte.

Mais comment le texte sacré l'appelle-t-il une fois Phul et une autre fois Téglathphalasar ? Il faut bien convenir que cette double dénomination n'a pas été sans inconvénient.

L'historien juif aurait prévenu toute équivoque, en donnant toujours le même nom au même personnage, mais il avait bien incontestablement le droit de désigner, à son gré, le roi d'Assyrie sous l'un de ses deux noms, quoiqu'il nous soit impossible de savoir aujourd'hui quels motifs l'ont déterminé dans son choix. Si les interprètes, par suite de ce double nom, ont fait deux personnes différentes d'un seul et même individu, l'erreur est le fait des interprètes, non de l'auteur sacré.

Malgré quelques nuages qui ne sont pas encore complètement dissipés, nous allons donc confondre Phul avec Téglathphalasar, en attendant que de nouvelles découvertes aient complètement éclairci les obscurités qui persistent encore.

Nous ignorons les détails de la chute de l'ancienne dynastie et de l'avènement de Téglathphalasar. Le canon des éponymes mentionne simplement le commencement de son règne le

¹Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 458-459. — N'admettrait-on pas cette explication, l'usage d'un double nom royal n'est pas sans exemple dans les histoires. C'est ainsi que les historiens arabes appellent ordinairement le sultan Saladin Malikunâssir, « le roi victorieux. » Schrader, *Sargon und Salmanassar* dans les *Theologische Studien und Kritiken*, 1870, p. 529.

13 Iyyar 745. Il est probable que son élévation fut le résultat de la révolte de Chalah, mentionnée dans la dernière année de son prédécesseur, Assurnirar, en 746. La preuve qu'il n'était pas de race royale, c'est qu'il ne se donne point comme fils de roi dans le protocole de ses inscriptions. Ce fut peut-être à cause de son usurpation, que ses monuments furent plus tard détruits ou mutilés par l'un de ses successeurs. On ne les a retrouvés que par fragments, et la plupart de ces fragments sont une sorte de palimpsestes assyriologiques, où l'on n'a pu lire l'ancienne écriture que parce qu'elle avait été mal effacée. Asarhaddon, qui appartenait à une autre dynastie, brisa les plaques de marbre sur lesquelles étaient gravées les Annales de Téglathphalasar; il détruisit au moins en partie ses inscriptions et en employa les débris dans la construction d'un palais de Nimroud qui demeura inachevé.

La partie qui nous reste, mutilée et incomplète, des textes du conquérant de l'Asie occidentale, nous fait vivement regretter ce qui a été perdu. Ce monarque racontait, entre autres événements, l'histoire de ses campagnes contre la Palestine et la Syrie.

Voici le premier fragment, qui énumère les tributs reçus de la part de la Syrie, de la Phénicie et autres contrées.

Les lignes 1 à 8 renferment une liste de cités conquises ¹.

9. de Ma....

10. je l'établis sur elle. De Razin, roi de Syrie

11. 18 talents d'or, 300 talents d'argent, 200 talents de cuivre...

12. 20 talents d'aromates (?), 300... j'établis. Le tribut

13. de Kustaspi de Kummuha, Razin de Syrie.... Hiram

14. de Tyr, Uriakki de Que...

15. Pisiris de Carchemisch, Tarhulara de Gaugama, ... or, argent, plomb,

16. fer, peaux de buffle; cornes de buffle, bleu... noir..., étoffes de laine et de lin, productions de leurs contrées nombreuses,

¹ M. G. Smith donne comme date probable de ce fragment 743-740 av. J. C., mais il a soin de remarquer ceci sur ce passage et les suivants de Téglathphalasar: « Les annales de Téglathphalasar sont très mutilées et les fragments qui se rapportent à la Palestine sont si détachés qu'il est difficile d'en déterminer la date. Les dates données ici sont seulement approximatives et les découvertes futures peuvent les modifier considérablement. » *The Assyrian Eponym Canon*, p. 116.

17..... instruments et armes... au milieu de la cité d'Arpad, je reçus ¹.

« La plupart de ces princes, dit M. G. Smith, régnaient sur la Syrie septentrionale, entre l'Euphrate et la Méditerranée, et leur soumission étendit l'empire de Téglatphalasar jusqu'à la mer. » Le nom de Razin de Damas nous est connu par la Bible ². « Celui de Manahem, roi d'Israël, ne se lit pas dans la liste des rois tributaires, qui est maintenant en partie perdue, mais comme son nom se trouve sur les listes postérieures, il se trouvait aussi vraisemblablement sur celle-ci ³. »

Le second et le troisième fragments de Téglatphalasar se rapportent à une campagne contre Azriyahu de Juda ⁴ :

2... (Dans) le cours de mon expédition (je reçus) le tribut des rois (?)

3.... (Azar)jah de Juda comme un....

4.... (A)zariah de Juda.....

5..... sans nombre au ciel furent levés....

6.... à leurs yeux qui comme du ciel (?)....

7.... guerre et.... comme....

¹ G. Smith, *ibid.* Extract. XIII, p. 116.

² II (IV Reg. XV, 37; Is. VII, 1, etc.

³ G. Smith, *Ancient History from the Monuments, Assyria*, p. 57,

⁴ Date probable d'après G. Smith, 738. Voici le texte assyrien de cette inscription en caractère latins :

- 1..... rit (?) peut se lire aussi *lak, mis, vis, sit*, Ménant, *Syllabaire*,)
- 2... *mi-ti-iq harrani-ya man-da-at-tu-ša-sar (?)* [p. 231 n° 285.
- 3... *y a-a-hu mat Ya-hu-da-ai kima*.....
- 4.... *šu (?) -ri-ya-hu mat Ya-hu-di*.....
- 5..... *la ni-bi ana šami ša-qu-u šur*.....
- 6..... *ina 'ini ki-i ša ul-tu šami*.....
- 7..... *ut (?) mit-ḥu-uz-zu u KU kima NI*.....
- 8..... *ḥi (?) gab-ša-ti is-mu-va ip-laḥ lib*.....
- 9..... *ab-bul ag-gur*....
- 10.... *(y) a-a-hu 'i-ki-mu u-dan-ni-nu-šu-va*.....
- 11.... *sal (?) kima 'is gab-ni (?)*.....
- 12.... *tak... ru za-at (?)*
- 13..... *id-lit-va ša qa-at*.....
- 14..... *ti šil-ku-nu-va mu-za šu*.....
- 15..... *(u?)-ša-bil-va ka*.....
- 16..... *tuklāti-šu u-ra-kis a-na*.....
- 17..... *a u-ša-az-bil-šu-nu-ti-va*.....
- 18..... *ri-šu ral kima kar*.....
- 19..... *sal*.....

8.... (de la grande armée d'Assyrie) dans sa totalité, ils entendirent et leurs cœurs tremblèrent.....

9.... (leurs villes) je renversai, je détruisis....

10.... se tournèrent vers Azariah et le fortifièrent et....

11.... comme une arche (?).....

12.... combattant (?).....

13.... il ferma son camp (?)...

14.... furent placés (?) et sa sortie (?)....

15.... il porta (?) et.....

16.... ses soldats il rassembla contre...

17.... les fit environner (?) et.....

18.... son grand... comme.....

19..... femmes (?)....., ¹

Du fragment de Téglathphalasar que nous venons de rapporter, M. Schrader a tiré les conclusions suivantes². Elles sont pleines de justesse et nous nous contentons de les traduire :

« Quelque mutilée que soit cette inscription, il en résulte cependant clairement : 1° qu'il y est question de l'envoi de tributs par plusieurs rois ; 2° qu'un certain *riyahu* (*yāhu*) de Juda n'était pas au nombre des rois tributaires. S'il en était autrement, ce roi de Juda n'aurait été nommé qu'une fois, au commencement ou à la fin de l'énumération de ceux qui paient le tribut, comme nous le voyons si souvent dans les autres inscriptions des rois d'Assyrie et en particulier dans celles de Téglathphalasar. Ici on dit clairement, dès la ligne 3, quelque autre chose sur lui. Par la mention qui est faite de sa personne dans la ligne 4, il est évident qu'on raconte de lui quelque chose de particulier. On peut tirer des lignes 5-9 au moins cette conclusion qu'il est question de batailles et de dévastations. A la ligne 10, il est de nouveau parlé, pour la troisième fois, d'un ... *yahu*. Quoi qu'il en soit de ce qui est dit de lui, il est tout à fait invraisemblable que ce ... *yahu* soit différent de celui qui a été nommé, sur la même tablette, sept lignes plus haut. Cela est d'autant plus invraisemblable que

¹ *Western Asiatic Inscriptions*, t. III, pag. 9, n° 2 ; G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XIV, p. 117 : Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*. p. 396-397. Cf. *Die Keilinschriften und das Alte Testament*, p. 115.

² *Assyrisch-Biblisches III*, dans les *Jahrbücher für prot. Theologie*, II Jahrgang, p. 377 et suiv. Ce passage est reproduit dans l'ouvrage du même auteur, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*. p. 299-400.

ce ... *yáhu*, mentionné pour la troisième fois, n'est pas suivi du nom du pays dont il était roi. Ce prince n'est donc pas introduit à cet endroit pour la première fois dans le récit; il avait donc été déjà parlé de lui auparavant. Or il a été parlé plus haut expressément d'un... *yahu de Juda*. Par conséquent il faut bien admettre que ce dernier... *yahu* est identique avec celui qui a été déjà nommé deux fois, par conséquent le même que (A)-su(?)-ri-ya-hu de Juda des lignes 3 et 4. »

Le troisième fragment des annales de Téglatphalasar est moins mutilé et nous fournit des détails plus abondants.

1.... Judah....¹

2.... d'Azariah ma main... fort.... prit...

3.... droit.... tribut comme celui de....

4.... à son secours la ville de Ma...

5... les villes d'Uznu, Sihanu, Ma.... ka... bu à côté de la mer et les villes jusqu'à Sana,

6. la montagne qui est dans le Liban, furent divisées, la terre de Baalséphon avec Ammana (Ammon ?), la terre de Kiska et Sana, dans son ensemble, le district de Kar-rimmon.

7. Hadrach, le district de Nuqudina, Hazu et toutes leurs villes, la ville d'Ara... les villes qui les secouraient,

8. toutes leurs villes, la contrée de Sarbua, la montagne dans son ensemble, les villes d'Ašani et Yadabi, de Yaraq, la montagne dans son ensemble.

9. Les villes de.... ri, Ellitarbi et Zitanu, au milieu de la ville d'Altimi.... Bunami, 19 districts

10. de Hamath, et les villes qui sont autour d'eux, qui sont à côté de la mer du soleil couchant (la Méditerranée) en prévarication et en déflance vers Azariah s'étaient tournées;

11. aux frontières de l'Assyrie je les ajoutai et j'établis sur elles mes généraux comme gouverneurs. 30.300....²

12.... dans leurs villes et la ville de Ku... je fis prendre, 1.223 personnes dans le district d'Ulluba je plaçai. La tribu de Qura...

¹ Date probable d'après G. Smith, 738.

² La transcription et la traduction de ces onze premières lignes (qui forment les lignes 22-23 dans les *Western Asiatic cuneiform Inscriptions*, t. III, p. 9, n° 3), se trouvent dans Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 397-399. Il conclut, p. 400-401, que l'*Az-ri-ya-hu*, dont il est question ici, est le même que celui de l'inscription précédente, en s'appuyant en particulier sur ce que le mot *ikimu*, l. 10, de la première inscription est répété de la même manière, ligne 10 (31 des *Western Asiatic Inscriptions*) de la seconde : *a-na Az-ri-ya-a-u i-ki-i-mu*.

13.... je pris la route. La tribu de Qura.... à travers le fleuve Zab pour prendre les Aklamiakkazi et les Gurumi...

14.... elle et les Araméens qui étaient à côté du fleuve, ils tuèrent leurs soldats, ils prirent leurs villes et ils emportèrent leur butin...

15... elle et les Araméens vinrent en grand nombre et ils livrèrent bataille et ils tuèrent les Araméens, ses auxiliaires...

16... pour sauver sa vie, il s'enfuit seul et il monta à la ville de Birtu de Kiniya. La ville de Saragitu....

17. et les villes qui sont autour d'eux ils prirent. 12.000 personnes de leur peuple et les enfants, leurs bœufs et leurs brebis, Dira....

18. au pays des Hitta, en ma présence ils amenèrent. Mon général, le gouverneur de Lulumi, la ville de Mulugani...

19... Kuri-dannitu du peuple de Babylone, et les villes qui étaient autour d'eux, il prit, il tua leurs soldats...

20... au pays des Hitta, en ma présence ils amenèrent. Mon général, le gouverneur de Nahiri, la ville de Sarbagillu

21.... et les villes qui sont autour d'eux il prit, il emporta leurs dépouilles. Siqilla, le commandant de la forteresse

22... au pays des Hitta en ma présence il amena, 600 femmes de la ville d'Amlate des Damuni, 5400 femmes de la ville de Dur,

23. dans la ville de Kunalia... villes de Huzarra, Tae, Tarmanazi, Kulmadara, Hatarra, Sangillu,

24. dans la contrée d'Unqi je plaçai.... femmes de Quti, Bethsangibuti ; 1200 hommes de la tribu d'Illil, 6208 hommes de la tribu de Nakkip et Buda,

25.... villes de Zimana, Arqa, Uznu et Siannu qui sont près de la mer, je plaçai. 588 hommes des Buda et Duna

26.... 250 hommes des Bela, 544 hommes des Banita, 380 hommes de Sidu-ilu-ziri, 460 hommes de Sangillu,

27.... hommes des Illil, 457 femmes des Quti et Bethsangibuti, dans le district de Tuhimmî, je plaçai. 555

28. femmes de Quti et Bethsangibuti, dans la ville de Tul-garimi je plaçai ; au peuple d'Assyrie je les joignis et l'exécution du service comme aux Assyriens

29. je leur imposai. Le tribut de Kustaspi de Kummua, de Razin de Syrie, de Manahem de Samarie,

30. d'Hiram de Tyr, de Sibilti-bahal de Gebal, d'Urikki de Que, de Pisiris de Carchemisch, d'Eniel

31. de Hamath, de Parsamma de Samhala, de Tarhulara de Gaudama, de Sulumal de Milid, de Dadilu

32. de Kaska, de Vassurmi de Tubal, d'Ušitti de Tuna, d'Urpalla de Tuhana, de Tuhammi d'Istunda,

33. d'Urimmi de Husunna et de Zabibi, reine d'Arabie, de l'or, argent, plomb, fer, peaux de buffles, cornes de buffles,

34. étoffes de laines et de lin, laine violette, laine teinte en pourpre, bois solide, bois pour armes, esclaves femelles (?), trésors royaux, toisons de brebis

35. teintées en couleur pourpre éclatante, oiseaux du ciel dont les plumes des ailes étaient d'une couleur violette brillante, chevaux, chevaux de selle, bœufs, brebis, chameaux,

36. chamelles et leurs petits, je reçus ¹.

Les deux dernières inscriptions de Téglathphalasar que nous venons de rapporter, sont extrêmement importantes, puisqu'elles établissent que ce prince était contemporain d'Azarias ou Ozias, roi de Juda, et de Manahem, roi d'Israël. C'est là, comme nous l'avons déjà remarqué, l'argument le plus fort à faire valoir en faveur de l'identification de Phul et de Téglathphalasar, puisque la Bible, qui nous apprend que Phul était contemporain de Manassé, dont il reçut mille talents d'argent, nous apprend également qu'il l'était d'Ozias, roi de Juda.

M. Oppert, qui soutient, d'après la chronologie anciennement reçue, qu'Ozias est antérieur à Téglathphalasar, pense que l'Azriyahu des inscriptions n'est pas l'Azarias que nous connaissons par le livre des Rois, c'est-à-dire le père de Joatham, le grand père d'Achaz. D'après lui, c'est un usurpateur, le fils de Tabeel, dont nous parle Isaïe dans sa célèbre prophétie d'Emmanuel ². Les Assyriens, dit-il, auraient écrit le nom du roi de Juda connu par la Bible A-za-ri-a-u, non As-ri-a-u. Mais il nie plus encore que Téglathphalasar et Azarias ou Ozias aient été contemporains : d'après la chronologie biblique, ce roi de Juda était mort 14 ans avant l'avènement au trône de ce roi d'Assyrie. « Les textes du roi assyrien sont frustes, continue M. Oppert, et il est très difficile de déduire le véritable rôle de ce juif *Asria*. Mais nous pouvons assurer qu'il n'a jamais régné à Jérusalem, et qu'il

¹ Suit le compte-rendu de la 9^e année de Téglathphalasar, 737 av. J.-C. — *Western Asiatic Inscriptions*, t. III, p. 9, n° 3, Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XV, p. 117-120.

² Isa. VII, 6. Le nom de « Tabeel » se lit dans une inscription de Téglathphalasar sous les formes *Ti-ûi-'i-lu* (Layard 29, 12) et *l-ti-bi-'i-lu* (66, 16), dans le premier cas avec l'addition de : « du pays d'Aram. » « Le fils de Tabeel, dit M. Schrader, n'est pas mentionné dans les textes, mais Tabeel lui-même, le père, est mentionné dans les inscriptions de Téglathphalasar. » *Die Keilinschriften und das alte Testament*, p. 250.

s'était fait un grand renom en dehors des frontières des deux tribus du royaume de Juda. Ainsi le voyons-nous déjà, dans la cinquième année du roi assyrien, en 739, parmi les ennemis de celui-ci, et même nous pouvons le regarder comme le chef du mouvement qui souleva Hamath et le nord de la Syrie contre le monarque de Ninive. Il est probable que, quoique juif, il usurpa pendant quelque temps le trône d'une des villes soulevées, probablement celui de Hamath, après avoir chassé le roi légitime, dont le nom *Eniël* est fourni par les textes assyriens. Il fut défait par Téglatphalasar vers 730, et semble s'être réfugié à Damas, et y avoir demeuré jusqu'en 734, où Pékah (Phacée) et Razin le choisirent pour drapeau et pour prétexte de leur guerre contre Achaz de Juda ¹. . . . Le nom du père d'Asria, *Tabeel*, ne figure pas dans les textes, mais l'identité du fils de Tabcel avec Asria nous paraît hors de doute ². »

Il est impossible d'admettre l'explication de M. Oppert, quelque ingénieuse qu'elle soit, parce qu'elle suppose un second Azarias, un second Manahem et un second Razin dont la Bible ne parle pas. Il faut avouer, comme nous l'avons déjà remarqué plus haut, qu'il est contraire à toutes les vraisemblances qu'il ait existé un Azarias, roi de Juda, un Manahem, roi d'Israël, et un Razin, roi de Syrie, contemporains tout à la fois de Phul et de Téglatphalasar. Il est certain d'ailleurs, par le texte biblique, qu'Ozias fut un roi puissant ³, et le titre de roi de Juda, donné par les inscriptions cunéiformes à l'Azarias dont elles parlent, tranche la question contre M. Oppert ⁴.

Les événements que nous apprennent les inscriptions de Téglatphalasar semblent donc s'être passés de la manière suivante.

Lorsqu'après sa campagne de l'an 743, le roi d'Assyrie se fut retiré dans ses États, les princes syriens qui lui avaient payé

¹ Voir Isaïe, VII, 6.

² Oppert, *La Chronologie biblique*, p. 29-30; *Journal asiatique*, janvier 1872, p. 101-102. *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, mai 1869, p. 68.

³ II Par. XXVI, il est dit qu'Ozias avait une armée de 107,500 hommes. La soumission de Hamath à Jéroboam II, roi d'Israël, contemporain d'Ozias, quoique plus ancien, est mentionnée II (IV) Reg. XIV, 28.

⁴ C'est ce qu'observe M. G. Smith qui avait cru d'abord, lui aussi, qu'Azryhahu était un roi de Hamath : « I at first thought, dit-il, that this Azariah must be the king of Hamath, until I found some new fragments relating to this war in which he was called king of Judah, the name of the king of Hamath being Eni-il. » *Annals of Tiglath Pileser II. Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 12.

tribut se repentirent sans doute de leur soumission ; ils fortifièrent Arpad et se révoltèrent contre Téglatphalasar. Celui-ci repassa l'Euphrate en 742, et il assiégea Arpad, qui lui fit une longue et vive résistance. Elle ne succomba qu'en 740, mais sa chute fut la défaite de la Syrie tout entière.

La soumission des rois araméens ne fut pas cependant de longue durée. En 739, les armées assyriennes furent contraintes de reprendre la route de l'Occident. Cette campagne est particulièrement intéressante pour nous, car elle nous apprend des faits auxquels la Bible ne fait que quelques allusions obscures.

A en juger par les fragments que nous avons cités, le royaume de Juda intervient pour la première fois dans les luttes contre l'Assyrie. Azarias ou Ozias, roi de Jérusalem, l'un des plus belliqueux descendants de David, s'était allié, nous ne savons dans quel but, avec le roi de Hamath contre l'Assyrie, et le royaume de Hamath avait secoué le joug de Téglatphalasar. Le monarque assyrien recouvra pied à pied ses conquêtes. Un des faits les plus mémorables de cette guerre fut la prise de Kullani, la Calano dont parle Isaïe ¹, en 738. Elle ouvrit aux vainqueurs les portes de la Syrie, et il battit les forces confédérées, réunies sous le commandement d'Azarias, roi de Juda, que ses talents militaires avaient fait placer sans doute à la tête de la ligue. Diverses places, Uznu, Siannu, plusieurs autres près de la mer, Bahali-Zabuna (Baalzéphon), Ammana (Amana), diverses villes près du Liban, Hadrach, près de Damas, se rendirent à l'Assyrie.

Téglatphalasar partagea alors le pays de Hamath entre ses généraux, et annexa dix-neuf districts de ce pays à l'Assyrie. Mettant aussi en pratique le système de déportation que nous lui verrons bientôt appliquer aux Israélites, il transporta aux sources du Tigre 1223 personnes de Hamath. D'autres victimes de ses guerres furent également transplantées en différents lieux ², et nous voyons par les énumérations contenues dans ses listes que ce politique barbare déportait les hommes d'un côté et les femmes de l'autre, dans le but sans doute d'éteindre plus facilement dans les cœurs le sentiment national ³.

¹ Is. X, 9.

² Il avait déporté, d'après ces inscriptions, 50,500 personnes de Sarapani ; 30,000 de Tarbasu et de Yaballu ; 50,400 de Bitsahal. G. Smith. *The Annals of Tiglath Pileser II. Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 11.

³ G. Smith, *Ancient History from the monuments ; Assyria*, p. 78-80.

C'est dans cette campagne que le roi d'Assyrie reçut le tribut de Manahem, roi de Samarie ou d'Israël, et, comme nous l'avons vu, selon l'opinion qui paraît la plus vraisemblable, l'événement enregistré ici dans les Annales de Téglathphalasar est celui que raconte le livre des Rois, quand il nous apprend que Manahem paya à Phul, roi d'Assyrie, mille talents, pour qu'il lui prêtât main forte et affermit son pouvoir ¹. Ce tribut était exorbitant pour un petit pays : mille talents font trois millions de sicles, cinquante sicles ou une mine par personne.

Il n'est plus question de Manahem sur les monuments assyriens. Après sa mort, les divisions intestines qui troublaient le royaume d'Israël depuis Jéroboam II allèrent toujours s'aggravant. Ce ne sont que meurtres et compétitions sanglantes, et comme il arrive toujours dans les discordes civiles, chacun des deux partis cherchait un appui dans les puissances étrangères, l'un auprès des Assyriens, l'autre auprès des Égyptiens ¹.

Le successeur de Manahem sur le trône de Samarie fut son fils Phacéia. Il ne régna que deux ans. Le général de son armée, Phacée, fils de Romélie, se révolta contre lui, le tua, et s'empara de sa couronne. Phacéia avait sans doute payé tribut au roi d'Assyrie comme Manahem, son père, et s'était appuyé sur ce pouvoir étranger. Phacée devait donc naturellement rechercher la protection de l'Égypte, comme divers passages d'Osée et d'Isaïe nous induisent à le penser. Il se ligua aussi avec Razin, roi de Damas, qui, toujours prêt à se révolter contre l'Assyrie, avait probablement, de son côté, noué des relations avec l'Égypte. Les deux confédérés formèrent alors le plan de s'emparer de la Judée et de la partager entre eux, dans le but sans doute de n'avoir plus, en s'arrondissant de la sorte, un pays neutre ou même ennemi entre leurs territoires et celui de leur puissant allié, le roi de l'Égypte ; ils rendraient ainsi plus facile l'attaque du Pharaon contre Téglathphalasar.

L'alliance de Phacée d'Israël avec Razin de Damas faillit être fatale au royaume de Juda. Vers la fin du règne de Joatham, fils

² II (IV) Reg. XV, 19-20. Voir plus haut, p. 372. — Nous savons d'ailleurs par les Annales de Téglathphalasar que ce roi exigea pareillement, en 745, d'un petit roi de Chaldée, 10 talents d'or et mille talents d'argent. G. Smith, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 11.

¹ Osée VII, 11 ; XII, 1 ; Is. VII, 18 ; Osée V, 13 ; VIII, 9, 13 ; X, 6 ; XIV, 4.

d'Ozias, ils avaient commencé à inquiéter Juda¹. Après la mort de ce prince, son fils Achaz lui succéda. Monté sur le trône de Jérusalem, la 17^e année du règne de Phacée², le nouveau roi n'avait encore que vingt ans ; il était faible et sans caractère. Assailli au nord par les rois confédérés de Syrie et d'Israël, à l'ouest par les Philistins³, au sud par les Iduméens⁴, le nouveau monarque, malgré les conseils et les encouragements d'Isaïe⁵, fut saisi du plus complet découragement. Le roi d'Israël lui avait infligé des pertes sanglantes : 100 000 hommes de Juda avaient été tués en un jour ; 200 000 femmes ou enfants avaient été emmenés captifs⁶.

Phacée et Razin étaient allés mettre le siège devant Jérusalem. La capitale de Juda résista à leurs efforts combinés, mais son roi, effrayé de la puissance des ennemis et ne comptant, malgré les promesses et les menaces des prophètes, que sur les ressources de la politique humaine, envoya des ambassadeurs à Téglathphalasar avec des présents et ce message : « Je suis ton serviteur « et ton fils. Viens, sauve-moi des mains du roi de Syrie et du « roi d'Israël, qui se sont coalisés contre nous⁷. » Le remède était pire que le mal. Achaz, comme l'avaient fait avant lui les rois d'Israël, appelait à son aide le loup qui devait dévorer son troupeau, mais sa courte vue n'était frappée que du danger présent et ne prévoyait pas les dangers plus grands de l'avenir. Il obtint du roi d'Assyrie ce qu'il lui avait demandé et Téglathphalasar saisit avec empressement cette occasion de faire une nouvelle campagne contre Aram. Il se mit à la tête d'une armée considérable et tailla en pièces, en 734, les troupes de Razin et de ses alliés. C'est ce que nous apprend une inscription assyrienne, malheureusement mutilée, comme les autres fragments de ce monarque que nous avons déjà rapportés.

¹ II (IV) Reg. XV, 37.

² II (IV) Reg. XVI, 1 et suiv.; Is. VII, 1 et suiv.

³ II Par. XXVIII, 18.

⁴ II Par. XXVIII, 17.

⁵ Is. XII, 4 et suiv.

⁶ II Par. XXVIII, 6, 8. Les captifs furent délivrés par l'intervention du prophète Obed. *Ibid.*, X. 9-15.

⁷ II (IV) Reg. XVI, 7.

- 1.... Je pris ses soldats.... avec l'épée je détruisis ¹
- 2.... *rusat... luri...* devant lui
- 3.... les conducteurs de chars et.... leurs armes je brisai et
- 4.... leurs chevaux je pris... ses guerriers portant des arcs
- 5... portant des boucliers et des lances, par la main je les pris et leur combat
- 6.... ligne de bataille. Pour sauver sa vie, il s'enfuit seul et
- 7.... comme un cerf, et dans la grande porte de sa ville, il entra.
- Ses généraux vivants
8. par la main je les pris et à des croix je les pendis. Son pays je soumis. 45 hommes de son camp
- 9.... Damas, sa ville, j'assiégeai, et comme un oiseau dans sa cage je l'enfermai. Ses forêts
- 10.... dont les arbres étaient sans nombre, je les coupai et je n'en laissai pas un seul.
- 11.... Hadara, la maison du père de Razin de Syrie,
- 12... la ville de Samalla j'assiégeai, je pris 1800 personnes et leurs enfants
- 13... leurs bœufs, leurs troupeaux, j'emmenai captifs, 750 femmes de Kuruzza
- 14... la ville d'Armai, 550 femmes de la ville de Mituma j'emmenai captives, 591 villes
- 15... de seize districts de Syrie comme une inondation je balayai
- 16... Samsi, reine d'Arabie, qui avait violé le serment du soleil et... ².

Nous voyons par ces débris que Téglathphalasar, arrivé en Syrie, livra bataille à Razin et le battit complètement. Les chars du roi de Damas furent détruits, les divers corps de son armée, chevaliers, archers, lanciers, furent faits prisonniers. Lui-même ne dut son salut qu'à la rapidité de sa fuite. Il s'enferma dans sa capitale, le vainqueur l'y poursuivit, après avoir fait attacher à des croix les généraux ennemis dont il s'était emparé; il ravagea Damas et tout le pays environnant, mais il ne put s'en rendre maître tout de suite. Laissant donc une partie de ses troupes devant la ville, il alla châtier les alliés de Razin.

¹ M. G. Smith donne comme date probable de cette inscription l'an 734-732 av. J. C. *The Assyrian Eponym Canon*, p. 121.

² Layard, *Inscriptions in the cuneiform character*, Plate 72; G. Smith, *Assyrian Discoveries*, p. 282-283; *The Assyrian Eponym Canon*. Extract XVI, p. 121-122. Voir aussi *ibid.*, Extract XVII, p. 122, et *Assyrian Discoveries* p. 283, qui donne des détails sur d'autres déportations.

La liste des éponymes enregistre, à l'année 733 (734) une expédition contre la terre de Pilasta « la Palestine. » Cette expédition était racontée dans les mêmes termes ou au moins avec les mêmes détails que dans la Bible, dans un fragment, malheureusement très endommagé, mais qui, malgré son état de mutilation, est d'une extrême importance.

On y lit d'abord les noms d'une série de villes soumises par Téglatphalasar. Parmi elles se trouvent Simirra et Arqa, deux cités chananéennes mentionnées dans la Genèse¹. Il y a ensuite une lacune dans la pierre. Enfin on lit :

17. les villes de Ga-al (ad...)..., d'Abel (Beth-Maacha...) qui est à la frontière de la terre de Bit-Ĥu-um-ri (Israël), la lointaine

18... la vaste, je la soumis dans toute son étendue à l'empire d'Assyrie

19. J'établis sur elle mes généraux (comme) gouverneurs. Hannon de Gaza

20. devant mes troupes, s'enfuit dans la terre d'Égypte

Je pris Gaza..... j'enlevai

21. ses trésors, ses dieux.... ma.... et ma couche royale...

22. au milieu de son palais..... les dieux de son pays, je distribuai et

23. je les fixai.... comme un oiseau....

24. à sa place, je le rétablis....

25. ... de l'or, de l'argent, des vêtements de laine et de lin....

26. ... les grands..... je reçus. Le tribut de la terre de Bit-Ĥu-um-ri (Israël), la lointaine... ses habitants les plus distingués

28. avec leur fortune je transportai, en Assyrie, Phacée, leur roi, ils le tuèrent. J'établis A-u-si-'e (Osée)

29 (comme roi) sur eux. Je reçus d'eux, comme tribut, dix talents d'or, mille talents d'argent avec leurs.....

30. je les portai en Assyrie (moi) qui Samsieh, reine d'Arabie, etc².

¹ Gen. X, 18, 17.

² *Western Asiatic Inscriptions*, t. III, p. 20, n° 2; G. Smith, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 13; Schrader, *die Keilinschriften und das alte Testament*, p. 145; G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XVIII, General Summary, B. C. 740 to 730, p. 123-124; *Assyrian Discoveries*, p. 284. L'extrait XIX de l'*Assyrian Eponym Canon*, p. 124, contient deux lignes tronquées qui nomment Samarie et Phacée :

17. .. que dans mes premières campagnes toutes leurs villes j'avais réduites

18 ... ses auxiliaires, Samarie seule je laissai. Phacée, leur roi...

Ce fragment se lit aussi dans les *Assyrian Discoveries*, p. M. 286. Smith lui

Ces fragments nous suffisent pour suivre la marche de Téglatphalasar. Il s'était emparé des villes de Zamar et d'Arka, situées au sud du Liban et au nord de Samarie. De là il avait envahi le royaume d'Israël, et s'y était emparé de plusieurs villes que nomme le quatrième livre des Rois ¹. Nous retrouvons ici le nom de deux d'entre elles, que nous reconnaissons au premier coup d'œil, malgré leur mutilation, Galaad et Abel-Beth-Maacha. De là, le conquérant s'était porté contre Gaza, au sud du pays des Philistins, d'où il s'était avancé jusqu'aux frontières du désert d'Arabie où il avait, en 737, battu la reine Zabibieh et où il bat maintenant la reine Samsieh, qui avait sans doute succédé à la précédente. Non content d'imposer à Israël un tribut extrêmement onéreux, il transporta en Assyrie une partie de ses habitants. Il est impossible de désirer une confirmation plus éclatante du récit biblique.

Ce qui nous reste des inscriptions de Téglatphalasar ne mentionne pas la transportation des Israélites que nous fait connaître le livre des Rois. « Dans les jours de Phacée, roi d'Israël, dit l'historien sacré, vint Téglatphalasar, roi d'Assur, et il prit Aïon, Abel-beth-maacha, Janoé, Cédès, Asor, Galaad, la Galilée et toute la tribu de Nephtali et il en transporta (les habitants) en Assyrie ². » Si ce fait n'est pas confirmé directement par les monuments retrouvés à Calach, il l'est au moins indirectement par les autres inscriptions de ce monarque cruel et barbare. Nous avons déjà vu, par d'autres inscriptions de lui, qu'une règle constante de sa politique était de déporter les vaincus dans des pays éloignés ³.

Téglatphalasar nous apprend, dans la dernière inscription que nous avons rapportée, un fait que nous ignorions, parce que la Bible n'en parle point : c'est qu'il institua lui-même Osée roi d'Israël. Nous ne savons pas toutefois s'il faut prendre à la lettre les paroles du roi d'Assyrie, et s'il ne faut pas les entendre seulement en ce sens qu'il reconnut Osée comme roi, lorsque celui-ci eut tué Phacée. Le quatrième livre des Rois dit : « Osée, fils d'Éla, fit une conspiration contre Phacée, fils de Romélie; il lui

donne comme date probable l'an 734-730. M. Smith ne lit pas, p. 123, *ils le tuèrent* de la ligne 28 ni la ligne 29.

¹ II (IV) Reg. XV, 29.

² II (IV) Reg., XV, 29.

³ Voir plus haut, p. 385.

tendit des embûches, le frappa, le tua et régna en sa place la 23^e année de Joatham, fils d'Ozias¹. »

Ces expressions du livre des Rois rendent bien peu probable l'hypothèse qui place un intervalle de neuf à dix ans entre la mort de Phacée et l'avènement d'Osée, pour mettre d'accord ensemble les différentes données de la chronologie biblique². Il faut ajouter que l'inscription de Téglathphalasar peut difficilement permettre de supposer que le meurtrier du fils de Romélie ne lui a pas immédiatement succédé : « Phacée, leur roi, ils le tuèrent. J'établis Osée sur eux comme roi. »

Nous venons de voir comment ce puissant protecteur mit Phacée hors d'état de nuire à Achaz. Le conquérant, après avoir terrassé le roi d'Israël et les princes environnants, voulut achever la ruine du chef de la confédération, le roi de Syrie, désormais seul et isolé. Il lui fallut deux ans, 732 et 731 ou 733 et 732, pour réduire complètement la ville de Damas, d'après les renseignements que nous fournit la liste des éponymes, car ici les annales nous font défaut. Après un long siège, Damas succomba ; Razin fut tué et ses sujets furent transportés à Kir³.

L'auteur des *Rois* nous dit que Téglathphalasar fit mourir Razin. Le colonel Rawlinson trouva la confirmation de ce fait sur une tablette assyrienne ; mais par malheur, ce document demeura en Asie, et depuis il a été impossible d'en retrouver la trace⁴.

Quand la guerre de Syrie eut été terminée par la chute de Damas, Achaz alla rendre hommage, en 731 ou 732, à son suzerain, dans la ville conquise, où le vainqueur réunit sans doute tous les princes tributaires et tint une sorte de cour plénière. Voici les noms des vassaux qui allèrent probablement alors lui offrir

¹ II (IV) Reg. XV, 30.

² M. G. Smith a remarqué que sur les dix-sept royaumes de Syrie dont les rois sont nommés dans les deux premières campagnes de Téglathphalasar, quatre rois sont différents dans la dernière campagne : Azarias ou Ozias de Juda a été remplacé par Yahuhazi, Joachaz ou Achaz ; Manahem d'Israël par Phacée ; Hirom de Tyr par Metenna, et Zabibi, reine des Arabes, par la reine Samsieh. *The Annals of Tiglat-Pileser II, Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 16. Comparez les deux listes des rois tributaires de Syrie, p. 12-13 et 15. Un changement si peu notable parmi les rois régnants indique un intervalle de temps peu considérable entre les premières et la dernière campagne.

³ II (IV) Reg. XVII, 19.

⁴ G. Smith, *The annals of Tiglat-Pileser II*, dans la *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 14, II (IV) Reg. XVI, 9.

leurs tributs, d'après une liste qui date de la dernière année du règne de Téglathphalasar :

57. (Tribut) de Kustasp de Kumuha (Comagène), Urik de Que, Sibittibahal de Gubal, Pisiris de Carchemisch.

58. Eniel de Hamath, Panammu de Sambala, Tarhulara de Gavgama, Sulumal de Milid, Dadilu de Kaska.

59. Vassuami de Tubal, Ušit de Tuna, Urballa de Tuhana, Tuhammi d'Istunda, Urimmi de Husinna.

60. Mattanbahal d'Arvad, Sanipu de Bit-Ammon, Salamanu de Moab,

61. Metinti d'Ascalon, *Ya-hu-ḥa-zi Ya-hu-da-ai* (Achaz de Juda), Kemošmelek d'Edom, Muz...

62. Hannon de Gaza, or, argent, plomb, fer, antimoine, étoffes de leurs pays, lapis-lazuli (?)

63. ... produits de la terre et de la mer, pris des pays choisis pour mon royaume, chevaux et ânes habitués au joug ¹...

Le nom du roi d'Israël se trouvait peut-être dans les parties qui nous manquent. Quant à Yahuḥazi le Juif, c'est certainement Achaz, dont le nom est précédé de la forme abrégée du nom de Jéhova, Ya ou Yo, qui entrait comme élément dans la composition des noms propres hébreux et qui se trouve en assyrien, soit par erreur, parce qu'on l'aurait confondu avec un roi plus ancien, Joachaz d'Israël, ou bien parce qu'on l'appelait aussi réellement ainsi : nous avons l'exemple de plusieurs noms propres dans lesquels l'élément divin s'exprimait ou se sous-entendait à volonté : ainsi le nom du roi Jehoyakin est contracté en Joyakin dans Ezéchiel.

Téglathphalasar, après sa campagne contre Razin, ne fit plus qu'une seule guerre, dirigée contre la Babylonie. Elle mérite d'être mentionnée, parce que nous y voyons apparaître un prince dont le nom nous était connu par la Bible, Marduk-balidin ou Mérodach Baladan, alors roi de Bit-Yakin, sur l'Euphrate, près du golfe Persique et depuis roi de Babylone.

¹ *Western Asiatic Inscriptions*, t. II, p. 67; G. Smith, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 14-15 (les mots lignes 61-62 sont cités DMG. 1872, I. 327); *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XX, p. 124; M. Smith y donne l'année 732 comme date probable de ce document. — M. G. Smith a remarqué, *Assyrian History*, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 92, que le progrès de la puissance de Téglathphalasar en Syrie ressortait clairement du fait que, dans sa 3^e année, dix rois de ce pays lui étaient soumis, dix-huit dans sa 8^e et vingt-cinq dans sa 14^e.

Dès le commencement de son règne, en 746, Téglatphalasar s'était rendu maître de Babylone. Il ne manque pas de prendre le titre de roi de ce pays dans ses inscriptions :

1. Palais de Téglatphalasar, roi grand, roi puissant, roi des nations, roi d'Assyrie, roi de Babylone, roi des Sumir et des Accad, roi des quatre régions ¹.

Pendant les guerres de Syrie, des révoltes avaient éclaté à Babylone et en Chaldée. Le roi de Ninive battit successivement plusieurs chefs indigènes, entre autres Ukinziru de Sape, le Kinziros du canon de Ptolémée. C'est pendant qu'il assiégeait Sape que Téglatphalasar reçut une ambassade de Mérodach-Baladan :

25. Kinziru, fils d'Amukkan, dans Sape, sa ville capitale, je l'assiégeai, ses nombreux soldats vis-à-vis de sa grande porte, je tuai, etc.

26. Maruduk-bal-iddina (Mérodach Baladan), fils de Yakin, roi des bords de la mer, d'où auparavant aucun n'était venu auprès des rois mes pères et n'avait baisé leurs pieds,

27. la terrible crainte d'Assur, mon Seigneur, le saisit et il vint à Sapiya et il baisa mes pieds; de l'or, la poussière de son pays en abondance,

28. vases d'or, etc., en tribut je reçus ².

En l'an 730, pour la première fois depuis le commencement de son règne, Téglatphalasar ne fit aucune guerre : il avait fini par triompher de toutes les oppositions et à assurer sa suprématie et celle de l'Assyrie. Il ne jouit pas cependant longtemps du repos. En 727, une révolte éclata et il partit pour une nouvelle expédition qui devait être la dernière. L'état de mutilation de ses annales nous empêche de connaître les détails de cette campagne et le nom même du pays contre qui elle était dirigée. Tout ce que nous savons, c'est que Téglatphalasar mourut immédiatement après. Il avait régné 17 ou 18 ans, de 745 à 727, l'un des plus grands roi de l'Assyrie et aussi des plus cruels. Il fut le

¹ From a tablet discovered in the temple of Nebo (Nimroud). G. Smith, *Assyrian Discoveries*, p. 254. Voir aussi *ibid.* p. 256 et *Western cuneiform Inscriptions*, t. II, p. 67, où il s'intitule pontife de Babylone. Sa guerre contre Babylone est spécialement racontée dans les inscriptions traduites *Assyrian Discoveries*, p. 266-267.

² G. Smith, *Assyrian Discoveries*, p. 259-260.

premier qui employa sur une large échelle la politique barbare de transplanter dans d'autres contrées les populations vaincues et de mêler les races diverses qui vivaient sous sa domination ¹. Il déposa les rois de plusieurs pays, et mit des gouverneurs dans les provinces les plus éloignées; ces gouverneurs furent des généraux qui dirigèrent les opérations militaires dans leurs gouvernements, de sorte que le roi ne se rendit plus en personne sur le théâtre de la guerre que pour les opérations les plus importantes. La Bible fait allusion, sous les successeurs de Téglatphalasar, à ces usages qu'il avait introduits ².

Sous son règne, un grand nombre d'Araméens et d'Israélites ayant été déportés en Assyrie, l'alphabet phénicien dont se servaient les exilés commença à être fréquemment employé, ainsi que leur langue, dans les affaires commerciales. A partir de cette époque, les poids assyriens et les contrats portent souvent des inscriptions phéniciennes en même temps que des inscriptions assyriennes ³. C'est là une confirmation indirecte du fait rapporté par le livre des Rois : que Téglatphalasar transporta les Israélites en Assyrie ⁴.

IV

RUINE DU ROYAUME D'ISRAËL. — SALMANASAR. — SARGON.

Téglatphalasar eut pour successeur Salmanasar IV, *Salmanu-âsir*. Nous ignorons s'il était parent de son prédécesseur et à quel titre il monta sur le trône. Il ne régna que cinq ans, de 727 à 722, mais pendant ce court espace de temps, il fit beaucoup de mal au royaume d'Israël, et causa sa ruine définitive.

A part quelques étalons de poids en bronze ⁵ et un certain

¹ Assurnasirpal avait déjà fait quelques transportations, mais elles avaient été peu considérables.

² Is., XX, 1.

³ G. Smith, *Ancient History from the monuments; Assyria*, p. 90.

⁴ II (IV) Reg. XV, 29.

⁵ Pour avoir la preuve que les poids trouvés à Koyundjik et dans le palais nord-ouest de Nimrud avec le nom de Salmanasar émanent du Salmanasar biblique et non d'un autre roi plus ancien du même nom, voir Schrader, *Bemerkungen* dans les *Studien und Kritiken*, 1872, p. 735-736.

nombre de contrats qui portent le nom de Salmanasar, il ne nous est pas resté de monuments épigraphiques de ce roi ¹, et nous ne connaissons son histoire que par des sources étrangères à l'Assyrie, par la Bible et par l'extrait de Ménandre conservé dans l'historien Josèphe ². Ménandre nous apprend qu'il fit une expédition contre Tyr, allié probablement avec Israël ³. Le roi de ce dernier pays, Osée, vaincu par Salmanasar dans une première campagne de ce prince ⁴, s'était d'abord reconnu vassal de l'Assyrie, mais ensuite, pour se soustraire au tribut qui lui avait été imposé, il fit alliance avec le roi éthiopien Schabak, qui était devenu maître de l'Egypte en 725. Son intention était de ne secouer ouvertement le joug que quand son puissant allié se serait mis en campagne. Par malheur pour lui ses projets furent révélés à Salmanasar. Celui-ci semble avoir marché précipitam-

¹ G. Smith, *Assyrian History*, dans *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, juli 1869, p. 93.

² Josèphe, *Ant. jud.* IX, XIV, 2.

³ II (IV) Reg., XVIII, 3.

⁴ Les Massorètes l'ont appelé Soh. Ils ont certainement mal ponctué son nom qu'ils auraient du lire Séveh. Les textes cunéiformes l'appellent « Sab-'i sil-tan-nu. » Sabi le sultan. Voir la forme égyptienne de son nom, Lepsius, *Königsbuch*, Taf. XLVII, n° 629. « Nous l'avions comparé, dit M. Oppert, à la forme grecque classique Sevechus et M. de Rougé l'a identifié avec le premier roi de la XXV^e dynastie, celle des Éthiopiens, avec ce roi qui est nommé par les Grecs Σαβᾶκος, Sabaco. Le cartouche égyptien donne également les lettres shk... La forme biblique du nom du roi d'Egypte apparemment contemporain, Rois II, XVI, 4, est שֶׁבַע (sh) ce que les Massorètes ont ponctué שֶׁבַע sh; la Vulgate transcrit *Sua*, évidemment plus conforme à la vraie leçon, tandis que la forme de nos exemplaires des Septante, Σαγῶς, est certainement corrompue. Il paraît que l'ancienne ponctuation du texte hébraïque est Sévé ou Savé. M. de Rougé a déjà exposé que la dernière articulation de k ne lui paraissait pas conforme à la vraie prononciation de ce nom non égyptien ; les hiéroglyphes le représentaient ainsi, parce qu'ils ne possédaient pas de signe approchant mieux du véritable son éthiopien. Cette opinion est pleinement appuyée par l'orthographe non moins insolite que les Ninivites emploient à l'endroit de ce nom propre, et qui est en désaccord avec les règles ordinaires de l'écriture assyrienne. Après une syllabe fermée, telle que *sab*, nous trouvons le signe de l'hiatus, qui ordinairement ne se rencontre qu'entre deux voyelles qu'on doit prononcer séparément. Puis vient la lettre qui souvent, dans les mots sémitiques, dénote un *i* suivi ou précédé de l'articulation spéciale du *y* (𐎶𐎵𐎶𐎵𐎶𐎵). Mais, telle quelle, elle semble, selon M. de Rougé, constituer un trait d'union entre la forme biblique Sévé, qui supprimait le son guttural inconnu aux Juifs, et la forme égyptienne, qui paraît l'avoir rendu par un équivalent trop dur. » *Mémoire sur les rapports de l'Égypte et de l'Assyrie*, Académie des Inscriptions, Savants Étrangers, t. VIII, p. 534-535.

ment contre Osée, en même temps que contre Tyr, sans doute afin de pouvoir l'abattre avant que Schabak put lui porter secours¹. Il n'en eut pas aussi facilement raison qu'il l'avait espéré. Il s'empara de la personne d'Osée, et le jeta en prison. Osée ne reparait plus dès lors sur le théâtre de la lutte, et le silence des inscriptions, d'ailleurs si explicites, de Sargon, sur ce roi, confirment le fait relaté par la Bible de sa capture et de son emprisonnement par Salmanasar. Mais la guerre ne fut point terminée par le malheur arrivé au chef des Israélites. Ceux-ci sachant quel sort les attendait, s'enfermèrent dans Samarie et s'y défendirent avec l'énergie du désespoir. Pendant deux ans, ils résistèrent à tous les efforts de leurs ennemis. Ce ne fut que la troisième année que la ville se rendit. Salmanasar ne jouit pas longtemps de sa victoire : il mourut peu après, ou même à la fin du siège, soit de mort violente, comme plusieurs l'ont pensé, soit de mort naturelle. « On suppose, dit M. G. Smith dans son *Histoire d'Assyrie*, que les Assyriens se fatiguèrent de la lenteur de ses opérations en Palestine et de son insuccès, et qu'une révolution militaire éclata en Assyrie en faveur d'un officier nommé Sargon qui ceignit la couronne¹. » M. Smith, comme la plupart des assyriologues, croit que Salmanasar était mort avant la prise de Samarie, et que ce fut Sargon qui acheva le siège. C'est, à notre avis, une fausse interprétation des inscriptions cunéiformes : la capitale d'Israël avait réellement succombé sous le règne de Salmanasar, ainsi que l'ont entendu jusqu'à ces derniers temps tous les interprètes de la Bible ; mais c'était probablement Sargon, comme nous le dirons bientôt, qui conduisait les opérations du siège et qui s'attribua la gloire du succès.

La chute de Samarie est un grand événement dans l'histoire du peuple de Dieu. Elle marque la fin du royaume schismatique des dix tribus, qui ne se releva jamais de cette défaite, et l'éclatant accomplissement des prophéties qui avaient annoncé ce désastre à Israël comme le châtiment de ses infidélités et de son idolâtrie ; la capitale d'Ephraïm subit le traitement que lui avait prédit Isaïe :

Hamath n'a-t-elle pas été (traitée) comme Arpad ?

Samarie ne sera-t-elle pas (traitée) comme Damas (dit Assur) ? ?

¹ G. Smith, *Ancient History from the monuments; Assyria*, p. 91-92.

² Is. X, 9.

... Éphraïm et l'habitant de Samarie,
 Dans l'orgueil et l'élévation de leur cœur, disaient :
 Les briques sont tombées, nous rebâtirons en pierres de taille;
 Les sycomores ont été coupés, nous les remplacerons par des cèdres.

Vaines espérances !

Jéhovah élève contre eux les ennemis de Razin,
 Il arme lui-même leurs ennemis...
 (Leur) iniquité les brûle comme le feu,
 Elle les dévore comme des ronces et des épines,...
 La colère de Jéhovah Sabaoth obscurcit la terre,
 Et le peuple est la proie de l'incendie ¹.

Le texte sacré ne nous dit rien d'ailleurs de la mort de Salmanasar. Il se borne à raconter dans les termes suivants l'histoire d'Osée et du siège de Samarie : La « douzième année d'Achaz, roi de Juda, Osée, fils d'Éla, commença à régner à Samarie, sur Israël (et son règne fut de neuf ans). Et il fit le mal aux yeux de Jéhovah, non pas cependant comme les rois d'Israël qui avaient été avant lui. Salmanasar, roi d'Assur, monta contre lui, et Osée fut son serviteur et il lui paya tribut. Et le roi d'Assur découvrit une conspiration d'Osée, qui avait envoyé des messagers à Sô (Schabak), roi d'Égypte et ne payait plus le tribut au roi d'Assur, année par année, et le roi d'Assur l'enferma et le lia dans une prison. Et le roi d'Assur monta dans tout le pays et il monta à Samarie et il l'assiégea pendant trois ans. La neuvième année d'Osée, le roi d'Assur prit Samarie ². »

Le fait de l'alliance d'Osée avec Schabak, roi d'Égypte, est confirmé indirectement par les inscriptions de Sargon, comme nous le verrons plus loin. Il inaugure une phase nouvelle dans l'histoire de l'Orient. A partir de cette époque, l'histoire de la Palestine va se trouver constamment mêlée avec celle de l'Égypte, comme elle l'est avec celle de l'Assyrie depuis Achab et Salmanasar II.

La guerre de Schabak avec l'Assyrie est le commencement d'une lutte à mort entre l'Égypte et l'Asie antérieure, et, après des vicissitudes diverses, elle se terminera par la perte de l'indépendance de l'Égypte. L'Assyrie succombera sous les armes des Chaldéens, après avoir asservi les Pharaons ; mais les héritiers de

¹ Is. IX, 10-18.

² II (IV) Reg. XVII, 1-6.

la puissance de Ninive en Asie, Chaldéens, Perses et enfin Grecs seront tour à tour les maîtres de la vallée du Nil. Au temps de la suprématie de l'Égypte, les Thotmès III, les Amenhotep II avaient conduit leurs armées triomphantes en Mésopotamie, alors que l'empire d'Assyrie n'existait pas encore. Un roi d'Israël va mettre pour la première fois en présence les deux plus grandes monarchies de cette époque et la Palestine, qui, par sa position géographique, sépare les deux champions l'un de l'autre, aura toujours à souffrir de leur compétition. Les monuments égyptiens jettent quelque jour sur les événements que nous allons avoir dorénavant à raconter ; mais ce sont surtout les monuments cunéiformes qui nous feront connaître ces grandes luttes, et qui nous apprendront en détail l'histoire de l'Égypte elle-même, beaucoup mieux que les monuments hiéroglyphiques.

Schabak n'intervint pas assez tôt en Palestine pour sauver Osée et Samarie, soit qu'il ne fût pas prêt à temps, soit qu'il se mit peu en peine de secourir Israël. Quand enfin il se mit en campagne, il eut à combattre, non pas Salmanasar, mais son successeur, Sargon.

Schabak n'était pas d'origine égyptienne ; c'était un roi d'Éthiopie. Après la mort de Scheschonk IV, l'Égypte, divisée en plusieurs petits états, était tombée au pouvoir des Éthiopiens. Elle se souleva contre eux ; mais Pianchi, le monarque éthiopien qui régnait à Napata, la força à reconnaître sa domination. Pianchi eut pour successeur sur le trône d'Éthiopie un certain Kaschta, dont l'origine est inconnue : peut-être avait-il épousé une fille de Pianchi¹. Quoi qu'il en soit, sous son règne, Bokenranw (Bocchoris), prince indigène et fils de Tawnecht, roi vassal de Pianchi, parvint, à force de luttes, à conquérir le Delta et l'Égypte moyenne. Kaschta, en mourant, laissa la couronne à son fils Schabak. C'était un prince belliqueux. Il se hâta de reconquérir l'Égypte ; il prit Bokenranw et le fit brûler vif. Pianchi ne s'était réservé qu'une sorte de suzeraineté sur l'Égypte ; Schabak voulut être un vrai Pharaon : il adopta le protocole des rois égyptiens, et devint le chef d'une nouvelle dynastie, la vingt-cinquième, toute composée de princes éthiopiens. Par sa clémence, par les travaux d'utilité publique qu'il exécuta, par sa sage administration et par la tranquillité qu'il assura à ses nouveaux sujets, il réussit à gagner leur attachement.

¹ Maspero, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, 2^e édit., p. 386.

Tel était le prince dont Osée avait réclamé l'appui. « Une renaissance aussi inattendue (que celle de l'Égypte), dit M. Maspero, devait attirer l'attention des peuples étrangers. Si naguère encore les rois d'Israël et de Juda avaient recherché l'appui d'un roitelet confiné à Tanis dans un coin du Delta, que ne devaient-ils pas faire pour s'assurer l'amitié d'un prince dont la domination s'étendait des régions fabuleuses de l'Éthiopie aux rives de la Méditerranée, et qui pouvait mettre sur pied des armées aussi considérables que celles du roi d'Assyrie? Phéniciens, Juifs et Philistins, tous les peuples que l'ambition (de Téglatphalasar) avait inquiétés, sentirent que, si le salut pouvait venir de quelque part, ce ne pouvait être que de l'Égypte ¹. (Osée) envoya des présents à Schabak et lui demanda une alliance contre Salmanasar. Divers motifs poussaient l'Éthiopien à bien accueillir ces ouvertures. Il savait que ses prédécesseurs égyptiens avaient possédé la Palestine et porté leurs armes jusqu'au Tigre; ce qui avait été jadis possible et glorieux lui paraissait possible encore à l'heure présente. Et quand même le désir d'ajouter un nom de plus à la longue liste des pharaons conquérants ne l'aurait pas bien disposé en faveur des Juifs, la prudence lui conseillait de ne pas les décourager. Le progrès des Assyriens vers l'isthme de Suez, lent d'abord, avait pris depuis vingt ans une rapidité menaçante et devenait pour l'Égypte une source de craintes perpétuelles. Il fallait ou vaincre les nouveaux maîtres de l'Asie et les rejeter au delà de l'Euphrate, ou du moins maintenir devant eux une barrière de petits royaumes, contre laquelle vint s'amortir l'effort de leurs attaques. Schabak affecta de considérer les présents d'(Osée) comme un tribut et ses demandes de secours comme un hommage : les murailles de Karnak, qui avaient jadis enregistré tant de fois les noms des peuples vaincus, enregistrèrent complaisamment ce que la vanité de l'Éthiopien appelait « les tributs de la Syrie ². »

Malheureusement pour Osée et aussi pour Schabak, ce dernier ne s'était pas mis assez promptement en campagne contre les Assyriens. Quand le Pharaon arriva en Palestine, Samarie avait perdu son indépendance et Salmanasar avait été remplacé sur le trône de Ninive par un des plus grands rois qui aient

¹ Humainement parlant, car nous avons vu déjà que les prophètes blâmaient, de la part de Dieu, l'alliance avec l'Égypte aussi bien qu'avec l'Assyrie, et l'événement leur donna raison.

² Maspero, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, p. 389-390.

porté le sceptre de l'Assyrie, par Sargon. Ce prince devait humilier l'orgueil du fier monarque éthiopien, comme nous le dirons bientôt.

La destinée historique de Sargon est singulière. Ce conquérant, qui avait fait trembler toute l'Asie antérieure, l'Égypte et l'Éthiopie, devant sa puissance, ce vaillant guerrier qui avait pris soin de sa renommée en gravant ses exploits sur les murs des palais superbes de Khorsabad, dans des inscriptions magnifiques qu'on a justement appelées les *Fastes de Sargon*, ce roi, amoureux de gloire, n'avait même pas été connu des historiens de l'antiquité. Ils avaient ignoré jusqu'à son nom. Seul le prophète Isaïe l'avait mentionné une fois en passant, pour donner la date d'un de ses oracles contre l'Égypte et l'Éthiopie : « Dans l'année où le tartan marcha contre Azot, sur l'ordre de Sargon, roi d'Assyrie, et où il assiégea Azot et la prit ¹. » Mais cette indication isolée d'Isaïe n'avait pu sauver la personnalité du vainqueur de Schabak aux yeux des savants, qui ont peine à se résoudre à admettre des lacunes dans l'histoire. Ce Sargon dont on ne rencontrait le nom nulle part ailleurs, ne pouvait être, d'après eux, qu'un des autres rois d'Assyrie nommés par la Bible et les écrivains profanes. D'après Vitrिंगa, Offerhaus, Eichhorn, M. von Niebuhr, Hupfeld, c'était Salmanasar ; d'après les rabbins, Grotius, Lowth, c'était Sennachérib ² ; d'après Perizonius, Kalinsky, J. H. Michaelis, c'était Asarhaddon ³. En réalité, Salmanasar, comme nous l'avons déjà dit, était son prédécesseur ; Sennachérib fut son fils et Asarhaddon son petit-fils. De ce roi, ainsi méconnu ou ignoré jusqu'à la découverte de l'interprétation des inscriptions de Khorsabad, il n'y a guère que trente ans, nous avons maintenant de véritables annales, et jusqu'à son portrait en relief de grandeur naturelle, que chacun peut voir au Musée assyrien du Louvre, ou même sa statue, qui a été découverte à Cittium en Chypre, et qui se trouve maintenant au Musée de Berlin.

¹ Is. XX, 1. On a reconnu, dans ces dernières années, le nom de Sargon dans l'*Arkanos* du canon de Ptolémée, [S]arkin, mais on n'avait pas soupçonné, avant les découvertes cunéiformes, que cette forme grecque du nom d'un roi, donné comme roi de Babylone, cachait le Sargon d'Isaïe. « Le nom de Sargon, dit M. Oppert, faisait le désespoir des interprètes de la Bible et des chronologistes. » *Inscriptions des Sargonides; Annales de philosophie chrétienne*, t. LXV, 1862, p. 43.

² Kimchi dit que Sennachérib avait huit noms différents ; S. Jérôme, sept. Riehm, *Sargon und Salmanassar, Studien und Kritiken*, 1868, p. 684.

³ Voir Riehm, loc. cit., p. 683-685.

Cependant la découverte des monuments de Sargon ne devait pas suffire pour lui assurer une existence distincte de celle de Salmanasar. On disait autrefois que le Sargon d'Isaïe était le Salmanasar du livre des Rois ; on dit aujourd'hui que le Salmanasar biblique est le Sargon des inscriptions. Le sens naturel du passage de la Bible qui rapporte la prise de Samarie est, comme nous l'avons observé, que le siège fut commencé et achevé par Salmanasar. Les assyriologues ont généralement prétendu que le siège avait été commencé par Salmanasar, mais qu'il avait été terminé par Sargon. Un certain nombre de savants, O. Strauss ¹, MM. Brandis ², Marc von Niebuhr ³, Keil ⁴, Riehm ⁵, Sayce ⁶, Haigh ⁷, Neteler ⁸, jugeant qu'il était impossible de récuser le témoignage de la Bible à propos d'un événement si important, ont refusé d'admettre la distinction de Salmanasar et de Sargon. Puisque le livre des Rois raconte que Salmanasar est le vainqueur de Samarie, et les inscriptions, que c'est Sargon, il s'ensuit, disent-ils, que Salmanasar et Sargon sont un seul et même roi : « Je dois croire, jusqu'à preuve du contraire, dit M. Haigh, que Sargina et Salmanassaros sont identiques ⁹. »

Sir Henry Rawlinson lui-même admit d'abord l'identité de Salmanasar et de Sargon ¹⁰; mais il soutient aujourd'hui, d'un commun accord avec tous les assyriologues, que ce sont deux rois différents. Ce point d'histoire est en effet incontestable, comme nous allons le démontrer : « Sargon, cet inconnu de trois mille ans, ressuscite à nos yeux avec l'éclat de sa grandeur si longtemps oubliée ¹¹. »

¹ O Strauss, *Nahumi Vaticinium*, 1853, p. LV, n° 6.

² J. Brandis, *Ueber den historischen Gewinn aus der Entzifferung der assyrischen Inschriften*, 1856, p. 48, 53.

³ M. von Niebuhr, *Geschichte Assur's und Babel's*, p. 137, 129 et suiv., 160.

⁴ Keil, *Biblischer Commentar über die Bücher der Könige*, 1865, p. 385.

⁵ M. Riehm a réuni tous les arguments qu'on peut alléguer en faveur de l'identification de Sargon et de Salmanasar dans les *Theologische Studien und Kritiken*, 1868, p. 687-698. M. Schrader lui a répondu dans le même recueil, 1870, p. 527-544.

⁶ *Ueber den Zerstörer Samaria's*, *Th. Studien und Kritiken*, 1871, p. 318-322; *Der Belagerer Samaria's*, *ibid.*, 1872, p. 722-734.

⁷ *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1870, p. 88, note.

⁸ Neteler, *Ueber die Keilinschriften. Literarischer Handweiser*, 1877, col. 41-43.

⁹ *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1870, p. 88.

¹⁰ *Journal of the royal Asiatic Society*, t. XII, 2, p. 419.

¹¹ L'abbé Darras, *Histoire générale de l'Eglise*, t. II, 1878, p. 729.

Les raisons que l'on a alléguées pour confondre ensemble ces deux princes sont les suivantes :

1° Les monuments assyriens ne font pas mention de Salmanasar ¹.

2° Les inscriptions attribuent à Sargon un règne d'au moins quinze ans. En supposant qu'il ait été différent de Salmanasar, il ne resterait pas le temps nécessaire entre la prise de Samarie, qui eut lieu la première année du règne de ce prince, la sixième de celui d'Ezéchias de Juda, d'une part, et d'autre part, la campagne de Sennachérib contre Juda, la quatorzième année d'Ezéchias. Il ne s'est donc écoulé que huit ans de la ruine du royaume d'Israël à l'expédition assyrienne contre Juda. Il faut donc que le règne de Sargon, s'il a réellement duré quinze ans, eût commencé avant la prise de Samarie ².

3° Ce que la Bible attribue à Salmanasar, les inscriptions l'attribuent à Sargon. C'est donc un seul et même personnage ³.

4° Ménandre, cité par Josèphe ⁴, raconte que Salmanasar envoya une armée contre Cittyum, et c'est le seul roi dont l'histoire enregistre un fait pareil. Or on a trouvé précisément, dans les ruines de l'ancienne Cittyum, une statue de Sargon, avec une inscription qui porte son nom. Elle est aujourd'hui au musée de Berlin. N'est-ce point parce que le second personnage n'est pas différent du premier ⁵ ?

Telles sont les raisons alléguées pour confondre le successeur de Téglatphalasar avec le père de Sennachérib. Aucune d'elles n'est concluante.

1° Il est vrai qu'on n'a encore retrouvé aucune inscription de Salmanasar, comme nous l'avons déjà remarqué; mais le canon des éponymes suffit pour établir d'une manière incontestable la non identité de Sargon et de Salmanasar. L'étude de ce canon montre en effet que ce dernier a régné pendant cinq ans ⁶, de l'an

¹ Riehm, *Studien und Kritiken*, 1868, p. 687-688.

² *Id.* *Studien und Kritiken*, 1868, p. 688 et suiv.

³ *Ibid.*, p. 691-693.

⁴ Josèphe, *Ant. jud.*, IX, xiv, 2.

⁵ Riehm, *Studien und Kritiken*, p. 693-696. M. Riehm attache d'ailleurs lui-même peu d'importance à la statue, p. 696. Il tient surtout à montrer que, d'après Ménandre et Josèphe, le roi qui avait assiégé Tyr était le même que celui qui avait assiégé Samarie, c'est-à-dire Salmanasar.

⁶ M. Schrader l'a établi avec beaucoup de clarté et de précision, *Sargon und Salmanassar*, dans les *Theologische Studien und Kritiken*, 1870, p. 535-54.

727 à l'an 722. Son nom se lit dans le canon I de la liste des éponymes, à la 5^e année de son règne, 723. Malheureusement cette année manque dans les six autres canons dont nous possédons des fragments. Du canon VII, découvert depuis 1870, il ne reste qu'un mot à l'année 723 « expédition.... » A l'année 727, date de l'avènement de Salmanasar, ce canon est aussi mutilé. On y lit sur ce qui reste « zan ; expédition à la ville.... nasar, sur le trône. » Ces derniers mots indiquent certainement l'avènement de (Salma)nasar¹, et tranchent définitivement la question. Sargon apparaît comme éponyme dans les canons I et III à l'année 719 ; dans le canon III, son nom est suivi du mot *sarru*, « roi »². Nous savons par d'autres documents qu'il avait commencé à régner en 722 ou 721³. Il est donc impossible de le confondre avec Salmanasar, et si nous ne possédons point de monuments épigraphiques assyriens, émanant de ce dernier prince, nous en avons du moins qui nous garantissent son existence, en dehors de la Bible. Outre le témoignage des canons que nous venons de rapporter, il en existe un autre : c'est celui d'un contrat conservé au British museum à Londres et coté K 407 qui est daté « 22^e jour, éponyme Salmanasar, roi de.... »⁴.

La distinction de Sargon et de Salmanasar est donc historiquement certaine, et le seul argument concluant que l'on ait allé-

Les dates des campagnes de Sargon prouvent qu'il n'a commencé de régner qu'en 722, et celles de Téglathphalasar que son successeur est monté sur le trône en 727. Voir aussi Schrader, *Die assyrische Vermittlungsliste. Studien und Kritiken*, 1871, p. 679 et suiv., surtout p. 683-684. Chaque règne est distingué par des barres transversales dans le canon des Éponymes. Celui de Salmanasar renferme cinq éponymes, ou 5 ans. Cf. Oppert, *Studien und Kritiken*, 1871, p. 704.

¹ G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, p. 37, 53.

² *Ibid.* p. 37. Le contrat K 3781 du Musée britannique est daté de l'éponymie de Sargon.

³ Le contrat K. 2683 est daté « ville de Chalah, mois de Sivan, 27^e jour, éponyme Dabzilliesar, gouverneur d'Assur, 6^e année de Sarukin-arqu (Sargon II), roi d'Assyrie », c'est-à-dire, en 716 ; K 2679 : « ville de Chalah, mois Veadar, 15^e jour, 9^e année de Sargina-arqu » ou 713, et plusieurs autres dates de ce genre également décisives, *ibid.*, p. 84-88, de sa 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e et 17^e année. K 2682 est daté : « ville de Chalah, mois de Nisân, 14^e jour, éponyme Samasupahir gouverneur de... 14^e année de Sargina-arqu, roi d'Assyrie, et) 2^e année (roi de Babylone) K 3044 : « mois de Sebat, 24^e jour, éponyme Mutag (gilassar), 16^e année de Sargina-arqu (roi d'Assyrie), et 4^e année (roi de Babylone). » Ces doubles dates, marquant les années du règne de Sargon comme roi de Babylone, en même temps que les années de son règne en Assyrie sont très précieuses.

⁴ Publié par M. G. Smith, *ibid.*, p. 84.

gué pour en faire une seule personne, le silence des monuments épigraphiques, porte à faux, comme nous venons de le voir.

2° Les autres raisons apportées par M. Riehm et les savants qui pensent comme lui sont nécessairement sans portée après les témoignages décisifs que nous avons cités. La seconde qu'on allègue, savoir la difficulté de faire concorder les dates de la chute de Samarie, en l'attribuant à Sargon, avec celle de l'invasion de Sennachérib dans le royaume de Juda, ne saurait évidemment rien prouver en faveur de l'identification des deux vainqueurs de Samarie. Il peut y avoir, et il y a là, en effet, un problème de conciliation à résoudre, et nous devons nous en occuper plus loin, en racontant l'expédition du fils de Sargon contre Ezéchias ; mais une apparente contradiction chronologique ne suffit pas pour nier l'existence avérée d'un personnage historique.

3° Ce que les inscriptions attribuent à Sargon, la Bible l'attribue, assure-t-on, à Salmanasar.

C'est une question en ce qui concerne la prise de Samarie. Pour les autres événements du règne de ces deux rois, les monuments cunéiformes ne rapportent aucunement à Sargon ce que nous savons de Salmanasar, de telle sorte que, loin de pouvoir tirer de là une preuve de l'identité de ces deux personnages, il en résulte au contraire qu'ils sont tout-à-fait différents. Ménandre d'Éphèse nous apprend que Salmanasar a fait contre Tyr deux campagnes, dont l'une eut pour les Assyriens une issue favorable, l'autre une issue douteuse. Nous ne lisons pas un seul mot sur ces deux expéditions dans les annales de Sargon. Il aurait cependant parlé au moins de la première si elle avait été faite sous son règne.

Sargon ne s'attribue rien de ce que la Bible nous raconte de Salmanasar. Ce dernier, d'après le récit des Rois, saisit Osée d'Israël, l'emprisonna, et probablement le fit mourir. Sargon qui, cependant, décrit minutieusement les résultats de sa campagne, les 27,280 prisonniers qu'il a faits, les 50 chariots qu'il s'est réservés, et qui nomme tous les rois des pays environnants, Gaza, Ascalon, l'Égypte, l'Arabie, Hamath, etc., ne nomme même pas Osée, et ne dit pas un seul mot qui fasse supposer qu'il y avait un roi à Samarie. On ne peut expliquer ce silence qu'en supposant qu'il n'est point l'auteur des actes que le livre des Rois attribue à Salmanasar.

4° La statue de Sargon trouvée à Cittium, aujourd'hui Larnaca,

en Chypre, ne prouve pas davantage que Sargon soit Salmanasar¹. Sargon nous raconte, dans ses inscriptions, qu'il reçut des habitants de Cittiium une ambassade, et c'est sans doute à cette occasion que sa statue fut rapportée en Chypre par les envoyés de cette île qui étaient allés en Assyrie².

Il faut donc le reconnaître, sans balancer, Salmanasar et Sargon sont deux rois différents, et l'explication de la contradiction qui paraît exister entre la Bible, attribuant la prise de Samarie au premier et les documents cunéiformes la rapportant au second, doit être cherchée ailleurs que dans l'identification de ces deux monarques.

M. Oppert a donné depuis plusieurs années une solution du problème. Il l'a brièvement résumée lui-même dans les *Studien und Kritiken*. Voici comment, d'après lui, ceux qui soutiennent que Samarie a été prise par Sargon, et non par Salmanasar, peuvent concilier leur opinion avec le texte sacré : « Cette opinion, dit-il, ne contredit nullement la Bible... Le livre des Rois ne dit nulle part que Salmanasar a pris Samarie, au contraire. Après qu'il a été raconté II Rois, XVIII, 9, au sujet de Salmanasar, qu'il a marché contre Samarie et assiégé la ville, le verset 10 remarque qu'ils prirent la ville; ils, c'est-à-dire, non pas le roi d'Assyrie, mais les Assyriens (וילכדה, *vayyilkeduh*)³. Au verset onzième, le roi des Assyriens qui emmène Israël en captivité n'est pas nommé. Ce n'est plus Salmanasar, c'est Sargon. Au chapitre XVII, 1. 6, la phrase est à peu près la même; elle peut cependant paraître plus dure, car il faut admettre que le *melek Assur* (roi d'Assyrie) du 5 est Salmanasar et celui du 6,

¹ *Inscriptions de Fastes*, p. 14. Botta et Flandin, *Monument de Ninive*, Paris, 1849, t. IV, pl. 153, l. 1-5 med.

² C'est à Babylone que Sargon reçut le tribut des sept rois de Chypre, en 708, et c'est probablement de cette année que date la statue de Sargon et l'inscription du Musée de Berlin. Ces mêmes rois paraissent avoir aussi payé tribut auparavant à l'Assyrie, la 7^e année de Sargon, en 715; mais la statue est certainement plus récente, puisqu'elle mentionne les événements de la 12^e et de la 13^e année de Sargon. G. Smith, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 110. On peut voir la traduction de l'inscription de la statue de Larnaca dans M. Ménant, *Annales des rois d'Assyrie*, p. 206.

³ M. Franz Delitzsch a adopté cette explication de M. Oppert : « Mit Recht macht Oppert darauf aufmerksam, dit-il, dass 2 Kön. 18, 10 die Eroberung nicht dem Salmanassar, sondern dem Heere zugeschrieben wird. » *Biblischer Commentar über den Prophet Jesaja*, 1866, p. 236. M. l'abbé Darraa a également admis toutes les conclusions de M. Oppert, *Histoire générale de l'Église*, t. II, 1870, p. 724.

Sargon, mais la chose est ainsi. On peut d'ailleurs supposer que le nom de Sargon se lisait dans le texte et qu'il en est tombé. Au chapitre XVIII, vv. 9 et suivants, cette hypothèse n'est plus nécessaire ¹. »

Il serait possible, en effet, comme le suggère M. Oppert, que le nom de Sargon eût disparu du texte sacré par un fait d'inadvertance des copistes de la Bible. Dieu n'a point jugé à propos de faire des miracles pour prévenir toutes les distractions et les fautes de ceux qui ont transcrit les livres saints, quoiqu'il ait veillé à leur conservation de telle sorte qu'ils nous sont parvenus dans un état d'intégrité et de pureté dont n'approche aucun autre ouvrage de l'antiquité.

Cependant, sans rejeter absolument les explications de M. Oppert, il nous paraît plus naturel d'admettre, avec les anciens commentateurs, que Salmanasar a non seulement commencé, mais aussi achevé le siège de Samarie. Pour nous, la solution la plus vraisemblable est celle-ci :

Sargon s'attribue la prise de Samarie, parce qu'il s'en rendit maître en effet, non pas néanmoins comme roi, mais comme général de Salmanasar et en exécution de ses ordres. Nous savons par le récit de Ménéandre, conservé dans Josèphe ², que Salmanasar faisait simultanément le siège de Samarie et celui de Tyr; il ne dirigeait certainement pas l'un et l'autre en personne; il avait donc mis à la tête des troupes assiégeantes devant Samarie un de ses généraux, et ce général devait être Sargon. Il est sans doute impossible de le prouver rigoureusement; mais tout homme de bonne foi conviendra que les écrivains israélites devaient être renseignés sur le nom du roi qui régnait en Assyrie au moment de la chute de la capitale du royaume d'Israël. Si une révolte avait amené la mort du monarque, comme on le suppose, avant la prise de la ville, il est impossible que le bruit n'en fût pas répandu en Palestine, et que ce changement de gouvernement n'eût pas été connu des vaincus, qui l'auraient certainement appris de la bouche même de leurs vainqueurs. Puisque ils attribuent néanmoins la ruine des dix tribus à Salmanasar, et que cependant Sargon se déclare dans toutes ses inscriptions le vainqueur de Samarie, on doit admettre que Sargon acheva le siège, en qualité de général de Salmanasar.

¹ Oppert, *Salmanasar und Sargon. Studien und Kritiken*, 1871, p. 702-703.

² Josèphe, *Ant. Jud.* IX, xiv, 2.

Il est vrai que Sargon déclare qu'il a pris Samarie au commencement de son règne, *ina ris sarruti*. Cette locution, comme celle de *surrat sarruti*, indique le commencement d'un règne. En Assyrie, comme à Babylone, les rois comptaient les années de leur règne, *palu*¹, à partir de la première année civile qui suivait leur avènement au trône. Le temps de l'année précédente qui s'était écoulé depuis qu'ils avaient pris le pouvoir en main, était appelé *ris sarruti* ou *surrat sarruti*². Nous pensons qu'il ne faut pas presser ici le sens de ces mots. Sargon ne pouvait raconter dans ses Annales les exploits qu'il avait faits avant d'être roi. Il date la prise de Samarie des premiers mois de son règne, afin de pouvoir se l'attribuer. Ce fut peut-être ce triomphe qui lui valut la royauté. Nous ignorons s'il y avait des droits.

Les assyriologues ne sont point d'accord sur l'origine de Sargon. Il ne prend jamais sur les monuments le nom de fils de Salmanasar. Selon M. Oppert, il était fils de Belpatisassur. Cependant cette lecture est contestée, ainsi que l'hypothèse d'après laquelle il ne serait monté sur le trône qu'à l'âge d'environ 70 ans, aurait été petit-fils d'Asurdanil et, en cette qualité, désigné comme successeur par Assurnirar, le roi qui régna avant Phul (Téglathphalasar). Sargon se vante, il est vrai, de son origine royale : il se glorifie souvent des 350 rois, ses aïeux³, et Asarhaddon, son petit-fils, ajoute à ce dernier titre celui de descendant de Bilbani, fils d'Adasi, roi d'Assyrie, l'antique conquérant. Quoi qu'il en soit de ce point, et quoique la vie de Sargon appartienne à la partie de l'histoire d'Assyrie que nous

¹ Ce mot, qu'on a souvent traduit par « campagne », signifie plutôt « année de règne », commençant avec l'année civile, c'est-à-dire vers mars ou avril. Voir Oppert, *Records of the past*, t. VII, p. 22 ; Delattre, *Inscriptions historiques*, Revue catholique de Louvain, 1878, p. 24 du tirage à part, où il donne des preuves décisives.

² Cf. Oppert, *Records of the past*, t. VII, p. 22 ; Chad Boscawen, *Academy*, 27 janvier 1878, p. 78, *Babylonian Antiquities* : « The method of dating the regnal years of the kings of Babylon, dit M. Boscawen, was as follows : The first year of the king dated from the first Nisan, of new Year's Day, in his reign, the portion of the year from the death of his predecessor up to that date being styled, *Sanat ris sarruti*, « the year of the commencement of royalty. »

³ « D'après ce que l'on sait aujourd'hui de l'origine relativement récente de la monarchie et de la nation même des Assyriens, il y avait au moins 260, sur ces 350 rois, qui appartenaient au pur domaine de la fable. » F. Lenormant, *le Déluge et l'épopée babylonienne*. Correspondant du 25 janvier 1878, p. 353.

connaissions le mieux aujourd'hui, grâce aux nombreuses inscriptions découvertes par les savants français à Khorsabad ¹, nous n'avons aucun renseignement sur son avènement au trône.

Les données que nous fournit le livre des Rois, dans plusieurs passages ², établissent que le siège de Samarie, entrepris par Salmanasar ³, dura trois ans. Rien, dans les documents assyriens, ne contredit le témoignage de la Bible. On comprend donc qu'un siège si long et si difficile dut procurer beaucoup de gloire à celui qui le mena à heureuse fin. Salmanasar mourut probablement aussitôt qu'il eut été terminé, et après avoir donné l'ordre de transporter les Israélites en Assyrie, ordre qui fut exécuté par Sargon. Peut-être le roi d'Assyrie fut-il victime d'une sédition, et le général victorieux, devenu populaire par ses succès, lui fut-il donné comme successeur ⁴.

Sargon, ayant abattu Samarie avant d'être réellement roi, est un peu embarrassé pour donner une date à cet événement dans ses inscriptions. Dans ses *Annales*, il le place au commencement de son règne et raconte seulement après, sa première campagne contre Humbanigas, roi d'Élam ⁵; dans ses *Fastes*, il mentionne la prise de Samarie après son expédition contre Humbanigas, comme on va le voir dans le texte même de ses monuments. Il est certain que la guerre contre Élam eut lieu la première année de Sargon; ce n'est qu'autant que Samarie avait succombé avant son avènement au trône qu'on s'explique qu'il ait eu le temps de se rendre de Palestine en Assyrie pour y prendre possession de la royauté qui ne lui appartenait pas régulièrement et de porter encore ses armes, dès sa première année, contre Humbanigas ⁶.

¹ Voir sur Sargon, G. Smith, dans la *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, Juli 1869, p. 93-100, 106-112.

² II (IV) Reg. XVII, 5; XVIII, 1, 9, 19.

³ II (IV) Reg., XVII, 3; XVIII, 9.

⁴ Tout semble indiquer que l'avènement de Sargon fut l'œuvre d'une révolution. Son nom ne ressemble pas aux noms royaux, il ne se donne jamais comme le fils de son prédécesseur immédiat, et ce qui prouve le mieux que la mort de Salmanasar fut accompagnée de grands troubles, c'est que tous les peuples tributaires en profitèrent pour s'affranchir de la domination de l'Assyrie. Sargon dut employer les quinze premières années de son règne à reconquérir les pays qui avaient été soumis à Téglathphalasar II. G. Smith, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 94.

⁵ Sur la valeur des dates des *Annales*, plus grande que celle des autres monuments de Sargon, voir Schrader, *Studien und Kritiken*, 1872, p. 741-743.

⁶ Hincks avait déjà remarqué que la prise de Samarie ne pouvait avoir eu

Voici du reste comment Sargon raconte la prise de Samarie.

Dans sa grande inscription, qu'on a appelée inscription des *Fastes*, Sargon dit :

23. J'ai assiégé la ville de Sa-mi-ri-na (Samarie), je l'ai prise.

24. J'ai déporté 27,280 de ses habitants, je lui ai enlevé 50 chariots, j'ai livré (à mes sujets) le reste de ses richesses ; j'ai établi sur elle mes lieutenants ¹ ; le tribut du roi précédent ²

25. je lui ai imposé ³.

Dans ses *Annales*, le roi d'Assyrie était encore plus explicite. Par malheur le texte des *Annales* est dans un très mauvais état de conservation. Voici une des parties qu'on peut encore lire :

1. Au commencement de mon (règne.... j'assiégai et je pris Samarie).

2. J'emmenai en captivité (27.280 de ses habitants) ; je me réservai cinquante chariots pour ma part royale ;

3. A la place de ceux (que j'avais déportés) je fis venir les habitants des pays que j'avais conquis ;

4. Je leur imposai un tribut comme aux Assyriens ⁴.

lieu la même année que l'expédition contre Élam, 721 ; il en donnait encore cette raison très juste que les monuments nous apprennent que Samarie était en révolte la seconde année de Sargon, 720, ce qui n'aurait guère pu arriver, si les Israélites avaient été emmenés en captivité l'année précédente. Voir G. Smith, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 96.

¹ Le système qui consistait à établir des gouverneurs assyriens dans les pays conquis, au lieu de rois indigènes, avait été inauguré par Téglathphalasar II. G. Smith, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 94.

² M. Oppert, dans la traduction qu'il a donnée, en 1877, de cette inscription, *Records of the past*, t. IX, p. 5, *Inscription of Khorsabad*, suppose que Sargon désigne ainsi Téglathphalasar qu'il ne veut pas nommer, parce qu'il ne le regardait pas comme un roi légitime.

³ Oppert, *Fastes de Sargon*, l. 23 à 25 ; *Records of the past*, 1877, t. IX, p. 5, G. Smith, *The assyrian Eponym Canon*, Extract XXII, B. C. 722 (?), p. 125.

⁴ Schrader, *die Keilinschriften und das alte Testament*, p. 160. M. G. Smith, *The assyrian Eponym canon*, Extract XXI, p. 125, le donne de la manière suivante :

B. C. 722, *Annals of Sargon*

11.... Samarie

12, 13 (manquent)

14. . Samas me fit vaincre mes ennemis...

15.... j'emportai, 50 chariots, ma part royale, du milieu d'eux...

16.... je rétablis et au delà de ce qui était auparavant, j'établis.. Le peuple la conquête de mes mains....

17... tribut le même que celui des Assyriens j'établis sur eux.

M. Oppert, dans la traduction des *Annales* qu'il a donnée dans les *Records of the past* (1876, t. VII, traduit plus exactement la ligne 16 : « Je les pris (les

La date de la chute de Samarie fournie par les inscriptions cunéiformes est l'an 722 ou 721. Elle concorde parfaitement avec la date biblique. Cette exacte coïncidence doit bien prouver que les données chronologiques fournies par les livres des Rois et des Paralipomènes ne sont pas aussi altérées que quelques savants se plaisent à le supposer, et nous autorisent surabondamment à les respecter, tant que leur altération n'est point établie.

Les monuments du vainqueur de Samarie confirment également ce que nous apprend l'auteur sacré sur la déportation des Israélites. « A la place de ceux (que j'avais déportés), je fis venir les habitants des pays que j'avais conquis. »

Le quatrième livre des Rois raconte en deux endroits différents¹ la captivité des Israélites ; les textes cunéiformes n'énoncent que d'une manière générale la transplantation des dix tribus ; la Bible nous fournit les détails que ne nous donne point Sargon et elle nomme les lieux où ils furent conduits : Chalah, que nous connaissons depuis longtemps comme une des villes de Nemrod² ; — les rives du Chabor qui, d'après une inscription d'Asurnasirhabal, qui l'appelle *Ha-bur*, se jette dans l'Euphrate aux environs de Karkemisch (Circésium) ; — les rives du Gozan, rivière nommée plusieurs fois dans le catalogue des éponymes, sous la forme *Gu-za-nu*, et placée dans une liste géographique à côté de *Na-si-bi-na* ou Nisibe, ce qui indique qu'elle coulait probablement dans la Mésopotamie, comme l'insinue aussi l'auteur des Rois qui, un peu plus loin, nomme le Gozan avec deux villes de Mésopotamie, Haran et Réseph³ ; — la Médie, que les Assyriens appelaient *Madai*, comme nous avons déjà eu occasion de le voir. La lumière que nous fournit ainsi l'épigraphie assyrienne dissipe les incertitudes des exégètes, qui n'avaient pu s'entendre jusqu'à présent, non seulement quant à la situation géographique des lieux de déportation des Israélites, mais même quant à leur

Samaritains) en Assyrie et à leur place je fis venir des hommes dans le lieu que mon bras avait conquis. » Ligne 1, il suppose que le nom du roi de Samarie est perdu (p. 28).

¹ II (IV) Reg. XVII, 6 ; XVIII, 11.

² Il faut observer cependant que la première lettre n'est pas ici la même que Gen. X, 12. Dans la Genèse, la première lettre est un *cap h* et ici c'est un *Heh* II (IV) Reg. XVII, 6 ; XVIII, 12.

³ II (IV) Reg. XIX, 12 ; Schrader, *Keilinschriften und Geschichtsforschung*, p. 167.

nature, un grand nombre prenant Habor (Chabor) et Gozan, au moins Habor, pour des villes et non pour des cours d'eau.

Sargon raconte qu'il envoya, à la place des Israélites, pour peupler la Samarie, les ennemis qu'il avait vaincus. Il ne nous en fait connaître que quelques-uns. Le récit biblique nous fait connaître les autres, et les textes cunéiformes justifient indirectement son exactitude.

Ils nous apprennent que Sargon eut à réprimer, vers 720, une ligue dont Samarie faisait partie, et qu'après l'avoir défaite, il transporta en Assyrie de nouveaux captifs.

17. ... Ilu...

18. ...de Hamath, n'étant pas héritier du trône, ne venant pas du palais, au gouvernement du peuple ses aspirations...

19. au dieu Assur son pays et son peuple, le mal et non le bien il chercha, et il éloigna...

20 Arpad et Samarie il unit et de son côté il tourna...

21. ...lui alors tout d'un coup fut frappé et la vie non...

22. ...ma main je levai pour conquérir la terre de Hamath...

23. ...la terre d'occident dans sa totalité je reçus et aussi le dîgu...

24. ...entendit et prit mes supplications ainsi...

25. ...l'occident, je te ferai prendre la terre de Hamath...

26. ...l'ouverture de la science et volonté de...

27. ...l'occident à mes pieds il fit subjuguier...

28. ...à ma ville d'Assur je les portai, et ceux qui la puissance...

29. ...vinrent à mon aide ¹.

Les habitants de Samarie s'étaient probablement révoltés après le départ de l'armée assyrienne, comme le firent plus tard les Juifs sous Godolias ².

Peut-être fut-ce en cette occasion qu'un roi fut rétabli à Samarie. Ce qui est certain, c'est que, dans les *Annales* de Sennachérib, il est dit que ce dernier reçut, en 701, le tribut de Mi-in-*hi-im-mu U-si-mu-ru-na* ³, comme nous le verrons plus loin.

Quoi qu'il en soit de l'époque où un roi avait été établi par les Assyriens à Samarie, une inscription de Khorsabad nous ap-

¹ G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XXVII, K. 1349, B. C. 720, p. 127-128. Il est aussi question de la révolte de Samarie. *Annales de Sargon*, lignes 36-57, Oppert, *Fastes de Sargon*, p. 5; G. Smith, *ibid.*, Extract, XXIII, p. 125-126: Extracts XXIV, XXV et XXVI, p. 126-127.

² II (IV) Reg. XXV, 22 et suiv.

³ G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XXXI, p. 132, ligne 17.

prend que Sargon avait transporté dans cette ville, en 715, des habitants de l'Arabie.

3. Les Tamudu, les Ibadidi,

4. les Marsimani et les Hayapa, tribus lointaines d'Arabie, habitant dans la terre de Bari, que les Aklou et les Sapiru ne connaissaient pas, et

5. qui à aucun de nos rois n'avaient payé leurs tributs ; en servant Assur, mon seigneur, je les détruisis, et leurs restes, je les déportai, et

6. dans la ville de Samarie, je les plaçai. Du Pharaon, roi d'Égypte, de Samsi, reine d'Arabie et d'Itamar le Sabéen,

7. rois qui habitent sur le bord de la mer et dans la terre de... or, ...pierres précieuses, ivoire, ... bois, parfums, tous ... chevaux et chameaux, leur tribut, je reçus ¹.

Nous trouvons ailleurs le même fait résumé en une ligne, où il est dit de Sargon :

20. Vainqueur des Tamudu, des Ibadidi, des Marsimani et des Hayapa, il asservit tous ceux qui restèrent et les fit transporter dans la terre de Beth-Amri ².

Le livre des Rois complète ces renseignements :

• Le roi d'Assyrie, dit l'auteur sacré, fit venir des gens de Babylone, de Cutha, d'Ava, de Hamath, et de Sepharvaïm, et les établit dans la ville de Samarie, à la place des enfants d'Israël ³. •

Sargon, dès la première année de son règne (720), avait fait la guerre à Mérodach-Baladan, roi de Babylone. Il nous apprend lui-même dans ses *Annales* qu'à la suite de cette campagne il avait envoyé des Babyloniens en Palestine : « ... (Mérodach-Baladan) qui, par la volonté des dieux (exerçait) la royauté à Babylone, je le vainquis ; 7 ⁴ habitants avec leurs biens, je les déportai et je les transplantai dans la terre de Hatti, » c'est-à-dire, en Syrie et en Israël. Par les habitants de Babylone, il ne faut pas entendre seulement ici les habitants de cette ville, mais aussi ceux des villes voisines Cutha, Ava et Sépharvaïm.

Cutha, en assyrien Kuthi, était incontestablement une ville de la Babylonie. Son nom est toujours associé à celui des autres villes

¹ Khorsabad, Salle II. II. 1. 3-8. G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XXVIII. p. 128.

² *Western Asiatic Inscriptions*, t. I, p. 36. G. Smith. loc. cit., Extract XXIX, p. 129.

³ II (IV) Reg. XVII, 24.

⁴ Les chiffres qui précédaient le 7 sont détruits.

de la Chaldée. Nous lisons, par exemple, sur l'obélisque de Salmanasar : « J'offris de riches sacrifices à Babylone, à Borsippa et à Cutha ¹. » Ce passage et d'autres semblables montrent combien erronées étaient toutes les opinions soutenues jusqu'ici par les exégètes, dont pas un n'était tombé juste dans ses conjectures au sujet de l'emplacement de cette ville. Josèphe la plaçait au centre de la Perse; Étienne Morin, Le Clerc, Knobel et Winer dans la Susiane; Rosenmüller dans l'Irak Arabi. Non-seulement les assyriologues sont d'accord à placer Cutha dans la Babylonie, mais ils sont aussi unanimes à fixer sa position au nord de Babylone. M. Oppert a assimilé les ruines du nord-est de cette capitale à l'une des deux Cutha dont parlent les livres arabes. Selon lui, l'autre Cutha se trouvait probablement du côté de Towaibeh, près d'Iskenderiyeh-Khan. C'est dans cette dernière ruine que sir Henry Rawlinson croit reconnaître Cutha ².

Les Cuthéens paraissent avoir été les plus nombreux parmi ceux qui furent déportés en Palestine, ou du moins y être devenus les plus influents, car les Juifs donnèrent leur nom aux Samaritains, comme on le voit dans le Talmud, et comme nous l'apprend expressément Josèphe : « Ceux que les Hébreux, dit-il, appellent en leur langue Cuthéens sont ceux qu'on appelle en grec Samaritains ³. »

On n'a guère moins émis d'opinions fausses sur Sépharvaïm que sur Cutha. Vitranga, Koppe la placent dans les environs de Hamath et d'Arpad; Schulthess, von der Hardt, dans le pachalik de Damas. Mais Le Clerc, Michaëlis, Rosenmüller, Winer, Knobel ⁴ avaient déjà découvert sa situation véritable en l'identifiant avec la Sippara de Ptolémée. Les monuments assyriens font de leur hypothèse une vérité incontestable. Sippara était située sur la rive droite de l'Euphrate, au nord-ouest de Babylone. On l'appelait Sipar, « *ir Sipar sa Samas*, Sippara, la ville du Soleil. » Selon Béroze, c'était une cité antédiluvienne.

Nous ne sommes point si heureux pour Avah que pour Cutha et Sépharvaïm : on n'a pas encore rencontré cette localité dans

¹ Layard, *Inscriptions in the cuneiform Character*, p. 91, l. 82.

² Oppert, *Expédition en Mésopotamie*, t. I, p. 218.

³ Josèphe, Ant. jud. IX, 1, XIV, 3. Voir aussi dans la *Revue des Questions historiques*, t. XVIII, p. 196.

⁴ Knobel, *die Völkerta, el der Genesis*, p. 313.

les textes cunéiformes et nous ne voulons point hasarder de conjectures.

En revanche, non seulement l'assyriologie nous renseigne sur Hamath, mais Sargon nous apprend, comme nous l'avons vu plus haut ¹, qu'il avait fait, la seconde année de son règne, la guerre à Hubid, le roi de cette ville, l'avait battu à la bataille de Karkar et lui avait enlevé, comme sa part personnelle de butin, 200 chariots et 600 cavaliers. Il ne dit pas expressément qu'il transporta le reste des habitants à Samarie, mais on n'en saurait douter, car il raconte qu'il emmena 20,033 captifs, et dans d'autres inscriptions, le roi d'Assyrie, confirmant indirectement le récit biblique, nous dit qu'il transplanta des populations vaincues dans le territoire de Hamath qu'il avait dépeuplé.

36. En ma seconde année, Iubihid...

37. large à Aroer fit révolter et...

38. ... Damas, Samarie....

39-52 (manquent)

53. ... accomplit et Sibahi... à son aide, avec lui pour livrer bataille

54. et combattre en ma présence vinrent. Au nom d'Assur, mon seigneur, leur défaite j'accomplis et

55. Sibahi le chef, qui avait peu de courage, s'enfuit et se sauva.

56. Hanun, de ma main, je pris, et j'envoyai sa famille à ma ville d'Assur.

57. Je renversai Raphia, je la détruisis, je la brûlai ; 20,033 prisonniers et leurs nombreux trésors j'emmenai captifs ².

Les textes cunéiformes parlent souvent de Hamath, A-ma-tu et A-mat-ti, comme d'une ville syrienne. Elle apparaît déjà dans les textes de Salmanasar (859-824), qui nomme Irkulina, le roi de cette ville, comme l'un des alliés de Benhadad de Damas. Téglathphalasar II la range parmi les cités qui lui payaient tribut. Elle paraît avoir perdu sous Sargon les derniers vestiges de son indépendance et, depuis ce roi, il n'est plus question d'elle dans les monuments assyriens. L'importance de sa situation nous explique d'ailleurs le grand rôle qu'elle joua et les nombreuses

¹ Voir plus haut, p. 414.

² *Annales de Sargon* ; G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XXIII, p. 125-126. B. C. 720.

guerres qu'elle eut à soutenir contre la puissance de Ninive. Placée dans la vallée de l'Oronte, qui la traverse à peu près à mi-chemin entre la source de ce fleuve près de Balbek et l'extrémité du coude qu'il fait vers l'ouest à Isr-hadid, Hamath commandait naturellement tout le pays baigné par l'Oronte, depuis les ondulations de terrains qui séparent son cours d'eau de celui du Litány, appelé plusieurs fois avec tant de justesse dans l'Écriture « introitus Emath ¹, » jusqu'au défilé de Daphné, au-dessous d'Antioche. Le royaume de Hamath a dû être formé par le bassin même de l'Oronte. Cette ville était déjà célèbre du temps de Moïse, et le prophète Amos l'appelait encore du temps de Jéroboam II « Hamath la grande. » Sargon mit fin à tant de gloire, et quelques années après lui, le Rabsacès de Sennachérib pouvait dire : « Où est le roi de Hamath ² ? »

La Bible ne nomme, parmi les peuples transplantés en Samarie, que les gens de Babylone, de Cutha, d'Ava, de Hamath et de Sépharvaïm. Sargon nous a appris plus haut qu'il y en eut d'autres encore transplantés d'Arabie dans la ville de Samarie. Ces déportations furent successives, et eurent lieu sans doute à des intervalles plus ou moins rapprochés, à mesure peut-être qu'on s'aperçut de l'absence d'une population suffisante en Israël, depuis la première année du règne de Sargon jusqu'à la septième.

On voit comment tous les textes de Sargon et l'histoire de ses guerres confirment d'une manière admirable l'exactitude du récit des livres saints. Nous avons déjà parcouru tous les pays où les Israélites furent déportés, un seul excepté, la Médie. Les monuments assyriens confirment ici la Bible, comme partout ailleurs, et leur témoignage est sur ce point d'autant plus précieux qu'il dissipe une partie des difficultés accumulées contre un des livres le plus violemment attaqués de l'Écriture, le livre de Tobie.

Nous savons par l'historien des Rois qu'il y eut des Israélites déportés en Médie ³. Le livre de Tobie, qui nous dépeint l'état des Juifs captifs dans la terre étrangère, nous apprend qu'il y en avait un grand nombre, entre autres Raguel à Ecbatane, et à Ragæ ⁴ Gabélus ou Gabael, à qui il prêta dix talents d'ar-

¹ Num. XXXIV, 8; Jos. XIII, 5; Jud. III, 3; Amos VI, 15.

² Amos, VI, 2; II (IV) Reg. XIX, 13; Is. XXXXII, 13.

³ II (IV) Reg. XVII, 6; XVIII, 11.

⁴ Rhagæ, *Ragâ*, dans le texte perse, et Rakkan dans le texte médique de l'inscription de Behistoun, était « la plus grande ville de Médie, »

gent¹. Les Mèdes avaient envahi les pays situés à l'ouest de Rhaga et s'y étaient solidement établis dans les temps qui précédèrent l'avènement de Téglatphalasar, le vainqueur d'Israël². Ce voisinage inquiéta les Assyriens. Téglatphalasar porta ses armes dans la direction du Zagrus, dès la seconde année de son règne³, il parcourut victorieusement la Médie dans toute son étendue et ses succès furent tels qu'il n'eut pas besoin d'y recommencer ses expéditions pendant tout le reste de son règne; mais Sargon, son second successeur, le vainqueur de Samarie, fit plusieurs fois la guerre à la Médie, et c'est à la suite de ses campagnes qu'il déporta les enfants d'Israël en Médie, à Ecbatane⁴ et jusqu'à Rhagæ. La première guerre de Sargon contre les Mèdes eut lieu la sixième année de son règne, en 716. Il transporta les principaux habitants à Hamath, en Syrie, des petits royaumes Mèdes de Kazallâ et d'Allabria qu'il avait vaincus. Nous avons vu qu'une partie des Hamathéens avaient été déportés dans la Samarie⁵.

D'après les combinaisons ingénieuses de M. Lenormant dans sa première *Lettre assyriologique*, Déjocès, qui serait le Dahyaukâ des textes cunéiformes de Khorsabad, n'étant encore qu'un petit roitelet mède, à l'époque de Sargon, aurait commencé à agrandir ses domaines en 712-708 avant Jésus-Christ, pendant que le roi d'Assyrie était occupé par les guerres de Babylone et de la Commagène, par le siège d'Azot et la conquête de l'île de Chypre⁶, et il avait complètement secoué le joug ninivite, au milieu des troubles qui accompagnèrent la mort de Sargon. Sennachérib remporta sur les parties de la Médie les plus rapprochées de son empire des succès passagers, mais sa campagne est la dernière dont il soit fait mention contre ce pays;

d'après le témoignage d'Isidore de Charax (Statm. parthic. 7). Ses ruines, voisines de Téhéran, portent aujourd'hui le nom de Rei (V. Ritter, *Erdkunde*, t. VIII, p. 67); F. Lenormant, *Lettres assyriologiques*, t. I, p. 31-32.

¹ Tob. I, 17.

² F. Lenormant, *Lettres assyriologiques*, t. I, p. 49.

³ *Ibid.*, p. 51.

⁴ Raguel et sa fille, épousée par le jeune Tobie, habitaient Ecbatane, comme le porte l'ancienne version italique, VI, 10, et comme il résulte du texte grec des Septante, III, 7. C'est par erreur que plusieurs textes portent ici Rhagæ, comme le montre le ch. IX. Il y a une lacune dans la Vulgate au §. 10 du ch. VI.

⁵ Voir F. Lenormant, *Lettres assyriologiques*, t. I, p. 64 et 150.

⁶ F. Lenormant, *ibid.*, t. I, p. 59.

Déjocès avait achevé l'œuvre de l'affranchissement et de l'unité mède de 701 à 688, époque de l'avènement de Phraorte son successeur. Ce sont ces changements politiques qui nous expliquent comment les relations entre l'Assyrie et la Médie, faciles du temps de Sargon, lorsque Tobie va visiter ses frères captifs, sont devenues très dangereuses à la fin du règne de Sennachérib, lorsqu'il envoie son fils chercher l'argent qu'il avait prêté à Gabélus ¹.

Mais suivons maintenant en Palestine les étrangers qui y ont été transportés.

L'historien des *Rois* nous raconte comment les nouveaux habitants de la Samarie y rendirent chacun un culte particulier aux dieux de leur patrie primitive : « Chaque nation fit ses dieux, dit-il, et les mit dans les maisons des hauts lieux que les Samaritains avaient faits, chacune dans les villes qu'elle habitait. Et les gens de Babylone firent Souccoth-benoth ; les gens de Cutha firent Nergal ; les gens de Hamath firent Ašmah ; les Haviens firent Nibhaz et Tharthaq, et les Sépharvaites brûlèrent leurs enfants dans le feu à Adrammélek et à Anammélek, les dieux de Sépharvaïm ². »

Ces versets ont été longtemps lettre close pour tous les commentateurs. Si aujourd'hui encore toutes les obscurités ne sont pas dissipées, l'épigraphie assyrienne nous fournit du moins bien des lumières précieuses.

Qu'était-ce d'abord que Souccoth-benoth ? C'était, selon M. Fr. Lenormant, qui interprète ces mots par « tentes des filles, » la fête des Sacées, célébrée en l'honneur de Zarpanit, la déesse de la génération, et décrite ainsi par Strabon, telle qu'elle était en usage chez les Perses, qui l'avaient empruntée aux Babyloniens : « Partout où est un temple d'Anaitis, on célèbre la fête bachique des Sacées, où les hommes et les femmes, vêtus d'habits scythiques, passent le jour et la nuit à boire et à se livrer à la débauche. » C'est à cette fête que le commentateur de Bérose rattache le culte infâme rendu à Mylitta, selon le témoignage d'Hérodote ³, par les femmes de Babylone, ainsi que les paroles suivantes de la lettre de Jérémie, comme l'avait déjà fait dom Calmet : « On

¹ Voir *ib.*, t. I, p. 53.

² II (IV) Reg. XVII, 29-31.

³ Hérodote, I, 199.

voit aussi à Babylone des femmes, ceintes avec des cordes, brûlant des noyaux d'olives ¹ ».... La légende rattache à cette fête des Sacées l'élévation de la fabuleuse Sémiramis et nous montre quelles extravagances on croyait possibles dans cette circonstance. Sémiramis, esclave du harem de Ninus, obtient de s'asseoir sur le trône comme reine des Sacées ; elle donne alors l'ordre de faire périr le monarque, et s'empare ainsi du pouvoir. Bérose donne pour le trait essentiel des Sacées la supériorité momentanée des esclaves sur les maîtres, mais il ne parle point des prostitutions sacrées ². Il est donc vraisemblable, d'après tout ce que nous venons de dire, que la divinité adorée par les Babyloniens en Samarie est la déesse Zarpanit ou Zirbanit, « celle qui donne une postérité, » soit que l'on voie dans Soucoth-benoth, avec M. Fr. Lenormant, « les tentes des filles, » ou, avec M. Henry Rawlinson, le nom même de Zirbanit, altéré par une transcription hébraïque. Le culte de cette déesse à Babylone est constant : le cylindre de Bellino nous apprend que Nabuchodonosor lui éleva un temple dans cette ville.

« Les gens de Cutha firent Nergal. » — « Il est certain, dit le Dr Schrader, que les Cuthéens adoraient le dieu-lion ou Nergal comme leur dieu local : c'est là en vérité une confirmation des plus éclatantes de l'exactitude des auteurs bibliques, par les inscriptions cunéiformes ³. » Le culte de Nergal était tellement caractéristique de la ville de Cutha, qu'un syllabaire explique l'idéogramme. « Ilu Ariu, le Dieu-lion, » par « Ilu nisi TIK-GAB-A-KI ⁴, le dieu des gens de Cutha. » Quant à l'identité du dieu-lion et de Nergal, elle est incontestable. Sur un grand nombre de bas-reliefs qui représentent des chasses au lion, cet animal est appelé idéographiquement UR-MAK et ce signe est remplacé dans des passages parallèles par « Nir-gal-i, » mot qui

¹ Baruch, VI, 42. — Dom Calmet, in h. l, p. 734.

² Fr. Lenormant, *Manuel d'histoire*, t. II, p. 249 ; *Commentaire de Bérose*, p. 167-174, 120. C'est la *Myllita* d'Hérodote, I, 131, 199, mot dans lequel M. Lenormant reconnaît le participe de *yalad*, *mulidit*, « la génératrice, » *ib.*, p. 120. M. Schrader nie l'étymologie de *yalad*, *Die Keilinschriften*, p. 82, et croit que le nom de *Myllita* dans Hérodote est une corruption du nom par lequel on désigne ordinairement Zarpanit, en assyrien « Bilit. »

³ Schrader, *Die Keilinschriften und das alte Testament*, p. 167.

⁴ *Tik-Gab-a-ki* est le nom idéographique de Cutha. Voir Oppert, *Expédition en Mésopotamie*, t. I, p. 218 et *Journal asiatique*, mai-juin 1864, p. 393. — Schrader, *Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft*, t. XXVI, p. 128-129.

désigne dans ce dernier cas, non pas le quadrupède vivant, mais ces lions colossaux qualifiés de dieux, *ili*, et destinés à orner l'entrée des palais assyriens. Ils représentent donc le dieu-lion et « Nergal » est le dieu-lion. « Nergal représente encore la planète Mars, appelée aussi Nirig par les Sabéens. Son nom signifie « celui qui piétine, » et cette épithète est prise du mouvement rétrograde de cette planète. Les inscriptions appellent ce dieu « le grand héros, le roi des mêlées, le maître des batailles, le champion des dieux, le dieu de la chasse ; » aussi est-il représenté, dans un bas-relief, avec un corps d'homme, mais une tête de lion et tenant une épée à la main. Une tradition rabbinique prétend que les Cuthéens, établis à Samarie, l'adoraient sous la figure d'un coq, « tarnegöl. » Winer traite cette tradition de « rêverie qui ne mérite pas d'être réfutée ¹. » M. Fr. Lenormant n'est pas de cet avis. « Cette tradition n'est peut-être pas complètement à dédaigner, dit-il, car un cylindre nous montre précisément un coq placé comme attribut à côté du Dieu qui, armé de la harpé, combat un taureau. Un autre offre la figure d'un dieu à pieds et queue de coq ². » M. Oppert croit avoir retrouvé le temple de Nergal à Cutha dans les ruines de l'Oheymir ³.

« Les gens de Hamath firent Ašimah ; les Haviens firent Nibhaz et Thartaq. » Les noms de ces diverses divinités n'ont pas été retrouvés dans les textes cunéiformes, ce qui n'a pas lieu de nous surprendre, puisque Hamath n'était pas une ville assyrienne et que nous ignorons ce qu'était Hava.

D'après les Talmudistes, Ašimah était représenté sous la forme d'un bouc sans poils ou à poils courts, ce qui l'a fait regarder par quelques critiques comme identique au dieu Mendésien. D'autres l'ont identifié au dieu phénicien Ešmūn, qui entre comme élément dans plusieurs noms propres phéniciens.

Nibhaz était représenté, selon les Rabbins, sous la forme d'un chien et son nom, si l'on s'en rapporte à leur autorité, dérive du verbe « nabaḥ, aboyer. » Le nom de Nergal est associé dans quelques inscriptions à celui d'un autre dieu dont le nom s'écrit idéographiquement LA. AZ. M. Oppert ne serait pas éloigné de voir dans ce dieu le Nibhaz mentionné par la Bible, dont le nom signifie, d'après son interprétation, « le lascif. » Au contraire,

¹ Winer, *Biblisches Realwörterbuch*, 2^e Aufl., t. II, p. 175.

² F. Lenormant, *Comment. de Béroze*, p. 122.

³ Oppert, *Expédition en Mésopotamie*, t. I, p. 219.

M. Fr. Lenormant croit retrouver ce dieu Nibhaz dans un dieu mentionné sur une tablette d'Assurbanipal, relative à la descente d'Istar aux enfers, et dont il lit le nom Namhaz, expression accadienne signifiant « celui qui règle les destinées. » C'est par conséquent, dit-il, moins un nom individuel qu'un surnom qui peut s'appliquer à plusieurs dieux de l'ordre supérieur, et rien ne nous permet de déterminer précisément celui qui se cache dans notre texte sous cette qualification ¹. »

Le souvenir de Nibhaz s'était conservé chez les Sabiens ou Mendaïtes, héritiers des traditions babyloniennes. D'après leurs livres sacrés, c'est un dieu infernal, le seigneur des ténèbres : ses pieds touchent l'extrémité du Tartare, et il se livre aux plus effroyables débauches.

Thartaq, nous disent les Rabbins, était représenté sous la forme d'un âne. Fürst explique ce mot, d'après le pehlvi, par « héros des ténèbres. » L'assyriologie ne nous donne absolument aucune lumière sur cette divinité.

« Les Sépharvaites brûlent leurs enfants dans le feu à Adram-mélek et à Anammélek, les dieux de Sépharvaïm. » Adrammélek correspond à l'assyrien Adar-malik, « Adar-prince, » et Anammélek à Anu-malik ; Anu (Oannès)-prince. » Adar et Anu sont deux noms de dieux qu'on rencontre très fréquemment dans les textes cunéiformes. Plusieurs assyriologues lisent cependant le premier nom « Ninip, » mais cette dernière appellation tend de plus en plus à être abandonnée ². Selon M. F. Lenormant, le nom d'Adar aurait signifié originairement « le feu. » Il porte dans les inscriptions le titre de « dieu qui illumine les nations comme le soleil, » de « lumière des dieux, » et son nom est quelquefois accompagné de l'idéogramme de « bois » pour représenter la notion de « feu. » Originairement, avant la systématisation de la religion babylonienne, qui en fit la planète Saturne, Adar était une divinité solaire. Son culte était très répandu en Babylonie et en Assyrie.

Anu, en grec Oannès, était un des grands dieux assyro-chaldéens. Son nom paraît avoir le sens de « mystère, » comme en égyptien Amun signifie « le caché. » Les inscriptions l'appellent

¹ Lenormant, *Commentaire de Bérose*, p. 491-492.

² Voir Schrader, *Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft*, t. XXVI, 1872, n° 33a, p. 140 et 49, p. 148-149.

« l'antique, le père des dieux, le seigneur du monde inférieur, le seigneur des ténèbres, le maître des trésors cachés. » Il préside aux lois éternelles du monde, il est « la loi, » comme l'indique l'idéogramme de son nom, et c'est sans doute à ce titre que dans le récit de l'origine des choses, dans Bérose, il vient révéler aux hommes les lois qu'il personnifie. Le dieu Anu était représenté moitié homme, moitié poisson ¹.

Sir Henry Rawlinson ne partage point les opinions que nous venons d'exposer. Adrammélek est à ses yeux le pouvoir mâle du soleil, et Anammélek le pouvoir femelle ². Un point en tous cas bien certain, c'est, comme nous l'avons déjà observé, que Sippara était « la ville du soleil, » ce qui nous explique la coutume barbare de ses habitants de lui offrir leurs enfants en les consumant dans le feu, ainsi que nous l'apprend la Bible.

L'année même où il défit le roi Ilubid de Hamath à Karkar, c'est-à-dire en 719, la seconde année de son règne, deux ans environ après la prise de Samarie, Sargon, sans prendre de repos, continua sa route sur les bords de la Méditerranée. L'historien d'Israël nous a appris que le dernier roi de ce malheureux pays, Osée, avait fait alliance avec le roi éthiopien Schabak, conquérant de l'Égypte. Cette alliance n'avait probablement servi, comme nous l'avons dit, qu'à attirer plus promptement sur lui la colère du roi assyrien, Salmanasar, contre qui elle était faite. Les victoires de Sargon firent sans doute comprendre à Schabak qu'il fallait à tout prix arrêter ses conquêtes. Il nous apparaît dans les monuments assyriens marchant au devant de Sargon, avec Hannon, roi de Gaza, pour arrêter l'armée envahissante.

25. Hanun, roi de Gaza, et Sibahé, sultan d'Égypte, dit la grande inscription de Khorsabad, se réunirent à Rapi (Raphia) pour me livrer combat et bataille; ils vinrent en ma présence,

26. je les mis en fuite. Sebech céda devant les cohortes de mes serviteurs, il s'enfuit et jamais on n'a revu sa trace. Je pris de ma main Hanun, roi de Gaza. J'imposai des tributs au Pharaon, roi d'Égypte ³.

¹ F. Lenormant, *Essai sur un document mathématique chaldéen*, p. 134, 145; *Commentaire de Bérose*, p. 65-66; 59-60.

² T. I, p. 511.

³ Oppert, *les Inscriptions des Sargonides : Annales de philosophie chrétienne*, juillet 1862, tome LXV, p. 64; G. Smith, *The Assyrian Eponym canon*, Extract XXIV, p. 156.

L'inscription des barils ajoute que Hannon fut emmené en Assyrie et explique la cause de la guerre contre les tribus arabes :

« Je vainquis l'Égypte dans la ville de Raphia, et je conduisis en Assyrie Hanun, roi de Gaza, que j'y avais fait prisonnier. J'attaquai les tribus des Tamudi, Ibadidi, Marsimani, Hayapâ dont quelques parties s'étaient avancées et avaient envahi Bit-Humri (Israël¹). »

Les Annales racontent plus en détail la fuite du roi d'Égypte :

« Sebech (Sab-'i) eut confiance en ses troupes et il marcha au-devant de moi pour me livrer bataille et combat. Avec la protection d'Assur, mon seigneur, je le défis. Sebech s'enfuit précipitamment avec un berger qui gardait (?) ses troupeaux et s'échappa. »

Raphia, où se livra ce combat décisif, est une ville et un port de la Palestine, au sud-ouest de Gaza, presque à la frontière de l'Asie et de l'Afrique. C'est en ce même lieu qu'un autre roi d'Égypte, Ptolémée IV Philopator, plus heureux que Schabak, remporta, en 216 avant J.-C., une victoire signalée sur Antiochus III le Grand, roi de Syrie.

La fuite de Schabak et la capture de Hannon livrèrent le pays des Philistins à la merci du roi d'Assyrie. Pendant les huit années suivantes, 718-710, ce prince fit la guerre en Arménie, ou dans des pays dont la situation géographique nous est en partie inconnue. En 714, la 7^{me} année de son règne, ses Annales enregistrent une expédition en Médie et la déportation des tribus soumises dans la Samarie, comme nous l'avons déjà remarqué. Cette même année, il reçut les tributs du Pharaon d'Égypte, de Samsieh, reine des Arabes et du Sabéen Ithamar. C'est la onzième année de son règne, en 710, qu'eut lieu le siège d'Azot, dont parle le prophète Isaïe. Voici de quelle manière cette expédition, dont on ne connaissait jusqu'ici que la mention accidentelle, faite par le prophète, est racontée dans les inscriptions de Sargon.

1. En ma neuvième année ², au pays qui est au bord
2. de la grande mer, en Philistie et

¹ *Ib.*, p. 184.

² From Koyunjik Cylinder and Khorsabad Text; G. Smith, *The Assyrian Eponym Canon*, Extract XXX, p. 129-131; *Assyrian Discoveries*, p. 289-292. « B. C. 711. Les annales de Sargon placent cette expédition à la onzième année du règne. »

3. à Asdod, j'allai.
4. Azuri, roi d'Asdod, pour ne pas apporter le tribut
5. avait endurci son cœur, et aux rois autour de lui,
6. ennemis de l'Assyrie, il envoya (des messagers) et fit du mal.
7. Sur le peuple qui était autour de lui, je brisai sa domination,
8. et j'emportai...
9. Depuis ce temps...
10. Ahimite, fils de....
11. son frère, devant sa face, sur son royaume
12. j'élevai et je l'établis (roi).
13. Des taxes et des tributs (payables) à l'Assyrie,
14. comme aux rois ses voisins,
15. je lui imposai. Mais ses sujets
16. mauvais, pour ne pas apporter les taxes et les tributs
17. endurcirent leur cœur et....
18. ils se révoltèrent contre leur roi,
19. et pour le bien qu'il avait fait
20. ils le chassèrent et....
21. Yavan, qui n'était pas héritier du trône,
22. dans le royaume au-dessus d'eux ils placèrent. Sur le trône
23. de leur maître, ils le firent asseoir
24. et ils préparèrent leurs villes
25. pour faire la guerre...
26. le domaine...
27. contre la prise ils se fortifièrent
28. sans... ils firent face...
29. et autour de lui ils creusèrent un fossé,
30. de vingt coudées de profondeur ils le firent
31. et ils portèrent les eaux des sources devant la ville.
32. Le peuple de la Philistie, de Juda, d'Édom,
33. et de Moab, habitant à côté de la mer, apportant des tributs
34. et des présents à Assur, mon Seigneur,
35. parlaient de trahison. Le peuple et ses méchants chefs,
36. pour me combattre, au Pharaon,
37. roi d'Égypte, prince qui ne pouvait pas les sauver,
38. apportèrent des présents et ils recherchèrent son
39. alliance. Moi, Sargon, le noble prince,
40. révéraient le serment d'Assur et de Mérodach, gardant
41. l'honneur d'Assur; les fleuves du Tigre et de l'Euphrate,
42. au moment de la plus haute crue, aux soldats de ma garde
43. entièrement je fis passer. Et lui, Yavan,
44. leur roi, qui sur sa propre force
45. se confiait et ne se soumettait pas à notre pouvoir.

46. de la marche de mon expédition au pays des Hatti entendit parler, et

47. la majesté d'Assur, mon Seigneur, l'accabla et

48. aux frontières de l'Égypte, aux rives du fleuve,

49. à la limite de Méroé.... sous les eaux

50. il prit part

51. un lieu éloigné

52. il s'enfuit

53. et son lieu de refuge ne fut pas vu. Les villes d'Asdod et

54. de Gimzo des Asdodéens

55. j'assiégeai et je pris. Ses dieux, sa femme, ses fils et ses filles,

56. ses meubles, ses biens et les trésors de son palais avec le peuple du pays,

57. comme un butin je comptai, et ces villes une seconde fois

58. je bâtis. Le peuple qui avait été conquis par nos mains

59. du milieu des contrées du soleil levant, au milieu d'eux je le plaçai, et (eux), je les plaçai au milieu du peuple d'Assyrie et ils firent ma volonté ¹.

Isaïe nous apprend expressément que ce n'était pas le roi d'Assyrie en personne qui avait dirigé l'expédition contre Azot, mais son tartan, c'est-à-dire le général de son armée, car le prophète emploie le nom même assyrien qui a été retrouvé sur les monuments. Il ne faut donc pas prendre à la rigueur de la lettre les paroles de Sargon, lorsqu'il dit : « j'assiégai, je pris Azot, etc., » et nous devons conclure de là que nous ne devons point presser le langage des inscriptions, surtout quand il ne paraît pas entièrement d'accord avec la Bible ². Pendant que le tartan de Sargon faisait la campagne de Palestine, ce prince dirigeait probablement lui-même l'expédition qu'il fit la même année à Gamgoum, et qui est aussi rapportée dans ses Annales ³.

Les événements que nous venons de raconter sont intéressants pour nous, non seulement à cause de la liaison intime qui les unit à l'histoire d'Israël, mais aussi parce qu'ils sont le commen-

¹ A partir de la ligne 54, l'inscription est tirée de Botta.

² Nous savons par les inscriptions mêmes que les généraux de Sargon dirigèrent plusieurs expéditions. C'est ainsi qu'en 708 le gouverneur assyrien de Que soumit Mita, roi des Muski, et Uperi, roi d'Asmun (G. Smith, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 1869, p. 109. Sargon n'était pas jeune quand il monta sur le trône, et il paraît n'avoir plus conduit lui-même son armée après sa 14^e année. *Ibid.*, p. 110.

³ Oppert, *Inscript. de Dour-Sarkayan*, p. 34.

taire le plus lumineux des prophéties d'Isaïe, et en particulier de la prophétie ¹ qui a pour date la prise même d'Azot, c'est-à-dire, l'an 710. Jamais on n'avait pu comprendre les oracles d'Isaïe comme depuis le jour où la découverte des inscriptions de Sargon nous en a, pour ainsi dire, donné la clef. Tous les commentaires de ce Prophète sont à refaire, pour la partie historique, à l'aide des textes cunéiformes.

Les malheurs que nous venons de voir fondre sur les villes des Philistins étaient prédits dans le quatorzième chapitre d'Isaïe, dans un oracle daté de l'année de la mort d'Achaz, c'est-à-dire de l'an 727, selon tous les chronologistes assyriens, qui sont ici d'accord, par conséquent quatre ans avant le commencement du siège de Samarie, six ans avant l'avènement de Sargon, huit ans avant la défaite de Hannon, roi de Gaza, dix-sept ans avant la prise d'Azot :

Ne te réjouis pas, terre des Philistins
Parce que la verge qui te frappait est brisée... ²
Je ferai périr de faim ta racine...
Gémis, ô porte ! crie, ô ville !
Toute la terre des Philistins est dévastée,
Car du Nord vient une fumée
Et personne n'échappe aux légions (ennemies) ³.

Cette fumée, c'est l'armée de Sargon qui vient du septentrion porter le fer et le feu dans le pays des éternels ennemis de Juda, faire gémir les villes dont elle pille les trésors et dont elle déporte les habitants, comme vient de nous l'apprendre celui-là même que Dieu avait chargé à son insu de réaliser l'oracle de son prophète.

Entre cette prophétie de 727 et celle de 710, le livre d'Isaïe contient deux oracles contre l'Éthiopie et contre l'Égypte, qui ne portent point de date précise. Ils sont résumés dans la prophétie de 710, qui réunit ces deux contrées, parce qu'elles étaient alors gouvernées par un même roi, l'éthiopien Schabak. Elle a été prononcée sous le coup des événements dont nous venons de lire le récit et elle répond aux plaintes et aux lamen-

¹ Is. XX.

² Les Philistins, du temps d'Achaz, s'étaient affranchis du tribut que leur avait imposé Ozias, père d'Achaz, II Par. XXVIII, 18 ; ils s'étaient même emparés de quelques parties du territoire de Juda, *ib.*

³ Is. XIV, 29-31.

tations des populations philistines, accablées par leurs malheurs et indignées de la lâcheté du roi d'Égypte, livrant Yavan au vainqueur, ainsi qu'aux inquiétudes des habitants de Juda : « Le roi d'Assur, dit Isaïe, emmènera les captifs de l'Égypte et les exilés de l'Éthiopie, les jeunes gens et les vieillards, nus, déchaussés, sans vêtements, à la honte de l'Égypte. »

« On tremble, on rougit de l'Éthiopie, en qui l'on s'était confié, de l'Égypte, dont on se glorifiait. Les habitants des côtes de la mer diront en ce jour : Voilà l'objet de notre confiance, à qui nous réclamions du secours contre le roi d'Assur. Comment nous sauverons-nous ? »

Ce tableau de la défaillance de l'Égypte est peint en traits merveilleux dans le chapitre XIX où ce pays nous est représenté comme une femme tremblante, et où nous lisons cette menace : « Je livrerai l'Égypte aux mains d'un maître sévère ; un roi victorieux dominera sur elle, dit le Seigneur Jéhovah Sabaoth. »

Ce roi victorieux n'était pas Sargon. Ce n'était ni ce prince ni son successeur immédiat, Sennachérib, qui devaient réaliser ces prophéties, c'était le fils et le petit-fils de ce dernier, Asarhaddon et Assurbanipal. De même que les difficultés que semble avoir éprouvées Sargon à s'asseoir solidement sur le trône à l'époque de la prise de Samarie, l'empêchèrent de châtier alors Schabak, l'allié d'Osée, de même des circonstances diverses ne lui permirent pas de poursuivre ses succès après la bataille de Raphia, comme aussi après la prise d'Azot, il fut satisfait de recevoir un tribut du Pharaon : assez d'autres guerres l'occupaient ailleurs, comme le montrent ses Annales. L'année qui suit celle à laquelle nous sommes parvenus, 709, il eut à combattre contre le roi de Babylone, Mérodach-Baladan, et ce n'est qu'en 708 qu'il réussit à abattre complètement ce redoutable ennemi et qu'il devint roi de Babylone. Quatre ans après, il combattait sous les coups d'un assassin, qui voulait venger peut-être Mérodach-Baladan¹. Ainsi périt celui qui avait achevé la ruine du royaume d'Israël.

F. VIGOUROUX.

¹ La liste des Éponymes porte (*Western Asiatic Inscriptions*, t. II, p. 69, l. 5) : « assassinat de Sargon » V. Finzi, *Ricerche* p. 47. L'assassin s'appelait Belkaspai ; il était de la ville de Kouloumma. F. Lenormant, *Les premières civilisations*, t. II, p. 262.

LES FRÈRES DE CHARLES V

EXAMEN DES ACCUSATIONS DONT ILS ONT ÉTÉ L'OBJET.

Nos historiens sont unanimes à dépeindre les premières années du règne de l'infortuné Charles VI comme une des époques les plus calamiteuses de notre passé. Un roi enfant prenant avant l'âge les rênes du gouvernement, la division dans les conseils, l'émeute victorieuse dans nos grandes villes, la misère chez le peuple, les finances et les forces du pays dilapidées par de folles entreprises, tel est le tableau qu'ils retracent d'un temps qu'ils voudraient, disent-ils, pouvoir effacer de nos annales. Si on leur demande quelle fut la cause de tant de maux, ces écrivains ne sont pas moins d'accord à la signaler dans la part que prirent au gouvernement de l'état les trois oncles du Roi, frères de Charles V, dont les figures revêtent sous leur plume les couleurs les plus défavorables, à peine atténuées par quelques tempéraments en ce qui concerne le duc de Bourgogne. Avides, ambitieux, violents, injustes, indifférents au bien de l'État, tels sont les traits sous lesquels ils ont pris place dans l'histoire, sans qu'on se soit demandé si ce portrait avait pour lui l'avantage de la vérité, ou même d'une apparente ressemblance. Une sorte de légende, dont il n'est pas difficile de reconnaître la source, s'est faite autour de leurs noms, et a été recueillie, sous l'influence de certaines idées de secte, par les auteurs des derniers siècles, d'où elle a passé dans les ouvrages de nos historiens les plus en renom¹. Nous devons même dire que M. H. Martin, le dernier venu d'entre eux, n'est pas celui qui

¹ Voir Daniel, Villaret, Anquetil, Barante, et tous les historiens de second ordre.

se montre le plus sévère envers les *sires des fleurs de lys*, et que, tout en condamnant et leur *ambition* et leur esprit de *convoitise*, il reconnaît qu'ils procurèrent au Roi, leur frère, un utile concours dans les guerres qu'il eut à soutenir pour soustraire les provinces de son royaume au joug de l'étranger.

Cette réserve, imposée par les témoignages les plus évidents de l'histoire, ne nous paraît pas suffisante pour rendre à des princes très dévoués aux intérêts de la nation la physionomie qui leur appartient. Il est permis peut-être de regarder comme empreint d'une certaine exagération l'éloge que fait d'eux Christine de Pisan dans son livre des *Fais et bonnes mœurs du sage Roy Charles*. Néanmoins, les documents contemporains, étudiés sans passion et sans égard pour certaines formules historiques, font voir dans le duc d'Anjou, *le pire des trois* au jugement de M. H. Martin, non seulement un capitaine doué des plus grandes qualités militaires, mais encore un prince généreux, humain, modéré, recherchant les sages conseils et toujours plus disposé à employer dans les affaires la voie des négociations que les moyens de la force brutale. Le duc de Berry, moins heureux à la guerre, mais très propre aux négociations, fit souvent preuve dans les conseils d'une intelligence qui repousse bien loin ce reproche d'*ineptie* qui lui est adressé par certains auteurs modernes, et il tire avantage d'un examen qui, au contraire, semble être moins favorable au duc de Bourgogne, le troisième des frères de Charles V. La figure des principaux instigateurs des mouvements populaires en sort également fort amoindrie, et l'on a peine à reconnaître, dans leurs conceptions étroites et le plus souvent égoïstes, les grandes vues politiques qu'on leur a quelquefois prêtées, et auxquelles il n'aurait manqué que le succès pour doter dès lors notre pays des institutions — si fécondes par hypothèse, — d'un gouvernement parlementaire. Quoi qu'il en soit, les tableaux que les auteurs les plus accrédités nous ont retracés de cette époque tourmentée sont, dans leurs peintures uniformes, mêlés de tant d'obscurités et d'erreurs, qu'un recours attentif aux sources de notre histoire paraît nécessaire pour en déterminer le véritable caractère. Cette étude ne serait pas sans utilité, à plus d'un point de vue, et c'est à en préparer les éléments que nous avons consacré les pages qui suivent.

I

Certains historiens semblent ne pouvoir trouver d'accents assez tragiques, en entreprenant le récit des événements qui suivirent la mort du roi Charles V. « Charles n'était pas encore inhumé, dit l'un d'eux, qu'on respirait déjà les horreurs de la guerre civile. Les Français semblaient se préparer des jeux funèbres en s'immolant sur le tombeau de leur souverain¹. » Puis, sur la foi des Chroniques de Froissart, tous nous montrent le Roi au lit de mort appelant près de lui les ducs de Bourgogne et de Berry, et tenant éloigné le duc d'Anjou, qui aurait même reçu l'ordre de rester dans son apanage, avec les troupes destinées à la guerre de Bretagne². Ils reproduisent les paroles touchantes que le sage monarque aurait adressées à ses frères, pour leur recommander l'enfant qui allait lui succéder, et les inviter à soulager les peuples des grandes charges qu'il avait dû leur imposer. Ils nous font voir le duc d'Anjou, venu à Paris à franc étrier, au mépris des injonctions qu'il avait reçues, assistant d'une chambre voisine à ce funèbre entretien, et n'attendant que le dernier soupir du Roi pour se saisir des bijoux de la couronne et du trésor royal qu'ils font monter à dix-huit millions d'écus d'or³. Ce détournement aurait eu pour but de favoriser la conquête du royaume de Naples que ce prince préparait, et où il aurait englouti les richesses et les forces de la nation⁴. Ce vaste projet n'excluait pas, dans ses vues, l'exercice de la régence du royaume de France, et même la tutelle des enfants de Charles V, qui avait été formellement confiée à ses frères. Ceux-ci résistent à des prétentions si exorbitantes : « la dispute s'échauffe, les courages s'aggravent, les uns et les autres se préparent à la lutte, les gens de guerre sont mandés de tous côtés, les soldats ardents au pillage se partagent entre les compétiteurs⁵. » Les conseillers des princes réussissent avec peine à apaiser le dif-

¹ Villaret, *Histoire de France*, t. XI, p. 209.

² Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. I, p. 110.

³ Environ deux cents millions de francs de notre monnaie. Voir Mézeray, *Histoire de France*.

⁴ Le Laboureur, *Histoire de Charles VI*, Introd., p. 50.

⁵ V. Mézeray, suivi par presque tous les historiens.

férend qui n'est interrompu que par les cris de la sédition triomphante à Paris. Un calme momentané se rétablit enfin ; mais c'est vainement qu'on cherche à faire rendre compte au duc d'Anjou des trésors dont il s'est emparé, et de longues calamités sont le fruit de ces premières discordes où les ressources accumulées par le feu roi, en vue des besoins du royaume, s'étaient promptement dissipées.

Tels sont les événements qui auraient accompagné et suivi la mort de Charles V, d'après une légende adoptée par tous nos historiens. Nous aurons à en discuter l'origine et la filiation. Essayons d'abord de rétablir la vérité des faits.

C'est le 16 septembre de l'an 1380, avant l'heure de midi, que Charles V rendit le dernier soupir dans son château de Beauté-sur-Marne. Soit à raison de son tempérament, soit qu'il eût, comme le dit Froissart, été empoisonné dans son jeune âge à l'instigation du roi de Navarre¹, la santé de ce prince avait toujours été chancelante. D'après le récit de Christine de Pisan², qui n'exclut pas le dire de Froissart, il aurait eu, dans les premières années de son règne, une maladie longue et dangereuse dont il se ressentit toute sa vie. Les dépenses des physiciens (médecins) et de l'apothicairerie entrent pour une part notable dans les comptes de son hôtel³. Au printemps de 1378, il fut de nouveau atteint d'une maladie sérieuse, à la suite de laquelle il fit distribuer deux mille francs en aumônes en divers lieux où l'on avait prié pour lui⁴. C'est encore à Christine de Pisan que nous devons la relation la plus authentique des circonstances qui accompagnèrent la mort du roi Charles V. Elle les tenait, — elle-même nous le dit, — de son père, qui était attaché au Roi comme l'un de ses médecins, et qui ne le quitta pas pendant les derniers jours de sa vie. Sa dernière maladie, qui fut courte, ne paraît pas, comme on devrait le croire d'après le récit de Froissart,

¹ Le fait doit, sans doute, être regardé comme douteux, comme tous les faits d'empoisonnement mentionnés si fréquemment dans les chroniques de cette époque. Toutefois le roi de Navarre n'était pas incapable de commettre le crime dont les contemporains l'accusaient. Voir dans Secousse, *Histoire de Charles le Mauvais*, Affaire Wourdretton (1385).

² Christine de Pisan, *Livre des Fais*, II^e partie, chap. ix.

³ Voir *Mandements de Charles V*, n° 1864, etc. Le 8 décembre 1377, il donne une aumône de cinq francs en compensation du jeûne de la Vigile de la Conception qu'il n'a pas fait (n° 1537).

⁴ *Mandements de Charles V*, n° 1701.

s'être présentée d'abord avec des symptômes alarmants ; elle dut, dans ses débuts, ressembler à l'une de ces crises auxquelles le prince était sujet et dont il avait triomphé à plusieurs reprises. Dans le courant de l'été de 1380, il avait séjourné tour à tour dans les divers châteaux qu'il possédait aux environs de Paris, à Vincennes, à Saint-Germain en Laye, à Beauté-sur-Marne, opérant de fréquents changements de résidence qui ne semblent pas témoigner d'une grave altération dans l'état de sa santé¹. Le 17 août, il était à Paris, où il avait, sans doute, passé les fêtes de l'Assomption ; puis, après un court séjour à Beauté-sur-Marne, il se trouve de nouveau au Louvre le 31 août, et, dans les premiers jours de septembre, à Vincennes, où il signe une ordonnance, sans indication de jour². Les souvenirs recueillis par Christine ne sont pas très précis en ce qui concerne les dates et placent vers le milieu de septembre le retour du Roi à Beauté ; c'est là, dit-elle, qu'il fut atteint de la maladie dont il trépassa promptement. En les rapprochant des données certaines que nous possédons, on peut, avec vraisemblance, le fixer au 7 ou au 8 septembre. Le mal, dont il aurait été atteint presque aussitôt, ne paraît pas avoir fait, dans les premiers jours, de rapides progrès ; le Roi se levait, s'habillait et mangeait à table avec ses serviteurs, qu'il cherchait à rassurer. Il agit ainsi jusqu'à l'avant-veille de sa mort, et il y a lieu de croire que jusque-là son entourage ne s'attendait nullement à une catastrophe prochaine. C'est le samedi 15 septembre, que le mal empira tout à coup et que les symptômes d'un danger imminent se manifestèrent³. Alors seulement, c'est-à-dire lorsque déjà il était à l'extrémité, on songea à donner avis aux frères du roi de l'événement qui s'annonçait⁴. Les ducs de Berry et de Bourgogne étaient dans le Vendômois ; le duc d'Anjou était à Tours, et les plus rapprochés ne pouvaient être rendus en moins de quatre ou cinq jours auprès du monarque mourant. Aussi, lorsque, quelques heures avant sa mort, il fait appeler ceux auxquels il voulait adresser ses dernières recommandations, Christine désigne *ses barons, ses prélats, ou chancelier*, mais ne fait nulle mention des frères

¹ *Mandements de Charles V*, nos 1937 et suiv.

² Voir Laurière, *Ordonnances*, septembre 1380.

³ Christine de Pisan, *Livres des fais*, III^e partie, chap. LXIV et LXX.

⁴ « Accepto nuntio quod in extremis laborans in exigua spe trahebat animam. » (*Chronique de Charles VI*, liv. I, ch. 1).

du Roi qu'elle n'eût pas oublié de nommer, mais qui ne pouvaient être, en ce moment, autour de lui, et n'arrivèrent à Paris que plusieurs jours après sa mort. L'auteur des *Grandes chroniques*, qui écrivait à une époque très rapprochée des événements et mérite beaucoup plus de confiance que Froissart, est explicite sur ce point. « Le lundi qui suivit la mort du Roi, dit-il, fut apporté au point du jour le corps à Saint-Antoine près Paris, et là, *en attendant ses frères, les ducs d'Anjou, de Berry et de Bourgogne*, demeura jusques au lundi ensuivant, vingt-quatrième jour dudit mois, auquel jour il fut apporté à Notre-Dame de Paris¹. »

Nous croyons donc qu'il faut reléguer dans le domaine de la fiction le récit, d'ailleurs si imagé, que Froissart a laissé des derniers moments de Charles V, et l'entretien dans lequel il aurait instruit longuement les ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon des *besognes* de son royaume et des craintes qu'un maître astronome lui aurait fait concevoir quant aux dangers qui menaçaient la jeunesse du Dauphin, pendant que le duc d'Anjou, accouru également à Paris, s'occupait de ses propres affaires. On n'est pas surpris de trouver de semblables erreurs dans Froissart où la critique en reconnaît de si fréquentes et qui peut passer pour être aussi inexact dans les détails de sa narration qu'il est admirable et vrai dans le tableau qu'il présente de la société au milieu de laquelle il vécut. Ce caractère d'inexactitude se révèle avec évidence dans la partie de son récit que nous examinons, car il fait mourir à Paris à l'hôtel Saint Pol² le roi Charles V, qui, personne ne l'ignore, expira, le 16 septembre, dans sa résidence de Beauté-sur-Marne. Il n'est pas vraisemblable, au surplus, que, dans l'état de faiblesse où le jetait la maladie, il ait pu conférer avec ses frères, ou avec tous autres, sur les affaires du royaume, et il se borna, sans doute, comme le rapporte Christine de Pisan, à quelques mots sur les objets qui intéressaient sa conscience, à quelques paroles relatives à l'affaire du schisme, qu'il se reprochait peut-être, et aux charges dont souffraient ses sujets. Le discours que le moine de Saint-Denis met dans la bouche de Pierre d'Orgemont ne saurait, ce nous semble, ainsi que le suppose le traducteur³, être regardé

¹ *Grandes chron.* Ed. P. Paris. *Charles V*, ch. cix.

² *Chronique de Froissart*, liv. II, ch. 71.

³ *Chronique de Charles VI*, t. I, p. 13 (note).

comme la confirmation du récit de Froissart. Dans le débat solennel auquel il prenait part, le chancelier n'aurait pu faire allusion seulement à quelques paroles prononcées dans un entretien privé et à des confidences intimes qu'il aurait reçues du Roi et et que supposent très gratuitement quelques historiens ¹. Si le discours du chancelier est authentique, ce qu'il est permis de révoquer en doute, il y faudrait voir un simple rappel à l'acte public par lequel Charles V avait, en 1374, confié la tutelle de ses enfants aux ducs de Bourgogne et de Bourbon et une réponse au discours de l'avocat-général Desmarets invoquant, en faveur du duc d'Anjou, l'acte qui avait, à la même époque, réglé la question de la Régence. On sait en effet qu'au mois d'août de cette année 1374, Charles V avait fixé à quatorze ans la majorité du Dauphin, avec l'espérance, sans doute, qu'il vivrait lui-même jusque-là. Mais, soit que dans les mois qui suivirent il eût ressenti quelque atteinte de son mal habituel, soit que la réflexion l'ait déterminé à ne pas laisser son œuvre inachevée, il régla au mois d'octobre ce qui regardait les questions de tutelle et de régence, et le statut qu'il rendit sur ce double objet fut définitif. Nul indice de regret ni d'amendement ne peut être entrevu dans les actes postérieurs émanés de Charles V, Pierre d'Orgemont, dans son discours, se borne à invoquer l'ordonnance d'octobre 1374, dont il rappelle les dispositions, sans omettre les moyens de finances prévus par le Roi pour l'exécution de ses volontés. C'est pourquoi il ne fait nulle mention du duc de Berry, qui n'y était pas nommé, et que néanmoins Froissart fait intervenir dans cette dernière scène, sans qu'aucune raison plausible, ni aucun témoignage historique puisse expliquer la présence de ce prince auprès du monarque expirant ².

¹ V. Secousse, Préface du *Recueil des ordonnances*, t. VI, etc.

² Voir dans la *Chronique de Charles VI*, t. I, p. 13, le discours du P. d'Orgemont, dont le traducteur ne nous semble pas avoir rendu exactement le sens : *Ubi se vidit peregrinis astrictum infirmitatibus non posse quod conceperat complere, editali lege integra remanente, duci Burgundie fratri suo juniori ac duci Borboniensi dilectis curam et morum instructionem filiorum singulariter commisit*. On a traduit : « Quant il se vit atteint d'une maladie inconnue et dans l'impossibilité d'accomplir son projet sans toucher à son ordonnance suprême, il confia particulièrement à ses bien-aimés le duc de Bourgogne et le duc de Bourbon la surveillance de l'éducation de ses fils. » Cette traduction nous paraît peu conforme à la construction de la phrase latine. Le chancelier venait de rappeler qu'en fixant à quatorze ans l'âge de la majorité du Dauphin, le Roi se flattait de pouvoir le faire couronner de son vivant ; il ajoute simplement qu'averti par la maladie, et sans rien changer à l'ordonnance re-

Nous ne croyons pas qu'on doive regarder comme plus vrai le tableau que les historiens ont retracé des discordes qui auraient éclaté entre les princes après la mort du roi, leur frère. « Les princes, dit l'un d'eux, débutèrent par se quereller et faillirent ouvrir le règne de Charles VI par la guerre civile. Le duc d'Anjou revendique, par l'organe de l'avocat-général Desmarêts, non seulement la régence, mais la tutelle de Charles VI.... Plusieurs séances se passent en stériles débats ; les gens d'armes revenaient par troupes sur Paris et criaient que l'affaire devait se vider non par de vaines raisons, mais à la pointe des lances ¹. » Les autres auteurs tiennent à peu près le même langage. « Les partis concertaient leurs mesures et peut-être ne différèrent d'en venir aux mains que par la crainte qu'ils s'inspiraient.... Le duc d'Anjou parle de ses prétentions avec une hauteur immodérée... Les esprits s'aigrissent de plus en plus et déjà les troupes s'ébranlaient, prêtes à tout moment d'en venir aux mains ².... La dispute s'échauffe ; on allait en venir aux armes ³... La guerre allait éclater entre eux ⁴. » Les historiens modernes, en s'exprimant de la sorte, se fondent, non plus sur l'autorité de Froissart qui ne dit rien de ces prétendus débats des princes, mais uniquement sur le récit du moine de Saint-Denis, dont ils exagèrent même singulièrement la portée. Voici ses paroles : « Les raisons ayant été exposées de part et d'autre, le conseil se sépara, et l'on prévint les assistants qu'on se réunirait désormais à diverses reprises, tantôt au Bois de Vincennes, tantôt au Louvre... Comme de cette sorte l'affaire traînait en longueur, au milieu de ces altercations, la rivalité devint sérieuse entre les ducs, tant ils s'opiniâtraient dans leur avis. Peu s'en fallut que cette division ne fit naître un grand et dangereux scandale..... Dans ce conflit d'opinions diverses, le bruit de la discorde des princes se répandit parmi les troupes de gens de guerre cantonnées autour

latives à la majorité. Il eut devoir, pour le cas où il mourrait auparavant, régler ce qui concernait les questions de tutelle, comme de régence. Le Roi avait confié au duc d'Anjou la régence du royaume par un acte que l'avocat général Desmarêts n'avait pas manqué d'invoquer en faveur de ce prince. Le chancelier répond en rappelant l'acte simultané qui témoignait de la confiance égale du Roi pour les ducs de Bourgogne et de Bourbon.

¹ H. Martin, *Hist. de France*, t. VI, p. 132.

² Villaret, *Hist. de France*, t. XI, p. 215-217.

³ Secousse, *Recueil des ordonnances*, t. VI, Préface.

⁴ Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. I, p. 207.

de Paris ; chacun prenant parti pour son seigneur voulait faire prévaloir ses droits ; ils éclataient souvent en menaces ; il faudra, disaient-ils, que les doutes de cette affaire soient jugés non par de vaines paroles, mais à la pointe de la lance ¹. »

Ce récit, écrit, comme le reste de la chronique, de longues années après les événements, au moins dans sa dernière forme, se ressent de la disposition qui caractérise le travail du moine de Saint-Denis, particulièrement pour cette première phase du règne de Charles VI². Préoccupé du côté littéraire de son œuvre, jaloux d'y introduire, à l'exemple des anciens historiens, des tableaux animés et des parties oratoires parfois très peu authentiques, il néglige l'exactitude des détails que la distance du temps où il écrit a d'ailleurs fait perdre de vue ; de là, d'assez nombreuses erreurs de chronologie, et même de faits, qui se rencontrent dans l'œuvre compendieuse de l'auteur de la chronique ³.

Les questions de gouvernement qui demandaient à être résolues au lendemain de la mort de Charles VI, devaient inévitablement amener entre les quatre princes appelés à la direction des affaires de sérieuses délibérations, et peut-être des divergences de vues assez profondes. L'opinion publique, qui existait dès cette époque, et la bourgeoisie parisienne notamment, avait, il est permis de le croire, son thème fait et s'attendait à des divisions et à des violences qui eussent, en quelque façon, justifié l'esprit de sédition dont les masses, émues par le retentissement des troubles de la Flandre, commençaient à être animées. En réalité, ces débats eurent lieu avec calme ; ils se terminèrent très promptement, et les princes, le duc d'Anjou notamment, apportèrent dans la solution des points à résoudre, un esprit de modération, de dévouement au bien public et, on peut le dire, d'abnégation que l'impartialité de l'histoire ne saurait se refuser de reconnaître.

L'ordonnance d'août 1374, relative à la majorité du Dauphin,

¹ *Chron. de Charles VI*, liv. I, ch. 1.

² Plusieurs passages, et notamment celui où il trace le portrait de Charles VI (Livre IX, ch. 13), indiquent que la rédaction définitive de la chronique eut lieu dans les dernières années du règne, probablement vers 1417 et 1418. Voir Livre XL, chap. x, *in fine*.

³ Voir notamment Livre III, ch. II, relatant en 1382 des événements qui se rapportent à l'année 1387. La sédition des Parisiens (Livre III, ch. 1) eut lieu en octobre 1380 et non en 1381, etc...

avait été suivie, nous l'avons vu, de deux ordonnances rendues en octobre, l'une réglant ce qui concernait la régence dont le duc d'Anjou était investi, l'autre relative à la tutelle qui était réservée à la Reine, avec le concours des ducs de Bourgogne et de Bourbon. L'acte concernant la majorité fut seul enregistré au Parlement, dans une séance solennelle tenue le 21 mai 1375, et prit ainsi rang parmi les constitutions de l'État. Cette circonstance put rendre contestable l'autorité des autres ordonnances, et la Reine étant venue à mourir avant qu'elles ne fussent exécutées, on put regarder comme remis en question ce qui regardait la tutelle qui, d'après la loi commune, devait appartenir au plus proche agnat, sauf dispositions contraires dans le testament paternel. Or, celui de Charles V ne s'expliquait pas explicitement à cet égard. Mais les ordonnances de 1374 pouvaient offrir surtout quelques difficultés d'exécution en ce que conférant la Régence du royaume au duc d'Anjou, elles laissaient aux soins des ducs de Bourgogne et de Bourbon le gouvernement de la personne des jeunes princes, sans déterminer bien nettement la limite d'un pareil mandat ¹. Le conseil nombreux qui leur était adjoint, pour les aider *dans les grandes besognes touchant l'état et gouvernement et des princes*, précaution qui n'avait pas été prise à l'égard du Régent, semblait, dans les intentions du Roi, constituer une assemblée de gouvernement, bien plutôt qu'un simple conseil de tutelle ; et les affaires personnelles du jeune Roi touchaient par tant de points à celles du royaume, dans la question de son mariage, par exemple, qu'il était souvent difficile de ne pas les confondre. Enfin, les moyens de finances destinés à subvenir à ce qu'on appelait alors l'état des princes n'avaient pas été exactement déterminés. On prévoyait le cas où les revenus affectés à cet objet seraient reconnus insuffisants, et alors les frères du Roi étaient invités à s'entendre pour y affecter des ressources réservées au gouvernement général du royaume.

¹ Le texte de l'ordonnance relative à la tutelle a été reproduit dans le Recueil de Dupuy et dans celui de Secousse, mais avec de notables différences ; d'après Dupuy, l'ordonnance aurait réservé au conseil de tutelle plusieurs des attributions de la Régence et n'aurait rien dit des affectations de revenus faites pour l'état des princes. Bien que les deux auteurs se réfèrent à la même source, il est difficile de croire qu'ils aient eu sous les yeux le même texte, et on peut conjecturer que l'ordonnance primitive fut modifiée par des amendements qui contribuèrent à en rendre l'interprétation plus difficile.

Tous ces points, et d'autres encore, devaient donner lieu à un examen et à des échanges de vues qui pouvaient dégénérer en débats animés d'autant plus aisément que le duc de Berry, exclu à la fois de la régence et de la tutelle, semblait avoir droit à réclamer une part dans la gestion des affaires, ainsi qu'il l'avait prise depuis plusieurs années, et souvent avec succès, dans diverses négociations et dans la défense militaire du pays. C'est dans ces conditions, inquiétantes sans doute pour le public, que s'ouvrirent les délibérations où les princes apportèrent, selon nous, un grand sens politique et un esprit de conciliation et de sagesse qui méritaient d'être mieux compris par les contemporains et mieux jugés par l'histoire.

« Les funérailles de Charles V, dit Villaret ¹, avaient été retardées par la mésintelligence des princes. Tous étaient auprès du monarque agonisant ; il ne s'en trouva pas un lorsqu'il eut rendu le dernier soupir. » C'est le contraire qui eut lieu. Aucun des frères du Roi ne s'était trouvé à son lit de mort ; tous furent présents à ses funérailles, qui ne purent être retardées que par leur absence. Le duc d'Anjou venu de Tours ne put arriver à Paris avant le 20 septembre. Il est vraisemblable que les questions d'affaires furent ajournées jusqu'au lendemain des obsèques et que la mésintelligence des princes, si elle existait, ne put se produire avant ce jour-là. Au surplus, les termes de la chronique viennent à l'appui de cette conjecture, fondée sur des raisons de convenance parfaitement comprises à cette époque. « Après avoir rendu les derniers devoirs à leur frère, dit-elle, les princes convoquèrent les hommes sages et les conseillers du feu Roi ²..... » Ces obsèques durèrent trois jours. Le lundi 24 septembre, le corps du Roi fut apporté de l'église Saint-Antoine à Notre-Dame de Paris ; le lendemain, 25, dans l'après-midi, il fut transporté à Saint-Denis, toujours suivi des princes, et la cérémonie dura jusqu'au soir ³. Le mercredi 26 septembre, on procéda à l'inhumation ⁴ et c'est seulement ce jour-là, et plus vraisemblablement le jeudi, que les questions de gouvernement purent être agitées, et que les débats s'ouvrirent

¹ Villaret, *Hist. de France*, t. XI, p. 212.

² *Chron. de Charles VI*, t. I, p. 2.

³ *Grandes chroniques, Charles V*, ch. cix.

⁴ Douet d'Arcq, *Pièces relatives au règne de Charles VI*, t. I, p. 2.

entre les princes. On sait que ces débats aboutirent à la désignation de certains arbitres chargés de rechercher des moyens d'accommodement et de concilier les prétentions diverses. La solution qu'ils présentèrent, et qui fut agréée des ducs, fut publiée dans une séance du Parlement tenue le 2 octobre. Les arbitres, est-il dit, avaient employé quatre jours à l'exécution de leur mandat¹ et, en ne laissant même pas un jour d'intervalle pour l'acceptation des princes, on est obligé de fixer au 27 septembre, ou, au plus tard au 28, la date où ceux-ci chargèrent quelques « hommes sages et craignant Dieu » du soin de terminer leurs différends.

Ces différends, qui s'étaient produits dans la première et peut-être unique séance où ils eurent à délibérer des affaires du royaume, c'est-à-dire le 27 septembre, se trouvaient donc, implicitement du moins, aplanis dès le lendemain par la transaction qui les soumettait à un arbitrage amiable. On voit par là à quoi se réduisent ces *longues altercations*, ces conseils qui se multiplient, en se tenant tantôt dans un lieu et tantôt dans un autre, ces *rivalités opiniâtres* qui, en se produisant au dehors, auraient partagé en deux camps hostiles l'armée et le peuple, et dont les historiens modernes ont chargé comme à plaisir le tableau. La vérité sur ce point d'histoire se trouve, croyons-nous, dans les simples paroles et le récit contemporain de l'auteur des grandes chroniques : « Pour ce que, dit-il, lesdits ducs d'Anjou, d'une part, de Bourgogne et de Bourbon d'autre part, n'estoient pas bien d'accord sur ladite ordenance, par le conseil et déliberacion de plusieurs sages du royaume de France esleus et ordonés par lesdits ducs, fu advisé..... qu'il estoit expédient que le Roy fust sacré et couronné..... et fust tout le royaume gouverné par luy et en son nom. Lequel advis fu rapporté aux dits ducs, lesquels le consentirent et l'orent agréable². »

La décision relative au couronnement, c'est-à-dire à l'anticipation de la majorité du Roi, fut seule portée à la connaissance du Parlement, et homologuée dans la séance du 2 octobre; mais d'autres encore furent prises par les arbitres chargés de rétablir l'accord entre les princes. Nous croyons qu'il ne faut pas chercher les conditions de cet accord dans le moine de Saint-Denis,

¹ *Chron. de Charles VI*, t. I, p. 15.

² *Grandes chroniques, Charles V*, ch. cx.

qui dut les ignorer et ne fit que recueillir les bruits populaires ayant cours sur l'attribution et le partage des trésors du feu Roi. Toutefois, dans la suite de son récit ¹, lui-même nous met sur la voie, lorsque, parlant de nouvelles divisions qui se seraient élevées entre les princes, au retour de Reims, il les montre, pour y mettre fin, disposés à s'en tenir inviolablement à ce qui avait été convenu avant le couronnement ². C'est donc dans l'acte passé entre les ducs le 19 novembre, et signé le 30, qu'il faut chercher les conditions de l'accord proposé par les arbitres et accepté par les princes. Or, ces conditions, quelles furent-elles?

Le duc d'Anjou avait renoncé à la régence dont il avait été investi par l'acte de 1374. Toutefois, le Roi était trop jeune pour gouverner par lui-même; il n'en témoignait pas le désir, et dès lors, comme dans tout le cours de son règne, il se montrait enclin à prendre conseil des hommes sages de son entourage. Il fut réglé que les affaires du royaume seraient, au nom du Roi, gérées conjointement par les quatre ducs, assistés d'un conseil de douze personnes désignées par eux. Aucune décision ne devait être prise en dehors de ce conseil, et c'est sur sa délibération que devaient être choisis tous les officiers royaux, capitaines, sénéchaux, baillis, receveurs des finances et autres préposés de l'autorité royale. C'est à lui qu'appartenait le répartition des deniers entrés dans le trésor, et nulle aliénation, nul engagement du domaine ne pouvaient être faits par les princes. Le soin de la personne du Roi était laissé aux ducs de Bourgogne et de Bourbon, et le duc d'Anjou, en compensation de la régence, se réservait seulement la présidence du conseil, où nulle affaire importante ne devait être traitée hors de sa présence; encore était-il dit qu'il ne pourrait contredire à ce qui serait décidé, même quant aux *grosses besognes* du Roi (mariage, traités, etc.) sans cause raisonnable ³.

Si l'on s'en tient aux termes de la convention, on ne voit rien, ce nous semble, qui justifie les reproches d'ambition et de cupidité dont les historiens ont été si prodigues envers le duc d'Anjou. Ce prince, auquel la régence avait été dévolue sans contrôle et sans conditions, consentit à partager l'exercice du pouvoir avec ses trois frères et beau-frère, à soumettre aux

¹ *Chron. de Charles VI*, l. I, ch. 5.

² *Chron. de Charles VI*, t. I, p. 43.

³ Secousse, *Recueil des ordonnances*, 19 nov. 1380.

délibérations d'un conseil toutes les matières de gouvernement et de finances, et il ne réclama jamais, comme on l'a supposé, la garde de la personne du Roi. Ces sacrifices semblent n'avoir pour but que de maintenir la paix, et d'établir, en donnant quelque satisfaction au duc de Berry, un accord durable entre les oncles du Roi. Cet accord, en effet, ne fut point troublé par la suite. Pendant le cours d'une minorité orageuse, on vit régner entre les princes une harmonie qui subsista aussi longtemps qu'ils vécurent. Ils comprenaient que, selon l'expression de l'auteur des *Grandes chroniques*, de leur unité dépendait celle du royaume tout entier, et c'est seulement avec une nouvelle génération que cet accord devait cesser, au grand péril de la nation, dont les destinées étaient si étroitement unies à celles de cette brillante et généreuse race ¹.

Ici se présente l'accusation, si souvent formulée contre le duc d'Anjou, de s'être emparé du trésor du feu Roi pour l'employer à ses vues personnelles, acte injustifiable qui, selon les historiens, aurait été la source de tous les malheurs du royaume à cette époque calamiteuse. Cette accusation, fondée sur un bruit populaire recueilli par le moine de Saint-Denis ², qui déclare n'y pas ajouter foi, se bornerait, d'après Froissart ³, à une prise de possession des bijoux du Roi, autorisée, dans l'opinion générale, par la convention intervenue entre les princes, convention dont les clauses étaient évidemment très mal connues, en dehors du petit nombre de ceux qui y avaient participé. Les erreurs parfois inexplicables où tombent ces deux chroniqueurs, à l'égard de faits dont ils eussent pu facilement vérifier l'exactitude, erreurs que nous aurons l'occasion de signaler, ne permettraient d'accorder que peu de crédit à leur récit, alors même qu'il eût été plus affirmatif.

¹ Nous ne mentionnons que pour mémoire la prétendue altercation qui se serait élevée entre les ducs pour la préséance au sacre du Roi, et que le moine de Saint-Denis, selon sa coutume, montre prête à dégénérer en lutte sanglante, tout en ajoutant qu'elle eut pour effet d'égayer le repas. Froissart ni Cabaret d'Orronville ne parlent de cet incident. Le fait est que les princes ne cessèrent dès lors de rester parfaitement unis, et que le duc d'Anjou, lorsqu'il se résolut à l'expédition de Naples, reçut du duc de Bourgogne l'appui le plus efficace.

² *Chronique de Charles VI*, t. I, p. 28.

³ *Chronique de Froissart*, t. II, ch. 71. « Sitôt que le duc d'Anjou, son frère, sut qu'il avait les yeux clos, si fut saisi de tous les bijoux du roi son frère, dont il avait sans nombre et fit tout mettre en sauve-lieu et à garantie pour lui. »

Néanmoins, c'est sur leur autorité¹ que nos historiens ont unanimement dénoncé les rapines imputées au duc d'Anjou, et en ont fait une sorte de lieu commun historique, qui trouve place dans tous les ouvrages où il est parlé du commencement du règne de Charles VI. « Le pouvoir qu'on lui donna sur les meubles du feu Roi, dit Le Laboureur, lui fit piller non seulement toute l'argenterie, mais tout l'argent, jusque là qu'il fit rompre les murs du château de Melun, où il y en avait de caché, et prolongea le couronnement du jeune roi jusqu'à ce qu'il eut tout épuisé². » Et Mézeray : « Sitôt que son frère eut fermé les yeux, le duc d'Anjou se saisit de Charles de Savoisy³, intendant des finances, et le força de lui remettre les trésors du feu Roi qui, en or monnayé et en lingots, montaient à dix-huit millions⁴. » Les auteurs modernes ne rejettent aucun des détails que le moine de Saint-Denis a empruntés à la légende contemporaine; ils nous font voir *Anjou* cherchant à obtenir de Savoisy la révélation du secret confié à sa fidélité, puis, *transporté de fureur*, faisant paraître le bourreau dont la vue triomphe du malheureux chambellan.⁵ Tous dénoncent à l'histoire l'avidité sans bornes des princes, les rapines du régent, et l'un d'eux en prend texte pour inviter les rois à ne point amasser de vains trésors, et à n'en laisser d'autres à leurs successeurs que l'amour et le bien-être de leurs sujets.

Ces imputations nous paraissent purement imaginaires. A des rumeurs populaires vraisemblablement très mal fondées, mais qui pouvaient trouver place dans les récits des chroniqueurs, parce qu'elles formaient un des éléments de l'histoire de leur

¹ Ni l'auteur de la *Chronique des Valois*, ni Cousinot, ni aucun autre auteur contemporain ne parle des faits dont il s'agit. Juvénal lui-même s'abstient de reproduire le récit du moine de Saint-Denis, relativement au prétendu trésor de Melun.

² Le Laboureur, *Histoire de Charles VI*, t. I, p. 49.

³ Philippe (et non Charles) de Savoisy n'était nullement intendant des finances; les titres qui lui sont donnés ordinairement sont ceux de chambellan du Roi et capitaine du château de Melun.

⁴ Mézeray, *Histoire de France*, Charles VI. — M. H. Martin dit de son côté : « Le duc d'Anjou s'était saisi de tout l'argent du fisc : pour se débarrasser des réclamations des soldats qu'il ne payait pas, il leur fit entendre qu'on ne pouvait solder leurs gages parce que les vilains ne voulaient plus payer les subsides (Rel. de Saint-Denis, I, 2). » Le religieux ne dit rien de pareil; d'après lui cette opinion des gens de guerre aurait été toute spontanée. Le duc d'Anjou, loin de les encourager au désordre, leur adresse une allocution très énergique et arrête que « si un vol a été commis, il sera permis de tuer le voleur, sans que ce meurtre soit regardé comme un crime capital, et que si le coupable peut être amené devant les tribunaux, il subira le dernier supplice. »

temps, nous croyons qu'on doit préférer les témoignages fournis par les documents certains et par les actes revêtus d'un caractère authentique. Les droits de la propriété mobilière, aussi bien que les autres droits privés, étaient, au XIV^e siècle comme de nos jours, l'objet de garanties efficaces, et il n'eût été facile à personne de les violer impunément. De nombreux comptes, débattus et réglés entre les princes, et notamment avec le duc d'Anjou lui-même et avec ses héritiers, pour des objets d'un intérêt beaucoup moindre que celui dont il s'agit, démontrent qu'on n'eût pas laissé dans l'oubli des détournements qui eussent frustré d'autres membres de la famille royale de droits dont ils étaient jaloux, et qu'ils étaient en mesure de revendiquer efficacement ¹.

Rien de semblable n'eut lieu en ce qui concerne les bijoux et les joyaux laissés par le roi Charles V. Il est vrai que ce prince avait le goût des meubles précieux, des objets d'orfèvrerie, des riches joyaux, qu'il en ornait volontiers ses habitations, et nous voyons que, dans le second semestre de l'année 1377-78, il eut à payer, à divers changeurs et marchands de Paris, une somme de plus de dix-sept mille francs, sans compter les magnifiques cadeaux offerts à l'Empereur, venu à Paris à la fin de cette année, et à ceux qui l'accompagnaient ². Cette visite, à laquelle on voulut donner une grande solennité, fut pour le Roi l'occasion de dépenses exceptionnelles et de fêtes somptueuses où l'on étala les richesses d'une cour renommée dès lors par sa magnificence et par son goût qui servait de modèle aux autres nations. Mais les achats d'orfèvrerie, réduits à sept mille francs pendant le semestre suivant, figurent à peine dans les mandements de Charles V datés des derniers temps de son règne. En outre, ces objets précieux, offerts en cadeaux et dons, accompagnaient souvent les messages diplomatiques adressés aux princes étrangers et n'entraient que pour peu de temps dans le trésor où ils avaient été déposés. Enfin, il était d'usage qu'à certains jours de l'année la vaisselle servie sur la table royale fût donnée aux officiers de l'hôtel ³ et ce droit, consacré par la coutume, ne laissait

¹ La duchesse d'Anjou (Reine de Sicile), après avoir réglé ce qui concernait l'orfèvrerie prêtée par Charles VI, laissa une épargne considérable due à la bonne administration de ses domaines et qui aurait permis à ses héritiers de faire droit aux réclamations du fisc. *Chronique de Charles VI*, l. XXV, ch. 21.

² *Mandements de Charles V*, n° 1516. etc.

³ *Mandements de Charles V*, n° 1685.

pas, sans doute, de rendre onéreux l'entretien de l'argenterie de la couronne.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux qu'au jour de sa mort le roi Charles ne possédât, soit de ses acquisitions personnelles, soit de ses prédécesseurs, un trésor considérable, en objets d'or et d'argent conservés principalement à Paris, dans les salles du Louvre. Il n'est pas moins certain que ce prince ne se soit préoccupé d'en assurer la conservation et d'en garantir la transmission à son fils et successeur. Dans ce but, il avait pris des mesures, contenues dans son testament¹, daté, comme les ordonnances ci-dessus mentionnées, d'octobre 1374, et dans lequel, après certains legs et fondations pieuses, il ajoute : « Item, nous voulons que tantost après nostre décès tous nos joyaux et vaiselle d'or et d'argent et de perrerie, en œuvre et hors d'œuvre, tant de chapelle et d'église, come de chambre et autres quelconques ils soient, or et argent monnoyé et non monnoyé, et autres meubles quelconques, soient mis en inventoire et en lieu seur et gardés par nostre très cher et très amé frère le duc de Bourgoigne, nostre amé et féal premier chambellan Bureau, sire de la Rivière, messire Bertran Duclos, maistre de nostre chambre des comptes et maistre Hugues Boisleau, nostre soubz-aumosnier — ou par les trois ou les deux dont nostre dit chambellan soit l'un — pour nostre aîné fils héritier de nostre royaume, toutes voies ostés et distraits les joyaux dont nous avons ordené de nostre vivant et aussi la somme de monnoie nécessaire pour iceluy testament accomplir. »

Rien ne s'opposa à ce que cette disposition fût littéralement exécutée. En raison des circonstances, et non, comme on l'a prétendu, par l'effet de la volonté du feu roi, le duc de Bourgogne comme le duc d'Anjou était à Paris peu de jours après la mort de Charles V². Préposé à la garde des joyaux par le testament et comme ayant la tutelle personnelle de son neveu, il put en prendre possession légalement, et il n'était pas de caractère à oublier l'obligation qui lui en était faite. Le duc d'Anjou ne paraît d'ailleurs avoir élevé aucune prétention

¹ Ce testament qui, croyons-nous, n'a pas encore été publié, n'existe plus en original. On en trouve une copie aux archives nationales (K. 50, n° 10) et une autre, peu différente, à la Bibliothèque nationale (collection Bréquigny, Vol. LXXVII). Celle-ci paraît avoir été faite en Angleterre.

² V. Cousinot, *La geste des nobles*, bibl. nat., ms fr. 5699, f. 61. (partie inédite).

contraire au vœu du testament; loin de là, dans l'acte du 19 novembre, la question relative à la conservation de la finance et du trésor royal est explicitement réglée : les princes confirment pleinement la disposition testamentaire, et, par l'article 7, ils conviennent que « il sera fait par les quatre seigneurs inventaire de la finance et des joyaux du Roi, lesquels seront gardés au profit du Roi jusqu'à ce qu'il soit agé ¹. » De ces deux documents semble résulter la preuve que le duc d'Anjou ne fut point *saisi* des joyaux et des meubles précieux du feu Roi, et qu'il n'aurait pu en appliquer la valeur à ses vues personnelles alors même qu'il eût été tenté de le faire. Ils nous paraissent infirmer suffisamment le dire de Froissart, si peu attentif à contrôler les bruits populaires qui servent trop souvent de fondement à sa chronique. Mais un témoignage plus péremptoire encore résulte de la présence même des bijoux et de la vaisselle royale dans les lieux de dépôt ordinaires, et de l'emploi qui en est fait, tant pour le service journalier de l'hôtel du Roi que pour les besoins publics, lorsqu'il est contraint de recourir à cette ressource. Nous ne mentionnerons que pour mémoire ceux qui servirent à la solennité du sacre et qui furent transportés à Reims sur un chariot destiné spécialement à cet usage ²; mais nous voyons que, par mandement du 23 avril 1381, le Roi, dont la suppression au moins partielle des aides avait tari l'épargne, fait porter à la monnaie de Paris et convertir en numéraire quatre vingt dix-sept marcs trois onces d'or et mille treize marcs d'argent de vaisselle ³. Le 10 août, une mesure du même genre s'applique à cent vingt et un marcs d'or, et à trois cent quarante huit marcs, le 30 octobre, par mandement daté de Senlis ⁴. Le 26 juillet de la même année, l'expédition de Naples, projetée par le duc d'Anjou, ayant été approuvée dans un conseil tenu à Crécy en Brie, le Roi, *qui n'avait pas d'argent*, met à la disposition du duc, à titre de prêt, une partie de sa vaisselle, jusqu'à la valeur de cinquante mille francs ⁵, qui fut effectivement remise et resti-

¹ La convention dit « secrètement. » Ce secret était dans les usages du temps en matière de finances et n'indique nullement, croyons-nous, des intentions de détournement.

² Douet d'Arcq. *Comptes de l'Hôtel*, p. 83.

³ Secousse, *Recueil des ordonnances*, . VII.

⁴ *Idem*.

⁵ *Journal man. de Jean Lefèvre*, évêque de Chartres, chancelier du duc d'Anjou. Bibl. nat., F. Fr. 5015.

tuée plus tard ¹. Par ces diverses décisions (et il est à présumer qu'il en fut pris d'autres) le Roi faisait sortir de son trésor une valeur de plus de quatre vingt-cinq mille francs, s'élevant à huit cent cinquante mille francs de notre monnaie ². Or, le prêt fait au duc d'Anjou étant à titre entièrement gracieux, il est à croire que le Roi n'y consacra que la partie de sa vaisselle qui pouvait être dénaturée sans une perte sensible, et qu'il se réserva tout ce qui avait une certaine valeur d'art et de travail, tout ce qui était d'ailleurs regardé comme nécessaire au service de son hôtel, à son *état*, et c'est ce qui résulte en effet des comptes de l'argenterie du Roi, où l'on voit figurer, à titre d'entretien et de restauration, un certain nombre d'objets d'orfèvrerie évidemment anciens ³, et aussi des inventaires opérés dans les dernières années du même règne, qui accusent encore dans le trésor royal une assez grande richesse ⁴, bien que l'état toujours précaire des finances de Charles VI n'ait pas dû en permettre l'augmentation à ce prince qui ne paraît pas d'ailleurs avoir hérité du goût de son père pour ce genre de luxe nécessairement dispendieux.

De ces divers documents résulte la preuve que, dans les premières années de son règne, le roi Charles VI possédait, en joyaux, et en vaisselle, une valeur de plusieurs millions de francs d'aujourd'hui, trésor plus riche que celui d'aucun prince de la chrétienté, le pape peut-être excepté. On doit donc, selon nous, regarder comme imaginaire, aussi bien qu'impraticable le détournement ou, — pour parler comme certains auteurs ⁵, — le *vol* que le duc d'Anjou aurait réussi à exécuter durant les quelques jours où il conserva le titre de régent, tout en partageant le pouvoir avec les trois autres frères de Charles V. Nous croyons de plus que l'accusation dont il a été l'objet, en ce qui concerne le trésor proprement dit du feu roi, n'est pas mieux fondée.

¹ V. Lecoy de la Marche, *Le Roi René*, t. I, p. 16.

² La vaisselle royale était généralement en argent doré valant environ six à sept francs le marc, que le travail portait à dix et douze francs, et quelque fois au delà. Les 50,000 livres prêtées au duc d'Anjou devaient peser plus de 8000 marcs, soit deux mille kilogrammes environ.

³ V. Douet d'Arcq, *Nouveau recueil des comptes de l'argenterie*, p. 183. On croit reconnaître dans ce compte (p. 191) certains objets acquis par Charles V (mandement de Ch. V, n° 1547) et par conséquent bien réellement transmis à son fils et héritier.

⁴ N. Douet d'Arcq, *Choix de pièces inédites*, t. II, n° CXLIX.

⁵ Villaret, t. XI, p. 212.

Il s'agit ici, on le comprend, des espèces d'or et d'argent monnayé que le feu Roi aurait laissées dans ses coffres, et que certains auteurs font monter à quinze millions (et même à dix-huit), c'est-à-dire à cent cinquante millions de notre monnaie moderne. Ici se présente une question préjudicielle, celle de savoir si un pareil trésor, ou une réserve qu'on pourrait appeler de ce nom, existait en effet, et nous n'hésitons pas à la résoudre négativement. Charles V, prince ami de l'ordre et attentif au bon emploi de ses finances, avait sans doute, comme tous les princes et même comme tous les hommes sages, *une épargne*, ou une sorte de fonds de roulement qui ne le laissait pas à la merci de tout événement, de tout besoin imprévu. C'est de cette épargne qu'il parle dans son testament, en disposant qu'elle sera réservée pour être remise à son fils, après paiement de ses dettes et des legs assez peu onéreux contenus dans ce même testament, et réduits encore par le codicille du 22 janvier 1379. Mais il n'était pas dans son caractère, ni même dans ses facultés limitées par les nécessités de sa politique, d'accumuler dans ses coffres des richesses improductives et de thésauriser pour un avenir incertain. Ce roi, dont les historiens ont fait justement l'éloge, n'était pas un prince économe. S'il connaissait l'art de prélever sur ses peuples, sans exciter trop de murmures, des subsides considérables, il aimait à en faire emploi, non seulement dans l'intérêt de la défense de son royaume, mais encore pour satisfaire aux goûts de luxe et de somptuosité qui étaient communs à tous les princes de sa famille. Non seulement il consacrait de grosses sommes à des acquisitions de bijoux et de pierreries, d'étoffes précieuses et de riches vêtements, destinés à son usage et à celui de la reine et de ses enfants ¹, mais il aimait à embellir et à agrandir les résidences royales, qui étaient nombreuses. Des travaux importants étaient faits sous son règne aux châteaux de Vincennes, de Creil, de Saint-Germain en Laye, de Châteauneuf sur Loire, au Louvre, et, en certaines années, ces travaux, entrepris simultanément dans ces diverses résidences, entraînaient une dépense mensuelle qui n'était pas moindre de quatre à cinq

¹ V. *Mandements de Charles V*, passim. Il est payé 737 fr. d'or pour la robe que la reine doit porter à la fête de Noël (n° 1295) et 400 fr. pour un chapeau que le roi s'est commandé (n° 1646). On voit que l'augmentation du prix de toute chose dont on se plaint quelquefois de nos jours semble admettre des exceptions.

mille francs ¹. Outre les dons fréquemment faits par lui aux hospices et aux églises ², le tiers des aides fournis par la ville de Paris étaient, si l'on doit en croire le moine de Saint-Denis ³, employés à l'embellissement de la cité. De semblables goûts, qui se joignaient chez Charles V à tant de nécessités de dépenses occasionnées par la guerre, devaient difficilement lui permettre d'accumuler des trésors. Nous ajoutons que la chose n'aurait guère été possible, alors même qu'il eût été plus enclin qu'on ne le voit à la parcimonie et à l'épargne. Il est nécessaire d'entrer ici dans quelques détails.

Les recettes du trésor royal, pendant tout le règne de Charles V, provenaient de deux sources. Il y avait celles du domaine royal, comprenant les revenus des terres propres du Roi, le produit des amendes, l'émolument du grand scel, les péages, le monnayage et autres droits royaux, recettes constantes et régulières destinées à faire face aux charges ordinaires de la royauté, à l'entretien de l'hôtel, au paiement des rentes constituées, à celui des gages des officiers royaux, tant des grands officiers, tels que le connétable et les maréchaux, que de ceux du Parlement et de la chambre des comptes, des trésoriers, des baillis et sénéchaux, à l'entretien des forteresses et des capitaines y préposés, etc. Déjà, du temps de Philippe de Valois, le Roi, avec ses revenus ordinaires, avait peine à soutenir les charges afférentes à la royauté ⁴; mais depuis lors, le funeste traité de Brétigny avait enlevé à la couronne de riches provinces, et la constitution de plusieurs grands apanages, ceux notamment des ducs d'Anjou et de Berry, avait dû appauvrir le trésor et diminuer d'une manière très sensible les ressources que le Roi tirait de son domaine ⁵. Dès les premiers temps de son règne, Charles V, pour les dépenses de son hôtel, et pour soutenir son *état*, est obligé d'avoir recours à d'autres moyens, et de fréquents emprunts sont faits par lui aux produits des aides et des fouages levés sur la nation pour payer la rançon du roi Jean et pour les besoins de la guerre.

¹ *Manèvements de Charles V*, nos 185, 1506, 1558, 1640, 1684, etc.

² *Idem*, n° 158, etc.

³ *Chronique de Charles VI*, livre II, ch. iv.

⁴ V. Budget de la France sous Philippe de Valois. *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, année 1875.

⁵ Toutefois, elles avaient été augmentées du revenu tiré du Dauphiné.

Ces aides, on le sait, avaient dans leur source et dans leur destination un caractère très différent des revenus du domaine, et ces deux branches de la fortune publique ne pouvaient à aucun titre être confondues. Il y avait les trésoriers du Roi, chargés de recevoir ses propres revenus, et il y avait les généraux conseillers sur le fait des aides, auxquels était dévolu le soin d'appliquer à leur objet spécial le produit des subsides consentis par les bonnes villes et par les États des provinces. Ces subsides, temporaires de leur nature, avaient pour objet de pourvoir aux besoins de la défense nationale, et ne pouvaient, en principe, être détournés de leur destination. C'est ce qui résultait expressément des délibérations prises à ce sujet par les prélats, barons et gens des villes, et ce qui était exprimé dans les mandements qui en prescrivent l'exécution, lesquels reconnaissent que les aides sont levés « pour fournir et convertir au fait de la guerre, » et déclarent que les capitaines et gens d'armes seront payés de leurs gages des deniers venant desdits aides, « senz ce que aucuns en soient convertiz en autres usages, excepté es frais communs nécessaires au gouvernement dudit fait ¹. » Cette dernière restriction laissait, il est vrai, la possibilité d'employer une partie des aides aux *frais communs*, et, par une interprétation un peu abusive, Charles V s'en autorisa plus d'une fois pour les appliquer aux dépenses de son hôtel et de ses bâtiments. Mais une pareille attribution nécessitait un mandement spécial, sans lequel les généraux conseillers, justiciables de la cour des comptes, eussent refusé de se dessaisir des deniers dont ils avaient la recette ². Un tel mandement, à raison de la difficulté des transports, ne pouvait être adressé qu'aux receveurs des baillages voisins de Paris, et pour des objets clairement déterminés. Quelquefois, on y voit figurer des sommes destinées à être mises dans les

¹ *Mandements de Charles V.* n° 625, etc.

² *V. Ordonnance du 13 nov. 1372, art. 5.* « Ordoné que doresnavant le chancelier ne scelle aucune décharge par laquelle le Roi confesse avoir receu aucune somme de deniers ; et, si elle estoit scellée par inadvertance, que le receveur n'y obéisse en aucune manière, et s'il y obéissait, le Roi défend aux généraux et aux gens des comptes qu'ils ne leur en passent aucune chose en ses comptes. » C'était l'interdiction par avance de ce que l'on a appelé plus tard les *acquits au comptant*. A en juger par les pièces qui subsistent, la comptabilité publique, au xiv^e siècle, était beaucoup plus régulière qu'on ne le suppose communément.

coffres du Roi ¹. Mais elles sont d'un chiffre si faible qu'elles n'auraient pu servir à former une réserve, et devaient simplement s'appliquer à certains cas dont le Roi ne jugeait pas à propos de rendre compte. Au surplus, le produit des aides avait été calculé de manière à subvenir exactement aux dépenses de la guerre ², c'est-à-dire à l'entretien de six mille hommes d'armes — portés bientôt à huit mille — d'un nombre proportionné d'arbalétriers, et aux autres dépenses nécessitées par les circonstances où l'on se trouvait alors. L'ordre que le Roi maintenait dans le maniement des finances n'exemptait pas de l'obligation de recourir quelquefois à des emprunts ³ et à des taxes extraordinaires et locales, destinées à couvrir les frais de certaines opérations, telles que le videment de Saint-Sauveur en 1375, la campagne de Normandie et le siège de Cherbourg en 1378 ⁴. Il laissait en mourant une certaine quantité de dettes ⁵, et les procédés de son administration ne permettent guère de croire à une accumulation de ces ressources, dont l'emploi était réclamé par les besoins journaliers et sans cesse renouvelés de son gouvernement.

Néanmoins, nous l'avons dit, Charles V, dans les derniers temps de son règne, possédait une épargne. Lui-même en fixe le chiffre à la somme de deux cent mille francs, déposée au château de Vincennes, somme qu'il avait sans doute destinée et qu'il consacra par le dernier acte public émané de lui ⁶ à acquitter les dons et legs contenus dans son testament et à payer certaines dettes qu'il énumère, provenant d'emprunts contractés dans les derniers temps de sa vie. Toutefois, une lacune semblerait exister dans les dispositions prises par Charles V pour régler les affaires du gouvernement de son fils mineur, et, en exigeant que l'argent trouvé dans ses coffres fût réservé pour lui être remis à sa majorité, il aurait oublié de pourvoir aux nécessités financières du royaume entre le moment de sa mort et celui où de

¹ *Mandements de Charles V*, n° 1488, pour 149 fr. ; 1573 pour 200 fr. ; 1656, pour 200 fr. ; 1742, pour même somme. Ce genre d'assignation est rare et le total en est insignifiant.

² *Mandements de Charles V*, n° 679.

³ *Mandements de Charles V*, n° 512, 861, 1156, 1363, etc.

⁴ Léopold Delisle, *Hist. de Saint Sauveur* ; — *Quittances de Charles V*, n° 2380, 2388, etc. — *Mandements de Charles V*, n° 1802.

⁵ *Mandements de Charles V*, n° 1956.

⁶ *Id.*

nouvelles recettes auraient permis de subvenir à des besoins qui ne chômaient pas. De là dut résulter un embarras sérieux pour les princes ses frères, et particulièrement pour le duc d'Anjou, chargé de la régence, et l'obligation où se trouva le duc d'emprunter au dépôt de Vincennes une somme de trente-deux mille francs ¹ qu'il dut employer au paiement de la solde des gens de guerre licenciés, aussi bien qu'à faire face aux frais du sacre, non-obstant le vœu du testament royal dont l'exécution dut être différée dans quelques-unes de ses dispositions. La pénurie du trésor avait rendu nécessaire ce licenciement, et le retard apporté au paiement des gages devenait une cause de désordres dont l'esprit de faction déjà éveillé ne manquait pas d'accuser les gouvernants. En réalité, le duc d'Anjou ne négligeait rien pour les prévenir. Nous avons vu que, dans ce but, il avait pris des mesures rigoureuses qui, sans doute, ne demeurèrent pas sans effet. En même temps, il recueillait en toute hâte les deniers provenant des aides non encore abolis et les employait à satisfaire aux réclamations qu'on l'accusait de négliger ². Nous croyons que le prélèvement d'une somme relativement peu importante sur le trésor du Roi défunt pouvait, dans de semblables circonstances, être regardé comme une mesure devant laquelle la plus vulgaire prudence ne permettait pas de reculer.

Il existait, au château de Melun, un autre dépôt de deniers, moins considérable, car la ville de Melun, éloignée des résidences où se tenait ordinairement Charles V, envahie par les Navarrais au temps des troubles civils, menacée à plusieurs reprises par les chevauchées anglaises, ne pouvait être regardée comme un lieu suffisamment sûr pour la garde du trésor royal. Le moine de

¹ *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, année 1875, p. 299. Rien n'indique d'ailleurs que le duc d'Anjou se soit approprié la finance dont il s'agit; dans ce cas, on ne comprendrait guère qu'il se fût contenté de prendre une somme de 32000 fr. lorsqu'il avait à sa disposition un dépôt bien plus considérable. Les besoins urgents de la régence expliquent selon nous d'une manière satisfaisante le prélèvement fait par le prince et l'absence de réclamation dont il fut suivi.

² *Quittances de Charles VI*, n° 33. « Les généraux conseillers... comme par certaine ordonnance a nous faite par Mgr le Régent du royaume nous avons naguere fait plusieurs grans assignations à plusieurs personnes de grandes sommes d'argent tant pour le paiement des gens d'armes, arbalestriers qui servent le Roy nostre seigneur en ces présentes guerres, comme par le fait du sacre dudit seigneur et de plusieurs choses qui sont nécessaires à ce.... »

(Paris, le 20 octobre.)

Saint-Denis nous semble être très près de la vérité en l'évaluant à la somme peu importante de quinze mille francs d'or, somme que l'imagination d'un copiste aurait portée à quinze millions, par l'addition du mot *millium* dans un des manuscrits conservés à la Bibliothèque nationale¹. En effet, cette somme est à peu près celle qui, en plusieurs fois, a été retirée par les ordres du Roi du dépôt de Melun, du 5 octobre au 3 décembre², et qui semble dès lors se trouver épuisée, car Charles VI, lorsqu'il y résida passé ce terme, est obligé de se procurer des deniers en d'autres lieux. Cette somme, ainsi qu'il résulte des *comptes de l'hôtel*, fut consacrée tout entière aux dépenses personnelles du Roi et aux frais du sacre. Le duc d'Anjou, qu'on accuse de l'avoir volée, en forçant Ph. de Savoisy à la lui livrer, n'en eut aucune part. Il y a même tout lieu de croire que, pendant sa courte régence et durant le temps qui s'écoula entre la mort de Charles V et le couronnement de son successeur, le duc d'Anjou ne parut pas à Melun.

Les comptes de l'Hôtel, publiés récemment par la Société de l'histoire de France, et les quittances de la Cour des comptes recueillies à la Bibliothèque nationale nous permettent aujourd'hui de suivre aisément, presque jour par jour, l'itinéraire du Roi et des princes, ses oncles, pendant les mois d'octobre et de novembre de cette année 1380. Le duc de Bourgogne, après avoir passé à Paris les premiers jours d'octobre, vient rejoindre à Melun le Roi, son pupille, vers le 10, et ne le quitte plus jusqu'au retour du sacre. Le duc d'Anjou demeure à Paris, occupé des affaires du royaume, entouré d'un conseil sur l'avis duquel il prend diverses mesures de finances et de gouvernement³. Au surplus, ce n'est pas à ce moment, mais après le départ du roi pour Reims, qu'aurait eu lieu l'enlèvement du trésor de Melun

¹ « Quindecim millia *millium* » (mandements, n° 5960). Nous ne discuterons pas ce chiffre, adopté cependant par presque tous les historiens. Nous ferons seulement remarquer que l'enlèvement d'un pareil trésor — en traduisant même le mot *aureorum* par francs, et non par écus d'or — dont le poids n'aurait pas été moindre de 230,000 marcs, eût exigé l'emploi de 300 à 400 chevaux de bât, pour le transport seulement, sans parler de l'escorte. Dès lors, le doute exprimé par le religieux ne serait guère possible. Ajoutons que le duc d'Anjou ne possédait dans les environs de Paris aucun château où il aurait pu mettre en sûreté de semblables richesses.

² 14,640 livres parisis, faisant 16,480 écus. ou 18,320 francs. Les comptes de l'Hôtel étaient dressés en livres parisis (Voir Douet d'Arcq, *Comptes de l'Hôtel des rois de France*).

³ *Comptes de l'Hôtel*, p. 42. — *Quittances de Charles VI*, n°s 24, 27, 32, 33.

dont il est accusé. Le Roi se mit en route le 25 octobre. Les historiens¹ reprochent au duc d'Anjou d'avoir à dessein reculé le couronnement de son neveu, et d'avoir retardé sa marche pour se donner le temps d'exécuter ses projets de rapine. Le fait est que tous les détails du voyage furent réglés par les ducs de Bourgogne et de Berry qu'on ne peut accuser de complicité dans les prétendus détournements du duc d'Anjou. Le bruit s'était répandu que des maladies contagieuses régnaient dans quelques-uns des lieux que le Roi devait traverser, et le duc de Bourgogne, qui avait la garde de sa personne, expédia de divers côtés des messages afin de s'assurer de ce que ces rumeurs ont de fondé². Le Roi, qui avait moins de douze ans, voyageait à cheval³; ses journées ne pouvaient être bien longues, et l'itinéraire était subordonné aux gîtes qu'on avait préparés pour le cortège royal. Le premier jour, il s'arrête au château du Vivier⁴ où Charles V avait quelquefois résidé; de là, il se dirige sur Coulommiers⁵, paraissant éviter Meaux, où la contagion sévissait, et, le 27, il atteint Château-Thierry, où il passe la journée du dimanche, 28⁶. Le 29, il va giter à la Fère en Tardenois⁷; puis, se détournant de sa route, vient passer à l'abbaye d'Igny les fêtes de la Toussaint⁸ et n'arrive à Reims que le 3 novembre. L'itinéraire, concerté d'après certaines convenances, faisait durer dix jours le voyage qu'on aurait pu, en se hâtant, accomplir en trois ou quatre, mais non pour satisfaire la cupidité du duc d'Anjou, sans lequel il avait été réglé, non plus que dans le but d'éviter les populations urbaines, comme on l'a supposé; car, à son retour, le Roi s'arrêta à Soissons, la plus grande des villes situées entre Paris et Reims, comme il s'était arrêté à Coulommiers et à Château-Thierry. D'ailleurs, le sacre, qui eut lieu le 4 novembre, aurait pu difficilement être fixé à une date antérieure. Les personnages dont la présence était regardée comme nécessaire eurent à peine le temps de s'y rendre; le 28 octobre, les préparatifs

¹ Le Laboureur, *Histoire de Charles VI*, t. I, p. 50. — Villaret, t. XI, p. 227. — Daniel, *Histoire de France*, t. VI, p. 217, etc.

² *Comptes de l'Hôtel*, p. 43, 44, 45.

³ *Id.*, p. 46.

⁴ *Id.*, p. 30.

⁵ *Id.*, p. 74.

⁶ *Id.*, p. 45, 83.

⁷ *Id.*, p. 46.

⁸ *Id.*, p. 30, 85.

n'étaient pas achevés, et l'on attendait encore les vêtements qui devaient servir à la cérémonie ¹.

Il n'est guère plus difficile de suivre le duc d'Anjou dans l'intervalle qui s'écoule entre le départ du Roi de Melun et son arrivée à Reims, le 3 novembre. Retenu à Paris par les besognes du gouvernement, le régent n'accompagna pas le Roi dans sa lente chevauchée à travers la Brie ². Le 27 octobre, un messenger lui est envoyé à Paris ³, et, le lendemain 28, étant encore à Paris, il donne quittance à J. Gautier, receveur des aides, d'une somme de deux cent trente francs, qui s'ajoute à celle de cent francs précédemment reçue ⁴, *pour paier certaines choses nécessaires à nostre personne au sacre et couronnement du Roi*. Ce chétif émolument, dont il donne quittance en bonne forme, ne laisse guère lieu de croire que ce prince ait pu puiser sans contrôle et à pleines mains dans les coffres de la finance royale et qu'il se soit approprié les immenses trésors qu'on suppose avoir été accumulés par Charles V. Le duc serait donc parti de Paris au plus tôt le 28 octobre pour rejoindre le Roi son neveu à Igny-l'Abbaye. Nous ne pouvons le suivre exactement dans son itinéraire les deux jours suivants, et c'est nécessairement dans ce court intervalle qu'aurait été exécuté l'enlèvement du trésor de Melun. Mais un témoignage authentique, fourni par les comptes de l'Hôtel, nous fait connaître que ce trésor n'avait pas été *volé* le 31 octobre, et qu'il restait encore ce jour-là sous la garde fidèle de Philippe de Savoisy. En effet, le 31 octobre, Guillaume Perdrier, clerc du Roi en sa chambre aux deniers, se fait remettre une somme de trois mille francs, qui est comptée par Savoisy, et qui doit servir à solder les dépenses du voyage du Roi ⁵. Il est possible, et vraisemblable même, que ce versement de deniers, fort régulier, mais fait peut-être avec des

¹ *Comptes de l'Hôtel*, p. 45. Malgré le témoignage du moine de Saint-Denis et celui de Froissart, la présence d'Olivier de Clisson au sacre nous paraît douteuse. Le 30 octobre, on lui expédia un message à Angers (*Comptes de l'Hôtel*, p. 46), et il semble difficile qu'après l'avoir reçu, il ait pu se trouver à Reims le 4 novembre.

² On voit par les *Comptes de l'Hôtel*, à l'article de la fourrière (p. 85), que le duc d'Anjou n'était pas à Melun au moment du départ du Roi. Cet article rend compte de la préparation des chambres occupées par les princes venus à Melun; le duc d'Anjou n'y est pas nommé.

³ *Comptes de l'Hôtel*, p. 45.

⁴ *Quittances de Charles VI*, nos 24 et 32.

⁵ *Comptes de l'Hôtel*, p. 2.

circonstances de nuit et d'escorte qui auront ému les esprits, soit devenu l'occasion des rumeurs populaires dirigées contre le duc d'Anjou, et qu'aurait confirmées son absence du cortège royal. Quoi qu'il en soit, le dépôt de Melun ne se trouve pas épuisé; il existe encore, en partie du moins, après le sacre, et, le 4 décembre, Guillaume Perdrier se fait verser une nouvelle somme de quatre mille francs, destinée aux dépenses de l'hôtel du Roi, qui réside alors à Paris ¹.

Nous croyons, en résumé, qu'un examen attentif des pièces nombreuses, se rattachant aux commencements du règne de Charles VI, qui nous ont été conservées, laisse subsister bien peu de chose des accusations de cupidité et de malversation dont les historiens ont été si prodigues envers les frères de Charles V, et envers le duc d'Anjou particulièrement. Mis en présence des factions qui, à l'occasion des subsides, menacèrent bientôt le pouvoir royal et la sûreté du royaume, leur conduite nous semble être restée prudente, mesurée, souvent désintéressée, et inspirée par la juste appréciation des intérêts de la nation. C'est ce qu'il nous reste à faire voir dans la suite de cette étude.

II

Cette question des subsides, à peine soulevée du vivant de Charles V, prit une importance majeure pendant les premières années du règne de son successeur. Les agitations qui se produisirent alors dans quelques villes du royaume n'eurent pas d'autre prétexte. Sans doute, la question se présentait, en France, principalement sous son aspect économique, et lorsque les agitateurs réclamaient les anciennes franchises et la liberté comme du temps de Philippe le Bel, ils entendaient par là simplement la suppression des taxes imposées par les ordonnances des Valois. Toutefois, on ne peut nier que les tendances anti-sociales qui, à la même époque, avaient suscité en Angleterre des troubles si retentissants, et que les vues politiques dont s'inspiraient les rebelles de Flandre n'aient trouvé plus d'un écho en

¹ *Comptes de l'Hôtel*, p. 104.

France, et singulièrement ajouté à la gravité et au péril des désordres qui s'y produisirent. Néanmoins, les aspirations subversives des paysans anglais, restées étrangères à la masse de la population française, ne se laissèrent guère apercevoir que dans quelques cantons ruraux, où le souvenir de la jacquerie s'était conservé. Quant aux fauteurs de nouveautés politiques, et de ce que l'on appellerait aujourd'hui un *régime constitutionnel*, quelque faveur que leur témoignent certains écrivains modernes, ils montrèrent tant d'étroitesse dans leurs vues, tant d'impétuosité dans leur conduite et si peu de sentiment des intérêts les plus pressants du pays, qu'on doit s'applaudir du peu de succès qu'ils obtinrent auprès de la nation, et du discrédit où leurs plans d'organisation tombèrent à l'époque dont nous parlons. Il est probable que la conquête du royaume et son assujettissement à l'étranger auraient été la conséquence inévitable de l'application qui en aurait été faite.

Quoi qu'il en soit, pour s'expliquer l'impatience plus ou moins légitime avec laquelle les populations, celles des villes particulièrement, supportaient le poids des subsides imposés au pays par les malheurs du temps, il faut non-seulement se rappeler que ces impôts, presque inconnus des anciennes générations, étaient regardés comme nouveaux pour la nation, mais encore se rendre compte des charges véritables dont ils la grevaient. Cette évaluation, que la régularité de notre comptabilité moderne ne rend pas toujours aisée, même pour les temps actuels, devient à coup sûr difficile lorsqu'on veut l'appliquer à une époque aussi reculée, où les règles d'une gestion régulière étaient moins ignorées qu'on ne suppose quelquefois, mais qui ne nous a laissé sur cet objet que des documents incomplets ou mutilés. La plupart des chroniqueurs se sont faits les échos des plaintes des populations, en les exagérant quelquefois, et ont enregistré dans leurs écrits, comme le feraient les journalistes de nos jours, non-seulement les faits dont ils ont été témoins, mais encore les bruits de sources diverses qui parvenaient à leurs oreilles. Mais aucun renseignement complet, aucune pièce de comptabilité publique ne permet de déterminer avec précision quelle charge était imposée à la nation par la levée des aides qui *coururent* (pour employer le terme contemporain) pendant les dernières années du règne de Charles V, et dont le maintien souleva tant de résistances. Néanmoins, quelques pièces,

reproduites par nos historiens; d'autres, en plus grand nombre, échappées à l'incendie de la cour des comptes et classées depuis peu de temps dans les riches collections de la Bibliothèque nationale, fournissent des données dont on peut tirer des conclusions, approximatives sans doute, mais assez vraisemblables sur le point qui nous occupe. C'est ce que nous essaierons de faire par l'étude de quelques-uns de ces documents, en cherchant, pour plus de clarté, à ramener, autant que possible, au taux des mesures modernes les renseignements que nous y puiserons.

Les subsides imposés à la nation par les nécessités de la guerre qui, de leur nature, n'avaient qu'un caractère accidentel et temporaire, étaient devenus presque permanents depuis les débuts de la lutte avec l'Angleterre, et surtout depuis le temps de la captivité du roi Jean. La manière dont ils étaient levés avait varié, pendant plusieurs années, au gré des circonstances et des expédients par lesquels on cherchait à en dissimuler le poids; mais enfin l'ordonnance d'avril 1374, réglant les décisions prises dans l'assemblée des États tenue en décembre 1369, leur donna une forme que nous dirons définitive, parce qu'elle fut maintenue jusqu'à la mort du Roi, et entra, en quelque sorte, dans les traditions des gouvernants de cette époque.

D'après cette ordonnance, les subsides levés pour le fait de la guerre se divisaient en deux parts, répondant à peu près à ce que nous appellerions aujourd'hui les contributions directes et les contributions indirectes. Les premières prenaient le nom de *fouage*, et consistaient en un impôt qui, après divers tâtonnements, fut fixé annuellement à deux francs¹ par feu ou chef de famille imposable, dans les lieux ouverts, dits du *plat pays*, et à six francs dans les villes fermées, dont les habitants étaient regardés comme à couvert des déprédations des ennemis. La population de ces dernières villes était relativement peu nombreuse, et ne paraît pas, d'après les textes que nous possédons, s'être élevée à plus de deux ou trois pour cent.

Les contributions indirectes se composaient : 1° de douze deniers pour livre, soit d'un 20^{me} à percevoir sur le prix de

¹ Nous rappellerons que la valeur intrinsèque du franc pendant le règne de Charles V était de dix francs environ de notre monnaie et que cette valeur varia très peu jusqu'à la fin du siècle. C'était aussi celle de la livre tournois et du florin. La livre parisienne valait un quart en sus, soit 12 fr. 50 c. de notre monnaie.

toutes marchandises vendues soit dans les halles ou magasins, soit dans les foires ou marchés ; 2^e du 13^{me} du prix du vin vendu en gros, et du 1/4 pour le vin vendu à la taverne ; 3^e de la gabelle du sel, dont le taux était variable, mais pouvait être évalué à un 5^{me} du prix de la marchandise, ou à 20 francs par muid contenant vingt-huit hectolitres environ. Les droits relatifs à la vente du vin et des marchandises étaient levés par des fermiers qui en prenaient le bail pour un temps déterminé. Les baux des droits à percevoir sur les grains, la boucherie, la boulangerie, le bétail, le poisson de mer, le poisson d'eau douce, la porcherie et volaillerie, la vente des draps, celle des laines, la toilerie, la pelleterie, la teinturerie, la sellerie, la friperie, la chausseterie, la pourpointerie, la vente des émaux et bijoux et de plusieurs autres articles, donnaient lieu à autant d'adjudications, qui trouvaient facilement preneurs dans toutes les provinces. Les fouages étaient perçus directement par des collecteurs, qui en versaient le montant entre les mains des trésoriers royaux ; il en était de même pour la gabelle du sel accumulé dans les greniers royaux, et livré aux marchands, qui le revendaient d'après certaines règles contenues dans les ordonnances,

Si, pour évaluer le produit des fouages, il suffisait de calculer le nombre des feux ou familles compris dans les limites du royaume et d'appliquer la disposition de l'ordonnance qui fixe à deux et à six francs le fouage de chaque chef de famille, on arriverait sans peine à un résultat au moins très approximatif de la contribution directe levée sur la nation. Le recensement des feux du royaume avait été fait à une époque peu éloignée de celle qui nous occupe, et, en retranchant du total les chiffres afférents aux provinces détachées de la couronne par le traité de Bretigny, on peut évaluer à deux millions deux ou trois cent mille environ le nombre réel des feux du royaume sous le règne de Charles V, indépendamment de la Bourgogne et du Dauphiné qui n'étaient pas assujettis au système général des subsides, et des provinces rentrées sous le sceptre royal depuis la reprise des hostilités qui, pour la plupart, avaient stipulé le maintien de leurs privilèges et des exemptions d'impôts. La contribution de chaque feu ayant été, d'après l'ordonnance, fixée à deux francs, on obtiendrait — en tenant compte de la surtaxe imposée aux villes fermées — un total de près de cinq millions de francs à répartir sur un territoire correspondant, à peu de chose près, à la moitié

des départements qui forment la France actuelle ¹. Un tel résultat serait fort erroné et fort au-dessus de la vérité. Dans le Languedoc, le fouage était appliqué, non par tête ou par chef de

¹ M. Dureau de la Malle, dans l'étude qu'il a consacrée à l'évaluation de la population de la France, au ^{xiv}^e siècle (V. *Mémoires de l'académie des inscriptions*, 1839) porte seulement au tiers du territoire actuel les provinces qui figurent dans le recensement de 1328, et il en conclut que la population de nos campagnes était aussi nombreuse au moyen âge qu'elle l'est de nos jours. Les calculs de ce savant nous paraissent contestables; nous retrouvons, en effet, dans le dénombrement de 1328, non le tiers, mais plus de la moitié de nos départements actuels, ayant une population de 18,767,000 habitants d'après le dénombrement de 1851 auquel nous recourons parce qu'il est antérieur au grand mouvement qui a déplacé les populations, en les portant vers les villes, savoir :

	Nombre des feux. en 1328	Population en 1851
Prévôté de Paris, avec la ville, les baillies de Sens et de Meaux et les prévôtés de Crécy — Seine, Seine et Oise (sans le Vexin français) Seine et Marne et 1/3 Yonne . . .	305,775	2,284,000
Baillie d'Amiens avec le Ponthieu et le Vimeu (sans ce qui est dit être au comte de Flandre : Lille, Douai) Vermandois, Valois et baillie de Senlis-Aisne, Oise, Somme et prévôté de Montreuil (Pas de Calais).	321,396	1,612,000
Baillies de Caux, de Rouen (sans la ville de Rouen) de Cotentin, de Caen, de Gisors — y compris les terres de Monseigneur de Navarre — Seine-Inférieure (moins Rouen) Manche, Calvados, Eure, Seine et Oise (ancien Vexin)	298,379	2,260,000
Baillies de Chaumont, de Troyes et de Vitry (sans les prévôtés de Sainte-Menehould et d'Ochies — Aube, Haute-Marne, Marne, Ardennes (moins une partie de la Marne et des Ardennes)	139,545	1,132,000
Sénéchaussée de Bourges moins une châtellenie — Cher, Indre, Prévôté de Saint-Pierre de Moustier (Nièvre) moins une châtellenie	119,825	580,000
Baillies de Tours, d'Anjou et du Maine — Indre et Loire, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe	210,318	1,679,000
Haute et Basse-Auvergne. — Cantal, Puy de Dôme, et territoire de Brioude (Haute-Loire)	118,003	933,000
Baillie de Mâcon. — 1/2 Saône et Loire, partie du Rhône et de la Loire	111,912	800,000
Sénéchaussées de Toulouse, de Beaucaire, et de Carcassonne, y compris le comté de Foix (sans la baronnie de Montpellier) — Ardèche,		

famille, mais d'une manière *réelle*, c'est à dire territoriale, et l'on entendait par feu une certaine portion du territoire d'une ville ou d'une localité rurale, un certain ensemble de biens fonds qu'on jugeait pouvoir supporter l'imposition à laquelle on

Ariège, Aude, Gard, Haute-Garonne (moins les dépendances du comté de Comminges)		
Hérault moins le territoire de Montpellier,		
Haute-Loire (Velay) Tarn, Tarn-et-Garonne (arrondissement de Castel-Sarrazin)	341,127	2,745,000
Sénéchaussée du Poitou — Vienne, Vendée,		
Deux Sèvres	116,170	1,024,000
Sénéchaussée de Périgord-et-Quercy. — Dordogne, Lot, et arrondissement de Montauban (Tarn-et-Garonne)	130,016	908,000
Sénéchaussée de Rouergue — Aveyron	52,823	334,000
Sénéchaussée de Saintonge dénombrée avec l'Angoumois — Charente, Charente-Inférieure	72,542	85,2000
Gascogne (Armagnac, Comminges, Albret) et Agénois — Lot-et-Garonne, arrondissement de Moissac Tarn-et-Garonne, Gers, arrondissement de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) partie des Landes	90,318	947,000
Limousin — Corrèze et partie de Haute-Vienne	25,421	400,000
Sénéchaussée de Bigorre — Hautes-Pyrénées	12,378	233,000
Total	2,465,948	18,767,000

Les chiffres de ces deux dernières provinces sont faibles, si le dénombrement s'est appliqué à tout le territoire.

Pour obtenir le chiffre de la population totale, celui des feux *semble* devoir être multiplié par 5, en tenant compte des individus non dénombrés, membres du clergé, indigents *quérant pain*, etc. D'après cette donnée, la population des provinces recensées se serait élevée, dans le cours du *xiv^e* siècle, à 12,309,200 habitants. Le dénombrement de 1328 se serait opéré sur des territoires comprenant à peu près 47 ou 48 de nos départements actuels et plus de la moitié de la population qui, en 1851, était, pour la France entière, de 35,783,000 habitants. La population de la France à cette époque, aurait donc été d'un tiers au dessous de ce qu'elle est aujourd'hui. Cette différence, qui semble être en désaccord avec les données fournies par des documents relatifs à certaines provinces, est pleinement confirmée pour d'autres. Ainsi la Bourgogne, dénombrée aujourd'hui pour plus de 400,000 habitants, ne comptait que 32,000 feux — soit 160,000 habitants environ dans un recensement fait à la fin du *xiv^e* siècle. (J. Garnier, *Recherches des feux en Bourgogne au xiv^e siècle*). Néanmoins, l'augmentation de la population ayant porté principalement sur les villes, on peut dire avec vérité que la population des campagnes ne s'est pas très sensiblement accrue en France depuis le moyen âge, et qu'elle aurait même diminué sur certains points.

Pour se rendre compte de la force contributive du royaume au temps de Charles V, il est nécessaire de retrancher des chiffres énoncés ci-dessus, ceux qui concernent les provinces cédées à l'Angleterre par le traité de Bretigny

donnait le nom de fouage ¹. Plusieurs familles ou héritages étaient réunis pour composer un feu, en sorte que cette province, dont la population montait à 340000 feux, était portée sur les rôles, au temps de Charles V, pour moins de trente-deux mille ², payant une contribution de soixante à soixante-dix mille francs. Bien que ce système de répartition fût spécial au Languedoc, il se passait quelque chose d'analogue dans les autres provinces, et le nombre des feux imposables était calculé, non d'après le chiffre réel des familles, mais d'après les facultés contributives de chaque paroisse. « Le mot *feu*, au xiv^e siècle, dit M. Delisle ³, n'est qu'une unité fictive à l'aide de laquelle on compare entre elles les ressources de chaque paroisse. » A bien dire, ce n'était pas une comparaison qu'on cherchait à établir, sauf dans le cas où une contribution déterminée quant à la somme était imposée à une province ou à un district, pour être répartie entre les diverses communautés. Dans la période dont il s'agit, l'examen des ressources d'une paroisse se faisait directement, et la contribution ainsi calculée était divisée par les soins des répartiteurs entre les habitants imposables et versée dans la caisse des receveurs royaux. Dans quelle mesure étaient taxées ces communautés dans les provinces de langue d'oïl ? C'est ce qu'aucun document contemporain ne fait connaître avec

(Poitou, Périgord et Quercy, Saintonge, Rouergue, Agénois, Gascogne, Limousin, Bigorre). Ces sénéchaussées donnaient un total de 499.688 feux, dont la perte réduisait à moins de deux millions (1,966.280) les feux dénombrés du royaume, y compris le Ponthieu qui fut reconquis dès les débuts de la guerre et qui put dès lors contribuer aux subsides imposés à la nation. Mais il est juste en même temps d'ajouter certains territoires qui ne furent pas compris dans le recensement de 1328, et qui, néanmoins, contribuèrent aux taxes de guerre directement ou par abonnements. Ces territoires étaient l'Artois avec le Boulonnais, le comté de Saint-Pol et quelques parties du Canbrésis, la ville de Rouen, les comtés d'Alençon et du Perche, l'Orléanais avec le pays chartrain, le Lyonnais, le Bourbonnais et peut-être le comté de la Marche, correspondant à nos départements du Pas de Calais, moins Calais et quelques places voisines, d'Eure et Loir, Orne, Loiret, Loir-et-Cher, Allier, Creuse et parties de la Haute-Vienne (?) avec les villes de Lyon et de Rouen et quelques cantons omis dans le dénombrement. La population de ces territoires aurait représenté, au xiv^e siècle, environ 375,000 feux qui, ajoutés à ceux des provinces recensées, donnaient un total de 2,300.000 feux, déduction faite des possessions du roi de Navarre en Normandie.

¹ V. Secousse, *Recueil des ordonnances*, t. VI, Préface.

² V. D. Vaissète, *Hist. de Languedoc*, t. VI, *Preuves*, p. 305.

³ L. Delisle, *Étude sur la condition de la classe agricole en Normandie*, p. 179.

précision. Diverses données émanées de l'administration d'alors, et fournies par les auteurs contemporains, nous permettent néanmoins de former des conjectures que nous croyons voisines de la vérité.

Un rôle de 1372¹, qui nous est parvenu, règle l'assiette des feux contributifs d'une partie du diocèse d'Avranches, comprenant soixante-six paroisses des sergenteries de Saint-James de Beuvron et de Ponts, ainsi que de la terre de Pontorson, qui correspondent à peu près au territoire des cantons de Saint-James, Pontorson, Ducey et Avranches dans le département de la Manche, ayant une population actuelle de cinquante mille habitants. Dans le dénombrement de 1326, dont les résultats n'avaient pas dû être modifiés sensiblement à l'époque de Charles V, ces soixante-dix paroisses furent comptées pour 6,000 feux environ, formant assez exactement le douzième de la population du Cotentin, avec lequel l'Avranchin était dénombré. Or, dans le rôle de 1372, ces paroisses sont portées pour un total de 1,090 feux seulement, soit un peu plus du sixième du nombre des feux réels, et elles devaient contribuer au fouage pour deux mille deux cent trente francs, en tenant compte de la surtaxe imposée à la ville de Pontorson, le seul lieu fermé compris dans ce territoire.

La proportion entre le nombre des feux réels et celui des feux imposables paraît avoir été plus faible encore dans le diocèse de Lisieux. La population de la ville et de 292 paroisses appartenant à la banlieue et aux sergenteries de la vicomté d'Auge, de la vicomté de Pont-Authou et aux dépendances des comtés d'Alençon et du Perche doit être évaluée à 24,000 feux d'après le recensement de 1328. Cependant, les rôles de 1372 ne déclarent, pour cette partie du diocèse de Lisieux (qui en comprenait à peu près les trois quarts), que 3001 feux imposables, dont 30 pour la ville fermée de Honfleur. C'est un sixième du nombre des feux réels, et une contribution qui s'élevait à 6,000 francs pour une population de 12,000 individus environ¹.

L'écart entre les deux chiffres est un peu moindre pour 17 paroisses de la sergenterie d'Argentan que nous avons pu assimiler aux localités dénombrées en 1704² et qui, pour une popu-

¹ *Quittances de Charles V*, n° 1285.

² *Quittances de Charles V*, n° 1835.

lation de moins de 2,000 feux réels, comptaient, sur les rôles du fouage, 345 feux imposables ¹.

Une pièce, relatant l'assiette du fouage dans la ville et vicomté de Caen, a été publiée dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, et donne des résultats peu différents de ceux qui précèdent. Ce document concerne 251 paroisses du diocèse de Bayeux, recensées en 1704 pour 15,084 feux, chiffres qui se rapportent assez exactement à ceux du dénombrement de 1328, où 978 paroisses comprennent 51,204 feux. En 1371, le nombre des feux imposables est porté à 3,596. Ici la proportion est d'un peu plus d'un cinquième, soit 0,234, et la contribution du fouage s'élève à neuf mille cent soixante-douze francs ² pour un territoire actuellement de 200,000 habitants ³, dans lequel était comprise la ville fermée de Caen, dont la population, au XIV^e siècle, n'était guère moindre que de nos jours ⁴.

Le diocèse de Rouen, qui comprenait, outre la partie de la Normandie située sur la rive droite du fleuve, le Vexin français et les doyennés de Pont-Audemer et de Bourghtheroulde, fut dénombré, en 1328, pour 135,500 feux réels. En 1375, les diocèses situés sur la rive gauche du fleuve ayant accordé un aide de quarante mille francs à l'occasion du siège de Saint-Sauveur, l'amiral de Vienne adressa aux préposés royaux divers mandements pour la levée de ce subside ⁵ déclarant que le Roi est dans l'intention de faire contribuer aux dépenses prévues son pays de Caux, par la levée d'un tiers de fouage *qui peut monter à quinze mille francs, environ*. Par *pays de Caux*, il est manifeste qu'il faut entendre toute la partie du diocèse de Rouen située sur la rive droite de la Seine, car le pays de Caux proprement dit n'avait pas un intérêt plus direct que le reste du diocèse à ce qui regardait le siège de Saint-Sauveur, et, dans les lettres du 12 juillet suivant ⁶, relatives au remboursement de la finance empruntée pour le « vuidement de Saint-Sauveur, » le Roi donne explicitement

¹ Les chiffres du dénombrement de 1704 se rapprochent beaucoup pour la Normandie de celui de 1328. Voir M. de Beaurepaire, *Recherches sur la population de la généralité de Rouen avant 1789*.

² *Quittances de Charles VI*, n° 72.

³ 2^e série, 1^{er} vol.

⁴ V. Froissart, lib. I, p. I, ch. 271. *Chr. de Charles VI*, t. VI, p. 109.

⁵ L. Delisle, *Histoire de Saint-Sauveur*, pièces, n° 151, et notre étude sur *Jean de Vienne*, pièces, n. 145.

⁶ *Mandements de Charles V*, n° 1149 et 1158.

l'ordre de lever sur le diocèse entier le tiers du fouage destiné au remboursement d'une somme de soixante mille francs, et qui, d'après la teneur des lettres, n'en doit faire que la moindre part. Mais, en retranchant du chiffre total des feux du diocèse de Rouen ceux qui correspondent aux doyennés de Pont-Audemer et de Bourgtheroulde, qui contribuaient pour le fait de Saint-Sauveur avec les diocèses d'Outre-Seine — le Vexin français et la ville de Rouen où l'on a accoutumé de paier l'aide des dix feux par autre voie — on obtient pour la Normandie située au nord de la Seine un chiffre d'environ 122,000 feux réels soumis au fouage. Ce fouage, dont le tiers était de quinze mille francs, montait, pour l'année entière, à quarante-cinq mille francs, somme qui suppose 22,000 mille feux imposables, en tenant compte des villes fermées telles que Harfleur et Eu. Nous retrouvons ici un chiffre inférieur au cinquième des feux réels, soit 0,18; et nous croyons que cette proportion doit être, en moyenne, regardée comme celle de la Normandie entière¹ qui, pour une population de 305,000 feux, aurait eu à supporter, à titre de fouage, une contribution de cent vingt-cinq mille francs environ.

Le Languedoc, nous l'avons vu, était soumis à un régime beaucoup plus favorable. Cette province, au commencement du règne de Charles VI, était comptée pour 32,000 feux environ dans l'assiette de l'impôt; un certain nombre de décharges avaient été accordées en 1380 et 1381², et l'on peut porter à 34 ou 35,000 le total des feux imposés dans les derniers temps de Charles V. Pour un nombre de feux réels qui s'élevait à 340,129 dans le recensement de 1328, c'était une proportion d'un dixième, par conséquent très inférieure à celle des autres parties du royaume. Dans le Languedoc, comme dans les autres provinces, la taxe des fouages était consentie par les États, et appliquée aux besoins de la guerre dans les contrées méridionales. Nous voyons que, malgré la modération de l'impôt, malgré les nécessités que cette guerre entraînait et l'avidité reprochée au duc d'Anjou, des décharges considérables étaient accordées par ce prince à certaines localités³.

¹ Cette hypothèse est conforme aux documents qui indiquent le chiffre des feux imposables dans un certain nombre de paroisses de Normandie, chiffre bien inférieur à celui des feux réels (V. *Quittances de Charles V*, n° 1569).

² V. Secousse, *Recueil des ordonnances*, t. VI, p. 7, 43, 94, 103, etc.

³ *Quittances de Charles V*, n° 2516. — *Recueil des ordonnances*, t. VI, décembre 1367.

Nous ne possédons pas de documents indiquant le chiffre total des fouages imposés à la province d'Auvergne ; mais plusieurs mandements par lesquels diverses paroisses obtiennent des décharges motivées par des faits de guerre ou par une mortalité exceptionnelle, contiennent des chiffres qui viennent à l'appui des évaluations que nous avons présentées pour les pays de Languedoc. Douze paroisses du diocèse de Clermont, portées dans les *escries* ou rôles primitifs pour 264 feux, obtiennent de les faire réduire à 140 ¹. Ces paroisses, dont la population actuelle est de 12,200 habitants, devaient, d'après les calculs regardés comme les plus vrais, être comptées pour 1400 feux réels environ dans le dénombrement du xiv^e siècle. En leur attribuant le chiffre du premier rôle, qui n'a dû être modifié que par l'effet de circonstances fortuites et temporaires, on reconnaît ici encore que le nombre de feux imposés représente à peu près le 1/5 des feux réels, et cette proportion paraît être celle qu'on a appliquée, d'une manière plus ou moins exacte, sur toutes les parties du territoire, si l'on en excepte le Languedoc.

Cette fixation qui, dans l'application, laissait lieu, sans doute, à de fréquentes irrégularités, est facile à reconnaître en ce qui concerne le comté du Perche. Ce pays comptait cent soixante-sept paroisses, réparties dans quatorze châtellenies, dont la population, dans les temps modernes, s'élève à plus de 135,000 habitants. En admettant, comme on est en droit de le faire, que la proportion qui est reconnue en Normandie entre la population du xiv^e siècle et celle de nos jours soit applicable en Perche, on doit compter environ 20,000 feux dans ce territoire à l'époque dont nous parlons. Mais un mandement de Charles V ² estime à neuf mille francs le produit du fouage dans le Perche et dans quelques autres terres appartenant au comte. Il faudrait donc limiter à quatre mille, et peut-être au-dessous, le nombre des feux imposables, chiffre qui représente la proportion du cinquième que nous avons reconnu exister dans d'autres provinces.

Le Poitou, reconquis par les armes de Charles V, n'était probablement pas soumis, au moins dans les premiers temps, au régime des impôts appliqué au reste du territoire. Il est à croire toutefois qu'avant la cession qui en fut faite au roi d'Angleterre

¹ Mandements de Charles V, n^o 1899 et suiv.

² Mandements de Charles V, n^o 864.

et depuis qu'il lui eût été enlevé, les *escrocs* de la Chambre des comptes furent dressés pour ce pays comme pour les autres provinces du royaume. Quoi qu'il en soit, l'auteur de la vie de Louis de Bourbon ¹ parlant d'une campagne entreprise pour chasser les Anglais de quelques places qu'ils avaient conservées sur les frontières du Poitou, paraît, tout en se trompant sur la date de cette prise d'armes, avoir été bien informé sur le montant du fouage levé pour cet objet dans la province, qui aurait été, selon lui, de soixante mille francs, « ce qui est à quoi monte le fouage. » Ce chiffre de 60,000 francs, qui paraît avoir été normal dans le Poitou, suppose, en tenant compte des villes fermées, un nombre de 26 à 27000 feux imposés qui, pour 120,000 feux réels ², rentrerait, à peu de chose près, dans les limites de l'assiette établie pour ce genre de subsides.

Dix paroisses du diocèse de Cambrai, dépendantes du royaume de France, se trouvaient, au xiv^e siècle, enclavées dans les terres de l'empire, et avaient coutume de contribuer avec le diocèse de Noyon sur le fait des aides pour la guerre. Nous connaissons d'une manière exacte le chiffre des subsides payés, tant pour le fouage que pour les aides, sur ce petit territoire, dont la population s'élève aujourd'hui à 16,000 habitants environ ³. Elle était de onze cents feux au commencement du siècle dernier, et, d'après le produit de l'impôt des aides, peu élevé il est vrai, parce qu'il était perçu sur un pays n'ayant ni halles, ni marchés, elle ne devait pas excéder 5 ou 600 feux dans le xiv^e siècle. Le chiffre des feux imposables est de 87, contribuant au subside pour cent quatre vingt-sept francs ⁴.

La ville de Lyon, qui était une ville ouverte, passe pour avoir contenu, au moyen-âge, une population de plus de 40,000 âmes, soit 8,000 à 9,000 feux réels. Elle était imposée seulement pour

¹ Cabaret d'Oronville, *Vie de L. de Bourbon*, ch. XLVI. Cette campagne, placée par le chroniqueur en 1381 ou 1382, paraît avoir été celle qui eut lieu en 1385 et dans laquelle furent reprises les places de Taillebourg, Breteuil et quelques autres encore occupées par les Anglais.

² 116,170, d'après le recensement de 1328; mais il est à croire que, dans le Poitou comme en Normandie, le nombre des feux avait augmenté depuis cette époque et peut être évalué à 120,000 au moins, en 1385.

³ Formant les communes de Honnecourt, Gonnellieu, Villers le Guillain, Bantouzel, Malincourt, Estrée, Gouy, Vaucelles et deux ou trois autres.

⁴ V. *Quittances de Charles V*, n° 1769. La paroisse de Honnecourt est taxée à trois francs par feu, nous ne savons pour quelle raison.

trois mille sept cent cinquante francs, c'est-à-dire à raison d'un nombre de feux supposés de 1875 et, sur ce subside, elle obtenait, en 1375, une décharge de mille francs ¹.

Nous pourrions invoquer encore d'autres documents dont le témoignage confirmerait ceux qui précèdent; mais, dans une étude dont les résultats ne peuvent être qu'approximatifs, nous croyons que les données fournies par ces rôles authentiques peuvent être regardées comme suffisantes, et nous en concluons que le nombre des feux imposables qui servaient à établir, dans chaque paroisse, l'assiette connue sous le nom de *fouage*, peut être évalué entre le 5^e et le 6^e des feux réels dénombrés dans le recensement de 1328. Pour la France de Charles V, ce serait un chiffre de 415,000 feux imposables, réduit au dessous de 400,000 par la position privilégiée faite à la province de Languedoc, et procurant au trésor royal une ressource qu'on peut évaluer assez exactement à 850,000 francs, non-valeurs et frais de perception déduits. Cette taxe, on le voit, était beaucoup moins lourde que le fouage imposé par le prince de Galles à la province d'Aquitaine, qui devint l'occasion de la reprise des hostilités avec l'Angleterre et qui devait monter à 1,200,000 francs ² pour un territoire représenté par neuf ou dix de nos départements actuels. Bien qu'il fût établi à raison d'un franc seulement par feu réel, il justifiait pleinement les plaintes que les populations élevaient, par comparaison avec le régime français, et les historiens qui ont exprimé l'opinion contraire nous semblent ne s'être pas suffisamment rendu compte de la différence essentielle qui existait entre l'assiette de la taxe dans les provinces françaises et dans celles qui étaient soumises à la domination étrangère.

Toutefois, pour connaître le chiffre total des charges supportées par le royaume pour le fait de la guerre, il resterait à évaluer, outre les droits retenus sur le prix du sel, le produit du vingtième perçu sur la vente des marchandises, ainsi que du 13^e et du 1/4 levé sur celle des boissons, produits qui devaient varier selon le degré de sécurité dont jouissait le pays et la liberté donnée au commerce. Nous avons dit que ces taxes étaient affermées, dans chaque sergenterie, par baux passés aux enchères

¹ *Mandements de Charles V*, n° 1127.

² Froissart, L. I, p. II, ch. CCXLIV.

sur les diverses marchandises et menues denrées, depuis le beurre et les œufs jusqu'aux oignons et noix, draperie, toilerie, cuirs et pelleterie, laines, mercerie, orfèvrerie et métaux, cordages et poterie, et bien d'autres articles encore formant la nomenclature des objets ordinaires des transactions, et pouvant, par le chiffre de l'impôt afférent à chacun d'eux, donner une idée assez juste de l'activité du trafic en France à l'époque dont il s'agit. A en juger par la facilité avec laquelle ces baux étaient souscrits, par la chaleur même apportée aux enchères et par les prix versés au trésor royal, il semble que, malgré l'état de guerre presque permanente où se trouvait le royaume pendant les dernières années du règne de Charles V, les transactions commerciales suivirent leur cours accoutumé, et ne se ressentirent que faiblement des calamités dont les chroniqueurs font de si sombres tableaux. Un certain nombre de ces baux, passés sur divers points nous ont été conservés et nous permettent d'apprécier l'importance des recettes obtenues de ce chef. Ces calculs, qui ne portent que sur un nombre limité de faits, ne peuvent évidemment donner, pour l'ensemble du royaume, que des résultats approximatifs et hypothétiques; nous les croyons néanmoins assez sérieux pour nous mettre à même d'évaluer les charges contributives imposées à la nation par les besoins de la défense du pays, charges moins onéreuses peut-être par elles-mêmes que par un mode de perception qui autorisait de la part des agents des fermes, une ingérence de tous les instants dans les actes de la vie des citoyens, et comme une inquisition permanente dont les uns et les autres auraient dû, ce semble, être également rebutés.

Nous avons vu que la vicomté de Caen, à laquelle étaient annexées, pour la levée des subsides, les localités de la vicomté de Falaise sises au diocèse de Bayeux, était taxée sur le pied de 3,536 feux imposables, payant un fouage annuel de neuf mille cent soixante-douze francs. Sur ce même territoire, les baux des droits à percevoir sur la vente des marchandises et des boissons, afférents aux années 1374 et 1375, s'élevaient à dix-neuf mille cent soixante-deux francs douze sols ¹, soit dix mille soixante-dix-

¹ *Quittances de Charles V*, n° 1560 et 1571. Les baux sont passés pour trois mois seulement et montent à 2,519 fr. 13 s. sur les marchandises et à 2,271 fr. sur les boissons. Voici le détail indiqué par année de quelques articles de marchandises vendues dans la ville de Caen : Poissonnerie 242 fr. Poulaille-

huit francs douze sols, pour les marchandises et neuf mille quatre-vingt-quatre francs pour les boissons, dont quatre mille pour la vente en détail dans la ville de Caen, d'où l'on peut inférer que la consommation, alors comme aujourd'hui, n'était guère arrêtée par le chiffre élevé de la taxe.

Cette branche de contribution, où l'impôt sur les boissons figure pour près de moitié, monte, on le voit, en totalité, au dessus du double de celle du fouage, et nous croyons que cette proportion peut être regardée comme assez normale pour le royaume tout entier. Nous la voyons néanmoins dépassée pour les populations urbaines, et notamment pour celle de Saint-Quentin, où le fouage s'élevait au chiffre de deux mille deux cent cinquante francs d'après la teneur d'un mandement qui en remet une partie aux bourgeois de cette ville ¹. Les baux passés sur vingt-quatre articles, pour les droits à percevoir sur la vente des marchandises sont portés, pour l'année 1372, à quatre mille deux cent vingt-six francs, sept sols ², et monteraient à sept ou huit mille francs en y joignant le produit présumé de l'impôt sur les boissons. Au contraire, dans le territoire du diocèse de Cambrai enclavé dans l'empire, où le fouage, nous l'avons vu, s'élevait à la somme de cent quatrevingt-sept francs, l'impôt des aides, en y comprenant la taxe sur les boissons, ne dépassait pas le chiffre de deux cent quarante-sept francs quatre sols ³, n'excédant que d'un tiers celui du fouage. Enfin, les taxes levées sur la partie du diocèse d'Avranches formée des sergenteries de Saint-James de Beuvron et de Ponts, ainsi que de la terre de Pontorson, s'élevaient à trois mille quatre cent quatre vingt-quatre francs dans l'année 1372

ric, 48 fr. Tripes, 980 fr. Cuirs, 360 fr. Toiles et fils 248 fr. Laines 496 fr. Pelleterie, 72 fr. Draperie, 7 fr. Le commerce de la draperie était, sans doute, ruiné à Caen depuis le sac de l'armée anglaise en 1346; le même article était affermé à Saint-Lô 3,860 fr (*Quittances de Ch. V*, n° 1955). Boucherie 520 fr. Cette dernière somme, calculée au vingtième, suppose une valeur commerciale de 10,400 fr. et de 12,000 fr. environ en faisant la part de bénéfice de l'adjudicataire. Selon M. L. Delile (*Etude sur les classes agricoles*, p. 616) le prix moyen d'un bœuf était, en 1371, de 6 fr. On aurait donc consommé annuellement deux mille bœufs dans la ville de Caen, ce qui serait la consommation d'une ville, de plus de cent mille âmes à l'époque actuelle.

¹ *Mandements de Charles V*, n° 1851.

² *Quittances de Charles V*, n° 1375 : Draps, 510 liv. Grains, 400 liv. Laines 150 liv.

³ *Quittances de Charles V*, n° 1769. Voir ci-dessus.

et à trois mille huit cent vingt-un francs en 1375 ¹, pour le vingtième des marchandises seulement; ces chiffres devaient être portés au delà de six mille francs par la taxe mise sur les boissons. L'impôt des aides aurait donc été à celui du fouage dans une proportion de deux et demi, pour un territoire traité peut-être avec peu de rigueur, à cause du voisinage de la Bretagne et où les feux imposés n'étaient guère que le sixième des feux réels.

De ces chiffres, auxquels nous aurions pu ajouter plusieurs autres, on peut conclure que le produit des fouages était à celui des aides dans la proportion de 8 à 20 environ, et à 25 si l'on tient compte de l'impôt sur le sel, qui était levé d'une manière assez inégale ². En appliquant cette proportion à la Normandie, où le produit annuel des fouages peut être, nous l'avons vu, évalué à 125,000 francs, on devrait porter à près de 300,000 fr. celui des aides et de la gabelle et à 420,000 fr. le chiffre total de la contribution de guerre imputée à la province tout entière. Cette évaluation paraît être confirmée par le chiffre de la contribution qui fut imposée à la province en remplacement des aides supprimées à l'avènement de Charles VI, et qui, décrétée en vue d'une atténuation sensible des anciens impôts, fut fixée à 300,000 fr. pour la Normandie ³. Levée par paiements hebdomadaires sur les feux réels, cette taille, « qui semblait au peuple n'être rien, » et qui paraît avoir été perçue aisément, fut, au dire des chroniqueurs, « la plus mauvaise qui oncques courut, » parce qu'elle donna la connaissance exacte de tous les feux du royaume et servit par la suite à établir des rôles plus vrais et plus rigoureux. Quoi qu'il en soit, il est probable que le produit n'atteignit pas, en Normandie, le chiffre de 300,000 fr. inférieur aux anciennes taxes et réclamé par les besoins du gouvernement d'alors. Les rôles du Vexin normand qui nous sont par-

¹ 1744 fr. pour six mois, en 1372, déduction faite des droits perçus sur le sel et 1911 fr. en 1375. En négligeant la sergenterie de Saint-Michel qui ne figure pas dans le premier compte (*Quittances de Charles V.* n° 1324 et 1585).

² Perçue à raison d'un cinquième du prix réel, la gabelle du sel pesait sur les populations d'une façon très variable. Limitée à deux sols par famille dans les contrées voisines de la mer (*V. Quittances de Charles V.* n° 1324) cet impôt pouvait être quintuplé dans les provinces centrales. Nous croyons qu'on peut l'évaluer à 500,000 fr. pour l'ensemble du royaume.

³ *Chron. de P. Cochon*, p. 161. Le chiffre donné par le chroniqueur regarde évidemment la Normandie, pour laquelle il écrivait.

venus ne dépassent pas le chiffre de 7,000 fr. pour une population de sept mille sept cents feux ¹. Dans cette proportion, la Normandie entière ne doit pas contribuer pour plus d'une somme de 27,000 francs chargée de non-valeurs sans doute assez considérables. Il y a lieu de croire que les mécomptes éprouvés par les trésoriers royaux firent abandonner ce mode de contribution, et déterminèrent le conseil du Roi à revenir aux anciennes taxes, dont l'impopularité procura aux factieux un facile argument lorsqu'un changement de règne eut affaibli le pouvoir royal et vint encourager les aspirations que certains esprits entretenaient vers un régime nouveau.

Il serait intéressant de connaître quelles étaient les charges imposées à la ville de Paris par les taxes qui eurent cours au temps de Charles V, et qui occasionnèrent après lui de si violentes agitations dans cette grande ville. Nous sommes, faute de documents précis, réduits sur ce point à des conjectures qui empruntent peu de lumière aux renseignements très contradictoires et souvent très erronés fournis par les chroniqueurs. En ce qui concerne le fouage, l'application faite à Paris de la réduction au cinquième du nombre des feux réels eût limité à douze mille environ ² celui des feux imposables, qui eussent procuré au trésor un subside de 72,000 francs. Mais on sait que les villes fermées étaient admises à composer pour cet objet en versant aux trésoriers royaux une finance déterminée ³ et, dans le cas même où le fouage était perçu directement, il y a lieu de croire que, dans ces villes-là, il était calculé fort au-dessous du cinquième. Le fouage de Caen, ville comptant de cinq à six mille chefs de famille, était, nous l'avons vu, calculé sur 515 feux et celui de Rouen, ville également fermée, semblerait avoir été plus modéré encore ⁴. Fixé dans la même mesure, le fouage de Paris

¹ Soit exactement 4,578 fr. pour 106 paroisses. (*Quittances de Charles VI*, nos 199 et 300). Le Vexin normand en comprenait 142. Les indications contenues au n° 300 permettent de compléter le calcul d'une manière très approximative.

² Pour 61.098 feux réels, d'après le dénombrement de 1328.

³ *Mandements de Charles VI* n° 834 et autres.

⁴ *Mandements de Charles V*, n° 1149. — Avranches était compté pour 12 feux, Pontoise pour 25 feux, Alençon pour 90 feux ; chiffres évidemment au-dessus du cinquième (quit. de Ch. V. 1284, 1285). Cependant Pontoise aurait payé un fouage de 1800 fr. ; soit 600 fr. pour un tiers (*Mand. de Ch. V*, 1243), mais cette ville paraît avoir été très peuplée au moyen-âge et Monstrelet dit que dix mille personnes en sortirent avec Villiers L'Île Adam lorsqu'elle fut prise par les Anglais, en 1419.

n'aurait pas dû excéder une somme de 35 à 40,000 francs. Quant au produit de l'impôt sur la vente des marchandises qui, en d'autres villes, devait être calculé à plus du double de celui du fouage, nous ne ferions pas difficulté d'admettre une proportion beaucoup plus élevée pour Paris qui, dès le quatorzième siècle, était devenu le centre d'un commerce très actif, surtout en objets de luxe, et le siège d'un grand nombre de corporations ouvrières dont les produits donnaient lieu à de nombreuses transactions, et que, pour approcher de la vérité, en ce qui concerne le chiffre du subsidie obtenu de ce chef, il faudrait multiplier quatre ou cinq fois le chiffre du fouage. Les conventions que les Parisiens passèrent avec le Roi, au mois de mai 1382, peuvent jusqu'à un certain point servir de contrôle à ce calcul. Il s'agissait alors de remplacer les aides rétablies par une ordonnance récente et dont le produit était reconnu par les factieux eux-mêmes comme nécessaire aux besoins de l'État ; et si, dans les arrangements conclus à cette occasion, la cour dut consentir à abandonner une partie du subsidie qu'elle espérait lever sur la ville de Paris, il y a lieu de croire que les propositions des Parisiens, acceptées par les conseillers du Roi, ne s'éloignaient pas outre mesure des prétentions de ces derniers, prétentions appuyées d'une force armée dont on était bien obligé de tenir compte. Il est difficile de ne pas regarder comme purement imaginaire la donnée fournie par Froissart ¹, d'après lequel les habitants de Paris se seraient engagés à verser chaque semaine, pour être employée aux dépenses de l'État, une somme de dix mille francs, à moins que ces versements, qui eussent bientôt épuisé une cité même aussi riche que l'était Paris dès cette époque, eussent dû être limités à un temps très court, et non étendus à l'année entière pour laquelle les aides avaient été établies. Le moine de Saint-Denis ², suivi par Juvénal des Ursins, paraît se rapprocher davantage de la vérité en disant que, pour tenir lieu des taxes supprimées, les Parisiens se seraient engagés à verser au trésor royal une somme de cent mille francs. Mais la seule pièce authentique que nous possédions sur cet accord, à la date du 17 mai 1382 ³, fait connaître que les habitants de Paris octroyèrent au Roi, en une seule fois, tant pour soutenir son état que pour les besoins de la guerre, une

¹ Froissart, liv. II. ch. cxxviii.

² *Chroniques de Charles VI* t. I p. 157.

³ Douet d'Arcq. *Pièces inédites sur le règne de Charles VI*. t. I n° xviii.

somme de quatre vingt mille francs, pour un an, à dater du 1^{er} mars précédent, jour où l'on avait fixé la levée des aides rétablies et qui commençait l'année financière. En admettant que la ville de Paris eût obtenu la remise d'une moitié du subside, proportion qui, sans doute, n'a pas été dépassée, il faudrait évaluer à cent soixante mille francs, le produit des aides diverses dont elle aurait eu à supporter la charge ; ce chiffre qui attribuerait à l'impôt sur les boissons et la vente des marchandises un produit de cent vingt mille francs environ ne s'éloigne pas sensiblement des données que nous avons présentées ci-dessus et, dans tous les cas, nous croyons qu'il ne s'élevait pas beaucoup au-delà.

D'après les calculs qui précèdent il semble qu'on doive, ainsi que nous l'avons dit, évaluer à 850,000 francs, en tenant compte du tiercement des villes fermées, l'impôt levé sur le royaume à titre de fouage, pour 400,000 feux imposables, et à un peu plus de deux millions, en y comprenant les droits perçus sur le sel, le produit des taxes provenant des aides, soit, au total, une somme de trois millions représentant la contribution extraordinaire imposée par les nécessités de la lutte engagée avec l'Angleterre, à un pays qui formait la moitié du territoire et à une population qui était le tiers de la population de la France actuelle. Nous trouvons pour ces chiffres un moyen de contrôle dans un mandement royal du 8 août 1369 ¹, instituant un mode d'impôts qui précéda celui des aides et fouages, mode qui paraît n'avoir été appliqué, au début de la guerre, que pendant quelques mois seulement. D'après ce mandement, la taxe établie pour pourvoir aux dépenses de la guerre comporte la perception, au profit du Roi, du dixième des blés ou autres grains présentés à la mouture, c'est-à-dire, destinés à la consommation. En la supposant appliquée à tout le royaume ² et en la calculant sur le pied de la consommation moderne qui est de trois hectolitres par habitant, cette taxe, pour douze millions de contribuables, eût représenté trois millions et demi d'hectolitres, moitié froment, moitié seigle et autres grains. Certains auteurs croient que la consommation en céréales au moyen-âge était supérieure à ce qu'elle est de nos jours ; mais, en ce qui concerne l'impôt, les

¹ *Mandements de Charles V*, n° 562.

² Elle ne concernait que les pays de Languedoil.

dissimulations toujours faciles, les exemptions et les non-valeurs ne permettent guère de porter l'évaluation au delà des chiffres que nous indiquons. Le mandement prend soin d'ailleurs de nous faire connaître la valeur attribuée aux denrées ainsi retenues pour le compte du trésor et la fixe, par option, à un franc par septier — soit treize sols par hectolitre — taux qu'on peut regarder comme élevé à cette époque pour le froment, mais qui serait excessif pour les autres grains servant à l'alimentation publique, en sorte que la recette à réaliser par le trésor ne devait pas, de ce chef, être supérieur à seize ou dix-huit cent mille francs. A cet impôt s'ajoutait une taxe sur les vins et boissons qui, portant même sur la consommation du producteur devait excéder, quant au produit, celle qui fut perçue plus tard au moment de la vente, et, calculée sur le pied de la consommation actuelle, devait procurer au trésor une somme de 1,200,000 francs environ. Ces deux taxes, qui étaient destinées à remplacer toutes les autres, auraient atteint, dans les vues de ceux qui les établirent, un chiffre de près de trois millions très rapproché de celui que nous avons attribué au système plus compliqué, ce semble, que nous avons exposé. La perception du droit sur la mouture dura peu et, soit qu'il ait occasionné des plaintes parmi les populations, soit qu'il y ait eu mécompte pour le trésor, dans une assemblée tenue en décembre 1369 et composée comme l'eussent été des États-généraux, on préféra revenir aux taxes perçues sur la vente des marchandises qui furent sans opposition apparente levées jusqu'à la mort de Charles V.

Pour se rendre compte des charges réelles que ces taxes imposaient au royaume, nous croyons qu'au produit de trois millions auquel nous les avons évaluées, il convient d'ajouter un dixième au moins, qui représenterait les frais des perception et les bénéfices retenus par les adjudicataires des baux passés par les trésoriers royaux. Les bénéfices dont il s'agit nous semblent devoir être limités à cette proportion, parce que les baux ne s'appliquaient qu'aux droits perçus sur la vente des vins et marchandises; puis s'il arrivait que certains fermiers tirassent profit des adjudications souscrites par eux et se procurassent des gains propres à occasionner des murmures, beaucoup d'entre eux aussi étaient conduits à la ruine et se voyaient soumis aux moyens rigoureux de contrainte qu'autorisaient les lois de l'époque¹. Disons toutefois

¹ Voir dans les *Mandements de Charles V* diverses lettres de rémission.

que, ni cette éventualité, ni les clameurs dont ils étaient fréquemment l'objet et les noms injurieux qui leur étaient donnés ne parvenaient à refroidir l'empressement d'une classe nombreuse de spéculateurs à rechercher les concessions dont il s'agit. Ce serait donc, au total, une somme de 3,300,000 fr. — diminuée par les privilèges de Languedoc, — qui aurait été imposée au pays, et qui, au taux intrinsèque des monnaies ayant cours au temps du roi Charles V, équivaldrait à celle de trente-trois millions de notre monnaie actuelle. Mais comme le rapport existant entre l'argent monnayé et les denrées et marchandises était très différent autrefois de ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire comme les métaux étaient plus rares et avaient par conséquent une plus grande valeur relative, il serait nécessaire, pour achever de résoudre le problème que nous nous sommes posé, de déterminer, autant que possible, quel était ce rapport dans la seconde moitié du xiv^e siècle. Les études qui ont été faites sur ce sujet ont fourni des résultats assez divers suivant le point de vue où se plaçaient leurs auteurs. Nous n'avons pas la prétention d'entreprendre à nouveau ce calcul, et nous nous bornerons à invoquer certaines données puisées aux sources qu'on pourrait appeler officielles, et qui nous semblent être de nature à justifier les conclusions que nous croyons pouvoir tirer de ce qui précède.

Dans le mandement du 8 août 1369, relatif aux droits à percevoir sur la mouture des céréales, le prix du setier de blé ¹ était, nous l'avons vu, évalué à un franc, ce qui portait l'hectolitre à treize sols, soit six francs cinquante centimes de notre monnaie. L'ordonnance du 9 décembre 1372 concernant la taxe du pain à Paris, règle cette taxe d'après les variations du prix du blé dont la moyenne aurait été de seize sols environ au setier, ce qui correspondrait aujourd'hui à cinq francs cinquante centimes pour l'hectolitre. Cette valeur semble néanmoins être un peu faible et se rapprocher des prix les plus bas qui se maintinrent toutefois pendant les vingt-cinq premières années du règne de Charles VI. D'après les études très complètes de M. l'abbé Hanauer sur les régions de l'est, le prix du blé, dans la seconde moitié du xv^e siècle, aurait varié de cinq francs cinquante à sept francs cinquante centimes l'hectolitre, et en admettant que la valeur des céréales ait été, dans les contrées voisines du Rhin, un peu

¹ Le setier de Paris était de 156 litres.

plus élevée qu'elle ne l'était en France, nous croyons qu'on peut les fixer de cinq à sept francs à l'époque dont il s'agit ¹. Les prix des autres grains sont d'ailleurs, relativement à celui du blé, restés dans la même proportion, c'est-à-dire, le seigle aux trois quarts, l'orge à un peu plus et l'avoine à un peu moins de la moitié. Ces prix peuvent être évalués au tiers de ce qu'ils ont été, en moyenne, dans le courant du siècle actuel. L'écart paraît être moindre encore entre la valeur des liquides au ^{xiv}^e siècle et ce qu'elle est de nos jours. Les vins communs, dits vins *français*, qui se récoltaient dans les environs de Paris et en Normandie se vendaient, il est vrai, à vingt-cinq francs le muid ², et ce prix était également celui des vins de Franche-Comté achetés sur les lieux ³; mais les vins de Bourgogne, ceux de Beaune notamment, plus estimés et chargés de frais de transport considérables, se vendaient aux prix de cinquante et de soixante-cinq francs dans les années ordinaires. Cependant, à la suite des récoltes abondantes qui se suivirent pendant les premières années de Charles VI, ces derniers vins ne se vendent plus que vingt-cinq francs et au-dessous, et les vins français descendent à dix francs ⁴. En moyenne, les prix des vins peuvent être évalués à un peu plus du tiers de ce qu'ils ont été de nos jours et se rapprochent beaucoup de ce qu'on les a vus pendant certaines périodes favorables, telles que celle de 1840 à 1850.

Au prix comparatif de ces denrées, qui peuvent être regardées comme formant la base de l'alimentation publique, il conviendrait de joindre ceux des animaux qui en constituent une partie importante, et qui, pour les volailles, vendues ordinairement de soixante-quinze centimes à un franc, et le menu gibier, tel que les lapins, vendus de cinquante à soixante-quinze centimes, le lièvre un franc quarante centimes, restent à peu près dans la proportion que nous avons reconnue exister à l'égard des céréales. Les viandes de boucherie, au contraire, vendues, celle de bœuf et de mouton à deux sous et demi la livre, celle de veau

¹ Le blé serait même monté au prix de 13 à 14 francs en 1359, année de grande cherté. *Gr. Chron. Jean-le-Bon*, ch. cxvii.

² *Comptes de l'Hôtel des rois de France*, p. 10. Il s'agit du muid de Basse-Bourgogne de 278 litres. Dans le comté de Bourgogne, le muid, selon les lieux, était de 300 et 320 litres.

³ Archives de la Côte d'Or, série B, 1420.

⁴ *Comptes de l'Hôtel*, p. 11, 196, 239, 291. Hanauer, *Étude sur l'Alsace*, p. 235. Léopold Delisle, *Étude sur la condition de la classe agricole*, p. 616.

et de porc à trois sous et demi de notre monnaie, s'éloignent sensiblement des cours actuels qui, il est vrai de le dire, ont plus que doublé depuis un quart de siècle. Mais si le prix d'un bœuf ne s'élevait pas ordinairement au delà de soixante ou quatre-vingt francs, si celui d'un mouton était de cinq francs, les chevaux français, renommés pour leurs qualités qui les rendaient propres à la guerre et les faisaient rechercher des étrangers, devaient, par leur prix élevé, rémunérer amplement les colons qui s'adonnaient à l'élevage. De nombreux documents nous montrent le prix des chevaux de guerre s'élevant à mille francs et au delà ¹.

Enfin, le taux des salaires alloués tant aux hommes de métier qu'aux gens de guerre permet de se rendre compte, dans une certaine mesure, de la valeur des choses à l'époque dont nous parlons, et ne suppose pas, comparativement aux temps modernes, une différence aussi forte que semblerait l'indiquer le prix des denrées. La journée d'un simple ouvrier rural, que nous avons vue, il y a peu d'années, ne pas dépasser le chiffre de deux francs et deux francs cinquante centimes, n'était guère alors, il est vrai, que de quinze ou vingt sous; mais elle se payait, dans les villes, au taux de un franc et un franc vingt-cinq centimes, et celle des gens de métier, charpentiers, maçons, corroyeurs, montait facilement à trois francs et plus ². La solde d'un homme d'armes qui, avec sa monture, avait à entretenir un valet également monté, et souvent deux, était fixée invariablement à cinq francs de notre monnaie par jour, et le taux de cette solde, très supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui, et généralement servie avec exactitude, rendait inexcusable, disons-le en passant, les pilleries des gens de guerre, peut-être moins fréquentes que les chroniqueurs ne se plaisent à le dire, lorsqu'ils n'avaient pas pour prétexte de vivre sur le pays ennemi. Les gages d'un capitaine de château s'élevaient annuellement à trois ou quatre mille francs ³. Il faut, pour se rendre compte de ce que représentaient de semblables émoluments, ajouter que les étoffes d'habillement qui n'étaient pas absolument communes, étaient relativement d'une assez grande cherté, et qu'on ne

¹ *Mandements de Charles V*, n°s 177, 297, 846, 1023, 1704, etc.

² Voir un grand nombre de *Quittances de Charles V et Charles VI*.

³ *Mandements de Charles V*, n°s 1791, 1792, 1795, 1840, 1896, etc.

trouve pas, à cet égard, un écart très sensible entre les prix des draps, toiles et satins au xiv^e siècle et ce qu'ils sont de nos jours ¹.

En résumé, nous croyons qu'en fixant, avec les auteurs les plus autorisés, ce qu'on appelle le *pouvoir* de l'argent, au temps de Charles V, à quatre fois ce qu'il est aujourd'hui, on atteint les limites d'une juste évaluation, et que ce pouvoir ne peut être porté à plus de trois, comparativement à ce qu'il a été pendant la première moitié du siècle où nous vivons. Ainsi, les recettes du budget royal, que nous avons reconnu être de trente-trois millions, auraient représenté, au taux des valeurs modernes, une somme inférieure à cent-vingt millions, perçue sur une population de onze millions d'habitants, soit celle de trois cent soixante millions perçus sur la population de la France aujourd'hui. Cette contribution peut donc être évaluée au tiers du subside imposé à la nation pendant la première partie du siècle actuel, et il ne semble pas qu'elle ait excédé les forces d'un pays dont la production agricole, contrariée depuis lors par diverses vicissitudes, n'est pas très supérieure à ce qu'elle était au xiv^e siècle. Mais il est juste de dire qu'au moyen-âge, il s'y ajoutait d'assez lourdes charges ecclésiastiques et féodales, supportées par les populations, soit sous forme de prestations personnelles, soit à titre de redevances pécuniaires, charges qui égalaient peut-être à elles seules celle des subsides, mais qui excluaient, pour une grande partie du sol, les dettes hypothécaires si onéreuses et si menaçantes pour la propriété rurale. D'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue que ces taxes, gênantes dans leur mode de perception, étaient, de leur nature, essentiellement temporaires, et qu'elles étaient justifiées par des circonstances tout exceptionnelles et par les besoins les plus impérieux de l'Etat; enfin, qu'en jetant les yeux sur l'Angleterre, on voyait les représentants légaux d'une nation bien moins nombreuse que la nation française ², à laquelle la fortune de la guerre avait si souvent

¹ Douet d'Arcq, *Nouveau recueil des comptes de l'argenterie*, p. 321. Le camelot de Reims se vendait 12 fr. 50 l'aune; le drap fin, 25 francs; la grosse toile, 1 fr. 25; la toile fine de Reims, 5 et 6 francs de notre monnaie.

² Au xiv^e siècle, l'Angleterre ne pouvait mettre sur pied que six mille hommes d'armes et ne comptait pas plus de huit mille six cents paroisses (Lingard, t. IV, p. 210). La France, d'après le recensement de 1328, en comprenait vingt-quatre mille deux cents, et il en restait, au moins, vingt-deux mille après le traité de Bretigny. L'impôt sur la richesse mobilière, qui fut

été favorable, s'assujétir à des impôts non moins onéreux, et pousser les classes populaires, par l'exagération des taxes, à des soulèvements qui mirent le royaume à deux doigts de sa ruine. Néanmoins, en 1383, s'il faut en croire Froissart ¹, les Anglais auraient dépensé près de quatre millions de francs — soit trente à quarante millions de notre monnaie — pour l'expédition de Flandre. Les sacrifices que la nation anglaise savait supporter pour satisfaire à des animosités nationales, et dans de vaines espérances de conquête, ne pouvait-on les demander à la France, sans cesse exposée à l'invasion et menacée de la domination étrangère? Et doit-on s'étonner que, tout en soulevant des murmures, ces subsides, dont la nécessité était trop bien reconnue, aient été maintenus avec fermeté par les princes et par les conseillers qui avaient souci des intérêts de la France, et qui se sentaient responsables de ses destinées?

III

Dès le milieu d'octobre, c'est à dire avant même le couronnement du nouveau Roi, éclata à Paris un mouvement populaire qui pouvait être regardé comme le contre-coup des événements qui agitaient alors la Flandre. Deux ou trois cents individus, appartenant à la classe des métiers, se présentèrent devant le duc d'Anjou, le seul des princes qui fût alors à Paris, et réclamèrent hautement l'abolition des subsides. La bourgeoisie paraît être restée étrangère à ce mouvement, et le prévôt des marchands, qui parla au nom des factieux, loin de prétendre à les guider, ne les suivait que par contrainte. Ces hommes du peuple, étrangers à toute idée de gouvernement, et qui, dans la suppression des aides, n'envisageaient que le moyen de s'affranchir d'un impôt incommode, invoquaient néanmoins, à l'appui de leurs réclamations, un titre sérieux. Le jour même

porté, dans la seconde année de Richard II, à 2/10^{es} dans les villes et à 2/15^{es} dans les campagnes, aurait été, à lui seul, plus lourd que l'ensemble de nos aides, s'il eût été perçu selon la teneur de la loi, ce qui arrivait, sans doute, quelquefois. Il s'y joignait plusieurs autres taxes très gênantes pour les transactions commerciales.

¹ Froissart, l. II, ch. ccvii. Aux chiffres indiqués par le chroniqueur doivent s'ajouter les sommes votées par le Parlement.

de sa mort, et lorsque déjà se livrait chez lui le dernier combat de la nature, Charles V avait exprimé le désir de voir ses peuples affranchis des lourdes charges qu'ils avaient dû supporter à raison de la guerre, et ce vœu, recueilli par les conseillers qui l'entouraient, avait revêtu la forme d'une ordonnance¹. Comment une pensée, à coup sûr peu délibérée, émise sans doute parmi plusieurs autres qui pouvaient occuper l'esprit d'un roi mourant, a-t-elle pris place dans le recueil de nos lois ? Il est assez difficile de le dire. On pourrait croire que Bureau de la Rivière qui, en l'absence des princes, disposait pour un jour des affaires du gouvernement, voyant le pouvoir sur le point de tomber entre d'autres mains, aura voulu préparer aux frères du Roi des embarras dont il eût pu profiter pour ressaisir l'influence qu'il était sur le point de perdre. Cette opinion nous semble difficile à admettre. Bureau de la Rivière, le confident et l'ami de Charles V, associé par celui-ci au gouvernement futur et tout dévoué aux intérêts du jeune Roi qui étaient ceux de la France, n'aurait pu, croyons-nous, chercher à créer une situation qui devait entourer de périls le règne nouveau et attirer sur lui même la redoutable inimitié des frères du Roi. Il était difficile, au jour de la mort de Charles V, de prévoir à qui appartiendrait la conduite principale des affaires sous la régence qui s'annonçait, et La Rivière, qui s'y était trouvé mêlé si longtemps, et que l'acte de 1374, ainsi que le testament royal nommaient en première ligne parmi les membres du conseil de tutelle, pouvait espérer de conserver, sous un régime composé d'éléments très divers, où les divisions étaient à prévoir, une part de sa longue et légitime influence. Il ne pouvait s'exposer à la compromettre en mettant les ducs aux prises avec des embarras qui lui auraient été reprochés, et dont il n'eût été, pas plus que tout autre, en mesure de conjurer les suites.

Une explication plus plausible de l'ordonnance dont il s'agit nous semble résulter d'un autre acte rendu le même jour², et par lequel les exécuteurs testamentaires du Roi étaient mis en possession réelle du dépôt des deniers recueillis au château de Vincennes, et destinés à l'accomplissement des clauses de son testament et au paiement de ses dettes. Cette volonté, exprimée

¹ *Mandements de Charles V*, n° 1955.

² *Mandements de Charles V*, n° 1956.

dans les mêmes circonstances que le vœu relatif aux subsides, pouvait risque de n'être pas respectée, si elle n'était revêtue d'une forme authentique ; les prétextes n'eussent pas manqué aux nouveaux détenteurs du pouvoir, et on sait qu'en effet une part de ces deniers fut appliquée à des besoins plus urgents que l'exécution actuelle des clauses du testament. Dans le but d'éviter ce danger, le désir exprimé par le Roi pour la prise de possession du dépôt de Vincennes, désir qui, dans l'extrémité où se trouvait le monarque, ne pouvait revêtir la forme testamentaire, fut converti en ordonnance, et, pour lui donner plus d'autorité, la même mesure aurait été prise à l'égard du vœu relatif aux subsides. La première de ces ordonnances était d'une exécution immédiate ; la seconde ne fut ni enregistrée, ni publiée, et La Rivière, en y faisant apposer le sceau royal, pouvait croire que l'application en serait facilement éludée, au moins jusqu'à ce que de nouvelles mesures fussent prises pour satisfaire aux besoins financiers du gouvernement et aux nécessités qu'imposait la continuation des hostilités sur les diverses frontières du royaume.

Mais les paroles murmurées par le Roi mourant pour le soulagement de ses sujets avaient transpiré hors du cercle de ses conseillers. Le bruit s'en répandit dans le peuple, qui, selon la coutume, ne manqua pas d'en exagérer le sens et d'en grossir la portée. L'ordonnance rendue au nom du Roi parlait de l'abolition des fouages seulement, sans faire mention des aides et subsides payés sur les marchandises ; ces derniers impôts étaient précisément ceux qui soulevaient le plus de mécontentements, et, en se présentant devant le duc d'Anjou, les émeutiers ne manquèrent pas d'en demander la suppression, plus encore que celle des fouages qui les atteignaient d'une manière moins sensible, puisque la plupart d'entre eux en étaient exempts. Le duc d'Anjou, devant cette manifestation désordonnée, agit avec mesure et sang-froid. « S'il avait eu sous la main des hommes d'armes, dit M. Perrens, il aurait sans doute employé la force pour mettre Paris à la raison ¹. » En réalité, malgré le licenciement de quelques-unes des compagnies, le prince pouvait disposer de moyens de répression suffisants, car le Roi, dans son voyage de Reims, fut suivi de forces nombreuses mandées à Paris dans ce but, et

¹ *La Démocratie en France*, t. II, p. 21.

qui l'accompagnèrent encore à son retour. Le régent ne voulut pas attrister, par le fait d'une répression rigoureuse, les débuts du règne de son neveu. Il usa de l'éloquence dont il était doué pour calmer l'effervescence populaire, et, par des discours prudents, chercha à faire comprendre aux séditeux que de si graves résolutions ne pouvaient être prises en l'absence du Roi et de son conseil. Il y réussit sans faire, comme on le suppose, aucune « promesse étourdie ; » et lorsque, le 11 novembre, Charles VI fit son entrée à Paris au milieu des acclamations populaires¹, la question était entière. Cependant elle devait être résolue, et, dans ce but, les représentants du pays, nobles et députés des bonnes villes, mandés à Paris par le Roi, se réunirent le 14 novembre². Il y a lieu de croire que le système des taxes appliqué par le feu Roi souleva des plaintes dans cette assemblée et qu'on fut d'accord pour en demander la réforme. On doit croire aussi que les nouvelles divisions signalées entre les princes par le moine de Saint-Denis n'eurent guère le temps d'éclater, et que le chroniqueur cède ici, comme il le fait ailleurs, à ses tendances d'écrivain et à un besoin de mise en scène contre lequel on est en droit de se tenir en garde. Le fait est que, dès le second jour, les délibérations furent interrompues par l'émeute, qui vint en précipiter le dénouement. Il eût été facile encore, ce semble, de triompher de cette sédition, où la chronique ne fait figurer que trois cents hommes, « gens incapables d'être gouvernés par la raison, » et désavoués par toute la partie saine de la population. Les conseils de la modération prévalurent de nouveau. Les plaintes soumises au conseil du Roi, d'une manière si insolite, furent entendues, et à partir de ce jour les aides *churent* dans tout le royaume. On sait comment les factieux accueillirent cette décision qui devint le signal des excès les plus odieux exercés contre les collecteurs royaux et notamment contre les *Juifs*. Les au-

¹ « Le vin coulait à flots, dit M. Michelet (*Histoire de France*, t. IV, p. 13), et il n'y avait pas de pain dans Paris. » Aucune preuve ne vient à l'appui de cette assertion d'un historien qui sacrifie souvent les droits de la vérité à son goût pour le paradoxe. D'après les *Comptes de l'Hôtel* (p. 9, 195, etc.), le vin français pouvait en effet couler en abondance, car on le voit au même prix qu'en 1383 qui fut, selon le chroniqueur normand (*Chron. de P. Cochon*, p. 319), celle de la grande *plantee*. En réalité la prétendue cherté des denrées ne fut pour rien dans les événements qui suivirent. Le setier de blé se vendait à 16 sols, prix considéré comme moyen dans l'ordonnance de 1372.

² *Grandes chroniques, Charles V*, ch. cxi.

teurs favorables à la démocratie tentent d'en rejeter, au moins en partie, la responsabilité sur certains nobles qui pouvaient avoir intérêt à la destruction des titres de créances dont les juifs étaient détenteurs, et sur le clergé, « toujours impitoyable contre les déicides ¹. » La participation des gentilshommes à un mouvement si soudain et si spontané est peu vraisemblable, et nul indice ne révèle celle qui aurait pu y prendre le clergé. Le chroniqueur de Saint-Denis, qui en représente assez fidèlement les tendances, flétrit de la manière la plus énergique les violences exercées le 15 novembre contre les familles juives. La responsabilité des excès qui se commirent doit être cherchée ailleurs. Déjà, il faut le reconnaître, se manifestait l'esprit qui devait présider aux scènes sanglantes de 1412 et de 1418, et qui, à la honte de la civilisation, s'est reproduit tant de fois dans les troubles civils qui ont affligé les annales de notre malheureuse nation.

Les historiens pouvaient difficilement, dans cette circonstance, adresser aux oncles du Roi le reproche d'avidité qui se formule si souvent sous leur plume ; mais ils les accusent volontiers d'imprévoyance, et les blâment d'avoir renoncé aux anciens subsides, sans songer à créer de nouvelles ressources qui devaient permettre au gouvernement d'accomplir sa tâche. De là, selon eux, les embarras qui, dans le cours de l'année 1381, ne cessèrent d'entraver sa marche, énervèrent son action et accoutumèrent les peuples à méconnaître le joug de toute autorité. Cette accusation nous paraît être mal fondée ; il résulte de l'examen des faits que les princes ne cessèrent de se préoccuper de rétablir la régularité dans la levée des subsides et l'ordre dans les finances de l'État. Les délibérations commencées le 14 novembre ayant été brusquement interrompues, une assemblée, où les députés de toutes les provinces du nord de la Loire furent convoqués, se tint à Paris vers le milieu de décembre. L'auteur de la *Démocratie en France* ², s'appuyant sur la Chronique de Charles VI, accuse, à cette occasion, la sincérité du duc d'Anjou, qui aurait appelé dans l'assemblée seulement des nobles, des évêques et une partie des plus notables bourgeois de Paris. Cette allégation est contredite non seulement par les termes de l'ordonnance qui suivit (janvier 1380-81), mais par l'auteur de la *Chronique des Valois* beaucoup

¹ Perrens, *La Démocratie en France*, t. II, p. 23.

² T. II, p. 25

plus rapproché des événements, et plus exact, à bien des égards, que le moine de Saint-Denis. D'après lui, cette assemblée comptait des représentants de toutes les bonnes villes de Languedoc, ainsi que des gens des autres états et les délibérations eurent lieu avec toute la maturité désirable. Selon le Religieux et les historiens qui l'ont suivi, elle aurait consenti au rétablissement de l'aide de douze deniers par livre sur le prix des marchandises vendues. D'autres croient qu'elle se refusa à tout impôt¹. Cette dernière supposition est peu admissible, et rendrait inexplicables les déclarations réitérées par lesquelles le Roi, voulant donner satisfaction aux vœux des états et reconnaître les sacrifices qu'ils imposaient à la nation, maintenait les libertés et les franchises anciennes en ce qui concerne les subsides, nonobstant toutes ordonnances à ce contraires qui auraient pu être rendues par le roi Charles V, ajoutant que le cours des impositions au temps du feu Roi n'a pu conférer à lui ni à ses successeurs aucun droit contre les immunités de la nation, et restituant, au besoin, toutes celles qui existaient au temps de Philippe-le-Bel². Il était impossible aux princes qui détenaient le pouvoir d'accuser une tendance plus libérale, et il semblait que le pays, pour acquérir définitivement des institutions représentatives, n'eût qu'à faire un dernier pas dans la voie qui lui était ouverte. Mais ce pas décisif ne fut pas franchi.

En réalité les États, ouverts à Paris le jeudi avant Noël, ne refusèrent point d'accorder au gouvernement le concours qu'on sollicitait de leur patriotisme. Toutefois, l'assertion du chroniqueur de Saint-Denis, en ce qui concerne le mode de subside adopté, n'est pas exacte. Le système des contributions par voie de retenue sur le prix des marchandises était trop impopulaire pour être rétabli; celui d'une imposition directe prévalut, et, contrairement aux dispositions de l'ordonnance du 16 septembre, on s'arrêta à la levée d'un fouage sur chaque famille, dont l'assiette devait être réglée suivant une certaine échelle, et dont le paiement hebdomadaire semblait devoir être moins onéreux pour les populations que ne l'étaient les anciens subsides³. C'est ce qu'on appela l'aide des *blancs*⁴. Mais comme les

¹ Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. I, p. 130.

² *Recueil des ordonnances*, janvier et mars 1380-81.

³ *Chron. de P. Cochon*, p. 161. — *Chron. des Valois*, p. 293.

⁴ Il était ainsi appelé parce que les chefs de famille les moins imposés de-

escroes, ou rôles de cette imposition, devaient être dressés dans chaque sénéchaussée, il devenait nécessaire de convoquer dans les provinces de nouvelles assemblées et d'obtenir d'elles un concours actif à l'opération projetée. Ces convocations eurent lieu en effet : les assemblées accomplirent leur tâche en plusieurs lieux, en Normandie ², dans le Maine ³, dans le Vermandois ⁴, dans l'Artois dont les habitants rapprochés des garnisons anglaises avaient toujours consenti sans peine à fournir leur part des subsides ⁵. Dans le Languedoc, malgré le mécontentement qu'occasionna en certains cantons le gouvernement confié au duc de Berry, la levée des fouages ne cessa de se faire régulièrement. Mais en d'autres lieux, dans l'Ile de France notamment, l'assiette du fouage accordé par les États et sa perception paraissent avoir rencontré de grandes difficultés, et c'est à ce fait, sans doute, que font allusion certains chroniqueurs ⁶, lorsqu'ils disent que les bourgeois des villes ne tinrent aucun compte de l'ordonnance rendue à la suite de la délibération de l'assemblée de Paris, « et qu'il n'en fut rien levé ni exigé ⁷. » Cette assertion est démentie par un grand nombre de pièces et de quittances de cette année, où les paiements sont imputés sur le produit des aides codrantes ⁸. Le duc d'Anjou, quand il se prépara, dans le milieu de cette année, à entreprendre l'expédition de Naples,

vaient payer par semaine un blanc de cinq deniers. (V. *Quitt. de Charles VI*, n° 300. — Cousinot, *Geste des nobles*, ch. viii).

¹ Archives nat., *Cartons des Rois* ; Charles VI, n° 1613. Envoi des lettres convoquant les notables des trois ordres de Normandie pour aviser à l'exécution de l'ordonnance relative à la défense du royaume.

² *Quittances de Charles VI*, n° 198. Lettres à Andrieu de Lignièrès, trésorier de l'aide nouvellement ordonné pour le fait de la guerre dans la province du Maine (1^{er} mars 1380-81).

³ *Quittances de Charles VI*, n° 316. Les généraux conseillers.... Il a été ordonné en l'assemblée que nous avons tenue en la ville de Rouen que pour payer les gens d'armes de la frontière de Cherbourg, les arbalétriers et les autres charges qui sont au dit fait estoit nécessaire creue mettre sus... — Voir (n°s 70, 88, 100, etc.) plusieurs *escroes* dressés pour la levée du fouage, et l'ordonnance qui en exempte les habitants de Corneilles près Caen (*Recueil des ordonnances*, 11 mai 1381).

⁴ Mandement qui exempte de l'aide la ville de Mouzu en Vermandois (*Recueil des ordonnances*, 8 juin 1381.)

⁵ *Recueil des ordonnances*, juin 1381.

⁶ *Chron. de Charles VI*, t. I, p. 69.

⁷ Juvénal, année 1380, *in fine*.

⁸ V. *Quittances de Charles VI*, année 1381.

obtint du Roi une subvention de soixante mille francs à prendre également sur les aides ¹.

Toutefois, ainsi que nous l'avons dit, soit par l'effet du mauvais vouloir des assemblées locales, soit à raison de la résistance des populations émues par les événements de Flandre, plusieurs provinces paraissent avoir réussi à se soustraire à l'impôt, et, parmi les rôles dressés pour la levée du fouage qui nous sont parvenus, nous n'en trouvons aucun qui concerne Paris, ni les diocèses voisins, non plus que quelques autres baillages de Langue d'oïl. Un pareil état de choses était, sans doute, fort irrégulier. Mais les princes, durant cette année financière qui courut du 1^{er} mars 1380-81 au même jour de l'année suivante, paraissent avoir reculé devant l'emploi des moyens de rigueur nécessaires pour assurer l'exécution des mesures arrêtées par les États. Dès le mois de janvier, un accord conclu avec le duc de Bretagne avait mis fin aux hostilités de ce côté ; il fut suivi, au mois d'avril, d'une courte trêve avec les Anglais, commandée peut-être par l'état de pénurie du trésor, mais fort regrettable au point de vue de la défense du pays, parce qu'elle ne permit pas de profiter des embarras intérieurs où le royaume d'Angleterre se trouva engagé dans ce moment même. Quoi qu'il en soit, ces circonstances permirent aux oncles du Roi de gérer, cette année-là, les affaires du gouvernement au moyen des ressources assez aléatoires dont le fouage des *blancs*, joint aux revenus du domaine, leur permettait de disposer, et que le conseil du Roi répartissait avec une scrupuleuse économie. Cependant, à en croire les historiens, les frères de Charles V, devenus maîtres du pouvoir, auraient regardé la France « comme une proie sur laquelle ils se jetaient en vaitours affamés ². » S'il y avait lieu de leur faire un reproche, ce serait, ce semble, celui d'avoir, par le désir très louable d'éviter tout ce qui pouvait en troublant la paix publique en France, l'entraîner aux excès auxquels les nations voisines étaient alors livrées, laissé s'affaiblir les ressorts de l'autorité publique et grandir cet esprit de faction qui accumula bientôt tant de malheurs sur le pays. On chercherait vainement dans les actes de leur gouvernement, pendant qu'ils

¹ *Journal man. de J. Lefèvre*, Bibl. nat. F. Fr. 5015.

² Anquetil, *Hist. de France*, t. III, p. 338. Nous citons cet auteur, qui a peu d'autorité par lui-même, parce qu'il déclare avoir résumé les travaux et les opinions de ses devanciers.

tinrent ensemble les rênes du pouvoir, un indice de ce caractère de *tyrannie* et de *cruauté* qui est plus particulièrement reproché au duc d'Anjou ¹ par des historiens prévenus qui vont jusqu'à lui reprocher la condamnation prononcée contre le fameux prévôt de Paris, Hugues Aubriot. Le prévôt, poursuivi, on le sait, par les rancunes de l'Université, était la créature des ducs de Bourgogne et d'Anjou ², le suppôt de l'autorité royale, l'agent le plus dévoué des princes qui n'épargnèrent aucun effort pour la sauver ³. L'amiral Jean de Vienne, député par eux auprès des clercs et des maîtres de l'Université, employa tour à tour en leur nom la prière et les menaces. Rien n'est mieux avéré que cette intervention du régent et des ducs en faveur d'Aubriot. Néanmoins, M. Michelet n'hésite pas à imputer la condamnation prononcée contre lui aux princes eux-mêmes, qui l'auraient livré aux ressentiments des factieux. « Il fallait jeter un homme à ces bêtes furieuses, dit-il ; les princes choisirent un de leurs ennemis personnels, Aubriot, prévôt de Paris ⁴. » Il est difficile d'écrire l'histoire avec moins de souci des droits de la vérité et avec des procédés plus fantaisistes. Rien ne fait mieux comprendre que l'issue de cette célèbre procédure ce qu'il y avait de force et de régularité dans les institutions de cette époque, en présence desquelles les efforts tentés de si haut demeuraient impuissants ; mais rien ne démontre mieux, en même temps, combien sont peu fondés ces reproches de tyrannie adressés à des princes qui n'osent se servir du pouvoir presque illimité dont ils sont dépositaires pour troubler le cours ordinaire d'une justice qui n'était peut-être pas exempte de passion. Les régents, il ne faut pas l'oublier, avaient des raisons de plainte très légitime, au point de vue politique, contre les suppôts de l'Université qui, en appuyant, dans la question du schisme, les prétentions du pape romain, soulevaient dans le royaume de regrettables divisions et suscitaient à l'autorité royale les plus sérieux embarras. L'Université, dans son zèle pour la cause d'Urbain, qu'elle soutenait, n'épargnait ni les argumentations ni les libelles, et ne craignait pas de rendre publiques des lettres du pape italien où la

¹ Le Laboureur, *Hist. de Charles VI*, t. I, p. 46.

² Juvénal, an. 1381.

³ *Chron. des Valois*, p. 295. — Voir Ch. Simonnot, *Notice sur H. Aubriot*, Dijon, 1868.

⁴ Michelet, *Hist. de France*, t. IV, p. 14.

conduite des princes était ouvertement censurée et leur autorité contestée. En d'autres temps, de semblables actes eussent été, sans doute, énergiquement réprimés ; le duc d'Anjou, qu'ils atteignaient plus particulièrement, n'en tira d'autre vengeance que l'emprisonnement d'un des clercs les plus fougueux, qui fut relâché après quelques jours, et prit aussitôt le chemin de Rome, qui était pour lui celui de l'impunité et des honneurs. L'Université, peu émue de cet acte de rigueur, ne cessa de dogmatiser en faveur de celui des pontifes qui avait ses préférences¹.

En résumé, jusqu'au jour où le duc d'Anjou quitta la France pour entreprendre son expédition d'Italie, pas une goutte de sang ne fut versée par le fait du régent, et il n'intervint dans les troubles civils que pour sauver les victimes des aveugles fureurs des séditions populaires. Nous pouvons ajouter, en dépit des allégations des chroniqueurs, que pas une exaction n'eut lieu, et que les dépenses du trésor, vérifiées par la Chambre des comptes, ne cessèrent de s'accomplir d'après les méthodes les plus régulières de la comptabilité publique. Disons maintenant quelques mots de cette expédition d'outre-monts, dans laquelle, si l'on en croit certains auteurs, auraient été engloutis les trésors, les armées et toutes les forces vives de la France².

C'est une sorte de lieu commun répété par tous les historiens que le duc d'Anjou, dès les débuts de son administration, n'aurait été préoccupé que du projet de cette expédition de Naples qui devait lui procurer une couronne. L'exécution de ce dessein, condamné, dit-on, par le roi Charles V, « qui prévoyait sagement qu'une semblable entreprise ne pouvait qu'être onéreuse à la France³, » était, selon eux, l'objet unique de ses pensées, et ils y trouvent l'explication naturelle des exactions, des détournements, des rapines qui lui sont imputées⁴. Il est reconnu aujourd'hui que, loin de s'être montré hostile à l'acte qui appelait le duc d'Anjou à la succession du royaume de Naples, Charles V, du-

¹ M. Simonnot croit que le procès d'Aubriot aurait été fait en représailles des sévices exercés par le duc d'Anjou contre certains maîtres de l'Université ; mais les poursuites contre Aubriot commencées en janvier ont précédé de plusieurs mois l'arrestation des clercs de l'Université.

² Voir M. H. Martin, *Hist. de France*, t. VI, p. 173.

³ Villaret, *Hist. de France*, t. XI, p. 96.

⁴ V. Le Laboureur ; Perrens, *la Démocratie en France* ; Barante, *Hist. des ducs de Bourgogne*, et autres qui semblent s'appuyer sur Froissart. En réalité, ce chroniqueur ne mentionne le projet d'expédition de Naples qu'à une date bien postérieure.

rant tout le cours de son règne, ne cessa de rechercher les moyens d'assurer à un prince français ce bel héritage, auquel se rattachait la possession de la Provence, et que le choix de Louis d'Anjou, fait par la reine Jeanne, fut en grande partie son œuvre ¹. L'acte d'adoption, signé, après de longues négociations, le 29 juin 1380, quelques semaines avant la mort du Roi, pouvait être regardé comme le couronnement de la politique, ordinairement heureuse, et toujours nationale, qui, à l'extérieur comme au dedans, avait inspiré la conduite de ce prince. Toutefois, il ne conférait à celui qui en était l'objet aucun droit immédiat sur le royaume de Naples. Louis d'Anjou, déclaré fils légitime de la Reine, était appelé à lui succéder dans ses terres et seigneuries, et devait dès lors prendre le titre de duc de Calabre, attribué à l'héritier du trône. Mais la reine Jeanne, alors âgée de cinquante-cinq ans, et remariée récemment à Othon de Brunswick, pouvait l'occuper pendant bien des années encore, et n'appelait point le successeur qu'elle s'était choisi au partage du gouvernement de ses États, dont elle avait toujours su tenir les rênes d'une main ferme.

Les choses en étaient là au moment de la mort de Charles V. Grâce à lui, le duc d'Anjou devait hériter du royaume de Naples, ainsi que du comté de Provence; mais rien ne l'appelait en ce moment dans les états de sa mère adoptive, et il n'eut à méditer aucun projet d'expédition durant le temps de sa courte régence et pendant les premiers mois du règne de Charles VI. Nuls préparatifs en levées d'hommes ou de deniers n'eurent lieu dans cet intervalle; rien n'avait été convenu pour cet objet entre lui et la reine Jeanne, qui ne s'attendait pas à l'agression d'un prince comblé de ses bienfaits et qui lui était attaché par les liens de famille les plus étroits. Charles de Duras hésita en effet longtemps, et lorsque, cédant aux sollicitations du pape Urbain, il franchit la frontière du royaume de Naples, il déclara n'être point venu pour attenter à la souveraineté de Jeanne, mais uniquement pour réserver ses droits éventuels lésés par l'adoption de Louis d'Anjou; aussi, quand cette princesse enfermée dans le Château-Neuf se vit réduite à capituler, elle put bien accuser la lenteur que ses sujets de Provence avaient mise à la secourir, mais elle ne fit remonter aucun reproche jusqu'au duc d'Anjou, dont elle confirma au contraire l'adoption, en char-

¹ V. Lecoy de la Marche, *Le Roi René*, t. I, p. 13.

geant le comte de Caserte de se concerter avec lui pour assurer l'exécution de ses volontés ¹. C'est seulement au mois de juillet 1381, en recevant la nouvelle de l'invasion de Naples ² et le message de la reine captive, que le prince français, mû surtout par l'intérêt de son honneur, songea à intervenir en Italie et provoqua ces délibérations du conseil du Roi tenu à Crécy en Brie, à la fin de juillet, qui aboutirent à l'offre d'une subvention de cent dix mille francs, tant en vaisselle d'argent qu'en deniers. Néanmoins, quelques rumeurs venues d'Italie, qui représentaient Jeanne comme disposée à un arrangement avec son compétiteur, suffirent pour faire renoncer le duc d'Anjou à l'entreprise projetée, et, le 28 septembre, il déclara au conseil du Roi qu'à raison de cet accord, il abandonnait ses desseins; il renonça en même temps à la subvention offerte et au don de la vaisselle royale, sauf ce qui lui avait été déjà délivré par mandement du Roi, montant à six mille sept cent francs, employés aux premiers préparatifs du voyage. Il déclara également à l'archevêque de Bourges et à plusieurs autres prélats qu'il ne prétendait pas poursuivre l'entreprise qu'il s'était proposée dans l'intérêt de l'Église et de la reine de Naples, et qu'en conséquence il renonçait au concours pécuniaire qui lui avait été promis par le pape et par le clergé ³.

C'est que, en effet, c'était surtout au moyen des ressources mises à sa disposition par le pape et levées sur les biens de l'Église, non seulement en France, mais dans tous les pays placés sous l'obédience de Clément, que devait être préparée l'expédition destinée à secourir la reine de Naples et à maintenir son royaume sous la juridiction du pontife français. Dès le mois de juillet, en vue des dangers qui menaçaient cette princesse, et pour déterminer le duc d'Anjou à lui prêter son appui, Clément passait avec lui une convention par laquelle il lui accordait, à cet effet, les décimes des bénéfices ecclésiastiques, tant dans le royaume de France que hors du royaume, — plus les procurations qui seront imposées aux prélats, si l'on ne peut s'accorder amiable-

¹ V. d'Egly, *Histoire des Rois des Deux-Siciles*, t. II, p. 215.

² Charles de Duras passa la frontière de Naples le 28 juin 1381.

³ V. *Journal de Jean Lefèvre*, Bibl. nat., F. Fr. 5015. On se rend compte aussi des différentes phases de cette affaire par la lecture attentive des chroniqueurs, et notamment des *Grandes chroniques*, Charles V, ch. cxii. Ed. P. Paris.

ment avec eux¹. — Plus tout ce que l'on doit et tout ce qu'on recevra du cens biennal. — Toutes dettes et arrérages des années de vacances. — Ce qui proviendra d'emprunts faits par le Seigneur Pape aux gens d'église, prélats, bourgeois, marchands étant dans le comtat Venaissin, de subsides obtenus des hospitaliers et de recouvrements à faire par le Saint-Père, montant à environ cent trente mille francs. — Plus la moitié de tout ce qui viendra d'Espagne et d'Arragon; enfin le Saint-Père commettra gens en Dauphiné, Savoie et dans l'archevêché de Besançon pour lever les choses susdites².

Nous croyons qu'on ne saurait évaluer à moins d'un million de francs l'émolument que devait procurer au duc d'Anjou la convention passée avec le pape Clément, et nous pensons qu'il s'élevait fort au delà. Le produit des décimes à lever au royaume de France, que nous pouvons connaître d'une manière très approximative, montait, à lui seul, à plus de quatre cent cinquante mille francs³. Un si riche subside était de nature, ce semble, à tenter un prince dont on se plait à dénoncer l'avidité et l'insatiable ambition. Nanti de la finance destinée aux préparatifs de son expédition, le duc d'Anjou, avec le caractère qu'on lui attribue, n'eût pas manqué d'en disposer au gré de sa cupidité et de ses vues personnelles; il eût même aisément trouvé des prétextes pour ajourner l'entreprise dont il s'était fait le chef ou pour la réduire à un vain simulacre. C'est une conduite toute contraire qu'on lui voit tenir. Sur le vague bruit d'un changement dans les vues de la Reine, il abandonne spontanément ce projet qui, dit-on, occupait toutes ses pensées, déclare qu'il renonce au subside qui lui est offert, et restitue aux coffres du Roi les valeurs dont il lui a été permis de disposer. C'est seulement après plusieurs mois, sur les sollicitations de plus en plus pressantes du pape, et lorsque le comte de Caserte est venu lui rappeler le

¹ On appelait *procuration* un droit levé sur les ecclésiastiques pour la subsistance des prélats ou de leurs préposés chargés de la visite des paroissiens. Ce droit était primitivement perçu en nature. L'usage de le percevoir en argent, réprouvé par plusieurs conciles, avait prévalu dans le cours du *xiv^e* siècle.

² V. Le Laboureur, *Histoire de Charles VI*, Introduction.

³ Le décime levé sur le clergé par Philippe de Valois en 1333 monta à deux cent soixante six mille livres qui à 1 fr. 88 par livre, représentaient, au temps de Charles VI, une somme de quatre cent quatre-vingt mille francs environ. (*Bulletin de la Société de l'hist. de France*, 1875, p.91.)

péril imminent où se trouvait la Reine et le secours qu'elle attendait de lui, qu'il met de nouveau en délibération l'affaire du voyage de Naples, auquel il se décide dans les premiers jours de janvier (1382). De telles hésitations ne semblent dénoter ni le désir excessif de ceindre une couronne, ni cette avidité qu'on a tant reprochée au duc d'Anjou, et qui lui aurait fait trouver bons tous les moyens propres à lui procurer des richesses et de le conduire au but de ses vues ambitieuses.

Au concours pécuniaire que le duc d'Anjou avait reçu du pape Clément, durent s'ajouter la faible subvention offerte par le conseil du Roi, quelques émoluments provenant de sa courte régence¹, et surtout les emprunts qu'il contracta, en hypothéquant les grands biens qu'il possédait, soit de son chef, soit de celui de Marie de Blois, sa femme². Ces emprunts sans doute considérables, et qu'une sage administration de ses domaines permit à Marie de Blois de rembourser intégralement, mirent cette princesse dans un état de gêne qui dura jusqu'à sa mort³. Ces diverses ressources, dont on peut évaluer le total à deux millions de francs au moins, étaient suffisantes, même en laissant une grande part à la magnificence des équipages et des vêtements pour commencer une entreprise de laquelle il ne devait pas tarder, il l'espérait du moins, à recueillir d'amples dédommagements, persuadé qu'aux terres de Naples et de Sicile, « abondaient toutes richesses⁴. » Le chiffre de neuf mille hommes d'armes dont son armée se serait composée, au dire de Froissart, est évidemment exagéré ; le moine de Saint-Denis paraît être mieux informé en l'évaluant à quatre mille seulement⁵, ce qui suppose

¹ V. *Quittances de Charles VI*, n° 277. Mandement par lequel le duc d'Anjou réclame certains émoluments provenant des biens séquestrés du roi de Navarre, et qui lui étaient échus pendant sa régence.

² Marie de Blois avait apporté au duc d'Anjou les terres de Mayenne, d'Ernès, de Vilaine, de Pontmain, de Guise, de Ribemont, d'Yrson, d'Oisy, de Chailly, de Longjumeau, de Bonneville-la-Louvet, en Normandie. En novembre 1381, il reçut en donation de Louis d'Etampes les comtés de Gien et d'Etampes et les seigneuries de Dourdan et d'Aubigny. Notons qu'en juillet 1380, il achetait pour 15,000 francs la châtellenie de Rochefort, et, par conséquent, paraissait songer très peu à l'expédition de Naples. (*Mandements de Charles V*, n° 1936).

³ V. *Journal de J. Lefèvre*.

⁴ Froissart, liv. II, chap. cxxix.

⁵ *Chron. de Charles VI*, t. I, p. 165. — Walsingham, *Hist. angl.*, t. II, p. 64.

un total de vingt-cinq à trente mille combattants et un effectif de douze à quinze mille chevaux, qui n'aurait pu être dépassé sans de grands inconvénients. Charles de Duras, lorsqu'il était passé en Italie, n'avait pas avec lui plus de huit mille combattants. Le duc d'Anjou était suivi d'un petit nombre seulement de seigneurs français, du comte de Saint-Pol, mal vu à la cour de France depuis son mariage en Angleterre, des sires de Beauvau et de Craon, et de quelques angevins, et l'on ne peut dire avec quelque fondement que l'expédition d'Italie ait eu pour effet d'affaiblir les forces de la nation, qui ne parurent nullement diminuées lors de la campagne de Flandre entreprise dans l'automne de cette même année. Douze cents gentilshommes provençaux attachés à sa fortune, et beaucoup de chevaliers allemands et étrangers, qui accompagnaient Rodolphe de Luxembourg, neveu du roi de Bohême, étaient venus grossir l'armée du prince français. Mais le duc reçut son principal appui du comte Amédée de Savoie, qui se joignit à lui avec quinze cents chevaliers et écuyers de ses états. Ce renfort important semble avoir formé près de la moitié des forces de son expédition, car, lorsqu'adressant un cartel à son compétiteur, il lui proposa de faire décider du sort de la guerre par un combat de dix chevaliers pris dans chaque parti, il désigna, pour y prendre part, cinq français et cinq savoisiens, paraissant répartir également entre les deux nations l'honneur et le péril de cette lutte honorable. Or, d'après le rapport de Froissart², qu'on peut regarder comme vraisemblable, le duc aurait promis au comte Vert, pour les frais de sa participation à la guerre, une somme de cinq cent mille francs, dont il était dû encore cent trente mille lors du décès du comte, survenu le 2 mars 1383³. Mais, dès lors, les ressources venues de France étaient épuisées. A cette date, le duc d'Anjou, à bout d'argent et d'expédients, se voyait contraint de solliciter en France des secours qui furent lents à venir, et ne purent prévenir l'issue funeste de cette lutte, où le prince français périt, après avoir supporté les angoisses de la détresse et du plus extrême besoin.

¹ D'Égly (*Histoire des rois des Deux-Siciles*) porte à 3,600 seulement le nombre des hommes d'armes de l'armée de Louis d'Anjou. Il cite un témoignage contemporain d'après lequel on aurait compté 12,000 chevaux (t. II, p. 241), nombre qui correspondrait à trois ou quatre mille lances.

² Froissart, liv. II, p. 129.

³ *Monumenta patriæ. Chroniques de Savoie*, col. 364.

Il ne serait donc nullement nécessaire, pour se rendre compte de l'origine des ressources qui servirent à la guerre de Naples, d'imputer à cette expédition le rétablissement des anciens subsides qui eut lieu au commencement de 1382 et les commotions qui en furent la suite. La trêve avec l'Angleterre était sur le point d'expirer ; les affaires de Flandre rendaient probable la nécessité d'une intervention ; l'aide des *blancs* était loin d'avoir, comme on l'espérait d'abord, atteint le chiffre des impôts supprimés, et il semblait que le recours à ces subsides, dont la levée, habilement organisée, avait été assurée pendant tant d'années, offrait le meilleur moyen de procurer au trésor royal les ressources dont la nécessité se faisait sentir. Cette mesure, décidée dans le conseil du Roi dans le courant de janvier, devait être mise à exécution le 1^{er} mars, jour où devait cesser le fouage des blancs établi l'année précédente. Tous les historiens en attribuent l'adoption au duc d'Anjou, et le représentent comme empressé de puiser dans le trésor royal la finance nécessaire aux besoins de son expédition. « Le duc d'Anjou, qui voulait partir pour Naples, était pressé d'argent ; il lui en fallait à tous prix ¹. » — « Le Roi et ses oncles se dirigèrent sur Rouen après que le duc d'Anjou eut mis secrètement à l'enchère la ferme des impôts de Paris et ordonné qu'on en commencât la perception en son absence ². » — « Le duc d'Anjou ne voyait dans le paiement des subsides que les sommes d'argent qu'il comptait bien détourner à son profit pour ses desseins sur Naples... Malgré ses répugnances, il ne vit d'autre expédient que de réunir les États-Généraux à Compiègne (mi-avril 1382).... Anjou connaissait le moyen de soumettre les habitants de Paris ; en saccageant et pillant aux environs de Paris les maisons, les jardins, les troupeaux, il ruinait les bourgeois qui en étaient propriétaires, et en coupant les autres fruits et les blés, en accablant de coups les campagnards, il les forçait à chercher un refuge dans Paris, et disposait par la crainte de la peste et de la famine les plus déterminés à un accommodement.... La ville se décida à donner cent mille francs ³. » — « Le duc d'Anjou en toucha ce qu'il put, et partit pour la Provence⁴. »

¹ Barante, *Hist. des ducs de Bourgogne*, t. I, p. 134.

² H. Martin, *Hist. de France*, t. VI, p. 168.

³ Perrens, *La Démocratie en France*, t. II.

⁴ Barante, t. I, p. 136.

Ces détails, entièrement controuvés, du moins en ce qui concerne le duc d'Anjou, ont été, il est vrai, en partie du moins empruntés par les historiens modernes aux chroniqueurs contemporains. Au mois d'avril (1382), pendant les troubles de Paris, le duc d'Anjou, d'après Froissart, était auprès du Roi, à Meaux, prenant part aux délibérations que provoquait la gravité des circonstances; au mois de mai, il intervient entre le conseil du Roi et les Parisiens rebelles, et fait si bien, « par beau langage » dont il était bien doué, qu'il se fait remettre par eux une somme de cent mille francs ¹, tandis que ni le Roi ni ses oncles de Bourgogne et de Berry n'en peuvent rien obtenir ². Froissart se tait sur le fait des dévastations exercées dans les environs de Paris, et, loin d'en accuser le duc d'Anjou, il dit expressément que ce prince ménageait ceux de Paris, et « les portait sous ses ailes » dans l'espérance d'en avoir finance : mais le moine de Saint-Denis en parle autrement, et lui impute explicitement les excès commis par les gens de guerre dans le voisinage de la capitale; c'est lui qui les aurait réunis, dans le but de soumettre la ville rebelle en pillant les campagnes environnantes et en exposant aux horreurs de la famine l'immense population renfermée dans ses murs ³.

En réalité, ni le duc d'Anjou ni le duc de Berry n'eurent aucune part à ce qui se passa en France à propos du rétablissement des aides et à l'occasion des mouvements populaires qui eurent lieu dans les villes de Rouen et de Paris. Le dernier était dans son gouvernement de Languedoc, d'où il ne s'éloigna que pour faire un court séjour en Provence ⁴. Quant au duc d'Anjou, après avoir achevé à la hâte les préparatifs de son expédition, il avait quitté Paris vers le 10 février; il était arrivé, le 22, à Avignon, et ne revint jamais en France. Le journal de Jean Lefèvre, son chancelier, qui nous a été conservé, rend compte, jour par jour, de l'itinéraire du prince, qui ne s'éloigna pas d'Avignon, au delà

¹ La somme versée au trésor du Roi (et non du duc d'Anjou) par les Parisiens fut non de cent mille francs, mais de quatre-vingt mille. (V. Douet d'Arcq., *Pièces du règne de Charles VI*, t. I, n° xviii.)

² *Chron. de Froissart*, liv. I, ch. cxxxv.

³ *Chron. de Charles VI*, t. I, p. 153.

⁴ L'absence du duc de Berry est reconnue par M. Martin lui-même. « Le Roi et ses oncles, sauf le duc de Berry qui était en Languedoc, se dirigèrent sur Rouen. » (*Hist. de France*, t. VI, p. 168.)

d'une journée de marche, jusqu'au 13 juin, jour où il prit définitivement le chemin de l'Italie :

« Le lundi, 3 mars, fut tenu un consistoire public dans lequel le duc d'Anjou s'engagea solennellement à l'expédition de Naples dont il promit l'accomplissement, sans retourner — et fit-on des feux de joie. — Dimanche, 9 mars, monseigneur besogna pour un accès de fièvre qu'il eut. — Lundi 17 mars, monseigneur fut devant dîner et après devers le pape, où était conseil. — Lundi, 24, repartit mess. P. de Savoisy envoyé de par monseigneur au devant de monseigneur de Berry, son frère. — Mercredi, 26, monseigneur eut une conférence avec six cardinaux limousins. — Le jeudi, 10 avril, par le comte de Caserte, procureur de la Reine de Naples, furent baillées à monseigneur trois lettres, et ce jour eut lettre de monseigneur Barnabo. — Le dimanche, 13, les ambassadeurs de Marseille, en présence du pape, firent réponse à monseigneur que, après le décès de la reine, le tiendraient pour seigneur, et qu'il allât en personne pour recouvrer la reine de prison. — Lundi, 14, monseigneur de Berry vint; je fus au devant de lui comme les autres. — Le samedi, 19, je montrai à monseigneur lettre de l'évêque de Marseille et à mess. Pape. — Mercredi, 23, monseigneur a retenu de son conseil Loys de Estana. — Dimanche, 4 mai, je scellai une charte par laquelle monseigneur donna au duc de Berry, son frère, principauté d'Achaïe. — (Presque chaque jour de ce mois, comme du précédent, il y a des octrois de grâces et des retenues de capitaines, la plupart provençaux ou italiens.) — Jeudi, 15 mai, lettre scellée par laquelle monseigneur donne au sire de Montjoie, maréchal du pape, dix mille florins de revenu à prendre sur les forfaitures à echoir au royaume de Naples. — Dimanche, 18 mai; ce jour eut monseigneur un chevalier envoyé du roy sur le mariage de sa niepce, sœur du roy et pour une procuration que le roy requiert pour faire trêve aux Anglois. — 25 mai, monseigneur tient conseil après disner et dist le comte de Savoie pourquoi il estoit venu. — Enfin, le samedi, 31 mai, au conseil devant le pape, montrèrent Provençaux avoir du plaisir à ce que monseigneur le duc se nommast roy, et pour ce s'en déporta. Ce jour au vespre, monseigneur se partit d'Avignon et le convoièrent les cardinaux et portoit-on les bannières d'Anjou et de Calabre; et s'en alla au giste au Pont de Sorgne, et monseigneur de Berry et le comte de Savoye s'en retournèrent à Avignon ¹.... »

¹ *Journal de Jean Lefèvre.*

Ce refus péremptoire opposé par le duc d'Anjou aux désirs de ceux qui voulaient lui faire prendre le titre de Roi, est digne d'être remarqué, parce qu'il dément les assertions des historiens, et notamment celle de Froissart¹, d'après lequel le duc, par une hâtive et puérile vanité, aurait accepté les insignes de la royauté avant même de quitter la France. De plus, il est certain qu'il ne quitta pas Avignon entre la date de son arrivée, 22 février, et le 31 mai, jour où il partit pour le siège d'Aix et de là se dirigea avec son armée sur le Piémont. M. H. Martin, ne pouvant ignorer le départ du duc pour Avignon, au commencement de février, suppose qu'avant de passer les Alpes il serait revenu exercer autour de Paris les déprédations dont le chroniqueur l'accuse et se faire livrer les grosses sommes qui étaient le prix de l'accord passé entre les séditeux et la cour. « Aussitôt après le traité signé avec les Parisiens, dit cet historien, le duc d'Anjou reprit la route du midi...; il emportait avec lui les dépouilles du royaume; les trésors laborieusement amassés par Charles V pour expulser les Anglais de la France, et qui auraient pu suffire à conquérir Bordeaux et Calais, allaient s'engouffrer dans une région lointaine, à la poursuite d'intérêts étrangers et indifférents à notre patrie... Le duc, en arrivant à Avignon, apprit la mort tragique de sa mère adoptive... Il entra dans le comté de Provence à la tête de trente mille combattants dont huit mille lances. Les Provençaux s'étaient presque généralement déclarés pour Charles de Durazzo et se défendaient depuis six mois contre les officiers du duc... Les hommes et les trésors qu'il traînait après lui étaient également perdus pour la France². »

Il est difficile, en moins de lignes, d'accumuler un plus grand nombre d'erreurs. Le duc d'Anjou, lorsque les Parisiens se furent soumis, n'eut point à reprendre le chemin du midi; il l'avait pris depuis plus de trois mois, et n'était pas revenu. Il n'emportait ni les trésors de Charles V, qui n'avaient jamais existé, ni le subsidé imposé aux Parisiens, versé en d'autres mains que les siennes, bien que l'entreprise qu'il poursuivait et qui devait nous donner la Provence fût éminemment française. Le duc n'apprit point à Avignon la mort de la reine Jeanne, qu'il connut beaucoup plus tard, lorsqu'il était déjà en Italie³; il ne put dis-

¹ Froissart, liv. II, chap. cxxxv.

² H. Martin, *Histoire de France*, t. VI, p. 173.

³ En mai 1383, selon quelques auteurs. C'est à cette date seulement qu'il prit le titre de roi de Sicile (*Journal de J. Lefèvre*).

poser, pour soumettre en Provence les partisans de Charles de Duras, que de deux ou trois mille lances, les hommes d'armes savoisiens ne l'ayant rejoint qu'à Turin ; mais cette force était très suffisante, car, à l'exception des habitants d'Aix qui résistèrent jusqu'à la fin de juin, les Provençaux, loin de lui être hostiles, se dévouèrent généralement à sa cause, et lui prêtèrent un concours efficace dans la lutte qu'il entreprenait. Au surplus, les erreurs que M. H. Martin s'est appropriées appartiennent également pour la plupart à ses devanciers, et constituent comme le fonds de la légende qui s'est formée autour du nom du duc d'Anjou, légende qui s'est, en quelque sorte, imposée à tous ceux qui ont parlé des événements qui suivirent la mort de Charles V.

Ce serait donc aux ducs de Bourgogne et de Bourbon que devrait remonter la responsabilité des faits accomplis au cours de l'année 1382, à l'occasion du rétablissement des aides, des rigueurs exercées à Rouen et des violences par lesquelles on aurait réussi à triompher de l'insoumission des Parisiens. Mais y a-t-il lieu d'ajouter pleine foi au récit que le chroniqueur de Saint-Denis nous a laissé de cette époque de notre histoire ? Il est permis d'en douter. Le tableau des excès commis par les hommes de guerre, surtout lorsqu'ils se rapprochent de la royale abbaye, devient sous sa plume comme une sorte de formule dont on peut suspecter l'exactitude, lorsqu'on voit les contrées qu'il représente comme dévastées et dépeuplées par la guerre, être traversées et même occupées par de nombreuses armées qui y trouvent l'abondance toutes les fois qu'elles consentent à s'abstenir du pillage et à payer les vivres dont elles ont besoin¹. D'un autre côté, les historiens sont d'accord pour représenter les ducs de Bourgogne et de Bourbon comme des princes soucieux des intérêts de l'État, désireux du bien-être des peuples et exempts de cette avidité insatiable dont on se plaît à accuser les deux autres frères de Charles V. Le bon ordre établi dans leurs apanages, la prospérité des provinces dont ils avaient le gouvernement, la popularité dont ils jouissaient ne permettent guère de les regarder comme les inspireurs d'actes d'une injustifiable tyrannie, et il semble qu'on doive chercher ailleurs que dans leur intervention aux affaires du gouvernement la

¹ *Chronique de Charles VI*, t. IV, p. 467, 521 ; t. VI, p. 65, 301, etc.

cause des séditions qui troublèrent si malheureusement les premières années de la minorité du roi Charles VI.

Pour celui qui consulte sans passion les enseignements de l'histoire, les désordres de cette époque, qu'on s'est plu à imputer aux fautes, à l'impéritie, à la cupidité, aux discordes des princes, aussi bien qu'au défaut de lumières des conseillers du Roi, trouvent leur explication la plus vraie dans les tendances démocratiques qui s'emparèrent des classes populaires de quelques villes, jalouses d'imiter l'exemple des communes de Flandre, et les entraînent dans les voies d'une agitation aveugle et stérile. Un esprit d'imprévoyance égal dans les masses qui secouent le frein des lois et chez ceux qui les inspirent, l'absence de vues politiques, l'oubli des intérêts de la nation, une propension déplorable à profiter des malheurs publics pour porter au pouvoir des coups qui atteignent l'État tout entier, l'entraînement aux excès les plus déshonorants, et à ce qu'on pourrait appeler une jacquerie urbaine, tels sont les caractères qui signalent le mouvement démocratique à cette époque, et qui se reproduisirent d'une manière plus sensible encore dans les dernières années de ce règne infortuné. On est d'autant plus disposé à lui imputer les malheurs qui l'accompagnèrent, qu'entre ces deux périodes calamiteuses, et lorsque déjà la maladie du Roi laissait place à de funestes compétitions, la France parvint à un état de prospérité qui, malgré d'affreux revers, rendit sympathique au peuple le nom de ce prince. « Depuis l'âge de cent ans et plus, disait Christine de Pisan, ne fut le royaume de France plus riche, Dieu soit loué!... la puissance et noblesse en chevalerie plus grande, gens de tous états plus en paix, moins molestés, plus riches, mieux meublés, soit princes, nobles, clercs, bourgeois, ouvriers et gens de commerce; et plutôt au benoît Fils de Dieu que jamais n'allât pis Je tiens que ce serait le plus glorieux royaume qui temporisât sous les nues¹. »

Néanmoins, nous l'avons vu, les frères de Charles V sont demeurés, aux yeux de l'histoire, chargés des malheurs que rappelle le règne de leur infortuné neveu, et, sur la foi de quelques données plus que contestables fournies par Froissart et par le moine de Saint-Denis, une sorte de réprobation, dont les auteurs modernes se sont faits les échos, s'est attachée à leur nom. Frois-

¹ Christine de Pisan, *Liures des fais et bonnes meurs*, 2^{me} partie, chap. xiv.

sart, en disant que le duc d'Anjou a pris les Parisiens sous sa protection, croit sans doute formuler contre sa mémoire une accusation des plus graves. Une courte note que nous trouvons dans le *Journal* de Jean Lefèvre peut servir à expliquer le peu de faveur qui lui est montrée dans les récits du chroniqueur. Froissart, on le sait, avait le cœur anglais : ses écrits, souvent injurieux pour l'honneur de la France, semblent, surtout dans la première partie, avoir pour but de rehausser la gloire de nos ennemis. Au moment où il se disposait à adresser au roi d'Angleterre les premiers livres, le duc d'Anjou en avait fait saisir chez l'enlumineur Guillaume Bailly les nombreux cahiers, et les avait retenus en France¹. En agissant ainsi, le régent avait été guidé par le légitime souci de sauvegarder l'honneur de la nation et de remplir le devoir que lui imposait sa participation au gouvernement du royaume. De là, chez le chroniqueur, un mécontentement qui ne fut pas dissimulé, et qui se traduisit par le dénigrement en quelque sorte systématique dont le prince fut l'objet dans la suite de sa *Chronique*.

Des motifs d'une autre nature paraissent avoir indisposé contre les princes, et notamment contre le duc d'Anjou, le chroniqueur de Saint-Denis et les auteurs qui l'ont suivi. Le duc d'Anjou, principalement soucieux des intérêts français, avait été l'un des promoteurs du schisme qui troubla si profondément la chrétienté pendant quarante ans, l'un des fauteurs les plus ardents du pontife qui siégeait à Avignon. Mais, malgré l'adhésion que les évêques avaient donnée à Clément, le pape romain avait conservé dans le clergé et dans les cloîtres, comme dans l'Université, de nombreux partisans, qui reprochaient amèrement aux princes français les malheurs de l'Église. Le Laboureur qui, en écrivant la vie de Charles VI, reproduisit presque littéralement le récit du moine de Saint-Denis, se montre au *xvii*^e siècle animé des mêmes sentiments, qu'il pousse jusqu'à l'exagération, lorsqu'il voit les biens de l'Église employés à soutenir une cause qu'il condamnait. A la suite des éloges qu'il donne à Charles V pour le gouvernement de son royaume, il n'hésite pas à blâmer la conduite qu'il tint dans l'affaire du schisme, et lui reproche avec amertume d'avoir écouté les conseils « de quelques cardinaux révoltés, de quelques prélats faibles et intéressés. » Pour lui,

¹ *Journal de J. Lefèvre*, 12 décembre 1381, p. 3.

l'expédition de Naples doit être regardée comme l'écueil que Dieu réservait à l'ambition de Clément et du duc d'Anjou, « qui y consumèrent les injustes trésors prélevés sur le patrimoine de l'Église ; » et, après avoir rendu compte du traité par lequel le pontife procurait au prince français les moyens d'accomplir son entreprise, « il y a, ajoute-t-il, plus de fureur que de raison dans un pareil procédé, qui ne les convaincra que trop d'avoir été aussi peu légitimement l'époux de l'Église que cette femme dénaturée fut la mère de l'enfant qu'elle consentait de voir partager... Il semblait qu'il n'y eût pas assez d'argent dans tout le monde pour cette conquête, et si l'on juge de la justice de l'entreprise par la fin, on reconnaîtra visiblement les coups de la main de Dieu dans toute la destinée des principaux personnages de cette tragédie ¹. »

Ces sentiments, qui étaient, au xiv^e siècle, ceux des partisans du pape Urbain, ne permettent guère d'attendre de l'historien un jugement équitable lorsqu'il parle du chef de l'expédition de Naples, et il n'y a pas lieu de s'étonner si le duc d'Anjou, qu'on avait surnommée *la Joie de la France*, prend sous sa plume les traits d'un prince « avide, ambitieux, et rendu redoutable par ses qualités mêmes. » Les autres frères de Charles V, qui partagèrent ses vues dans l'affaire du schisme, ne sont pas dépeints plus favorablement, et les historiens venus à la suite de Le Laboureur semblent n'avoir fait autre chose que de s'approprier le jugement énoncé par leur devancier. Nous croyons toutefois que tel ne doit pas être le dernier mot de l'histoire. Les trois frères de Charles V, les contemporains le reconnaissent unanimement, étaient doués de qualités brillantes : généreux, éloquents, vaillants sur les champs de bataille, dévoués à la cause de la nation qu'ils servirent de la manière la plus utile. Au milieu des circonstances critiques où se trouvait le pays et de difficultés sans cesse renaissantes, lorsque l'esprit de rébellion, attisé par des influences étrangères, remplissait nos villes de meurtres et de deuil, ils se montrèrent humains, enclins aux mesures de conciliation, appelant les représentants de la nation dans les conseils du gouvernement, conservant entre eux un accord bien difficile à des princes qui eussent été animés des vues d'ambition et de cupidité qui leur sont si libéralement prêtées.

¹ Le Laboureur, *Histoire de Charles VI*, t. I, Introd.

Le duc de Berry, pendant le cours d'une vie qui se prolongea presque jusqu'au terme du règne de son neveu, mérite d'être présenté comme un modèle de vaillance et d'honneur¹ ; il demeura dans la famille royale un arbitre respecté, et, s'il ne put toujours prévenir des divisions inévitables, il réussit souvent à en amortir les funestes conséquences. Le reproche d'avidité dont il fut l'objet s'atténua singulièrement devant un examen attentif, et les prétendues exactions qu'on lui attribue ne sont le plus souvent que l'exercice légitime des droits qui lui sont dévolus par les titres les plus réguliers. Sans emprunter, en ce qui concerne le duc d'Anjou, les termes élogieux peut-être jusqu'à l'excès qu'emploie Christine de Pisan, on est forcé de reconnaître que la France doit, pour une grande part, à sa valeur infatigable et à son savoir faire le relèvement de sa fortune; qu'il sut, par son entremise éclairée, regagner à sa cause le comte du Guesclin, parvenu à la fin de sa carrière, et qu'il se montra non seulement intrépide et heureux à la guerre, mais sage dans les conseils et modéré dans la prospérité, préférant au triomphe du glaive le succès de négociations qui devaient rattacher d'une manière durable au giron national les populations conquises par nos ennemis². Sa conduite, dans les moments les plus critiques de son expédition d'Italie, ne fut celle ni d'un ambitieux vulgaire, ni d'un aventurier avide, et il opposa aux revers une constance qu'admirent ses ennemis eux-mêmes. Réduit aux extrémités les plus cruelles, ayant épuisé ses dernières ressources, partageant avec ses armées les épreuves de la maladie et de la famine, il agit toujours en roi; il ne voulut point, par d'injustes déprédations, se procurer des moyens de vivre qui ne lui étaient livrés qu'au poids de l'or, et après avoir engagé ses biens, ses bijoux et jusqu'à ses armes, il périt entouré des partisans nombreux que sa valeur lui

¹ *Chron. de Charles VI*, l. XXXVII, ch. III.

² Le fouage de douze livres imposé à Montpellier, et qui occasionna la révolte de cette ville, n'était pas, comme on l'a supposé, une exaction destinée à enrichir le duc d'Anjou, mais un subside de guerre motivé par l'entreprise projetée de la conquête de Bordeaux. Il ne faut pas oublier que la terre de Montpellier, récemment confisquée sur le roi de Navarre, était à peine considérée comme française, et n'avait jusque-là contribué en rien aux aides imposées pour le fait de la guerre. Si l'on tient compte d'ailleurs des excès odieux commis pendant la sédition, du meurtre de tous les officiers du duc et de plus de quatre-vingt personnes, la répression pourra passer pour modérée, eu égard à l'époque où les événements ont eu lieu.

avait acquis, et dont ses malheurs ne purent lasser la fidélité. On a reproché au duc de Bourgogne, avec raison semble-t-il, d'avoir poussé le goût du faste au delà même des limites que ses grandes richesses eussent dû lui imposer; mais il ne faut pas oublier que ce goût était celui de la nation elle-même, qui, amoureuse de fêtes et d'éclat, prenait sa part en quelque sorte de cette magnificence dont ses princes s'entouraient. Ces trois princes, dans des mesures diverses, contribuèrent à maintenir vis à vis des peuples étrangers ce prestige et ce renom de civilisation dont la France jouissait alors, qui la plaçait à la tête des peuples de l'Europe, et qu'elle devait non moins aux grandes qualités et à l'esprit chevaleresque des *sires des fleurs de lys* qu'au caractère et aux aptitudes de la nation. Nous croyons que l'histoire, pour demeurer impartiale, ne doit pas réserver pour eux toutes ses sévérités, et que le jugement à porter sur cette époque calamiteuse, dont nous sommes séparés par les siècles, mais que les malheurs de notre pays semblent avoir rapprochée de nous, ne doit pas être rendu contre eux d'une manière exclusive; qu'alors comme aujourd'hui, dans le partage des responsabilités, il ne faut pas oublier celle qui incombe à la nation elle-même, souvent trop prompte à s'exonérer d'un tel fardeau, et à faire retomber sur ceux qui la gouvernent le poids des fautes dont elle est coupable.

T. DE LORAY.

LE VOYAGE
DE
CHARLES-QUINT EN FRANCE
EN 1539-1540

D'APRÈS LES DOCUMENTS ORIGINAUX.

On est aujourd'hui d'accord pour reconnaître la nécessité de contrôler les documents historiques français par les documents étrangers se rapportant au même sujet. Combien de publications savantes, parues hors de notre pays, sont utiles, indispensables même, pour élucider certaines parties de notre histoire ! Il suffit de rappeler les papiers d'état anglais et les *relazioni* vénitiennes. Bientôt, espérons-nous, les écrivains français qui s'occupent des affaires du xvi^e siècle, pourront consulter, sans frais et sans déplacement, des documents dont l'importance nous paraît peut-être égale. Ces documents inédits, relatifs à notre histoire, et que nous copions en ce moment aux archives de Bruxelles, consistent en mémoires et en lettres émanant, soit de la chancellerie impériale de Charles-Quint, soit de la chancellerie royale de Philippe II. Et l'intérêt redouble lorsqu'il s'agit, non plus seulement de papiers officiels, mais des correspondances en quelque sorte privées que l'empereur et le roi d'Espagne entretenaient successivement, en dehors de leurs chancelleries, avec des personnages de leur famille. C'est alors en effet que les augustes correspondants, n'étant plus arrêtés par les convenances diplomatiques ou par la crainte de voir leurs confidences tomber

dans des oreilles indiscrètes, se disent tout à cœur ouvert, manifestent librement leurs ambitions, leurs espérances et leurs craintes, découvrent enfin le fond de leur pensée. Si les diplomates vénitiens sont des spectateurs avisés, des témoins perspicaces, Charles-Quint, Philippe II, la reine de Hongrie, la duchesse de Parme, le chancelier Nicolas Perrenot de Granvelle, si intimement mêlés à notre histoire, sont des acteurs du drame politique et, comme on dit en langage judiciaire, des parties principales.

Nous voudrions aujourd'hui essayer de justifier cette opinion, en montrant le parti que l'on peut tirer des papiers austro-espagnols pour fixer d'une façon à peu près définitive certains points du règne de François I^{er}. Nous prendrons pour exemple le passage de Charles-Quint à travers la France, à la fin de 1539 et au commencement de 1540, et nous poserons les questions suivantes :

1^o — Ce passage fut-il offert par François I^{er} ou sollicité par Charles-Quint ?

2^o — Pour l'obtenir, l'empereur fut-il amené à multiplier, soit en Espagne, avant son départ, soit en France, pendant son voyage, des promesses tendant toutes au mariage de sa fille Marie, ou de sa nièce Anne avec le duc d'Orléans, second fils de François I^{er}, et à la restitution amiable du Milanais ?

3^o — Aussitôt qu'il fut arrivé dans les Pays-Bas, Charles-Quint renia-t-il audacieusement sa parole et déclara-t-il n'avoir rien promis ?

Les historiens français contemporains, hommes de guerre ou de conseil, ont conservé quelque chose de la chaleur de l'action et complètement épousé les ressentiments de leur roi. Aussi, suivant eux, Charles-Quint est, sur toutes les questions posées ci-dessus, coupable d'un mensonge longuement prémédité et savamment ourdi ; François I^{er} et le connétable de Montmorency ne sont que des dupes, victimes d'une habileté supérieure autant que peu scrupuleuse. Parmi ces historiens français du xvi^e siècle, il faut placer au premier rang Tavanès et Martin du Bellay.

Au xvii^e et au xviii^e siècle, tous nos historiens conservent soigneusement la même tradition. Il suffit de citer parmi eux Mézeray, Varillas et Gaillard.

Mais, au xix^e siècle et depuis quarante ans, de véritables progrès ont été accomplis sur les questions qui vont nous occuper,

comme sur tant d'autres. Les travaux antérieurs sont remaniés, soumis à une judicieuse critique, examinés à la clarté projetée par les documents originaux. Pour ne parler que des auteurs d'histoires générales, Sismondi, M. Henri Martin, M. Dareste, n'acceptent les opinions de leurs devanciers que sous bénéfice d'inventaire, répudient absolument les unes, rectifient les autres. Ainsi, en ce qui concerne l'objet de cette étude, Sismondi et M. Henri Martin sont les premiers qui se soient servis du recueil si précieux de Guillaume Ribier. M. Henri Martin, dont l'ouvrage est postérieur à celui du savant genevois, a même pu employer quelques pièces austro-espagnoles, tirées des papiers d'état du cardinal Granvelle, et son œuvre y a gagné. Enfin, dans ces derniers temps, M. Dareste, qui n'a consacré que quelques lignes à ces questions, a eu du moins le mérite de ne point s'écarter de la vérité. Toutefois, les auteurs d'histoires générales ne peuvent entrer dans les détails, citer et comparer les sources, et donner à leurs récits un cortège de preuves tel que les esprits exigeants se déclarent satisfaits. C'est là la tâche des auteurs de monographies. En second lieu, nos historiens modernes ont ignoré presque toutes les dépêches étrangères, en même temps que bien des documents de provenance française leur restaient inconnus. Nous pensons donc qu'il n'est pas trop tard pour rapprocher des informations françaises les informations étrangères, qui jusqu'ici n'ont que difficilement pénétré chez nous, comme aussi pour tenter d'obtenir et de faire ressortir la vérité historique sur les questions que nous nous sommes posées.

Mais, avant tout, rappelons les préliminaires de la matière.

I

La restitution amiable du duché de Milan, assuré à Charles-Quint par les traités de Madrid et de Cambrai, constitue en quelque sorte le fond, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, la substance même du règne de François I^{er}. Elle donne lieu à des projets, à des négociations, à des alliances contradictoires en apparence, à des brouilles, à des replâtrages, qui commencent en 1532, et ne cessent qu'en septembre 1545, à la mort du duc Charles d'Orléans. Pour les décrire, il faudrait tout un livre,

pour lequel les matériaux abondent ; mais nous devons nous borner, et nous ne remonterons pas plus haut que le mois de décembre 1538.

A cette époque, François I^{er} et Charles-Quint semblent avoir complètement oublié leurs anciens griefs. Le 18 juin précédent a été conclue entre eux à Nice une trêve de dix ans, sous les auspices du pape Paul III. Dans l'entrevue d'Aigues-Mortes (14 juillet 1538), ils ont échangé des promesses de paix et d'amitié perpétuelle. Des alliances entre leurs enfants respectifs doivent en être le sûr garant.

Il s'agit de donner un corps à ces promesses. A cet effet, le connétable de Montmorency envoie en Espagne deux ambassadeurs : Charles de Cossé, seigneur de Brissac, et Antoine de Castelnau, évêque de Tarbes. L'objet de cette mission était, dit Sismondi, « de donner de nouvelles garanties à l'amitié contractée entre les souverains, en s'engageant à faire de concert l'entreprise contre le Turc. » Cette résolution n'a rien qui puisse nous étonner. Le connétable était, avant tout, comme on l'a fort bien dit récemment ¹, un partisan « de l'ordre établi, » c'est-à-dire de cet ordre hiérarchique, monarchique et chrétien qui avait pour principaux supports le pape et l'empereur. ²

C'est alors que ce dernier, se trouvant à Tolède, fixe et définit ces promesses, vagues jusqu'alors, dans un écrit qu'il remet aux deux ambassadeurs français, après avoir ouï le rapport du sieur du Peloux (22 décembre 1538) ³. Il importe d'analyser cet important mémorial.

Nous laissons de côté le projet de mariage entre le prince d'Espagne, le futur Philippe II ⁴, et la princesse Marguerite, fille de France ⁵. Le prince n'étant pas « en eage suffisant, » l'empereur et le roi « se bailleront de part et d'autre seheurtéz de ne traicter alliance quelconque ailleurs pour ledit seigneur

¹ Forneron, *Les ducs de Guise et leur époque*, passim.

² C'est par erreur que les papiers d'état de Granvelle donnent la date du 27 décembre — Sismondi adopte, d'après Léonard, la date du 1^{er} février 1539, qui est celle, non du mémorial, mais de la ratification de cet instrument, lequel, dans l'intervalle, avait été soumis à François I^{er}. Ainsi le célèbre historien a ignoré l'existence du premier document. De plus, il cite, toujours d'après la même autorité, un traité conclu à Tolède, le 10 janvier 1539, entre le roi et l'empereur.

³ Né à Valladolid le 21 mai 1527.

⁴ Née le 5 juin 1523.

ny pour ladite dame, » et cela jusqu'à ce que le mariage puisse avoir lieu.

Voici maintenant la stipulation concernant le duc d'Orléans :

« Et quant au mariage de Monseigneur d'Orléans, aussi s'il plaît audit Seigneur Roy, sadite Majesté impériale promet sur sa foy et honneur de traicter le mariage d'entre mondit Seigneur d'Orléans ¹ et la *signora infanta* et princesse des Espagnes, fille aînée de sa Majesté ², ou la seconde fille du roy des Romains, duquel sadite Majesté se fait fort, et que ledit mariage avec l'une ou l'autre desdites filles, selon que sera lors advisé entre leurs deux Majestéz mieulx convenir pour eulx et lesdites parties, se complira et effectuera quant elles seront en eage à ce requis, que sera en mesme année ³, et que sadite Majesté disposera du duché et estat de Milan réalement en faveur et contemplation dudit mariage, tellement que ledit Seigneur Roy en devra estre bien content ⁴. »

Le 1^{er} février 1539, l'empereur confirme à Tolède les stipulations du 22 décembre précédent. ⁵

De son côté, François I^{er}, se trouvant à Fontainebleau, scelle, par son serment, la convention qu'on vient de lire.

En cette année, la révolte des Gantois s'envenima au point que la présence de l'empereur dans les Pays-Bas fut jugée nécessaire.

¹ Né le 22 janvier 1522.

² Née le 21 juin 1528.

³ Sismondi commet au sujet de cette pièce de nombreuses erreurs. Ainsi, à Marguerite de France, il substitue l'infante Marie de Portugal, fille de la reine Éléonore. De même, il interprète ces mots : *que sera en même année*, en ce sens que le mariage du prince d'Espagne et celui du duc d'Orléans auront lieu la même année, tandis qu'ils signifient que la même année verra le mariage du duc d'Orléans, soit avec l'infante Marie, soit avec Anne d'Autriche.

⁴ *Collection des documents historiques aux archives de Bruxelles*, t. VI, p. 109.

Observons au surplus que la stipulation du mariage du duc d'Orléans n'est pas pure et simple. L'empereur ajoute : « que lors seront advisés les meilleurs moyens que faire se pourra pour appoincter les différendz d'entre le roy très chrestien et le duc de Savoye..... » Or, François I^{er} s'étant, en 1535-1536, emparé sur Charles III de la Bresse, de la Savoie et du Piémont, l'arrangement de ces différends devait être des plus difficiles.

⁵ « Après avoir entendu de l'evesque de Tarbe et semblablement de nostre résident devers nostre dit frère qu'iceluy seigneur roy a agréable la response naguères par nous faite et baillée par escript audit seigneur de Tarbe et au Sieur de Brissac..., nous, pour certifier davantage et assurer ledit seigneur roy de nostre intention, l'avons icy fait insérer selon sa forme et teneur. » — Ribier, t. I. p. 365 ; — Dumont, *Corps diplomatique*, t. IV, partie II, p. 186.

Ces graves dissentiments entre la reine Marie et les turbulents bourgeois remontaient à la proposition d'une aide de 1,200,000 florins, réclamée par la reine en 1537 pour repousser les agressions françaises. Dans les états de Flandre, le vote de la quote-part imposée à la province (400,000 florins) n'avait pas été unanime. Des quatre membres de Flandre¹, trois, savoir : Bruges, Ypres et le Franc de Bruges avaient adhéré : le quatrième membre, Gand, n'avait accordé que des soldats. En mai 1538, Gand et Ypres avaient refusé l'aide pour la solde des garnisons et l'entretien des places de guerre. Puis avaient éclaté, dans l'orageuse cité des Van Artevelde, des actes de rébellion ouverte. Le grand doyen des métiers, Liévin Pien, avait été mis à mort. Les lettres impériales du 11 avril 1515, dites : *Calfoel*,² avaient été détruites. La reine Marie se sentait impuissante et appelait son frère à grands cris.

Ce voyage de Charles-Quint soulevait de sérieuses difficultés. Lorsque le bruit commença à en circuler, des plaintes amères s'élevèrent en Espagne et trouvèrent un écho dans les Cortès. On trouvait que l'empereur négligeait ses royaumes transpyrénéens. Seconde difficulté. Par où passerait l'empereur ? Trois chemins lui étaient ouverts : la voie de mer, celle de France, celle d'Italie et d'Allemagne. Si Charles-Quint choisissait la première, il pouvait être jeté par la tempête sur les côtes d'Angleterre. On se souvenait encore que pareille mésaventure était arrivée à Philippe-le-Beau, et que Henri VII en avait profité pour lui arracher des concessions désavantageuses aux Pays-Bas.³ Ici, le danger était bien plus considérable, car le divorce de Catherine d'Aragon et de Henri VIII avait naguère amené un conflit des plus menaçants entre celui-ci et l'empereur, neveu de l'épouse répudiée. Charles-Quint avait considéré comme une injure personnelle, non seulement le divorce, mais encore les

¹ Lesquels constituaient la représentation légale de la province au même titre que les quatre chefs-villes (Bruxelles, Anvers, Louvain et Bois-le-duc) représentaient le Brabant.

² Littéralement : peau de veau.

³ Il avait obligé Philippe-le-Beau à renouveler le traité de commerce entre les Pays-Bas et l'Angleterre, traité entièrement favorable à celle-ci, et à lui livrer un neveu d'Edouard IV d'York, savoir : Jean de la Poole, comte de Suffolk, réfugié dans les Pays-Bas, et qui fut mis à mort lors de l'avènement de Henri VIII.

Varillas est fort mal informé sur ce point.

procédés grossiers et barbares qui l'avaient accompagné. Il s'était aussitôt rapproché de François I^{er}, lui avait proposé d'unir leurs forces et de prendre en mains le redressement des griefs du Saint-Siège. Il avait esquissé tout le plan d'une véritable croisade dont le double but était, d'une part, le détrônement de Henri VIII, et en second lieu le rétablissement du catholicisme romain en Angleterre. Le projet avait avorté, mais il était connu de Henri VIII, et certes si, au lendemain d'une si grave menace, l'empereur eût été jeté sur les côtes d'Angleterre, il se serait trouvé dans une position plus dangereuse encore que celle où Louis XI s'était mis à Péronne. Si Charles-Quint passait par l'Allemagne, il pouvait avoir maille à partir avec les princes protestants. En outre, pour aller d'Italie en Allemagne, il était obligé de franchir les Alpes, chose périlleuse en hiver. Restait la voie de France ; mais François I^{er} ne se souviendrait-il point de Pavie, de sa longue détention à l'Alcazar, du traité de Madrid ? Le conseil impérial flottait entre ces différents projets. Enfin, le chancelier Granvelle et le grand commandeur de Léon, Don Francisco de los Covos, l'emportèrent. Il fut décidé que l'empereur traverserait la France. Celui-ci risquait sa liberté sur la foi du roi chevalier et sur les inclinations politiques bien connues du connétable de Montmorency. C'est ici que s'offrent logiquement à nous les trois questions qui sortent des entrailles mêmes du sujet.

II

La première question est celle-ci : De qui vint l'initiative des propositions relatives au voyage ? Vint-elle de l'empereur, vint-elle du roi de France ?

En février 1539, l'empereur n'est pas encore décidé ; il ne sait point si ses affaires lui permettront de quitter l'Espagne. Peut-être aussi cette incertitude, plus apparente que réelle, tient-elle aux divisions existant entre ses conseillers. C'est pourquoi il se contente de tâter le terrain :

« Et Monsieur de Granvelle m'a dit présentement, écrit le 6 février l'évêque de Tarbes au connétable, que je vous assure de sa part que l'empereur luy a dit, il y a quatre ou cinq jours, que si ses

affaires luy permettent d'aller en Flandres, qu'il est déterminé de passer à bien petite compagnie par la France, pour estre en la compagnie du Roy, à prendre le passe-temps de la chasse et faire une bonne et longue chère avec luy et la reine sa sœur ¹.... »

A peine François I^{er} et le connétable sont-ils informés de cette ouverture, qu'ils s'empressent d'y donner suite. Nous ne disons pas qu'ils agissent ainsi par pure courtoisie. Assurément, ils comptent, en obligeant l'empereur, obtenir une plus prompte réalisation de ses promesses des 22 décembre 1538 et 1^{er} février 1539; mais la question n'est pas là.

Nous prétendons que l'initiative des propositions faites touchant le voyage vint du côté de la France, et nous ajouterons que cette négociation fut confiée à un ambassadeur spécial, l'Elu d'Avranches.

A cette affirmation, on objectera sans doute, comme on l'a déjà fait, que les instructions définitives de l'Elu ne furent rédigées à Chantilly que le 5 août 1539, et qu'ainsi, entre la première ouverture de l'empereur et l'envoi du chargé d'affaires, il s'écoula six mois, pendant lesquels Charles-Quint put réitérer tout à son aise ses insinuations. Ce serait là une grave erreur. L'Elu d'Avranches fut envoyé deux fois en Espagne, une première fois à la fin de février 1539, une seconde fois dans le mois d'août suivant. Nous en trouvons la preuve dans une lettre de l'évêque de Tarbes au connétable, en date du 1^{er} mars 1539. « Monseigneur, écrit l'évêque, il y a dix jours que l'Elu d'Avranches a déclaré sa charge à l'empereur ²... » Ce passage si clair nous dispense de toute autre démonstration.

Le diplomate français vint donc exprimer à l'empereur combien son royal beau-frère serait heureux de le recevoir. Lui aussi tâta le terrain, puis retourna en France pour rendre compte de sa mission, et ce fut alors qu'il reçut l'instruction dont il est parlé ci-dessus. Muni de cet instrument, il repartit aussitôt pour l'Espagne, ayant pour mission ostensible de négocier, au profit de Charles-Quint, une trêve avec le Turc.

¹ Ribier, t. I, p. 368.

² Ribier, t. I, p. 391.

Au mois d'août 1539, l'empereur, bien loin d'être disposé à acheter par des promesses le passage à travers la France, n'était même pas encore décidé à franchir les Pyrénées. Du moins il le déclarait. Nous lisons en effet dans l'instruction citée ces mots, qui ne nous paraissent admettre aucune objection :

« Et ne sera omis de dire audit seigneur empereur que. si son passage se fût adonné par la France, le Roy y eût pris plaisir comme à l'une des affaires de ce monde que plus il désiroit, mais, *puisque les affaires dudit seigneur empereur ne le portent pas ainsi*, ledit seigneur Roy est et sera toujours très content de ce qui luy plaira et ne le voudra rechercher de faire plus avant que sa volonté et commodité. Bien le prie que, venant à passer par ses ports ¹, il y use et commande à ses sujets et officiers, tout ainsi qu'il feroit aux siens propres. Et ne faudra aussi ledit Elu d'Avranches de luy faire entendre que le Roy est délibéré d'envoyer au devant de luy ses galères pour l'accompagner ². »

Le mois suivant, l'Elu rend compte de sa mission.

« Si, dit-il, les affaires de l'empereur le peuvent porter, il sera très aise de passer par la France, auquel lieu il sçait bien qu'il aura autant de seureté qu'en ses propres pays et beaucoup plus de plaisir et de contentement qu'en nul autre lieu où il pourroit arriver, mais il n'est pas encore résolu du temps de son voyage, attendant ce que fera le Turc, et encore qu'il passât en Italie, qu'il ne le fera que pour mettre fin à ce qui est à conclure entre le Roy et luy ³, et qu'il n'y a autre affaire quelconque, et seroit très content s'il estoit possible que toutes choses se peussent vider en l'une de ses frontières, sans qu'il laissast ses royaumes, auxquels sa présence est plus que nécessaire pour le bien de ses affaires ⁴. »

Nous allons maintenant entrer dans l'examen des documents inconnus en France. Ils nous paraissent trancher à peu près toutes les questions.

Ainsi, une dépêche du grand commandeur de Covos et du chancelier Granvelle à François Bonvalot, abbé de Saint Vincent et

¹ Il était donc question d'un voyage par mer.

² Ribier, t. I, p. 467.

³ Toujours l'affaire de Milan.

⁴ Ribier, t. I, p. 468.

ambassadeur impérial en France, du 27 septembre 1539¹, prouve jusqu'à la dernière évidence que les plus vives instances ne cessèrent d'être faites, du côté de François I^{er} et de Montmorency, tant en France, auprès de Bonvalot, qu'en Espagne, par l'évêque de Tarbes. Nous avons dit les dissentiments qui s'élevaient dans le conseil impérial. Covos et Granvelle viennent de faire triompher leur opinion : ils en sont encore tout émus ; ils sentent la grave responsabilité qui pèse sur eux, et voici ce qu'ils écrivent :

« Sa Majesté a toujours heu inclination et prétendu de passer par France, comme il nous a bien semblé aussi le plus à propos, et à quoy avons tenu et tenons la main pour avancer le parachèvement des choses promises, *et pour avoir congneu le désir que ledit seigneur Roy très chrestien y avoit démontré et ce que par plusieurs fois luy et ledit seigneur connestable vous en ont dit, comme nous avez escript et aussi l'avons entendu du feu bon évesque de Therbes, à cuy Dieu face merci.* Et n'y a heu aultre difficulté que le parler des gens, comme Je, Granvelle, vous ay cy-devant escript, et éviter la cérémonie, si sadite Majesté s'en déclaroit avant l'instant du parlement². Et vous voulons bien confidamment advertir que nous trouvons nostre maistre *toujours de plus en plus mis à en satisfaire au plaisir dudit seigneur Roy.* »

Ces démarches du roi très chrétien et du connétable sont encore prouvées par toute une série de pièces qu'il est surtout intéressant d'étudier à un autre point de vue : nous voulons dire à celui des sûretés que Charles-Quint et ses ministres ne crurent pas devoir négliger. Voici comment ils s'y prirent :

« Mais pour ce que nous sçavons bien, écrivirent, le 27 septembre 1539, Covos et Granvelle à l'ambassadeur Bonvalot, que, venant

¹ Gachard, *Relation des troubles de Gand*, p. 249.

² Ainsi, à la fin de septembre, la résolution de traverser la France était prise, mais elle n'était pas encore connue. Lorsqu'elle le fut, il y eut explosion de surprise. En Angleterre, cet étonnement fut fortement mêlé de dépit (Voir deux lettres de notre ambassadeur Marillac au connétable dans Ribier, t. I, p. 333 et 486). Voir aussi une lettre de François Bonvalot à l'empereur du 8 octobre 1539, dans laquelle il est parlé de la surprise et du désarroi des ambassadeurs étrangers à la cour de France (Archives nationales. K 1484, B. 3). Mêmes sentiments à la cour papale. Le souverain pontife ne comprend pas comment l'empereur ose s'aventurer en France avant d'avoir réglé la question de Milan à la satisfaction du Roi.

nostre dit maître à déclarer ouvertement qu'il vueille faire ledit voiage, nous nous en trouverons en mirable peine pour en bailler raison et contentement, mesmement en ce costé,... avons advisé de vous en préadvertir, afin que, en secret, vous le faites entendre à la royne et audit sieur connestable. Et tenez main que ledit seigneur Roy très chrestien, ladite royne, messeigneurs les dauphin et duc d'Orléans et ledit sieur connestable et aussy le cardinal de Lorraine escripvent lettres affectueuses pour persuader à sadite Majesté cestuy passaige, sans faire mention quelconque qu'ilz aient entendu expressément la volenté de sadite Majesté, mais en fondant lesdites lettres sur la parfaite amytié et ayant regard au prouchain temps d'yver... »

Par cette adroite manœuvre, Covos et Granvelle atteignaient un double but : ils s'exonéraient en partie d'une grave responsabilité ; ils évitaient « les grands colps de becqz » qui ne leur étaient pas épargnés ; et, d'un autre côté, ils mettaient François I^{er} dans l'impossibilité de manquer aux devoirs d'une hospitalité si visiblement sollicitée par lui, sans boire toute honte et sans encourir la réprobation de la chrétienté.

Cependant ces lettres du roi, du connétable de Montmorency, du cardinal de Lorraine ne suffisaient pas encore au défiant et méticuleux Charles-Quint. Sans doute, il savait qu'en traversant la France, il s'exposait jusqu'à un certain point ; mais il ne croyait point avoir trop à craindre de son beau-frère ni des ministres de celui-ci. Il les connaissait à fond, et savait mieux que personne les mobiles qui les faisaient agir. Le roi très chrétien entendait se montrer chevaleresque, et espérait bien que sa chevalerie lui rapporterait gros. Quel danger pouvait venir de Jean de Lorraine ? N'avait-il pas eu la bassesse, malgré ses 300,000 francs de rente, équivalant à environ 3,000,000 de notre monnaie, d'accepter de l'empereur une pension de 6,000 ducats sur les revenus de l'archevêché de Saragosse, pension d'autant plus inutile que le cardinal avait pour principe de ne pas payer ses dettes ? Que pouvait redouter Charles-Quint du connétable de Montmorency ? Il savait que les inclinations personnelles de l'homme d'état français, aussi bien que ses projets politiques, notamment son plan de croisade contre le Turc, en faisaient, si l'on peut s'exprimer ainsi, un allié inconscient du saint empire romain. Les inquiétudes de l'empereur, le danger contre lequel il avait à cœur de se prémunir, venaient d'ailleurs. Il craignait que François I^{er}

ne mourût pendant qu'il traverserait la France; que les lettres de garantie ne passassent à l'état de lettre morte, que le nouveau souverain ne fût tenté d'inaugurer son règne par un coup d'éclat, en contraignant le grand ennemi de la France à déchirer de ses propres mains les traités de Madrid et de Cambrai.

« Madame ma bonne sœur, écrivait Charles-Quint le 30 septembre 1539 à Marie de Hongrie, ... j'ay fait escrire à mon ambassadeur les lettres dont la copie va avec cestes pour regarder comme mondit passage sera prins par le Roy de France et Messieurs ses enfans que, au moins, puisque je ne puis sans bailler occasion de diffidence rechercher autre assurance, que ledit seigneur Roy, ses deux enfans et principaux ministres m'escripvent sur ce lettres que par honnesteté les obligent, *mesmes ledit daulphain, si par adventure ledit Roy deffailloit, comme j'entens que n'est trop sain et que journellement luy viennent accidens de maladie* ¹. »

Et en effet, l'état de santé de François I^{er} n'était pas rassurant. Sa funeste aventure avec la femme de l'avocat Féron datait de l'année précédente, et les dépêches, qui se trouvent aux archives du royaume de Belgique, ne laissent aucun doute sur l'extrême gravité du mal. Bien que ces documents aient déjà été lus de plusieurs personnes, nous n'entrerons pas dans des détails qui seraient peut-être une bonne fortune pour un journal de médecine, mais qui sont assurément indignes de la gravité de l'histoire. Pour justifier les précautions prises par Charles-Quint, nous dirons seulement que les médecins de la cour avaient perdu la tête, et qu'au lieu de traiter leur royal client comme un homme ordinaire, au lieu de lui appliquer le spécifique héroïque, seul employé au xvi^e siècle, ils l'avaient tout simplement abandonné. L'empirique juif, qui leur succéda, mit le malade au régime du lait d'ânesse. Ce singulier traitement avait conduit le pauvre roi aux portes du tombeau ².

¹ Gachard, l. c. 252.

² Pour montrer les inquiétudes qu'avait engendrées la rechute du roi, nous ajouterons que, le 23 novembre 1539, le bois de la vraie croix fut transporté de la sainte Chapelle à Notre-Dame, dans une procession solennelle organisée par le Parlement de Paris, lequel assista ensuite en robes rouges à une messe d'actions de grâces célébrée dans la basilique parisienne.

Quoi qu'il en soit, toutes les garanties réclamées furent accordées sans difficulté. Le 7 octobre 1539, le roi, le connétable et le cardinal de Lorraine écrivirent à Charles-Quint des lettres extrêmement pressantes relatives au passage à travers la France ¹. François I^{er} demande à son bon frère de s'y décider « pour ceste nostre commune et fraternelle amytié, voullant byen vous asseurer, sur mon honneur et en foy de prynce et du meyllenr frère que vous ayez, que, passant par mon dit royaulme, il vous y sera fayt et porté tout l'honneur, receuyl et bon traiytement que fayre se pourra et tel que à ma propre personne. » En outre, le roi

¹ Voici, d'après la liasse 1484, B. 3 du fonds K, aux archives nationales, la liste complète des lettres qui furent écrites à cette occasion :

A. le roi à Charles-Quint. (non datée mais certainement du 7 octobre 1539).

B. le roi au grand-commandeur Covos, 7 octobre.

C. le roi au chancelier Granvelle, id.

D. Henri d'Albret et Marguerite de Valois à l'empereur.

E. le cardinal Jean de Lorraine à l'empereur.

F. le même à Covos et à Granvelle ; (ces trois lettres non datées, mais sans aucun doute du même jour).

G. le connétable à l'empereur

H. le même à Covos

I. le même à Granvelle

} 7 octobre

J. le duc d'Orléans à l'empereur, 7 octobre.

K. le dauphin Henri, 7 octobre. — Cette lettre fut jugée insuffisante et fut suivie d'une autre lettre du 17 octobre.

Ces lettres ont été publiées en partie par M. Gachard, dans sa relation des troubles de Gand. Peut-être le lecteur sera-t-il surpris de rencontrer ici Henri d'Albret et sa femme ; l paraîtrait qu'à cette époque Marguerite de Valois, qui dominait son époux, était mal disposée pour l'empereur et voyait d'un mauvais œil que, dans toutes ces négociations, il ne fût question ni de son mari, ni d'elle, ni de leurs intérêts les plus chers (la récupération de la Navarre enlevée en 1512 à Jean d'Albret par Ferdinand le Catholique). Ces dispositions chagrines avaient été révélées à l'empereur par François Bonvalot, son ambassadeur en France, et c'est peut-être pour cette raison que Henri d'Albret et Marguerite de Valois durent écrire à Charles-Quint. Voici le passage bien curieux de la dépêche de l'abbé de Saint-Vincent en date du 9 octobre 1539 à laquelle il est fait allusion ci-dessus : « La reyna de Navarra esta grandemente malcontenta que, en todos los discursos destas amistades, no ay memoria de cosa que la concierna. A esta causa, no seria sino bien de le hazer alguna vez por letras o otra manera dar alguna palabra de cordial afficion, affin que alomenos sy ella no quiere ayudar, ella no venga en voluntad de dannar, atentido que es aguda y persuasiva tanto quanto es possible, y que sy ella no esta en alguna manera contentada, ella hara todos extremos por gastar aquellos que tractan las cosas. » Arch. N. fonds K. liasse 1484.

— Nous ne saurions dire si c'est là une dépêche originale ou bien une traduction en espagnol d'une lettre française de Bonvalot. — Cette dernière hypothèse est la plus vraisemblable, car le franc-comtois Bonvalot écrivait toujours en français. Notre réserve s'applique donc à tous les autres passages en langue espagnole des dépêches de Bonvalot.

de France écrit le même jour à Covos et à Granvelle, par deux dépêches, d'employer toute leur influence à empêcher l'empereur de changer de résolution. De son côté, Montmorency supplie Charles-Quint, « en son povre endroict, de recevoir le bon et fraternel advis du roy. » Enfin, le 17 octobre, le dauphin Henri, qui déjà avait écrit le 7 du même mois une missive, jugée insuffisante, écrit la lettre qui tenait tant au cœur de l'empereur. Il y prend des engagements analogues, et tient un langage identique aux engagements ou paroles de son père.

Nous croyons avoir démontré jusqu'à l'évidence, et par des informations nouvelles, du moins pour notre pays, que la cour de France prit l'initiative des propositions relatives au voyage de l'empereur ¹. Il nous reste à dire deux mots de cette prétendue ambassade espagnole qui serait allée à Compiègne solliciter le passage et multiplier les promesses. Tout homme qui prendra au pied de la lettre les relations françaises, verra se dérouler devant son imagination le tableau suivant : une nombreuse ambassade arrive d'Espagne en France ; elle est reçue avec pompe à Compiègne ; les ambassadeurs sollicitent ardemment, humblement peut-être, le passage. Pour l'obtenir, ils promettent l'alliance de l'infante, la dation en dot de Milan, etc. Qu'il y a loin de ce mirage historique à la réalité ! Assurément un voyage aussi mémorable, aussi chanceux, ne se fait pas sans des entretiens préalables ; mais quels sont les personnages qui y figurent du côté de l'Empereur ? Ils sont au nombre de trois : l'ambassadeur *ordinaire*, François Bonvalot, qui suit la cour et réside à Compiègne parce que la cour y est ; un envoyé *extraordinaire*, Louis de Bruges ou de Flandre, seigneur de Praet, chambellan de Charles-Quint, qui vient s'entendre avec les maîtres des cérémonies français ² ; et enfin du Peloux, soldat-diplomate, légué à Char-

¹ Cette opinion est unanimement adoptée à l'étranger. Voir notamment Gachard, *Relation des troubles de Gand*.

² Louis de Bruges n'était pas seulement un chambellan, c'était aussi un profond diplomate de l'école de Granvelle. Il avait été mêlé aux négociations du traité de Madrid (en 1525, il était même ambassadeur impérial près la régente Louise de Savoie), comme aussi à celles qui entraînèrent la trahison du connétable de Bourbon. Nous pensons donc qu'en 1539 il fut envoyé en France principalement pour aider Bonvalot de ses conseils, mais nous faisons observer, ce qui nous paraît essentiel, que le seigneur de Praet n'arriva en France qu'en octobre 1539. Le roi parle de lui pour la première fois dans une lettre à M. de Millac, son ambassadeur en Angleterre, du 2 novembre 1539 (Bibl. nationale, Clairambault, vol. 337).

les-Quint par le connétable de Bourbon et qui sert de courrier de cabinet. Voilà cette solennelle ambassade. Et alors que l'empereur ne prit pas d'engagement (nous allons le prouver), ces trois hommes en auraient pris, soit de leur chef, soit de la part de leur souverain !

Poser cette question, c'est la résoudre.

III

La seconde question qui s'offre à notre controverse, est celle-ci : L'empereur prit-il, avant son départ pour la France, des engagements formels, avec l'arrière-pensée de ne les point tenir ?

Assurément, nous n'entendons pas dire que, dans cette année 1539, il ne fut jamais question de la restitution du duché de Milan. Ce silence obstiné, cette omission calculée serait, après les actes du 22 décembre 1538 et du 1^{er} février 1539, la chose la plus étrange et la plus inattendue qui soit au monde. Quoi ! Ce projet hanterait sans cesse l'esprit de François I^{er} ; il serait le mobile de tous ses desseins, de toutes ses alliances ; à partir de la trêve de Nice, il serait mis sans cesse sur le tapis diplomatique, et il disparaîtrait, il s'éclipserait subitement au moment où Charles-Quint a véritablement besoin de la France !

Consultons cependant les pièces originales, et voyons en quoi consistent ces engagements.

Le 6 février 1539, l'évêque de Tarbes écrit au connétable :

« M. de Granvelle m'a dit présentement que, pour achever toutes ces choses (celles qui sont constatées par l'écrit remis à Brissac et à Castelnau), il (l'empereur) fera approcher de la frontière (celle des Pays-Bas) le roi des Romains, son frère, afin que tous trois (Charles-Quint, François I^{er} et Ferdinand d'Autriche) d'un commun accord prennent conclusion de ce qui est nécessaire,.... et, de plus, que l'empereur luy a dit (à Granvelle et non pas à Castelnau) qu'il ne fait plus aucun doute au mariage de Madame sa fille et s'y est arrêté comme à une chose nécessaire pour le repos de la chrestienté ¹. »

¹ Ribier, t. I, p. 368, 369

Ici, remarquons-le, ce n'est pas Charles-Quint qui parle ; c'est l'ambassadeur français qui rapporte la substance de l'un de ses entretiens avec le chancelier Granvelle.

Nous reprenons maintenant la relation de l'Elu d'Avranches (septembre 1539) au point où nous l'avons laissée plus haut. Après avoir exposé que l'empereur eût préféré ne pas abandonner ses royaumes d'Espagne, le négociateur français continue en ces termes :

« Toutefois, pour mieux vider au contentement du Roy toutes choses, qu'il luy (à l'empereur) sembloit être requis de déloger au plus tōst qu'il lui seroit possible de sesdits royaumes, et *que dans le temps convenu il proposeroit au Roy tant de bonnes choses pour le commun bien de leurs affaires qu'il espéroit qu'elles lui satisferoient et qu'à tout le moins il n'y auroit faute qu'il n'entretint et accomplit tout ce qu'il avoit promis, si le surplus qu'il a advisé n'est trouvé à propos par le Roy, lequel connoistra lors et louera la raison pour laquelle il en a usé de la sorte en toutes ces choses.* »

Nous verrons bientôt ce que signifient ces mystérieuses paroles, qui sont l'indice de nouvelles et importantes combinaisons ; mais continuons :

« Sur ce ledit Elu, ayant fait entendre de la part du Roy audit Seigneur empereur que ledit Seigneur (Roy) n'est aucunement passionné de la restitution du duché de Milan et que pour dix duchés il ne voudroit perdre son amitié, ledit Seigneur empereur a respondu que ladite reddition estoit seure et du tout conleue et arrestée ¹. »

Quoi de plus clair en apparence ? Dans la lettre de l'évêque de Tarbes du 6 février 1539, il n'est parlé que du mariage de l'in-

¹ Ribier, t. I, p. 468.

Pour ne pas interrompre notre discussion, nous n'insérons pas dans le texte la lettre suivante, mais nous la donnons en note, pour ne rien omettre qui puisse éclairer cette controverse. Après avoir reçu les lettres du 7 octobre, Charles-Quint écrit à François I^{er} cette lettre non datée : « Monsieur mon bon frère, ayant reçu vos lettres par le seigneur du Peloux et les suivantes par vos ambassadeurs, et entendu ce qu'eux et ledit Peloux m'ont dit, je renvoie ledit Peloux par lequel, avec mon ambassadeur, vous porez entendre que je veux et desirer faire tout ce que en moy convenablement sera pour establir et rendre indissoluble nostre parfaite amitié entre nos enfants et successeurs. »

Nous croyons avoir relaté maintenant toutes les pièces d'où l'on peut induire les obligations contractées par Charles-Quint.

fante, tandis que, dans la relation de l'Elu d'Avranches, la restitution de Milan est formellement stipulée. Rappelons-nous toutefois le correctif apposé par l'empereur dans le même document. J'accomplirai, dit-il, ce que j'ai promis, *si le surplus que j'ay advisé n'est trouvé à propos par le Roy*. C'est donc le lieu de rechercher en quoi consiste ce mystérieux *surplus*.

Au moment où l'empereur va quitter Madrid, il consigne ses dernières résolutions dans deux pièces, confidentielles de leur nature, et qui ne seront connues que s'il lui arrive malheur pendant son voyage. Ces pièces, qui jettent sur notre sujet de très vives lueurs, sont : 1^o ses instructions laissées à son fils, à la date du 5 novembre 1539; 2^o le codicille qu'il ajoute le même jour à ses testaments du 22 mai 1522 et du dernier jour de février 1535.

Dans ces instructions apparaît un projet tout nouveau, dérogeant à la cession du Milanais, et ayant évidemment pour but, ou de la remplacer avantageusement pour la France, ou de la retirer au moyen d'une diversion diplomatique.

L'empereur commence par rappeler les articles par lui remis à Brissac et à Castelnau un an auparavant, dans lesquels il n'était question que du duché de Milan.

Tout en reconnaissant la concession au duc d'Orléans d'un mariage « alternatif, » il expose ensuite qu'il se sent « enclin » à laisser de côté le mariage de Charles de France et de l'archiduchesse Anne ¹, qui a pour corollaire obligé la cession du Milanais, et à « condescendre » au mariage du duc d'Orléans avec l'infante Marie ². Il se propose par là, dit-il, de pourvoir « à la tranquillité des choses d'Italie et gaingnier le cueur et vouldenté du dit Seigneur roy de France et de ses enfants. »

Mais la « collocation » de l'infante (qui, d'après le testament de 1535, était destinée à l'un des fils du roi Ferdinand) ne concorde pas avec la cession du Milanais. L'Espagne et les Pays-Bas pourraient être mécontents de voir la princesse si éloignée d'eux; l'Italie craindrait peut-être « choses nouvelles; » la Germanie entrerait « en jalousie et suspicion. » En conséquence, l'empereur

¹ La seconde fille de Ferdinand, roi des Romains.

² Déjà, dans la lettre de Castelnau du 6 février 1539, il n'était plus question que du mariage de l'infante Marie, ce qui paraît indiquer que le nouveau projet remontait tout au moins à cette époque et ne fut pas improvisé pour les besoins de la cause.

reur, qui ne manifeste d'ailleurs jusqu'ici qu'une simple « inclination, » diffère de se résoudre sur « l'alternative desdits deux mariages, » jusqu'au moment où, arrivé dans les Pays-Bas, il aura pu consulter son frère, le roi Ferdinand, qui s'y rend de son côté ¹, la reine Marie de Hongrie, et « autres bons personnages. » La question qu'il se réserve de leur poser est celle-ci : Convient-il de garder les Pays-Bas au prince d'Espagne, ou de les attribuer à l'infante, en contemplation de son mariage avec Charles de France ?

Ce qui l'incline à ce dernier projet, dit l'empereur, poursuivant son idée, c'est d'abord cette considération que, par leurs testaments, la défunte impératrice et lui avaient disposé au profit de l'infante Marie des provinces « d'Embas, » pour le cas réalisé où ils n'auraient qu'un fils. C'est, en second lieu, « le sentement que lesdits pais ont d'estre si longuement sans leur prince naturel, dont ilz se démontrent durs et difficiles, avec divisions et partialitez d'entre eulx et émotions et mutineries, contempt, mesprisement et mescontentement d'estre gouvernéz par quy que ce soit. Voyre est la chose desjà procédée si avant qu'il en fait à doubter très grand inconvéniement ². » Puis Charles-Quint invoque l'intérêt de la religion catholique ; il montre les Pays-Bas livrés « à la pluralité des sectes à l'encontre de nostre sainte foy et religion, fondées sous couleur de liberté et nouvel et volontaire gouvernement, qui pourroit causer non seulement leur entière perdition et soustraction de nostre maison et linaige, mais encoires leur aliénation de nostre sainte foy et religion. »

Le prince d'Espagne peut être convaincu que l'empereur fera tout son possible pour lui conserver ces belles provinces. Que si elles sont attribuées à l'infante, ce sera « pour le plus grand bien de la chrestienté et celluy de nostre fils, bénéfice, repos et tranquillité des royaumes et autres pays et terres qu'il hériterait. »

Dans le cas où, les Pays-Bas n'étant pas donnés à l'infante, son mariage avec le duc d'Orléans ne pourrait avoir lieu sur la simple foi et attente de la succession du prince d'Espagne, le mariage, qui paraît le plus convenable à l'empereur est celui du duc d'Orléans et de l'archiduchesse Anne, « en disposant dudit estat

¹ Remarquons que dans ladite lettre d'Antoine de Castelnau, il est déjà question de consulter Ferdinand.

² Allusion transparente aux troubles de Gand.

de Milan, » moyennant quoi Ferdinand, père de la future épouse, renoncera à sa rente sur le royaume de Naples.

Si le mariage de Charles de France et de l'infante Marie se réalise, avec attribution des Pays-Bas, l'empereur recommande celui du second fils du roi des Romains et de la princesse Marguerite de France ¹. Milan est réservé à ce couple princier et à ses descendants. Si ce projet n'est pas agréé en France, à cause de la disparité des âges ², Charles-Quint substitue à son neveu l'infant Don Luis, duc de Beja, et frère du roi de Portugal.

Nous passons, pour abréger, les clauses accessoires.

En résumé, le duc d'Orléans doit épouser, ou l'infante Marie, avec les Pays-Bas, ou l'archiduchesse Anne, avec Milan. Dans le premier cas, on pourra marier avec Marguerite de France, soit Ferdinand d'Autriche (le fils), soit, à défaut de celui-ci, l'infant de Portugal. Dans les deux dernières hypothèses, Milan est réservé aux jeunes époux et à leurs descendants, « selon la nature du fief et droit de l'empire, » c'est-à-dire à leurs hoirs mâles, le fief étant masculin. Aucune réserve n'est faite d'ailleurs, et le Milanais doit être délivré « promptement et pleinement au temps de la célébration du mariage. »

Nous nous sommes étendu sur cette pièce, assez peu connue ³, parce qu'elle nous servira pour une argumentation ultérieure. En revanche, nous serons très bref sur le codicille impérial du 5 novembre 1539 ⁴.

Par cet instrument, Charles-Quint charge le roi des Romains, son frère, de transmettre l'état de Milan, conformément à l'instruction qui précède, c'est-à-dire soit au profit de Charles de France et d'Anne d'Autriche, soit au profit de Ferdinand d'Autriche (ou du duc de Beja) et de Marguerite de France. Ainsi Milan doit d'abord passer par les mains du roi des Romains, constitué en quelque sorte fidéi-commissaire. Les places du duché doivent lui être remises par les gouverneurs, châtelains, capitaines et « autres ministres, » moyennant quoi ils seront déliés de leur serment de fidélité.

Pour le moment, nous n'entendons tirer de la discussion qui

¹ Fille de François I^{er}, qui épousa en 1559 le duc de Savoie, Emmanuel Philibert.

² Marguerite était née le 5 juin 1523, et Ferdinand d'Autriche en 1529.

³ *Papiers d'Etat de Granvelle*, t. II, pièce 125.

⁴ Mêmes papiers, t. II, pièce 124.

précède qu'une conclusion, à savoir : que le projet de disposer des Pays-Bas au profit de l'infante et du duc d'Orléans ne surgit pas brusquement, ne fut pas inventé par l'empereur, pourrait-on dire, seulement après sa sortie du territoire français. La pensée en avait été préalablement déposée dans des documents secrets, remontant, suivant toute apparence, aux premiers jours de 1539, et avait été sans doute inspirée par les progrès menaçants de la rébellion gantoise.

IV

Le 11 novembre 1539, Charles-Quint quitte Madrid ¹, à peu près rassuré sur les conséquences de sa grave détermination ². Le 13, il est à Ségovie ; le 20 à Valladolid, où il rencontre le baron de Montfalconnet, maître d'hôtel du roi de France. Le chancelier Granvelle avait précédé son maître, et était parti de Madrid le 1^{er} novembre, accompagné du seigneur d'Anelot, l'un des écuyers de l'empereur ³. La suite de Charles-Quint est peu nombreuse : elle se compose du duc d'Albe, du comte de Boussu, grand écuyer ; de Don Pedro de la Cueva, maître d'hôtel ; du sieur de Rye, sommelier de corps, du comte d'Egmont, gentilhomme de la chambre ; de Don Luis d'Avila ; des seigneurs de la Chaulx, de Peloux, de Flagy, d'Herbais ; des secrétaires d'état Bave et Idia-

¹ En général, nous apportons le soin le plus minutieux dans la fixation des dates, mais nous devons faire observer qu'à cette époque aucune date n'est sûre. Ainsi M. Gachard indique le départ de l'empereur au 11 novembre et l'entrée à Bayonne au 28. Au contraire, François 1^{er} dans une lettre au connétable, du 22 novembre 1539 (Clairambault, vol. 337), fixe ledit départ au 10 novembre. De son côté, le secrétaire Idiaquez fixe l'entrée à Bayonne au 27 novembre dans une lettre à Covos du 28 novembre. Archives, K 1484, B 3.

² En dehors des précautions qu'il avait multipliées, il était encore rassuré par la correspondance de François Bonvalot. Voir notamment en ce sens une dépêche de l'ambassadeur, datée du 8 octobre 1539 (Archives, K 1484, B. 3). Montmorency, dit Bonvalot, a protesté que lors même qu'on n'accorderait pas tout ce qui a été promis à M. de Tarbes et à Brissac, les sentiments du roi resteraient les mêmes. Bonvalot connaît la maxime « *fronti nulla fides*, » mais il la croit inapplicable en l'espèce. D'ailleurs le connétable a toujours à la bouche les mots « d'alliance offensive et défensive. » Il déclare que si le Turc n'accepte pas la trêve générale qui tenait tant au cœur de Charles-Quint, François 1^{er} suivra le même parti que les autres princes chrétiens, etc.

³ Celui-ci conduisait à François 1^{er} vingt-cinq chevaux barbes offerts par Charles-Quint.

quez, d'un médecin, d'un barbier, de deux aides de chambre, de deux cuisiniers, des sommeliers de la panneterie et de la cave, du maître des postes et des courriers ¹.

A Saint-Sébastien, l'empereur trouve son ambassadeur en France, François Bonvalot ². Entre Fontarabie et Saint-Sébastien, il rencontre le duc d'Orléans ; à Bayonne, le dauphin, le connétable de Montmorency, le cardinal de Châtillon, etc. (27 novembre). Le 1^{er} décembre, il est à Bordeaux, le 11 ou le 12, à Loches, où il rejoint le roi et la reine de France. Le 1^{er} janvier 1540, il arrive à Paris.

Il n'entre pas dans notre plan de faire le récit de cette traversée triomphale. Elle causa bien des transes au chancelier, à la reine Marie de Hongrie ³, peut-être même quelques inquiétudes à l'empereur lui-même. La question que nous avons à examiner est tout autre : « L'Empereur fut-il amené, pendant sa traversée en France, à réitérer ses promesses touchant le mariage du duc d'Orléans et la restitution du Milanais ? »

Naturellement, il y eut, durant le trajet, certaines conversations où le sujet fut, sinon abordé franchement, du moins effleuré ; mais elles eurent lieu entre le chancelier Granvelle et le connétable de Montmorency.

Nous trouvons sur ce point des détails très curieux et très importants dans une lettre écrite par Granvelle à son maître, de Langon, le 26 novembre 1539 ⁴. Le chancelier, après avoir quitté à Mont-de-Marsan le duc d'Orléans, arrive dans une localité qu'il appelle Rochefort ⁵. Il se dispose à se porter le lendemain au-devant du connétable, lorsqu'arrive Claude Dodieu, seigneur de

¹ Gachard, article CHARLES-QUINT, dans la *Biographie nationale de Belgique*.

² Beau-frère du chancelier Granvelle.

³ Le 6 janvier 1540, la reine, n'ayant pas de nouvelles de l'empereur et excédée d'inquiétudes, ordonne au duc d'Arschot, gouverneur du Hainaut, d'envoyer incontinent en France un courrier chargé « d'entendre les apparences de toutes choses, le tout discrètement et secrètement, sans soy monstrier ne adresser au seigneur de Grantvelle, etc. » (Lettre publiée par M. Gachard dans sa *Relation des troubles de Gand*, f° 327.) La reine Marie n'avait jamais vu ce voyage de bon œil. Ainsi, le 15 octobre 1539, elle écrivait à son frère qu'elle ne jugeait pas sa résolution « estre sans grand hazart, » et, le 21 du même mois, elle lui écrivait : « les grands sont non sans craincte du hazart de vostre passaige, lequel ilz pèsent fort. »

⁴ Gachard, *Relation des troubles de Gand*, f° 292.

⁵ Rochefort, chef-lieu de canton du département des Landes, à 22 kilomètres de Mont-de-Marsan.

Vély, ambassadeur de France auprès de Charles-Quint. Vély est chargé par le connétable d'annoncer sa prochaine arrivée. En effet, Montmorency arrive à Rochefort vers 11 heures du matin.

Il commence par remercier Granvelle « de l'obligation que le « Roy, son maistre, messeigneurs ses enfans et tout son royaume avoient à sa Majesté pour le passage d'icelle en cestuy royaume ¹... Et avoit esté la nouvelle la principale cause de sa convalescence à veue d'œil. »

Le connétable qui, pendant ce voyage, montra un laisser aller incroyable ², communique ensuite à Granvelle : 1° une lettre de l'ambassadeur français en Angleterre où il est dit « que le Roy et tout le conseil d'Angleterre trouvoient ce passaige de fort dure digestion ; » 2° une lettre de l'ambassadeur français à Rome (le protonotaire Monluc) « touchant les propos que le pape luy avoit dict, mectant doute en l'amytié d'entre (l'empereur) et ledit Seigneur Roy très chrestien, mesmes ³ sans estre ledit Seigneur Roy satisfait touchant ledit Milan. »

Puis (chose incroyable chez un connétable de France), il charge Granvelle de remercier l'empereur, pour l'avoir recommandé au dauphin Henri. Grâce à ces bons soins, dit-il, « mondit Seigneur le daulphin et sondit frère (le duc d'Orléans) tous deux le tenoient, et mesmement ledit Seigneur daulphin, pour leur bon et entier serviteur, et ne pensoit avoir moindre crédit avec eulx que à l'endroit dudit Seigneur Roy ⁴... »

¹ « Le Roy, dit le connétable, estimoit sans comparaison plus ceste confidence et l'honneur et réputation qu'il en auroit en tout le monde qu'il ne faisoit Milan ny autre chose quelconque. »

² Cette expression n'a, pensons-nous, rien d'exagéré. Dès avant le départ de l'empereur, le connétable avait pris l'habitude de communiquer à Bonvalot, sans doute pour le rassurer complètement, les dépêches des ambassadeurs français en Angleterre, à Rome, à Venise, etc. « Demas, écrit Bonvalot à l'empereur le 8 octobre 1539, desto el dicho condestable me ha mostrado los avisos que el tenga de los embaxadores del dicho señor rey que estan in Inglaterra, Venesia, Roma y otras partes (Liasse 1484, B 3 du fonds K). » Lorsque Charles-Quint fut arrivé à Paris, le connétable alla jusqu'à communiquer les lettres par lesquelles les Gantois s'offraient au roi de France et celles par lesquelles les princes luthériens d'Allemagne proposaient au même prince leur alliance contre l'Empereur. Il n'est peut-être pas d'autre exemple d'une telle indiscretion ; mais Montmorency croyait à une alliance intime et perpétuelle avec Charles-Quint !

³ Mesmes, surtout, principalement.

⁴ Ainsi, chose à noter, nous trouvons la main de Charles-Quint au début de cette grande et immuable faveur qui dura pendant tout le règne de Henri II.

Nous arrivons, après ces préliminaires, qui ne manquent pas d'importance, au point qui nous occupe en ce moment.

Granvelle continue en ces termes :

« Il (le connétable) retourna à parler de mondit seigneur d'Orléans, en le louant d'estre douhé de toutes bonnes vertus, et estant aymé de tout le royaume et signamment de mondit seigneur le daulphin ¹, envers lequel ledit seigneur d'Orléans se conduisoit très saignement, et *que le feriez à vostre main tout ainsi que voudriez*, et que il (le duc) lui avoit escript la mesme nuyt qu'il ensuyvroit mon advis touchant d'aller au devant de vostre Majesté, et *ne vouloit faire riens quelconque plus avant que voudriez*. Et sur ce point je me attachay à la généralité de l'honnesteté de mondit seigneur d'Orléans, que, à la vérité, est grande selon son eage et coulay le surplus.

« De ce propos, sire, que, à mon advis, outre ce qui touche ledit seigneur d'Orléans pour le mariage de la *signora infante*, estoit aussi pour avoir occasion de parler de Madame Marguerite, il vint à la louer grandement jusques à me dire que c'estoit *une rose entre les espines et ung ange entre les diables*, et qu'il ne sçavoit si vostre dite Majesté se vouloit remarier ², mais que, en ce cas, ne pourriez mieulx choisir en ce monde, et que cela vouloit-il prendre sur son honneur et sur la foy de vray serviteur tel qu'il vous estoit et vouloit demeurer toute sa vie; et conclud les propos par ces mots : *quoiqu'il soit, nous aymerions mieulx le père que le fils, et viendrait mieulx pour toutes choses*.

« Et à ce, sire, je respondis en confirmant ce qu'il avoit dit de la vertu, honnesteté et bonté de ladite dame, et que vostre dite Majesté la tenoit en cest estime, et que, à mon advis, si aviez voulenté de vous marier, ne voudriez en ce monde plustost aultre personne qu'elle, mais que je tenoye comme pour tout certain que n'aviez voulenté quelconque de vous remarier ³, mais que l'on pourroit faire autres bonnes alliances entre ces deux maisons et de celles qu'en dépendroient. Sur quoy, il se serra sans plus y insister et passa outre sans parler du filz ny attendre si je y respondroye quelque chose, et me fut plaisir d'en estre dehors.

« Il m'a aussi dit de soy mesmes et certiffé plusieurs fois que l'on ne parleroit à vostre dite Majesté d'affaires quelconques, et se remectroient à quant et comme vostre dite Majesté voudroit, que j'ay prins pour bon, et que l'on y entendroit sitost que vostre dite Majesté viendrait es pays d'Embas. »

¹ Montmorency se trompe, ou déguise la vérité. Il y avait au contraire très peu de sympathie entre les deux frères (voir les *Mémoires de Vieilleville*).

² L'impératrice Isabelle de Portugal était morte le 1^{er} mai 1539.

³ En effet, Charles-Quint resta toute sa vie fidèle à la mémoire de l'impératrice.

Les lecteurs exercés apprécieront l'importance de ce témoignage, émané du personnage le plus considérable de l'empire. Montmorency tourne autour de la question brûlante, mais sans l'aborder. Il semble plus préoccupé du mariage de l'empereur que de celui du duc d'Orléans. Il se contente, en ce qui concerne celui-ci, de louer ses heureuses qualités et son dévouement respectueux pour l'empereur, ce qui est une manière indirecte et plus ou moins adroite de recommander le jeune prince. Enfin il assure Granvelle qu'on ne parlera pas d'affaires à son maître tant que Charles-Quint sera en France. Ce dernier point avait été stipulé, comme nous allons le voir, avant que l'empereur ne quittât l'Espagne.

En effet, le lecteur se rappellera cette dépêche du 27 septembre 1539, par laquelle Covos et Granvelle recommandaient à Bonvalot de tenir la main à ce que le roi, le dauphin, Montmorency, etc. écrivissent « lettres affectueuses pour persuader à sa Majesté cestuy passage. » Le paragraphe se terminait par les mots suivants : « Et qu'il (Charles-Quint) pourra passer par ledit France comme par ses propres royaumes, selon et comme il vouldra *et sans parler d'affaires* ¹. »

Voici maintenant un passage de cette lettre de l'empereur à sa sœur (du 30 septembre 1539) de laquelle nous avons déjà donné un extrait :

« Et puisque l'on est venu à tant, fault démonstrer entière confidence dudit seigneur Roy et des seigneurs, et passer le plus légèrement et diligemment que faire se pourra, *excusant de riens traicter là, comme à la vérité ne conviendrait et ne le vouldroie faire, sans avoir parlé au Roy, monsieur nostre frère, et à vous* ². »

Le 6 décembre 1539, Granvelle écrit de Châtellerault à la reine Marie :

« ...Laquelle (majesté impériale) m'a respondu que le mesme jour que ledit seigneur connestable fut devers elle ³, il luy parla en tout de mesmes, horsmis du mariage de sa Majesté, dont il ne luy fit semblant, que, comme je suppose, a esté pour la responce que luy en fis ⁴... »

¹ Gachard, *Relation des troubles de Gand*, fo 250.

² Gachard *l. c.*, pièce 87, et fo 252.

³ A Bayonne, le 27 novembre 1539.

⁴ Gachard, *l. c.*, fo 306.

Or le connétable n'avait parlé au chancelier, dans leur entrevue de Rochefort, ni du mariage du duc d'Orléans ni de la rétrocession du Milanais. Donc il garda le silence sur ces deux points vis-à-vis de l'empereur.

Le 1^{er} décembre 1539, le roi écrit de Blois au connétable :

« L'ambassadeur anglais (sir Thomas Wyatt) m'a demandé si je feroys point entendre à sondit maistre, mon bon frère, aucune chose de ce qui se devoit faire et traicter entre ledit Seigneur et moy. A cela je luy ay respondu que c'estoit chose dont je ne luy sçauroys rien escrire, *d'autant que je n'estoys pas délibéré de porter une seule parolle d'affaires audit seigneur empereur*, et que je n'avoys point pensé n'y pensoys sinon à luy faire tout l'honneur, bon recueil et bon traictement dont je me pourrois aviser ¹. »

Le 6 décembre 1539, Granvelle écrit de Châtellerault au seigneur de Praet :

« ...Et mesmes n'en a tenu plusieurs (propos) ledit connestable que je délaisseray, pour quant nous retrouverons ensemble : *Et a esté la conclusion d'iceulx que l'on ne parlera d'affaires quelconques à sadite Majesté durant cestuy voiage*, etc. ²... »

Le 21 décembre, l'empereur écrit d'Orléans au cardinal de Tolède :

« On ne nous a point parlé d'affaires, et nous tenons pour certain qu'on ne nous en parlera pas durant ce voyage, comme ils l'ont promis et comme ils viennent de le répéter ³. »

Le 6 janvier 1540, Granvelle écrit de Paris à Covos :

.... « Monsieur, touchant nostre vouiage, tout va très bien, *et se remectent les affaires jusques l'empereur aura parlé au roy* (des Romains), et de mariaige sa Majesté est toujours à mon advis en la mesme volonté, etc ⁴. »

¹ Clairambault, p. 337.

² Archives de Bruxelles (inédit).

³ « En negocios, no han hablado y tenemos por cierto que no hablaran durante este nuestro camino, como lo ofrescieron y assi lo han dicho agora. » (Gachard, *l. c.*, p. 643.)

⁴ Arch. Nat., K 1485, B. 4.

Enfin, l'empereur écrit, le 21 janvier 1540, de Valenciennes, à l'archevêque de Tolède :

« En ce qui concerne les affaires particulières de nous et de lui (le roi), nous lui avons dit que, dès que le sérénissime roi, notre frère, sera arrivé à Bruxelles, et que nous aurons communiqué avec lui, on pourra entendre à ce qu'il y a à faire ¹. »

Nous croyons donc fermement que l'on épargna toute conversation d'affaires à Charles-Quint, tant qu'il fut en France, celui-ci ayant nettement déclaré avant son départ qu'il ne pouvait rien décider avant d'avoir consulté son frère Ferdinand et sa sœur Marie. Du reste, quoi de plus naturel que cette réserve ? Le roi très chrétien avait écarté l'avis attribué par Mézeray au cardinal de Tournon pour adopter celui du connétable. En prenant cette résolution, il n'oubliait certainement pas ses intérêts les plus chers ; mais il avait surtout à cœur de montrer en lui à l'Europe le roi-chevalier, le soldat couronné que Bayard avait touché du plat de son épée. Il voulait établir un contraste entre le traitement qu'il avait lui-même subi pendant sa captivité et celui qu'il réservait à son rival, devenu son allié. Y aurait-il eu dès lors quelque chose de moins chevaleresque que de mettre le couteau sous la gorge à son hôte, afin de lui arracher ce qu'il pouvait obtenir quelques jours plus tard de sa reconnaissance ?

V

Le 6 janvier 1540, l'empereur, à peine remis d'une grave indisposition ², quitte Paris. Le 8, il est à Chantilly l'hôte du connétable. Le 19, il prend congé à Saint-Quentin du roi et de la

¹ « En los particularcs d'entre nos y él, diximos que, llegado el serenissimo rey, nuestro hermano, a Brusselas, comunicado con él, se podra entender en lo que se ha de hacer. » (Gachard, *l. c.*, p. 663.)

² Dans presque toutes nos histoires, on s'est beaucoup trop appesanti sur les transes éprouvées par l'empereur pendant sa traversée, et, à ce sujet, on n'a pas manqué de rapporter les anecdotes qui traînent partout, la bague laissée par Charles-Quint dans l'aiguillère de Madame d'Etampes, le conseil donné par celle-ci de s'assurer de l'hôte royal, le mot de l'empereur : *Si le conseil est bon, il faut le suivre*, etc., etc. Ce sont là des fables qui ne repo-

reine de France. Le 24, il se sépare à Valenciennes du dauphin, du duc d'Orléans et du connétable. Le 29 janvier, il arrive à Bruxelles ; le 14 février, à Gand.

Alors s'engagent de nouveau les négociations sur le mariage du duc d'Orléans. Elles échouent, ce qui donne lieu de la part des historiens déjà cités aux jugements qui suivent :

MÉZERAY : « Il (l'Empereur) se moquoit en son âme de l'espérance que le roy avait si facilement conçue, car, comme le seigneur de Sansac portoit des oyseaux de proie pour luy donner le plaisir de la chasse par les chemins, il luy demanda plusieurs fois : s'ils voleroient bien le *Milan*... Estant arrivé à Valenciennes, il ne jugea pas à propos de lever le masque, mais d'entretenir toujours le roy avec la même feintise, luy faisant espérer qu'il s'acquitteroit assurément de sa promesse touchant l'investiture du duché de Milan, sitost qu'il auroit eu le consentement du roy des Romains, son frère, auquel il estoit obligé de le demander par bienséance. Il appréhendoit encore

sent sur aucun document sérieux et qui sont traitées de « racontars » (*sic*) par les plus illustres historiens étrangers. Madame d'Etampes, pour faire du duc d'Orléans le souverain, soit du Milanais, soit d'un nouveau royaume bourguignon, avait trop besoin de la bienveillance et même de l'alliance de l'empereur pour songer à l'inquiéter ou à se l'aliéner. D'un autre côté, Charles-Quint avait mis trop de cartes maitresses dans son jeu pour ressentir de véritables trances. On aurait donc beaucoup mieux fait de nous parler des souffrances physiques de l'empereur et de ses compagnons pendant ce voyage d'hiver, qui fut presque aussi fatigant qu'une campagne. A ce point de vue, rien de plus intéressant à consulter que les lettres adressées à Covos de Bayonne, de Tartas et de Paris par le secrétaire Idiaquez, par Don Enrique de Tolède et par le docteur Cavallos, médecin de l'empereur. Archives, K 1484, et 1485 B, 3 et 4. On y voit entre autres choses : 1° que l'empereur persista à conserver le deuil de sa femme, que les seigneurs de sa suite suivirent son exemple, que de là résulta un fâcheux contraste entre la richesse des costumes français et la simplicité des costumes espagnols ; 2° que la vie, qu'étaient obligés de mener les seigneurs espagnols, était qualifiée par eux de ruineuse ; 3° que ceux-ci, ayant laissé leurs capes d'hiver à Bayonne, souffrirent d'autant plus du froid, que la traversée fut plus longue, les deux escortes réunies étant trop nombreuses pour prendre la poste ; 4° que l'empereur ne se soutint qu'en usant de la plus grande tempérance et en ne mangeant guère que des huitres et du poisson ; 5° que, le 1^{er} janvier 1540, jour de son entrée à Paris, il fut pris, à la suite du grand banquet qui lui fut offert et qui dura de huit heures du soir à minuit, d'un de ces accès terribles, connus aujourd'hui sous le nom d'angine de poitrine et qui enlèvent le patient en quelques minutes ; 6° que, pendant toute la nuit et jusqu'à la fin de l'accès, on ne cessa de frictionner la poitrine de l'auguste malade, que le roi de France s'empressa d'envoyer ses médecins au chevet de son hôte, qu'une consultation eut lieu entre ceux-ci et le docteur Cavallos et que l'inquiétude fut très grande à la cour, etc. Voilà, ce nous semble, des détails qui valent bien des historiettes, dont la fausseté saute aux yeux.

le succès de la révolte des Gantois...., mais (après la répression de la révolte) il leva le masque sans aucune crainte et déclara lors à l'ambassadeur de France, qui estoit Georges de Selve, évêque de Lavaur, qu'il n'avait rien promis au roy. Sur quoy, ce prélat luy ayant ramené toutes les belles paroles qu'il luy avoit dites naguères et les promesses qu'il luy avoit fait faire par ses ambassadeurs avant que d'entrer en France, il respondit qu'il ne s'en souvenoit pas et que cela ne se trouveroit par escrit.... Néanmoins, par une autre nouvelle baye, il offroit de donner au duc d'Orléans les Pays-Bas, érigez en royaume, avec sa fille Charlotte en mariage, proposition qui fut souvent mise sur le tapis avec aussi peu de volonté que l'autre ¹.... »

VARILLAS : « On auroit de la peine à croire les caresses que reçut le duc d'Orléans, sous prétexte que l'Empereur étoit charmé de son humeur enjouée. On le traita de gendre futur...., mais après que l'empereur fut entré dans les Pays-Bas, le connétable et l'évêque de Vabres (*sic*), ambassadeurs de France, luy demandèrent audience et le pressèrent d'exécuter sa promesse. L'empereur n'osa les mécontenter encore, parce que leur maître pouvoit encore secourir ceux de Gand ². Il leur répondit seulement que puisque le roi des Romains, son frère, étoit en chemin pour venir en Flandres, il falloit l'attendre..... L'empereur ne fut pas obligé longtemps de dissimuler.... Le connétable étoit retourné vers le roy son maître, mais l'évêque de Vabres, qui suivoit l'empereur, lui fit tant d'instance, qu'il le contraignit de lever le masque et de désavouer tout ce qu'il avoit dit au connétable... »

MARTIN DU BELLAY : « Y estant arrivé (à Valenciennes), les ambassadeurs du roy estimèrent que là il deust confirmer ce qu'il avoit promis au partir d'Espagne, mais le bon prince, lequel jamais n'avoit eu envie de tenir sa promesse, les remist jusques à ce qu'il eust communiqué avecques son conseil des Pays-Bas, mais assura qu'ayant chastié ses sujets rebelles, il contenteroit le roy. Ayant fait l'empereur tout ce qu'il avoit délibéré (à Gand), fut sollicité par l'évêque de Lavaur, nommé Georges de Selva, ambassadeur pour le roy devers luy, d'exécuter les choses par luy promises entre les mains dudit ambassadeur, partant d'Espagne, et encores par plusieurs fois réitérées passant par ce royaume, mais l'empereur, se voyant hors de toute crainte, osta le masque de la dissimulation et déclara n'avoir rien promis. »

¹ Tome II, p. 537.

² François I^{er} avait depuis longtemps repoussé toutes les propositions des Gantois, ce qui avait causé une surprise indicible à leurs ambassadeurs.

Nous pourrions multiplier les extraits de nos historiens des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles; nous y retrouverions toujours le même trait distinctif, le même caractère odieux: à peine Charles-Quint a-t-il atteint son but, qu'il renie effrontément toutes ses promesses.

Voyons maintenant si nous rencontrerons dans les documents diplomatiques la confirmation de ces jugements.

Antoine de Castelnau (l'évêque de Tarbes) venait de mourir. On prend pour le remplacer un autre prélat, Georges de Selve, évêque de Lavaur. On l'adjoint au sieur de Hellin, ambassadeur de France auprès de la reine Marie de Hongrie ¹. Tous deux se rendent à Gand pour presser la conclusion du mariage projeté ². Remarquons que jusqu'à ce moment rien n'avait transpiré du nouveau plan de l'empereur. Il ne s'agissait donc toujours du côté de la France que de la cession du duché de Milan. C'est alors que Charles-Quint révèle les projets consignés dans son codicille et dans ses instructions du 5 novembre précédent. Ferdinand étant arrivé à Gand vers la mi-février, l'empereur a pu consulter son frère ³ et sa sœur. Il se déclare résolu à accorder sous certaines conditions à Charles de France la main de sa fille Marie, avec une dot composée des Pays-Bas, du comté de Bourgogne et du comté de Charolais.

Pour pouvoir juger le plan définitif dans tous ses détails et en parfaite connaissance de cause, il est nécessaire de se reporter aux instructions données par l'empereur à François Bonvalot (Gand, 24 mars 1540) ⁴.

Le Roi très chrétien, dit Charles-Quint, s'était contenté de la réponse faite par nous à Castelnau et à Brissac; mais depuis, pour mieux lui prouver la grande amitié que nous lui portons, nous avisâmes de notre propre mouvement de disposer, en faveur du mariage du seigneur d'Orléans et de la princesse notre fille, « de tous et quelzconques nos pays de pardeça, comtés de Bour-

¹ Antoine de Hellin était conseiller au parlement de Paris. (Ribier, t. I, p. 353).

² Comme on le verra plus loin, la mission qu'ils devaient remplir leur fut tracée dans des instructions délivrées à Aumale où se trouvait le roi. Ce fut de Selve qui les emporta en Flandre.

³ L'empereur était obligé de consulter son frère, parce que le duché de Milan était un fief relevant de l'empire.

⁴ *Papiers d'Etat de Granvelle*, t. II, pièce 126.

goingne et Charolois, deppendances et appartenances d'iceulx. » Toutefois, c'était là une affaire de trop grande importance pour que nous ne nous crussions pas obligé de consulter notre frère Ferdinand et notre sœur Marie. Le désir d'avoir leur avis a même été la principale cause de notre voyage. Cet avis, nous le possédons, et c'est en conformité d'icelui que nous nous sommes définitivement résolu audit mariage, sans plus nous arrêter soit à la valeur inestimable desdits pays, soit au projet de mariage de l'infante avec un archiduc d'Autriche, soit à l'éventualité qui se produirait, si le prince d'Espagne venait à mourir sans enfant.

Charles-Quint fait ensuite ressortir les avantages de la nouvelle combinaison. Si, dit-il, à nos possessions actuelles d'Embas, on joint Gueldres et Zutphen, sur lesquels nous avons d'irréfragables titres ¹, on pourrait ériger « tous lesdits pays en royaume, que seroit l'ung des meilleurs de la chrestienté. » Ce royaume serait limitrophe à la France, qui retirerait de merveilleux avantages de cette création.

L'empereur arrive enfin au point décisif : Nous sommes content, dit-il, « que lesdits pais se assheurent par tous les moyens honnestes et convenables, dès maintenant pour après nostre décès et trespas, pour lesdits seigneur d'Orléans et princesse nostre fille, et qu'ilz en demeurent joïssans et les descendants d'eulx paisiblement, dois nostre dit décès et trespas. Et dadvantage entendons que, en consommant ledit mariage, ilz viennent résider ès pais et en ayant soubz nostre main le gouvernement avec bon conseil et tel traicement qu'il sera advisé, afin qu'ilz se habituent esdits pays et avec les subjectz d'iceulx en nostre lieu et suppléent nostre absence. »

Ainsi l'empereur introduit à l'instruction du 5 novembre précédant une modification que rend nécessaire l'heureuse issue de son voyage. Comme il ne stipule plus en vue de la mort ou de la captivité, il se réserve l'usufruit des Pays-Bas et des autres possessions. Les jeunes époux en auront la nue propriété dès le jour du mariage. Pendant la vie de l'empereur, ils habiteront leur apanage, le gouverneront sous la main et le conseil de

¹ Il les fit valoir en 1543 contre Guillaume II de la Marck, duc de Clèves, allié de François I^{er}. — Ces deux provinces (Gueldre et Zutphen) passèrent à l'empire, en vertu du traité de Venloo (6 septembre 1543).

leur père et beau-père, dont ils seront les lieutenants, recevront un traitement, etc.

Voici maintenant les conditions sous lesquelles sera faite cette splendide donation :

1° Si l'infante meurt sans enfant mâle, les Pays-Bas, ou, pour parler plus exactement, le nouveau royaume de Bourgogne retournera à l'empereur ou à ses héritiers.

2° L'empereur renoncera à son droit sur l'ancien duché de Bourgogne; le roi à son droit sur Milan. Charles-Quint conservera Saint Pol, et la France lui restituera Hesdin et le comté de Charolais. Le roi très chrétien ratifiera les traités de Madrid et de Cambrai, sauf en ce qui sera innové par le traité à conclure.

3° Les biens et états du duc de Savoie lui seront rendus.

4° Le duc d'Orléans recevra une dot en corrélation avec le magnifique parti qui lui échoit.

5° Il y aura lieu de prévoir, soit le cas où la princesse viendrait à hériter des couronnes de Castille et d'Aragon, soit celui où le duc d'Orléans hériterait de la couronne de France.

6° L'empereur espère que le roi lui prêterait son concours pour rebouter le Turc et réduire les protestants d'Allemagne.

7° Le secret doit être gardé. Il ne faut pas ébruiter « telles et si grandes choses sans effect. »

L'instruction se termine par des projets de mariage subsidiaires; celui de Madame Marguerite de France avec Maximilien, fils aîné du roi des Romains ¹, et celui du prince d'Espagne avec Jeanne d'Albret. Quant à l'empereur, il s'esquive et déclare qu'il n'a pas l'intention de se remarier.

A la grande surprise de Charles-Quint ², ce projet, d'abord exposé verbalement à de Selve et à Hellin, puis envoyé à François Bonvalot en un paquet dont fut chargé du Peloux, fut mal accueilli par François I^{er}. Milan lui tenait au cœur et le fascinait, comme il avait ébloui Louis XII. C'avait été son rêve de jeunesse, sa première conquête après Marignan. Aussi préférerait-il le duché Lombard aux opulents Pays-Bas. Sans doute aussi cette subite volte-face de l'empereur, cette brusque substitution d'un projet à un autre lui inspirait de la défiance.

¹ Né le 1^{er} août 1527. — Empereur sous le nom de Maximilien II.

² Gachard. Article : CHARLES-QUINT. *Biographie nationale de Belgique*. Voir plus bas les détails.

Nous trouvons dans Ribier des échos multiples de cette surprise et de ce mécontentement.

Le 2 avril 1540, de Selve et Hellin écrivent au connétable :

« Le commun de pardeça, monseigneur, voyant le retardement de vostre venue¹, et aussi qu'il est tout publié icy que le roy a mal prins les offres que l'empereur luy a fait faire, tient les choses pour rompues et il y en a qui commencent déjà à craindre la guerre²..... Il (du Peloux) nous dit aussi, parlant de monseigneur d'Orléans, qu'il estimoit que l'empereur feroit difficulté de luy bailler sa fille *avec l'estat de Milan*³, si le Roy ne luy faisoit plus grand partage que celui qu'il avoit. »

Le 16 avril 1540, Dangerant, dit Bois Rigaut, ambassadeur de France près les ligues helvétiques et l'un des maîtres d'hôtel du Roi, fait savoir de Soleure au connétable que l'empereur n'est point « délibéré » de rendre le duché de Milan, sinon sous des conditions injustes, telles que la demande d'Auxonne et de Beaune pour les joindre au comté de Bourgogne ; la restitution à Charles III de la Savoie, de la Bresse et du Piémont ; la main mise sur les terres de Picardie situées entre l'Artois et la rivière de Somme. Telles sont les nouvelles que les seigneurs des ligues tiennent d'un courrier impérial envoyé vers le marquis del Vasto, gouverneur du duché de Milan⁴.

Le 19 avril 1540, Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier, ambassadeur de France près la seigneurie de Venise, écrit à Montmorency :

« Monseigneur, les gens du pape, qui sont près de l'empereur, escripvent à Rome que toutes choses entre le roy et l'empereur estoient conleues à la cour dudit seigneur, qui sont en substance

¹ On voit dans la correspondance de Marie de Hongrie avec le duc d'Arschot qu'il avait été question d'abord que le roi et la reine de France accompagnassent l'empereur dans les Pays-Bas. Puis il ne s'était plus agi que du voyage du Dauphin, du duc d'Orléans et du connétable. (Gachard, *Relation des troubles de Gand*, f^{os} 310, 314.)

² Ribier, t. I, p. 514.

³ Ce passage est caractéristique. Il prouve que, malgré la note du 24 mars, on continuait à insister à la cour de France sur la cession de l'état de Milan.

⁴ Ribier, t. I, p. 518.

qu'il n'estoit point résolu de donner la duché de Milan au Roy, alléguant ceste raison que, la mettant hors de ses mains, il se rendoit foible et faisoit son ennemy puissant ¹. »

Le 12 avril 1540, Helkin et de Selve écrivent de Gand au connétable une lettre qui reflète parfaitement à notre avis les dispositions de Charles-Quint et de son entourage. L'empereur, dit en substance M. Gachard ², voyait avec peine et inquiétude François I^{er} se diriger de Saint-Quentin vers Amiens et la Normandie³, ce qui lui paraissait à bon droit impliquer un certain refroidissement dans leurs relations.... « Il était mieux disposé à l'égard du roi que les gens de son conseil.... Il attachait un grand prix à une solide alliance avec son beau-frère. » A tous ceux qui ont étudié l'histoire de l'époque, ce sentiment paraîtra bien naturel. En somme, malgré l'éclat de sa puissance et le prestige de ses succès, Charles-Quint avait bien plus besoin de la paix que son rival. Il n'était pas seulement souverain de l'Espagne, des Pays-Bas, d'une partie de l'Italie; il était encore et surtout *l'Empereur*. En cette qualité, il avait à défendre la chrétienté contre le Turc, à lutter contre la réforme, à maintenir l'unité de foi. Pour cette œuvre si grande et si compliquée, la paix, une paix longue et stable, lui était nécessaire, et il l'aurait au besoin achetée fort cher. Les ambassadeurs français comprenaient bien ces nécessités, car nous les voyons, eux aussi, s'inquiéter de voir leur maître s'éloigner. Ils informent donc Montmorency qu'ils envoient en France un courrier exprès, portant l'avis que le roi ne doit pas s'éloigner davantage de la frontière. « Il seroit, écrivent-ils, le plus expédient du monde

¹ Ribier, t. I, p. 519.

² Même article, et introduction à la *Relation des troubles de Gand*, passim.

³ Tant que durèrent les négociations, il semble que François I^{er} ait évité de rentrer à Paris et se soit à dessein tenu à proximité de la frontière des Pays-Bas. Voici, d'après la correspondance avec Marillac, quel aurait été l'itinéraire du roi.

- 22 janvier 1540. L'abbaye de Folembay,
La Fère sur Oise.
- 6 février. — L'abbaye de Saint Fuscien, lèz Amiens
- 18 février. — L'abbaye de Cercamp.
- 23 février. — Abbeville.
- 1 mars. — Etaples.
- 24 avril. — Neubourg. L'abbaye du Bec.
- 1^{er} mai. — Evreux, etc.

pour le bien de ce négoce que le bon plaisir du roy fût de s'entretenir au lieu où il se trouve à présent, prenant son ébat es lieux environ sans plus se reculer d'icy, attendant qu'il ait la réponse de l'empereur, à quoy ne peut aller que de cinq à six jours. » Ils sont donc fort éloignés de désespérer du succès de la négociation ¹.

Vers la même époque, Montmorency, pour qui la disgrâce commence ², fait connaître à Hellin et à de Selve la résolution prise par François I^{er}, à la suite des sollicitations de Du Peloux et de François Bonvalot pour lui faire accepter la note du 24 mars ³.

Enfin, le 24 avril suivant, le roi très chrétien adresse à ses deux ambassadeurs en Flandre sa réponse définitive.

Il commence par poser en principe :

1^o Que le duché et état de Milan aurait dû « se promptement rendre et restituer et laisser en héritage perpétuel audit Seigneur roy et à messieurs ses enfans, sans aucune condition, d'autant que raisonnablement ne se peut mettre condition en la restitution de la propre chose de celui qui la demande ; »

2^o Qu'il n'y avait pas de parité entre l'abandon du duché de Milan, tel que l'entendait la cour de France, et le délaissement des Pays-Bas, tel que le comprenait l'empereur. En effet, le duché de Milan, « quand il seroit rendu audit Seigneur roy et à messieurs ses enfans, seroit dès à présent et demeurerait leur perpétuel héritage, sans estre sujet à aucun trouble ny inquiétude par cy après, » tandis que les Pays-Bas, ainsi que les comtés de Bourgogne et de Charolais, étaient abandonnés non au roi et à ses enfans, mais à l'infante Marie, dont ils consti-

¹ Ribier, t. I, p. 521-522.

² Voir dans Ribier la lettre du maréchal de Montejean du 12 avril 1540. Le maréchal attribue la disgrâce de Montmorency à son intimité avec le dauphin Henri et par conséquent avec Diane de Poitiers. Nous sommes d'autant plus porté à adopter cette opinion que, d'après certaines dépêches de Bonvalot, Madame d'Etampes déploie à cette époque contre le connétable un acharnement extrême et le traite même de « grand coquin. » Seulement elle prend pour prétexte la conduite de Montmorency lors du voyage de l'empereur. « Y no ha mucho tiempo, écrit l'ambassadeur à l'empereur, le 4 septembre 1540, que Madama d'Etampas dixo del que hera bien *vellaco* que havia enganado el rey, asegurandole que el emperador le daria luego el stado de Milan, sabiendo el lo contrario. » (Archives, K 1485 B. 4).

³ Nous analyserions cette lettre, si elle ne faisait pas double emploi avec l'instruction du 24 avril 1540. — Elle est du reste donnée par Sismondi.

tuaient la dot, avec une clause de retour au profit de l'empereur, dans le cas où la princesse, sa fille, irait de vie à trépas sans enfant.

Néanmoins, le Roi « estoit content de ne faire autre demande pour le présent dudit estat et duché de Milan et de le délaisser, en tant que besoin seroit, ès mains du dit Seigneur empereur, » à condition que celui-ci baillerait à M. d'Orléans (et non pas seulement à la princesse Marie) lesdits Pays-Bas et les comtés de Bourgogne et de Charolais, « en le faisant impatroniser d'iceulx pour en avoir la pleine et entière jouissance incontinent après le mariage consommé. »

François I^{er} admettait la clause de retour desdits pays et comtés au profit de l'Empereur et des siens, en cas que la princesse décédât sans enfant, mais, soit que le retour s'accomplît, soit que le duc d'Orléans décédât avant sa femme avec ou sans enfant, il entendait rentrer pour lui et les siens dans son droit sur le duché de Milan, lequel droit « resteroit pleinement et entièrement conservé.... comme il est de présent, » les princes français demeurant, aux cas susdits et pour toutes choses, en l'état où ils étaient en 1540.

Si la princesse d'Espagne décédait laissant des enfants, son époux survivant demeurerait « jouissant et possesseur desdits pais et comtez, » que les enfants nés du mariage fussent mineurs ou majeurs, et cela jusqu'à ce que Milan lui eût été restitué ou qu'un traité fût intervenu touchant le fait de ladite restitution.

Le roi se refusait à ratifier les traités de Madrid et de Cambrai, mais il consentait à ce que les articles en fussent repris et examinés un à un.

La souveraineté sur Flandre et Artois demeurerait dans le *statu quo* pendant la vie du roi, et « tant que les Pays-Bas et les comtés de Bourgoingne et Charolois seroient entre les mains de mondit seigneur d'Orléans ou entre les mains dudit seigneur empereur, en cas qu'il y eût retour. »

Le roi comprendrait dans l'apanage du duc d'Orléans Hesdin, le comté de Saint-Pol, la querelle de Tournai, Tournésis et Saint-Amand, pour en jouir suivant l'état présent. S'il fallait traiter plus tard de la restitution à l'empereur soit des Pays-Bas et comtés, soit de Milan, on traiterait également de la restitution « des choses susdites. »

François I^{er}, prenant en considération le retour possible entre

les mains de Charles-Quint ou de ses enfants des Pays-Bas et comtés, entendait conserver tout ce qu'il avait pris au duc de Savoie, notamment les places qu'il avait fait réparer et fortifier ; mais il ne refusait pas de donner au duc des compensations en France, « jusqu'à ce que, par le cours du temps, il se puisse connoître et entendre de l'establisement et fermeté desdits estats de Milan et des pays et comté devant dis. »

Les mariages de mademoiselle Marguerite, de l'infante de Portugal et de l'héritière d'Albret seraient discutés ultérieurement. En ce moment, une discussion sur des points accessoires pourrait retarder la solution sur les points essentiels ¹.

Il devenait parfaitement clair que les vues des deux rivaux étaient inconciliables. Charles-Quint ne pouvait admettre la réalité et le bien fondé du droit *actuel* prétendu par le roi de France sur Milan. La clause du droit de retour, apposée à la donation des Pays-Bas, indiquait assez que cette donation était faite à l'infante et non au duc d'Orléans. Enfin l'empereur n'aurait jamais consenti à se dessaisir de son usufruit sur ces dernières provinces, nous allons voir pourquoi.

Aussi une dernière instruction, donnée par Charles-Quint à François Bonvalot, le 9 juin 1540, met-elle fin à cette laborieuse négociation. « Il avoit voulu, disait-il, faire en l'ung et en l'autre chose grandement convenable audit establisement de perpétuelle paix et fort avantageuse et satisfactoire. » Suivant lui, les conditions et assurances « estoient toutes raisonnables ; » mais puisque son bon frère en jugeait autrement et déclarait vouloir s'en tenir à son instruction du 24 avril, il « prenoit de meilleure part » que les choses restassent ainsi pour maintenant ².

La négociation avait échoué, mais elle avait été longue et sérieuse. Aussi pouvons-nous dire qu'il y a loin de la contenance gardée par Charles-Quint à l'attitude dédaigneuse et empreinte de mauvaise foi que lui prêtent presque tous les historiens français ³.

¹ Instruction et mémoire à M. l'évêque de Lavaur et Hellin, conseillers du Roy et ses ambassadeurs devers l'empereur, son bon frère, de ce qu'ils auront à dire et déclarer de la part de Sa Majesté pour la réplique des réponses faites par l'Empereur, apportées par le seigneur de Peloux sur les articles que ledit seigneur de Lavaur emporta dernièrement, quand il partit d'Aumale pour retourner en Flandres (Ribier, t. I, p. 509).

Ces instructions de François I^{er} furent données en l'abbaye du Bec.

² *Papiers d'Etat de Granvelle*, t. II, pièce 133.

³ Un document des plus graves (dépêche de Bonvalot à l'empereur, du

VI

Quelle opinion convient-il de se faire sur la combinaison imaginée par Charles-Quint relativement aux Pays-Bas? Était-elle sérieuse? N'était-elle qu'un leurre, qu'un moyen honnête pour refuser Milan?

Sur ce point, les jugements diffèrent. En France, où l'on change difficilement d'avis, on penche pour la seconde opinion. A l'étranger, on ne va pas aussi vite: nous avons pu nous en convaincre en conversant avec des hommes éminents. La combinaison paraît de nature à être discutée très sérieusement, et, si on ne l'admet pas à l'état de réalité, c'est que la mort prématurée du duc d'Orléans, en septembre 1545, enlève le criterium décisif.

Nous croyons bien faire en recommandant à l'attention des historiens français, nos compatriotes, les arguments sur lesquels se fondent leurs confrères belges, hollandais ou allemands.

Ils font d'abord observer que c'est un fort mauvais moyen, quand on veut refuser une chose à demi promise, que de promettre une autre chose, paraissant au premier aspect plus avantageuse. Mieux vaudrait ne conserver qu'un seul objectif, parce qu'il est plus facile de se préparer des défaites sur un point que sur deux. Charles-Quint, disent-ils, s'était mis dans le cas d'être

10 août 1540 (Archives, K 1485 B. 4), nous révèle une particularité bien curieuse sur la conduite de François 1^{er} dans les derniers temps de cette négociation. Le cardinal de Tournon, qui allait rentrer en grâce, accusait l'empereur d'avoir fait des promesses qu'il n'avait pas tenues. Bonvalot proteste et renvoie Tournon au détail des négociations, *ainsi qu'aux instructions écrites dont copie est aux mains des ministres français* (la copia de las quales estava en manos de sus ministros). Le cardinal prétend alors que le roi n'en a jamais parlé (el dicho cardenal me dixo que el dicho señor rey no le havia entendido). Plus tard, Bonvalot voit le connétable qui reconnaît l'existence des instructions écrites et se déclare surpris que le roi ait pu les ignorer (el condestable me confesso abiertamente... que lo avio podido bien entender el dicho señor rey).

Il s'agit évidemment de l'instruction du 24 mars 1540. Il résulterait dès lors des assertions de Bonvalot, ou qu'elle aurait été dissimulée en partie à François 1^{er}, ou que celui-ci l'aurait dissimulée à quelques-uns de ses conseillers.

obligé de céder soit sur Milan, soit sur les Pays-Bas ¹. Or, Milan lui était tout aussi nécessaire que les provinces du Nord, car, par Milan, il dominait l'Italie, consolidait sa souveraineté sur Naples et assurait son passage pour aller, par la voie de Gênes, d'Espagne en Germanie et en Autriche. Milan perdu, il ne restait plus à l'empereur que la voie de mer pour gagner par les Pays-Bas, cette Allemagne où il fut appelé tant de fois pendant les quinze dernières années de son règne, soit pour défendre son frère contre le Turc, soit pour lutter contre la réforme ou contre les prétentions politiques des princes luthériens.

Mais, dira-t-on, comment Charles-Quint aurait-il pu renoncer à ces Pays-Bas d'où il tirait la meilleure partie de ses subsides ? On peut répondre qu'il réservait ses ressources financières, du moins pendant sa vie, en conservant l'usufruit de ces provinces.

L'empereur se trouvait d'ailleurs enfermé dans un cercle vicieux par les réclamations de ses sujets. Faisait-il mine de quitter l'Espagne, ses sujets espagnols s'exclamaient : « Notre roi, disaient-ils, l'héritier de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille, nous néglige, il ne pense qu'à ses Flamands. » D'un autre côté les Pays-Bas aspiraient à obtenir un souverain qui fût à eux et rien qu'à eux. Que l'on veuille bien se rappeler le passage de l'instruction du 5 novembre 1539, où l'empereur parle « du sentence ment que lesdits pais ont d'estre si longuement sans leur prince naturel ². » Cette assertion est d'ailleurs corroborée par les faits. Les Pays-Bas ne se contentèrent ni de Marguerite de Parme, ni de don Luis de Requesens y Çuniga, ni de Don Juan d'Autriche, ni d'Alexandre Farnèse, ni même du gouvernement des états. Ils ne trouvèrent le repos que sous Albert et Isabelle, c'est-à-dire sous de véritables souverains.

L'opinion qui a cours en France serait presque irréfutable, si la combinaison portant sur les Pays-Bas n'apparaissait que dans les mois de février à juin 1540. On pourrait alors prétendre

¹ C'est l'opinion de de Thou (t. I, p. 77. Edition de Londres, 1734) ; il dit à propos de la mort du duc d'Orléans que l'empereur la mit au nombre de ses prospérités. « Elle le déchargeoit de l'obligation où il étoit de rendre l'état « de Milan, et la fortune le déloit d'une promesse ou téméraire ou forcée. »

² Varillas dit la même chose : « Il (le cardinal de Tournon) sçavoit que les Flamands se lassoient de n'avoir plus de souverain particulier, et il eût souhaité qu'on leur en donnât un en la personne du duc d'Orléans... »

qu'elle fut inventée pour les besoins de la cause et uniquement pour évincer le duc d'Orléans; mais nous avons vu l'empereur déposer les germes de ce projet dans son codicille et dans son instruction du 5 novembre 1539. Plus tard le même plan reparait dans le traité de Crépy-en-Valois (septembre 1544), ce qui indique bien qu'il avait jeté racine dans l'esprit de son auteur. Le duc d'Orléans, est-il stipulé audit traité, épousera l'infante Marie avec les Pays-Bas ou l'archiduchesse Anne avec Milan. A la vérité, l'empereur, qui s'est réservé l'option, se décide pour la seconde branche de l'alternative. Mais pourquoi? Parce qu'il avait consulté les grands des Pays-Bas, et que ceux-ci n'avaient pas paru disposés à faire tous les sacrifices nécessaires pour assurer l'indépendance du nouveau royaume bourguignon. M. Gachard qui, par ses beaux travaux, a jeté de si vives lueurs sur ces questions d'histoire internationale, avait déjà signalé cette circonstance et ce point de vue. Nous avons recherché et lu attentivement le document qui l'avait frappé. Cette pièce est des plus graves, car on ne peut admettre que l'empereur aurait consulté les seigneurs flamands, s'il n'eût été hanté par le projet déjà ancien de constituer au profit de leurs provinces une souveraineté distincte ¹.

Enfin nous prendrons la liberté de produire cette opinion, qui nous est personnelle, que jamais peut-être Charles-Quint n'eut une pensée plus politique et partant plus funeste à la France que lorsqu'il songea à faire asseoir sa fille aînée, mariée à un prince français, sur le trône des Pays-Bas. On sait de quel poids pesa sur nos destinées la seconde maison de Bourgogne, issue de Jean II. La France eut-elle jamais de pires ennemis que Jean-sans-Peur, Philippe-le-Bon ou Charles-le-Téméraire? Eh bien! la troisième dynastie bourguignonne, constituée directement sous la main de l'Empereur, eût été pire encore ². Le duc d'Orléans ne pouvait souffrir son frère, le dauphin Henri. Vieilleville nous en raconte long sur ce sujet. Le nouveau souverain bourguignon n'aurait épargné à Henri II aucun mauvais procédé, et

¹ *Collection des documents historiques*. VII, 143. — (Arch. de Bruxelles).

² Varillas prête la même opinion au connétable de Montmorency. « Le moyen de séparer le duc d'Orléans du dauphin, lui fait-il dire, n'étoit pas de lui procurer un établissement en Flandres. Au contraire, on lui eût ainsi donné l'occasion... de replonger la France dans les malheurs qu'elle avoit soufferts sous le dernier duc de Bourgogne. »

tous ses coups seraient retombés sur la France. D'ailleurs, n'eût-il pas été dressé par Charles-Quint, animé de son souffle, soumis aux suggestions de sa femme, l'infante espagnole? N'eût-il pas dû acheter par ses complaisances la survivance de l'Empereur, dont il n'était que le lieutenant? Et d'ailleurs, pourquoi parler de contrainte? Tous les mémoires, tous les documents inédits sont unanimes pour nous dépeindre l'obséquiosité, la servilité de Charles de France vis à vis de Charles-Quint, pendant la période qui s'étend du mois de septembre 1544 au mois de septembre 1545. Nous avons vu plus haut de quels termes se sert Montmorency, lorsqu'il pense ne pouvoir mieux faire que de présenter le duc comme une pâte malléable que l'Empereur pétrira à son gré. Le langage de Vieilleville est identique ¹.

Et maintenant, que les historiens français veuillent bien réfléchir! Qu'ils se demandent ce que serait devenue la France, ayant en tête le royaume Burgundo-Espagnol, en queue l'Espagne, sur les flancs l'Italie espagnolisée! Qu'ils se demandent surtout quel sort aurait été réservé à notre pays dans cette période si critique de 1586 à 1593, où le second Balafré et Philippe II furent sur le point d'évincer tout à la fois Valois et Bourbons, et d'installer sur les fleurs de lys, soit une dynastie lorraine, soit plutôt une dynastie espagnole? Peut-être alors seront-ils amenés à reconnaître que la combinaison imaginée par Charles-Quint en 1539 et produite par lui l'année suivante, n'était ni si illusoire, ni si impolitique ².

¹ « Il (le duc d'Orléans) estoit encore plus trahistredit le maréchal à Henri II le jour des obsèques de François I^{er}, de vous engeoler de ceste promesse, car il avoit fait ligue avec le prince d'Espagne pour vous courre sus après la mort de vos pères et faire beaucoup de mal, car il en eust eu, s'il eust vescu, un très puissant moyen. »

² Sismondi, sans creuser autant le sujet, se rapproche beaucoup de cette opinion. Il fait d'abord observer que Charles-Quint avait déjà cédé à son frère le duché d'Autriche et que la cession des Pays-Bas n'aurait pas été plus surprenante que cette première cession. L'Empereur n'entendait conserver que des agglomérations faciles à défendre. Ainsi il voulait établir fortement son fils au midi, en Espagne, Italie, Corse, Sardaigne, Sicile et Alger, la Méditerranée devant relier toutes ces possessions. D'un autre côté, il voulait établir tout aussi solidement au nord sa fille Marie, mariée à un prince, lequel aurait été plutôt « le mari de la reine » qu'un véritable souverain.

VII

Pour épuiser notre sujet, il nous reste à toucher deux points qui ne sont pas sans intérêt; savoir la contenance gardée par le Roi et le connétable à partir du moment où il leur fut possible de prévoir l'insuccès des négociations et l'effet produit à la cour d'Angleterre par l'échec de François I^{er}. Certes, la blessure fut profonde chez le Roi et chez Montmorency. Pour celui-ci, cet insuccès, c'étaient la disgrâce, la perte du ministère et de la grande maîtrise, l'éloignement de la cour; c'était en un mot l'écroulement d'une fortune opiniâtrément et savamment élaborée. Pour celui-là, c'était le naufrage à peine déguisé des espérances les plus chères; la perspective de Milan passait à l'état de mirage, et celle des Pays-Bas, encore confuse, ne séduisait pas de prime abord. Au fond de leur cœur il dut y avoir de la douleur, de la colère, un âpre désir de vengeance; et, en effet, lorsque la guerre se réveilla en 1542, elle revêtit un caractère particulier d'acharnement. Toutefois, jusqu'au rescrit du 11 octobre 1540¹, et même jusqu'à l'assassinat d'Antoine Rincon et de César Frégose (3 juillet 1541), rien ne parut ni ne transpira au dehors. Loin de là! François I^{er} et le connétable protestent avec énergie contre les apparences et les allégations contraires. Il y a là une *commedia dell' arte diplomatica* fort piquante pour les observateurs: le 24 avril 1540, Marillac écrivait au connétable:

« Maintenant l'on fait courir les affaires d'entre le roy et l'empereur s'estre refroidiez, en sorte que l'on espère plustôt guerre entre lesdits seigneurs que persévérance de cette fervente amytié qui naguères estoit entre eulx et, pour confirmation de cest advis, aucuns marchans de Roen et Dyeppe ont escript ces jours à leurs amys que l'on tenoit en France la chose assurée que en brief l'on auroit guerre à l'empereur². »

Aussitôt François I^{er} et Montmorency s'élèvent contre ces

¹ Il en sera ci-après parlé.

² Clairambault, vol. 338.

rumeurs et menacent de leur colère les inventeurs et les propagateurs de fausses nouvelles. Déjà, le jour même que Marillac expédiait sa dépêche, ils lui avaient écrit au sujet de l'interprétation donnée en Angleterre et en Flandre au retard que subissait le voyage à Bruxelles du connétable et du cardinal de Lorraine. « L'amitié, avait dit le premier, d'entre leurs majestez est toujours en aussi bons termes qu'elle fut oncques, désirant d'une part et d'autre icelle accroistre et augmenter par toutes les démonstrations et meilleurs effectz dont ilz se pourront adviser. » Et le roi avait ajouté : « ... Je vous puis bien asseurer que l'amitié d'entre nous deux est toujours en aussi bons termes qu'elle a point esté. » Lorsqu'ils eurent reçu la lettre de Marillac, ils sentirent le besoin d'accentuer encore leur langage, et l'on peut dire qu'ils atteignirent les sommets de l'art de dissimuler. Montmorency se montra violent suivant son habitude. Il demanda à l'ambassadeur de lui désigner les marchands de Rouen et de Dieppe qui entretenaient en Angleterre des correspondances frisant la lèse-majesté, pour en faire, disait-il, « la démonstration. » Sur le point essentiel (les dispositions réciproques du roi et de l'empereur), il s'étendait avec un luxe d'expressions inusité :

« Quant aux propos qui se tiennent par delà du refroidissement des affaires d'entre le roy et l'empereur, écrivait-il le 1^{er} mai 1540, et que l'on espère plus tost la guerre entre leurs majestez que persévérance en leur amitié, ce sont là présuppositions qui viennent des passions et jalousies que ont aucuns qui les vouldroient bien voire ennemys, mais je vous puis bien asseurer que leur dite amitié n'est seulement telle qu'elle estoit quant ilz ont esté ensemble, ains cherchent journellement d'un costé et d'autre de icelle accroistre et augmenter par tous les moiens et effectz qu'ilz peuvent penser, délibéréz de courre tous deux une même fortune et rendre la paix immortelle entre eulx et leurs maisons... »

Et le roi ajoutait :

« ... Je vous prie, s'il vous en est parlé, dire hardiment que l'amitié d'entre lui (l'empereur) et moy est si bonne, si certaine et asseurée que meilleure ne pourroit estre, ainsy que les effectz le démonstreront ¹. »

¹ Toutes ces correspondances sont au vol. 338 de la même collection.

Nous ne pouvons poursuivre ces citations. La correspondance de 1540 fut écrite du même style, jusqu'au 11 octobre, époque à laquelle Charles-Quint, se trouvant alors à Bruxelles, investit son fils, l'infant Philippe, de la souveraineté de l'État de Milan.

Quant à la partie de l'Europe qui était restée indépendante ou aspirait à le devenir, l'échec de François I^{er} fut pour elle comme un signal de délivrance. Depuis dix-huit mois, un véritable cauchemar pesait sur elle, et ce n'était pas sans raison, car une alliance sérieuse et loyalement pratiquée entre les deux grands souverains aurait eu facilement raison de toutes les résistances. Les princes luthériens d'Allemagne, le Pape, la seigneurie de Venise se réjouirent ; les Flamands aussi, pour d'autres raisons ; mais, le plus heureux de tous, ce fut assurément Henri VIII, le monarque schismatique, qui, à chaque rapprochement du roi très chrétien et de l'empereur, se sentait menacé d'une croisade politico-religieuse entreprise par ces derniers, comme instruments du Saint-Siège. A ce point de vue, la correspondance de Marillac est encore du plus haut intérêt.

Ce fut seulement le 2 novembre 1539 que François I^{er} chargea son ambassadeur de prévenir Henri VIII que Charles-Quint allait traverser la France. La surprise fut grande, car on avait jusque-là pensé en Angleterre que le voyage impérial aurait lieu par la voie de mer¹. Henri VIII fit bonne contenance. On n'en peut dire autant des ministres anglais ; ceux-ci, dit Marillac, furent « estonnez et esbahis de la soubdaineté de ceste nouvelle à eulx inopinée². » Nous avons vu plus haut l'ambassadeur anglais à Paris, sir Thomas Wyatt, chercher à sonder François I^{er} « sur ce qui se devoit faire et traicter. » Pendant le voyage, Henri VIII attendit, se recueillit, guetta les plus légers indices, amassant secrètement de l'argent, des vaisseaux et des troupes, donnant aussi des ordres pour fortifier les côtes. On peut imaginer avec quelle avidité, avec quelle joie furent recueillis par les diplomates anglais les premiers symptômes de l'insuccès des négociations franco-espagnoles³. Enfin, lorsqu'il devint

¹ « Pour lequel effect ledit seigneur Roy (Henri VIII) affirme que l'empereur doist passer par mer d'Espagne en Flandres, laquelle chose m'a esté aussi confirmée par l'ambassadeur que ledit seigneur a icy. »

² Marillac au connétable, 14 novembre 1539, Clairambault, vol. 337.

³ « Ilz (les gens du conseil d'Angleterre) ont entendu, monseigneur, que

évident que celles-ci n'aboutiraient pas, Henri VIII sortit de sa réserve, tout en conservant une contenance empreinte d'une dignité modeste. Il se rapprocha sensiblement de Marillac, le reçut à plusieurs reprises et, chaque fois, lui exprima sa joie pour le rétablissement du roi. « Ledit seigneur, écrit le 8 mai 1540 Marillac à François I^{er}, a fait démonstration d'estre bien fort ayse d'estre adverty de la bonne disposition et sancté de vostre personne, me tenant au demeurant plusieurs honnestes et gratieux propos de la singulière amitié et affection qu'il vous porte, lesquelz souvent il réitéra en déclaration de plus fervente volonté. » Nous voyons dans la même correspondance que le roi d'Angleterre eut l'habile discrétion de passer légèrement sur les points qui devaient affecter l'amour propre de François I^{er}. Il se garda donc de relever les propos qui couraient sur l'altération des rapports personnels entre les deux alliés. Il ne fit aucune question sur les affaires qui restaient à vider à Bruxelles. Seulement, il indiqua finement son opinion sur le peu de confiance que méritaient les nouvelles propositions de Charles-Quint : « Sinon qu'en soubriant, il m'a dit, ajoute Marillac, que ces longueurs, dont on use en cest endroit, donnent tant à penser à plusieurs bons esprits qu'il voudroit que, pour l'amour qu'il vous porte, la chose fust un peu abrégée, et mesmement sur ce dernier party qu'il dict entendre de bonne part vous avoir esté offert de nouveau de la conté de Flandres en eschange de l'estat de Milan, où il luy sembloit l'affaire estre encores de plus long traict, aussi plus douteuse et à sortir effect plus mal aysée que le premier party piéça mis en avant, pour la difficulté que tous deux pourrez faire, l'empereur à laisser le pays où il est né et par où il prétend maintenir et accroistre son autorité en Allemagne, et vous, Sire, condescendre aux conditions qu'il pourroit mestre en avant. » Toutefois, ce que Henri VIII disait n'était « que par forme de discours et non pour intérêt aulcun qu'il y prétendist. » Enfin le roi d'Angleterre termina l'entretien par

vostre voyage en Flandres estoit délayé et quasi rompu, qui leur donne tant à penser qu'ilz estiment par là la résolution dernière des affaires qui sont entre le roy et l'empereur ne pouvoir advenir si tost qu'on disoit.... Ceux-cy me disent estre fort esmerveilléz de la dilation de vostre voyage vers l'empereur, mesmement qu'ils m'ont dit avoir par lettres de leur ambassadeur, qui est en Flandres, qu'il ne se parle plus en la court que vous debviez venir. » — (Marillac au connétable, 26 mars et 10 avril 1540.)

ces mots significatifs : « L'on pourra cognoistre à l'advenir qui seront les bons amis ¹. »

De son côté, le principal conseiller d'Angleterre et chancelier, Thomas Cromwel ², comte d'Essex, renchérissait encore sur l'attitude et sur les insinuations de son maître. Il avouait à Marillac que « pour le passé luy premièrement, et après aulcuns aultres avoient esté aulcunement plus impérialistes que françois, mais que, ayant congneu la conception de l'empereur, qui ne désire qu'à tenir tout le monde aux belles paroles et ce pendant faire les besongnes, » il avait reconnu et abjuré « l'erreur auquel cy devant il avoit esté pour ouvrir les yeux ³. »

Ces bonnes dispositions, qu'il eût peut-être été facile d'encourager, n'aboutirent pas, et la fatalité, qui semble avoir pesé sur les rapports de la France et de l'Angleterre pendant le règne de François I^{er}, se manifesta une fois de plus. Depuis l'entrevue du camp du drap d'or, il y avait entre François et Henri une sympathie personnelle qui aurait pu se traduire dans le domaine de la politique, et cependant ce dernier fut amené plusieurs fois à se déclarer l'allié de l'empereur, qu'il n'aimait pas, et de qui il se défiait. Le 11 février 1543, contrarié par l'influence française dans ses projets sur l'Ecosse, il concluait un traité avec l'empereur, et, l'année suivante, il envahissait la France par Calais, tandis que Charles-Quint l'envahissait par la frontière du Luxembourg ⁴.

CHARLES PAILLARD.

¹ Marillac au roi de France, 8 mai 1540 (Clairambault, 338).

² Marillac, trompé par la prononciation anglaise, ne cesse de l'appeler « Cramoil. »

³ Marillac au connétable (même jour) Clairambault, 338.

⁴ Pour nous conformer aux habitudes françaises, nous avons qualifié Nicolas Perrenot de Granvelle de « chancelier » nous devons faire observer toutefois que cette qualification n'est pas parfaitement exacte. A la vérité, Granvelle était chancelier du royaume de Naples, mais son véritable titre était : premier « conseiller d'estat de l'empereur. » Il n'y avait plus de chancelier impérial depuis la mort de Mercurino de Cattinava.

MÉLANGES

I

LES FOUILLES DE M. HENRI SCHLIEMANN

A TYRINTHE ET A MYCÈNES

Qui ne se rappelle l'émotion que causa dans le monde des archéologues, l'annonce des trouvailles extraordinaires que M. Schliemann avait faites en Troade, dans ses fouilles d'Hissarlek ? Comme toujours, lorsqu'il s'agit d'une découverte importante que personne n'a encore eu la bonne fortune de faire, les représentants de ce qu'on nomme la science se partagèrent en trois groupes distincts, les négateurs, les douteurs et les croyants enthousiastes. Je n'éprouve aucun scrupule à déclarer sans ambages que je fis immédiatement partie des derniers. J'avais parcouru le théâtre des explorations de M. Schliemann et, comme lui, j'avais emporté la conviction profonde que le site de la Troie homérique, fixé un peu à la légère par Chevalier, sur la foi duquel tous avaient admis depuis que le voyageur français avait résolu ce curieux problème de topographie historique, représentait tout ce qu'on voudrait, excepté l'emplacement de Troie. J'étais jeune alors, et je craignais encore les contradictions dédaigneuses des voyageurs en chambre ; prudemment je me tus, et je gardai ma conviction pour moi ! Depuis lors, j'ai si bien expérimenté pour mon propre compte l'âpreté des dénégations de parti-pris, que j'en suis venu à me persuader qu'à tout prendre, la logique étant faite pour tout le monde, je pouvais, si je n'étais un idiot, avoir autant de confiance dans mes propres observations faites sur place, qu'en celles des soi-disant savants qui n'avaient jamais quitté le coin de leur feu ; autant dire que je n'ai plus éprouvé la moindre appréhension lorsque j'ai crié bien haut, et de bonne foi, ce que j'avais vu, de mes yeux vu,

pour en déduire des conclusions parfois entièrement opposées aux conclusions reçues généralement jusqu'alors comme monnaie courante et de bon aloi. Il est donc bien entendu que je ne doutai pas un instant que M. Schliemann eût exhumé la Troie homérique, au point où seulement elle devait et pouvait avoir existé.

Le rôle des deux autres groupes fut tout autre : les douteurs (je demande pardon de l'emploi que je fais de ce mot d'un français médiocre, faute d'une autre expression qui rende bien ma pensée), les douteurs furent obligés de reconnaître que les fouilles d'Hissarlik avaient mis au jour les restes d'une cité détruite par le feu, à une époque indéterminée, mais remontant à la plus haute antiquité, et que les objets recueillis par M. Schliemann, s'ils n'étaient pas les débris du trésor de Priam, n'en appartenaient pas moins à une civilisation antérieure aux époques dites historiques, et que, par conséquent, ils étaient ou ne peut plus dignes de fixer l'attention de tous les archéologues de profession.

Quant aux négateurs, ils conclurent suivant leur méthode habituelle. M. Schliemann n'avait rien trouvé du tout ; et ce qu'il présentait comme le fruit de ses recherches, pouvait très bien n'être que le fruit de son désir de faire parler de lui, et comme les œuvres de ses mains ! Laissons à ceux-là la honte de leurs suppositions injurieuses, et ne nous occupons plus d'eux ; c'est tout ce qu'ils méritent !

Avant de poursuivre, disons un mot de M. Schliemann, dont je n'ai pas l'intention, cela va sans dire, d'écrire la biographie, mais dont je veux faire connaître à ceux qui ne l'ont jamais rencontré, le mobile et le but de toute sa vie. Dès son jeune âge il s'était pris d'une passion ardente pour les récits homériques ; à force de persévérance et malgré tous les obstacles qu'il avait à vaincre, il parvint à se familiariser si intimement avec son poète favori, que les livres d'Homère devinrent pour lui un domaine personnel, dans lequel son imagination se promenait sans paix ni trêve. Cette préoccupation constante ne l'empêcha pas de faire une belle fortune, et aussitôt qu'il fut maître de celle-ci, il n'eut plus qu'une pensée : utiliser la richesse que la Providence, aidée de son énergie, avait mise entre ses mains, pour prouver qu'il avait eu raison de voir dans les récits d'Homère, un peu moins que des élucubrations d'un esprit poétique au suprême degré, c'est à dire des faits purement historiques, d'une date inconnue, je l'accorde, mais qui n'en avaient pas moins été vécus !

Les dépenses auxquelles il lui faudrait faire face, ne l'effrayèrent en aucune façon, et il se consacra tout entier, lui et sa fortune, à l'accomplissement de ce qu'il a bien le droit d'appeler l'œuvre de sa vie.

Cela dit, je ne m'attarderai pas à énumérer les résultats merveilleux des fouilles d'Hissarlik, et j'arrive à ceux des fouilles récentes de Tyrinthe et de Mycènes, dont l'intérêt n'est pas moins grand. Cette

fois encore je me reconnais carrément le droit de parler de localités que j'ai visitées, et dont j'ai conservé un souvenir aussi frais que si je venais de les quitter depuis peu de jours.

M. Schliemann avait une foi inébranlable dans sa découverte de la Troie homérique, et il avait raison ; mais il fallait compléter l'œuvre à laquelle il s'était voué. Pour cela faire, Tyrinthe et Mycènes surtout devaient devenir le théâtre de recherches aussi opiniâtres que celles qu'il avait faites à Hissarlik. Puis il songerait à Ithaque. Cette fois encore l'attente de notre heureux et savant fouilleur n'a pas été déçue, et il a attaché un magnifique fleuron de plus à sa couronne d'archéologue militant. Mais n'anticipons pas.

Le gouvernement grec s'empessa d'autoriser M. Schliemann à entreprendre, à ses frais exclusifs, des fouilles à Tyrinthe et à Mycènes, à la condition expresse que tout ce qui sortirait de ces fouilles deviendrait la propriété du Musée d'Athènes. Une pareille prétention ne pouvait en aucune façon refroidir le zèle de notre explorateur passionné. Il n'y avait pas de sacrifice qu'il ne fût prêt à faire pour la gloire d'Homère, et un peu aussi pour la sienne propre. Nous verrons plus loin si son espérance a été trompée.

Le 31 juillet 1876, M. Schliemann arrivait à Tyrinthe avec sa noble et courageuse compagnie ; il avait amené avec lui trois savants professeurs d'archéologie à l'université d'Athènes, MM. Kastorkhis, Phendiclis et Pappadakis, désireux d'assister aux fouilles de cette ville si antique. Une cinquantaine d'ouvriers furent engagés immédiatement, et l'on se mit à l'œuvre.

Un mot sur Tyrinthe. Cette ville, située dans l'angle sud-est de la plaine d'Argos, présente encore aujourd'hui une acropole ruinée, connue par les habitants du pays sous le nom de Paleokastron. Pausanias (II, xxv, 8,) en parle ainsi qu'il suit ¹ : « Le mur d'enceinte, seul débris qui reste (de Tyrinthe) fut construit par les Cyclopes. Il se compose de pierres non taillées ; ces pierres sont si grosses, qu'un attelage de mules ne suffirait pas pour faire bouger la plus petite ; on a intercalé de petites pierres entre les grosses, pour les consolider. »

Les murs de cette nature, auxquels on donne, sur la foi de Pausanias, sans doute, le nom impropre de cyclopéens, ont un aspect si imposant, que devant eux l'on reste en admiration. J'en appelle à tous ceux qui, comme moi, ont eu le bonheur de visiter Tyrinthe.

La plate-forme qu'entoure cette muraille a environ 270 mètres de longueur du nord au sud, et de 60 à 75 mètres de largeur.

La muraille a une épaisseur qui varie de 7^m50 à 15 mètres.

¹ Je copie la traduction donnée par M. Schliemann, traduction rigoureusement exacte, parce que je ne saurais en donner une meilleure.

Son massif est traversé par des galeries ogivales par encorbellement, de 2^m35 de largeur ; et dans l'une d'elles on voit six baies également ogivales, que l'on peut regarder comme des portes ou des fenêtres, descendant jusqu'au niveau du sol de la galerie ; sur la face est, s'ouvrait la seule porte antique donnant accès dans l'intérieur de l'acropole ; elle a 4^m50 de large et on y accède par une rampe large de 6 mètres, soutenue par un mur de construction cyclopéenne. A droite, la porte est flanquée par une tour de près de 13 mètres de hauteur et de 11 mètres de largeur.

A l'intérieur, se trouvent deux esplanades distinctes, séparées par un ressaut de 4.20, revêtu d'un mur cyclopéen dont les matériaux sont de moindres dimensions que ceux de la muraille extérieure. Ce ressaut se dirige de l'est à l'ouest, et une observation judicieuse de M. Schliemann, qui vit dans le revêtement en question des pierres taillées, lui fit penser que cet ouvrage n'était pas de la même époque que tout le reste des murailles, qui ont valu à Tyrinthe l'épithète de *τειχιόσσα*, que lui donne Homère dans l'Iliade (II, 559).

La tradition antique fait remonter la fondation de Tyrinthe à environ 1400 avant l'ère chrétienne, et Pindare donne à Hercule, qui habita cette ville, le surnom de Tyrrhénien. En 468 avant J.-C., les Argiens, jaloux de la gloire de Tyrinthe, détruisirent cette ville et forcèrent ses habitants à venir s'établir à Argos. Nous devons dire pourtant qu'il existe, dans les collections, des monnaies de Tyrinthe bien postérieures à cette date, ce qui prouve que probablement, après le démantèlement de l'acropole par les Argiens, une ville plus récente s'éleva au pied de cette acropole.

Nous avons dit que, dès le 1^{er} août 1876, M. Schliemann se mit à l'œuvre. Une large tranchée fut ouverte dans la partie supérieure de l'acropole, ainsi que 13 puits de 1.60 de diamètre ; 3 autres puits furent creusés dans la partie inférieure, et 4 autres à 33 mètres en dehors de la grande muraille extérieure. Le roc fut atteint dans la partie haute de la citadelle à une profondeur variable de 3.45 à 4.95 ; dans la partie basse, de 1.50 à 2.40 ; et enfin, en dehors de l'acropole, on trouva le sol vierge entre 0.90 et 1.20 de profondeur.

Dans les puits de la partie haute, on rencontra des murs d'habitation et des conduites d'eau d'appareil cyclopéen. Pas une pierre ne fut rencontrée dans la tranchée, ni dans une douzaine de puits. Des cendres s'y montrèrent en masse considérable, et M. Schliemann en conclut avec raison que beaucoup de maisons de la Tyrinthe primitive étaient construites en bois ou en briques crues, comme cela a lieu encore dans les villages de l'Argolide ; que, de plus, les murs cyclopéens des maisons n'étaient probablement que des substructions d'édifices en bois.

Des têtes de vache en terre cuite et des idoles à cornes figurant le

croissant de la lune, sortirent des fouilles, et M. Schliemann n'hésita pas, et je crois qu'il a eu parfaitement raison, à retrouver, dans ces figurines d'un art des plus grossiers, des représentations de l'héra bôopis, divinité tutélaire de Mycènes et de Tyrinthe.

La poterie archaïque dont les débris ont été rencontrés à Tyrinthe, est absolument la même que celle rencontrée à Mycènes, dont nous aurons à parler plus loin ; mais, dès à présent, nous devons dire que tous les débris trouvés sur le sol vierge, ou très peu au-dessus, appartenaient à des vases façonnés à la main.

Dans les puits ouverts au dehors de l'acropole, on a recueilli quantité de tessons helléniques, de la poterie qui fut en usage du 4^e au 2^e siècle avant l'ère chrétienne.

Une figurine archaïque en bronze et quelques débris de plomb sont les seuls objets métalliques découverts à Tyrinthe.

Par la nature des débris de poterie retrouvés dans les fouilles de Tyrinthe, M. Schliemann a été conduit à admettre que les constructeurs mêmes de l'enceinte façonnaient leur poterie à la main ; que quelques siècles plus tard leur succéda une nation qui fabriquait au tour les vases dont elle faisait usage, et les décorait de peintures plus ou moins grossières. Quant à déterminer la date de l'apparition de ces deux arts distincts, il n'y faut pas penser ; c'est là un problème qui restera toujours sans solution. Toutefois, nous pouvons, avec l'auteur des fouilles, admettre comme assez vraisemblable que la création de l'enceinte cyclopéenne de Tyrinthe eut lieu environ 16 siècles avant l'ère chrétienne, et que la race qui fabriquait au tour les poteries dont elle faisait usage, commença son œuvre un millier d'années avant le Christ ; mais, répétons-le, ce sont là des chiffres sans aucune valeur absolue.

On va voir que M. Schliemann n'a pas adopté les errements des innombrables amateurs de la soi-disant science préhistorique, qui jonglent à qui mieux mieux avec les milliers d'années. Dans la couche primitive des détritits qui recouvraient le roc à Tyrinthe, il a trouvé un certain nombre de petites lames d'obsidienne ayant servi, à ce qu'il croit, de couteaux, et il n'a pas conclu de leur présence que les murs de Tyrinthe devaient être vieux de quelque dix mille ans ; nous devons lui en savoir gré.

Enfin, M. Schliemann a constaté que la Tyrinthe, relativement moderne, qui a frappé des monnaies grecques, s'est étendue à l'est et au nord de l'acropole.

Nous allons assister maintenant à des découvertes bien autrement importantes que celles qui avaient pourtant rémunéré dignement, ainsi que nous venons de le voir, les sacrifices d'argent, de temps et de zèle auxquels M. Schliemann s'était bravement résigné, en entreprenant l'exploration des ruines de Tyrinthe.

A l'angle nord de la plaine d'Argos se trouvent les ruines de Mycènes, à proximité du petit village nommé Kharvati, où prennent gîte d'ordinaire les curieux qui veulent visiter à l'aise ce qui reste de l'antique capitale d'Agamemnon. Mycènes se trouve juste au nord de Tyrinthe, et la ligne qui joint ces deux villes illustres, forme la base d'un triangle dont le sommet, à l'ouest, est formé par Argos.

L'acropole de Mycènes est entouré de murs cyclopéens qui ont une épaisseur moyenne de 4.80, et dont la hauteur actuelle varie, grâce aux ravages du temps, de 3.90 à 10.50 ; on y distingue trois appareils bien caractérisés. Le premier, regardé à juste titre comme le plus ancien, est tout-à-fait analogue à celui qui constitue les murs de Tyrinthe. Le second, dont un pan considérable existe à l'ouest, est formé de pierres polygonales ajustées avec la plus grande perfection et ne présentant aucune assise régulière. Le troisième appareil, qui se voit à droite et à gauche de la porte des Lions, comporte des blocs rectangulaires, répartis en assises horizontales. On serait tenté de croire que c'est le plus récent des trois, et cependant M. Schliemann donne d'excellentes raisons pour établir que ces trois systèmes si différents ont été employés à l'époque même de la construction de l'enceinte.

Dans l'angle nord-ouest de celle-ci, se trouve la magnifique porte connue sous le nom de porte des Lions, et qui a toujours été l'entrée principale de l'acropole. Inutile de décrire minutieusement ce curieux monument ; il est trop bien connu pour qu'il y ait intérêt à en donner les dimensions.

A l'ouest-sud-ouest et au sud de l'acropole s'étendait la ville basse, dont les restes, de construction cyclopéenne, couvrent la plaine.

Dans cette ville basse se trouvaient les monuments remarquables désignés par le nom de Trésors. Le plus important est bien connu des voyageurs, sous le nom de trésor d'Atrée, ou de tombeau d'Agamemnon. Il est construit sur la pente d'une colline, à 360 mètres au sud de la porte des Lions, et devait être un monument souterrain. Je ne le décrirai pas plus que je n'ai décrit la porte des Lions ; ce serait une peine inutile, après tout ce qui en a été dit jusqu'à ce jour. Il est bon de noter que Pausanias désigne déjà ces édifices si étranges, qu'il appelle « constructions hypogées, *ὑπόγαια ἰκοδομήματα*, » comme les trésors d'Atrée et de ses fils. Et lorsque Pausanias visitait ces monuments, la tradition devait encore être intacte et vraie, parce qu'à cette époque aucun événement n'avait encore pu en interrompre le fil.

La tradition mythologique attribue la fondation de Mycènes à Persée, fils de Jupiter et de Danaé. Son fils Sthenébos lui succéda, et de Nikippé, fille de Pélops, il eut un fils Eurysthée qui monta sur le trône de Mycènes, après son père. Eurysthée n'ayant pas eu de fils,

eut pour successeur son oncle Atrée, fils de Pélops. Atrée laissa la couronne à son frère Thyeste, qui la transmit à Agamemnon, fils d'Atrée. Chacun sait trop bien les horribles événements qui signalèrent la dynastie des Pélopidés, les haines farouches d'Atrée et de Thyeste, le meurtre d'Atrée par Egisthe, pour qu'il soit besoin de les raconter de nouveau. Il est bon de noter, en passant, qu'Homère ne dit pas un mot de ces sanglantes querelles ; pour lui, Jupiter donna la royauté à Pélops, qui la transmit à Atrée ; celui-ci la laissa en mourant à Thyeste, auquel succéda Agamemnon. Suivant Homère, Egisthe séduisit Clytemnestre, femme d'Agamemnon, pendant que celui-ci assiégeait Troie. Lorsque le roi de Mycènes rentra dans ses états, Egisthe l'invita à un festin, pendant lequel il le massacra, d'accord avec Clytemnestre. Après ce crime Egisthe régna sept ans à Mycènes ; la huitième année il périt avec sa complice, sous les coups d'Oreste. Celui-ci, quoique héritier légitime du royaume de Mycènes, ne succéda pas à son père. A partir de cette époque commença, pour Mycènes, une période de décadence, qui se termina en 468 avant J.-C. par le siège et la ruine de la cité d'Agamemnon. Comme Thyrinte, Mycènes succomba sous les coups portés par la jalousie des Argiens.

Commençons par rapporter le passage de Pausanias qui a été, pour M. Schliemann, un trait de lumière qui n'avait frappé les yeux d'aucun de ses devanciers. Car tous avaient admis que les tombeaux d'Agamemnon et de ceux qui avaient péri avec lui, se trouvaient dans la ville basse, et en dehors de l'acropole. Voici ce que dit Pausanias (II. xvi, 5-7) : « Il reste encore également là d'autres parties du Peribole et la porte ; sur celle-ci il y a des lions. On dit que ce sont des œuvres des cyclopes qui bâtirent pour Proëtos la muraille de Tyrinthe. Dans les ruines de Mycènes, se trouve la fontaine nommée Perseia, et les constructions hypogées d'Astrée et de ses enfants, dans lesquelles étaient renfermés leurs trésors. Il y a le tombeau d'Atrée ; il y a aussi les tombeaux de tous ceux qui, au retour d'Ilion avec Agamemnon, furent tués par Egisthe dans un banquet. Les Lacédémoniens habitants d'Amyclée, mettent en question l'authenticité du tombeau de Cassandre. L'un est le tombeau d'Agamemnon, un autre celui d'Eurymédon, conducteur de son char, un autre de Teledanius et de Pélops. Car on dit que Cassandre mit au monde ces deux jumeaux, qui étaient encore enfants lorsque Egisthe les égorga avec leurs parents, et celui d'Electre. Celle-ci fut la femme de Pylade, à qui Oreste la donna en mariage. Hellanicus a écrit que Pylade eut d'Electre deux fils, Medon et Strophios. Quant à Clytemnestre et à Egisthe, ils furent enterrés à une petite distance, en dehors de la muraille, parce qu'ils furent jugés indignes de recevoir la sépulture à l'intérieur, où reposaient Agamemnon et ceux qui avaient péri avec lui. »

La muraille dont a pu parler Pausanias, la seule qu'il ait vue et qu'il caractérise par la présence de la porte des Lions, c'est la muraille de l'acropole. A l'intérieur de cette muraille, il place les tombeaux d'Atrée, d'Agamemnon, d'Eurymédon, de Teledamus et de Pélops, de Cassandre et d'Electre. A l'extérieur, il place la fontaine Perseia, les tombeaux de Clytemnestre et d'Egysthe, et enfin les trésors d'Astrée et de ses enfants.

Non, mille fois non, M. Schliemann ne s'est pas trompé en interprétant comme je viens de le faire moi-même le texte si décisif de Pausanias, et il demeure certain que les tombes signalées par l'illustre voyageur étaient situées dans l'intérieur de l'acropole. Cela posé, racontons le plus brièvement possible les fouilles que M. Schliemann a entreprises, à deux époques différentes, dans l'acropole de Mycènes.

En février 1874, il avait déjà fait creuser 34 puits, « afin, dit-il, de sonder le terrain et de découvrir l'endroit où je devais fouiller. » Encouragé par les premiers résultats obtenus, il allait commencer des fouilles plus sérieuses, à 80 et quelques mètres au sud de la porte des Lions, lorsqu'il se vit forcé, par des circonstances qu'il est inutile de rapporter, de renoncer pour le moment à son entreprise. Ce n'est que deux ans et demi plus tard qu'il lui a été permis d'exécuter le plan qu'il avait adopté.

Le 7 août 1876, il commença ses excavations, avec 63 terrassiers, qu'il organisa en trois équipes. La première, composée de 12 hommes, fut placée à la porte des Lions, pour débayer le passage qui conduisait à l'intérieur de l'acropole. La seconde, comptant 43 hommes, fut chargée de commencer, à 12 mètres de distance de la porte, une vaste tranchée de 34 mètres de longueur, sur autant de largeur. Enfin la troisième équipe, de 8 hommes, fut mise immédiatement à débayer les abords du trésor de la basse ville, placé à proximité de la porte des Lions.

Les premiers résultats obtenus à l'intérieur de l'acropole prouvèrent immédiatement que, malgré les assertions de Diodore, de Strabon et de Pausanias, qui déclarent que de leur temps Mycènes n'avait plus un seul habitant, ce qui est vrai, il y eut là, pendant une période de deux siècles environ, du IV^e au III^e siècle avant l'ère chrétienne, une agglomération de population qui avait disparu déjà lorsque Diodore écrivait, c'est-à-dire à l'époque de César et d'Auguste.

Au-dessous de la couche de détrit, épaisse d'un mètre en moyenne, qui démontre l'existence de cette Mycènes hellénique relativement moderne, commence la couche purement archaïque qui, de 480, époque de la destruction de Mycènes par les Argiens, s'enfonce jusque dans les siècles les plus reculés de l'histoire héroïque et mythologique.

Les débris de poteries, recueillis par milliers, présentent le même

caractère que ceux qui ont été exhumés de l'enceinte de Tyrinthe. Leur ornementation est très variée, mais montrant toujours, soit des bandes horizontales, soit des spirales, soit des quadrupèdes ou des oiseaux très grossièrement dessinés, ou d'autres signes de pure fantaisie, le tout tracé en rouge vif sur les panses des vases. Les spirales y sont la décoration la plus fréquente ; et cette remarque n'est pas sans intérêt, puisque nous allons voir que la spirale ornait presque constamment les bijoux de toute nature que M. Schliemann devait avoir le bonheur de rencontrer dans les tombes qu'il lui était réservé de découvrir. Il n'est pas moins important de constater la présence sur un grand nombre de débris de poterie, de la croix potencée, si bien connue déjà dans l'Inde Védique, sous le nom significatif de *Souastika*, nom qui n'est qu'un véritable souhait de bonheur.

Presque tous les vases retrouvés étaient façonnés au tour ; les petits seuls l'étaient à la main.

Autant les idoles de terre cuite, en forme de chouette, étaient fréquentes dans les couches les plus profondes d'Hissarlik, autant les idoles en forme de vache, ou de femme adossée à un croissant, l'étaient à Mycènes comme à Tyrinthe. Presque toutes étaient ornées de larges traits noirs sur un fond rouge ; une seule parcelle d'or est sortie des fouilles, mais le plomb s'y est montré en grande quantité.

Le fer était connu à Mycènes, comme un métal précieux sans doute ; quelques couteaux et quelques clefs de ce métal ont été déterrés ; toutefois M. Schliemann exprime quelques doutes sur la véritable date de ces objets. Le bronze a fourni aussi quelques petites lames et deux pointes de flèche, non barbelées.

Deux haches en serpentine, un petit nombre de pointes de flèche, une quantité considérable de fusaïoles, des poids en diorite et deux meules à main en trachyte, constituent l'appoint des instruments de pierre.

Un fragment d'os orné d'un semis d'annelets, est considéré par M. Schliemann comme le reste d'une lyre. L'ivoire a fourni un peigne et de grandes épingles ou aiguilles, et les extrémités d'une flûte dont le corps était en pierre ollaire.

Des murs cyclopéens de maisons ont été retrouvés à une profondeur variable de 1.95 à 3.30 au dessous de la surface, et les premières assises de ces murs reposent sur le roc même à une profondeur de 6 mètres à 7 mètres 20. Une conduite d'eau et douze petites citernes ont été mises au jour dans la même fouille.

A ce moment, les résultats des fouilles allaient devenir plus sérieux. Deux stèles funéraires, avec sujets de chasse ou de guerre en bas relief, et ornées de nombreuses spirales, l'une en mauvais état, grâce à la nature de la pierre (gris friable), et l'autre bien conservée,

étaient en place sur une ligne nord et sud, et se montrèrent à une profondeur de 4 mètres, et à quelques mètres au sud des douze réservoirs mentionnés ci-dessus. Ces deux stèles n'étaient séparées l'une de l'autre que par un intervalle de 30 centimètres.

Presqu'aussitôt fut reconnue l'existence d'une banquette circulaire formée de deux rangées parallèles de dalles, plantées de champ, et encore recouvertes, en certains points, de dalles horizontales. Ce cercle formait l'enceinte de l'Agora, et constituait un banc continu, sur lequel prenaient place ceux qui assistaient aux délibérations de la cité. Deux nouvelles stèles funéraires se montrèrent bientôt à l'intérieur du cercle de l'Agora : la première de ces stèles était plantée à 0.43 des précédentes, et la seconde à 3 mètres plus loin. Toutes les quatre étaient presque en ligne droite. Vinrent ensuite trois stèles non sculptées ; mais ne nous attardons pas à détailler la position respective de toutes les stèles sculptées et non sculptées qui étaient debout et faisaient uniformément face à l'ouest. Il est certain que ces stèles étaient fort nombreuses, car beaucoup de fragments ont été retrouvés disséminés dans le terrain.

Citons enfin deux beaux fragments de pilier quadrangulaire et de frise, en porphyre rouge, élégamment ornés. Il me faudrait copier en entier le livre de M. Schliemann, si je voulais mentionner tous les objets curieux qu'il a exhumés, et j'ai hâte d'arriver aux tombeaux explorés par lui. Je me contenterai donc de citer des lances et des bipennes de bronze qu'il a rencontrés à 3.90 de profondeur, et des gemmes lenticulaires d'onyx, d'agate et de stéatite qui se sont trouvées disséminées, de 3 à 6 mètres de profondeur. La plupart sont de véritables intailles représentant des animaux fort grossièrement dessinés. Ces intailles faisaient très certainement partie de colliers.

La présence des stèles funéraires sculptées ou non sculptées firent penser à M. Schliemann qu'elles marquaient l'emplacement de tombes creusées profondément dans le roc ; il ne se trompait pas, ainsi que nous allons le voir.

Seulement je me fais un devoir de transcrire intégralement ici un paragraphe du livre de M. Schliemann, parce que je l'adopte pleinement, et que je serais infailliblement arrivé aux mêmes conclusions que son auteur.

« Je n'hésite pas un moment à proclamer que j'ai trouvé là les tombeaux attribués par Pausanias, d'après la tradition, à Atrée, à Agamemnon, le Roi des hommes, au conducteur de son char, Eury-médon, à Cassandre et à leurs compagnons. Mais il est absolument impossible que Pausanias ait pu voir ces tombeaux, parce qu'à l'époque où il visita Mycènes (environ 170 après J.-C.), tous ces monuments funéraires étaient recouverts, depuis des siècles, d'une couche de décombres préhistoriques, de 2^m40 à 3 mètres d'épaisseur.

Sur cette première couche, une cité hellénique avait été bâtie, puis abandonnée, environ quatre siècles avant l'époque de Pausanias, après avoir ajouté une couche de ruines helléniques, de 0^m90, à la couche épaisse de décombres préhistoriques ; ce n'est donc que par la tradition qu'il peut avoir connu l'existence de ces tombeaux (p. 171). »

M. Schliemann commence par citer les nombreux passages retrouvés dans Hérodote et Pausanias, concernant des tombeaux de personnages illustres placés dans l'enceinte des Agora, de Sparte, d'Argion en Archaïe, d'Elis, de Phigalie, de Mantimée, de Tégée, d'Elæa, de Sicyone, de Thurium et de Thèbes. Il n'y avait donc rien d'extraordinaire à chercher des tombeaux semblables dans l'Agora de Mycènes.

Lorsque les stèles sculptées eurent été extraites et transportées à Kharvati, pour être de là expédiées à Athènes, les fouilles furent commencées sur leur emplacement. Une tombe rectangulaire creusée dans le flanc du rocher se présenta d'abord ; elle avait 6^m43 de longueur sur 3^m10 de largeur. A un mètre au-dessous de l'endroit où avaient été plantées les stèles, on rencontra deux grandes dalles superposées, d'un mètre 50 de longueur, de 0^m30 de largeur et de 0^m175 d'épaisseur, à l'extrémité sud desquelles était placée une dalle inclinée, de 0^m75 de longueur, disposée comme pour servir d'oreiller à un corps étendu sur les dalles superposées.

Les matériaux de cette espèce de lit mortuaire semblent avoir fait partie de quelque monument considérable, qui aura existé au-dessus du tombeau même. D'ailleurs leur agencement n'est très probablement que fortuit.

Au-dessous, ou commença à rencontrer de petits amas de cendres noires, dans lesquelles se trouvaient un bouton d'os recouvert d'une plaque d'or avec ornements en creux ; douze de ces boutons d'os revêtus d'or furent successivement recueillis de la même façon ; ils étaient accompagnés de fragments divers en ivoire, et de nombreux fragments de poterie, parmi lesquels il en est d'analogues à ceux qui caractérisent une époque plus récente, mais toujours antérieure à l'année 468, date de la destruction de Mycènes par les Argiens.

Arrivé à une profondeur de 3 mètres 15, une pluie violente transforma en boue la terre molle du tombeau, et il fallut en abandonner momentanément l'exploration. Les ouvriers furent donc reportés sous les stèles non sculptées, plantées à 6 mètres à l'est de la ligne des stèles sculptées. Une seconde tombe apparut alors, ayant 3^m50 de largeur, 6^m375 de longueur sur l'un des côtés et seulement 3^m50 sur le côté opposé. Elle était remplie de terre naturelle rapportée et sans mélange. A 4^m50 au-dessous du niveau du roc, et à 7^m50 au-dessous de celui du sol tel qu'il était avant les fouilles, on arriva à une couche de cailloux sous laquelle reposaient les restes de trois corps humains,

séparés l'un de l'autre par une distance de 0^m90. Tous les trois avaient la tête tournée vers l'Orient; le fond du tombeau n'étant autre que la surface nivelée du roc, était recouvert d'une seconde couche de cailloux, sur laquelle étaient étendus les trois corps. Ceux-ci avaient été manifestement brûlés en même temps, à la place même où ils étaient retrouvés. Les cendres, les débris de bois qui y étaient mélangés, la couleur des cailloux du lit inférieur, et les traces de feu et de fumée sur les parois des murs entourant le fond de la tombe, le prouvaient jusqu'à l'évidence; de plus, il était facile de reconnaître les traces de trois bûchers distincts.

Les murs faisant fonction de parois étaient construits en grosses pierres assemblées sans ciment. Quant aux petites pierres dont le sol du tombeau était jonché, elles n'avaient eu d'autre destination, comme le pense avec raison M. Schliemann, que d'assurer la ventilation des bûchers funéraires. Ceux-ci n'avaient probablement d'autre office que celui de consumer les vêtements et les chairs des cadavres; car les os ont été épargnés.

Chacun des trois corps portait cinq diadèmes formés de minces plaques d'or, de 0^m4875 de longueur, sur 0^m10 de largeur, au milieu de leur longueur, à partir duquel ils se terminent en pointe de chaque côté. Les bords de ces diadèmes étaient enroulés sur des fils de cuivre destinés à leur donner une certaine rigidité. Tous les quinze sont ornés de la même façon: on y voit une double bordure de deux lignes et, entre les deux bordures, une rangée de triples cercles concentriques, dont le diamètre est en rapport avec la largeur du diadème. Entre les triples cercles se trouve, de chaque côté, une rangée de cercles doubles, plus petits, de diamètre variable, dans les mêmes conditions que les cercles triples: le tout au repoussé, mais avec cette particularité que dans tous les cercles triples ou doubles, le cercle intérieur fait saillie. Deux des corps portaient cinq espèces de croix en or mince, formées de quatre feuilles de laurier reliées deux à deux; le troisième corps ne portait que quatre de ces ornements, dont toutes les feuilles étaient délicatement ornées de cercles et de petites feuilles au repoussé.

Des fragments d'ornements en verre teinté de bleu à l'aide du cobalt (ce qu'a prouvé l'analyse); de nombreux couteaux en obsidienne; beaucoup de morceaux d'un grand vase d'argent, à orifice en cuivre revêtu d'or, avec dessins en creux; deux couteaux de bronze de dimensions différentes; une tasse d'argent; quatre perles de collier, dont deux en agathe et deux en pâte de verre; une anse de vase en bronze; deux figurines de Héra en terre cuite, avec les cornes figurant le croissant de la lune, et une grande quantité de débris de vases de terre façonnés à la main, ou au tour: voilà quel était le mobilier funéraire de cette tombe.

Au sud des stèles qui recouvraient la tombe dont il vient d'être parlé, se trouvaient deux autres stèles non sculptées, formant une troisième ligne, plantée à quatre mètres au-dessous du sol, tel qu'il était avant les fouilles. A 0^m60 au-dessous d'elle, se présentèrent deux grandes dalles placées horizontalement, et à 1 m. 50 plus bas, deux dalles placées verticalement et une troisième horizontalement. Le sol, d'une terre noire, mélangée de fragments de poterie faite à la main, contenait de nombreux couteaux d'obsidienne, quelques idoles de Héra, et quelques curieux fragments d'ivoire, paraissant avoir appartenu à une boîte ou nartex. A dix mètres de profondeur se trouva une plate-forme de rocher, de 9 mètres de côté, dans laquelle étaient creusées deux tombes, dont la plus petite était placée directement sous les deux stèles enlevées pour commencer la fouille. Cette tombe a 5 mètres de longueur, et 3^m05 de largeur ; elle est taillée dans le roc, à une profondeur de 0^m70 sur la face ouest, de 1 mètre sur la face sud, de 2^m10 sur la face est, et enfin de 1^m50 sur la face nord.

A 2^m70 environ au-dessus de cette tombe, et à 6^m30 au-dessous de la surface primitive du sol, on a rencontré sur la pente du rocher plusieurs squelettes humains, que n'accompagnaient que des couteaux d'obsidienne, et cinq vases modelés à la main.

Au centre même de l'Agora, M. Schliemann a découvert un rocher en saillie sur l'esplanade et qui peut bien avoir tenu lieu de βῆμα, ou tribune pour les orateurs ; au-dessous de ce rocher, à 6^m60 au-dessous du sol primitif, on a trouvé beaucoup de figurines de Héra, de fusaïoles, et un poignard formé de deux lames à deux tranchants soudées selon leur ligne médiane, de façon à laisser une rainure vide de chaque côté entre les deux tranchants. Mais revenons au tombeau mis à jour.

Les parois étaient revêtues de morceaux irréguliers de schiste, jointoyés avec de l'argile, et formant un mur incliné de 1^m50 de hauteur et de 0^m65 d'épaisseur.

Trois corps reposaient dans ce sépulcre, et, à la dimension des os, il a été facile de juger que ces corps étaient ceux de femmes dont l'une devait avoir atteint un âge avancé. Les trois corps avaient la tête tournée vers l'Orient ; ils étaient séparés entre eux comme ceux de la première tombe, et, comme ces derniers, posés entre deux couches de cailloux. Les traces des bûchers étaient très apparentes ; en un mot les corps avaient été soumis exactement aux mêmes cérémonies funéraires que ceux de la tombe précédente. Le fond de la dernière se trouvait à 8^m90 au-dessous du niveau du sol primitif.

Cette fois les corps étaient littéralement couverts de bijoux, sur lesquels on reconnaissait à merveille les traces du feu et de la fumée. 701 grandes plaques d'or couvertes d'ornements au repoussé, furent

recueillies ; elles se trouvaient dessus, dessous et sur les côtés des corps. Ces plaques représentent des variétés de la croix Souastika dont nous avons déjà parlé, des fleurs, des papillons, des poulpes ou sèches, etc. Elles ont généralement 65 millimètres de diamètre, lorsqu'elles sont rondes ; d'autres représentent d'élégantes feuilles dont elles affectent la forme. Avec ces plaques furent ramassés trois beaux coulants en or massif, de 18 millimètres de longueur, et de 13 millimètres de diamètre, ornés de dessins en intaille représentant : 1° un combat d'un homme contre un lion ; 2° un combat de deux guerriers, dont l'un plonge son épée dans la gorge de son adversaire ; 3° un lion blessé par une flèche. Ces trois coulants ont nécessairement fait partie d'un collier.

Enumérons brièvement le reste des objets en or trouvés dans ce riche sépulcre : 1 papillon — 10 cigales (?) munies de chainettes — 11 coulants globuleux ayant fait partie d'un collier — 3 griffons — 3 ornements en forme de cœur — 4 lions couchés — 12 ornements composés de deux cerfs couchés en sens inverse — 7 autres comportant deux lionceaux accroupis et se faisant face — 2 figurines de femme avec une colombe sur la tête (l'une d'elles a de plus deux colombes s'échappant de ses bras). Chaque figurine a les bras appuyés sur les seins ; — plusieurs chiens accroupis et portant la tête en arrière — 58 sèches soudées deux à deux, pour former 29 ornements distincts — 1 beau griffon volant — 2 figurines de femme vêtues d'un large jupon — 8 papillons fantastiques qui devaient très probablement être adossés deux à deux — 1 ornement formé de deux aigles se faisant face — 6 sphinx les ailes déployées — 7 fleurons à trois feuilles — deux oiseaux (cygnes) se faisant face.

Sur la tête de l'un des trois corps était placé un splendide diadème, couvert d'une ornementation au repoussé, de la plus grande richesse ; au bord supérieur sont attachées 36 grandes feuilles d'or, comportant une ornementation analogue à celle du corps du diadème, qui avait une longueur de 0^m625. La tête d'un autre de ces trois corps portait un diadème un peu moins riche, mais formé d'une lame d'or plus épaisse et longue de 0^m75 ; cinq autres diadèmes d'or, plus ou moins ornés, ont été retrouvés avec les trois mêmes corps, ainsi que neuf magnifiques quatrefeuilles d'or de grande dimension, couvertes de beaux dessins au repoussé, et le plus souvent recroisées de feuilles aiguës en croix. Deux grandes étoiles d'or à 8 rayons ; une énorme fibule avec ardillon d'argent : le corps de la fibule représente une femme les bras étendus et la tête tournée vers sa droite. Deux lourdes pendeloques avec anneau de suspension ; elles sont formées de deux plaques semblables soudées dos à dos. Une charmante croix ornée de spirales sur chacun de ses bras. Dix ornements en forme de boucles d'oreille. Onze ornements formés d'élégantes spirales en

gros fil d'or, soudées sur des petits tubes permettant de les rattacher entr'eux, pour en former un collier. Six bracelets travaillés de la même façon. Deux balances à plateaux d'or, dont une seulement a conservé son fléau; une des paires de plateaux est ornée de papillons et l'autre de deux fleurs au repoussé. Une plaque d'or qui a dû être appliquée sur quelqu'autre objet. Un masque d'enfant fort déformé et dont les yeux seuls sont bien reconnaissables. Beaucoup de fragments de feuilles d'or, qui ont dû recouvrir le corps d'un enfant; deux de ces fragments ont parfaitement conservé l'empreinte de ses petites mains; trois autres ont servi de cnémides au petit corps dont ils ont recouvert les jambes. Il est donc bien certain qu'au moins un enfant a été brûlé et enseveli avec les trois femmes conteneuses dans ce riche tombeau.

Ajoutons au somptueux écrin dont je viens d'énumérer les trésors : 14 plaques d'or, délicatement ornées au repoussé — une sphère de cristal de roche percée et de 41 millimètres de diamètre — une autre boule de cristal de roche évidée à l'intérieur, avec large ouverture — deux objets de bronze qui semblent être un fragment et une poignée d'une arme — deux hampes de sceptre en argent plaqué d'or avec boule inférieure en cristal de roche et or; peut-être les sphères de cristal décrites il n'y a qu'un instant, s'ajustaient-elles au sommet de ces sceptres. — 15 coulants d'agate brune, ayant fait partie d'un collier — un grand nombre de perles de collier dolichoïdales — une gemme en sardoine, avec deux figures humaines, un homme nu et une femme richement vêtue — un ornement en agate noire — une intaille en améthyste, représentant une biche allaitant son faon — six plaques d'or de 55 millimètres de diamètre représentant des roues — un peigne de femme en or, avec dents d'ivoire — une grande bague d'argent à cachet, transformée en chlorure d'argent, et dont le sujet est par conséquent méconnaissable (notons en passant que l'enfant dont on a retrouvé les ornements funéraires portait une petite bague) douze tubes d'or qui ont été jadis enroulés sur du bois dont on reconnaît quelques parcelles — un grand nombre de grosses et de petites perles de collier en or, et une énorme quantité de perles d'ambre.

Je renonce à poursuivre l'énumération de tous les bijoux retirés de ce tombeau; cela m'entraînerait beaucoup trop loin. Je me contenterai de citer encore une jolie coupe à anse, et une pyxide en or, à couvercle relié au corps de la boîte par deux fils d'or, un beau vase d'or à couvercle relié de même, et à panse sphérique, deux autres petits vases et une petite boîte d'or, un vase d'argent à surface unie, et quatre boîtes carrées de cuivre contenant des morceaux de bois bien conservés, sauf à la surface que le feu du bûcher a pu atteindre. Impossible de deviner à quel usage ont pu servir ces boîtes qui sont

longues de 0^m25, larges de 0^m125 et hautes de 0^m125. Toutes les quatre boîtes ont été trouvées à proximité de la tête des cadavres, mais aucune d'elles n'était placée sous la tête, en guise d'oreiller. Citons enfin quelques autres objets précieux retirés du même tombeau : un vase d'argent bien conservé et sans ornements, un autre vase d'argent brisé et orné de spirales, un vase d'argent orné d'une bande horizontale de douze étoiles d'or, un grand couteau de bronze à manche de bois, l'orifice plaqué de cuivre d'un vase en alliage de plomb et d'argent, une tasse d'albâtre, trois vases de cuivre plus ou moins bien conservés, un grand chaudron de cuivre à deux anses et deux autres chaudrons à trois anses.

Nous avons fini avec le somptueux mobilier du troisième tombeau, passons au quatrième.

Le succès de la fouille précédente décida M. Schliemann à étendre ses recherches sur toute l'étendue de l'Agora, et il porta ses ouvriers sur le terrain placé immédiatement à l'ouest du troisième tombeau. A 6 mètres au-dessous du sol primitif, on rencontra une masse presque circulaire de maçonnerie cyclopéenne, qui offrait une grande ouverture circulaire semblable à celle d'un puits ; cette maçonnerie, haute de 1^m20 avait 2^m10 de diamètre du nord au sud, et seulement 1^m575 de l'est à l'ouest ; c'était vraisemblablement un autel primitif, destiné à la célébration des rites funéraires. Au-dessous, on rencontra deux dalles et une petite colonne couchée, avec des fragments de poterie archaïque faite soit à la main, soit au tour, et quelques lames d'obsidienne. Enfin, à 7^m95 de profondeur, et à 1^m275 du troisième tombeau, on en découvrit un quatrième, taillé dans le roc, de 7^m20 de longueur et de 5^m55 de largeur. Le fond de la tombe était à 10 mètres au-dessous du sol primitif.

L'autel dont il a été parlé ci-dessus, était établi justement au-dessus du centre de ce tombeau. Sur les quatre parois de celui-ci était appliqué un mur, formé de gros morceaux de schiste reliés par de l'argile. Ce mur, haut de 2^m30, était épais de 1^m20, ce qui, naturellement, réduisait considérablement la capacité intérieure du tombeau. Le fond en était recouvert, cette fois encore, d'une couche de cailloux, sur lesquels étaient posés, à distances à peu près égales, cinq corps d'hommes. Trois d'entr'eux avaient la tête tournée vers l'est, les deux autres l'avaient tournée du côté du nord. Les corps avaient été manifestement brûlés à la place même qu'ils occupaient.

Les cinq corps de ce quatrième tombeau étaient littéralement couverts de bijoux, portant, comme ceux des autres tombes, des traces évidentes de l'action du feu.

L'exploration fut commencée à partir du côté sud, et l'on rencontra immédiatement cinq grands vases de cuivre placés debout près du mur intérieur. L'un d'eux contenait le nombre rond de cent

boutons de dimensions très variables, en os et recouverts de plaques d'or ornementées de spirales. Près du vase qui contenait ces boutons fut trouvée une grande tête de vache en argent, avec des cornes d'or, haute d'environ 0^m10, du haut du front à l'extrémité du muffle. Sur le front est appliquée une belle rosace d'or, de 0^m55 de diamètre. Dans le même tombeau ont été trouvées trente-cinq têtes de vache formées d'une mince feuille d'or, et portant une petite figure placée entre les deux cornes. Six d'entre elles sont assez bien conservées, mais les vingt-neuf autres sont plus ou moins mutilées. Des débris de tête de vache semblables ont été recueillis en très grand nombre.

En poursuivant la fouille, de l'est à l'ouest, on trouva un amas de plus de vingt épées de bronze et d'un grand nombre de lances. Ces débris, fort reconnaissables, prouvaient que la plupart des épées avaient été munies de fourreaux et de poignées en bois ; avec elles se trouvaient rangées beaucoup de plaques rondes en or, avec dessin en creux, et de tailles différentes, ayant orné les fourreaux et les gardes des épées. Quelques-unes des hampes des lances, bien conservées au moment de la découverte, ne tardèrent pas à tomber en poussière.

Les deux corps dont la tête était tournée vers le nord avaient le visage recouvert de masques d'or, façonnés assez grossièrement, au repoussé, et dont les yeux sont fermés. Un troisième masque, formé d'une plaque d'or beaucoup plus épaisse, recouvrait la tête de l'un des trois corps orientés à l'est. Les caractères physionomiques de ces trois masques diffèrent tellement, que M. Schliemann se croit en droit de conclure qu'ils ont reproduit les traits réels des personnages dont ils ont couvert le visage.

Un quatrième masque d'or massif a été trouvé sur le visage d'un autre des trois corps orientés à l'est. Comme il avait été fortement déformé par l'action du feu, ce n'est qu'en le dépliant qu'on a pu reconnaître que c'était un muffle de lion et non une figure humaine. Ce fait donne à penser que l'idée de retrouver de véritables portraits dans ces masques funéraires, est un peu trop hasardée. Avec ces mêmes corps ont été trouvées deux bagues à cachet en or, et un grand bracelet d'or massif, merveilleusement beau. Les cachets des deux bagues représentent, l'un un sujet de chasse, l'autre un combat où un seul guerrier paraît en avoir vaincu trois.

Les deux corps orientés à l'est, et qui avaient des masques d'or sur la figure, avaient également des plastrons d'or sur la poitrine : l'un de ces plastrons est en or massif sans ornements, et l'autre est formé d'une plaque beaucoup plus mince, mais recouvert d'ornements repoussés. Près de la tête d'un autre cadavre a été trouvé un beau diadème d'or, de 0^m62 environ de longueur, et de 80 millimètres de largeur, surchargé de beaux ornements au repoussé. Le fémur de l'un des corps portait encore un bel ornement en or, destiné à fixer la

cnémide au-dessus du genou. Neuf belles coupes d'or, de formes diverses, ont été extraites de ce tombeau, ainsi qu'une grande coupe d'argent plaqué d'or; trois vases en terre cuite s'y trouvaient également, ainsi que quelques curieux objets en porcelaine égyptienne, et d'un usage indéterminé. Un flacon à vin ou oenochoë d'argent, et trois baudriers d'or ont été de plus trouvés dans ce même tombeau.

A gauche de la tête du cadavre qui occupait la place du milieu parmi les trois corps orientés à l'est, ont été trouvées, en un monceau, plus de 400 perles d'ambre, grosses et petites, toutes percées d'un trou permettant de les enfiler dans un collier.

Un beau vase à trois anses en albâtre, et six diadèmes d'or de dimensions variées, sont encore sortis du même sépulcre, et trois d'entre eux paraissent n'avoir pu convenir qu'à des enfants. Peut-être donc ce tombeau a-t-il contenu le corps d'un et peut-être même de plusieurs enfants. Une ceinture et un bandeau d'or très ornés n'ont pu également être employés qu'à parer des enfants. Ajoutez à cela de belles épingles et un lion couché d'or massif, soixante-quinze anneaux, un cylindre d'or, couvert de spirales, qui a pu revêtir, soit la poignée d'un sceptre, soit celle d'une épée; trois grandes étoiles d'or, quelques objets de cuivre, d'os, et d'albâtre—douze grands boutons d'os plaqués d'or, en forme de losanges garnis de grosses perles aux quatre angles — cent-dix petites fleurs — soixante-huit boutons sans ornements — cent trente-quatre rondelles d'or avec bordure — quatre vingt-dix-huit grandes rondelles travaillées au repoussé — cent dix-huit boutons d'or ciselés, et de dix-sept modèles différents — cent trente-quatre grands boutons d'or représentant des étoiles, des fleurs ou des croix — huit boutons de grande dimension, ornés de beaux dessins en creux, et on aura une idée du riche mobilier de ce tombeau, qui d'ailleurs était jonché partout, même jusque sous les corps, de petites feuilles d'or, dont l'ensemble pèse environ deux cents grammes.

Pour ne rien omettre, ajoutons encore à cette énumération deux coupes d'argent — dix vases d'argent réduits en fragments — trois grands et un petit vase d'argent plaqué de cuivre — un peigne en bois, avec un grand manche en or, et recourbé de façon à se placer sur le front pour rejeter les cheveux en arrière, — trois bijoux en or repoussé (deux semblables ont été rencontrés dans le troisième tombeau), représentant une sorte d'édifice sur les côtés duquel sont placées deux colombes les ailes éployées — cinquante-trois seiches ou poulpes en or, exactement semblables entre elles — dix plaques d'or ayant peut-être recouvert des pommeaux d'épée — trente-cinq pointes de flèche en obsidienne, trouvées en un seul tas — soixante-dix dents de sanglier et une grande quantité de morceaux plats quadrangulaires, taillés dans des dents de sanglier, destinés probablement à

orner des harnachements — deux grandes anses de cuivre qui ont été plaquées d'or.

Nous avons dit que cinq grands vases de cuivre avaient été trouvés à l'extrémité sud du tombeau. Il en fut trouvé de même cinq autres au côté est — dix à l'ouest et douze au nord. Sur presque tous ces nombreux vases de cuivre se trouvaient des marques non équivoques du long service domestique qu'ils avaient fourni, avant d'être enterrés avec leurs maîtres. Quelques-uns cependant ont l'air de n'avoir jamais servi.

Les armes retrouvées dans le quatrième tombeau sont quarante-six épées de bronze, plus ou moins détériorées, quatre lances et six couteaux ou poignards. Toutes les lances sont munies d'une douille dans laquelle pénétrait la hampe. Parmi les épées, il en est dix qui n'ont qu'un seul tranchant et qui sont formées, lame et poignée, d'un seul morceau de bronze ; elles ont 0^m60 à 0^m67 de longueur ; leur poignée est trop épaisse pour avoir pu recevoir une garniture quelconque, et l'extrémité de la partie renflée servant de poignée, se termine en un gros anneau qui permettait de suspendre cette courte épée à un ceinturon ou à un baudrier. Une des lames d'épée à deux tranchants est encore munie des gros clous d'or qui la fixaient à la poignée. Des pommeaux en albâtre, tous décorés de deux clous en or, ont été recueillis également. Il est à remarquer que toutes les épées de Mycènes sont longues et étroites ; elles semblent parfois avoir atteint une longueur d'un mètre, et n'ont guère plus de largeur que nos rapières ; l'arête qui règne le long des lames a une saillie assez forte pour qu'il devienne probable que ces armes ne servaient qu'à pointer.

Beaucoup d'écailles d'huître, et même d'huîtres qui n'avaient pas été ouvertes, ont été recueillies dans le quatrième tombeau. On enterrait donc avec les morts des provisions de bouche pour eux. Une grande quantité de poterie brisée s'y trouvait également ; il semblerait ainsi que l'usage, qui se pratique encore actuellement en Grèce, de briser des vases pleins d'eau sur la tombe d'une personne aimée que l'on a perdue, existait déjà dans les temps héroïques.

Deux des fragments les plus remarquables exhumés du tombeau dont nous avons énuméré le riche mobilier funéraire, sont : 1° un cylindre d'or formé de petites fleurs à quatre pétales, réunies par les extrémités seules des pétales, qui sont formées de morceaux de cristal de roche enchâtonnés ; des losanges de cristal remplissent les intervalles qui séparent les fleurs.

2° Un corps de dragon en or dont les écailles sont figurées par des morceaux taillés *ad hoc* dans le cristal de roche. Ces deux splendides fragments appartenaient probablement à quelque insigne royal, tel qu'un sceptre.

Pendant l'exploration du quatrième tombeau dont les magnifiques résultats venaient d'être rapportés, M. Schliemann avait fait commencer le déblaiement du cinquième, qui était placé au nord-ouest du quatrième, et dont l'emplacement avait été marqué par deux stèles funéraires, dont l'une représentait des méandres en forme de serpents, et dont l'autre n'était pas ornée de sculptures. Ces deux stèles avaient été trouvées en place à 3^m50 au-dessous du sol primitif. A 3 mètres plus bas, et par conséquent à 6^m50 au-dessous du sol, se sont trouvées deux stèles non sculptées, évidemment beaucoup plus anciennes que les deux premières, et à 1 mètre au-dessous des stèles les plus profondément enfouies, M. Schliemann mit au jour un tombeau de 3^m40 de longueur et de 2^m90 de largeur, taillé peu profondément dans le roc calcaire. Le fond de ce sépulcre était à 8^m10 au-dessous du sol primitif. Ses parois n'étaient pas revêtues de murs, comme tous les autres tombeaux, mais seulement garnies de gros morceaux de schiste ajustés sans ciment, et s'appuyant contre l'arête supérieure de l'excavation pratiquée dans le roc. Le dispositif intérieur était le même que dans les autres tombeaux, et un seul corps reposait sur la couche de cailloux inférieure. Sa tête était placée à l'est, et autour du crâne était un diadème d'or semblable à ceux déjà décrits ; à la droite du corps était placée une pointe de lance, deux petites épées et deux longs couteaux de bronze ; à la gauche était déposée une belle coupe en or. Un vase en porcelaine égyptienne d'un vert clair, et de nombreux fragments de poterie faite soit à la main, soit au tour, composaient tout le mobilier funéraire de ce cinquième tombeau.

On se rappelle que les pluies avaient forcé de suspendre l'exploration du premier tombeau découvert, c'est-à-dire dont la place était désignée par les trois stèles ornées de bas reliefs ; lorsque le retour du beau temps eut asséché la boue qui le remplissait, les recherches furent reprises, et l'on put parvenir au fond de cette tombe, qui a été creusée dans le roc à une profondeur variant de 5^m25 à 3^m30 seulement, à cause de la pente rapide du rocher. La longueur du tombeau est de 6^m45 et sa largeur, au fond, de 3^m45 ; un mur cyclopéen de 0^m90 de haut sur 0^m60 d'épaisseur, garnissait les parois intérieures, et ce premier mur était lui même recouvert d'un second mur incliné, formé de plaques de schiste, reliées avec de la terre glaise et tapissant partout le mur cyclopéen d'une épaisseur de 0^m30. La saillie de l'ensemble des deux murs réunis était donc de 0^m90 au fond de la tombe. La couche de cailloux était moins régulièrement établie que dans les autres tombeaux, et en certains endroits même les cailloux manquaient ; mais la couche placée sous les corps était aussi soigneusement disposée que dans les autres tombeaux. Trois corps reposaient dans la tombe, placés à une distance d'environ 0^m90 l'un de

l'autre; tous les trois avaient encore été brûlés à la place qu'ils occupaient. Chose étrange, le corps qui occupait la place du milieu avait été certainement profané : les cailloux qui le recouvraient, les cendres, tout avait été dérangé autour de lui ; enfin il avait été dépouillé de tous les ornements précieux qui avaient constitué sa parure funéraire. M. Schliemann conclut de ces faits, si judicieusement observés par lui, qu'un violateur de tombeaux aura creusé un puits en cet endroit, sera tombé justement sur ce corps qu'il aura dépouillé de tous les ornements d'or qui le recouvraient ; que craignant d'être découvert, il sera remonté en hâte, en laissant tomber, de son butin, les douze boutons, les petites plaques et les divers objets d'or de petites dimensions qui ont été trouvés au-dessous des stèles sculptées, et aura fait disparaître le plus promptement possible les traces de son méfait.

Les trois corps étaient orientés à l'est ; tous trois étaient de grande taille, et il semble qu'on ait été obligé d'employer la violence pour les faire entrer dans l'étroit espace de 1^m 65 qui restait libre entre les murs intérieurs.

Le corps placé au sud avait sur la figure un très beau masque d'or massif, ainsi que le corps placé au nord. Naturellement le corps intermédiaire avait été dépouillé du sien, dans les circonstances que nous avons dites plus haut. Les crânes de ces deux cadavres étaient absolument réduits en esquilles. Au contraire, le corps placé à l'extrémité nord du tombeau avait conservé, non seulement son crâne, mais encore la presque totalité du corps, avec les chairs, dont l'aspect était à peu près celui d'un corps momifié ; le visage, sous son lourd masque d'or, avait gardé son relief, sauf celui du nez, qui avait été écrasé par le poids des énormes remblais qui avaient recouvert le cadavre. La tête avait été repliée violemment contre la poitrine, pour rendre possible l'introduction du corps, opérée de force, dans l'espace trop étroit qui le contenait. Cheveux, barbe, cils et sourcils avaient disparu sur le bûcher sans doute ; la bouche, ouverte toute grande laissait voir les trente-deux belles dents d'un homme qui ne devait pas avoir dépassé l'âge de 35 ans. Un grand plastron d'or recouvrait la poitrine, une feuille d'or ronde ornait le front, et une autre feuille plus grande recouvrait l'œil droit ; sur la poitrine et par dessus le plastron deux feuilles d'or de dimension différente étaient appliquées ; enfin une feuille d'or semblable était placée au dessus de la cuisse droite. La longueur des femurs, bien conservés, montrait que le personnage avait été d'une grande stature.

Le corps avait porté une ceinture d'or, de 1^m20 de longueur et 0^m044 de largeur, placée à la hauteur du bas des reins et développée en ligne droite, à la droite du cadavre. Au milieu était accroché solidement un grand fragment d'épée de bronze, à deux tranchants ; à ce fragment

d'épée adhérerait par hasard sans doute un charmant petit objet de cristal de roche, ayant la forme d'un vase orné de deux anses d'argent. Ce simulacre de vase était traversé dans la longueur par une épingle d'argent. Un autre petit objet en cristal de roche, affectant la forme d'un entonnoir, a été trouvé auprès du petit vase. Enfin, sur le fragment d'épée, était encore un de ces boutons d'or qui servaient à l'ornementation du fourreau.

La cuirasse d'or massif était sans ornements ; elle a 0^m39 de longueur et 0^m34 de largeur, elle porte deux saillies marquant les mamelles.

Le corps placé au sud avait également un plastron d'or de 0^m525 de longueur et 0^m365 de largeur ; les deux mamelles y sont très-nettement indiquées, et toute la surface du plastron est ornée de belles spirales au repoussé. Auprès d'un des seuls os (probablement un humérus) conservés du même corps, se trouvait un beau ruban d'or, très richement décoré de rosaces.

A la droite du corps placé au nord du tombeau, étaient déposées deux épées en bronze ; la garde de la plus grande de ces épées était elle-même en bronze revêtu d'une plaque d'or richement ornée. Une autre plaque épaisse, très ornementée, garnissait la garde. Une rondelle ornée et une longue plaque terminée par un anneau à sa partie supérieure, garnissaient le fourreau de cette épée. La seconde avait un fourreau plus richement orné encore. Une entrée et six belles rondelles avec reliefs, devaient garnir ce fourreau sur sa longueur. La poignée était garnie de deux riches plaques d'or rectangulaires. Une perle d'ambre s'est trouvée auprès de ces précieux débris, venue là accidentellement sans doute. Un gland ou dragonne d'or s'est trouvé près de ces épées.

A 0^m30 à droite du corps ont été rencontrées onze épées de bronze, dont deux seulement sont en bon état de conservation. L'une de celles-là a 0^m95 de longueur et l'autre 0^m85. Deux plaques très ornementées, trouvées avec les épées, ont dû faire partie des gardes de deux d'entre elles. Avec ces mêmes épées se sont trouvés trois tubes formés de plaques d'or (contenant quelques débris de bois) de 0^m31, 0^m26 et 0^m14 de longueur, plus cent vingt-quatre gros boutons d'or ronds, soit unis, soit ornés, — cinq gros boutons d'or en croix, magnifiquement ornés (l'un d'eux à 0^m0725 de longueur, et 0^m054 de largeur). Les uns ont dû être appliqués sur les fourreaux des épées, les autres ont dû faire partie des vêtements du mort.

Le corps occupant la place du milieu avait été dépouillé dans l'antiquité, ainsi que nous l'avons vu ; aussi n'y avait-il plus auprès de lui que quelques feuilles rondes d'or et les débris d'un peigne de bois.

Auprès du corps placé au sud du tombeau se sont trouvées quinze

épées de bronze, dont six étaient aux pieds du mort ; huit d'entr'elles sont de grande dimension et bien conservées.

A la droite du corps placé au milieu se trouvait un amas de débris de lames pouvant représenter l'équivalent d'une soixantaine d'épées entières, quelques couteaux et lames de bronze, plus une belle hache de combat, dont le taillant a 0^m040 de développement et la lame 0^m28 de longueur ; elle n'est pas trouée de façon à être emmanchée ; elle devait donc être reliée par un lien solide quelconque au manche qui permettait de s'en servir.

Avec le corps placé au sud s'est encore trouvée une garde d'épée en bois ornée d'une magnifique plaque d'or très épaisse : avec ce même corps ont été retrouvés une grande quantité de perles d'ambre et six petits cylindres formés de plaques d'or qui ont recouvert un bâton, car l'un d'eux cachait encore une partie du bois qu'il garnissait — sept pommeaux d'épée en albâtre, et en bois, tous ornés de clous d'or — trente-sept feuilles d'or rondes de diverses dimensions — vingt-un fragments de feuilles d'or — deux vases d'argent réduits en petits fragments — une pince épilatoire en argent — un grand vase d'albâtre, avec orifice de bronze plaqué d'or, dans lequel étaient déposés trois grands et cinquante-deux petits boutons ronds et ornés, deux boutons en forme de croix, un grand bouton de forme conique et un tube d'or qui a la forme d'un cône, le tout en or.

A droite et à gauche du corps placé au nord de la tombe, se sont trouvés douze grandes plaques d'or de 0^m092 et de 0^m040 de largeur, magnifiquement ornées au repoussé ; deux d'entr'elles représentent un lion se précipitant sur un cerf ; au revers de ces plaques adhèrent encore des restes d'une sorte de mastic noir destiné apparemment à les fixer sur des plaques de bois.

Le masque qui recouvrait la figure de ce corps a malheureusement été déformé par la pression des remblais.

A la droite du corps était une charmante coupe d'or, de 0^m15 de diamètre et de 0^m15 de hauteur.

Le même tombeau contenait : quatre autres coupes d'or, dont l'une en contenait une cinquième, beaucoup plus mince et toute bosselée — quatre coupes d'argent plus ou moins ornées dont l'une en contenait une cinquième adhérente à la paroi intérieure — une grande coupe en albâtre, de la forme d'un verre à champagne — un grand vase d'argent que la transformation en chlorure a brisé ; le fond en était doublé en cuivre et l'orifice ainsi qu'une bande ornée régnant sur la panse, ont été revêtus de cuivre plaqué d'or — cinq plaques d'or formées par deux aigles se faisant face et dont le corps est recoupé par un serpent — cinq disques d'or de 0^m076 de diamètre, ornés de spirales sur le pourtour et d'une fleur à six pétales au centre — deux objets creux en or ressemblant à des fusaïoles et qui s'adaptent

l'une à l'autre — l'orifice et l'anse en or d'un vase d'argent brisé en morceaux — deux vases d'argent en menus fragments — un vase d'argent à orifice en cuivre qui avait été plaqué d'or — les débris d'un autre grand vase d'argent qui était orné de spirales au repoussé — un cylindre d'or couvert d'ornements, contenant encore un morceau de bois carbonisé. — Ce cylindre a 55 mill. de hauteur et 28 mill. de diamètre. En tout le nombre des boutons plaqués d'or est de trois cent quarante, dont quatre-vingt-quatre sans ornementation. Ils varient de diamètre, de 0^m05 à 0^m025 et au dessous. Deux cent cinquante-six sont couverts d'ornements repoussés : parmi ces derniers treize ont une très grande dimension (0^m05 de diamètre). Trente-neuf ont un diamètre de 0^m0375, et environ cent quatre-vingt-quatorze ont 0^m025 de diamètre, ou un peu moins. Huit grands et deux petits ont la forme losangée ou en croix. — Citons encore : cinq fragments de larges rubans d'or avec ornements — une plaque d'or ronde — une autre plaque d'or double qui formait probablement un cylindre — deux ornements d'or pour soutenir les jambières ou cnémides, avec anneau qui devait recevoir un bouton sur les cuisses — trois tubes et deux boutons en or — un morceau massif d'ivoire qui a peut-être été le manche d'un poignard — un objet en porcelaine égyptienne, de forme arquée et de grande dimension, et d'une couleur verdâtre très brillante, convexe à l'extérieur et creux au revers ; c'était donc un objet d'applique — une quantité très considérable de fragments de belle poterie, façonnée soit à la main, soit au tour, et des vases d'un vert clair façonnés à la main, d'un travail grossier et d'une ornementation plus grossière encore (des fragments de cette espèce de vase ont été trouvés dans toutes les tombes).

Du côté ouest de ce tombeau étaient placés sept grands vases de cuivre.

Enfin, pour ne rien omettre, il a encore été retiré de ce tombeau : le fond d'un vase en cuivre — un disque de marbre qui a peut-être servi de fond à un vase en albâtre — une grosse pierre à aiguiser, en grès d'un grain très fin — seize morceaux d'or rectangulaires, ayant peut-être garni un harnais de cheval — deux côtés d'une boîte en bois sur chacun desquels étaient sculptés un lion et un chien — des morceaux de liège, dont quelques-uns avaient le bord en ligne courbe — une grande quantité de dents de sanglier et d'écaillés d'huîtres, plus quelques huîtres entières et qui n'avaient pas été ouvertes.

Après avoir minutieusement décrit toutes les parties des trésors funéraires qu'il a exhumés à Mycènes, M. Schliemann consacre un dixième chapitre à émettre son opinion personnelle sur l'Agora et les tombeaux qu'il y a retrouvés. Il reste convaincu que les ruines de la

Troie découverte par lui remontent à une assez haute antiquité pour être antérieures de bien des siècles (ce sont ses propres expressions) aux ruines de Mycènes. Il pense donc d'abord qu'Homère n'avait eu connaissance du siège et de la destruction de Troie que par une ancienne tradition conservée par des poètes antérieurs, et qu'il avait introduit ses contemporains, comme acteurs, dans sa grande épopée. Mais il n'a jamais douté de la réalité du meurtre du Roi de Mycènes, nommé Agamemnon, de son écuyer Eurymenon et de leurs compagnons. Mais il a réfléchi, et je crois qu'en cela il a eu raison, qu'il se pouvait fort bien qu'il y eût eu à Mycènes une civilisation très avancée, pendant qu'à la même époque les arts étaient à Troie dans leur première enfance. En conséquence, il admet sans hésitation la vérité de la tradition homérique, parce que surtout les corps de chaque tombeau ont été inhumés ensemble et en un seul jour. Cela saute aux yeux, en effet. Ainsi il ne doute pas, et je ne doute pas plus que lui, que les douze hommes, les trois femmes et probablement les deux ou trois enfants exhumés par lui, ont été assassinés et brûlés ensemble.

M. Schliemann, qui ne recule devant aucune objection, combat celle qui lui a été faite : « Qu'il était impossible que ces tombeaux fussent ceux d'Agamemnon, d'Eurymedon, de Cassandre et de leurs compagnons, par la raison que ces personnages avaient été tués par leurs ennemis Egisthe et Clytemnestre ; que ces ennemis, ayant usurpé le pouvoir, ne les auraient pas enterrés, et n'auraient pas permis à d'autres de les enterrer avec d'immenses trésors ; mais cette objection tombe devant le témoignage d'Homère ; il dit, en effet, que même celui qui tuait son ennemi, le brûlait avec son armure complète et toutes ses armes. Ainsi, par exemple, Andromaque dit à Hector : « Je n'ai plus ni mon père, ni mon auguste mère. Le divin Achille, « après avoir dévasté la célèbre ville des Ciliciens, Thèbes aux superbes portes, tua mon père Eetion ; mais une crainte religieuse lui « défendit d'enlever ses dépouilles. Il brûla, dans ses armes merveilleuses, le corps du Roi ; et sur lui, il éleva un tombeau. » Il semble donc que les meurtriers, en enterrant les quinze personnages royaux, ne faisaient que se conformer à un antique usage, et par conséquent accomplir un devoir sacré. On ne peut conserver là dessus l'ombre d'un doute, si l'on relit le passage d'Homère (*Od.*, III, 306-310), où Oreste, après avoir tué les assassins de son père Agamemnon, Clytemnestre et Egisthe, leur fait des obsèques solennelles et offre au peuple un banquet funéraire.

« D'un autre côté, la coutume de l'époque semble avoir laissé pleine et entière liberté aux meurtriers de donner aux tombeaux la forme qu'il leur plairait, et à la cérémonie le caractère qu'ils voudraient ; voilà pourquoi ils rendirent l'un et l'autre aussi ignominieux que

possible. Aussi les tombeaux ne sont-ils que des trous profonds, dont la forme quadrangulaire est irrégulière et mal dessinée ; et les vic-times royales y furent jetées pêle-mêle, trois et même cinq ensemble, elles furent brûlées au fond même des tombeaux, mais à distance les unes des autres pour empêcher les ossements de se mêler.

« Je partage complètement l'opinion de M. Newton, et je pense avec lui que les cinq immenses et magnifiques trésors de la basse ville et du faubourg, sont nécessairement beaucoup plus anciens que les cinq tombes royales de l'acropole. Si donc nous songeons que ces princes, qui se servaient de ces magnifiques souterrains pour y conserver leurs richesses, ont été jetés, comme des animaux immondes, dans de misérables trous, nous trouverons, dans cette forme ignominieuse d'ensevelissement, un puissant argument en faveur de la tradition : nous penserons qu'elle est vraie quand elle désigne ces tombeaux comme ceux d'Agamemnon, Roi des hommes, et de ses compagnons, traîtreusement mis à mort par Egisthe et par Clytemnestre, à leur retour d'Ilion. »

M. Schliemann rapporte ensuite les passages des écrivains de l'antiquité qui constatent que l'usage était d'enterrer les rois avec leurs trésors. Je me dispense de rappeler ces passages et je me contenterai d'en citer un de plus, auquel notre auteur n'a pas songé, par oubli sans aucun doute. Il s'agit des Rois de Juda, dont les tombes furent violées par Jean Hyrcan, et un peu plus tard par Hérode, qui s'emparèrent avec rapacité de tous les trésors que contenaient ces tombes.

L'ingénieur qui secondait les travaux de M. Schliemann, le lieutenant Vasilios Drosinos, en étudiant le plan de l'Agora et des cinq tombeaux qui y avaient été découverts, arriva à la conclusion qu'un sixième tombeau devait exister dans la région sud de l'Agora. On se mit à l'œuvre immédiatement, et la conjecture de M. Drosinos fut immédiatement vérifiée. On trouva, en effet, une sixième cavité, celle-ci est tout à fait irrégulièrement tracée. Ainsi son côté nord a 6 mètres de long, et le côté est, 4 mètres seulement, le côté sud a 5^m20 et le côté ouest 3^m60. On y trouva tout d'abord un vase d'or, puis, en moins d'une demi-heure de travail : quatre grands gobelets d'or à deux anses — une grande coupe tout unie — quatre spirales d'un gros fil d'or rectangulaire, et sept autres d'un gros fil rond — cinq anneaux d'or sans ornements, un anneau semblable en argent — une bague à cachet dont le sujet offre une analogie frappante avec celui d'un bas-relief en marbre, provenant d'Ascalon, et qui existe au musée judaïque au Louvre, où j'ai eu le plaisir de le faire entrer.

Une seconde bague a été également retirée de cette excavation, et l'on y voit quatre têtes de vaches dont l'une est sans cornes, et trois

images de petites idoles en tête de chouette, si fréquentes à Troie (fouilles d'Hyssarlik), — puis un lion d'or accroupi, d'un très beau dessin ; — 14 coulants d'or d'un collier et d'un travail différent de tous ceux rencontrés dans les autres tombeaux de l'agora.

Les os recueillis ont été reconnus pour des os d'animaux ; cela s'explique par le fait qu'une conduite d'eau ayant, dans l'antiquité même, traversé cette tombe, ceux qui la construisirent dépouillèrent le corps qui s'y trouvait renfermé et ne laissèrent inviolé qu'un petit coin de la capacité du tombeau, où tous les bijoux précités ont été déterrés. Quant au squelette, les os en furent probablement jetés dehors, à moins que là n'ait pas été un tombeau, mais un simple dépôt de bijoux royaux.

Le beau livre que M. Schliemann vient de publier est précédé d'une préface de M. Gladstone. Je n'en dirai qu'un mot : c'est que c'est un petit chef-d'œuvre de logique, d'érudition et de modestie, ce qui ne gâte jamais rien.

Et maintenant, à mon tour de conclure ; je le ferai brièvement.

Homère a-t-il existé ? Oui, certainement.

A-t-il été contemporain du grand drame de Troie ? Non certainement.

Faut-il lui attribuer la rédaction, telle qu'elle nous est parvenue, des deux poèmes merveilleux qui lui sont attribués ? Oui, certainement.

Tout, dans ses deux poèmes, l'Illiade et l'Odyssée, est-il de son cru ? Non, certainement.

Il a fait comme ont fait, douze siècles plus tard, les rédacteurs des grandes chansons de Geste, du cycle de Charlemagne et de la Table-Ronde. Il a réuni en un faisceau, admirablement coordonné, et sur lequel il a imprimé le sceau immortel de son talent, tous les chants des Rhapsodes qui avaient transmis aux générations antérieures les faits de la grande lutte des Grecs et des Troyens. De là cette unité de style poétique qui existe dans les deux produits de son génie.

A-t-il eu l'idée de planter dans ses récits des jalons chronologiques ? Non, certainement.

Ce qu'il raconte du massacre d'Agamemnon et de ses compagnons, à leur retour d'Illion, a-t-il quelque vraisemblance historique ? Oui, certainement.

Pausanias a-t-il eu quelque intérêt à inventer ce qu'il nous raconte des tombeaux de Mycènes ? Non, certainement.

Si ce qu'il a dit est vrai, les tombeaux retrouvés par M. Schliemann, dans l'agora de Mycènes, sont-ils des tombeaux royaux et précisément ceux désignés par Pausanias ? Oui, certainement.

A quelle date faut-il les faire remonter ? Nous ne le saurons probablement jamais.

J'ai fini.

F. DE SAULCY.

1^{er} Janvier 1879.

T. XXV. 1^{er} AVRIL 1879.

37

II

L'HISTOIRE DU PEUPLE ALLEMAND

DU DOCTEUR JANSSEN ¹.

Le titre seul du nouvel ouvrage de M. Janssen en indique suffisamment le caractère : c'est une histoire du peuple allemand, dans laquelle, à côté des événements politiques, tout ce qui forme une société doit trouver une place importante, sinon la première. C'est, en d'autres termes, une histoire de la civilisation, restreinte, il est vrai, quant au temps, à la période qui s'écoule entre la fin du moyen-âge et l'époque moderne, mais dont le cadre embrasse toutes les carrières de l'activité humaine. M. Janssen s'est mis à l'œuvre il y a plus de vingt ans, sous les yeux de Böhmer, et ce n'est que dans quelques années qu'il aura fini. Des six volumes dont se composera l'ouvrage, le premier seul a encore paru : il est consacré à la situation générale de l'Allemagne au sortir du moyen-âge, pendant le demi-siècle qui précède la réforme. « La vie d'un peuple, dit M. Janssen, forme une unité naturelle, un tout dont les parties dépendent les unes des autres, et c'est pourquoi il existe toujours entre son activité intellectuelle et son activité économique une union et une action réciproques (p. 265). » Aussi nous montre-t-il tour à tour ce qu'étaient alors, d'une part, l'instruction populaire, la culture scientifique, les productions de l'art, et, d'autre part, le régime des classes laborieuses, les sources et la distribution de la richesse, la condition de la propriété foncière, les institutions publiques. Toutes ces choses, état intellectuel ou état social, ont été l'objet de recherches et de monographies nombreuses ; elles manquaient jusqu'ici d'un tableau d'ensemble. C'est ce tableau que M. Janssen nous donne aujourd'hui. A ce qu'ont fait ses devanciers, il a pu joindre le fruit de longues études personnelles. Tout, d'ailleurs, n'y sera pas nouveau pour les érudits, mais les érudits

¹ *Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgang des Mittelalters*, von Johannes JANSSEN. 1^{er} Band : *Deutschlands allgemeine Zustände beim Ausgang des Mittelalters*. Freiburg in Brisgau, Herder, 1876-1878, 6 fascicules in-8° de xvi-615 p.

sont rares, et il n'est pas mauvais de vulgariser leurs travaux : c'est les rendre plus utiles.

« Dans l'ordre intellectuel, l'âge de la réforme allemande, qui commence au milieu du quinzième siècle, produit les plus magnifiques résultats (p. 587). » On sortait, il est vrai, d'une longue barbarie qui avait commencé vers le commencement du quatorzième siècle. Le mouvement se rattache étroitement au cardinal Nicolas de Cues. Réformateur de l'Eglise, restaurateur des études théologiques, philosophiques et classiques, des sciences mathématiques et physiques, le cardinal est aussi un homme d'état (p. 3). Ses connaissances résument le savoir de son époque ; il est à noter qu'un siècle avant Copernic, il avait deviné le double mouvement de la terre (p. 5). Son action s'exerça sur la politique comme sur la science, sur la société comme sur les esprits.

A cette influence d'un grand homme joignez celle d'une grande invention, l'imprimerie. Déjà, au moyen-âge, le commerce des manuscrits avait été plus considérable qu'on ne pense : il s'en trouvait dans les messes et les marchés pour toutes les bourses et toutes les classes de lecteurs, témoin le catalogue de Diepold Lauber, libraire à Haguenau (p. 14). Néanmoins, les livres étaient rares et chers : c'est le fait général. En les multipliant à l'infini, l'imprimerie rendait l'instruction plus facile. Aussi les contemporains la saluaient-ils comme l'auxiliaire de la science et de la religion : pas un ne songe au mal qu'elle fera un jour (p. 9). On a sur cette époque les détails bibliographiques les plus minutieux : on sait le nombre des éditions de la Bible, en langue vulgaire, antérieures à l'an 1500, et l'on peut même supputer approximativement ce qu'était en moyenne le tirage d'un livre (p. 18).

Les écoles étaient nombreuses et assidûment fréquentées. On ne les avait pas rendues obligatoires ; mais les parents, éclairés sur leurs devoirs par l'autorité ecclésiastique, y envoyaient consciencieusement leurs enfants. Le maître touchait un traitement considérable, et sa profession n'inspirait que le respect et la reconnaissance (p. 23). C'est au foyer domestique, chrétiennement organisé, que commençait l'éducation de l'enfant ; la famille concourait avec l'Eglise et l'Ecole à son développement intellectuel et moral (p. 24). Quoi qu'on en ait dit, la prédication se faisait en langue vulgaire (p. 31, n. 4), et dans plusieurs endroits, l'autorité ecclésiastique dut la restreindre (p. 30). A Strasbourg, d'après la lettre de fondation de la chaire à la cathédrale, le titulaire devait prêcher aux jours de fêtes, aux occasions solennelles, le dimanche après-midi et tous les jours de carême (p. 29). Les livres de piété, illustrés ou non, les confessionnaires, si précieux aujourd'hui pour les idées morales de l'époque (p. 37), assuraient, de concert avec le prédicateur, la diffusion de la doctrine chrétienne et de l'esprit religieux.

Aussi toute culture intellectuelle avait-elle la religion pour point de départ : cela est vrai de l'école primaire, cela est vrai encore des écoles moyennes, fréquentées par une jeunesse studieuse appartenant à toutes les classes de la société. Dans ces établissements, la plupart dirigés par une confrérie que Gerhard Groote avait fondée dans les Pays-Bas, « tout l'enseignement était pénétré de l'esprit chrétien ; l'écolier apprenait à considérer la religion comme le soutien de toute l'existence humaine, comme le fondement de toute véritable instruction. Mais, en outre, il recevait une masse considérable de connaissances, une bonne méthode d'étude, et prenait un premier goût pour les travaux de l'intelligence (p. 47). » Des fondations, des bourses, existaient pour les écoliers pauvres. De cette jeunesse ainsi formée devaient sortir des savants chrétiens, et tel fut en effet le caractère de ceux qui ont brillé au commencement de la Renaissance : « Les anciens humanistes ne furent pas moins enthousiastes que les nouveaux pour le magnifique héritage laissé par les peuples classiques de l'antiquité. Ils y reconnaissent un des meilleurs moyens d'instruction, une source inépuisable de nobles pensées. Toutefois, d'après eux, les classiques grecs et latins ne devaient pas être étudiés comme le but final de la culture humaine, mais comme moyen d'atteindre le but du christianisme. Ils voulaient se refaire à la vie intellectuelle des anciens, en rechercher scientifiquement les éléments, et cela, non seulement pour se former l'intelligence et le goût, mais avant tout pour approfondir davantage le christianisme et pour perfectionner la vie morale. Cette pensée n'était pas nouvelle. Déjà les Pères de l'Eglise, aux premiers siècles du Christianisme, avaient pour de semblables raisons pratiqué et recommandé l'étude des langues anciennes. De même, dans les écoles au moyen âge jusqu'au ^{xiii}^e siècle, les classiques avaient été lus avec soin. C'est à cette ancienne période de culture que les pionniers des nouvelles études classiques en Allemagne, après une longue barbarie intellectuelle, rattachaient leurs efforts. De toutes parts ils cherchaient à posséder d'une manière vivante et à introduire dans la vie du peuple les trésors de l'antiquité, tant ceux dont avaient joui les âges antérieurs que ceux dont la prise de Constantinople avait occasionné la diffusion, facilitée par l'imprimerie. Dans la sérieuse activité de leur esprit fidèle à l'Eglise, ils ne combattaient pas comme telle la science ecclésiastico-scolastique ; mais la forme froide et hors d'apropos dans laquelle elle était alors exposée ; ils combattaient les innombrables querelles d'école, les subtilités, les disputes de mots d'une pédanterie inintelligente. Leur solide instruction scolastique les préservait de l'exclusivisme et de l'extravagance tant des humanistes italiens que des humanistes allemands postérieurs (p. 48). »

Tel est le but que poursuivaient, par leurs écrits ou leur enseigne-

ment, dans les écoles moyennes ou les universités, au milieu de la jeunesse qu'ils élevaient ou dans les académies qu'ils formaient entre eux, tous les humanistes dont M. Janssen évoque le souvenir : à Cologne Barthélémi de Cologne, Ortuin Gratius et Werner Rolewinck, prieur des Chartreux ; à Heidelberg, Jean Reuchlin et Jean Dalberg, évêque de Worms ; dans son monastère de Sponheim, l'abbé Trithemius ; à Fribourg en Brisgau, le jurisconsulte Ulrich Zasius ; à Bâle, le scholastique Heynlin de Stein ; à Strasbourg, le prédicateur Geiler de Kaisersberg ; à Tübingen, Gabriel Biel ; à Ingolstadt, Conrad Celtes, Jacob Locher, Jean Eck ; à Nürenberg, Jean Müller, les Pirkheimer ; à Augsbourg, Conrad Peutinger. A leur tête se place l'empereur Maximilien, le protecteur des sciences et des arts, qui assura le premier rang en Allemagne à l'université de Vienne, et dont la cour, selon Scaliger, était « une école de toute vraie doctrine (p. 124). »

Les femmes ne restaient pas étrangères au mouvement. Celles qui cultivent les sciences avec le plus d'ardeur se trouvent surtout près du Rhin et dans les villes de l'Allemagne du sud. Dans le nombre, on ne doit pas oublier la fille de Peutinger, qui, à l'âge de quatre ans, harangua en latin, au nom du conseil d'Augsbourg, l'empereur Maximilien, lorsque ce prince passa par cette ville (p. 117). Mais, de toutes celles que nomme M. Janssen, la plus digne d'intérêt, sans contredit, est Clara Pirkheimer, abbesse des Clarisses à Nürenberg, dont « les lettres et les souvenirs témoignent hautement d'une piété pure, d'un esprit élevé, d'un caractère héroïque (p. 64). » Autour d'elle se groupent et sa sœur Clara, et son amie Apollonia Tucher. Ses rapports avec le célèbre juriste Sixte Tucher, frère d'Apollonia et doyen de l'Eglise Saint-Laurent à Nürenberg, nous révèlent, sous un côté presque inconnu de nos jours, l'influence des femmes. Leur correspondance rappelle celle de saint Jérôme avec les nobles dames romaines du iv^e siècle : « On y trouve cette douce tendance de l'esprit contemplatif, dont les représentants avaient pris dans l'étude de la vraie mystique la partie intime du sentiment religieux, et s'étaient approprié la forme dont les écrits des anciens leur offraient le modèle. Ce sont les touchants monuments d'une vraie Renaissance chrétienne, qui voulait ne pas séparer la science de la foi, l'instruction de la religion, et retenait comme devise contre l'orgueil intellectuel cette belle parole de Trithemius : *Savoir, c'est aimer* (p. 65)¹. »

« De chaque période dans le développement historique d'un peuple on n'aurait qu'une idée incomplète, si on prétendait ne l'étudier que

¹ C'est un devoir de signaler ici le petit livre de M. Franz Binder, *Charitas Pirkheimer*, faisant partie de l'excellente collection des *Historische Bildnisse* de l'éditeur Herder, et parvenu en 1878 à sa seconde édition : on y trouvera un tableau fidèle de la vie monastique en Allemagne au xvi^e siècle.

dans les manuscrits et les livres. » C'est par les œuvres d'art que s'expriment « d'une façon plus claire et plus profonde le cœur et l'esprit d'un peuple, son travail et la persistance de sa personnalité; » elles rendent fidèlement son état intellectuel et moral, « donnent un corps à ses idées et à son idéal, et restent comme les témoins les plus véridiques de son être intime (p. 129). » Suit une étude consciencieuse du caractère et des productions de l'art allemand dans ses différentes branches : architecture, sculpture, peinture, gravure sur bois et sur cuivre, musique. Je n'oserais dire que le sens national n'égare jamais M. Janssen dans ses appréciations : toute appréciation esthétique a un côté forcément personnel. Mais le caractère le plus saillant de son travail, c'est le sens chrétien de l'art. A ce titre, il fait songer à Rio, et je ne doute pas que cette partie de son livre n'obtienne en France le succès de l'*Art chrétien*.

A ce développement intellectuel correspondait un développement économique également considérable. Sur la conduite sociale comme sur la conduite individuelle, dans les institutions comme dans les consciences, l'esprit chrétien régnait. M. Janssen insiste sur cette idée avec complaisance, et, sans dissimuler ni les abus ni les erreurs, résultats évidents d'une influence contraire, il aime à suivre, dans les faits et dans la doctrine, l'action sociale du christianisme. La réhabilitation du travail est la première victoire de l'Eglise : de nos jours encore c'est le résultat le plus sensible qu'obtient, aux yeux même des infidèles, la prédication de l'Evangile. C'est ce qu'attestent les récits des missionnaires. On lit dans un livre ascétique de l'époque : « Travailler, c'est servir Dieu, et c'est pourquoi tous doivent travailler : les uns de leurs mains, aux champs, à la maison, à l'atelier ; les autres dans les sciences et les arts ; d'autres encore comme gouvernants du peuple en exerçant l'autorité ; d'autres à la guerre, pour la défense du pays ; d'autres comme serviteurs spirituels du Christ, dans les églises et les cloîtres ; d'autres par la prière seule, pour l'honneur et la louange de Dieu, et pour implorer son pardon sur les péchés des hommes. De tels travailleurs qui prient jour et nuit, il est grand besoin, et tu ne dois pas penser qu'ils sont oisifs, car le travail de la prière est un travail très fécond, et nécessaire à tous, particulièrement à toi, si tu ne pries pas assez (p. 398). » Cette réhabilitation du travail avait eu pour premier effet, en Allemagne comme ailleurs, l'affranchissement et l'élévation graduelle des classes laborieuses.

Dans les campagnes, le servage corporel (*knechtische Leibeigenschaft*), qu'on voit renaitre au xvi^e siècle, ne se rencontre guère, au milieu du xv^e, que chez les paysans wendes, au fond de la Poméranie. Tantôt les paysans étaient pleinement propriétaires (p. 267, texte, et n. 2), tantôt ils se trouvaient astreints à des devoirs de corps

ou de finance, et ne pouvaient quitter leurs terres sans le gré du seigneur ; mais alors même, attachés à la glèbe, *an die Scholle gebunden*, ils n'en avaient pas moins la liberté personnelle, et possédaient, dans la plupart des cas, leur terre comme un héritage qui ne pouvait leur être enlevé : le seigneur n'avait plus qu'un domaine éminent, c'est au cultivateur qu'appartenait la propriété utile (p. 269). Il existait pourtant des domaines dont les paysans n'étaient que des ouvriers ruraux : tel paraît avoir été celui que possédaient à Erfurt les archevêques de Mayence. Nicolas Engelmann, qui en fut l'administrateur de 1495 à 1516, nous en a laissé le règlement. C'est un document qui rappelle le capitulaire *de villis* rendu par Charlemagne, et qui témoigne notamment des bons rapports entre le clergé et le peuple (p. 285, texte, et n. 1). Aucun travail manuel n'avait, suivant le droit canon, l'importance du travail agricole (p. 402). Si la profession était honorée, elle rapportait beaucoup. En général le paysan était à son aise (p. 303), et le salaire du journalier suffisait à lui-même et à sa famille (p. 306) : pour peu qu'il fût laborieux, il gagnait un superflu considérable (p. 312).

Immédiatement après l'agriculture, vient le métier : cette profession encore est louable devant Dieu, et un contemporain nous en donne la raison : « Quand les travaux sont faits soigneusement et artistement, Dieu et les hommes y trouvent plaisir ; et c'est aussi un travail légitime quand des hommes versés dans l'art emploient leurs mains à de belles constructions et à des figures de toute espèce pour augmenter la gloire de Dieu et adoucir le cœur des hommes, afin que ceux-ci se réjouissent des belles choses et regardent avec piété tous les métiers et tous les arts comme un don de Dieu, pour l'usage, la commodité et l'édification des hommes (p. 403). » Ces naïves paroles expliquent comment, vers la fin du moyen âge, l'industrie allemande atteignit un degré de perfection qu'elle n'a plus connu depuis (p. 313). « C'est à bon droit, dit M. Janssen (p. 197), que Wimpeling pouvait déclarer hautement que l'art allemand méritait l'admiration universelle, non seulement pour ses sublimes créations d'architecture, de peinture et de sculpture, mais aussi pour tout ce qu'il produisait en fait d'objets d'ameublement. C'était, pour les moindres choses, le même soin et la même conscience que pour l'exécution des grandes œuvres. Cela se manifesta surtout dans l'étroite alliance de l'art et du métier. L'art était comme la fleur odorante sortie du métier, et dès-lors, dans un rapport perpétuel et vivant avec sa souche, il exerçait sur les pratiques et les produits habituels du métier l'influence la plus décisive. Les plus grands maîtres de l'art gardaient le noms d'ouvriers (*Handwerker*) : dans les actes, Sürlin d'Ulm est simplement désigné comme « menuisier, » Adam Kraft comme « tailleur de pierres, » Peter Vischer comme « affineur (*Roth-*

schmied). » Ceux qui avaient dirigé la construction des cathédrales ne dédaignaient pas de tracer aussi des plans pour des maisons d'habitation ou de jardin. Les décorateurs des stalles les plus magnifiques faisaient aussi les pièces de ménage les plus simples ; les plus grands peintres aimaient à s'exercer sur le pignon d'une maison bourgeoise, les fenêtres d'une chambre, l'écusson d'une famille illustre. L'art et le métier se complétaient et se relevaient mutuellement. Tout ouvrier désirait mettre au jour une chose vraiment digne de l'art, et tendait à la perfection et à la maîtrise. Hors des limites de son métier, il ne cherchait rien, ne voulait rien, et c'est dans ses travaux qu'il trouvait profit, honneur et considération, satisfaction et jouissance. » C'est qu'aussi la corporation lui assurait une condition stable et prospère (p. 315) : apprenti, compagnon ou maître, il y trouvait, avec le droit au travail sous la sauvegarde de l'autorité, une protection efficace dans toutes les circonstances de la vie. La charité chrétienne était l'âme de ces associations (p. 319). Elles ne devinrent nuisibles que plus tard, « vers le milieu du xvi^e siècle, » quand, sous l'influence d'un exclusivisme égoïste, elles se transformèrent en un monopole au profit de quelques familles de maîtres (p. 326). Alors l'État dut intervenir : une suite de règlements et de lois, émanés soit du pouvoir impérial, soit des princes, leur enleva peu à peu une autonomie dont il faut reconnaître qu'elles avaient abusé ¹.

Le commerce, aux yeux des canonistes, ne valait ni l'agriculture ni l'industrie. Ceux qui s'y adonnent sont plus exposés à commettre des injustices ; leur âme court risque de perdition (p. 403). Outre cette considération morale, les idées économiques du temps expliquent cette défaveur. Seul le travail passait pour facteur de la production, et, en fait, il en fut longtemps ainsi. Le capital, distinct du travail, ne produisait pas, ou ne produisait que d'une façon illégitime, par l'usure. On connaissait la communauté, où chacun travaille : telle était, à certains égards, la corporation des classes industrielles ; mais les diverses formes de la société, où les uns donnent leur travail et les autres leur argent, ne furent pratiquées qu'assez tard. Cette situation fut possible tant que la principale source de la richesse se trouva dans la propriété foncière ; mais, par suite même de la prospérité des classes laborieuses (p. 303, 306, 339), le capital ne cessa d'augmenter avec l'épargne, et comme au fond

¹ Voir sur l'état légal des corporations, du xvi^e au xviii^e siècle, et en attendant la suite du livre de M. Janssen, le commencement d'un travail très complet de M. C. Reichenbach, dans l'*Association catholique*, janvier et mars 1879. L'auteur, impressionné sans doute par le brigandage légal dont l'Allemagne est actuellement victime, se montre peut-être trop sévère pour l'attitude de l'État allemand dans les derniers siècles : certes, il y a eu de sa part des intrusions regrettables, mais il ne faut pas oublier que l'esprit corporatif était en pleine décadence. Le remède fut pire que le mal, mais le mal existait.

il représente le travail dont il est le produit, il dut arriver à produire lui-même. Le prêt à intérêt proprement dit ne cessa d'être prohibé : sur ce point la doctrine des canonistes ne varia jamais ; c'est ce que M. Janssen établit victorieusement, à l'encontre de Schmoller et de Ranke (p. 407). Mais le capital put se convertir en rentes (p. 406), ou alimenter les sociétés commerciales. Ce genre d'opération, qui prend dès-lors un développement considérable, et dont les contemporains flétrissent justement les abus, n'a jamais été condamné par l'Église. En ce sens et dans ces limites, le capital est donc doué d'une faculté légitime de produire. Qu'il ait devant Dieu, comme tous les facteurs de la richesse, des devoirs dont l'oubli entraîne pour ceux qui le possèdent les périls les plus graves en ce monde et dans l'autre, c'est ce que l'éloquence de Trithemius et de Langenstein rappelait à leurs contemporains (p. 396) ; mais son abus ne doit faire méconnaître ni son existence ni ses droits. C'est en cela que la doctrine chrétienne se sépare du socialisme. Il faut avouer, d'ailleurs, que le capital pécuniaire est la forme la plus dangereuse de la richesse : en Allemagne, il favorisait l'usure, les monopoles, l'élévation des prix (p. 385). Cette triple plaie, engendrée, on peut dire, par l'aisance même de l'âge précédent et par l'affaiblissement de l'esprit chrétien, devait, à la longue, entraîner la ruine du travailleur et faire naître le prolétariat des temps modernes (p. 412).

Ce désordre économique venait à la suite d'une longue période de désordres politiques, nés d'une même cause, la fausse culture du droit romain. Au-dessus des dispositions du droit positif, le droit des peuples chrétiens plaçait, non pas un droit naturel vague et abstrait, mais la loi de l'Évangile, interprétée et appliquée dans les canons des conciles et les décrets des papes. On sait qu'en Allemagne, depuis Frédéric II, comme en France depuis Philippe-le-Bel, cette conception fit place définitivement à une théorie qui devance le rationalisme moderne : l'école de Bologne au ^{xiii}^e siècle fut la première et la plus active à la propager (p. 465). D'après cette théorie, « le droit n'est plus antérieur et supérieur à la loi, il en procède, il y trouve son fondement et son but. Le souverain, source dernière du droit, peut changer, par des dispositions arbitraires, les lois en vigueur, particulières ou même générales (p. 466). » C'est au moyen de ces doctrines que la constitution des nations chrétiennes fut ébranlée. En France, elle favorisa, il est vrai, le développement de l'unité nationale ; mais ce fut au prix des libertés locales les plus légitimes : la royauté, qui était héréditaire, finit par triompher de toutes les souverainetés territoriales. En Allemagne, où la dignité impériale était élective, ce furent les princes héréditaires qui l'emportèrent à la fois sur les libertés locales et sur le pouvoir central. D'aucun côté

la liberté n'y trouva son compte, et l'Église reçut les premiers coups. On suit, dans le livre de M. Janssen, l'influence du nouveau droit sur les rapports privés et publics : notamment il transforme l'organisation judiciaire (p. 475), favorise les tendances séparatistes des princes, et leur inspire à l'égard de l'Église des sentiments que la Réforme protestante leur permettra de satisfaire (p. 491). Tel ce duc d'Autriche qui voulait être dans son territoire pape, archevêque, évêque, archidiacre et doyen (p. 493, n. 3).

Le premier volume de l'*Histoire du peuple allemand* s'arrête à l'avènement de Charles-Quint. On y voit tout ensemble et le tableau merveilleux d'une civilisation chrétienne, et les présages d'une prochaine révolution. Cette révolution « ne s'accomplira pas seulement dans le domaine ecclésiastique ou intellectuel, mais elle s'étendra plus encore dans le domaine économique, juridique et social. » Tel a été selon M. Janssen, le caractère du protestantisme, et c'est aussi pour le lecteur la conclusion qui se dégage de tous les faits accumulés dans ce volume. Certes, en 1519 comme en 1460, une Réforme catholique était possible : on peut dire que, pour les chefs de la Réforme protestante, c'est une responsabilité terrible de ne pas l'avoir entreprise de concert avec l'autorité légitime. Alors toutefois la tâche était moins aisée : le mouvement de la seconde Renaissance avait rendu les esprits moins dociles ; la révolte couvait partout. Aux humanistes chrétiens avaient succédé des lettrés qui méprisaient l'Église, si même ils ne repoussaient pas entièrement le christianisme. L'harmonie des classes faisait place peu à peu à leur antagonisme, et, dans les institutions, le droit romain pervertissait de plus en plus les rapports privés ou publics. Les conséquences de cette situation se dérouleront dans la suite de l'ouvrage : il est à souhaiter, pour la cause de la science et de la religion, que ce soit bientôt. A mesure que M. Janssen se rapprochera de notre époque, on saura mieux apprécier son indépendance complète, sa parfaite connaissance des sources et des travaux antérieurs, sa manière toute impersonnelle, tout objective, de disparaître derrière les documents contemporains et de transporter ainsi le lecteur au milieu du passé. Des renvois continuels permettent de contrôler chacune de ses assertions. C'est là un bon exemple ; on croit volontiers un auteur sur parole, mais on aime à ne pas y être forcé.

JUST DE BERNON.

III

UNE NOUVELLE ÉTUDE SUR SAVONAROLE ¹.

Le pape Benoît XIII disait une fois : « Si Dieu me fait la grâce d'arriver en paradis, j'aurai la curiosité de rechercher ce qui en est de Savonarole ; » et Pie VII disait également : « Dans le ciel, j'aurai la solution de cette question de Savonarole. » Sera-t-elle donc jamais éclaircie pour nous ? Certes, les travaux n'ont pas manqué en ces derniers temps. Des documents nombreux et importants ont été publiés : par M. A. Capelli ², par M. Attilio Portioli, dans l'*Archivio storico-lombardo* ³, par MM. del Lungo, Gherardi, Cittadella, Guasti dans l'*Archivio storico-italiano* ⁴. Le P. Bayonne, qui a déjà communiqué au public une partie de ceux qu'il recueille depuis longtemps, les mettra en œuvre dans une vie complète du célèbre dominicain, vie dont l'étude parue aujourd'hui nous donne les prémisses et le point de vue général. Dans une première partie, le P. Bayonne parle de la mission de Savonarole, de ses rapports avec Alexandre VI et de sa mort ; dans une seconde, il raconte tout ce qui, depuis trois siècles, a trait à sa mémoire, à son orthodoxie, à sa vie intérieure. Savonarole fut-il un imposteur, comme quelques-uns l'ont nommé ? fut-il un illuminé sincère, comme le pense un écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* ? fut-il un moine orgueilleux et désobéissant, ou apparut-il, comme le pense M. l'abbé Verworst et avec lui le P. Bayonne, comme un homme extraordinaire, suscité par la bonté divine pour remplir le rôle des anciens prophètes ? L'opinion n'est pas encore fixée ; mais assurément les faits racontés ici par son nouvel historien, avec plus de précision et plus d'exactitude que par ses devanciers, les témoignages recueillis par lui, ont une importance qui n'échappera à personne, et qui feront réfléchir ceux qui hésitent et doutent encore.

Le 13 mars 1479, « le pauvre frère François de Paule, le minime

¹ *Étude sur Jérôme Savonarole, d'après de nouveaux documents*, par le R. P. Emmanuel-Ceslas BAYONNE. Paris, Poussielgue, 1879, in-12 de 409 p.

² *Documents sur Savonarole et son temps*. Modène, 1869.

³ *Nuovi Documenti su Girolamo Savonarole*, sept. 1874.

⁴ *Nuovi Documenti intorno a Girolamo Savonarole*, 1876-1878.

des minimes serviteurs du béni Jésus-Christ, notre unique Seigneur, » fondateur de cet ordre des Minimes, approuvé solennellement par Sixte IV, le 27 mai 1474, sous le nom des *Ermîtes de la Calabre*, adressait à son ami, Simon Alimena, une lettre où Savonarole était nommé « un père saint, plein de zèle pour la foi catholique et pour l'état religieux. » François de Paule annonçait d'une voix prophétique les services, les tribulations et le genre de mort du religieux dominicain. Je sais que le P. Papebroch n'a pas admis l'authenticité de cette lettre, qu'il croyait composée à Florence après 1537 ; mais les arguments de Papebroch ayant été vigoureusement combattus par Mgr Perrimezzi, consultant de l'Index, dans une dissertation spéciale insérée à la suite de l'ouvrage *Vita S. Francisci de Paula*, édité à Rome en 1707, il est permis toujours d'invoquer le témoignage mis sous le nom du saint, comme l'expression de la pensée commune qui unissait, pendant leur vie ou du moins dans le souvenir des peuples, les deux réformateurs François de Paule et Jérôme Savonarole.

Cette pensée de réforme remplit la vie et dirigea les actes du célèbre dominicain. Élu prieur du couvent de Saint-Marc, Savonarole sut faire passer dans l'âme de ses religieux le zèle ardent qui l'enflammait. Saint-Marc devint bientôt une véritable école de science et de sainteté. L'apostolat de Savonarole embrassa ces quatre points : — le triomphe de la foi, sujet de son ouvrage *Triumphus Crucis*, publié à la fin de 1497 ; — la simplicité dans la vie chrétienne, exposée dans le *De simplicitate vitæ christianæ*, paru au mois d'août 1496 ; — la prédiction des événements à venir, résumé dans le *De veritate prophetica*, qui date de 1498 ; — la défense du nouveau régime de la cité, dont l'écrit *Del governo della città di Firenze* offre les traits principaux.

L'annonce publique de la rénovation prochaine de l'Église, après le châtement de l'Italie, « tel fut, dit le P. Bayonne, le point culminant de l'apostolat de Savonarole, et quiconque ne l'étudie pas sous ce jour et cette lumière, est incapable, selon lui, de saisir son vrai caractère, l'unité de sa vie, la beauté et la grandeur du rôle providentiel qu'il fut appelé à remplir dans l'Église à la fin du x^v siècle. »

L'invasion de Charles VIII, les guerres terribles du commencement du xvi^e siècle, le sac de Rome, etc., que suivit bientôt le concile réformateur de Trente, n'est-ce pas la réalisation des vues prophétiques de Savonarole ?

Il ne fut pas seulement prophète, il fut surtout apôtre. La réforme religieuse et morale fut le but suprême de son apostolat ; car, s'il s'occupa incidemment de politique, on ne peut voir cependant en lui, comme on l'a dit, un tribun ou un chef de parti. « Son supplice même, écrit le P. Bayonne, ne fut pas seulement la vengeance d'un

parti politique, des *Arrabiati* : il fut surtout l'œuvre d'une faction composée de libertins effrontés, formés de bonne heure à l'école de Laurent de Médicis, dont il avait flétri les idées et la conduite. » Ces libertins, ennemis jurés de Savonarole, surent gagner la faveur du Souverain Pontife.

Le point le plus délicat peut-être dans l'histoire du religieux florentin, je veux dire les rapports de Savonarole avec Alexandre VI, a été précisément examiné et éclairci par le P. Bayonne. On ne peut nier les brefs pour excommunier Savonarole, les accusations lancées contre ce « fils d'iniquité » pour avoir enseigné « un dogme pervers ; » mais ce qu'on n'avait pas montré, je crois, avec autant de clarté, c'est la manière dont le pape fut circonvenu et trompé. Le légat fut gagné par les *Arrabiati* et les *Tepidi*, qui lui représentèrent les prédications de Savonarole comme hostiles au Souverain Pontife et nuisibles à l'Italie. Il faut en dire quelques mots.

Le 21 juillet 1495, Alexandre VI avait, dans une pensée plutôt bienveillante qu'hostile, ordonné à Savonarole de se rendre à Rome, afin de pouvoir l'entretenir sur toutes les choses qu'il annonçait par inspiration divine ; mais les efforts redoublèrent pour circonvenir le Souverain Pontife ; aussi un second bref, en date du 8 septembre 1495, adressait déjà à Savonarole de graves reproches, et le déclarait suspendu de l'enseignement et de la prédication pendant que sa cause s'instruirait devant le vicaire général de la Congrégation¹. Savonarole se disculpa en demandant au Pape de lui indiquer ce qu'il devait désavouer dans ses paroles ; cette démarche ne plut pas sans doute, car, un mois après, le 16 octobre 1495, Alexandre VI reprochait encore au dominicain de troubler la paix, et lui ordonnait de s'abstenir désormais de prêcher. Savonarole répondit que Sa Sainteté avait été circonvenue, trompée, et ne recevant pas de réponse, il se fit remplacer dans sa chaire pendant l'Avent. Le 11 février, les Magistrats de Florence lui ayant ordonné de reprendre ses prédications pour le Carême, Savonarole refusa ; mais, cinq jours après, invoquant une permission qui venait de lui être donnée par le Pape, il annonça qu'il prêcherait. Cette permission fut-elle réellement accordée ? On pourrait en douter, lorsqu'on voit, à la fin du Carême, le Pape ouvrir une enquête et déclarer sa résolution de punir Savonarole comme superstitieux, hérétique, schismatique et désobéissant au Saint-Siège.

Il y eut alors un temps d'arrêt ; et comme le procureur général de l'ordre annonça à Savonarole l'intention de Sa Sainteté de l'élever au cardinalat s'il voulait cesser d'annoncer les choses à venir, Savonarole

¹ Le P. Bayonne a restitué la date de ce bref, donné par Quetif sous la date erronée du 16 octobre 1497 ; la date de plusieurs autres pièces a été également révisée par le P. Bayonne.

refusa le chapeau. Alexandre VI, laissant échapper, dit-on, cette exclamation : « Cet homme ne peut être qu'un grand serviteur de Dieu, » ne voulut plus qu'on lui en parlât désormais, ni en bien ni en mal.

Pendant le P. François Mei, ennemi de Savonarole, devenu visiteur des couvents de la Toscane, conseilla au Pape d'instituer une nouvelle congrégation, dans laquelle seraient compris plusieurs couvents de Lombardie, de la Toscane et de la province romaine, relevant de la congrégation de Saint-Marc. Alexandre VI agréa ce projet, et, le 7 novembre, la nouvelle *congrégation toscano-romaine* était formée ; idée malheureuse, observe le P. Bayonne, puisqu'il s'agissait de faire vivre ensemble, dans les mêmes cloîtres, des religieux d'éducation et d'habitudes différentes. L'exécution de ce bref souleva donc de vives oppositions et les deux cent cinquante religieux de Saint-Marc, inspirés par Savonarole, firent entendre au Souverain Pontife les plus fermes protestations. Les *Arrabiati*, les *Campagnacci* tressaillirent de joie en voyant Savonarole aux prises avec l'exécution du bref, car si la congrégation se formait, elle anéantissait l'autorité de Savonarole, que les nouveaux supérieurs enverraient au loin ; si elle ne parvenait pas à se constituer, on rendait Savonarole responsable des résistances de ses religieux, et on l'accusait de désobéissance. Les *Arrabiati* trouvaient ainsi le moyen de le faire excommunier et de l'écraser, selon leurs expressions, entre les clefs de Pierre.

Alexandre VI, circonvenu, s'attacha à cette idée, et ce point, négligé peut-être par les historiens, mais mis en pleine lumière par le P. Bayonne, est important à noter car le refus fait par le Couvent de Saint-Marc de s'unir à la nouvelle congrégation toscano-romaine « fut la cause principale, sinon l'unique motif, de l'excommunication lancée contre Savonarole. » Ce fut évidemment le motif mis en avant et rendu public. N'y en avait-il pas un autre secret, dont on ne se rendait pas compte, mais qui excitait des répulsions, alarmait des consciences et peut-être dirigeait des actes restés encore un énigme ? Les véhémentes prédications de Savonarole, ses invectives contre les corrompus et les corrupteurs, ses appels à un concile général pour amener dans l'Église une réforme nécessaire, ne venaient-ils pas jeter au sein des cités, et jusque dans les cloîtres des couvents ou le palais des Borgia, un trouble dont la cause était inavouée peut-être, mais qu'on estimait importun, et que, comme tout ce qui est importun, on voulait étouffer en éloignant ou supprimant l'auteur ? Plus d'un témoignage autoriserait à le penser.

Quoi qu'il en soit, Savonarole, prévoyant le danger qui pouvait l'atteindre, rappela alors souvent les conditions canoniques d'une excommunication véritable. Cette excommunication, sollicitée par des religieux ermites de Saint-Augustin, achetée peut-être à prix d'ar-

gent¹, fut signée le 13 mai. Aussitôt, et dès le 22 mai, Savonarole déclarant qu'il était accusé fausement par ses ennemis, prit à témoin de son innocence ses milliers d'auditeurs, et supplia Sa Sainteté de ne pas ajouter foi à la malveillance avant d'être soigneusement informée.

Le lendemain, il adressait « à tous les chrétiens » une lettre pour se louer des calomnies dont on l'accablait, en déclarant qu'il ne se soumettait pas à des commandements contraires à Dieu et à l'Église. Le P. Bayonne excuse, innocente ici Savonarole en disant : « Dans cette situation si douloureuse et si délicate, peut-être unique dans les annales de l'Église, Savonarole suivit fidèlement la ligne de conduite tracée par les docteurs et les canonistes les plus autorisés de son temps. » Toujours est-il que son cœur ne fut pas troublé, et qu'il continua d'exercer publiquement son ministère pendant les fêtes de Noël, chantant les trois messes, distribuant la communion, etc.; en sorte qu'un dilemme s'impose en toutes ces circonstances : le fait est que Savonarole ne s'est pas soumis à la condamnation portée contre lui par le Souverain Pontife ; or ou il est coupable d'orgueil, de désobéissance, de révolte, comme on le jugerait d'après les données ordinaires, ou bien, éclairé par une lumière supérieure, conduit par un souffle divin, il a pu légitimement nier la validité de l'excommunication, accuser le Pape d'avoir été trompé et circonvenu, et il a été sincère en affirmant que, s'il observait l'excommunication, il agirait contre la charité en se faisant le complice de ceux qui à Florence voulaient établir un tyran. Ainsi toujours la même question se présente : ou Savonarole, si haut que soit son génie, est un révolté vulgaire, ou c'est un prophète suscité de Dieu, victime des passions dont il demandait la réforme, martyr de sa foi. Quoi qu'il en soit, Alexandre VI fut vivement blessé de la conduite du moine excommunié, et, reprochant aux magistrats de Florence de laisser violer les censures apostoliques, il les somma de les faire respecter sous peine de voir la ville frappée d'interdit. Savonarole continua de prêcher, et les magistrats exprimèrent au Pape leur regret de ne pouvoir obéir à ses ordres². Ils furent renouvelés le 9 mars, et le Pape, résolu de sévir, exigea que Savonarole lui fût livré. Il l'exigea, pense le P. Bayonne, afin de « réduire à l'impuissance celui qui allait devenir le conseiller accrédité et l'inspirateur actif de la convocation d'un concile. » Les magistrats de Florence devancèrent le vœu du Pape : une commission, presque entièrement composée d'*Arrabiati*, ennemis de Savonarole, fit son procès, et, avec l'autorisation du Pape, le soumit à de longues tortures. Savo-

¹ Doit-on ajouter foi à l'assertion d'une vie manuscrite de Savonarole, conservée à S. Marc, disant que François dei Nerli avait donné quatorze mille ducats au Pape pour le faire excommunier ?

² La date de cet acte, restituée par le P. Bayonne, qui a retrouvé l'original, est du 3 mars 1498. Quétif l'avait mis sous la date du 4 mai 1497.

narole, déclaré coupable d'erreurs et de crimes, fut dégradé par un évêque spécialement délégué par le Souverain Pontife et attaché au gibet, où il fut pendu le 23 mai 1498.

Ici la même question revient toujours : Savonarole fut-il coupable ou innocent. La condamnation ne fut-elle pas injuste, et y a-t-il eu iniquité ? Plusieurs le croient, et il semble que des Souverains Pontifes en aient eu la conscience. Sur la fin de sa vie, Alexandre VI lui-même rejetait les décisions prises sur le compte de la cruauté du légat et de la passion du gouvernement de Florence ; Jules II faisait placer par Raphael la figure de Savonarole parmi celles des plus grands docteurs de l'Eglise, dans l'admirable fresque de la Dispute du Saint-Sacrement au Vatican ; bien plus, Jules II se déclarait prêt à le placer sur les autels ; Paul IV refusait de déclarer ses ouvrages hérétiques, et Benoît XIV vantait la pureté de ses mœurs, l'éclat de ses vertus, le zèle qui le dévorait pour la maison du Seigneur : il croyait que la mort de ce grand homme fut une nouvelle preuve qu'il n'avait parlé que par l'esprit de Dieu, puisqu'il scella de son sang la vérité de tout ce qu'il lui avait prédit : enfin, son nom fut inscrit dans le catalogue des saints, des bienheureux serviteurs de Dieu et des autres personnages vénérables et illustres par leur sainteté, ajouté à l'édition complète des *Œuvres* de Benoît XIV, publiée à Rome en 1751 durant son pontificat ¹.

Il est vrai, et le fait n'est pas sans gravité, « le nom de Savonarole a eu la mauvaise fortune, dit le P. Bayonne, d'être prôné par les nouveaux révolutionnaires, ainsi qu'il l'avait été par les luthériens à l'origine de la réforme. » Mais des causes les plus opposées l'une à l'autre ne sont-elles pas ici confondues ? Après ce que nous venons de rapporter, on peut le croire. Que dire encore ? Saint François de Paule, son contemporain, saint Philippe de Neri, sainte Catherine de Ricci, eurent pour Savonarole un attrait particulier. Saint Philippe de Neri conservait dans sa cellule l'image du religieux dominicain qui le représentait la tête entourée de rayons ; et au moment précis où la commission, chargée de l'examen de ses écrits, rendait une sentence d'absolution au Vatican, on l'entendit s'écrier dans l'église de la Minerve : « Victoire ! victoire ! le Seigneur a fait rendre justice à l'innocence ! » Sainte Catherine de Ricci composait en son honneur de belles strophes afin de lui exprimer sa reconnaissance pour les guérisons multipliées et les apparitions merveilleuses dont il l'avait favorisée ? Pourquoi donc cette tendresse ? ne serait-ce point que ces saints reconnaissaient en lui l'apôtre réclamé par l'état de l'Eglise, pour cette réforme désirée, attendue par les saints au xv^e siècle,

¹ Tome VIII, p. 360, et Edit. de Prelo, 1841, t. V, p. 326.

réforme qu'à la vue des désastres causés par le protestantisme, le concile de Trente entreprit et les Papes affermirent.

Le mouvement religieux du ^{xvi}^e et du ^{xvii}^e siècle aurait pu ainsi commencer plus tôt, et alors, au moment où un nouveau continent s'ouvrait à l'évangélisation des âmes, « qui peut dire ce qu'il fût advenu si, au lieu d'un Pontife tout occupé de l'établissement de ses fils, l'Église avait eu à sa tête un homme de Dieu qui eût encouragé l'apostolat et sanctifié cette conquête ?... Le protestantisme ne fut jamais sorti de l'ombre, car il n'eut pas eu sa raison d'être. Le Seigneur attachait à la fidélité des papes et des rois ces récompenses ignorées. Personne ne le comprit alors ¹. » Dieu, en effet, semble parfois sommeiller et abandonner son Église au milieu des passions humaines ; mais c'est pour faire mieux ressortir son caractère divin lorsqu'est venue l'heure de la grâce et du réveil. Quoi qu'il en soit, le P. Bayonne aura beaucoup fait pour élucider ce problème d'un religieux renommé par ses vertus, par son zèle, qui fut cependant poursuivi par un pape. Comme saint Bernard et avec Savonarole, faut-il dire ici que le pape avait mal agi parce qu'il était mal informé ? Le P. Bayonne le croit, et dans un enthousiasme que beaucoup auront peine à comprendre, il ne désespère pas de voir un jour Savonarole élevé sur les autels par les Souverains Pontifes, pour vénérer en lui publiquement le prophète, l'apôtre et le martyr de la rénovation de l'Église accomplie au siècle suivant par le concile de Trente, après le châtement de l'Italie. » Tout en ne suivant pas le nouvel historien sur ce terrain, chacun lira avec fruit le récit lucide, intéressant, — car il s'appuie sur des documents nouveaux, — des rapports de Savonarole avec le pape Alexandre VI, tel que le P. Bayonne l'a consigné dans son *Étude*.

HENRI DE L'ÉPINOIS.

¹ Cette belle page est dans la continuation de l'*Histoire ecclésiastique* de Henrion, par l'abbé Vervorst, t. XXV, p. 312.

IV

LA GUERRE DE TRENTE ANS

D'APRÈS SON RÉCENT HISTORIEN ¹.

La Réforme tendait, par sa nature même, à introduire des éléments nouveaux dans les relations des États, et à modifier profondément la situation sociale de l'Europe. Brisant l'unité religieuse, partout considérée comme le fondement de l'unité politique, donnant l'éveil à un fanatisme dominateur et aux cupidités de toute sorte, elle formait des alliances, des coalitions de gouvernements et de peuples contre le catholicisme qu'elle voulait supplanter par la force.

Dans la première partie du xvii^e siècle, la France n'était pas dégagée, malgré l'édit de Nantes, des complots du calvinisme. L'Angleterre, sous le joug de l'intolérance anglicane, oscillait entre le despotisme de la couronne et celui du parlement. La Hollande n'était pas encore légalement soustraite à l'autorité de l'Espagne. La Suède guerroyait contre la Pologne. Un moment le roi Sigismond, fils de Jean IV, avait eu le désir de ramener au catholicisme le pays de Wasa ; mais, grâce à l'usurpation du duc de Sudermanie, Gustave-Adolphe, prince ambitieux et d'un génie éminent non moins que sans scrupules, avait mis à néant ces espérances. Le Danemark, conquis par la Réforme, jalousait la Suède. La Russie ne comptait pas encore dans l'équilibre européen. L'humble électorat de Brandebourg ne faisait pas soupçonner les hautes destinées de la Prusse. Une branche de la maison de Habsbourg, importée en Espagne, avait quelque reflet des grandeurs de Philippe II ; elle suscitait en Italie les animosités intéressées de la maison de Savoie et les hostilités commerciales de Venise. Enfin l'Allemagne, qu'une guerre de trente ans allait inonder de sang et couvrir de ruines, était mal armée contre les ravages du luthéranisme, qui se compliquaient d'une propagande calviniste essentiellement subversive et dont l'électeur Palatin était l'âme. L'Empire tendait à ne devenir qu'une fédération d'États sous la suzeraineté d'un chef électif ; il manquait donc de cette concentration qui l'eût sauvé peut-être de longs déchirements.

¹ *Histoire de la guerre de Trente ans*, par M. CHARVÉRIAT. Paris, Plon, 1878, 2 vol. in-8°.

Charles-Quint, il est vrai, eût pu mettre sa puissance au service de l'unité catholique, dont la rupture amena tant de malheurs ; mais ses rivalités anti-françaises avaient encouragé et fortifié, malgré les sollicitations pacifiques du souverain pontificat, les adeptes du luthéranisme. La paix d'Augsbourg (1655) donna aux sectaires, les calvinistes exceptés, une existence légale. Tous les biens usurpés avant la diète de Passau (1652), restaient aux mains de leurs possesseurs. Ces concessions, comme il fallait s'y attendre, n'apaisèrent pas la lutte. Saisir et garder les propriétés ecclésiastiques, tel était le mobile principal des revendications réformistes. Cette avidité permanente fut la cause génératrice des dissensions terribles qui allaient ensanglanter la Germanie. Elles se coloraient de spécieux prétextes : il s'agissait, disait-on, de reconquérir les franchises publiques, d'assurer la liberté de conscience, d'opposer à la tyrannie des Habsbourg le contre-poids des coalitions. De là l'*Union protestante*, cette ligue de convoitises, qui était à la fois une violation de la Constitution impériale et une offense directe à l'Empereur. Malheureusement, ni Rodolphe ni Mathias, tous deux inclinés aux compromissions, ne comprirent la gravité du péril. Aussi les exigences de la réforme se mesuraient à la faiblesse de l'autorité. Quand Ferdinand II, archiduc de Styrie, de Carinthie et de Carniole, fut élu roi de Bohême, la fermeté de son catholicisme, recommandée à l'estime des peuples par l'honneur de sa vie, amena une explosion de rancunes et de plaintes. A Prague, le calvinisme prit la tête des événements sous l'impulsion de Thorn et de ses complices. Les lieutenants de l'Empereur furent jetés par les fenêtres ; ce fut la *défénestration* de Prague, la révolte *princeps* qui alluma un incendie de trente ans.

Quelles étaient les visées des puissances ? La France, engagée dans les intrigues de cour, était loin d'appuyer les rébellions allemandes que, du reste, la religion de Louis XIII et son esprit conservateur reprouvaient absolument. Le duc de Luynes était alors puissant, mais Richelieu allait venir. L'Espagne, en s'associant au soutien de l'Empire, avait contre la Hollande des desseins qui lui étaient propres. Venise et la Savoie désiraient, pour le succès de leurs convoitises, l'abaissement de l'Autriche. La Pologne était retenue, en dépit de son zèle religieux, par les besoins de sa défense. Le Danemark attendait le moment d'enlever à l'Empire les bouches de l'Elbe et du Wésér ; la Suède fixait un regard ardent sur les rives de la Baltique. Enfin le Turc, si redoutable à cette heure, se promettait de pénétrer par la Transylvanie et la Hongrie, à la faveur des discordes, au cœur même de l'Allemagne.

Toutefois, ces appétits divers furent contenus par les circonstances. Vainement le Palatin Frédéric V se fit élire roi de Bohême et procura au félon Behlen la couronne de Hongrie ; vainement il persécuta

le catholicisme à outrance et saisit sans pudeur les revenus ecclésiastiques. S'il eut quelques complicités dans l'intérieur de l'Allemagne, en revanche l'Angleterre et l'Allemagne restèrent froides et attendirent. L'insurrection ne put donc tenir contre la ligue catholique. Cette ligue était née spontanément des nécessités d'une commune défense. La Bavière en fut le foyer, Maximilien, l'inspirateur et l'organisateur, Tilly, la noble et glorieuse épée. Ce héros, en qui le génie de la guerre s'unissait à l'austère dignité du chrétien, triompha de l'aventurier Mansfeld et de ses aides : la victoire de la Maison-Blanche clôtura la période palatine (1624).

Ce fut alors que Christian, roi de Danemark, ralluma la révolte pour s'agrandir sur des décombres. Il parut avoir des alliés, mais ce fut une illusion. Charles I^{er}, trompé dans son espoir d'unir le prince de Galles à une infante, fit un traité avec le Danemark, et invita la Hollande, la Savoie, Venise et la Suède à le signer. Ce n'était là qu'un épouvantail. Charles avait chez lui trop d'inquiétudes pour conduire à bon terme et mettre en œuvre cette coalition. D'autre part, les projets anti-impériaux de Richelieu n'étaient pas mûrs. Il préludait seulement, dans l'affaire de la Valteline, à séparer les intérêts austro-espagnols et à diminuer l'Empire en tâchant de l'isoler de la Bavière et en fomentant les divisions intestines. On le vit bientôt jouer un double jeu, au delà du Rhin, par ses émissaires, et quand la succession de Mantoue mit aux prises des prétentions intraitables, Charnacé et le père Joseph furent chargés de reconnaître, en principe, les droits de l'Empereur sur Mantoue, pour que la France eût en Allemagne sa liberté d'action.

Ainsi Richelieu n'employait alors, à l'encontre de l'Autriche, que les ressources d'une habile et souvent cauteleuse diplomatie. C'était insuffisant pour assurer aux Danois un succès définitif. Tilly et Wallenstein, qui fut amiral des mers Baltique et Océanique, puis duc de Friedland, leur furent opposés. Tilly eut la gloire de les battre à Lutter, d'achever ainsi la seconde période de la guerre (1629). Dès lors le protestantisme disparut de la Bohême, le catholicisme s'établit en Moravie et se propagea en Hongrie ; les Jésuites et tous les ordres religieux firent renaître, à force de douceur et de pacifique dévouement, la religion et la science dans les pays que l'hérésie avait *enténébrés* et dépravés ; l'édit de restitution des biens acquis avant la paix de Passau fut remis en vigueur. Mais il y avait des ombres au tableau. L'indiscipliné Wallenstein, chef des troupes impériales, ne s'entendait pas avec la ligue, il fallut l'éconduire et le remplacer par Tilly. En même temps, la Suède, la Hollande, Venise et la France menaçaient l'Empereur. L'irritation des protestants, privés des biens usurpés, secondait leurs vœux ; la période suédoise s'ouvrit.

Gustave-Adolphe avait autant de supériorité dans la diplomatie

que dans la guerre. Il avait fait avec la Pologne une paix provisoire. Libre de ses mouvements, il était entré, dès l'année 1626, en Poméranie : il voulait les rives de la Baltique allemande comme celles de la Pologne. Son chancelier Oxenstierna sema la corruption dans l'Empire et multiplia ses espions. Horn, Baner, Bernard furent ses habiles généraux. Par la ruse et la terreur, il se disposait à dominer le Danube, à envahir la Bavière, à prendre Vienne. Richelieu fit un pas en avant. Détacher la Bavière de l'Empire, observer d'abord la neutralité avec la Suède, l'enhardir néanmoins en la contenant, s'en servir sans la servir, favoriser partiellement ses progrès en lui imposant le respect des Etats catholiques et de leur liberté religieuse, tels étaient ses moyens d'action contradictoires ; son but politique, c'était d'obtenir à la France l'Alsace et Brisach, de protéger ses frontières par le protectorat de Philipsbourg et d'autres places du Nord.

Aidé par les subsides et la diplomatie du puissant cardinal, Gustave l'emporte sur la Bavière et l'Empire divisés. Pendant que les espagnols sont devant Maestricht, il triomphe à Leipzig, puis à Lutzen, où il meurt (1632). En cette même année Tilly et le Palatin succombent. On essaie alors de conclure la paix ; mais la hauteur d'Oxenstierna, la fierté castillane, le choc des revendications impérialistes et suédoises entravent les négociations. De son côté, Richelieu encourage l'opposition de la Suède, renouvelle avec elle le traité de Berwalde, et excitant les ressentiments coupables de Wallenstein, il lui promet une dotation territoriale. Wallenstein, en effet, grand organisateur d'armées dont la haute capacité militaire était au service d'une volonté indomptable et d'une ambition peu délicate, voulait la paix avec la Suède, et son orgueilleuse indépendance menaçait l'Empire d'une dislocation. On l'avait rappelé pour faire face à la Suède ; on punit sa révolte par une justice sommaire, l'assassinat. Après lui, le roi de Hongrie, secondé par l'espagnol Gallas, l'électeur de Bavière et le duc de Lorraine, battit la Suède à Nordlingue. C'en était fait de cette puissance, si Richelieu n'eût fait alliance avec Bernard de Weimar, devenu généralissime, s'il n'eût détourné de son allié les coups de la Pologne par un armistice et protesté contre la Saxe et le Brandebourg, qui venaient, quoique protestants, de se rallier à Ferdinand.

Ainsi fut ouverte la période française. Elle dura treize ans, ce qui s'explique par le poids énorme que la plus importante monarchie de l'Europe mettait dans la balance des événements. Cette fois, ses armes agiront plus encore que sa diplomatie. En même temps qu'il resserre l'alliance franco-hollandaise, Richelieu sème dans l'Empire les divisions et propage les séductions de l'argent. Viennent ensuite des merveilles de stratégie et de vaillance avec Guébriant, Turenne,

et le duc d'Enghien, en face de généraux tels que Jean de Werth, Piccolomini et Mercy. Déjà, en 1638, les troupes bavaeroises, saxonnes et impériales ne formaient plus qu'une confédération agonisante. Ne fallait-il pas arrêter le cours de tant de maux ? Le pape Urbain VIII, en 1641, intervint pour faire réussir les préliminaires de paix ; mais la lutte devait se prolonger, s'aggraver sept ans encore et devenir effroyable. On avait vu, dans les périodes précédentes, les excès révoltants de la soldatesque. Impériaux, Danois, Suédois surtout avaient méprisé très souvent à l'égard des vaincus tous les droits de l'humanité ; ce fut bien pis dans les cinq dernières années de la guerre. Le viol, le pillage, les raffinements de la barbarie en tout genre, les carnages sans pitié, les incendies sans mesure, avilissaient la victoire et faisaient honte à la civilisation. L'Allemagne acheva de perdre les deux tiers de ses habitants. La superstition remplaçait les croyances. Plus d'écoles, plus d'agriculture ni d'industrie. Les églises désertes n'avaient presque pas de prêtres. Ému de ces malheurs, le Saint-Siège pressait les princes chrétiens de faire la paix ; à chaque incident nouveau, il reprenait ses instances. Par malheur, jamais problèmes nombreux et embrouillés ne furent plus capables de décourager les plus actifs dévouements : questions d'indemnité territoriale, questions lorraine, palatine, confessionnelles, questions d'amnistie, de restitutions et de juridictions, sans parler de beaucoup d'autres, étaient posées à plusieurs reprises et soulevaient tant de contradictions que les négociations et les batailles étaient simultanées. Les diètes, surtout celles de Ratisbonne et de Francfort, délibéraient, pendant que le sang coulait à flots et que les belligérants promenaient ici et là le fer et le feu.

Inutilement le Danemark, assisté de la Pologne et de la Russie, se déclara contre la Suède. La Bavière et l'Empire, sous Ferdinand III, n'agissaient pas de concert, se plaignaient l'un de l'autre et traitaient séparément.

Après la mort de Richelieu (1642) et de Louis XIII (1643), Mazarin ne dévia pas de la politique tortueuse et militante que son redoutable prédécesseur lui avait léguée. Il y déploya toute sa dextérité cauteleuse, et la guerre redoubla de violence et d'horreurs. L'armistice d'Ulm (1647) ne désarma pas les rivalités. Même en 1648, Piccolomini s'avancait pour sauver Vienne. La paix était enfin signée, il s'arrêta.

Le traité de Westphalie, si longtemps différé par les exigences des princes protestants et de leurs alliés, ratifia la décadence profonde de l'Empire. Le Danemark recouvra ses États et ne gagna rien. La France, représentée par d'Avaux et Servien, eut l'Alsace, Brisach et le protectorat de Philipsbourg. Les princes enveloppés dans la défaite du Palatin furent rétablis dans leurs prérogatives. La Suisse fut

séparée de l'Empire en droit et en fait. La neutralité de la Bourgogne dans la guerre franco-espagnole fut reconnue. La question de Lorraine resta indécise. La Hollande conquist définitivement son indépendance. La situation ecclésiastique, la plus délicate de toutes parce qu'elle touchait à l'exercice des cultes et à la restitution ou au maintien des biens usurpés, se limita pour le Palatinat à l'année 1619, et au 1^{er} janvier 1624 pour la généralité des États protestants. La juridiction du pape et des évêques catholiques sur les territoires des réformés fut abolie. Il y eut égalité politique entre catholiques et luthériens. L'autorité impériale fut restreinte par les diètes, et les attributions des États s'accrurent.

En définitive la France, qui par ses armes avait tant contribué, depuis 1639, à rétablir le Palatin, ne put même obtenir de lui la liberté religieuse des catholiques. Quant au pape, il protesta contre l'abandon des propriétés ecclésiastiques et l'extension exagérée des libertés religieuses, concédées aux protestants ; il refusa, pour ces motifs, d'adhérer au traité.

Cette histoire, dont nous venons de présenter le tableau rapide, au point de vue spécial du groupement des forces allemandes et étrangères, a occupé des centaines d'écrivains ; elle laissait désirer cependant un exposé complet et impartial, M. Charvériat s'est imposé cette tâche et il l'a dignement remplie. Il n'a pas voulu s'élever, ainsi qu'il le dit avec une sincère modestie, aux sommités philosophiques du sujet. Il s'est contenté, — et dans ces conditions son labeur était immense, — de fouiller profondément la matière, de l'exposer en tous sens, d'envisager les faits dans leurs causes, dans leur nature et leurs résultats. Il fallait tout dire sans être minutieux ni diffus, faire à chaque pas dans le dédale des événements la part respective des hommes et des choses, parcourir les innombrables champs de bataille où se heurtaient tant de cupidités, où se commettaient tant de crimes avec lesquels contrastaient, pour l'honneur de l'humanité, des dévouements chevaleresques et l'héroïsme de la fidélité. M. Charvériat s'attache à l'ordre chronologique ; autrement il se fût engagé dans un fouillis inextricable. Sur tout ce qui marque chaque année d'un caractère religieux, militaire ou diplomatique, il répand une lumière admirable. Pour achever d'être clair, il fait de temps en temps une halte, il mesure l'espace parcouru, pour résumer avec précision dans ses principaux détails et dans son ensemble une phase historique. Au surplus, il a parfaitement le sens de tout ce qu'il décrit. Il comprend que le conflit politique des ambitions, et non pas des intérêts religieux et des libertés publiques, inonda de sang l'Allemagne pendant trente années. Aussi souvent qu'il met en scène un grand personnage, soldat ou diplomate, roi ou empereur, il le photographie au physique et au moral avec une saisissante vérité. Ce qui

vaut mieux encore, c'est indépendamment du mérite exceptionnel des recherches et des récits, la sagesse des appréciations, et la pensée profondément catholique dont ces deux volumes sont imprégnés. Cette pensée est constamment sereine, calme et digne comme le ton de l'histoire, exempte d'emphase ou d'exaltation. Par là l'écrivain persuade le lecteur, il le moralise autant qu'il l'instruit. C'est ainsi, par exemple, qu'il place au grand jour, dans ces effroyables luttes, le rôle incessamment pacificateur des papes, le zèle des ordres religieux et du clergé, spécialement des Jésuites, pour faire briller la science et triompher, par des voies évangéliques, la cause de l'Église, en regard des procédés laïques qui faisaient violence à la conscience des protestants. Toutefois, nous ferons observer que la fameuse maxime *cujus regio ejus religio*, ne s'appliquait qu'aux États où dominait la Réforme, et non pas à l'Empire catholique allemand qui se contentait, suivant le droit public du temps, de fonder l'unité politique et sociale sur l'unité de religion. Au reste, M. Charvériat n'est pas hostile en principe, tant s'en faut, à la légitime unité de culte. Au contraire, il en constate les bienfaits, là où la rupture n'est pas consommée; sa modération et sa clairvoyance savent distinguer, dans ces questions complexes, ce qu'on appelle aujourd'hui la thèse et l'hypothèse. Relativement à la France, M. Charvériat ne cache rien et n'omet rien des intrigues de Richelieu contre l'Empire avec le Danemark, la Suède, la Hollande et d'autres pays. Sans dissenter sur la question de savoir s'il fallait alors abaisser la maison d'Autriche, prodiguer l'or et le sang pour reculer nos frontières par le triomphe des influences protestantes, il montre Richelieu, puis Mazarin, sans cesse en action dans le but de conquérir par la ruse ou la violence, sous le couvert de belles promesses, ce qu'ils croyaient être un but éminemment français.

En ce qui concerne le côté bibliographique de cette importante publication, M. Charvériat a fondu avec bonheur dans la trame de sa narration les ouvrages et les mémoires de quelque valeur où sont reflétées les faces diverses de la guerre. Néanmoins, pour la période française, il avoue que ses sources sont trop peu abondantes. En utilisant les correspondances de Richelieu et de Mazarin, il observe que la publication de nos archives diplomatiques et militaires aurait singulièrement accru la somme de ses informations. Au reste, il a raison de dire qu'il n'a voulu que le vrai. Ses notes nombreuses, placées au bas des pages, permettent continuellement le contrôle par le recours aux sources originales.

Terminons par cette réflexion judicieuse de l'*Avant-propos* : Quant à l'intérêt qu'offre de nos jours l'histoire de la guerre de Trente ans, il semble qu'il ne fait que s'accroître, en présence des guerres qui ont bouleversé et menacent encore de bouleverser l'Europe, en présence

surtout des changements profonds que viennent de subir les pays qui formaient l'Empire d'Allemagne au ^{xvii}^e siècle.

En effet, ce passé de l'Allemagne se relie au présent par une chaîne facile à saisir. Le remaniement partiel de la carte d'Europe, en 1648, amena bientôt, grâce à la prédominance de l'élément protestant, la puissance absorbante de la maison de Brandebourg; par elle, l'Empire d'Allemagne s'est refait sous un autre sceptre. Mais les récentes agglomérations formées par la victoire, auront-elles un meilleur sort que la domination des Habsbourg? Un prochain avenir nous l'apprendra peut-être.

GEORGES GANDY.

POLÉMIQUE

LETTRE DE M. JULES OPPERT

ET RÉPONSE DE M. J.-B. LELIÈVRE:

I

Paris, 8 février 1879.

Monsieur le Directeur,

Quoique très sensible à la bienveillance que M. Lelièvre a bien voulu me témoigner, je me permettrai néanmoins quelques remarques au sujet de sa critique sur mon opinion relative à la chronologie de la Genèse, suivant le texte hébreu et la Vulgate.

Mon travail n'est ni frondeur, ce que d'ailleurs M. Lelièvre croira volontiers, ni un jeu de chiffres. Ce n'est pas un « amusement, » mais, je souligne le mot, une *découverte*, et les objections très fragiles de M. Lelièvre ne l'anéantiront pas : mon honorable critique a laissé dans l'ombre toutes les preuves à l'appui de l'opinion, émises ailleurs encore que dans les deux écrits qu'il cite.

Pour les temps de la création, personne n'admet plus le chiffre évidemment tronqué de Syncelle «, 15, rectifié en 215 par l'Eusèbe arménien. Si M. Lelièvre veut bien consulter les travaux de Gutschmid et d'Alfred Schöne, il verra que le chiffre (215 myriades) est nécessaire, parce que ce nombre doit être plus grand que celui des 47 myriades. Qu'il relise les passages des auteurs.

Le chiffre 39180 est celui du mythe chaldéen, pour l'époque qui s'est écoulée entre le déluge et les temps historiques. Il a été obtenu, comme celui de 215, *sans aucune préoccupation biblique ou autre : sa*

fixation remonte à 1870, alors que je n'avais aucunement la pensée de le rattacher à un chiffre quelconque de la Genèse. Ce n'est que dans un travail purement assyriologique qu'en 1877, je réduisis 39180 en 653 sosses, et que je fus frappé par l'autre nombre de 653 ans, temps que le texte hébreu et la Vulgate, seuls textes non falsifiés, ont donné à l'intervalle s'étant écoulé entre le déluge et la fin de la Genèse.

Je connais, aussi bien que M. Lelièvre, le texte corrompu de l'Eusèbe arménien, et je l'ai discuté à plusieurs reprises ; pour la dernière fois, j'ai fait ressortir l'étrangeté de la rédaction dans une note du travail que M. Lelièvre mentionne. Tout homme sensé et sans préjugé a accepté mes raisons, sur lesquelles je ne reviens pas, parce qu'elles sont élémentaires : elles sont d'ailleurs, je le répète, le fruit d'une réflexion froide et désintéressée, d'un calcul de sens commun, et surtout antérieures aux recherches bibliques ; elles sont, en un mot, indépendantes de toute préoccupation non scientifique. Si le nombre 39,180 n'avait pas le tort impardonnable d'être 60 fois 653, mon honorable contradicteur l'accepterait avec empressement. Ai-je besoin de rappeler qu'il n'y a pas ici un seul changement arbitraire de chiffre, mais que toute mon argumentation se fonde sur les données antiques ?

Quant à la période antédiluvienne, je n'en parle pas, car M. Lelièvre ne combat pas mes calculs, et pour cause. En somme, rien n'est entamé dans mon travail.

M. Lelièvre trouvera déjà dans un écrit intitulé : *La chronologie de la Genèse*, dans quelques articles du *Journal asiatique*, ainsi que plus tard dans un ouvrage spécial les renseignements plus précis sur les nombres 292 et 653.

Je ne crois blesser aucun sentiment respectable, en assurant que la chronologie de la Genèse ne doit pas être prise au pied de la lettre, c'est-à-dire avec la rigueur d'une véritable computation des temps. Comment M. Lelièvre s'arrangera-t-il donc des 140 auteurs, représentant 108 idées différentes sur la création ? Laquelle est la bonne, et lesquelles sont les 107 fausses ? M. Lelièvre a le tort grave de parler d'orthodoxie là où elle n'a rien à faire. Les croyances religieuses et le sentiment religieux n'ont rien à gagner en se mêlant à une discussion qu'il faut essentiellement maintenir sur le domaine de la science. Si M. Lelièvre ne trouve pas ces indications suffisantes, je serai très heureux de lui fournir des données plus péremptoires sur cette question.

Agréez, Monsieur le directeur, l'assurance de mon respect.

JULES OPPERT.

II

M. Oppert n'a pas de plus sincère admirateur que moi, et il devrait le penser puisque j'accepte encore ses conclusions sur les livres des Juges et des Rois. Relativement à la Genèse, je voudrais bien partager aussi son avis ; mais *amicus Cicero, amicus Plato, magis amica veritas*, dit le proverbe. Persuadé que le savant assyriologue se trompe, je me sépare de lui avec regret.

Les questions de chronologie biblique n'intéressent pas l'orthodoxie, dit-il, avec une certaine mesure de vérité. Cette proposition cependant a besoin d'être renfermée dans de justes limites pour rester vraie. Ainsi, aucun catholique n'acceptera jamais qu'il n'y ait pas de chronologie dans la Genèse. Seulement, comme il existe trois textes du livre sacré et que ces textes diffèrent notablement sur les nombres, l'Eglise laisse aux fidèles la liberté de s'attacher sur ce point à telle version qu'il leur plaît, et même de prendre dans chacune ce qui leur paraît vrai. Il ne tient pas à M. Oppert que cette latitude ne nous soit enlevée : car s'il était vraiment certain que « l'hébreu seul et la vulgate n'aient pas été corrompus » le motif de la condescendance de l'Eglise cesserait, et les opinions orthodoxes ne pourraient plus se mouvoir que dans les limites des variantes du texte hébreu et de ses interprétations. Ce n'est certes pas moi qui provoquerai cette atteinte à la liberté que nous a laissé le concile de Trente.

La découverte de M. Oppert peut se résumer en trois propositions principales, qui, ramenées à leur sens véritable, n'offrent aucune opposition avec la vérité catholique. La Bible attribue 168 heures à la durée de la création, 86400 semaines au premier âge du monde terminé par le déluge, et 653 ans au reste de l'époque racontée par la Genèse jusqu'à la mort de Joseph. Or, d'après l'illustre assyriologue, ces mêmes nombres 168, 86400 et 653 se retrouvent dans les calculs des Chaldéens. A la suite du premier nombre 168, ils transforment l'heure en myriade d'années ; après le second 86400, ils mettent un lustre au lieu d'une semaine et dans le troisième 653, ils remplacent l'année par un cycle de soixante ans¹. Ces rapprochements, s'ils étaient vrais, auraient pour tout résultat d'augmenter de beaucoup la probabilité des nombres 1656 ans (86400 semaines) et 653 ans du texte hébreu : voilà tout. On comprend donc que nous regardons la question ainsi posée comme une question purement scientifique.

Mais au nom de la science nous persistons à considérer ces concor-

dances comme purement fictives, sans que par ce mot nous ayons la témérité de mettre en suspicion la pleine et entière bonne foi de M. Oppert.

Le nombre 168 ne se trouve pas explicitement dans les données Chaldéennes. C'est le résultat d'un calcul, d'une soustraction. Cette simple observation suffirait déjà pour enlever au premier rapprochement une bonne partie de sa valeur, lors même que les deux termes de la soustraction se rencontreraient explicitement dans les documents babyloniens. Mais il n'en est nullement ainsi, 168 est la différence des nombres 215 et 47. Or, le nombre 47 est à son tour le résultat d'un calcul et avec toute la bonne volonté possible, on est obligé de reconnaître que c'est une approximation assez grossière¹.

Reste le nombre 215 que je discuterai *ad abundantiam juris*. M. Oppert me renvoie à d'illustres savants. J'aime mieux prendre le parti de recourir aux textes eux-mêmes. Je traduis la chronologie d'Eusèbe d'après l'édition d'Aucher,

« Bérose, dans son premier livre des histoires babyloniennes, dit qu'il vit du temps d'Alexandre, fils de Philippe et qu'il a transcrit les ouvrages de plusieurs auteurs, conservés à Babylone avec le plus grand soin depuis 215 myriades d'années...². » Le syncelle rapporte le même passage : mais il remplace 215 par 15. — Je n'examine pas si les données numériques du texte actuel de Bérose méritent une grande confiance après avoir passé successivement par les mains d'Apollodore, d'Alexandre Polyhistor et de Jules Africain. J'accepte donc les deux nombres 15 et 215 et je me demande, non pas quel est le vrai, mais quel est celui que Bérose a probablement écrit. M. Oppert répond que c'est certainement 215, parce que ce nombre doit surpasser 47. J'avais affirmé précisément le contraire, d'une façon un peu trop absolue peut-être. En tout cas, je vais mettre le lecteur à même de porter son jugement.

Au second livre de son histoire, Bérose raconte qu'avant le déluge, ont régné à Babylone dix rois que l'on a de tout temps rapprochés des dix patriarches de la Genèse. Ces princes ont gouverné pendant 432000 ans ou plus de 43 myriades d'années. Pour trancher la question, il suffirait de savoir si Bérose prétend que les livres dont il se sert ont été composés sous les rois ou avant leur époque. Le seul texte qui, ce me semble, puisse être allégué dans le débat, est le suivant.

¹ M. Lenormant, dans son *Essai de commentaire sur les fragments cosmogoniques de Bérose*, p. 142, dit que « le vrai chiffre de Bérose était de 468000 ans. » D'après M. Oppert, ce serait 473366.

² T. I, p. 17. Peut-être faut-il traduire : Bérose dit qu'il a précisément l'âge d'Alexandre fils de Philippe.

« La première année on vit sortir de la mer Erythreie, vers les rivages de la Babylonie, un monstre effrayant, nommé Oannis, comme le raconte Apollodore dans son ouvrage : son corps était celui d'un poisson et au-dessous de sa tête de poisson était adaptée une autre tête ; à sa queue des pieds d'homme ; sa voix était celle d'un homme et on conserve encore aujourd'hui son portrait. Ce monstre, raconte le même auteur, habitait le jour avec les hommes, mais il ne prenait pas de nourriture. Il enseigna aux hommes les lettres, les divers secrets des arts, la forme des villes, la disposition des temples, la science des lois, la délimitation des terres, la manière de semer et de récolter des fruits, enfin tout ce qui était utile au commerce de la vie. Depuis lors on n'a rien trouvé de supérieur. Au soleil couchant, le monstre Oannès se replongeait dans la mer et, pendant la nuit, il habitait l'Océan, menant ainsi une existence amphibie. Après lui on vit encore d'autres monstres semblables à lui et dont il est question dans le livre des Rois. Enfin, il ajoute qu'Oannès écrivit sur les choses créées et sur leurs vertus et qu'il a donné aux hommes la parole et les arts ¹. »

Je ne cite pas ce qui suit parce que, pour l'honneur de Bérose, je suppose que l'annaliste a déplacé les passages. Il y est en effet question d'une époque ténébreuse, de monstres fantastiques qui vivaient au milieu de l'obscurité ; de leur reine Marcaja coupée en deux par Belus, enfin d'hommes pétris au moyen du sang qui dégouttait de la tête amputée de Bélus lui-même. Tous ces récits ont, sans aucun doute, des interprétations cosmogoniques admirables, surtout si on sait leur en donner. Mais ils me paraissent étrangers au sujet présent et je reviens au texte que j'ai copié plus haut.

Il faut avouer que si, nous catholiques, nous fondions un point quelconque de notre croyance sur un pareil passage, nous courrions grand risque d'entendre des vérités assez dures. Mais laissons ces remarques, d'autant plus qu'elles seraient tout à fait déplacées, si j'avais la moindre intention de les appliquer au savant assyriologue. Je me borne à dire que Bérose ne dit, n'insinue même nulle part que les livres d'Oannès, quelle que soit leur époque, subsistassent encore de son temps et qu'ainsi nous restons sans aucun moyen de décider entre les nombres 15 et 215 ². On me permettra cependant d'ajouter, que dans la première année, mentionnée par Bérose, il serait fort na-

¹ Pages 20, 21, 22. — Je dois avertir que le texte grec est assez différent de sa traduction arménienne dans le dernier membre de phrase : car on y lit qu'Oannès « donna ce récit aux hommes. »

² Il me serait facile de créer une vraie probabilité en faveur du nombre 15, en calculant la date de la dernière Théophanie mentionnée par Bérose : mais je préfère rester sur le terrain de la certitude.

turel de voir la première année du premier roi Babylonien, ce qui suffirait pour trancher la question en ma faveur ¹.

Quant à la période antédiluvienne, M. Oppert croit que je lui donne gain de cause. Cependant j'ai fait remarquer 1° que le nombre de 1656 ans est discutable, puisqu'il a contre lui le texte samaritain et le texte des septante. 2° Que 1656 ans font en réalité plus de 86400 semaines. 3° Qu'ainsi le nombre 86400 est le résultat d'un calcul pour lequel il a fallu d'abord décomposer 1656 en périodes de 23 ans et remplacer chaque période par 1200 semaines. Tout cela est ingénieux et tellement ingénieux qu'en l'absence de textes mentionnant l'emploi de cette période de 23 ans soit chez les Hébreux, soit chez les Chaldéens, je me permettrai de croire que tout l'honneur du calcul appartient au savant qui vient de le faire connaître.

Pour la troisième période j'ai dit comment M. Oppert a composé son nombre 39180. Quand même le texte arménien, qui tout à l'heure était le bon, serait ici le mauvais, ce que j'ai admis, les faits suivants n'en resteraient pas moins vrais. 1° M. Oppert choisit dans le syncelle le nombre 34080 et ce choix est fort contestable. Voici les mots essentiels du texte : « Alexandre Polyhistor... résume une série de 86 rois Chaldéens et Mèdes suivant une série de sares de nères et de sosses ; ce qui fait 34090 ans, c'est-à-dire neuf sares (9×3600), deux nères (2×600) et huit sosses (8×60) ²... » La somme de ces trois nombres donne 34080 : cela ne veut pas dire que le syncelle se contredise dans la même ligne, et que, d'après lui, il ne faille pas ajouter au total cyclique une fraction de sosse montant à dix ans. La substitution de 34090 à 34080, substitution dont rien ne démontre l'illégitimité, suffirait pour faire crouler le fragile édifice de M. Oppert. 2° Ce savant, contrairement au texte très formel du syncelle, ajoute au nombre douteux 34080, deux nombres empruntés au texte arménien et qui font double emploi, puisque le syncelle déclare qu'il les a compris dans son total. 3° Enfin ce nombre 39180 ³, si péniblement obtenu, ne peut être comparé au nombre 653 du texte hébraïque parce que les deux périodes aboutissent à des ter-

¹ M. Lenormant (p. 238-239) admet un intervalle de temps entre la création et le début des rois Chaldéens. Selon lui cet intervalle est « nécessairement de 259200 ans. » Ce nombre ajouté à 46800 produit un total de 727200 bien éloigné de 215 myriades.

² Muller, *Fragmenta historicorum græcorum*, t. II, p. 503.

³ M. Lenormant est bien loin d'admettre ce résultat de M. Oppert, puisque p. 142, il ne compte que 36000 ans entre le déluge et la conquête d'Alexandre, et là il s'appuie sur MM. Gutschmid, Brandis et G. Rawlinson. Si je ne multiplie point les citations, c'est uniquement pour ne pas allonger inutilement une discussion qui doit se concentrer sur les textes primitifs.

mes qui, d'après M. Oppert lui-même, offrent un écart de 674 ans ¹.

De cette discussion il résulte que M. Oppert a fait preuve d'une grande habileté dans le groupement et le maniement des nombres ; mais de ses trois rapprochements principaux, deux sont évidemment arbitraires et faux, et l'autre, plus ingénieux que probable, reste dans tous les cas basé sur un nombre approximatif.

J. B. LELIÈVRE.

¹ J'ajoute, sur la parole d'un savant auquel je n'ai pas demandé la permission de le nommer, que les sept jours de la création, représentaient pour les Chaldéens non pas 168 heures, mais 84 heures seulement, leurs heures étant doubles des nôtres. De plus, d'après le même savant, 1656 ans dans le système assyrien primitif correspondaient non pas à 86400 semaines mais à 79488 et des jours complémentaires. Le mois assyrien ancien se composait invariablement de quatre semaines finissant les 7, 14, 21 et 28 du mois, et d'un nombre variable de jours complémentaires. Ces deux remarques, dont je ne m'attribue pas le mérite, donneraient le coup de grâce au système de M. Oppert, si elles arrivaient à prendre pied dans la science.

COURRIER ANGLAIS

Le neuvième volume des *Records of the past* vient de paraître¹; c'est un recueil dont j'ai déjà entretenu nos lecteurs, et qui, on se le rappelle, a pour but de réunir et d'imprimer dans une traduction anglaise les principaux textes Égyptiens et Assyriens, avec de courtes introductions et un minimum de notes explicatives. Sur les livraisons déjà éditées, cinq sont consacrées à l'Égypte; le reste est emprunté aux inscriptions cunéiformes et nous arrive en droite ligne des bords de l'Euphrate et du Tigre. Quant aux morceaux dont se compose le volume que j'ai sous les yeux, je me bornerai à dire ici qu'outre les fragments historiques et par conséquent d'un style assez monotone, on en trouvera d'autres du plus grand mérite au point de vue littéraire, et qui peuvent servir de spécimen de narrations mythologiques et prophétiques. Un des extraits les plus curieux est celui que M. Sayce s'est chargé de traduire, et qui nous donne un récit accadien de la destruction de Sodome et de Gomorrhe. Malheureusement, la moitié de la tablette sur laquelle cette inscription commémorative avait été tracée, n'existe plus, de sorte que nous n'avons qu'un fragment très imparfait et défiguré par plusieurs lacunes. Le volume se termine par la traduction de la fameuse stèle de Moab, qui a excité tant de controverses lorsqu'elle fut publiée pour la première fois il y a plus de dix ans. D'après les arrangements actuels la douzième livraison de *Records* doit être consacrée à l'Égypte; espérons qu'elle ne se fera pas trop longtemps attendre.

— Le beau livre de M. George Dennis sur l'Etrurie a déjà trente années d'existence, et on conçoit que malgré tout son mérite il n'était plus au courant de la science². Les archéologues, en effet, ne sont

¹ *Records of the past*: being english translations of the assyrian and egyptian monuments. Published under the Sanction of the Society of Biblical Archaeology. Edited by S. BIRCH, LL. D. Vol. XI. *Assyrian texts*. London, Bagster, 1879, in-8° de 168 p.

² *The Cities and Cemeteries of Etruria*. By George DENNIS. Revised Edition, recording the most recent Discoveries. London, Murray, 1879, 2 vol. in 8° de 600 p.

pas restés plus oisifs dans le nord de l'Italie qu'ailleurs ; on a fait des fouilles, on a découvert de nombreux monuments de l'antiquité, on a discuté sous tous les points de vue les problèmes d'ethnologie et de linguistique qui se rattachent aux anciens Etrusques. De même que le grand ouvrage de sir Gardner Wilkinson, les deux volumes de M. George Dennis ont, par conséquent, dû être revus, modifiés en certaines parties, et augmentés considérablement. Sur l'origine de la nation, l'auteur s'en tient à sa première opinion, et la regarde comme une colonie Lydienne — hypothèse généralement abandonnée aujourd'hui. L'ouvrage dont je m'occupe ne vise pas seulement à l'érudition, et tout en parlant de l'Etrurie d'autrefois, il nous intéresse par des descriptions très animées et très exactes de ce pays, tel qu'on le voit de nos jours. Outre les gravures qui accompagnaient la première édition, M. Dennis a ajouté à celle-ci douze plans et de nombreuses illustrations supplémentaires.

— Le commandeur De Rossi poursuit, nous n'en doutons pas, son grand recueil d'inscriptions chrétiennes ; mais quand paraîtra le second volume ? C'est ce qui semble incertain, et en attendant qu'il voie le jour, M. le docteur Spencer Northcote vient de publier un excellent travail ¹, moyennant lequel les antiquaires pourront patienter. Notre auteur commence par justifier l'étude de l'épigraphie, et par montrer le profit que les historiens en retirent ; c'était là, avouons-le, une œuvre un peu superflue, et les lecteurs auxquels s'adresse M. Northcote n'ont pas besoin qu'on leur fasse sentir ce qu'il y a d'important à tous les points de vue dans l'analyse des inscriptions chrétiennes et profanes. Malheureusement les textes lapidaires que le temps nous a conservés se réduisent à bien peu de chose, relativement à ce qui existait autrefois ; pour ne citer qu'un seul fait, d'après des listes dressées aux huitième et neuvième siècles, on sait qu'il y avait alors cent soixante-dix inscriptions chrétiennes ; il n'en reste plus que vingt-six ; sur quinze mille textes du même genre appartenant à l'époque dont s'occupe M. De Rossi, à peine un sixième nous a été conservé ; M. Northcote en a tiré tout le parti possible : il les étudie avec soin, et lorsqu'on est arrivé à la fin de son volume, on a une connaissance très exacte et très suffisante de la *Roma sotterranea*. C'est un résumé qui nous manquait ; il ne remplacera pas le grand ouvrage de M. De Rossi pour les archéologues de profession, mais les gens du monde et les *dilettanti* en général y trouveront tout ce qu'un lecteur tant soit peu instruit doit savoir.

— Les inscriptions chrétiennes des premiers temps de l'Eglise ont

¹ *Epitaphs of the Catacombs ; or Christian Inscriptions in Rome during the First Four Centuries*. By the Rev. J. SPENCER NORTHCOTE, D. D., Canon of Birmingham. London, Longman, 1879, in-8° de 450 p.

trouvé d'excellents interprètes chez M. Spencer Northcote et M. le commandeur De Rossi ; j'ai maintenant à citer un ouvrage du même genre, qui vient d'être complété, et qui est de la plus haute importance pour l'histoire du christianisme et pour celle de l'archéologie. Commencé par feu M. Petrie, et mené à bonne fin par Miss Stokes, ce recueil d'inscriptions irlandaises mérite d'être placé à côté des travaux de M. Le Blant, de M. Stephens et du professeur Hubner. ¹ C'est en 1822 que M. Petrie eut l'idée de réunir des textes épigraphiques en langue irlandaise et en latin que l'on trouve répandus dans les différentes maisons religieuses, monastères, abbayes et couvents de la « verte Erin. » Le lecteur se fera une idée de l'opportunité de cette mesure, quand il apprendra que, sur cent quarante-trois inscriptions copiées par M. Petrie, il n'en existe plus aujourd'hui que quatre-vingt-six, le reste ayant été détruit ou volé par des antiquaires peu scrupuleux. Le livre de M. Petrie est d'autant plus précieux, et il se recommande de lui-même à l'attention du public lettré.

— La *Christian knowledge Society* ², comme on la désigne habituellement, a résolu le problème de mettre à la portée des lecteurs anglais d'excellents manuels de tout genre composés, dans un esprit foncièrement chrétien, par des écrivains dont la science ne saurait être contestée. Quelles sont les différentes phases de la grande révolution qui amena à l'Évangile les peuplades de l'Europe jusque-là plongées dans le paganisme ? C'est ce que MM. Merivale et Maclear se chargent de nous expliquer. Je ne décrirai pas en détail le contenu des quatre petits volumes récemment publiés par la *Christian knowledge Society* ; je dirai seulement qu'on y trouve le résumé substantiel d'ouvrages qu'il serait difficile de se procurer à moins d'être à portée d'une bonne bibliothèque. Le travail consacré aux Normans est un des meilleurs de la série ; M. Maclear y traite un sujet relativement peu connu, et il a puisé principalement dans la collection des Sagas de Snorri Sturrlerson, qui vivait, comme on sait, au seizième siècle. Les œuvres missionnaires de Saint Loup, Saint Aloysius, Saint Colomban et Saint Boniface, les procédés tant soit peu arbitraires de Charlemagne ont trouvé en M. Merivale un historien judicieux et impartial.

— Nous avons à mentionner aujourd'hui plusieurs ouvrages inté-

¹ *Christian inscriptions in Ireland*, collected and published by M. PETRIE. London, Burns, 1879, in-8° de 300 p.

² *The Continental Teutons*. By the Very Rev. Charles MERIVALE, D.D. D.C.L., Dean of Ely. — *The Celts*. By the Rev. G. F. MACLEAR, D.D, Head Master of King's College School. — *The English*. — *The Northmen*. — London, *Christian knowledge Society*, 4 vol. in-12 de 200, 176 et 190 p.

ressants relatifs à l'histoire de l'Église anglicane ; commençons par la biographie de Herbert de Losinga, premier évêque de Norwich et fondateur de la cathédrale de cette ville ¹. Ce prélat naquit vers l'an 1050, fut, comme tant d'autres ecclésiastiques anglais, élevé en Normandie, et devint prieur de l'abbaye de Fécamp. En 1087, il retourna en Angleterre, où Guillaume-le-Roux lui confia bientôt l'abbaye de Ramsey dans le Huntingdonshire ; sa nomination à l'épiscopat de Norwich fut le résultat d'un marché des plus scandaleux, dûment rapporté par tous les chroniqueurs du XI^e siècle. Le texte original des sermons de Herbert de Losinga existe à Bruxelles dans la bibliothèque des ducs de Bourgogne ; ils sont traduits ici en anglais pour la première fois, et forment le complément nécessaire d'un livre qui témoigne de beaucoup de science et d'industrie.

— L'essai historique de M. Pryce remporta en 1876 le prix, à un concours institué par le clergé du pays de Galles, et mérite la récompense qui lui a été accordée ². La prédication du Christianisme en Angleterre, selon notre auteur, doit être attribuée à des missionnaires venus des églises de Lyon et de Vienne. Tertullien, Origène, et saint Hilaire sont d'accord pour constater l'existence d'une église chrétienne en Angleterre dès la seconde moitié du II^e siècle. Dans la liste de prélats présents au concile d'Arles (314), on trouve un certain *Adelfuis de civitate Londinensium*, M. Pryce lit *Legiovensium*, c'est-à-dire Caerleon, conformément aux circonscriptions ecclésiastiques entre lesquelles la Grande-Bretagne était alors partagée. Je ferai remarquer ici que le travail de M. Pryce touche de préférence ce qui intéresse la principauté de Galles ; mais il offre un bon résumé, agréablement écrit, des origines de l'église d'Angleterre.

— Les deux volumes dont nous sommes redevables à la collaboration intelligente de MM. Abbey et Overton ³, ne sont pas une histoire suivie ; ce sont des articles composés au point de vue *High Church*, et qui nous donnent, sur l'anglicanisme au XVIII^e siècle, des détails circonstanciés et précis. L'influence exercée par la révolution de 1688, les rapports entre l'Église établie et le mouvement Jacobiste de 1745, la résistance de Wesley et des non-conformistes au rationalisme qui avait envahi la société religieuse sous le règne des trois Georges ; les

¹ *The Life, Letters, and Sermons of Bishop Herbert de Losinga (1050-1119)*. By Edward MEYRICK GOULBURN, D.D., Dean of Norwich, and Henry SYMONDS, M.A., Rector of Tivetshall. London, James Parker and Co., 1879, 2 vol. in-8° de 456 et 468 pages.

² *The Ancient British Church. A Historical Essay*. By John PRYCE, M.A. London, Longmans and Co., 1878, in-8° de xi-292 p.

³ *The English Church in the Eighteenth Century*. By Charles J. ABBEY, Rector of Checkendon, Oxon, and John H. OVERTON, Vicar of Legbourne, Lincolnshire. London, Longmans, 1879, vol. in-8° de 621 et 551, p.

longues et savantes discussions soulevées à propos du dogme de la Trinité, enfin la réaction contre la libre-pensée, énergiquement poursuivie par les Calvinistes d'un côté et les Arminiens de l'autre, tels sont les principaux épisodes examinés dans cet ouvrage. Il n'y est pas question du catholicisme, dont la confession publique n'était pas permise alors, et qui se trouvait sous le coup de lois pénales extrêmement sévères.

— Les historiens anglais semblaient avoir mis à profit par leurs ouvrages toutes les sources possibles ; il en restait une cependant qui n'avait pas encore été explorée, et dont M. Hamilton a extrait les détails les plus curieux sur la société, les mœurs et le commerce depuis le règne d'Élisabeth jusqu'à celui de la reine Anne. Je veux parler des registres contenant les procès verbaux des séances trimestrielles (*quarter-sessions*)¹ tenues dans les divers comtés de l'Angleterre par l'administration de la justice. Quand je dis que le travail de M. Hamilton est le premier de ce genre, je me trompe un peu, car, en 1861, la *Surtees society* publia, sous le titre de *Depositions from the castle of York*, un recueil presque semblable, mais qui ne comprenait que le dix-septième siècle ; comme je viens de le dire, le volume dont je rends compte aujourd'hui couvre un espace chronologique beaucoup plus grand, et il nous donne, pour le comté du Devonshire, le pendant du tableau consacré par l'archéologue de la *Surtees society* aux comtés du Nord. Il est facile de voir que les détails relatés dans ces procès verbaux, les dépositions des témoins, les réquisitoires et les prononcés de jugement fourmillent d'allusions à des coutumes locales dont le souvenir est perdu aujourd'hui. Prix des marchandises, questions de propriétés, droits seigneuriaux, fixation et perception des impôts, détails de topographie, etc., toutes ces petites affaires étaient souvent matière à procès ; pour les annoter et les expliquer, il faut nécessairement une connaissance approfondie des localités ; aussi M. Hamilton a-t-il son Devonshire au bout du doigt. Il est à désirer qu'un travail de la même nature se fasse pour tous les comtés de l'Angleterre ; on aurait ainsi une mine de renseignements de la plus haute valeur et d'une autorité incontestable.

— M. Hepworth Dixon a déjà fait ses preuves comme *vulgarisateur* historique ; en racontant les annales de la Tour de Londres, il nous a montré qu'on peut être à la fois très amusant et très exact, et il mérite des éloges sincères pour avoir entrepris d'écrire l'histoire au point de vue dramatique et pittoresque. Nous avons pour la philosophie Hallam et Stubbs, — lecture solide, substantielle, mais à la

¹ *Quarter Sessions from Queen Elizabeth to Queen Anne. Illustrations of local Government and History drawn from Original Records, chiefly of the County of Devon*, London, Low, 1879, in 8°.

suite de laquelle il nous faut quelque chose dans le genre d'Augustin Thierry et de M. de Barante. Je prends le nouvel ouvrage de M. Hepworth Dixon¹, et, malgré de petites erreurs qui méritent à peine d'être relevées, je vois tout de suite que l'historien du château de Windsor est à la hauteur de sa tâche. Les deux premiers volumes nous conduisent jusqu'au règne d'Henri VII. Ils abondent en épisodes romanesques, en scènes à effet, et nous recommandons surtout à nos lecteurs la partie qui traite de Richard II.

— L'histoire de Londres ancien et moderne, commencée par feu M. Thornbury, et continuée par M. Walford², mérite d'être citée dans notre *courrier*. Non pas que ce soit un ouvrage irréprochable, tant s'en faut, et s'il s'en publie jamais une seconde édition, il y aurait bien des rectifications à faire et des lacunes à remplir; mais, en définitive, c'est un travail fort estimable, et la capitale du Royaume uni y est décrite minutieusement d'un bout à l'autre, avec ce goût pour les anecdotes et les détails caractéristiques auquel on reconnaît le véritable antiquaire. M. Walford a soigné tout particulièrement les *illustrations* de ces six premiers volumes: reproductions de vieilles gravures, portraits, cartes, plans, détails d'architecture, — rien n'y manque.

— L'ouvrage de M. Mac Carthy n'a aucune prétention³; l'auteur ne paraît pas avoir eu à sa disposition des communications inédites ou des renseignements d'un intérêt exceptionnel; il s'est borné à nous raconter avec entrain l'histoire de l'Angleterre contemporaine, et il a parfaitement réussi. Ces deux volumes attachent le lecteur par un style animé, pittoresque et clair; les appréciations politiques et littéraires y sont en général aussi justes que finement rendues, et quand il s'agit d'épisodes ou de personnages prêtant au grotesque, M. Mac Carthy est inimitable. Bref, on ne songera jamais à mettre dans sa bibliothèque l'*History of our own times*, mais on voudra la lire, comme récréation, après des travaux plus sérieux. C'est du Capéfigue anglais.

— Dans un livre du genre de celui que M. Escott vient de publier⁴,

¹ *Royal Windsor*. By William HEPWORTH DIXON. Vol. I et II. London, Hurst and Blackett, 1879, 2 vol. in-8° de 726 p.

² *Old and New London*. By Walter THORNBURY; the remaining vols. by Edward WALFORD. London. Vol. I et II. London, Cassell, Petter et Galpin, 1879, 6 vol. in-8°.

³ *A History of Our Own Times. From the Accession of Queen Victoria to the Berlin Congress*. By Justin MCCARTHY. Vol. I and II. London, Chatto and Windus, 1879, 2 vol. in-8° de 840 p.

⁴ *Pillars of the Empire: Sketches of Living Indian and Colonial Statesmen, Celebrities and Officials*. Edited, with an Introduction, by T. H. S. ESCOTT, London, Chapman and Hall, 1879, in-8° de 380 p.

il y aura toujours nécessairement des lacunes, et il est impossible que les lecteurs soient d'accord sur le mérite des personnes que l'on nous donne comme des *types*, des hommes *représentatifs*, si je puis faire usage de cette expression. En politique, les sympathies personnelles ont beau jeu, et malgré tout le désir d'être impartial, on se laisse influencer à droite et à gauche. Imaginez-vous un historien entreprenant de réunir dans une galerie de portraits les grandes figures de l'histoire de France : combien de célébrités auxquelles un républicain voudrait accorder une place distinguée et que ses adversaires politiques élimineraient sans façon ! Ainsi en est-il pour le livre de M. Escott. Sur les quarante-cinq hommes d'État dont il nous retrace la carrière, il y en a dix ou douze tout au plus qui passeraient à l'unanimité ; le reste soulèverait des difficultés ; et, d'un autre côté on pourrait faire une liste suffisamment longue d'hommes vraiment célèbres qui brillent ici par leur absence. Mon objection est, je crois, assez sérieuse ; je conviendrai néanmoins que M. Escott a composé une série de biographies fort intéressantes et très bien écrites ; ce sera au lecteur à la corriger suivant ses opinions politiques ; à compléter ce qui lui semble insuffisant, et à retrancher les candidats dont les titres à l'immortalité lui paraissent douteux.

— La série de petites biographies éditée par M. Macmillan ¹ se poursuit toujours, et formera bientôt un recueil très intéressant à consulter sur l'histoire littéraire de l'Angleterre. J'ai signalé autrefois l'étude que M. Morisson a consacrée à Gibbon ; M. Black s'est chargé de Goldsmith, M. Hutton de sir Walter Scott, et M. Huxley de Hume. Il existe déjà une biographie de l'auteur du vicair de Wakefield ; elle est composée par M. Forster, et forme un volume in-octavo ; mais la monographie de M. Black me semble infiniment supérieure, parce que l'auteur ne se pose pas en apologiste quand même, et ne cherche pas à excuser ce qu'il y avait de reprochable dans le caractère et les habitudes de Goldsmith. La notice que M. Huxley a consacrée à Hume ne nous satisfait pas, et il serait superflu d'y chercher une appréciation complète du rôle que le sceptique anglais joua dans l'histoire du dix-neuvième siècle. Il y a dans Hume deux personnages distincts : l'historien et le philosophe, et il est évident que négliger l'une ou l'autre de ces individualités, c'est négliger la moitié de sa tâche. Or M. Huxley a précisément adopté ce plan ; il laisse entièrement de côté Hume historien pour s'attacher à Hume philosophe ; de plus, le travail critique, très remarquable du reste, qu'il nous offre

¹ *English Men of Letters*. — *Goldsmith*, by William BLACK.

Sir W. Scott, by R. H. HUTTON. — *Hume*, by professor HUXLEY. London, Macmillan, 1879, 3 vol. in-8° de 205, 200 et 210 p

sur le scepticisme du siècle dernier, est pour lui un simple prétexte à nous expliquer ce qu'il entend par philosophie, — le système, en deux mots, qui doit bientôt gouverner la société. Et c'est là justement que nous l'arrêtons ; selon lui la philosophie est une partie intégrale de la science (positive, bien entendu), aussi bien que la physique et la chimie. Rien n'est plus faux, quoi qu'en disent tous les rationalistes Français, Anglais et Allemands. — Sir Walter Scott est jugé avec beaucoup de soin et de goût par M. Hutten, et nous n'aurions que des éloges à donner à sa petite notice, s'il n'avait cru devoir profiter de l'occasion pour nous exposer sa propre profession de foi ultralibérale, et ses idées sur la politique contemporaine.

— Les trois premiers volumes publiés par M. Seeley¹, sur la vie de Stein, méritent beaucoup mieux qu'une simple mention telle que celles qui composent notre *courrier* ; aussi espérons-nous y revenir plus en détail. Disons en attendant que les sept énormes et superlativement ennuyeux in-octavo de M. Pertz n'ont plus que peu de chance d'être lus, maintenant que nous avons à notre disposition un ouvrage tout aussi exact et infiniment mieux écrit. On sait la part qu'il fut donné à Stein de prendre aux affaires de l'Allemagne pendant la Révolution française et le premier Empire ; aussi sa biographie est-elle plutôt un fragment de l'histoire générale de l'Europe. C'est ce que M. Seeley a très bien senti, et c'est ce qui lui a permis de grouper autour de son héros les principaux contemporains. Il a aussi admirablement tracé le rôle spécial de la Prusse dans la coalition, et indiqué la transformation graduelle de la politique de Frédéric II à celle dont nous voyons aujourd'hui les résultats.

— M. Van Laun est un travailleur infatigable ; outre plusieurs livres d'éducation, il a publié une bonne traduction anglaise de Molière, et une histoire de la littérature française qui serait recommandable si la partie relative au moyen-âge n'était pas singulièrement faible ; aujourd'hui il se place sur le terrain de l'histoire politique, et nous parle de notre pays depuis le commencement de la Révolution jusqu'à la catastrophe de Sedan². M. Van Laun prête à la critique, dans son nouveau livre, au double point de vue de la méthode et du style ; d'abord il ne prend pas assez en considération l'ignorance où l'on est encore en Angleterre des institutions administratives et gouvernementales qui existaient en France sous l'ancien régime ; de telle sorte

¹ *The Life and Times of Stein; or Germany and Prussia in the Napoleonic Age.* By J. R. SEELEY, M. A. Cambridge University Press, 3 vol. in-8° de 1668 p.

² *The French Revolutionary Epoch : being a History of France from the Beginning of the First French Revolution to the End of the Second Empire.* By Henri VAN LAUN. London, Cassell, Petter and Co, 1879, 2 vol. in-8° de 680 p.

que, pour bien profiter de son ouvrage, il faudrait avoir préalablement étudié M. de Tocqueville et M. Taine. En second lieu, M. Van Laun n'est pas encore assez familiarisé avec les délicatesses de la langue anglaise pour écrire un livre qui se lise sans trop d'effort.

— Je regrette d'avoir à terminer ce *courrier* en annonçant la mort de M. Brewer, un des savants les plus distingués et les plus modestes dont l'Angleterre puisse se glorifier. Il avait composé, sur l'histoire de son pays à différentes époques, un grand nombre d'essais, de dissertations, sans compter des ouvrages en langue latine, et il s'était fait connaître comme un des collaborateurs de la grande collection nationale organisée sous les auspices du garde des archives. On remplacera difficilement M. Brewer, parce qu'il joignait à la passion de l'étude des connaissances aussi profondes que variées.

GUSTAVE MASSON.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE : Académie des inscriptions et belles-lettres. Lectures et communications. L'église du Saint-Sépulcre au ^x^e siècle. L'occupation française à Naples sous Louis XII. La situation légale des chrétiens dans l'empire romain. — Académie des sciences morales et politiques. — Séances des thèses à l'Ecole des chartes. Appréciation de ces travaux par M. Léopold Delisle. — Sociétés savantes. — Publications récentes ou en préparation.

Parmi les lectures et communications faites à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, nous signalerons les suivantes. M. Schefer a communiqué un mémoire dans lequel il analyse un ouvrage persan inédit. Il s'agit du carnet de voyage d'un nommé Nassir, qui visita, vers le milieu du ^x^e siècle, la Syrie, la Palestine, l'Égypte et l'Arabie, et qui nous a laissé sur l'état de ces contrées, jusqu'ici à peu près inconnues pour nous à cette époque, des renseignements dont l'abondance et l'exactitude ne laissent rien à désirer. Ce fut le 5 du mois de Ramazan 438 (5 mars 1047), un an après son départ du Khorassan, et après avoir parcouru la distance de 1150 lieues environ, que Nassir entra dans Jérusalem, dont il nous présente un tableau complet et fidèle. L'église du Saint-Sépulcre, détruite sur les ordres de Hakem-Biamrillah, venait d'être reconstruite aux frais des empereurs de Byzance. « Elle est très vaste, dit Nassir ; elle peut contenir huit mille personnes. On y voit des marbres sculptés de toutes couleurs, et l'or y a été prodigué. L'intérieur est tapissé de soieries grecques à personnages et orné de tableaux. On remarque parmi ces tableaux la représentation de Jésus-Christ monté sur un âne, les images des prophètes Abraham, Ismayl, Isaac et Jacob. Ces peintures sont enduites d'un vernis composé avec de l'huile de sandaros, et elles sont placées sous des verres très fins qui leur donnent un nouvel éclat et les préservent de la poussière. De la sorte on évite la nécessité de les protéger par un rideau. Chaque jour, les serviteurs de l'église essuient ces verres avec le plus grand soin. Dans une autre partie de l'église, on voit représentés, d'un côté le paradis et les béatitudes des élus, de l'autre l'enfer et les tourments des damnés. Nulle part, ajoute Nassir, il n'existe de monument comparable à cette église. Des prêtres et des religieux y résident : ils lisent l'Évangile, et ils passent le jour et la nuit à faire des actes de dévotion. »

Dans la séance du 13 décembre, M. Schliemann a exposé le résultat de ses nouvelles explorations dans l'île d'Ithaque et dans la Troade. Dans l'île d'Ithaque il a trouvé les ruines d'une cité cyclopéenne bâtie sur le mont Ætos, et il a cru reconnaître, dans la grotte à stalactites qui se trouve à droite du petit port de Dexia, la grotte décrite par Homère, où le poète nous montre les nymphes tissant des voiles de pourpre et d'or. Il n'est pas éloigné de penser qu'il a retrouvé à Hisarlik en Troade le palais même de Priam. Mais, quoi qu'il en soit, il a recueilli dans ses fouilles un grand nombre d'objets précieux pour la science. S'il y a quelque illusion à vouloir adapter exactement aux récits et aux descriptions d'Homère, où la fiction est mêlée à la réalité dans une proportion difficile à déterminer, les faits et les objets que décèlent les explorations et les fouilles, ces découvertes n'en auront pas moins pour effet de mettre enfin un terme aux exagérations de l'école mythique, laquelle ne tendait pas à moins qu'à dissoudre en vapeur la matière historique, si abondante, que contiennent l'*Iliade* et l'*Odyssée*.

Dans les séances du 24 et du 31 janvier, M. de Boislisle a lu des fragments d'un mémoire sur l'occupation française du royaume de Naples par Louis XII, de 1501 à 1503. M. de Boislisle a été conduit à ces recherches par l'étude des archives de la maison de Nicolay, qui lui ont fourni une série de lettres adressées par Louis XII, par le cardinal Georges d'Amboise, et par d'autres personnages considérables, au magistrat qui remplissait les fonctions de grand chancelier du royaume de Naples. L'auteur a complété ces documents par ceux que lui offraient quelques publications italiennes, telles que l'*Archivio storico* ou les *Dispacci* de l'ambassadeur vénitien à Rome. Un séjour assez long à Naples lui a permis de dépouiller les registres de la chancellerie et de la chambre des comptes établies par les Français, et de prendre connaissance de chroniques locales qui donnent des dates exactes pour l'histoire de l'occupation. Avec tous ces éléments, il a réussi à reconstituer, dans la mesure du possible, l'administration établie à Naples par la conquête. Ce sera la matière d'un volume dont la publication est prochaine. Le premier fragment de ce travail communiqué à l'Académie, concerne l'organisation administrative, financière et judiciaire ; l'autre a trait aux événements qui marquèrent, en 1503, la fin de l'occupation et la retraite désastreuse de notre armée.

Dans la séance du 31, M. Auguste Prost a fait une communication sur un monument antique récemment découvert à Merten (Alsace-Lorraine). — Dans la séance du 14 février, M. Léopold Delisle a lu une note sur un manuscrit récemment acquis par la Bibliothèque nationale. Ce manuscrit, originaire d'Espagne, date de la seconde moitié du ^{xii}e siècle. Il contient un commentaire sur l'Apocalypse, illustré de soixante peintures, qui, malgré leur grossièreté, sont précieuses pour l'histoire de l'art. — Dans la séance du 21 février,

M. Ed. Le Blant a communiqué une note sur une voie romaine, qui traversant du sud au nord les Alpes maritimes, joignait Embrun à Cimiez.

Dans la séance du 28 février, M. Ferdinand Delaunay a lu un travail consacré à élucider les questions de droit qui se rattachent à la situation légale des chrétiens dans l'empire romain, vers la fin du premier siècle et au commencement du second siècle de notre ère. Nous reproduisons l'analyse de ce mémoire, donnée par l'auteur lui-même dans ses excellents comptes-rendus des séances de l'Académie ¹, avec les observations auxquelles il a donné lieu. L'auteur prend son point de départ en l'année 112. A ce moment, Plin^e était gouverneur de Bithynie, lorsqu'il vit déférer à son tribunal, par des accusateurs anonymes, de nombreux chrétiens. Ce n'était pas la première fois que les disciples du Christ étaient poursuivis et condamnés dans les prétoires. Une quinzaine d'années auparavant, durant les dernières années du principat de Domitien, de hauts personnages, parmi lesquels il y avait des membres de la famille impériale, Glabrien, Clemens, Flava Domitilla, avaient été frappés comme chrétiens. Ils étaient accusés du crime de majesté et d'impiété. Une foule de procès pour cause de christianisme avaient alors été intentés en Italie et en Asie : la mort du « Néron chauve » avait suspendu ces rigueurs, sans les supprimer tout à fait peut-être. Depuis le jour où Néron, en quête de suspects sur lesquels il pût se décharger de l'incendie de Rome qu'on lui attribuait, s'était livré, avec des raffinements de cruauté inouïe, au massacre des chrétiens, ceux-ci avaient acquis une sorte de notoriété suspecte qui pouvait, selon les circonstances, et grâce aux précédents judiciaires, autoriser les magistrats romains à sévir contre eux. Néron fit-il une loi pour proscrire le christianisme ? On l'ignore. Jusqu'ici on n'en a retrouvé aucune trace. A l'égard de Domitien même incertitude.

Les causes évoquées au prétoire du gouverneur de Bithynie, en l'an 112, le mirent dans un embarras qu'il expose en ces termes à l'empereur Trajan : « N'ayant jamais pris part aux procès contre les chrétiens, j'ignore sur quels points il est d'usage de faire porter l'information, ce que vise la peine et quelle est la peine. J'ai éprouvé un grand embarras pour savoir s'il faut avoir égard à l'âge, ou bien si les jeunes gens doivent être traités comme les plus âgés ; s'il faut pardonner à ceux qui se repentent ou bien si, quand une fois on a été chrétien, il ne sert de rien d'avoir cessé de l'être ; si c'est la qualité de chrétien, même en l'absence de crimes, ou bien si ce sont les crimes qui s'attachent à cette qualité que l'on punit. » Il ressort de ce texte que c'est « l'usage d'informer et de sévir » contre les chrétiens (*nescio quid et quatenus, aut puniri soleat, aut quæri*). Cela confirme ce que nous disions des précédents judiciaires créés par le

¹ *Journal officiel* du 4 mars.

massacre de Néron et la persécution de Domitien. Mais ces précédents suffisent-ils à légitimer la conduite du gouverneur au point de vue du droit, en l'absence d'une loi ? Pline enjoint à ceux qui se déclarent chrétiens et veulent demeurer tels, d'abjurer leur foi, en les menaçant du dernier supplice. Si la troisième sommation reste sans effet, l'arrêt de mort est prononcé.

De deux choses l'une : ou bien il existait une loi spéciale frappant les chrétiens, ou bien une telle loi n'existait pas. Dans la première supposition, les actes du magistrat sont corrects ; dans la seconde, ils sont entachés d'arbitraire et de violence : le juge substitue sa volonté à la règle absente et la raison d'État à la justice. En vertu de son omnipotence proconsulaire et sur son appréciation personnelle, il enjoint au prévenu de déposer une qualité que la loi n'a ni caractérisée ni interdite¹. Un peu plus loin, Pline en convient nettement : « De quelque nature que fût ce qu'ils confessaient, dit-il, il y avait un point sur lequel je n'avais aucun doute, c'est que leur désobéissance et leur inflexible obstination devaient être punies. » Il reconnaît donc qu'il a écarté toute appréciation juridique du christianisme et des faits y attachés qui ont précédé la procédure, pour ne retenir qu'un grief, la résistance aux ordres du représentant de César. La condamnation résulte moins des actes antérieurs de l'accusé et de la loi que de la volonté et des actes du magistrat, instructeur ou juge. Si les actes de l'inculpé n'existaient pas, dira-t-on, l'intervention du magistrat ne se serait pas produite. Soit ; il n'en reste pas moins évident que le caractère criminel des faits antérieurs à l'accusation, caractère qui se fonde en droit sur le texte légal, manque ici. C'est le juge qui crée le crime, en grande partie du moins, puisqu'il prête à des précédents judiciaires aussi faibles le pouvoir de légitimer l'injonction adressée par lui aux chrétiens, de renier le Christ.

La seconde hypothèse, celle qui admet l'existence d'une loi spéciale proscrivant le christianisme, décharge Pline de ces graves reproches, à peine allégés par l'excuse des précédents ; cette seconde hypothèse soulève plus d'une difficulté. En effet, si cette loi existait, comment n'a-t-elle laissé aucune trace, du moins aucune trace connue, ni dans les monuments écrits, ni dans les monuments figurés, ni dans les écrivains profanes, ni dans la tradition de l'Église, ni dans les innombrables textes légaux qui nous sont parvenus ? Si cette loi existait, elle ne pouvait remonter à plus d'une quarantaine d'années ; comment alors expliquer que Pline, un jurisconsulte éminent, qui avait acquis

¹ Pline, dans sa lettre, dit en note M. Delaunay, apprécie personnellement le christianisme : c'est une religion absurde, à ses yeux, une pratique superstitieuse supposant une crédulité sans bornes. Ce sont là des impressions, non des faits tombant sous le coup de la loi.

de la gloire au barreau, n'y fasse aucune allusion ; que Trajan, dans sa réponse à Pline, garde le même silence, et paraisse instituer une règle pour une matière déjà réglée ? Comment expliquer surtout que le juge, pouvant établir la culpabilité sur une violation de la loi (d'une loi dont il ignore peut-être les détails et la procédure, mais dont l'existence ne saurait lui échapper), aime mieux l'asseoir sur un acte survenu au cours de l'information, et dans lequel le magistrat est intervenu comme provocateur, contrairement aux principes du droit ? Tant qu'on n'aura pas retrouvé cette loi, il restera probable que Pline s'est uniquement fondé sur des précédents sans règle, sans notoriété, sans autorité suffisante, puisque lui, avocat, jurisconsulte et administrateur, les ignore en grande partie.

Il y a un autre système qui consiste à dire que les chrétiens ont été condamnés en vertu de lois de droit commun, entre lesquelles on n'a que l'embarras du choix, telles que la loi de majesté et d'impiété, la loi contre les hétéries et les réunions non autorisées. M. Ferdinand Delaunay passe en revue chacune de ces lois, et constate qu'il était plus ou moins facile de les tourner contre l'Eglise ; toutefois, leur application au christianisme n'allait pas sans susciter des embarras : on était las des hontes et des avilissements scandaleux auxquels la loi de majesté avait donné lieu ; c'était une arme politique tellement souillée, que Trajan n'eût point voulu y toucher. La loi contre les superstitions étrangères avait été faite pour Rome et l'Italie ; les religions étrangères en Occident étaient nationales en Asie ; il eût fallu faire un choix, créer un panthéon officiel et déclarer la guerre à toute divinité exclue de ce panthéon. Cela répugnait à la politique traditionnelle de Rome, qui avait constamment évité de se mêler aux querelles religieuses de l'Orient ; la loi romaine ne connaissait point de question de conscience ; elle ne punissait pas les croyances, mais les actes. La loi contre les hétéries atteignait surtout les associations civiles, elle respectait les collèges religieux et les collèges funéraires. Enfin, la loi de sacrilège frappait seulement ceux qui avaient profané les temples par le vol du mobilier sacré.

Au surplus, prétendre que Pline envoie les chrétiens au martyre parce que leurs croyances et leurs actes tombaient sous le coup de ces lois, c'est embrouiller et déplacer la question. Le gouverneur n'invoque directement ou indirectement aucune de ces lois ; il faut toujours en revenir à cette déclaration si claire : « Quel que fût ce qu'ils confessaient, il y avait un point sur lequel je n'avais aucun doute, c'est qu'il fallait punir cette résistance invincible. » Pline a donc éprouvé, sur l'application de telle ou telle loi au christianisme, des perplexités, des doutes. Dès lors, cherchant à asseoir la culpabilité sur une base plus solide, il trouve cette base dans la rébellion envers le représentant de César. Mais, nous le répétons, la rébellion

est provoquée par une injonction du juge, et cette injonction, au lieu de s'autoriser de la loi, ne semble s'appuyer que sur des précédents judiciaires détestables, dont l'origine remonte à deux tyrans justement exécrés, à Néron et à Domitien. Voilà pour la question de droit. Sur la question de fait, il suffit de constater que l'instruction et le procès n'ont établi à la charge des chrétiens aucun acte qualifié crime ou délit. Un seul indice, constituant un commencement de preuve, a été saisi : les accusés ont avoué que la promiscuité des sexes existait dans la célébration de l'agape. Là-dessus, Pline a fait mettre deux diaconesses à la torture pour s'enquérir de la vérité. « Je n'ai rien trouvé, ajoute-t-il, qu'une croyance religieuse absurde et supposant une crédulité sans bornes. »

N'y avait-il pas à Rome comme à Athènes, demande à l'auteur M. G. Perrot, une loi contre l'impiété qui atteignait les chrétiens? — A cette époque, à Rome, répond M. Delaunay, la loi d'impiété se confondait avec celle de majesté : c'était avant tout une arme politique, et, dans les coups qu'elle portait, la religion n'intervenait que d'une manière secondaire. La loi contre les superstitions étrangères, correspondant assez bien à la loi athénienne en question, n'avait guère d'application possible hors de Rome et de l'Italie. Dans les procès intentés aux chrétiens, il s'agit moins de punir des croyances religieuses que de frapper des hommes qu'on suppose ennemis de César et de l'État : le sacrifice aux dieux, les honneurs rendus à l'image impériale sont des preuves par lesquelles on veut que l'accusé établisse ou son innocence ou la réalité de son abjuration. — Est-il exact, demande M. Deloche, d'appeler *délit d'audience* le crime de rébellion commis déjà avant l'audience, lors des interrogatoires préliminaires? — L'assimilation entre le crime que Pline punit, répond M. Delaunay, et ce que nous nommons le délit d'audience, ne saurait être absolue. Cependant, entre ce crime et ce délit, il y a plus d'un rapport. Produit d'abord dans l'instruction, réitéré à l'audience, le refus d'abjurer est considéré comme un manquement grave à l'autorité souveraine que détient le juge ; ce jugement entraîne la mort. Le crime a donc été commis, postérieurement à l'accusation, au cours de l'information et pendant l'audience, de plus le crime est une atteinte portée à la dignité ou à l'autorité du juge. Voilà en quoi il se rapproche de notre délit d'audience.

A propos de la loi de sacrilège, fait observer M. Le Blant, Tertulien dit expressément qu'elle est appliquée aux chrétiens : *Sacrilegio damnatur*. — Il s'agit ici, répond M. Delaunay, du procès de l'an 112, et, mieux que personne, le savant président ¹ connaît les fluctua-

¹ Notre éminent collaborateur, M. Edmond Le Blant, élu cette année vice-président de l'Académie, présidait la séance dans laquelle M. Delaunay a donné lecture de son mémoire.

tions qu'ont subies les accusations contre les chrétiens. Il est certain qu'au sens strictement légal, le sacrilège étant constitué par la profanation et le pillage des temples, n'avait rien à voir dans les affaires qui nous occupent. Mais, dans le langage littéraire, le sacrilège était un acte tendant en général à profaner les choses saintes, les sentiments respectables. A l'époque de Tertullien, il est possible que les imputations calomnieuses qui représentaient les chrétiens comme des meurtriers, d'infâmes débauchés, et le christianisme comme un système de rites odieux et abominables, que ces imputations, dis-je, aient prévalu dans les prétoires et aient fait infliger la flétrissure du sacrilège aux fidèles. — Peut-on dire, demande M. Ch. Jourdain, que Pline crée un délit ? Le délit ou le crime est antérieur à la procédure ; il existe dans le fait du christianisme des accusés. — Oui, répond M. Delaunay, mais à une condition toutefois, c'est qu'il y ait une loi visant ce fait et le caractérisant comme crime ou délit. Pour qu'il y eût crime résultant du fait de christianisme, ou bien il faudrait prouver l'existence de cette loi, qui n'a laissé aucune trace connue, ou bien il faudrait admettre que les précédents judiciaires pouvaient suppléer à cette loi. Pline semble accepter cette seconde manière de voir. La thèse me paraît mauvaise en droit ; elle se fonde sur cette chose mobile et redoutable qui n'a rien de commun avec la justice, qui abrite les excès, les cruautés et les violences de toute sorte, qui se nomme l'intérêt politique et la raison d'État.

A l'Académie des sciences morales et politiques, parmi les communications récemment faites, voici celles qui se rapportent à nos études : Dans les séances du 7 et du 14 décembre, M. Vuitry a lu un travail sur *l'aide féodale sous Philippe le Bel*. Il a lu dans les séances du 22 et du 27 février un travail sur *les monnaies sous Philippe le Bel et ses trois fils*. Ces deux mémoires sont des fragments de l'ouvrage que prépare le savant académicien sur *le Régime financier de la France avant 1789*. — Dans les séances du 4 et du 18 janvier, lecture a été donnée de la suite de l'apologie systématique du clergé constitutionnel présentée par M. du Châtellier, sous ce titre : *l'Eglise pendant la Révolution*. — Dans les séances du 1^{er} et du 15 février, M. Charles Giraud a lu un mémoire sur *les campagnes du maréchal de Villars en Flandre* et notamment sur *la bataille de Denain*.

La séance annuelle de soutenance des thèses a eu lieu à l'École des chartes le lundi 20 et le mardi 21 janvier. Les résultats de cette épreuve ayant été, selon l'usage, combinés avec ceux des examens de fin d'année, la liste des nouveaux archivistes-paléographes a été dressée dans l'ordre de mérite suivant : MM. Thomas, Tardif, Fournier, Faucon, Valois, Molinier, Bournon et Flourac. M. Kohler, de

Genève a été reçu hors rangs, en qualité d'étranger. — M. Léopold Delisle, président du conseil de perfectionnement de l'école, ayant apprécié en détail, dans son rapport au ministre, les travaux présentés par ces jeunes érudits, qui ont fait preuve « d'une instruction solide, d'une connaissance approfondie de la paléographie et de la diplomatique, d'une critique sûre et d'un labeur aussi persévérant que méthodique, » nous ne pouvons mieux faire que de transcrire ici les jugements motivés de l'éminent académicien.

« Nos annales du xiv^e siècle ont été éclairées, sur un grand nombre de points, par M. Faucon et par M. Molinier. Le premier, à l'aide de correspondances conservées à la Bibliothèque nationale, a étudié le pontificat de Clément VI et a nettement déterminé la part qui revient à ce pontife et à ses légats dans les négociations entamées à diverses reprises pour rétablir la paix entre Philippe VI et Edouard III. M. Molinier a tiré des dépôts de Paris et des départements des éléments suffisants pour écrire, en détail et sans lacunes, la vie du maréchal Ernoul d'Audrehem, dont nos historiens citent à peine le nom, quoiqu'il ait été mêlé à la plupart des événements des règnes de Philippe de Valois, de Jean et de Charles V. Les recherches de M. Flourac sur Jean I^{er} de Grailly, comte de Foix (1382-1436), appartiennent encore au même ordre d'études. Elles méritent surtout des éloges pour le soin que l'auteur a mis à recueillir des documents authentiques dont beaucoup sont conservés à Toulouse et à Pau. M. Bournon a rassemblé avec patience, groupé avec art et interprété avec sagacité de nombreux témoignages sur la fondation, les accroissements, le plan, la décoration, l'usage et la ruine de l'hôtel Saint-Paul à Paris, dont le nom revient si souvent dans les récits des règnes de Charles V et de Charles VI, et dont les derniers restes ont disparu depuis déjà trois siècles. Une institution fort peu connue, celle des Etats provinciaux de l'Auvergne, du Franc-Allou, du Limousin et de la Marche, principalement à l'époque de Charles VII, a fixé l'attention de M. Thomas qui, du premier coup, semble avoir à peu près épuisé une matière jusqu'à présent négligée. Sa thèse repose presque uniquement sur des textes inédits qu'il a fort habilement mis en œuvre ; on peut la citer comme un excellent chapitre de l'histoire des origines du gouvernement représentatif en France. M. Kohler, qui a suivi les cours de l'École à titre d'étranger, a exploré les bibliothèques et les archives de Paris et de la Suisse, pour bien établir les rapports des Suisses avec les États qui prirent part aux guerres d'Italie depuis 1506 jusqu'en 1512. Nous devons lui savoir gré du soin qu'il a pris de rechercher et de transcrire des documents que peu de nos compatriotes auraient pu aborder, et qui n'en sont pas moins essentiels pour l'histoire du règne de Louis XII.

« Le droit du moyen-âge a fourni la matière de deux thèses. L'une,
T. XXV. 1^{er} AVRIL 1879.

celle de M. Tardif, porte sur le très ancien coutumier de Normandie, c'est-à-dire sur les débris qui subsistent de deux compilations rédigées au commencement du XIII^e siècle par des jurisconsultes normands. L'auteur en a défini le caractère, la date et les sources ; il en a établi le texte avec un soin méticuleux, ce qui était d'autant plus nécessaire et plus délicat que les manuscrits sont d'une incorrection déplorable. Les examinateurs, en donnant la plus entière approbation au travail de M. Tardif, ont vivement encouragé l'auteur à élargir le cadre de ses études et à publier, non-seulement du très ancien coutumier, mais encore du texte latin et du texte français du grand coutumier, une édition qui est impatiemment attendue par les amis de l'histoire normande comme par ceux du droit du moyen-âge. L'autre thèse juridique était intitulée : *Essai sur l'organisation, la compétence et la procédure des tribunaux ecclésiastiques ordinaires, de 1180 à 1328*. Elle a été soutenue par M. Paul Fournier, qui a eu le mérite de se tracer un programme à la fois large et bien limité, d'y mettre exactement à leur place d'innombrables détails, de dépouiller avec intelligence des fonds considérables d'archives et de présenter un tableau clair, complet et animé des officialités telles qu'elles ont fonctionné en France au XIII^e et au XIV^e siècle. La dernière thèse que je dois vous signaler, monsieur le ministre, se rattache à l'histoire littéraire. C'est une étude de M. Valois sur la vie et les ouvrages de Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris, de 1228 à 1249. Au premier abord, on pourrait taxer de témérité l'entreprise d'un jeune homme qui s'attaquait à un sujet vaste, compliqué, et dont beaucoup d'historiens et de bibliographes s'étaient occupés avant lui ; mais on a applaudi à sa hardiesse quand on a pu constater l'originalité et l'importance des résultats qu'il a mis sous nos yeux. Sans parler d'une bibliographie qui abonde en détails nouveaux, on doit à M. Valois la découverte de onze traités de Guillaume d'Auvergne, qu'il a reconnus dans différents manuscrits de Paris, de Chartres, de Troyes, de Londres et d'Oxford, et qui, grâce à lui, viennent s'ajouter aux onze traités du même auteur, dont l'analyse a été donnée dans l'*Histoire littéraire de la France*. »

Nous avons déjà fait connaître à nos lecteurs la publication, d'un caractère tout historique, préparée pour la Société des anciens textes français par notre savant collaborateur M. Siméon Luce. Nous empruntons au rapport annuel, récemment publié, du secrétaire de la Société, M. Paul Meyer ¹, les renseignements suivants sur cette publication. « *La Chronique du Mont Saint-Michel*, signalée au siècle

¹ *Bibl. de l'École des Chartes*, 5^e et 6^e livr. de 1878. Ce même numéro contient le discours prononcé par M. Michelant, président de la Société des anciens textes, dans la séance du 28 mai 1878.

dernier par La Porte du Theil, utilisée il y a une dizaine d'années par M. L. Delisle ¹, est l'œuvre successive de plusieurs moines du Mont-Saint-Michel qui ont raconté sommairement les faits de l'histoire générale, et avec plus de détails ceux de l'histoire de Normandie, depuis 1343 jusqu'à 1468. C'est une composition en forme d'annales qui ne peut prétendre à aucun mérite littéraire, mais qui, pour les vingt dernières années de la période qu'elle embrasse, est très riche en notions nouvelles. L'importance de la publication de M. Luce consistera moins dans la *Chronique* elle-même, que dans les accessoires qu'il y a joints. Je ne parle pas seulement du commentaire, dès maintenant entièrement achevé et qui est conforme à ce qu'on doit attendre du savant éditeur de Froissart, mais de nombreuses pièces inédites qui, étant en français, ont droit de figurer dans la série de nos publications et qui, tout en servant d'éclaircissement et de complément à la *Chronique*, jettent des lumières toutes nouvelles sur l'occupation de la Normandie par les Anglais au xv^e siècle. » — En dehors du recueil de ses *Mémoires*, la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France a distribué à ses souscripteurs un recueil de *Documents sur la domination anglaise à Paris, de 1420 à 1436*, tirés du Trésor des Chartres par notre savant collaborateur M. Auguste Longnon. — La Société de l'Histoire de France vient de faire paraître une excellente édition de l'*Histoire de Bayart par le loyal serviteur*. L'éditeur est M. J. Roman. Elle a également mis au jour le second volume des *Mémoires de la Huguerye*, par M. Alphonse de Ruble, et le second volume de la *Chanson de la croisade contre les Albigeois*, par M. Paul Meyer. Ce volume est accompagné d'une *Introduction*, où l'éditeur examine la valeur historique du poème, et passe en revue à cette occasion les autres sources de l'histoire de la croisade. Nous apprécions les qualités remarquables de cette étude critique, mais nous ne saurions nous associer aux préventions que le savant professeur, malgré l'éloge qu'il fait de la modération personnelle d'Innocent III, laisse percer, en maint endroit de son travail, soit en faveur des Albigeois, soit contre leurs adversaires.

Nous ne pouvons mieux terminer cette *Chronique* qu'en annonçant à nos lecteurs l'apparition de la seconde édition, revue et augmentée, de l'ouvrage de notre éminent collaborateur M. Vigouroux : *La Bible et les découvertes modernes en Palestine, en Égypte et en Assyrie* ². Le troisième volume qui, dans cette édition, vient s'ajouter aux deux précédemment publiés, lesquels ont reçu eux-mêmes des addi-

¹ *Histoire du château et des sires de Saint-Sauveur-le-Vicomte*. Valognes, 1867, p. 267-74.

² Paris, Berche et Tralin, 3 vol. in-12, avec des illustrations d'après les monuments par M. l'abbé Douillard.

tions importantes, contient les études sur Josué, sur les Juges et sur Salomon, si remarquées ici-même. Nous ne doutons pas qu'il n'obtienne un succès aussi rapide que celui de ses aînés. Ce succès nous réjouit, parce qu'il est un heureux présage. Ne nous laissons donc pas de poursuivre avec prudence, mais avec constance, le but si important que Dieu assigne en ce siècle à nos efforts ; continuons à préparer, malgré tant d'obstacles, à travers les malveillances, les injustices et les persécutions mêmes, dont peut-être l'heure approche, la reconstitution de la science chrétienne, c'est-à-dire l'application à la culture de l'esprit humain et au progrès de ses connaissances, d'une méthode à la fois orthodoxe et scientifique.

MARIUS SEPET.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

I

PÉRIODIQUES FRANÇAIS.

M. Léopold Delisle a découvert dans la bibliothèque de Lyon un manuscrit des plus intéressants pour la science de l'Écriture Sainte, et il l'a fait connaître dans une *Notice sur un manuscrit de Lyon renfermant une ancienne version latine inédite des trois livres du Pentateuque*¹. Ce manuscrit remonte au VI^e siècle de notre ère, mais le texte qu'il contient est antérieur à saint Jérôme. Déjà, en 1868, fut éditée à Londres une ancienne version latine renfermant le *Lévitique*, d'après un manuscrit qu'on croyait être du VII^e siècle. M. Léopold Delisle prouve que cette dernière version n'est pas autre chose qu'un fragment du manuscrit de Lyon. — A propos du savant mémoire de M. L. Delisle, le P. Desjacques a étudié *Les versions latines de la Bible avant saint Jérôme*². Nous savons, dit-il, qu'il existait avant saint Jérôme une version latine des Livres sacrés, désignée par saint Augustin sous le nom d'*itala*; mais n'y avait-il pas à la même époque d'autres versions latines des Écritures, et le *Pentateuque* de Lyon faisait-il partie de la version *itala*? Pour résoudre ces deux questions, le P. Desjacques s'appuie surtout sur les travaux faits à ce sujet par un érudit allemand M. L. Ziegler. Ce dernier, en effet, a publié un fragment de la version dite italique, d'après un vieux manuscrit de la bibliothèque du chapitre de Freisingen; de plus, il soutient la thèse qui n'est d'ailleurs pas nouvelle, de la pluralité des versions de la Bible dans les premiers siècles, et la publication de M. L. Delisle vient confirmer cette assertion puisque le texte du manuscrit de Lyon diffère du texte de Freisingen. Nous ferons seule-

¹ *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1878, 5^e et 6^e livr. Cette notice a été lue à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, le 23 octobre 1878.

² *Etudes Religieuses des Pères de la Compagnie de Jésus*, livr. de décembre 1878.

ment une remarque au sujet du mot *itala* employé pour désigner l'une des versions bibliques citées par saint Augustin. Cette expression, qui est un barbarisme, provient d'une mauvaise lecture, et, depuis quelque temps déjà, on a restitué le vrai mot qui est *usitata*. L'expression *version italique* de la Bible n'aurait d'ailleurs aucun sens.

— L'histoire de la navigation des Égyptiens sur les côtes de la mer Erythrée fait l'objet d'une étude de M. Maspéro ¹. La première expédition maritime sur la mer Rouge, dont les monuments nous ont gardé le souvenir, remonte à la XI^e dynastie. Les Égyptiens tiraient principalement de la Péninsule arabique les aromates de toute espèce nécessaires au culte de leurs divinités ; ils en tiraient aussi de l'or, de l'ivoire, des peaux de panthères, des esclaves, et surtout les blocs de pierre nécessaires à leurs constructions. Quant à la mer Erythrée, elle était pour les Égyptiens extrêmement éloignée ; les pays à parfums étaient « une sorte de contrée légendaire, un paradis terrestre, créé par les dieux. » Ce fut la reine Haïtshôpou, fille de Thoutmès I^{er}, qui ordonna l'exploration de ce pays lointain. M. Maspéro donne de curieux détails sur l'escadre qui partit pour l'Inde dans cette circonstance, et il fait connaître l'art de la navigation à cette époque. L'expédition revint chargée de richesses et de merveilles. A dater du règne de Haïtshôpou, l'Inde fut rangée parmi les pays à conquête ; Ramsès III et ses successeurs entretenirent des relations suivies avec le pays à parfums ; cependant, à partir de la XX^e dynastie, lors de la décadence de l'empire des Pharaons, « aucun roi n'a laissé d'inscription où il se vante d'avoir envoyé des vaisseaux sur les côtes lointaines de la mer Erythrée. »

— Dans un mémoire sur les *Inscriptions de Thala et de Haïdrah* ², en Tunisie, M. Héron de Villefosse traite de l'une des questions les plus intéressantes de l'épigraphie : les flamines municipaux et les divinités auxquelles s'adressait leur culte. Les inscriptions sont chrétiennes et elles mentionnent des *flamines perpetui*, titre essentiellement païen. M. de Villefosse cherchant à interpréter ces monuments, propose deux hypothèses : l'une qui tendrait à considérer le titre de *flamen perpetuus* comme une appellation transférée du paganisme aux prêtres de la religion chrétienne ; l'autre qui attribuerait à ces mots une simple valeur honorifique, comme un titre transmissible héréditairement dans certaines familles. MM. De Rossi et Hirschfeld se sont également occupés de cette question et sont à peu près arrivés aux mêmes conclusions que M. de Villefosse. — A son tour, M. Ernest Desjardins entre en lice, avec son étude sur *Le culte des Divi et le culte de Rome et d'Auguste* ³. Il pense que, dans l'interprétation des

¹ *Revue historique*, livr. de janvier-février 1879.

² *Revue archéologique*, juillet 1878.

³ *Revue de philologie, de littérature et d'histoire ancienne*, janvier 1879.

textes, on n'a pas suffisamment tenu compte de l'âge des monuments, qu'on doit répartir en deux groupes distincts : ceux qui sont antérieurs à Dioclétien et ceux qui sont postérieurs au règne de cet empereur. Il ne faut pas croire, dit-il, quoique les termes soient souvent identiques, que les mêmes institutions aient persisté, et les *flamines Augusti perpetui*, postérieurs à la réforme administrative de la fin du III^e siècle, diffèrent complètement de l'ancien *flamen Augusti* municipal des trois premiers siècles. Ce dernier, en effet, était attaché au culte des empereurs qui avaient reçu l'apothéose et étaient honorés d'un culte officiel ; à ce propos, M. Desjardins donne la liste de tous les personnages de l'empire qui ont été qualifiés de *divi* ou de *divæ*, et il passe en revue toutes les provinces et toutes les cités, en énumérant les autels et les flamines consacrés aux Augustes divinisés. A l'avènement du christianisme avec Constantin, il ne s'agit plus évidemment du culte de Rome et d'Auguste, bien que les mêmes dénominations subsistent : les descendants des *flamines perpetui* païens conserveront ces titres en devenant chrétiens, et voilà pourquoi on en trouve la mention dans les inscriptions contemporaines de Constantin et de Théodose.

— Dans leur voyage en Crète, en 1857, M. G. Perrot et M. l'abbé Thenon avaient découvert, sur l'emplacement de l'antique Gortyne, une pierre couverte de caractères grecs archaïques, que M. l'abbé Thenon publia en 1863 sans pouvoir en donner une traduction. Des savants allemands, MM. J. Savelsberg et Voretzsch ont essayé des explications fort hasardées, et ce n'est qu'aujourd'hui que M. Michel Bréal donne la véritable interprétation de ce monument curieux, dans son étude sur *un ancien texte de la loi de la Crète*¹. Il s'agit, en effet, d'un texte de loi, écrit à la façon dite *Boustrophédon*, et qui est l'un des plus anciens fragments du droit civil grec ; il remonte au VII^e siècle avant notre ère, et traite de l'adoption testamentaire : « L'adopté n'est pas tenu de payer les dettes du père adoptif, ni d'acquitter les legs que celui-ci a faits ; mais autrement il n'entrera pas en possession. — Si l'adopté meurt sans laisser d'enfants légitimes, les biens retourneront aux parents de l'adoptant. — Si l'adoptant se rétracte, les hérauts l'annonceront en place publique, du haut de la pierre, le peuple étant assemblé ; on proposera des patrons choisis dans le tribunal. »

— Le mémoire de M. Fustel de Coulanges sur le *tirage au sort appliqué à la nomination des Archontes athéniens*², tend à démontrer que, chez les Athéniens, le tirage au sort n'avait pas le caractère égalitaire et démocratique que lui attribuent la plupart des historiens.

¹ *Journal des Savants*, août 1878. Cet article est reproduit avec certaines additions et corrections dans la *Revue archéologique*, décembre 1878.

² *Nouv. revue hist. de droit franc. et étranger*, nov.-déc. 1878.

On sait que le droit public d'Athènes distinguait deux principaux modes de nominations pour les magistratures ; les unes étaient données par le sort, les autres par l'élection du peuple votant à mains levées. L'archontat était dans la première de ces deux catégories. M. Fustel de Coulanges montre que ce mode de nomination était déjà fort ancien au temps de Périclès ; il n'eut d'abord lieu qu'entre les Eupatrides ; plus tard, il fut pratiqué entre les riches ; plus tard, enfin, toutes les classes y furent admises. Il se prêta ainsi à tous les régimes. C'est qu'il n'avait pas été imaginé en vue de faire prévaloir telle ou telle classe ; il n'était pas né d'une théorie politique ; il a été tour à tour, comme la cité athénienne elle-même, aristocratique et démocratique.

— Jusqu'ici, dans les divers travaux entrepris sur la ville de Rome on n'avait guère envisagé que, d'une part, la Rome de l'antiquité et, d'autre part, la Rome des papes, tandis que la Rome municipale du moyen-âge était à peu près oubliée. Ce côté de l'histoire de la ville éternelle a été récemment mis en lumière par un érudit allemand, M. Grégorovius, et un savant magistrat italien, M. Vito la Mantia. En France, M. Eug. de Rozières vient de faire connaître les résultats de ces recherches dans son *Mémoire sur les anciens statuts de la ville de Rome*¹. Ces statuts se rapportent au ^{xiii}e et au ^{xiv}e siècles, époque de troubles continuels dans la ville de Rome ; c'est pour les réprimer que les *sénateurs* portèrent des ordonnances et des arrêtés de police qui, sous le nom de *statuts*, sont parvenus jusqu'à nous, et qui nous font connaître, dans les plus grands détails, l'organisation municipale de la ville. M. de Rozières s'est surtout attaché à fixer l'époque de la codification de ces statuts ; il la place à la fin du ^{xiv}e siècle, et il en classe et critique les divers manuscrits.

— Sous le titre de *Critique historique*, les *Analecta juris pontificii*² font la révision d'un grand nombre de monuments concernant l'histoire ecclésiastique et remontant aux premiers siècles de l'Église. Ce sont, entre autres, les *Fastes consulaires* dont les différents manuscrits offrent de nombreuses variantes, et que l'auteur compare aux légendes des monnaies romaines ; nous avons ensuite une dissertation sur la fameuse donation de Constantin aux papes, regardée aujourd'hui comme apocryphe ; les actes du concile de Nicée, du concile de Tyr (335), du concile d'Alexandrie (341), du concile de Rome (341), et de la plupart des conciles du ^{iv}e siècle ; ceux d'Ephèse et de Chalcédoine surtout sont soumis à une révision complète et très-appro-

¹ Ce mémoire a été lu dans la séance publique de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, le 6 décembre 1878 ; il a été reproduit dans la *Nouv. revue hist. de droit franç. et étranger*, janvier-février 1879.

² Livr. de janvier et de février 1879.

fondie. L'auteur fait suivre son travail de cette note importante : « Ces articles de critique historique ont été empruntés aux manuscrits du savant Hardouin, qui sont conservés à la Bibliothèque nationale de Paris. Si donc certaines appréciations paraissent empreintes d'une hardiesse excessive et d'un ton quelque peu frondeur, c'est le savant éditeur des Conciles qui doit en porter la responsabilité. »

— Un mémoire inédit du P. Lecointe, de l'Oratoire, conservé à la Bibliothèque nationale, et qui vient d'être publié, traite de l'*Institution et rang des Cardinaux*¹. A quelle époque de l'histoire trouve-t-on pour la première fois la mention des cardinaux ? Dans les premiers siècles, fallait-il être cardinal pour être élu pape ? Quels étaient le rang et les fonctions des cardinaux ? telles sont les questions que traite le savant oratorien, et que les canonistes ont, du reste, étudiées. Le plus ancien passage de l'histoire où l'on parle des cardinaux, est un texte du second concile de Rome sous le pontificat de saint Sylvestre ; malheureusement, la relation de ce concile est considérée par de graves historiens comme apocryphe. On ne doit pas ajouter plus de créance, pense le P. Lecointe, au décret d'un autre concile tenu à Rome l'an 769, par lequel il est ordonné que, pour être élu pape, il faut premièrement être diacre ou prêtre-cardinal. Dans les écrits de saint Grégoire le Grand (590), on rencontre les trois ordres de cardinaux, mais leurs attributions sont bien différentes de celles des cardinaux d'aujourd'hui. Le P. Lecointe définit leurs fonctions, que nous ne pouvons que signaler ici ; puis il entre dans de curieux détails sur les contestations de préséance qui eurent lieu au moyen-âge entre les cardinaux et les princes du sang. « En Italie, dit-il, les premiers souverains cèdent aux cardinaux, même à ceux qui sont nez leurs sujets. Il n'y a que le duc de Savoye qui ne leur défère point cet honneur depuis qu'il se dit roy de Chypre. En France.... la plus haute prétention des cardinaux a été de précéder les princes du sang, et encore l'histoire fournit bien des exemples de contestations à ce sujet. »

— M. Thonissen, professeur à l'Université de Louvain, émet, sur l'*Organisation judiciaire sous le régime de la loi salique*², des théories qui sont en complète contradiction avec les écrits de Pardessus, de Savigny et de Benjamin Guérard. Il entreprend de prouver que les tribunaux et les magistrats de la loi salique ne sont pas les tribunaux et les magistrats du droit mérovingien, qui ne s'est constitué qu'ultérieurement et sous l'influence du droit gallo-romain. Pour développer cette thèse, il détermine les circonscriptions judiciaires à l'époque de la loi salique : c'était la *centaine* et non le *pagus*, comme on l'avait cru

¹ *Analecta Juris Pontificii*, livr. de janvier 1879.

² *Nouv. revue hist. de droit franc. et étranger*, janv.-février 1879.

jusqu'alors ; elle n'était pas, comme l'ont supposé plusieurs savants, une phalange composée de cent chefs de famille, mobile, ambulante et purement numérique ; elle formait au contraire, d'après M. Thonissen, une unité territoriale, une circonscription administrative et judiciaire, dès le temps où les Francs étaient cantonnés sur les bords du Rhin. Il y avait, sur le territoire de chaque centaine, un *mall*, ou tribunal présidé par le *thunginus* ou centenier ; le lieu où siégeait le tribunal, s'appelait *malberg*. Suivant l'opinion généralement admise, il existait à l'époque de la promulgation de la loi salique un tribunal de sept rachimbours présidés par le comte du pagus ; M. Thonissen démontre que, si ce tribunal existait incontestablement sous les deux premières races, aucun indice ne peut faire remonter cette institution jusqu'à l'époque de la rédaction primitive de la loi salique. Savigny a prétendu que les rachimbours étaient tous les hommes libres de la tribu ; M. Thonissen croit au contraire que les rachimbours étaient les hommes libres investis des fonctions de juges dans le *mallum*. Enfin voici la conclusion générale de l'auteur : Les prétendus tribunaux des comtes, des sagibarons et des decani doivent cesser d'être attribués au régime antérieur à l'établissement définitif des Francs dans la Gaule ; un magistrat nommé par le peuple, le *thunginus*, et non point le *comes*, préside le *mallum* ; le *malberg* n'est pas le tribunal, mais simplement le lieu élevé où il est établi ; les sagibarons perdent la qualité de juges pour être réduits au simple rôle de collecteurs d'amendes ; la centaine est substituée au pagus comme circonscription judiciaire. On voit que cette organisation contemporaine de la rédaction de la loi salique, se sépare nettement de celle qui fonctionne sous les mérovingiens, et elle se caractérise par une extrême simplicité : deux tribunaux, le *mall* dans chaque centaine, et le tribunal royal au centre administratif du territoire occupé par la tribu.

— On a récemment découvert un texte latin du XIII^e siècle dans lequel l'auteur, après avoir rappelé sommairement la translation de la sainte Couronne en 1239, raconte, avec des détails nouveaux, comment les autres reliques de la Passion arrivèrent à Paris par deux voies et à deux dates différentes, dans le cours de l'année 1241. Ce texte, publié par M. Natalis de Wailly, sous ce titre : *Récit du XIII^e siècle sur les translations des saintes reliques de la Passion*¹, est un complément nécessaire de la savante publication de M. le comte Riant intitulée : *Exuviae sacrae Constantinopolitanae*. Geoffroi de Beaulieu parle de ce texte, qui fut un livre liturgique de la Sainte Chapelle, et M. Riant l'avait longtemps recherché, mais sans succès. La translation de l'année 1241 y est racontée avec de grands détails, et on y détermine avec précision le rôle d'un chevalier français qui, sans

¹ *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 5^e et 6^e livr. 1878.

mission officielle, se fit livrer, avec l'autorisation de l'empereur Baudouin, un grand nombre de reliques précieuses, dans le même temps que deux frères mineurs, envoyés par saint Louis, se dirigeaient vers Constantinople pour les réclamer.

— La collection Doat, à la Bibliothèque nationale, renferme une *Vie de sainte Flore*, publiée dans les *Analecta juris Pontifici*¹, et qui était restée jusqu'à ce jour inédite. On ne connaissait que fort peu de chose de la vie de sainte Flore ; on savait seulement qu'elle avait appartenu à l'Institut des religieuses de Saint Jean de Jérusalem, fondé presque en même temps que l'ordre des Hospitaliers, à l'époque où Godefroid de Bouillon arriva en Terre-Sainte. Sainte Flore vécut à l'hôpital de Beaulieu, en Quercy, et mourut, comme nous l'apprend la relation, l'an 1347 ; c'est donc par erreur que certains martyrologes et calendriers placent sa mort en 1299 ; les *Petits Bollandistes* ont commis cette faute. La relation que nous signalons aux hagiographes n'est qu'une traduction du *xvii^e* siècle, faite sur les mémoires mêmes du confesseur de la sainte.

— M. l'abbé C. Daux, qui a entrepris des recherches sur l'église de Montauban, publie la biographie du *patriarche Armand-Bernard du Pouget, administrateur perpétuel du diocèse (1361-1368)*². A l'occasion du démêlé qui s'éleva entre les deux chapitres de la ville épiscopale, au sujet de l'élection du successeur de Bernard de Cardaillac, M. l'abbé C. Daux venge le pape Innocent VI des attaques dirigées contre lui par Le Bret et par un grand nombre d'historiens ; il montre, par une lettre inédite du roi Jean-le-Bon, comment ce prince blessa les bourgeois de Montauban en cherchant à leur enlever une partie de leurs franchises, et contribua ainsi à les jeter dans le parti anglais. C'est après l'entrée de ces derniers dans la ville qu'arriva le patriarche Bernard du Pouget. M. Daux se livre à de longues recherches sur l'origine de la famille de ce prélat, et il fait ressortir ensuite la sagesse de son administration, qui fut difficile, car il eut à lutter contre les Routiers qui, revenus d'Espagne vers le milieu de l'année 1362, avaient trouvé moyen de se ménager des intelligences dans Montauban. On voit que cette étude se rattache intimement à l'histoire de la guerre contre les Anglais et contre les grandes Compagnies ; les nombreux documents inédits dont s'est servi M. l'abbé Daux donnent de l'importance à son mémoire.

— Dans une note sur *la Jacquerie en Beauvaisis*³, M. J. Flammermont s'efforce de combattre plusieurs opinions de M. Siméon Luce, relatives à la part que prit Etienne Marcel à l'insurrection de la Jac-

¹ Livr. de janvier 1879.

² *Bulletin archéol. et historique de Tarn-et-Garonne*, t. VI, 4^e trim. de 1878.

³ *Revue historique*, livr. de janvier-février 1879.

querie. M. Siméon Luce avait cru pouvoir établir que les Jacques se soulevèrent à l'instigation d'Étienne Marcel, pour ne pas réparer les châteaux comme le prescrivait l'ordonnance de Compiègne ; M. Flammermont soutient, au contraire, qu'Étienne Marcel ne prévint pas et même ignora l'insurrection, et qu'on doit ajouter foi à cette lettre de Marcel aux Flamands dans laquelle il dit « que lesdites choses furent en Beauvoisis commencées et faites sans notre sceu et volenté ; et mieulx amerions estre mort, que avoir approuvé les fais par la manière qu'il furent commencez par aucuns des gens du plat pays de Beauvoisis. » M. Flammermont pense que l'accident qui détermina l'explosion de la guerre fut une rixe qui éclata entre les brigands, qui parcouraient le pays pour le rançonner, et les paysans auxquels la royauté impuissante avait enjoint de se défendre eux-mêmes. Il n'en est pas moins vrai qu'aussitôt après la prise d'armes, le chef de l'insurrection, Guillaume Karle, se hâta de réclamer l'appui d'Étienne Marcel, et si l'on ne peut nettement établir que celui-ci a provoqué la révolte, il est certain qu'il s'est hâté de la soutenir.

— L'important travail de notre collaborateur M. le vicomte de Meaux sur *La Ligue et Henri IV*¹ montre sous son vrai jour les graves événements qui, à partir de 1558 et jusqu'au sacre de Henri IV, bouleversèrent la France. Ce fut le danger d'avoir un roi protestant qui provoqua parmi les catholiques le mouvement de la Ligue. Dès le mois de juillet 1583, le roi de Navarre envoyait un gentilhomme de son conseil, Ségur-Pardaillan, en Angleterre, dans les Pays-Bas et jusqu'en Suède et en Danemark provoquer contre les catholiques l'alliance de tous les états protestants. Dans le traité conclu à Magdebourg, on s'engagea « à dépouiller le Pape de son domaine et à le réunir à l'Empire : la France était le champ clos et Rome le prix du combat. » Pour se défendre, la Ligue fit alliance avec l'Espagne, et le traité fut signé à Joinville le 1^{er} décembre 1584 ; les ligueurs demandèrent en outre au pape Sixte V d'excommunier Henri de Bourbon ; l'exemple de l'Angleterre prouvait qu'à cette époque, la foi eût été en péril sous un prince protestant. Mais la Ligue eut plus tard ses excès : « La Ligue, dit M. de Meaux, a été une association de légitime défense, et à ce titre elle a réussi. Mais elle n'a pas été seulement cela : elle est devenue aussi une entreprise révolutionnaire, et à ce titre elle a échoué ; elle a réussi en ce qui était juste ; elle a échoué en ce qui ne l'était pas. » Les ligueurs fanatiques ou gagnés à l'Espagne eurent le tort de ne pas croire à la sincérité de l'abjuration de Henri IV. M. le vicomte de Meaux fait ressortir les fautes de la Ligue, et il ne s'arrête qu'après la soumission du duc de Mercœur ; il suit même ce dernier, qui alla en Hongrie combattre

¹ *Correspondant*, du 25 févr. et du 10 mars 1879.

les Turcs, et mourut en 1602, après avoir été le dernier des croisés comme le dernier des ligueurs.

— Dans un article sur *les Assemblées du clergé en France sous l'ancienne monarchie*¹, M. Alfred Maury, membre de l'Institut, reconnaît que le clergé « ne tomba jamais à l'égard du prince dans cette sujétion à laquelle furent réduits, aux deux derniers siècles de l'ancien régime, le tiers et la noblesse... Le clergé jouit jusqu'en 1789 d'une indépendance fort supérieure à celle qu'avaient les seuls corps laïques qui ne se s'humiliaient pas constamment devant le trône, les parlements.... Cette petite nation, dans le silence de la grande, rappelait au monarque ses devoirs de prince très-chrétien tout en protestant envers lui d'une fidélité qui était subordonnée à sa soumission à l'Eglise, car elle lui opposait une autorité supérieure à la sienne, celle de Dieu. » C'est l'organisation de cette « petite nation » du clergé que M. Maury étudie dans tous ses rouages ; il montre le rôle joué par les assemblées du premier des trois Ordres dans les événements du temps, l'influence qu'elles ont exercé sur la politique et dans les questions religieuses. Il appuie particulièrement sur les subsides que le clergé devait payer, et que les rois, jaloux de ses privilèges, lui réclamaient sans cesse.

— Dans sa biographie d'*Henri Grégoire*, évêque constitutionnel de Loir-et-Cher², M. A. Gazier s'est proposé avant tout d'examiner le rôle religieux de ce célèbre personnage, depuis 1789 jusqu'à la fin du Consulat. Nous rencontrons des louanges bien singulières à l'adresse de l'ancien curé d'Embermesnil qui, après s'être montré zélé partisan du jansénisme, ne voulait, dès 1789, voir en Louis XVI « qu'un ennemi du peuple, » et en 1792 ne trouvait pas d'expression pour « exhiler sa haine contre un pareil monstre. » M. Gazier veut bien blâmer ces excès et reconnaître que, « dès le premier jour, Grégoire s'est montré beaucoup trop révolutionnaire pour un prêtre ; » mais il ajoute presque aussitôt : « si l'homme politique n'est *peut-être* pas à l'abri de toute censure, il n'en est pas de même du prêtre et de l'évêque, dignes tous deux du plus profond respect, souvent même de la plus vive admiration. » Que l'auteur, d'ailleurs, étudie Grégoire à la Constituante, à l'évêché de Blois, à l'Assemblée législative, sous la Terreur, ou après le rétablissement du culte, il n'a en vue que la glorification des actes du clergé constitutionnel. La crise religieuse dans l'évêché de Blois se termina par la démission de Grégoire en 1801, et le froid dédain avec lequel la retraite de l'intrus fut accueillie par ses diocésains, montre bien, quoi qu'en dise M. Gazier, que la constitution civile du clergé fut loin d'être populaire en France, et que ceux qui

¹ *Revue des Deux-Mondes*, livr. du 15 févr. 1879.

² *Revue historique*, livr. de nov.-déc. 1878 et janv.-févr. 1879.

s'en firent les apôtres, comme Grégoire, ne réussirent qu'à s'attirer le mépris des populations.

— Les mémoires encore inédits du général Decaen ont permis à M. J. Tessier d'écrire quelques pages sur *Hohenlinden et les premiers démêlés de Bonaparte et de Moreau*¹. Le général Moreau, comme on sait, se laissa surprendre le 1^{er} décembre 1800, à Ampfing, par l'archiduc Jean, qui, le surlendemain, fut à son tour vaincu à Hohenlinden par Moreau. Jusqu'à quel point Moreau est-il coupable de s'être laissé surprendre à Ampfing, et quelle juste part lui revient dans la victoire de Hohenlinden ? telle est la question, longtemps débattue, que M. Tessier croit pouvoir trancher, à l'aide des *Mémoires* de Decaen, dans un sens opposé aux *Mémoires* militaires de Napoléon. M. Tessier cherche à excuser Moreau de s'être laissé surprendre à Ampfing, et surtout à montrer que Napoléon, en critiquant son rival, obéit « à quelque sentiment de mesquine, de basse jalousie. » A Moreau revient en outre tout l'honneur de Hohenlinden ; il resta d'ailleurs attaché au premier consul qui voulut lui faire épouser Hortense Beauharnais. Ce fut le refus brutal de Moreau qui commença à jeter la discorde entre les deux illustres généraux ; les détails que donnent à ce sujet les *Mémoires* de Decaen sont pleins d'intérêt.

— Dans sa *Révision du procès d'Anne Boleyn*², M. H. Forneron, mettant à profit les nombreux documents publiés en Angleterre sur le xvi^e siècle, s'efforce de montrer, que, malgré ses fautes, la malheureuse reine n'a pas mérité les critiques quelquefois acerbes des historiens catholiques qui lui ont reproché d'avoir pris part au schisme anglican, pas plus qu'elle n'a mérité les attaques des historiens protestants, « qui ont subordonné toutes leurs pensées et toutes leurs appréciations à la nécessité de réhabiliter la mémoire de Henri VIII, ont travesti les caractères, et distribué les événements de manière à pouvoir condamner ce qu'il a condamné et brûler ce qu'il a brûlé. » Si Anne Boleyn est surtout intéressante par son infortune et son supplice, elle a néanmoins commis des fautes graves qui empêcheront toujours une réhabilitation absolue. Sa conduite à l'égard de sa bienfaitrice Catherine d'Aragon, la première femme de Henri VIII, mérite d'être flétrie, M. Forneron le reconnaît lui-même. Elle poursuivit la reine d'une haine froide, et finit par la supplanter ; elle contribua par la passion qu'elle excita dans l'âme de Henri VIII à le jeter dans le schisme, et si plus tard elle en subit les conséquences, il faut la plaindre, mais non la justifier.

— En recherchant des documents relatifs à l'histoire de Russie au xvi^e siècle, M. Eug. Melchior de Vogué a eu la bonne fortune de

¹ *Revue historique*, liv. de mars-avril 1879.

² *Revue de France*, liv. du 1^{er} et du 15 février 1879.

rencontrer la relation de voyage d'un évêque grec qui accompagna le patriarche de Constantinople Jérémie II quand ce dernier alla instituer à Moscou, en 1588, le patriarcat de Russie. M. de Vogué, intitulant ce récit *De Byzance à Moscou*¹, raconte toute l'histoire du patriarche, et montre les déchirements et les compétitions qui bouleversaient au xvi^e siècle le trône sacerdotal de Constantinople, sous la domination turque. On lira surtout avec intérêt le récit des cérémonies qui eurent lieu à Moscou pour l'installation d'un nouveau patriarche.

— On sait généralement que le czar Paul de Russie se montra très favorable à l'Eglise catholique, et qu'il honora le P. Gruber, de la Compagnie de Jésus, d'une bienveillance particulière. Mais, jusqu'à présent, on n'avait rien de précis sur les rapports du P. Gruber avec l'empereur; de précieux détails nous sont fournis par la publication que vient de faire le P. Gagarin des *lettres inédites du P. Gruber adressées à l'un des secrétaires du pape Pie VII*, Mgr Marotti². Ces documents ont tous été écrits dans l'espace d'une seule année, entre l'élection de Pie VII en mars 1800 et la mort de Paul I^{er} en mars 1801. Nous trouvons en outre une lettre de Pie VII à l'empereur, par laquelle il remercie ce dernier de sa bienveillance pour les catholiques; quelques points de politique et de diplomatie pourraient peut-être recevoir des éclaircissements par cette correspondance.

— Notre collaborateur M. Aug. Longnon vient de faire paraître une étude analogue à celle qu'il a publiée ici même sur *Les quatre fils Aymon*, intitulée : *L'élément historique de Huon de Bordeaux*³. On avait généralement admis que Huon de Bordeaux, ainsi que l'atteste le début du poème qui lui est consacré, avait été historiquement contemporain de Charlemagne. M. Longnon, s'appuyant surtout sur un fragment de dix-sept vers, publié par M. E. Stengel, et qui constitue tout ce qui reste de la forme primitive de la chanson de geste, croit au contraire que Huon ne vécut que sous Charles le Chauve. De plus il établit que le meurtre de Charlot, cet important épisode qui remplit toute la première moitié du poème, et qu'on croyait purement légendaire, a un fond historique réel dans l'histoire du ix^e siècle: il s'agit de Charles l'Enfant, roi d'Aquitaine, l'un des fils de Charles le Chauve et de la reine Ermentrude.

— M. Gaston Paris a publié un ancien conte français, *le lai de l'épervier*, qu'il étudie surtout au point de vue philologique⁴. Ce texte se trouve renfermé dans un précieux manuscrit du xiii^e siècle, appartenant à M. le comte de Seyssel-Sothonod, et qui renferme plusieurs

¹ *Revue des Deux Mondes*, liv. du 1^{er} mars 1879.

² *Etudes religieuses des Pères de la Compagnie de Jésus*, livr. de janvier 1879.

³ *Romania*, livr. de janvier 1879.

⁴ *Romania*, même livraison.

autres contes analogues, parmi lesquels les lais de Marie de France, et des lais de Bretagne. Les jongleurs bretons parcouraient la France au XII^e siècle, exécutant sur la harpe ou la rote des compositions musicales ou des narrations rimées appelées *lais*. Le conte de l'Épervier, en dialecte proprement français, est d'un style élégant; M. Gaston Paris démontre qu'il arrive de l'Inde; il cite en effet des passages de plusieurs livres anciens de l'Inde, où on le trouve avec de légères variantes. Voici le sujet du poème : deux chevaliers étaient liés d'une étroite amitié, lorsque l'un d'eux épousa une noble châtelaine, et il s'ensuivit une intrigue amoureuse avec l'ami de l'époux. L'intérêt de la publication de M. Gaston Paris est dans l'histoire de ce petit conte, qui subit des transformations multiples, avant de devenir un lai breton, et que l'on retrouve dans Boccace et les *facéties* du Pogge.

— Notre éminent collaborateur M. Marius Sepet, poursuivant ses savantes études sur le théâtre au moyen âge, vient d'aborder une des parties les plus intéressantes du cycle dramatique chrétien, les *Vies de Saints* ou *Miracles* par personnages ¹. Ces miracles ont été généralement composés par les étudiants dans les Universités; les plus anciens qui nous soient restés se rapportent à saint Nicolas, et ils étaient représentés le jour de la fête de ce patron des écoliers. On empruntait le sujet de ces pièces, non-seulement à la vie authentique du saint, mais les légendes apocryphes surtout étaient mises à contribution parce qu'elles se prêtaient souvent davantage au développement dramatique. Parmi les *Miracles* de saint Nicolas représentés au XII^e siècle dans l'abbaye de Saint-Benoit-sur-Loire, il en est un qui a pour sujet la conversion d'un juif, auquel l'image du saint avait fait restituer son trésor perdu. C'est une composition médiocre, en vers latins, qui se jouait avant l'introit de la messe. Un disciple d'Abélard, nommé Hilaire, composa un poème analogue en strophes qui forment, pour ainsi dire, un certain nombre de chansons avec des refrains en français. La langue française, en effet, ne tardera pas à se substituer complètement au latin, et c'est ce que nous voyons dans le *Jeu de saint Nicolas* de Jean Bodel. M. Marius Sepet s'arrête longuement à l'étude de cette pièce, où l'on rencontre des morceaux littéraires fort remarquables. « Le Jeu de saint Nicolas, dit M. Marius Sepet, rappelle Thespis, et annonce Shakespeare, avec les dons tout français de Corneille, de Molière et de La Fontaine. »

— *Le capitaine Peyrot Montluc*, auquel M. Gaffarel vient de consacrer une étude ², était le second fils de Blaise de Montluc, l'auteur des *Commentaires*. Né vers 1539, et élève du célèbre chef d'aventu-

¹ *Revue du Monde catholique*, 30 janvier 1879.

² *Revue historique*, livr. de mars-avril 1879.

riers Jacques Prévost, sieur de Charry, Peyrot devint rapidement un brave militaire. A la capitulation de Thionville (1558), où il combattit pour la première fois à côté de son père, il avait dix-sept ans. M. Gaffarel suit son héros à l'armée d'Italie, que commandait Brissac; puis il revient avec lui en France où Peyrot Monluc prend part à la guerre civile. Après la guerre des protestants, il entreprit une expédition maritime et voulut promener le drapeau français sur la côte d'Afrique. La petite flotte partit de Bordeaux le 23 août 1565, et eut bientôt à lutter contre les Espagnols et les Portugais; elle s'empara de Madère; mais le capitaine Peyrot fut tué dans cette aventure. Il est intéressant de lire le récit des négociations entamées par le Portugal pour obtenir réparation de la France, et aussi les difficultés faites aux survivants de l'expédition lorsqu'ils voulurent rentrer dans leur patrie.

— Quelques *lettres inédites de Henri IV*, du prince de Condé et du duc d'Asnières, gouverneur de Pons, ont été publiées par M. Ch. Dumas de Raully¹, et ne sont pas dépourvues de tout intérêt historique. Elles fixent le jour (28 janvier 1577) où Condé quitta ses fidèles Rochelois pour se rendre à Saint-Jean-d'Angély, et nous apprennent qu'il avait donné rendez-vous pour le 1^{er} février suivant à la noblesse de Saintonge et de Poitou. On y voit aussi, par la lettre d'Henri IV au seigneur de La Chêze, que le roi conserva toujours une vive sollicitude pour les vieux compagnons qui l'aidèrent dans les jours difficiles à faire la guerre comme huguenot et roi de Navarre, et à conquérir son royaume.

— Les biographes de Bossuet se sont presque tous contentés de dire qu'il fut nommé évêque de Condom, mais qu'il n'y résida point; on n'ajoute pas autre chose. C'est donc un chapitre nouveau et intéressant qu'a écrit M. Arm. Plieux sous ce titre : *l'Épiscopat de Bossuet à Condom*². Il rappelle les circonstances qui motivèrent l'éloignement de Bossuet, et recherche si, malgré la distance, il n'apporta pas quelques réformes dans son diocèse. C'est plutôt, en réalité, une étude sur l'administration de Bernard de Bressolles, vicaire général, représentant de l'évêque; néanmoins, l'auteur a mis à profit les rapports de Bossuet avec son représentant, et on voit que la sollicitude du grand évêque s'étendait à tout : rétablissement de la discipline, réorganisation des conférences diocésaines, punition sévère des scandales, vérification des reliques, rien n'échappe à son activité. On trouve donc dans le travail de M. Plieux des détails qui manquent dans toutes les études qu'on a faites jusqu'à présent sur Bossuet.

¹ *Bulletin archéologique et historique de Tarn-et-Garonne*, t. VI, premier trimestre de 1878.

² *Revue de Gascogne*, livr. de janvier et février 1879.

— *Le chancelier Daguesseau et l'Oratoire*¹, tel est le titre que le P. Ingold, de l'Oratoire, a donné à une étude dans laquelle il publie vingt-trois lettres inédites du chancelier au P. Galipaud, découvertes par lui aux Archives nationales. Le P. Ingold en profite pour donner des détails nouveaux sur les relations de Daguesseau avec le P. Malebranche, le P. Reyneau et quelques autres oratoriens. Malebranche avait une telle aversion pour les études historiques que Daguesseau a pu écrire : « Le P. Malebranche, après avoir conçu quelque bonne opinion de moi par les entretiens que j'avais souvent avec lui sur la métaphysique, la perdit presque en un moment, à la vue d'un Thucydide qu'il trouva entre mes mains, non sans une espèce de scandale métaphysique. » On sait d'ailleurs que le célèbre philosophe « ne voulait pas être plus savant qu'Adam, qui ne savait ni histoire ni géographie. » Les relations de Daguesseau avec les oratoriens exposées dans la correspondance que publie le P. Ingold, sont des relations purement littéraires ou scientifiques, qui n'ont qu'un intérêt très secondaire pour l'histoire.

— M. René de Maulde a terminé sa longue étude sur les *Coutumes et réglemens de la République d'Avignon au XIII^e siècle*². L'auteur ne s'est pas contenté de publier ces importants documents ; il a véritablement écrit l'histoire d'Avignon au moyen-âge. Cette ville, qui fut le séjour des papes, était régie au XIII^e siècle par des lois éminemment empreintes de l'esprit religieux, malgré les bouleversements qu'elle eut à subir, ayant tour à tour à supporter la domination de l'empereur, des comtes de Toulouse, des rois de France et du pape.

— Nous avons remarqué le travail de M. l'abbé Rameau sur *les Hospices et léproseries du Maconnais au moyen-âge*³, dans lequel il montre les efforts faits par l'Eglise pour combattre la lèpre et secourir les malheureux qui en étaient atteints. Les deux principales léproseries qu'il étudie sont la léproserie de Saint-Clair à Macon, dont les premiers titres originaux remontent à l'an 1374, et la léproserie de Saint-Lazare à Cluny, qui date de la fin du XII^e siècle.

FR. DE FONTAINE.

¹ *Le Contemporain*, livr. du 1^{er} février 1879.

² *Nouvelle revue hist. de droit franc. et étranger*, janvier 1877 à décembre 1878.

³ *Revue de la Soc. litt. historique et archéol. de l'Ain*, janvier-février 1879.

II

PÉRIODIQUES ROMAINS

La *Nuova Antologia di scienze, lettere ed arti*, qui auparavant paraissait à Florence, se publie maintenant à Rome. Ce recueil, qui du reste est très connu de nos lecteurs, est un peu ce qu'est en France la *Revue des Deux Mondes*. On ne saurait donc y trouver d'articles strictement scientifiques. C'est aux questions du moment qu'est faite la plus large part. La politique et l'économie sociale occupent une meilleure place que la littérature et l'histoire. L'archéologie n'est accueillie que pour présenter des synthèses faciles, capables d'offrir un attrait à la masse des lecteurs. Le mérite scientifique de l'auteur nous engage cependant à signaler un article de M. Brizio sur les anciens vases peints de la Grèce et de l'Italie. On y trouvera un résumé rapide, mais sérieux, dans lequel l'auteur, ajoutant le fruit de ses propres recherches aux résultats déjà acquis par la science, expose les relations mutuelles de l'art grec avec ceux de l'Asie et de l'Italie ¹. Les matériaux destinés à éclairer ce sujet se multiplient toujours davantage. L'Étrurie continue journellement à nous révéler les produits de sa puissante civilisation. — Nous devons à M. Helbig un compte-rendu des dernières fouilles de Corneto et d'Orvieto, où l'on verra la description des nouvelles tombes et le catalogue exact des vases et des autres objets qui ont été recueillis ². D'autres vases, trouvés naguère à Bologne, sont décrits avec soin par M. Gherardini ³. — Nous laissons de côté d'autres découvertes semblables ; mais nous ne pouvons passer sous silence celles dont parle M. Barelli dans un rapport sur des fouilles faites à Côme ⁴. Les données que l'auteur développe sont d'une importance capitale pour l'histoire de la présence des Étrusques dans le Nord de l'Italie. Les études sur ce peuple fameux et sur les traces qu'il a laissées ont pris une extension si considérable qu'on lira avec plaisir l'article synthétique que leur consacre M. Caix dans la *Rassegna settimanale* ⁵.

¹ *Nuova Antologia*, 1878, t. XI, pp. 306 et suiv., 459 et suiv.

² *Bullettino dell' Istituto di corrispondenza archeologica*, 1878, pp. 83-85, 177-186, 225-229.

³ *Bullettino*, 1878, p. 230-238.

⁴ *Notizie degli scavi presentate all' Accademia dei Lincei*, juillet 1878, p. 201-224.

⁵ *Rassegna settimanale di politica, scienze, lettere ed arti*, janvier 1879, p. 31.

L'*Agger* et les autres parties de l'enceinte de Servius Tullius sont destinés à fournir encore de grandes lumières sur les différentes périodes des civilisations italiques. M. De Ruggero, marchant sur les traces de M. Lanciani et de Mommsen, nous donne un aperçu sur ces précieuses murailles de Rome, et sur les *pagi*, ou bourgades, qui ont formé la ville primitive ¹. Le Rév. P. Bruzza a le premier signalé, sur les blocs qui constituent l'enceinte, des signes dérivant, selon lui, en grande partie de l'alphabet archaïque. Il profite maintenant de certains sigles, tracés à la pointe sur des poteries très anciennes, pour confirmer cette dérivation, mise en doute récemment par M. Jordan. La relation évidente de ces sigles avec les signes des murs de Servius est un trait de lumière, fécond en résultats chronologiques, que l'auteur développe avec la science qu'on lui connaît ².

Nous touchons cette année au dix-huitième centenaire de la destruction de Pompéi. Cette catastrophe, qui nous a conservé des villes entières, avec leurs temples, leurs maisons, leurs rues et tant d'autres monuments, peut être considérée comme un événement providentiel pour nous. C'est sous ce point de vue que le centenaire sera célébré par une fête scientifique et par la publication d'une série de mémoires relatifs à ces antiquités et au phénomène physique qui en a causé l'ensevelissement. Les fouilles continuent toujours dans Pompéi. Il nous suffit de renvoyer aux articles de M. Sogliano et de M. Mau ³, les lecteurs désireux de s'en rendre compte.

M. Mau est aussi l'auteur d'un travail important sur l'art de décorer les maisons chez les anciens, surtout dans la ville que nous venons de nommer. Ce savant montre que, dans les deux siècles qui ont précédé notre ère, la décoration consistait simplement en un placage de marbres de différentes couleurs, qui fut imité très souvent au moyen du stuc. Cette ornementation, dont la base est spécialement architectonique, fut remplacée peu à peu par la simple peinture murale, qui garda cependant une préférence marquée pour les dispositions les plus variées de colonnettes, de frontons et d'édicules. Plus tard, sous Auguste et sous ses successeurs immédiats, les compositions figurées prirent un développement considérable, aux dépens du type primitif. Les éléments, malheureusement, font défaut pour déterminer avec certitude les caractères des époques suivantes; aussi est-ce là que l'auteur s'arrête et qu'il clôt son mémoire ⁴.

On a beaucoup parlé, à propos des travaux du Tibre, des trésors,

¹ *Rassegna settimanale*, février 1879, p. 149.

² *Bullettino della Commissione archeologica comunale*, 1878, p. 177.

³ *Notizie degli scavi*, juin, p. 180; août, p. 261. — *Bullettino dell' Inst. di corr. arch.*, 1878, p. 186, 251

⁴ *Bull. dell' Inst. di corr. arch.*, décembre 1878, p. 241.

antiques, statues et autres monuments précieux, que l'on pourrait trouver dans le lit du fleuve au moyen d'explorations régulières. A part l'exagération, nous ne doutons pas que l'on ne puisse faire quelque découverte importante. Nous donnerons comme preuve les monuments tirés de la vase au Ponte Sisto. M. Lanciani, qui les décrit, montre qu'ils fournissent les éléments d'une reconstruction de l'architecture primitive de ce pont au temps de Valentinien ¹. Les fragments mis au jour prouvent que l'entrée était décorée d'un arc de triomphe. Les colonnes de cet arc étaient soutenues par des bases, dont une, qui a été retrouvée, porte une inscription dédiée à Valens. Il devait y avoir jadis une autre base en l'honneur de Valentinien, mais elle a échappé aux recherches. Le sommet semble avoir porté les statues en bronze des deux empereurs. — Les découvertes du Forum et du portique d'Octavie ont assez d'importance pour que nous les signalions. Les édifices qui surgissaient entre la partie déjà fouillée du Forum et l'arc de Titus sont maintenant déblayés presque en entier. M. Lanciani en dit quelques mots, mais s'arrête surtout sur les marbres écrits, dont plusieurs sont d'une grande valeur ². Le portique d'Octavie, qui est bien loin d'avoir restitué tous ses trésors, était, entre autres, orné d'une statue, dont Pline nous a conservé le souvenir, représentant Cornélie, la mère des Gracques. La base de cette statue a été retrouvée, et M. Lanciani nous montre, dans certaines traces évidentes de feu, les indices du fameux incendie qui dévora le portique au premier siècle de notre ère ³. — Deux monuments précieux pour l'étude de l'antiquité figurée, sont sortis des fouilles de l'Esquilin et du Quirinal. M. Visconti, avec le talent et la science qui le distinguent, illustre l'un d'entre eux : un bas-relief d'un travail exquis, dont le sujet est fort rare, du moins en sculpture. C'est Vulcain avec ses Cyclopes, fabriquant dans son atelier les armes destinées à Achille ⁴. Le second monument est une petite statuette du *Bonus Eventus*, à laquelle M. Marucchi consacre un élégant commentaire où est résumé, avec autant de soin que de sagacité, l'état de nos connaissances sur cette divinité qui figure assez rarement dans l'iconographie antique ⁵. Le *Bonus Eventus* est représenté dans quelques médailles, dans un bas-relief du musée britannique et dans une statuette du musée de Berlin. Nous rappellerons cependant que ce dernier monument, qu'on prétend avoir été découvert sur le Rhin, serait l'ouvrage d'un faussaire,

¹ *Bullettino della Commissione arch. comunale*, 1878, p. 241.

² *Bullettino*, p. 249.

³ *Bull. dell' Inst. di corr. arch.*, octobre 1878, p. 209.

⁴ *Bull. della Comm. comunale*, 1878, p. 142.

⁵ *Bull.* p. 205.

d'après l'opinion émise par M. Rein, opinion dont nous ignorons la valeur ¹.

La première partie du volume du *Corpus inscriptionum latinarum*, contenant les plus importantes parmi les inscriptions romaines, a paru en 1876. Depuis lors, naturellement, plusieurs nouveaux textes ont vu le jour. Bon nombre d'entr'eux ont été divulgués déjà par M. Lanciani, qui continue toujours la tâche qu'il s'était proposée de former un supplément perpétuel à la volumineuse collection épigraphique publiée à Berlin ². Nous arrêter même sur les plus importantes de ces additions, serait sortir du cadre de notre revue. Qu'on nous permette, cependant, d'attirer l'attention sur un marbre trouvé au bord du Tibre, relatif à des *cellæ vinariæ*, ou dépôts de vin, appartenant à l'administration impériale. La découverte vient fort à propos, maintenant que M. Dressel a jeté une lumière si vive sur l'origine de la colline, composée de tessons, appelée le *Testaccio*. Il est constaté actuellement que cette colline s'est formée avec les débris des amphores envoyées par différentes provinces qui payaient en nature leur tribut au fisc impérial. C'est ce qui résulte surtout des inscriptions tracées au pinceau sur ces débris et déchiffrées par M. Dressel et par le P. Bruzza. Or, de semblables inscriptions ont été aussi remarquées sur quelques fragments d'amphores recueillis dans les ruines de ces *cellæ vinariæ*. Si l'on pense que le vin entraînait pour une large part dans les tributs des provinces, on attendra avec une vive impatience que ces nouveaux tessons, munis de légendes, soient examinés, pour voir s'ils n'ont pas une étroite relation avec les découvertes de M. Dressel. Notons, en passant, qu'un manuscrit du siècle passé nous a montré que, dès lors, de semblables tessons avaient été signalés, à l'endroit même où est constatée maintenant la présence des anciens dépôts de vin dont nous avons parlé.

L'apparition de nouveaux diplômes de congé, de ceux que les empereurs romains concédaient aux soldats, est toujours saluée avec plaisir, à cause des données précieuses qui ressortent de l'étude de ces textes. Nous signalons à ce titre le diplôme, trouvé en Sardaigne, publié par M. Crespi et par M. Vivanet ³. Un autre monument semblable, encore inédit, a été découvert naguère en Italie. Les matériaux s'accumulent donc pour un supplément à la collection générale qu'a si savamment réunie et illustrée M. Léon Renier. — Une inscription en l'honneur d'un cocher du cirque, qui a vécu du temps d'Hadrien, forme le sujet d'une importante monographie de madame la comtesse Ersilia Lovatelli ⁴.

¹ *Annali dell' Inst. di corr. arch.*, 1866, p. 161.

² *Bull. della Comm. comunale*, 1878, p. 93, 239.

³ *Bull. dell' Inst. di corr. arch.*, octobre 1878, p. 221; *Notizie degli scavi*, août 1878, p. 274.

⁴ *Bull. della Comm. comunale*, 1878, p. 164.

Cette noble dame romaine, issue de l'illustre famille des Caetani, ne dédaigne point les études classiques les plus profondes et les plus difficiles. Nous regrettons que l'espace ne nous permette pas de la suivre dans ses belles démonstrations, comme vient de le faire l'illustre Mommsen lui-même. Qu'il nous soit donné au moins de joindre notre humble tribut à l'admiration générale pour une monographie où la science de l'auteur est si bien rehaussée par sa modestie.

Puisque nous avons parlé du cirque, citons un curieux texte qui est illustré par M. Armellini. C'est l'építaphe, malheureusement mutilée, d'un *catadromarius*, qui, d'après la paléographie, aurait vécu dans le courant du iv^e siècle de notre ère ¹. Ce texte, quoique connu déjà de quelques épigraphistes, était resté cependant dans l'oubli, et n'avait pas été publié. Son importance consiste surtout dans certaines expressions qui y paraissent. Selon le docte éditeur, ce *catadromarius* ne serait autre qu'un cocher, qui, d'après les mots incomplets de la dernière ligne, aurait remporté 126 fois la palme avec un cheval du nom de Glaucus. Peut-être, cependant, vaudrait-il mieux penser à un *desultor*, c'est-à-dire à un de ceux qui sautaient sur les chevaux et faisaient dans le cirque d'autres exercices semblables. Le chiffre 126 n'est pas exact : l'original a 226 ; chiffre qui probablement même serait plus considérable, si la fracture du marbre ne nous empêchait de connaître ce qui précède. Les monuments, du reste, nous montrent qu'il n'a rien d'étonnant. Une classe d'objets se rattachant intimement aux jeux du cirque, celle des médaillons contorniates, montre, parmi les symboles de victoire qui s'y voient le plus fréquemment, un certain sigle, qui paraît aussi avec le même sens dans d'autres monuments. Son interprétation a fait l'objet de bien des conjectures. Le P. Arcangeli, dans un travail dont on ne saurait nier le mérite, s'efforce de prouver que ce sigle est formé des initiales des mots *palma elea* ². L'auteur soutient sa thèse en rappelant la célébrité des jeux d'Olympie en Élide et les nombreux textes latins qui empruntent ces noms fameux en parlant en général des victoires du cirque. Tout dernièrement, cependant, M. De Rossi et le P. Bruzza avaient lu : *palma feliciter*. Les excellentes raisons données en faveur de cette dernière interprétation n'ont pas été, selon nous, assez prises en considération. De plus, l'on ne saurait reconnaître, dans les textes cités par le P. Arcangeli, autre chose que de simples métaphores, ne pouvant guère servir à interpréter un monogramme qui a été en vogue seulement dans le iv^e et dans le v^e siècle après J. C.

¹ *Gli studii in Italia, periodico didattico, scientifico e letterario*, septembre-octobre 1877, p. 733.

² *Gli studii in Italia*, 1879, p. 42.

Les derniers cahiers du *Bulletin d'archéologie chrétienne* de M. De Rossi, contiennent, comme de coutume, des mémoires d'un intérêt frappant ¹. Les Français liront avec plaisir ce qui est relatif au tombeau de sainte Pétronille ². L'illustre archéologue a le rare talent de rattacher les faits les plus simples aux grands événements de l'histoire. Les choses en apparence les plus insignifiantes acquièrent ainsi une importance inattendue. Le travail dont nous parlons en est un exemple remarquable. On y verra que Grégoire III envoya ses légats à Charles Martel pour contracter alliance avec lui, et que ce même Grégoire dédia une fête toute spéciale à sainte Pétronille, dont le tombeau était encore à sa place primitive, dans une niche au fond de l'abside de la basilique fondée en son honneur sur la voie ardéatine. Etienne II, qui part pour demander à Pépin-le-Bref des secours contre les Lombards, est le même qui promet à son tour de transférer solennellement le tombeau de la sainte au Vatican. Paul I^{er} exécute la translation ; et c'est lui qui ratifie sur ce tombeau l'alliance faite par Grégoire III. Sainte Pétronille est surnommée la patronne de la monarchie carlovingienne, et son mausolée, au Vatican, est appelé désormais la chapelle des rois des Francs. Ces événements montrent que ce culte tout spécial fut, pour ainsi dire, le trait d'union et le sceau de l'alliance conclue entre ces rois et la papauté. Nous nous arrêtons pour ne pas dépasser les limites qui nous sont imposées ; mais nous invitons les lecteurs à poursuivre eux-mêmes et à accompagner jusqu'au bout M. De Rossi dans ses doctes démonstrations.

La chrétienté de Salone est célèbre dans l'antiquité. Un marbre, découvert dans cette ville, rappelle, selon M. De Rossi, un de ses martyrs, le diacre Septimius, et dut, à l'origine, avoir été placé sur son tombeau. Un second marbre, semblable à celui-ci, conserve les traces d'une inscription que l'éminent archéologue croit relative à saint Anastase, un autre martyr de Salone. L'endroit d'où proviennent ces textes a fourni aussi des sarcophages et des épitaphes en assez grand nombre. Nul doute que ce ne fût là le cimetière principal des chrétiens de cette ville. Une curieuse inscription sépulcrale s'ajoute aux autres preuves, en indiquant que le défunt fut enterré *in lege sancta christiana*, c'est-à-dire, comme l'interprète M. De Rossi, dans l'*area cultorum legis sanctæ christianæ*. Nous ne pouvons que glisser très légèrement sur ces monuments, ainsi que sur les autres que les connaissances inépuisables de M. De Rossi nous révèlent. Limitons-nous

¹ Nous saisissons cette occasion pour nous excuser de n'avoir pas mentionné dans notre dernier *courrier* le travail de M. De Rossi sur le musée chrétien du Latran. Nous l'avions laissé de côté parce qu'il avait paru d'abord dans le *Bulletin d'Archéologie chrétienne* de 1876 et de 1877.

² *Bullettino d'archeologia cristiana*, octobre-décembre 1878, p. 125.

à l'Afrique. Nous y remarquerons une inscription importante qui mentionne un de ses martyrs, du nom de *Consullus*. Les ruines d'où est sorti ce texte en cachaient un autre, mutilé, dont la restitution fait le plus grand honneur à l'éminent archéologue. Le sujet est si important que nous ne saurions passer outre sans l'avoir au moins indiqué à nos lecteurs. Six fragments, de trois lignes chacun, formant jadis le linteau de la porte d'un édifice sacré, portent les noms des princes des apôtres au milieu de mots détachés et de lambeaux de phrases n'offrant pas de sens, mais trahissant la présence d'une composition métrique. M. De Rossi nous apprend que c'est à Rome, à l'entrée d'une de ses plus célèbres basiliques, qu'il faut chercher la clef qui nous rendra dans son intégrité le texte africain. Les anthologies épigraphiques du haut moyen-âge nous ont transmis une inscription en vers, placée sur la porte de Saint-Pierre-aux-liens, rappelant la dédicace de cette église, reconstruite par Sixte III au v^e siècle. C'est cette inscription, qui, à près de cent ans de distance, a été reproduite en Afrique, modifiée seulement dans ce qu'exigeaient les nouvelles circonstances. L'étude des documents a montré depuis longtemps à M. De Rossi que les inscriptions monumentales attirèrent l'attention des voyageurs instruits, qui les transcrivirent dans des itinéraires, d'où elles passèrent plus tard dans les anthologies et dans les recueils de formules épigraphiques. Le fait constaté en Afrique est un nouvel indice qui est remarquable par son antiquité. — Une découverte faite à Aix-la-Chapelle se rattache au même sujet. Charlemagne avait réuni dans cette ville un grand nombre de reliques. La châsse qui contenait celles d'un saint du nom de *Spes*, a été ouverte récemment, et a restitué un petit rouleau de parchemin, sur lequel est transcrite, en caractères du ix^e siècle, l'inscription du tombeau primitif de ce saint. Chose singulière, l'inscription existe encore à Spolète, et c'est celle qui a été illustrée jadis par M. De Rossi ¹. L'auteur de la copie ne se contenta pas de reproduire fidèlement jusqu'aux erreurs de l'original ; il nous a conservé aussi l'épithaphe d'un enfant qui se trouvait évidemment dans le même endroit. Qu'on se souvienne de la vogue que prirent les études épigraphiques du temps de Charlemagne et de son maître Alcuin, et l'on ne sera pas étonné de l'attention consacrée aux légendes de ces pierres funéraires.

Tournons de nouveau notre regard sur cette Afrique si féconde en découvertes. Les villes de *Cuiculi* et d'*Ammedera* nous y révèlent des chrétiens portant dans leurs épitaphes les titres de *sacerdotalis* et de *flamen perpetuus*, incompatibles avec la profession de fidèle. Nous ne pouvons suivre sur ce sujet les raisonnements de M. De Rossi, sous

¹ *Bulletin*, 1871, p. 113.

peine de dépasser les limites de cet article. Résumons seulement les conclusions. La contradiction n'est qu'apparente. A l'époque de ces épitaphes les titres qui nous frappent avaient perdu leur sens véritable, et ne s'étaient conservés, dans ces villes, que comme marque d'une vaine distinction. — Avant de quitter la publication qui nous offre tant d'attrait, citons une autre découverte remarquable. M. De Rossi avait montré l'existence d'un précieux catalogue des catacombes dans une ancienne Description de Rome, provenant peut-être, comme ce document, d'une rédaction officielle remontant aux premiers empereurs chrétiens. On en connaissait jusqu'ici trois exemplaires. L'un est divulgué par Albertini ; le second, probablement plus complet et malheureusement perdu, est cité par Fiorentini ; le dernier est publié par M. De Rossi d'après un ms. du Vatican. Un nouvel exemplaire vient d'être découvert par M. Giorgi. M. De Rossi, qui l'insère dans son *Bulletin*, nous montre que son antiquité, ainsi que ses variantes, lui assignent une haute valeur. Nous ajouterons que nous connaissons un cinquième texte semblable, dans un ms. de la bibliothèque des Gerolimini à Naples. Ce ms. contient un recueil d'inscriptions, passé inaperçu, que nous avons reconnu dériver d'une des rédactions de la collection épigraphique composée par Poggio Bracciolini au xv^e siècle. C'est dans les feuillets en blanc qu'un copiste a ajouté la description de Rome, avec le catalogue dont nous parlons. Les leçons de notre exemplaire, si nos notes ne nous trompent pas, se rattachent à celles du ms. du Vatican ¹.

Les amis de l'art et de l'iconographie chrétienne trouveront fort importante une découverte de M. Marucchi ². Bosio avait publié des fresques du cimetière de Saint-Valentin, parmi lesquelles figurait l'image d'un crucifix. Ce sujet, unique jusqu'ici dans les catacombes romaines, faisait beaucoup regretter qu'on eût perdu la trace de ces peintures. M. Marucchi les a retrouvées, et profite de cette circonstance pour les illustrer et pour accompagner son mémoire de notes sur l'histoire et les monuments du cimetière dont nous avons cité le nom. Saint Valentin fut enterré sur la voie Flaminienne, et, lorsque la paix fut rendue à l'Église, l'on construisit près de sa tombe une basilique qui subsista jusqu'au xiv^e siècle. Mais une question fort difficile a toujours embarrassé les savants. Pourquoi les actes de ce saint offrent-ils des ressemblances si frappantes avec ceux d'un autre saint Valentin, évêque de Terni, enterré près de cette ville ? L'époque est la même, le règne de Claude II. La date des deux fêtes est identique. D'autres circonstances se trouvent répétées dans les

¹ Voyez pour les dissertations de M. De Rossi le *Bullettino di archeologia cristiana*, 1878, p. 8, 14, 25, 44, 100, 153.

² *Gli Studii in Italia*, 1878, p. 496, 641, 807.

deux narrations. Les deux Valentins n'en formeraient-ils qu'un seul ? Plusieurs critiques ont rejeté cette hypothèse, et M. Marucchi se range fort justement à leur avis. Rome et Terni ont chacun leur cimetière chrétien, et y ont vénéré chacun leur martyr. La ressemblance des actes proviendrait donc seulement de ce que des emprunts mutuels auraient été faits à une époque où les souvenirs commençaient à se confondre. D'après M. Marucchi, la cause serait due à un lien historique. Peut-être le Valentin de Rome fut-il le compagnon de celui de Terni, et est-ce là la raison qui a fait consacrer un même jour à leur fête. A la vérité, le martyrologe jérónimien ne mentionne que l'évêque. Mais M. Marucchi pense que l'autre saint paraît dans les exemplaires abrégés de ce martyrologe. L'identité du jour pour les deux commémorations serait alors prouvée par un document de la plus haute antiquité. Nous ne saurions cependant partager l'opinion de notre savant ami. Si les abrégés placent à Rome saint Valentin, cela est dû, avec plus de vraisemblance, à ce que l'on a transporté à ce martyr la note topographique qui appartient à un martyr romain du même jour, appelé Zénon. De semblables transpositions, provenant des fautes innombrables des exemplaires complets du martyrologe jérónimien et de l'ignorance avec laquelle ces derniers furent abrégés, sont très fréquentes. Que l'on nous permette d'ajouter que la fête dont il est question n'est pas la seule en l'honneur du martyr de Terni dans le précieux martyrologe. Le 14 avril, on trouve, avec l'indication de cette ville, un Valentin, ainsi qu'un certain Proculus, dont le nom figure précisément dans les actes du saint évêque, comme celui d'un de ses compagnons. Le 29 du même mois, Valentin et un certain Marcianus, dont on retrouve les traces le 14 février, sont nommés à Pérouse. Nous ne doutons pas que l'extension toute spéciale du culte du martyr qui nous occupe ne soit la cause de cette dernière commémoration. Une autre observation ne sera pas inutile. Pérouse et Terni, dans le martyrologe, sont placés dans la province appelée la *Tuscia*. Cette circonstance pourrait engager à voir aussi d'autres mentions de saint Valentin dans les paroles *Tusci Valentini*, qui se répètent quatre fois, à autant de dates différentes. La corruption du texte permettrait facilement la rectification : *Tusciae Valentini*. Mais un examen attentif des manuscrits nous a démontré clairement qu'il s'agit d'un groupe de martyrs vénérés dans l'Afrique. Le nom de Zénon, que nous avons déjà vu paraître, figure de nouveau à une de ces dates. Mais il ne doit pas faire concevoir des doutes ; ce n'est qu'une coïncidence fortuite, ainsi que le démontre sans appel un martyrologe syriaque du iv^e siècle. — La plume a couru sous notre main au détriment de la seconde partie du travail de M. Marucchi, destinée à l'illustration des peintures, et surtout de celle qui figure le Seigneur sur la croix. L'on sait que les images de ce genre furent

soigneusement évitées par l'art chrétien des premiers temps. Les monuments ne nous les montrent qu'à peine au ^v^e siècle ¹, et non pas comme sujet isolé, mais comme faisant suite aux épisodes de la passion ; et encore, quelquefois, non sans des changements ayant pour but de voiler l'horreur du spectacle. L'examen fait par M. Marucchi l'a conduit à fixer le ^{vii}^e siècle comme l'âge de la peinture du cimetière de Saint-Valentin. Le travail se clôt par les inscriptions plus importantes du groupe de monuments que l'auteur a su si bien expliquer. — Nous ne pouvons sortir de l'archéologie chrétienne sans signaler un article de M. Armellini, où notre savant ami raconte la découverte, dans une niche du mausolée de sainte Constance, d'un monogramme de la forme constantinienne, appartenant certainement à une décoration en mosaïque qui date des temps mêmes de Constantin ².

L'origine de la propriété ecclésiastique à Rome et ses vicissitudes, surtout dans le haut moyen-âge, font le sujet d'un mémoire de M. Tomassetti, que nous n'hésitons pas à proclamer d'une valeur capitale ³. Nous préférons, cependant, ne nous en occuper spécialement que lorsqu'il sera entièrement terminé. — On s'est assez intéressé en Angleterre à quelques nouveaux couplets, insérés dans le trente-troisième chant de l'Enfer de Dante, et publiés d'après deux mss. par le P. Palmieri. Le docte éditeur les croit authentiques, mais laissés de côté par Dante lui-même. M. D'Ancona n'est pas de cet avis, et n'y reconnaît pas le style du poète, mais plutôt celui d'un imitateur assez médiocre ⁴. — M. D'Ancona défend de son côté l'authenticité d'une poésie de *Fra Guittone* sur Florence, révoquée en doute par M. Perrens, qui n'y voit que l'ouvrage d'un faussaire du temps de Léon X ⁵. — La Chronique de Dino Compagni, selon lui, a été considérée aussi à tort comme apocryphe ⁶. — M. Navone s'occupe de *Folgore da San Geminiano*. Ce poète, que l'on croit généralement avoir vécu au ^{xiii}^e siècle, avait été identifié avec d'autres lettrés de l'époque, comme l'*Abbagliato* et *Folcacchiero dei Folcacchieri*. M. Navone détruit toutes ces suppositions ; il montre que *Folgore* n'a vécu qu'un siècle plus tard, et qu'il ne doit nullement être confondu avec d'autres ⁷. — On lira avec plaisir ce que dit M. Stengel sur la légende de saint Porcario, qui ne

¹ Voyez l'ivoire divulgué par M. Dobbert, (F. X. Kraus, *über Begriff Umfang, Geschichte der christlichen Archäologie*, Freiburg, 1879, p. 26).

² *Cronachetta mensile delle più importanti moderne scoperte*, février 1879, p. 31.

³ *Archivio della Società romana di Storia patria*, 1878, p. 1, 129.

⁴ *Rassegna settimanale*, 1879, p. 49.

⁵ *Giornale di filologia romanza, diretto da Ernesto Monaci*, 1878, p. 53.

⁶ *Rassegna settimanale*, déc. 1878, p. 399 ; *Giornale di fil. rom.* 1878, p. 54.

⁷ *Giorn. di fil. rom.*, 1878, p. 201 et suiv.

serait autre chose que la refonte du 5^e livre de la vie de saint Honorat, écrite en Provençal par Raymond Féraut ¹. — M. Monaci se prépare à la publication d'une ancienne rédaction italienne du Roman de la Rose ². Cette rédaction a été trouvée par M. D'Ancona dans la bibliothèque de la faculté de médecine de Montpellier. M. Monaci, qui signale cette découverte, avertit que le texte italien est abrégé, et que la transformation qu'il a subie l'a fait passer de la forme épique à la forme lyrique. — La renaissance avec son déploiement de richesses et de bon goût, est singulièrement caractérisée par le fameux banquier du temps de Léon X, Agostino Chigi. Personne jusqu'ici n'avait écrit une vie détaillée de ce personnage. M. Cugnoni nous la donne, accompagnée de notes, d'après un document inédit dont on ne saurait nier l'importance. C'est une biographie écrite de la main même d'un descendant d'Agostino, Fabio Chigi, qui fut plus tard pape sous le nom d'Alexandre VII ³. Le tableau de l'époque et les détails piquants qui y sont fidèlement relatés ne peuvent qu'intéresser au plus haut point. — M. G. Rossi nous fait connaître la correspondance suivie qu'eurent les astronomes français du xvii^e siècle avec Gian Domenico Maraldi ⁴. Ce mathématicien, né en Italie, ami et même parent de Cassini de Thury, vécut cependant en France, où il publia presque tous ses travaux ; à cet égard, il peut être considéré comme français. — Terminons notre longue revue par Leopardi, dont la famille est le sujet d'un travail de M. D'Ancona. Nous ne suivrons pas l'auteur dans les détails intimes qu'il raconte, mais nous engageons nos lecteurs à accorder leur attention à ce travail, qu'ils pourront compléter par celui que M. Piergile vient de nous donner dans la *Nuova Antologia* ⁵.

HENRI STEVENSON.

¹ *Id.*, p. 216.

² *Id.*, p. 238.

³ *Archivio della Soc. rom. di st. patria*, 1878, p. 37, 209.

⁴ *Nuova antologia*, t. XI, 1878, p. 459.

⁵ *Nuova antologia*, t. XI, 1878, p. 561 ; t. XIII, 1879, p. 648.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La sainte Bible, avec commentaires. Évangile selon saint Matthieu, introduction critique et commentaires par M. l'abbé FILLION, prêtre de Saint-Sulpice, professeur au grand séminaire de Lyon ; traduction française par M. l'abbé BAYLE, professeur à la faculté de Théologie d'Aix. Paris, Lethielleux, 1878, gr. in-8° de 571 p.

Ce volume, qui fait partie de l'importante publication : *la sainte Bible avec commentaires*, est le plus considérable qui ait paru depuis le travail de M. l'abbé Drach sur les épîtres de saint Paul. L'auteur ne prétend pas, comme les exégètes allemands, émettre de nouvelles théories sur le premier Évangile, renouveler l'interprétation surannée des Pères et des Théologiens, mais il veut faire servir toutes les découvertes de la science moderne à l'intelligence du livre inspiré. C'est aux Pères de l'Église qu'il empruntera ses commentaires dogmatiques ou moraux, il citera sans cesse saint Augustin, saint Chrysostome, le merveilleux interprète de la parole de Dieu. Il invoquera aussi l'autorité des plus célèbres commentateurs catholiques : Cornelius à Lapide, Maldonat, Jansenius et donnera ainsi le résumé de la science chrétienne s'appliquant durant de longs siècles à pénétrer le sens des évan-

giles. Mais il ne craint pas de citer, à côté de ces noms, les noms des voyageurs et des exégètes d'Allemagne ou d'Angleterre. C'est qu'en effet notre temps est remarquable entre tous les autres par les travaux qui ont été faits sur l'Écriture sainte. Les pays où se sont passés les événements racontés dans l'Ancien et le Nouveau Testament ont été parcourus en tous sens ; nous connaissons les lieux où Jésus-Christ vivait et agissait, nous voyons presque les paysages qu'il voyait, nous pouvons nous représenter sans peine les villes, les hameaux qu'il traversait. Nous savons quels étaient les coutumes, les vêtements, les préjugés des Galiléens, des Juifs, des Samaritains au milieu desquels Jésus voulut se manifester : une étude plus approfondie du Talmud nous a appris les traditions des diverses sectes de la Palestine. Les langues qui furent alors en usage en Syrie, dans la Judée, dans la plaine de la Mésopotamie ont été comparées entre elles ; enfin l'immobile Orient a paru sortir de son sommeil pour donner un plus éloquent témoignage à la vérité chrétienne qui était attaquée avec plus de violence que jamais. Désormais l'apologiste devra, pour répondre aux objections de la science incrédule, se servir de toutes ces armes.

Est-ce que les hommes les moins initiés aux fortes études ne connaissent pas quelque chose de ces savantes négations par les comptes-rendus de nos revues ou par les livres trop séduisants d'écrivains qui veulent populariser en France les rêves et les théories creuses de l'Allemagne. Aussi M. l'abbé Fillion a rendu un service signalé à la vérité révélée en réunissant en un docte ouvrage tous les résultats vraiment acquis par la science moderne, en faisant un commentaire plus en rapport avec nos besoins et plus approprié à nos luttes que ne le serait un livre qui aurait seulement résumé les interprétations des saints Docteurs et des Théologiens. Nous croyons aussi que les prêtres qui, dans leurs homélies, s'appliquent à exposer aux fidèles la parole de Jésus-Christ ou les événements de sa vie, tels que nous les trouvons dans l'Évangile, auront en ce nouveau livre un très utile secours. Voyant véritablement Jésus-Christ dans le cadre où le Sauveur a vécu, se rendant un compte exact de toutes les circonstances de sa vie, ils le pourront montrer non plus comme une lointaine image, mais comme un personnage vivant, agissant, parlant, et que l'on peut presque toucher. Nous regrettons que l'auteur ait retardé la publication de son Harmonie évangélique après son commentaire sur le quatrième Évangile : le lecteur est arrêté souvent et désirerait, pour mieux connaître l'enchaînement des faits, avoir sous les yeux une chronologie de la vie du Sauveur et une concordance des trois synoptiques. Il nous a paru aussi que l'auteur intercale trop habituellement dans son commentaire des mots latins ou grecs qui ne sont pas précisément des citations. Un lecteur qui ne serait pas accoutumé au langage scolastique, serait assez embarrassé quelquefois de compren-

dre le sens exact de la phrase. Ne serait-il pas à désirer cependant qu'une étude si complète et si bien faite pût, sans rien perdre de son intérêt, être lue et méditée non seulement par les prêtres et les élèves des grands séminaires, mais encore par tous les chrétiens instruits ?

E. POUSSET.

La Religion en face de la science. *Leçons sur l'accord entre les données de la révélation biblique et les théories scientifiques modernes*, par l'abbé Alexis ARDUIN, professeur, docteur en théologie. Lyon, Vitte et Lutrin ; Paris, J. Vic, 1877, in 8° de xvi-516 pages.

« ... J'ai entrepris de démontrer que.... les enseignements de la Religion sont parfaitement d'accord avec la science véritable, et qu'ils peuvent guider la marche de l'esprit humain dans cette voie du progrès si largement ouverte aujourd'hui » (Préface, p. II). Tel est le but de M. Ardin.

Ce premier volume porte le sous-titre de *Cosmogonie*, et sera suivi d'un second embrassant la Géogénie, la Géologie et l'Anthropologie. Il traite de la grande question de l'origine de la matière et de sa constitution, puis met en regard les données de la science contemporaine et le récit mosaïque des deux premiers jours de la création.

L'auteur a su rendre intéressante une étude où les difficultés abondent et où l'aridité était à craindre. Il nous paraît avoir, en général, le grand mérite de présenter clairement les questions, les preuves de ses thèses, les objections et les réponses à ces objections. Il met le lecteur assez au courant pour lui épargner des recherches ou des travaux accessoires. — Ce livre est un bon résumé élémentaire.

Le plan est simple. — D'où vient la matière ? La réponse à cette question

amène la réfutation de l'athéisme, du matérialisme et des systèmes panthéistes. — C'est Dieu qui a créé la matière et l'a organisée : quelle est donc la nature de Dieu ? Quels sont ses attributs ? Qu'est-ce, en particulier, que la création ? Enfin vient l'examen de la constitution élémentaire de l'univers d'après la science, et l'étude du récit des deux premiers jours de la création dans Moïse.

M. Arduin est théologien : il est aussi philosophe. Son livre — il le dit lui-même (*Préface*, p. xii) — aurait pu s'intituler : « Étude comparée de philosophie religieuse et de philosophie scientifique. » C'est de la Cosmologie, avec deux ou trois questions incidentes de Théodicée, afin d'établir l'existence d'un Dieu créateur et personnel. — La doctrine est sûre. Nous avons retrouvé avec plaisir les enseignements du cardinal Franzelin, des PP. Tongiorgi et Liberatore. — Le P. Tongiorgi, pourtant, a la préférence quand il s'agit de traiter de la constitution de la matière ; car M. Arduin est dynamiste, ou plutôt, pour parler exactement, nous croyons qu'il admet l'atomisme dynamique ; et ce n'est pas nous qui l'en blâmerons : d'ailleurs, les péripatéticiens eux-mêmes reconnaissent la logique et la sagesse de cette opinion, qui a pour elle un grand nombre de savants, et présente l'immense avantage de se concilier parfaitement avec les découvertes modernes en chimie, en physique, en mécanique, etc. C'est ce que l'auteur fait voir dans les dernières leçons de son volume, où il expose l'hypothèse de Laplace et la théorie du P. Secchi sur l'unité des forces.

L'atomisme dynamique admet deux sortes de matière : la matière pondérable et l'éther, dont les mouvements plus ou moins rapides produisent la lumière, la chaleur, l'électricité, le magnétisme. La matière est composée

d'atomes dont les diverses combinaisons donnent tous les corps connus. Dieu a doué la matière de force : la force a produit le mouvement à un moment donné, et ce mouvement a engendré tous les phénomènes astronomiques, géologiques, physiques, chimiques, etc.

Voilà, à peu près dans les termes précis qu'emploie M. Arduin, le résumé de son opinion. Montrons, maintenant, la manière dont l'auteur *traduit* les premiers versets de la Genèse ; je devrais dire : la manière dont il les *interprète* pour prouver qu'ils ne sont point en désaccord avec la science, puisqu'on pourrait les prendre en ce sens si, un jour, les théories modernes étaient reconnues exactes. — Il faut retrouver dans la Genèse les deux sortes de matière pondérable et impondérable, les atomes, la force, le mouvement. Lisons : « Avant tous les temps, et à une époque dont on ne saurait fixer la date, Dieu appela de la non-existence à l'existence, par un seul acte instantané de sa toute-puissance, tous les atomes de matière soit pondérable, soit impondérable, qui devaient, dans la suite, entrer dans la composition de l'univers tout entier (p. 271). La matière pondérable était disséminée atome par atome, sans cohésion, sans force, sans forme aucune, invisible et sans limites assignables ; et au sein de cette masse informe régnaient le repos absolu, le froid et l'obscurité incompréhensibles du chaos, dans le mélange confus de la matière pondérable et de l'éther (p. 290). Seulement, un frémissement imperceptible, et dans lequel on devinait une puissante énergie, passait comme un souffle à travers la matière chaotique sous l'action fécondante de l'esprit de Dieu » (pp. 308 et 309). — Reste à communiquer le mouvement à la matière. Cette communication se fait par le *Fiat lux*.

En effet, le mot hébreu que saint Jérôme traduit par *lumière* est *ôr* : « il signifie également *lumière*, *feu* et *chaleur*. On pourrait le traduire ainsi : Qu'il y ait de la lumière et de la chaleur. La lumière et la chaleur, dans ce système (dynamique) sont dues au mouvement de la matière. Moïse aurait donc pu tout aussi bien dire : qu'il y ait du mouvement (pp. 343 et 344). »

Nous permettra-t-on, après l'éloge, quelques mots de critique ? M. Arduin est tombé quelquefois dans un défaut difficile à éviter lorsqu'on veut se contenter de résumer : certaines de ses preuves ne prouvent point ou ne prouvent pas assez. — L'exposition du panthéisme et la réfutation de cette doctrine auraient gagné à être traitées plus strictement d'après les principes scolastiques. — Dans la question des miracles, nous aurions voulu plus de méthode. — Enfin, plusieurs notes au bas des pages sont d'un ton un peu acerbe. Ce sont là des taches faciles à faire disparaître.

P. M.

La Bible et les Découvertes modernes en Palestine, en Egypte et en Assyrie, par F. VIGOUROUX, prêtre de Saint-Sulpice (Illustrations de M. l'abbé Douillard, architecte). Deuxième édition. Paris, Berche et Tralin, 1879, 3 volumes in-12 de 455, 467 et 383 p. (Le troisième se vend séparément.)

« Cette seconde édition, dit l'auteur, outre quelques additions de détail, contient, de plus que la première, l'histoire des découvertes faites en Assyrie, et l'histoire du déchiffrement de l'écriture hiéroglyphique et de l'écriture cunéiforme. Elle est augmentée d'un troisième volume qui s'occupe principalement des découvertes faites en Palestine, en retraçant l'histoire du peuple de Dieu,

depuis Josué, jusqu'à la fin du règne de Salomon (t. I, p. 4). »

Nous avons rendu compte, ici-même, en octobre 1877, de la première édition qui parut en deux volumes ; nous n'avons donc à nous occuper aujourd'hui que des additions faites à cette première édition, et du troisième volume, complètement nouveau, dont les principaux chapitres ont été publiés dans cette *Revue*. Quelques parties de ce troisième volume sont cependant inédites ; comme la première édition contenait une suite de chapitres nouveaux sur le patriarche Joseph, cette seconde édition renferme aussi une étude toute nouvelle sur Josué, et des détails bien curieux sur le pays d'Ophir.

La deuxième édition s'est enrichie ; il ne faut pas s'en étonner. Étant données des fouilles incessantes, les découvertes qui en résultent ne peuvent manquer d'ouvrir le champ à de nouveaux aperçus, et c'est surtout dans ces questions d'archéologie qu'il est permis de dire qu'un livre n'est jamais fini. De toutes ces additions la plus importante est celle d'un chapitre préliminaire sur l'histoire des découvertes assyriologiques et égyptologiques (t. I, pp. 118-168). Ce chapitre comble une lacune ; il doit être connu de tout lecteur qui, pour ne pas être arrêté dans la suite de l'étude, veut se mettre au courant de l'origine et de l'explication des monuments auxquels se rapporte le texte de l'ouvrage. Ce chapitre est en outre un résumé très complet et très clair des travaux français, italiens, allemands, anglais, de tous des efforts par lesquels on est arrivé à posséder enfin la clef de ces langues qui nous permettent, comme l'annonçait avec l'emphase germanique Josias de Bunsen, de traduire le *Sémitique en Japhétique* ! Les monuments figurés aident à comprendre tous ces récits

anciens ; il y a plus de cinquante nouvelles illustrations, dans le troisième volume seulement, le nombre des planches a été porté de XXI à XXXIX. Mais c'est le troisième volume surtout qui doit fixer notre attention.

Ce troisième volume nous introduit en Palestine. Jusqu'à ce jour, le peuple hébreu n'avait été étudié par M. Vigouroux que dans la Chaldée, son berceau, et dans l'Égypte, la terre nourricière où il a grandi et passé les années de son enfance ; désormais, nous entrons dans la Terre promise avec Josué, sous les Juges et les premiers Rois, jusqu'à la fin du règne de Salomon. « On n'a pas fait, il est vrai, sur les rives du Jourdain des découvertes éclatantes comme celles de l'Égypte et de l'Assyrie, mais il en est plusieurs néanmoins qui méritent d'être signalées (t. I, p. 120). »

Appuyé sur une méthode sévère, patiente, qui n'est jamais minutieuse, M. Vigouroux sait mettre en œuvre toutes ses lectures au sujet des voyages, des explorations et des découvertes, pour nous montrer sous un jour *historique* les principales scènes de la Bible. Josué est un personnage historique qui a pénétré dans un pays morcelé entre les mains de plusieurs rois — comme l'atteste le pylône de Karnack, — qui est mort comme les autres hommes, et dont le tombeau a été découvert, il y a quelques années, dans la montagne d'Ephraïm. Sur la pierre de ce tombeau, on voyait autrefois figuré, disent les traditions juives, le disque du soleil, en mémoire de la bataille de Béthoron ; et plus récemment encore, à la suite de fouilles pratiquées près de ce monument, on a trouvé des couteaux de pierre, qui ne seraient pas préhistoriques, mais qui auraient servi à la circoncision du peuple à Galgala.

Après Josué, l'impression produite sur le peuple de Dieu par l'Exode

et les miracles qui l'accompagnèrent étant devenue moins vive, les Israélites se laissèrent séduire par l'exemple des nations conquises : ils retombèrent dans l'idolâtrie, et passèrent, en punition de leur faiblesse et de leur égarement, mais non d'une manière simultanée, sous le joug de leurs voisins les Ammonites, les Moabites, les Madianites et les Philistins. De temps à autre, des chefs se mirent à la tête des tribus du Nord, du centre, de l'Orient, et, grâce à de généreux efforts, purent délivrer leurs frères asservis. Ces chefs étaient les *Juges*.

Avant d'esquisser la biographie de chacun des Juges, M. Vigouroux a voulu présenter dans une vue d'ensemble tout ce qui a rapport au gouvernement des Juges ; il nous a fait connaître en outre ces religions phéniciennes dont l'attrait coupable a tant de fois séduit les Israélites (t. III, p. 34-92).

Le chapitre sur l'état politique des anciens Hébreux et le gouvernement des Juges, est nouveau. C'est en groupant les renseignements disséminés dans le Livre des Juges, et par la comparaison des mœurs hébraïques les plus anciennes, que le savant professeur a pu conclure que ce gouvernement n'avait jamais été une république, mais bien une extension du régime patriarcal. Sous les Juges, l'État est une grande famille avec tous ses devoirs et toute sa hiérarchie. Il n'y a rien de réglé pour les cas de guerre ; les questions militaires ne sont pas prévues. Des quinze ou seize Juges que nous connaissons, il n'en est aucun qui succède à celui qui a précédé, pour ne pas laisser d'intervalle dans l'occupation du pouvoir. Ce sont des chefs d'un instant ; leur pouvoir est local et circonscrit ; ils font appel aux armes lorsque l'oppression étant devenue trop forte,

Dieu veut mettre fin à l'épreuve. Le Juge est le premier citoyen du pays, le plus estimé et le plus honoré de tous ; il ne garde pas le commandement après la défaite de l'ennemi ; les tribus ne l'auraient pas supporté. Pourquoi, dans les desseins providentiels, s'est-il rencontré un état de société si primitif ? Quel était le secret de son existence et de sa durée ? L'auteur a soin de répondre que la constitution du sacerdoce lévitique était le lien, le centre de réunion de toutes les familles. Ce sacerdoce ne ressemble du reste à aucun des sacerdoce antiques.

À côté du péril politique, il y avait le péril religieux, celui qui résultait du voisinage des faux dieux et de toutes les pratiques impures. La terreur et la sensualité se mettaient de la partie pour vaincre l'homme tout entier. Baal inspirait la terreur, Astarté la sensualité : les rites de ces religions étaient des plus licencieux. Ces deux divinités, faites pour surprendre ou séduire la nature humaine, ne manquèrent pas d'exercer une influence désastreuse sur les Israélites qui aimaient tant les Dieux qu'on pouvait voir.

Ces deux questions une fois éclaircies, M. Vigouroux nous donne les biographies séparées de chacun des héros d'Israël, selon la méthode du Livre des Juges, qui ne renferme pas une histoire suivie, mais qui est plutôt une galerie de tableaux et de portraits (t. III, p. 92-243). Le Livre des Juges ne contient en effet qu'une courte notice des Juges les plus célèbres, à commencer par Othoniel, qui le premier repousse l'invasion. Aod surprend le roi Eglon et le met à mort ; ces embûches et ces violences sont dans les mœurs de l'Orient. Débora et Barac s'entendent pour les préparatifs de la guerre ; la bataille est livrée au pied du mont Thabor. Gédéon reçoit une mission

du ciel, pendant qu'il est occupé à faire battre le blé dans son aire. On veut récompenser sa valeur personnelle et sa victoire, en lui proposant le pouvoir central et la monarchie en Israël ; il ne prend que les boucles d'oreilles en or ravies aux vaincus. Abimélech est le premier des Juges qui tente de se mettre définitivement à la tête du peuple ; mais il échoue dans sa tentative, et meurt, la tête fracassée des débris d'une meule que lui a lancé la main d'une femme, aux portes de Thèbes, non loin de Sichem. Jephté, formé à la vie du désert, n'accepte le pouvoir offert par le peuple qu'après avoir fait ses conditions. Tour à tour guerrier et diplomate, il défend sa patrie avec ardeur, mais verse peut-être le sang de sa fille après un vœu imprudent. Samson le Nazaréen est consacré à Dieu. Il est réputé pour sa force ; il étouffe un lion entre ses bras, comme le personnage figuré sur les bas reliefs assyriens ; il propose des énigmes et ravage le pays de ses ennemis, jusqu'à ce que, trahi par les perfidies d'une femme, il s'abîme avec les principaux chefs Philistins, sous les ruines du temple de Dagon. — Notons en passant que M. Vigouroux fait bonne justice du mythe de Samson, l'*hercule hébraïque*, et à cette occasion des mythologues qui ont transformé tous les juges dans le soleil et la lune, et qui croient tout expliquer à l'aide des phénomènes atmosphériques. — Nous arrivons aux derniers Juges. Héli est le premier grand prêtre qui ait exercé les fonctions de Juge ; mais il est surtout célèbre par les fléaux que Dieu envoya aux Philistins, sous sa judicature, et par l'éducation du jeune Samuel. Celui-ci est le dernier des Juges et le premier des Prophètes ; il triomphe des Philistins, administre la justice en Israël, et prépare la royauté de David.

Les découvertes modernes ne nous ont rien appris de nouveau sur Saül et sur David ; il n'en est pas ainsi de Salomon ; car les recherches et les fouilles récentes ont servi à éclaircir une partie de son règne (t. III, p. 253-379). M. Vigouroux ne s'arrête pas à la légende du Prince, chez les Ethiopiens ; il vise aux détails historiques. L'éducation de Salomon, l'organisation de sa cour, la construction du temple qui est le grand acte de son règne, les relations de commerce par terre avec l'Égypte et la Syrie, par mer avec le pays d'Ophir, sont décrites avec une abondance de renseignements qui nous invitent à reprendre et à lire cette histoire avec un intérêt constamment renouvelé par le récit et l'interprétation des récentes découvertes.

La recherche du fait historique est bien la première préoccupation de M. Vigouroux ; mais le second caractère de ce troisième volume, en particulier, et des études de l'éminent professeur en général, c'est que son érudition, complète sur tous les points, est très instructive et toujours pleine d'intérêt. Il n'est pas une découverte dont il ne sache faire son profit ; il met sous nos yeux le journal d'un lieutenant anglais qui a fouillé les fondations du temple de Jérusalem et qui a retrouvé des pierres marquées de signes phéniciens analogues à ceux que nos ouvriers tracent encore aujourd'hui pour déterminer l'ordre des différentes assises dans la construction ; il reprend, avec des données nouvelles, la question depuis si longtemps débattue du voyage d'Ophir. Les noms qui désignent les marchandises de provenance d'Ophir sont indiens et ont passé dans la langue hébraïque. Ophir était donc dans l'Inde, ou du moins le grand entrepôt des richesses indiennes. M. Vigouroux laisse indécise la question du pays

d'Ophir, mais on voit bien de quel côté penche son esprit, et nous sommes tout prêt à accepter ses arguments comme très probables (t. III, p. 365).

Le savant professeur possède donc, à un degré éminent, la qualité d'esprit qui fait saisir d'une manière sûre le lien entre les découvertes modernes et les questions bibliques ; il est aussi très bien au courant des voyages, et il a noté avec soin toutes les observations qui se rapportent aux mœurs de la Palestine. A lire telles de ses descriptions, on dirait qu'il vient de parcourir l'Orient, l'immobile Orient, qu'il a vécu sous la tente et observé par lui-même les mœurs d'aujourd'hui, images si fidèles des mœurs d'autrefois. Il prend pour point de départ ce qui existe encore, et ressuscite avec bonheur toutes les scènes anciennes, depuis les galeries de l'appartement d'été du roi Eglon jusqu'à l'incendie des blés mûrs dans la région des Philistins. Ses récits ont pour nous le charme de la *couleur locale* ; ils nous montrent successivement la tente de l'Oriental, couverte de noires peaux de boucs — comme dans le Cantique des Cantiques, — l'invasion des guerriers souples et agiles, semblables à des nuées de sauterelles, les chefs couverts d'étoffes éblouissantes, la femme de Haber le Cinéen accueillant Sisara, au soir de la bataille, mais lui perçant la tempe durant son sommeil, le dépicage du blé à l'ombre des grandes meules, sur l'aire où trottent en cercle des chevaux agiles. Ces descriptions sont pleines d'intérêt ; elles plaisent, et sont comme une diversion aux notes copieuses et bien choisies dont l'ouvrage est rempli.

Nous devons beaucoup propager la diffusion d'études aussi complètes ; ce sont là des livres d'une lecture instructive et fortifiante. Leurs éditions ne

sont jamais trop nombreuses. Elles affirment des faits qu'il ne faut pas se lasser de répéter. Il faut bien en effet revenir souvent sur les mêmes vérités et traverser à chaque instant le chemin déjà parcouru, car l'erreur ne cesse jamais de varier ses formes et de se transfigurer; elle marche derrière la vérité, comme derrière le sèmeur marche son ennemi, pour jeter l'ivraie au milieu du bon grain.

JOSEPH VARIOT.

Polychronius, bruder Theodors von Mopsuestia und bischof von Apamea (*Polychrone, frère de Théodore de Mopsueste et évêque d'Apamée*), par Otto BARDENHEWER, docteur en théologie. Fribourg en Brisgau, Herder, 1879, in-8° de iv-99 pages.

L'exégèse biblique avait été jadis cultivée dans deux écoles demeurées célèbres, celles d'Alexandrie et d'Antioche. Chacune d'elles avait sa méthode propre, son cachet particulier. La première, à la suite d'Origène, son fondateur et son maître, se livrait volontiers aux interprétations allégoriques où le mysticisme obtenait une large part; la seconde s'attachait de préférence aux données d'histoire et de grammaire. Ni l'une ni l'autre n'a été entièrement exempte d'erreurs; toutes les deux ont eu pour représentants des esprits éminents, parmi lesquels Origène et Théodore de Mopsueste, dont l'orthodoxie laissait à désirer.

Polychrone, frère cadet de Théodore de Mopsueste et évêque d'Apamée, était un des plus dignes représentants de l'école d'Antioche: mais, plus heureux que son frère, il n'a jamais favorisé le nestorianisme, ce qui explique en partie le peu d'éclat qui entoure son nom. — Toujours est-il que nous savons fort peu de chose sur la personne de l'évêque

d'Apamée; nos connaissances se bornent à quelques faits généraux, par exemple qu'il a gouverné l'église de ce nom dans le premier quart du ^v^e siècle, qu'il s'est fait remarquer par l'éclat de sa parole autant que par celui de ses vertus, et qu'il a laissé des commentaires sur l'Ancien Testament; c'est à peine si les biographes lui consacrent quelques lignes. On parle, il est vrai, assez longuement d'un Polychrone, surnommé le grand, qui aurait vécu dans la solitude et ajouté au prestige de ses vertus celui des miracles. Mais l'auteur de l'excellente monographie que nous annonçons, ne partage point l'avis de ceux qui font de l'évêque et du solitaire un seul et même personnage.

De même, quant aux écrits portant le nom de Polychrone, M. Bardenhewer se montre peu enclin à les lui attribuer tous. Nous n'en possédons d'ailleurs que des fragments, éparpillés un peu de tous côtés, surtout dans ces recueils auxquels on donnait anciennement le nom de *Catenæ*. Tous les écrits traitent des livres de l'Ancien Testament, et ils sont composés en grec; au moins on n'en a trouvé aucune trace ni en latin, ni en syriaque. Pendant très longtemps ces restes précieux étaient demeurés inconnus; le cardinal Maï en a publié le texte original dans sa *Collection nouvelle des anciens Pères*, et le tout a été réuni dans le volume supplémentaire de la *Patrologie grecque* de Migne.

M. Bardenhewer admet l'authenticité des fragments sur Job, Daniel et Ezéchiel, mais il rejette comme douteux les scholies sur Jérémie, le cantique des cantiques et les proverbes de Salomon. Après avoir fait cette séparation, il retrace les mérites de Polychrone comme exégète, il en fait ressortir la vaste érudition, unie à la solidité de doctrine et à la

connaissance profonde des textes hébreux et syriaques des livres sacrés. Polychrone était particulièrement versé dans l'histoire de Syrie, sa patrie. Après cette caractéristique, M. Bardenhewer analyse les fragments de ses commentaires sur Job, Daniel et Ezéchiel, en ayant soin d'indiquer les points sur lesquels Polychrone différerait de l'opinion généralement reçue. Cette partie de la monographie, la plus considérable et la plus importante, se termine par un aperçu de la doctrine de Polychronius sur certains points qui avaient donné occasion de révoquer en doute son orthodoxie, reproche dont M. Bardenhewer démontre le peu de fondement.

Nous recommandons vivement cette nouvelle étude du savant auteur, par laquelle il complète son récent travail, publié chez le même éditeur, sous le titre : *Saint Hippolyte de Rome et son commentaire sur le livre de Daniel*.

J. M.

L'ordinamento delle armate romane, ricerche di Ermanno FERRERO. Roma, Torino, Firenze, 1878, in-4 de xiii-228 pages.

L'auteur de ce livre a déjà pris rang parmi les maîtres. En 1877, il a publié une dissertation sur les affranchis (*Dei libertini*, in-8, de x-144 p.) qui lui a valu le titre de docteur de la faculté de Droit de Turin, et qui comble une véritable lacune : bien qu'un grand nombre d'ouvrages aient été publiés sur l'histoire de l'esclavage antique, il n'existait encore, à ma connaissance, aucun livre traitant spécialement des affranchis, et rassemblant en un corps de doctrines tout ce que les documents historiques, les textes juridiques et les inscriptions nous apprennent sur leur condition. L'année suivante, l'infati-

gable érudit a fait paraître l'ouvrage important dont je veux dire un mot, et qui traite de l'organisation des flottes romaines. Présenté au concours d'agrégation pour la faculté des Lettres de l'université de Turin, ce livre a valu à son auteur de devenir membre de ce corps savant. L'érudition riche et précise, la critique exacte et sévère qui se font remarquer à toutes les pages disent d'avance ce que sera l'enseignement du nouveau professeur : il réunira la science de l'historien et du juriconsulte à celle de l'épigraphiste, condition nécessaire aujourd'hui à quiconque veut connaître et expliquer le monde antique.

Les institutions maritimes de Rome ont été l'objet de nombreux travaux : le P. Garrucci, le regrettable C. de La Berge, M. Robiou, Marquardt, les ont étudiées à des points de vue divers : à ces auteurs, cités par M. Ferrero, on peut ajouter M. A. Jal, qui a consacré plusieurs ouvrages spéciaux à la marine des anciens, et M. C. Lamarre, qui traite de l'armée navale dans la troisième partie de son livre sur la *Milice romaine*. Cependant l'ouvrage de M. Ferrero restait à faire. Les écrivains antiques ont laissé peu de renseignements sur l'organisation des flottes romaines : c'est à l'épigraphie qu'il faut recourir si l'on en veut avoir une idée exacte. Le *Corpus inscriptionum latinarum* nous en apprend plus sur ce sujet que Tite-Live, César, Appien, Polybe ou Végèce. M. Ferrero, sans négliger les autres sources d'information, a demandé surtout à cette grande collection les éléments de son travail. Outre les six volumes parus, il a eu à sa disposition toute la partie, encore inédite, du xi^e volume, qui contient les inscriptions relatives à la flotte de Ravenne. C'est donc, en réalité, une histoire épigraphique de la marine militaire de Rome qu'il a voulu nous

donner, s'inspirant d'un vœu émis par M. De Rossi dès 1865. En acceptant la dédicace du livre de M. Ferrero, l'illustre archéologue romain a rendu justice à la manière dont ce vœu a été rempli.

L'ouvrage se divise en deux parties : l'une, la plus courte, résume en quelques pages l'histoire de la marine militaire de Rome pendant la république (p. 20-61). Une période nouvelle s'ouvre avec le règne d'Auguste : la seconde partie de l'ouvrage de M. Ferrero est consacrée à la décrire. De même qu'Auguste avait réparti les vingt-cinq légions composant le fond permanent de l'armée romaine entre les diverses provinces de l'empire, de même il divisa la flotte, devenue également permanente, entre plusieurs stations maritimes. La péninsule italique fut défendue par deux escadres, stationnées l'une à Misène, l'autre à Ravenne. La flotte de l'Égypte, la flotte du Pont, la flotte de Lybie, la flotte de Bretagne protégèrent ces divers pays. Les grands fleuves qui formaient la limite entre l'empire et les peuples barbares possédèrent aussi leur escadre : il y eut la flotte du Rhin ou Germanique, la flotte du Danube ou Pannonique, la flotte de l'Euphrate. Quand les Barbares se furent montrés menaçants et que la nécessité de garder les frontières fut devenue plus pressante, on établit des flottilles sur certains lacs : ainsi, le nord de l'Italie fut défendu par la flottille du lac de Côme, et l'est de la Gaule par une flottille stationnée sur le lac de Neuchâtel : ces petites escadres étaient probablement employées surtout pour les transports militaires. M. Ferrero nous fait connaître la nature et les noms des vaisseaux qui composaient les forces navales de l'empire : il nous explique la composition des états-majors, le recrutement du corps d'offi-

ciers, la formation des équipages, la condition des soldats de marine, la durée de leur engagement, les innombrables emplois secondaires que nécessitait le service des flottes. Par la clarté, la précision, l'abondance des détails, l'excellent esprit critique de l'auteur, ce chapitre (p. 61-131) est un modèle d'exposition. Le reste de l'ouvrage (p. 131-195) est consacré à l'histoire épigraphique de chaque flotte particulière : il m'est impossible d'entrer ici dans aucun détail, et je dois me borner à signaler cette riche mine de documents, qui n'avaient jamais été rassemblés et classés. Des *indices* rédigés avec le plus grand soin, un tableau des inscriptions fausses ou suspectes, terminent le livre.

Si courte et si décolorée que soit cette analyse, elle aura fait comprendre, je l'espère, la nature et la valeur de l'ouvrage de M. Ferrero. Ce n'est point un traité complet de la marine militaire de Rome, puisqu'il laisse de côté toute la partie technique, tout ce qui touche à la construction et à la manœuvre des navires de guerre : mais c'est, en quelque sorte, un *Corpus inscriptionum* de la *res classica* romaine, dans lequel, aux textes épigraphiques les plus nombreux et les plus corrects, est joint le plus riche et le plus abondant commentaire. Il est désormais impossible de s'occuper de l'histoire de la marine antique, ou même de l'histoire militaire et administrative de l'empire romain, dans laquelle la marine joue un si grand rôle, sans recourir à ce livre : il a sa place marquée dans toute bibliothèque savante.

PAUL ALLARD.

Sainte Magdeleine et la France, par l'abbé SICARD, Paris, Lefort, 1878, in-12 de vi-304 p.

C'est une grande consolation, dans les temps malheureux où nous vivons, de voir le culte des saints se développer tous les jours davantage, et leurs pèlerinages, les anciens comme les modernes, devenir toujours plus nombreux. *Sainte Magdeleine et la France* de l'abbé Sicard en est une nouvelle preuve. Ce livre pieux, mais plein aussi de doctes recherches, a été écrit pour augmenter la dévotion des Français envers la grande Sainte qui la première porta les lumières de la foi dans le midi de la Gaule, et pour contribuer à l'achèvement de l'antique sanctuaire de la Sainte-Baume, près de Saint-Maximin en Provence. Mais c'est aussi un guide pour les pèlerins, et il les instruira en les édifiant.

Après avoir raconté, dans la première partie de l'ouvrage, tout ce que l'Évangile nous dit de sainte Magdeleine, l'auteur décrit son départ de la Palestine avec saint Lazare et sainte Marthe, son arrivée à Marseille, sa retraite dans la caverne qui vit sa longue pénitence, et il établit la tradition provençale de l'apostolat de cette glorieuse sainte sur des bases très solides, empruntées soit au savant abbé Faillon, soit aux différents écrivains dont les récents travaux ont défendu avec succès, contre l'école prétendue historique, la venue de saint Lazare et de ses sœurs en Provence et la mission apostolique des premiers évêques des Gaules.

Dans la seconde partie, l'abbé Sicard rapporte ce que la France, et surtout la Provence, ont fait pour sainte Magdeleine. Il montre les moines de Saint-Victor de Marseille gardant fidèlement la vénérable grotte et le tombeau de l'illustre pénitente à Saint-Maximin. Les Dominicains les rempla-

cent, au XIII^e siècle, dans cette garde d'honneur, — et ils l'ont heureusement reprise de nos jours. L'auteur énumère ensuite les nombreux pèlerinages des chevaliers, des barons, des princes, des rois à ce dévot sanctuaire qu'il décrit gracieusement; enfin, il termine en exposant ce qui a été fait de nos jours pour renouveler le culte de sainte Magdeleine en Provence, pour réparer et pour orner sa grotte, devenue de nouveau pour les catholiques un centre de prières.

Il règne, dans la première partie, un ton enthousiaste qui s'explique par l'ardente dévotion de l'abbé Sicard pour sa chère sainte; mais qui aurait gagné, croyons-nous, à être plus contenu. Nous n'aimons pas non plus ce titre d'*Amie de Jésus* donné à sainte Magdeleine. L'amitié quoi qu'en ait dit un grand orateur, qui n'était pas théologien, ne vient qu'après l'amour; et entre l'âme pécheresse, mais repentante, et le Dieu qui lui a pardonné ses fautes, il n'y a point de place pour cette affection secondaire, qui suppose de part et d'autre une certaine égalité.

Malgré ces légères taches, le livre *Sainte Magdeleine et la France* sera lu avec intérêt et profit pour tous ceux qui voudront visiter la Sainte-Baume ou la saluer de loin, s'ils ne peuvent faire ce beau pèlerinage.

D. THÉOPHILE BÉRENGIER, O. S. B.

Histoire de Saint Paulin de Nole, par M. l'abbé F. LAGRANGE, vicaire général d'Orléans. Paris, Poussielgue, 1878, in-8° de xxiii-704 pages.

Le IV^e siècle a été, pour l'Église, l'une des époques les plus fécondes en grands hommes et en grandes choses. C'est le temps où elle eut à établir, sur les débris du monde romain, les fondements d'une société nouvelle,

avec les peuples que la Germanie déversait sur l'Occident ; c'est aussi le temps des Ambroise, des Augustin, des Jérôme, des Athanase, des Chrysostôme, des Paulin de Nole. Un historien illustre, M. Amédée Thierry, a entrepris de faire revivre cette société du iv^e siècle, si bouleversée par les hérésies et par les invasions ; mais il n'a pas mis la dernière main à son tableau, et les plus intéressantes figures seulement, comme saint Jérôme ou saint Jean Chrysostôme, ont été produites à la lumière. M. l'abbé Lagrange a certainement été séduit par les pages entraînantes d'Amédée Thierry, et il a essayé d'achever la toile commencée, en écrivant la vie de saint Paulin. Il a réussi souvent à atteindre la perfection du maître : la lecture de son livre est attrayante, sans compter qu'on n'a point à redouter ici les écarts de doctrine qu'on rencontre trop souvent chez l'écrivain rationaliste. La méthode d'exposition inaugurée par les deux Thierry est d'ailleurs merveilleusement apte à dramatiser le récit, à lui donner de la vie et de la couleur. Ainsi, grâce à cette méthode, M. l'abbé Lagrange, en nous racontant les premières années de Paulin, nous fait pénétrer dans les écoles de Bordeaux et nous fait assister aux leçons du poète Ausone. Plus tard, quand Paulin devient précepteur du jeune Gratien, puis, sénateur et consul, nous voyons ce qu'était la cour des empereurs à cette époque, le genre de vie, les mœurs et les habitudes des patriciens dégénérés. Avec le baptême de Paulin, nous pénétrons dans un autre milieu : la société chrétienne, et lorsque le néophyte est enfin devenu évêque de Nole en Campanie, M. l'abbé Lagrange en profite pour nous dépeindre la cour épiscopale et l'organisation du diocèse. Les écrits de Paulin, scrupuleusement étudiés par l'auteur,

lui fournissent la matière d'une remarquable étude sur la vie littéraire de cette époque, et nous suivons avec lui les relations de l'évêque de Nole avec Sulpice-Sévère, saint Augustin, Rufin, saint Jérôme : nous voyons le docteur de l'Eglise en face des hérésies si multipliées à cette époque.

Mais, si le livre de M. l'abbé Lagrange a les qualités de la méthode que nous venons de signaler, il en a aussi les défauts. On a reproché à Augustin et à Amédée Thierry d'avoir quelquefois forcé l'interprétation des textes pour dramatiser davantage la narration. Je ne dirai pas que le même écart se rencontre dans l'*Histoire de saint Paulin* ; mais il me semble que l'auteur, dans certains cas, eût pu être plus précis, plus érudit, eût pu faire plus de recherches. Par exemple, lorsqu'il nous parle de la prospérité de Bordeaux au iv^e siècle, s'il avait consulté les nombreux monuments épigraphiques publiés dans ces derniers temps, il aurait pu ajouter des arguments nouveaux à ceux qu'il a invoqués en faveur de sa thèse ; il aurait constaté que les étrangers affluaient à Bordeaux, non seulement de la Gaule et de l'Espagne, mais encore des provinces orientales de l'Empire. Lorsqu'il nous parle, à l'aide des textes littéraires contemporains, des basiliques de Sulpice Sévère à Primuliacum, de celle que Paulin fit construire en l'honneur de saint Félix, je ne crois pas qu'il ait suffisamment mis en œuvre les récentes découvertes sur l'art chrétien des premiers siècles, malgré les renseignements qu'il a demandés à M. De Rossi. Enfin, l'auteur essaye de donner un aperçu du traité *De cura* que saint Augustin composa à la demande de Paulin ; mais cet aperçu est fort incomplet, et nous nous permettrons de renvoyer M. l'abbé Lagrange à l'*Etude épigraphique sur un*

traité de saint Augustin qu'a publiée naguère M. G. Tourret, et où il pourra se rendre compte de tout le parti qu'on peut tirer de l'archéologie pour l'étude des textes. Je signalerai en terminant une erreur qu'a fait commettre à l'auteur le défaut de connaissances archéologiques : il s'agit de l'invention des cloches : « Revendiquons-nous, dit-il, pour l'épiscopat de Paulin, la célèbre invention des cloches ? Incontestablement elle lui est due : non pas qu'il ait lui-même, de ses propres mains, fondu la première cloche, il n'était pas artiste ni fondeur, mais en ce sens que c'est lui qui le premier eut l'idée de mettre au service des églises, pour appeler les fidèles au lieu saint, en portant dans les airs et en agrandissant les dimensions qu'on lui avait jusque-là données, le merveilleux instrument d'harmonie appelé une cloche. » Je ne crois pas que M. l'abbé Lagrange puisse citer un seul texte contemporain en faveur de cette opinion, universellement abandonnée par les archéologues.

On ne se contente plus aujourd'hui d'écrire l'histoire avec les textes littéraires, même scrupuleusement étudiés et fidèlement interprétés, comme l'a fait M. l'abbé Lagrange. L'épigraphie, l'archéologie, la philologie doivent apporter leur concours au récit de l'historien : c'est là le côté faible du livre que nous signalons ici, et qui empêchera qu'il puisse être consulté avec profit par les érudits, tout en restant un ouvrage utile et intéressant pour la masse des lecteurs.

ER. B.

La famille de Jeanne d'Arc et son séjour dans l'Orléanais, d'après des titres authentiques récemment découverts, par M. BOUCHER DE MOLANDON, Orléans. Herluison, 1878, in-8° de 166 p. et 3 tableaux généalogiques.

Ce travail, qui a paru dans les *Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais*, est fait avec ce soin et cette critique sévère que M. Boucher de Molandon apporte dans ses études. Le but de l'auteur est de déterminer exactement les membres qui composaient la parenté de Jeanne d'Arc, au moment où cette famille paraît dans l'histoire, et sa descendance. S'attachant ensuite plus directement à celui des frères de la Pucelle qui vint s'établir en Orléanais, M. de Molandon donne les détails les plus précis sur tout ce qui touche à la vie de Pierre du Lis et à celle de sa mère, qui était venue le rejoindre, ainsi qu'aux témoignages de gratitude donnés par la ville d'Orléans à ces personnages.

Le tableau généalogique qui résume les recherches de M. de Molandon diffère, sur une foule de points, des tableaux dressés par Vallet de Virville et par M. Wallon ; il mérite d'être pris en considération, puisque l'auteur n'avance rien sans citer à l'appui des textes authentiques. J'aurais désiré que M. de Molandon saisît cette occasion pour examiner le sens véritable des expressions employées dans les lettres d'anoblissement de la famille du Lis. Je crois qu'on leur a donné, par suite d'une interprétation dictée par l'intérêt personnel, un sens beaucoup trop large. Supposer que le roi a entendu accorder à tous les membres présents et futurs, mâles et femelles, de la parenté de Jeanne d'Arc, le droit d'être nobles et d'anoblir semble une énormité ; il est évident qu'au bout de quelques

générations, la France entière et les pays limitrophes auraient pu être peuplés de nobles issus de descendants directs et indirects des frères de Jeanne d'Arc. Si on étudie attentivement le style de la chancellerie, au xv^e siècle, en matière de lettres d'anoblissement, je crois qu'il sera facile de prouver que les formules employées s'appliquaient exclusivement à la postérité masculine héréditairement, et à la postérité féminine personnellement. Vouloir comprendre autrement serait tomber dans le système que prétendaient imposer les monnayeurs troyens en ce qui touchait à la prétendue noblesse utérine. Je suppose que la déclaration de Henri II et les édits de 1598 et de 1614 ne restreignaient pas le privilège de noblesse de la famille de Jeanne d'Arc, mais donnaient, un peu tard, l'interprétation véritable du titre primitif. Je signale ce point de vue à M. de Molandon.

A. DE B.

La très-joyeuse, plaisante et récréative histoire du gentil seigneur de Bayart, composée par le *Loyal Serviteur*, publiée pour la Société de l'Histoire de France par M. J. ROMAN. Paris, Renouard, 1879, in-8° de xxi-512 pages.

La vie de Bayart a été écrite par trois de ses contemporains, dont l'un, Symphorien Champier, était son parent ; l'autre, Aymar du Rivail, conseiller au parlement de Grenoble, l'avait intimement connu ; le troisième enfin, dont on ne sait pas bien le nom, était son serviteur. Le récit du *Loyal serviteur* est le plus attrayant : c'est lui qui a popularisé le nom de Bayart. L'édition originale de ce livre (sans compter celle de 1524 que M. Roman regarde comme probable), date de 1527, c'est-à-dire de

trois ans seulement après la mort du héros à La Biograssa. On a, depuis lors, tenté bien des fois d'écrire la vie de Bayart, mais, comme le fait remarquer M. Roman, les modernes sont toujours restés bien au-dessous du vieux chroniqueur qu'ils prétendaient remplacer. On a donné aussi plusieurs éditions du *Loyal serviteur* ; celle de 1527, réimprimée en 1616 et 1619 par Théodore Godefroy a servi de guide à toutes celles qui ont suivi ; mais nulle part le texte primitif n'a été fidèlement reproduit. M. Roman s'est surtout attaché, au contraire, à éditer le texte original avec une scrupuleuse exactitude, et à compléter, dans des notes, le récit du *Loyal Serviteur*, par des extraits de divers auteurs français et étrangers contemporains de Bayart.

Deux choses sont surtout à louer dans cette nouvelle édition : l'introduction, et l'appendice. Dans l'introduction M. Roman, par une série d'ingénieuses déductions, qui paraissent devoir entraîner la conviction du lecteur, établit que le *Loyal serviteur* n'est autre que Jacques de Mailles, qui, en effet, pendant la vie de Bayart, fut attaché à la personne du bon chevalier (M. Roman l'a trouvé dans la montre de la Compagnie de Bayart faite à Cassano en 1523), et après sa mort devint l'homme d'affaires de sa famille. C'est là un point important qui semble établi sur des preuves solides. Dans l'appendice, M. Roman a réuni tout ce que l'on connaît de la correspondance de Bayart, un certain nombre de lettres, la plupart inédites, de ses contemporains, dans lesquelles il est question de sa personne, et enfin quelques documents relatifs à Bayart et à sa famille. Parmi ces pièces justificatives, plusieurs sont importantes parce qu'elles confirment le récit du chroniqueur. Ainsi, par exemple, le récit

du siège de Mézières dont la véracité avait paru quelque peu suspecte, se trouve en parfaite concordance avec des lettres découvertes par M. Roman. De plus, les volumes des quittances originales de la Bibliothèque Nationale ont permis à l'auteur de rédiger de courtes notices biographiques sur les personnages cités dans la chronique.

Quant à l'établissement du texte, il n'y a rien à en dire : ce n'était pas la partie difficile de l'œuvre. Cependant, M. Roman a été un peu sobre de notes historiques et philologiques. Peut être, à un point de vue général, eût-il été possible de faire ressortir le caractère du récit du *Loyal Serviteur*, qui n'est, après tout, qu'un long panégyrique, et des recherches approfondies le surprendraient en flagrant délit d'exagération. Evidemment, je ne veux pas dire que ce récit n'est que le dernier des romans de chevalerie ; mais les prouesses et les vertus que le *Loyal Serviteur* prête à son maître, si extraordinaire qu'il fût historiquement, dépassent quelquefois les forces humaines. Ces indices que je ne fais que signaler ici, me sont suggérés par plusieurs documents publiés par M. Roman lui-même, et qui montrent, par exemple, Bayart tombé en disgrâce, de 1522 à 1523, à cause de son attachement pour le connétable de Bourbon. Il n'eut donc pas toujours, à l'égard du traître, cette chevaleresque attitude dont il fit preuve avant d'expirer : le *Loyal Serviteur* évite de parler de ces relations de Bayart avec Bourbon. Ailleurs, il raconte que le chevalier sans peur et sans reproche mourut pauvre comme il avait vécu ; M. Roman, au contraire, a retrouvé dans les archives de l'Isère des documents constatant des acquisitions de terres faites par Bayart, et prouvant qu'il laissa à ses frères des sommes

assez considérables. Je crois donc, en présence de ces deux faits, que la relation du *Loyal Serviteur* doit être plus souvent suspectée qu'elle ne l'a été jusqu'à ce jour. De plus, puisque M. Roman a pu établir que l'auteur supposé de la chronique, Jacques de Mailles, a été pendant longtemps le notaire de la famille de Bayart, il eût été du plus haut intérêt de compiler les archives notariales du Dauphiné, si toutefois elles existent encore. Je suis convaincu qu'on eût trouvé là une source précieuse de renseignements.

Enfin, les notes philologiques de M. Roman ne sont peut-être pas aussi complètes qu'on pourrait le désirer. Il lui arrive, à plusieurs reprises, de laisser sans explication des expressions obscures. Mais ces imperfections de détail, inévitables, n'empêchent pas que l'édition de M. Roman ne puisse être regardée, à juste titre, comme une édition définitive, qu'on devra consulter de préférence à toutes les autres, et qui était réclamée depuis longtemps à la fois par les érudits et par les littérateurs.

ER. B.

Le XVI^e siècle et les Valois.
d'après les documents inédits du *British Museum* et du *Record Office*, par M. le comte DE LA FERRIERE, membre non résidant du comité national des travaux historiques et des sociétés savantes. Paris, Imprimerie nationale, 1879, in-8° de 417 p.

Cet important ouvrage d'un érudit et d'un chercheur qui est depuis longtemps connu par les savantes découvertes dont il a enrichi notre histoire, est aussi attachant à lire qu'il est difficile à analyser. Comment dire en quelques lignes tout l'intérêt que présente cette longue suite de pièces inédites qui ne s'étend guère qu'à

travers douze ou quinze années, et comprend simplement tout le règne de Charles IX?

La mission que M. le comte de la Ferrière a si bien accomplie en Angleterre, et qui était en quelque sorte la suite de celle confiée il y a plus de cent ans à M. de Brequigny, avait pour but d'inventorier tous les documents qui se rapportent à notre histoire nationale de l'année 1500 à l'année 1610, du commencement même du xvi^e siècle jusqu'à la mort de Henri IV. C'est dans cet esprit qu'il a dépouillé les riches collections du *British Museum* et du *Record office*. Mais il ne nous en a pas rapporté un sec et froid catalogue. Son travail se lit avec d'autant plus de plaisir que l'auteur a eu le soin d'enchâsser dans un sobre récit les pièces inédites qui, par la nouveauté de leurs informations, méritaient d'être mises en relief. Nous avons ainsi une histoire presque complète, ou plutôt des épisodes reliés les uns aux autres, des tableaux placés dans tout leur jour.

Le rôle de l'ambassadeur anglais Trockmorton, pendant la première guerre de religion, ses rapports avec les chefs protestants, les longues négociations avec Élisabeth aboutissant à la glorieuse campagne de la reprise du Havre en 1563, forment tout un chapitre singulièrement à l'honneur de la politique très habile et très française de Catherine de Médicis. On comprend que le futur éditeur de la correspondance de la Reine-mère se soit arrêté avec complaisance sur ces deux ou trois années heureuses qui font exception à l'époque des derniers Valois.

Une négociation moins importante et qui devait être toujours recommencée, pour ne jamais aboutir, est le singulier projet de mariage entre Élisabeth d'Angleterre et successivement Charles IX, Henri III, le duc

d'Alençon. On ne s'explique pas plus l'aveuglement maternel de Catherine que la demi-bonne volonté d'Élisabeth, laissant engager quelquefois très sérieusement une union dans laquelle l'âge n'était pas encore la moindre disproportion. Chemin faisant, nous retrouvons quelques détails sur des personnages que l'histoire avait un peu négligés, comme ce cardinal de Châtillon, frère de l'amiral de Coligny, sorte de représentant officiel des princes protestants en Angleterre et qui, prélat sans conscience et sans dignité, ose bien dans une lettre à Cécil parler ouvertement de sa femme.

On rencontre encore dans ce volume des renseignements diplomatiques sur l'effet produit à l'étranger par la Saint-Barthélemy, qui déplaça un instant la politique de toute l'Europe, sur la conjuration de La Mole et son exécution. Enfin, une table alphabétique facilite aux travailleurs des recherches qui leur seront souvent très profitables.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

Documents relatifs aux projets d'évasion de François I^{er}, prisonnier à Madrid, ainsi qu'à la situation intérieure de la France en 1525, en 1542 et en 1544, par CH. PAILLARD. Paris, 1878, gr. in-8° de 70 p.

Voyage dans les Pays-Bas et maladie d'Éléonore d'Autriche (ou de Portugal), femme de François I^{er}, d'après des documents inédits tirés des archives du royaume de Belgique, par le M^{me}. BRUXELLES, 1879, in-8° de 46 p.

Ce sont là deux publications excellentes, pleines de choses nouvelles. M. Ch. Paillard, qui mérite si bien l'éloge qu'il donne à M. Gachard, et dont tous les travaux, comme ceux du

célèbre directeur général des archives de la Belgique, « portent le cachet de la précision, » a reproduit, en les commentant avec un soin extrême, des pièces de la plus grande valeur trouvées par lui dans les archives de Bruxelles qu'il fouille avec une admirable intrépidité. Dans la première des brochures dont je m'occupe, qui est un extrait de la *Revue historique*, les documents, qui ont été collationnés par M. le chevalier d'Arneth sur les autographes des archives de Vienne, sont des rapports adressés par un valet de chambre de François I^{er}, Clément le Champion, inexactement appelé *Chapin* par M. Leglay (t. II des *Négociations entre la France et l'Autriche*), à M. de Nassau, grand-chambellan de Charles-Quint (28 novembre 1525) et à l'Empereur lui-même (sans date, mais postérieur de quelques jours au premier). Parmi les notes du savant éditeur sur ces rapports d'un traître, nous indiquerons tout particulièrement celles qui sont relatives à plusieurs dates infidèlement données par M. de Sismondi, par M. Aimé Champollion, par M. Mignet, rectifications dont on aura grandement à tenir compte quand on donnera cette édition de la partie française de l'*Art de vérifier les dates* que nous promettait notre regretté collaborateur M. Boutaric. La seconde brochure (tirage à part du tome XXX des *Mémoires couronnés et autres mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique*), renferme, entre autres pièces inédites, une note secrète adressée au chancelier Nicolas Perrenot de Granvelle par Robert de Lenoncourt, évêque de Châlons, puis archevêque d'Embrun et d'Arles (d'avril ou de mai 1544), et diverses lettres du duc d'Arschot à l'Empereur. L'*Introduction* et les trois parties du mémoire (*Le voyage d'Éléonore — Le séjour à Bruxelles — Le retour et la maladie d'Éléonore*) com-

plètent toutes nos meilleures histoires du règne de François I^{er}.

T. DE L.

Recherches historiques et critiques sur la Compagnie de Jésus en France, du temps du P. Coton, 1561-1626, par le P. F.-M. PRAT, de la même Compagnie. T. V. *Pièces justificatives*. Lyon, Briday, 1878, in-8° de viii-511 pages.

Le R. P. Prat, dans les quatre volumes de ses *Recherches* qui ont été l'objet d'éloges ratifiés par les unanimes suffrages du public éclairé, avait indiqué avec tant de soin sources et autorités, qu'il lui semblait que cela suffisait, à la fois, « à la conscience de l'auteur et à la juste curiosité de ses lecteurs. » Réjouissons-nous du bon parti qu'il a pris de suivre les conseils qui lui ont été donnés, et d'ajouter à ses remarquables *Recherches* « un choix de documents propres à en confirmer le contenu. » Ce supplément sera le bien venu auprès de tous ceux qui ont déjà tant apprécié l'ouvrage même. Ce qui augmente singulièrement la valeur des documents publiés par le savant religieux, c'est que presque tous sont inédits. On n'en compte pas moins de 196, quelques-uns en italien, plusieurs en latin, la plupart en français. Parmi ces documents qui proviennent des archives particulières de la Compagnie de Jésus, des archives de l'Académie d'histoire de Madrid, des Archives nationales, des archives de l'hôtel de ville d'Avignon et de l'hôtel de ville de Caen, des archives départementales de l'Isère, de la Bibliothèque nationale, de la Bibliothèque de l'Institut, des bibliothèques publiques de Carpentras et de Dijon, de la bibliothèque des Jésuites de Poitiers, etc., on distingue une lettre du

P. Emond Auger au P. Claude Aquaviva (24 mai 1587); diverses lettres du P. Aquaviva; une lettre du P. Jacques Sirmond remplie de nouvelles littéraires de Rome (16 février 1592); un discours apologétique pour la Compagnie de Jésus adressé au Parlement par le P. Clément du Puy; une relation de l'attentat de Chastel, par le P. de Mena, datée de Bordeaux le 19 juillet 1603; une lettre de Pomponne de Bellièvre à Henri IV (de Lyon, février 1595); plusieurs lettres du P. Coton; plusieurs lettres du roi Henri IV (10 août 1597, janvier 1599, 16 mars 1599, 30 mai 1599, 31 juillet 1599, 6 janvier 1602, 6 mars 1602, 12 août 1603, 27 octobre 1604, janvier 1608, 1^{er} octobre 1608, juillet 1609); une lettre de Villeroy au cardinal d'Ossat (30 novembre 1597); deux lettres du P. Fronton-du-Duc, une à l'abbé de Bérulle (de Bordeaux, 6 avril 1601), l'autre sans suscription et de janvier 1611; une lettre d'Arnauld de Pontac, évêque de Bazas, à Clément VIII (de Bazas, 12 mars 1598) une supplique de Jean du Chemin, évêque de Condom, à Clément VIII (de Condom, 20 mai 1598), une protestation des grands vicaires capitulaires de Bordeaux en faveur des Pères Jésuites de cette ville (23 juillet 1598); une lettre de Daffis, premier président du Parlement de Bordeaux, à Henri IV (20 juillet 1598); une protestation de la ville d'Agen en faveur des Jésuites (27 août 1599); divers brefs de Clément VIII, de Paul V et d'Urbain VIII; une relation de la négociation et de l'enregistrement de l'Edit de Rouen, par Demesat (27 janvier 1604); une dépêche du nonce Buffalo au cardinal Aldobrandini contre le livre de la *Sagesse* de Charron et les premiers tomes de l'*Histoire* de Jacques-Auguste de Thou (février et mars 1604); une lettre de Sœur Louise de la Valette au duc d'Épernon, son

père (Metz, 25 avril 1607); deux lettres de Guillaume du Vair, l'une (5 janvier 1607) au P. Richeome, l'autre (sans date) à M. d'Alincourt ambassadeur français à Rome; diverses lettres de ce dernier, ainsi que diverses lettres de plusieurs autres de nos diplomates, tels que le comte de Beaumont, ambassadeur à Londres, le baron de Salignac et le comte de Césy, ambassadeurs à Constantinople, le comte de Brèves et le marquis de Tresnel, ambassadeurs à Rome; plusieurs lettres des cardinaux de la Rochefoucauld, de Joyeuse, Bonzi, Bentivoglio, Farnèse, de Sourdis, de Marquemont, de Mgr Ubaldini, du P. Jean Suffren, du P. Arnoux, de Louis XIII, de l'abbé Olivier Dubois; une lettre du connétable de Luynes (avril 1621), deux lettres du comte de Bassompierre (avril 1621), etc. Parmi le petit nombre de pièces que le R. P. Prat a jugé de réimprimer, il faut en signaler une qui est tellement rare que bien peu de personnes la connaissent, c'est le curieux *Discours envoyé à Mgr l'illustrissime cardinal de Sourdis, archevêque de Bourdeaux et primat d'Aquitaine, contenant succinctement et au vray le narré de la conférence commencée à Nîmes, dans la maison du Roy, le 20 septembre, et finie par ordonnance de la Cour, le 3 octobre 1600, entre le R. P. Coton de la Compagnie de Jésus et M. Chamier, ministre* (Avignon, 1600). On ne saurait trop louer et remercier le R. P. Prat de la publication de tant de précieux documents recueillis avec un si infatigable zèle, choisis avec un si parfait discernement, et qui complètent si bien les quatre beaux volumes consacrés à « une des plus grandes époques de l'histoire religieuse de la France. »

T. DE L.

Lettres inédites de Hugues de Lionne, *ministre des affaires étrangères sous Louis XIV, précédées d'une notice historique sur la famille de Lionne, annotées et publiées* par le Dr Ulysse CHEVALIER. Valence, imprimerie de Chenevier, 1879, in-8° de 254 p.

Tout est bon, tout est très bon, dans le volume de M. le Dr Chevalier ; la *notice historique sur la famille de Lionne* (p. 1-55), les 94 lettres inédites du grand ministre (p. 63-246), les notes dont ces lettres sont accompagnées, enfin la Table alphabétique des noms de personnes et de lieu (p. 247-254).

Parlons d'abord des lettres. Ce ne sont point des documents diplomatiques comme ceux qui viennent d'être publiés par M. J. Valfrey (*Hugues de Lionne et ses ambassades en Italie*, 1878) : ce sont des lettres intimes, où l'homme d'État disparaît pour faire place à l'homme privé, s'occupant de ses intérêts particuliers et de ses affaires de famille, et ne parlant qu'incidemment des choses de la politique et des nouvelles de la cour. Cette correspondance, jusqu'à ce jour tout-à-fait inconnue, avait été transcrite d'après les originaux sur un registre qui appartenait à un amateur éclairé des lettres et des arts, M. de Pina, maire de Grenoble et député de l'Isère sous la Restauration, et qui a été communiqué par son fils, M. Humbert de Pina, capitaine de vaisseau, à M. le Dr Chevalier. Les 94 lettres, sauf 5, sont adressées (8 février 1655-18 mai 1671) à l'oncle du ministre, Humbert de Lionne, doyen de la Chambre des comptes de Grenoble. L'éditeur annonce (p. 58) que l'on y trouve « une foule de révélations, de confidences sous le sceau du secret, comme on peut en attendre de la part d'un ministre des affaires étrangères, qui mena à bonne fin de si grandes choses et eut des relations avec de si

grands personnages. » Les deux premières lettres ont été écrites à Rome : Il y est question du conclave où Fabio Chigi devint le pape Alexandre VII, des intrigues de l'Espagne, des décharges d'artillerie qui saluèrent Lionne dans toutes les villes d'Italie où il passa, notamment à Gênes, des 500 pistoles dont l'ambassadeur a besoin, car, dit-il, « je suis obligé à de grandes dépenses. » Les lettres suivantes sont datées tantôt du château de Berni, près d'Orléans (Lionne était seigneur de la terre de Berni), tantôt de Rome, la plupart de Paris (il n'y en a pas moins de 40) ; un certain nombre, de Saint-Germain, de Fontainebleau, de Lyon, de Hendaye, de Saint-Jean de Luz, etc. Une lettre du 18 décembre 1656 (p. 80-88) est des plus importantes pour la biographie de Lionne qui y parle à cœur ouvert de sa naissance, de sa fortune, de ses espérances, de son père, de ses enfants, d'un prêt de cent mille francs qu'il a fait au Roi, d'un gain de pareille somme qu'il a fait au jeu, de ses bons placements, des promesses du cardinal Mazarin, etc. Dans plusieurs autres lettres, Lionne entretient son oncle du projet d'achat de la charge de secrétaire d'État des affaires étrangères possédée par le comte de Brienne, et, le 27 mars 1657, il dit à ce sujet : « Le râtelier est bien haut et demeure toujours au dernier mot à 1,400,000 francs, qui est une somme immense pour un homme qui a six enfants qui pourraient aller à l'hôpital, si la mort me surprenait. » — (En 1663, il obtint cette charge pour un million). — Le 4 mai 1657, il parle de l'honneur qu'on veut lui déferer « du plus beau et du plus important emploi que le Roi puisse jamais donner, qui est celui d'ambassadeur extraordinaire en Allemagne dans la conjoncture de l'élection d'un empereur, » et, le 25 mai, il annonce qu'en cette qualité il va partir pour la

Diète de Francfort avec le maréchal de Gramont et qu'il ne sera pas quitte des seuls préparatifs de son équipage pour 40.000 écus. Lionne, le 22 mars 1658, écrit fièrement de Francfort (p. 102) : « Nous avons eu, la semaine passée, les entrées du comte de Pegnarenda et du roi de Hongrie, qui, sans vanité, n'ont pas effacé la nôtre et n'ont servi qu'à la relever davantage. » Signalons (p. 119) la lettre de Lionne à son père, évêque de Gap, du 7 février 1659, où il lui offre le riche évêché de Bayeux, laissé vacant par la mort de François Servien, beau-frère dudit prélat. Plus loin (p. 129), le ministre se plaint des *équipées* de sa belle-mère, Madame Payen, qui « a jeté 100.000 écus dans la rivière, » et à qui il ne restera pas « un sol vaillant, après ses dettes payées, de sorte que sa nourriture pour le reste de sa vie tombera sur mes coffres. » Le 1^{er} septembre 1659, Lionne raconte (p. 139) que le Roi lui avait donné l'abbaye de Vendôme; mais, dit-il plaisamment, « mon malheur fit bientôt ressusciter l'abbé. » Du reste, nouvelle abbaye lui est octroyée, « pourvu, » ajoute-t-il, « que j'en cause pas une nouvelle résurrection. » A de curieux détails sur les conférences de l'île des Faisans (p. 135-148), succèdent diverses particularités sur les mauvais vers d'Abel Servien (p. 149), sur la générosité de Mazarin à l'égard de Lionne (p. 151), sur l'*Histoire du Dauphiné* de Chorier (p. 161, 180, 181), sur « le coup de foudre tombé à Nantes sur M. le Surintendant (p. 168). » Reproduisons ce passage d'une lettre du 1^{er} octobre 1661 (p. 172), sur une espièglerie de Louis XIV : « Je vous dirai même qu'il y a deux jours le Roi vint céans en mascarade avec Madame et me surprit dans le lit avec ma femme, et si j'eusse été debout, on aurait résolu à envoyer quérir les violons pour danser dans la grande

chambre, dont le lit est à côté. »

Les notes biographiques sur les personnages qui, au nombre d'environ 300, figurent à un titre quelconque dans la correspondance de H. de Lionne, ainsi que les notes explicatives sur les événements insuffisamment indiqués, sont généralement courtes, mais elles disent beaucoup dans leur brièveté. Si rien d'inutile ne s'y glisse, rien d'essentiel n'y est oublié. Comme le fait remarquer le soigneux éditeur (p. 59), l'annotation n'était pas toujours facile, beaucoup de noms de famille, dans les lettres du ministre, étant remplacés par des noms de terre ou de fantaisie. Dans les notes relatives aux personnages du Dauphiné, M. le Dr Chevalier a inséré parfois une petite citation du *Dictionnaire historique* de Guy Allard. Parmi les notes les plus développées et les plus intéressantes, il faut mentionner la note sur Abel Servien (p. 119-120), où cet homme d'État est victorieusement défendu contre les attaques passionnées de Saint-Simon.

La *Notice historique sur la famille de Lionne* est rédigée d'après les principaux titres et papiers de cette maison, qui sont conservés dans les archives de l'Assistance publique, et aussi d'après divers documents conservés en Dauphiné. M. le Dr Chevalier, rectifiant et complétant un mémoire généalogique manuscrit, dressé, au XVII^e siècle, par un feudiste habile, mais trop zélé, lequel n'est autre que Guy Allard, a réuni sur Lionne, sur ses ancêtres et sur ses descendants, tant et de si exacts renseignements, que sa notice ne laisse vraiment rien à désirer.

T. DE L.

Histoire de Vauban, par M. George MICHEL, lauréat de l'Institut. Paris, Plon, 1879, in-8° de 473 p.

En recevant à l'Académie française le petit-fils de Daguesseau, M. Beaupré le pressait de publier les mémoires intimes de l'illustre chancelier, ajoutant avec infiniment de sens : « Moins le monde en paraît digne, plus il importe de mettre sous ses yeux de grands exemples, capables peut-être de le faire rougir de la frivolité de ses idées, peut-être de le corriger de la licence de ses mœurs et de le ramener aux bons principes qu'il a pu trop oublier. » C'est à ce point de vue surtout, plus encore peut-être que pour l'intérêt de l'histoire, qu'on doit remercier M. George Michel d'avoir fait revivre, avec toute sa grandeur morale, le caractère de Vauban. On a peine à comprendre qu'une telle figure n'ait point déjà tenté plus d'un biographe, et qu'une vie si constamment dévouée au bien public ait attendu si longtemps un historien. M. George Michel a su puiser aux meilleures sources et a mis au jour d'intéressants documents, choisis parmi les pièces des Archives de la Guerre ou extraits d'une riche correspondance. Il suit ainsi pas à pas dans sa carrière ce maréchal de France qui, parti d'un degré inférieur de l'échelle sociale, est parvenu à force de génie, de vertu et de bravoure, au faite de la hiérarchie militaire. Il étudie à la fois dans Vauban l'illustre ingénieur, si admirablement ménager de la vie des hommes, suivant le mot de Madame de Sévigné, et aussi le penseur, l'écrivain et l'homme privé. Dans l'auteur ému de la *Dîme royale*, nous pouvons saluer le précurseur de la science économique sérieuse et précise, celui qui, d'après Fontenelle, « s'informait avec soin de la valeur des terres, de ce

qu'elles rapportaient, de la manière de les cultiver, des facultés des paysans, de ce qui faisait leur nourriture journalière, de ce que leur pouvait valoir en un jour le travail de leurs mains : détails méprisables et abjects en apparence, et qui appartiennent cependant au grand art de gouverner. »

Les chapitres relatifs à la persécution dont Vauban a été victime après la publication de son célèbre livre, ainsi que ceux consacrés aux circonstances qui ont précédé sa mort, seront lus avec d'autant plus d'intérêt qu'ils contiennent de véritables révélations. De la lumineuse enquête faite par M. George Michel, il ressort que Vauban, quoique semble en dire Saint-Simon, n'a pas succombé en courtisan à la perte des bonnes grâces du Roi, mais qu'il a été frappé comme un grand citoyen qui discernait avec la clairvoyance du génie l'étendue des maux de la patrie, et qui s'épuise en efforts inutiles pour y porter remède.

Par la netteté de sa méthode, la sobriété de son style et la sûreté de ses jugements, ce livre n'est pas seulement un document nouveau pour l'histoire du grand siècle ; c'est aussi un hommage rendu à l'une des plus pures parmi nos gloires nationales.

A. D.

L'histoire de France, depuis 1789 jusqu'en 1848, racontée à mes petits enfants par M. Guizot, leçons recueillies par M^{me} de Witt, née Guizot. Tome 1^{er}. *La révolution*. Paris, Hachette, 1878, gr. in-8° de 727 pages.

Cet ouvrage, qui continue l'*histoire de France* de M. Guizot, n'est pas dû à la plume du grand historien. On le sent particulièrement au style qui n'a plus la même ampleur. Mais le plan général est le même : groupe-

ment par grandes masses et citations nombreuses, rarement fondues dans le texte. L'esprit est bon, les jugements sont calmes et impartiaux. Cependant nous eussions désiré une plus grande fermeté pour flétrir les procédés révolutionnaires. Il ne suffit pas d'être sévère pour la Terreur, il faut encore, sous peine de manquer à la logique de l'histoire, condamner les actes qui l'ont précédée et préparée. A ce point de vue le chapitre sur l'Assemblée constituante nous paraît d'une touche un peu faible; on n'y voit pas assez l'enchaînement des événements et le lien qui rattache ce premier acte de la Révolution aux derniers, et qui la pousse par une sorte de fatalité logique aux plus monstrueuses aberrations politiques et sociales.

Cependant, l'esprit de M. Guizot était éminemment synthétique, et, dans la plupart de ses ouvrages, il s'efforce de faire ressortir l'unité des événements et la relation des effets et des causes. Il faut donc croire, ou bien que les notes laissées par lui sont très incomplètes, ou bien que ce grand esprit a subi comme tant d'autres cette sorte de fascination que les premiers actes révolutionnaires ont si malheureusement exercé.

Combien nous préférons les jugements portés par M. Taine sur l'Assemblée constituante, dans son ouvrage *les Origines de la société contemporaine* ! Désormais il ne sera plus permis de méconnaître le véritable caractère de cette première période de la Révolution.

Nous signalerons également la place attribuée aux événements militaires, qui nous semble plus considérable proportionnellement que dans les volumes précédents. Jusqu'ici M. Guizot avait moins sacrifié à ce que l'on appelle l'*histoire-bataille* et, pour notre part, nous ne nous en

plaignions pas. En effet, l'abus des faits militaires produit nécessairement sur l'esprit du lecteur une sorte d'illusion d'optique; il s'habitue à cette idée que le passé n'a été qu'une guerre continuelle, et la fumée des champs de bataille l'empêche d'apercevoir la vie intime des diverses classes de la société.

Nous n'avons rien à dire de l'exécution matérielle du texte et des gravures, elle est à la hauteur des précédents volumes et forme une des attractions de l'ouvrage.

Nous attendons que le second et dernier volume ait paru pour porter un jugement plus complet sur cet ouvrage.

E. D.

Mémoires sur les Comités de salut public, de sûreté générale et les prisons. Paris, Didot, 1878, in-12 de xxxi-548 pages. (Bibliothèque des Mémoires relatifs à l'histoire de France pendant le XVIII^e siècle. Nouvelle série, avec introduction, notices et notes, par M. DE LESCURE.)

La nouvelle série des Mémoires relatifs à l'histoire de France pendant le XVIII^e siècle, que publie M. de Lescure, vient de s'enrichir d'un volume de plus sur les Comités de salut public et de sûreté générale et sur les prisons. Dans le premier ordre d'idées, cette collection ne contenait rien encore; dans le second, les publications déjà faites avaient trait surtout aux journées de Septembre. Ici l'histoire des Comités est représentée par les Mémoires de Sénart, l'histoire des prisons par les Mémoires de la comtesse de Bohm et la Correspondance de Roucher. Sénart était secrétaire du Comité de sûreté générale; il a donc vu bien des choses, été initié à bien des secrets, et lorsque ses *Révolutions* ont paru en 1824, elles ont vivement pi-

qué la curiosité. Malheureusement Sénart, dans ce livre, a donné libre carrière à ses rancunes et par là singulièrement diminué la créance due à son récit. « Ses Mémoires, dit M. de Lescure, tiennent plus du pamphlet que de l'histoire. » Ils ne doivent donc être lus qu'avec une certaine méfiance, et il importe, avant de s'appuyer sur eux, de les contrôler avec soin. A ce titre, et quelque curieux qu'ils puissent être, il ne nous semblait pas très utile de les rééditer, d'autant plus que l'édition originale se retrouve assez facilement dans les ventes. Il eût été plus intéressant peut-être de publier des extraits des registres ou de la correspondance du Comité de Salut public. Tout au moins eût-il été utile d'accompagner ces Mémoires de Sénart de notes indiquant les points douteux, et les rectifiant au besoin : tâche longue et délicate, mais que nul n'était mieux à même d'accomplir que M. de Lescure, qui connaît si bien le XVIII^e siècle et la Révolution. Nous préférons, pour notre part, la réédition des deux autres importants documents qui terminent ce volume : les Prisons en 1793, par la comtesse de Bohm et la Correspondance de Roucher. M^{me} de Bohm a été plus qu'acteur dans ce qu'elle raconte, elle a été victime ; ces prisons qu'elle décrit, elle y a été jetée, et le ton de son récit est si naturel et si simple qu'on sent de prime abord qu'il est vrai. Des pièces authentiques, découvertes depuis, et publiées par M. Alexandre Sorel, l'ont pleinement confirmé ; mais, nous le répétons, cette confirmation était inutile. Il suffisait de lire pour être convaincu de la véracité de la narratrice. Le livre de M^{me} de Bohm était devenu rare et les amis de l'histoire sauront gré à M. de Lescure de l'avoir réimprimé. On lui doit la même reconnaissance pour la Correspondance de

Roucher, qui n'avait point été rééditée depuis 1797 : Roucher, le compagnon d'André Chenier, conduit à la mort comme lui, deux jours avant la chute du tyran, et qui, sans avoir le même talent poétique que son ami, avait comme lui une âme sensible et tendre que ces lettres intimes révèlent tout entière. On voudrait assurément lui voir un sentiment plus chrétien ; mais on ne peut s'empêcher d'aimer cette belle intelligence et ce cœur si affectueux pour sa famille, et de maudire la Révolution qui a tué un tel homme à quarante-neuf ans.

Il y a bien à glaner encore dans l'histoire des prisons, soit à Paris, soit surtout en province. Nous espérons que M. de Lescure ne reculera pas devant ce fardeau que nulles épaules ne porteront plus légèrement que les siennes et qu'un nouveau volume viendra s'ajouter à ce premier volume si intéressant. Rien ne serait plus attachant et rien aussi ne serait plus instructif.

M. DE LA ROCHETERIE.

—

Danton, par G. LENNOX. Paris, Sandoz et Fischbacher, 1878, in-12^o de 380 pages.

C'est un des plus tristes signes de ces temps que la réhabilitation à outrance des personnages les plus compromis de la Révolution. Robespierre, Saint-Just, Marat lui-même ont eu leurs apologistes : Danton a eu les siens aussi ; il vient d'en avoir un nouveau en la personne de M. G. Lennox, admirateur si enthousiaste qu'il en vient à attaquer même les autres révolutionnaires, l'*incorruptible* Robespierre, Saint-Just, Barrère, etc. Aux yeux de cet auteur, Danton est un Titan des anciens âges, un héros révolutionnaire, un grand cœur surtout et une âme sensible, remarquable par

sa clémence envers ses ennemis. Nous ne nions pas que Danton, à la fin de sa vie, n'ait voulu arrêter le sang qui coulait; mais c'était bien tard, et nous avouons avoir quelque peine à admirer la *clémence* et la *sensibilité* de l'ordonnateur des massacres de septembre, de l'organisateur du tribunal révolutionnaire; nous ne sommes sans doute pas assez républicain pour cela, s'il faut en croire l'épigraphe mise par M. Lennox en tête de son livre; mais nous doutons aussi que de pareils éloges soient de nature à faire aimer la République de tous ceux qui ne voient pas dans la Terreur l'idéal d'un gouvernement. Inutile d'ajouter que ce dithyrambe en l'honneur du terrible conventionnel est accompagné des diatribes ordinaires contre le cléricalisme et la monarchie. M. Lennox raconte que, pendant la dernière guerre, où il s'est bravement battu pour la France, son manuscrit a été confisqué par les Prussiens et ne lui a été rendu que tout récemment. Franchement le manuscrit eût pu rester à Berlin; nous ne voyons pas trop ce que l'histoire sérieuse y eût perdu.

M. DE LA ROCHETERIE.

Les Carmélites de Compiègne devant le tribunal révolutionnaire (17 juillet 1794); *notice sur leur arrestation, leur procès et leur condamnation à mort*, d'après les documents authentiques et entièrement inédits, avec fac-simile, par Alexandre SOREL, membre de la Société historique de Compiègne. — Compiègne, imprimerie Lefebvre, 1878, grand in-8° de 112 pages; tiré à 154 exemplaires.

Ceci n'est qu'un épisode de la Terreur, mais un épisode qui est un type. Voici seize pauvres filles qui ne s'occupent que de prières et de bonnes œuvres et qui se réunissent pour prier; on ne le leur permet pas, on les

force à se disperser. Elles vont habiter dans trois maisons différentes; mais elles continuent à prier pour la France, et de temps en temps elles se retrouvent pour dire leur office; chassées de leur couvent, elles se conforment pourtant encore, autant que possible, aux prescriptions de leur règle. C'est là leur crime; on les arrête; on les conduit, à travers mille outrages vomis par ceux même qu'elles avaient secourus, au Tribunal révolutionnaire. Cinq jours après elles sont jugées et le soir, 17 juillet 1794, elles sont exécutées. Tel est le drame; il est simple; il est instructif; il est utile à mettre sous les yeux à l'heure où l'on nous vante les bienfaits de la Convention et les charmes de la liberté révolutionnaire. Ajoutons que M. Alexandre Sorel l'a raconté avec l'esprit d'impartialité, la sûreté de recherches, l'exactitude scrupuleuse que caractérisaient ses précédents ouvrages et qui font de lui un des historiens les plus autorisés de la Révolution.

M. DE LA ROCHETERIE.

Études sur la Terreur. Les noyades de Nantes, par Alfred LALLIÉ. Nantes, Vincent Forest et Emile Grimaud, 1878, in-8° de 104 pages.

C'est une navrante mais attachante lecture que celle des *Noyades de Nantes*, par M. Alfred Lallié. L'auteur, qui avait déjà publié en 1869, chez les mêmes éditeurs, une remarquable étude sur le *District de Machecoul*, déploie dans ce nouvel ouvrage les mêmes qualités que dans le premier : une rare impartialité, une érudition sûre et patiente, un souci scrupuleux de l'exactitude. Rien ne lui coûte, ni recherches, ni démarches, ni travail, pour parvenir à débarrasser l'histoire de la légende et

à conquérir la vérité. Et la vérité ici est bien assez terrible. En compulsant les documents, en comparant les textes, en confrontant les dates, M. Lallié arrive à compter *onze* noyades bien établies, sans y comprendre six autres noyades qui semblent aussi plus que probables, mais dont il n'a pu fixer la date. Et ces onze noyades ont fait *quatre mille huit cent soixante victimes*. Voilà les faits dans leur réalité brutale, en les dégageant de toute exagération de parti. Nous laissons de côté les détails, les coups de sabre et les coups de gaffe appliqués aux malheureux qui cherchaient à se sauver, le vol des effets des victimes qu'on jetait nues à l'eau pour avoir leurs vêtements, ou, comme dit énergiquement l'auteur, leurs *guenilles*, les massacres d'enfants et de femmes enceintes, les plaisanteries ignobles, etc. Ces détails, M. Lallié ne les a mentionnés qu'en passant ; il n'a pas voulu écrire une histoire des noyades, mais dresser en quelque sorte un procès-verbal, simple et sévère comme la justice, éclatant et sans apprêts comme la vérité. Et rien en effet n'est plus saisissant et plus effroyablement instructif qu'un tel livre. M. Lallié annonce qu'il a réuni de nombreux documents sur la Terreur de Nantes et qu'il espère bien les compléter. Nous ne l'espérons pas moins, et nous espérons aussi qu'il les publiera quelque jour. Quand on a, comme lui, les mains pleines de vérités, c'est rendre service au pays et à l'histoire que de les ouvrir tout entières.

M. DE LA ROCHESTERIE.

L'administration du département du Finistère, de 1790 à 1794, par M. Le GUILLOU-PENANROS, juge au tribunal civil de Brest. Brest, Haléouet, 1878, in-8° de viii-468 pages, tiré à 100 exemplaires et non mis en vente.

L'histoire de la Révolution dans le Finistère a été racontée déjà par des écrivains distingués, Bretons tous deux, MM. Levot et du Chatellier. M. Le Guillou-Penanros vient de la reprendre sous ce titre : « L'administration du département du Finistère de 1790 à 1794. » Ce qu'il a envisagé surtout, ce qui fait la trame et en même temps l'originalité de son livre, c'est l'histoire des actes de l'administration départementale pendant cette période troublée. Mais, à vrai dire, tout ou presque tout se rattache à cette histoire. Dans le Finistère, comme dans le reste de la France, les débuts de la Révolution ont été accueillis avec enthousiasme ; les longues luttes soutenues pendant le dernier règne de la monarchie par la Bretagne contre le pouvoir royal faisaient accepter avec joie tout ce qui paraissait devoir limiter le pouvoir. Il semblait qu'il y eût harmonie complète entre toutes les classes de la société pour saluer les réformes avec reconnaissance ; les administrations nouvelles avaient été composées d'hommes modérés ; la rivalité même entre les diverses villes du département, toutes désireuses de devenir le chef-lieu — c'est un point que l'Assemblée nationale avait laissé à résoudre — malgré la vivacité naturelle de ces compétitions locales, n'avaient point ébranlé cet accord. Ce qui le détruisit, ce qui jeta la discorde dans le département et rendit hostiles au régime nouveau une foule d'esprits sages, désireux des réformes, mais ennemis des violences et des empiètements, ce fut la Constitution civile du clergé. Le clergé breton, en immense majorité, refusa le serment prescrit par l'Assemblée ; il acceptait tous les autres changements. Il avait même accepté la confiscation de ses biens ; il refusa de se prêter à une organisation manifestement schismatique, et le peuple, si catholique en

Bretagne, resta fidèle à ses anciens pasteurs et repoussa énergiquement les intrus.

L'antagonisme exista aussitôt entre les partisans de l'ancien et ceux du nouveau clergé, et bientôt par suite, entre les villes dévouées aux idées révolutionnaires et les campagnes attachées obstinément aux principes catholiques. La persécution suivit de près : ne pouvant vaincre la résistance des prêtres orthodoxes, on les traqua de toutes les façons ; au nom de la liberté religieuse, on leur interdit d'abord l'exercice de leur ministère ; puis on les chassa de leurs paroisses, on les mit en prison et on les déporta. Chose étonnante ! les administrations départementales, habituellement modérées, perdaient tout sang-froid, en quelque sorte, dès que la question religieuse était en jeu. Elles ne se contentaient pas d'exécuter rigoureusement les mesures vexatrices décrétées par le pouvoir législatif ; elles les provoquaient, elles les devançaient, elles les outrepassaient, sans s'inquiéter même, ni du *velo* du Roi, ni du désaveu de l'Assemblée. Une seule administration, celle de Lesneven, fait, sous ce rapport, une ombre heureuse et méritoire au tableau ; elle en fut punie par la déposition d'abord, par l'incarcération ensuite de ses membres.

L'administration centrale, plus ardente que celle de Lesneven, et au point de vue religieux et au point de vue politique, — car elle avait fait partir pour Paris ces fameux volontaires bretons qui contribuèrent tant, avec les Marseillais, au 10 août — finit pourtant plus tristement qu'elle. La plupart de ses membres étaient en communauté d'idées avec les Girondins et résolument hostiles à la Montagne ; ils avaient même fait arrêter, par un trait de hardiesse qui n'est pas sans mérite, un émis-

saire de Marat, Royou-Goermem, chargé par son patron de venir organiser à Quimper une imitation des massacres de septembre. Après le 31 mai, les administrateurs du Finistère prirent parti pour les députés pros crits ; ils leur envoyèrent une petite troupe de volontaires qui se réunirent à ceux du Calvados, et après la déroute de Wimpfen, ils donnèrent quelque temps asile à Louvet, Petion, Barbaroux et leurs amis. Ce fut leur perte. Robespierre victorieux ne pardonna pas cet essai de résistance ; le tribunal révolutionnaire fut installé à Quimper, et les membres de l'administration départementale comptèrent parmi ses premières et plus notables victimes ; le 3 prairial, vingt-six d'entre eux portèrent leur tête sur l'échafaud ; quatre seulement furent acquittés. Suivant le mot éternellement vrai, la Révolution dévorait ses enfants.

Ici s'arrête le livre de M. Le Guillou-Penanros ; il se contente de donner quelques détails très succincts sur deux ou trois autres affaires et sur la fin même du tribunal révolutionnaire de Quimper. Il se renferme aussi, il est vrai, dans le cadre spécial qu'il s'est tracé ; mais il nous permettra de le regretter. Malgré deux ou trois légères erreurs, son œuvre est assez attachante pour que nous eussions désiré la voir plus longue, et un tableau plus développé des excès de la Révolution dans le Finistère, tracé avec le talent et l'impartialité, l'esprit religieux et sage dont ce volume contient tant de preuves, eût été, nous en sommes sûr, accueilli avec empressement par tous ses lecteurs.

M. DE LA ROCHESTERIE.

Le Général Étienne Guyot, officier de la *Légion d'honneur*, par Alfred JACQUINOT, docteur en droit, ancien magistrat. Avec deux notes, deux plans, et un portrait à l'eau-forte par Gaitet. Dijon, imprimerie Victor Darantière, 1878, in-8° de 63 pages, sur papier de Hollande.

C'est une loi de la nature que les astres les plus brillants éclipsent l'éclat de leurs satellites. De même, dans la splendeur de l'épopée impériale, le souvenir de mille héros ignorés a été effacé par la gloire des Ney, des Lannes, des Davoust et de cent autres. Le nom du général Étienne Guyot est rarement cité dans les récits militaires, et nous ne croyons pas que l'*histoire du Consulat et de l'Empire* en fasse mention. Cependant ce nom est gravé sur les glorieuses tables, véritable livre d'or, de l'arc de triomphe de l'Étoile. Sans doute, c'est de liens de famille qu'est née la pieuse pensée de M. Jacquinot, de faire revivre la mémoire de ce vaillant soldat. Engagé volontaire dès le mois d'août 1791 au 1^{er} bataillon de la Haute-Saône et capitaine deux mois après, successivement aide de camp de Saint-Cyr et de Bourcier, colonel du 9^e de hussards en 1801, Guyot fit avec la plus grande distinction les campagnes d'Allemagne et d'Italie ; et en 1805, peu de temps après l'affaire de Wischau (28 novembre) où son énergie préservait la brigade Milhaud d'un désastre, il fut nommé général de brigade. Lors de la campagne de Prusse, il reçut le commandement de la cavalerie légère du 4^e corps d'armée (Soulé), et c'est à la tête de cette troupe qu'il périt bravement le 8 juin 1807, sur la Passarge, dans une malheureuse affaire d'avant-postes près d'Elditten.

Dans son respect bien légitime pour la mémoire de son héros, l'auteur de la notice s'efforce de faire remonter

jusqu'au maréchal Soult la responsabilité de l'échec de sa cavalerie légère. De son côté, Soult, dans son rapport à l'Empereur, daté de Wolfsdorf, 8 juin 1807, sur le « malheureux événement qui est arrivé à la cavalerie légère, » écrit : « Nous ne devons ce malheur qu'à l'excès de confiance et à la faute qu'on a faite de ne pas s'éclairer. »

Nous ne prendrons pas parti dans une controverse stérile, qu'il serait probablement fort difficile de vider, vu la pénurie des documents ; quoi qu'il en soit, s'il y eut une faute commise, Guyot l'expiâ par la mort des braves et sa mémoire demeure intacte. Le général, ainsi que nous le fait connaître sa biographie, joignait à ses brillantes qualités militaires les plus douces vertus de l'homme privé ; en somme c'est une sympathique et intéressante figure.

Le papier et l'impression de la notice ne méritent que des éloges ; les plans des environs de Wischau et d'Elditten sont rudimentaires, mais suffisants pour l'intelligence du texte.

J. GOUZÉAL.

Mes relations avec le duc de Reichstadt, par le comte DE PROKESCH-OSTEN, ancien ambassadeur d'Autriche. Mémoire posthume traduit de l'allemand. Paris, Plon 1878, gr. in-8° de 172 pages.

Ce livre semble une page de mémoires intimes ; or le duc de Reichstadt n'a joué aucun rôle politique et ce qu'il a pu penser et dire dans l'intimité à M. de Prokesch n'a pas un caractère vraiment historique. Cependant il est intéressant, et pour beaucoup il peut être nouveau, de connaître les aspirations, et les études de ce jeune homme qui mourut à vingt ans. Mais cette pensée, émise fréquemment, que l'Europe en 1814 et 1815 eût bien fait de reconnaître le

fil de Napoléon I^{er} pour éviter la restauration des Bourbons, serait-elle seulement une réflexion sur le passé. et ne voudrait-on pas, en la répétant, insinuer que l'Europe, en ce moment, n'aurait rien de mieux à faire que de reconnaître le fils de Napoléon III? Ce calcul est possible, car nous connaissons l'opinion déjà ancienne de M. de Prokesch que « Henri V ne serait qu'un épisode de l'anarchie qui suivrait la chute de Louis-Philippe. » Quoi qu'il en soit du but politique de cette publication, relevons ce fait, parmi les détails curieux consignés ici, qu'au moment de la Révolution de juillet, des officiers français, commandants de divisions et à la tête de troupes, prirent l'engagement de conduire le duc de Reichstadt à Paris, s'il paraissait à Strasbourg. Cet engagement, signé par le maréchal Maison, le général Belliard, etc. était, dit-on, entre les mains du prince de Metternich lorsque le général Belliard vint à Vienne notifier l'avènement de Louis-Philippe. Fouché aurait été encore dans cette intrigue, et se serait efforcé de gagner à son projet le prince de Metternich.

H. DE L'E.

Histoire contemporaine, à l'usage de la Jeunesse, par M. l'abbé COURVAL, supérieur du petit séminaire de Séez. Ouvrage approuvé par monseigneur l'Evêque de Séez. Paris, Poussielgue, 1878, in-8°. de viii, 416 pages.

Un résumé philosophique de l'histoire moderne en 94 pages amène le lecteur au courant des faits qui se sont passés de 1815 à 1869, objet principal de ce travail. Le récit, succinct mais précis, donne une idée suffisante de cette période : l'auteur a de bonnes notices sur les institutions charitables et économiques de ce

temps, sur les applications des sciences à l'industrie et le développement des arts ; il craint que le récit de l'histoire contemporaine fait à la jeunesse ne la désenchante avant le temps et ne la fasse passer subitement des grands principes de l'histoire aux mesquines réalités de la vie. — Non, à la condition toutefois que ce récit montre la nécessité des principes afin de faire détester la Révolution qui, sous toutes ses formes, dans la rue ou sur le trône, vient bouleverser les traditions d'un pays, et, en lui déguisant la vérité et au milieu même d'une prospérité matérielle trompeuse, l'entraîne aux plus profonds abîmes. M. l'abbé Courval ne s'est pas risqué à une œuvre aussi méritoire : le simple exposé des faits est déjà assez difficile parce que pour reproduire leur physionomie exacte, il ne faut pas grossir un trait et en adoucir un autre, en indiquer un et négliger l'autre. Si on lit que « le Clergé constitutionnel fit des efforts pour empêcher le concordat, » on s'étonne d'entendre attribuer à Bonaparte seul le mérite de « triompher de toutes les difficultés, » car on se rappelle celles qu'il suscita si impudemment avant la signature et les articles organiques qui suivirent. Si on dit que « dans les lycées un aumônier était chargé de l'instruction religieuse, » que « la religion catholique devint dans l'Université impériale la base de l'Enseignement, » on peut conclure que l'éducation dans les lycées universitaires eut un caractère religieux ; or on sait qu'il n'en fut pas précisément ainsi.

A côté des ultra-royalistes, n'y avait-il que « les royalistes modérés qu'on appelait aussi les doctrinaires? » Evidemment il y avait un autre groupe nombreux de royalistes. Les doctrinaires, Royer-Collard, Jordan et dans la première partie seule-

ment de sa carrière, de Serre, étaient une minorité. M. de Villèle était-il un « royaliste ardent ? » puisqu'il a souvent modéré les ardents, et ne les a jamais excités. La force dont Charles X put se priver en licenciant la garde nationale factieuse reste bien problématique, puisqu'on a vu, dans un autre jour mauvais, en février 1848, quel fut le rôle pitoyable de la garde nationale. Si on mentionne, parmi les créations principales du second Empire, les institutions de bienfaisance, et si on indique que la société de Saint-Vincent de Paul se développa, il semblerait à propos de signaler aussi l'ordonnance impériale qui brisa son organisation. Si on cite les passages de la proclamation de l'Empereur, avant la guerre d'Italie, en faveur du pouvoir temporel du Pape, alors qu'on avait besoin pour agir sur l'opinion, du concours des évêques et des catholiques, comment ne point parler de la proclamation révolutionnaire de Napoléon III, datée de Milan, et du mot dit à Cavour : *Faites, mais faites vite*, qui fait remonter bien haut la responsabilité du sang répandu à Castelfidardo et de la spoliation du Saint-Siège. Je m'arrête : on voit comment le moindre oubli, dans un récit abrégé, peut involontairement modifier la physionomie des faits, le caractère d'une institution, d'un règne. L'histoire contemporaine est, je le sais, bien difficile à écrire, parce que tout y a son contre-coup immédiat. L'impression résultant du récit aura des conséquences funestes, si elle n'apprend qu'un peuple oublieux de ses traditions nationales ne peut demander son salut, en dehors du droit qui le sauverait, que là où a été et où sera la ruine. M. l'abbé Courval, en sa qualité de supérieur d'institution ecclésiastique, déclare qu'il veut avoir « la retenue que réclame la pru-

dence, » et agir avec une « prudente réserve ; » soit, ne contestons plus et louons-le d'affirmer bien haut sa foi catholique, car cette foi est une lumière qui permet d'éclairer plus d'un événement.

H. DE L'E.

—
Le comte de Serre. La politique modérée sous la Restauration, par Ch. DE MAZADE. Paris, E. Plon, 1879, gr. in-18, de xi-302 p.

Tous les esprits distingués sont unanimes à le déclarer : « La Restauration est certainement une des plus brillantes périodes de notre siècle... Elle a tout l'éclat d'un essor nouveau des idées et du talent... Elle est le sincère et émouvant apprentissage des mœurs libres et parlementaires... Elle est une des plus nobles tentatives pour réconcilier la société sortie de la Révolution et la vieille société française par des institutions équitables, pour appuyer la liberté moderne à la monarchie traditionnelle et fixer enfin par un traité de paix intérieure les destinées de la France. » Au premier rang de ceux qui poursuivirent cette tentative est M. de Serre, à la fibre royaliste et libérale, de Serre, « vrai héros de cette politique de modération clairvoyante. » Tout le livre de M. de Mazade est dans ces lignes. C'est une étude sur M. de Serre, c'est surtout un plaidoyer en faveur de « cette politique modérée sans laquelle il n'y a pas de régime durable. » Seulement M. de Mazade, comme beaucoup d'écrivains de cette école, semble ne reconnaître pour ennemis de la politique modérée que les membres de l'extrême droite, les ultras : on oublie trop volontiers les torts de leurs adversaires : sans doute M. de Mazade sait que « les libéraux avaient, eux aussi, leurs emportements ou leurs illu-

sions ; » que parmi eux « la haine des Bourbons devenait un mot d'ordre, » et que « parmi eux encore la conspiration était flagrante, organisée, » mais il n'ajoute pas que ceux qui passent pour les plus modérés de ces libéraux, je ne parle pas des Voyer d'Argenson, des Manuel, mais des Casimir Périer, des Foy, même des Guizot, attaquaient le ministère de Serre avec une passion déraisonnable, amentaient l'opinion contre lui par ces attaques passionnées, harcelaient le pouvoir et lui dressaient des embuscades pour le meurtrir en trahison.

La France veut la modération ; oui, mais elle a besoin de la vérité : on semble trop l'oublier ; c'est pourquoi le rapprochement fait par M. de Mazade entre M. de Serre, M. Casimir Périer et M. Thiers semblera bien défectueux : est-ce qu'ils soutenaient les mêmes principes ? est-ce qu'ils s'appuyaient comme M. de Serre sur le fondement solide de la monarchie traditionnelle ? Non, Casimir Périer et surtout Thiers l'ont répudiée, et ont jeté contre elle l'insulte et l'ironie. Est-ce que l'on peut comparer les causes qu'ils défendirent ? Mais on se tient à la forme, mais on est indulgent pour ces libéraux adversaires des ultras : il faut vanter leurs paroles, leur conduite ; il faut signaler le livre qui leur donne des louanges, et surtout ne pas nommer le livre qui découvrirait leurs paroles insidieuses, leurs fausses conceptions, leurs coupables manœuvres. Comment expliquer autrement que M. de Mazade, parlant des auteurs qui ont écrit l'histoire de la Restauration, cite MM. Duvergier de Hauranne, de Vielcastel, Lamartine, Guizot, et oublie M. Alfred Nettement, dont l'œuvre magistrale et consciencieuse a répandu tant de lumière sur cette époque. On croirait vraiment que M. de Mazade

l'ignore : il n'en est rien assurément, mais pourquoi ce silence ? L'esprit si distingué de M. de Mazade doit reconnaître que ce n'est pas là de la justice et de la modération. Il y a dans ce livre d'excellentes pages : oui « le duc de Richelieu avait fait de la droiture une politique, » et c'est bien là l'éloge que l'historien peut adresser à la plupart des hommes d'Etat de la Restauration : c'est par là que les Royalistes se sont placés si haut ; ils sont honnêtes, désintéressés, francs, passionnés pour le service de la France. Les critiques de détail, les réserves que l'on doit faire sur certains points, ne détruisent pas la bonne impression que l'on garde d'un livre auquel il ne faudrait que changer peu de chose pour qu'il devienne excellent.

H. DE L'E.

—
La marine militaire en France au commencement de la guerre de Cent ans, par Ch. DUFOURMANTELLE. Paris, Direction du *Spectateur militaire*, 1879, gr. in-8° de 96 p.

M. Dufourmentelle, archiviste du département de la Corse, vient de publier le travail qu'il a, sous ce titre, présenté comme thèse à sa sortie de l'École des Chartes, en 1877. Cette étude, qui s'éclaire d'un grand nombre de documents inédits, fournit sur le mode de construction des navires à l'époque de Philippe de Valois, sur leurs diverses formes, sur la manière dont ils étaient armés et commandés, ainsi que sur la composition des équipages et le prix du nolissement, des renseignements d'un sérieux intérêt et souvent nouveaux. Nous ne suivrons pas l'auteur dans les détails de cette étude, qui forme un utile complément aux grands travaux du P. Daniel et de M. Jal. Nous signalerons seulement comme plus particulière-

ment intéressante la partie du travail qui traite de la formation des flottes de guerres à l'époque dont il s'agit, et notamment de celle du grand armement qui fut détruit dans la funeste journée de l'Écluse. Il est reconnu aujourd'hui, contrairement à une opinion longtemps accréditée, que la flotte commandée par Béhuchet sortait à peu près tout entière des ports français, et que les marins étrangers y figurèrent pour quatre ou cinq nef à peine, et rendirent même ce concours entièrement illusoire par leur manque de résolution au moment de l'action. Toutefois l'auteur attribue avec raison, croyons-nous, la perte de la bataille, et, en général, l'infériorité de notre puissance navale à la répugnance que les gentilshommes français, à la différence de ceux de l'Angleterre, montraient pour le service de l'armée de mer, et qui permettait, au témoignage d'un contemporain (*Chron. des Valois*, p. 239) de dire de ceux qui accompagnaient Yvain de Galles dans ses expéditions navales : *Ce ne sont point gens d'armes, mais gens concueillis et pauvres hommes, et seront au premier assaut desconfits*; ce qui ne les empêcha pas d'obtenir sur les Anglais de glorieux succès. Mais, en outre des dix ou douze galées qu'il entretenait aux frais du trésor, c'est le roi qui prenait soin de pourvoir les vaisseaux empruntés au commerce des armes et des engins de guerre préparés dans ses arsenaux, et notamment au clos des galées de Rouen, pour la protection des côtes et de la navigation marchande. Il y a quelques années, un historien pouvait dire encore qu'au *xiv^e* siècle « l'industrie languissait étouffée par une fiscalité insatiable et que nos ports n'abritaient que des bateaux pêcheurs montés par quelques matelots peu habiles. » Les recherches accom-

plées par nos jeunes érudits tendent chaque jour à réduire à néant des assertions de cette nature et à mettre mieux en lumière la sollicitude efficace dont le gouvernement de nos rois ne cessa d'être animé pour les intérêts commerciaux de la nation, et pour le développement de ce grand mouvement maritime qui, dès les temps des premiers Valois, et lorsque les routes de l'Orient commençaient à être moins fréquentées, allait ouvrir à l'activité européenne de nouveaux horizons et un champ, pour ainsi dire, sans limites. T. L.

Le droit du seigneur et la rosière de Salency, par LÉON DE LABESSADE. Paris, Ed. Rouveyre, 1878, in-18 de 257 pages.

Il y a des préjugés qui ont la chance de passionner certains esprits. Ces préjugés sont fondés sur une erreur historique; vingt fois on les a discutés, on en a prouvé l'inanité, on a démolì l'échafaudage d'arguments péniblement entassés sans critique. N'importe, le préjugé persiste, et on continue à le célébrer dans des livres et des brochures, à le représenter sur la scène, à persuader au public naïf qu'il doit y croire comme à une vérité historique.

Les dispenses religieuses et les autorisations du seigneur supérieur, que l'on devait demander, au moyen-âge, pour se marier, ont donné naissance à la légende du *Droit du seigneur*; depuis des siècles, cette lourde et graveleuse plaisanterie devient périodiquement le sujet de publications qui ont la prétention, les unes d'être sérieuses, les autres d'être badines.

M. Léon de Labessade a cru devoir aborder de nouveau ce sujet dans un petit volume très élégant; il ne sera certainement pas le dernier, et

nous aurions passé son écrit sous silence si nous ne voulions avertir ceux de nos lecteurs qui pourraient être tentés par la vue d'un joli livre. M. de Labessade annonce qu'il entend traiter la question *en glissant, sans appuyer*. Il me semble qu'il appuie, même assez pesamment, mais qu'au préalable, il a négligé l'étude approfondie du sujet. Il ne suffit pas, en effet, de servir exclusivement des témoignages favorables à une thèse, il faut aussi discuter et réfuter les opinions contraires, au moins celles qui sont sérieuses. L'auteur n'a pas pris la peine de le faire, non plus que de présenter le moindre argument nouveau.

M. de Labessade pense avoir expurgé ses citations de textes, plus ou moins authentiques, de manière à rendre sa brochure accessible au plus grand nombre de lecteurs *et de lectrices*; qu'il me permette de lui dire que c'est là une illusion. Une douairière ne manquerait pas de trouver ce petit livre difficile à feuilleter; les hommes d'âge qui ont la faiblesse d'aimer les gauloiseries ne le considéreraient pas comme assez vif; tout au plus si quelque adolescent le lirait en cachette avec quelque curiosité. — Comme contraste au prétendu *Droit du seigneur*, dans l'exercice duquel les intéressés auraient, le plus souvent, trouvé leur châtiment, M. de Labessade s'est occupé de la *Rosière de Salency*. Il est à regretter qu'il n'ait pas cherché à résumer, d'après des sources qui ne doivent pas être introuvables, l'histoire de cette fondation; le récit de M^{me} de Genlis est insuffisant.

A. DE B.

Une famille au XVI^e siècle, d'après des documents originaux, par Charles DE RIBBE. 3^e édition, complètement refondue et très augmentée. Tours, A. Mame, 1879, in-12 de 220 p.

Le livre de famille, par Charles DE RIBBE. Tours, A. Mame, 1879, in-12 de 283 p.

On sait avec quel zèle et avec quelle persévérance M. Ch. de Ribbe poursuit l'étude de l'ancienne société française, et nous avons, à plusieurs reprises, appelé l'attention de nos lecteurs sur ses beaux et importants travaux. Le premier ouvrage qui figure en tête de cette notice avait vu le jour en 1866, et ce n'est pas sans charme que l'éminent auteur, après avoir exposé tout au long l'histoire des *Familles et de la société en France* (2 vol.) et raconté la *Vie domestique* de nos pères (2 vol.) est revenu à cette touchante figure de Jeanne du Laurens, qu'il avait si bien esquissée à ses débuts en se servant du précieux manuscrit retrouvé et complété par ses soins. Il a pu, à l'aide des communications de M. Robolly, ancien archiviste d'Arles, ajouter de nombreux détails sur l'état civil de la famille du Laurens, et publier les deux testaments de Louis du Laurens et de Louise de Castellan, père et mère de Jeanne. — Nous n'avons plus là seulement la figure de Jeanne, si bien mise en relief par son intéressant récit; M. de Ribbe y a ajouté trois portraits qu'il convenait de détacher de cette galerie de famille pour les faire apparaître plus en relief: ceux d'Honoré, « le ligueur intrépide qui, après avoir montré son zèle de réformateur au Parlement de Provence, le déploya comme évêque dans le diocèse d'Embrun; » d'André, « le médecin de Henri IV qui, dans des ouvrages alors célèbres, joignit à un profond savoir les inspirations de

l'esprit chrétien; enfin de Jean, en religion le Père Jérôme, prédicateur éloquent et fondateur de nombreuses maisons de son ordre. Voici les divisions de cette 3^e édition, qui est à vrai dire un livre nouveau : I. *Le récit de la fille* : reproduction de la « généalogie de messieurs du Laurens, » terminée par Jeanne le 1^{er} juillet 1631. — II. *Les testaments des parents* : exposé des origines de la famille du Laurens; comment les huit fils de Louis devinrent tous docteurs en droit ou en médecine ou en théologie; ce qu'il advint de la famille et pourquoi elle disparut bientôt; texte des testaments. — III. *Appendices*: Biographie de trois des fils du Laurens.

À côté de ces types de la famille au xvi^e siècle, M. de Ribbe nous donne le modèle du *livre de famille* dont il voudrait voir reprendre l'usage par tous ceux qui ont conservé le culte des vrais principes et le respect des vieilles traditions. Il a donc pris soin de placer sous nos yeux les meilleurs exemples empruntés à tous les documents qu'il a été à même d'étudier, et il nous offre une sorte de *manuel* qui a tout ensemble une valeur historique et un intérêt pratique, car en même temps qu'on y trouve condensée la substance des *livres de raison*, on y apprend la marche à suivre pour la rédaction d'un *mémorial* de ce genre. L'éminent auteur a fait plus : indépendamment de l'ouvrage que nous avons sous les yeux, il a fait publier un registre à pages blanches, dans le format petit in-4^o, avec titres et sommaires imprimés, de façon à rendre l'application plus aisée. — Ceci dit, indiquons les matières qui composent le *Livre de famille*. Introduction : l'auteur y expose l'origine des « livres de raison, » leur forme, leur emploi, leur but, et montre que cet usage s'élevait à la hauteur d'une « institution, » il établit

ensuite la nécessité actuelle des « livres de raison ; » et montre qu'ils se sont perpétués jusqu'à nos jours : témoin une intéressante citation extraite d'un Livre portant la date de 1840; enfin il trace les devoirs qui s'imposent à tous les pères de famille, et expose le plan, la méthode et le programme du moderne « Livre de raison. » — Entrant ensuite dans le détail, M. de Ribbe prend le « livre de raison » d'après les modèles, et en examine successivement les différentes parties. Voici d'abord le préambule, contenant les avis généraux; l'auteur voudrait qu'on plaçât ensuite les photographies des membres de la famille, et les dates des anniversaires. Voici l'histoire de la famille, avec les admirables enseignements que nos pères savaient en tirer et qu'il faut lire avec soin dans le résumé si instructif qui nous en est donné; on consignera ensuite les notes autobiographiques, les naissances des enfants, le journal des éducations, les principaux événements domestiques. Après les *personnes*, les *biens* : origines de la fortune, détails sur la maison paternelle, la terre de famille, etc. Enfin les indications pour l'avenir : conseils aux enfants. Ici l'auteur a tracé un intéressant abrégé des conseils que les parents laissaient autrefois à leurs enfants dans les livres de raison.

Nous n'avons pas besoin d'insister près de nos lecteurs sur l'importance du but que M. de Ribbe a en vue, ni de les engager à le seconder de tout leur pouvoir : ils sont de ceux qui, gardiens des antiques traditions, s'efforcent, tout en tenant compte de la marche du temps, de les maintenir intactes et de les remettre en honneur.

G. DE B.

Collection des principaux cartulaires du diocèse de Troyes, par M. l'abbé LALORE. T. II. *Cartulaire de l'abbaye du Paraclet*; tome III. *Cartulaire de l'abbaye de Basse-Fontaine, chartes de Beauvoir*. Paris, Thorin, 1878, 2 vol. in-8° de xxxviii-364 et li-389 p.

Nous sommes un peu en retard pour rendre compte de ces nouveaux volumes de cartulaires troyens. Le premier renfermait les chartes relatives à l'abbaye de Saint-Loup de Troyes; il a été annoncé lors de son apparition en 1875 (t. XVIII, p. 670).

La fondation de l'abbaye du Paraclet, ordre de S. Benoît, remonte à l'an 1130. L'original de son cartulaire (Bibl. de Troyes, ms. 2284) est du xiv^e siècle; il renferme 373 documents, datés de 1131 à 1396. Malgré l'addition de quelques originaux des archives de l'Aube, l'édition de M. Lalore ne renferme que 336 numéros, à cause des pièces en double dans le cartulaire. L'introduction donne des notes sur l'origine de l'abbaye, ses dépendances et son histoire jusqu'à la démolition du monastère; on y trouve le texte d'un compte de 1288 (p. xiii-xx). L'auteur renvoie à un travail spécial ce qui concerne Abailard et Héloïse.

L'abbaye de Basse-Fontaine, ordre de Prémontré, a été fondée peu avant 1143; son cartulaire (Arch. de l'Aube) ne remonte qu'au xvi^e siècle: il comprend 119 pièces, datées de 1143 à 1298. On remarquera dans l'introduction ce qui concerne la relique de l'index de saint Jean-Baptiste (p. xix-xxvii). Le monastère fut définitivement supprimé en 1773.

La commanderie de Beauvoir était le chef-lieu des maisons et propriétés de l'ordre Teutonique en France. Outre les *Tabula ordinis Teutonici* d'Ernest Strehlke, publiées par Phil. Jaffé, cet ordre a donné lieu à bon nombre de publications diplomatiques

que j'indiquerai dans mon *Répertoire* (2^e vol.). M. d'Arbois de Jubainville avait déjà donné un aperçu des richesses confiées à ses soins dans sa monographie sur « l'ordre Teutonique en France » (*Biblioth. de l'École des Chartes*, 1871, t. XXXII, p. 63-83). Depuis M. le comte Riant a lu une note intéressante sur les vicissitudes des archives de l'ordre, à la société des Antiquaires de France (*Bulletin* de 1877, p. 61-9). M. Lalore n'a pas publié moins de 202 pièces, d'après les originaux, et un inventaire conservé aux archives de l'Aube, concernant la commanderie de Beauvoir, dont la fondation remonte au commencement du xiii^e siècle: elle fut vendue à l'abbaye de Clairvaux en 1501. On trouvera une liste des commandeurs dans l'introduction (p. xliii-xlv).

Sans attester des connaissances très spéciales en diplomatique, ces deux volumes sont publiés consciencieusement et avec soin. Chacun d'eux est suivi d'une table des noms de personnes et d'une autre des noms de lieux. M. Lalore renvoie à la fin de sa collection la publication d'« un volume particulier, sous forme de table analytique générale, » dans lequel il groupera, « dans autant de résumés méthodiques qu'il y aura d'articles, tout ce qui... intéresse l'Eglise, la société, la famille, la propriété, les institutions, les droits féodaux, les mœurs et usages, les mesures et monnaies. »

U. C.

Étude sur l'administration féodale dans le Languedoc (900-1250), par A. MOLINIER, ancien élève de l'École des Chartes. (Extrait du tome VII de la nouvelle édition de l'*Histoire générale de Languedoc*). Toulouse, Ed. Privat, 1879, in-8° de 367 p.

L'excellent travail de M. Molinier se divise en quatre parties. Le jeune

érudit étudie d'abord la féodalité elle-même, et, pour, lui emprunter les expressions dont il se sert, ce qui fait l'essence de la féodalité, le *fief*; il passe ensuite en revue ses ressources (*droits féodaux*), son administration (*officiers subalternes*) et sa justice, laissant de côté l'Église et les institutions municipales, ce qui aurait été d'un si grand intérêt, mais ce qui l'aurait mené beaucoup trop loin. Les quatre études que nous venons d'indiquer se subdivisent en de nombreux chapitres, tous d'une parfaite netteté, consacrés à l'hommage et serment de fidélité, au service militaire, aux guerres privées, aux services de plaide et de cour, à la sanction de ces obligations, aux devoirs du seigneur, à l'aliénation et à la transmission du fief, à l'hérédité du fief (p. 10-109); aux droits sur les personnes et sur les propriétés, aux droits sur l'Église, aux impôts sur le commerce et l'industrie, aux droits domaniaux proprement dits, aux monopoles (p. 109-267); aux viguiers et sous-viguiers, aux bailes, aux grands-officiers, aux châtelains, aux officiers ruraux (p. 267-313); enfin aux plaids féodaux du XII^e siècle, à la haute et basse justice, aux pénalités, aux frais de justice, aux parages (p. 313-363). Pour écrire cette histoire détaillée des institutions féodales dans le midi de la France pendant les X^e, XI^e et XII^e siècles, M. Molinier s'est appuyé sur des documents aussi nombreux qu'importants. Aux actes publiés par dom Vaissete, à ceux dont le digne successeur de M. E. Mabille a enrichi la nouvelle édition de l'*Histoire générale de Languedoc*, il a joint ceux qui abondent dans le *Marca Hispanica*, dans le recueil tiré des archives de Barcelone (*Documentos ineditos del archivo general de Aragon*), dans le recueil de M. Mahul (*Cartulaire de Carcassonne*), dans le recueil de MM. Teulet et J. de Laborde (*Layettes du*

Trésor des Chartes). De tant de pièces rapprochées les unes des autres avec la plus patiente et la plus sagace attention, M. Molinier a tiré le meilleur parti possible. Il a vivement éclairé certaines questions autour desquelles subsistait une certaine obscurité, notamment les questions relatives au budget de la féodalité, il a très bien précisé le rôle de chaque rouage dans le jeu de la puissante machine administrative du moyen âge; en un mot, il a mérité qu'on appliquât à son travail l'éloge qu'il donne à l'*Alfonse de Poitiers* de M. Boutaric (p. 9) : « il serait injuste de méconnaître la haute valeur de cet ouvrage fait sur les sources, plein de faits nouveaux et de précieuses indications. »

T. DE L.

La ville de Crest (Drôme). *Sa tour et ses illustrations, résumé historique*, par J. BRUN-DURAND, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, membre de plusieurs sociétés savantes. Vienne, Savigné, gr. in-8° de 12 p.

Le Fieus de Mons. Levesque et conte al chastel de Crest. *Document du XIII^e siècle commenté*, annoté et publié par LE MÊME. Valence, Chenevier, gr. in-8° de 26 p.

Les deux opuscules de M. J. Brun-Durand méritent, à divers égards, l'attention des lecteurs. Pour m'occuper d'abord du côté extérieur, j'en louerai le beau papier, la belle impression, et, dans le premier, l'eau-forte hors texte qui représente une vue de Crest, la lettre ornée qui représente les armes de cette ville, et la tête de page qui représente le tympan de la porte de l'ancienne église paroissiale, sculpture du XVI^e siècle où l'artiste avait reproduit le château de Crest tel qu'il était avant que Louis XIII, en 1637, l'eût fait démanteler. Mais les deux

opuscules se recommandent bien plus encore par le fond que par la forme. La notice sur Crest est complète dans son petit cadre. Rien ne manque à cette excellente esquisse, ni la description de la ville actuelle, ni l'histoire de sa fondation, ni l'histoire de ses développements, ni même la mention d'incidents tels que celui de la pauvre fille (Isabeau Vincent, dite la bergère de Crest) qui joua le rôle de prophétesse à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes, ni enfin l'énumération des « illustrations crestoises » depuis le *xvii*^e siècle jusqu'à nos jours.

Le document reproduit dans la seconde brochure de M. Brun-Durand est, comme il le dit (p. 3), « un curieux specimen du langage dauphinois au *xiii*^e siècle et une pièce d'un réel intérêt pour l'histoire générale des fiefs et particulièrement pour celle d'une ville qui fut, avant de devenir française, en 1419, la capitale d'un petit état, comprenant avec le Valentinois et le Diois une partie du Vivarais. » Le document, qui provient des archives départementales de la Drôme (fonds de l'évêché de Die) a été commenté et annoté par M. Brun-Durand avec une abondance et une sûreté d'érudition qui fait vraiment plaisir à voir.

T. DE L.

Le Journal de maître Jean de Solle, docteur en droit et avocat de la ville d'Auch (1605-1642), par M. l'abbé de CARSLADE DU PONT. Auch, F. Foix, gr. in-8° de 45 p.

M. l'abbé de Carsalade a le bon esprit de ne point exagérer, comme le font tant d'autres éditeurs, la valeur du document qu'il publie. Les simples notes rédigées à la diable par Jean de Solle sous ce titre : *Livre servant de mémoire de plusieurs choses, escript par moi*, n'ont pas d'importance pour la grande histoire. Mais, en revanche,

combien on y trouve de choses utiles pour l'histoire locale ! Et, à côté de minutieux renseignements sur tout ce qui s'est passé pendant la première moitié du *xvii*^e siècle dans la *bonne ville d'Aulx*, combien l'humble mémorial de maître Jean de Solle renferme de détails sur les mœurs et les caractères du temps ! L'avocat auscitain parle un peu de tout, et c'est avec une naïveté pleine de charme qu'il nous entretient tour à tour d'une éclipse de soleil (12 octobre 1605) qui « estonna fort le monde ; » du « beau cheval d'Espagne, qui coustoit onze cents livres, » que, le 22 juin 1606, les habitants d'Auch offrirent au maréchal de Matignon faisant son entrée solennelle en leur ville ; de la stérilité de l'année 1606 ; d'une députation des habitants de Huesca (Aragon) qui venait chercher (13 septembre 1609) des reliques de saint Orens ; du débordement des rivières en 1609 ; de l'ouverture faite par l'archevêque Léonard de Trappe des tombeaux de saint Léotard, de saint Taurin et de saint Austin (1610) ; des honneurs funèbres rendus au roi Henri IV le 28 mai 1610 ; de la disette de blé et de vin en 1613 ; de la famine de 1614 ; de la décapitation de Raymond de Comminges, baron de Pontéjac (1616) ; de la construction de la voûte du chœur de la cathédrale d'Auch, « parachevée en l'an 1620, qui a cousté 25 mille écus ; » de l'entrée du duc d'Epemon (22 septembre 1624) ; de la mort du saint archevêque Léonard de Trapes (29 octobre 1629), de la guerre, de la famine et de la peste des années 1628 à 1632, etc. M. l'abbé de Carsalade a entouré le *Journal de Jean de Solle* de tous les éclaircissements désirables, et l'on remarquera surtout, soit dans l'avant-propos, soit dans le commentaire, les pages où, avec une compétence exceptionnelle, il retrace la généalogie de la famille du chroni-

queur et des autres diverses familles gasconnes mentionnées par l'aïeul du général marquis de Solle, pair de France et ministre d'État, mort en 1828, et plus connu sous le nom de *Dessolles* qui lui est attribué dans tous les recueils biographiques.

T. DE L.

L'ancien régime dans la province de Lorraine et Barrois, d'après des documents inédits par M. l'abbé D. MATHIEU, docteur ès lettres, professeur d'histoire. Paris, Hachette, 1879, in-8° de xii-469 p.

Un professeur très distingué du séminaire de Pont à-Mousson, M. l'abbé Mathieu, vient de publier sous ce titre une étude où la conscience dans la recherche des documents égale la justesse des déductions, et qui prend incontestablement place au rang des ouvrages les plus remarquables qu'ait inspirés l'histoire de cette glorieuse et intéressante province, le duché de Lorraine et de Bar. Pour tout ce qui concerne le XVIII^e siècle, on chercherait vainement ailleurs un tableau aussi large, aussi précis et aussi satisfaisant des épreuves et des consolations qu'ont connues nos pères.

Il ne faut pas donner à ce terme *d'ancien régime* une plus vaste étendue que celle que lui a appliquée la pensée de son auteur. Ce n'est pas ce régime, pris dès les premiers temps féodaux, dont M. l'abbé Mathieu a eu la prétention de retracer l'histoire, avec les transformations successives introduites par les progrès du temps dans ses institutions, son organisation sociale et politique. C'est l'ancien régime, tel qu'il fonctionnait à la veille de la Révolution, qu'il a entrepris de faire connaître, et il serait difficile de trouver un seul trait qui manquât à l'étude qu'il en a faite, avec un talent que son indépendance d'i-

dées et sa bonne foi ont seules pu égaler. Sur plus d'un point, son rôle d'historien politique et moraliste n'était pas sans présenter quelque chose de délicat et de difficile, mais il a considéré que la franchise était le premier devoir de l'écrivain et comme la meilleure tactique à employer contre les ennemis des institutions catholiques. Partout où sa conscience lui a montré des abus, il les a stigmatisés, avec une sincérité bien faite pour inspirer une entière confiance en son caractère. « L'éloge de parti pris, a-t-il dit, le silence ou les réticences sur des imperfections connues ne servent qu'à provoquer des représailles en sens inverses. » Il a appliqué au clergé ce mot de M. de Maistre : « on ne doit aux papes que la vérité, » et il a montré ce même clergé « travaillant courageusement à se rattacher les générations modernes, plein d'une invincible confiance dans le triomphe d'idées qu'il sait éternelles et salutaires à toutes les formes de la société. »

L'ouvrage de M. l'abbé Mathieu est divisé en quatorze chapitres. Le premier contient un bref et lumineux résumé de l'histoire de Lorraine. On y voit les descendants de Gérard d'Alsace, partant de l'état le plus précaire et se créant une autorité réelle par de persistants efforts, des achats, des mariages ou des conquêtes, jusqu'à ces beaux jours des règnes d'Antoine et de Charles III, suivis de si rudes épreuves. Nous voici à la veille du XVIII^e siècle : la province rentre meurtrie, écrasée, exsangue, sous le paternel gouvernement du duc Léopold : il y a là comme un retour de l'âge d'or ; mais le fils de ce grand prince a senti que la place n'est plus tenable. Il va chercher pour sa maison de nouvelles destinées, et le duché entre dans l'unité française. L'assimilation est rapide et bientôt complète.

C'est donc sous ce triple et succes-

sif aspect de Lorraine ducale, de Lorraine ayant un semblant d'autonomie sous Stanislas, et enfin de Lorraine entièrement française, que la province se présente aux recherches de l'historien ; son étude la prend au début du XVIII^e siècle, et la laisse à l'ouverture des États généraux, où va s'inaugurer un ordre de choses nouveau.

L'examen détaillé des institutions de ce siècle, avec les modifications dues aux changements de régime, se poursuit dans neuf chapitres. Les couvents et la vie monastique, le clergé séculier et son gouvernement, les différentes sortes de bénéfices, les abus de la commende et des chapitres nobles, les impôts, la justice, l'administration, la noblesse et les droits seigneuriaux, l'état moral et matériel des campagnes sont successivement l'objet d'une étude approfondie. Dans ce vaste tableau, tracé de main de maître, rien de hasarde, d'incertain ou de téméraire, rien de donné à l'imagination ou au parti-pris ; tout est emprunté à des sources authentiques. Ce sont les documents eux-mêmes qui sortent de la poussière des archives pour s'offrir au grand jour de la publicité.

Les trois chapitres suivants offrent un intérêt tout particulier ; ils peuvent être intitulés : introduction à l'histoire de la révolution française, pour la Lorraine. Les manifestations de l'opinion publique avant 1789, l'influence des Philosophes, la préparation des élections pour les états provinciaux, puis pour les états généraux, la rédaction des cahiers, les plaintes touchantes qui s'y exhalent, les sages conseils qui s'en dégagent, tout est de nature à exciter la plus sérieuse attention du lecteur. Ce n'est qu'aux portes de l'assemblée de Versailles que M. Mathieu quitte les représentants de la population

dont il a si bien étudié l'histoire et analysé les sentiments.

Dans ces chapitres règne un esprit libéral et patriotique, un esprit plein de compassion pour les humbles et les souffrants ; mais cet esprit ne se sépare pas un instant du respect dû à des institutions qui ont eu leur raison d'être, et surtout de la fidélité qu'un prêtre catholique doit aux droits imprescriptibles de l'Eglise. On peut dire, en résumant l'impression produite par une lecture attentive et réfléchie de ce livre, qu'il est l'œuvre d'un homme droit et sincère, d'un bon français, d'un Lorrain passionné pour sa province, d'un prêtre plein d'une piété éclairée et d'un érudit professeur dont l'enseignement doit être à la fois attrayant et substantiel. Aux ardentes déclamations du parti pris, il oppose la certitude d'incontestables documents : pour répondre aux tranchantes assertions du système, il emprunte le calme langage de la vérité, se tenant à l'écart de toute exagération comme de toute dissimulation, et se gardant de recourir aux faciles ressources d'une rhétorique banale, surtout riche en lieux communs.

Tous ceux qui liront avec bonne foi le livre de M. l'abbé Mathieu lui sauront gré de la lumière qu'il a répandue sur un sujet si grave et si mal connu. Car ce sujet, tant de préventions et tant de haines rétrospectives l'ont obscurci, que, jusqu'à ces dernières années, on n'avait même pas senti le besoin de contrôler, par des investigations sérieuses, une opinion toute faite, et, semblait-il, faite sans appel !

Mais les Lorrains lui doivent de plus une vraie reconnaissance pour la manière dont il a fait ressortir le caractère admirable de leurs pères, dans la mauvaise comme dans la meilleure fortune. Grâce à lui, on verra sous leur vrai jour ces vertus solides et

modestes qui sont l'honneur des populations lorraines. On les verra surtout s'affirmer avec éclat dans ces sages et touchants cahiers de trente-quatre bailliages lorrains de 1789, desquels sont bannies les récriminations amères, et dans lesquels le clergé et la noblesse, unis avec le tiers dans un sentiment de vraie fraternité, vont au-devant de la nuit du 4 août en offrant d'avance le sacrifice de leurs privilèges et en demandant l'égalité de tous devant les charges publiques.

DE BOUTEILLER.

Le guet et la milice bourgeoise à Troyes, par M. Albert BABEAU. Troyes, Dufour-Bouquet, in-8 de 57 p. (Extrait des *mémoires de la Société académique de l'Aube*, t. XLII).

Dans ce nouveau mémoire, consacré à l'histoire municipale de Troyes, et qui a eu les honneurs d'une lecture à la réunion des sociétés savantes, M. Babeau nous montre ce qu'était l'organisation militaire au point de vue des obligations des citoyens et de la part que la municipalité prenait à la défense et à la police de la cité. Sous les comtes de Champagne, le service militaire était obligatoire pour les habitants, qui furent ensuite exemptés du service extérieur, mais tinrent toujours à être chargés de la garde de leurs portes et de leurs murailles : ils s'opposèrent tant qu'ils purent à l'ingérence de l'autorité royale dans leurs affaires, et quand Louis XIV eut rendu vénales les charges d'officiers, la municipalité les racheta pour en conserver l'investiture.

A Troyes, comme dans la plupart de nos villes, on trouve la division par quartiers désignés par le nom d'une porte. Les quartiers étaient divisés en sizaines, comprenant les « hommes de fer » qui avaient le

moyen de s'armer complètement, et en dizaines, comprenant les « hommes de pourpoint. » La différence entre ces deux catégories ne venait que de la fortune. La richesse impliquant l'obligation d'apporter un concours plus actif à la défense de la cité, la politique consistait à réserver les armes à ceux qui détenaient le pouvoir et à les refuser à ceux qui auraient pu s'en emparer.

A la tête des sizaines, étaient les « maîtres de fer, » que Joachim de Dinteville remplaça en 1580 par des capitaines, élus par l'échevinage. Vers la même époque, la milice bourgeoise était renforcée de compagnies recrutées dans les faubourgs. Le rôle des hommes appelés à faire le guet servait également pour la perception des contributions royales et municipales et était dressé par des commissaires délégués du conseil de ville. Il y avait beaucoup d'exemptions : celle du clergé suscita bien des difficultés et des procès, malgré des lettres patentes de François 1^{er} l'exemptant « sinon en cas d'éminent péril de guerre. » On voit des ecclésiastiques et même des évêques faire le guet en personne. Ils eurent plus particulièrement que tous autres à souffrir du droit dangereux donné au maître du guet de prononcer les amendes contre les absents et de les faire recouvrer par ses hommes. Ce ne fut qu'en 1528 qu'un arrêt du parlement défendit de saisir les meubles des gens d'Eglise.

Il y avait quatre espèces de guet : le guet du jour aux portes, qui se pratiquait très scrupuleusement, en temps de peste surtout ; — le guet de nuit sur les murailles ; — le guet de nuit devant les maisons avec « clartés » qu'on appelait guet dormant ; et enfin l'archeguet, ou patrouille. Un des droits des hommes de garde, qui ne fut pas sans inconvénient, était de

prélever une bûche pour le chauffage du corps de garde sur toutes les voitures de bois. Un homme « commis à la guette » veillait et avertissait d'avance les gardes de toutes les arrivées. Le guet se faisait en temps de guerre, en cas de danger et à l'époque des fameuses foires : il entraînait, quand il se prolongeait, des charges dont les habitants finirent par se décharger sur des hommes gagés. Cette milice était assez mal exercée et sa discipline laissait à désirer : on raconte qu'au service funèbre du comte de Soissons, en 1673, elle fit grand tapage dans l'église, et enleva les armoiries attachées aux tentures funèbres. Elle finit par ne plus servir que pour les incendies et les cérémonies publiques, et se maintient à Troyes jusqu'à la Révolution, qui y trouva des cadres tout prêts pour la garde nationale.

Tout le travail de M. Babeau est rédigé sur les documents qu'il a puisés dans les archives de la ville de Troyes, et dont plusieurs sont reproduits dans les pièces justificatives.

R. DE ST-M.

Archives municipales de Bordeaux. *Livre des privilèges.* Bordeaux, imprimerie G. Gounnouilh. 1878, in-4° de XLVIII-774 p.

M. l'abbé E. Allain, qui a si bien rendu compte ici (*Mélanges* de la livraison du 1^{er} octobre 1874, p. 569-577) des *publications de la commission des Archives municipales de Bordeaux*, tiendra sans doute à présenter aux lecteurs de la *Revue* le nouvel et magnifique in-4° que cette commission vient de mettre entre les mains des érudits. Aussi nous contenterons-nous d'annoncer en quelques mots l'apparition du cartulaire qui forme le tome II de la précieuse collection due à l'intelligente et patriotique générosité de la ville de Bordeaux. Ce

tome II est divisé en deux parties tout-à-fait distinctes. La première est consacrée au *Livre des privilèges*, registre en vélin, conservé aux Archives municipales de Bordeaux, et que firent commencer, en 1564, les maires et jurats de la ville, pour y transcrire les titres qui assuraient à la commune et à ses habitants les jouissances de leurs droits et libertés. Un *Appendice* constitue la seconde partie, où sont recueillis cent soixante et onze actes relatifs à l'administration municipale de la capitale de la Guyenne de 1451 à 1789. Ces actes proviennent des Archives de l'hôtel-de-ville, de la Bibliothèque de Bordeaux, surtout des Archives départementales de la Gironde, et aussi des Archives nationales, sans parler de ceux qui ont été empruntés à des recueils imprimés. Le premier document du *Livre des privilèges* est un mandement d'Édouard I^{er} relatif aux aveux que les Bordelais doivent lui faire (12 février 1274) ; le dernier document porte ce titre : Lettres-patentes de Henri IV confirmant aux maires et jurats de Bordeaux le droit de garder les clefs de la ville (juillet 1591). En tête de l'*Appendice*, nous trouvons les lettres-patentes de Charles VII relatives à la seconde capitulation de Bordeaux (9 octobre 1453). La dernière pièce de l'*Appendice* est un arrêt du conseil relatif aux honneurs du trésorier de la ville de Bordeaux (25 déc. 1788). Les consciencieux et savants éditeurs ont ajouté aux textes, reproduits par eux et par leur habile imprimeur avec une fidélité parfaite, des sommaires, des notes, un copieux index analytique qui facilitent singulièrement l'étude de leur beau volume. Le principal mérite de l'œuvre appartient à M. Henri Barckhausen, professeur à l'École de droit de Bordeaux, et c'est aussi à ce vaillant érudit que l'on doit la magistrale introduction, qui, sous

le titre de *Essai sur l'administration municipale de Bordeaux sous l'ancien régime* (p. vii-xxxv), est un lumineux résumé du volume tout entier.

T. DE L.

Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.
Tome V. Saintes, M^{me} Mortreuil ; Paris, H. Champion, 1878, grand in-8° de 456 pages.

Le tome V des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, renferme : 1° une nouvelle série de documents inédits sur la Saintonge et l'Aunis du xii^e au xvii^e siècle publiés par M. Paul Marchegay (p. 17-62) ; 2° le *Diaire* de Jacques Merlin, ou recueil des choses les plus mémorables qui se sont passées à la Rochelle de 1589 à 1620, publié par M. Charles Dangibeaud (p. 63-380) ; 3° le Registre de la confrérie de Saint-Nicolas à Cognac publié par M. Théophile de Bremond d'Ars (p. 381-389).

Les documents communiqués par M. Marchegay proviennent soit des Archives de Loir-et-Cher, soit des Archives de Maine-et-Loire, soit surtout du Chartier de Thouars, soit enfin de la collection d'autographes de M. Dugast Matifeux. Le dernier de ces documents et le plus curieux de tous est une lettre de Henri, duc de Rohan, écrite de Padoue, le 29 décembre 1630, à sa mère Catherine de Parthenay : il y est question des mémoires de son aïeul, Jean Larchevêque, seigneur de Soubise, personnage dont il dit : « De tous nos prédécesseurs, sans faire tort aux autres, il n'y en a pas un à qui j'aymasse mieux ressembler. » Une charte du 23 février 1148, signée par Geffroy, archevêque de Bordeaux, et par Bernard, évêque de Saintes, fournit (p. 19-21) divers renseignements sur l'abbaye de Notre-Dame de Châtre, près Co-

gnac, qui n'ont pas été connus des rédacteurs du *Gallia Christiana* (t. II, col. 1133). Notons encore (p. 29-30) des détails sur le siège de Royan en 1450, tirés d'un fragment de mémoire remis par les assiégeants au maître de l'artillerie [Jean Bureau], qu'ils envoyaient au roi Charles VII, détails d'autant plus précieux, que le chroniqueur Jean Chartier n'a pas cité Royan parmi les places attaquées par les troupes du roi de France, au milieu du xv^e siècle, en Saintonge et en Guyenne.

Les extraits donnés par M. Th. de Bremond d'Ars d'un ancien registre d'une confrérie de Saint-Nicolas, établie autrefois à Cognac, nous rendent un abbé de Châtres (p. 381) qui était inconnu au *Gallia*, Arnaud de l'Etang (commencement du xvi^e siècle), et indiquent pour la mort de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême, mari de Louise de Savoie (*Ibid.*) une date (3 janvier 1495) qui diffère de la date généralement adoptée.

Le *Diaire* de Jacques Metlin, pasteur à la Rochelle, est le recueil chronologique des événements dont cette ville a été le théâtre pendant trente-un ans. Souvent utilisé, le manuscrit, qui appartient à la bibliothèque de la Rochelle, était resté inédit. La Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis ne pouvait guères choisir un document plus important. Ajoutons que cette Société a eu le bon esprit de retrancher du *Diaire* de Merlin : 1° tous les faits généraux de l'histoire de France, quand ils ne se rapportaient pas à l'histoire locale ; 2° certains détails de famille, comme les maladies de l'auteur et de sa femme, et certains autres détails insignifiants, comme ceux qui concernent des œillets plantés, un mur mitoyen construit, une alouette morte *qui chantait des mieux*, un mois d'août *très chaud* et un mois

de décembre *très froid* ; 3^e enfin certaines anecdotes grivoises et aussi certains discours ennuyeux. Débarassé de tout cela, le diacre sera lu avec agrément et profit. C'est l'histoire intime de la Rochelle, racontée par un témoin oculaire, par un témoin consciencieux, et les mille particularités diverses que le rédacteur range sous ces titres : *Ecclesiastica, politica et economica* font parfaitement connaître la vie de la vieille cité protestante de 1589 à 1620. L'éditeur, M. Charles Dangibeaud, mérite des éloges particuliers, car le texte qu'il a publié avec tant de soin est parfois indéchiffrable, et il a fallu un véritable dévouement à la science pour triompher, à force de temps et de peine, de difficultés exceptionnelles.

Du reste, le dévouement, dans la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, est chose commune, et sans parler de celui du président, dont la modestie me défend toute mention spéciale, il faut signaler, entre tous, celui du secrétaire, M. H. de Tilly, auquel nous devons la *Table par ordre chronologique des pièces contenues dans les volumes I, II, III, IV et V* (p. 385-433), et la *Table des noms de lieux et de personnes du V^e volume*. T. DE L.

Recherches sur la chevalerie du duché de Bretagne, suivies de notices concernant les grands officiers de la couronne de France, qu'a produits la Bretagne, les grands officiers du duché de Bretagne, ainsi qu'un grand nombre de chevaliers Bretons, par Alexandre DE COUFFON DE KERDELLECH. Nantes, V. Forest et E. Grimaud ; Paris, Dumoulin, 1877-1878, 2 vol. in-8° de viii-580 et x-570 p.

Il existe depuis longtemps des ouvrages concernant certaines catégories de la noblesse de Bretagne. La chambre des comptes, le Parlement,

la Chancellerie, les maisons illustres, la mairie de Nantes, etc. ont eu leurs monographies spéciales. Il existe aussi plusieurs nobiliaires généraux de cette province ; mais jusqu'à présent, la partie la plus illustre de la noblesse de Bretagne, c'est-à-dire les grands officiers qu'elle a donnés à la couronne de France, les grands officiers du duché, et ses chevaliers, avait été laissée dans l'oubli. La chevalerie formait cependant une noblesse à part dans la noblesse elle-même : elle avait ses lois et ses coutumes particulières ; elle jouissait de nombreux privilèges et tenait le premier rang à la cour des souverains. Ceux-ci se faisaient un honneur de faire partie de ce corps illustre et, dans la conclusion d'un traité, ils engageaient leur foi de chevalier, et non celle d'empereur, de roi ou de prince.

Telle est la lacune dans les illustrations de la noblesse de Bretagne, que M. de Couffon de Kerdellech a entrepris de combler, et qu'il a comblée en effet dans ces deux volumes nourris d'excellentes recherches puisées aux sources les plus authentiques.

Après un chapitre préliminaire sur l'origine de la chevalerie, il définit exactement le titre de *miles* ou chevalier des anciens documents, et démontre que les commissaires de la réformation de la noblesse de Bretagne, en 1668, interprétèrent très faussement l'assise du comte Geoffroi, en lui faisant déclarer qu'en Bretagne, contrairement à ce qui existait partout ailleurs, la chevalerie était héréditaire et se transmettait avec une certaine nature de fief. A l'aide de documents nombreux et irréfutables, M. de Kerdellech établit que cette prétendue chevalerie héréditaire, confondue par des écrivains ignorant l'ancienne signification du mot *miles*, avec la possession des fiefs de haubert, n'a jamais existé en

Bretagne, et que le titre de chevalier y fut, comme partout ailleurs, personnel, accordé seulement aux seigneurs d'antique race, possesseurs de fiefs considérables et renommés par leurs exploits.

A la suite de dissertations fort intéressantes et très étudiées, surtout en ce qui concerne la chevalerie et ses privilèges, M. de Kerdellech publie, dans son premier volume, diverses séries de notices sur les grands officiers de la couronne de France qu'a produits la Bretagne, sur les grands officiers du duché, et sur les domestiques des ducs et des duchesses, tableau complet de la cour des ducs de Bretagne, calquée sur le modèle de celle des rois de France. Mais c'est surtout le second volume qui nous offre le résultat d'un prodigieux labeur. Uniquement consacré à la chevalerie bretonne, il contient plus de deux mille notices relatives aux chevaliers baronnets et aux simples chevaliers, classés par siècles et par ordre chronologique, depuis le XI^e siècle jusqu'à l'an 1532, époque de la réunion de la Bretagne à la France, avec l'indication des actes où ils figurent, des dignités dont ils ont été revêtus et des batailles auxquelles ils ont pris part.

Ce livre n'est donc pas un nobiliaire à proprement parler, puisqu'il ne comprend qu'une partie de la noblesse de Bretagne ; un certain nombre de familles anciennes n'y sont pas représentées, quelle que soit leur illustration, du moment qu'elles ne peuvent prouver au moins un chevalier. Mais, d'autre part, nous y trouvons les noms de beaucoup de familles éteintes depuis des siècles, et dont il n'est fait mention que dans les titres d'où l'auteur les a exhumés.

Des listes des chevaliers de l'Hermine et des chevaliers du Porc-Épic ou du Camail terminent le second vo-

lume, et nous ne pouvons mieux témoigner notre reconnaissance à M. de Kerdellech qu'en citant ici la notice qu'il a consacrée à l'un des membres de sa famille, un chevalier breton du XIII^e siècle :

« 1267. — URVOY COUFFON, miles, est mentionné dans une charte de Beauport, du mois de mai 1267 comme ayant fait don autrefois à cette abbaye d'une maison située dans le bourg de Plouha. Une autre charte de Beauport, datée du samedi après *Oculi mei*, l'an 1307, contient un accord passé entre les seigneurs abbé et religieux, d'une part, et Urvoy, Henri et Geoffroy, fils de Geoffroy Couffon, d'autre part. Dans cet acte, les trois frères s'engagent par serment prêté sur les Évangiles, à ne plus troubler à l'avenir les religieux dans la perception de certaines dîmes établies dans les fiefs situés dans les paroisses d'Etables et de Plouha, qui avaient appartenu à feu Alain Couffon, chevalier. Il est fait aussi mention dans une charte de l'an 1453 de la même abbaye, de l'habitation primitive de cette famille, la tour Couffon, bâtie dans la paroisse de Plouha, sur un endroit escarpé, au bord de la mer. Les ruines de cette tour et son enceinte fortifiée existaient encore avant la Révolution. »

Toutes les notices sont conçues dans cet esprit. Par l'une on peut juger des autres ; et cet extrait suffit pour donner une idée de l'importance capitale qui s'attache à la publication de M. de Couffon de Kerdellech.

RENÉ KERVILER.

—
Dictionnaire des devises historiques et héraldiques, avec figures, par A. CHASSANT et Henri TAUSIN. Paris, J. B. Dumoulin, 1878, 3 vol. in-12.

Un recueil de devises et de cris de guerre comprenant plus de 700 pa-

ges est précieux pour les amateurs de vieilles reliures, pour les archéologues qui peuvent les retrouver sur les meubles, les vitraux, les monuments. Que de fois il nous est arrivé de nous trouver en face d'une devise qui devait nous révéler un nom ou une date et dont nous ne pouvions deviner l'origine!

Le *Dictionnaire* se compose, en fait, du travail de deux chercheurs spéciaux et infatigables. Le premier volume est dû à M. Chassant, le second à M. H. Tausin; il y a donc deux séries alphabétiques, mais la pagination se suit pour tout l'ouvrage, et la table générale des noms propres permet de diriger ses recherches dans ces deux recueils qui se complètent l'un par l'autre, sans faire de doubles emplois. Il eût été préférable que le *Dictionnaire* ne fût pas ainsi scindé; mais le premier volume était imprimé lorsque l'éditeur eut connaissance du travail de M. Tausin qui venait le compléter. Espérons qu'il y aura une seconde édition dans laquelle l'œuvre de chacun de ces érudits sera fondue en une seule série.

La devise, proprement dite, quand elle n'est pas un simple jeu de mots, est le plus souvent une pensée qui rappelle des événements contemporains, un fait important dans l'histoire d'une famille, ou le rôle que s'est donné un personnage; il y aurait toute une étude à faire sur l'origine de plusieurs de ces sentences, ainsi que sur les circonstances qui leur ont donné naissance. Il fut un temps où chacun tenait à avoir sa devise; l'art de les composer n'était pas sans difficulté, et les académiciens ne dédaignaient pas d'y appliquer leur esprit lorsqu'il s'agissait d'en inventer pour les nombreux jetons dont on faisait sous Louis XIV ou Louis XV une fabrication officielle.

Nous considérons le *Dictionnaire*

édité par M. Dumoulin comme un de ces manuels qui doit se trouver sur la table de tous ceux qui lisent et qui travaillent.

A. DE B.

Le roi Léopold et la reine Victoria, récits d'histoire contemporaine. par SAINT-RÉNÉ TAILLANDIER, de l'Académie française. Paris. Hachette, 1878. 2 vol. in-8° de 438 et 422 p.

Ces récits d'histoire contemporaine sont très intéressants. On y reconnaît un écrivain familier avec toutes les sources d'informations, et habile dans l'art de les mettre en œuvre; aussi la lecture en est agréable et le récit plus anecdotique qu'historique à proprement parler, prenant souvent la forme d'une conversation, emprunte aux personnages mis en scène un attrait particulier: c'est la reine Victoria, c'est le prince Albert, c'est le roi Léopold; ils forment le centre du tableau que viennent remplir autour d'eux les figures de Brougham, de Palmerston, de Capodistrias, de Louis-Philippe, etc.; on y distingue aussi et surtout celle de cet observateur sagace, de ce confident fidèle, le baron de Stockmar, dont les *Mémoires* ou notes, publiés après sa mort, ont eu tant de retentissement. Médecin, à Cobourg, du prince Léopold, devenu son confident et son ami, envoyé par le roi des Belges près de la reine Victoria, au moment où la jeune princesse montait sur le trône, Stockmar eut, comme on le lui disait, et comme M. Saint-Réné Taillandier le rappelle, une destinée souterraine, une destinée anonyme. En effet, « cette vie active, modeste, associée discrètement à des existences royales, avait eu sa part d'influence en des événements considérables. » Et lorsque le baron de Stockmar fut mort, la fille aînée de la reine Victoria, devenue la

princesse héréditaire d'Allemagne, donnait elle-même le plan du monument funèbre et une inscription disait : « A la mémoire du baron de Stockmar, ses amis des familles régnantes de Belgique, de Cobourg, d'Angleterre et de Prusse. » Y a-t-il un plus touchant éloge que celui contenu dans ces simples lignes ? M. Saint-Réné Taillandier éclaire toujours son récit par les révélations du baron : elles lui servent de guide ; mais parfois il les quitte pour creuser lui-même son sillon, parfois aussi il contredit et combat des appréciations généralement hostiles à la France. Au commencement du premier volume, nous rencontrons la douce et sympathique figure de la princesse Charlotte, mariée à Léopold de Cobourg et sitôt ravie à l'Angleterre ; puis, comme contraste, apparaissent ensuite celles du prince de Galles et de sa femme la reine Caroline, natures égoïstes et fougueuses, à mœurs dissolues, ne reculant pas devant l'éclat d'un procès qui fit scandale. La candidature du prince Léopold au trône de Grèce, refusé par ce prince, fournit l'occasion de revenir sur la question grecque, sur Missolonghi, Navarin et de mettre en scène Capodistrias, dont le gouvernement inique soulève les Mainotes, provoque le crime de Miaulis, jusqu'à ce qu'il tombe assassiné par les Mavromichalis. Dans les chapitres sur la fondation du royaume de Belgique, sur le mariage de la reine Victoria et ses premiers rapports politiques, sur l'intérieur de famille à la cour de Windsor, les renseignements abondent : on sent que Stockmar a tout vu, tout entendu, tout retenu et on trouve un grand charme à ces confidences qui viennent confirmer ce que l'on sait, ou l'accentuer, ou y ajouter. Dans le second volume, les brillantes visites

faites à la reine Victoria par le roi de Prusse et l'empereur de Russie, avec le dessein de nuire à la France dans l'opinion des hommes d'État anglais, font opposition à la visite toute bourgeoise du roi Louis-Philippe scellant ainsi l'entente cordiale avec l'Angleterre. Cette entente est refroidie par les mariages espagnols, dont le récit offre quelques traits nouveaux ; puis viennent les révolutions de 1848, catastrophes européennes où, selon Stockmar, M. Guizot doit avoir une grande part de responsabilité. Enfin, à la suite des conflits intérieurs dans le gouvernement anglais et de la lutte entre Palmerston et le prince Albert, nous pénétrons dans le détail des mœurs britanniques et des habitudes gouvernementales de ce peuple.

Le récit des faits est toujours émaillé de traits, de souvenirs, d'anecdotes, dont la réunion fait revivre toute une époque. M. Saint-Réné Taillandier, que la mort vient de frapper prématurément, a voulu donner à ses récits une pensée plus haute que la curiosité satisfaite : « Son livre, dit-il, est consacré aux principes des pays libres, quelle que soit la forme de leur gouvernement. » Je ne voudrais certes pas souscrire à tous les jugements émis par l'auteur sur les faits et les personnages présentés à nos yeux ; quelquefois la note est forcée, la sympathie aveugle, mais on lit avec intérêt et plaisir ces études, écrites en un style vif et élégant, et pleines de curieux détails.

H. DE L'E.

L'Ile de Chypre, sa situation présente et ses souvenirs du moyen-âge, par L. DE MAS LATRIE, professeur à l'Ecole nationale des Chartes, chef de section aux Archives nationales. Paris, Didot, 1879, in-12 de 430 pages, avec une carte.

En rendant compte dernièrement du travail consacré à *Chypre, Histoire et Géographie*, par le marquis de Sassenay (p. 333), nous n'avions fait qu'une réserve, et cette réserve portait sur la brièveté d'un exposé trop rapide, selon nous. Aujourd'hui, la lacune est comblée, et nous devons à l'érudit le plus compétent une monographie complète sur cette île qui paraît destinée par ses nouveaux maîtres à un avenir éclatant. Quoiqu'elle égale à peine en superficie notre département de la Gironde, sa position en fait pour l'Angleterre un point stratégique et politique de première importance. M. de Mas Latrie fait remarquer avec raison (p. 97) que « si elle possédait un port militaire répondant aux exigences modernes, » Chypre deviendrait promptement prépondérante dans cette partie de la Méditerranée que l'on pourrait appeler *asiatique*. Il est probable que ce point de vue et ses conséquences n'échapperont point à l'Angleterre, puissance avant tout sinon exclusivement maritime. Mais, sans préjuger l'avenir, le présent et le passé offrent ici d'assez intéressants sujets d'étude pour que nous nous y arrêtions un instant. Aussi bien suffirait-il d'un exposé sommaire de ce que contient le présent ouvrage pour en montrer le mérite et l'à-propos. Le nom seul de l'auteur est une garantie de science et d'exactitude sur laquelle nous croyons inutile d'insister autrement que pour lui rendre hommage et nous féliciter des loisirs qu'il a bien voulu consacrer à donner au public, soit le résumé de travaux historiques qui

honorent autant la France elle-même que l'érudit éminent dont ils ont rempli la vie, soit la réédition de mémoires dispersés jusqu'ici dans des recueils spéciaux et peu explorés généralement par le public.

L'ouvrage, comme son titre l'indique, a deux grandes divisions, selon que l'auteur considère *la situation présente* de Chypre, ou que, soulevant le voile de ses annales historiques, il fasse revivre pour nous ses *souvenirs du moyen âge*.

La première partie expose en détail les conditions physiques de l'île (§ 1). elle contient la description de ses seize districts (§ 2), l'énumération de ses divers produits agricoles et forestiers, de sa faune et de sa flore (§ 3); on reconnaît sans peine ici l'écrivain qui ne fait pas un livre avec d'autres livres, mais qui raconte ce qu'il a vu, observé, étudié, et fait ainsi profiter le public d'un *acquis* du meilleur aloi, les rapprochements historiques et archéologiques se mêlant avec grand intérêt à l'exposé géographique et physique et aux considérations sur l'industrie et le commerce (§ 4) : puis vient un paragraphe sur le gouvernement turc, et ce premier chapitre se termine par un résumé fort bien fait des circonstances qui ont amené et accompagné la cession de l'île à l'Angleterre (§ 6, p. 96 à 118). On y trouve reproduits *in extenso* l'*annexe* à la convention du 4 juin 1878, concernant cette cession de Chypre au gouvernement anglais et qui est du 1^{er} juillet suivant, et le *Décret de la Reine pour le gouvernement de l'île*, en date du 14 septembre. M. de Mas Latrie considère que « l'Établissement en Chypre d'un gouvernement libéral et juste, plein d'énergie et d'initiative sera, non seulement un bienfait pour l'île, mais un salutaire exemple et un puissant encouragement pour l'organisation si désirable de l'Asie mineure. » Dieu

nous garde de le contredire, au moins pour la première partie de son assertion ; il suffit de comparer l'action politique, gouvernementale et sociale de l'Angleterre et de la Turquie pour dissiper les doutes à cet égard. Quant au contre coup probable qu'en ressentira l'Asie mineure, l'avenir sur ce point nous paraît plus incertain.

Le second chapitre de la première partie est consacré à la *Carte de l'Île* (disons à ce propos que la carte jointe au volume, bien qu'elle ne soit point sans mérite, nous paraît inférieure à celle qu'a donnée M. de Sassenay dans sa brochure). C'est la reproduction, sauf quelques rectifications, du Mémoire publié en 1863 dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes* (5^e série). Rien de plus intéressant que ce mémoire, où l'on trouve, avec tous les détails désirables, avec quelques notes sur les anciennes cartes et les divers itinéraires, les divisions et limites des districts à différentes époques, sous les Français, les Vénitiens, les Turcs, une nomenclature géographique donnant les noms grecs, turcs, etc.

Quant à la deuxième partie, qui occupe la moitié du volume (p. 205 à 430), elle comprend d'abord l'exposé historique des « relations de l'Île avec l'Asie mineure au moyen âge. » C'est la reproduction des mémoires parus jadis dans la 2^e série (tomes I et II) de la *Bibliothèque de l'École des Chartes*. Cette période s'étend de 1191 à 1458, et c'est celle de la domination des Lusignan, dont le premier auteur, Guy, abandonné par les grands vassaux du royaume de Syrie, reçut l'investiture de Chypre, en 1192, de Richard Cœur-de-Lion, en échange du royaume de Jérusalem. Nous sommes ici sur le terrain propre de M. de Mas Latrie, et le lecteur n'a qu'à suivre avec une entière confiance un guide historique qui sera de longtemps le meilleur

et le plus sûr comme le plus agréable. Le rôle glorieux des chevaliers français et l'influence civilisatrice de la France, une prospérité exceptionnelle, une richesse commerciale et agricole incroyable aujourd'hui où l'on est en présence des ruines accumulées par le gouvernement turc, caractérisent cette époque ; et la décadence ne commence au bout de trois siècles que lors de l'apparition des Vénitiens réclamant l'héritage de Catherine Cornaro, veuve de Jacques II, bâtard du dernier Lusignan. L'auteur s'arrête à cette fin lamentable d'une domination et d'une dynastie dont le souvenir n'est point oublié, quoiqu'on ne puisse retrouver à Chypre, comme au Canada, devenu aussi possession anglaise après avoir appartenu à la France, aucun vestige quelque peu important de la religion, de la langue ou des mœurs de ses anciens souverains.

Nous n'avons pas à faire ici l'analyse de ce chapitre si rempli de faits : il faut le lire, car il n'est pas facile à tous d'aborder les trois volumes dont il est lui-même un résumé rapide et attachant. L'auteur lui en a ajouté deux autres, pour compléter en érudit la seconde partie de son livre : l'un reproduit toutes les inscriptions françaises trouvées à Chypre : nous y relevons les noms de Mirabeau, Dampierre, Neuville, Montfort, Champigny, etc., etc... l'autre est un état complet « des principaux fiefs et des terres du domaine royal sous les Français et les Vénitiens. »

Tout un côté historique, laissé de côté dans cet ouvrage, paraît l'avoir été avec intention ; je veux parler de l'histoire religieuse ; en effet, M. de Mas Latrie promet d'en faire l'objet d'un travail spécial, et nous sommes heureux de voir annoncer, pour « paraître prochainement, » une histoire de l'Eglise latine en Chypre. — Les souvenirs chrétiens, surtout en Orient,

ne peuvent pas et ne doivent pas être séparés des souvenirs français.

F. DE ROQUEFEUIL.

—

Éléments de droit civil russe
(Russie, Pologne, Provinces Baltiques), par Ernest LEHR. Paris, Plon, 1877, in 8° de xii-509 p.

La Russie comprend, réunis sous un même gouvernement, des peuples, des nationalités qui diffèrent de race, de langue et de mœurs. Dans un tel pays, la législation véritable est la coutume locale, aussi variée que les circonstances qui la font naître, la perpétuent ou la modifient; la loi écrite, promulguée par le pouvoir central, ne saurait contenir que des dispositions très générales: si elle précise, elle se heurte à des règles séculaires qu'elle ne peut abroger, et demeure lettre morte. Un tableau d'ensemble de la législation russe est donc une œuvre extrêmement difficile. M. Lehr ne l'a pas entreprise; il s'en tient à la législation écrite: au *Svod zakonov* pour le droit commun de la Russie, à la loi polonaise (code Napoléon modifié par des lois de 1818, 1825 et 1875), enfin à la loi allemande des provinces baltiques. Ce plan lui permet de présenter sur chaque matière un tableau synoptique des règles slaves, françaises et allemandes; mais il ne fait pas connaître l'état réel du Droit en Russie, et le lecteur, averti que la loi écrite qu'on lui expose est en quelque sorte une loi exceptionnelle, à laquelle échappe la majorité de la nation (p. xi), ne sait guère à quoi s'en tenir. Sur quelques matières, il est vrai, la différence entre la loi et la coutume est indiquée, mais on regrette que ces indications soient trop rares ou trop brèves. D'autre part, M. Lehr ne traite dans le présent volume que le droit des personnes, le droit de famille, les droits réels et les

successions ab intestat. Sur les droits des obligations et des testaments, de nouvelles lois sont près d'être promulguées: il a dû en remettre à plus tard le commentaire. Et même, parmi les matières dont il s'occupe, le régime hypothécaire est sous le coup d'une réforme imminente. Son ouvrage n'a donc qu'une valeur transitoire, mais d'ici à quelques années, en tenant compte de nos critiques, il peut en faire une œuvre définitive.

Le service rendu à la science du droit comparé n'en est pas moins déjà considérable. Vainement chercherait-on ailleurs, sur le développement historique du droit slave, les détails, contenus dans les introductions historiques mises en avant de chaque livre, de chaque section, ou sur le droit actuel, l'excellent résumé que chaque section présente. Incomplet forcément et peut-être inexact, l'ouvrage n'en est pas moins un point de départ pour des études subséquentes. On y trouvera dans ses grandes lignes un droit profondément original. Ajoutez la sagesse des vues de l'auteur. Partisan éclairé des réformes, il signale hautement le mal irremédiable de changements prématurés. Sachons lui gré de cet esprit, et espérons que dans la prochaine édition de son livre, outre ce qu'il nous promet, il mettra, si la tâche n'est pas trop lourde, tout ce que nous osons réclamer.

J.-A. B.

—

Une colonie féodale en Amérique, l'Acadie, 1604-1710.
par M. RAMEAU. Paris, Didier, 1877.
in-12 de LIV-367 pages.

L'auteur s'est occupé, depuis plusieurs années, de nos colonies françaises. Après avoir fait paraître, en 1819, *la France aux colonies*, il nous donne aujourd'hui une étude fort intéressante sur l'*Acadie*, ou il prend

patriotiquement en main la cause de la vérité et de la justice, pour combattre des idées généralement reçues sur les causes réelles du succès final des Anglo-Américains. Une longue nomenclature des sources qui ont servi à cet ouvrage prouve qu'il est le fruit de recherches aussi consciencieuses que persévérantes. L'introduction est un résumé très substantiel du caractère de cette colonisation, qui fixe aussi actuellement l'attention de plusieurs hommes d'Etat éminents en Amérique. Les faits étant exposés dans leur ordre chronologique, il eût été préférable, pour éviter quelques longueurs dans la dernière partie, de reporter à la fin le chapitre des considérations politiques, économiques et sociales.

Rechercher quels furent les idées, le but, la manière d'être de ce premier flot d'émigrants qui, pendant le dix-septième siècle, quittèrent leur patrie pour aller se fixer dans les régions sauvages de l'Amérique du Nord, tel est le point de départ de ce travail; et ce qui lui donne, pour nous, Français, un prix particulier, c'est que nous avons été dans cette œuvre les premiers en date, et que nous avons rempli autrefois un rôle prépondérant dans le Nouveau-Monde. En fondant ces colonies, nos compatriotes voulaient assurer des fiefs et une fortune à ceux qui ne pouvaient espérer autant de la mère patrie; leur but était de propager la foi catholique, de fonder et de continuer une nouvelle France par-delà les mers. Ils s'exportaient avec l'organisation féodale telle qu'elle existait alors, et ils maintinrent longtemps ce régime parmi eux, sans modifications notables. Ces colons, que nous avons délaissés, ne se sont point abandonnés eux-mêmes: après deux siècles d'un labeur obscur et patient, ils nous font savoir, par le dénombrement de

1870, qu'il y a maintenant 1,600,000 Français groupés dans le bassin inférieur du fleuve Saint-Laurent et sur les côtes du golfe de ce nom. M. Rameau nous prouve péremptoirement que, contrairement à l'opinion commune, leurs ancêtres étaient plus vigoureux de corps, plus énergiques d'esprit, plus ingénieux et plus intelligents que les Anglo-Américains, et que leur société était plus virile. Il fallut, en effet, à la suite de cent cinquante années de luttes continuelles, que les Anglais devinssent vingt fois plus nombreux que leurs adversaires pour les vaincre. Français, nous nous séparerons encore de Voltaire, pour regretter la perte de cette colonie, que notre patrie abandonna sous l'empire de préoccupations trop exclusivement européennes.

E. L. M.

Une Lettre inédite de Peiresc, abbé de Guîtres, au cardinal de Sourdis, avec introduction et notes, par Antoine DE LANTENAY, membre correspondant des Académies de Metz et de Dijon.—Bordeaux, Féret, 1873, in-8° de 28 pages.—tiré à 100 exemplaires avec eau-forte de Grenier-Dubreuilh.

Le savant auteur de la brochure que nous annonçons débute par ces mots: « Nous avons conscience, en publiant la lettre inédite qui fait l'objet de la présente publication, d'offrir aux amateurs des belles et vraies curiosités littéraires une pièce d'intérêt peu commun. Cette lettre, en effet, ne se recommande pas uniquement par la nature piquante de son sujet, mais encore et surtout le grand renom de son auteur la rend digne d'une attention toute particulière. » Nicolas-Claude Fabri, seigneur de Peiresc, est connu par ses voyages, ses belles collections, surtout par son profond savoir, qui faisait l'étonnement des gens

de lettres dont il était l'ami et le Mécène, et qui lui donnèrent le titre flatteur et pittoresque de *procureur général de la littérature*. Le document publié par M. de Lantenay le fait voir sous un jour tout nouveau, et nous donne en même temps des renseignements très curieux sur le cardinal François de Sourdis, archevêque de Bordeaux. En 1618, Louis XIII, pour récompenser les services de Peiresc, lui donna en commende l'abbaye de Notre-Dame de Guîtres, au diocèse de Bordeaux. Il fut du très petit nombre des abbés commendataires qui s'occupèrent d'autres soins que de toucher les revenus de leur bénéfice : il favorisa de tout son pouvoir le zèle de plusieurs religieux qui désiraient voir rétablir dans le monastère la parfaite observance qui avait été détruite en grande partie par les bouleversements des guerres religieuses et civiles du seizième siècle. Le bien ici-bas ne s'opère jamais sans rencontrer des obstacles : Peiresc trouva dans l'archevêché de Bordeaux les empêchements les plus puissants à la réforme. Le cardinal de Sourdis nourrissait l'espoir de l'évincer de son abbaye et de l'obtenir pour l'un de ses protégés, on dit même l'un de ses neveux. Justement indigné des procédés du vicaire-général du cardinal et ne soupçonnant probablement pas toute la trame ourdie contre lui, Peiresc adressa au cardinal une lettre très ferme, très digne et d'un grand style dans laquelle il se plaint avec énergie de la conduite du grand vicaire. C'est cette lettre que publie M. Antoine de Lantenay.

L'affaire ne fut pas terminée ainsi. Plusieurs années s'écoulèrent, et Peiresc rencontrait toujours les mêmes obstacles. Il prit alors le parti de s'adresser au Souverain Pontife. C'était alors Urbain VIII, un lettré qui connaissait et estimait Peiresc ; il adressa

au cardinal de Bordeaux un bref très ferme dans lequel, après avoir fait l'éloge le plus complet de l'abbé de Guîtres, il défend à qui que ce soit de mettre obstacle à ses louables efforts pour le bien du monastère.

Lorsque les frères de Sainte-Marthe publièrent leur édition du *Gallia christiana*, ils demandèrent des documents à l'archevêché de Bordeaux comme aux autres ; ils reçurent une copie du bref d'Urbain VIII, mais grâce au changement d'un mot de la conclusion, il était impossible de reconnaître l'avertissement donné au cardinal. Lorsque D. Denis de Sainte-Marthe publia en 1720 le second volume du *Gallia christiana* de la nouvelle édition, il ne put se procurer de copie plus fidèle ; mais soupçonnant une altération, il eut soin de mettre plusieurs points. Plus heureux que nous-même, M. de Lantenay est parvenu à découvrir le texte véritable et a pu rendre ainsi à deux personnages historiques leur vraie physionomie.

Il ne serait pas juste de terminer ces lignes sans rendre hommage au talent de M. Grenier-Dubreuil qui, dans une très-belle eau-forte, donne une vue vraiment remarquable de la ville de Guîtres.

DOM PAUL PIOLIN.

Les Tournonnais dignes de mémoire. Lettres à Monsieur le Directeur du *Journal de Tournon*, par Anatole DE GALLIER, Président de la Société d'Archéologie de la Drôme. Paris, Rouquette, 1878, grand in-8° de 54 p.

M. de Gallier a réuni dans la brochure dont on vient de lire le titre, de courtes, mais excellentes biographies des hommes qui, à diverses époques, ont illustré la ville de Tournon (Ardèche), tels que le peintre Pierre Paul Sévin (p. 1-13), Bon de

Broë, président de la première chambre des enquêtes au Parlement de Paris (p. 15-19), Jean Capassin, peintre florentin, élève de Raphaël, que le cardinal de Tournon ramena d'Italie (p. 21-25), Achille Gamon, consul d'Annonay et chroniqueur (p. 27-39), le poète et géographe Pierre Davity (p. 41-49). Un des plus grands mérites de ces cinq notices, c'est d'être nouvelles en grande partie. Quelques-uns des personnages étudiés par M. de Gallier ne sont mentionnés dans aucun dictionnaire historique ; les autres n'y sont l'objet que d'insuffisants articles. Tous ceux qui recherchent de bonnes pages relatives à la biographie des artistes et des écrivains, devront se procurer la curieuse brochure de M. de Gallier, laquelle, je l'espère bien, sera suivie de plusieurs autres brochures non moins curieuses sur d'autres célébrités provinciales. On remarque, dans la notice sur Bon de Broë, le collègue et l'ami du président Jacques Auguste de Thou, qui l'a tant et si dignement loué, plusieurs rectifications d'erreurs commises par l'antiquaire Millin. Je recommande aux bibliographes les judicieuses observations de la p. 48 sur certains opuscules de 1624 et 1625, attribués à Pierre Davity : « Ces attributions nous paraissent plus que douteuses. Pierre Davity fut en effet seigneur de Montmartin, mais il y a en France plusieurs localités de ce nom, et si nous en croyons leurs titres, ces ouvrages doivent émaner d'un réformé, tandis que notre écrivain se montra toujours zélé catholique. » J'appelle aussi l'attention des érudits sur le vœu qu'exprime notre savant collaborateur (p. 28) au sujet d'une nouvelle édition, complète et annotée, du *Journal* d'Achille Gamon, dont des extraits seulement ont été donnés, d'abord par le marquis d'Aubais (*Pièces fugitives pour servir à l'his-*

toire de France, 1759), et, plus tard, par les éditeurs de nos grandes collections de mémoires. M. de Gallier signale une transcription du texte primitif de cet important document faite avec la plus scrupuleuse exactitude par M. André Lacroix, archiviste de la Drôme, et il serait bien à désirer que les deux amis, qui sont l'un et l'autre d'excellents travailleurs, nous donnassent, avec un ample commentaire, une édition intégrale et définitive d'une des plus intéressantes chroniques du *xvi^e* siècle.

T. DE L.

Inventaire Archéologique, par M. Fortuné Parenteau, conservateur du Musée archéologique de Nantes. — Nantes, Vincent Forest et Emile Grimaud, 1876. In-4° de 142 p. et 62 planches gravées, tiré à 175 exemplaires, sur papier vergé, titre rouge et noir.

Voici une publication qui fera décerner le titre de Mécène à l'heureux possesseur de tant de trésors archéologiques.

Le mot d'inventaire est modeste. Il ne s'agit pas ici, en effet, d'une sèche nomenclature. Dans une série de soixante-deux magnifiques planches à l'eau-forte, M. Parenteau nous offre la représentation exacte de tous les chefs-d'œuvre et de toutes les curiosités de sa propre collection, classés par genres et par époques, depuis les *celtes* des populations dites préhistoriques jusqu'aux bibelots politiques de la grande Révolution. Plusieurs de ces planches sont saisissantes de réalité et d'effet, et, si l'on peut reprocher à quelques-unes je ne sais quoi de mou, comme à la serrure ciselée du *xvi^e* siècle, qui demanderait plus de mordant pour mieux accuser son relief et ses fines découpures, en revanche,

leurs voisines ont un caractère magistral, un air de grande allure, qui convient admirablement aux objets représentés. Le texte qui accompagne les planches et qui donne l'explication et la description détaillée de chaque objet, ne se borne pas à un simple catalogue. Là plupart des indications donnent lieu à des observations piquantes ou à de petites dissertations, assaisonnées de sel gaulois.

Nous signalerons à l'attention toute particulière des archéologues la céramique gauloise, avec ses briques à jour, ses dés à jouer, à feuilles de fougères, et ses lampions à bobèches : les objets de l'âge du bronze, les boîtes de moyeux de chars et les épées, qu'il serait intéressant de comparer avec celles que nous avons découvertes dans le bassin de Penhouët ; la numismatique, surtout la curieuse série qui raconte l'odyssée de la bécasse en Gaule ; la comparaison des lopins de fer de Saint-Molf, d'Avranches et de Korsabad ; les anneaux et colliers torsadés en or ; la dissertation sur les rouelles ; la matrice en bronze pour estamper les fibules bractéates d'or ou d'argent ; les clefs et les bijoux bretons du moyen âge ; les curieux bassins en bronze émaillé de l'église de Bouée ; la plaque décorative en faïence de Nantes de l'évêque constitutionnel Minée ; les insignes vendéens ; les documents sur Charette et sur Carrier ; les plombs divers et la magnifique serrure en fer ciselé aux armes de Bretagne.

Pour faire la part de la critique, deux simples observations : l'auteur cite la ville d'*Occismor* comme lieu de la découverte de l'un de ses curieux objets, et il ne donne pas des preuves assez convaincantes de l'emplacement précis de Corbilon à Portnichet. *Occismor* est encore à trouver : quant au *corbilon* mentionné à l'embouchure de la Loire par le géo-

graphe Strabon, un comptoir comme celui-là devait avoir pour siège, non pas un point spécial, une ville, mais une région de côte tout entière.

Nous souhaitons vivement, pour l'archéologie, pour l'histoire et pour l'art, que M. Parenteau trouve beaucoup d'imitateurs.

RENÉ KERVILER.

Inventaire analytique des archives de l'hospice de Sablé, suivi de notices historiques, par M. P. E. CHEVRIER, notaire honoraire, officier d'académie, etc. Sablé, veuve Choynet, 1877, in-8° de 612 pages.

Bien que nous vivions à une époque de lumière prétendue universelle, il y a encore beaucoup à faire pour retirer de la destruction une foule de documents historiques qui intéressent nos anciennes provinces : aussi doit-on une reconnaissance toute particulière aux patients et laborieux érudits qui entreprennent avec succès, comme M. Chevrier, le long, aride et pénible travail du classement et de l'analyse d'un important chartrier. Un premier inventaire des archives de l'hospice de Sablé fut dressé en 1857 par un employé de la mairie : des liasses de parchemins et de papiers furent en partie déchirés ou mis au rebut avec l'étiquette *illisibles* ; on lacéra et brûla presque tous les titres qu'on n'avait pu déchiffrer, les trouvant trop vieux et les supposant par cela même inutiles. Ceci, répétons-le, se passait en 1857 : grâce à M. Chevrier, on n'aura plus à redouter pour les archives qui ont été confiées à sa garde les fatales conséquences d'un pareil vandalisme : le but de son inventaire analytique, est en effet, de conserver des documents qui pouvaient disparaître avec le temps, en laissant une analyse suffisante de ces titres, pour en rétablir au besoin, sinon le texte

complet, au moins les dispositions principales. La pièce la plus ancienne est datée du mois de novembre 1386.

L'inventaire est suivi de vingt-trois notices fort intéressantes sur Sablé, sur ses églises, sur Solesmes et sur les environs, toutes composées à l'aide des documents les plus authentiques. Une table alphabétique de tous les noms de lieux et de tous les noms de personnes facilite au lecteur les recherches au milieu de matériaux aussi

nombreux; et nous félicitons hautement le conseil général de la Sarthe et la société archéologique et historique du Maine, d'avoir encouragé cet excellent travail. Il fait le plus grand honneur à l'archiviste de l'hospice de Sablé, et il est à souhaiter que beaucoup de ses confrères se décident à imiter son exemple.

RENÉ KERVILER.

L'Administrateur Gérant.

VICTOR PALMÉ

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-CINQUIÈME VOLUME.

LIVRAISON DU 1^{er} JANVIER 1879

LA POLITIQUE DE PHILIPPE II DANS LES AFFAIRES DE FRANCE. — 1559-1598, par M. Gustave Baguenault de Puchesse.	5
L'EXPÉDITION DES FRANÇAIS A CANDIE EN 1669, par M. Charles Gérin	67
UNE NOUVELLE SOURCE D'INFORMATIONS HISTORIQUES. — LES ANCIENS REGISTRES PAROISSIAUX DE L'ÉTAT-CIVIL, par M. Théodore Melgnan.	131
LES QUATRE FILS AYMON, par M. Auguste Longnon.	173
MÉLANGES : De l'origine commune de la chronologie cosmo- gonique des Chaldéens et des dates de la Genèse à propos d'un article de M. Oppert, par M. J. B. Lelièvre.	197
Le comte de Fersen et la Cour de France, par M. Maxime de la Rocheterie.	202
De quelques travaux récents sur Christophe Colomb, par M. J. Vaesen	213
LE BREF DE S. S. LE PAPE LÉON XIII AU COMMANDEUR J. B. DE ROSSI	218
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson.	221
COURRIER DU NORD, par M. E. Beauvois.	229
COURRIER ROMAIN, par M. Henri Stevenson	232
COURRIER RUSSE, par le R. P. Martinov, S. J.	242
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet.	249
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES : Périodiques français, par M. Fr. de Fontaine	261
Périodiques allemands, par M. Bonifaz Maier	277
Périodiques russes, par le R. P. Martinov, S. J.	289
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE	299

LIVRAISON DU 1^{er} AVRIL 1879

LA BIBLE ET L'ASSYRIOLOGIE. LES INVASIONS ASSYRIENNES DANS LE ROYAUME D'ISRAËL, D'APRÈS LES DÉCOUVERTES RÉCENTES, par M. F. Vigouroux , prêtre de Saint-Sulpice	337
LES FRÈRES DE CHARLES V. EXAMEN DES ACCUSATIONS DONT ILS ONT ÉTÉ L'OBJET, par M. le marquis de Loray	430
LE VOYAGE DE CHARLES-QUINT EN FRANCE, EN 1539-1540, D'APRÈS LES DOCUMENTS ORIGINAUX, par M. Charles Paillard	506
MÉLANGES : Les fouilles de M. Henri Schliemann à Tyrinthe et à Mycènes, par M. F. de Saulcy	551
L'histoire du peuple allemand du Docteur Janssen, par M. Just de Bernon	578
Une nouvelle étude sur Savonarole, par M. Henri de L'Épinois	587
La guerre de Trente ans d'après son récent historien, par M. Georges Gandy	594
POLÉMIQUE. — LETTRE DE M. JULES OPPERT ET RÉPONSE DE M. J.-B. LELIÈVRE	602
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson	609
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet	618
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES :	
I. Périodiques français, par M. Fr. de Fontaine	629
II. Périodiques romains, par M. Henri Stevenson	643
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE	653

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

La sainte Bible, avec commentaires. Évangile selon saint Matthieu, introduction critique et commentaires par M. l'abbé Fillion	654
Job et l'Égypte. Le Rédempteur et la vie future dans les civilisations primitives, par M. l'abbé Victor Ancessi	299
Commentarius in Evangelium S. Joannis, quem in usum prælectionum scripsit P. Josephus Corluy, S.-J.	300
Petite histoire ancienne des peuples de l'Orient, Égyptiens, Assyriens et Babyloniens, Mèdes et Perses, Phéniciens, par M. Van den Berg	302
Histoire biblique de l'Ancien et du Nouveau Testament, ornée de 113 gravures sur bois et d'une carte de la Terre Sainte, par le Dr J. Schuster	303
La religion en face de la science. Leçons sur l'accord entre les données de la révélation biblique et les théories scientifiques modernes, par M. l'abbé Alexis Arduin.	655
La Bible et les Découvertes modernes, en Palestine, en Égypte et en Asie, par M. F. Vigouroux, prêtre de Saint-Sulpice . .	657
Polychronius, Bruder Theodor's von Mapsuestia und Bischof von Apamea, par M. Otto Bardenhewer	661
Mémoire sur l'économie politique, l'administration et la législation de l'Égypte au temps des Lagides, avec carte, par M. Felix Robiou.	304
Histoire des Romains depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'invasion des barbares, par M. Victor Duruy, de l'Institut. Nouvelle édition. Tome I ^{er}	306
L'ordinamento delle armate romane, recherche di Ermano Ferrero	662
Sainte Magdelaine et la France, par l'abbé Sicard.	664
Histoire de saint Paulin de Nole, par M. l'abbé F. Lagrange . .	664
Histoire de France, depuis les premiers temps jusqu'à nos jours d'après les sources et les travaux récents, par M. Edmond Demolins.	307
La famille de Jeanne d'Arc et son séjour dans l'Orléanais, d'après des titres authentiques récemment découverts, par M. Boucher de Molandon.	666
La très joyeuse, plaisante et récréative histoire du gentil seigneur de Bayart, composée par le Loyal Serviteur, publiée pour la Société de l'Histoire de France, par M. J. Roman . .	667

Le <i>xvi^e</i> siècle et les Valois, d'après les documents inédits du British Museum et du Record office, par le comte H. de la Ferrière	668
Documents relatifs aux projets d'évasion de François I ^{er} , prisonnier à Madrid, ainsi qu'à la situation intérieure de la France en 1525, en 1542 et en 1544, par M. Ch. Paillard.	669
Voyage dans les Pays-Bas et maladie d'Éléonore d'Autriche (ou de Portugal), femme de François I ^{er} , d'après des documents inédits tirés des archives du royaume de Belgique, par le même	669
Recherches historiques et critiques sur la Compagnie de Jésus en France du temps du P. Coton, 1564-1626, par le P. F.-M. Prat.	670
Mémoires Journaux de Pierre de l'Estoile, etc. Tome troisième: Journal de Henri III; tome quatrième: Les belles figures et drôleries de la ligue; tome cinquième: Journal de Henri IV (1589-1593).	508
Urbain de Laval-Bois-Dauphin, marquis de Sablé, maréchal de France, par M. l'abbé Ambroise Ledru.	309
La Ligue à Pontoise et dans le Vexin français, etc., par M. Henri Le Charpentier.	310
Étude sur un supplément inédit des Mémoires de Richelieu, manuscrit qui, sur la foi de M. Léopold Ranke, célèbre historien allemand, a passé pour les Mémoires du Père Joseph, par M. J. Parmentier.	311
Le cardinal de Retz et l'affaire du chapeau. Étude historique, suivie des correspondances inédites de Retz, Mazarin, etc., par M. R. Chantelauze.	312
Lettres inédites de Hugues de Lionne, ministre des affaires étrangères sous Louis XIV, précédées d'une notice historique sur la famille de Lionne, annotées et publiées par le Dr Ulysse Chevalier.	672
Histoire de Vauban, par M. George Michel.	674
Madame de Pompadour, par MM. Edmond et Jules de Goncourt.	317
Portraits intimes du dix-huitième siècle. Études nouvelles, par MM. Edmond et Jules de Goncourt.	317
L'esprit révolutionnaire avant la Révolution, 1715-1789, par M. Félix Rocquain	315
L'histoire de France, depuis 1789 jusqu'en 1848, racontée à mes petits enfants, par M. Guizot, leçons recueillies par M ^{me} de Witt, née Guizot	674
Mémoires sur les Comités de salut public, de sûreté générale, et les prisons, publ. par M. de Lescure	675
Danton, par M. G. Lennox.	676

TABLE DES MATIÈRES DU VINGT-CINQUIÈME VOLUME. 711

Les Carmélites de Compiègne devant le tribunal révolutionnaire (17 juillet 1794; notice sur leur arrestation, leur procès et leur condamnation à mort, par M. Alexandre Sorel. . .	677
Études sur la Terreur. Les noyades de Nantes, par M. Alfred Lallié.	677
Amiens et le département de la Somme pendant la Révolution, par M. F. I. Darsy.	318
L'administration du département du Finistère de 1696 à 1796, par M. Le Guillou-Penanros.	678
Le siège de Maestricht. L'armée de Sambre-et-Meuse pendant la campagne d'automne de 1794, par M. E. Hardy. . . .	319
Le Général Étienne Guyot, officier de la Légion d'honneur, par M. Alfred Jacquinet.	680
Mes relations avec le duc de Reichstadt, par le comte de Prokesch-Osten, ancien ambassadeur d'Autriche. Mémoire posthume.	680
Histoire contemporaine, par M. l'abbé Courval.	681
Le comte de Serre. La politique modérée sous la Restauration par M. Ch. de Mazade.	682
Les convulsions de Paris, par M. Maxime Du Camp. Tome premier. Les prisons pendant la Commune.	320
Les Évêques et Archevêques de Paris, depuis saint Denys jusqu'à nos jours, par M. le vicomte G. d'Avenel.	321
La marine militaire en France au commencement de la guerre de Cent ans, par M. Ch. Dufourmantelle.	683
Les mœurs judiciaires de la France du ^{xvi} ^e siècle au ^{xxi} ^e par Charles Bataillard.	321
Le droit du seigneur et la rosière de Salency, par M. Léon de Labassade.	684
Une famille au ^{xvi} ^e siècle, d'après les documents originaux, par M. Ch. de Ribbe.	685
Le livre de famille, par M. Ch. de Ribbe.	685
Collection des principaux cartulaires du diocèse de Troyes, par M. l'abbé Lalore.	687
Annales historiques du prieuré de Mesvres en Bourgogne et de ses dépendances, par M. A. de Charmasse.	323
Essai historique sur la cathédrale et le chapitre de Séz, par M. l'abbé H. Marais.	324
Étude sur l'administration féodale dans le Languedoc (900-1250), par M. A. Molinier.	687
Histoire de l'Auxerrois, son territoire, son diocèse, son comté, ses baronnies, son baillage et ses institutions coutumières et municipales, par M. A. Challe.	325

La ville de Crest (Drôme). Sa tour et ses illustrations, résumé historique, par M. J. Brun-Durand	688
Le Fleus de Mons. Levesque et conte al chastel de Crest. Document du XIII ^e siècle commenté, annoté et publié par le même.	688
Le Journal de maître Jean de Solle, docteur en droit et avocat de la ville d'Auch (1605-1642), par l'abbé de Carsalade du Pont	689
Histoire populaire de Fontès et de ses environs ou le village sous l'ancien régime, par M. l'abbé Bigot-Valentin.	326
L'ancien régime dans la province de Lorraine et Barrois d'après des documents inédits, par M. l'abbé D. Mathieu	690
Le guet et la milice bourgeoise à Troyes, par M. Albert Babeau	692
Archives municipales de Bordeaux. Livre des privilèges	693
Registres des comptes municipaux de la ville de Tours, publiés avec notes et éclaircissements par M. J. Delaville le Roulx	327
Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis. Tome V.	694
Recherches sur la chevalerie du duché de Bretagne, suivies de notices concernant les grands officiers de la couronne de France, qu'a produits la Bretagne, les grands officiers du duché de Bretagne, ainsi qu'un grand nombre de chevaliers Bretons, par M. de Couffon de Kerdellech	695
Notes sur l'ancienneté des familles du département de l'Ain, par un Dombiste.	328
Dictionnaire des devises historiques et héraldiques, avec figures, par MM. A. Chassant et Henri Tausin	696
Le roi Léopold et la reine Victoria, récits d'histoire contemporaine, par M. Saint-Réné Taillandier	697
Archiv für die schweizerische Reformations-Geschichte, herausgegeben auf Veranstaltung des schweizerischen Piusvereins	329
Adelaide di Savoia, duchessa di Baviera e i suoi tempi. Narrazione storica, scritta con documenti inediti da Gaudenzio Claretta	330
L'île de Chypre, sa situation présente et ses souvenirs du moyen-âge, par M. L. de Mas Latrie.	699
Chypre. Histoire et géographie, par le marquis de Sassenay	331
Éléments du droit civil russe (Russie, Pologne, Provinces baltiques), par M. Ernest Lehr	701
Les singularitez de la France antarctique, par André Thevet, Nouvelle édition avec notes et commentaires par Paul Gaffarel	332
Une colonie féodale en Amérique, l'Acadie, 1604-1710, par M. Rameau	701

TABLE DES MATIÈRES DU VINGT-CINQUIÈME VOLUME. 713

La monnaie dans l'antiquité. Leçons professées dans la chaire d'archéologie près la Bibliothèque nationale en 1875-1877, par M. François Lenormant	333
Un poète latin du XI ^e siècle, Baudri, abbé de Bourgueil, archevêque de Dol, 1046-1130, d'après des documents inédits, par M. l'abbé Henri Pasquier	335
Une lettre inédite de Peiresc, abbé de Guîtres, au cardinal de Sourdis, avec introduction et notes, par M. Antoine de Lantenay	702
Les Tournonnais dignes de mémoire. Lettres à Monsieur le directeur du Journal de Tournon, par M. Anatole de Gallier . . .	703
Étude sur la vie et les travaux de Proudhon, doyen de la faculté de droit de Dijon, par M. Gabriel Dumay	336
Inventaire analytique des archives de l'hospice de Sablé, suivi de notices historiques, par M. P. E. Chevrier	704
Inventaire Archéologique, par M. Fortuné Parenteau	705

NOMS DES AUTEURS CITÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- ANCESSI (l'abbé Victor), 299.
 ARDUIN (l'abbé Alexis), 655.
 AVENEL (le vicomte G. d'), 321.
 BABEAU (M. Albert), 692.
 BARDENHEWER (le docteur Otto), 661.
 BATAILLARD (M. Ch.), 322.
 BAYLE (l'abbé), 654.
 BIGOT (l'abbé Valentin), 326.
 BOUCHER DE MOLANDON (M.), 666.
 BRUN-DURAND (M. J.), 688.
 CARSADE DU PONT (l'abbé de), 689.
 CHALLE (M. A.), 325.
 CHANTELAUZE (M. R.), 312.
 CHARMASSE (M. A. de), 323.
 CHASSANT (M. A.), 696.
 CHEVALIER (M. Ulysse), 672.
 CHEVRIER (M. P. E.), 704.
 CLARETTA (Gaudenzio), 330.
 CORLUY (le R. P.), 300.
 COURVAL (l'abbé), 681.
 DARCY (M. F. I.), 318.
 DELAVILLE LE ROULX (M. J.), 327.
 DEMOLINS (M. Edmond), 367.
 DU CAMP (M. Maxime), 320.
 DUFOURMANTELLE (M. Ch.), 683.
 DUMAY (M. Gabriel), 336.
 DURUY (M. Victor), 306.
 FERERO (Ermanno), 662.
 FILLION (l'abbé), 654.
 GAFFAREL (M. Paul), 332.
 GALLIER (M. Anatole de), 703.
 GONCOURT (MM. de), 317.
 GUIZOT (M. F.), 674.
 HARDY (M. E.), 319.
 JACQUINOT (M. Alfred), 680.
 KERDELLECH (M. de Couffon de), 695.
 LABESSADE (M. Léon de), 684.
 LA FERRIÈRE (le comte H. de), 668.
 LAGRANGE (l'abbé), 664.
 LALLIÉ (M. Alfred), 677.
 LALORE, l'abbé, 687.
 LANTENAY (M. Ant. de), 702.
 LE CHARPENTIER (M. H.), 310.
 LEDRU (l'abbé Ambroise), 309.
 LE GUILLOU PENANROS (M.), 678.
 LEHR (M. Ernest), 701.
 LENNOX (M. G.), 676.
 LENORMANT (M. François), 333.
 LESCURE (M. de), 675.
 MARAIS (l'abbé H.), 324.
 MAS-LATRIE (M. L. de), 699.
 MATHIEU (l'abbé D.), 690.
 MAZADE (M. Ch. de), 682.
 MICHEL (M. Georges), 674.
 MOLINIER (M. A.), 687.
 PAILLARD (M. Ch.), 669.
 PARENTEAU (M. Fortuné), 705.
 PARMENTIER (M. J.), 311.
 PASQUIER (l'abbé H.), 335.
 PRAT (le R. P.), 670.
 PROKESCH-OSTEN (le comte de), 680.
 RAMEAU (M. E.), 701.
 RIBBE (M. Charles de), 685.
 ROBIOU (M. F.), 304.
 ROCQUAIN (M. Félix), 315.
 ROMAN (M. J.), 667.
 SAINT-RENÉ-TAILLANDIER (M.), 697.
 SASSENAY (le marquis de), 331.
 SCHUSTER (le D^r F.), 303.
 SICARD (M. l'abbé), 664.
 SOREL (M. Alex.), 677.
 TAUSIN (M. Henri), 696.
 THEVET (M. André), 332.
 VAN DEN BERG (M.), 302.
 VIGOUROUX (M. Fr.), 657.
 WITT (M^{me} de), 674.

PRINCETON UNIVERSITY LIBRARY

PAIR>



32101 017400043

